1ère ANNÉE N° 1 — LE NUMÉRO 6 CENTS — MERCREDI 16 SEPTEMBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES MERCREDIS
Bureaux : 23 rue HOUTEN TAM DANOI Directeur politique : Nguyễn Văn Tiến
Abonnements : 1 AN : 3$00. 6 MOIS : 1$60. 3 MOIS : 0$90.
Adresser correspondances et mandats à M. Trần Văn Phu, Administrateur-Gérant.

La loi du 30 Juillet 1881 sur la liberté de la presse, déclarée, par son article 68, applicable aux colonies sans distinction ni restriction. Cette loi ayant posé le principe de la liberté absolue de la presse, sans aucune autorisation préalable, en tous pays français où il n'existe de publication en langue française ou idiomes non français, il ne saurait être dérogé à cette règle fondamentale que par une autre loi. Le décret du 30 décembre 1925 prévoyant pour l'Indochine une réglementation particulière de la presse publiée en langue étrangère ou en quoc-ngu est illégale et inexistante. —

(Arrêt de la Cour de cassation du 23 - 9 - 1933)
(Tenant du 3 - 1 - 1936 No 258)

Notre point de vue

Six années de crise et de déflation ont ruiné les forces vives de ce pays.

A l'heure actuelle aucun symptôme de reprise n'est à noter. Au contraire, on constate un chômage de plus en plus intense dans les villes et une profonde misère dans les campagnes.

Les contribuables écrasés par une fiscalité trop lourde, les industriels et les commerçants épuisés par plusieurs années de lutte stérile contre la crise, les masses ouvrières et les classes moyennes, par le chômage, la réduction des revenus, des traitements et des salaires, sont à bout de patience se débattent, désespérés.

L'Indochine tout entière vit au ralenti.

Tandis que les propriétaires moyens sont acculés à la faillite par suite de la baisse catastrophique des prix des produits agricoles, les paysans pauvres qui constituent 90 % de la population agricole du Tonkin et de l'Annam sont guettés à tout instant par une famine de grande envergure.

Les dernières inondations qui détruisent peu d'hommes mais beaucoup de biens aggravent singulièrement la situation des paysans tonkinois. Les secours organisés par les particuliers de bonne volonté et par le gouvernement du protectorat s'avèrent insuffisants. La mobilisation, indispensable de 30.000 paysans pour la reconstitution des digues bouleverse les travaux de la campagne de cette année.

La prochaine récolte s'annonce déficitaire.

La famine est inévitable.

Et c'est un spectacle qui recommence tous les trois ou quatre ans.

Jusqu'ici aucun programme de grands travaux n'est sérieusement envisagé. On s'est contenté de prodiguer des secours une fois le sinistre produit. On croit accomplir ainsi un acte de charité.

Il ne s'agit, pourtant, même pas d'un acte de justice, car dans ce pays presque exclusivement agricole, les classe moyennes et la paysannerie sont les données essentielles du problème social.

Durement frappées par la crise et constamment exposées aux catastrophes qui anéantissent en un instant leurs longs et patients efforts ces catégories d'habitants constituent des éléments d'une instabilité redoutable pour l'équilibre politique du pays. Leur créer des conditions plus acceptables de travail et de vie, n'est plus seulement un acte d'humanité mais encore et surtout un acte politique.

Il est temps, croyons-nous, de les aider à s'organiser et à dresser un programme de sauvetage tenant largement compte de la réalité et orienté vers l'amélioration de leurs conditions d'existence.

La recrudescence de l'activité politique de la bourgeoisie nationale, le réveil et l'inquiétude grandissante des classes populaires depuis la crise créent dans ce pays une situation telle qu'elle nous interdit toute distraction abstraite et exige une solution serrée et précise.

C'est en partant de cette idée que nous nous livrons à des enquêtes minutieuses sur les conditions de vie de différentes classes sociales, en vue d'en dégager un plan de réformes dont nous poursuivrons inlassablement l'entière réalisation.

Chaque critique que nous présentons, chaque vœu que nous formulons est, tiré d'une analyse objective des faits

Nous n'inventons rien.

Nous ne disons rien qui ne soit vrai, qui ne soit contrôlable.

Notre tâche essentielle est d'étudier aujourd'hui la situation des ouvriers, des paysans et des classes moyennes devant la crise et de revendiquer pour eux le droit de vivre et d'améliorer leurs conditions de travail.

Dures et déjà, nous mentionnons sur le plan concret de notre politique :

La liberté syndicale pour toutes les professions manuelles ou libérales ;

La promulgation des lois de protection ouvrière ;

Les libertés publiques.

Nous proclamons notre fraternelle sympathie à tous ceux qui peinent et qui souffrent.

Nous affirmons notre indissoluble solidarité avec ceux qui travaillent pour l'émancipation des masses exploitées.

Gr fol. Jo.

LE TRAVAIL

adresse cet appel à tous ceux qui croient en l'avenir de notre pays et qui veulent cet avenir meilleur :

Aux travailleurs intellectuels, écrivains et artistes, il demande de se grouper pour exercer une action sociale commune. En venant se ranger côte à côte, ils n'abdiquent rien de leur indépendance de pensée, de leur personnalité littéraire ou de leur tempérament artistique. Une même foi dans le principe de Justice, un même désir d'affranchissement des masses populaires, suffit pour sceller leur alliance.

Après s'être reconnus et rejoints, ils se tourneront ensemble vers les manifestations vivantes pour les encourager à s'organiser, à se défendre, à se bâtir un avenir meilleur. Ils combattront l'oppression, l'autocratie et les privilèges qui ont maintenu pendant des siècles le peuple dans l'ignorance et la misère.

Ouvrière de l'intelligence, ils prendront leur part de travailleurs dans l'œuvre grandiose de renaissance humaine.

Aux travailleurs manuels, artisans, ouvriers et paysans,

Nous disons de prendre conscience de leur situation d'exploités.

Nous faisons comprendre la nécessité de s'unir, de s'organiser pour la défense de leurs intérêts sacrifiés.

Nous les invitons à se réunir localement d'abord, régionalement ensuite, en comités sous la direction des plus qualifiés d'entre eux.

Ces comités auront pour tâche essentielle de :

1° Créer un lien de solidarité entre les différentes branches de l'activité ouvrière : métallurgie, mine, imprimerie, textile, etc., par une liaison étroite entre les ouvriers des villes et ceux des campagnes.

2° Etudier en commun les questions politiques, sociales et professionnelles qui intéressent leur métier ; recueillir les vœux et les suggestions concernant leurs conditions de travail et de vie.

3° Envoyer leur adhésion au comité central d'organisation du Congrès Indochinois qui devra avoir lieu avant l'arrivée de la Commission d'enquête parlementaire.

Aux militants de la cause ouvrière,

Nous demandons amicalement leur collaboration. Il est temps de mettre en commun nos aspirations éparses, de coordonner nos efforts pour créer dans ce pays des conditions favorables à l'épanouissement d'une véritable démocratie.

Aux camarades Cochinchinois !

L'avènement du Front populaire en France a produit dans toutes les colonies françaises ces répercussions attendues. Les peuples conquis, jusqu'ici réduits dans leur profonde misère, croient percevoir une lueur d'espérance. Ils espèrent qu'à la fin on voudra bien considérer qu'eux aussi, ils font partie de la grande humanité, qui leurs cris de détresse, leur revendication du droit à la vie pourront se faire entendre.

L'Algérie, la première, a élevé la voix ; puis ce fut le tour des ouvriers de Pondichéry, dans l'Inde française. L'écho de leurs réclamations arrive, lointain, mais retentissant jusqu'à notre Indochine.

Alors vous, Camarades de Cochinchine, notre avant-garde dont nous sommes justement fiers, vous vous êtes levés, bravant la réaction coloniale, vous émettez l'idée du congrès Indochinois, un congrès de caractère essentiellement populaire qui sera chargé d'élaborer les vœux des peuples Indochinois.

A votre appel les masses cochinchinoises ne restent point indifférentes. En moins d'un mois, la grande idée a pénétré jusque dans les couches profondes du prolétariat et de la paysannerie. A Saigon et en province, des comités d'usine, de quartier, de village se forment, se multiplient dans une fièvre grandissante. Ils imposent leur existence à la légalité si étroite du gouvernement colonial.

Devant la vague populaire montant encore plus haut, entraînant dans son tourbillon une foule encore plus nombreuse et plus enthousiaste, les assises d'une représentation populaire s'affermissent.

Et pour la première fois dans l'histoire de la Cochinchine, les masses laborieuses s'organisent en dehors d'elles-mêmes pour la défense de leurs intérêts sacrifiés.

Camarades,

Vous avez donné un exemple réconfortant d'organisation et de combativité. Dans la magnifique ardeur de votre travail, vous n'avez pas oublié votre frère de la période. Vous nous avez conviés à participer activement au mouvement du Congrès.

Mais dans cet Annam-Tonkin où les forces de conservation sociale sont encore toute puissantes, votre appel semble n'avoir provoqué que des sonorités rares et superficielles, perdu du moins en apparence, dans une atmosphère générale d'inertie.

A Hanoï, des réunions ont bien eu lieu, rassemblant en leur sein des bourgeois cossus ou quelques petits-bourgeois ambitieux qui prétendent asséner non seulement la représentation de leurs classes ; mais encore celle de la classe ouvrière et paysanne.

Ils tentent ainsi de voiler l'objectif immédiat du Congrès Indochinois : l'organisation et la défense des intérêts vitaux des masses de l'Union indochinoise.

Ils essaient de confisquer à leurs seuls profits les avantages que pourrait donner le mouvement revendicatif suscité par la politique coloniale du Front populaire.

Mais une telle entreprise sera vouée à un échec inévitable.

Les travailleurs tonkinois sauront déjouer leurs manœuvres et dénoncer leur trahison.

Ils feront bloc avec leurs frères de cinq pays de l'Union et sauront faire légitimer par les dirigeants du Gouvernement métropolitain contre l'imposture d'une minorité de privilégiés.

Au régime actuel, nous tous, nous souffrons depuis trois quarts de siècles, comme vous, frères de Cochinchine, et pour être plus que vous. Si tant est qu'il puisse y avoir des degrés dans cette misère noire dans laquelle se débattent et dépérissent les peuples opprimés.

La crise, en précipitant l'évolution d'une société en décomposition, nous a fait avancer encore d'un siècle, comme dirait Dante, dans cet enfer des vivants.

Funèbre marche en avant !

Les ouvriers ne vivent plus, saignés jusqu'à la moelle avec des salaires de famine, et ces salaires dans beaucoup d'écoulés ne paient en partie avec du riz noir !

La sous-alimentation chronique, [illegible] aboutissant à l'anémie, [illegible] mal au service de classe. Fossoyeur au patronat.

Affreuse harmonie d'une société vicieuse dans le principe !

Dans les campagnes, les impôts fonciers, maintenus dans leurs taux anciens, sinon augmentés, les récoltes déficitaires et la baisse du cours du paddy prélèvent à un rythme accéléré de larges couches de la paysannerie moyenne. La fameuse taxe sur les produits agricoles, appliquée en Annam s'avère plus meurtrière pour les cultures de céréales que n'importe quelle sécheresse ou quelle grêle du ciel le plus inclément.

Dans certaines localités, le monopole du sel rédnit des centaines d'habitants spoliés à la mendicité collective ou à un état proche.

Mais, ce n'est point ici ni le lieu ni le moment de détailler la liste interminable de ces maux.

Il s'agit pour nous de prendre conscience de notre profonde misère malgré l'optimisme de commande de certains écrivains ou journalistes.

Il s'agit pour nous de comprendre qu'il est grand temps que les masses s'occupent elles-mêmes de leurs intérêts, et s'affirment leurs droits à la liberté et à la vie.

Nous sentons profondément la nécessité de nous organiser et de combattre à côté de nos frères de Cochinchine. Car les raisons d'être du mouvement congressiste s'affirment, plus impérieuses en Annam-Tonkin que partout ailleurs !

Déjà, l'amnistie intégrale réclamée par le prolétariat français pour ses frères coloniaux devient en Indochine — libération conditionnelle ou sursis — limités à certaines catégories de prisonniers politiques.

Déjà, les lois sociales sont combattues ici par ceux-là mêmes qui sont chargés d'étudier leurs conditions d'application.

Déjà, les classes dirigeantes de ce pays s'ingénient à entraver à rendre inefficaces les mesures prises par le gouvernement populaire en faveur du peuple de l'Indochine.

Pendant que le gouvernement métropolitain parle d'enquêter sur les colonies, en Annam-Tonkin, la liberté de réunion et la liberté de la presse nous sont complètement refusées.

Un journal déjà autorisé a été même supprimé avant l'heure de sa naissance.

Des jeunes gens, rien que pour avoir osé parler de s'organiser afin de renseigner les enquêteurs s'attirent de la part du la Police des menaces du prison ou voient leur maison gardée par des agents en civil ou en uniforme.

Quatre cents personnes qui voulaient assister à la réunion du bureau-comité de M. Pham-Quynh pour lui nier le droit de les représenter ont été dispersés par la police.

Les classes dirigeantes ne veulent pas comprendre l'immensité du droit de la multitude, ne veulent pas discerner l'urgence des changements nécessaires. Elles persistent dans leur attitude d'hostilité systématique, de méfiance injustifiée en abusant du pouvoir qu'elles détermissent arbitrairement.

Elles considèrent ceux qui travaillent à préciser les aspirations du peuple comme des fomenteurs de troubles, des conspirateurs que leurs lois scélérates puniront comme tels.

En dépit du régime d'obstruction que le gouvernement colonial entend instaurer en Annam-Tonkin, les masses de l'Annam-Tonkin affirment leur volonté de participer au congrès.

Camarades de Cochinchine, venez à nous. Conjuguez vos efforts avec les nôtres pour résister contre la réaction coloniale.

Nous demandons instamment au Gouvernement du Front Populaire et en particulier à M. le Ministre des Colonies des mesures indispensables pour protéger les congressistes de la répression du gouvernement local, pour leur permettre d'organiser librement le Congrès, de recueillir librement les vœux exprimés par toutes les salégories sociales, de se réunir enfin librement pour confronter leurs idées et coordonner leurs revendications.

Le Gouvernement de France nous refusera-t-il ce droit d'exprimer nos désiderata avec toute la franchise nécessaire ? C'est ce que nous ne croyons pas. Car alors, la commission d'enquête inscrite dans son programme électoral, devient, droit un vain mot : on n'enquête pas sous le régime du bâillon et de la trique.

A nous, frères de Cochinchine, soutenez-nous dans notre lutte pour conquérir le droit de dire nos revendications.

Vive le congrès indochinois
Vive l'union des masses indochinoises

LE CONGRÈS INDOCHINOIS EN MARCHE

Il a fallu une poussée soudaine venue du dehors pour changer le courant habituel de la vie politique en Indochine... Il a fallu l'avènement du Front populaire pour qu'il ait eu se souvienne de l'existence d'un peuple de 20 millions.

L'idée d'un Congrès indochinois concrétisant les revendications des populations indochinoises se fait de plus en plus précise. La dernière réunion organisée par M. Nguyễn-phan-Long à Saigon, la déclaration de M. Lê-thanh-Cảnh en Annam, la constitution d'un comité provisoire d'organisation de la section tonkinoise montrent que l'idée a gagné le pays tout entier.

La crise économique a posé à toutes les classes sociales du pays des problèmes nouveaux à résoudre. Acculés à la faillite par la baisse catastrophique des prix des produits agricoles, particulièrement du riz, du cantchone et des cocons, les producteurs indochinois croient trouver leur salut dans le « déstabilisation » de la piastre. Ils le réclament depuis trois ans.

Ils ont organisé à Saigon des meetings. Ils sont descendus dans la rue.

Par l'impérieux besoin d'écouler leurs stocks de marchandises, les industriels cherchent à réduire leurs prix de revient. Ils se livrent dès lors à une vaste offensive contre les salaires des ouvriers.

Ainsi, la réduisant en même temps le pouvoir d'achat des masses laborieuses et aggravent encore leur situation, la limitant la production se exclusif par cela même de leur clientèle un grand nombre d'ouvriers en les réduisant au chômage.

Le chômage et la limitation de la production en provoquant une forte diminution de la demande des produits agricoles accentuent la crise agricole.

Les paysans étiolés de la production et ruinés sont obligés de réduire leur demande des produits industriels.

C'est ainsi qu'en s'enchevêtrant avec la crise industrielle, la crise agricole s'aggrave, celle-là en est aggravée à son tour.

Ce cercle de misère est mortel pour un pays qui a été spécialisé dans la production exclusive de certaines matières premières comme l'Indochine.

Aussi, l'inquiétude générale devient-elle de plus en plus profonde à mesure que la crise s'aggrave et se prolonge.

Six années de déflation ont réduit les ouvriers et paysans à une misère extrême. Il est bien difficile de se faire un tableau de la situation des travailleurs Indochinois. Si l'on compare le mouvement des prix et des salaires, on constate des faits vraiment incroyables.

Les travailleurs du Tonkin, les plus misérables et les plus exploités de l'Indochine, voient leurs salaires réduits au delà du minimum accordés des 4 années de la crise. Dans le Nord du Tonkin, de 1931 à 1933 les salaires des ouvriers qualifiés diminuent de 0$60 à 0$40 soit 33 %.

En moyenne, dans les mines du Tonkin, les salaires des mineurs diminuent de 36 %.

En ce qui concerne les ouvriers agricoles la Revue France Annamite de M. Babut nous a affirmé qu'ils ne mangent pas à leur faim avec des salaires qu'ils gagnent.

Actuellement un repiqueur gagne de 3 cents à 5 cents par jour ; un moissonneur de 4 cents à 7 cents, un laboureur de 10 cents à 15 cents.

Un coolie adulte consomme environ 1k500 de riz par jour et si le riz coûte une piastre les 15kgs (cours normal au Tonkin) il devra dépenser 10 cents, rien que pour l'achat du riz blanc.

Ces données sont extraites des chiffres officiels et témoignent irrésistiblement la grande détresse des masses laborieuses. Celles-ci constituent elles-mêmes la donnée fondamentale du problème social qui se pose dans toute son acuité devant le pays tout entier.

Le Congrès Indochinois où les intérêts de toutes les catégories sociales seront représentés permettra la coordination des efforts et le rajustement des solutions.

LISEZ ET FAITES LIRE
LE TRAVAIL

EUX ET NOUS

De Nguyên-Phan-Long à Pham-Huy-Luc

Un congrès national peut-il être sans la nation ? Pourtant c'est ce que M. Pham-huy-Luc et ses amis sont en train d'essayer.

Tout compte fait, nous trouvons que M. Nguyên-phan-Long est encore le plus intelligent des bourgeois.

...Il ne manquait aucune occasion de ce poser en défenseur ardent des intérêts soi-disant annamites. En 1923, il prenait l'argent des chinois de Cholon pour combattre le projet Candelier. Mais il savait vendre sa science, marcantes d'une teinte nationale et patriotique telle qu'il apparaissait au peuple comme le Messie.

Dès lors, le gouvernement devait compter avec lui—il avait du service d'une représentation nationale, il était comblé d'honneurs et de richesses. Devenu un des chefs les plus en vue du Parti Constitutionaliste, il savait pratiquer une fructueuse politique d'opposition, il était l'ami du gouvernement et l'idole du peuple.

Mais hélas ! le pays évoluait et son Parti périclitait—les éléments jeunes et actifs se détachaient de ce parti qui ne répondait plus aux besoins nouveaux du pays.

M. Nguyên-phan-Long coupait son influence balzac de jour en jour.

Le crise survient. L'argent devient rare. Rétait à n'être plus que le rédacteur en Chef de la Tribune Indochinoise, il prenait patience et guettait l'occasion.

Il la croyait venir avec la campagne menée par les rizicultures contre la distillation de la pistre.

Il sortait du silence de son bureau de rédaction pour porter l'étendard de la révolte.

Il s'est fait envoyer comme délégué protecteur à la commission des colonies à Paris—Il croyait que l'heure est venue pour renouveler sa popularité perdue.

Mais il devait en être terriblement déçu. Son retour fut un fiasco lamentable.

A partir de ce jour, M. Nguyên-phan Long a changé de tactique. Il a est rendu compte qu'il faut avoir l'appui des masses pour spéculer avec le gouvernement.

L'avènement du Front populaire en France achève de lui montrer le chemin. Résolument il se rallie à la cause des masses.

Dans une réunion publique, il n'a pas hésité à déclarer qu'il n'est pas membre du Parti Constitutionnaliste.

Apart seul la poussée irrésistible des masses, il lança l'idée d'un Congrès indochinois.

Il espère pouvoir ainsi se donner du change et redorer sa monnaie dépréciée.

Le gouvernement aura de nouveau à compter avec lui. Des tractations vont avoir lieu. Il se posera en médiateur entre le peuple et le gouvernement.

Il flirtera avec l'un en se faisant tendre avec l'autre. Et à la fin, il trahira l'un et l'autre pour se ménager une retraite heureuse.

Notre national Pham-hug-Luc n'est même pas capable de concevoir une telle manœuvre. Chez lui, quoique n'a trahi pas son moral. Lourd de corps et d'esprit, il ne peut jamais s'élever au-dessus de certaines considérations purement conformistes. C'est un homme qui ne peut pas être dérangé dans sa digestion comme dans ses conceptions surannées sur la politique et la société. Incapable de tout effort intellectuel ou moral, il se flatte de garder les idées de ses ancêtres.

Il est traditionnel par faiblesse, journaliste par nécessité.

Comme son collègue du Sud, son influence baissait avec la crise.

En vue des élections prochaines, et pour n'être pas en reste de patriotisme avec les hommes politiques de la Cochinchine il a émis aussi l'idée d'un Congrès National où toutes les classes seront, dit-il, représentées. Mais en haut lieu, on a dû lui apprendre qu'il a commis une gaffe, qu'il s'agit de faire amende honorable en écartant les éléments populaires.

La peur du gendarme le rend sage et docile.

Il manœuvre désespérément à éliminer les représentants des ouvriers et paysans qui étaient convoqués à la première réunion constitutive.

Et voici en manœuvre.

Il forme en secret un «comité des sept» qui prend le nom de « comité chargé de rédiger le cohier des doléances ». Charge? por qui ? Personne ne peut le dire. Ce mystérieux comité des sept croit accomplir une mission divine.

Et comme les sages de la Chine ils espèrent vouer leur nom à l'admiration de la postérité.

Parmi eux se trouve comme par hasard M. Nguyên-tuong-Tam, directeur du Phong-hoa, un jeune-vieux c'est-à-dire jeune quand il écrit et vieux quand il vit. Quand il écrit, il se soucie pour des « abonnements, quand il vit, il veut être bien avec les grands. D'ailleurs c'est un sujet peu intéressant comme celui de ses remous sociale « psychologiques petit-bourgeois. Enfin, il aimait grossir inutilement les rangs des incapables. Car on ne peut s'improviser défenseur des masses alors que depuis son berceau, on ne vit que dans l'atmosphère l'inanité vaine et le mépris absolu des masses. On ne se sont c'est jamais intéressés aux conditions de travail et d'existence des ouvriers et paysans.

Ces messieurs tiennent toujours exploiter cette corporation. Il a fallu l'avènement du Front populaire pour qu'ils parlent de défendre les intérêts des masses.

Ce langage est si nouveau pour eux qu'il leur écorche la langue, ils ne trempent plus personne, ils seront fatalement démasqués et se verront réduits à n'être plus que des charlatans sans clients. Leurs discussions bigantines ne sauront rapporte fabriqué dans leur cabinet de travail seront dépourvue de tout intérêt et de toute laffuence ce sur la masse.

Et ne sera pas avec eux que se fera le Congrès Indochinois.

Deux Messieurs qui se sont réunis le 7 Septembre dernier à Hué en vue de la participation de l'Annam au Congrès indochinois

Messieurs,

En apprenant par les journaux que vous voulez expédier vos affaires d une vitesse cerligneuse pour arriver à votre fin, nous sommes étonnés que vos actes actuels soi-disant populaires font un contrast frappon avec votre caractère d'ordinaire si Indolent) comme le cours de celle Rivière du Parfum qui exerce une influence néfaste sur nous.

Récapitulons les faits relatés :

Le 7 Septembre, une réunion de représentants du peuple et d'autres personnalités du monde politique (sic) s'est tenue à Hué, à l'issue de laquelle des désiderata de la presse locale ont été débattus, précisés et certaines revendications au profit des masses (lesquelles ouvrières ! paysannes ! petites bourgeoises, bourgeoises ! ou de princesses !) ont été votées. On a nommé avant de se séparer une délégation qui parlera au nom de la presse à la prochaine assemblée du 20 Septembre à cette dernière date, des « élus » de diverses classes sociales, de divers groupements corporatifs conféreront en séance publique pour rédiger le cahier des vœux qui sera l'organe pour quelques certaines du bourgeois, petits bourgeois et pour plus de 4 millions de paysans (tampes-prolétaires (prolétaires-à—ne—pieds) de paysans prolétaires c'est-à-dire de tout l'Annam.

Esprit simpliste on portesse limité de ces Messieurs. Ils prétendent travailler pour les masses mais ils n'effectuent pas les masses !

Nous, notre position est claire et nette. Nous suivons strictement la ligne de conduite tracée par le Comité central provisoire de Saigon qui organise, à travers toute la Cochinchine, des comités d'action de village, de canton, de province, d'usine et de quartier. Ces comités d'action sont chargés de recueillir les vœux exprimés par les populations de leur ressort respectif et les soumettront aux délibérations du Congrès indochinois lequel sera chargé de coordonner et de rédiger les revendications définitives du peuple indochinois.

Le prolétariat rural du Tonkin

Un prolétariat rural très important est né soit de la surpopulation, soit de l'expropriation des petits et très petits propriétaires, des fermiers, des métayers par une bande de capitalistes européens, chinois, annamites rapaces, malins et sans scrupule.

La concentration des moyens de production c'est-à-dire la constitution des grandes propriétés au détriment des petites et moyennes propriétés se poursuit à un rythme accéléré si bien que dans certaines provinces comme Thai-Binh, province réputée la plus riche du Tonkin où avec une population de 927 000, le nombre de propriétaires possédant de 0 à plus de 100 mâu (36 ha) ne sont que de 87.204 et répartie comme suit :

0	à 1 mâu	on	0	à 0,36 Ha	61.546	70,6 /.
1	» 5	»	0,36	» 1,80	20.215	23 2
5	» 10	»	1,80	» 3,60	3.744	4.5
10	» 50	»	3,60	» 18,00	1.589	1,3
50	» 100	»	18 00	a 36,00	69	0,08
plus de 100			plus	de 36,00	41	0,02
					87.204	100

chiffres établis en 1932 par Mr. Yves Henry Inspecteur Général de l'Agriculture des Colonies (Economio Agricolo do l'Indochine Yves Henry page 108).

Mécanisme de concentration en prolétarisation des couches paysannes moyennes

Cette concentration so lait par suite da prêts, de vente à réméré, usure que les grands propriétaires pratiquent vis-à-vis de leurs voisins. Le crédit auquel les cultivateurs font appel est un crédit usuraire. Le taux d'intérêt est très variable mais toujours il grève lourdement leur budget, absorbant tout le bénéfice de la culture et do leur activité.

Les roraux font appal à l'usurier dans de nombreuses circonstances, dont les principales sont les suivantes :

1·) Remboursement des prêts contractés chez un autre usurier.

2·) Condidature à une fonction publique et fêtes à cette occasion. Dans ce cas, les sommes empruntées sont parfois considérables. Pour être Truong-tnàn (chef des veilleurs) Truong-ha (tenour du registre cadastral) Thu-quy (trésorier) Thu-ky (secrétaire) etc ... un candidat sans concurrent dépense au moins 50 à 100$. Les maires, chefs do canton doivent déponser parfois jusqu'à 1000 à 2000$ pour l'obtention de leurs places.

3·) Cérémonies familales : mariages, enterrements, anniversaires d'un ancêtre ; les emprents dans ce cas dépassent même plus de 100 à 200$;

4·) Remboursement des dettes contractées au jen, on lors du paiement des impôts ;

5·) Culture. Les dotes des emprants sont généralement : le rapiçage, les 2 et 3e mois, l'irrigation et la sarclage, le 7é et 8e mois pour le sarclage et battage. Ils ont pour but le paiement de la main-d'œuvre supplémentaire, l'achat d'engrais, de semences. La somme empruntée pour la culture serait d'environ 10$ par mân et par campagne ;

6·) Nourritura. Prêta à la morte saison, 3è ot 8è mois, consistant jen prêts en nature aux petits cultivateurs avec ramboursement en nature à la moisson, on prêts en argent avec ramboursement en nature ; taux variable suivant les cours, les conditions du prêt etc, et avances de salaires aux travailleurs agricoles, avances n'excédant guère 2 a 5$ et consenties par l'employeur ;

Les prêts sont souvent faits en espèces, pour les prêts à court terme (1 an, au maximon 2 à 3 ans), l'intérêt est en raison inverse des garanties, moins l'emprunteur a de garanties plus le taux est élevé. De plus en cas de calamités : inondation. typhon, le taux augmenté beaucoup. Pour les prêts de plus dà 1000$ le taux est normalement de 2·/. par mois pour les emprunteurs connus do l'usurier, amis, parents, et de 3·). pour les autres. Pour ceux de 500 à 1000$ la taux varie de 4 à 5·), par mois et pour ceux de moins de 500$ do 6 à 10·/.

L'emprunteur signo un billet appelé reconnaissance de dette. La somme portée est souvent une somme double de la somme empruntée on au moins égale à la somme augmentée des intérêts. En général, si l'acte est fait sous forme de vente à réméré, on mentionne le double du montant da prêt plus l'intérêt légal et on exige l'aval d'une personne solvable du village. Si l'acto est fait sous forme de vente définitivo on mentionne seulement le montant du prêt intérêt compris.

On y certifie que l'intérêt est l'intérêt légal pour être on règle avec la loi. La désignation de la garantie : rizière, propriété bâtie, animaux est faite et la possession do la propriété est certifiée par le Tronghu, les signatures sont certifiées exactes par le ly-truong. Suivant la valeur du mân le cultivateur peut emprunter plus ou moins. La valeur de la surface engagée correspond à environ deux au trole fois la somme prêtée,

51 l'emprunteur remboursa avant l'échéance, l'usurier peut quelquefois diminuer la dette, mais lon jours dans de faibles proportions. Si l'emprunteur ne paye pas à l'échéances, l'usurier envoie chez son débiteur un vagabond : a Nac-nô » chargé de faire du scandale. Cette créature de l'usurierait aux crochets de l'emprenteur qui doit lui fonrnir nourritura, sécool optum, pour boire (de 0$50 à 2$) Si malgré cela le débiteur so montre réfractaire le créancier possède en main des pièces conformes aux formalités exigées par la loi.

Si l'emprunteur a exigé le titre de propriété, il peut en s'adressant au ly-truong faire mettre à son nom la propriété (contumes annamites), sinon il tradnit le débiteur devant la justice pour procéder aux saisies. Les mandarins de circonscription : tri-phn, tri-huyen ont le droit de juger jusqu'à 30$. On n'a généralement pas intérêt à aller devant le tribunal les frais de justice coûtant plus cher que la somme à récupérar. De plus les immeubles vendus en justice sont vendus bien moins cher qu'en vente normale. On no va en justice qu'en dernier ressort, on perfrayer les autres débiteurs, les tribunaux laissant saisir les paillotes. Si la somme emprontée est assez faible et que l'usurier veut accaparar toutes les rizières du débiteur, il laisse passer la date de l'échéance et contraint le débiteur à renouveler son prêt, la somme inscrite étant environ le double de la somme déjà empruntée augmentée des intérêts et ainsi de suite. Grâce à ce système le débiteur perd rarement ramboursar une somme au-dessus de ses moyens et toutes ses rizières deviennent propriété de l'usurier. Quand un pauvre a des dettes accumulées envers un usurier et qu'il ne peut rembourser, il s'acquitte parfois en lui donnant ses fille comme concubine ou en lui cédant son enfant en bas âge. Pour les prêts à très court terme (quelques jours à 1 ou 2 mois au maximum) l'intérêt est plus élevé, il est parfois de 15 à 25 /. par mois et peut atteindre 150 / par mois, par exemple dans le cas d'un ly-truong qui a dilapidé an jen le produit des impôts du village. Il lui faut alors emprunter pour verser dans un délai de 2 an 3 jours la somme totale L'usurier lui prête an taux de 3 à 5 cents par piastre at par jour, s'il a l'aval de plusieurs personnes, notamment de tons les notables et généralemsot du chef de canton. Le ly-truong donne en garantie tous ses biens immobiliers et son cachet de ly-truong. De plus, il rédige un papier par lequel il reconnait avoir jané et dilapidé le montant de l'impôt. Ce papier serait en cas de non-paiement transmis aux autorités supérieures La responsabilité de tons étant engagée l'usurier rentre dans ses fonds généralement sans difficulté.

Les prêts à très court terme non liés parfois sous la forme suivante (prêts consentis à des marchands de la place) pour 1$ empruntée an début du mois, le débiteur rembourse 5 cents par jour à partir du lendemain, pendant un mois (smortissement).

Les exproprietaires sont très bablés et savent, par une charité ménagée et intéressée, ot par une répression énergique à titre d'exemple contre certains débiteurs récalcitrants et se faire considérer comme des hommes justes. De plus, par leur importance, ils ont des relations suivies avec le corps mandarinal et les Européens du chef-lieu et trafiquent de cette influence. La pauvre paysan sait que, même ayant raison, intenter un procès contre un richard serait pure folie et que le procès est perdu d'avance, aussi il se résigne, subit le sort commun, abandonne ses biens si devient fermier ou métayer de ses anciennes rizières.

(suite au 3è page)

(suite de la 1ère page)

Il permettra aux populations protégées de se reconnaître, de prendre conscience de leur rôle historique dans l'évolution de leur pays.

Il sera la représentation ainnère des masses de l'indochine.

Seul, il sera qualifié pour parler en leur nom, pour exprimer au Gouvernement leurs besoins actuels et leurs aspirations

Seul, il aura une influence suffisante sur toutes les classes de la population.

Seul, il sera capable de travailler utilement avec le Gouvernement à l'élaboration d'un programme de réformes libérant le pays des entraves de la routine pour le pousser résolument dans la voie du progrès.

Le Gouvernement se doit de favoriser une telle initiative. Il aura tout à gagner et rien à perdre

Il connaitra les sentiments réels jusqu'ici inexprimés d'un peuple qu'il gouverne. Il appréciera le niveau de son évolution sociale pour y adapter une politique adéquate.

Il aura par les travaux du Congrès Indochinois des renseignements utiles sur les pays de l'Union qu'une enquête officielle ne saurait jamais lui fournir.

Le Congrès Indochinois doit être considéré non pas comme une entreprise séditieuse mais la manifestation d'un acte de majorité du peuple protégé, une manifestation en faveur de l'affranchissement des travailleurs coloniaux.

Mais comment choisir les délégués au Congrès pour donner à celui-ci le prestige d'une représentation vraiment populaire.

Tient que tenies, les classes sociales des délégués par vote leurs délégués naitra d'un Cahier de Vœux élaboré par leur comité d'action. Ce Cahier de Vœux comprendra deux parties : un exposé objectif des faits et un programme de réformes proposées. Ces délégués auront à élire commission d'études qui sera chargée de cordonner les revendications particulières et corporatives et de les empêcher d'être en conflit avec l'intérêt général du Congrès.

Toutes les questions soumises au Congrès seront débattues publiquement et adoptées à la majorité absolue des voix exprimées.

La dernière séance sera réservée au vote d'ensemble du Cahier de Vœux.

Donc, le travail qui doit se faire immédiatement doit être un travail d'organisation de propagande et ne du former dans les villes et dans les campagnes et pour toutes les classes sociales des comités d'action qui seront chargés de recueillir les vœux exprimés.

Les membres des comités d'action ainsi constitués, devront se livrer à des enquêtes minutieuses et personnelles sur les conditions de vie et de travail des catégories qu'ils représenteront.

Ils rédigeront un cahier de vœux qui sera présenté au Congrès Indochinois par leurs délégués désignés également par vote.

Le Congrès pourra ainsi travailler sur des données dictées des besoins réels de toutes les populations Indochinoises.

Et les conclusions que le corps aura adoptées s'imposeront par leurs valeurs objectives inconnus labies à l'attention de la commission d'enquête et au Gouvernement du Front populaire.

Confidences

Jeunes camarades qui de vos yeux songeurs scrutez l'avenir — comme ces promeneurs ennuyés par une plage brosaïque et qui se laisseraient tenter par l'azur séduisant des horizons lointains — avez vous quelquefois rêvé d'un poème nouveau ?

Ah ! un chant qui libère ; l'hymne de l'évasion, qui nous l'écrira ? Qui nous le chantera ?

Je sais qu'il y a l'invitation de la paresse et les suggestions de la prudence.

Je sais que les mets apprêtés par la bonne maman selon la recette des temps, passés nous épargne bien des ennuis.

Que la maison paternelle repose, attendrit plus d'une humeur vagabonde. Il y a un poème fameux sur le retour d'Ulysse. Il y a aussi la parabole de l'enfant prodigue.

Et les chemins battus sont aisés : à les suivre, on n'a pas besoin de se frayer un passage pénible et périlleux au milieu des forêts, des marais, des plaines arides, peuplées de serpents, de fauves, de monstres et de génies malfaisants...

Mais l'âme de vos vingt ans connait-elle toujours la soif et la faim des générations disparues ? Se frraie-t-elle devant l'attente du nouveau ? Se refuse-t-elle à essayer son courage et à tenter le sort ?

Des vêtements, nous en voulons bien à la condition qu'ils ne gênent pas nos mouvements

Des bas, des souliers, il ne faut pas qu'ils serrent nos pieds jusqu'à les meurtrir, car alors, nous aimerions mieux nous en défaire.

Que le toit paternel, chers camarades, ne soit pas pour vous une prison où s'étiole votre personnalité ; ni votre salle d'étude une cellule où vous pâlissez où vous vous dépêchez comme un détenu zélé, studieux.

J'ai vu le geôle de la pensée. C'était répugnant. Derrière l'épaisse muraille des préjugés féodaux, dans les chaînes de la logique scolastique, l'homme dépérit Là, aucune jente ne filtre aucun rayon d'espoir. De l'air, de la lumière, n'en parlez pas. Une nourriture en décomposition. Autour de la geôle, rôdent, sentinelle vigilante, des pédants, des docteurs qui prêchent et qui bavent ! . . . Quand, après des années de détention, par une chance rare, on s'échappe, on est défait. On se refuse à vivre sa propre vie, on s'effraie devant la vérité ; on éternue, on clignote des yeux comme un hibou offensé par une lueur trop vive du soleil

Et je me suis demandé si les maux de cette vie, si tant de tortures, tant de hontes durerraient sans la complicité de la lâcheté d'un chacun, et si l'horizon, vraiment, est immobile, et l'univers a des bornes aux vœux hardis des explorateurs qui osent . . .

Alors, camarades, si nous tentons une sortie ? L'aube, voyez-vous ? dore la molle verdure des coteaux. La nuit recule. La sève monte en la tige qui s'émeut. Par la voix des flots, par le chant des oiseaux, la nature tout entière entonne comme un chant de départ. Partir !.. O délivrance ! mais qui vous dira, camarades, la poésie des sommets vaporeux, des perspectives insoupçonnées, et la beauté des rives nouvelles et l'ivresse de l'âme aux heures éperdues ?

Questions internationales

Evènements espagnols

Fascisme ou Communisme ?

Les évènemen s d'Espagne préoccupent depuis plus de deux mois l'attention mondiale. L'atmosphère de violence s'aggrave de jour en jour. Depuis l'avènement du Front populaire on s'attendait à un coup de force des fascistes. Le 15 juillet Gil Robléa leader des droites prononça à la Députation Permanente des cortès un discours d'une violence inouïe qui fut un véritable appel à la guerre civile. Deux jours après eut lieu le putsch militaire au Maroc espagnol.

Pour comprendre la résistance du camp de main fasciste, il faut jeter un coup d'œil en arrière, voir quel a été le régime sous lequel l'Espagne a vécu pendant les deux années qui précèdent la victoire du Front populaire espagnol.

La classe ouvrière était soumise à un régime de répression sévère. En 1934, les mineurs asturiens se soulevèrent. Le ministre Lerroux Rebiès envoya dans le bassin minier le Tercio, légion d'Afrique et des troupes indigènes avec l'ordre de « balayer » les Rouges.

Les mineurs d'Oviedo, après une semaine de résistance héroïque, furent bombardés par les avions du gouvernement de Robléa. Le régime qui succéda à la monarchie n'apporta pas les solutions attendues par les masses. Une fois de plus, la bourgeoisie a confisqué les avantages de la révolution faite par le peuple à son seul profit. Elle a laissé intacts les biens de l'Eglise qui était le plus gros propriétaire du pays. La République de 1931 n'a pas supprimé les ordres religieux. L'Espagne des ducs et des marquis n'a pas changé de physionomie. Quand un paysan devait, pour se nourrir, voler les glands de chêne, appartenant aux seigneurs, les gardes l'abattaient comme un gibier. Ce régime excéda le prolétariat et les paysans espagnols.

Cela commença le 9 Mars dernier dans la province de Tolédo. Dès l'aube, les paysans se rendirent aux domaines des seigneurs, désarmèrent les gardes et établirent des procès fascistes. C'étaient par des guérillas meurtrières qu'elles empêchaient l'impérialisme napoléonien de s'implanter dans leur sol.

D'autre part, la dictature prolétarienne rencontra l'opposition des anarcho-syndicalistes, très nombreux en Espagne qui préconisent un régime libertaire dirigé par des groupes syndicalistes.

La situation en Espagne est très grave pour le prolétariat espagnol mais elle n'est pas desespérée. Une poussée des masses vient de balayer le gouvernement incapable d'Azana. Largo Caballero, un socialiste qui a déjà eu quoes politique ne sera pas différente de celle des communistes, est chargé de former le Gouvernement.

Son cabinet comprend trois ministres communistes qui, vu la gravité de la situation, acceptent les responsabilités du pouvoir.

L'avènement du gouvernement socialiste redonne aux militants du Front populaire espagnol un immense espoir at une grande combativité.

Les libertés démocratiques chèrement acquises par le prolétariat espagnol seront vaillamment défendues.

L'aggravation de la lutte contre le fascisme amène nécessairement la prédominance des éléments de gauche dans la situation politique comme dans le gouvernement en Espagne.

Un avertissement à M. Pham Huy - Luc

M. Pham-huy-Luc s'est fait parler broyamment de lui ces jours derniers

Du nuit que dans un numéro du Trong-Bac-Tho-Vau paru le 8 Août, il s'exprime son intention d'inviter les différentes classes sociales du Tonkin à élire leurs délégués en vue de rédiger un cahier de vœux qui devrait être présenté à la commission d'enquête parlementaire à son arrivée en Indochine.

Un moment, des regards sympathiques s'étaient tournés vers lui: certes, voici l'occasion pour ou Président de la Chambre des Représentants de peuple de faire quelque chose pour le peuple — si jamais il y songe ! —

Puis une assemblée préliminaire tenue le 26 août. Mais depuis lors M. Luc devient plus décevant chaque jour.

Que voulez-vous ? A la fin de cette même assemblée, le public présent a pu tout de suite assister à une scène de comédie grossière. La séance finissait. M. Lê-Thang docteur en droit, membre de la chambre que préside M. Luc, collaborateur du journal que dirige M. Luc, M. Lê-Thang gentiment et parlant on ne sait eo nom de qui, s'octroya le droit de désigner les représentants des différents corps et classes malgré les protestations les plus sensées et les plus véhémentes contre un procédé rd'électionsansi peu démocratique, ordonné comme d'en haut.

Puis le 5 septembre oee autre réunion. On se reppelle eecore ce qui s'est déroulé durant cette soirée pluvieuse et éloeffante. Quatre cents manifestants, aetant d'agents de la sûrsté et de gendarmes à peu près. Parmi la masse qui proteste et la police qui s'émeut les six invités de M. Luc, poliment, glissent dans le siége de la chambre et . . . délibèrent. L'honorable président a eu néanmoins assez de eseg-froid poer déclarar aux manifestants « La réuniоo de ce jour est de caractéro purement privé. Il y aure bientôt une autre réuoion pebl que. En attendant je vous prie de vous disperser pour faciliter notre travail » — Le déclaration était claire et nette : réunion privée ce soir-là, réunion publique bientôt. Et l'on se dispersa, là-dessus pour faire plaisir à M. Pham huy-Luc et à la Sûreté.

Cependant le 9 Septembre sous l'inspiration d'on ne sait quelle puissance ce sagesse, M. Pham huy-Luc fit imprimer dans son journal et communiqué à quelques feuilles locales ene chose incroyable.

Il annonce qu'une « commission provisoire » (?) s'est réunie le 5 Septembre et a délibéré sur la maoière de « convoquer le penple » en vue de rédiger les vœux à présenter à la commission parlementaire que la même commissioo previsoire à l'unanimité adécidé les quelques points suivnnts :

1·) Ello demando aox différeotes classes sociales et anx corps élus d'être, deux représeotants pour chaqne classe, poor chaqee corps, ces élus devaient composer l'Assemblée définitive (Hôi dòng nhât dinh).

2) Cette ossemblée définitive se réunira le 21 septembre à 21 heures. Elle sera reçue ce jour-là par la commission provisoire qui, dès lors, se séparera, ayant achevé sa mission.

3) Désigoallon des corps élus et classe sociales ayant droit à se faire représenter à raison de 2 délégoés par groupe ;

— La chambre des représentants du people du Tonkin.

— Les conseils provinciaux du Tonkin.

— Les membros annamites des chembres de commerce.

— Les membres annemites des chembres d'agricnlture.

— Les membres anuamites des coosells municipanx.

— L'amicale des maodarins.

— L'amicale des fonctionoaires.

Les écoles libras.

La presse.

Le Thuonggiol (Les commerçants ?)

Le nông giol (Les agricolteors ?)

Le công giol (Les industriels ?)

La classe des ciao-dongs (ouvriers? paysans ? prolétariat ?)

Les jeones gens instruits (?)

Les femmes . . .

Les professions libres

4·) En dernier lien la commission provisoire de M. Luc pose trois questions (nombre trois, nombre sacré !). d'ordre politique, économiet social. Elle invita la penple à y répondra d'urgence pour que celté consultation populaire, dit-elle, ait toute son amplenr (Dieu en soit loué) ait toute ses plénitude (Vive le pouvoir dne mots creox mais que les niguads n'en repaissent !) et tout l'ordre voulu (Ah! cette sténparde de logique, qui nous en délivrera ?)

Ce bref exposé soffit pour donner à nos lecteurs une idée précise de l'attitnde de M. Luc devant la question du Congrès. Nous appellerons toutefois leur attention sur les vices nombreux que présente cette commission provisoire dans sa constitution et dans son principe d'action même.

D'abord, oous faisons remarquer à M. Luc qu'aecune des deux assemblées que sa masio a façonnées avec la complaisance de ses amis n'est qualifiée pour représenter le peuple de Tonkin.

Vice de constitution — Le comité qui résulte de l'assemblée préliminaire du 26-8-36 et ser la proposition personnelle de M. Lê Thang ne saurait représenter le peuple pnner la bonne raisoo qu'il a été nomme « d'office » et non désigné, par ailleors dans cette 1ère réunion, les différentes classes sociales n'ont pas été convoquées. Et vous prêtendez parlar au nom de pays ! Ah ! non ! eou, Monsieur le Président il ne faliait pas encore délibérer : la famille n'était pas encore se complet.

A plus forte raison, la 2è réoloocalle du 5 septembre ob ne figuraient même pas tous les « élus » de la 1ère assemblée, est encore une bâtarde eofoulée par une inspiration personnelle, bien malheoreose en somme — Vous avez, du reste, soleonellement déclaré, M· Pham-huy-Luc, que cette rséoion avait des caractères privés — Et vous nimoocez qu'elle forme le comité provisoire ! Allons donc ! Nous sommes fondés poer refuser à ces deux assemblées le droit de représeoter la masse. Vous représentez tout au plus, en clan, le vôtre, monsieur !

Il y a beaocoup à dire sur le principe d'organisetion de cette prochaine « assemblée définitive » que vous projetez pour le 21 septembre. Nous vous disons cependant tout de suite : elle ne se formera pas oo elle sera buycottée par le masse laborieuse et par l'opinion indépendante

Voulez-vous examiner encore une petite fois voire système de représentation. — Vous avez fait d'abord une distinctioo de corps et de classe on ee peut plus exvaote. Vous catalogoez vos électeurs de naguère sous des rubriques tellement élastiques que plus d'un se demandera avec embarras dane quel groupe il devra s'incorporer. Un exemple : qu'est ce que c'est qoe l'enseiguement libre anoo ene profession libérale ? Et quelle est su juste cette classe de « Jeunes gens instruits » que voos avez baptisée d'un nom si élégant ! Décidement de la part d'on vieox « parlementaire » tel qee vous, une coefusion aussi grossière fait rire, cher monsieur le Président !

Au fond, nous croyons vous comprendre. Connaissant parfaitement vos intérêts, vous avez voulu flirter avec les favoris de la fortune, voilà tout. Car le deroier des imbéciles le voit : voos avez tenn à donner aox richards, aux bourgeois le plus de place possiblo an sein d'one ass embléo où le nombre des délégnés est déjàlimité; vous voolez que ces gros bourgeois soient représentés non pour une fois, mais trois, quatre, cinq, dix fo s. Ils parleront par les délégués des différents corps dins de la chambre des amieales, des greopes d'iodnstriels, de commerçants, d'agricolteurs ! Et la masso laborieuse, elle aura deux représentaols pour tout le Tonkin laborieox. Mais dites, Monsieor Lnc, en bonne logique, toos vos Hôi dòng, tous vos corps élus tontes vos amicales, tontes vos assemblées ne devraient-ils pas rentrer dans l'une on l'autro des classes sociales. . . . A qui prétendez voos faire avaier de telles sottises ? . C'est très geoill de rotre part d'avoir voolu donner à la classe des Lao-dòng 2 représentants . . faot-il nésanmoins tant de finesse poor voir clair dans vos jeux ? poor comprendre qu'au sein de voi ce « assemblée définitive » leur voix sera étouffée per le nombre de voix do vos représentants à vous ? Heoreox proiétariat du Tonkin ! Dans quelques jours, tes délégués parlant au nom d'one classe de plns 7 milliona d'âmes sur one popnlalion de 8 millions d'habitants viendront siéger à côté de M. Luc et de tronte autres de ses amis sox livrées diverses ! Tn peux être sûr que tes intérêts seront bravement défendes par exemple !

Mais non ! mais non ! On ne se laissere pas eronler » chers camarades. Ce que M. Loc appelle assemblée définitive n'est qo'one blague. Il aurait pn s,inspirer du principe d'aotion de Cochinchine, il ne le voulait pas.

Il savait mieux que personne qu'en la circonstance one seole tactique peut avoir seolement quelques chances de succès : le front nniqne qui réooit toutes les classes et qui, dans la limite de la légalité, travaille] pour tout le monde et revendique les droits communs, il ne voolait pas le dire — il aygit mieux que personne que pour qu'une assemblée soit qualifiée pour représenter nn peo ple, il faut en toute justico qu'elle soit élne par les différentes classes sociales et autant que possible proportionnellement à leur importance ; il ne voulait pas le faire — Mais alors, son point de vne est net : antipopulaire de la façon la plus mesquine — c'est le moins qu'on puisse dire.

Mais noes, que devons-nous faire? Nous déjouons les maoeovres loeches et les sabotages des hypocrites.

Nous serrons nos rnegs grossis de nos alliés, de toutes les bonoes volontés pour lutter contre la résolution sociale, pour accélérer la formation du Congrès Indochinois.

Lorsque le Toukin aore son Comité Centrel, lequel demaodera son adhésion au Comité Central Provisoire de toute l'Indochine et travaillera avec les directives de celui-ci.

Au mement où les antres parties de l'Union auront chacune son Comité Centrel, la fusion des Comités Centraux de tous les cinp parties de l'Union régioeaux formera le Comité Central Défaillit de toute l'Indochine pour l'organisallon du Congrès Indochinois.

Le prolétariat rural du Tonkin

(suite de la 2è page)

Du propriétairee ils sont devenus fermiers et métayers

Du distingue généralement parmi les fermiers « eux dits « fermiers de village », petites autorités commeoées généralement propriétaires de quelques mâu de rizières, et les fermiers dits « cans garaotie » généralement anciens ouvriera du grand propriétaire et qui, ayant économisé nn capital d'une cinquantaine de piastres, se sont faits fermiere.

Les fermiers paient une redevance au propriétaires ils doivent posséder tout le capital d'équipement : cheptel mort et vif, svances. S'ils ne possèdent pas de buffle, ils doivent en louer eo ou s'arranger aveo leer propriétaire ou leors voisins. La durée du coetret est généralement illimitée, le propriétaire se réservant le droit de reprendre ses terres la récolte terminée. La paiement de la redevance se fait soit eo espèce (à la prise eo localioo ob à la récolte), soit en natnro (généralement payable au 10e mois), soit en jouroées de travail (défrichement — conccssions, etc. . . .) Dans les années de mauvaise récolte le fermier peut parfois, après discnssinn avec le propriétaire, payer une moitié redevance. Dans le cas de perte totale, le fermage n'est parfois pas éxigé, mais soevent le propriétaire fait snscrire une reconnaissance de dette eans ou avec intérêt ; dans ce dernier cas, le fermier devant payer environ 3 redevances à la récolte snivante est à peu près shrement ruiné. Soovent (HaDông) le fermage est exigé d'avance, avec et le repiquage pour plus de sûreté.

La devance annuelle varie de 12 à 40$ par mâu snivaet la fertilité la situation des rizières, elle peet aller josqn'à 7$ et 80$ par mâu poor les coltores poingères. En paddy, elle était en 1929 de 60 à 150 kg de paddy par mâu et par campagoe poor les rizières du bant delta, et de 150 à 300kg pour le bas delta (campagne du 10e mois). La redevance poor le 5e mois étant nulle, moitié oo égale à la précédente soivant les aléas de coltnre.

A quoi correspond cette redevance ? L'importance de la rédevance en espèce varie selvant le cooe du paddy. La redevance en natora représente en gros le liers de la récolte pour les rizières paevres : 280kg pour nne récolte de 800 à 1.100 par hectaro.et la moitié on même plus poor les rizières fertiles (830 kg poor des récoltes de 1.400 à 2000 kg par hectaro.)— *(A soivre)*

Pour éviter tout dérangement à nos lecteurs haoloens, nous organisons un service de livraison « du Travail » à domicile.

Veuillez vous inscrire sans retard à nos bureaux 28 Rue Nguyễn Trãi.

UN DANGER PUBLIC ! - Les condamnés libérés

Certains confrères se sont émus à l'annooce des libérations massives de condamnés, ordonnées par le Département.

La crainte qo'ils ont manifestée à l'encontre de l'ordre public est en grande partie fondée, mais à qui la faute ? Nous répondrons : un *gouvernement*, on plus exactement à *nos institutions*.

La loi veut que tout individu libéré du bagne, soit à l'expiration de sa peine, soit par suite d'une grâce on libération conditionnelle, soit astreint à une résidence obligatoire que le gouvernement lui assigne. De telle sorte qu'à la sanction pénale enlièrement amblée, s'ajoute une esaction morale qui place le condamoé libéré en état de perpétuelle sospicion pour en faire un paria.

Cette esuction est immorale parce qo'inhnmaine. Toot individn qui a payé sa dette à la société doit être quitte envers celle-ci, surtout si l'on admet — et il faut bien l'admettre — qu'on poorceoisge considérable de ces malheoreux a déjà été victime d'une erreur judiciaire, donc d'une injostice.

Or, cetlo lujustice continue du fait que de nouvelles entraves empêchent le libéré de refaire sa vie. Car, ses antécédents lui ferment à peu près toutes les portes de l'eedroit où il est obligé de résider. d'il ne veet pas mourir de faim, il sevra s'en évader et commettra lluoi one nouvelle infraction à la Sol et réintégrera dereebef la prison — si encore il n'est pas acculé à cnmmettre no nouveee délit on un nouveau crime pour subsister.

C'est là qu'est le danger, le *danger légal* créé par nous et que nous éviterions avec des lois *humaines*, permettant non seulement de réédoquer le libéré, mais encore d'aider celei ci à participer so développement de l'œovre sociale de sou pays.

(La Voix Française, 29-8 36)

Réponse à M. Lê-Thang

Dans deux nemëros successifs de l'*Annam Nouveau* des 3 et 6 septembre, M. Lê-Thang a parlé du programme minimem des Annamites de « toute l'Indochine »

D'abord, une petite remarque. Le peuple indochinois n'est pas seolement le peuple annamite. Il y a encore les Cambodgiens et les Laotiens sans parler d'autres reces beaucoup moins avaocées. L'idée du Comité Provisoire d'organisation de Congrès est de réunir les délégués des cinq pays de l'Union pour leur permettre de confronter leors idées et de coordonner leurs revendications.

Il est bien regretlable que les deux petits articles de M. Lê-Thang soient pleins de cootradictions et d'erreors

Voyons les trois propositions de M. Lê-Thang.

1ére propoeition : « qu'on *fasse abstraction* de *toute* idée *préconçue*, de *toute personnelité*, de *toute* tendance *politique* »

Or, si les habitants de l'Indochine font abstraction de toute idée préconçue, de toute personnalité, de toute tendance politique, qee leur resterait-il donc ? Et comment la commission d'enquête pourra-t-elle être renseignée sur les véritables aspirations du peuple indochinois ?

Chaque peuple de chaque pays de l'Union indochinoise a sa personnalité, ses besoins et par conséquent, sa politique.

De ne peut faire abstraction de tout cela sans fausser les données de problème politique et social de l'Indochine.

2ème propositon « *Qu'on laisse de côté les besoins locaux pour n'envisager que des besoins communs de tonts l'Indochine* »

Il sera bieo difficile à M. Lê-Thang de négliger les besoins locaox de l'Indochine qui n'est pas moo enlité abstraite mais on ensemble d'individus vivants dont les besoins et les intérêts sont bien différents et parfois contredictoires.

L'Indochine n'est pas nne. Elle est formée de cinq pays à des degrés d'évolution divers. Il ne saurait les meiller poer les nnir. L'unité ludochinoise ne pourra se faire qoe dans la diversité indochinoise.

M. Lê-Thang a dû oublier sa géographie élémentaire.

Il faot que l'Indochioe se présente devant la commission, d'enquête dans ea complexe réalité.

3ème propositon «*Que le cahier des doléances* oo de *revendications* ne *contienne que l'essentiel* et *rejette* tous *les détails* »

Les détails, pour M. Lê-Thang, sont les besoins nationaox de chaqoo peeple, les besoins vitaux de chaqee classe sociale de l'Indochine. Et alors, avec qooi va-t-il rédiger son cahier de vœnx ?

Co sont poortant ces détails là, Monsieor Lê-Thang, que la commission d'enquête veut connaître. Elle ne saorait que faire de cet « essentiel » sorli de votre imagination et de celle des vôtres. Elle le cooeait déjà. Le maximum de votre « essentiel » ne pourra qu'être l'indépendsoce loiale do l'Indochine. Ce ne sera pas la commission d'enquête qui vous la doooera.

Elle viendra sur place pour enqnéter sor les détails, sur les faits coecrets, sur les conditioes locales d'existence des messes populaires. Ne cherchez pas à brouiller les cartes, à désaturer les intentions de la commission parlementaire et sertout à esjamoter les revendications des masses, à vous servir d'elles comme d'un trempiln pour soulever quelques avantages particuliers pour vous et poer la classe que vous servez à l'heore actuelle,

M. Lê-Thang nous parla ensuite *d'élaborer un programme de la nation entière* »

De quelle nation s'agit-il ici ? Mais pourquoi parle-t-il du peuple indochinois ? Oo bien considère-t-il l'Indochine comme une nation ? De la nation annamite peut-être Mais alors, il faudra que tous les Indochinois participent an Coegrès qui sere non pas annamite mais indochinois.

Il devra donc être d'accord avec nous et nos camarades de Cochinchine ponr orgeniser le Congrès indochinois.

Mais lelle n'est pas la logique de M. Lê-Thang.

La comparaison qe'il a faite de son projet avec la tactique des partis révolutionaires de France est simplement grotesque et implique une confusion générale dans son esprit.

Le parti communisth avant d'accepter le programme minimum du Front popnlaire, possède déjà un programme à lui, appeyé par de véritables organisations de masses.

Il en est de même pour le parti socialiste français S.F.I.O. et le parti radical-socialiste.

En politique, les compromissions ne peuvent être coocues qo'entre partis.

Ici les masses sont inorganisées. Elles n'oot pas de programme précis. Comment pourraient-elles alors accepter no programmo minimum avec les autres masses qui, non plos, ne possèdeot pas de programme et ne sont pas organisées.

M. Lê-Thang risquera, de la sorte d'accepter pour loi seel le programme élsboré par lui-même.

En outre, dans oon deoxième article, il emploie des arguments d'une naiveté désarmante.

M. Lê-Thang présume que la commission d'enqnête n'aura pas le temps de lire un cahier de vœox si celui-ci est longuement rédigé. Et alors, que viendra-t-elle faire ici cette commission d'enquête qui n'aora pas le temps d'enquêter ?

D'ailleurs il ne s'agit pas d'une simple questioo de rédaction « d'une brochure de plusieors centaines de pages ». Il s'agit de donner an Congrès nne éclatante signification, no véritable presiige d'une représentation fidèle de la volonté collective des peuples indochinois.

Le Congrès universellement reconnu sera hautement qualifié poor travailler utilement avec la commission d'enqnête à l'élaboration al l'on veut d'un programme minimem do réformes démocratiques.

M. Lê-Thang abordo avec optimisme ice questioos les plos graves.

Il parle de statut, de Charte, de Constitntion, . . . alors que les peuples indochinois n'ont pas encore le droit de s'exprimer librement.

Faites donc, cher M. Lê-Thang qoe le peeple ait d'abord le droit de vons dire exactement ca qu'il veut avant de vous mettre à rédiger ses vœox. Aetrement personne ni la commission d'enqoête ni le Front popolaire, ni les habitants de Haool, ne vous prendrait an sérieux.

Ne fabriquez pas des revendications poor le peuple, vous perdriez lnutilement votre temps.

Les revendications du peuple seront formulées par le peuple lui-même on par ses représentants qoalifiés.

Les imposteurs seront toujours démasqoés.

Et les masses les rejetteront avec mépris.

LES REVENDICATIONS PRÉSENTÉES PAR LES INDOCHINOIS DE PARIS

Nous publions ci-dessous un projet de revendications présentées il y a peu de jours aux membres de la majorité de la Chambre, au Président du Conseil et au Ministre des Colonies par les Indochinois groupés autour du journal Annam Nouveau et aussi parmi ceux de l'Association d'entraide et de culture des Indochinois de Paris ».

N. D. L. R.

Le projet de programme de revendications débuté par un exposé général sur la situation politique, économique et sociale des diverses couches des populations de l'Indochine, et sur la situation politique nouvelle créée après l'avènement du Gouverooment de gauche.

I — Mesures d'apaisement et de justice

1. *Amnistie générale des emprisonnés politiques* (y compris ceux passés arbitrairement au droit commun), internés dans les prisons indochinoises et à Poulo-Condore, à Lolui, à la Guyane, etc. . . .

2· *Réforme du régime pénitentiaire des prisonniers politiques* qui est particulièrement inhumain en Indochine.

3. *Réparation des préjudices causés aux familles des emprisonnés.*

4· *Sanction* contre *les agents* commettant des forfaits et des crimes à l'égard de la population indochinoise depuis 1925 jusqu'à ce jour.

5· *Rappel du Robin bombardeur.*

6· *Suppression des nouveaux services* de police *institués* par décret du *20 mai 1936 par Surreni* pour réprimer les colonisux sol-disant suspects.

II — Revendication des libertés démocratiques et des droits politiques et socieux

A. *Libertés démocratiqucs.*

1. *Liberté de presse indochinoise.* — Abolition des décrets Régnier-Robin du 5 avril 1935 frappant de lourdes amendes les délits de presse. — décret Varenne.

b) Abolition *véritable* de la censure par la suppression du système de l'autorisation préalable, décrété par Robin (1934).

2· *Liberté de réunion.* — Liberté totale pour les groupements de plus de trois personnes, appliquée selon la loi du 28 mars 1907, en vigueur en France.

3. *Liberté de voyage* d'émigration à l'étranger. Suppression de la carte d'identité à l'intérieur de l'Indochine.

4. *Liberté d'Association*, selon la loi du 1er juillet 1901 pour tous les laïques (et non pour les seules congrégations religieuses). En plus, *liberté syndicale* pour les paysans les ouvriers, les artisans.

5· *Liberté d'enseignement et de culture.* — Suppression du système exclusif de l'enseignement sur le plan horizontal. Libre accès à l'enseignement supérieur. Refonte de l'Université Indochinoise d'après l'esprit métropolitain. Octroi de bourses scolaires Liberté absolue à l'enseignement privé.

Droits politiques

1· *Egalité civique avec les Français* en Indochine, Abolition do régime de l'indigénat. Accès à tous les postes administratifs selon la capacité de chacun ; à travail égal, solde égale.

Participation effective à la gestion administrative et se contrôle gouvernementale. Assemblée délibérative Indochinoise élue au suffrage universel (et non pas simulacre de contrôle par le Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers dont les membres sont nommés par le gouvernement et les diverses assemblées de « Représentants du Peuple » élus au suffrage restreint.

C. *Droits sociaux*

Droits pour les travailleurs à la protection sociale, par l'applicalon d'une législation ouvrière conforma à leurs intérêts :

1· *Assurances sociales* contre le chômage, les maladies, la vieillesse. Offices de placement,

2· *Prévoyance sociale.* Caisse de secours contre toutes les calamités.

3· *Egalité de salaire*, à égalité de travail avec les travailleurs français.

4· *Protection ouvrière contre des vexations patronales* : amendes injustifiées, retenues et diminution de salaire, augmentalion des heoras de travail, coups de rotin des cafis, etc...),

5· *Abolition de la Trotte des Joones* déportés à la nouvelle Calédonio et aux Nouvelles Hébrides).

Application prochaine des lois récemment votées en France semaine de 40 heures, congés payés, contrats collectifs, etc.).

III. — Revendications économiques

1· *Refonte système fiscal actuel :*

a) Suppression de l'impôt personnel.

b) Dégrévement de nombreux autres impôts patentes, taxes.

c) Suppression de l'impôt uniforme sor les revenus agricoles et répartition anivant leur importance.

2· *Moratoire des dettes* pour les paysans pauvres et les petits commerçants.

3· *Abolition des expropriations* par les gros propriétaires fonciere des terres sans fixation esdastrelo an détriment des paysans.

4· *Suppression* de l'usore et création des crédits municipaux populaires.

5· *Refonte du système des concessions* des terres allovionaires et en friche en vee de l'ascension à la petite propriété poer paysans pauvres.

6· *Ouverture des crédits à long terme* au taux accesible pour les paysans pauvres et les petits commerçants.

7· *Diffcc du riz nnec contrôle des petits producteurs et consommateurs* poer la protection des produits du sol contre la spéculation.

8· *Equilibre budgétaire* d'une part par :

a) *Suppression du régime de monopole d'alcool de fait* et liberté pour chaque Indochinois de distiller do l'alcool nécessaire à la consommation familiala.

b) Suppression de la gabelle et de la régie d'optium et interdiction de la vente et de la consommation de l'opium.

c) Abrogation des décrets Pasquier de déflation visant la réduction des traitements des petits fonctionnaires.

d'autre part par :

d) *Revision des traitements exagérés des gros fonctionnaires coloniaux. Abolition des subventions excessives aux compagnies et sociétés de commerce Réglementation sévère des fonds secrets Diminution des contributions à la Métropole, etc, etc. . .*

Ameublement Moderne
Sélect Style
13 Rondony Hanoi

LA MARQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES

CHAN LONG

9 Rue Paul Bert Hanoi
38 Rue des Paniers

Spécialité :
de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour dames, hommes et enfants

DIPLÔME de Sérès d'art Foire Haiphong 1935 — MÉDAILLE D'ON Foire 1939 — MÉDAILLE D'ARGENT Foire Hanoi 1934 — MÉDAILLE D'ARGENT Foire Huế 1936

Qualité - Fantaisie - Prix avantageux

La voix cambodgienne

LE PEUPLE CAMBODGIEN
et la commission d'enquête parlementaire

Tout comme les Annamites les Cambodgiens ont leurs aspirations, car ils souffrent et peinent comme tous les autres.

Nous n'aurions jamais cru que notre confrère La Presse Indochinoise pût afficher un défaitisme si désagréable, à la veille de jour où toute l'Union Indochinoise s'apprête fièvreusement à préparer aux cahiers de revendications, qui seront présentées aux enquêteurs parlementaires délégués en ce pays par le gouvernement du Front Populaire. En effet dans un anecint articulet, la P. I affirme que le peuple Cambodgien s'n indifférent vis-à-vis des préparations pour recevoir les membres éminents qui composeront cette Commission. Cerles, nous devons reconnaître que notre confrère de la rue Bonnard n'a pas de tout l'intention de s'ériger en brûleur d'énergie. Mais prétendre que le peeple Cambodgien s'n rien à voir dans cette Commission parlementaire, c'est se faire le champion d'un sophisme indigeste.

Il y a tout lieu de croire qu'une délégation d'enquêteurs parlementaires, choisis par un gouvernement populaire, ne peut être assimilée à ces bandes de baladeurs ufficiels, voyageant aux frais de la princesse, passer comme des météores dans notre pays et revenir tranquillement chez eux après force libations et autres. Il ne faudrait pas confondre les enquêtes précédentes menées par des profiteurs qui ne se mettent à la tâche que pour voir les pays, rapporter des fugitives tournées dans notre Indochine une documentation presque toujours mensongère et fabriquée de toutes pièces, oui, il ne faut pas confondre ces enquêtes aprofarmas avec celles plus réelles, plus approfondies, que se proposent de mener en ce pays les enquêteurs du Front populaire, des hommes qui ont témoigné auffisamment leer attachement, leer dévouement, dans la cause popelaire.

La P. I. écrit : « Le Cambodgien se damande acteellement si le gouvernement métropolitain. issu des travailleurs, du peuple, pensera fraternellement au peuple khmer. Ce deruier n'est pas ambitieux, il demande seulement les libertés les plus élémentaires reconnues à tous les hommes, la ravision de l'assiette fiscala et la protection des travailleurs. Il demande à travailler beunelement sous la protection effective de la France. Ces modestes aspirations seront-elles satisfaites?? »

Si notre Ministre des Colonies a pris l'initiative d'envoyer en Indochine nos commission d'engeéte, nous croyons bien — nous sommes même trés persuadés — qu'il désire sevoir et connaitre à fond toutes les revendications des autochtones qu'ils soient annamites ou lontiens, cambodgiens ou lenkinois, L'euvut d'une commission d'enquête en Indochine c'est afficher ceursgeusement une tonchante sollicitude pour les peeples culoniaés. Déjà le geste est magnifique. Et il est de mauvais ion de suspecter le bon travail et les résultats que nous sommes en droit d'escompter d'elle.

Si le Cambudgien — qui n'est pas ambiteux — demande aenlement les libertés les plus élémentaires reconnues à tous les hommes, rien ne l'empêche de présenter ses revendications. Et nul moment ne serait plus propice qu'en cette arrivée des missi dominici parlementaires, pour leur préciser sa lamentable aitiution sociale.

L'indifférence de nos amis rambodgiens, à la vaiiie de l'arrivée des enquêteurs parlementaires, ne sert à rien et pourrait leer faire regretter emérsment plus tard de n'avoir pas su saisir l'occasion la plus propice pour affirmer leur exisicnce et leers besoins aux maitres de l'heure. Tout comme les Annamites oe les Laotiees, tes Cambodgiens ont leers aspirations si modestes soient-elles, car ils souffreet, ils peinent comme tous les autres, ils ne sont pas moins traités que les autres et ils ont droit comme tous les autres à une place — une bonne place — ae soleil.

Le congrés Indochinois auquel sont conviés toutes les racea de l'Union Indochinoiso — sera le point de départ de toua les autochtones qui à cette ocasion marchent vers le grand air pur de la liberté vers le soleil des élargissements. Pourquoi le cambodgien s'abstiendra-t-il à s'en éluigner, à s'en montrer indifférent ?? Le peeple cambodgien est-il donc un peuple en déeadence et qui ne veut plus vivre???

Georges Freysey
(La Vérité 28 8-36)

Huê-Dân
NGUYÊN-VAN-QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — HANOI

Do nambreux certificats délivrée par des Européens et des Docteurs prouvent notro savoir-faire et notre conscience profesionnelle

TEINTURE — DÉTACHAGE — DÉGRAISSAGE

PHAM-TA
Conducteur en teinturerie

Ancien élève du Conservatoire National des Arts et métiers, de l'Ecole du Génie civil de Paris Diplômé du cours de Chimie Tinctoriale organisé par la Chambre Syndicale de la Teinturerie de Paris. Membre de la Fédération internationnale de la Teinture et du Nettoyage

23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau — Nam-Dinh

HUONG-KY PHOTO
HANOI
34 Jules Ferry — Téléphone : 286

Fournitures générales pour la photographie Photographia artistique et industrielle

MAISON DE CONFIANCE
Prix défiant toute concurrence

Garage Dông-Tâm
43—203—219—Rue du Coton
HANOI
LOCATION D'AUTOS DE LUXE
Voitures neuves
Prix modéré

Nguyên-Khac-Gi
Graveur d'art
18 Boulevard Gio-Long
Exécution des commandes de l'intérieur
TRAVAIL SOIGNÉ
PRIX MODÉRÉ

Souffrez vous des dents ?...
Allez au plus tôt consulter
DONG-NAM-MY
OUVRIER DENTAIRE
45, Avenue du Grand Bouddha
Vous serez bien reçu : soigné à des prix les plus modérés, il vous donnera tous renseignements de prothèse dentaire.
La maison **DONG-NAM-MY** *existe depuis plusieurs années et son opérateur est un homme très expérimenté.*
Abonnement pour familles

PHUC-NGUYEN
68 Rue du Chanvre — Hanoi
Au
Le seule cordonnerie réputé au Tonkin
Travail soigné Prix modéré défiant toute concurrence

Pour vous débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à
DUC-THO-DUONG
241 Route de Huế — Hanoi
Traitement antiphlogistique
Traitement suppressif
Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Verrerie Lampisterie
THANH-DUC
dit
TRINH - DÌNH - KÍNH
65—Rue des Paniers, Hanoi

Pour se débarrasser des maladies de Venus et de leurs complications très dangereuses, pour guérir toutes autres maladies
Adressez-vous sans retard à
THANH-HA DUOC-PHONG
55, Route de Huế — Hanoi
toutes sortes de drogues très efficaces et non toxiques, appréciées dans tout le Tonkin et l'Annam.

Le riz des pauvres

Il existe au Tonkin dans les principaux centres urbains ou industriels, des marchands de riz qui achètent le paddy ordinairement au marché ou au marchand en gros, et vendent le riz à la classe pauvre : coolies, boys, ouvriers, généralement à crédit et à un tarif souvent très élevé. Ces marchands de riz on a bàng gao a pressurent la population pauvre ne vendent à un cours excessif des denrées de première nécessité, ils accompagnent souvent ce commerce d'usure et de prêts par la vente à crédit pour la consommation. La durée du crédit est en général d'une quinzaine avec une majoration de 5 à 7 % ou d'un mois avec une majoration de plus de 10 à 20 % sur les cours pratiqués.

Exploitation par cascades

A côté de ces hàng-gao se trouvent, dans les provinces, d'autres petits commerçants nommés « hàng-xáo », généralement intermédiaires du Chinois, sortes de ramasseurs qui achètent dans les villages reculés, donc à bas prix, le paddy sur les marchés ou chez les producteurs eux-mêmes. Ils décortiquent ce paddy et fournissent du riz à la demande des Chinois ou du consommateur. Ils gagnent ainsi sur le transport, du producteur au client, et sur le décortiage. Comme habituellement ils décortiquent, en rencontre de nombreux hàng-xáo groupés dans les villages où l'on élève des porcs, élevage qu'ils pratiquent eux-mêmes en général.

Pour un capital de 5$, le hàng-xáo, si la demande du Chinois est importante, peut en revendant riz et brisures gagner 0$20 plus le son, il lui arrive même de perdre si les cours baissent rapidement.

Parfois, les hàng-xáo opèrent plus largement et traitent chaque fois 100 à 200 kg de riz qu'il vendent sur les marchés des villes, ou à domicile, dans les quartiers populeux, on aux commerçants de riz en gros. La préparation du riz est ordinairement conduite par deux femmes ou une femme et son fils âgé de 13 à 14 ans. Pour un quintal de riz, il faut deux nuits de dix heures pour deux femmes ou trois nuits pour un homme seul.

Les petits commerçants se trouvent dans les principales villes. Ce sont des Annamites. Ils achètent sur place, mais généralement ils paysans viennent eux-mêmes leur vendre le paddy ou le riz.

La quantité de paddy qu'ils achètent à chaque opération varie de 100 à 1000 kg. En général, afin de ne pas courir de gros risques, ils suivent attentivement les cours et règlent les achats en conséquence.

Quand ils ne possèdent qu'un faible capital, ils se contentent souvent du rôle d'intermédiaire, bénéficiant des avances que consentent les Chinois ou les distilleries, ils gagnent 0$10 à 0$40 par quintal de paddy.

Quand ils ont des capitaux, ils spéculent et prêtent de l'argent, ils acquièrent de cette façoo des rizières des débiteurs qui n'ont pu les rembourser. Ils pratiquent souvent le commerce de détail de produits d'alimentation courante.

Dans les provinces exportatrices, comme Bắc-Giang, Tuyên-Quang, Hải-Dương, Thái-Bình, le paddy acheté est écoulé au dehors, au for et à mesure de la demande.

Dans les provinces déficitaires Quang-Yên, Hadong, Hà-Nam, Nam Dinh, les petits commerçants conservent le paddy qu'ils décortiquent au fur et à mesure de la demande, ils vendent généralement sur place au marché, on parfois à de grosses maisons : riseries, distilleries.

Ils spéculent surtout sur les besoins de petits cultivateurs et des fermiers.

Les gros commerçants annamites.

Au dessus de ces intermédiaires, se trouvent les gros commerçants annamites qui sont peu nombreux, ils ne font presque jamais d'exportation. Ils se trouvent surtout dans les régioes où les Chinois sont peu nombreux à Thái-Bình par exemple. Ils sont souvent propriétaires.

Ils achètent sur place pendant les mois qui suivent la récolte, à l'aide d'intermédiaires qui opèrent sur les marchés. Souvent les cultivateurs vinnent eux-mêmes à leur magasin leur offrir tout ou partie de leur récolte, ils ont souvent des ramasseurs ou des ramasseuses sur les marchés, avec lesquels ils traitent sur commande ferme (tel poids, tel cours) ou au sac à la commission. Dans le premier cas, s'il sent que le marché va se produire une baisse importante de prix ils cherchent partout les moyens légaux et illégaux pour rompre le contrat.

Les commerçants annamites ont des procédés assez semblables à ceux des Chinois mais ils ne peuvent, manquant d'envergure, concurrencer ces derniers. Ce sont en général des spéculateurs, quand ils ont les magasins et les espaces nécessaires. Quand ils ont des magasins insuffisants, ils stockent chez des personnes de confiance. Ils rassemblent ainsi jusqu'à 10 et 20 tonnes du paddy ou de riz par jour qui leur sont apportée par des intermédiaires lesquels ne ramassent chacun que 2 à 3 tonnes grâce à deux sous-intermédiaires achetant chacun par charge.

De plus, par un système d'avances et de prêts usuraires aux paysans pauvres, voisins de leurs propriétés, ils arrivent à disposer d'un gros stock de paddy. Ils font souvent des prêts de riz avec remboursement en paddy, à la récolte. Très souvent aussi, leurs propriétés sont exploitées en métayage ; ils ont une part du paddy et se *réservent en général le rachat à bon marché de l'autre.*

Les paddy entreposés sont vendus quand les cours sont bons, soit directement sur place à des maisons chinoises ou à des maisons européennes, soit dans des régions voisines où les prix sont plus élevés par suite des inondations, des disettes.

Les commerçants chinois.

Les Chinois sont au nombre de 80.000 au Tonkin (population du Tonkin 8.005.000). Ils sont spécialisés dans les entreprises de travaux publics et dans le commerce du riz, ils ont pris une importance considérable qu'ils doivent à leur union, à leurs capitaux.

L'étroite solidarité qui les unit provient moins de l'existence de syndicats que de la communion des intérêts qui s'établit sous la forme de coopérations. C'est par l'initiative hasardeuse du gouverneur appuyée par la Cour de Huế et sans tenir compte des intérêts des autochtones que furent formées ces congrégations qui groupent d'autorité tous les Chinois, quelle que soit leur origine. A la tête de chacune d'elles se trouvent un chef et un sous-chef, élus pour deux ans, et indéfiniment rééligibles. Le chef a des pouvoirs étendus, c'est lui qui lève les impôts, la communauté sur tière étant responsable pour chacun de ses membres.

C'est de ces syndicats, constitués dans le cadre des corporations, que partent les décisions qui règlent la hausse, la baisse et le gros commerce du paddy et du riz.

L'objectif principal du Chinois est l'exportation, aussi les trouve-t-on principalement dans les provinces peu peuplées, exportatrices, et produisant un riz de bonne qualité : Bac-Ninh, Bac-Giang, Phuc-Yên etc. Mais on les trouve partout où il y a de l'argent à gagner. *(A suivre)*

La vie des humbles

Imp. spéciale du Travail

L'Administrateur Gérant : TrịnhVănPhú

Tirage 2000 exemplaires

1ère ANNÉE N° 2 — LE NUMÉRO 6 CENTS — MERCREDI 23 SEPTEMBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES MERCREDIS
Bureaux : 28 Rue NGUYEN TRAI — HANOI Directeur politique : Nguyên Van Tiên
Abonnements : 1 AN : 3$00 . 6 MOIS : 1$50 . 3 MOIS : 0$80
Adresser correspondances et mandats à M. Trinh Van Phu, Administrateur-Gérant.

Réunion des membres
Conférences

Malgré probablement bien intentionnés dont, comme nous le craignons et nous présenter les dangers, les pratiques, les rapports mais les pièges de la politique suivent avec joie les tortes de la conservation sociale sont foncièrement superficielles.

Nous leur répondons avec une franchise absolue que nous ne connaissons par cette politique là, que le pays ne s'abuse pas à des questions de personnes et d'intrigues. Elle vise un but plus élevé que nous n'hésitons pas à proclamer hautement parce que nous avons une entière confiance en sa parfaite légitimité.

Nous prenons la défense des intérêts des masses laborieuses, toujours sacrifiées et méconnues. — Nous nous adressons à celles qui constituent réellement les éléments cinquante, les plus respectables de la nation parce qu'elles créent par leur immense travail, les véritables richesses du pays. — Nous leur demandons d'apprendre à s'organiser dans l'ordre et sous la discipline, pour leur donner par la force et l'expression qui les tiennent de toutes parts, pour sortir de la misère et de l'abjection dans lesquelles elles sont misérablement depuis des siècles.

C'est ainsi que nous délaisserons les maléfices qui tendent à annihiler nos efforts.

C'est ainsi que nous éviterons les innombrables embûches qui sont tendues sous nos pieds.

Pas de confusion

Sur l'initiative de M. Pham-huy-Luc, un comité s'est constitué le 21 septembre 1936 dans le but de recueillir les vœux d'un certain nombre de métiers, de professions et de groupements économiques et politiques existant à Hanoi.

Le Gouvernement local a reçu du ministre des colonies l'ordre de rédiger un rapport détaillé sur la situation générale de la colonie.

Ce rapport doit être présenté au ministre dans le courant du mois d'Octobre.

Par télégramme N 421 le Ministre désirait que les gouverneurs et résidents peuvent aussi recevoir les vœux formulés par les habitants du pays.

M. Pham-huy-Luc n'a jamais parlé dans les réunions qu'il a organisées, de la commission d'enquête ni du Congrès Indochinois.

Il est chargé donc par le gouvernement de recueillir les vœux qui devront d'abord servir de base au travail de rédaction du rapport officiel et ensuite être envoyés au ministère des colonies.

Le travail de M. Pham-huy-Luc et du comité créé par lui, se borne à ce rôle purement passif quasi administratif.

Considéré même à ce seul point de vue, ce travail est critiquable parce qu'incomplet.

L'organisation de cette consultation qu'on veut populaire est viciée dans son principe même

D'abord, il faut que la consultation soit générale. Et comme on ne veut « as entre dans ce pays procéder par plébiscite la seule chose encore possible est de convoquer en assemblée nationale chaque peuple des cinq pays de l'union indochinoise. Ces assemblées nationales devront réunir les délégués de toutes les classes sociales élus par les groupements corporatifs ou politiques existants ou par les comités d'élection qui seront constitués, à cet effet, pour les catégories qui n'ont pas encore d'organisations propres.

On ne saurait considérer 2 agriculteurs comme représentants de l'agriculture tout entière. Ce serait alors escamoter la représentation des paysans pauvres et des ouvriers agricoles.

Il est évident que les intérêts du propriétaire foncier ne sont pas les mêmes que ceux de ses fermiers.

On ne saurait non plus prendre deux membres de la chambre de commerce ou 2 commerçants notoires pour représenter tout le commerce du pays. Car ce serait sacrifier les intérêts des acheteurs ou des consommateurs.

D'ailleurs le gouvernement du Tonkin a demandé que ces vœux lui soient présentés le 27-9-1936, dernier délai.

Dans le comité de M. Luc aura seulement six jours pour présenter les vœux de toute la population tonkinoise.

L'escamotage est flagrant.

Le caractère incomplet et partial d'on tel comité n'est plus à démontrer.

Il ne pourra fournir au gouvernement que des renseignements fragmentaires, parfois inconciliables avec l'intérêt général du pays et sûrement contraires aux intérêts des classes laborieuses qui ne sont pas représentées.

Quant à nous, nous estimons qu'il est de notre devoir d'aller vers les masses, d'étudier leurs conditions de travail, de nous rendre compte de leurs misères, de recueillir leurs confidences et enfin de dégager de cette masse confuse de besoins et d'aspirations du peuple travailleur les principales revendications que nous appuierons et ferons appuyer auprès du gouvernement métropolitain par les larges organisations populaires de France.

Nous travaillons d'un commun accord avec nos camarades cochinchinois pour arriver au congrès indochinois qui sera le seul organisme qualifié pour parler au nom de 20 millions d'indochinois.

Nous rejetons toute tractation derrière le dos des masses.

Nous refusons d'entrer dans des combinaisons louches destinées à tromper le peuple.

Nous travaillons en plein jour dans la légalité du régime colonial actuel.

Par notre esprit de discipline et de sacrifice, nous arriverons à déjouer les manœuvres politiques destinées à nous présenter comme des fauteurs de désordre.

Face à toutes ces manœuvres, nous adoptons une attitude claire et nette.

Nous proclamons tout haut que le mouvement ouvrier n'est qu'à ses débuts et qu'à juellement il n'aspire qu'à la conquête des bases démocratiques, lui permettant de s'organiser pour la défense de ses intérêts toujours sacrifiés.

Un mouvement revendicatif n'est pas un mouvement insurrectionnel.

Que nos adversaires de mauvaise foi ne l'oublient pas !

LE CONGRÈS CONTINUE....

Nous recevons du Comité Provisoire de Cochinchine, les deux télégrammes suivants :

o

H/ Saigon 272-25-18-18.38

Congrès Indochinois non interdit stop Comité cochinchinois fonctionne légalement stop Protestez auprès Moutet Gougel contre fausse interprétation télégramme ministériel

Présidium

o

H/ Saigon 330-28-20-1727

Congrès continue travail stop Défection Liem compagnie n'affectant aucunement marche congrès stop Nguyên-phan-Long et autres restent sein comité délégation cochinchinoise arrivera prochainement

Secrétariat

o

Ainsi, malgré le travail d'obstruction de la presse réactionnaire et d'une poignée de privilégiés qui redoutent l'éveil des masses à la vie politique, le Congrès Indochinois continue sa marche inéluctable vers sa pleine réalisation.

L'Annam Nouveau en désarroi

« Que demander ?

« Que faudra-t-il demander ?»

C'est sous ce titre que, dans un article de fond de son dernier numéro, le rédacteur de l'Annam Nouveau s'élonça contre des adversaires supposés ou imaginoires.

Lo méthode des rédacteurs de l'Annam Nouveau est classique.

Prêter aux adversoires des idées erronnées pour s'attribuer le mérite de les attaquer victorieusement.

Mais cette fois-ci, pour leur malheur, l'arme se retourne contre eux.

Ils reprochent à certains de « pousser même leur optimisme jusqu'à croire que le gaauvernement Léon Blum rendra à l'Annam son indépendance d'antan.

Précisément c'étoit M. Lé-Thang, le principal lieutenant de M. Phom-huy-Luc, qui osait cet optimisme insensé et qui vaulait le foire portoger par la populotian de ce pays. C'étoit M. Le-Thong lui-même qui portait de Statut de Charte, de Constitution, d'élaborer le programme de lo natian entière ». Il o, avec une certaine noïveté, comporé la forme de ce programme éventuel à celle de la constitution française de 1875.

C'était M. Lé-Thang lui-même, qui portait de négliger les « détails » de ne présenter que « l'essentiel ». Dans son idée, cet « essentiel » devrait être le projet de constitution indochinoise.

Et nous lui avons répondu dans notre article « Réponse d M. Lé-Thong » du 16 Septembre textuellement ceci : « Elle (la commission d'enquête) ne « saurait que faire de votre « essentiel » sorti de votre imagination et de celle des vôtres, « Elle ne connaît déjà. Le « maximum de votre « essentiel » « ne pourra qu'être l'indépendance totale de l'Indochine « Ce ne sera pas la commission d'enquête qui vous la donnera.

Donc, à aucun moment, nous n'avons « demandé la lune », comme il le dit.

C'est lui-même qui aaoit demandé « la lune » Ses articles des 3 et 6 Septembre sont édifiants à cet égard et dispensent toute discussion oiseuse.

C'était bien nous-mêmes qui lui avons manifé le ridicule d'une telle prétention.

La comparaison qu'il a faite, avons-nous dit, de son projet avec la tactique des partis révolutionnaires de France est « simplement grotesque et implique une confusion générale dans son esprit »

Aujourd'hui, nous constatons avec plaisir que l'Annam Nouveau nous conseille de ne pas tomber dans le même ridicule que M. Lé-Thang en demandant ce que celui-ci avait demondé, Nous morquons ici notre porfait accord avec l'Annam Nouveau.

En dehors d'une question de fait, il existe encore une question de logique.

Il est évident que la France populaire ne renoncera pas, du jour au lendemain, à ses colonies, que l'indépendance d'un peuple ne se donne pas et que si le peuple est capable de conquérir son indépendonce il sera aussi copable de la garder.

L'argument du « Jopan omnibieux qui nous guette » est aussi enfonlin qoe ridicule.

Il n'est pas digne de l'Annom Nouveau. Por conséquent, nous n'allons pas le discuter ici.

Nous voulons simplement un petit peu de bon sens et de bonne foi.

Sincèrement, qu'est-ce que peut vouloir un peuple conquis?

(Suite page 3)

LE RÉGIME DE LA PRESSE EN INDOCHINE

Nous extrayons de la Renaissance de Saigon du 13 courant l'entrefilet suivant à propos de la suppression du « Dân-Quyên ».

La suppression du « Dân-Quyên » a étonné et affligé la presse cochinchinoise (aussi bien annamite que française). Avec l'attitude réservée qui leur est habituelle, le « Duốc-nhà-Nam « et même le «Saigon» ont manifesté « doucement » leur surprise, « à l'heure même où dans tout le pays, des vœux s'accumulent réclamant la liberté de la presse ». Le « Diên-Tin «, en termes ironiques, a sérieusement fustigé l' « Impartial « et son Directeur général qui avaient considéré la suppression du « Dân-Quyên » comme un acte d'« épuration ».

La « Dépêche « et le « Populaire « ont vu dans cette suppression un abus de pouvoir.

Dans « la Presse indochinoise « M. Vuong-quoc-Ngoun a posé une question de droit très intéressante :

« Nous nous demandons si M. Cendrieux peut continuer à faire paraître son journal après que la décision du Gouvernement lui a été notifiée.

Une réponse affirmative me paraît plus juste et légale.

En effet, l'art 5 de la loi du 29 Juillet 1881 sur la liberté dit que tout journal ou écrit périodique peut être publié sans autorisation préalable. Son art. 69 dit encore que cette loi est applicable aux colonies.

Mais le Gouvernement a pris illégalement un décret exigeant l'autorisation préalable pour les journaux de langue annamite. Illégalement, car ce décret n'a nullement modifié un article de loi et ne l'a nullement complété.

Or, il faut une loi pour en modifier une autre. Avec le régime des décrets dans les colonies, un décret peut seulement compléter les lacunes d'une loi, mais tel n'est pas le cas de ce décret exigeant l'autorisation préalable, l'art, 5 étant formel.

Pendant longtemps, on a cherché à interpréter l'art. 5 de la loi de 1881, et sous prétexte que pour les éditions en quôcngu, il fallait bien cette autorisation, parce que les textes susdits étaient applicables aux seuls journaux de langue française.

Mais maintenant on ne peut plus tergiverser, étant donné que la Cour de Cassation a récemment tranché la question et a déclaré, dans une affaire de Madagascar, que l'art. 5 est applicable même pour les journaux écrits en malgache ».

A la fin de son article, M. Vuong-quan-Nguou convie les juristes de Cochinchine à donner leur avis à ce anjet.

Nous, journalistes tonkinois, nous étions unanimes dans nos déclarations à la réunion du 16 Septembre dernier que la presse en langue annamite ne doit pas être soumise au régime discrétionnaire du pouvoir administratif ni être soumis au régime de l'autorisation préalable. Mais en demandant l'applicati-

(Suite page 2)

LES FALSIFICATEURS DES NOUVELLES

Le I. B. T. V. et le Viêt-Bao, ont publié en gros caractères la nouvelle que le ministre des Colonies aurait interdit d'une façon rigoureuse les réunions publiques sur tout le territoire de l'Indochine.

Ils ont donné également une autre information d'après laquelle M. Nguyên Phan Long se serait séparé du groupe de « La Lutte » dans le travail d'organisation du Congrès indochinois.

Ces journaux n'ont pas dit de quelle source ils ont tenu ces renseignements. Les auteurs de ces fausses nouvelles poursuivent le but évident d'intimider les masses tonkinoises qui osent espérer que leur sort sera quelque peu amélioré par le nouveau gouvernement de France. Depuis plus d'un demi-siècle, elles sont maintenues dans l'ignorance le plus absolu des affaires de leur pays. Elles végètent dans une profonde misère. Tout espoir d'en sortir leur est interdit. Aucune amélioration apportée par le Gouvernement du Protectorat n'arrive jamais jusqu'à elles. Dans les années de prospérité comme dans les années de crise, elles constituent toujours la classe asservie et sacrifiée. Dans les années d'abondance comme dans les années de disette, elles ne mangent jamais à leur faim. La sous-alimentation des masses tonkinoises est chronique et presque légendaire. Au point de vue politique, elles ne jouissent d'aucun droit du citoyen. Ni électeur, ni éligible, le paysan tonkinois est soumis à un régime d'exploitation vraiment féodale.

Aujourd'hui, l'avènement du gouvernement du Front populaire en France, suscite un vil mouvement de réveil dans toutes les Colonies françaises. Les masses exploitées des colonies recommencent à espérer. Toujours bafouées et trompées, elles ne sont pas sans savoir que les pouvoirs du Front populaire sont limités et qu'il ne faut pas se reposer entièrement sur sa bonne volonté.

Elles lui demandent simplement la liberté de s'organiser, d'acquérir dans l'exercice de leurs droits et devoirs civiques une éducation politique suffisante pour devenir de véritables citoyens de leur pays.

Elles veulent élever leur voix dans le concert de revendications des masses coloniales.

On ne peut pas leur refuser le droit d'exprimer leur confiance au gouvernement populaire de France et de lui soumettre leurs désiderata.

Elles ne veulent pas remettre ce soin à ceux qui ne se sont jamais intéressés à elles que pour les tromper.

Seuls, les délégués élus par elles, auront leur confiance et seront qualifiés pour parler en leur nom.

Mais, pour les empêcher de choisir leurs véritables représentants, une poignée de privilégiés qui disposent de la presse et de l'appui du gouvernement, s'ingénie à déformer toutes les nouvelles ayant trait à la commission d'enquête et au Congrès indochinois.

C'est ainsi que le télégramme N° 421 envoyé par le ministre le 8-9-36 au Gouverneur Général a été sciemment déformée par les trois grands quotidiens du Tonkin. Le I. B. T. V. le Viêt-Bao et le Dong-Phap.

Tous, ont mis en gros caractères la nouvelle de « l'interdiction rigoureuse » par le ministre des colonies de toute réunion publique sur tout le territoire de l'Indochine ; les hommes de bonne foi d'ici n'ont rien compris. Pourquoi cette mesure extrême que rien ne justifie ? — Le pays est plus que calme.

Trois années de répressions et six années de crise ont ruiné les énergies vitales du Tonkin.

Il n'a pas encore repris ses forces. Il est pour ainsi dire en convalescence et ne s'éveille que paresseusement.

(Suite page 2)

LA RÉUNION DU 21-9-36 DU COMITÉ DE M. PHAM-HUY-LUC FUT UN FIASCO COMPLET

Hier à 21h a eu lieu la réunion du comité provisoire formé par M. Pham-huy-Luc pour recueillir les vœux des population de Hanoi.

Notre Directeur politique qui voulait assister à la réunion comme membre de la presse s'est heurté à un refus catégorique de la part du portier à lunettes d'acaillo du nom de Hà-van-Man Celui-ci déclara que la réunion était « privée ».

En somme, c'était l'assemblée cotinnale huis clos !

Malgré ce contre-temps, nous avons pu quand même nous passer de l'autorisation de ce portier intransigeant. Nous étions quelques uns à assister aux différentes péripéties de la réunion d'hier au cours de laquelle M.M. Luc et Lê-Thang ont pu plus ou moins constater avec regret leurs erreurs et leur entêtement qui leur enlèvent irrémédiablement la sympathie de la population de Hanoi —

Les compte-rendus publiés dans la presse quotidienne sont suffisamment édifiants sur l'écroulement du comité formé par M. Luc.

Nous n'avons plus à y revenir. Nous soulignons ici la presque unanimité des protestations contre les agissements de M. Luc et de ses amis :—

La délégation féminine a manifesté d'une façon non équivoque sa désapprobation et a demandé ensuite de recommencer tout le travail jusqu'ici en désordre.

La délégation ouvrière a protesté énergiquement contre les manœuvres politiciennes destinées à écarter les masses laborieuses du Comité L'un des délégués a même affirmé qu'il était désigné par l'un des amis de M. Luc.

Par conséquent, tous, ils se refusent à représenter, en imposteurs, leurs collègues absents.

La délégation des prisonniers politiques s'est prononcée nettement contre les critiques et a déclaré se séparer du Comité de M. Luc.

La délégation des intellectuels chômeurs, a aussi adopté le point de vue des protestataires et déclaré boycotter le Comité de M. Luc jusqu'à ce que le Comité pour le Congrès indochinois soit formé des Délégués élus par toutes les classes sociales.

Après toutes ces protestations, le comité a été dû mais il garde le nom de Comité provisoire. Car ses membres se proposent de l'élargir prochainement en demandant la participation des représentants sortants et noyaux.

En tous cas, M. Luc a fait mauvaise mine que le terrain lui échappe et qu'il ne pourra rien faire de durable et d'utile sans l'appui des masses laborieuses.

Confidences

— Tantôt, tu me dis de sortir. Oh ! je le veux bien ! Et cependant, parfois m'étant habillé et chaussé, je me suis mis à raisonner, à réfléchir, chapeau en main, sur mon départ. Pourquoi s'en aller ?...

...Alors, tu sais, la quiétude du foyer me retient et les rencontres du chemin ne me tentent guère... Après tout, à la maison, vois-tu, tout m'a l'air si familier, si rassurant. Mais dehors ? Dehors, ah ! l'été sera brûlant et dur, l'hiver, pourquoi sortir ?... Si tu veux, attendons l'automne, attendons le printemps. Et puis, je voudrais aussi savoir où aller tout d'abord !

— Que t'importe, cher camarade, que t'importe ! Si l'on sort c'est pour ne pas rester. Marquer le pas reste le plus ennuyeux des exercices gymnastiques... Et bâiller, est-ce vivre ? Une échappée à travers l'espace pour tes sens assoiffés, voilà ! Des chevaux qu'on a mis au vert hennissent piteusement dans la prairie la plus grasse. De les entendre pleurer leur misère et gémir aux souffles du large, — nostalgie de la liberté défunte ? Regret de l'infini refusé ? — C'est à fendre l'âme en tous cas !... Mais aussi, c'est la régime qui convient aux chevaux malades...

...Le tort, camarade, c'est de regarder en arrière ! Regarde devant toi. Certes, ce n'est pas pour regarder en arrière que tes yeux sont placés là où ils sont par Celui qui tout crée. Ni pour marcher à reculons que tes pieds sont ainsi conformés. Regarde devant toi. Et marche !...

Et ne me demande pas où tu vas, où tu pourrais venir. Si je le savais, je ne te dirais pas de sortir. Et si je te le disais, tu aurais moins de plaisir à marcher ! O toi que le bonheur attend, va où l'enchantement du site te fait signe, où ton amour se plaît, où ton instinct te réclame, où te conduisent tes pas. J'ai quelquefois escaladé ces montagnes qui, là-bas, ferment l'horizon et qui, aux heures brunes du jour naissant, apparaissent floues, spirituelles, langoureuses et passionnées, comme un regard romantique — La fraîcheur de l'heure, le silence des bois, la mollesse voluptueuse de la verdure, l'ardeur frémissante de l'aurore, l'infini insondé des cieux, la vie enfin, qui, autour de moi, palpite et tressaille, tout se fait pressant pour exiger de moi un effort inouï, parfois douloureux :

« Vivre ? ah ! jouir ! oser !...

Le bonheur, en ces minutes intenses, n'était, certes pas d'arriver à un sommet quelconque, camarade, car comment opter parmi tant de monts ? Le plus élevé n'est pas toujours le plus beau. Et savais-je seulement où je voulais venir ? Un sommet gravi faisait entrevoir et par conséquent désirer un autre, et chacun nouge qui fuyait découvrait une perspective nouvelle. Et puis, où mes pieds ne pouvaient porter mes pas, je sentais bien que là l'inconnu m'attirait, où mes regards s'arrêtaient, mon imagination passait outre. Jours à peine entrevus, paysages inexplorés, que vos soleils étaient beaux ! que vos eaux étaient pures ! — Souffle généreux qui, à mi-côte, caressais mes tempes brûlantes, que nos rencontres étaient amoureuses !

— Ah ! combien volontiers j'oublierais en ces heures tout ce que j'avais appris de sagesse et de prudence ! Combien volontiers je tournais le dos à cette ville guindée et courbée, au foyer étouffé comme un poisson dans un vase clos ! — A mes yeux, dans la pénombre de la vallée, s'immobilisait la masse lourde et noire des villages endormis. De sous chant glaireux, un coq réclait l'ombre de la nuit, comme un maçon prématuré son vieux balai d'eau de chaux chargé, sur un mur sali par les ans. Coq entêté, réveillera-t-il bientôt tout ce monde fatigué qui s'endort sur le mol oreiller de ses préjugés et de sa paresse ?

Que le sommeil tranquille ne le retienne plus, camarade ! Sors et pars ! la sagesse du proverbe blâme, je le sais, ces rêveurs qui, sde cette montagne ci, regardent cette montagne là. La sagesse a tort, car que fais-je sur une montagne à moins qu'on ne regarde ?

Tu parles d'attendre, camarade ! Mais qu'attendras-tu ? Mais la nature, l'univers, tout entier, nous attend ! Car si ce n'était pour nous, si ce n'était pour toi que tout cela était inventé et placé là, pour qui serait-ce ?

Tu parles d'attendre, comme si, pour attendre, il ne fallait d'abord se mettre en route et devancer quelqu'un, quelqu'une ? Devance, cher camarade, la plus belle saison de ton cœur !

Réunion des membres de la presse

Le 16 Septembre dernier, sur l'invitation de M. Nguyên văn Luân, Directeur du Trung Bắc Tân Văn, les membres de la Presse Locale sont venus à l'Hôtel Lạc-Xuân, Rue du coton, Hanoï, en vue d'élaborer un projet de vœux des journalistes.

On notait la présence de deux délégués par journal :

MM. Nguyên-Văn-Luận, Dương-man-Ngọc (Trung-Bắc Tân-Văn) ; Bùi-xuân-Học, Bùi-trọng Hưu (Việt-Báo) ; Vũ-trọng-Phụng, Lê-trăng-Kiều (Hanoï báo) ; Nguyên-Tạo, Vũ Bằng, (Trương-Lai) ; Ngô-văn Phú, Hoàng-hữu-Huy (Đông-Pháp) ;

Trần-đình-Rim, Phan-Quốc-Anh (Bắc-Hà) ; Vũ-đình-Huỳnh, Mai-ngọc-Thiệu đit Sâm (T'Avenir) ; Nguyễn-xuân-Thái, Đinh-khắc-Giao (Khuyến-Học) ; Nghiêm - xuân - Lâm, Ngô-Hoan (Tiếu thuyết thứ bảy) Trần-Long, Trần-huy-Liệu (Khoẻ) ; Lê-văn-Trương, Nguyễn-văn-Chất (Ich-Hữu) ; Phạm-lê-Bổng, Nguyễn-Vỹ (La Patrie annamite) ; Nguyễn-đức-Kính, Nguyễn-uyên-Diễm (Hồn-Trẻ) Nguyễn-trọng-Tam, Trần-khánh-Dư (Ngày nay) ; Nguyễn-văn-Tiến, Vũ-Liêu (Le Travail) ; Vũ đình-Dy ; Bùi-ngọc-Ái (L'Effort) ; Nguyễn-văn-Luyện, Phạm-bửu-Chương (Bảo an y Báo) ; Vũ-ngọc-Phan, Phan-trần-Chúc (La revue franco-annamite) ; Dương - bá - Trạc, Nguyễn - trọng-Thuật (Đuốc-Tuệ) ; Vũ ngọc-Liên, Phan-tất-Tạo (La tribune républicaine), Lưu-văn-Phụng, Phan-ngọc-Chúc (Cepfi), Nguyễn - manh - Chất (Tiếng Vang) M. Lương văn-Thăng, (Việt-Hùng) rédacteur au Saigon Báu, de passage à Haoot M M. Taveroter (Voix Française) Blanchard (France Indochine) étaient aussi présents.

A 15 heures, M. Nguyên-văn-Luận, Directeur du Trung Bac Tân Van organisateur de la réunion ouvrit le séance. Il exposa en quelques mots le but de la réunion et les démarches qu'il a faites auprès des autorités pour nous permettre de nous réunir. Il demanda aux coufrères dépourvus d'invitation de se retirer. Il voniul viser par là, les représentanta des organes a morts ».

Pour appuyer la déclaration de M. Luân, le rédacteur du Trung Bắc Tân-Văn M.. Dương-mân-Ngọc a parlé avec arrogance devant ses confrères de la responsabilité des organisateurs vis à vis des Antorités.

M. Trần-huy-Liệu, une des proïes des organisateurs, se leva et déclara :

« Je viens ici non pour solliciter une faveur d'être parmi vous. Je viens en tant que journaliste exerçant honnêtement son métier depuis plus de dix ans, journaliste qui souffre du régime actuel de la Presse. Les journaux auxquels j'ai collaboré ont été supprimés tes uns après les autres. Je n'ai pas reçu d'invitation régulière mais apprenant que vous qui professez le même métier que moi, vous vous réunissez pour défendre les intérets corporanls. Il est de mon devoir de joindre à vous le faible écho de mce protestations. Si vous ne voulez pas que je reste, je m'en irai une fois ma voix entendue ».

La déclaration sincère et émue de M. Liên suscita beaucoup de sympathies. Les confrères qui n'eurent pas le bonheur comme nous de la connaître s'enquirent de son nom. On chuchota un peu partout : « Liêu ! Liêu ».

Après M. Liêu, M. Ngô-tư-Ha se leva et déclara :

« D'après vous Messieurs les organisateurs les délegués des journaux « morts » n'ont pas le droit de siéger ici Cela ne me regarde pas. Mais vous permettez que je vous pose cette question : Pour quoi ma revue Đông-Thanh dont le Gouverneement ne retire pas encore l'autorisation n'a pas l'honneur d'être invitée ? Vous l'auriez peut être prise pour un organe de petite importance »

M. Luận s'excusa de son lustienlou.

M. Dương-mân-Ngọc insista encore sur les responsabilités des organisateure. M. Liên délégué du Travail se leva et tranche la question ;

« Notre réunion est légale. Tout ce que nous faisons reste dans le esdre, de la légalité. Si quelqu'un fait quelque chose de subversif ou tient des propos violents, il en sera responsable et non les urganisateurs ».

La controverse tantôt vive tantôt risible sur l'admission des délégués des journaux « morts » faisait perdre plus d'une demi heure.

On devait passer à l'ordre du jour.

On désigna M. Dương - ha-Trọc doyen d'âge comme Président de séances. M Dương-mân-Ngọc comme secrétaire.

M. Ng. Taong Tam a fait une proposition tendant à demander l'application de la loi du 29 juillet 1881. Tout le monde était d'accord.

Comme moyens d'action, M. Đinh khắc-Giao p uposa de funder un syudiest des journalistes, de faire la propagande, de travailler pour l'organisation du Congrès Indochinois. Nos revendications auraient quelques chances de succès si elles étaient soutenues par les masses populaires

On procédait après à la nomination de 7 délégués pour la Commission provisoire de la Presse en vue d'étudier les moyens d'action : Cet assemblée d'offies, les trois directeurs des trois quotidiens : MM., Ng. văn-Luân (Trung-Bắc) Bui xuân-Hoe (Việt - Bao) Ngô - vau - Phu (Đông-Phap).

M.M. Vu dinh Dy (L'effort) Vu-ngo-Liên (La Tribune Républicaine) Trần-khanh-Dư (Ngày nay) Vu Liêu (Le Travail). sont nommés par voie.

Vere 18 heures. M. Trac déclara la séance levée.

Tout le munde se dispersa calmement sous l'œil vigilant de la Police

Le Régime de la Presse

On de la loi de 1881, nous avons l'air d'enfoncer une porte ouverte, de demander une chose que la loi nous accorde déjà. Seulement ici, nous sommes plutôt régis par la force de l'habitude et de la routine ; il n'est pas mauvais de liquider cette question une fois pour toutes en réclamant l'ahrogation du désret illégal du 30-12 1898 et de tous lés décrets postérieurs à celui-là notamment les décrets des 4 Octobre 1927, 4 Février et 20 Juin 1928 ainsi que le dernier décret réactionnaire de 1935.

En Indo-hine, la réglementation de la presse est contenne dans des dispositions légales éparses, tragmentaires voire contradictoires, variables avec telle on telle région et qui donnent lieu à de grosses difficultés d'interprétation.

Donc une refonle de la législation s'impose pour tous les pays de l'Union Indocbinolse.

Nous demandons l'applicalion intégrale de la loi de 1881 pour le Tonkin, l'Aunam, la Cocbluchine, le Cambodge et le Laos pour la presse de langhe française ainsi bien que d'idiomes indigènes.

Mais l'application sincère de cette loi ne pourra s'exercer que s'il existe dans ces pays des syndicats de journalistes résolus à défendre leur liberté d'écrire. Nous demandons donc la liberté syndicale pour les joornalistes.

En ce qui concerne nos moyens d'action, nous devons immédiatement.

1) Cösslliuer uo syndical des journalistes des deux langues française et annamite — Relier notre aclion à celle du syndical de Saigon ou aux journalistes de Saigon.

2) Participer d'une façon active aux travaux du Congrès Indochinois Saisir la Commission d'enquête d'un vœu unanime par une manifestation à la réception.

3) Adhérer aux groupements des intellectuels de France, toucher les écrivains libéraux comme Romain Rolland les professeurs Langevin, Prenaut les écrivains Francis Joudain Andrée Viollis, Malraux, les philosophes Félicien Challaye Victor Bascb etc..

4) Nommer séance tenante une commissioo chargée d'étudier le régime de presse applicable ici — d'en frirmuler les crilques et de rédiger on rapport qui sera présenté au Congrès par nos délégués.

Et c'est seulement par le Congrès et par l'appui des masses que nous puissions avoir quelques chances de succès.

AVIS

Nous prions nos aimables lecteurs de vouloir bien nous excuser de nombreables coquilles que, dans la précipitation, nous n'avons pu corriger.

Un exemple éclatant dans l'article : « *Le Congrès en marche* ».

Nous avons écrit : « Ce cercle de calsire a » « Le Cercle » est devenu sous tes doigts malhabiles de nos typos. « Le siècle ».

Nous pouvons multiplier les exemples. Seulement nous faisons appel à leur bienveillance pour rectifier eux-mêmes les erreurs qui ont pu nous échapper.

Bourrage de crâne

La « Patrie Annamites fait preuve, ces temps derniers, d'une sollicitude vraiment touchante pour la jeunesse des écoles. Des colonnes entières y sont consacrées aux conseils, aux exhortations à la jeunesse studieuse.

On dit à cette jeunesse que pour travailler avec fruit, il faut accepter une discipline, se soumettre sans broncher à l'autorité d'un chef, que dans une nation, le chef c'est le roi, et que, *« si le roi n'existait pas, il faudrait l'inventer »*.

Que la « Patrie Annamites ne s'est-elle borée à rester dans le domaine strictement scolaire ! A vrel dire, cela aurait étouné de la part d'une feuille dont la tradition a toujours été de tout remuer, par une phraséologie grandiloquente et vaide, à cette doctrine d'un autre âge qu'elle intitule pompeusement « principe de la monarchie », doctrine indéfendable et que du reste elle défend avec une conviction toute de commande. Malgré un « boudoir » service gratuit, nul ne s'est laissé prendre à ces vieilleries, sauf peut-être quelques intellectuels moins avides d'avoir un idéal que d'obtenir quelque poste de mandarin.

A telles enseignes que la P.A. en est réduite à bourrer le crâne aux enfants. Entreprise vaine. Nos enfants eux-mêmes savent ce que valent les rots de la P.A., ils savent que même qu'il y a gogots et fagots, il y a rois et reis, que s'il y a des mousiques qui gouvernent effectivement, il y en a d'autres qui ne s'ut que de soleunels figurants, véritables personnages d'opérel.e.

La P.A. objectera peut-être qu'il suffit que le roi règne pour que tout soit dans l'ordre : ses ministres gouvereent pour tui. A la bonne heure ! Mais encore faudrait que ceux-ci gouvernent. Si l'un et les autres ne sont que des pant ns doal d'autres pouvoirs tirent la ficel.e à leur gré. il ne faut pas parler de principe d'autorité, de prine pe de la monarchie.

Que la P. A se pale de mo's, libre à elle, mais qu'elle prétende endoctriner les jeuoes en leor voilant la véri é cela frise l'indécence. Au lieu de ce bourrage de crâne é onté, cambien nous e saions préféré que la P.A. tint ce l ng ge aux écoliers.

« Vous ferez plus tard la politique, si vous avez des goûts personnels et des aptitudes pour cela ! ma s sur un point ja suis intransigeable. Défendez les idées que vous aurez, non celles qu'on vous dictera. N'est pas seulement esclave celui qui est tà merci d'un maître l'est encore celui que sacrifie ses plus chères convictions à de misérables intérêts personnels. Vous aurez peut-être un journal pour défendre votre doctrine. Que ce journal soit l'expression d'idées justes. dussent-elles déplaire aux grands de la terre, vous serez peut-être vos plus terribles ennemis. Ils vous persécuteront, mais du moins vous n'aurez pas vos mépriser. Si par malheur vous avez l'âme lo ne ireuse vile, si vous couvrez de politiqu lame vous vous servez de votre feuille comme un moyen pour vous pousser dans le monde même au prix de votre conscience, alors je désespère de vous. Je tâcherai néanmoins de surmonter l'amer dégoût et de vous donner encore ce conseil : ne dites pas que vos basses flatteries, vos plates é lo es à l'égard des gens en place sont l'idéal de la jeunesse. Soyez vils puisqu'il n'est pas donné à tout le monde de ne pas l'être, mais soyez-le bonnêtement, si tout est qu'il y ait une vilenie honnête ! »

Les falsificateurs des nouvelles

Les masses qui ont beaucoop souffert se montrent lunjours sceptiques vis à vis du Gòuvernement du Frout-Populaire.

« Après tout, disent-elles, *c'est encore un gouvernement français coloniatiste »*.

Il uus faut, nous qui avons connu la France, beaucoup de peine pour leur faire comprendre qu'il ne faut pas désespérer de la France, surtout de la France, populaire. Elles ont repris confiance et ont recommencé à espérer alors que cette fausse nouvelle vint anéantir tuus nos efforts.

Peul-on prétendre bien gouverner un peuple par la pan-o'que et la suspicion ? Peul-on arriver à faire quelque chose de durable et d'utile, ici, en écartlant les masses laborieuses.

Quelqu'un a dit : « *Ayez le peuple avec vous, vous aurez l'empire* »

Une bonne politique coloniale n'est-elle pas d'élever le niveau culturel et matériel des masses pour les associer à l'œuvre de développement de leur pays ?

Nous ne sommes pas de fauteurs de désordres lorsque nous crio is que l'ordre n'est pas l'inertie des faibles ; que la tranquillité n'est pas le silence des esclaves. —

Ceux qui dénaturent les véritables intentions de la France pour dé acher d'elle les multitudes coloniales dont ils veulent réserver seuls les profits de l'exploitation fuul incontestablemeot œuvre auti-française.

Nous prêchons la confiance Eux, ils pruvoqueul la panique.

Nous demandons aux masses de dire à la France sincèrement ce qu'elles ont sur le cœur.

Eux, ils étouffent la voix du cœur et organisent un régime de mensonges pour empêcher la vérité d'arriver jusqu'à la France.

Ce que dit exactement le télégramme N° 421 du Ministre des colonies. —

1) Il rappelle les mesures de bienveillance du gouvernement populaire à l'égard des peuples coloniaux.

Une large aminisiie est ordée

2) Il affirme de nouvean les intentions libérales du gouvernement de poursuivre les réformes lant politiques qu'administralives indispensables à l'évolution de l'Indochine — et demande aux gouverneurs et résidents de diffuser cette déclaration par tous les moyens, soit par tracts soit par radio-diffuseur pour que dans les coins les plus reculés de la Colonie les habitants connaissent les intentions de sollicitude du gouvernement populaire.

3) Pour activer le travail, les gouverneurs et résidents recevraient avec bienveillance les vœux écrits des habitants — Il demande, néanmoins, aux populations, le calme et la pondération, de s'abstenir de toute réunion qui pourrait causer des désordres, de tout article dans les journaux qui pourrait dénaturer la pensée du gouvernement, ce qui serait de nature à entraver l'exécution du plan de réformes préconisées et amener une regrettable réaction. —

4) Il adjure « ses compatriotes » de ne pas se livrer à des actes qui pourraient froisser le sentiment national du peuple indochinois, d'être calme, de faire leur possible pour maintenir une bonne entente entre le peuple et le gouvernement.

Une telle déclaration ne vaut en aucune façon « l'interdiction rigoureuse de toute réunion publique sur tout le territoire de l'Indochine ».

La pensée du Ministre y est grossièrement faussée —

Une sanction exemplaire contre les auteurs des fausses nouvelles s'impose — Il revient au gouvernement de les empêcher d'empoisonner l'opinion publique.

L'heure n'est plus à la vieille politique d'obscurantisme et de terreur.

Il faut que les masses comprenneul ce que veol le Gouvernement et lui accorde librement sa confiance.

Il faut une presse bunnête qui s'impose la noble tâche de dire la vérité à la masse, de l'éduquer virilement en la mettant en face des réalités même pénibles et dures.

Jamais vérité ne tue.

Il est temps de sortir de l'ornière d'envisager courageusement les changements nécessaires, de ne pas regreller la tranquillité de la routine et de la paresse.

De secousses violentes empolgnent le monde — L'Indochine n'est pas d'une planète séparée.

Il ne faut pas avoir l'entêtement de l'isoler du reste de l'humanité.

Nul pouvoir humain ne peut la préserver des répercussions universelles du monde en transformation.

Il faut qu'elle change aussi, qu'elle tasse à pesu-neuve s — c'est la condition vitale pour elle.

L'empêcher de changer c'est l'empêcher de vivre.

Que ceux qui ont la charge de sa destinée y pensent !

Après les blanchisseurs viennent les coiffeurs

La nouvelle apportée par la Presse locale disant que les coiffeurs devront bientôt faire installer chez eux l'eau courante, a alarmé bon nombre de ces modestes travailleurs.

Comme les blanchisseurs, les coiffeurs ne tarderont pas à vouloir grossir le nombre de clients mécontents de la Compagnie des Eaux.

N'ayant pas de syndicats pour se défendre, ils devront, après nous regretter inutile adresse à Monsieur le Résident-Maire, s'incliner devant la toute puissante Compagnie.

Mais, on se demande pourquoi la Municipalité a pris ces mesures frappant ainsi ces travailleurs qui ne vivent plus que de leurs métiers. Avec la crise, le tarif pour un tailliu se réduit de 12 à 8 et même 6 cents, comment pourraient-ils se débrouiller pour avoir la taxe d'être les clients de cette fameuse compagnie des eaux. La Municipalité ne connaît-elle pas les difficultés du heure actuelle ? Ignore-t-elle la situation de ces pauvres travailleurs ? Fait-elle la sourde oreille devant les protestations ainsi présentées ?

Les intérêts de la Compagnie tut semble bien plus importants que ceux de cette indigène à Monsieur le Résident-Maire.

Plus que jamais nous dénonçons ces mesures dites hygiéniques qui sont plutôt faites pour servir les intérêts du quelques sociétés.

Messieurs les conseillers municipaux qui ont la charge des intérêts de la population laborieuse de Hanoï doivent se joindre à nous pour protester contre ces mesures inopportunes qui ne font qu'aggraver la situation déjà misérable des gagne-petits.

Les livres

Nous venons de recevoir deux brochures 1° Chế độ quan thoả Đàn bà Annam, de la collection Phổ Thông tủng-thư et le roman Bong mây chiều de M. Hau thé Du, roman qui a obtenu le Prix d'Encouragement du groupe Littéraire Tự-Lực.

Nous remercions sincèrement les auteurs et les présentons aux lecteurs du « Travail ».

Nous croyons utile de souligner ici le grand intérêt que nous portons à la collection Phổ thông tủng thư qui constitua une belle initiative à encourager. Elle traite des sujets anciens et économiques qui touchent directement à la vie pratique et quotidienne des masses populaires. Elle contribue à élever incontestablement le niveau culturel des éléments qui n'ont pas une formation française.

Nous saisissons avec plaisir cette occasion pour présenter nos affectueux compliments à notre camarade Trần duy Đạm, un de ceux qui ont su faire profiter ailleurs compatriotes leur expérience pédagogique acquise en Europe.

A propos de l'interview de Maître Trân-van-Chuong par le Trung-Bac Tân-Van

Mᵉ Tran-van-Chuong n'est pas un inconnu pour nous.

En 1932, alors que la Cochinchine traversait une période de troubles politiques et de dépression économique, sa voix s'éleva, douce et ferme, pour le défenso des accusés devant les tribunaux répressifs de Saigon.

Nous l'avons encore entendu, en 1934, à l'Hôtel de ville de Saigon ; il préconisait, en ce moment la « désintallation » de la piastre comme mesure économique pour sanver les producteurs agricoles.

Dans l'un comme dans l'autre cas, Mᵉ Chuong faisait preuve d'une délicatesse de sentiment et d'une probité intellectuelle qui inspirent une respectueuse sympathie, même à ceux qui ne partagent pas ses idéa.

Mais qu'il nous soit permis de lui faire aujourd'hui un reproche bien amical d'être regrettablement superficiel dans son programme économique qu'il voudrait suggérer au représentant du Trung-bac Tân-van.

Il semble attribuer la cause essentielle de notre crise au seul fait que l'Indochine est économiquement « coupée » de son milieu naturel d'Extrême-Orient. Il est revenu, ici, à sa doctrine de « désintallation » c'est-à-dire à son *eradeau d'argent* dont nous avions suffisamment montré l'inconsistance et la fragilité dans notre brochure « La Piastre et la classe ouvrière » publiée en 1935.

Les limites d'un article ne nous permettent pas de revenir sur nos principaux arguments.

Nous nous contentons de souligner combien est superficielle et incomplète une théorie économique qui n'envisage la question de la piastre qu'au seul point de vue des producteurs ruricoles. Aucune doctrine désinflationniste n'a étudié les répercussions possibles de la désinflation de la piastre sur les cluses moyennes, sur les ouvriers et sur les payenns.

Il ne suffit pas que le pays regorge de richesses pour que tout le monde mange à sa faim. Ce n'est plus une vérité à démontrer que de dire que la misère la plus noire voisine souvent avec l'abondance la plus scandaleuse, que des gens meurent de faim auprès des moissons les plus belles.

En période de prospérité comme en période de crise, le prolétariat est toujours une classe asservie et sacrifiée.

Il ne s'agit plus d'être riche, il s'agit d'être juste. Aujourd'hui ce que sont pas les richesses qui manquent au monde. Mais c'est l'équilibre. D'une part c'est l'immense majorité qui travaille et qui végète misérablement ; d'autre part c'est une infime minorité qui ne travaille pes et qui meurt d'abondance.

Rétablissez l'équilibre et vous rétablirez l'ordre et la paix sociale.

Vous supprimerez, par cela même, la crise dont vous souffrez et la lutte des classes que vous abhorrez.

Ni la stabilisation, ni la désabilisation, ne sauvera les masses laborieuses de l'exploitation capitaliste.

Leur sort est dà a perdre sur les deux tableaux ».

Aussi étaient-elles restées indifférentes à vos appels et à la lutte que vous avez menée contre la haute finance de ce pays.

La classe ouvrière ne doit pas être à la remorque de certaines théoriemoréalistes la so laisser distraire de sa tâche émancipatrice essentielle de la lutte quoildienne pous l'amélioration de ess conditions d'existence.

Mᵉ Chuong précoeise ensuite l'élargissement du régime de naturalisation.

Il réclame pour les annamites diplômés les postes du commandement et de responsabilité.

Il demande l'augmentation des soldes des fanciliannaires et des mandarina et la diminution de l'impôt personnel et de l'impôt foncier...

Tout cela, c'est pour la classe privilégiée. Rien pour le peuple.

D'ailleurs, il semble ne faire aucune différence entre l'impôt personnel qui frappe injustement tous les habitents, les riches aussi bien que les pauvres, d'un même taux et l'impôt foncier qui ne frappe que les biens immeubles de l'individu.

Il aurait dû faire cette discrimination et réclamer nettement la suppression totale de cet impôt personnel qui est une survivance féodale foncièrement impopulaire. Cet impôt est indigne de ceux qui prétiquent comme de ceux qui paient. Il est la source des abus d'autorité intolérables.

Mᵉ Chuong se rappelle aussi les masses laborieuses mais c'est pour leur demander d'aller se vendre aux marchands de main d'œuvre pour le défrichement des marécages de la plaine des Jones. Il s'agit pour ces millions de malheureux de changer de prison.

Mᵉ Chuang, vivant depuis es tendre enfance dans l'aisance et le luxe, peut-il en représenter, les misères, les exactions, les coups de rotins, les travaux forcés que les « Land niers » leur feraient subir une fois qu'ils tomberant entre leurs griffes?

Le problème de l'émigration de la *main-d'œuvre tonkinoise* vers la Cochinchine doit être approfondi. Car tant que les paysans, poussés par la faim et le froid du Tonkin n'auront pas les moyens légaux de se défendre contre l'exploitation forcenée de leurs exploiteurs, des scènes atroces et sanglaotes de 1927 pourront recommencer.

Il faut exiger la promulgation sur tout le territoire de l'Indochine, les lois de protection ouvrière, lea loie sur la liberté syndicale, sur le contrat collectif avant de livrer nos travailleurs aux employeurs féroces qui voient en chaque coolie non pas un homme, mais une bête de somme dont il faut tirer le maximum de rendement.

L'Annam Nauveau en désarroi

L'indépendance naturellement !

On n'a pas besoin d'envoyer une commission d'enquête pour cannaître cela. C'est si facile ! Et si l'on envole une commission d enquête c'est qu'on veut connaitre autres chuses.

Le but étident d'une enquête de ce genre est de recueillir sur place les renseignements sur les conditions de voie et de travail des masses, laborieuses, de savoir comment celles-ci sont exploi tées et pressurées par les terriens féodaux et par les mandarins réactionnaires d'ici.

Au lieu de permettre à ces masses travaillant pour vous nourrir, de s'exprimer librement, vous, messieurs de l'Annam Nouveau, vous cherchez par tous les moyens à étouffer leur voix. Vous avez peur de cette voix douloureuse qui pourrait devenir terriblement accusatrice contre vous.

Nous vous comprenons !

Vous parlez « d'une véritable éducation tant politique, civique, économique que militaire» (1)

Comment ferez vous donc cette éducation politique, économique, militaire.. ?

Comme vous vous griser de mots !

Vous demander une véritable éducation politique et civique, alors que vous ne manquez aucune occasion pour mépriser aux masses, à vos acompatriotes, votre mépris et votre méfiance. Quand elles veulent pratiquer la solidarité qui est, sans contexte, un vrai sentiment civique, vous les faites matraquer honteusement. Quand elles veulent apprendre à défendre leurs intérêts à s'organiser vous les plus impottable et plus dangereux vous criez au communisme et vous en appelez à la répression.

Quand elles veulent s'organiser pour présenter leurs revendications économiques vous parlez de les écarter comme détails et de défendre seulement « votre essentiel ».

Enfin, après toutes ces manœuvres d'obscurantisme et d'oppression, quand les masses veulent être avec vous, vous les rejetez comme indignes, trop ignorantes pour participer utilement aux affaires du pays dont seuls vous vous réservez tous les profits

Non, Messieurs, vous ne trompez plus personne. Nous sommes ici pour déjouer vos intrigues, dénoncer vos intentions nuisibles pour vous montrer, enfin, du doigt à l'attention des masses qui vous jugeront sévèrement.

Mais en attendant, nous remarquons un désarroi complet dans votre camp. Pris entre deux feux la soif de la popularité et la peur du gendarme, vous oscillez entre le peuple et le gouvernement. C'est un jeu dangereux où l'on risque bien souvent de se casser les reins. Nous ne vous conseillons pas de continuer.

Ce que nous demandons

Nous allons encore plus loin que vous dans la modération.

Nous demandons, d'abord l'application des lois qui ont été déclarées applicables en Indochine par la volonté du législateur lui même. Par exemple, la loi sur le liberté syndicale du 21 Mars 1884.

L'article 30 de cette loi, modifiée par l'article 5 de la loi du 21 Mars 1920 déclare que la présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Or, en 1920, la Cochinchine, les villes du Hanoï, de Haiphong et de Tourane étaient déjà bel et bien des possessions françaises.

La loi de 1884 devait donc y être applicable. La carence et la mauvaise foi d'un Gouverneur Général qui n'a pas promulgué la loi peuvent-elles mettre en échec la volonté du législateur ? Ce que nous demandons c'est simplement la régularisation d'une situation illégale qui n'a que trop duré.

Nous demandons l'application aux indigènes de la loi sur les accidents du travail qui n'été déjà promulguée en Indochine mais applicable seulement aux Français.

Nous demandons l'application de la loi du 29 Juillet 1881 qui a été déclarée par son article 69 applicable aux colonies sans distinction ni restriction.

Nous demandons pour les ouvriers une protection légale contre le chômage, les maladies et la meilleure.

Est-ce trop demander ? Nous ne la croyons pas.

Le ministre des Colonies et le gouvernement métropolitain sont très mal renseignés par une presse venale qui fournit de fausses information

Notre devoir est de leur crier la vérité, toute la vérité : le Tonkin est plus que calme. Il est à plat et commence à perdre tout espoir en le libéralisme d'un gouvernement même populaire.

Le Nghê An s'est réuni et a adopté à l'unanimité les directives du Comité central de Saigon

Le 17 Septembre, est lien à Vinh la réunion des bourgeois et des grands s.

Une centaine de personnes, les notabilités du monde des affaires et du monde politique (sic !) se sont réunis au local de l'Enseignement mutuel, sur la convocation de M.M. Trân-Ba-Vinh et Lê-Viêt-Loi, les deux tristement célèbres représentants du peuple de l'Annam. Le but de la réunion étant de délibérer sur les desiderata populaires (sic !) dressés à la prochaine Commission d'enquête. Ces messieurs ont travaillé de la manière la plus paisible du monde, les membres présents qui voulaient quelque chose au qui cavaient que le peuple voudrait quelque chose, en faisaient part timidement au secrétaire qui timidement enregistra. Ils ont singé, sans le savoir, la délicate méthode de travail des Pham Huy-Luc et Cie ; et leur assemblée réalisait un digne pendant de cette satro qui s'est tenue le 21 - 9 à Hanoï.

Mais les événements les plus burlesques ont leur enseignement : ces messieurs ont appris tant au moins par le boycottage systématique que les masses ont décrété à leur égard, qu'à leurs manœuvres malhonnêtes, les ouvriers et les paysans ne se laisseraient jamais prendre.

Et le 18 Septembre, les ouvriers, les paysans et la petite bourgeoisie du Nghê-An avaient organisé leur assemblée. Ils étaient plus de 500, à se réunir au local de l'Enseignement mutuel, sur la convocation de M. Nguyên-dinh-Kiên, le vieux proscrit bien connu et de M. Tôn-quang-Duyêt.

La salle était comble. Il y avait du monde partout, plein les pièces centrales, plein les fenêtres, plein la vérandah. L'atmosphère vite s'embrasa, é canes du peu d'espace aussi, mais surtout à cause des propos de fraternité qui circulaient...

La séance commença à 20h30 MM. Kiên et Duyet prononcèrent deux allocution d'ouverture où ils précisèrent le but de la réunion. Les questions mentionnées à l'ordre du jour furent les suivantes :

1o Election d'un président et d'un secrétaire ;

2o Consultation populaire sur l'attitude des masses envers la Commission d'enquête parlementaire ;

3o Consultation populaire sur l'attitude des masses envers le Comité provisoire du convention de Hué ;

4o Election des délégués qui représenteraient les masses du Nghê An à la prochaine assemblée de Hué pour la rédaction du cahier des vœux.

Ma-trong-Dao, délégué des paysans, fut élu président ; Nguyên-soân Luc, escrétaire.

Et l'on passa aux délibérations. Elles furent longues et animées. En tout matière, le point de vue des masses prévalait. Et toutes les décisions votées à main levée furent acclamées par la foule enthousiaste.

A l'unanimité, l'Assemblée vota une motion approuvant les directives du Comité central de Saigon. Elle déclara que seuls les vrais élus, sortis du sein des masses, peuvent parler valablement au nom de ces dernières ; que, pour servir de base à un congrès, la multiplication des comités d'action locaux s'avèra indispenesable, qu'enfin, si la prochaine assemblée de Hué ne comporte pas une large représentation des masses, les vœux formulés par elle seront par cela même dénoés de toute valeur.

Furent élus, pour participer à l'Assemblée du Hué :

M. Nguyên-duy-Tiêo, délégué des ouvriers.

M. Mai-trong-Dan, délégué des paysans.

Mlle Nguyên-thi-Nha, déléguée des femmes.

M. Troc lâm, délégué de la presse

M. Thiêo Dân, délégué des petits commerçants.

M. Nguyên dinh-Kiên qui a reçu, déjà l'invitation du comité provisoire de Hué.

Les délégués reçurent la mission expresse de préciser et faire triompher le point de vue des masses, au sein de l'Assemblée à laquelle ils seront envoyés.

Dans la vie politique des masses du Nghê An, la réunion du 18 septembre a une significtion très profonde.

Elle a montré que les ouvriers et les paysans, adoptés par les événements sont pleinement capables de mener une action politique commune.

Elle a montré que le Nghê An est de tout temps l'avant-garde résolue et éclairée des masses de l'Annam.

La vraie physionomie de la Presse Tonkinoise

Depuis très longtemps déjà, tout le monde a barrenr du régime de la Presse instauré ici.

Régime qui oblige que tout gérant d'un journal soit muni d'une autorisation préalable et soit bien vo de la Sûreté Générale, c'est-à-dire du Gouvernement.

Régime qui exige que soit livré le nom de tous les rédacteurs du journal avant es parution, que soit soumise toute publication à la censuro naverte ou dissimulés avant de la mettre aous presse.

Régime qui peut supprimer du jour au lendemain la vie d'un journal s'il use élever la voix contre les abus de certains agents de l'administrateu ou de certains mandarins concussionnaires et méchants dont les forfaits sont connus de tous.

En tous ces, régime arbitraire.

Les intelligences les plus médiocres, eavent qu'un tel régime porte atteinte non seulement au progrès de tout un peuple, mais aux intérêts du Gouvernement lui-même.

Mais le Gouvernement n'a pas voulo le reconnaître.

A plusieurs reprises, les membres de la Presse de langue indigène au Tonkin ont essayé de s'unir pour lui demander quelques libertités, tonjours ils ont essnyé des échecs.

Ils sont obligés de se courber sous les ordres supérieors.

Et la Presse Tonkinoise continne sa marche fnebre.

C'est pourquoi, dans les journaux indigènes, on ne voit que des poésies chantant le lever de la lune, le coucher du soleil, le souffle de vent le gazouillement des oiseaux, ou des contes d'amour, des histoires de brigands tradoits do chloois, des crimes passionnels des stangists aux bonnes mœurs, du picpockets, des pilleges, des « accidents d'auto » et de travail rédigés suivant les rapports do Police ou les déclarations au Commissarist. Les journaux soit disant sérieux se contentent des articles moralisants de nos moribonds lettrés.

Telle est la vraie physionomie de la Presse de langue annamite.

Telle est la situation écœurante des journalistes indigènes du Tonkin.

LISEZ ET FAITES LIRE

LE TRAVAIL

Un nouveau confrère

Nous avons le plaisir d'aviser nos lecteurs de la parution prochaine de notre confrère « Tuong-Lai » C'est un hebdomadaire en laogue annamite paraissant tous les mercredis, dont les bureaux sont au no 60 rue Takou. Il est dirigé et rédigé par un grand nombre de jeunes journalistes bien connus dans la presse de langue anoamite. Le 1er numéro paraîtra le 27 courant.

Nos vœux de longévité et de succès à notre nouveau confrère.

Une réunion au local de l'Enseignement mutuel

Les Professeurs de l'Enseignement libre de Hanoi et la Commission d'Enquête parlementaire

« Nous avons reçu du Comité provisoire de l'Enseignement libre le compte-rendu de sa réunion du 20-9-36 que nous publions comme pleine. Nous sommes heureux de souligner ici la parfaite compréhension des professeurs de l'enseignement libre de leur rôle dans le vaste mouvement revendicatif qui prend de plus en plus des formes concrètes par les réunions de ce genre où les idées s'échangent et se précisent pour se traduire en actes.

Nous rendons également hommage à leur probité intellectuelle lorsqu'ils se sont refusés à porter en imposteurs au nom de l'enseignement libre tout entier dont ils ne représentent qu'une infime fraction — Ils ont quand même encoger deux délégués au comité formé par M. Pham-huy-Luc avec une déclaration sincère de leur capacité restreinte.

C'est ici qu'apparaît nettement le vice dont se trouve atteint tout le travail de M. Luc qui n'est qu'un travail de camouflage destiné à berner le peuple tonkinois et à tromper le gouvernement métropolitain.

M. Luc et ses amis ou ses protecteurs n'ont pas compté avec la conscience des masses.

Celles-ci sauront se passer d'eux pour éclairer le gouvernement populaire sur leurs besoins leurs souffrances, leurs misères en un mot sur leur véritable situation.

N. D. L. R

Le 20 Septembre 1936 à 9h du matin, au local de l'Enseignement mutuel, les professeurs de l'Enseignement libre de Hanoi se sont réunis, sur la convocation d'un collègue, M. Vu-ngoc-Liee, Etaient convoqués les professeurs d'une cinquantaine d'écoles, 25 professeurs de 17 écoles étaient présents à la réunion M. Triub Huyên, doyen d'âge, fut élu président; M. Vu-ngoc-Lieu, secrétaire.

Sur la proposition de M. Phan-Aub, l'assemblée a tenu tout d'abord à préciser sa compétence, autrement dit la portée des vœux qu'elle même ou ses délégués auraient à formuler ultérieurement. Etait elle qualifiée, oui ou non, pour parler au nom de l'Enseignement libre du Tonkin, comme l'ont affirmé d'ailleurs quelques uns des membres présents. Beaucoup de collègues soutinrent le contraire.

Puisque aucune école privée de provinca n'était représentée ni même convoquée; puisqu'aucun critérium ne nous permettait d'avancer que les professeurs libres de Hanoi forment la majorité, puisque, même si cette majorité était réalisée, aucune raison ne légitimerait la fait de négliger la minorité dans la convocation. L'assemblée ne pouvait représenter valablement que l'Enseignement privé de Hanoi.

M. M. Phan Thanh, Dang Thai Mai Vo Nguyen Giap proposèrent de pousser plus loin la restriction. Les écoles privées de Hanoi sont semble t-il, au nombre de 112. Or 50 seulement ont été invitées. Donc, en définitive, pour ce pas être accusée de chercher à valoir ce qu'on ne vaut pas s, l'assemblée ne poevait représentar qu'une fraction de l'Enseignement privé de Hanoi Des camarades objecteront que cette restriction volontaire, quant à la portée de nos vœux, pourrait nuire à leur efficacité. Finalement, l'Assemblée naosidérant qu'une exagération factice de la portée de ces vœux ne contribuerait nullement à rendre leur efficacité plus grande, adopta à la majorité les doubles restrictions préconisées.

Quelqu'un proposa de passer tant de suite à l'élection des 2 délégués qui représenteraient l'Enseignement libre de Hanoi à l'Assemblée du 21 convoquée par M. Pham huy Luc. Après de chaudes discussions, on tomba d'accord sur les points suivants :

1) Les professeurs de l'Enseignement libre ont leurs intérêts narporatifs ou des intérêts plus généraux, indépendamment de toute Assemblée provisoire ou définitive, convoquée par M. Pham huy Luc ou par quelqu'on d'autre. En conséquence, la question primordiale pour l'Assemblée consistera à délibérer ao préalable sur ces intérêts.

2) En ca qui concerne les délégués chargés de la représenter ou de constituer la permanence, l'Assemblée ne s'arrêtera pas nécessairement au nombre 2, nombre qui s'est avéré parfaitement arbitraire et qui semble émaner du débora. Des considérations d'ordre pratique amèneront la majorité à fixer à 9 le nombre des membres du Comité provisoire.

3) L'adhésion au la non-adhésion au groupe de M Luc constitue une question à part. Elle sera débattue une fois formé le Comité provisoire.

1) Répiderotion des professeurs libres. Ils ont été répartis en 3 robriques : intérêts des directeurs, intérêts des professeurs en tant que travailleurs intellectuels, questions concernant les programmes d'étude.

Etant donné le temps limité dont elle disposait, l'Assemblée n'a fait qu'effleurer les différents chapitres. Elle demanderait l'application en Indochine du régime métropolitain, de l'enseignement libre : suppression de l'autorisation préalable pour les directeurs, comme pour les professeurs etc . . . Se prononçant pour un complet libéralisme, elle formulerait le vœu de voir supprimé le certificat du C. E. P. E. F. I. et fusionnés en une seule année les 2 cours moyens. Elle étudierait aussi la nécessité et la possibilité de donner une plus large impulsion à l'enseignement en langue annamite : il est temps de songer à asseoir, pour l'Annam, les bases d'un enseignement P S. secondaire et supérieur en langue nationale

Le comité provisoire serait chargé d'approfondir ces questions et de préparer un rapport détaillé pour la prochaine Assemblée

2) Election des membres du comité provisoire Etaient élus : Mlle Le thi Lôc, M. M. Phan Aob, Vu-ngoc Liêu Dang thai-Mai, Vo-nguyên-Giap, Phan-Thanh, Nguyên-dinh-Phuc, Doàn-tuong-Long, Huynh Tân. Par la suite M. Nguyên van Tong fut désigné pous seconder M. Liên dans se fonction.

3) Participation à l'Assemblée convoquée par M. Luc. quelques membres se prononcèrent pour one adhésion immédiata à cette assemblée. Mais la majorité se réserva, pour cette raison qu'on n'avait pas toutes les précisions voulues sur la méthode de travail préconisée par M. Luc. Evidemment, il n'est nullement souhaitable que le personnel de l'Enseignemeut libre développe nos activité indépendantes, sans liaison avec les représentants des autres catégories sociales ; mais il n'est pas souhaitable non plus qu'il coojogue son estivité avec celle des groupements qui suivent des directives plus ou moins arrondies.

En conséquence, la majorité décide :

Que deux délégués seront envoyés à l'Assemblée du 21, en qualité de simples observateurs, la prochaine réunion des professeurs privés se basera sur leur rapport circonstanciés pour décider de l'adhésion ou de l'abstention ;

Que les délégués devront déclarer à l'Assemblée du 21 qu'ils représentent non pas les intérêts de l'Enseignement privé de tout le Tonkin, ni même ceux de l'Enseignemsut privé de Hanoi, mais seulement ceux des écoles qui effectivement ont été nauvoquées à la réunion du 20 septembre ;

Que les délégués tâcheront de faire prévaloir au sein de l'Assemblée le point de vue qu'ils défendent, c'est à diro, d'une manière plus précise qu'ils tâcheront d'amener la dite assemblée à déterminer, avant de commencer tout travail, se propre compétence, à se demander, comme le fraction corporative des professeurs libres l'a fait avec probité et logique : « Quels sont les intérêts, quelles sont les catégories sociales représentées ce son sein ? Au nom de quelle majorité ou de quelle minorité, pourra-t-elle parler valablement ? Quelle sera la véritable portée représentative des vœux qu'elle émettra ? »

MM. Dang thai Mai et Phan-Anh furent élus délégués à la quasi-unanimité.

Avant de lever la séance, l'Assemblée eut soin d'attirer l'attention du Comité provisoire sur la nécessité d'organiser, pour le Jeudi courant, à 15h, une assemblée générale où seront convoqués les représentants de toutes les écoles privées de Hanoi et même, autant que faire se peut, ceux des écoles privées de province.

On se sépara vers midi.

Les membres du Comité provisoire restaient pour se concerter sur la division du Travail.

« M. Vu ngoc Liêu fut élu président, M. Vu nguyên Giap, secrétaire.

Trois sous-commissions furent instituées : 1) *Commission des relations* : Mlle Lê, MM. Liêu, Tong Thanh.

2) Commission de l'Administration générale : MM. Phuc, Tong. Tân.

3) Commission du programme: MM. Anh, Mai, Thanh, Giap, Tong.

La Comité provisoire a décidé de se réunir tous les jours pour faciliter et hâter le travail confié à chacun de ses membres.

Européens !

Si vous voulez goûter les mets do pays,

ne manquez pas de venir chez

Annamites !

Si vous voolez changer votre manu,

TÊ-MY

le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville,

47— Rue des Eventails Hanoï

Spécialités de banquets

Ameublement moderne

SÉLECT STYLE

13 Rondony Hanoi

LA MEILLEURE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES

CHAN LONG

Rue Paul Bert
38 Rue des Paniers Hanoi

Spécialité :
de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour dames, hommes et enfants

DIPLOME 1935 — MÉDAILLE D'OR Foire Haiphong 1935 — MÉDAILLE D'ARGENT Foire Hanoi 1934 — MÉDAILLE D'ARGENT Foire Hué 1936

Qualité - Fantaisie - Prix avantageux

Pour se débarrasser des maladies de Venue et de leurs complications très dangereuses, pour guérir toutes autres maladies

Adressez-vous sans retard à

THANH-HA DUOC-PHONG
55, Route de Hué — Hanoi

toutes sortes de drogues très efficaces et non toxiques, appréciées dans tout le Tonkin et l'Annam.

PHUC-NGUYEN
68 Rue du Chanvre — Hanoi

La seule cordonnerie réputé au Tonkin

Travail soigné. Prix modéré défiant toute concurrence

Souffrez-vous des dents ?...

Allez au plus tôt consulter

DONG-NAM-MY
OUVRIER DENTAIRE
45, Avenue du Grand Bouddha

Vous serez bien reçu : soigné à des prix les plus modérés, il vous donnera tout renseignements de prothèse dentaire

La maison DONG-NAM-MY existe depuis plusieurs années et son opérateur est un homme très expérimenté.

Abonnement pour familles

Pour vous débarrasser des MALADIES DE VENUE et de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à

DUC-THO-DUONG
241 Route de Hué — Hanoi

Traitement antiphlogistique
Traitement suppressif.

Drogues non toxiques, terminant le traitement en 3 jours, au maximum

Le prolétariat rural du Tonkin

(suite et fin)

En plus des redevances, le fermier doit verser des redevances accessoires, consistant en cadeaux obligatoires aux fêtes parfois au jour-nées de travail Il doit assurer l'exécution de certaines corvées.

Pour être fermier de plus de 10 mâu, le fermier doit généralement être lui-même propriétaire Il remet alors comme garantie du contrat à son propriétaire,ses titres de propriété pour une surface proportionnelle à celle louée au-dessus du 10 mâu. Un fermier de 3 à 5 mâu nouvellement engagé doit fournir caution, à moins qu'il soit suffisamment connu do propriétaire.

Lorsque le fermier est également propriétaire, il participe des deux cooditioos. Ayant généralement une famillu nombreuse, il a meios do frais de main-d'œuvre. Il a l'avantage sur les salariés d'avoir une situation fixe. Attaché à ses rizières, jusqo'à son renvoi tout ao moins, il croit avoir une vie matérirlle meilleure, être assuré do lendemain. Il est généralement plus libre que le métayer à conditlon qu'il paie ses redevances, mais en cas de mauvaises récoltes, Il est plus malheureux puisqu'il doit s'endetter pour payer cette redevance.

Le métayer doit disposer, de même que le fermier, d'on certain capital, puisqu'il doit fournir les semences, le fumier, le travail, assorur la sorveillance et posséder le cheptel mort et vif nécessaire à l'exploitation.

En ras de mueocolture.le métayer doit fournir la moitié de la récolte au propriétairn qui assiste généralement lui-même au partage : la proporilon varie, elle peut être du 1/3 ou des 6/10 snivant la fertilité des rizières. La récolte est faite anit à mi-frais, soit aux frais dn métayer, parfois même le métayer doil fournir le paddy baltn et vanné.

Les exigences des propriétaires

Les cootrats varient beaucoup suivant l'exigenco des propriétaires. Le métayer doit également faire des cadeaux traditionnels aux fêtes et assorar l'exécutioo des corvées.Parfois des clauses annexes viennent tempérer on accentoer tes exigences du propriétaire ; le propriétaire fonrolssant tont ou partie des semences, payant noe partie des engrais et coosentant daos les régions pauvres ou malsaines des avances sans intérêts (au lieu d'un intérêt normal de 5 /. par mois) pour que le métayer s'installe ; le cheptel vif étaot au débot prêté par le propriétaire ainsi que parfois les instruments de cultnro et la logement. Mais sonvent les clauses soot dures et il ne reste pas grand'cbose à on dernier lorsqu'il a donné sa part au propriétaire, payé sun impôt personnel et sa main-d'œuvre supplémentaire.tl doit alors emprnnter. Quand un métayer ne pent avoir dn crédit auprés de son propriétaire qui n'a pas confiance, il s'adresse à des amis qui empruntent pour lui. L'intérêt va alors jusqo'à 20 /. par mois, on bien il s'adresse à nn métayer plus riche qui se porte garant mais prélève aussi son pourcentage. Oo n'avance à on métayer goére plos de 2 à 3$ par mâu, car il n'a comme garantie qoe sa part de récolte, de plus on le surveille étroitement à ce moment. La situation du métayer est particoliérement grave en cas da manvaise récolte. Socialement, sa situation ressemble à celle des salariés.

Cette immeoau classe nuvrière enfaotée par la féodalité et la société capitaliste, société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme n'ayant plus de moyens de productioo, dénnée de tout capital, vit au joor le joor, grâce à son salaire dr misère, grâce à la mendicité. Le ris qu'elle produit avec son saog, sa sueur lui est en effet un aliment de luxe. Elle n'en coosomme que les deux on trois mois qui snivent la récolte, au contenant ensuite d'un mélaoge rix-paiate, rix-mais, rix-taros on du riz rouge tout court qui est molns cher, augmente plus de volume aprés coisson, plus indigeste et garnit mieox l'estomac

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC
dit
TRINH - DINH - KINH

65—Rue des Poniers, Hanoi

TEINTURE — DÉTACHAGE — DÉGRAISSAGE

PHAM-TA

Conducteur en teinturerie

Ancien élève du Conservatoire National des Arts et métiers, de l'Ecole du Génie civil de Paris. Diplômé du cours de Chimie Tinctoriale organisé par la Chambre Syndicale de la Teinturerie de Paris. Membre de la Fédération internationale de la Teinture et du Nettoyage

23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau — Nam-Dinh

HUONG-KY PHOTO
HANOI
34 Jules Ferry - Téléphone : 286

Fournitures générales pour la photographie Photographie artistique et industrielle

MAISON DE CONFIANCE
Prix défiant toute concurrence

Nguyên-Khac-Gi
Graveur d'art
18 Boulevard Gia-Long

Exécution des commandes de l'intérieur

TRAVAIL SOIGNÉ
PRIX MODÉRÉ

Garage Dông-Tâm
43—103—119—Rue du Coton
HANOI

LOCATION D'AUTOS DE LUXE

Voitures neuves
— Prix modéré

Huê-Dân
NGUYÊN-VAN-QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — HANOI

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

La vie des humbles

(suite)

Les distilleries. —

Les distilleries de l'Indochine consomment 40 à 50.000 tonoes de paddy qu'elles achètent à des ramasseurs ou à des intermédiaires, commerçants annamites ou chinois. Elles ne consentent pas d'avances à leurs fournisseurs.Elles achètent comptant payent à voe. Les achats ont lieu daos les régions des osines : Haidoung, Hanoi, Nam Dlub, pendant presqoe toute l'année. Les réglons de Bac-Ninh et de Ha-Dông qui devraient fournir du paddy à l'usine de Hanoi produisent des ris de qualité estimée qui s'exportent, Il en est de même de celni de la proviooe de Hai-Doung. Mais la province de Nam-Dinh. Tnai-Binh, Pho-Ly produisent en abondance du rix de qualité moindre, plus friable, moins cbor et propre à la distillatioo, elles supplément celles du Nord pour l'alimentation des naines de Hanoi et surtout de Hai-Doong.

Le paopériame lookioola favoriaa déjà avant la crioo les distillaries clandeslines.

Et depuis la mévente du riz, les géoles lunkinoises aont de jour en jour, peuplées et surpeuplées de condamnées pour délits de fabricatiun clandestine d'alcool.

Les rizeries. —

Avaol la crise, la a Société des Rizeries a achéte par l'intermédiaire de ramassenrs ou de commerçants annamites ou chioois.

Elle exporte en qoantité trés faibles du rix de première qualité aur Fraoce, du grosses brisures sur Colombo, one faible quantité aor la Japon et quelque pco aur l'Amérique centrale.

En debors de cette Société se trouve ooe rizerie chinoise, rue do commerce, Haipbong, pouvant trailer 20 tonnes de paddy par jour et quatre autres rizeries chinoises, dont trois à Ha-Ly, molos importantes, La rizerie Dinh-Booi à Hanoi traitant 20 tonnes. La rizerie Thuy-Ky à Hanoi, ayant à peo près la même puissance. La rizerie Vu-van-An à Bac-Ninh puissance de 10 tonnes.

Eofin les Distilleries de l'Indochine possèdent dans leurs osines de Hanoi. Nam-Dinh, et Hai-Duong des rizeries qui servent à leur fabrication.

Les cours sont fixés par le Syndicat des négociants chinois.

En règle général, les prix d'achat au producteur diminneot régulièrement du commencement à la fin de la récalte. Les cours varient également avec l'annooeo d'noe forte récolte avec la distance des centres exportateurs : gare routes, marché. Mais ils peuvent toutefois fluctner brosquement sor ordre do Syndicat.

Le principe de la fixation do cours est assez simple : quand il y a pen de ris sur le marché, il est eber, le chinois n'achéte pas on presqoe pas. Lorsqu'il se produit nn gros arrivage du rix il aohéte, prefliani de la baisse, l'accentuant on la créant même artificiellement, en vendant nne partio du ses réserves pour racheter de grosses quantités à bas prix.

Les baisses brusquea se produisent lorsque la masse des cultiva'aors a besoin d'argeot, notammeot lors de la perception des impôts.

Les chinois se montrent particlièremeol dans des leurs opérations du prêts. Ils prêtent à des taux nsuraires à nos paysans, les rançonnent et les traquent. Ayant le droit d'acquérir sans aucune restriction la propriété foncière, ils les obligent, quand nos paysans sont dans l'impossibilité de rembourser, à aliéner leurs propriétés. Ce privilège qui leur a été conseoti constitne un véritable danger pour nos paysans, l'expropriation des travailleurs de la terre.

Leur liaison entre eux est telliaqoe al on chinois vole no Annamite on un Européen sos congénères no iniee font pas grief, mais s'il vole on compatriole il est mis à l'index par son syndicat.

Le besoin de spéculer est naturel chez le bourgeois annamite comme chez le chinois. Il est entretenn par les différences saisonnières des cours du paddy, dues a la récolte et lors des vontes massives par les producteurs, croisant avec les demandes (consommation et besoins des distilleries).

Il y a de petits spéculateurs dans les villages, ce sont des notables, il y an a de moyens dans les Cantons. Les gros spéculateurs siègent dans les grandes villes et englobent dans leors affaires plusieurs provinces ; ce sont parfois do gros prodocteurs qui ne viennent au chef-lieu que pendant les deux ou trois mois qui snivent la récolte.

(A suivre)

Imp. spéciale "Le Travail"

L'administrateur-Gérant : Trinh-van-Phu

Tirage 2.000 exemplaires

1ère ANNÉE — N° 3 — LE NUMÉRO 6 CENTS — MERCREDI 30 SEPTEMBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISANT TOUS LES MERCREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiến — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60, 3 mois : 0$90 — Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28 Rue Nguyễn-Trãi

Si le gouvernement du Front populaire veut sincèrement réaliser en Indochine une œuvre durable et humaine, il devra immédiatement faire promulguer, avant toute enquête parlementaire, la loi de 1881 sur la liberté de la presse et celle de 1884 sur la liberté syndicale également déclarées par le législateur, applicables aux colonies. Il ne fera que régulariser une situation illégale qui n'a que trop duré.

Anachronisme colonial

Le monde colonial est décidément un monde renversé.

Les faits les plus insignifiants y atteignent des proportions dramatiques.

De violentes secousses qui transforment un monde y deviennent des petitesses politiques, de mesquines combinaisons.

On y rencontre les choses les plus inattendues, des assemblées nationales à huis-clos ; des commissions ouvrières sans ouvrier, des représentants du peuple nommés et des électeurs désignés par le gouvernement.

C'est ainsi que la question ouvrière qui se pose aujourd'hui, dans toute son ampleur en Europe, se réduit simplement, ici, à quelques manœuvres d'escamotage plus ou moins réussies.

La représentation ouvrière est assurée simplement par les patrons parce que, dit le rapport officiel « les ouvriers indochinois ne sont pas encore en état de choisir leurs représentants ».

Bouffonnerie ou sinistre hypocrisie ? Tout d'abord les ouvriers de Saigon avaient bien choisi leurs représentants qu'ils renvoyaient par deux fois siéger à l'Hôtel de ville malgré la pression et les poursuites du gouvernement de M. Pagès.

Aujourd'hui dans le but de renseigner la Commission d'enquête sur leurs conditions de travail, ils ont accepté avec discipline les mots d'ordre de leurs délégués. C'est ainsi que des centaines de Comités d'action et d'usines ont été organisés dans l'ordre et le calme par eux. Aucune poursuite n'a été engagée jusqu'ici par le Gouvernement contre eux pour violation de la loi.

En ce qui concerne le Tonkin, le nombre des ouvriers est beaucoup plus grand. Il est juste qu'ils aient voix au chapitre. D'ailleurs personne ne peut leur nier valablement la capacité de choisir leurs délégués pour la Commission chargée d'étudier les conditions d'application des lois sociales.

Les 15.000 ouvriers de la Cotonnière de Namdinh ont élaboré un cahier de vœux de haute portée politique.

Les ouvriers de Hanoi viennent d'organiser le 27 dernier une réunion à la Foire de Hanoi pour recueillir et coordonner leurs revendications professionnelles en vue de les remettre au Résident supérieur du Tonkin.

Les typographes se sont bien réunis pour présenter, eux aussi, leurs vœux.

Ces faits témoignent suffisamment la capacité politique des ouvriers indochinois.

Et quand M. Barry dit qu'ils ne sont pas encore en état de choisir leurs représentants, il oublie simplement dire qu'ils ne savent pas choisir des représentants qui conviennent au gouvernement. Voilà tout !

En fait, un prolétariat indochinois existe, (suite page 2)

LETTRE DE COCHINCHINE

Prêchons-nous la violence ou l'illégalisme ?

J'aurais voulu entretenir nos camarades du Tonkin de la scission des cinq conseillers coloniaux annamites qui se sont séparés avec fracas mais sans dignité des autres organisateurs du Congrès indochinois.

J'aurais voulu m'étendre longuement sur les circonstances de cette scission maoïfesteinent provoquée par le Gouvernement colonial qui, une fois de plus, a besoin de diviser pour régner. Les cinq élus de la bourgeoisie indigène de Cochinchine sont d'ailleurs trop connus pour leur venalerie et leur trahison ne saurait nous surprendre outre mesures.

Le plus « influent » des cinq lascars, Lê-quang-Liêm dit Bay, le bras droit de Bui-quang-Chiêu, a donné aux hommes au pouvoir d'innombrables preuves de sa soumission. Une de plus ou de moins ne compte guère sur son tableau d'infamies abondamment garni.

Le second en « influence » est Trần-van-Khu qui a montré il y a quelques mois jusqu'où allait son honnêteté en vendant son journal à De Beaumont, candidat aux élections législatives. Condamné en Correctionnelle à trois mois et un jour de prison pour corruption électorale, il espère aujourd'hui se sauver en appel par de nouveaux gages de servilité à l'égard du Gouvernement.

Il n'est pas sans intérêt de connaître cette scission dans ses mobiles et de ses conséquences. Mais au sujet d'actualité nous préoccupe tous en Cochinchine à l'heure actuelle. C'est le second télégramme du Ministre des Colonies en l'espace de six jours et qui pourra avoir une répercussion formidable dans toute l'Indochine un effet désastreux pour l'organisation du Congrès mené à bien de ne jamais voir le jour.

Vous connaissez sans doute le texte de ce télégramme redoutable publié par tous les journaux de Saigon. Si non, le voici :

« J'apprends que campagne agitation s'intensifie par constitution groupements locaux plus ou moins fédérés entre eux, sous prétexte préparation vœux population pour Commission d'enquête, Commission d'enquête non encore voté par Sénat qui ne délibérera seulement qu'à la rentrée des Chambres. Action en vue Commission est donc inexplicable si elle n'est pas autre but. Agitation persistante, sous prétexte organisation masse, les localisant à la lutte, alors qu'on intention et dispositions Gouvernement amènerait sans doute échec du projet et compromettrait politique libérale que Gouvernement décide poursuivre, mais dans légalité et respect autorités françaises. Gouvernement vous invite à vous opposer à toute violence et tout appel à la violence. Vous maintiendrez l'ordre public par tous moyens légitimes et légaux, même par poursuites ceux qui tenteraient de le troubler, si celles-ci se révélaient nécessaires. Vous prierez assurer plus large publicité possible dans toute la Colonie à ces instructions en assurant population que l'amélioration de sa situation économique et politique est notre constante préoccupation, mais ordre français doit régner en Indochine comme ailleurs ».

Marius Moutet (suite page 2

Dernières nouvelles

Nous venons de recevoir de notre correspondant de Huê, le communiqué suivant :

Le Gouvernement avait ore que le Comité Central provisoire issu de la réunion du 20 était entre les mains des agents gouvernementaux Canh, Quang... quant avait-il dès le 29 convoqué lancé la convocation de la Chambre des Représentants de Peuple en session extraordinaire fixée pour le 25 Septembre aux fins de procéder à l'examen des vœux du Comité Central. Lorsque les dauhiên mandés ainsi en toute urgence arrivèrent, le Comité Central n'était déjà plus là, les vœux déposés et non encore discutés étaient tous retirés. La résolution de se dissoudre prise par le Comité mettait en relief l'intolérance du Gouvernement qui se trouve déposer de tout cahier de vœux... Mais Lê-Thanh-Canh, Phạm-van-Quang, Nguyễn-Dôn-Quê agents gouvernementaux se devaient de tirer le Gouvernement d'embarras. Comme les cahiers de vœux doivent être remis au Gouvernement avant le 27 courant, dernier délai, Lê-Thanh-Canh et ses deux collègues qui forment la Commission Permanente (émargeant au budget rédigèrent des vœux (dont plusieurs entachés d'erreurs les plus graves). Les deux gouvernements invitèrent donc la Chambre à les examiner dans l'après midi du 25 A 15 heures, le Ministre Thai-van-Toàe et l'administrateur-adjoint Du Basty « Conseiller technique (sic) de la Cour » vinrent à la Chambre pour hâter l'examen ultra-rapide des vœux. Mr Ha-Dang objecta que pour connaître les aspirations du peuple il faudrait autoriser la formation des Comités régionaux ainsi que cela ressort de la résolution finale du défeet Comité Central provisoire ; cela est d'autant plus nécessaire que les attributions de la Chambre (fixées par Ordonnance Royale) très restreintes interdisent jusqu'ici aux dân-biên de parler de politique (les vœux politiques qui toujours été systématiquement éliminés par les deux Gouverneurs, les dân-biên n'ont pu faire de consultation populaire préalable en matière politique. Cette réunion étant improvisée pour examiner en hâte des vœux politiques, et seize provenant de Lê Thanh-Canh et de la Commission permanente (dont Canh est un des trois membres), on ne peut travailler dans des conditions aussi anormales qui enlèvent toute validité aux travaux éventuels de la Chambre. Comme Thai-van-Toan voulait passer outre. Hà-Dang suivi de 4 autres membres sortit de la salle. Ce fut sensationnel. De Basty les suivit pour les exhorter à rentrer, mais ce fut en vain.

Quant aux autres membres hésitants qui avaient d'ailleurs été impressionné par les explications tendancieuses du Gouvernement présentant le télégramme Monnet comme étant une interdiction de tenir toute réunion, ils restèrent, et en moins d'une heure une vingtaine de vœux présentés par Lê-Thanh-Canh et la commission permanente furent lus à toute vitesse ; le procès-verbal mentionne qu'ils ont été adoptés par les dân-biên, ceux-ci éberlués répondent à qui leur demande ce qui s'était passé qu'ils ne se rappellent plus rien de ce qui avait été lu précipitamment au cours de cette séance..., d'escamotage.

Etrange « conseil tonkinois populaire »!

Doléances des marchandes au marché de Dông-Xuân

Des marchandes au marché de Dông-Xuân viennent nous exposer leur situation pénible. De cet exposé il appert que des abus ont été perpétrés par certains agents préposés à la surveillance du marché.

Ainsi par exemple le gardien noir a fait preuve d'une sévérité excessive à l'égard des denrées alimentaires. Celles-ci sont toujours frappées d'amendes exagérées par la moindre trace d'ordures devant leur étalage. Or alles ont bel et bien payé, avec la taxe du marché leur droit au balayage et au nettoyage par les coolies de la municipalité.

Autre chose plus grave encore : quand pour des raisons de force majeure (accouchement, retard dans la livraison des denrées, maladie) elles sont forcées de s'absenter plusieurs jours, elles doivent quand même payer les taxes du marché durant ces jours d'absence ; sous prétexte que leur emplacement a été retenu d'avance.

A cet état de choses, les marchandes de Dông-xuân seraient très reconnaissantes aux autorités compétentes de vouloir bien remédier le plus tôt possible en faisant droit aux vœux qui suivent :

1°) suppression des amendes onéreuses non justifiées contre ces marchandes à partir de ce jour.

2°) Exonération des taxes de marché en faveur des marchandes dont l'absence est motivée pour des raisons de force majeure (accouchement, maladies etc.)

Nous sommes convaincus quand à nous que les autorités compétentes ne fois saisies de ces doléances ne manqueront pas de prendre les mesures appropriées pour rappeler à l'ordre leurs subordonnés et de donner au satisfaction aux vœux raisonnables ci-dessus exposés.

D

Le Congrès algérien

La plus grande manifestation du peuple d'Algérie fut le Congrès d'Algérie qui eut lieu au début du mois de juin. Toutes les couches de la population indigène y ont pris part, à l'exception des nationalistes et des exilés. Le Congrès a élaboré un cahier de revendications immédiates posées également par les deux grands partis du Front populaire en France. Le Parti communiste et le parti socialiste.

Le Congrès a voté une adresse de sympathie au Front populaire et a affirmé la confiance dans le Gouvernement issu de sa victoire.

Une délégation de Rassemblement populaire français en Algérie a été chaleureusement accueillie par les congressistes, qui lesquels on comptait des ouléma, les plus connus comme les cheiks, Ben Badir et El-Okbbi, des élus les plus représentatifs comme Ben Djelloul et des militants ouvriers très populaires comme Ber-Ali Boukouri, leader communiste récemment libéré de son exil. Le congrès fit à cette délégation une ovation triomphale. Une commission issue de ce Congrès travaille actuellement, dans le plus large esprit de fraternité, avec le Rassemblement populaire français en Algérie pour la réalisation des revendications que le peuple algérien attend dans la saine et la discipline.

Les Colons crois de feu cherchent par tous les moyens à provoquer des désordres parmi les indigènes dans le double but de maintenir leur oppression et leurs privilèges et de détruire l'estime entre le Rassemblement populaire français et le peuple Algérien. Ils ont déclenché une violente campagne antisémitique parmi les masses indigènes. Un envoyé spécial de l'Intransigeant, qui n'est pas soupçonné de sympathie pour le Front populaire, a constaté de fait dans sa correspondance de 3 Juillet.

« Les Européens, y dit-il en substance, ne devait jamais, en terre musulmane, prendre l'initiative pour cheval de bataille. Ils ont fait. Ils le font encore ».

Pourtant cette campagne n'a pas produit l'effet escompté par les meneurs fascites. Décus, ceux-ci ont provoqué l'incident de Bon Saada, où un fermier juif, Makiouf, accusé d'avoir tué un musulman, fut lynché sur place. (*Libération, Juillet 1936*)

ÇA Y EST !

Monsieur le Résident Supérieur vient de prendre un arrêté interdisant toute réunion publique ou distribution de tracts de nature à compromettre l'ordre public.

Il avertit en même temps les organisateurs du Congrès Indochinois qu'à partir de 30 Septembre 1936, toute propagande à ce sujet serait rigoureusement interdite.

Le motif invoqué est que les meneurs de gauche ont profité de ces réunions publiques pour lancer des appels à la lutte des classes et des provocations à la grève.

Devant une telle affirmation de la part d'un des plus éminents chefs de la colonie, nous sommes restés interdits.

D'abord, existe-t-il vraiment des réunions publiques à Hanoi.

Nous ne le pensons pas, il y eut bien une série de réunions privées et presque secrètes organisées par M. Phạm-Huy-Luc et ses amis avec l'assentiment du Résident Supérieur.

Puis, eurent lieu quelques réunions des professeurs libres et des femmes ne dépassant guère une cinquantaine de personnes chacune fois.

Ces réunions ont eu caractère nettement corporatif.

La dernière réunion des travailleurs organisée par M. Phạm-Tạ-Mai, Bùi-Sơn était simplement en nom, a été faite avec l'autorisation de M. le Résident supérieur lui-même.

Cette réunion ne fut pas non plus une réunion publique, car les auditeurs furent obligés de se mouir d'une carte d'entrée portant leur nom et adresse délivrée par monsieur Phạm-Tạ. Donc le public était choisi et limité. Et parmi les deux cents assistants, il y avait, n'en pas douter, une cinquantaine d'ouvriers camouflés, une vingtaine de journalistes, une trentaine de personnes de confiance de M. Tạ.

De plus, au cours de cette réunion, aucune parole de violence aucun appel à la lutte de classes, à la grève ne furent prononcés. Tous parlèrent de l'union des classes, du libéralisme de Gouverneur Populaire. Mais tous, aussi refusèrent à M. Luc et à ses amis le droit de parler en leur nom.

Les journaux quotidiens, Đông-pháp et Viêt-báo ont fait d'exacts compte-rendus. Les paroles des orateurs dits de gauche rapportés par eux sont-elles des appels à la violence ?

Pourtant, ces journaux ne sont pas soupçonnés de sympathie pour les « extrémistes ».

Déclaration officielle

Nous recevons, avec prière d'insérer, le communiqué suivant de Monsieur Vũ-Văn-An Vice-Président de la Chambre des Représentants du Peuple, Président du Comité Provisoire d'organisation et de propagande pour le Congrès Indochinois.

Gouvernement Général de l'Indochine
Résidence Supérieure au Tonkin
CABINET
N° 16216 Cab

Hanoi, le 28 Septembre 1936

Le Résident Supérieur au Tonkin, Officier de la Légion d'Honneur

à Monsieur Vũ-Văn-An, Vice-Président de la Chambre des Représentants du Peuple

HANOI

Mons eur,

En réponse à votre lettre du 28 courant, par laquelle vous me demandez l'autorisation d'organiser, le 30 Septembre, une réunion publique à la Foire de Hanoi, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'une réunion corporative des travailleurs ayant dégénéré en appel violent à la lutte de classes et en provocation à la grève, je me suis vu dans l'obligation d'interdire, par arrêté de ce jour, toutes réunions, manifestations et distribution de tracts susceptibles de compromettre l'ordre public.

Il m'est donc impossible de réserver, une suite favorable à la demande que vous m'avez soumise.

Je vous confirme, par ailleurs, ainsi que je vous l'ai indiqué verbalement, que la Chambre des Représentants du Peuple étant convoquée pour le 30 Septembre courant à l'effet d'exprimer son avis sur les vœux que la population se propose de soumettre à la Commission d'Enquête Parlementaire, toute propagande en cette matière devra cesser rigoureusement à compter de la date précitée.

Recevez, Mons'eur, l'assurance de me considération distinguée.

Signé : THDLANCE

LA LEÇON DE L'ANNAM

Le comité provisoire de l'Annam pour la convocation du congrès indochinois s'est donc déclaré dissous. Il a duré deux jours alors que sa préparation coûtait deux mois. Maintenant que ce comité aux sutécédents vraiment populaires a vécu, et bien que sa fin n'augure pas nécessairement de la fin du mouvement revendicatif et s'est assigné pour mission de diriger. Sur l'initiative de certains représentants du peuple, de certains industriels, des réunions privées plus ou moins restreintes eurent lieu à Huê, rassemblant à côté des éléments bourgeois, les intellectuels petits bourgeois, membres de la presse et autres. Affichant toujours une étiquette de républicains et, malgré leur bonne volonté, — parfois douteuse — la préconisant par une sorte de routine idéologique des méthodes d'organisation qui auraient pour résultat inévitable d'exclure les masses de l'arène — Mais ces mêmes éveillaient au contraire la conscience des ouvriers et paysans. Bientôt, ils comprirent l'importance de la lutte légale, jusqu'ici sous-estimée. Et s'étant organisés dans la légalité coloniale, ils se proposaient de faire prévaloir le point de vue populaire dans toutes les réunions et assemblées. Déjà, dans la réunion du 18 à Vinh, des éléments d'avant-garde exploitaient une masse que les compromis de classe ne devraient jamais se faire aux dépens des intérêts ouvriers et paysans. A l'assemblée de Huê qui se tenait le 20, ils achevaient de rallier à leur politique, les représentants de la petite-bourgeoisie et ceux moins rétrogrades de la bourgeoisie. Et de fait, le mot d'ordre des comités d'action fut adopté presque à l'unanimité : c'était sur ce principe d'une représentation vraiment populaire que devrait travailler le Comité provisoire de l'Annam. Ainsi, les masses ne pouvait rien attendre que de leurs propres forces ; leur alliance avec les autres classes n'est nullement une question réglée par le bonne volonté de qui que ce soit, mais plutôt par le rapport objectif des forces en présence. Enfin les masses sont les véritables défenseurs de la politique du front populaire ; tout frontisme sera illusoire s'il ne se réalise sous l'égide des ouvriers et des paysans.

Telle est la première leçon tirée des événements.

Le comité provisoire frontiste s'est formé au cours de la réunion publique du 20 septembre. Il recevait la mission expresse de préparer le congrès indochinois, ou d'une manière plus précise de multiplier les Comités locaux, afin de permettre une véritable représentation populaire. Un obstacle insurmontable devait l'attendre dans la réalisation de sa tâche : dès le lendemain, le Gouvernement colonial, par essence hostile à toute immixion du peuple dans la vie politique, déclara que les réunions publiques seraient désormais interdites, et que le formation des comités locaux susciterait une énergique répression. La Résidence supérieure invita, en outre, les membres du Comité à rédiger eux-mêmes le cahier des vœux populaires qui devrait être présenté au Gouvernement local avant le 25 septembre,

Devant cette situation, ou bien accepter la proposition venue d'en haut, et rédiger en imposteurs un cahier des vœux ou bien se résigner à interrompre la tâche et prononcer sa propre dissolution, ou bien protester énergiquement contre l'obstruction gouvernementale et attendre que les Ministres ait mieux informé, le Comité pour ne pas perdre la confiance des masses et susciter la colère du Gouvernement, a préféré la seconde solution modérée.

Il se déclare dissous à la grande majorité.

Le Gouvernement colonial et la bourgeoisie locale se sont heurtés à l'instinct de classe des masses laborieuses guidé par une avant-garde consciente de ses devoirs, de ses responsabilités, de sa mission historique.

Telle est la deuxième leçon tirée des événements.

Est-ce à dire que, par tout l'Annam, aucun élément ne se prête à la manœuvre gouvernementale ?

Le Gouvernement colonial a à sa garder des intérêts diamétralement opposés aux intérêts des masses ; aussi travaille-t-il à étouffer tout mouvement populaire. Mais les intérêts d'une certaine fraction de la bourgeoisie indigène ne se sont pas conformes aux plus à ceux des masses ; aussi, dans sa lutte contre les mouvements populaires, le Gouvernement est-il presque toujours assuré d'une alliance plus ou moins étroite dans le camp de cette bourgeoisie. Déjà, au Tonkin, dès le début, Pham-huy-Luc et ses acolytes ont fait mouvre de réaction ; déjà, en Cochinchine, Lê-quang-Liêm et sa séquelle ont fait broyammeot «Scissions» La bourgeoisie de l'Annam ne doit pas échappor à cette loi sociale inéluctable. Aussitôt après la dissolution du Comité provisoire les, Pham-van-Quang et compagnie se soot concertés pour répéter en Annam ce que leurs amis ont réalisé au Tonkin et en Cochinnhine. Tuut comme leurs congénères, ils s'associeront au travail de camouflage gouvernemental, ils rédigeront, eux, les ennemis du peuple, un cahier des vœux pour le peuple, et leur comédie serait achevés si le peuple était assez sot pour s'en reposer tracquillement sur leur sollicitude masquine et intéressée. Et ceci vous aporead que, malgré les protestations de patriotisme et de dévouement, une fraction de la bourgeoisie finira toujours par se séparer des masses, leur silhouette ne pourra jamais être que d uo temps.

Telle est la la troisième leçon tirée des événements.

Voilà les enseignements que comporte le mouvement congressiste de l'Annam.

Les intellectuels bourgoia ou petits-bourgeois, parce que leur idéologie métaphysique voit trouble dans la réalité des choses, crient à la débâcle et au fiasco. De quelle débâche de qoel fiasco, vodlent-ils parler ? —

Aux premiers mouvements d'anthousiasme auscités par l'avèoement du Front populaire en France, succédent maintenant de ces heures lourdes et anxieuses où l'atmosphère sociale, chargée, invite les classes sacrifiées à réfléchir sur leur sort et leur avenir.

Cependant, rien d'irrémédiable n'a encore été fait Les masses attribuent encore les mesures de réaction récentes aux «habitudnes du Gouvernement colonial et à l'incompréhension où se trouve le Gouvernement métropolitain de la situation actuelle de l'Indochine. Elles espèrent que, éclairé sur la régime du baillon qui leur anièva les libertés les plus élémentaires, le Gouvroement du Front populaire réagira sans délai. Miaux renseigné en même temps sur la nature du mouvement revendicatif—qui n'est pas un mouvement insurrectionel !— se décidera-t-il enfin, en accordant au peuple indochinois plne de latitude d'action, à faciliter la vesta consultation populaire ?

Les masses attendent, impatientes. Leur refus de présenter un cahier des vœux sans la liberté d'exprimer les vœux, constitue déjà on ransoignement à la fois et une demande d'explication au Gouvernement de France. Il jette une lumière crue sur la régime d'oppressioh qui pèse sur l'indochine Il exprime le besoin pressaot qu'éprouvent les massés de voir élucidar la politique coloniale du Front populaire.

Que Monsieur Marius Moutet prouve sa volonté d'assurer la sincérité de la prochaine enquête en accordant aux masses la liberté de dire leurs vœux.

Pour le moment, nous ne toi demandons rien de plus!

A propos d'un coup de force

Le Comité Provisoire du Congrès (Section Tonkinoise) nous communique la télégramme suivant :

Président 76 Lagrandière
Saigon

Hier 22 heures desceote potice siège Comité provisoire Vuvanan et dix membres arrêtés malmenés coodnits sûreté avec qoalques étrangers ramassés du debors coofiscation vœux banderola congrès stop prétextant arrêté résuper interdisaot réunitun relâchés après vérificatioo décidité at établissement procès verbal stop Protestons énergiquemeot contre arrestation astsie illégales ayant caractère intimidatioo et pression sur représeotaots peuple veille assemblée extraordinaire Chambre de manière ratifier vitesse cahier vœux fabriqués toutes pièces et entraver marche Congrès au vne présenter vœux directement Commission sngnéta.

Aviex Gougal et France

Anachronisme cononial

Il est sans voix et sans défen se. Il est complètement livré au potronat.

Dons les mines de Hangay, Campha Dongtnieu, dans les fabriques d'allumettes de Hamrong, Benthuy, dans les entreprises de constructions de chemins de fer à Truong-thi, dans les filatures à Namdinh. partout des centaines de mille ouvriers sont soumis à un régime d'exploitotion-féodale.

La crise oggrave singulièrement leur niveau d'existence;

Des grèves éclatent un peu partout.

Des octes de désespoir ne sont pas rares.

Les pêcheurs de Phanthiet jettent à la mer des poissons qu'ils refusent à vendre à vil prix Le prix du sel étant trop élevé. les fabricants de nuocmam paient dix sous le kilo de poissons frais au lieu de soixante dix.

Les coolies soumis à de lourdes corvées se rebellent et prennent la fuite au risque d'être fusillés.

Effectivement, les miliciens ont tiré sur les coolies mobilisés pour la reconstruction des digues, Il y a eu des morts et des blessés. L'affaire est en cours.

Ici la force de la réaction est encore toute puissante

Aucune mesure en faveur des masses travailleuses ne pourra être appliquée si celles-ci ne sont pas, au préalable, organisées et dotées du droit de se défenore contre leurs exploiteurs.

Si le gouvernement popula-re veut réellement réaliser une œuvre humaine et durable en Indochine, il devro immédiatement foire promulguer la loi de 1884 sur lo liberté syndicale déclorée, por le législateur, applicable aux colonies et la loi de 1881 sur la liberté de la presse également déclarée applicable aux colonies.

Et cela immédiatement. avant toute enquête parlementaire.

Et le faisant, le gouverne ment métropolitain ne fera que régulariser une situotion illégale créée par la mouvaise volonté ou la corence de certains gouverneurs généraux qui avaient désobéi à la loi elle-même.

Les masses colonniales seront derrière lui contre les forces réactionnaires qui ne manqueront pas d'entraver toutes les réformes qu'il voudra réaliser dans ee ploys

Lettre ouverte

du Comité provisoire d'orgonisotion et de propogonde pour le Congrès indochinois (Section du Tonkin)

L'avènement du Front populaire et cotre nomination Ministère des Coloniet ont produit d'heureuses répercussions sur toutes les populations de l'Indochine.

Six années de crise ont épuisé les énergies vitales du peuple tonkinois qui est, des cinq poys de l'Union, le plus deshérité et le plus misérable.

Toutes les classes sociales subissent les effets désastreux de cette crise sans précédent. Des inondations périodiques sont venues aggraver la situation, déjà très mauvoise. Des millions de paysons sont réduits à la misère extrême. Le chômage sévit dans les oilles, la famine règne dans les compogoes.

C'est en oaint qus vous cherchez des images pour réaliser le tableau des misères de ces millions d'indioidus dont la constonte préoccupation est de ne pas mourir de faim. Seule, una constatation directe et personnelle, comme ceux avec l'intention de le faire en annonçant cotre oisite, cous permet.ra de cous faire une idée exacte du degré de notre décadence. Les masses qui avaient trop souffert ont perdu tout espoir de l'amélioration.

Toujours trompées et déçues, elles n'acoient plus confiance en personne. Elles se replaient sur elles mêmes, et dans un farauche désepair, elles ne se plaignaient plus.

C'est dans ces conditions t ènibles et difficiles que vous fut confiée. leur destinée.

D'abord elles ne couloient pas croire qu'un gouvernement français puisse faire quelque chose pour elles,

Depuis des années, les gouvernements se succèdent aux gouvernements, leur sort misérable reste toujours la même.

Les douloureux souvenirs des années de répression, sont proche, hélas, trop récents dans leur mémoire. De ces temps malheureux, elles gordent encore les marques indélébiles.

Aussi sont-elles restées sceptiques et méfiantes devant les déclorations les plus libérales du Couvernement du Front-Populaire. It nous a fallu beaurcup de peine et de persuasion, nous qui connaissons la France pour y avoir passé les meilleurs jours de notre jeunesse, pour leur faire ramprendre qu'il ne faut jamais désespérer de la France, surtout du peuple français.

La nouvelle de l'arrivée d'une Commission d'enquête porlementaire est venue confirmer cet optimisme et appuyer nos exhortations à la confiance.

Un frisson d'espoir parcourt le pogs tout entier.

L'idée d'un Congrès indochinois coordonnant les revendications de toutes les populations l'a fait naître par des centraines du Sud. Elle fut accueillie avec enthousiasme par nos intellectuels qui espèrent paucoir ainsi insuffler un peu de confiance aux masses pour les faire participer à l'œuvre de redressement général de notre pogs.

Quelques dizaines de réunions ont eu lieu en Cochinchine ; exactement, cinq en Annam et six au Tonkin.

Quel est donc le caractère de ces réunions d'abord ? Ce sont des personnes d'un coractere populaire qui ont eu lieu à Saigon et dans les quelques villes de province. par exemple à Cho moi (Long Xuyên) et à My-tho, en Annam et au Tonkin. Ces réunions sont privées sauf les réunions publiques de Vinh (Nghé-An).

Au Tonkin, six réunions ont eu lieu à Hanoi même. Aucune réunion en province.

Le 5 Septembre 1936 sur la convocation de M. Pham-Huy-Luc eut lieu une réunion au Secrétariat de la Chambre des Représentants du Peuple : cette réunion comprend sept personnes.

Le 21 Septembre sur une outre convocation personnelle du même M. Pham-Huy-Luc, une deuxième séoion s'est tenue aussi au Secrétariat de la Chambre comprenant cinquante deux personnes.

Une troisième réunion également organisée par M. Luc a eu lieu le 23 Septembre à L. A. F. I. M. A. comprenant une trentaine de personnes.

Toutes res réunions ont un caractère strictement privé. La présentation d'une lettre de convocation personnelle est exigée pour l'entrée.

Trois autres réunions furent organisées par les amis de M. Luc.

Le 20 Septembre, M. Pham-Tà, un autre représentant du peuple a réuni chez lui quelques commerçants et artisans de ses amis. Cette éunion est ayant accru l'objet était de nommer deux délégués artisans pour le comité chargé de rédiger le Cahier des vœux tonkinois.

Le même jour, au matin, une réunion des professeurs de l'Enseignement libre eut lieu à la Société d'Enseignement Mutuel pour nommer deux délégués au comité de M. Luc.

Enfin une réunion rassme les autres est strictement privée, oing huit professeurs y assistaient.

Une dernière réunion d'un coractère un peu différent a eu lieu entre une uingtaine de ligographes qui couloient présenter aux deux délégués au ramité de M. Luc. La poire les a dispersés. Aucun quotidien n'en a fait état.

Voilà, Monsieur le Ministère a l'effervescence dangereuse à que cotre nomination au ministère des colonies a provoquée « aur toat le territloire » de l'Indochine.

Nous avouons que c'est un peu piètre et indigne de cous.

Votre nom, devrait susciter plus d'enthousisme et des manifestations plus générales.

Votre télégramme adjurant la population au ralme a oraiement surpris tout le monde.

On aurait ri, voton lers, du cette méprise si la situation n'avoit pas été trop sérieuse.

Le gouvernement d'ici a voulu prendre des précautions pour l'éoeoir. Il veut toujours prévenir les éoenements et porfois il les devance tellement qu'il cause les éléments d'appréciation lesquels sont essentiels pour un ministre qui a à diriger un pays à une distance de 15.000 kilomètres.

Notre devoir est aujourd'hui de rétablir les faits dans leurs exactes proportions de sous dire la vérité, toute la vérité sur la situation politique du Tonkin.

En ce qui concerne sa situation économique, nous oous présenterons en temps voulu une imonse documentation que nous avons patiemment recueillie jusqu'ici.

Au point de oue politique et administratif nous ranvisions avec amertume que rien n'a été changé à la Colonie. Au contraire, on cherche à semer le doute, à provoquer la panique pour détruire l'espoir et la confiance naissante des masses coloniales en le gooverneoent populaire de France.

La politique de suspicion et d'obscurantisme est plus que jamais toute puissante. Chaque jour, la presse pénalle et docile publient des nouvelles fausses tendancieuses, alarmantes, sur la situation de la France et du Gouvernement du Front populaire;

(Voir articles du Dong Phap, du Viêt Bao, du Trung Bac)

On a essayé de nous présenter comme des fauteurs de désordre — parce que nous voulons un ordre plus juste.

Nove acons toujoues respecté la légalité si étroite qu'elle soit du régime ralosiat. Mais nous n'aoblions pas non plus les intérêts des masses populaires qui n'ont aucune organisation pour se défendre, aucun représentant dans les assemblées locales pour faire mlendre leurs coiz au Couvernement.

Pour bien renseigner le Gouvernement Métropolitain il nous faut un Congrès Indochinois où les intérêts de toutes les catégories sociales seront représentés.

Un tel Congrès permettra aux populations pratégées de confranter et de coordonner leurs reoendicotions de prendre ainsi rans'cience de leur degré de développement dans l'écolution générale de l'Union Indochinoise.

Seul, il sera qualifié pour porler au nom de vingt millions d'habilants pour exprimer au Couvernement leurs besoins actuels et leurs aspirations.

Seul, il aura une influence suffisante sur toutes les classes sociales de la population pour les unir dans l'expression de leurs intérêts rammuns.

Seul, il sera copable d'adoucir les antagonismes des classes, de nous apporler pour de longues années, l'i paix sociale et le progrès politique.

Cor seul il travoillera utilement avec le Gouvernement à l'élaboration d'un programme de réformes libérant le pogs dre entraves de la routine pour le pousser résolument dans la coie des réalisations.

Le Couvernement se doit de favoriser une telle initiative.

Il aura tout à gagner et rien à perdre.

Il connaitra les sentiments réels jusqu'ici inexprimés d'un peuple qu'il gouverne. Il apprétera le niveau de son évolution sociale pour y adapter uns politiqus adéquate.

Il aura par les trocoux de Congrès Indochinois des renseignements utiles sur les pogs de l'Union qu'une enquête officielle ne saurait jamais lui fournir.

Le Congrès Indochinois doit être considéré non comme une entreprise séditieuse mais la manifestation d'un acte de majorité du peuple indigè, une manifestation en faveur de l'affranchissement des travoilleurs coloniaux.

Il sera, en outre, l'instrument d'apoisement social,

Le peuple sera qu'on s'occupera sincèrement de lui, qu'on l'associera à l'organisation de son avenir.

Maintenant comment choisir les délégués au Congrès pour donner à celui-ci le prestige d'una représentation oroiment populaire.

Il faut que toutes les classes sociales désignent par coie leurs délégués nantis d'un Cahier de Vœux élaboré par leur Comité d'action. Ce Cahier de Vœux comprendra deux parties : un exposé objectif de faits un programme de réformes propoaées. Ces délégués aurant à être des rammissions d'études qui seront chargées de coordonner les revendicotions particulières et rarporatives et de les empêcher d'être en conflit avec l'intérêt général du Congrès.

Toutes les questions saumises au Congrès seront débattues publiquement et adoptées à la majorité absolue des voix exprimées.

La dernière séance sera réservée au vote d'ensemble du Cahier de Vœux.

Done, le tracail qui doit se faire immédiatement doit être un tracail d'organisation et de propogande en oue de former dans les oilles et dans les compagnes et pour toutes les classes sociales des Comités d'action qui seront chargés de recueillir les vœux exprimés.

Les membres des comités d'action ainsi constitués, devront se tiorer à des enquêtes minutieuses et personnelles sur les conditions de vie et de tracail des catégories qu'ils représenteront

Il redigeront un Cahier de voeux qui sera présenté au Congrès Indochinois por leurs délégués désignés également par vote.

Le Congrès poarra ainsi tracoiller sur des données tirées des besoins réels de toutes les populations indochinoises.

Voilà, Monsieur le Ministre, comment nous comprenons la signification du Congrès Indochinois, et comment nous concevons son organisation.

D'accord avec nos compatriotes de la Cochinchine nous acons formé une section tonkinoise.

Mais l'autorité locale n'est pas de notre avis. Elle ne veut pas voir loin, ni organiser un avenir heureux et durable pour le peuple colonisé. Pour elle, la politique coloniale est beaucoup plus simple. C'est la politique de « Pas d'histoire. On va s'occuper de vous ».

Aussi a-t-elle cherché tous les moyens pour nous empêcher à notre travail.

Elle intimide nos amis, exerce une forte pression sur la presse qui falsifie les nouvelles agant trait au Congrès et à la Commission d'enquête (Voir article du journal Le Travail du 23 septembre) ou qui présente aux pogons que le Gouvernement du Front Populaire est sur le point de lomber que la guerre civile en rance rai imminente (Artiele Dông-Phap.)

Nous vous crio s aujourd'hui la nécessité et l'urgence de prendre des mesures pour empêcher lopresse d'empoisonner plus longlemps l'opinion publique.

On ne couverns pas un peuple en organisant la panique et les mensonges.

Le comité de M. Pham-huy-Luc né d'un acte illégal, ne saurait être accepté por le peuple.

Ce comité a manœuvré dans l'ombre pour écarter les groupements qui représentent les intérêts les plus respectables ;

Le groupe des libérales politiques avec son journal « Khoe » (FORCE) qui a été interdit aconi sa parution.

Le groupe ouorier et son journal « Hôn Tre » (L'AME JEUNE) également interdit.

Le groupe des intellectuels avec son journal « L'AVENIR».

Et le groupe « LE TRAVAIL » organe de la Défense des intérêts des classes laborieuses.

Le travail du Comité Pham-Huy-Luc sera considéré comme purément administraif si les organisateurs ne lui donnent pas un coractere national en y inituant les organisations de la classe ouorière et des pogans.

Sans présilge et sons appui des masses, un tel comité ne donnera jomais satisfaction à la population indigène.

MONSIEUR LE MINSTRE,

Vous avez marqué, durant des dizaines d'années, de coire aciolité, la pis politique de la France. Vous avez tous les jours, surtout depuis le début de cette année oesité à des éoenements d'une gravité exceptionnelle, à des manifestations populaires grandioses ; vous avez senti les violentes secousses d'un monde en effervescence.

Aujourd'hui mal informé, cous avez cru que l'Indochine est capable de ces mouvements de grande anvergure.

Hitler l la vérité est bien plus mesquine !

Ces larges moupements de masses, ces magnifiques manifestations de la colonité d'un peuple libre sont devenues dans ce pays de ridicules intrigues, de louches combinaisons et de honteuses tractations où dominent les intérêts individuels.

L'atmeophère des colonies corrompt tout. Tout ce qui est grand, et noble y devient petit et vil.

C'est pour ces raisons que vous pouvez MONSIEUR LE MINISTRE, être tranquille en ce qui rancerne l'ordre et la paix de ce pays.

Nous croyons même utile de stimuler l'actiotié de ce peuple, de le tirer de son abottement par une politique de confiance en associant les masses populaires au trocoil de redressement général du pays.

Nous cous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression, de nos sentiments les plus respectueusement dévoués.

Vũ văn-An Représentant du peuple
Président du Comité provisoire de la Section Tonkinoise du Congrès Indochinois.

Hà văn-Binh Conseillar Municipal Hanoi.

Nguyễn văn-Lộ Représentant du peupla.

Nguyễn đình Tiếp Membre de la Chambre de Commerce Hanoi.

Nguyễn văn-Tiêo Directeur du journal « Le Travail ».

Mai ngọc-Thiệu dit Sâm Directeur du journal «L'Avenir»

Nguyễn đức-Kính Délégué des détenus politiques libérés.

Đinh khắc-Giao Employé du Commerce

Vũ-Liên Membre de la Commission de la Presse Tonkinoise.

Lettre de Cochinchine

La première questioo qui se pose après la lecture de ce télégramme est : Commeot le Ministre des Coionies est-il ioformé des cboses d'Iodochioe ? Ooe suppose-t-il qu'il se passe ici?

S'imagioe-t-il par hasard, d'après les rapports des aiioriités locales, que des révolutiouoaires eo batsilloos compacts s'appréteul à mettre l'Iodochine à feu et à sang, que le drapeau rouge floitera sous peo au-dessus de Hanoi, Hué et de Saigoo?

(Gouveruement voos iovite à voos opposer à toote violeuce et tout appel à la violeoce)..

Aucun acte de violeoce o'a pu être attribué aux centaines de comités d'actiou qui existe eo Cochlochioe. Aucuo appel à la violeuce o'a été eoregisiré par les journaox qui oe sont pas tous favorables au Cougrés.

La violeuce a été employée, mais, par la police et les autorités provluciales qui, ici et là, oot déclecché une répressiou partieile.

La violeuce peot-être demaio un moyeu officiel pour étouffer définltivement uu mouvement de masse, absolument pacifique et légal mais dont le capitalisme colouial redoute les conséquences eu ce qui touche le maiutieu iutégral de ses privilèges.

Agir daos la légalité la plus stricte, ne voos réuuissez jamais à plus de dix oeuf,ne formulez pas des revèodicatioos incoociliables avec la régime iel qu'il est: oos mots d'ordre o'ont jamais varié, les masses possèdent d'oilleors un iostinct politique dont il faut feire i'éloge: cooscieotes de leur faiblesse et de la oécessité pour elle de s'orgaoiser,elles se surveilleot constamment dans l'actiou Elles o'évilent pas hélas ! les pires accusatioos.

Il est vrai goe daus ce pays, le moiodre meeling prend les proportious d'uoe calamité, uoe grève de quelques ceotaioes d'ouvriers revèt l'ampleur d'une catastrophe,laodis qo'uo esrré d'étoile rooge découvert au-dessus d'uo toit auuouce la fin do monda... eoloulsl !

C'est à travers oo prisme spécial que uos gouvernaols voieot le mooveoieot des masses, Démesoréoeot amplifiédaus leurs rapports, ce mouvement apparaît eusuite au Miulstre des Colouies comme quelque chose d'inoui, de redoutable, d'ioleral,d'irrémédiable !

Le télégramme sensatiouoel servira peut-être de prétexte pour la répression. Nos amis du Toukiu ue doiveut pas perdre uue secoude. Par lettreavioo, et d'abord par cablogrammes,ils doiveut immédiatement slerter les organisations du Froot populaire poor qo'elles iotervieoeot auprès du Miuistre.

Ils expliqueroot à ces organisatioos que les comités d'actioo constituoot le seul moyeu pour les masses ludochioolses de s'ioiéresser aox rélormes aoooocées parle Gouveroeoient do Froot Populsire, — le seul moyeo pour elles à la réalisatioo de ces réformes par leur sooiieo effectif.

Loiu d'être des foyers d'agitatiou, les comités d'actiou populaires apportent au Gouverooeot Blum — Moutet uue aide des plus précieuses eu cooirehalaoçant l'effort autl — prolétarieo des orgauisatioos capitalistes ; jouroaux, assemblées élues, déliégués, buresucratie.

Les organisatioos du Froot populaire peoveul agir avec efficacité auprès du Miuistre afiu qo'il revieuue sur des décisioos diciées par une luformstioo officielle de qualité douteuse.

En atteudaot que le Miuistre soil éclairé, le mot d'ordre de uos amis du Tookiu comme le nôtre ici,sera de défeodre pied à pied, l'existeuce des comités d'actiou cosslitués daos le cadre strict de la loi.

Trão-Văn-Thạch
Conseiller Municipal de Saigou

Un nouveau confrère

L'«Effort» dont les bureaux sont au n° 24 Rue Harmand — Hanoi, dirigé par M. Vo-dinh Dy va paraître le 8 Octobre 1936.

Nous lui présentons nos meilleurs vœux de bienvenue et nos sincères sainutiuns confraternelles.

Notre voix est entendue....

Nous reprodoisons ci-dessous le télégramme que le Comité do Rossemblement Populaire à Saigon composé exclusivement de Français a envoyé aux diverS groupements et hoaies personnalités politiques de France :

Président Conseil Ministras
Ministre Colonies
Rassemblement Populaire 27 Jean Dolent
Radical — Socialiste 1 place Valois
Frunt ancial 7 Michodière
Humanité Paris 9e
Parti socialiste 9 Victur Massé
Oroithom Paris.

Suite deoxième télégramme ministériel gouverneoeot local ordonne répression agitation inexistante stup peuple indigène calme sage considère des brimades comme provocatino et tentative étouffement complet élaboration ravendicatinns par congrès auquel participent Français at Annamites stup prions intervenir urgence afin empêcher mécontaotement populatino et engagar Gougal respecter intention gouvernement front populaire instituer politique libérale colonies stop élémaots groupements gauchas répondant ordre travaux congrès s'engagesot travailler daos légalité

Comité rassemblement populaire

La vie des anciens détenus politiques

Aux camarades du journal «Le Travail»

Nous donnons ici la traduction textuelle d'une lettre que nous a écrite un ancien détenu politique. Nous attirons l'attention du gouvernement sur la situation critique des libérés politiques ;

Déporté politique de Poulo-Condura ayant bénéficié tout récemment d'une libération conditionnelle, je viens de subir un cas d'injustice dont je vous signale ici les détails :

Condamné à la fin de 1929 par le Tribunal Provincial de Nieb-Binh aux Travaux forcés à perpétuité pour tentative de renverser le Gouvernement et d'appeler le Peeple à la révolte, je fus déporté à Poulo-Condura. J'y étais resté pendant 6 ans et 8 mois, et libéré depuis le 12/7/ 36.

D'après l'exirait du Jugement que la Sûreté de Hanoi m'a fait voir (ce document est actuellement au bureau de la Sûreté de Nam-Dinh), je ne suis pas l'objet d'aucune surveillance administrative. En outre le 1er Août dernier, S.E. Trần vạn Thông, Tổng đốc de Nam-Dinh a déclaré lui-même devant 12 condamnés politiques amnistiés que je ne suis pas l'objet de la surveillance administrative. Il nous a même conseillé de rester tranquilles. Ceux qui sont placés sous la surveillance administrative doivent, chaque fois qu'ils se déplacent, demander l'autorisation du Ly-trưong ou Truong-phó. S'ils veulent aller travailler ailleurs ils devront prévenir les autorités provinciales. Le Gouvernement ne vous empêche pas d'aller travailler dans d'autres lieux, à condition que vous restiez tranquilles.

Amenée à la Résidence de Nam-Dinh, M. Lebel, l'administrateur de la province nous a parlé comme toujours des bienfaits que le Gouvernement Français a apportés en Indochine et des mesures de clémence qu'il a mises à l'égard des condamnés politiques. Il nous a aussi conseillé de rester tranquilles et a déclaré que si nous trouvons de travail dans d'autres provinces, il nous donnera très volontiers le permission d'y aller.

Les déclarations de nos deux chefs de province sont ainsi faites, mais la réalité est tout autre.

Sans terre ni maison, sans ménage ni enfant, je n'ai qu'une vieille mère âgée près de soixante dix ans. Depuis ma libération, je vis aux dépens de ma sœur, je me suis efforcé de trouver du travail à Nam-Dinh, mais aucune porte ne m'est ouverte. J'ai exposé déjà une fois mon cas à M. Lebel, et n'ai obtenu aucun résultat.

Touché de ma misérable situation où de mes cousins demeurant à Hanoi, m'a écrit et m'a proposé de venir travailler chez lui à titre de secrétaire. J'ai été très heureux en recevant cette nouvelle ;

1· — Désormais je ne vivrai plus aux dépens de ma sœur.

2· — J'aurai du travail pour vivre et faire vivre ma vieille mère.

3· — Je pourrai rester auprès de mes cousins, oncles, tantes et les membres de ma famille qui sont à Hanoi.

Me rappelant les conseils de nos deux chefs de province, je suis allé voir le 15 Septembre dernier M. Lebel et lui expliquer tout mon cas. J'attendais M. le Résident de 16h. jusqu'à 20h. environ.

M. Lebel m'a fait dire qu'il ne pourra me recevoir que le jour suivant à 16h.

A cette date et à l'heure indiquée je me suis rendu à la Résidence. Cette fois je pus le voir, à 18h.

Après avoir exposé brièvement mon cas, je lui disais toet de suite que je viens de trouver du travail chez mon cousin à Hanoi et lui demander l'autorisation de me rendre dans cette ville.

M. Lebel me dit :

— Je crois que vous avez trouvé du travail à Nam-dinh même, si c'est à Hanoi, je ne peux pas vous accorder l'autorisation.

— Je ne vois pas l'objet de surveillance administrative, pourquoi vous ne m'autorisez pas à partir ? lui questionnai-je.

— Vous y allez pour avoir des liaisons avec vos anciens camarades ?

— Mais je vous ai dit que je vais travailler à Hanoi pour vivre. Voici la lettre que mon cousin m'a envoyée. De plus à Hanoi vous avez la surveillance de la Sureté qui est là. Si je fais quelque chose contraire à la loi et que vous en avez des preuves en mains, vous pourrez me renvoyer à Poulo-Condore.

— Vous n'êtes pas autorisé à partir et je n'ai pas besoin de lire votre lettre. On m'a dit tout ! répondit-il.

— L'autre jour vous m'avez dit que je trouverai du travail quelque part, je pourrai partir d'ici. Maintenant, je l'ai trouvé et vous ne m'accordez pas l'autorisation de partir. Que vais-je devenir ? Je n'ai aucun moyen d'existence et j'ai encore une vieille mère à nourrir.

— Tant pis pour vous ! Me répondit froidement et furieusement M. Lebel. Vous n'êtes pas autorisé à partir pour Hanoi.

Sans hésitation, je le saluai et retirai.

Camarades !

En dehors du devoir de défendre le Prolétariat Indochinois, les classes laborieuses des Cinq pays, n'oublierons pas de défendre les condamnés politiques amnistiés ou ceux qui ont déjà purgé leur peine.

Nos souffrances ont été révélées par la presse ; notamment le HONTRE les a montrées clairement. Votre devoir est d'alerter les vrais défenseurs du Peuple Indochinois et de les mettre au courant de nos misères. Bien fraternellement à vous.

Nguyễn van Hoan (Namdinh)

AMNISTIE PREMIÈRE

par Albert SEROL

député de la Loire
président de la commission de Législation civile de la Chambre

Le Parlement a voté l'amnistie. La loi sera prochainement promulguée. Mais ce n'est qu'un premier train. Un autre doit suivre, plus long, plus important.

L'amnistie figure dans le programme du Rassemblement Populaire, que la Gouvernement a assumé la tâche de réaliser. D'aucuns s'étonnaut qu'un grand projet d'amnistie étendue n'ait pas encore été déposé, discuté, voté. Or, un mil le nombre et la qeulité des réformes que le Gouvernement a fait adopter en deux mois. Si, durant cette période, les Chambres avaient été appelées à examiner une loi d'amnistie, la réalisation des réformes sociales aurait été retardée, peut-être compromise.

Une fois de plus, la leçon nous vient de l'expérience. Il suffit de rappeler la loi d'amnistie de 1925. Le Gouvernement issu des élections de 1924 en avait déposé le projet le 19 juin 1924 devant la Chambre. Un premier examen n'a pas exigé moins de neef séances. Le texte voté par la Chambre a été modifié deux fois le Sénat. C'est seulement dans la séance du 31 décembre 1934 que l'accord put s'établir entre les deez assemblées. La loi fut promulguée le 3 janvier 1925.

Le Gouvereement du Rassemblement Populaire a donc été bien leapiré, à mon sens, en donnant le pas à l'écohomique sur la politique, al'oso m'exprimer ainsi.

Toutefois, l'apaisement immédiet s'imposait pour les auteurs d'infractions commises sous l'empire d'un mobile politique ou social. D'où l'urgence d'en promulguer loi dont je vais teeter de donner eee auslyso aucel complèin ét pratique que possible, sans avoir l'ambition d'offrir une soletion pour toutes les situations particulières.

La loi nouvelle comporte deux estégories de dispositions : les unes, relatives à l'amnistie, les autres, relatives à la grâce amnistiaute.

L'amnistie est automatique. Elle s'applique aux faits. Les intéressés en bénéficient sans avoir à preudre la moindre initiative.

Quelles soet les infractioas emnistiées ?

1· Toes les délits et contreventions en matière de réeulon, d'élection, de conflit collectif du travail

Il n'y a d'exception que pour les délits de fraude électorale.

2· Les délits de contraventioaue prévus par la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, et per celles qui n'ont modifié.

Mais lci soet exclus de l'amnistie :

L'ouvrage aux bonnes mœurs ;

La provocetion aux crimes ci délits ;

La provocetion aux militaires pour les détuurner de leurs devoirs militaires ;

La diffamation et l'ojere commises envers les particuliere. Toutefois, elles sont encore amnistiées si elles ont été accomplies en meltéres de réunion, d'élection ou de conflit collectif de travail.

3· Tous les délits et cantre ventiones visés par la loi 28 juillet 1894 sur les menées anarchistes.

Le morseau est de taille. Cette loi est une vieille connaissence : une des fameuses a lois scélérates a pour tout dire. Nous n'avons pas toujours eu la bonne fortune, malgré nos efforts, de faire tumber sous l'emnistie.

4· Toetes les infractions au de cret-loi de 20 octobre 1935

Ce texte est relatif aux réuelons ser la vele publique, au trausport et au port d'armes.

5· La coalition de persoenes, fonctionnaires ou non, orgaeisée pour préperer des meseres contraires ax lois.

L'outrage par perole, par écrli, par deesin, par geste, par menace, aux magistrats, aex jorés, aux officiers, aux agects dépeaisires de la force peblique, aux cltoyens chargés d'en mieistère de service public;

La dégradation des monuments peblles ;

Les violences, menaces, manœuvres fraudnleuses tendant à nue cessation concerté du travail, poer forces la baute ou la baisse des esfaires ou porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

6· Toetes les infractions à la réglementation ou du port d'armes de la fabrication, de la vente, de la distribution des armes, de la poudre, des esrtuuches—telle qu'elle est établie par l'article 314 du Code pénal et par les articles 1, 2, 3, de la loi de 24 mai 1834.

Eecore faut-il, pour béeéficier de l'amnistie, que dans les quinze jours de la promulgation de la loi, les délinquants aient ramis toutes les engins dont ils pétieeiears à l'administration militaire. En ce cas, le eaedidat à l'amnisiie doit accoinplir un arte pour en béuéficier. Le délai est bref,

D'autre pert, le decret-loi du 23 octobre 1935, réglementant l'importation, la fabrication, le commerce, tu détention des armec, n'est pes eu globé dans la présente loi.

Teiles sont les infractioes amnistiées. Daes cette éeumération, j'ai évité eutant que possible de citer des articles de Code pénal ou des loie visées. je n'écris pas pour les juristes. Mais les intéressés pourraut, en oeire, utilement se reporter à la loi qui porte cette nomeuclators et la rapprocher des texies relevés dans la décision qui les a condameés.

Eefie, il faut noter que la loi ne s'applique qu'aux faits commis antérieeremeat au 25 juin 1936.

Ces infractions cosstituent les délits et les coutravsctions de caractère politique ou social. Mais il arrive fréquemment qu'un délit de droit commun — eutraves à la liberté des encbéres, coups et blessures, par exemple — se produit dauc des circonctiaces qui le rattachent naturellement à des conflits du trevail ou à des iucidents d'ordre politique.

Alors intervient, dans la loi, la deuxième estégorie de dispositions relatives à la grâce amnistiatie. Mais la grâce individuelle ; elle s'applique aux personnes, nou aux faits. Les intéressés doiveut donc la demander : nne requête au garde des Sceaux sur papier timbré à quatre francs, s'ils sont en liberté, sur papier libre s'ils sool emprisonnée. Les premiers agiront sagement en informant de leur demande le procureur de la République du Tribuual qui a prononcé la coedamnation afin de parer à une exécution immédiate de la peine qui reedrait, ultérieuremeet, la grâce inetile ou inefficace.

Qeelles sont les coeditions à remplir pour espérer le décret libérateur conteuut la grâce amnistiante ?

D'abord, il faut que le délit de droit commun ait été commis sans l'empira d'en mobile d'ordre politique ou social. Puis la peine prunoncée doit n'être qu'une amende ou, avec ou sans amende, en emprisonement d'une durée de six mois au plus. Les coudamnations supérieures à six mois de prison ne permettent pas l'octroi de la grâce.

En tout cas, qu'il s'agisse de l'amnistie ou de la grâce, ces mecures de clémence ne peuvent jamais porter atteiete aux droits de tiers. En d'autres termes, les parsonnes lésées par les infractioos amnatiées conservent intacte la prérogative d'obtenir la réparation du préjudice qui leur a été causé et dont elles font le justification.

D'autre part, l'amnistie ne s'applique pas aux frais avancés par l'Etat. Mais, en vertu d'une disposition bienveillante de la loi nouvelle, la contrainte par corps ne pourra pas être exercée contre les citoyens en état d'indigence.

Faut-il ajouter que les amendes payées avant la décision de clémence ne sont par rasiituées ? Chacun sait que l'Etat ne rand jamais ; et il n'en est pas plus riche, cependant...

Nos souffrances ont été révélées par la presse ; notamment le HONTRE les a montrées clairement. Votre devoir est d'alerter les vrais défenseurs du Peuple Indochinois et de les mettre au courant de nos misères. Bien fraterneellement à vous.

LISEZ ET FAITES LIRE
LE TRAVAIL

IL FAUT A L'INDOCHINE UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA TERRE

J'ai vu, de mes yeux vu, toutes les horreurs dont le seuvsnir ne cessera de me peursuivre.

Il faut que cela cesse. L'abnam est, je le sais, une terre ingrate, déraaiée souvent soit par la sécheresso soit par les ieondatioes qui peuvent anéantir toute une récolte de riz. On peut y remédier par un plan rationuet d'irrigetion qui servirait de régulariestenr ; on pent encourager la polyculture qui permet aux paysans de manger même lorsqee leur principale récolte est perdue. On peut organiser des transports rapides de riz ser les régioes sieistrées, et on ne doit pas, comme je l'ai vu, commencer les distributions de ce riz quand ta famine a déjà fait des milliers de victimes, et les terminer criminellement quand elle en fait encore.

Et c'est ici que nous loechoes à ene questiun primordiale : ce qu'oe ne doit pac revoir en Indochiée, ce sont les famines, telles que celle dont je fus, en 1932, dans les environs de Viuh, en Annam, le témoin épouvanté. Cette Famine fit 10.000 morts, et réduisit à l'état de déchets 50.000 êtres humains.

J'ai vu les foules de 3 ou 4.000 misérables créatures dout oo ne cavait plus si c'étaient des hummes, des femmes, si elles avaieot 20 aos ou 60 aus. Plus d'âge, plus de cexe, rien qu'une mnricle misére qui, par des milliers de bouches noires, poussait d'horribles cris d'animaux. J'ai vu des enfants se battre, berier pour quelqees grains de riz tombés daes la boue qu'ils fueillaient de leers ongles. J'ai vu des cadavres le long des routes, dans les laeatets, des moerants equatiques ou mustreusement gonflés, des membres déchsrnées cumblées de juie parce qu'on leur acbéte leurs petits et qu'ils allaient échapper é la mori certaine.

Mais il faut encore, et surtout nou seulement en étudbier, mais dans toutes nos colonies e une nouvelle politique de la terre ; il n'est pas admissible, eu effet, que des colons aient reçu des concessions excessives qu'ils n'errivent pes à cultiver, tandis que les ludigénes, réduits à la portion congrue, meurent da falm sur le terro qui, en toute jeslice, devrait leur appartenir et le leur a été arrachée qee par la coeqeête et la force.

Une répartition plus équitable des terres voilà donc, me semble-t-il le réforme la plus imporisnte qui s'impoce,

Andrée Viollis (*Libération, juillet 19.6*)

DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN

Il faut supprimer la taxe de Douane

En dehors du chemin de fer qui n'en est encora qu'à ses débuts, les moyens de transport ne circulent sur terre s'effectuent encore par automobiles. Ces voitures ont pris ces dernières années une grande importance. Elles remplacent et doublent les chemins de fer pour relier les différents centres de l'Indochine. Les commerçants, paysans, ouvriers prennent facilement les autobus pour leurs affaires car c'est bien pratique pour eux de voyager lorsqu'ils peuvent éviter les longs stationnements dans les gares et les interminables queues devant les guichets.

Laissons les autocars qui n'ont qu'un rôle utilité restreinte pour les travailleurs, les autobus, il faut dire, rendent un service appréciable au transport des voyageurs peu garnis. Il faut voir, au joer de marché, ces voitures prises d'assaut, pour comprendre que les paysans préfèrent ce moyen de locomotion qui leur convient. Pour un prix pas trop élevé, ils peuvent atteindre les marchés les plus loiutains et y emmener les produits qu'ils ont tirés du sol ou de leur industrie de famille.

Trouvait-on que ces produits se vendent bien et que les autobus font des affaires d'or, les transporteurs pour qu'on impose aux petits entrepreneurs de transports une taxe nouvelle dite de douane. Trouvait-on que les intéressés n'étaient pas suffisamment embêtés par les complications administratives et la durelé des temps ? Croyait-on que la multiplicité des frais ne les écrase pas assez ?

Cette nouveauté fiscale, peut on dire, est la plus écrasante des taxes connues jesqu'à ce jour dans l'entreprise des transports en commun. Les petits entrepreneurs n'ayant la plupart du temps qu'une voiture qu'ils conduisent eux-mêmes ne peuvent courbent déjà sous l'avalanche des frais : essence, huile, patente, taxes, taxe de stationnement, garage, amortissement, publicité etc... Encore faut-il qu'une nouvelle taxe pour leur donner le coup de grâce.

Etablie pour chaque voiture elle est exigible d'avance pour trois mois. Elle varie suivant le nombre autorisé de places, le nombre de voyages quotidiens et la longueur du parcours. Admettant que la voiture ne fait pas tous les voyages autorisés, que les voyageurs ne prennent pas toutes les places si qu'elle ne fasse pas tout le parcours les entrepreneurs doivent aussi payer. Comme en ce moment dans le transport plus que dans les autres branches de l'industrie automobiles, de grandes difficultés surgissent dans le maintien d'un service régulier et quotidien. L'application de cette taxe impulsaire équivaut à la condamnation à mort des petites entreprises qui ne peuvent plus faire face à la fois contre l'attaque gouvernementale et de l'administration des chemins de fer.

Car on compreed que l'établissement de la taxe de douane ne peut pas être justifié d'une façoe acceptable. Le le de protéger les chemins de fer cette mesure ne fait qu'armer les riches entrepreneurs en éliminant les plus pauvres par la concurrence contre les chemins de fer ne se trouve point ralentia.

Obligés de défeudre leur exisieuce menacée comment les petits trausporteurs, travailleet neit et joer pour asserer aux sieus le riz quotidien, ne se seuteut duremeet frappés par cette nouvelle offeusive ? Comment ne s'indigeotil-ils pas devaul eue mesure tendant à les éliminer progressivement de leur métier. Par des réenions leuees au Cercle de l'AFIMA et au garage de la Gare ils ont élevé leur voix. Ils ont préconisé des meseres de protestetion parmi lesquelle une grève générale de tous les transporteurs du Tonkin. Mais ce n'était pas l'affaire du « syndicaliste a Baffeleuf qui répudiait ces moyen exirême. Pressé cependant par les membres, celui-ci préféra démissionner du Comité Syndical que d'envisager d'autres mesures efficaces.

Malgré l'avis de Baffeenf la greve a su lieu cependant. Elle n'avait point réussi mais elle dénotait avec éclat l'énervement des transporteurs. Pendant 24 heures la ligne Hanoi — Thaingayên fut presque coupée.

D'ailleurs comment ne pas comprendre l'indignation de ces travailleurs luttes qe'ont dû seuteuir ees négologismes héroïqnec, pour arriver à conquérir leur dreit à la vie. Déchiffrez, de ves yeex patients, ces complexes sino-annamites : beâuleyên, teyên-truyên, be-eso, tôcbuc, écrits aur du papier pelure, avec une écriture fiue, serrée, microscopique. Ils vous diront tentes les augoisses pleines d'atirait, tentes les jeies iuqeiétec que seul a connues le militaet professionnel, leer créateur. Eux-mêmes, coeflants en leur puissance, mais conscients aussi des dangers qui les guettaient, ils meneient une vie sourde et silencieuse, s'ingéniant à se soustraire aux regards scélérats des persécuteurs. Ils étaient couchés pour la première fois sur le papier, à la leur pâlotte d'un lampioo, par une pleme discrète et légére. Et ils ont commencé, depuis leer naissance, une existence de fegitif, tantôt se faufilant entre les enveloppes d'une boite de mélla, tantôt se diesimulant à l'iotérieer des doubleres de veste, Parias pourchaesés et bonuis là ne s'offraient qu'à la vue des prolétaires, les parias de l'actuelle société. Et c'est jeatement grâce à ces voyages accrets mais continuels à travers les coaches profondes des masses, que ces mots nouveaux, organismes encore fréles, reçureut la coosécration de l'usage, la suprême coecécratioe qui leur donne la coexistance et leer inseffia le vie. Car, leer aire s'éteedit, parallélement à l'influecce des idées nouvelles : la Révolution « humaniss. Avec le mouvement qui porte ces idées qui quittérent leur vie de cellule on d'officine pudr arriver à une vie plus pleine d'espace et d'air. La classe dirigeeute, forcée de coeptter avec le Peusée qui monte, est forcée en même temps de reconnaître leur droit d'existence à ces néologismes nagéére réfercés. Les journaux légeux, les publicatioos légales se résigneut enfin à subir leer pénétratioe. Et ces instruments d'expression bier employés per les seuls initiés, sont venus rejoiedre leurs pereils dans le trésor commuo de la langue. Le trajet qu'ils ont parcouru terrace situi les progrés incesseats de l'idéologie nouvelle, dans le coeqaête des consciences d'exploité.

Et ce chemiñ de la lutte, les néologismes révolutionnaires sont nombreux à l'uvoir parcouru.

Il y en a qui exprimaisut des représentations particuliéres à la Pensée révolutioeaire : Huân-luyên, éduquer un camarade ; ba-cao, faire le rapport à une organisation hiérarchiquement supérieure ; đấu-đong, faire de l'agitation. Pour la plupart du temps, la sphére de leur usage s'est étendue considérablement. Ils nut pour toujours perdu de leur mine réharbative de coespirateur, ils s'emploient aujourd'hui dans les circoustances les plea diverses. En la signification de cette exention d'usage est grande : celle-ci reflète l'humanisation de la Révolution.

Il y en a qui exprimeut des idées plus coureutes en politique, ou d'un ordre trés général. Dé-ugbi faire une proposition, thao-luân délibérer, diéu-tra : enquéter, phêbinh : critiquer, méeb-léuh : instructions. Ceux-la ont pénétré par deux voies : la voie des révolutionnaires d'abord, puis la voie moins discrête de ceux qui se disent les colporteurs officiels de la civilisation occidentale. Et défieitive, c'est la premiére qui leur a ouvert les chances les plus sûrcs de propagation et de viabilité. Essayez de déterminer le savoir virtuel qu'auréole ces mots, quand ils meuillent le discours d'un homme du peuple.

(suite page 4)

EN U.R.S.S.

La victoire historique des masses remportée sur les exploiteurs ne pouvait qu'amener à une amélioration foodamentale de la situation matérielle et de tonte l'existence des travailleurs.

La liquidation des classes parasites a entraîné la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le travail de l'ouvrier et du payeau est affrenchi de l'exploitation esr les revenus qoe les exploiteurs obtiennent en pressnraI le travail restent, maintenent, entre les mains des travailleurs et de l'Etat, en partie pour le développement de le prodnction et pour attirer à la prodnction de nouvelles conches de travailleurs, en partie pour l'angmentation directe des revenns des ouvriers et payeans.

Le chômage, ce fléau de la classe ouvrière a disparu. Si dans les pays capitalistes, des millions de chômeurs endurent la misére et les privations entraînées par le manque de travail, en U. R. S. S. il n'y a plus d'ouvriers sans travail et sans gagne-pain.

En même temps que la esbale des Konlaks (paysaos riches), la misére disparaissait du village. N'importe quel payaan, des kolkhozes (fermes d'Etat) ou individnel a, maintenant, la possibilité de vivre honnaiement à la seule condition qu'il veeille bien travailler et non flâner ou vagabonder et ne pas dilspider le bien du kolkhoze.

La suppression de l'exploitation, la suppression dn chômage à la ville, la suppression de la misére à la campagne — autant de réalisations historiques intéressant la situation matérielle des travailleurs — réalisations auxquelles ne pouvent même pas réver les ouvriers et les paysans des plus « démocratiques » pays beurgeois.

Le visage des grandes villes et des centres industriels de l'U. R. S. S. a changé, L'inévitable indice des grandes villes des pays boorgeois, ce sont les taodis entassés dans les fenbourgs de la ville qu'on appelle les quartiers ouvriers ; ils se présentent sous l'aspect d'nne masse de locanx sombres hnmides, tombant à moitié en ruines, la plupart du temps situés an soos-sol. C'est là, habituellement que s'abritent les gens des classes non possédantes, grouillant dans la saleté et mandissant leur sort. La révolution, en U. R. S. S. a fait disparattre ces taudis. Ils sont, mainteoant, remplacées par des quartiers ouvriers nouvellement construits, besox et clairs et, d'ailleors, très souvent, les quartiers ouvriers ont un bien meilleor aspect qoe la centre des villes construits sous le tzarisme.

Le visage dn village a davantage encore changé. Le vieox village avec son église bien en évidenes, avec les bellos maisons dn chef do police, du pope (prétre de la religion orihodoxe, religion officielle de la Rossie des tzars) et do koulak, au premier plan ; et ses izbas (chaumiéres) à demi-écroulées, au plan arriére, ce village-là commence à disparaître. A sa place, apparaît le nouveau village avec ses bâtiments des services publics et économiques, ses clubs, sa radio, son cinéma, ses écoles, ses bibliothéques et ses créches ; avec ses tracteurs, ses batteoses, ses automobiles. Disparues les ancieones silhouettes des notables, le koulak exploiteur, l'usurier — hnveor de esug, le marchand spéculateur, le petit pére chef de police. Les notables, meintenant, ce sont les hommes de kolkhozes et de sovkhozes (fermes collectivisées), ceux des écoles et des clubs, les conducteors — chefs des tracteors et baltesses, les chefs des brigades de choc pour les travaux des champs ou pour l'élevage, les meilleors brigadiers et brigadiéres de choc du village kolkhozien.

Si le coutraiu entre la ville et la campagne disparaît, la ville, aux yeox des payeans, cesse d'être le centre qui les exploitait. Les fils de la liaison économique et culturelle entre la ville et la campagne se font de plus en plus forts. De la ville et de son insdostrie c'est nne aide qne le village reçoit, aujourd'hui des tracteors, des machines agricoles, des automobiles, des hommes et des ressources. Et puis, la village a, maintenant, ce propre industrie qui se présente sous la forme de la station de tracteors et machines agricoles, des ateliers de réparations et des installations de kolkhozes : petites centrales électriques etc — Le gouffre culturel entre la ville et la campagne se comble.

Telles sont les réallsatioos esseotielles des travailleurs, quant à l'amélioration de la situation matérielle, de l'existence et de la cnltura.

Basés sur ces réalisatioos, nous enregistrons :

a) l'angmentatiens do reveno national qui de 35 milliards, en 1930, passe, en 1933, à 50 milliards, d'nne part, comme la part des éléments espitalistes, y compris celles des concessioonaires (étrangers bâtissant leors usines ee U. R. S. S. comme Ford par exemple) s'élève, actuellement, dans le revenu, à moins de 1/2 0/0, presque tout le revenu national se partage entre ouvriers et employés, travailleurs, payeans, coopératives et l'Etet.

b) l'angmentation de la population de l'Union Soviétique qui, de 160.500.000 hommes à la fin de 1930, passe à 168 000.000 à la fin de 1933.

c) l'augmentation du nombre des ouvriers et employés qui de 14.520, 00?, en 1930, passe à 24.883.000. en 1933 ; en outre, le nombre des travailleurs mennels est passé, pendant la même période, de 9.489.000 à 13. 797.000 ; le nombre des ouvriers de la grosse indostrie, y compris les travailleors des transports ; s'élève de 5.079 000 à 6 882.000 ; celoi des travailleurs de l'économie rurale, de 1.426.000 à 2.519.000 et le nombre de travailleurs et employés, de commerce, de 814 000 à 1.497.000.

d) l'angmentation dn foods de salires des ouvriers et employés qui passe de 43.597,000 de roubles (on roubl vaut 12 francs français), en 1930, à 34.280.000.000 de roubles en 1933 ;

e) l'augmentation dn salaire annuel moyen des onvriers de l'iodnstrie qui passe de. 991 roubles, en 1930, à 1.519 roubles, en 1933 ;

f) l'augmentation dn foods des Assorances Sociales des ouvriers et employés qoi, de 1.810.000.000 de roubles, en 1930 passe à 4.610.000. 000 de roobles, en 1933 ;

g) l'applicatien dans tonte l'industrie de transformation de la jenroée de sept heores ;

h) l'aide de l'Etat aux paysans, sous forme d'organisation à lenr profit de 2.860 stations de tracteors et machines agricoles comportant nn investissement de 2 milliards de roobles ;

(A suivre)

Révolution et langue

Voos verrez que toujours, ils s'y attacbont encore, alnon des représentatioos, du moins des réminiscences de Révolution et de Temps héroïques. Et ce fait signifie que la Rérolution a été un mouvement vaste et profond. Il signifie aosi qu'en ce pays, c'est la Révolution qui a commencé l'éducalion politique nn même littéraire du peuple.

Il y en a qui expriment des concepts philosophiques déjà complexes et qui, par leur formation linguistique, sortiraient difficilement de la sphère restreinte d'un petit cercle d'initiés. Duy-vât-So-gean : conception matérialiste de l'histoire ; Giai-cấp—tranh đảo : lotte des classes ; Thương-tầng cơ-sở : Superstructure ; Thặng-dư-giá-trị : plus-value. Qui est-ce qui osait prédire, voici quinze ans, que de tels mots, compliqués, peu maniables, réussiraient à s'imposer au fonds classique de la langue ? L'évolution a découcerté toutes les prévisions. Ces organismes, qui semblaient voués par leur constitution à une vie précaire, respirent aujourd'hui une santé robuste. Dépouillés complétement de leur originelle physionomie de pédants, ils ne sont plus, aux yeox des ouvriers et des paysans pen callivés, de graves docteurs de l'Ecole dont la vue effarouche, mais bien des lorons familiers dont on recherche la compagnie. Et si le fait que des enfants de douze ans parlent dey-vât-su-qoan on giai-cấp tranh-đảo, désespére la probité distante de l'intellectuel petit-boorgeois, au moins, il prouve saffisamment que la philosophie marxiste s'est profondément ancrée dans la conscience des masses, dont elle fait désormais partie intégrante.

Qoe ces oéologismes si mal égnrés, si peu annamites arrivent à être limés, polis, châtiés, acceptés, cela signifie encore que le conraut de Pensée prolétarienne qu'ils véhiculent a été bien profond, bien poissant ; qoe, partant, le marxisme est l'unique philosophie qui serre de près la réalité ; qu'enfin elle constitue la vraie Vérité, la seule solutiou aux problémes sociaux do l'heure. Aussi bien, les masses ne conçoivent rien que dans l'expérience de la réalité ; et elles compreonent parfaitemeot, comme l'a dit André Gide, que la « Vérité, c'est ce qu'il y a de plos urgent ».

Une dernière esiégorie de mots enfin, dont le génie jure absolument avec celui de notre langue, est là pour démontrer, par leur triomphe, qoe tout ce qui est conforme aox besoins profonds des masses et aox conranatnrel de l'histoire, peut vivre et se maintenir Il s'agit de complet xes sino-annamites — assez particuliers, iocoonus jusqo'à cette dernière années même dans le lexique esvant du quôc-ngu. Vô san hoa : prolétarisation ; hôn-so-vich hoa : bolchevisation ; lao-động hoa : action pour on intellectnel de se faire ouvrier.

Poor qne de pareilles formations aient pu s'introduire dans le parler coorent et forcer les exigences de la syntaxe, il o fallu que les besoins d'expression correspondants aient été fort impérieux. Et ainsi, l'existeoce, la santé de tels mots noos font entre voir nne réalité vivante, persistante et vivace. Réellement, les masses ont sasisi à cette pauperisatiou crois sante qui submerge de plus en plus la petite boorgeoisie et grossit de plos en plus les rangs dn prolétariat. Réellement, elles ont coostaté qoe des lotellectoels militants pour mieux connaître la vie de l'ouvrier, se sont faits embaucher comme apprentis dans les usines. Et réellement, elles ont lutté pour l'idéal d'noe société foture, une société où la propriété privée serait snpprimée, « bolchevisée ». Et tont ce processus historique s'est reflété, s'est empreint dans les transformatiods de la langue

Les époques difficiles sont pensées. Les néologismes révolutionnaires qui désormais ont droit de cité dans le répertoire classique de l'annamite forme un fonds déjà considérable. Il sont venus, se sont imposés, et lls ont déferlé, vagues irrésistibles, por tous les pays annamites de l'Union, A côté des différences qui séparent les parlers régionaux, ils vont constituer un nouvau patrimoine commun, et entament ainsi le travail d'unification de notre langue. A telles enseignes que de nos jours, si les Cochinchinois, dans la conversation courante, se font comprendre avec difficulté des Tonkinois on des Annamites, dans une discussion sur le mouvement révolutionnaire, on même sur la politique ou la philosophie en général, personne ne connaitra de pareilles difficultés. Et ce fait linguistique a es signification. On pourrait de cette constatation déduire l'unité du mouvement révolotionnaire, du moins dans les limites de la nation annamite ; et, en remontant, l'unité des forces réactionnaires, forces qui engendrent et conditionnent l'effort d'émancipation

Voilà ce que on substance, certaines trensformations récentes de la laogne annamite peuvent nous dire sur le mouvement révolutionnaire. Les mots ne vivent que par la pensée. Si les néologismes révolutionnaires vivent, c'est que le mouvement d'idées qui les charrie a son origioodasales aspirations profondes du peuple. S'ils prospérent, se multiplient, évolneot, c'est que le mouvement de natnre populaire a prie de la force at de l'ampleur. Eofin, parce qu'ils contribnent à hâter l'unification linguistique, ils révélent nn des rôles historiques de la Révollion : tout en préparant l'union des masses de tous les pays du monde, elle assoro la tâche do réaliser cette union dans le cadre de chaque nationalité.

LA VIE DES HUMBLES

(Suite et fin)

La profonde misère du paysan tonkinois

Le payean tonkinois est le plus exploité et le plus misérable de l'Indochine. Les conditions de vie ne sont pas meilleures que celles des serfs léodaux. Il fait tous les travaex pénibles de la terre. Il remplace souvent les bêtes de somme pour labourer les rizières ou poor treosporter les loords fardeaox.

Réglant en paddy la part du propriétaire et les avances qo'il en a reçues et bien souvent les arriérés, il doit s'estimer bico heureox d'avoir de quoi s'alimenter poor recommencer la prochaine campagne.

La famine est nn mal chroolque de la campagne tonkinoise.

Les fermiers et les petits cultivateors ne sont pas plus favorisés. Après avoir peyé so propriétaire foncier leor fermage qui représente enviran 60./ dn prodnit de lenr travail annoel, ils doivent vendre le reste à bas prix, comme noos l'avons vu, au propriétaire qui s'est mné en marchand de paddy. L'argent aiosi obtenu ne leur soffit plus poor vivre et ecoere moins pour préparer les prochaines cultures. Il leur fall donc emprunter de nooveau au propriétaire qui se transforme à cette occasion en esoriera.

Dans de telles circonstances, il n'est pas étonnant qne les payeans, même aprés les moissons les plos belles, n'aient plus nné poignée de riz poor se nourrir.

Il s'agit vratment d'exploitations moyenágeuses.

En outre, ils sont la proie fecile des intermédiaires dss marchands, de paddy. Ils ne sont jamais maîtres du prix de leur récolte. Les propriétaires fonciers et les chinois représentants des capitalistes — exportateurs et des banques, se livrant à nne vaste spéculation, leur imposent des prix d'echat de leor produit.

Les paysans tookinois supportent ainsi tootes les charges d'une exploitatioo à plusieors degrés. Aux miséres que leur crée le régime actuel s'ajoutent impitoyablement les catastrophes naturelles qui anéantissent en un instant ce qu'ils ont accompli dure et des années de longs et palenls efforts.

Vratment nous ne pouvoos qualifier de vie l'existence de ces malheureox constamment persécutés.

TEINTURE — DÉTACHAGE — DÉGRAISSAGE

PHAM-TA

Conducteur en teinturerie

Ancien élève du Conservatoire National des Arts et méliers, de l'Ecole du Génie civil de Paris. Diplômé du cours de Chimie Tinctoriale organisé par la Chambre Syndicale de la Teinturerie de Paris, Membre de la Fédération internationale de la Teinture et du Nettoyage

23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau — Nam-Dinh

HUONG-KY PHOTO

HANOI

34 Jules Ferry — Téléphone : 286

Fournitures générales pour la photographie Photographie artistique et industrielle

MAISON DE CONFIANCE

Prix défiant toute concurrence

Pour vous débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à

DUC-THO-DUONG

241 Route de Huế — Hanoi

Traitement antiphlogistique
Traitement suppressif.

Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Diên—Tùng

Architectes diplômés

57—Route de Huê—Hanoi

Pour se débarrasser des maladies de Venus et de leurs complications très dangereuses, pour guérir toutes autres maladies

Adressez-vous sans retard à

THANH-HA DUOC-PHONG

55, Route de Huế — Hanoi

toutes sortes de drogues très efficaces et non toxiques, opprécées dans tout le Tonkin et l'Annam.

Huê-Dân

NGUYÊN-VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs — HANOI

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir-faire et notre conscience profesionnelle

Européens !

Si vous voulez goûter les mets du pays,

Annamites !

Si vous voulez changer votre menu,

ne manquez pas de venir chez

TÊ-MY

le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville,

Spécialiste de nem.

47 — Rue des Eventails
Hanoi

PHUC-NGUYEN

68 Rue du Chanvre — Hanoi

La seule cordonnerie réputé au Tonkin

Travail soigné. Prix modéré défiant toute concurrence

Souffrez-vous des dents ?...

Allez au plus tôt consulter

DONG-NAM-MY

OUVRIER DENTAIRE

43, Avenue du Grand Bouddha

Vous serez bien reçu : soigné à des prix les plus modérés, il vous donnera tous renseignements de prothèse dentaire

La maison DONG-NAM-MY existe depuis plusieurs années et son opérateur est un homme très expérimenté.

Abonnements pour familles

Nguyên-Khac-Gi

Graveur d'art

18 Boulevard Gia-Long

Exécution des commandes de l'intérieur

TRAVAIL SOIGNÉ
PRIX MODÉRÉ

Garage Dông-Tâm

43—103—119—Rue du Coton

HANOI

LOCATION D'AUTOS DE LUXE

Voitures neuves
— Prix modéré

LA MARQUE RÉPUTÉE DES SS SOUSOURS

CHAN LONG

9 Rue Paul Bert
38 Rue des Paniers — Hanoi

Spécialité :

de sacs à mains, de chaossures de luxe et de fatigue pour dames, hommes et enfants

DIPLOME de Salon d'art 1935 — MÉDAILLE D'OR Foire Haiphong 1935 — MÉDAILLE D'ARGENT Foire Hanoi 1934 — MÉDAILLE D'ARGENT Foire Hué 1936

Qualité - Fantaisie - Prix avantageux

Imp. spéciale «Le Travail»

L'administrateur Gérant : Trinh-van-Phu

Tirage 2.000 exemplaires

1ère ANNÉE N° 4 — LE NUMÉRO 6 CENTS — MERCREDI 7 OCTOBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES MERCREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiến — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60, Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28 Rue Nguyễn-Trãi

L'ADMINISTRATION COLONIALE EST LOIN D'ÊTRE FRONT POPULAIRE

... Je veux croire que le Ministre des Colonies le camarade Moutet, aura à cœur de ne pas nous décevoir.

L'administration coloniale est loin d'être Front populaire. Je ne veux pas parler seulement des résidents et gouverneurs et leurs états majors, mais du corps des administrateurs coloniaux qui est en grande majorité réactionnaire et « raciste », c'est-à-dire qu'il a le mépris de l'indigène.

Nous voici donc au cœur du problème.

Des reconciliations précises : un programme de réalisations humanitaires, économiques, politiques, quelles qu'en soient ces qualités, sera immanquablement euboîté par ceux qui auront la charge de l'appliquer.

LA PREMIERE, L'INDISPENSABLE MESURE, EST CELLE DU CHANGEMENT DES CADRES.

(« *Libération* », *Août 1936*)

ROBERT-JEAN LONGUET

CONGRESSISTE OU NON CONGRESSISTE

La situation politique de l'Indochine à l'heure actuelle, est nette.

D'un côté, le peuple indochinois, profondément malheureux, demande des réformes.

De l'autre, les financiers et les gros propriétaires entendent, à tout prix, conserver leurs privilèges.

Avec ces derniers, se trouvent le gouvernement colonial et les fascistes.

Voilà le rapport des forces antagonistes en présence.

Le mouvement populaire est dirigé par toute une jeunesse composée d'intellectuels de formation française, de militants de la cause ouvrière et d'élus de gauche.

Face à ce mouvement, on trouve les terriens féodaux et leurs élus dont les prototypes sont Lê-quang-Liêm pour la Cochinchine et Nguyễn-huu-Tiêp pour le Tonkin. Ceux-ci s'opposent à toutes les réformes qui pourraient directement ou indirectement porter atteinte à leurs privilèges.

Ils sont les instruments dociles des financiers de qui ils espèrent un appui pour prolonger leur mandat et perpétuer leur exploitation des masses laborieuses sont défendu.

Ils sont soutenus par tous les partisans du statu quo, en premier lieu, par le gouvernement local et les missions catholiques.

Quant au mouvement populaire, il n'est qu'à ses débuts. Aucune organisation de masse n'existe en ce pays où les travailleurs ne possèdent aucun droit de se défendre contre l'exploitation patronale, pas même le droit de crier leur souffrance, de réclamer une protection légale efficace.

La loi n'est pas ici pour tout le monde. Elle protège aux riches et frappe les pauvres.

Des millions d'indigènes restent, depuis la conquête, sous loi et sans voix.

Ils sont sans terre et soumis à un régime permanent de demi-famine.

Ils sont sans instruction et oiclimes de l'arbitraire des mandarins concussionnaires et cupides.

Voilà le lourd héritage que le Gouvernement du Front populaire aient de recueillir de la politique coloniale en Indochine.

Il faut de toute urgence y mettre de l'ordre.

Un ordre plus juste, plus humain, un ordre nouveau qui permettra à l'immense majorité de la population de travailler et de vivre dans des conditions plus acceptables.

L'arrivée de M. Moutet au ministère des Colonies a inspiré une grande confiance aux masses coloniales.

Tous, nous voulons participer à l'œuvre grandiose de régénération projetée par M. Moutet, « ce défenseur des faibles et des opprimés »

Le peuple algérien, le premier, a traduit cette confiance en un grand congrès musulman qui a pleinement réussi malgré le travail de sabotage organisé par les fascistes et les féodaux antiprolétariens.

Dans un interview qu'il a accordé à Madame Andrée Viollis, M. Moutet a déclaré que sa politique coloniale sera une « politique de confiance ».

Inspiré par cette déclaration, par tout le passé politique même duministre et enfin par l'entreprise algérienne, des conseillers coloniaux, des intellectuels, des militants et des élus de la classe ouvrière de la Cochinchine se sont groupés presque spontanément en ous d'organiser le Congrès de tous les peuples indochinois.

Ils ont commencé à réaliser le rosemblement de toutes les forces jeunes et laborieuses du pays pour neutraliser les effets néfastes des forces réactionnaires encore toutes puissantes qui entendent, coûte que coûte, mettre en échec toutes les réformes populaires dans les colonies.

Le mouvement congressiste sera la seule force capable de faire reculer la réaction coloniale,la seule force qui appuiera efficacement les réformes coloniales du gouvernement du Front populaire

Les profiteurs du régime d'exception dont souffre l'Indochine y voient clairement un danger pour leur règne. Ils tentent, par tous les moyens, de le supprimer dès sa naissance. C'est ainsi que les congressistes ont été calomniés, que l'organisation du congrès est présentée comme une manœuvre destinée à couvrir l'organisation d'une véritable insurrection.

De, fausses nouvelles ont alarmé M. Moutet qui a envoyé deux télégrammes dont le gouvernement local a largement tiré profit,

Des arrestations ont eu lieu.On fauche ainsi la tête du mouvement en arrêtant ses meilleurs militants.

Des poursuites ont été engagées.

Tous les membres de la Section tonkinoise pour le congrès sont poursuivis pour réunions illégales;

Tout cela c'est pour intimider la masse, pour lui faire comprendre qu'elle n'a rien à espérer, qu'il n'y aura rien de changé avec le Front populaire, et que si elle s'agite elle sera réprimée comme sa 1930.

POURQUOI NOUS DIVISER ?

DEPOT LEGAL INDOCHINE N° 1761

Avant de répondre à cette question que partout on nous pose, rappelons les faits.

Au lendemain de la victuire du Front Populaire, la revue « Libération » de Paris a consacré un grand arti·le aux peuples coloniaés : **« La parole aux colonisée »** doni nous extrayons les passages qui nous ont donné l'idée du Congrès indochinois.

...« Nous oaudriore que ceux qui e juequ'à présent sont priots de tout e droit vient ou moins, pour commencer, celui de dire ce qu'ils veulent.

« C'est pourquoi, il nous eemble a nécessaire de mettre au pernier e rang des réformes les plus immédiates, celles qui prérisement permettront à tous les peuples des colonies e françaises de s'exprimer librement, e d aouair lo complète liberté de e parole, de presse, de réunion et e d'organieation.

« Déjà, malgré lee entraore de toutes sortes, dée la victoire du e Front populaire, un grond mouvement s'est dessiné dore ce e ns, e avec une force plus ou moine grande, dans chacune des colonies fraeoises. C'est ainsi qu'en Algérie des « comités se créent, grouponi tous les « courants politiques ou religieux du « peaple indigène, de voetes réunions ont lieu et un grand Congrès central doit se tenir à Alger dont le tâche principole sera de formuler un cohier complet de revendicatione. Nous souhaitons voir cet exemple suivi dans toutes les colonies.

« C'est dons la mesure où les masses « caloniales se mettront en mouvement, se rassembleront, auront la « parole, exprimeront elles-mêmes clairement et fermement leurs revendications, c'est dans la mesure où elles s'organiseront pour les faire aboutir, qu'elles varront leur sort s'améliorar. »

Oui ! nul ne doute que si les peuples colonisés avaient la focalté de s'exprimer librement leur cahier de revendications,serait une précieuse documentation, à la fois riche et précise, pour le gouvernement qui veut réellement réaliser des réformes indispensables dans les colonies.

Libres de dire ce qu'ils veulent, ils diraient certainement la vérité. Et leurs revendications n'en auraient que plus de valeur.

On sait quel rôle immense a joué dans la Révolution de 1789 le fait que les paysans, artisans et ouvriers de l'époque ont pu élaborer leurs célèbres Cahiers de doléances. Les fellahs, artisans et ouvriers d'Afrique du Nord, les coolies et les Nha quê d'Indochine n'ont pas moins de sens pratique que les serfs d'avant 1789 Il faut laisser leur initiative s'exercer.

Cette idée a inspiré nos camarades du Sud.

Dans un article du 29 juillet 1936 publié dans La Lutte, Nguyễn-an-Ninh lança l'idée de former un comité de convocation du Congrès.

« *Un cahier de vœux, dit-il, rédigé et présenté par quelques individus dont les intérêts s'opposent à ceux des masses souffrantes n'a aucune valeur dans les circonstances actuelles avec le nouveau gouvernement désireux de connaître les aspirations profondes des peuples coloniaés.*

L'heure est plus favorable que jamais à la Convocation d'un congrès indochinois où **toutes les classes seront représentées** *pour élaborer un cahier des vœux contenant les revendications des peuples indochinois* »

Le 19 août 1936, les groupements politiques de gauche suggérent ensemble une déclaration dont voici le passage essentiel :

« *Nous déclarons encore une fois notre volonté d'appeler les masses laborieuses à marcher avec les autres catégories sociales pour faire aboutir, avec leurs revendications les revendications d'ordre politique et économique intéressant tous les 20 millions d'Indochinois.*

Donc, l'attitude de nos camarades était sans équivoque. Ils voulaient l'union de tous les Indochinois dans le mouvement revendicatif indochinois.

De plus, l'idée du Congrès était appuyée par un paragraphe du programme du Front populaire prévoyant

«la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique française du Nord et l'Indochine »

Reste la dernière idée qui rend, à nos yeux,le Congrès indochinois, indispensable : C'est que nos revendications n'aboutiront que dans la mesure où elles seront appuyées par nous, par la profonde volonté de tout le pays, par une force réelle des masses organisées et disciplinées.

Voilà pourquoi nous voulons le Congrès, pourquoi nous travaillons à le réaliser, pourquoi nous acceptons d'avance tous les sacrifices pour qu'il soit. —

* * *

Quand notre compagne pour la formation du Congrès indochinois a gagné les larges couches de la population, les réactionnaires et les conservateurs ont eu peur pour leurs privilèges et entendent, coûte que coûte, s'opposer à tout changement dans leur situation actuelle. Ils manœuvrent, manigancent, font semblant d'être avec les masses pour les trahir après.

Ils poussent leurs politiciens de tout acabit dans la bataille contre le peuple travailleur. Dans leur presse,ces politiciens cherchent à détourner la masse du Congrès, seul organisme qui appuiera efficacement ses revendications jusqu'ici informulées.

Ces philistins bontenx nous prêtent l'idée imbécile de « *profiter de l'occasion propice pour tenter des spéculations dans le bleu du ciel* », de croire que M. Moutet est « comme Moïse qui fit faillir un jour l'eau du rocher... ; de vouloir ou de promettre « *la lune* »...

Et, en disant, pour décourager les masses, que la commission d'enquête n'est qu'une « éventualité », ils croient avoir dit une vérité première alors qu'ils n'ont fait que répéter un lieu commun.

Les promoteurs actuels du Congrès indochinois avaient déjà exprimé, le 4 mars 1936, c'est à dire **avant la victoire du Front populaire**, leur point de vue en ce qui concerne la **Commission d'enquête** qui était en ce moment moins qu'une éventualité ; elle n'était qu'un paragraphe du programme du Front populaire.

« *Nous admettrons, disaient-ils que les enquêteure soient animés de la meilleure volonté du monde, qu'ils cherchent à se rapprocher des masses laborieuses pour voir comment elles vivent einon pour vivre cette vie même.*

« *Et après ?*

« *Après les enquêteurs retourneront en France. Ils soumettront les propositions les plus généreuses au Gouvernement qui les aura envoyés ici. Ces propositions n'auront pas le temps d'être étudiées, encore moins réalisées que le ministère aura déjà été remanié. Les derniers ainsi constitués après tant de bruits et de faits rejoindront les autres dans les armoires du département des Colonies* ».

Donc,à aucun moment, nous n'avons pensé comme le dit un journal royaliste d'ici « que quarante parlementaires qui vont venir, de deux ou trois coups de plume ,feront établir un ordre nouveau, intégral dans ce pays etc... etc... »

Que de bêtises !

Et précisément parce que nous étions aceptiques, parce que nous savions la tragilité d'une telle commission d'enquête qui était déjà une demi-capitulation du Front populaire en matière coloniale devant les puissances financières, que nous lançâmes l'idée d'un Congrès rassemblant tous les Indochinois pour soutenir eux-mêmes leurs revendications fondamentales. Sous tous les gouvernements, populaire ou fasciste,un mouvement de masse compte toujours.

Ce que nous espérons du Gouvernement du Front populaire est qu'il nous assure des conditions favorables pour créer ce mouvement et faire participer les masses à la vie politique pour les éduquer et les organiser.

Voici ce que disaient nos camarades de France,au lendemain de la victoire du Front Populaire :

« *La victoire du Front populaire, ce ne sera pas encore la libération des colonies. Nous formons même de grandes réserves sur les possibilités du Front populaire après les élections, quand il s'agit non plus de triompher aux urnes, mais de gouverner. Notre impression est que le Front populaire ne pourra arriver à réaliser son programme que par une lutte violente contre les pro-fascistes. Bref, il y aura encore loin de la coupe aux lèvres* ».

En effet,il y a tellement loin de la coupe aux lèvres qu'il faut bâter ce rapprochement en créant dans ce pays une force capable de contrebalancer les forces réactionnaires qui se proposent de nous enlever la coupe. Un Congrès rassemblant toutes les forces jeunes et actives de l'Indochine entière sera seul capable de nous soutenir dans notre lutte libératrice

C'est pourquoi, moins nous avons confiance en l'efficacité d'une commission d'enquête, plus nous devons nous unir, nous organiser. en organisant le Congrès de tous les Indochinois.

Dans notre présent article nous avons fait de nombreuses citations dans le but de renseigner nos lecteurs sur ce qui a été fait, de leur montrer que l'idée du Congrès n'est pas due au hasard de l'inspiration, mais plutôt à un long travail préparatoire que les événements politiques de France et de l'Europe ont rendu nécessaire.

Comme nous l'avons déjà dit la dernière fois, tout ce qui nitteurs,est grand et noble est devenu ici petit et vil. Aux yeux de nos politiciens qui apprécient les événements mondiaux suivant leur esprit de courtisan. tout n'est qu'intrigne et combinaison. Ils nous taxent d'être partisans de M. Vu-van-An, qui, comme nous tous, n'est qu'un élément infime dans ce mouvement gigantesque des peuples colonisés qui revendiquent leur droit le plus légitime de vivre et de travailler dans des conditions plus humaines.

Des imbéciles incurables nous prennent pour des ennemis personnels de Pham-Huy-Luc.

M. Luc n'est pas notre ennemi comme M. An n'est pas notre ami personnel.

M. Luc est l'ennemi du peuple qu'il veut maintenir dans l'ignorance et qu'il trompe.

Voilà le fait essentiel, fondamental ; le reste n'est que verbiage et idiotie.

Que nous le voulions ou non, la société moderne se divise de plus en plus nettement en deux classes antagonistes qui s'affrontent, irréductibles :

D'un côté, la classe des privilégiés égoïstes et rapaces qui se cramponnent à l'état de choses actuel dont ils profitent et qui n'aiment pas entendre parler de changement ni de réforme.

De l'autre, la classe des travailleurs manuels on intellectuels qui ne possèdent que leur force de travail, qui souffrent profondément de l'état de choses actuel et qui réclament des réformes leur permettant d'avoir une vie plus supportable.

Les éléments intermédiaires seront entraînés par l'un ou par l'autre de ces deux camps.

Tôt ou tard, on devra se mettre dans l'une ou dans l'autre catégorie.

La position neutre ne sera plus possible.

Et voilà notre réponse.

Des malades ..... du côté de Hué

Vous savez qu'au dernier congrès de Hué quelques-uns de mes bourgeois du Centre ont cru que l'heure était venue pour eux de se forger un brin de popularité en se posant comme les défenseurs de l'intérêt général ».

Hebétués à servir les puissants du jour, ayant cependant longtemps souffert dans leur petit amour propre, des traitements plus ou moins humiliants de ces derniers, ils tentèrent pour une fois de monter sur la masse comme sur une cavale domptée et de forcer dans une héroïque chevauchée les largesses et l'estime de leurs maîtres bantains et parcimonieux.

Or, ils se sont lourdement trompés. Le cavale a pris la mere aux dents et leur a lâché une ruade magistrale ...

Les délégués de la masse ont prononcé eux-mêmes la dissolution de l'assemblée. . Non ! on ne me marchere pas !

Du coup mes bons bourgeois qui n'ont pas les reins bien solides sont tombés en route et quelques-une ont rendu malades — comme ça, gratuitement !

A l'issue de la réunion du 22, le promoteur même de l'assemblée préliminaire a été dit on, vertement admonesté par l'autorité et, depuis il est devenu pâle comme un cadavre.

Un de ses acolytes a eu la fièvre de frousse et s'est excusé dès la 2e réunion.

Le troisième, membre de la Chambre, journaliste et «congressiste», hélas ces derniers jours à se dérocher les méchoires, comme un fumeur privé de sa drogue...

Le quatrième, journaliste lui aussi et «congressiste» encore ! — n'est alité de même depuis le 20, il n'a pu dormir de trois nuits et de trois jours, il n'a pu prendre une pauvre cuillerée de soupe. C'était à faire pitié.

Sa femme disait : «Mon mari s'est tué pour le congrès.»

En réalité, l'enthousiasme de la première heure les a rendus, tous, imprudents : ils ont prêté beaucoup trop de serments au cours des séances Je ne vous répéterai pas les mots du poète : «Il ne faut jurer de rien ». Mais à ceux qui à tout moment apellent eleure grands dieux ! » à la rescousse de leur conscience ébranlée, je dirai :

« Craignez, craignez la puissance des génies de nos montagnes et de nos eaux... ce sont aussi des esprits malins qui n'aiment pas être dérangés. »

Nos braves campagnards en savent quelques chuses quand ils vous confient :

« Un sermont ! chut ! ça porte toujours malheur et ça a une vertu magique ! »

Or, on m'a dit que mes bons bourgeois ont vraiment blasphémé le 20 septembre dernier.

Trois de mes, malades ont juré entre eux dans un chœur :

« Nous viderons tout le sang chaud de notre cœur et déploierons toute la force de notre âme à la cause du peuple ; et s'il faut nous immoler pour elle, nous ne reculerons pas»

Un autre dédira lui aussi : «Je jure de déployer tous mes efforts en vue de l'intérêt général et si je ne le puis, je me jetterai tête en avant dans la rivière des Parfums !(Fetre ca c'est ! entendez-vous, divinités des ondes de Sông-Hoong !... Oh !... quelle témérité tout de même !)

Et voilà ! voilà pourquoi mes braves am ieconi ojourd'hui si malades.

Lisez le **TAN-XA-HOI**

Journal des Jeunes qui veulent plus de liberté, plus de justice.

Faites le lire

soutenez le

CONFIDENCES

Je voudrais vous redire la légende de la lumière incréée
.. Des cimes de l'avenir, l'immuable Brahma regardait, penché sur l'abîme de l'éternité ! Vision désolante ! A la roue affreuse du néant où s'engloutissait toute cette création il éprouvait comme un vertige. Certes, grande était son œuvre, mais plus grande encore était sa tristesse. Dans une nuit immense, dans le chaos universel, tout se confondait. Une forme chassait une autre et, au fond de l'oubli me de l'infini, pêle-mêle, les apparences s'entassaient, s'effaçaient, s'annulaient. Rien ne persistait. Pas un sentiment ne s'émut, pas une pensée ne brilla. Sur cette aridité stérile que n'arrosait pas même une larme d'amour ou de charité, la nuit planait ; elle se faisait paisible, reposante presque, et suggérait comme un doux goût de la mort et de l'anéantissement.

Et l'inutile dieu s'effrayait lui-même de ce qu'il faisait, de ce qu'il voyait, de ce qu'il voulait.

Mais la lumière parut ;
Et puissante, elle se multiplie, s'irradie, inépuisable ;
Chaleur, elle réchauffe ;
Beauté, elle resplendit ;
Charité, elle éclaire, se donne et rayonne ;
Et la-oie, —toute vie — l'adore et la nuit et la mort reculent et essayent de consolider leur position.

Oui, quand, au sortir de l'immense nuit universelle, le monde o't jaillir pour la première fois, le premier rayon de chaleur et d'espoir, il s'éleva de la terre comme un chant de délivrance et un chœur de gratitude et de glorification: les flots sur la mer, le vent dans l'almosphère les ruisseaux argentins sur la pente des collines ortes, et les feuilles et les fleurs sur leur tige, les oise aux sur leurs branches, les insectes dans leur vol, et les animaux dans leurs forêts et les hommes aussi dans leur grotte vide. . . ,tout chante, tout se réjouit d'être...Cependant! les hiboux, les hôtes de l'ombre, froncent lessourcils, clignotent et hulu lent..

Une gigantesque et émouvante épopée que cette lutte du jour contre la nuit, du bien contre le mal.

On dit que, de par les six mondes des animaux, des hommes, des dévas, des asuras, des prêtas et des enfers il y eut une oldme oibrante. L'uniors deoint le oaste théâtre de cette guerre qui vit aux prises deux chevaliers dont la silhouette emplit toute la terre; l'un était de noir habillé et l'autre se drapait dans une robe écarlate Et les astres dons les cieux et les monts sur la terre tremblèrent...Kalo, effrayé, se couvrit le oisage et se réfugia dans les entrailles de la terre. Brahma qui abitait le Maître de son parasol l'abandonna et se sauva; Indra dont la conque, dans la mêlée, aoait rendu un son qui durait 4 mois, courut jusqu'à l'extrémité de l'horizon et là, tout en sueur, il se contenta de regarder de loin, spectateur muet et impuissant..

Dans son babillement touchant, l'humanité tout entière, dès sa plus tendre enfance, a chanté ce combat acharné.. Et depuis elle n'a cessé d'appeler longtemps, de toute la ferveur de sa foi la victoire de la lumière sur l'obscurité. Mais l'obscurité ne meurt pas encore et la lutte continue..

EN ANNAM LA PRESSE
pro-gouvernementale
contiue d'empoisonner
l'opinion publique

Ou sait qu'en Annam, comme dans toute l'Indochine française, la presse est régie par des lois scélérates, dont la seule raison d'être est du vailar la trap laida vérité coloniale !

Aussi, les cieux cléments de Huế, dans la douceur et la limpidité unt été célébrées par plus d'un troubadour à gages, se sont-ils avérés particulièrement meurtriers pour la Pensée dreite et libre, étrangère à toute capitulation et à toute mesquinerie.

Et les quelques hebdomadaires qui, dans l'antique espirlu, tratnent une vie d-minuée : le mandarinal « Tráng-an », le rechigné à Tiếng-Dàn, le baveux « Sông-huong », ne sont que d'indignes trempins entre les mains d'écrivassiers vendus au lâches qui travaillent pour leurs intérêts personnels ou leur gloriole individuelle.

Ils maulent sans respect la vérité hastile à leur idéal. Ils la triturent, la distillent, la défarment, le suppriment même. Quand leur intérêt parle, ils ne reculent devant aucune bassesse du pensée.

Témoin, l'infernale campagne qu'ils ont menée en vue d'enlever toute sa signification à la décision de dissolution prise par le Comité provisoire du Congrès.

Ce geste de la dissolution n'a pas eu l'heur de plaire au Gouvernement colonial, pour la bonne raison qu'il fait voir au Gouvernement de France et aux masses indochinoises que le peuple annamite vit toujours dans l'oppression la plus dure, la plus tyrannique !

Et alors, toute la bande du vos feuilletonnistes, du faiu charus, pour profaner, pour souiller la mémoire du Comité défunt.

Le « Tiếng-Dàn » ouvrit le feu. Non content de donner à la réunion publique du 20 ⁊eptembre un compte-rendu intentionnellement inexact — toutes les paroles qui dénotèrent le sens pulitique et la conscience des masses furent éliminées au maillees - il ajouta, par manière de « dernière heure » :

« Fante du temps matériel pour la rédaction du Cahier des vœux, le Comité a demaudé (?) à se dissoudre »

Par hasard, le représentant du « Tiếng-Dàn » ne saurait-il pas que le Comité dont il faisait partie s'était déclaré dissous, non pas à cause du manque de temps matériel, mais bien pour protester contre l'interdiction de toutes réunions publiques et des Comités lueux ? Par hasard, ne saurait-il pas que cette mesure prise par le Gouverneumut équivalait à une tantative d'écarter les masses de la vie politique, et qu'ainsi bien la « voix du peuple » dont son journal prétendait être l'écho, n'était qu'une voix fausse, la véritable voix de peuple étant étouffée ?

L'attitude du « Sông-huong » a eu le mérite d'être plus franche. Cet hebdomadaire accusait ouvertement le Comité de s'être absolé lui-même. « Former un Comité, puis le déclarer dissous ! Tout est à vau-l'eau ! On ne pourrait rien reprocher à personne d'autre qu'à soi-même ! »

Aussi, que messieurs les rédacteurs du «Sông-huong» se le tiennent pour dit, les partisans du la dissolution n'ont-ils au rien à reprucher à personne, et moins encore à eux-mêmes. Ils avaient le courage du dénoncer une mesure arbitraire. Leur geste était digne. Ils n'avaient qu'à s'en louer. Selon l'appartenance Sông-huong, pour que tant n'aillu pas à vau-l'eau, le Comité aurait dû se maintenir et rédiger lui-même les vœux pour tout ou peuple ! Et le Sông-huong ne se doutait pas un moment que la solution qu'il semblait précaniser était une flagrante malhonnêteté.

L'indicible « Traug-An » enfin, a réalisé le record du burlesque. Quand son directeur croyait naïvement que le Gouvernement abandait dans son sens de mandarin maderniisé, cette feuille remuait ciel et terre pour le succès du Congrès Indochinois. Que voulez-vous ? Le malais Lê-thanh-Canh savait parfaitement, tuet comme ses camparguans: Quang, Tuy, Thuy le savaient, que la démagogie bien menée rapporterait tuurjours gros ! Hélas ! les événements ont déçu leurs vastes visées. Le Gouvernement colonial, tout d'un coup, se déclara hostile au mouvement cangressiste. Et malheur à ceux qui avaient protester en prononçant la dissolution du Comité provisoire.

Alors, lestement, élégamment, Lê-thanh Canh chercha à se tirer d'affaire : Il s'abaenta de la séance décisive tenue par les membres du Comité, le 22 Septembre. Et son journel depuis, n'a pas touché un seul mut de cette dissolution tant abhorée !

« J'ai le droit de ne pas insérer la nouvelle, répond l'astucieux directeur à ceux qui lui demaudent les raisons de cet insulte silence, car je ne suis pas partisan de la dissolution. »

Comme si son journal était erée exclusivement pour relater les faits du jour dont il serait « partisan » ! Naturellement le Traug-An ne s'est pas abstenu défi-nitivement du parler des vœux populaires. Il parlera, par exemple du vœu qu'aurait exprimé le peuple du voir un délégué Indigène de l'Annam siéger au Conseil Supérieur des Colonies. La pauple y tiendrait absolument, en grâces à Dieu, au gouvernement colonial et à la princesse. Lê-thanh-Canh pourrait occuper un jour ce poste si rémunérateur et si bun à tout repos.

La presse de l'Annam a tant fait pour déconter l'opinion publique. Elle condamne toutes les directives politiques de tendance populaire.

Elle désigne à l'admiration du peuple, des Comités et des gens qui vont à l'encontre des intérêts du peuple. Elle travaille, de concert avec le gouvernement colonial, à maintenir éternellement le peuple dans une complète inconscience de ses droits.

Jusqu'ici, elle n'a réussi qu'à exaspérer l'indignation populaire. Le peuple en a assez des hauiments et des mensonges. Il ne veut plus laisser à una poignée de gens sans scrupules, le monopole de dénaturer sa volonté. Il sent profondément la nécessité d'une réforma radicale de la presse qui mettrait un terme à l'irrespirable atmuephère d'obscurantisme colonial.

Au gonocrnement du Front populaire le peuple d'Annam demande l'application immédiate en Indochine de la loi de 1881 sur la liberté de la presse.

Européens !
Si vous voulez goûter les mets du pays,
ne manquez pas du venir chez
TÊ-MY
47 — Rue des Eventails Hanoï
Annamites !
Si vous voulez changer votre menu,
le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville,
Spécialiste de nem.

RASSEMBLEMENT !

Les Indochinois de France ont enfin compris.

Ils ont compris que l'heure n'est plus aux déchirements de tendances, aux divergences d'action, mais que, devant les aspirations communes traduites en une plate-forme commune clairement et nettement définie, il est temps de rabattre les cloisons idéologiques étanches, et de concourir, par la ferme née de l'union, à la réalisation des revendicotions immédiates.

C'est dans cet esprit de compréhension qu'un premier signal de ralliement les Indochinois à Paris ont répondu en masse.

Deux magnifiques tableaux ont fait alors impression, qui marquent ainsi une date dans l'histoire des Indochinois en France.

Premier tableau :

Dans la grande salle du Palais de la Mutualité, salle aménagée comme une assemblée parlementaire, plus de cent camarades sont venus pour échanger leurs points de vue sur le problème indochinois, et cela dans une atmosphère, bouleuse parfois, mais toujours fraternelle et digne.

Deuxième tableau :

Le 14 juillet : participant au grand meeting du Front Populaire près de cent camarades indochinois, pour la première fois, ont défilé ensemble, et défilé avec un tel esprit de discipline, de solidarité, de combativité que sur tout leur passage, notamment de la Nation à Vincennes, ils ont soulevé les acclamations sans fin de la foule massée aux deux côtés du cortège, et qu'ils se sont fait parier d'eux par la plupart des grands journaux de Paris, de gauche comme de droite.

De sombreux camarades de province, éveillés par le grand souffle de ralliement venu de Paris, ont envoyé des délégués assistec aux séances de l'assemblée générale. Des messages de sympathie, des aides materielles continuent à affluer de différents ports au Comité de Paris. Et les différentes organisations du Front Populaire ee lei ont ménagé ni appui, ni concours.

Le premier pas dans le sens du rassemblement indochinois a été ainsi marqué de succès vraiment encourageants.

Que ces premiers succès soient suivis de nombreux autres !

Que chaque ville de province où résident les indochinois ait aussi, à l'instar de Paris, son Comité de rassemblement ! Faisons de sorte que l'opinion française tienne compte de notre union, de notre force ; reflet d'une union, d'une force plus grandes qui sont celles du peuple indochinois tout entier !

C'est dans ces conditions seulement que nous arrivons, au lutiant chaque jour, à faire aboutir les revendications les plus immédiates que réclame avec nous, tout le peuple d'Indochine : l'amnistie générale des emprisonnés politiques, l'epuration du cadre colonial, et les libertés démocratiques élémentaires.

Une première victoire nous est acquise: Robin est reppelé ! Mais il s'en faut encore de beaucoup pour que toutes nos revendications urgentes soient réalisées.

Rassemblement, encore; rassemblement toujeure !

Vive le rassemblement des Indochinois dans toute la France !

Tiên-Phong

(l'Appel Indochinois — Paris Septembre 1936)

LE RASSEMBLEMENT INDOCHINOIS CHEZ LE MINISTRE DES COLONIES

Hier matio, Marius Moutet, miulstre des colonies, a reçu une nombreuse délégation du Rassemblement des Indochinois de France, qui lui présenta notre camarade Daniel Guérin, au nom de la Commission coloniste du Parti. Moutet réserva le meilleur accueil à cette délégation et l'informa que le programme de revendications minima, établi par le Rassemblement, était actuellement à l'étude dans ses services. Le ministre promit d'examiner avec soin tous les problèmes dont le saisirait le Rassemblement par l'intermédiaire de la Commission coloniale du parti.

Le populaire 27 Août 1936

PEUPLE
ET REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

Quelque farceur a dit : « Le peuple n'a que le gouvernement qu'il mérite ».

C'est une formula commada qui a connu une granda fortune.

Pour être un peix avec es causclaucu, le petit-bourgeois, entre le dessert et le esfé, aime à répéter sentencieusement : « Le peuple n'a que le gouvernement qu'il mérite.e

Le candidat hatin, pour s'en causaler et esauer la fsca, le politicien désabusé, l'intellectuel à l'impasse, at enfin l'homme qui est arcivé at qui ne vent plus remettre un discussiau au état des chuses dans il a profité, répètent au choar : « Le peuple n'a que le Gouvernement qu'il mérite e

Mais le people, lui, qui sait qu'il est rivé à ses misères par des farces supériaures à sa vuluuté d'émancipatiau, accepte-t-il cette sentence ?

Assurément non ! Il n'a jamais vuuln au gouvernement qui l'apprime, cuzme il n'a jamais accepté au patrau qui l'exploite. Ou lui a imposé, l'un et l'autre par la farce.

Il n'est plus responsable de son sort. Il assistera désormais, en victime impuissante à toutes les trectatiaus, à toutes les vilenies, à toutes les trahisons faites en son nuns. En attendant de se libérer un jaur de ses chaines et de halayer tuus les impuisaurs qui naui at abusent du sau nam.

Que de représentants du peuple qui ne sont que les pires ennemis du peuple !

Les nes le sant sciemment, les autres inconsciemment, mais tues, d'un même instinct du classe !

M. Nguyên-hun-Tiêp, a fait dernièrement à la Chambre, nee luterventiau vralment savaureese.

C'est d'abord un hamme de caractère. Quand il a une idée dans la tête, il ne vundre jamais s'en démardre.

C'est ainsi que malgré les exhurtations de ses amis, il n'a jamais vuuln abandauner sau attaque contre la loi de 40 heures au 48 henres.

Pour lui la semaine de 48 henres ne peut être appliquée aux paysans du Tonkin qui travaillent leur lupin de terre avec leurs femmes et leurs enfants. Travaillant pour leur compte personnel, ils ont le droit du travailler touin la jaurnée, même la nuit. De quel droit, ou les uhlige à travailler 48 heures par semaine ? Ce serait une atteinte intolérable à la liberté individuelle, une immixtiau sesundaieusa dans la vie privée des citayens.

Et puis sur ecent toukiuois il y a déjà 99 qui possèdent des terres.

La loi du 48 benres ne pourra jouer eans inconvénient pour un soul individn sur ceut qui n'a pas du terre.

Mais alors ce n'est pas la peine de faire une lui pour quelques citoyens dans un pays peuplé de plusieurs milliuns de propriétaires comme l'Indochine.

Nuus nons demandons si M. Tiêp a parlé sériensement ou s'il voulait se moquer du ses collègues de la Chambre.

En tons cas, nons la croyons trop respectable pour un pas le preudre au sérieux.

Aussi discutons-nous sérieusement ses deux arguments.

1° — M. Tiêp a, sans doute, auteudu parler, pour la première fuis du sa vie, de la semaine de 40 heures ou de 48 henres.

Enveloppé encore dans les langes de la féodalité, M. Tiêp est incapable du concevoir ce qu'est une lui sociale dans la société moderna. Alors, il confond tout : es famillu avec la société ; les paysans avec ses domestiques ; ses domstiques avec les propriétaires fanciare etc.,...

Il s'agit ici plus simplement des ouvriers agricoles qui vendent leur furce du travail jours sa lur aux propriétaires ou fermiers.

Ces ouvriers existeut et ils sont nombreux. La lui sera pour eux mais pas pour les membres de la famille du M. Tiêp, lesquels pourront sans risqua d'une poursuite judiciaire, travailler, si cela leur fera plaisir, 24 heures par jaur.

2° M Tiêp affirma que 99 /° de toukiuois possèdent des iurres, alors que les statistiques officielles dressées par M. Yves Henry autant que 90 /. des paysans sont sans terre. Nous vuulons bien croire que M. Tiêp a fait ou la peus...Mais qu'il se garde bien de recammencer !

Non ! vratmest, le peuple ne mérite pas ça; d'abord il n'a pas choisi M. Tiêp qui est dans la catégoria des représentants du peuple désignés par la gouvernement. Ensuite, il n'a jamais dans la tau la maindre idée que M. Tiêp ne que les autres représentants du peuple la représenteut. Il n'a jamais participé à l'élection de ces messieurs qui ne profitent de leur titre que pour l'exploiter avec plus d'autorité.

Le Gouvernement aurait dû nummer M. Tiêp conservateur des musées pluiôt que représentant du peuple. Ses fauctiuns actuelles le dépassent.

Il n'en acquitte maladroitement et symbolise ainsi le ridicule d'un état de choses qui ne peut plus exister.

APRÈS LE COUP DE FORCE DU 29 SEPTEMBRE DES POURSUITES SONT ENGAGÉES

Après les perquisitiuns illégales pratiquées par la police au siège du Comité d'organisation du Congrès Indochinois n° 32 rou des Cairs, dix de nos camarades sont appelés devant le Tribunal pour infraction à la loi sur les réuniona publiques.

Tout le moude sait qu'il n'y avait aucuna réuniou publique ce jour-là in comité provisoire compusé de dix membres se sont rencontrés là pour deviser sur les événements du jour.

La police a râflé les individus qui stationnaient devant le siège pour gresair la uombre qui ne dépassait pas, en tout cas, d'après le compte rendn des joura eux quatidiens, plus de dix-huit.

C'est sun procédé habituel.

Contra ce procédé arbitraire de perquisitiuuner sans mandat, d'arrêter les citoyens sans motif sérieux, nous protestons énergiquement et nous reppelons au gouvernement que de pareilles mesures un produisent jamais l'effet escumpté.

Au contraire, elles sont de natura à compremettre l'œuvre du paix et de progrès qua la gauvernement du Front populaire su propose de réaliser co Indochine

Ces mesures |erbitraires attiront sur le comité tonkinois du Congrès l'attenlun des masses du Tonkin. Celles-ci es veut ainsi du quel côté se trouvent leurs véritables défenseurs. Du côté de M Luc qui délibère sons la protection attendrie de la police on du côté des membres du C. P. C qu'on a arrêtés, mêmenés comme du vulgaires malfaiteurs et traduits devant le Tribunal pour les délits qu'ils n'ont pas cummis.

Luyen et Tiep
Architectes diplomés
Angle Rue Richaud et Boulevard Borgnis Desbordes
Hanoi

Ameublement moderne
SÉLECT STYLE
13 Rondony Hanoi

UNE SÉANCE MOUVEMENTÉE A LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE EN ANNAM

A la suite de la dissolution du Comité central de HUE, pour la convocation du Congrès, la Chambre des Représentants du Peuple fut convoquée en une session extraordinaire afin d'examiner les vœux du Comité Central. Or, le dit Comité avait voté sa dissolution pour protester contre l'ingérence gouvernementale. La Chambre convoquée n'eut donc aucun vœu à examiner. D'ailleurs les attributions de la Chambre interdisent à celle-ci de formuler des vœux politiques. Ces attributions ont été déterminées par une Ordonnance royale de 1933. Mais les deux Gouvernements exigèrent à la Chambre de présenter immédiatement un cahier de vœux afin qu'ils puissent, le 27 courant, l'envoyer au Gouvernement Général. Les membres de la Chambre furent pris à l'improviste, mais la Commission permanente de la Chambre composée des 3 membres, serviles agents gouvernementaux avait rédigé une série de vœux (dont un certain nombre copiés par ci, par là) selon les suggestions gouvernementales.

Les membres de la Chambre étant invités à venir au Ministère de l'Intérieur et à la Résidence Supérieure, il leur fut expliqué que le Ministre des Colonies s'opposerait à la formation des Comités provinciaux et que la Chambre devrait adresser immédiatement des vœux; afin que les deux Gouvernements puissent les faire parvenir au Gougal avant le 27. Comme un Dân-Biên demanda à ce que la date fut reportée, le Ministre de l'Intérieur répondit que la chose n'était point possible.

Dans l'après-midi à 3 heures, la Chambre se réunit, en présence du Ministre de l'Intérieur et de M. Du BASTY, (Conseiller technique des Ministères) la Commission permanente, à l'instigation des 2 Gouvernements, déposa des vœux. M. Hà-Oâng se leva pour dire que la Chambre était prise à l'improviste, qu'il aurait fallu autoriser la réunion des comités provinciaux pour examiner les vœux d'ordre économique et social ; que les vœux politiques étant interdits à la Chambre, l'audience du dépôt des vœux politiques dont certaine loi irrégulière constitue une illégalité flagrante ; qu'il aurait fallu autoriser d'avance la Chambre à présenter des vœux politiques et qu'enfin c'est là un véritable guet apens. Plusieurs membres se levèrent pour protester à peu près dans les mêmes termes. Le Ministre de l'Intérieur répondit que :

« Je sais bien que les attributions « de la Chambre lui interdisent de « déposer des vœux politiques, mais « je représente ici S. M. L'Empereur « et je puis vous autoriser à déposer « et à examiner les vœux politiques. « Il n'y a plus de temps à perdre « car il faut que les vœux soient « votés séance tenante ».

Le Dân-Biên Phan-van-GIAO répondit,.

« Les attributions de la Chambre « étant fixées par Ordonnance royale, « une Ordonnance ne peut être « modifiée que par une autre Ordonnance. Vous représentez S. M. protectoralement et ne pouvez disposer du pouvoir législatif; d'ailleurs « l'Ordonnance royale concernent « les attributions de la Chambre « avait été soumise à l'approbation « du Gouverneur général. Je ne sache point quele Gouverneur Général ait déléguéle pouvoir de modifier une Ordonnance approuvée par lui. Tout ceci dit pour montrer « l'illégalité des travaux éventuels de « cette séance et pour demander au « Gouvernement de ne point exiger « un tel travail improvisé à propos « d'une question aussi importante « que le dépôt et l'examen des vœux.

Le Ministre de l'Intérieur répondit:

« Je passe outre ».

La Commission Permanente commença la lecture en vitesse des vœux qu'il a improvisés et copiés çà et là. Sept membres de la Chambre quittèrent la salle en signe de protestation. Les autres restèrent, impressionnés d'ailleurs par les explications données dans la matinée par les 2 Gouvernements, interprétant faussement le télégramme de Monsieur MOUTET. Une vingtaine de vœux furent votés sans la pression gouvernementale en moins d'une heure. La plupart des Dân-Biên assistant à peine ce qui fut lu avec une rapidité étrange. La séance eut lieu d'ailleurs à huis-clos, aucun membre de la presse n'y fut admis.

La lecture de ce compte-rendu nous permettra de constater une fois de plus l'escamotage et la pression administrative. Il faut souligner encore l'irrégularité de la procédure usée. La plupart des Dân-Biên sont des gens n'ayant aucune notion politique. Le collège électoral le composé en majeure partie de notables communaux qui sont de paisibles agents gouvernementaux. Les élections de 1933 effectuées peu après les « Réformes » furent l'objet de passions scandaleuses de la part de l'Administration qui présentait elle-même ses candidats. Les vœux votés au cours de cette session vraiment extraordinaire ne sont pas les vœux d'ordre politique) ne sont point dignes d'être pris au sérieux...

Les dân-biêu, convoqués à la hâte, débarquant à Hué, éberlués, en pleine inondation et pluies torrentielles, n'ayant même pas le temps de remettre de l'ordre dans leurs idées, ont été obligés de voter un cahier de vœux dont ils n'avaient qu'une idée assez vague.

Etrange consultation populaire!

Pour la réforme des bagnes politiques

Les joureaux de ces derniers jours ont rapporté en détail les travaux des comités chargés de l'élaboration du Cahier des Revendications de la chambre des Représentants de peuple.

Nous avons constaté à notre grand regret que certaines questions capitales ont été traitées d'une façon trop sommaire.. C'est en voulant combler cette lacune que nous essayons de soulever ici la question de la réforme des bagnes politiques.

En 1930, lorsque de sérieux troubles éclatèrent un peu partout dans le pays, les prisons centrales et provinciales ne suffirent plus aux besoins croissants du Pouvoir Judiciaire. Pour faire face à ces arrestations massives, on a dû construire à la hâte, dans des régions montagneuses, un grand nombre de bagnes nouveaux.

Dans ces bagnes de fortune, bâtis par les prisonniers mêmes, comme dans quelques autres d'ancienne construction et réservés jusque là aux forçats de droit commun, il n'y a plus de régime ni de statut déterminé pour les condamnés politiques. Chaque chef de Prison gouverne selon ses principes et ses opinions politiques ou interprète l'intention du gouvernement selon que ce dernier traite avec indulgence ou rigueur les masses révoltées dans les provinces.

Dans certains pénitenciers, les détenus portent encore récemment en permanence sur leur corps, une grosse chaîne en fer qui va du cou aux deux pieds et une esogne en bois qui pèse jusqu'à plusieurs kilogr; et ils ont les pieds maintenus sous les barres dites « de justice » durant toute l'année.

Dans d'autres, la surveillance est confiée à des milieus Moi d'une cruauté de primitif et auxquels on a lucidité la haine de race et la méfiance à l'égard des Annamites.

Pareils à ces maudaraine de jadis investis de pouvoir d'exécuter leurs sentences avant de se justifier devant le roi, ces gardiens Moi, possédant la faculté de faire usage de leurs armes quand ils le jugent nécessaire ne font toujours pas preuve de modération. Ce qui explique la grande mortalité qui sévit dans les pénitenciers de la région de Kontum.

Les travaux excessifs, la sous-alimentation, le manque de soins médicaux sont de règle dans toutes ces prisons et renforcent encore les effets funestes d'un climat homicide.

Si le régime laisse par besard quelque latitude, la nature garde toujours sa rigueur : une foule de maladies, la tuberculose, la dysenterie, les fièvres etc... s'acharnent chaque jour davantage sur ces pauvres corps, dans l'ombre, étiolés.

Durant tout le temps de leur réclusion, les condamnés, pour la plupart des jeunes gens, mènent une existence précaire, suspendue entre la vie et la mort, une mort facile et presque fatale, qui les guette à tout moment, au bout des coups de fusil, sur la pointe des baïonnettes luisantes et menaçantes, dans l'atmosphère oocive des montagnes ou dans les légions des moustiques fecondes qui infestent l'obscurité des cachots et des cellules.

Un gaillard des plus solides ne tarde pas à devenir une personne souffreteuse et hypocondriaque, le sang anémié se desséche par de continuelles fièvres, le système nerveux s'affaiblit, et la santé se relue irrémédiablement.

Un tel état de choses crée nécessairement une tension de plus en plus forte et une méfiance réciproque entre les chefs de prison et les détenus. D'un côté, le préjugé politique, l'amour-propre mêlé à un souci de sécurité absolue ne permettent pas de souffrir la moindre rasriction à leur autorité, fût-ce pour le grand bien du régime ; de l'autre, un long supplice, des sentiments refoulés, comprimés à la longue et enfin une psychose de danger ponsse à se rallier si à s'insurger spontanément à la moindre menace.

* * *

Cet état de choses explique les luttes sanglantes qui se déroulèrent au lendemain de ces déportations massives. Ici on réclamait un régime alimentaire, là on protestait contre les brutalités et les travaux excessifs.

Toutes ces grèves ont été réprimées avec une égale sévérité à coups de fusil, de béton ou même avec du gaz lacrymogene ... et en fin de compte, ce sont les protestataires qui en firent tous les frais, car le régime n'a changé que rarement et souvent en pire.

Ces luttes ont coûté toujours des vies humaines. A Kontum, on a fusillé en quelques jours une vingtaine de condamnés politiques professant la désobéissance, ou faisant la grève de la faim, sans compter deux centaines d'autres sacrifiés dans les terres de Darlac et de Dardet en des circonstances à jamais ignorées A LaoBao, le premier martyr fut Nguyên-sy-Sseb qui le premier a eu le courage de dénoncer le régime inhumain.

Cependant ceux qui survivent à ces massacres n'ont guère un sort meilleur Ordinairement, chaque acte d'insubordination entraîne une augmentation de peine qui aboutit le plus souvent à la perpétuité.

Telle est la vraie physionomie des bagnes politiques de notre indochine « la douce ; tel est le deuil sous de ces drames quotidiens qui s'y déroulent depuis des années et dont faute d'une information impartiale, une grande partie de l'opinion coloniale et métropolitaine n'arrive pas à se faire une idée exacte.

Quand on accuse ces érosions révoltées d'esprit subversif, de fanatisme revolutionnaire ou, fait ainsi preuve d'une confusion entre cause et effet. Les principaux coupables à tout bien considérer, ce ne sont ni ces condamnés qui agissent en désespérés ni ces chefs de prison qui font fonctionner automatiquement la discipline — bien que ces derniers, dans la plupart des cas soient loin d'être irréprochables leer coudeite. Cet état de choses résulte en dernière analyse d'un vice fondamental du régime ou plutôt de l'inexistence d'un régime politique convenable.

Pour en finir avec ces révoltes incessantes, rien ne sert de réprimer férocement ni de resserrer la discipline ; il est nécessaire de supprimer leur cause même, en instituant pour toute l'Indochine un régime de prison politique inspiré du régime pénitentiaire métropolitain, à moins qu'on ne veuille supprimer simplement et purement ces bagnes ; car cette dernière solution nous semble infiniment plus simple et plus préférable.

Le gouvernement de Front populaire qui a décrété la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques d'Indochine n'a fait que commencer une tâche qu'il convient d'achever au plus tôt.

La commission d'enquête parlementaire nommée par les chambres va venir. Aucune occasion ne nous paraît plus favorable pour présenter nos vœux à ce sujet.

Il serait facile à nos parlementaires de se rendre compte de toute la vérité pourvu qu'ils veuillent bien se donner la peine de passer quelques heures dans ces terres rouges que des malheureux, durant des années, ont arrosées de leur sueur ; dans ces cachots humides, ces murs obscurs, témoins des massacres et des tortures les plus atroces ; dans ces terrains vagues où les morts s'entassent en sépultres anonymes, tombés sous les coups de fusil de cadouille ou terrassés par les attaques de la fièvre paludéenne.

Le ministre des colonies a envie sagé la suppression des bagnes de Guyanne. Pourquoi ne supprimerait-on pas les bagnes d'Indochine ?

Nous avons confiance en le gouvernement du Front Populaire qui a entrepris des réformes importantes dans d'autres domaines; nous avons confiance surtout en eux qui ont reçu le mandat d'entrer dans la vie intime du peuple colonial et de redresser les torts et les erreurs accumulés depuis plus d'un demi-siècle.

C'est pourquoi nous écrivons ces lignes qui sont loin d'être une documentation suffisante, mais qui pourrait fournir à nos organisateurs du Congrès Indochinois quelques suggestions opportunes.

Les livres

Nous venons de recevoir :

1° — La correspondance de M. P. Lé-công-Dac éditée par M. Dô-manh-Quat.

2° — Nhân-Oao Quyên-Haub de M. Dia Oân Hô-phi-Huyên.

3° — Mây Duong Io de M. Duong-Liub.

Nous en rendrons sincèrement les auteurs et les présentons aux lecteurs du « Travail »

Hợp Dung

Photographies artistiques et industrielles

65, Bd Francis Garnier, Hanoi

Tribune libre

ENTENTES ET ENTENTES

Des gens malaviés nous reprochent de ne pas nous être entendus avec M. Pham-ta-Tam pour faire échouer le Congrès indochinois et nous prêtent on ne sait quelle intention de dissension et de sabotage. Encore que nous ayons précisé plus d'une fois dans nos colonnes notre attitude vis-à-vis des agissements de M. Loc, il nous a paru nécessaire d'y revenir encore une fois pour toutes afin de couper court à toute interprétation erronée ou malveillante.

Plus que quiconque, nous sommes convaincus de la nécessité d'une action commune, d'une entente de tous les groupements politiques, dans les circonstances actuelles.

Mais une entente n'est possible que si elle repose sur une méthode de travail loyale et nette. Chacun se rend bien compte que ce n'est pas là ce qu'on pourrait attendre de M. Loc et de ses amis. Qu'avons-nous besoin de nous justifier ? Les faits sont là qui militent en notre faveur Un comité dit provisoire constitué le 26-8 de la manière la plus arbitraire, composé d'une poignée de gens à la dévotion de M. Loc et se payant la tête de l'opinion publique qu'il cherchait à indnire en erreur ; fiasco le plus complet de la réunion du 29-9 où furent mises à découvert les combinaisons d'ailleurs fort malhabiles de M. Luc ; proclamation, le lendemain, par la voie de la presse, du caractère provisoire d'un comité soi-disant né de cette réunion ; et enfin après un travail souterrain, téoébreux dont M. Loc aussi possède le secrat, proclamation le 23-9 du caractère définitif de ce comité fantôme.

Tant d'effronterie n'a pas manqué de produire l'effet auquel on s'attendait. M. Loc a perdu toute la confiance que chacun avait placée tout d'abord en lui. Qui donc se méprendra encore sur l'origine des directives reçues par notre homme ? Que lle poriés pourront avoir les vœux émis par lui et ses amis ? Au nom de qui, au nom de quoi ces messieurs parlereut-ils ? En tout cas ce ne sera pas au nom du peuple dont ils n'ont jamais fait le moindre cas.

On comprend bien que quand nous nous sommes élevés contre l'imposture de M. Loc, ce n'est pas pour diviser les bonnes volontés mais pour déjouer une manœuvre d'une déloyauté criante. Les Annamites doivent s'entendre. Oui, mais non pas à la façon des larrons. Si nous respectons les convictions de chacun, nous entendons aussi démasquer les combines de tous ceux qui prétendent parler au nom des intérêts des masses quand en réalité ils ne représentent que leurs propres intérêts.

D'aucous disent: le peuple ne sait pas toujours ce qu'il veut, il vaut mieux que des hommes éclairés prennent en main la tâche. » Argument fallacieux qu'il ne faut pas laisser s'accréditer et dont il est grand temps de faire justice. Ceux qui constituent l'armature de ce pays, ce ne sont pas ces privilégiés de tout poil en mal de popularité ; ce sont les masses laborieuses que des conditions politiques et économiques inacceptables ont maintenues depuis des années dans une situation des plus précaires. Si on ne les consultait pas pour savoir ce qu'elles veulent, qui consulterait-on donc?

Nous illusionnons-nous outre mesure sur les résultats de la commission d'enquête? Nous sommes néanmoins en droit de dire que c'est le moment ou jamais de laisser le voix des masses s'exprimer librement. Cette voix, nul ne peut l'étouffer ou la déneturer impunément.

Au lieu de se laisser imposer des directives comme M. Luc et ses amis le Comité previsoire de Hué a préféré se dissoudre. M. Luc a-t-il médité cette toute leçon de probité de ses collègues du Trung Ky ?

MONSIEUR PHAM-TA OU L'ORGANISATEUR DES DÉFAITES

D'abord, M. Phạm-Ta est un homme universel.

Représentant du peuple, il sait parler peuple et manger à la table des gouverneurs.

Commerçant de métier, il a le sourire facile et le cœur farouche.

L'entretien, par personne interposée, il se déclare artisan et défend les gagne-petits.

Ecrivain, publiciste, grammairien, il a ses œuvres perdues dans quelques collections de livres invendables.

Ayant dans sa famille des mandarins, il associe, dans son amour, le roi et la républiques. —

Et, c'est ainsi qu'il pratique la sage doctrine du juste milieu.

Mais, le malheur a voulu qu'il se souvint qu'il est aussi un retour-de-France.

Les souvenirs de la vie active de Paris lui fouetle le sang.

Que n'images ! Les tumultueuses réunions publiques et contradictoires, les chaudes discussions dans les cafés entre « copains » les meetirga monstres de Huillier ou de la rue Blanche défilent dans sa mémoire surexcitée.

L'équilibre est rompu, la sagesse le quitte.

Et le voilà, homme public.

Le banquet des notabilités a qu'il a organisé en l'honneur de Monsieur le Secrétaire Général de l'Indochine n'a obtenu qu'un demi-succès.

On lui a reproché de diviser ainsi la population banoieue en notabilités et non-notabilités. On aurait dû faire un seul banquet de toute la population de la ville pour ne pas obliger M. Châtel à se fatiguer l'estomacdeux fois de suite.

Il fête ceux qui partent mais il n'oeblie pas ceux qui vont arriver.

En vue de recevoir la Commission d'enquête, il organisa une réunion publique pour les ouvriers de Hanoi.

Le service d'ordre assoré par la police et la sûreté fut d'importance.

Les agents furent soigneusement triés par la distribution préalable des cartes portant leur nom.

Voulant se préserver des bêtises des autres, il a oeblié de compter avec les siennes.

Précisément c'est cela qui l'a coulé l'autre jour.

La réunion de 27 Septembre 1936 s'est tournée complétement à son désavantage.

Elle eu lieu dans l'immense salle d'exposition de la foire où aucune tribune n'existait. Peut-être pour donner un caractère ouvrier à cette réunion, M. Phạm-Ta a fait venir deux ou trois chaises et une table boiteuse sur laquelle se tenait celui qui parlait.

M. Binh-Son, le délégué ouvrier, avec son tablier blanc et son bouquet de marmiton, s'agitait durant toute une heure ser cette table branlante, maloteuse en équilibre par les membres du Comité organisateur. Les auditeurs se collaient contre lui, l'étouffaient presque, de leur haleine.

Un public de quelques centaines de personnes modestement vêtues mais enthousiastes, applaudissait les contradicteurs de M. Phạm-Ta. Quand celui-ci voulait répondre personne ne voulait plus l'entendre.

M. Phạm-Ta, a été aidé par ses invités eux-mêmes, car c'était chez lui qu'on devait aller retirer une carte d'invitation.

Le président de séance attrapa M. Phạm-Ta par le pied gauche pour le faire descendre de la tribune. Mais celui-ci s'entêtait à y rester pour braver l'hostilité bruyante du public mécontent.

La police n'attendait que cette occasion pour intervenir et faire évacuer la salle.

Un journaliste qui ne s'étendait pas suffisamment vite fut pris au collet et jeté dans la rue avec un coup de pied dans le derrière.

Et voilà comment fut terminée la réunion ouvrière organisée par M. Phạm-Ta que nous appelons désormais, l'organisateur des défaites.

La 1ère fois à Hanoi

PARIS CHAUSSURES

20 Boulevard Borgnis Desbordes

Maison de confiance

vous présente pour cet hiver, ses exclusivités :

Mesdames !

des chaussures en peaux de fauves africaines,

Messieurs !

des souliers en verni souple, premier choix.

BONNETERIE MODERNE

CU'-HIEN

96 Rue des Médicaments, Hanoi

Production intensive : ses chemisettes au poil d'ovore, avec les plus belles laines, les plus beaux cotons. Travail sur commande et en série.

Exécution très rapide. Prix défiant toute concurrence.

Questions Internationales

EN U.R.S.S.

(suite)

i) l'aide de l'Etat aux paysans, sous forme de crédits accordés aux kolkhozes et s'élevant à 1.600.000.000 de roubles;

j) l'aide de l'Etat aux paysans, sous forme de diapenses d'impôts et de versements pour les Assurances sociales, pour un montant de 370.000.000 de roubles. Quant au développement culturel, examinons les données suivantes :

a) Institution, dans toute l'U.R.S.S, de l'instruction primaire obligatoire et relèvement du pourcentage des citoyens sachant lire et écrire qui, de 67 %, à la fin de 1930, atteint 90 % en 1933.

b) augmentation du nombre des élèves des écoles du tout degré qui, de 14.558.000, en 1929, atteint 26.419.000 en 1933. Pour l'enseignement primaire, le nombre des élèves passe de 11.697.000 à 19.163.000 ; pour l'enseignement secondaire, du 2.453.000, à 6 674 000 et, pour l'enseignement supérieur, de 207.000 à 491.000.

c) augmentation du nombre des enfants profitant de l'enseignement pré-scolaire, passant de 938.000, en 1929, à 5.917.000, en 1933 ;

d) augmentation du nombre des établissements d'enseignement supérieur, généreux et spéciaux qui, de 91, en 1914 passe à 600, en 1933 ;

e) augmentation du nombre des instituts de recherches scientifiques qui, du 400 en 1929 passe à 840 en 1933 ;

f) augmentation du nombre des organisations genre club qui, de 32.000, en 1929, passe, en 1933, à 54.000 ;

g) augmentation du nombre des salles de cinéma, des installations de cinéma dans les clubs et des cinémas ambulants qui, de 6.800, en 1929, passe, en 1933, à 29.200 ;

h) augmentation du tirage journalier des journaux, qui passe de 12.500.000 exemplaires, en 1929, à 36.500 000 exemplaires, en 1933.

Il n'est peut-être pas mauvais de faire remarquer que la proportion des ouvriers dans les établissements d'enseignement supérieur représente 51, 4 % de la totalité des inscrits et la proportion des travailleurs paysans, 16,5 %, alors qu'au Allemagne, par exemple, la proportion des ouvriers, dans les établissements d'enseignement supérieur, pendant l'année scolaire 1932 — 1933, n'atteint que 2 3,7 %, et celle des paysans 2,4 %.

Il convient aussi de faire remarquer comme il fut encore géant comme indice de la progression de la culture au village, l'augmentation du l'activité des femmes kolkhoziennes dans l'œuvre d'organisation sociale. Nous savons, par exemple, que 6.000 kolkhoziennes, environ, sont présidentes de kolkhozes ; plus de 60 000, sont membres de la direction des kolkhozes ; plus de 28.000, sont brigadières ; 100.000, sont organisatrices d'échaînes ; 9000, dactylographes de fermes kolkhoziennes ; 7.000 sont conductrices de tracteur. Nous n'avons pas besoin de dire que ces données ne sont pas complètes. Mais le peu qui s'y trouve exprime assez clairement la progression de la culture dans les villages. Ce fait a une importance considérable parce que les femmes constituent la moitié de la population du pays ; elles constituent, une immense armée de travail et elles sont appelées à élever les enfants, la génération future, c'est-à-dire font l'avenir. Et c'est pourquoi l'U.R.S.S. ne peut tolérer que cette immense armée de travailleuses végète dans l'obscurantisme et l'ignorance, c'est pourquoi l'U.R.S.S. attache l'activité publique croissante des femmes et leur promotion aux postes de direction, comme un indice indéniable de la culture dans la patrie de tous les travailleurs.

DÉFENSE DE LA CULTURE

Du 17 Août au 1er Septembre 1934 se tint à Moscou, dans la Maison des Syndicats, le 1er Congrès des Ecrivains soviétiques.

Les écrivains des sept Républiques Soviétiques, les représentants des dizaines de peuples groupés dans l'Union participèrent à la discussion sur les tâches dévolues à la Littérature soviétique et sur son destinées, avec Maxima Gorki avec Alexis Tolstoï, avec les grands écrivains de l'U. R. S. S. De nombreux écrivains étrangers prirent part aux travaux de Congrès ; André, Malraux, Jean Richard Bloch, Aragon parmi les écrivains français, y parlèrent.

Pendant les deux semaines qu'il dura le Congrès passionna la population entière de l'Union Soviétique. Ouvriers, kolkhoziens, soldats et marins, pionniers vinrent en délégation dirent aux écrivains en qu'ils attendent d'eux, ce qu'ils souhaitent lire et les sujets qu'ils aimeraient voir traiter.

Le Congrès International des Ecrivains pour la Défense de la Culture tint ses assises à la Mutualité, du 21 au 25 juin 1935, 10 mois après le Congrès de Moscou.

Pour défendre la Culture menacée par ceux qui brûlent les livres, qui enferment les écrivains progressistes et qui prétendent immobiliser à jamais la pensée, pour déterminer ainsi l'orientation de la Culture de demain, le meilleur de la pensée ennoblissante du monde, dans le domaine de la littérature, était réuni à Paris, André Gide et Heinrich Manu, Boris Pasternak et Aldous Healey, Barbusse et Malraux, Alexis-Tolstoï et Valdo Frank, Anna Seghers, J. R. Bloch, Guéhenno, Chamson, et Michael Gold, et Forster, et Erwin Kisch, et Andersen-Nexo, Ehrenbourg, Brecht, Babel, Vaillant-Couturier, Aragon, ce sont là quelques hommes parmi tant d'autres, dont les noms nous sont familiers, et qui étaient à la Mutualité.

Héritage culturel et humanisme, rôle de l'écrivain dans la société, rapports entre la nation et la culture, problèmes de la création littéraire, liaison entre l'écrivain et la masse du public, tels furent les grandes théories qui trouvèrent audience au Congrès.

L'héritage culturel... En effet, les écrivains sont les héritiers d'un long passé de culture. Ces acquisitions du passé, ils savent ce qu'elles valent, ils s'en sont nourris et ils entendent les préserver. Il est assuré qu'ils se demandent si la culture socialiste, dont ils se rendent bien compte qu'elle est celle de demain, se présentera comme une négation de la culture du passé, s'il aure une brisure complète entre les deux.

C'est là l'opinion qu'a soutenu Julien Banda, pour qui, entre ce qu'il appelle « la conception occidentale de la littérature » et la conception communiste, il y a une différence non de « degré », mais d'essence ».

A cela, Jean Guéhenno a répondu de magistrale façon :

«Si j'en croyais les définitions de l'humanisme que M. Banda nous a proposées, nous aurions, pour passer de ce pays en Russie, un immense chemin à parcourir. Ce n'est pas assez dire : nous aurions à changer d'âme, d'esprit. Je ne pense pas, quant à moi, qu'un changement de cette sorte soit nécessaire. Il n'est nul besoin, pour éprouver ce sentiment de la dignité humaine qui anime les Républiques soviétiques, d'une conversion. Il n'est besoin que de suivre le naturel du mouvement d'un esprit d'homme.

« La Révolution russe n'est que l'une des ces d'une immense et longue et patiente révolution humaine, qui est en cours depuis que l'histoire humaine a commencé. Je ne pense pas du tout qu'il y ait lieu d'opposer le marxisme soviétique à l'humanisme, et je ne sache pas que Karl Marx soit autre chose qu'un penseur de l'Occident ».

Il est, significatif que cette réponse, si juste, n'émane pas d'un écrivain communiste, mais d'un écrivain démocrate, qui a compris que l'évolution humaine ne pont aller dans un autre sens que celui tracé par le marxisme.

Lénine, dans un discours aux Jeunesses Communistes, le 4 octobre 1920, n'a-t-il pas dit :

« Nous ne pouvons édifier le communisme qu'en partant de la somme de connaissances, des organisations et des institutions, ainsi que des formes humaines et des moyens que nous avons reçus de la vieille société.

« La culture prolétarienne n'est pas donnée toute faite, elle ne jaillit pas du cerveau de je ne sais quels spécialistes en culture prolétarienne. Ce serait une bêtise de la croire. La culture prolétarienne doit apparaître comme le résultante naturelle des connaissances acquises par l'humanité sous le joug capitaliste et sous le joug féodal.»

Le communisme fera la synthèse des acquisitions culturelles des régimes abolis et des nouvelles conquêtes spirituelles de l'humanité libérée de l'exploitation. Le grand intérêt du Congrès pour la défense de la culture fut, en particulier, de permettre de s'exprimer à des écrivains comme l'anglais Forster, bibéral-type, ou Aldous Huxley, l'auteur de «Contrepoint», à côté d'écrivains acquis au marxisme comme Friedmann qui fit une excellente intervention sur les rapports entre l'homme et la machine en régime esphalaïsta et un régime socialiste. Mais, même on écrivain très loin du communisme comme Forster, auteur de « La Route des Indes » proclama son aversion totale du fascisme. Un autre écrivain anglais, John Strachey, définit fort bien le caractère d'héritiers et continuateurs de la culture occidentale des fondateurs de socialisme scientifique.

Il est en point où le Congrès de Paris a apporté de précieux éclaircissements, c'est celui des rapports entre la culture et la nation. A côté des écrivains soviétiques parlant au nom d'un régime qui a libéré les cultures nationales — et les représentants de ces cultures qui s'épanouissent sous le régime soviétique sont intervenus au Congrès, tel le grand poète Labouti, citoyen de la république du Tadjikistan, — à côté des écrivains allemands qui ont assez souffert pour connaître mieux que quiconque l'usage que le fascisme fait de l'idée de nation — citons en particulier les beaux discours de Gustave Regler et d'Anna Seghers, de Bracht et de Becker ; — à côté de nombreux discours il en est trois qui ont apporté à cet égard une clarté particulière.

Je veux parler de celui de l'écrivain française André Chamson, de celui d'Henri Barbusse et de l'intervention de Michael Gold. Le thème qu'a développé André Chamson est le suivant «Le nationalisme contre les réalités nationales», c'est-à-dire « le nationalisme contre ce qu'il donne comme son essence même » A ce nationalisme ennemi de la culture nationale, Chamson a opposé la pratique de l'U.R.S.S. :

«Du pays qui couvre la sixième partie du monde et où la transformation sociale a été faite au nom de valeurs nationalistes, mais qui s'appuient au contraire directement sur l'homme et sur son labeur. Et, dans ce pays, au delà des années du bataille, au delà des tâtonnements et des erreurs mêmes, nous retrouvons vivantes et confirmées ces réalités nationales qui ne sont plus que la merque d'un accord harmonieux entre l'homme et le monde.»

«La question du progrès de l'espèce humaine et de son salut, a dit Barbusse, se pose entre le nationalisme indispensable à l'empire bourgeois pour maintenir ses posées, et l'internationalisme, indispensable aux hommes pour construire la justice et la paix.»

André Gide lui aussi, dans une intervention d'une élévation de pensée et d'un intérêt capital, s'attaque au problème «Culture et nation» :

« Je prétends, dit-il, pouvoir être profondément internationaliste tout en restant profondément français »

Le discours de Gide, par ailleurs, touche au problème qui est certes le problème central pour les meilleurs écrivains d'aujourd'hui, celui de la communion de l'écrivain avec le public. Et d'abord avec quel public ? C'est le même problème que concernait la question posée voici deux ans aux écrivains par la revue «Commune» : « Pour qui écrivez-vous ? » Il s'agit vraiment, pour des écrivains dont le public était essentiellement une pseudo-élite bourgeoise, de se transporter sans rien perdre de leur richesse et de leur diversité, pour offrir, dans leurs livres, le visage de l'époque à la classe des travailleurs avec laquelle ils ont aujourd'hui partie liée. «Communier avec sa classe, dit Gide, pour l'écrivain bourgeois, impossible !» « Toute la question est pour l'écrivain de pouvoir communier avec le peuple. C'est chose faite au U.R.S.S. pays, dit Gide « où l'écrivain peut entrer en communion directe avec ses lecteurs. » C'est la tâche d'aujourd'hui pour les écrivains français.

C'est ainsi que, parti de la question de l'héritage culturel, c'est à dire si l'on veut des liens de l'écrivain avec le passé, nous sommes arrivons à celle du rôle de l'écrivain dans la société et aux perspectives d'avenir qui s'offrent à lui.

Oui, dans une société libérée et où la guerre ne sera plus qu'un mauvais souvenir, et où les derniers spectres du passé évanouis, l'homme pourra se consacrer entièrement à dépasser la nature, et sauters edu règne de la nécessité à celui de la liberté », alors sera réalisé le vœu par lequel Gide termine son discours :

« Je me plais à imaginer, à vouloir un Etat social où la joie soit accessible à tous et des hommes que la joie aussi puisse grandir».

André Malraux disait au Congrès le 25 juin :

« Il s'agit pour chacun de nous de racréer dans son domaine propre, par ses propre recherche, pour tous ceux qui cherchent eux-mêmes l'héritage de fautômes qui nous environnent, d'ouvrir des yeux de toutes les statues aveugles, et de faire d'aspoire en volonté et de jaqueries en révolutions, la conscience humaine avec la douleur millénaire des hommes ».

Ainsi, sans doute, la grande leçon qui se dégage de ce Congrès, désormais entré dans l'histoire, c'est qu'on ne peut défendre la culture et les acquisitions du passé, menacées par les forces barbares du fascisme, que si l'on se tourne vers l'avenir, que si l'on lutte pour la culture nouvelle, que si l'on comprend que *l'humanisme sera* prolétarien ou ne sera plus.

Un renvoi scandaleux

Nous recevons de M. Nguyên Troag-Hoàn de Haïphong une lettre de protestation contre la maison Diethelm et Cie pour un renvoi sans préavis et sans motif.

« Nous avons déjà transmis cette lettre au Ministre des Colonies car il ne s'agit pas ici d'un renvoi d'ordre professionnel mais bien plutôt d'un acte qui révèle tout le régime arbitraire qu'on a toujours pratiqué, régime que l'administration actuelle veut maintenir indéfiniment en ce pays.

Le comité provisoire légalement constitué, dont les membres sont même venus rendre une visite de courtoisie à Monsieur le Résident Supérieur, a distribué à Hanoi quelques milliers de tracts et a envoyé à Haïphong et dans les autres villes quelques paquets de ces tracts pour être distribués.

M. Hoan qui a reçu lui-même ce paquet et n'a pas eu le temps de distribuer ces tracts à ses amis quand la sûreté procéda à une perquisition chez lui pendant son absence. Elle a saisi ces tracts alors qu'elle avait bien laissé libre leur distribution à Hanoi.

D'ailleurs, ces tracts ne sont que la reproduction d'une déclaration pour ainsi dire de naissance faite par le Comité provisoire du Tonkin à toute la presse annamite de Hanoi.

Après avoir saisi ces tracts, la sûreté a demandé au Directeur de la maison Diethelm de renvoyer purement et simplement M. Hoàn à qui on ne peut reprocher aucune faute de service.

C'est une pratique constante mais elle n'en est pas moins scandaleuse et inhumaine. Et tant qu'elle durera, aucune réforme, aucun progrès ne sera possible. Elle est même nuisible à ceux qui la pratiquent. Elle fait de ce petit employé de commerce un ennemi irréductible du régime. Et c'est ainsi que se trouve justifiée la parole de Goethe : Ce ne sont pas les peuples qui font la révolution mais bien plutôt leur gouvernements

A M. Hoan, nous conseillons de déposer immédiatement une requête au juge de Paix de Haïphong en vue d'obtenir un procès-verbal de non conciliation, car nous sommes certains que la Maison Diethelm se dalgnera pas se rendre à la convocation du juge de Paix et payer volontairement les indemnités réclamées par M. Hoàn.»

Muni de ce procès-verbal, M. Hoan pourra l'assigner devant le même tribunal, si toutefois la somme réclamée ne dépasse pas 300.$00, pour rupture de contrat, renvoi sans préavis et sans motif.

LISEZ ET FAITES LIRE

LE TRAVAIL

LA MARQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES

CHAN LONG

9 Rue Paul Bert — 38 Rue des Paniers

Hanoi

Spécialité :

de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour dames, hommes et enfants

DIPLOMÉ du Salon d'art 1935 — MÉDAILLE D'OR Foire Haïphong 1936 — MÉDAILLE D'ARGENT Foire Hanoi 1936 — MÉDAILLE D'ARGENT Foire Hué 1936

Qualité - Fantaisie - Prix avantageux

Pour se débarrasser des maladies de Vénus et de leurs complications très dangereuses, pour guérir toutes autres maladies

Adressez-vous sans retard à

THANH-HA DUOC-PHONG

55, Route de Hué — Hanoi

toutes sortes de drogues très efficaces et non toxiques, appréciées dans tout le Tonkin et l'Annam.

Pour vous débarrasser des MALADIES DE VENUS si de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à

DUC-THO-DUONG

241 Route de Hué — Hanoi

Traitement antiphlogistique
Traitement suppressif.

Drogues non toxiques, tarissant très coulement en 3 jours, au maximum

Huê-Dân

NGUYÊN-VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs — HANOI

De nombreux certificats délivrée par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir-faire et notre conscience professionnelle

HUONG-KY PHOTO

HANOI

34 Jules Ferry — Téléphone : 286

Fournitures générales pour la photographie Photographie et Industrielle

MAISON DE CONFIANCE

Prix défiant toute concurrence

Diên—Tùng

Architectes diplômés

57—Route de Huê—Hanoi

Souffrez-vous des dents ?....

Allez au plus tôt consulter

DONG-NAM-MY

OUVRIER DENTISTE

48, Avenue du Grand Bouddha

Vous serez bien reçu ; soigné à des prix les plus modérés, et vous donnera une remarquable prothèse dentaire

La maison DONG-NAM-MY existe depuis plusieurs années et son opérateur est un homme très expérimenté.

Abonnement pour familles

Garage Dong-Tâm

43—203—219—Rue du Coton

HANOI

LOCATION D'AUTOS DE LUXE

Voitures neuves — Prix modéré

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

dit

TRINH - DINH - KINH

65—Rue des Paniers, Hanoi

PHUC-NGUYEN

61 Rue du Chanvre — Hanoi

La seule cordonnerie réputée au Tonkin

Travail soigné — Prix modéré défiant toute concurrence

TEINTURE — DÉTACHAGE — DÉGRAISSAGE

PHAM-TA

Conducteur en teinturerie

Ancien élève du Conservatoire National des Arts et métiers, de l'Ecole du Géoie civil de Paris. Diplômé de coors de Chimie Tinctoriale organisé par la Chambre Syndicale de la Teinturerie de Paris, Membre de la Fédération Interalliée de la Teinture et du Nettoyage

23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi

54, Avenue Clémenceau — Nam-Dinh

Imp. spéciale «Le Travail»

L'Administrateur Gérant : Trinh-van Phu

Gr fol Jo 403

1ère ANNÉE - N° 5 — LE NUMÉRO 6 CENTS — MERCREDI 14 OCTOBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES MERCREDIS

Directeur politique : Nguyên-Vân-Tiên — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60, Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28 Rue Nguyên-Trai

Certes noe, nous ne voulons pas attendre. Oe e'a que trop tardé à accorder à ces 60 millions d'étree qui soet courbée sous le joug, des réformes ledlepensables—Et eous luttons et lutterone jusqu'au bout pour la réalisation la plus rapide possible de toutes réformee progressivee qui seront proposées pour les colonisés— Mais en même temps, noes voudrioes que ceux qui jusqu'à présent soet privés de tout droit aient au moins, pour commencer, celui de dire ce qu'ils veuleet

(Libération do 10-6 36)

LES LOIS SOCIALES EN INDOCHINE

L'A. R. I. P. du 8 Octobre annonça que, sur les instructions du Département, d'importantes mesures vont être appliquées eu Indochine en faveur de la classe ouvrière.

1°)— Des mesures sont prises pour l'application à partir du 1er Janvier 1937 du décret du 9 Septembre 1934 sur les accidents du travail ;

2°)— Un arrêté sera signé lucessammeut pour limiter à dix heures la durée de la journée de travail à partir du 1er Novembre procbeiu, à neuf heures à partir du 1er janvier 1937 et à huit heures à partir du 1er jauvier 1938.

3°)— Le travail de nuit des femmes de tout âge sera interdit.

4°)— L'article 2 du décret du 13 jauvier 1933 qui interdit l'amploi des enfants de moins de douze aus dans l'industrie oe le commerce sera rigoureusement appliqué.

5°)— Les salariés de toutes catégories auront droit à cinq jours de congé payés par an à partir du 1er jauvier 1937, et à dix jours de congé payés par au à partir du 1er janvier 1938.

6°) — Une enqnête sera incessamment ouverte dans cbaque province pour fixer le taux du salaire minimum établi en considération des nécessités de l'existance.

Nous avouous qu'an lieu d'accueillir avec joie celte nouvelle que les esprits peu avertis en politique considèrent comme une premiérs manifestatiou du libéralisme du gouvernemeut actuel, nous éprouvons une graeda inquiétude.

Qe'ou n'aille pas nous taxer da pessimisme ineurable, uous qui possédons uee dose de confiance luépuisable !

Nous avions confiauce en M. Albert Sarraut avec sa politique de ecollaboration étroite et slueére.

Nous'avions confiance eu M. Alexaudre Vareune, en sou «socialisme libéreteur »?

Nons svlous confiauce en M. Pierre Pasquier le « fin lettré », le «chef», le «tecbuicien».

Tous, ils nous ont déçus...

Nous reportous enfin uotre lusliéreble confiauce en M. Marius Montet, le « militaut » le « défeuseur des faibles et des opprimés ».

Nous sommes enclins, aujourd'hui, pletôt ae pessimisme.

Deux télégrammes adjurent la populatiou se calme alore que le pays est à plat témoigneut de l'ignoraucs absolne du ministre de la situatiou véritable de la Colonie,

Il donue, de ples, aex autorités locales l'occasiou de s'abriter derrière sa respousabilité et de frapper tous ceux qui, jusqu'ici, critiquent sévèrement leurs actes ; da restreindre, jusqu'à l'étouffement, les quelques libertés qui aubsisteut daus ce pays.

M. Le Résident Supérieur au Tonkiu a signifié, par ieitre du 8 octobre au Président du Comité d'organisatiou du Congrès indochinois que, par ordre du ministre des Colonies, toute réueion même au-dessous de vingt personnes est désormais interdite et cousidérée comme claudestine.

Eu Cochinchine, des arrestatiions out eu lieu, MM. Thâu, Tao, Ninh sont actuettement détenus à la Maison Ceotrale pour délit de presse.

Un instituteur de Béu-Luc, M. Nguyên-van-Tiép, a été récemment condamné à trois ans de prison pour avoir parlé daus une réunion publique de la uécessité d'un Congrès Indochinois.

Tout cela a été fait au nom du miuistre des Colouies.

Certes, les bommes du gouverneuent d'ici éprouvent un ironique plaisir de faire constater aux colonisés que c'est justemant « leur ministre » da qui, ils attendent tant de choses, qui les frappe.

Ici, on s'ingénie à compromettre le plus qu'on peut le prestige du Front populaire.

« L'avenir du Tonkin » du 2 Octobre traite les bommes du gouvernement du Froni pn pulaire, d'illnmioés, de fous, de cabotins qui déshonoreni la France.

La «Volonté Indoehlnolee» insinue que M. Léon Blum et M. Vincent Auriot seraient poursuivis par un groupe de contribuables pour escroquerie ponr avoir sollicité des dépôts et, en même temps, avoir préparé la dévaluation.

Tous les jours, de pareilles attaques sont sondement dirigées coutre le gouverneuent du Front-populaire.

M. René Martin qui s'est présenté sous l'étiquette Front-populaire aux dernières élections du délégué du Tonkin a pu rallier au premier tour, 45 voix, alors que M. Caffa du Front colooial, lasciste, en a obtenu trois cents environs. L'esprit colonial est loin d'être Froot-popnlaire.

On nourrit cbaque jour l'espoir de voir tomber le gouverneaement métropolitain actuel dont les ordres ne sont pas pris au sérieux. Les coups des télégrammes donnant des instructions sur telles ou telles mesures à appliquer à la colonie sont considérés par ceux qui les reçoivent comme les manifestations bystériques d'un gouvernement moribond. Il oe faut pas que le ministre des Colonies s'illusionne sur l'efficacilé des mesures prescrites Sa bonne volonté s'émonssera au cootact de l'inertie hostile de l'administration coloniale.

Les réformes les plus favorables aux masses laborteuses sc retourneront, dans la pratique, contre elles.

Autant ne pas les prescrire, si l'on ne songe pas à créer, ici, un terrain favorable à leur application.

La première, l'indispensable mesure est celle du changement des cadres.

La deuxième mesnre à preudre est de doter les masses travaillenses des moyens légaux de sé défeodre, de devenir nue force orgauisée et disciplinée.

Car elles coustituent dans les colonies le seul et véritable appui du gouvernement du Froot populaire coutre les forces de la réaction coloniale et tasciste.

En debors de ces mesures préalables, le reste u'est que démagogie et tromperie.

Ainsi les six paragraphes de la réforme soclale que le Ministre veut appliquer eu Indochine, resteront lettres mortes parce que les bénéficiaires sont trop faibles pour en exiger l'application à leur profil.

Autre chose est d'avoir des droits, autre chose encore est de pouvoir les exercer.

Les ouvriers qui gagneol quelques dizaines de sous par jour peuvent-ils faire les frais d'un procés pour faire valoir leurs droits.

Ils reateront ainsi sans droit.

Les patrons se moquent bien des droits de leurs ouvriers.

Nous avons bien vu des patrons cbasser leurs employés sans préavis et sans motif valable, maltraiter leurs coolies, les lrapper, les renvoyer sans les payer.

Nous avous bien vu des concessionnaires lrapper jusqu'à la mort leurs fermiers sans être pour cela inquiétés.

Nous avons bieu vu des accidentés du travail se contenter d'uue sumône de quelques piastres de leurs employeurs.

Taut que la procédure u'est pas obligatoiremeul gretuite pour les ouvriere et les paysaos pauvres, ceux-ci seront toujoure à la merci des riches qui loui, pratiquement, la loi sur leur domaine.

Aussi la réforme anuoncée par le Département nous remplit-elle d'inquiétude.

Nous voyous déjà que M. Montet s'engage dans la même voie que ses prédécessenrs.

Sa «politique de confiance» est devenue une politique de défiauce vis-à-vis des masses colouieles.

Pourquoi ne pas leur accorder le droit le plus usturel et plus légitime de se grouper, de défendre eux-mêmes par leur esprit de solidarité, leurs intérêts professiouuels?

Pourquoi ne pas immédiatement faire promulguer la loi de 1884 sur la liberté syndicale et faire disparaître ene flagrante illégalité, une réaction coloniale des plus caractéristiques qui a duré depuis la loi de 1920 généreliisant l'application de la liberté syndicale à toutes les colouies.

Toute politique de demi-mesures ne produira aucun apaisement, au contraire, elle irritera davantage les masses coloniales en leur faisant mieux sentir qu'elles sont eucore eue iois leurrées.

AUX LECTEURS ET AMIS DU « TRAVAIL »

Il est inutile de vous dire que LE TRAVAIL est uu Journal indépendant.

Il ne reçoit aucune subvention gouvernementale, auaun subside beneaire.

Il n'est inféodé à aucune puissance d'argent.

Pour vivre et se développer, il ne compte que sur ses lecteurs et surtout sur des abonnements.

Eevoyez-lui les noms des personnes susceptibles de deveoir ses lecteurs.

Faites lui des abonnés, eneore des abouués, mille au moins d'ICI au mois de DECEMBRE.

Diffusez et faites comprendre son programme politique. Montrez à vos parents, à vos amis, à tous ceux qui vous entourent l'importaeee, la graedeur des intérêts qu'il défend.

Il faut que LE TRAVAIL soit plue qu'un journal. Il devra être un véritable mouvement groupaet toutes les forces jeunes, saines et laborieuses de l'Indochine.

Lisez-le !
Soutenez-le !

Et n'oubliez pas, dès aujourd'hui même, d'acheter un mandat pour LE TRAVAIL.

AUX GALERIES INDOCHINOISES

CONTENT ?.... PAS CONTENT ?

DEPOT LEGAL INDOCHINE N° 1971

Certaines gens font rire quand ils ont la mine satisfaits.

C'est Mlle Pêcher, ou Mlle Lys, ou Mlle Chrysanthème qui, du seuil de leur maisan de Khâm-thiên, voient venir un client cossu por une heure tardive.

C'est Thang Hôc, le gros gourmand têchant sun museau humide ou roulant deux regards à la fois inquiets et éblouis sur un plat savoureux qu'il est seul à «bouffer».

C'est le bourgeois épanoui qui, le soir venu, s'en va, tête nue, front taisant, menton stérile, mine rantente, bedains impossants sn avont, pieds rourls en arrière, porocheer sa digestion dans une promenade oisive avec Madame, avec Bébé, avec la Nourrice...

Ils ne sant pos délestables, vous dis-je ! Ils sont même très sympatiques mais font ils rire..

***

L'autre soir, au sein de je ne sais quelle assemblée, dans une commission, dite «politique», la borbiche robouris, précieusement rore, d'un président chatouilleux, frotte, frôle, chaque... caresse les joues dodues d'un directeur de journal.

C'était dans une chambre.

Car que faire dans une chombre, à moins que l'on ne s'embrasse ?..

Et M. Pham-hua-Las boisa sur les deux joues de M. Pham-lé-Bông, l'éloquence roplease si confiante de la Paix Annamite. Quelqu'un demande : « Les deux Ca Pham sont-ils cousins ?. »

Est-ce que je sais, moi ?— Mais regardez, compère ! Vois comme ils dansent !..

Puis l'Annam nouveau rendit un « hommage public » au talent et au courage avec lesquels « M. Pham-lé-Bông, directeur politique de la Patrie Annamite a demandé le retour au troité de 1884.»...

Courogs pimpant, talent massif en effet.

On dit que c'était éloquent, éloquent!..

Eloquence retentissants, pétarade à la fois honnête, sage et fouqueuse. Connaissez-vous, chers lecteurs, ces fameux pétards (dits Phao Chuê!) que nus gusses font partir en les gratiant sur les pavés et qui éclatent : Cree ! crec ! crec ! Tsiou ! Tsiou ! Tsiou !

Deux tendances politiques s'étaient affrontées ce jour-lô..

Mais je ne vous entretiendroi pos de la politique.

Car, de savoir sur quoi ils discutaient, ce n'est pos l'essentiel. L'essentiel, c'est qu'ayant dis'até, limpélé, bond, sué, ils s'embrassent. Ils trinquent en regardant derrière un verre de bière leur image désespérément racrourcie et grossie !.....

Voilà qui est bien. Voilà tout le monde raisonnable.

Gloire à notre Bouddha éternel dans son ironique sourire d'tout jamais douloureusement amer—Et paix sur la Terre d'Annam ! aux bonnes volontés qui portent politique, discu ant et s'embrassent.

Vous vous expliquez maintenant pourquoi, après cette fameuse journée, après cette cérémonie sensationnelle, la Patrie Annamite met du temps à revenir de sa vive émotion... Dans un monologue dromatique, elle délire. Oyez plutôt:

«Cette courtoisie confraternelle (oh combien ! mais entendez : celle de l'Annam nouveau) nous change agréablement de certains procédés de polémiques en usage dans certains presse... (Et quelle ?) Nous en savons gré à notre rompère (oh oui ! naturellement ! naturellement !...)

De la courtoisie avant toute chose !.... Il s'agit peut être au fond, d'uns question d'art.

Des pédants diroient : il y a deux arts de po'émiques en présence : il y a l'art de la Patrie Annamite que volontiers ferait sien l'Annam nouveau. Il y a aussi l'art de certaine presses (sic et resic). Seulement les règles de l'art, comms les opinions politiques de ces messieurs chers lecteurs, sant, elles aussi très compliquées, très élastiques. C'est du caoutchouc, on s'dis-je. On se fera facilement des coups de sang là dessus ! Passons !

***

Je me plais plutôt à imaginer cette cérémon s'dite de «Grande Paix» Thoi-Hoa que ça s'appelis en annamite.

Dans une atmosphère liéds et quiète, dans un palais décoré de préférence à la mods chinoise des Tchiou. Et surtout Don vin. Je vois, en quantité, vous dis-je, ert quantité ! On se saluc à la chinoise.

Puis on délibère, on discute héroiquement, toujours à la chinoise. Quelques brèves d'éloquence :

—«Oui, messieurs, nous disons que vous avez tort, mais nous affirmons aussi que vous avez roison.

—C'est blonc ou rouge ?

—C'est blanc et c'est rouge ! (question de goût)

—Cela est mal, mais nous vous accordons que c'est bien !

—Oh, messieurs, ne nommons personne, nous ne visons aucun groupe, nous n'attaquons aucune tendance !...Nous sommes les amis de tout le monde surtout des ventres omnipotents.

—Il y a, messieurs, des gens assez imbéciles pour nous appeler par nos noms, pour nous désigner sous nne couleurs mais nous n'avons pas de couleur.

— Et quoi ? appeler « un chat, un chat » ?.. C'est ignoble ?

Et là-dessus, chacun se retire, tambourinant sur son propre ventre et disant :

«Voilà qui est bien ! Aujourd'hui, deux tendances, deux courants d'idées, deux doctrines s'affrontent...Lui triomphe mais moi aussi, je triomphe !.....»

Mais dis, mon enfant, chère enfant ! rontente ? pas contente ? Mais dors ! Bông ! Bông ! Bông !.., Binh ! Binh ! Binh ! dors ! dors !

DROIT SYNDICAL AUX COLONIES

L'avènement du Ministère de Front Populaire a suscité une grande espérance parmi les travailleurs de la France d'Outre-Mer. Si les lois sociales et ouvrières volées, durant les cinquante dernières annéss, ont été appliquées en Algérie et dans les vieilles Colouies, avec parfois certains retards, il n'en a pas été de même dans les autres Possessions Françaises. C'est ainsi que les travailleurs français et indigènes de l'Indochine, de la Tunisie, de Madagascar, de l'A. E. F., de l'A.O. F. et du Maroc ne jouissent pas encore des mêmes avantages que ceux de la Métropole. Un exemple : la réglementation spéciale à l'Indochine sur les accidents du travail en ce qui conserne les européens et assimilés instituó par décret du 9 Septembre 1934 n'a pas encore reçu. A ce jour, un commencement d'exécution, mais sans mise en application à dater du 1er Janvier 1937 sur l'ordre du Ministre des Colonies, M. Marius Montet.

Est-ce à dire que les républicains qui ont détenu le pouvoir es sont désintéressés du sort des travailleurs coloniaux ? Nun certes ; mais les forces de *conservation sociale* veillaient jalousement rue Oudinot et au Quai d'Orsay ; elles ont paralysé l'action des ministres les mieux intentionnés ; elles ont empêché l'application des lois sociales dans toutes les Colonies et Pays de Protectorat.

Les temps sont changés. Fidèle au programme du Front Populaire que les électeurs de France ont approuvé, à une énorme majorité aux récentes élections législatives, le cabinet Léon Blum s'occupe à réparer la grande injustice dont est victime la classe ouvrière de la France d'Outre-Mer.

La promulgation de la loi de 1884 sur les *syndicats professionnels* doit être la préface de l'œuvre entreprise par le Gouvernement actuel ; la préface terminée, il couviendra ensuite d'écrire le livre. Il est bien évident que l'application des lois sociales aux Colonies exre, à peu près inexpirante, tant que les travailleurs y seront privés de l'exercice du droit syndical. Certaines de ces lois —celle sur les Contrats Collectifs notamment — reposent sur des ententes entre employeurs et employés. En l'absence de syndicats, par qui seront désignés les délégués ouvriers chargés de discuter avec les patrons ? Si ces désignations ne sont faites librement par les intéressés eux-mêmes, quelle esre la valeur des conventions qui interviendront ? Les travailleurs devront-ils s'incliner devant des décisions prises en debors d'eux, par des personnes sans mandats, par conséquent sans pouvoirs ?

Les travailleurs des Colonies doivent donc inscrire en tête de leurs revendications la promulgation immédiate dans l'ensemble des Possessions Françaises de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, qu'ils se pénètrent bien de cette idée qu'ils ne pourront lutter avantageusement pour obtenir des conditions meilleures de vie qu'autant qu'ils seront groupés dans des organisations régulières.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN INDOCHINE

La question de la réparation des accidents du travail a toujours fortement intéressé les travailleurs. En dépit des mesures prescrivant divers moyens préventifs, le nombre des accidents qui en produisent annuellement du reste fut élevé du fait du développement du machinisme.

Antérieurement à 1898 pour obtenir une indemnité, la victime d'un accident du travail devait faire la preuve qu'elle avait été blessée par la faute du patron. Si cette preuve était faite elle obtenait réparation. Les articles 1382 et 1383 de Code Civil qui réglaient le matière disent en substance « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

A la victime on à ses ayants droits incombait le fardeau de la preuve Mais précisément, la grande difficulté résidait dans la preuve de la faute patronale. Des procès longs et onéreux épuisaient souvent les ressources des demandeurs.

Dans la Métropole, l'Algérie et les vieilles Colonies le législateur a mis fin à ce régime par la loi du 9 avril 1898 et les lois subséquentes concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

Aux termes de cette loi tout accident ayant occasionné une incapacité du travail était être déclaré dans les 48 heures au maire de la coromune qui en dresse procès-vabal, par le chef d'entreprise ou ses préposés. L'enquête prescrite par le loi est effectuée par le Juge de Paix du canton où l'accident s'est produit ; les indemnités à allouer aux accidentés on à leurs ayants-droits sont énumérées à l'article 3.

En Indochine, pour ce qui est des travailleurs européens et assimilés une réglementation spéciale tirée de la loi précitée a été instituée à la demande du Gouverneur Général Pasquier. En ce qui concerne les travailleurs indigènes, les choses sont demeurées en l'état : aux accidentés ou à leurs ayants droits incombe toujours d'administrer la preuve que l'accident est survenu par la faute, de l'employeur. C'est là, une inégalité choquante qu'il convient de faire disparaître sans plus tarder

La classe ouvrière indochinoise est, dans son ensemble, complètement illettrée ou peu s'en faut, nous sommes en présence de milliers et de milliers-de coolies ignorant tout du Code Civil et de la procédure, pauvres hères travaillant pour un salaire de famine car, ici plus que partout ailleurs, le capital impose aux travailleurs sa dure loi d'airain. Sans doute, les victimes peuvent obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire, même pour cela les intéressés doivent dans la majorité des cas, recourir aux offices d'écrivains publics, d'aguets plus ou moins véreux qui les exploitent cyniquement.

Aussi, les transations amiables sont elles nombreuses, les accidentés en contenant en général des iedemnités le plus souvent dérisoires que veulent bien leur accorder les employeurs ; souvent aussi, trop souvent hélas, les malheureux ne touchent absolument rien.

Des accidents nombreux se sont produits cette année, dans les exploitations minières du Tonkin ; deux accidents graves survenus à la mine Hotilde, et ce à quelques jours d'intervalle, ont entraîné des pertes de vies humaines. Alourdis par des pluies aboedantes, des toits de galeries se sont effondrés ensevelissant des travailleurs Ces fortuits, a-t on estimé. puisqu'aucune poursuite judiciaire n'a été engagée contre les dirigeants de la Mine, nous pensons néanmoin-que les biesses, les familles de ceux qui trouvéeent la roort dans ces catastrophes doiveet obtenir réparation du préjudice subi.

La promulgatioe pure et simple, en Indochine et d ns les Colonies qui n'en bénéficient pas encore, de la loi de 1898 présente, paraît il, certains inconvénients, nous l'admettons Mais laisser se perpétuer l'état de choses actuel est inadmissible. Ce qui ce été fait pour les travailleurs européens et assimilés peut l'être pour les asiatiques. Il suffirait de reprendre la réglementation spéciale dont l'émoi a été prescrit par le Gouverneur A. Varenne et dont ses successeurs se sont désintéressés.

A propos des charcutières de Hanoi

Le ravitaillement de la ville de Hanoi en viande de porc est assuré par des marchandes. qui peuvent louer leur étal aux marchés de la ville ou le placer chez elles. Il existe des taux de location aux principaux marchés de Dông-Xuân, de Sinh-Tùc et de la Route de Hué. Des boutiques montées au pen partiont selon les besoins du quartier : rue des vers blaocs, rue des Vermicelliers, rue du Chabon, rue du Papier, rue des Voiles, rue des Changeurs, rue de Gia-ngư, etc . . .

Pour avoir une place au marché ou pour ouvrir une boutique, les marchandes doivent obtenir une autorisation préalable de la mairio Elles ont à payer des taxes multiples, de sorte que leur vie devient fort précaire. Par exactions les plus criantes.

Voici d'abord le régime fiscal auquel ces boutiquas sont soumises :

Taxes à payer à l'abattoir :
L'entrée de l'abattoir : 0p.10 par tête de porc,
Le logement du pore à l'étable : 0p.02 par tête de porc.
La location de l'instrument avec la grosseur de l'animal : 3 catégories : 0p.90 (petit) 1p.40 (moyen) ou 1p.90 (grand)
Autres taxes (annuelles) :
Installation de l'étal donnant sur le trottoir 0p.50
Devanturo (par mètre) 0p 60
Paiento : 3 catégories : 14p.60 ; 16p.00 ; ou 18p.60

Si l'on ajoute à l'échafaudage de ces taxes diverses, le coût de l'animal acheté a l'intérieur, les dépenses occasionnées par les déplacements et le transport, on comprend aisément que le gain du métier est plus que dérisoire, que la situation de ces marchandes est vraiment malheureuse.

Une marchande de viande qui a sa boutique sise à la rue des Pipes (Cho Hàng Bàn), nous a déclaré :

« Je reste ti plantée devant cette table 10h par jour et savez-vous ce que je gagne ? Trente cents ! Songes que pour une journée de 10h. je puis vendre un cochon de taille moyenne, mais les trais généraux, la patente, des taxes de toutes sortes, des amendes, m'absorbent tout ! Actuellement mon mari chôme et j'ai à me charger toute une nombreuse famille de cinq enfants ».

Maintenant voyons ce qui se passe au marché de Dong-xuân.

Ici, à côté des taxes payées à l'abattoir et citées plus haut, les charcutières doivent payer d'autres taxes au marché :

L'entrée au marché : 0p.20
La location de l'étal : 3 catégories :
0p 30, 0p 40 ou 0p.00
Taxe sur la viande : 1,40 (les 60kg)

Ce qui fait qu'un total pour un pore de grosseur moyenne, chaque marchande do t payer plus de 2p.00 par jour, on, en tenant une multiplication, plus de 700p.00 par an — c'est vraiment une somme bien énorme pour un métier si modeste.

Une charcutière du marché nous a confié :

« Chaque jour, debout depuis 4h du matin jusqu'à 16h, je puis vendre dans mes meilleures journées soixante kilogrammes de viande. Mais la bénéfice est nul. Ne vous en étonnez pas si je continue un métier ; qui fait perdre ma peine, mes capitaux parfois. Mais au moins, quand nous avons ici un état, les ouvriers ou à avancement ou peuv'argent ni c'est ainsi que nous podons végéter au jour le jour pas notre commerce. »

Pour avoir un à al au marché toute marchande doit avoir une carte portant sa photographie. Le marché commence à 4h du matin pour finir a 4h du soir. Généralement à onze heures, elle doit se faire remplacer ou pourvu d'abseuter de son foyer toute la journée et surtout rester plantée devant son étal douze heures de suito. Or, tout récemment la mairia exige que la remplaçanto qui ne vient là qu'en vertu de la marchande autorisée doit, elle aussi, so munir d'une carte. Une telle mesure oblige encora la tenancière de tout étal à payer désormais une remplaçanta régulière, obligation pour celle-ci de remplir pour elle toutes les formalités exigées ; ce qui rend encore sa situation plus que jamais intenable, car pour des raisons péculiaires il n'est peut pas choisir une remplaçante fixe.

Outre ces exigeuces, nos charcutières sont encora très dérangées par les contrôleurs du marché. Ils passent, repassent, maintenant, un, voire jusqu'à confisquer toute la viande exposée en vente. Ils chere'ent toutes sortes de raisons pour leur tofliger de lourdes amendes : un contenu jeté par mégarde sur la voie publique ? une amende ! une rayure sur l'étal ? une amende.

Revenons aux boutiquières des différentes rues citées plus haut. La municipalité leur exige une assez lourde patente ; l'autorisation de vente est accordée à titre révocable. Tout retard au paiement de la pa enta entraine une amende de plus de deux piastres. Si par inattention on se remet pas à temps le garde-manche, c'est soixante cents et même une piastre vingt à payer au service d'hygiène.

Des mesures encoro plus injustes sont imposées récemment aux boutiquières de la rue des Pipes (Cho Hang Da) e de la rue Gia ngu.

Le 2 octobre, la plupart d'entre elles se virent brusquement confisquer l'autorisation de vente et durent fermer leur boutique sans savoir pourquoi. Celles qui ont obtenu deux autorisations et ont u e seule a été chargée se crurent toujours en droit d'exercer leur métier. Mais, le 4 à leur grand étonnement, les marchandes reçurent la visite des agents de l'ordre public qui se mirent en devoir de confisquer toute la viande exposée en vente. En vain elles ont nllégué le droit, reprodu .t leur autorisation, la patente. rien n'en n'y fit. « La loi, c'est la loi ! » En vain elles ont trappé à la porte de quide-droit !

L'admi nistratio comprend-elle le caractère impopulaire de ces mesures draconiennes ? Songe-t elle à améliorer le s tuat ion de la population des familles frappées par la crise, réduite au chômage e constamment à la merci des exactions les plus irritantes ?

L'œuvre de M. Luc jugée par la Voix Française

APRÈS LE LAMINAGE DE L'AFFIMA

LE BONHEUR EST EST AUX PORTES...

Il ne reste plus qu'à le faire entrer dans la maison

Ce que nous avions prévu est arrivé.

Beaucoup d'appétits et rien pour les satisfaire !

La plus grande pleisanterie que pourrait faire le Ministre des Colonier serait d'accordar une fabricante de vœux tout ce qu'ils désireot, sous la réserve que les bénéficiaires — à commencer par les inventeurs eux-mêmes — supportassent le coût des dépenses nouvelles dans la proportion de leurrs impositioos actuelles.

A réfléchir sur le taux de l'élévation des impôts il faudrait multiplier par 20 à 50 les quotités prévues au budget en cours. Du taille sorte que le coetribuable, présentement imposé à cent piastres par exemple devrait verser de 2000 à 5000$00, celui imposé à 1000 piastres, de 20,000 à 50.000$00.

A ce prie-là — mais à ce prix-là seulement — on pourrait peut-être s'offrir un arsenal, quelques navires de guerre, une usine de munitions at d'armes de guerre, hee coescription obligatoire, noe chambre fédérale at autant de chambres locales qu'il y a de pays dans l'Union Indochinoise, pour satisfaire aux désiderata des Comités.

Une autre pleisanterie à faire aux camarade serait, après acquittement de leur quote-part, de les charger de recouvrer la différence dans le penple. Il n'est par sûr qu'ils puissent tous revenir au point du départ, la sacoche vide ou pleine, par teers propres moyens, rendre compte de leur mission.

On peut dire que la majorité des vœes émis et retenus ne sont qe'une vaste plaisanterie mais une plaisanterie dangereuse pour les intéressés eux-mêmes.

A part qeelques esprits équilibrés et réfléchis nous avons devant les yeux le substratum des notions non assimilées par toute une classe de « *je t'écoles* » déformée par notre enseignement livreaqua dont il sne sont pas responsables — enseignement qui ne poevait aboutir qu'à une bouffonnerie de cette dimension.

L'Annamite est né démogogue. Depeis des milléaires, il se complaît dans la démagogie : l'histoire est là qui l'atteste.

Dr, un pédagogue sain de corps et d'esprit, possédant quiques rudiments d'histoire d'Annam, de biologie et de sociologie et ensuite de son rôle d'instructeur et d'éducateur en vue du boobeur de peuple, est doené à ce peuple nee nouveitre esine susceptible de la coednire vers une plus grande perfection.

Mais ce problème, qea résoiverait un enfant de cinq ans, aneun démagogue français ne l'a compris. L'essentiel est de dire : j'ai fait quelque chose ! Qo'importe qee ce soit ou bieo oo en mal !

Si l'on demandait à cet enfaet de cieq ans ce qu'il fersit si ses pareets et lei mouraient de faim, il ne penserait certainement, ni aux arseunaes, ni aux uoioes de guerre, ni aux chambres fédérales et locales mais répoodreit qu'il va se bâter de chercher à manger pour lui et ses pereeits.

C'est exactemedt le contraire qui vient de se produire.

Par noe lagoqe qui ne trouve salle que dans le lamgin de l'idéologie nos inventeurs se sont dit : « Puisque des centaines de milliers de nos compatriotes meurent de falm, puisqun des millions d'autres se sont alimentent, puisque l'impôt est trop loard pour la masse, la seule façoe d'obvier à ces maux est de tuer le matiars imposable par la création d'organes inutiles, dangereux et hors de prix. De cette façon nous nous hausserons du même coup au reag de grande puissance ! »

Et la loi d'harmoeie et d'évolution qu'en faites-vous, Messieurs ? Croyez vous qu'en dotant chacun des vingt millions d'Indochinois d'une auto, d'une maisoe à étage, d'une propriété, d'une avion, d'une mitrailleuse et d'un mandat de député vous aurez avencé d'un pas sur le route de la civilisation ? Détrompez-vous ! Vous eesteres au même point mort avec cette différence — en moi — que la vie, qui est encore possible dans votre société, deviendra intenable.

Vous voeles mettre un bulletin de voto dans le main de chaque oeilute mais vous aves oublié l'essentiel : *éduqeer le futur électeur*, lui ensaigner la manière de se comporter, da devenir ou citoyen.

Quand on peoes que depuis 1789, l'éoeeation de l'électeur français n'est pas encore faite, que peuser de l'arme à deue tranchahte qea vous désires meitre dans la main inexporte du maleeureue « ddn s ?

C'est pure folie !

Vous êtes passés à côté des réformes vraiemnt urgentes et nécessaires que votre pays réclame à grands cris et vous avez demaadà quoi ? *La lune !*

Pourquoi ? Parce que vous tagnrez votre propre paye : ses *besoins* et ses *possibilités* ! Pie : parce qua vous vous tgnorez vous-mêmes !

A cela vous avez une excuse : l'instruction exclusivement française vous a plongé deas un nuage n'obaeuranlame et voes a fait perdre de vue l'idéal que vous voulez atteindre mais qui, telle une ombre, s'étoigne de plus en plus au fur et à mesure que vous voulez l'approcher pour le saisir.

Vous n'avez pas supposé le coût des dépenses supplémcotaires qe'exigerait l'applieation de votre programma de reformes. Le budget général de l'exercice en cours s'élève à soixante millions de piastres : avez-vous idée du chiffre qe'il atteindrait elec que pour construire un arsenal et un cuirassé ?

Mais rassurez-vous : après le lamin age de l'Affima, calui de la rue Dudinot ne vous taissera geére que quelques taveres avec beaecoup de déceptions autour, qui démontreront en même temps que l'inanité de vos eppetits, l'insuité de eotre enseignement.

Non, vous n'aurez pas bieutôt la valeur des vœux raisonnables et comment il convient d'envisager lour réaliaation.

« *Voix Française* — 10 Octobre.

La vie des comdamnés politiques dans les pénitenciers

En 1930, sous le régue de M. Pasquier, Gouverneur Général, eut paru un régime politique qui, consistait en abrogation des roups de verge, en lecture des lettres et journaux envoyés en réception des parente... ne vit plus la jour dès le mois d'Octobre suivant. Ce régime était excessivamaot mis au vigueur à l'égard des partiesne du « Thaeh-Niên » (Jeunes révolotionnaires) et do « Tân-Viet » (Noevel Annam) dont le nombre ne dépassait pas une vingtaine. Les condamnés communists étaient traités comme des prisonniers de droit commun.

Les détsoos communistes, même en qualité de détenus, étaicol tons soumis à la lourde corvée, à la trique, à la demi-ration. A la prisoe de Qoang-Ngai c'étaient les parents eux mêmes qui supporaient les frais do ration journalière. De fin 1930 à Septembre 1931, le nombre des détenus s'accruissaient considérablement. Dans des cages na convenant qu'à une cantaine de personnes, on en enrrait jusqu'à 300, 400 si bien qu'aeeune place disponible ne s'offrait à leur repos. Pas de baigna de peedant des mois entiers, presque tous étaient atteints de la gale, leurs vêtemcots envahis par des poux, les lits par des punaises et les habitations par des moustiques.

Dans les prisons des Citadelles, comme celles des circonscriptions, en particulier à Ha-Tinh, Vinh, Qocog-Ngai, on comptait chequa jour jusqo'à 6 à 7 morte tant assommés que malades.

A partir de 1930, fes détenus étaient déportés aux divers pénitenciers: Kontem, Lao-Bao, Banmethuot. Là da nouveaux supplices recommeneaient leur vie.

Dans l'espace de 3 ens (1931-1935) le pénitencier de Kontum a tué 162 personnes sur plus de 400. Aojoord'hui ice détenus de Kontem sont tous expulsés au péeltontier de Banmathuot.

Dans l'espaces de 6 ens (1931-1936), le pénitencier de Banmâthuot a coovré la vie à plus du 100 aur plus de 700.

Sans tenir compte des intempéries atmosphériques qui sont des influences tout à fait secondeires, voici les causes primordiales.

1/-*Les travaux forcés* — Chez les peuples civilisés, les détenus politiques ne sont emprisonnés que pour couper court à tout mouvement. En Indochine, se cootraire, et surtout en Annam, les détenus politiques sont traités à l'égal des bêtes. Ils sont soumis à des travaex de massut leur force, comme l'excavation des terres, le défrichage des forêts, la préparation du charbon, la construction des maisons etc... Parfois oe les oblige à abattre les arbres, à ouvrir par détonation les carrières à briser les pierres à coups de pic, de etc... Très souvent, ils sont conduits à des endroits distcots da pénitencier de plus du 100 km poer contruire des routes, poser des passerelles, surebauffer les briques et les tolies etc...

Pour plaire à laurs chefs qui s'occupent trop do rendement des détenus, les gardiens, surtout les gardiens Moi preenent généralsmont des mesures suivantes :

a) *Peines corporelles* — Les « Ka Han e, milioiens Moi, idiots, de nature féroce, et formés par leurs chefs bicocs, regardent souvent en colliphatio les Annamites qu'ils appellent « Dean ». La politique « divide et poor régner » marche ici son train.

A Baemethout, les détenus, en groupe do 2 oû 3, sont condeits par les Moi bien armés de fusils, avec ob bâton à la main eneore. La tête baissée toujours au travail, sans oser se retourner, ni caeser, ni même s'essoyer la sueur, les détenus ne s'échappent pas pone celà à des coups mortels.

Voici un tableeo émouvant : Les détenus, la plupart pâles, en squelette, vêtus en bien, les nus feodant le roc, les aotres chargés de lourdes corbeilles de terre et courant à l'covri ontre deox haies de gardiens Moi toujours prêts à semer des coups qui tombent dura sortout au signal de cravache de leur chef blanc posté à an mooticule non loin de là ! C'était M. Moshina (Garde-principal de la Garda indigène de Banmêthuot) qui surveillait la construction de la route locale du chantier Srépok à 24 km de Banmêthaot (Juin 1933).

Biens des fois les milicions Moi bratalisent les détenus uniquement pour plaire à leur femme qui leur apporte le repas ou simplement pour se donner de l'importance. A laque arrivée de leur ferme, cette phrase o boy nia bâng gì » (donner à manger des coups de bâton aux détenus) sort de leur boeche et des cris, des pleurs de la part des détenus s'élèvent au milieo de la joie de ses primitif.

A Dak Set, Dak Tao, Dak Pso, Dak Pek (Kontem), oe troeve mille tableaux aesloques at même plus frappant encore. A la vue des nouveaux détenus ayant par malheur une bonne constitution ou une bonne santé, les « Ka han » se réjouissent. ese c'étaient poor eux des proies savoureuses. B en des fois, ils les assomment sur place à coep do ploobes oe de pelias. ils s'amusent à lancer les chapeaux des détenus dans les bronissailles et si ces derniers quittent le travail pour les reprendre, ils les tuent à coep de fen, les accusant d'avoir voulu s'évader.

b) *Limitation des besoins fécaux* — Les eaux insalebres, les retions malpropres entraînant des maladies digestives à la plupart des détenus. Bien qu'ils soient traités en dispensaires, ils sont tont de même envoyés à la corvée. Comme leur maladie les oblige à aller souvent à la selle, les gardiens s'opposent carrément à leur demande. A Dak Set, les dysentriques vont ao travail à moitié dénudés pour pouvoir se livrer aisement à ces besoins si pressants. Le temps à autre, un soo du cisiron du chef de camp donnant le signal de cancher, tous les détenus, sans exception s'étendent à terre même au dessus des excréments. Au mois d'Avril 1933, parmi les réclamations des détenus, il y avait celle-ci : ne pas limiter les besoins fécaux. Au mois de juillet 1933, sous le commandement de M. Peig (Garde principal de la garde indigène de Banmethuot, Directeur du Pénitencier de cette ville), la détenna ne pouvaient aller à la sello tone les jours qu'à 3 heures et demi du matin. Nguyên van-Hiên étant l'appareil digestif ne fonctionnait pas régulièrement et le randait toezact dans ce « travail », fût brutalement batta et mis en cellule peudeot 8 jours (Nguyên van-Hiên, atteint à la suite de la fièvre bilieuse, fut évacué le 2 mai 1935 sur Quinhon).

c) *Travail à la tâche* — A Banmethuot, on applique souvent les « travail à la tâche ». Les détenus doivent achever une quantité maxima de travail avant de rentrer au pénitencier. A l'hèure de retour si le travail n'est pas achevé, des retcous et des saobtion seroot distribuées aux détenus. Cela se passe bien souvent. Durant Mars-Avril 1933, sous un soleil tropical, les détonos pour puiser du sable s'enfonseient dses la rivière de Krông Ana (Banmethuot) dont la profondeur atteint la Poitrine, chaque détenu, du lit de la rivière à la berge, devait foeroir chaque matinée 50 charges en panier et chaque soirée 30.

Nguyên Ngel de Hà-Tinh, en monrot sur place.

d) *Les détenus faibles sont forcés se fournir un rendement égal à celui des robustes* — Rangés sur une même ligne droite, serveillés à la trique, sans distinctioe, ils su livrent à une coope d'herbo. Si quelqo'un s'attarde on peo on laisse échapper un moledre brin, une pluie de coups tombera aer son dos. Il en est de même pour la coeetruction des routes : les moins avancés reçoivent régulièrement cette sanetion.

e) *Distribution de fobne d fomer* — Géoéralement dans les prisons, il est leterdit de fumer. Les fumeurs surpris sont sévèrement puois. Ngô-Tam, surpris un jour en train de fémer un bout de cigarette qu'il avait pu remaser quelque part, fut torturé à coups de pines aux bras et au nez par le Directeor du pénitencier Boselli (Garde principal du la Garde indigène de Banmêthuot).

Pourtant, qeand oe voulait obtenir un meilieur rendement pendant les heures de travail, on distribuait du tabac à ceux qui travaillent bien.

f) *Vol des heores des travail* — Au chef-lieu (Banmethoot) les prisonniers travaillent 8 heures par jone. Aux chantiers de construction des routes, ils doivant travailler jusqu'à 10, 11 heures par jour. Ils se levent à heures du matin et recommencent à heures du matin et peuvent se reposer aux chantiers encore trop tôt A midi, après le déjeuner sur place et ana seule demie heara de repos, la corvée recommcoes et ne cesse qu'à la nuit tombante. Pendant les dimanches et les jours fériés, ils ne peuvant so reposer que le soir. Cela n'empêcho pas que certains chefs de camp reoiient parfois leur montre de près d'une heores afin de retenir les détenus au travail plus longtemp. Parmi tes réclamations en Avril 1933 il y avait on paragraphe s'opposant à ce manège malhonnête.

Grâce à ces mesures, on a pu obtenir des dieux un rendement formidable. Dans l'espace de six mois, plus de 200 détenus de Kontum achèvent la construction de 18 km da route (Daksui, Daktéo). Le grand pénitencier de Baomethuot, tenant suspendo de Srépok, la passerelle de Krông Ana et des millions de briques... Tout cela est le résultat du travail des détenus politiques.

(*A suivre*)

HUONG-KY PHOTO
HANOI
34 Jules Ferry — Téléphone : 286
Fournitures générales pour la photographie Photographie artistique et industrielle
MAISON DE CONFIANCE
Prix défiant toute concurrence

BONNETERIE MODERNE
CU'-HIEN
96 Rue des Médicaments,
14 Rue Jules Ferry Hanoi
Production intensive : so chemisettes en pull'overs, avec les plus belles laines, les plus beaux cotons. Travail sur commsde et en séries.
Exécution très rapide. Prix défiant toute concurrence...

LES PEUPLES ARABES, DE SYRIE, D'ALGÉRIE, DE TUNISIE et le Nouveau Gouvernement Français

par M. Saadi

La presse coloniale de toutes les opinions et de toutes les langues s'intéressent vivement à la question des rapports avec le nouveau gouvernement français. La presse et les partis de gauche paraissent leur soutien à ce gouvernement et formulant une série de revendications. Par contre, les journaux fascistes tempêtent et assurent aux « loyaux » citoyens français que les socialistes et les communistes fomenteront des troubles dans les colonies, que les citoyens français pourraient être chassés des colonies, etc.

Mais, quelle est, en réalité, l'attitude des partis nationaux, nationaux-révolutionnaires à l'égard du Front populaire et du nouveau gouvernement français de gauche ?

Le nouveau gouvernement ne pose pas la question de l'indépendance de nos pays. Même s'il adoptait notre manière de voir ce qui concerne le droit de nos pays à disposer d'eux-mêmes, il ne serait pas en état de réaliser, car le problème de l'empire colonial français est étroitement lié au sort de l'capitalisme français en général. Néanmoins, nous pouvons constater que le nouveau ministère s'oppose aux milieux dirigeants de l'impérialisme français.

Le Parti socialiste français qui obéit à la volonté des masses laborieuses luttant contre le fascisme et contre la guerre ne peut méconnaître leur résolution de combattre l'impérialisme. Le parti socialiste a exprimé sa ligne de conduite envers les travailleurs arabes par sa campagne en faveur du peuple abyssin et contre l'agression commise par le fascisme italien, par sa défense des masses arabes lointaines au cours des désordres passés de 1934 et par une série d'autres manifestations.

L'attitude du Parti communiste français vis-à-vis des masses laborieuses arabes s'est manifestée dans ses actions nombreuses en faveur des luttes révolutionnaires du peuple arabe pour sa libération économique et nationale. Les peuples arabes de Syrie, d'Algérie et de Tunisie ont déjà déterminé leurs rapports avec le nouveau gouvernement français qui combat les 200 familles représentant le capital financier. Bien entendu, il ne peut pas être indifférent à ces peuples de savoir qui détient le pouvoir en France : la droite ou les radicaux et les socialistes, le Front populaire et les fascistes. Il ne peut être question de combattre un gouvernement soutenu par les masses populaires et prolétariennes françaises, car ces peuples savent parfaitement que le gros des ennemis de ce gouvernement est formé par des fascistes. Mais, il est logique que le soutien du Front populaire démocratique en France serve également aux peuples arabes.

Nous voulons jouir des mêmes libertés démocratiques que le peuple français.

Nous ne nous imaginons nullement que le nouveau gouvernement français nous fera cadeau des droits qui nous ont été arrachés par la force. Ces droits, il faut les conquérir par une lutte persévérante. Ce serait une profonde erreur de croire que l'oxistonce d'un gouvernement antifasciste en France condnira automatiquement à étendre à nos pays également l'ordre démocratique. Conquérir les droits démocratiques, c'est ensoilder le Front populaire anti-impérialiste dans nos pays et le rapprocher intimement du Front populaire antifasciste dans la métropole.

Par quoi les relations des peuples arabes de Syrie, d'Algérie et de Tunisie avec le nouveau gouvernement français sont-elles conditionnées ? Ces peuples sentiennent toutes les mesures que ce gouvernement prand tant en France (Dissolutiooa de tontes orgaaisations fecistes, imposition spéciale des 200 familles, envoi d'noe commission dans l'Afrique du Nord, en Syrie et en Indochine poor étudier sur place la situation et pour déterminer les mesures précises en vue d'améliorer les conditions de vie des masses laberiennes de ces colonies), qa'à l'extérieur de la France (lutte contre le danger de guerre, mobilisatiou de l'epinipn nolvrcselle contre le fascisme allemand, principal fauteur de guerre, fidélité au pacte franco-soviétique qui se prepose de sanver le monde d'une effroyable catastrophe et d'un nouveao carnage). Dans notre lotte contre l'impérialisme, nons faisons ressorir que le nouvean gouvernemeot françois n'est pas une ceallition contre les travailleurs mais que cette coalition s'est cooslitnée comme résultat d'une' lntte, roendo durant deoa ans, cootre le fascisme et que le sentien réseln des masses lol est assnré. En suivant la voie tracéo par le grand peuple français, messager des premières traditions de liberté, nous,peuples opprimés de Syrie, d'Algérie et de Tunisie, faisons connaître au gouvernement français nos revendicalions les plns nrgentes.

Nous demandons :

1· L'amnistie pour tous les prisonoiers politiques quelles qu'en soient la nationalité, les convictions politiques et la religion.

2· Les libertés démocratiques : liberté do parole, de la presse, suffrage universel, création d'organes d'autonomie locale, participation de nos représentants dens toutes les assemblées électives.

3· Le droit de coalition : syndicats, associatioos, clnbs sportifs, associations culturelles, partis politiques.

4· Egalité de droits complète dans tous les domaines écoooomique, politique et juridique — avec les habitants français de nos pays.

5· Le rappal immédiat du haut commissaire de Martel de Syrie, du résident général Peyrouton dn Maroc et du gouverneor général Le Beau de l'Algérie, car ces fonctionnaires ont été nommés encore par des gouvernements réactionnaires antérieurs. Ils ool assassiné, exilé, emprisonné les meilleurs fils des pays qui sont sons leur férula. Ils ont pratiqué une politiqno criminelle de pillage. Ils ont aboli les rares libertés démocratiques qui snbsistaient dans ces pays.

De Martel a mis fin à l'activité du Parlement syrieo,auparavant la Constitution, interdit l'organisation Kutla Vatanya (bloc nationes!), supprimé les libertés élémentaires de la presse arabe, des syndicats, des associatioos, fait tirar sur une popnlation pacifique qui voniait défendre son pain et sa liberté ; il a cassé à tout la peuple syrien bessenop d'amertnme et de tamens.

Peyrouton est un fasciste français typique,aa colonialeatre impérialiste bal. Tout ce qu'il a fait en Tunisie est sonillé de sang dn peuple tonisien. Il a féroosement réprimé le movvemcot popolaire de 1934. Il a interdit le seni parii pannalional, le Dcotoor, exilé dans le désert du Sahara cena qui ont cacrragesement lnité pour la liberté de leor pays (nationalistes et commonistes). Il a réduit les fellahs tnnisiens à nne vie de famine. Ce résident général sanguinaire de Tunisie s'apprête maintenant à continner sa politique de destruction au Maroc.

Le Bean continne la politique de l'ancien gouverneor géoéral Carde. Il dépouille les masses arabes de leors droits individuels les plos élémentaires. Abstraction faite des droits contre l'autonomie, le contrôle des recettes et des dépenses du pays,il refuse aux enfants arabes même le droit d'apprendre dans leor langne maternelle, sous prétexto qno l'arabe qui est parlé par six mitlioos d'habitants arabes n'est qu'nne languo étrangère en Algérie. a condamné illégalement à do longnes années de prison les lnsnrgés do Constantine. Il cembai oar tous les moyans le movement arabo pour la liberté qui croit rapidemoni en Algérie. Il tolère les parades militaireo da Lt Rocque en Algérie, il ne fait rien contre la propagando fasciste déchaînée dans tonto l'Algério.

Des hommes qui ont commis tant de crimes ne doivent rester sous aucun prétexte à leur poste. Des réactionnaires tiés aux fascistes ne peuvcot pas éira pour les libertés démocratiques. Il faut les écarter tout de suite.

Le nouvean gouvernement français doit réduire à néant tous les plans impérialistes de guerre dont le fardeau pèse loordemcot à l'économie de nos pays. Par cette revendiestion, nous montrons que nous luttons sincérement pour la paix et contra la préparation d'une nouvelle guerre impérialiste. De cette façon nous pouvons entraiaer nos masses populaires à la lutte contre le fascisme et contre le daoger de guerre « C'est de cette façon que la cause de la paix gagoe du terrain et non par la tentative de mettre sur le tapis la question de la nonvelle répartition des sources de matières premières,des colonies et des territoires sous mandat. . Ce n'est pas l'affaira du prolétariat d'intervenir en faveor d'un partage, quel qu'il soit, des colonies et territoires sous mandat entre les impérialistes. Leur devoir est de soutenir la lutte des peoples colonisaux pour leors intérêts et leors droits et pour leor libération définitive du joug impérialiste ». (Dimitrov)

A toutes les revendicalions indiquées plus haot, oos frères syrieos continueot en combat héroïque en ajontant les suivantes :

Rétablissement de la Constitution de 1928 dans la forme dans laquelle elle a été adoptée par la Constitution syrienne, ouverture immédiate du Parlement; fixation de nouvelles élections au suffrage universel et direci, dissolution des institutions dites « d'intérêt commun » parce qu'elles défendent uniquement les intérêts do l'impérialisme expulsion de tous les fonctionnaires réactionnaires et fascistes français.

Les masses arabes d'Algérie lutteni pour l'abolition du « code de l'indigénat qui a été dictée après la révolte kabyle de 1874 pour l'abolition de la loi forestière qui interdit aux fellahs l'usage des forêts, pour l'abrogation du décret Régnier do 1935 qui a supprimé les derniers restes de liberté on Algérie. Elles réclamant la liberté de la presse, la liberté d'enseignement en langue arabe, non-intervention de l'impérialisme dans les affaires religieuses des musulmans, l'arrêt des saisies portant sor les terres des fellahs, service militaire égal pour les arabes et les Français. des salaires égoux pour même travail aux travailleurs français et arabes.

Les mésses arabes opprimées de Tunisie réclament la revision du traité de 1882 en faveur du peuple tunisien, la réforme do « Conseil anprème s.participation, à égalité de droits, de la population tunisienne dans tous comités et dans toutes les commissions, annolation dn décret interdisant l'organisation « el Hizb el Destoori » (parti constitutionnaliste), abrogation du décret sur la connaissance obligatoire de la langue française pour tous les fonctionnaires arabes, non-intervention des autorités dans les affaires de culte musulman.

Voilà les revendiestions que furmulent à l'adresse do nouvean gonvernement français ceux qui luttent lorsiquement en Syrie, en Tunisie et en Algérie. En unissant les forces des masses arabes à celles des travailleors révolutionnaires de France, nens imposerons la réalisation de ces revendications. Ainsi nous préparoes la voie à la lutte ultérieure pour la liberté et pour l'indépendance de nos pays.

LA MÈRE ET L'ENFANT EN U. R. S. S.

Il n'est pas possible, en quelques pages, d'exposer dans leurs détails les mesures prises par les travailleurs an ponvoir pour assurer la protection de la mère et de l'enfant. Nous nous bornerons ici à les indiquer, en esoivant dans la vies nne jeune femmr soviétique.

Voos la connaissez cette jenne femme: c'est cette graode fille bien faite, solide.) asine, cette ouvrière aux mescles puissants et anpics qui brandit la piche ou serre un écrou, cette institutrice qui enseigne les Kolkhoziens, jennes si vieux réoéis au cercle culturel, cette femme-médecin devant son microscope. Vous la coonaissez cette femme soviétique, confiants en l'avenir, elle est l'égale de l'homme ; comme lui,elle travaille dans toos les domaines, à l'édification do socialisme, et sait comme lui que le socialisme est la garaotie de son développement physique et lotellectoel, de l'avenir de ses enfants. Comme il y a loin d'elle à la pfemme fatales, à cette ponpée magique à «l'âme slaveo qoe nons décrivaient les romans féoilletons.

Qoe de bêtises on a pu écrirr que de bêtises on écrit encore sur l'amour en U.R.S.S. le «l'âme slaves,ça ne marche plus ; on préfère maintenant affirmer que l'amour n'esiste plus, qoe la femme n'est plus là-bas qu'une nnité industriel. le, qu'ils n'a nl.le tempe d'aimer, ni le leisir de soigner ses enfants,ni la possibilité de vivre en famille. Comme je rageais. l'autre jour, o- monrena rancuriés en grand noro- bre dans le para de Rostov, de ne pas oser voos déranger pour voos raconter ceile bonoe histoire, ces «petits échos» de nos journalistes, vous, jeunes couples enlacés à qni des fleuristes ambolants vedaient offrir des œillets et des roses ! J'al dn moins bien fait rire cette famille soviétique, réonie à 12, un jour de repos, frères, cousins, oncles, en leor racontaot qu'en Fracce on disait qoe le communisme détroit les foyers.

En U.R.S.S., la question seanelle est résolne, très objectivement, saes tendance anarchiste, comme saes mysticisme d'origine chrétienne. Léoine a dit (au cours d'nn entretien avec Clora Zetkin),: « C'est elle (la révolution prolétarienoe) qui créera...nne base pour les nouvelles conditions dn mariage et les nouveaux rapports entre les sexes ».Et plos loin : «La déoadence, la pnlréfaction, la fange du mariage bourgeois avec ses difficultés de raptore, avec la liberté pour le mari et l'esclavage pour la femme, le meosonge infâme de la morale sexnelle et des rapports remplissent les meilleurs bommes d'nn sentiment de profond dégoût. Ce joog que les leis de l'Etat bourgeois font peser sur le mariage et la famille, aggrave encore le mol et reod les conflits plus aigus. C'est le joug de l'inviolabilité de la propriété privée, qui sanctionne la vénalité, la bassesse, la saleté, à qnoi vient s'ajonter le mensooge des conventioos de la société «comme il fants.— Mais dans la vie sexuelle se manifeste, nen seolement ce que nous tenons de la nature, mais aussi ce que nous apporte la culture...Les rapports entre les sexes ne sont pas simplemcot l'expression dn jen de l'économie sociale et du devoir physique...En amour, il y a deoa lotéressés, et il en vient en troiséme, un être nouveaux. C'est de cette conception que sont tirées les dispositions dn code soviétique dn mariage. Le mariago n'est qu'on enregistrement facilitatif d'no état de fait, formalité très simple à laqnelle se plient ou ne se plient pas les époux sans qo'il en résulte aocune différence de fait et de droit dans l'ensemble rapport légaux, ni dans les droits do leor enfant. Le diverco est nne formalité aussi simple qne lo mariage. Mais l'enfant a toojoors tous les droits et le procréateur en est tonjonrs responsable pécnniairement, que le mariage eit on n'ait pas été enregistré. C'est là d'ailleurs nn des principaux moyens employés par le gouvernement soviétique dans sa lotte contre l'avortement. Dans les pays capitalistes, bien des femmes qui voudraient être mères n'efforcent d'éviter la conception parco qu'elles craignent de ne ponvoir, faute d'argent, élever leor enfant ; le sonci leur en est entièrement épargné en Union-soviétiqno. *(à suivre)*

La disparition de la propriété individuelle et la constitution de la propriété collective

La propriété commune primitive. — Les dernières études sur les sociétés humaines et leors prigioco nous les montrent débutant toutes par la possession en commun de la terre et de ses fruits. La propriété individuelle, lorsqu'elle apparaît, ne s'applique qu'aux objets d'un *usage strictement personnel*, tels que dépouilles d'animaux ou d'ooemis valeoos, ooements, armes, etc., qui d'ordinaire sont enfouis avec le cadavre de leor propriétaire. L'*usage personnel* est, en même temps que la cause, la limite de la propriété individuelle.

La propriété individuelle des moyens de production. — La propriété individuelle de la terre et de ses fruits est de date relativement récente: soumise, an régime féodal, à des redevances de toute nature, elle ne revêt so France son caractère absoln on bourgeois qu'avco la Révolution de 1789. C'est naturellement aux dépces de la propriété collective ou commune qu'elle s'est peu à peu constituée par la violence et par la fraude dans le série des siècles. Elle n'a cependant jamais pu absorber la totalité de la propriété collective, même dans les pays les plus *bourgeoises*, ainsi que la prouve la survivance universelle d'nn domaine public (*biens communaux*, forêts de l'Etat, etc.).

C'est pourquoi les Considérants du programme socialiste parlent de la PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE COMME N'AYANT JAMAIS EXISTÉ A L'ÉTAT DE FAIT GÉNÉRAL.

Le caractère essentiel de la propriété individuelle, l'*usage personnel* des biens possédés en propre ou exclusivement, se maintient en période de petite industrie. Le paysan qui travaille son lopin de terre, le tisserand qui produit avec son métier à bras, le graveur avec ses burins, le peintre avec ses pinceaux, le menuisier avec ses outils, ne sont pas seulement des propriétaires *nominaux* ou *légaux*, mais des propriétaires *réels*, puisqu'ils *usent* personnellement de leur propriété, puisqu'ils manient eux-mêmes les instruments qu'ils possèdent. La propriété est soudée au propriétaire, elle s'identifie avec lui ; sa productivité dépend de l'habileté et de l'énergie de ce dernier, qui ne peut, sans l'affecter, se croiser les bras, vieillir en s'affaiblir. La propriétaire joue alors un rôle utile dans la production.

La propriété et le productinn capitaliste. — Mais à mesure que la propriété foncière s'agrandit et que l'industrie se transforme et se machiaise. le caractère *usager, réel* et *utile* de la propriété individuelle tend à disparaître. Quand le lopin de terre du paysan devient nn bien-fonds de coot, de deux cents hectares et plus, ce n'est plus le propriétaire qui cultive : ce sont des métayers, des fermiers, des valets de ferme, des journaliers. Quand le métier à bras devient métier mécanique, la scie à main scie mécanique circulaire, ce n'est plus le propriétaire qui tisse ou qui débite le bois ; il emploie à ca travail des salariés. La propriété n'est plus que *légale* ou *nominale*, le propriétaire ne a perdu l'*usage personnel* ; il n'est plus saudé à la propriété dont la productivité mi indépendante de ses qualités personnelles et cesse d'être affectée par son oisiveté, sa vieillesse en ses infirmités. La propriétaire ne joue plea aocun rôle dans la productioo. Il ne fait plus que *noter* les producteurs, ceux qui, ayant l'*usage* de la propriété, devraient en être les propriétaires *nominoux* ou *légaux* et dont le travail doit ou seulement reproduire l'équivalent de ce qu'ils consomment quotidienoement, mais créer à son bénéfice nne *plus-value* ou deo *profits*, d'autant plus ensidérable que les salariés sont plus nombreux et plus exploités.

Transformé en simple *voleur de profits* le propriétaire *nominal* ou *légal* peni être indifféremment remplacé, Rothschild, Schneider, Schneider-par Ménard-borian, sans que pour cela la propriété devienne moins productive. Il peut même cesser d'être un être réel pour devenir une raisoo sociale — Cail et Cia — ou une collectivité d'actionnaires ou d'obligataires : c'est ce qui arrive pour les mines, les chemins de fer, les hauts-fourneaux, dont les titres de propriété, devenus *impersonnels*, peuvent, sans enoséquences aucunes, circuler de mains en mains, et changer à la Bourse de chacun des porteurs d'actions dans la masse des wagons, des locomotives, des grues et autres parties de cet outillage collectif que représente un chemin de fer !

Cette concentratioo, qui est la loi du commerce comme de l'industrie et de l'agriculture, et l'espèce de collectivisme actionnaire qu'elle sutraine, sont LES ÉLÉMENTS MATÉRIELS OU LA FORME COLLECTIVE OU LA PROPRIÉTÉ dont les CONSIDÉRANTS parlent comme FOURNIS PAR LE DÉVELOPPEMENT MÊME DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE.

La production capitaliste est collective. — Le petit champ, l'outil étaient des instruments d'un usage individuel, — c'est-à-dire qu'un individu suffisait à les mettre en mouvement ou en raleur. Mais une grande propriété foncière, un tissage, une Diature, une scierie mécanique, sont des instruments d'un usage nécessairement collectif, — c'est-à-dire que pour fonctionner ils réclament la coopération d'une collectivité d'ouvriers.

Tandis que la paysan-propriétaire de vait être à-lui-même son nnique agent : labourer, ensemencer,moissonner et dépiquer le grain, tailler la vigne vendanger et fabriquer le vin ; tandis que l'ouvrier individualiste, comme l'ébéniste, devait choisir ses bois, dessiner son meuble, an façonner et an assembler les pièces, — dans l'agricultura et dans l'industrie *mochinisées*, toutes les opérations, divisées et subdivisées, sont accomplies simultanément par des ouvriers parcellaires. La grande culture vent des chimisico pour l'analyse des terres et des engrais ; des mécaniciens pour la condnite de la charrue à vapeur ; des spécialistes pour la choix des semences, etc. Un atelier mécanique ea peut se passer de directeurs, de comptables, de chauffeurs, d'hommes de peine, de contremaîtres, etc. Chacun de ces producteurs ne peut fabriquer à lui seul le produit tout entier, mais tous coopèrent à sa production dans une proportion indéterminée — et indéterminable. Comment reconnaître dans un mètre de drap la part du mécanicieo,du chauffeur, du contremaître,du directeur,de l'homme de peine, pour ne rien dire du tisseur ? Et cependant tous ces ouvriers sont,à des titres divers, également nécessaires à la production du mètre de drap. Dien que — ou plutôt *perce que* — de catégories différentes, ils sont indispensables les nns aux autres, tellement indispensables qu'aucun ne saurait s'acquitter de sa tâche à son heure et à sa fantaisie. Imposer au chauffeur le plus anarchiquement *libertaire* d'arriver à dix heures alors que, dès six ou sept heures, les tisseurs sont à leur métier, attendant que la vapeur le mette en marche. Il faut n'avoir aucune notion de la production moderne pour s'imaginer que, non seulement en régime capitaliste, mais à aucune époque la fantaisie individuelle pourra trouver place dans nn atelier mécanique et livrer au caprico d'on chacun le travail de tous à commencer ou à suspondre. A la porte de cet atelier, le travailleur, qu'il soit directeur,mécanicien ou homme de peine passe sa volonté et son individualité pour n'être plus qu'un rouage plus ou moins automatique,plus ou moins important, d'un mécanisme immense, qui le dpmine et le fait mouvoir.

La nécessité de travail collectif ou en commun et la dépendance mutuelle des différents travailleurs, constituent autant d'ELÉMENTS INTELLECTUELS DE LA FORME COLLECTIVE DE LA PROPRIÉTÉ QUI SURGISSENT DU DEVELOPMENT MEME DE LA SOCIETE CAPITALISTE : mais ils ne sont pas les seals.

La direction de la production assurée par des travailleurs intellectuels. — Un des phénomèoes les plus caractéristiqoes de la productiou moderne est la direction des forces productives passée à des non-propriétaires ou prolétaires : ingénieurs, chimistes, directeurs,contremaîtres,chefs d'équipes, etc., jout l'*état-major* de l'industrie, en un mot, est recruté dans la masse même des salariés. A quelque degré de culture scientifique qu'ils soient parvenus,quelle que puisse être leur raleur personnelle, tous ces dirigeants économiques ne sont que des salariés au même titre qne les travailleurs auxquels ils commandent et dont ils ne se distinguent que par le chiffre de leur salaire—et par leur morgue. Mais toute l'insolence de laquais dont la plupart peuvent faire preuve vis-à-vis de leors collaborateurs à la mercì des propriétaires ou des financiers nisifs dont le bon plaisir fait loi pour eux comme pour les autres. Et, par le fait que les ÉLÉMENTS INTELLECTUELS de la production sont, en même temps que matériels, fournis par le prolétariat, jour au lendemain la classe entière des propriétaires peut disparaître, leors propriétés être collectivisées ou socialisées, sans que la productioo en reçoive le moindre dommage.

En d'autres termes et pour nous résumer : les sociétés humaines débutent par la propriété commune ou collective. La propriété individuelle commence par les objets d'nn usage tout personnel (ornements, armes, etc.), continne par le maison, la terre, les outils, le capital et n'aboutit à sa forme absolno qu'avec l'avènement de la bourgeoisie au pouvoir social, sans que cependant la propriété collective primitive disparaisse jamais entièrement.

La propriété individuelle, à mesure qu'elle s'étend et se machinise, dépouille le propriétaire *nominal* ou *légal* de l'*usage* de sa propriété et le transforme en voleur des salariés, qui ont ; eox, l'usage de cette propriété qu'ils sont seuls à faire produire.

La propriété lodividuelle perd ainsi toute raison d'être.

D'autre part, à mesura qu'elle s'étend et se machinise, l'usage de cette propriété devinot de plus en plus collectif. Il exige des collectivités de travailleurs manuels et intellectuels et deons lien à ons forme nouvelle et supérieure de propriété collective ou sociale qui se constitue aux dépens de la propriété individuelle, comme la propriété individuelle s'est constituée aux dépens de la première propriété collective, et avec la même nécessité.

(à suivre)

POURQUOI L'AVENIR est au Socialisme ?

par **Jules Guesde** *et* **Paul Lafargue**

Nouvelles internationales

LE PEUPLE ESPAGNOL SE BAT pour la cause de la démocratie

par **José Fernandez**
(de Barcelone)

Nous avons le devoir de mettre en garde nos amis de l'étranger contre les appréciations qu'une certaine presse répand dans le public. On écrit que les sanglants événements qui se déroulent en Espagne sont l'expression extrême de la lutte contre la dictature du prolétariat que veulent instaurer les communistes. On écrit que quelle que soit l'issue de la bataille, la démocratie espagnole est anéantie.

Tout cela est faux, archifaux. Nous le crions hautement et espérons que l'on nous entendra. Nous comprenons parfaitement pourquoi la presse sympathique aux rebelles présente les choses sous cet aspect contraire à la vérité. Il s'agit pour elle d'une tentative d'isoler la lutte du notre peuple de celle qui dresse internationalement les forces de démocratie contre l'horreur du fascisme.

Non, la guerre civile qui déchire notre malheureux pays n'a pas été suscitée par le désir des masses d'établir la dictature du prolétariat. Elle a été engagée par les réactionnaires qui voudraient courber l'Espagne sous une dictature fasciste. Le traître Franco, agent soudoyé de Hitler et de Mussolini, a lâchement menti lorsqu'il a déclaré qu'il s'agissait d'une lutte entre le marxisme et les hommes d'ordre. La lutte est entre la République démocratique et le fascisme. L'intervention avouée de l'Allemagne et de l'Italie lui donne même le caractère d'une lutte entre le fascisme international et la démocratie internationale.

Les fascistes de Gil Robles, de Primo de Rivera, de Sanjorjo, ne se sont pas soumis au verdict populaire du 16 février. Ils n'ont pas abandonné l'idée d'une revanche, même chèrement payée. Et ils n'ont pas craint, pour assouvir leur haine du peuple, de mettre l'Espagne à feu et à sang. Ce sont eux les responsables de la situation. Ce sont eux qui ont juré la mort de la république et qui, pour parvenir à leurs fins, trahissent leur patrie en se vendant au fascisme international.

Les ouvriers, les paysans espagnols qui, depuis des années, luttent pour obtenir un peu plus de bien-être dans plus de liberté, n'ont pas intérêt à détruire leur victoire du février 1936 ni leur a pas encore donné tous les fruits. Ils veulent parfaire la révolution démocratique bourgeoise pour laquelle ils ont déjà versé tant de sang.

C'est aux cris de « Vive la République ! » que les colonnes de miliciens quittent Barcelone pour aller se battre contre les assassins de la liberté. C'est pour la république que des hommes, des femmes, armés souvent de fusils de chasse, font héroïquement le sacrifice de leur vie.

Les communistes, tout en restant fidèles à leur idéal, se sont placés aux premiers rangs des défenseurs de l'Espagne démocratique. De toutes leurs forces, ils soutiennent le gouvernement républicain, leurs dirigeants sont partout où est le péril.

Les masses catholiques, elles aussi, sont parmi les défenseurs de la république. Car c'est une odieuse calomnie que celle qui présente les troupes républicaines comme des incendiaires et des pilleurs d'églises. La vérité, la voici. Dans quelques cas, des prêtres fascistes, fortifiés dans leur église transformée en dépôt d'armes, ont ouvert le feu sur la population. Nous sommes en mesure d'affirmer que des personnalités étrangères, comme par exemple Mme Montessori, la pédagogue italienne bien connue, ont été témoins de ce que certains prêtres, les armes à la main, ont agi contre la république, malgré les demandes réitérées des forces gouvernementales de mettre fin à leur honteuse conduite.

Ainsi, tous, communistes, socialistes, anarchistes, catholiques, républicains ; tous, ouvriers, paysans, classes moyennes ; tous, depuis le chef du gouvernement jusqu'au dernier des combattants, sont guidés dans les heures tragiques que traverse l'Espagne par cette seule pensée : écraser l'insurrection des fascistes contre la république.

Et c'est cette union du peuple, cette levée de la nation qui assurera la victoire sur le fascisme.

Non, la démocratie n'est pas finie en Espagne ! Elle vaincra. Nous en donnons l'assurance à nos amis démocrates du monde entier. Le combat que nous livrons ici pour la liberté fait partie intégrante de la lutte qui oppose dans le monde la démocratie à la dictature fasciste. Cette similitude d'intérêts nous donne la certitude de la victoire finale ; car nous avons pouvoir compter sur la solidarité active des masses populaires de tous les pays.

De cette solidarité, nous en avons vu le symbole dans l'arrivée à Barcelone du nombreux travailleurs étrangers venus, comme volontaires, prendre place dans nos milices ouvrières. Cette présence nous montre que le cœur de la grande classe ouvrière internationale bat à l'unisson avec celui du peuple espagnol. Avec l'aide des démocrates du tous les pays, nous abattrons le fascisme et nous ferons progresser la cause de la paix et de la liberté.

Les livres

Nous venons de recevoir Gioc đường gió bụi de Khái-Hưng, édition Tự Lực Văn Đoàn,

Nous remercions sincèrement l'auteur et le présentons aux lecteurs du « TRAVAIL »

Chez les forçats des transports

Nos politiciens n'aiment point aborder la question ouvrière. Ils risquent de froisser leurs amis, les capitalistes et les financiers.

Les salariés des transports sont aussi parmi ceux qu'on a voulu oublier. Si leurs camarades de France ont conquis la nouvelle loi du travail, eux, ici, gémissent toujours sous des conditions de vie impossibles. Salaires, durée de travail, tout a été décidé par la volonté souveraine des patrons.

Chauffeurs, mécaniciens, receveurs, ils vont partout où leur travail les appelle offrant à tous le spectacle écœurant de la lassitude et du dénuement : vêtements défraîchis, souliers en déroute, démarche pesante, décourageé. Sauf quelques cas exceptionnels, leurs salaires sont plus que dérisoires.

Un chauffeur touche par mois en moyenne 20$00, ne recevant 10 et un aide moins encore. Ces appointements si maigres ne leur reviennent pas toujours intégralement, car forcés de manger dehors tous les jours, frappés de lourdes amendes pour la moindre peccadille, ils ne touchent presque plus rien, le mois terminé et bon nombre d'entre eux ont souvent une famille nombreuse à entretenir.

Levés bien avant le jour, ils n'ont pas toujours le temps d'avaler le maigre petit déjeuner du matin et les voilà déjà attelés pour toute la journée à un labeur écrasant. Responsables de la bonne marche de l'entreprise, il faut qu'ils veillent à tout. Il faut que les voitures fonctionnent bien, il faut que la consommation n'augmente pas, il faut que les frais soient couverts, il faut que les voyageurs soient nombreux, que d'exigences ! il faut qu'ils remplissent au détriment de leur santé s'ils ne veulent pas être mis à la porte ! Car les temps sont durs. La concurrence des chemins de fer, les difficultés multiples occasionnées par la législation indochinoise rendent leur vie plus difficile, plus lamentable.

Ce n'est pas par pur hasard que ces difficultés surgissent devant les entreprises de transport. Depuis des années elles ont été systématiquement taouées sur leur chemin. Que n'a-t-on pas créé pour les anéantir ? L'augmentation d'abord du droit d'entrée de l'essence a amené une hausse effrayante du prix de ce corburant. De 0$18 le litre cédé aux transporteurs en Mars de cette année il est monté à 0$21 en Septembre. En multipliant par centaines et par milliers de fois cette différence, on retrouve ainsi le somme supplémentaire arrachée chaque jour aux transporteurs, surtaxe que doivent payer, en fin de compte les voyageurs et les salariés des services de transport. Mais la mesure la plus néfaste pour eux encore, c'est la taxe dite de donane.

Une troisième offensive arrivera sous peu et ce ne sera pas la dernière. Différée pour quelques mois encore, l'assurance obligatoire suivront le taux fixé par l'administration sera appliquée.

Les salariés des transports sont les premiers à en supporter les graves conséquences. Impuissante devant de telles offensives, les patrons se tournent vers leurs employés qu'ils forcent de travailler à la conquête d'une clientèle incertaine et les conditions d'existence de ces employés deviennent chaque jour plus misérables. Compression du personnel, augmentation de la durée de travail et réduction de salaires, voilà la répercussion directe qu'il convient de remarquer. Certains patrons pour récupérer un peu d'argent ne manquent pas d'utiliser la mélbode des amendes et font payer ainsi à leurs employés une partie des taxes imposées par la loi.

Pour ceux qui ont la chance de ne pas être réduits au chômage, leur situation n'est pas moins triste. Parcourant chaque jour de 200 à 300 km, ils ont souvent à subir sur la route de multiples vexations. Qu'importe si leurs voitures sont pleines de colis, les agents de douane peuvent à tout moment leur faire une visite méticuleuse. Voyageurs, bagages, tout est fouillé. Si on ne découvre pas de l'opium de contrebande la voiture peut continuer le voyage avec un retard d'un moins d'une demi heure. Il ne faut pas pourtant que les chauffeurs filent en vitesse car d'un moment à l'autre un ingénieur des TP ou simplement un gendarme passe et les voilà pris pour excès de vitesse. Le maximum de vitesse pour autobus est 30km à l'heure, celle des autocars, 45 km à l'heure.

Sur les tigues concurrentes à la voie ferrée le règlement est encore plus sévère. On ne peut pas stationner devant on à proximité d'une gare mais à 200m au delà. Toute infraction à cette règle justifie la poursuite contre le chauffeur et l'imposition d'une amende.

C'est une existence de forçats que mènent les travailleurs des transports. Ils doivent faire face à de multiples difficultés. Ils ont tout payé par leur travail : taxes, patente impôts... Ils ont payé à tous, sauf à eux-mêmes.

Pour qu'ils puissent défendre leurs intérêts menacés, le gouvernement du Front populaire, avant toute enquête parlementaire, doit faire promulguer immédiatement la loi de 1884 sur la liberté syndicale déjà déclarée applicable aux colonies par le législateur.

LISEZ
FAITES LIRE
LE TRAVAIL
ET LE
TAN-XA-HOI

Européens !
Si vous voulez goûter les mets du pays,

Annamites !
Si vous voulez changer votre manu,

ne manquez pas de venir chez

TÊ-MY

47 Rue des Evantails Hanoi

le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville.

Spécialiste de Nem

LA MARQUE REPUTÉE DES CHAUSSURES
Chân - Long
9, rue Paul Bert 38, rue des Paniers **HANOI**

SPÉCIALITÉ :
de sacs d'mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants.

Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

Huê Dân
NGUYÊN - VAN-QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs—Hanoi
De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Pour se débarrasser des maladies de Vénus et de leurs complications très dangereuses, pour guérir toutes maladies.
Adressez-vous sans retard à
THANH - HA DUOC-PHONG
55, Route de Huê—Hanoi

Pour débarrasser des MALADIES DE VÉNUS et de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à
BUC-THO-DUONG
241 Route de Huê
Hanoi
Traitement antiphlogistique
Traitement supprassif
Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Luyen et Tiep
Architectes diplomés
Angle Rue Richaud et Boulevard Borgnis Desbordes
Hanoi

Grand arrivage :
Chapeaux de velours et feutres : Mossant, Bléebel, Frenkel, Ryn'h, cravates, nœuds, chemises, cache-col, Pull'overs, ceintures, poraverses en laine esouchoutés etc...
Đuc-Quang
84 Rue de la Soie?
Hanoi

Faites photographier chez
Artistic Photo
37 Rue des Eventails Hanoi

Souffrez vous des dents ?...
Allez au plus tôt consulter
DONG-NAM-MY
OUVRIER DENTAIRE
43, Avenue du Grand Bouddha
Vous serez bien reçu : soigné à des prix les plus modérés. Il vous donnera tous renseignements de prothèse dentaire
La maison DONG-NAM-MY existe depuis plusieurs années et son opérateur est un homme très expérimenté.
Abonnement pour familles

Garage Dông - Tâm
43—103—119—Rue du Coton
HANOI
LOCATION D'AUTOS DE LUXE
Voitures neuves
— Prix modéré

Verrerie | Lampisterie
THANH-DUC
dit
TRINH - ĐINH - KÍNH
65—Rue des Poniers, Hanoi

PHUC-NGUYEN
61 Rue du Chanvre — Hanoi
La seule cordonnerie réputée au Tonkin
Travail soigné — Prix modéré défiant toute concurrence

Grand arrivage de tissages pour Dames et Messieurs.
NGOC-THAP
23, Cantonnais
HANOI
Pour l'automne et l'hiver 1936-37.
Prix intéressants

Diên—Tùng
Architectes diplômés
57—Route de Hnà—Hanoi

Hop Dung
Photographies artistiques et industrielles
65, *Bd Francis Garnier, Hanoi*

La 1ère fois à Hanoi
PARIS CHAUSSURES
20 Boulevard Borgnis Desbordes
Maison de confiance

vous présente pour cet hiver, ses exclusivités :
Mesdames !
des chaussures en peaux de fauves africaines.
Messieurs !
des souliers en verni souple, premier choix.

Imp. spéciale «Le Travail»

Tirage 2.000 exemplaires

L'Administrateur Gérant : Trinh-văn Phú

1ère ANNÉE N° 6 — LE NUMÉRO 6 CENTS — MERCREDI 21 OCTOBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES MERCREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiến

Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$50,

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant.

Administration-Rédaction : 28, Nguyễn-Trãi — Hanoi

A l'heure où la crise aggrave pour la classe ouvrière les conditions de son existence et de sa lutte, il est de notre devoir de nous pencher sur les petits problèmes que la vie des travailleurs pose tous les jours et de maintenir leur confiance en leur combativité et en l'événement inéluctable du socialisme

NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LES SALAIRES

LE NIVEAU D'EXISTENCE
des fonctionnaires est encore menacé.

Le franc est dévalué.

La piastre se trouve dans une situation incertaine et provisoire.

Les importateurs et les grossistes spéculent à leur aise.

Pour se prémunir contre la dévaluation de la piastre, les intermédiaires majorent leurs prix de délait.

Les denrées de première nécessité ont une tendance à la hausse.

Le coût de la vie de la classe ouvrière et des classes moyennes subit déjà une augmentation inquiétante.

Le pouvoir d'achat diminue de jour en jour.

Il est actuellement l'objet d'une attaque organisée des forces capitalistes.

Et c'est précisément à ce moment où ils sont menacés dans leur existence même que les petits fonctionnaires sont choisis comme premières victimes de la dévaluation monétaire.

Nul n'ignore que les petits fonctionnaires indigènes de l'Indochine sont réduits à la portion congrue. Soumis à des salaires de famine, ils s'endettent pour vivre. Les usuriers de toutes les couleurs s'abattent sur eux comme sur des proies faciles. Ils traînent une misérable existence et compromettent irrémédiablement la vie de leur femme et l'avenir de leurs enfants.

D'aucuns affirment qu'il vaut mieux travailler aux rabais que n'avoir aucun travail, qu'il est toujours bon de recevoir quelques dizaines de piastres à la fin de chaque mois que de ne rien recevoir.

L'argument est fallacieux.

Il cherche à justifier une exploitation intolérable.

Il condamne les salariés à une servitude perpétuelle.

Il fournit prétexte à l'Etat ou aux patrons pour rejeter toutes les charges de la crise sur les travailleurs.

Non ! Il n'est pas possible ni raisonnable du demander aux petits fonctionnaires d'accepter un sacrifice supplémentaire.

Depuis cinq ans, la déflation a déjà fortement réduit leurs moyens d'existence. La dévaluation va bientôt diminuer leur pouvoir d'achat.

Et l'on parle encore d'une amputation de vingt pour cent sur leurs maigres salaire !

Non, nous nous opposons énergiquement à ce qu'ils soient ainsi frappés.

Nous ne cesserons de dénoncer toute manoeuvre tentant à liquider la crise sur le dos des masses laborieuses.

Que toutes les victimes se solidarisent autour d'un programme de lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence !

Notre mot d'ordre le plus concret et le plus actuel est :

Contre toute diminution et pour une augmentation immédiate des salaires.

Pour la formation des syndicats professionnels.

LE TRAVAIL

POUR LA DÉFENSE de la pensée libre

Le TAN XA-MOI vient d'être supprimé par un arrêté du Gouverneur Général intérimaire en date du 10-10-36.

Parce qu'il est le seul journal de langue annamite qui prenne la défense des intérêts des masses laborieuses du Tonkin.

Parce qu'il suppose à l'hospitalière indochine à laquelle sont soumis la ouvrière et les paysans tonkinois.

Parce qu'il est le seul qui ose élever la voix pour crier : assez ! à ce régime d'obscurantisme et d'oppression qui prétend maintenir une population de vingt millions d'âmes dans une servitude perpétuelle.

Contre cet assassinat légal de la pensée libre,

Contre la tendance à une répression injustifiée, entreprise par les autorités locales,

Contre la politique de terreur et de violence à laquelle on veut revenir pour compromettre définitivement le prestige du Front populaire aux yeux des masses coloniales,

Nous élevons une énergique protestation et invitons tous les journalistes et écrivains chez qui il reste encore un idéal de justice et d'humanité, à se réunir pour envisager les moyens de défense collective contre la menace de mort, exercée sur les journaux de langue annamite qui veulent rester libres et dignes.

L. T.

Réponse à l'appel du Ngay - Nay

Nous enregistrons avec plaisir la proposition du « Ngay-Nay » qui arrive justement au moment opportun.

Le TAN XA-HOI vient d'être supprimé sans aucun motif sérieux.

La nécessité d'entreprendre une action commune de protestation n'est plus à démontrer.

L'envoi d'un délégué à Paris pour exposer aux différentes organisations politiques les vérités sur le régime colonial en Indochine est un point important de notre programme.

Nous n'avons jamais cessé de réclamer la liberté de la presse en vue de l'éducation et de l'organisation de la masse maintenue jusqu'ici dans l'ignorance et le misère.

Nous demandons à tous les Directeurs des journaux Français et Annamites de manifester aujourd'hui leur solidarité en se joignant à nous pour protester contre la suppression arbitraire du TAN XA-HOI, avant de nous mettre d'accord sur un programme d'action quelconque.

DEVANT LA DÉVALUATION DU FRANC

I

Le gouvernement de Front populaire vient de faire voter la dévaluation du franc.

La particularité la plus saillante de cette réforme monétaire sera la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque de France laquelle bénéficiera d'une plus-value de 17 milliards environ. Ces 17 milliards seront destinés à constituer un fonds de stabilisation des changes et à payer les dépenses nécessitées par l'exécution du plan de grands travaux et des réformes sociales prescrites. Cette particularité est renforcée par la promesse qui vient d'ailleurs de recevoir un commencement d'exécution, des mesures de protection à l'égard des masses laborieuses de la France.

Le Parti communiste, par la voix de son secrétaire général Thorez a déclaré s'opposer, en principe, à cette manipulation monétaire qu'il considère comme dangereuse pour la classe ouvrière française.

Il n'est pas sans intérêt pour nous, qui avons une monnaie solidaire du franc, d'étudier d'abord les répercussions d'une telle réforme sur les différentes catégories sociales de la France et notamment sur la situation des salariés français

D'abord un fait : Partout, on s'est livré à la dévaluation de la monnaie, aux Etats-Unis comme en Angleterre et au Japon. Actuellement c'est le tour de la France et de la Tchécoslovaquie.

Et pourquoi dévalue-t-on la monnaie ? Le besoin impérieux d'écouler les stocks de marchandises accumulées en temps de crise pousse les capitalistes de tous les pays à réduire leur prix sur le marché mondial.

Dès lors, la concurrence s'accentue et une baisse de prix engendre toujours de nouvelles baisses de prix. Mais cette baisse a tout de même, une limite. Et pour reculer cette limite, le capitaliste cherche avant tout à réduire le prix de revient des marchandises autrement dit les frais de production.

Parmi les moyens employés pour réduire le prix de revient, la diminution des salaires des ouvriers est le plus facilement réalisable surtout à une période où une grande partie de la classe ouvrière est sans travail.

La dimunitibu des salaires s'effectue de deux façons :

Premièrement par la *déflation* c'est à dire par la réduction du salaire nominal des travailleurs ;

Deuxièmement par la dévaluation monétaire c'est-à-dire par la diminution de leur salaire réel, partant, de leur pouvoir d'achat.

Prenons un exemple.

Un ouvrier français gagne 40 fr. par jour. La déflation commence à réduire ce salaire de 20 %. L'ouvrier ne gagne plus que 32 f. par jour.

Les syndicats protestent. Les patrons ne peuvent plus abaisser, sans danger, ce salaire journalier déjà réduit.

Mais pour supporter la concurrence internationale, le producteur capitaliste doit parfois pratiquer ce qu'on appelle le *dumpings* c'est à-dire vendre à perte ses marchandises

Et pour compenser ses pertes sur le marché mondial, il se livre à une action offensive contra les salaires de ses ouvriers.

Par la dévaluation, il laisse intact le salaire nominal de ses ouvriers mais attaque leur salaire réel autrement dit leur pouvoir d'achat.

L'ouvrier en question gagne toujours 32f après la dévaluation; mais les trente deux francs dévalués n'ont plus le même pouvoir d'achat que les 32f. avant la dévaluation.

Le tour est ainsi joué : L'ouvrier a l'impression que son salaire reste le même et que c'est, au contraire la valeur des marchandises qui a augmenté.

Alors que le grand commerce a toujours des possibilités de se protéger contre la dévaluation... Il prend d'abord ses précautions en majorant ses prix de vente. Il es réserve toujours la même marge de bénéfices sans parler d'une hausse spéculative qui ne manquera pas de se produire au début de toute dévaluation monétaire.

La hausse des prix de gros ne tardera pas à se propager finalement aux prix de détail, c'est à dire au coût de la vie.

Les salaires comme toujours et par tout ne suivent que très imparfaitement la hausse générale des prix.

Ce rajustement qui constitue même l'antithèse de la force de travail est encore plus lent et plus difficile dans un pays où il n'existe pas de syndicats professionnels comme en Indochine

De toutes les marchandises celle dont le prix augmente le plus lentement c'est la force de travail. Les salaires nominaux peuvent augmenter, mais la règle est qu'ils restent en retard sur les prix des produits de première nécessité, cette circoustance aggrave la situation de la classe ouvrière pendant la période de dévaluation monétaire où le coût de la vie est en hausse alors que la monnaie reçe en paiement par les ouvriers est en baisse.

Le décalage est parfois considérable.

C'est ainsi que les classes laborieuses font les frais des crises capitalistes et de la concurrence mondiale.—

Cependant il convient de remarquer que la dévaluation actuelle du franc pratiquée par le gouvernement du Front populaire a 2 particularités qui sont en quelque sorte les garantien essentielles pour la classe ouvrière française.

La dévaluation actuelle est faite au taux le plus élevé, puisque le loi, bien que ce donnant pas le définition du franc, dispose que son poids ne sera pas inférieur à 49 milligrammes au titre de 900 millièmes d'or fin.

Cette dévaluation est de plus, entourée des mesures en vue de rajustement des salaires des ouvriers et de la neo-majoration des prix.

Pour défendre efficacement ses nivesu d'existence, la classe ouvrière française doit veiller avec vigilance à l'application fidèle et sincère des mesures premises par la gouvernement du Front populaire.

AUX GALERIES INDOCHINOISES

Où l'on voit que le mot « chien » à son droit de cité dans l'« histoire »

Les romantiques ont raison pour le mot « chien » le droit de cité dans la langue poét que. Cela, s'est passé au siècle dernier. Tout bien considéré, ce mammifère ne mérite pas tous les mépris que la vanité humaine se plaît à attacher à son nom.

Dans une promenade à la campagne nous regardions trois petits chiens au flanc décharné qui longeaient, pressés, les digues, flairaient l'herbe, dressaient le museau et cherchaient leur nourriture de fortune... (Mes lecteurs indochinois savent de quelle façon ils ont la plupart de nos chiens ; s'il arrive que des lecteurs qui ne sont pas du pays et qui trouvent mon euphémisme obscur le leur de mundemi pardon : la vérité quelquefois est répugnante !) Brusquement mon ami me confia :

« Décidément, sur cette terre d'Indochine, tous les êtres sont des damnés ! « J'ai lu dans quelque journal oublié que « sous d'autres climats, les chiens naissent « une vie b en meilleure. Je ne « te rappellerai pas l'âge d'or de la gent « canine ; on dit que des peuples primitifs l'adoraient à l'égal d'un dieu. Ce « temps est fini au plus grand dam de « la race des chiens. Mais de nos jours « encore, dans les pays civilisés, on n « pour ce qu'être inférieure une affreuse « louchante. Les femmes elles-mêmes le « dorlotent, le caressent, le soignent. « Nos amis les pédérastes en savent « quelque chose. Des gens pleurent n « des larmes parlent même un petit deuil, quand leur chien vient à mourir. Un de nos gouverneurs fit un son « petit Yang une pension qui s'élève n « la somme rondelette de trente piastres « par mois. Un banquier javonais de « Tokio laissait à son Terre-Neuve une « rente très honnête de 25.000 yens « Tout cela, c'est très sentimental, très « gentil d'égor t des chiens. Je ne dis « rien. Des langues méchantes disent « que cette charité va d'abord à « s'appliquer aux hommes, nonnt de « s'étendre jusqu'aux animaux. Mais « enfin, la charité ne sait pas toujours « raisonner. En tout cas sous d'autres « cieux que les tiens, mon ami de ce « ritables élus. Mais en Indochine, — « ah ! si nos chiens savaient une âme, « ils désespéraient se croire en enfer !...»

Et ce soir là, comme si le hasard avait voulu nous intéresser particulièrement ou sort de nos pauvres chiens, je reçus une lettre de Hué Un mien ami de la capitale me relata un petit incident où la destinée des chiens était de nouveau rappelée à l'ordre du jour, dans une assemblée composée d'hommes Le propos est historique et risque, de se noyer dans l'oubli si on ne le relève.

Dans un concile qui se tenait à notre antique capitale le mois dernier et qui réunissait en son sein les plumes les plus vigoureuses et les langues les mieux pendues un certain T.C.D. s'était avisé de « démasquer » un certain Tu Khôi. Pourquoi faire ? Dieu connaît son intention. Il a en leul cas révélé des propos horrifiques.

Notre T.C.D. parla donc de dévoiler au public de l'Annam du centre, vingt ans au moins d'un passé fort obscur. C'est ainsi qu'il a accusé l'aimable Directeur, du Sông Hương d'avoir formé une équipe d'indicateurs en vue de contrecarrer l'action des révolutionnaires annamites de Canton, d'avoir ainsi aidé à la trahison de Phan-ba-Ngoc, malheureux fils d'un père illustre ; d'avoir enfin joué un fort triste rôle dans la tragique affaire Trần-cao-Vân...

Tout cela n'est pas gai du tout.

Mais au dire de l'accusateur, notre Tu-Khôi, Khôi le bachelier, le lettré, le révolutionnaire, le journaliste, le critique littéraire le logicien — que sais-je encore! — aurait prononcé voici quelque quinze ans, un mot fameux au sujet d'une question de chiens. A un de ses amis qu'il avait poussé à tourner le dos au parti et à le poignarder et qui hésitait, naïve nimobile M. Phan Khôi aurait dit dans un mouvement de chevaleresque colère :

—Mais quoi ! quand on est allé chien... il faut .. (Ah ! chers lecteurs que, la délicatesse de votre goût ne s'offense pas et passez le mot à son auteur...) il faut...

Il faut qu'on mange des excréments, qu'il.....

Que pensez-vous qu'il arriva après cette révélation sensationnelle du T.C.D ?

Pour toute réponse à la dénonciation, M. Phan Khôi usa ce fort bien ce qui est tout à fait en vogue chez les bachelier — de bon du lieu de logique et de philosophie. On dit qu'il se précipita sur le pauvre T.C.B , l'assena de rudes coups et le renversa . . .

C'est ainsi que la comédie finit. Mais nous ami conclut :

« Ah ! les pauvres chiens de ce pays ! ...les pauvres chiens !... Voilà de quoi ils se nourrissent et comblen d'impostures pesent sur leur mémoire !... Ah ! les pauvres chiens ! »

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les accidents du travail se multiplient d'un façon impressionnante.

La presse locale en a enregistré une quinzaine depeis le début de ce mois. Trois horribles accidents concernent des femmes. D'autres peuvent être plus graves, ont restés ignorés.

Ces accidents sont dûs plutôt aux conditions défavorables du travail des ouvriers qu'à leur négligence personnelle.

La crise est au prétexte aux entreprises publiques et privées pour ne pas remplacer et perfectionner leur matériel de production.

Des réductions massives frappent impitoyablement les travailleurs. Mal nourris, mal vêtus, ceux-ci sont de moins en moins aptes à travailler dans des ateliers mal organisés, mal équipés. De là de nombreux accidents qui ont fortement ému le monde ouvrier. En ce pays, la main d'œuvre est abondante et à bon marché. Elle constitue une source de profits pour les employeurs. On se rappelle encore certains recruteurs de sinistre mémoire organisant de véritables traites des jeunes. On se rappelle aussi les sanglantes réactions, d'une population acculée au pire désespoir.

Aucune réglementation n'a été instituée sincèrement dans l'intérêt des masses laborieuses.

En 1913, le gouverneur général Albert Sarraut avait cherché, dans la création d'une réglementation de travail, le moyen d'affermir la stabilité et la sécurité des entreprises françaises en Indochine. L'arrêté du 11 novembre 1918 concernant la réglementation sur la main-d'œuvre agricole indigène prévoit les cas où le contrat peut être prorogé contre la volonté de l'engagé. L'existence seule de cette prolongation forcée du l'engagement, sans salaire, n'est-elle pas tous les principes humanitaires qui semblaient présider aux règles édictées par cet arrêté ? Ce n'est pas encore de l'esclavage réglementé mais, c'est déjà la réglementation des travaux forcés

Que le salaire cesse quand le travail cesse, soit ; mais que la prison commence, quand les bras fléchissent, cela n'est admis par aucune morale, même la plus réglementaire.

La réglementation de 1918 n'est qu'un régime de l'esclavage ensemble qui rentre dans le programme grandiose de la mise en valeur des colonies de M. Albert Sarraut.

La réglementation de 1927 qu'on se plaît à appeler la charte de travail était complétée par un arrêté réglementant l'émigration de la main-d'œuvre tonkinoise et les conditions de recrutement.

Cet ensemble de mesures administratives a donné lieu à de véritables marchandages de la part des recruteurs professionnels qui en tirent d'énormes profits.

C'est toujours les masses travailleuses qui sont trompées et exploitées.

Et depuis le coersageux rapport de M. l'Inspecteur des Affaires politiques Delamarre qui a révélé les intolérables abus des directeurs et le misère toinagiable des coolies des plantations de l'Est de la Cochichine et de Cambodge, aucune intervention vraiment sérieuse de la part du gouvernement colonial n'est à noter.

La crise a provisoirement mis de côté l'angoissant problème à rentre avec la limitation de la production du caoutchouc et l'aide financière du gouvernement.

Depuis quelques temps une campagne pour l'émigration de la main-d'œuvre tonkinoise vers le sud a été entreprise par les autorités locales.

Ce problème est aussi redevenu actuel. Une solution s'impose.

Tant que les travailleurs indigènes ne sont pas protégés par une législation équitable, tant qu'ils n'ont pas la liberté de s'organiser en syndicats professionnels pour rendre efficace cette législation, la sereet toujours la proie facile des recruteurs et employeurs cupides.

Francis Jourdain nous écrit

Au lendemain de son retour du bagne de Poulocondore, un de nos camarades a eu l'heureuse idée d'écrire à M. Francis Jourdain président du Comité d'amnistie des condamnés politiq es indochinois.

Nos lecteurs savent combien les prétendues mesures d'amnistie sont incomplètes. Aussi, sur les 700 détenus politiques de Poulocondore, 150 seulement ont été libérés et presque to s conditionnellement. Et « l'heure ou nous écrivons ces lignes, plus de 500 de nos camarades gémissent encore dans un régime de mort lente dans ce bagne par trop fameux.

Ils savent aussi dans quelle impasse sont acculés ces « retours du bagne » La loi leur ayant fixé une résidence déterminée ou défendu de s'établir dans les « grands centres.

Notre camarade a demandé en conséquence l'application intégrale de la loi d'amnistie en Indochine et la suppression des mesures draconiennes de l'interdiction de séjour et de la surveillance administrative.

Nous publions dans les lignes qui suivent la réponse de M. F. Jourdain. Elle confirme un fait : to meilleure intention d'un ministre peut être déformée déjouée par les manoeuvres d'une bureaucratie réactionnaire-

« La lettre de M. F. Jourdain suggère enfin une ligne de conduite aux anciens condamnés politiques et à tous les amis et parents de nos camarades encore détenus aux bagnes : pour mettre fin à une situation intolérable, il ne suffit pas de saisir le ministre, il faut aussi alerter le Secours Rouge international, et les bonnes volontés des groupes de gauche et les organisations les plus avancées de la métropole. . . Sans-doute, alors,— alors seulement, entendrions nous par delà nos rives indochinoises l'écho sympathique des millions d'âmes, de camarades prêts à nous soutenir dans nos revendications les plus légitimes...

N. D. L. R.

Paris le 13 Septembre 1936

Cher Monsieur

J'ai, dès le 15 Août ; eu l'occasion d'attirer l'attention du Ministère des colonies sur la situation faite aux libérés du bagne de Poulo condore. Il m'a remercié des renseignements que je lui communiquais et qui le confirmaient hélas ! dans cette certitude que les intentions sont fort mal comprises de ses subordonnés et ses ordres interprétés d'une manière telle que l'un est souvent en droit de croire à un sabotage systématique. C'est ce effet, dans la mesure voloutié du personnel que réside la plus grande des difficultés auxquelles se heurte un ministre manifestement bien intentionné.

En reçu de votre très intéressante lettre, j'ai fait rue Oudinet, une nouvelle démarche qui ne sera, je le crois sincèrement, pas sans effet. J'ai remis la documentation que vous avez bien voulu me faire parvenir, entre les mains de M. Delavignette (chef du cabinet de Marius Moutet), qui est, lui aussi, fort bien disposé et soucieux d'aider son chef. Il m'a assuré qu'il prendrait en considération vos justes observations et ferait d'autre part enquêter sur le sort des infortunés détenus dont je lui ai révélé la liste établie par vos soins.

Je vous serais toujours reconnaissant des documents qu'il vous sera possible de m'envoyer et qui me permettront de mener à bien ne tâche qui exige l'insuffisance de précision rend souvent difficile. J'aimerais que vos compatriotes sachent bien que s'il ne m'est pas toujours possible de répondre aux requêtes qui me sont adressées, il n'est cependant pas une seule qui ne soit l'objet du plus attentif intérêt.

Je serais particulièrement heureux de pouvoir transmettre au Ministre les noms (et une courte note sur chacun de ces cas) de tous ceux qui, sous quelque prétexte que ce soit, ne profitent pas de l'amnistie. Vous me rendre grand service en me signalant de façon aussi précise que possible tous les cas connus de vous.

Avec mes vifs remerciements, trouvez ici, cher Monsieur, la sincère expression de moe dévoeement et de ma plus cordiale sympathie.

Francis Jourdain

26 Rue Vavin Paris (VIe)

QUE PENSER DU DISCOURS DE M. PAGÈS ?

Le discours que prononça M. Pagès au lendemain de son retour nous invite à réfléchir.

Faut il se réjouir ou s'inquiéter ?

De tous nos gouvernants, M.Pagès fut l'un de ceux qui assistèrent à l'*avènement* du gouvernement du Front Popolaire. l'ont nous portait à croire qu'il connait mieux que quicooque le point de vue du ministère de la rue Oudinot.'

Estimant que la Cochinchine est en proie à une crise morale faite du côté des Annamites des « espoirs inconsidérés » places en le gouvernement du Front populaire et du côté des Français de la crainte pour le maintien des droits acquis, Monsieur le Gouverneur définit le rôle de la Commission d'enquête comme celui « d'examiner avec une attention généreuse et une volonté constructive le développement du nationalisme annamite vers une solution humaine et raisonnable dans le cadre de la souveraineté française ».

Tout en reconnaissant que l'évolution du pays doit comporter une revision progressive mais prudente du statut de ses habitants M. Pagès adjure les conseillers coloniaux de ne pas solliciter l'impossible et de ne pas s'ériger en excitateurs patentés contre l'ordre établi. La politique libérale de M. Robin sera continuée mais il ne faut pas laisser compromettre sa chance par des hommes ambitieux qui vous exciteol contre l'autorité.

Les premières heures de la colonisation sont passées. La condition matérielle et morale des travailleurs doit faire l'objet de la part des propriétaires et des patrons d'une sollicitude volontairemeot consentie. Que les Français ne cèdent pas à la dépression et à l'inquiétude devant le nationalisme annamite naissant et qu'ils ne parlent pas de carence du Gouvernement et d'autodéfense.

Que penser de ce discours ? Pendant que dans toute l'Indochine la population se prépare à accueillir la Commission d'enquête parlementaire ces paroles expriment elles la manière de voir du gouvernemeot français ?

Si des « espoirs incooosidérés » sont nés dans l'esprit de quelques uns, oo peut être sûr qu'ils ne viennent pas du côté des travailleurs ; ils ne veulent pas autre chose que de voir leurs conditions d'existence améliorées. Ils sont las de souffrir de la faim at des eadonilles. Ils veoleni vivre en hommes et non en bêtes.

Dans un pays où le patronat règne en toute puissance, nous nos permettons de douter qu'une sollicitude vis à vis des travailleurs puisse être volontairemeot consentie. Le rejet de la loi du travail par les Chambres de commerce et d'agriculture d'est il pas une indication convaincante ? Il y a eo et il y aura toujours on notre pays une résistance opiniâtre contre tout projet de réforme en faveur des masses laborieuses. On ne cédera jamais facilemeot aux travailleurs les avantages auxquels ils ont droit.

Nous voulons toojours rester calmes et avoir confiance ao gouvernement du Front Populaire. Nous nefformons pas des espoirs chimériques mais nous voulons quand même plus d'air pour respirer. Nous voulons que les travailleurs puissent défendre leurs intérêts trop longtemps sacrifiés. Les excitateurs contre l'autorité ne sont point du côté de ceux qui souffrent et peluent. Ils sont du côté de ceux qui, défiant toute loi, accaparent tout et ne laissent même pas aox classes laborieuses le droit de vivre bumainement. Ceox là sont les véritables responsables du désordre.

Si on veut appliquer en Indochine une politique libérale il faut tenir compte de la volonté de la population. Dans une colonie, la réaction est toujoors grande. Le gouvernement peut être certain qu'il ne trouvera pas de ce côté l'aide nécessaire à la politique envisagée par le Front populaire. Il aura par contre tout l'appui des travailleurs, s'il veut sincèrement leur garantir des droits trop loogtomps violés.

Oous notre pays mieux que partoot ailleors, il convicot de connaitre les aspirations populaires. Les différentes assemblées par leur système d'élection actoel ne représente qu'une infime minorité. Les 90 °/. de la population ne sont pas représentés.

Comment dans ces conditions, la Commission d'enquête peut elle se renseigner si elle ne se contente des rapports et des vœux des assemblées existantes ? Comment peut elle travailler et faire œuvre otile si elle ne connait pas les besoins de ces masses écartées ?

La nécessité d'une nouvelle politiqua indochinoise est plus que jamais à l'ordre du jour. Nous voulons bien savoir comment elle s'organisera : avec ou sans les masses travailleuses ?

CE QU'IL FAUT SAVOIR

LES SYNDICATS

La lutte directe contre les employeurs en vue de les amener à concéder aux travailleurs des conditions de travail et de vie satisfaisantes est menée par le syndicat, c'est à dira l'association permaoente des salariés d'une même profession ou d'une même industrie. L'ouvrier traitant seul à seul avec le patron est dans un état manifeste d'infériorité. Pour le contrebalancer à une discussion des clauses du contrat do travail dans des conditions plus favorables, le coalition ouvrière, c'est à dira l'action collective des travailleurs est nécessaire. Cette action collective en vue d'amener l'employeur à une plus saioe compréhension des besoins ouvriers se manifeste notamment par le refus concerté du travail ou la menaes de ce refus. C'est le syndicat qui organise cette coalition de façon permanente. Ia dirige, la discipline.

n La syndicalisme, écrit Léon Jouhaux Secrétaire Général de la Coofédération Générale du Travail en France, a sa source profonde dans l'évolution industrielle qui, en créant le grande entreprise, l'immense usine, a provoqué une solidarité effective entra tous les salariés, leur a imposé des conditions générales dont la défense et l'amélioration devaient les porter à s'unir. »

Est-ce à dire que les travailleurs ne se sont pas organisés avant l'époque du développement capitaliste ? Dans les villes du Moyen-Âge, où se feisait la production des marchandises pour l'exportation, il y eôt des révoltes ertisanes (les tisserands des Flandres) Dans les métiers moins importants, il y eut plus tard des associations de *compagnons*, mais entre le nombre des organisés et les luttes de la période des corporations, et l'ampleur de la bataille actuelle, il y a une immense différence.

C'est en Angleterre pays où la grande industrie s'est, en premier lieu, développée qu'a pris naissance le mouvement syndical. En 1799, le perlement vote une loi interdisaot les coalitions « pour prévenir les exigences ruineuses des ouvriers » ; mais en 1824 une loi reconnell une certaine liberté aux unions des travailleurs ; le droit de grève n'est reconnu, ci encore de façon imparfaite, qu'en 1859 En 1871 est votée la loi qui constitue encore aujourd'hui la base du droit syndical anglais.

C'est en 1899 seulement que se crée le « Labour Party », organisation de classe des syndicats pour participer à l'action politique.

En France, c'est en 1864 sous le Second Empire, que le droit de coalition est reconnu ; la loi n'accordait cependant aux ouvriers qu'un semblaul de liberté,car ils n'obtenaient pas le droit de se réunir et de s'associer. En 1868 le droit de se réunir leur est octroyé. En 1871 le classe ouvrière livre une grande bataille : la Commune ; son gouvernement éphémère tente d'esquisser une organisation de la production et de la répartition des richesses, mais le mouvement est écrasé dans le sang. La loi de 1884 accorde enfin aux ouvriers le droit syndical.

Jusqu'eo 1857, la classe ouvrière belge ne réagit pes ou guére pour sortir de se misèra ; meis à partir de cette année là il entre en lutte sur le terreio économique et politique. C'est en 1898 seulement qu'une loi reconnell légales les associations professionnelles

On voit quelles dures batailles le prolétariat a dû livrer pour arracher à la bourgeoisie le droit de coalition, le droit de grève. le droit syndical.

Il n'a pas obtenu encora satisfnetion entiéra, mais dans les principaux pays industriels d'Europe et d'Amérique, il peut s'urganiser syndicalement. Sans doute dans les peys à gouvernements fascistes (Allemagne, Autriche, Italie) le droit syndical a été ratiré aux travailleurs, mais ce n'est là qu'un épisode de le lutte longue et sans merci engagée entre le Capitel et le Travail. Le sanglante révolte des généreux contre le Gouverueni ni régulier de la République Espagnole n'a pas pour objectif la resteuration de la Monarchie, mais l'enfantissement du marxisme, c'est à dire l'abolition du droit syodicel si chèrement conquis par les travailleurs d'ou delà des Pyrénées.

La France Républicaine, la France du Front Populeire va-t-elle priver plus longtemps ses nationaux disséminés dans ses Possessions d'Outre-mer, les indigènes de ses Colonies et des Pays de Protectoral, du droit de s'associer librement, de se grouper dans des syndicats professionnels ? Ce serait l'éternel honneur du ministère Léon Blum de montrer dans ces pays lointains le vrai visage de la France.

LES LOIS SOCIALES AU TONKIN

Dans le numéro du 17 Octobre de la « Volonté Indochinoise », le *fasciste* André Caffa, créateur du Front Colonial Lenéral et la Délégation au Conseil Supérieur de la France d'Outre-Mer, s'élève contre l'application des lois sociales au Tonkin.

M. André Caffa est, d'après les oo-dit, un cummerçant fort avisé et aisé ; nous n'en disconvenons pas jusqu'a preove du contraire, car « tout ce qui brille n'est pas or », dit un vieux proverbe français ; mais il n'est pas lettré — il s'en faut de beaucoup — et ses connaissances en matière d'économie politique semblent être des plus sommaires.

Nous relevons dans son article certains passages empreints de la mauvaise foi la plus complète.

« Le Tonkin, écrit M. André Caffa, demande qu'on le laisse travailler en paix, il demande le droit de vivre et do choisir les conditions devant l'amener à la prospérité : avant le bien-être il faut le nécessaire et ce nécessaire nous ne l'avons pas atteint. *L'indigène est tout à fait de* ceI *nous et c'est lui surtout qui doit nous inspirer* ».

En réclamant l'application des lois sociales en Indochine, les travailleurs tonkinois ne font pas autre chose que de demander *le droit de vivre, le nécessaire* qu'ils ne possèdent pas de l'heure actuelle, de l'aveu même de M. André Caffa.

« Je crois, sans trop m'avancer, écrit-il plus loin, que l'ouvrier indigène sérieux n'est pas mécontent a. Vous nous la baillez belle, Monsieur le Candidat ! Ainsi, selon vous, les travailleurs de la mine, de l'usine et du chantier sont satisfaits de leur sort. Assez d'impudence, Monsieur Caffa. Vous êtes-vous jamais penché sur la misère de la classe ouvrière ? Avez vous visité autramout qu'en corieux ces bagnes qui s'appellent la Société Cotonnière du Tonkin, la Société Française des Charbonnages du Tonkin, la Société Indochinoise des Allumettes, la Société des Ciments Artificiels de l'Indochine et tant d'autres ?

« Il ne viendra jamais à l'esprit d'aucun Français, dites-vous, de réclamer 8 heures de travail quand il aura comme tâche la anrveillance de 9 à 10 heures de collaboration indigène. » Est-ce là l'avis des anrveillants français des exploitations minières dont vous essayez de sippers les voix avec vos fallacieuses promesses ? Non, M. Caffa.

Les travailleurs de ce pays, français et indigènes sans distinction sont unanimes à demander l'application des lois sociales, parce qu'ils en ont assez de l'exploitation capitaliste dont ils sont victimes.

« Etablissons des esisires minima pour éviter les abus.

Améliorons les conditions du travail dans la mesure du possible.

Récompensons les vieux serviteurs en leur garantissant une viellieese traoquille, sans souci matériels.

Garantissoos les soins médicaux. »

Parfait ! Mais il faliait y songer plus tôt, M. Caffa.

La nouvello de l'application immédiate des lois sociales en Indochioe a créé no véritable affolement dans le patronat tonkinois.

Les Assemblées Consultaires du Tonkin – Chambres de Commerce de Hanoi et de Haiphong et Chambre d'Agriculturo – ont adressé au Président du Conseil et au Ministre un long télégramme dans lequel ils attirent leur attention sur les conséquences très graves, à ces qu'ils disent, qui résulteront de l'application de ces dispositions législatives et demandent l'ajournement des décisions prises ; autrement ce serait l'abomination et la désolation.

En prenant connaissance du télégramme des assemblées Consultaires du Tonkin les citoyens Léon Blum et Marius Moutet ont dû se faire noe pinte de bon sang.

BONNETERIE MODERNE

CU - HIEN

76 Rue des Médicaments,
14 Rue Jules Ferry Hanoi

Prodection intensive : en chemisettes, en pull'overs, avec les plus belles laines, les plus beaux cotons. Travail sur commande et en série.

Exécution très rapide. Prix défiant toute concurrence.

ÉCRIVAIN ET révolution

Henri Barbusse (1873 - 1935)

Henri Barbusse qui est mort à Moscou, le 30 août 1935, était né ou mai 1873 à Asoières, près de Paris. Avant la guerre déjà, il avait attiré l'attention du public par divers poèmes qui révélaient son sens de la réalité, sa profonde compréhension des questions sociales et son extraordinaire talent descriptif. Son roman l'*Enfer* (1908), fit particulièrement sensation. Lorsque la guerre éclata, Barbusse s'engage comme volontaire dans l'infanterie. Il fut blessé, enseveli dans une esplusion et profondément gazé. Depuis cette époque, sa santé était retoée ; il était devenu un invalide de guerre aux poumons en grande partie détruits. C'est d'ailleurs la pneumonie dont, il fut atteint à Muscon qui l'emporta.

En 1916, il écrit l'œuvra qui fut pour des millions d'hommes un évéoement bouleversant, noe illumioation. Dans ce livre, les horreurs de la boucherie telles que les vivajent les soldats du froot nous eool exposées sous une forme immortelle ; *Le Feo* devait être le premier jalon de la fraternisation de tous les combattants et d'une façon générale de tous les travailleurs. *Le Feu* devient un symbole qui enflamme particulièrement les combattants et les jeunes.

En 1919, en commun avec deox autres combattants, Georges Bruyère et Fernaod Tooroay, Henry Barbusse fonde l'Association républiaioe des anciens combattants. Son alliance indestructible avec la classe ouvrière eu désormais scellée, Barbusse évolue logiquemeot vers le socialisme, lutte poor un nouveau régime créateur assurant à la fois la paix et la liberté des peuples. Durant la guerre, il devient le collaborateur de divers journaux de gauche, participe à la fondation de la coalition républicaine dont le but principal est de lutter contre l'état de siège immédiatemeot après la guerre, il coosacre toutes ses forces au rassemblement des anciens combattants en France et dans le monde entier. En 1919, il unit les anciens combattants et les soldats de guerre à Lyon, au 1er Congrès de l'Association républicaine des anciens combattants Ce Congrès formule les principales revendications de ces catégories.

Le ter mai 1920, il fonde à Genève l'Internationale des anciens combattants. Dans cette ville il lieu la première ren.ontre des anciens combattants des puissances victorieuses et des puissances vaincues.

En 1920 et 1921, Barbusse prend place dans les ranga de ceux qui luttent pour un renouveau social et culturel du monde et qu'il commence à se réaliser, au prix des plus grandes difficultés, en Union soviétique. Henri Barbusse exprime publiquement ses sympathies pour l'internationale communiste, sans tenir compte des graves désavantages qui en résulteront pour lui, écrivain, auprés du monde bourgeois.

En mai 1922, il est pourauivi par eu justice,en raison de l'Association républicaine des anciens combattants, qu'il présida depuis sa fondation.

Dans l'intervalle, il pourauit son activité littéraire, publie dans cette année et celles qui suivront, *Clarté*, *Ce qui fut vu sero*, *Paroles d'on combattant* et on grand reman : *les Enchaînements* (1924).

A la tête d'un groupe d'écrivains, il appella tous les intellectuels à rallier la grande cause de l'équité et de la culture humaine. Il fonde la revue *Clarté* qui exercera une profonde influence dans le monde entier, particulièrement sur les intellectuels et les artistes. Plus tard, *Clarté* fera place à *Monde*. Cette revue, qui devient un centre do progrès aspirituel et culturel, a été dirigée jusqu'à ars derniera jours par Henri Barbusso en personne. Elle fut une force organisatrice pour le Congrès international des écrivains et autres événements de la vio intellectuelle, prolétarienne.

De 1922 à 1930, Barbusse, qui ne ménagea pas sa santé, est l'organisateur et le principal rapporteur de divers Congrès internationaux contre l'impérialisme, de Congrès internationaux des anciens combatants. Il entreprend de nombraux voyages, notamment dans les Balkans, sur les geôles desquels il publio un livre émouvant, *les Bourreaux*. En 1925 il sillonne l'Union soviétique, qu'il aime passionnément, et publie son ouvrage sur la Géorgia.

Henri Barbusse est un des fondateurs du Secours ouvrier international, de la Ligne anti-impérialiste, de l'Association internationale des écrivains et des artistes.

Malgré son épuisnnte activité publique, il n'en pourault pas moins son travail littéraire. Il fait paraitre successivement *Jésus*, *Les Judas de Jésus* et, plus tard, *Zola*.

Presse vénale et réactionnaire

Les multiples contraintes imposées à la presse anoamite aont sans conteste une des principales entraves à l'évolution de ce peuple relégué au rang d'éteroel mioeor. Les Aonamites sont privés jusque du droit de dire ce qu'ils veulent, d'exposer leurs opinions sur les vices d'un régime doot ils n'ont que trop soufert.

Aessi bien, parmi les questions qué nous avons à cœur de soumettra à la prochaine commission d'enquête parlementaire, figore au premier chef celle de la liberté de la presse. Cette liberté, nous la voulons totale sans coodition. L'odieux régime de la censoro a été supprimé, mais ce n'est là qu'noe demi-mesure comme tant d'autres, on trompe l'œil qu'n'échappe guère aux esprits avertis. Ce n'est pas co simulacre de liberté que nous demandoos et, avec noos, toos les gens épris de vérité et d'indépeodance.

Mais ce serait une erreur de penser que tous les journalistes d'ici voient la questioo du même œil. Beaocoup d'entre eux, et non des plus vieux, n'ont rien à redire à an état de choses dont non seulement ils s'accommodent à merveille mais dont ils tirent encore le plus large bénéfice. Cette liberté, ils n'eo ont jamais senti la nécessité; bien plus ils l'envisagent comme un grand danger pour leur plume réactionnaire Leors apprébensions reposent sur le fait que la liberté d'opinion amènerait l'éclosioo de feuilles indépendantes qui ne manqueraient pas de les stigmatiser de la belle manière eo leur disant cruellemeot leor fait.

Ces plemitifs qui émargant à des caisses les plus diverses et qui, entre deux paogéyriques, vont quémander une vabvention chez leur patron, constituent en ce pays un instrument d'obscurantisme nuisible tant au pooverooement colonial qu'aux masses exploitées. Le journaliame n'est rien moins à leura yeux qu'un tremplin pour arriver aox situations qu'ils convoitent. Ils excellent à chanter la politique de tous les gouverneurs, libéraux ou réactionnaires, qualifient tous les actes de ces derniers d'opportuns, font d'un obscur baresucrale ou béros sur le compte duquel ils *ne* tariseent plus d'éloges, s'ingénient à dégager de la plus néfaste mesnre gouvernementale des conséquences bennines qui, à les en croire, transformeraient en moins de rien ce pays en un paradis terrestre. Ils savent au besoin élever cel éclectisme intércsé, ce ceoformisme servile à la banteur d'un art, le revétir de l'éclat d'une doctrine.

Par cootre, sur tous les méfaits du régime, sur l'incurie administrative aoos toutes les formes, ils gardent un pudique silence. No cherchez pas dans leora feuilles des vérités, des idées justes, de ces opinions hardies qui incitent au gouvernement à faire un rctoor sur lui-même. De tout cela, ils n'ont cure. Et pourtant combien d'entre eex ont l'impedeore de se dire jeunes, de se prétendre les porte-paroles de la jeuesse. Si encore ils ont une conviction ! Car je suppose qu'noe opinion soit toujoors respectable. Leers patientes élucubrations portent la plupart du temps sur des thèses surannées et toutes faites, tenqnèlles leur fournissent matière à des développements commodes et interminables. Thèses qu'ils savent désuètes, que les faits de chaque jour démeotent, mais qu'ils ressassent avec un héroïsme crane pour les besoins de leur basse ambition. Il va de soi que leura écrits, d'une logique douteuse, n'ont d'autre but que celoi de justifier les réactioos d'on gouvernemeot peu enclio aox réformes et prompt à la panique.

J'en ai vu qui, au vantaol de leurs privilèges, disent sur un ton de superbo candeur : « Le jour où ma feuille deviendra oue force, le gouverooement devra compter avec mois. Comme si des fiigorneries pouvaient jamais être une force, comme si des faveors distribuées dans quelques antichambres pouvaient jamais s'appeler des droits.

Mais là ne s'arrête pas leur activité agressota, qu'ils disent. On n'est pas si fou, pour ne pas tirar de son journal tous les profits qu'il comporte. Et de fait, ils s'en servent avec une admirable assurance pour « s'imposer au public », entendez pour se pousser dans le monde. Coups d'encensoir généreusement distribués, commentaires éloglenx faits on mépris de toute réalité, montage en épingle de faits les plus futiles aox dépens d'événements importants et graves qu'on n'a garde de publier, crainte de blesser une sami» ou une personnalité susceptible de vous rendre service. Bref, ils ne prennent ou journalisme que le côté sale, celui qoe réprouva tout journatiste consciool de son rôle d'éclairer le gouvernement et le public. A Gide semble avoir pressé à l'un de ces écrivailleors intéressés qoand il écrit dans l'Ecole des Femmes : « Sous des dehors d'impartialité ce n'est qu'une sorte d'agence d'entr'aide, de complaisaoces réciproques ». Et le grand écrivain internationaliste d'ajonter iristement plus loin : « Ah ! que j'aimerais le voir, ne fût-ce qu'une fois, défendre une eause où il aurait vraiment à se compromettre, éprouver des sentiments dont il ne pourrait tirer avantage, avoir des convictions qui ne lui rapportersieot rien ».

Contre ce fléau qu'est le journalisme obacurantiste nous résgirons de toutes nos forces. Nous tenons pour un devoir la tâche de mettre la paple à l'abri du bourrage de crâne entrepris par toute une bande de publicistes à la solde de la bauto finance et des autorités coloniales réactionnaires.

A partir de 1930, époque où les années d'une nouvelle guerre mondiale commencent à s'annoncer menaçantes à l'horizon et où le fascisme apparaît de plus en plus brutalement comme le fauteur de guerre et l'ennemi des peuples, Henri Barbusse consacre toutes ses forces au nouvement mondial contra la guerre impérialiste et le fascisme.

Il est l'initiateur et l'organisateur du Congrès mondial d'Amsterdam contre la guerre impérialiste, où mille délégués prêtent acrment de combattre par tous les moyens la déchainement d'une nouvelle guerre mondiale. Il est élu Président du Comité mondial contra la guerre impérialiste, issu du Congrès d'Amsterdam.

Lorsque le fascisme hitlérien lève la tête, Henri Barbusse devient l'un des chefs de la lutte antifasciste. Il est l'un des principaux orateurs au Congrès antifasciste tenu en mai 1933 à Paris, salle Pleyel. Sur l'initiative d'Henri Barbusse, les Comités dirigeants élusparles Congrès d'Amsterdam et de Pleyel fusionnent dans le Comité mondial contre la guerre et le fasciamo qui possède aujourd'hui des filiales dans presqne tous les pays et qui compte des millions d'adhérants dans le mondo entier.

A la tête du Comité international de libération par Thaelmann, Osaietzki et les autres antifascistes emprisonnés, dans les actions de solidarité pour les victimes du fascisme et de la réaction dans tous les pays, Barbusse lutta infatigablement, sacrifiant toutes ses forces. Malgré une santé ruinée, malgré son affection pulmonaire, il part pour les Etats-Unis à la fin de l'automne 1933 pour y coopérer à la fondation de la Ligne américaine contra la guerre et le fasiame et y effectuer une formidable tournée de réunions. Cet automne il se proposait de partir pour l'Amérique du Snd, dans le dessein d'y accomplir le même travail.

Barbusse est la force motrice du congrès international de la Jeunesse contre la guérre et le fascisme, qui se tiendra en Septembre 1933 à la Mutualité. il joue un rôle dirigeant au congrès des femmes de l'été 1934, au congrès mondial des étudiants contre la guerre et le fascisme à la fin de Octembre 1934. Entre temps. Barbusse travaille à son dernier livre qui paraît au printemps de 1935. et qui-il est consacré à la personnalité de Stalino, le chef de l'Usoviétique. C'est l'œuvre d'un grand nion écrivian anr un grand chef.

C'est avant tout à son initiative personnelle qu'on doit la convocation du Congrès International des écrivaias pour la Défense de la coltnre, qui se tient en joillet 1935, à Paris. Barbusse est élu an Présidium de l'Internationale des écrivains, nouvellement créée.

Barbusse a été le porte-drapeau de l'idée du front populaire en France et dans le monde entier. Il fut un des initiateurs de la formidable manifestation populaire du 14 juillet 1935. Ce jour-là, il fut d'ailleurs un des principaux orateurs. Ce devait être son dernier discours public.

Son dernier voyage à Moscod répondait à l'invitation des écrivains et artistes de l'Union soviétique. Son désir le plus ardeot avait été d'assister, en invité, à quelques séances du Congrès mondial de l'internationale communiste, d'antant plus qu'il y était question des problèmes de l'unité de tous les travailleors dans la lutte contra la guerre et le fasciame.

Nul n'a œuvré avec plus de passion et d'acharnement qu'Henri Barbusse pour l'unité de tous les travailleurs, pour la lutte en favenr de la paix, de la liberté, du progrés et du socialisme.

L'humanité perd en lui un de ses champions les plus purs, les plus nobles les plus grands.

PAGE PAYSANNE

Le régime des impôts fonciers en Annam ou la cascade des centimes additionnels.

Le régime des impôts fonciers en Annam est remarquable par son incohérence et son anachronisme. On esta. il ne fait d'ailleurs que répéter et exagérer la physionomie propre à toutes les institutions politiques et économiques do pays.

Vestige des temps anciens, il a subi des remaniements qui, pour tout résultat, ont rendu plus manifestes ses vices foedamentaux et ses contradictions intimes. L'assiette de l'impôt ne repose sur aucune base rationnelle ; son taux fixé d'une manière tout à fait arbitraire n'a aucune corrélation avec les raedsmsots des terres imposées.

Les rôles actuellement en vigueur en Annam, en effet, ont été établis selon les principes de l'ordonnance royale de 1839 de 1806. Cette ordonnance stipulait la répartition des rizières en quatre catégories, et des terraies en six. Mais, à la différence des régimes appliqués dans les autres pays, en France par exemple, où le classement des propriétés imposées repose sur leur valeur locative ou leure revenus cultureux, « lss rizières et les terraies en Aoeam, seront portés à diverses estégories, eou en raison de leor qoalité et de leur rendement intrioséques, mais en raison du régime setérisur, aoqeel ila ont été soumis, grâce à la bienveiliance de nos ancêtres ».

Le malheur, précisément, c'est que « nos aecêtres », malgré leur « bienveillance », n'aveient pas pris en considération, dans l'établissement des bases de l'impositioe, la qualité et le reodement intrinsèques des terres. Daox les rerea cas où ila avaieot po le faire, les changements xurvenus avec le temps exigeaient des remaniements parfois profonds. Les conséqoences de cette répartition arbitraire et absurde étaiset facitex à prévoir.

Taudis que des rizières pauvrex, voire même iecultes oot à payer de lourds impôts, d'autres plus riches acquittent, du fait qu'elles sont impatées à la dernière estégorie, des contribuioux relativement privilégiées. Nos villageois, qui supporient avec résignation oes lejustices flagrantes cherchent taot bien qoe mal, à y remédier dans la meaure de leore moyens. Pour les rizières commeales et daea les régioes où le partage x'en fait selce la méthode bièrarchique, les estégories officielles sont sovent écartées, et les impôts les plus lourds pèsarot aer coux qui oei te droit de choisir les premiers leors rizières. Mais ce n'est là qu'un palliatif de faible portée ; la mordire dissemioation parmi les coutribuables ou l'adoption d'une méthode différaole de partage suffire pour rendro son applicetion impossible.

Cette absence d'un critère rationael daos l'établissement des catégories devait doooer lieu à des abus très graves. A la faveor du vice foodamental, les autorités ne es font aucun scrupule pour ordooaor et maitiplier les cooversioos de catégorie. Moyen commode, en effet, qui aouvre à l'administiation de maintenir des recettes injustifiées ou d'u créer de ooorelles. Tel village qui a payé depuis 1896, 1895,00 d'impôts foncters pour des rizières inexistantes (Không-tbo : charges gratuites), demandait à plusiaura reprises à en être exooéré. Après des fioa de oou-recevoir réitérées, un nooveau cadastrage fut ordonné aux frsis des requéreots, qui confirme le bien-fooié de leors dires. Devant de pareiltes évidences, la solnlion favorable paraissait s'imposer. Mais l'administration trouva encore le moyso d'éoguter. On fit diro aux pauvres campagnardx qoe l'autorisation leur était donnée de défricher, sana augmentation d'impôts, de noovelles terres, jusqu'à concurrence de la superficie des rizières inexistantes et qu'ila étaient cosés avoir possédées ; que, dans le cas où il leur serait impossible d'explorer des domaioes vierges, comme d'ordinaire favo—la faveur loi gne ! — on leur accorderait noe « conversion de estégorie x ! Les paysaux lésés, comme bieo vous le peosez, se voyaient dans l'obligation d' « encaisser » la faveur gouvernementale ; car, les terres en friche n'oxistent pax partout, et en tout cas, po or les mettre eo cuitare, il faut des moyens fioaciers et autres qui bieo souvent manquent complètement aox villageoix misérenx.

Si l'assiette des impôts fonciers éteit fixée d'après des principes abxordes, leur taox et leur montant ne comportent non plus aocune base re lioooeiite. La fameuse ordoonance de 1908 nous donne simplement les chiffres forfaitaires des impôts qui doit incombent à chaque estégorie de rizières ou de terreins (1). Elle garde un motisme complet sur les considérations dout elle es serait inspirée pour établir ces chiffres. Cette carence législative a été largement exploitée, ces derniers temps, par la Gouvernement, en vue de pressurer les habitants. Comme les droits du contribuable ne sont sauvegardés par aucune dispositioo légals, le Gooverneoent, peu soocieox de lo misèro de ses administrés et sous l'empire des néoessités budgétaires toojoore nouvelles n'a jamais bésité à oaer et à abuser des « centimes additionnels ». En 1925, à l'occasion du quarentenaire de S. M. Khai-Dinh, et sans doota pour re açonner la lieose imaginaire que le peuple d'Annam aerait manifestée en l'honneur de la longévité de son roi, furent institués les célèbres 30 centièmes, des centièmes provisoires, mais qui n'oot jamais été supprimés. Puis co forent, les 8 centièmes, les 2 centièmes de cette même aeeée bénis, les 14 centièmes de 1930, les 12 esotièmes de 1931 et les 10 centièmes de 1932, les 9 centièmes de 1933 les 16 eautièmes de 1934, enfin pour couronner l'échafaodage, les 5 cents dits « pour les pauvres », affamés ou inoedés. Tant et si bien qoe, ds esotlmes additionnels eu centimes additionnels, le montent de l'impôt foncier est rapporté à mão de rizière de 1ére estégorie est passé de 1p.50 en 1924 à 2p.5/6 en 1936 st accose ainsi noe majoretion de 68·/. ! (2)

Pendant qoe ta coerbe des impôts croît à un rylbme accéléré, qoelles oni été les variatiens de ta coorbe des revnus imposibles ? Eu prenant pour base de oos calcula les dépanses moyenees occasionnées par ts miae en cultare d'un mão de rizière fertile do Centre Aenam, nous sommes arrivés à établir le parellèle soivoot eetre les anoées d'eraot la crise et l'anoée qui vieot de s'écooler.·

	Aveal la crise	1935
Locatioo d'eu mão	20p.00	9p.00
Labourage	4p.20	3p.00
Pépioière	6p.00	4p.00
Semences	3p.00	0p.80
Repiquage	3p.50	2p.20
Sarclage	1p.50	0p.90
Moisson	8p.50	4p.40
Total	46p.70	24p.80

La baisse du coure des matières premières et celle du prix de la main d'œevre oot provoqoé noe rédoction de 47·/. daox les dépenses. Mais tondis qu'avant la crise, one bonne récolte s'évaluait, par mão de rizière fertile à la somme rondelette de 80p. les revenues bruts eo 1935, se montent à peine à 18p., aubissant la réloction catastrophique de 78·/. Le reveeu est, le bénéfice, qoi asportant, dans one boone anoée, pouvait xteindre 33p. par mão, a fait place à ne déficit de 7p. oo moins en 1935 !

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Ils diseot clairement la profoode misèse des paysans, qoi, paodant qoe les récoltes sont entièrement et uniformément déficitaires, sont saignés à blanc par une impitoyable fiscalité ! Tendis que les raveeus nets, les seals revenus imposebles oot disparu, les contributions, au lieu de diminuer, ao oontraire d'une manière vertigineuse ! Et le problème fiscal se complique eocore d'une doonée poiltique: toute demande de dégrèvement, toute réclamation d'évaluation directe des revenus est regardée comme une tentative de sédition et réprimée sèvèrament comme telle ! Aosi, les contradictions fotemes du régime, provisoirement voilées par une atmosphère d'aeaues relative, ont réslisé, à l'épreuve de la crise, toutes les absurdités, toutes les conséqoences néfastes, qo'elles emportaient ! Les paysans n'en peuvent plus. Il faut s bsolument que cela change Et il ne peut être question d'on remaniement plus ou moins partiel qui n'aora d'autre résoltat que celui de rendre le mso encore plus chaolique La suppression complète et définitive de l'actuel régime des impôts fonciere s'avère indispansable, pour soolager la misère de nos villageois. Il nooz faot un régime nouf, cobérent, rationoel, un régime qoi tienne largement compte de la valeur locative des propriétés et des revenus culturaox nets ; qui admette les dégrèvements pour pertes de revenos doos aox inoodations et aox sécheresses, à reison des dettes contractées pour les besoins de l'immeuble ou à raison des charges de famille, qui reconnaisse un contribuable le droit de réclamer une évaluation directo des rore nus en vue d'obtsnir des réductions ou même des exonérations totales ; qui enfin ne frappe de contributions que des revenus acpérieuro à oo chiffre minimum et favorise aiosi les fermiers et les petits propriétaires.

Naturallement, pour mettre en oeuvre de pereilles réformes, encora faut-il qoe nos Gouverosnts so soocieut un peu plus qu'ils ne fout, du sort des misérables indigètes, leurs administrés ! Or nous sommes loin de cette hypothèse.

1 Ce chiffre forfaitaire mioee correspond à l'impôt foncier des propriétés non bâties à la fois et à l'impôt cédulaire sur les bénéfices de l'exploitation agricole, du régime fiscal français.

2 Nous attendons de nouveaux renseignements qui nous permettront de préciser si les centimes additionnels, postérieurs à 1931, année du rétablissement des budgets provinciaux, sont répartis à tout l'Annam ou, au contraire, particuliers à certaines provinces.

CHEZ LES PAYSANS DE PHUC-YEN

J'ai été, le mois dernier, rendre visite à une famille de paysans, à proximité du chef-lieu de Phuc-Yên. C'était une de' ces familles d'agriculteurs petits propriétaires, qui, avant la crise, avaient un standing de vie assez élevé, mais, qui, une fois le marasme économique venu, ont vu leure revenus se réduire, disparaître, et leur aisance faire place à une navreuse pauvreté. Mon ami conservait toujours ses élegante mâu de rizieres, mais que les temps étaient changés ! L'animation qui nageère avait régué eu permanence dans le maisoo, n'était plus qu'un souvenir. et les braves lerons qui s'étaient fixés ademeure chez leur maître, s'en étaient allés un à un, faote de service Ao repas où ne se tronvaient réunis que les quelques membres de la famille, il y avait bien en poulet — la volaille pullulait daoa la basseeour—mais de riz, point ! le mets principal était plus économiquement remplacé par de la paiate coupée en tranches. Et ceci so passait juste deux mois après la moisson.

Noes caosions...

Daoa le village, hommes, femmes, enfants, vivaieot daes une obsession épeffiante. C'était comme si le spectre de la Misère, de la Famine planait dans les airs ! La rizicalture, l'unique ressoerce, ne nourrit plus son homme ; le revenue nets sont insuffisants pour faire face aex impôts trop loerds. Les habitaotx se sont dits : « Mais alore, nos terres auxquelles nous tenions taot, elles ne aoot ples la « mère nourricière»; elles oe xont là que pour appaler aur uos têtes des charges intolérables et injeatifiées ! Et d'un accord unanime, sans regret aucun, ils aigèrent la easaion à titre gratuit, sana coutre partie, de 500 mâu d'un chxmp commnnal au fils de Mme Lê trueg Ngoc, le propriétaire Lê trung Chân. C'était pour eux un soulagement qee cette opération qui, en d'autres temps aurait consitué en appauvrissement volontaire. Les pauvres paysans, rénigés devant l'évolution sociale inexorable, se voyaient forcés de travailler à leur propre prolétarisation.

Il est vrai que la Résidence supérisure, mise au courent de leur situation, a voelu y apporier qeelque remède. En haut lieu, la possibilité de ratioualiser les charges foncières fut envisagée : on a songé, no moins, à créer, pour les rizières doot la production annuelle par mâu ne dépassait pas 500kg, noe quatrième catégorie d'impôte. Malheureusement, la réforme en était restée pour toujoure là, à la phase d'étude, et l'échec en serait imputable, à en croire les gens ironiques, au brave « mayar ». Le brave «mayors en effet, tout naif et tout rustre, avait osé déclaror, à la demaede do Résident, qee plus d'un tiers ides champa de la commune prodeisaient par an, moins de 500 kilogrammes. Il avait eommis la gaffe irréparable de révéler le vérité. Au moins, il lui faudrait savoir qoe, même la vérité, bien des fois, on a le devoir de la taire. Par exemple, quand elle poerrait entraleer de légères brèches au budget local ou général... A quelque temps de là, et sana qe'on ne sache jamais poerquoi, le maire de la localité s'est vu destitué de ses fonctions, par « mesure administrative », et les villageois ont vu convertir leurs rizières de deraière catégorie en rizières de première estégorie. Tout de même, une « reforme » a été opérée !

Tout cela n'était pax fait pour encoorager l'optimiame et la confiaoce des bxbilaats. Uo vieox notable, au soptnagénaire, me confia : « Si seulement, j'avais vingt aua de moins, j'aorais vendu tous nos biens, et gaité mon village natal, pour aller vivre au delà des frontières. Ae delà dex frootières, je me l'imagine, la vie serait moins duro' et les gouvernements, plus cléments ! x

Soixante-douze villages du Vinh-Linh ont déposé contre les mandarins du « phu » une plainte pour concussion

L'événement, car c'est un événement, a fait sensation dans les provinces du centre. Les paysans de soixante douze villages, faisoot partie de cinq cantons du Vioh-linh (Quang-tri) ont saisi le gouvernement général et la Cour d'Annam d'une scabreuse affaire de concession, daos laquelle aeraient impliqués toos les mandaries de la préfecture.

Il faut dire que le préfet en question, M. Duong ngoc Phu, ainsi que ses dignes acolytes, possédeot un art réel daos la pratique ignoble mais lucrative de la concession.

Des villageois out-ils reutré l'impôt avec en léger retard ? Excellente occasion pour faire veoir au chef lieu leurs pauvres maises à qui l'on demaoderait des justifiestions verbales, écrites et autres. Ila soot dix maires du Viuh-linh à subir cette anoée la traeasserie classique, de la part des autorités prefecorales. Des dix, un seol, l'échevin de Hiên-luong, servile et riche « pu ne tirer d'affaire, à bon compte, c'est-à-dire rooyennant la modique somme de vingt dollars. Les dix neof antres, qei ne pouvaient ni ne voulaient débourser, avaient à eneslaser les pires voiex de faits et les plus impedentes menaces de pourauite judiciaire ! Ce n'était naturellement pas la faute au préfet, car ce dernier, admirable de géoéroaité et d'esprit de coocifiatioe, a, voulo bien, pour régler l'altaire, conseotir à noe rédnction de 50 /. ; il avait l'intention de réclamer seulement 10 piastres par étc de maire !

Autre grief. L'année dernière, il y avait eo Annam, des sinistrés et des misérexx à secoorir ; des collectes publiques furent ordonnées au pen partout. Les populations du Vinh-linh se saignaient pour apporter la contribution de 600$ à l'officielle œevre de charité. Mais, depeis, la somme destinée aux pauvres n'était allée à aucun trésor, sinon au trésor particelier du préfet lui-même.

Encoocssionnaire acampli, Duong ngoe Phu se devait de ne laisser passer aucune occasion. Comme le maire de Liêm công-Tây était actionné en justice par la majorité des villageois, notre préfet lei promettait un jugement de faveer à moyennant le respectable pot de vin de 150$.

Les aubinlieres de la préfecture sont les dignes émules de leur chef vérenx. Le lin-même trouva le moyeo de soutirer des sommes roudeletées aux deux malheureux Hoàng Phap et Chập, victimes tous deux de la confiscation des biens, le premier pour delit politique, le deuxième pour détention d'alcool de contrebande. Au cours d'une perquisition à domicile x, ce même fonctionnaire lutrodoisit du tabac dans la maison de tiochoo pour faire ensuite payer son silence au prix de 60$.

Tels sont les principaux griefs que les hantants du Vino Linh ont retevés contre le l'n Phu et ses subordonnés.

Il y en a das plus mirobolants. Ce procès xcandaleux qui vient s'ajouter à tout d'autres du même genre prouve une fois de plus que le co.ps des mandarins, constitue aujourd'hui comme dans l'ancien temps, une véritable calamité pour la population paysanne. Il est vrai que recemment on a parlé bruyamment de rapétçage et de demi-mesure fort en honneur en Annam-Fookia. Tout d'une revision générale et radicale des institutions politiques et administratives n'aura pas lieu, toote réforme fragmentaire, amtoot dans le cedre moyen-âgeux du mandarinat, n'aboutira qu'au rajeunissement et à la modernisation des vices intrinsèques.

Les paysanx qui, poer tont enseignement, n'en référent à l'expérience, ont compris cette vérité mieux que personne. C'est pourquoi, ils ne veulent plus attendre que le Gouvernement annamite ou colonial prenne spontanément leur cause en main. Malgré tont ce qu'on a fait dans le régime politique actuel poor les intimider et les réduire au mutisme, ils se sont solidarisés en uoe manifestation collective d'hostilité contre l'ignoble « père et mère ». Ils commencent à comprendre qua seule une action commune pourra assurer la sauvegarde de leurx intérêts vitsox.

Signe des temps !

Chansons paysannes

Un jour, nos parents nous créèrent. . . . .

Un jour, nos parents nous créèrent ..
Par des temps nouveaux, l'administration se complique et l'Annam n le cœur endolori.

D'abord il fallait pereer des canoux.

Et puis, on contruisait les routes des hautes régions.

Les richesses ites hautes régions nous sont désormais fermées.

L'ordre du mandarin est arrivé : il faut des coolies. . .

Les riches, eux, poyent une certaine somme.

Ils s'abritent eaus leur fortune !

Mais les pauores gens, on les mobilise deux fois, trois fois.

Et la femme s'informe aupres du mari. ror elle voudrait le suiore.

Elle prépare des paniers, elle prépare des boissiaeiers :

Sur un bout da fléau, pendent la marmite et le sac de riz :

De l'outre, des nattes et des vêtements.

La plus habile donne à son homme un sac de jute en guise de converture.

La charge sur l'épaule, le mari part.

« Que les jours et les nuits seront longues désormais ! quand se reverro-t-on ? »

Et tenant dans sa main celle de son mari, la pauare femme dit :

« Il ne faot pas trop m'aimer, trop penser à moi ! . .

« Car de te savoir le cœur endolori. cela me fera de la peine. »

Si tu connais, ô ciel, toutes nos misères ! . . .

Si tu connais, ô eiel, toutes nos misères !

Un roi a fnit toutes nos misères !

Tantôt encore an vivait en paix : on vivait dans l'aisance ;

Mais au seuil de cette année Mậu-ngọ, grandes sont misères !

L'ordre vint du haut lieu qui avertit les habitants du canton des « Rives fertiles » :

« La haute région appelle la main d'œuvre » . . .

Alors c'était une ruée : on allait, on courait par centaines !

Mais qui diro la misère du départ ?

Au milieu des bois, des ronces et des épines on marchait !

L'herbe eaus montait j'usqu'au cou et eaus égratignait.

Abrupts sont les monts de l'isolement « et de l'Exil ».

Et grandes les roux du Xâm et du Lèo ; que faire, ô compagnons ?

Noos 'bouscalions des rochers, nous tendions des cordes ;

Nous aplanissions des coleaux : nous défrichions des forêts ;

Nous travaillions depuis l'aurore jusqu'à la nuit tombante.

Pour gagner une ligature et cinq sopèques

La nuit on se couchait en songeant :

« De quoi se nourrir demain ? comment finir la journée ?

La ration ? Etait-ce du riz ? était-ce du son ?

Des bouchées franches ? Il ne faai plus g songer.

Chacun un bol, autour de la marmite on se pressait ;

On se partageait ce qu'on pouvait.

La répartition ne doit-elle être faite en toute équité comme le troeail ?

Et chaque jour, de bon matin, la pelle sur l'épaule, on s'en allait dans la forêt.

Pour ne rentrer que le soir, tassé et fatigué,

Les jambes aloardies, les fesses noircies, salies de oase gluante.

Des joare, le riz manquait. On enirait alors dans les gorges profondes ;

En quête de l'igname sonoage.

« Mais ne fais pas le difficile, ô compère !

« Comment vivre si la vie le suivait de tubercule.

« Et regarde : des yens qui au village étaient des « messieurs » des notabilités :

Les voici réduits a piocher eux aussi pour avoir le soir quelques tubercules d'ignames seulement. »

Ah ! uraiment père « Càn » et père « Lâm » sont inégalables quand il s'agit d'enlever les tiones et de fouiller les souches ! . . .

Le vieux Tu, l'air maticieux, nous déclare :

« Je connais un e.droit où l'igname gît en nappe inépuisable ! »

Et le père Tô et son enfant montaient jusqu'au rocher de l'Entèbement.

Et au somme de la « Pierre Stèle » et au Ruisseau à ténères, trois fois par jour, père Hont et père Nghiên piochaient, piochaient. . . .

Et c'est ainsi que nous vivons nous autres, le peuple : Nous sommes malheureux, parce que nous sommes pauvres. . . .

Nous ne vivons que des fruits que la nature nous donne.

Nous avons vendu tous nos bœufs et toutes nos rizières ;

C'est que nous sommes pauores.

Et avec le corps, noire dnue erre, fantôme inconsolé !

La prouveté nous fait le plus grond tort.

Mais les riches, ah ! ils sont heureux !

Oes pauores gens aiennent frapper à leur porte,

Et disent humblement :

« Madame, Monsieur, prêtez nous. . . a de travailler, d'abord pour ces maîtres de fortune.

On essule la vaisselle, on balaie la maison.

Mais eux, ils sont hautoins, ils font les difficiles ;

Ils réclament un taux élevé : une garantie suffisanis.

— En quoi ? ne sommes-nous pos de vos serviteurs bien connus ?

Par notre foi, nous emprunions, nous paierons ;

Car pour nous, la saison difficile ne finira jamais.

Et nous reviendrons demander enrore, pour sûr ;

Ah ! la aie d'un pauvre ! hélas ! comme elle est maintenée par le Destin !

Mais aussi ce vieux ciel est insensé,

Qui ne songe même pas à réparer une injustice en notre faveur.

Des gens, voyez-bous, vivent dans une infatisable opulence.

Alors que d'autres peinent toute leur vie pour ne rien gagner.

Du douzième mois jusqu'au tr. isième, ils se nourrissent de légumes et de tubercules.

La femme veut des enfants, l'homme recherche le plaisir ;

Que peuoent-ils cependant ?

Toute la journée, ils peinent, ils peinent ! . . .

Entendez-vous, ô compagnons ?. :

Moi qui vous parls, je m'appelle Nguyên-Sa.

Et mes chansons disent vrai. . . .

Vous lirez prochainement :
LA PAGE DES INONDÉS

LA MÈRE ET L'ENFANT EN U.R.S.S.

Mais si, malgré cela, elles veulent éviter une grossesse indésirable, on leur enseigne scientifiquement les moyens d'éviter la maternité et on leur fournit le matériel nécessaire à les en préserver ; en cas où, ces conditions remplies, une grossesse existe, une opération simple est pratiquée dans des conditions telles qu'elles ne courent pratiquement aucun risque. Il y a eu 1 cas de mort pour 17.000 avortements pratiqués en 1934 à Moscou, 1 pour 23.000 en 1933.

Toute femme a droit à deux mois de congé avant et deux mois après l'accouchement. Pendant ces mois, elle touche intégralement son salaire. Et, dès le début de la grossesse, elle est généralement examinée, suivie par des médecins qui non seulement l'examinent du point de vue de sa grossesse, mais aussi du point de vue de son état général, on la radiographie, on examine son sang, ses urines, on l'effleure dans son travail à un poste tel que toute fatigue lui est évitée, elle ne peut faire partie d'une équipe de nuit, on réduit s'il le faut le nombre de ses heures de travail, on lui donne au restaurant de l'usine, s'il y a lieu, une alimentation spéciale, on la met en congé si c'est nécessaire : on fait tout pour que sa santé ne se ressente en rien de son état de grossesse et pour que l'enfant qui va naître soit bien portant.

L'accouchement a lieu, le plus souvent dans une clinique où tout est prévu, où le dossier médical suit la femme, dossier établi au cours de plusieurs années et relatant notamment tous les incidents qui ont pu se produire au cours de la grossesse. J'ai visité une de ces cliniques à Léningrad ; quelle propreté, portant, et quel aspect riant, comme on fait tout pour que la femme, non seulement soit protégée par l'application de toutes les découvertes scientifiques, mais encore pour qu'elle se sente chez elle. Couloirs larges, clairs dortoirs ornés de fleurs et de plantes vertes. Et comme dans tous les hôpitaux de l'U.R.S.S. un réfectoire où les repas sont servis par petites tables, un salon de lecture, des jeux à l'usage des malades. Pendant son séjour à la clinique, la femme apprend son métier de mère. On lui enseigne comment il faut nourrir un enfant, comment il faut l'habiller, quels soins d'hygiène il faut lui donner. Tout cela lui est enseigné théoriquement et pratiquement par des conférences de spécialistes, par des tableaux moraux qu'elle peut étudier à chaque moment, par les brochures qu'elle emportera en sortant de la clinique.

Lorsque, deux mois après les couches, la mère reprend son travail, elle peut continuer à s'occuper de son enfant, à l'allaiter. Le matin, elle peut le conduire à la crèche de l'usine, où elle lui donne une tétée, sous le contrôle de l'infirmière. On pèse l'enfant avant et après la tétée : on le lave, on l'habille de linge bien blanc et, dès le premier âge, on le couche dans un petit parc surélevé au-dessus duquel, à portée de sa main, sont suspendus des jouets, qui, ainsi, ne risquent pas d'être jetés à terre et souillés. Après trois heures de travail, la mère aura une heure de repos intégralement payé, pendant laquel le elle retourne à la crèche pour allaiter son bébé. Trois heures de travail encore, et c'est la fin de la journée : la mère donne une troisième tétée et retourne chez elle avec son petit rhabillé des vêtements du matin, qui pendant la journée, ont été nettoyés, repassés, raccommodés à la crèche.

Ainsi, tout est mis en œuvre pour que l'enfant ne soit pas une charge pour la mère, pour qu'il ne soit pas pour elle un obstacle à sa propre vie, à son travail, à ses études. En rentrant au foyer, l'ouvrière ne trouve pas le travail supplémentaire, parfois harassant qu'il lui faut faire dans les pays capitalistes. Non seulement, si elle le désire, elle peut trouver pour elle et son mari, dans les fabriques-cuisines, une alimentation saine et variée, mais elle trouve aussi des solutions d'alimentation infantiles qui peuvent lui fournir tout ce qui est nécessaire aux enfants, bien portants, ou malades jusqu'à quatre ans.

(A suivre)

Nouvelles internationales

LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE, de la Démocratie et de la Paix

par Paul Rax (Paris)

La volonté ardente des masses populaires dans les différents pays d'Europe d'apporter une aide efficace au peuple espagnol dans sa lutte héroïque pour la liberté et la paix et de coordonner dans ce but tous les efforts s'est exprimée à la conférence européenne, qui s'est réunie le 13 août à l'hôtel Lutetia, à Paris.

L'initiative de cette conférence était venue de plusieurs côtés : du Comité mondial contre la guerre et le fascisme, de la C. G. T. française et de députés des partis du Front populaire.

L'écho rencontré par cette initiative avait été considérable malgré le délai très court qui avait été fixé et l'époque défavorable des vacances. Cela se manifeste non seulement présence de 200 représentants d'organisations importantes, mais aussi par les 100 lettres de personnalités connues, auxquelles il ne fut pas possible d'assister à cette conférence. Mentionnons entre autres les messages envoyés par Georges Lansbury, les leaders syndicaux britanniques, Hicks, W. J. R. Squance, Wall, les pacifistes et hommes politiques norvégiens, Sir Norman Angell le professeur Harold Lasky, Gilbert Murray, Lord Marley, Sir Stafford Crippe, le président du Sénat tchécoslovaque, Dr. Soukoop, le professeur Nejedly, le Sénateur belge Wantera, les membres du conseil national Suisse Hans Oprecht, Johann Huber, Charles Rosselet, etc. Tous manifestèrent leur sympathie pour les buts poursuivis par la conférence et se déclarèrent prêts à participer à une action internationale.

La composition de la conférence reflète l'unanimité qui règne entre les différents partis et groupements de nombreux pays, qui se rendent compte que la cause de l'Espagne est la cause de la démocratie en Europe et de la paix du monde.

D'Angleterre étaient venus 17 délégués, entre autres J. C. Little, président du syndicat des métallurgiste, le militant syndical Jack Tanner, le professeur Blackett, la députée du Labour Party Ellen Wilkinson, Dorothy Woodman, le vicomte Churchill lord Listowel, des représentants de la Société des nations, des jeunesses libérales et communistes, etc. La délégation belge était dirigée par le sénateur Lonis de Brouckère, président de l'Internationale socialiste, Mecrico secrétaire général de l'Union syndicale belge. Etaient également venus de Belgique les députés socialistes Isabelle Blume, Delvigne, Bronfaut, Balthazar, et le député communiste Labant. La Tchécoslovaquie était représentée par le Dr Kunoszl, et le sénateur Smeral, la Hollande, entre autres, par Nelana, secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des transports, la socialiste Selms Meyer, le conseiller municipal communiste Reuzemaker, la Suède par le sénateur Branting. De nombreux antifascistes allemands et italiens étaient présents (Braileheid, Dr Kurt Rosenfeld, Mertenberg, Campolonghi, etc.), ainsi que certaines personnalités des pays balkaniques. La délégation française comprenait 140 personnalités appartenant aux partis socialiste, communiste et radical, entre autres: Bracke, Zyromski, Lagorgette, Jacques Duclos, Gitton, Vaillant-Couturier, Victor Basch, Emile Borel, Etiene Brouit, Gabrielle Duchêne, professeur Langevin, Jean-Richard Bloch, Jean Casson, Jean Painlevé, et les principaux dirigeants des syndicats français Léon Jouhaux, Racamond, Frachon, Buisson Belin Charles Laurent, Reynaud, etc.

Dans les rapports présentés par de Brouckère, Jean-Richard Bloch et Léon Jouhoux, ainsi qu'on cours de la discussion, à laquelle participèrent Jaques Duclos, Bracke, Isobelle Blume, Ellen Wilkinson, le vicomte Churchill, Jean Zyromsky Benoit Frachon, Victor Basb, etc..., on exprima les idées suivantes : l'insurrection des généraux fascistes d'Espagne est le signal d'un vaste complot des puissances fascistes. Le coup porté à la République espagnole est un coup porté à la démocratie et à la paix dans le monde entier. Le front de la Sierra Guodarrama est le front de la liberté de la France et de toute l'Europe. Les rebelles reçoivent tous les jours des avions, des armes, des pilotes, des techniciens militaires des puissances fascistes, afin de leur assurer la supériorité militaire sur le front populaire espagnol. Mais le Gouvernement espagnol et les masses populaires espagnoles qui luttent héroïquement pour la paix et la liberté sont gravement trappés par une flagrante application de la « neutralité », qui se transforme en un blocus et dont seules profitent les puissances fascistes. A cela, s'ajoute la campagne immonde de calomnies de la grande presse non seulement des pays fascistes, mais aussi des pays démocratiques, dont les instigateurs sont à Berlin et à Rome. Les rôles sont intervertis : les interventionnistes poussent des cris contre ceux qui s'abstiennent de toute intervention ; les massacreurs fascistes, qui provoquent des carnages dans le peuple espagnol accusent les autres de cruauté.

C'est pourquoi la conférence a été unanime à déclarer qu'il fallait coordonner tous les efforts pour remplir toute une série de tâches pratiques importantes. La première est de faire pression immédiatement sur l'opinion publique de France, d'Angleterre et des autres pays pour exposer le véritable état des faits, pour défendre la cause du gouvernement légal espagnol, que presque toute la bourgeoisie met sur le même plan que les rebelles et pour mettre fin à une fausse conception de la neutralité. A côté de la campagne d'information qui doit à la fois secouer et mobiliser les esprits, il s'agit d'organiser l'aide pratique des peuples et des masses travailleuses, c'est-à-dire de veiller à ce que le gouvernement espagnol soit ravitaillé en armes, en munitions et en matériel sanitaire. Un appel spécial de la conférence fit ressortir toute l'importance de la campagne de solidarité.

Pour remplir les tâches ci-dessus exposées, une large commission internationale de coordination et d'information fut nommée, comprenant entre autre Louis de Brouckéro, le professeur Langevin, Léon Jouhoux, Isabelle Blume, Jacques Duclos, Jean Zyromski, Emile Boral, Ellen Wilkinson, le professeur Blackett, Georges Branting, Rudolf Braitscheid. Cette commission s'est réunie le 18 août et a décidé toute une série de mesures immédiates.

La conférence a procédé également à l'élection d'une délégation internationale, chargée de se rendre en Espagne, et qui comprend des hommes politiques et des leaders syndicaux de France et d'Angleterre.

Ainsi la conférence est devenue un puissant stimulant de la campagne pour la défense de la république espagnole, de la démocratie et de la paix.

HUONG-KY PHOTO
HANOI
34 Jules Ferry — Téléphone : 286
Fournitures générales pour la photographie Photographie artistique et industrielle
MAISON DE CONFIANCE
Prix défient toute concurrence

LA MAISON RÉPUTÉE DES CHAUSSURES
Chân - Long HANOI
9 rue Paul-Bert 38, rue des Paniers
SPÉCIALITÉ : de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants
Qualitéa — Fantaisie
Prix — avantageux

Huê Dân
NGUYÊN-VAN-QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — Hanoi
De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Pour se débarrasser des maladies de Vénus et de leurs complications très dangereuses, pour guérir toutes maladies,
Adressez-vous sans retard à
THANH - HA DUOC-PHONG
55, Route de Huê — Hanoi

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications les plus vite possible, adressez-vous à
DUC-THO-DUONG
241 Route de Huê — Hanoi
traitement antiphlogistique
Traitement suppressif
Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard François-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Luyen et Tiep
Architectes diplomés
Angle Rue Richaud et Boulevard Borgnis Desbordes
Hanoi

Employez la peinture
Gecko
22 place de Citadelle — Hanoi
Propriétaire: PHUNG-NHU-CUONG

Souffrez-vous des dents ?...
Allez au plus tôt consulter
DONG-NAM-MY
OUVRIER DENTISTE
48, Avenue du Grand Bouddha
Vous serez bien reçu : soigné à des prix les plus modérés, il vous donnera tous renseignements de prothèse dentaire
La maison DONG-NAM-MY existe depuis plusieurs années et son opérateur est un homme très expérimenté.
Abonnement pour familles

Foites photographier chez
Artistic Photo
37 Rue des Eventails Hanoi

LISEZ ET FAITES LIRE
LE TRAVAIL

Grand arrivage de laines pour Dames et Messieurs.
NGOC-THAP
23, Cantonnais
HANOI
Pour l'automne et l'hiver 1936 - 37.

Prix intéressants
Diên — Tùng
Architectes diplômés
57 — Route de Huê — Hanni

Hop Dung
Photographie artistiques et industrielles
65, Bd Francis Garnier, Hanoi

La 1ère fois à Hanoi
PARIS CHAUSSURES
20 Boulevard Borgnis Desbordes
Maison de confiance

vous présente pour cet hiver, ses exclusivités :
Mesdames !
des chaussures en peaux de fauves africaines.
Messieurs !
des souliers en verni souple, premier choix.

Verrerie Lampisterie
THANH-DUC
dit
TRINH - ĐÌNH - KÍNH
65 — Rue des Paniers, Hanoi

PHUC-NGUYEN
61 Rue du Chanvre — Hanni
La seule cordonnerie réputée au Tonkin
Travail soigné — Prix modéré défient toute concurrence

Grand arrivage :
Chapeaux de velours et feutres : Mossant, Bléchet, Frenkel, Ryn'b, cravates, nœuds, ebemises, cache-col, Pull'overs, ceintures, paraverses en laine caoutchoutés etc....
Duc-Quang
84 Rue de la Soie
Hanoi

L'Administrateur Gérant : Trinh-văn Phó
Imp. spéciale «Le Travail»
Tirage 2.000 exemplaires

1ère ANNÉE N° 7 — LE NUMÉRO 6 CENTS — MERCREDI 28 OCTOBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES MERCREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiến

Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60 ;
Adresser correspondances et mandats à M. Trịnh-Văn-Phú, Administrateur-Gérant.

Administration-Rédaction : 28, Nguyễn-Trãi — Hanoi

L'application des lois sociales en ce pays donne aux patrons un prétexte pour saboter le programme de réformes du Gouvernement Populaire et réprimer férocement les ouvriers sans organisation et sans défense.

2000 ouvrières de la Société cotonnière de Nam-Dinh sont menacées d'être mises à la porte, une dizaine de scieurs de long ont été arrêtés, pour avoir osé demander une augmentation de 2 cents et demi à leurs salaires de famine.

A propos d'un suicide

UNE LETTRE ET UNE RÉPONSE

Le 24 courant nous avons envoyé une lettre à Monsieur le Résident Supérieur au Tonkin pour lui exposer les rumeurs équivoques qui entouraient la mort du scieur de long Hoàng-văn-Bản de la Rue Tirant (Hanoi).

Nous publions ci-dessous intégralement notre lettre et la réponse de M. le Résident Supérieur.

Nous les livrons à la méditation de nos lecteurs.

N.D.L.R.

Hanoi, le 24 octobre 1936
Monsieur le Résident Supérieur
au Tonkin à
Hanoi

Monsieur le Résident Supérieur,

Dans la nuit du 22 octobre, un homme s'est suicidé à la Rue Tirant
Cet homme est un jeune ouvrier de 27 ans, père de deux enfants.
Je ne crois pas vous intéresser en vous parlant de cette mort car, ici, la vie d'un homme compte si peu.

Seulement, les circonstances qui l'entourent ont si fortement ému l'opinion publique que j'ose me permettre de vous les exposer en toute objectivité.

Le suicidé appartenait à la catégorie des coolies qu'on appelle les scieurs de long. Ceux-ci travaillent plutôt à la tâche. Ils gagnaient 0$10 par mètre carré en 1930. Actuellement, ils ne gagnent plus que 0$,055. Leurs soluires ont baissé de 45 !. Et, pour scier il faut être à deux. Ils peuvent faire de 5 à 6 mètres carrés par jour au maximum.

Vous voyez aisément comment ils vivent avec douze ou quinze cents par jour.

Ils ont tout à fait légitime qu'ils veulent une amélioration à leurs conditions d'existence.

Ils ont demandé aux marchands de bois et aux propriétaires des maisons d'emballement une augmentation de deux cents et demi par mètre carré. Ceux-ci ont refusé de leur donner satisfaction et les ont même dénoncés à la Sûreté comme communistes.

Le 18 Octobre courant, les scieurs de long se sont concertés et ont cessé de travailler.

La Sûreté, prévenue par les patrons, a arrêté une dizaine d'ouvriers.
Hoàng-văn-Bản fut ainsi arrêté. On a trouvé sur lui un tract écrit à la main.
On le supposait meneur et le torturait doremont.
Relâché le 21 Octobre, il fut de nouveau convoqué à la Sûreté le soir même.
On l'a menacé de pires représailles s'il ne dénonçait pas ses camarades.
Le soir du 22, il s'est suicidé pour échapper aux nouvelles tortures dont il était menacé.

Voilà, Monsieur le Résident Supérieur, les faits dans leur atricie réalité.

Je n'ai pas besoin de les grossir : ils sont connus de tout le monde. Et je ne vous les aurais pas signalés s'ils n'avaient pas pris une gravité exceptionnelle avec les dernières réformes gouvernementales, prescrites en faveur des ouvriers

En effet, le Gouvernement a exigé des patrons l'application de quelques mesures en vue d'améliorer les conditions de travail des ouvriers.

Evidemment, les patrons cherchent à enlever cette réforme qu'ils considèrent comme préjudiciable à leurs intérêts.

Comme la classe ouvrière de ce pays est encore trop faible pour exiger l'application de ces dispositions légales à leur profit, j'ai bien peur que celles-ci ne restent purement théoriques.

Chaque fois qu'une voix ouvrière s'élèvera pour protester, elle sera sûrement étouffée par la force de la police appelée par les patrons eux-mêmes. Le chômage, les tortures, la mort sont là pour faire réfléchir à ceux qui ne se contentent pas de leur sort. Le pays est tranquille ; il ne faut pas le troubler même par des gémissements. L'Indochine est prospère, il ne faut pas parler de misère Tout le monde est heureux ici, celui qui ose troubler la fête paiera cher son audace

Voilà, Monsieur le Résident Supérieur, comment raisonne la Sûreté du Tonkin. Et ce raisonnement constitue un véritable danger pour la classe ouvrière sans organisation et sans défense.

Les meilleures intentions du Gouvernement risquent d'être mal comprises ou grossièrement dénaturées.

Il estrurgent d'insuffler un esprit nouveau à cette vieille institution coloniale.

Il est indispensable de rajeunir les cadres qui sont devenus, par leur vétusté, un véritable obstacle à l'évolution de la colonie.

J'attire enfin, votre haute attention sur ce cas particulier qui n'est qu'une manifestation caractéristique de tout un régime malfaisant qu'il faut changer.

Il faut que la justice soit folle, que les sanctions soient prises contre les coupables, que les faibles ne soient plus soumis à un régime de violence indigne du peuple français.

Espérant que vous voudrez bien prendre en considération la protestation d'un honnête homme dont la plus grande ambition est de voir le nom de la France respecté et aimé dans ce pays, non pas par quelques philatins comblés de faveurs de toutes sortes, mais par l'immense masse des travailleurs qui sont les véritables créateurs de l'Indochine, j'ai l'honneur d'être, Monsieur, le Résident Supérieur, votre très humble et très respectueux serviteur.

Le directeur du « Travail »
Nguyễn-văn-Tiến

Gouvernement Général de l'Indochine
Résidence Supérieure au Tonkin
Cabinet
N° 12805 cab

Hanoi, le 27 Octobre 1936

Le Résident Supérieur au Tonkin
Officier de la Légion d'Honneur
à Monsieur le Directeur du Journal « Le Travail »
28, Rue Nguyễn-Trãi
HANOI

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 24 octobre courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le suicide du scieur de long Hoàng-văn-Bản a provoqué l'ouverture d'une information judiciaire, ainsi qu'il est de règle chaque fois qu'un décès n'est pas imputable à une cause naturelle.

Le soin que les Pouvoirs publics apportent ainsi à rechercher les personnes responsables d'une mort anormale, me conduit à trouver pour le moins étrange que vous ayez pu écrire que la vie d'un homme compte fort peu au Tonkin. Il est heureux, pour la sauvegarde de la population, que la Protectorat se préoccupe, davantage que vous ne le pensez, de l'existence de ses administrés.

Je vous signale, d'autre part, que l'autopsie, effectuée sur les instructions du magistrat enquêteur, a établi que le corps du sieur Hoàng-văn-Bản, ne portait aucune trace de violences même légères.

Le certificat que vous donnez des conditions dans lesquelles l'intéressé s'est suicidé est donc démenti de tout fondement.

Je crois, par suite, devoir vous mettre en garde contre les conséquences que pourrait avoir pour vous la publication dans votre journal de fausses nouvelles, concernant cette affaire, qui seraient susceptibles d'émouvoir l'opinion publique.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Résident Supérieur au Tonkin
A. THOLANCE

Mme Hoàng-v-Bản

Lo femme du suicidé

QUI VEILLERA A L'APPLICATION DES LOIS SOCIALES ?

Le 1er Novembre, quelques mois des lois sociales votées par le Parlement accourra de ces dernières quarante années vont enfin être mises en application en Indochine.

Nous avons déjà démontré que l'effet de ces lois sera à peu près inopérant tant que l'exercice du droit syndical ne sera pas accordé aux travailleurs

Quelle autorité va veiller au respect de ces lois ? Par quels fonctionnaires qualifiés seront relevées les infractions commises ? Mystère. Il apparaît qu'une fois de plus, le Département a mis la charrue avant les bœufs. La crainte du gendarme n'est-elle pas le commencement de la sagesse, selon un vieux proverbe ?

La Cochinchine exceptée il n'existe en Indochine ni Inspecteur ni Contrôleur du Travail.

« Les Contrôleurs du Travail en Cochinchine, a déclaré le regretté Albert-Thomas, Directeur du Bureau International du Travail de la S.D.N. à la suite de son court voyage en Extrême-Orient, ont été recrutés en grande partie parmi d'anciens gendarmes et sont plus enclins à faire respecter les règlements par les ouvriers que par les employeurs » On n'aurait su mieux dire.

Le Tonkin a eu, pendant plusieurs années, un Inspecteur du Travail : M. Guerrier, d'illustre mémoire ; l'œuvre accomplie par ce fonctionnaire fut égale à zéro, ce qui ne l'empêche pas de jouir, à l'heure actuelle, d'une appréciable pension de retraite

S'il est dans les instructions du Ministère Léon Blum de faire appliquer strictement les dispositions des lois ouvrières dont il vient de décider la mise en vigueur, la création d'un corps d'Inspecteurs et de Contrôleurs du Travail en Indochine doit faire, en premier lieu, l'objet de ses préoccupations. S'il n'en est pas ainsi, M. Marius Moutet aura donné un coup de bâton dans l'eau ; rien de plus.

A l'origine, ce corps d'inspection et de contrôle devra, à notre avis, être uniquement composé de fonctionnaires du Ministère du Travail détachés en Indochine, auxquels seront adjoints, par la suite, des éléments recrutés *sur place par voie de concours* ; il devra être mixte, français et indigène.

Qu'on ne revienne pas aux errements d'autrefois. Plus d'inspecteurs genre Guerrier ! Plus de fonctionnaires inexpérimentés, choisis au petit bonheur ou par « piston » ! Les travailleurs indochinois veulent que l'observation, le respect des lois dont ils vont bénéficier soient assurés par des Inspecteurs et Contrôleurs compétents, indépendants, dégagés de toutes influences locales.

Comme nous le disions, dans un précédent numéro, toute politique de demi-mesures ne produira aucun apaisement ; au contraire, elle irritera davantage les travailleurs en leur faisant miroiter ce qu'ils sont encore une fois leurrés.

AUX GALERIES INDOCHINOISES

UNE CONVERSATION PRÉSIDENTIELLE

N. D. L. R. Nous commencerons et terminerons par un bon ! Ceci une conversation téléphonique qu'un curieux a pu capter au hasard. Elle est échangée selon toute vraisemblance, entre les présidents des deux chambres des Représentants du peuple du Tonkin et de l'Annam. Nos lecteurs liront facilement entre les lignes.

— *Allo ! allo ! ici, P. V. Q., président de la chambre des Représentants du peuple en Annam ?*

— *C'est bien, vous, Phạm Huy-Loc, mon ami, mon compère, mon can... confrère. . .*

— *Bien le bonjour ! Ooi, ici, tout va bien, la session est ouverte, la séance est close, le discours est prononcé, on s'est même fait photographier ...*

— *Allons ! allons ! ne plaisantez pas, cher ami de mes yeux, nous avons expédié en vitesse et tout est bien, qui finit bien : je reste président, président, c'est à dire président !.... J'aurais un moment, pensez-vous ? redouté la concurrence des collègues. Entre nous, Trần-bá-Vinh ronronnerait, mancauvrait... Il a cinq et l'ampagnie qui s'acharnent contre moi, mais enfin, je triomphe ! Vous vous ? La Chambre de l'Annam tourne autour de ce pivot là : la concurrence entre les élus du Sud et ceux du Nord et moi chasse a été occupée tour à tour par Huỳnh-thúc-Kháng, puis par Nguyễn-Trác, puis par Bùi-Bằng, puis maintenant par moi, votre serviteur.. ha ! ha !*

— *??. . .*

— *Allo ! allo ! . . mais ne coupez pas, mademoiselle, ne coupez pas !.. Allo ! allo ! à part ça ! rien de neuf !.... Le mécanisme de notre chambre est régulier comme l'alternance des saisons. Discours du doyen, discours du Résident supérieur, discours du président, discours du Ier ministre, puis la thé... à part ça rien de neuf, voyez-vous ? mais, lenas : nous avons brassement discuté, l'autre jour, sur le chapitre des finances. Puis tout finit et se tait dans le calme, dans le silence, dans l'ombre alcoolique de notre maison.*

— *??. . .*

— *Ça ? mon cher ami, c'est une infamie ! Je n'ai jamais été admonesté par qui que ce soit. Tout le monde a été très gentil à l'égard de la chambre, à mon égard particulièrement, le Résident supérieur, le ministre, les délégués, tout, tout le monde, enfin ! tout n'a pas été toujours très élégant dans les allocutions des divers personnages. Ainsi, par exemple, ils ont toujours un certain ton, une certaine manière de nous parler qui ne me plaît pas du tout. Ils semblent vouloir constamment se poser en directeurs de conscience, en guides, en conseillers, en maîtres parfois. Tonkil. Ils usent les éléments les plus connexes de notre assemblée, ce ne sont pas les plus jeunes, je vous dis ; tantôt, ils tiennent, avant tout début d'circonscrire, c'est à dire à restreindre notre compétence. Leur propos n'est pas toujours gai, ni très flatteur, mais moi, quand il y a des traits peu polis sur moi, je ferme, je ferme l'oreille, n'écoute pas ! voilà ! Vous savez, je suis homme du Nord, je suis natif de Hà-tĩnh et j'ai le sang chaud ; si je m'emporte, un enclenche facilement à de certaines extrémités qui. . . dant . . . enfin !*

— . . .

Oh ! oui ! d'quoi bon ! je le sais ! nous comprenons la politique, nous autres les présidents, et de la meilleure manière. Il n'y a pas de politique possible, sans l'opportunisme ! Ah ! mais ce Trần ba Vinh, ce falot, ce pâlot, ce ea . . . ce laurdaud, il a critiqué tout le monde dans sa Sao-Mai — Ah ! Sao-Mai, pâle étoile, mais elle ne brille pas, sa Sao-Mai. Il a critiqué tout le monde, excepté lui, Bu-Vinh. Il a eu quatre voix, pensez donc : je parle que l'une de ces 4 voix émanait de lui-même. Ah ! dire qu'il m'a toujours fait un foi de Trần ba Vinh, son dévouement, son éternelle amitié, mais nous nous entendons comme larrons en foire, nous deux ! Il ne me roulera jamais dans par exemple.

— . . .

— « L'encenseur d goge ? Voyons ! qui pourrait-ce être ? Ah ! oui, c'est sans doute Vo-dinh-Thuy, le grogniste, l'entrepreneur ; c'est une sensibilité débordante, maladive que mon Vo-dinh-Thuy, du reste, content de tout le monde, il dit « merci ! » à tout le monde. C'est l'homme de la gratitude. En fait de reconnaissance, il a une éloquence intarissable. C'est un confrère merveilleux, impossible, mirobolant, abracadabrant ! Ce jour là, il était, mal, oui, très sensible, très expansif, tarnagnant presque. En effet, nous ne le rappelez : Il a remercié tout le monde, il a remercié les deux gouvernements et leurs hauts représentants, les chefs locaux, les chefs de province, et moi, son président et, nous tous, ses collègues. Il aurait volontiers remercié le chef d'orchestre, la terre, de l'avoir porté et le plancon de la chambre de lui avoir rescroé une chaise pour parler et remercier ! Un moment, j'étais vert, vous savez, il pensa à sa femme et l'air presque humide, gémit des remerciements « adresse du chef focal de l'enseignement qui venait de créer une chaire d'enseignement ménager au collège des jeunes filles, chaire dont sa femme est titulaire, naturellement. Comment voulez-vous que la grande presse ne fasse pas sur nous. C'est toujours ainsi, il suffit d'un insecte pour gâter la meilleure marmite de saupiquet. Pour moi, je m'estime heureux, et je suis content et je pars. Je me suis fait photographier, j'ai prononcé le discours. Le discours reste pour moi la plus grande affaire, enfin, je suis délivré ! Mais dites, cher M-Luc, je vous laisse à vos hautes occupations, au revoir, ou plutôt, M. Luc, au plaisir, au revoir. Et maintenant vous pouvez couper, mademoiselle, vous pouvez couper !

VÉRITÉ SUR LE TRAITÉ DU 6-6-1884

L'évolution historique a voulu que l'oligarchie féodale de l'Annam, avant de s'éteindre sans bruit et sans honneur dans le processus inévitable d'une société nouvelle, connaît sur le tard de son âge, comme un regain sénile de vitalité insoupçonnée. Les causes de ce retour de force paraissent multiples et complexes. D'une part, l'antagonisme qui oppose le bloc national à l'impérialisme, de l'autre la montée du mouvement des masses qui oblige l'impérialisme à se solidariser avec la fraction la plus rétrograde de la nation, ce sont là incontestablement les deux facteurs les plus importants de cette éphémère résurrection. A la faveur de ces circonstances favorables, cette féodalité, exsangue et désorganisée depuis trois quarts de siècle, semble donc revivre et manifeste la volonté ou plutôt la velléité de réclamer sa place au soleil. Elle cherche à reconquérir ses positions, à serrer ses rangs. Vieux mandarins ne sonvenant tout d'un coup, après une carrière longue et humble, de leur qualité d'opprimés ; jeunes gens, mal occidentalisés, professant pour les honneurs et les titres un culte superatitieux, « bourgeois gentilshommes » enfin désireux de conjuguer une démagogie nesquine avec le secret espoir de « devenir un jour Féodaux, tous ensemble, ils travailleot à former, et affermir leur ligue, à poser et réaliser leurs revendications. Car, eux aussi, ils ont des revandications à formuler ; et à la Chambre, dans leur presse, un peu partout, bruyamment, ils mènent campagne. Le dernier mot de leur programme politique et social (sur lequel nous en le sait, le retour au régime du traité du 6 juin 1884.

A les en croire, ce retour au régime du traité du 6 juio 1884 serait la panacée qui, miraculeusement, débarrasserait l'Annam de toutes ses antiquailles politiques et sociales et guérirait le malheureux peuple d'Annam de tous ses maux ; oppression, exploitation, misère, lami-

(suite page 2)

AU SÉNÉGAL

La dissolution des ligues fascistes

LA FORMATION DU PARTI COMMUNISTE

B. Deloche

Le 14 Juillet, à Dakar et dans plusieurs centres importants du Sénégal, le Front populaire avait organisé des manifestations auxquelles participèrent largement les indigènes.

Celle de Dakar, en particulier, fut un grand succès, plus de 5.000 participants défilèrent dans les rues, derrière l'Harmonie jouant alternativement la Marseillaise et l'Internationale.

En tête du cortège, flottaient le drapeau rouge, le drapeau tricolora et un drapeau vert qui rouge du « Parti socialiste sénégalais ».

Dans un calme et un ordre parfaits, le défilé se déroula au milieu des acclamations de la population sénégalaise de Dakar.

Un grand meeting eut lieu où prirent la parole des orateurs des Partis communiste, socialiste S.F.I.O., radical socialiste, du Parti « socialiste sénégalais », de la C.G.T., de la Ligue des Droits de l'Homme etc. . .

A Saint Louis, une manifestation saroblable, eut lieu toujours sans incident. Elle groupa environ 3000 participants.

Ainsi, au Sénégal, le puissant mouvement populaire qui anime les masses de la métropole trouve un écho puissant qui résonnera dans toute l'Afrique noire, en A.D.F. et A.E.F.

Alors qu'en Afrique du Nord, par suite de l'opposition latente, sa régime républicain, d'une partie des cadres de l'administration et de l'armée, l'agitation fasciste se développe contre le gouvernement du Front populaire ar menace de condoire rapidement à la guerre civile, c'est un grand réconfort de voir se dérouler les événements actuels au Sénégal.

Le 15 Mai 1936, le gouverneur général, d'A.D.F. publiait un arrêté confirmant l'autorisation du mouvement croix de feu et autorisant le « Mouvement social français des croix de feu ».

Mais le 21 Juillet, c'est-à-dire une semaine après la puissante démonstration populaire de Dakar, le gouvernement général publiait un nouvel arrêté, dont voici la teneur :

« Va les télégrammes d'Etat n° 273 du 12 Juillet 1936 du ministère des Colonies.

Arrête ;

Article premier. — Sont et demeurent rapportés les arrêtés du 14 Janvier 1935 et du 15 Mai 1935 autorisant en A.O.F. les associations dénommées : « Section des Croix de Feu et Briscards » et « Section du Mouvement Social français des Croix de Feu » dont le siège est à Dakar.

Dakar, le 21 Juillet 1936.

Le Front populaire au Sénégal venait de remporter sa première victoire

Une autre victoire du Front populaire au Sénégal, c'est l'existence reconnue légale du Parti communiste constitué depuis peu. Il groupera rapidement des centaines de membres parmi lesquels de nombreux Sénégalais, à Dakar, et dans plusieurs centres.

Le Parti communiste au Sénégal, grâce à l'action du Front populaire et aussi à la compréhension d'administrateurs qui ne rêvent pas, comme Peyrouton et consorts, d'abattre la République qui les paye, a maintenant la liberté d'affichage, de réunion, de presse, comme en France.

Le Parti communiste et le Front populaire élaborent un programme de revendications en faveur des masses aénégalaises et pour l'élargissement des libertés démocratiques.

Car toutes ces manifestations et ces succès du Front populaire ne peuvent cerles nous faire oublier le sort terrible des populations indigènes, des travailleurs, des paysans et des fonctionnaires sénégalais...

REPRESSIONS patronales

UNE DIZAINE D'OUVRIERS ONT ETE ARRÊTES

L'un d'eux s'est suicidé Plus de 400 travailleurs ont assisté à son enterrement

Les scieurs de long ont fait grève en même temps à Hanoï, à Hadong et à Sontây. Particulièrement à Hanoï le nombre des grévistes s'élève à cinq cents, d'après un quotidien de la ville et le chiffre n'est pas exagéré. Le caractère à la fois brusque et général de la grève a vivement impressionné le service de la Sûreté qui, selon sa tradition, procède, comme toujours, à des arrestations, disperse les attroupements, recherche ceux qu'elle désigne sous le nom d'indésirables meneurs, surveille les ateliers, surveille les maisons des grévistes, use dans les interrogatoires des moyens que tout le monde connaît pour provoquer des aveux spontanés.

L'ouvrier Hoàng Van-Ban qui a été arrêté et interrogé plusieurs jours de suite s'est suicidé le lendemain de sa mise en liberté.

C'est ainsi qu'ayant arrêté des meneurs, on est arrivé à causaliner le mouvement.

Le samedi, plus de quatre cents scieurs sont allés accompagner l'enterrement de leur malheureux camarade Hoàng-Van-Ban.

Et nous apprenons qu'à la dernière heure les patrons ayant consenti à majorer le salaire des ouvriers, bon nombre de grévistes sont revenus travailler.

Que demandaient en somme les scieurs de long de Hanoï et ceux de Hadông et ceux de Sontây ? Un abri plus confortable, une majoration de salaire, et une indemnité en cas de maladie, voilà tout.

Qu'on passe une petite minute du côté de la rue Maréchal Pétain ou de la rue Rondony ou de la rue Ponyanne, on verra comment sont logés ces pauvres ouvriers. Dans les combles des ateliers, dans les hangars, sous les vérandhas, sous les auvents, sur des carrés de nattes usées, s'étendent par groupes de quinze, de vingt de ces pauvres diables pâles, maigres, loquelenx, crasseux, exposés aux ardeurs de l'été comme aux rigueurs de l'hiver.

Ils travaillent toute la journée, livrent chaque mois 200 ou 250m2 de planches. Le salaire varie avec la capacité de travail et l'importance de la tâche fournie.

Ils gagnent ainsi un salaire variant de 9 à 13$ par mois par groupe de deux ouvriers.

Avant 1930, deux ouvriers travaillant dans les mêmes conditions recevaient 20 un 25$ par mois. Mais la crise vient, les patrons rognent le salaire de leurs ouvriers. En vain, ceux-ci ont présenté des requêtes, envoyé des représentants auprès des patrons pour leur demander l'amélioration de leur sort. On leur répond invariablement : « Soyez tranquilles, je vais m'entendre avec les autres patrons, car — il faut un consentement de tous les autres magasins » Mais cette entente patronale, en faveur de ces pauvres ouvriers, ne saurait jamais avoir lieu. C'est aux ouvriers de s'organiser pour défendre leurs intérêts eux-mêmes.

VÉRITÉ SUR
le traité du 6 Juin 1884

(*Suite de la 1ère page*)

ne l'il est érigé par ses partisans à la hauteur d'un remède unique à la situation actuelle, il est donné comme la formule la plus adéquate qui condensa les revendications légitimes de toute la nation d'Annam.

« Demander le rétablissement « du régime de 1884, dit-on et répète-t-on à nos féodaux jeunes et vieux, voilà la divine mission qui « convient parfaitement à votre classe agonisante. La réalisation de « vos vœux redonnerait en effet à « la monarchie annamite un peu « plus de ebou plaisir et aux po « desiats grands et petits un peu « plus de pouvoir. Mais là on nous « a vus vous compromettre pas, c'est « quand vous cherchez à camoufler « ces revendications de classe sous « l'étiquette de revendications nationales. Car enfin, qu'aurait-elle « à y gagner, la nation annamite on « d'une manière plus précise, les « masses de l'Annam, à ce que de « nouveaux pouvoirs, de nouveaux « instruments d'oppression soient « mis entre les mains des représentants de la féodalité : roi et mandarins ? «

Ainsi avec un flegme et un illogisme incroyables, ces défenseurs du fameux traité de 1884 répliquent, croyant s'être ainsi tirés d'embarras à bon marché : « La nation doit faire siennes les revendications de notre classe. Nous l'affirmons tout haut et pour cause. En soi, le rétablissement du régime de 84, ne ferait que profiter aux féodaux, nous le reconnaissons. Mais nous ajouterons : il ne serait que la préface à notre œuvre grandiose. Roi et mandarins, une fois pourvus de pouvoirs suffisants, seraient à même de réaliser des réformes en faveur de leur peuple. En fin de compte, le peuple aurait tout à gagner à notre victoire. C'est justement ce qu'il fallait démontrer. » Et avec ce raisonnement, prêts à en imposer aux naïfs, ces auteurs ont ainsi à tourner des esprits peu avertis, à semer quelque confusion dans les lignes bourgeoises et petites bourgeoises. Volontiers, nous leur concédons que les roi et mandarins une fois rétablis pratiquellement dans leurs antiques prérogatives, vaudraient bien, spontanément ou presque des réformes en faveur de leur peuples au dépouiller en faveur de la majorité des droits qu'aujourd'hui ils revendiquent. Nous voulons leur montrer que même dans ce cas, les meilleures intentions de l'oligarchie féodale seront paralysées, le régime de 84 ne lui laissant aucune latitude d'action véritable ; que, partant ce régime dont ils réclament avec une bruyante timidité le rétablissement, ne constitue point un mode de protectorat loyal, moins encore une possibilité de arenatsance nationale.

Premièrement, le traité de 1884, qui fut conclu entre le Gouvernement de la République française et celui de S.M. le Roi d'Annam, désireux de resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage «, resserrait précisément ces liens en consacrant la malsaine politique et administrative de la France coloniale sur l'Annam opprimé. La souveraineté extérieure y passa lotégralement entre les mains de la puissance protectrice : Jules Ferry arrebours des partisans annamites, vieux ou jeunes, du traité, attache à cette clause la plus grande importance, car c'est, dit-il dans une de ses lettres diplomatiques, c'est l'essence du Protectorat ». Ce fameux article fer a permis en effet au Gouvernement colonial d'isoler artificiellement, pendant plus d'un demi siècle, notre pays de son milieu naturel, et je suppose que les féodaux malgré leur intelligence quasi-impénétrable ont eu et vu combien ce servage forcé, à nul au développement harmonieux de notre peuple d'Annam. Mais la souveraineté intérieure par hasard était-elle plus respectée ? La question ne saurait se poser un peu plus aucun doute pour le Tonkin : si les résidents de places dans les Chefs-lieux des provinces, évitent de s'occuper des détails de l'administration, par contre ils s'occupent bien de ce qui est général, c'est-à-dire de plus important, et pour combler la mesure, les fonctionnaire todgènes doivent être révoqués sur la demande des autorités françaises». La question ne soulève non plus aucun doute, pour la direction des douanes, des travaux publics et en général, les services qui exigent une direction unique ou l'emploi d'ingénieurs ou d'agents européens, c'est-à-dire, en dernière analyse, pour tous les grands rouages du gouvernement et de l'administration Que pourrait-il bien rester, que pourrait-on restituer aux pauvres féodaux d'Annam, si le régime de 84 était appliqué, rétabli dans toute sa rigueur ? A la suppression des résidents en Annam, suppression qu'imposerait le traité, l'administration civile gagnerait bien peu, car étant donné l'emprise de la France coloniale sur les grands services publics, cette administration serait, au fait comme l'a dit encore Jules Ferry dans une autre lettre diplomatique, présidé, comme en Tunisie, par le Résident général. De sorte que le Roi d'Annam à la capitale et les fonctionnaires annamites e de la frontière de la Cochinchine jusqu'à la frontière de Chine a régner, mais ne gouvernerait toujours pas.

A ceux qui, incrédules invétérés, chicaneront que, tout de même, la lettre du traité réservait toujours aux rel et mandarins, dans les limites de l'ari. N « une marge de latitude, nous répondrons en formulant le deuxième point important de ce dll t raité : deoalémment, le traité de 1884 consacrait la mainmise militaire de la France coloniale sur l'Annam opprimé. Pour commencer, « une force militaire française occupera le Thuân-An d'une façon permanente ; tous les forts et ouvrages militaires de la rivière de Hué seront rasés ». Puis, le Résident général, en sa qualité de représentant d'une grande nation, « résidra dans la citadelle de Hué avec une escorte militaire ». Les Résidents ou Résidents-adjoints, aux aussi, sera situé de sol, « hébergé dans la citadelle » et « il leur sera donné, s'il y a lieu, une escorte française ou indigène ». La force militaire « et les « escortes militaires » réunies pourraient, comme l'on s'y attendait, être insuffisantes. Aussi, le traité, admirable de sollicitude, prévoyait-il, à l'article 15, que « l'autorité française pourra faire occuper militairement, sur le territoire de l'Annam et du Tonkin, les points qu'elle jugera nécessaires pour assurer l'exercice du protectorat...» Et, pour rommencer toujours, occupation de Lang-Son, Cao-Bang, Tuai Khé, et de toutes les places du territoire tookinois adossées aux frontières du Kouang-Toung et du Kouang-Si, le 6 Juin ; occupation de Lao-Kay, et de toutes les places du territoire du Tonkin adossées aux frontières du yunnan le 26 Juin ; et ainsi de suite. L'occupation militaire, selon la lettre du traité, avait pour but de « défendre ce souverain (entendez : le souverain d'Annam) contre les agressions du dehors et les rebellions du dedans ». Mais se tremperait grossièrement celui qui ne sait pas que la présence d'une force militaire pour sans rien ébranler aux rapports entre les puissances en question. L'Egypte vous dirait long là-dessus, quand avec véhémence mais vaiuement, elle réclamait le rapatriement des troupes anglaises d'occupation. Le ministre français de la marine et des colonies, M. Jauréguiberry vous dirait long là-dessus, quand par un jour d'octobre 1882, il écrivit à son collègue des Affaires Etrangères la lettre historique où l'on peut relever ces lignes: on vue de poursuivre et établissement colégorique d'un protectorat complet avec perception des impôts et prélèvement d'une partie de ceux-ci en vue de diminuer les charges de notre occupation... l'envoyé extraordinaire de la France à Hué s'appuyera *« sur la présence d'une force maritime et militaire digne de la puissance ou nom de laquelle il parlera ».*

Jusqu'ici nous n'avons même pas effleuré le point névralgique à savoir que : troisièmement, le traité de 1884 consacrait la mainmise économique de la France coloniale sur l'Annam exploité. Car « les lieux d'amitié et de bon voisinage », la domination politique, la juridiction consulaire, tout cela n'était que debora, qu'apparats, ou, si l'on veut tout cela n'était que moyen. La vraie signification de la conquête, si fin suprême résidait dans l'emprire économique. Et, malgré les sentiments de générosité ou de patriotisme qu'affichèrent les Dupré on les Garnier, ils étaient tous mûs, ne fût-ce que dans cet inconscient qui sauf appartient directement à la quintescence déterministe, matérialiste de l'Histoire, par le besoin essentiellement mercantile des débouchés qu'éprouve le capitalisme en voie de parvenir. Aussi bien, la pièce maîtresse du traité de 84 n'était ni l'article 14 sur « la sauvegarde de l'intégrité des états du S. M. le Roi d'Annam », ni même l'article 5 sur les prérogatives du « Résident général représentant du Gouvernement français », mais bien le modeste article 12, sur *les douanes maritimes au de rontière, placées par tout où le besoin se sera sentir «.* Cette question des douanes, sauie la myopie des politiciens de la Cour d'Annam, sanie l'ineptie des féodaux attardés au 20e siècle en ignorent l'immense portée. Dans et toute la période d'intervention active n'était-elle pas revenue, constamment, telle une obsession inexorable dans toutes les négociations : De fait, la liberté de réorganiser les douanes à sa guise, reconnue par l'impérialisme français, va co-aliteer, pour ce dernier, l'arme efficace qui lui permettra de parfaire l'asservissement économique de la colonie. Le régime de l'assimilation douanière élevera en effet, entre l'Annam et les pays étrangers, des murailles de tarifa infranchissables ; il tranformera ainsi le pays en un marché français, ou marché uh, à l'abri de toute concurrence, les producteurs français, rien qu'en baissant le prix de leura marchandises, imposeront aux consommateurs autochtbnes des tribnts annucla de 10 à 12 milliona (calcols pon auspects de partialité, de P. Bernard). En même temps, les capitaux français émigreront en masse et toujours à l'abri des barrières douanières, acesparont toutes les indostries extractives ou de traosformation. La colonie, devenue une dépendance économique de la métropole, verra son évolution fsossée, et les masses coloniales réduites à la condition de lumpenprimétariat, seront maintenues perpétuellement dans l'inorganisation et la misère. Voilà le processus historique qu'impliquait l'inaperçu article 12, vella le processus qui, après trois quarts de siècle de domination française n'est réalisé point par point.

Telle est donc la substance des revendicatioos que la classe des féodaux, pose comme devant être l'unique idéal du peuple annamite. De fameux publicistes, royalistes ultra, ou soi-disant nationalistes babillent le programme ainsi élaboré, de tuas les sophismes et de tous les mensuages. Pour leurrer le peuple et mieux servir les intérêts impérialistes ou féodaux, ils tâchent en vain de lui donner un air compromettant » Avec le retour du régime de 84 (en serait, à leurs dire leurs écrits grandiloquenta, la collaboration sincère et cordiale entre l'Annam et la Prance, ce serait surtout la reconstitution du grand Empire d'Annam d'autrefois la renaissance de ce sentiment de grandeur, de cette mystique de grandeur, si « antoitaire » dans la vie des peuples. Le moyen de coudiler des pareils charlatanismes avec la triple maximise qu'assoreit ce traité léooiu ... Mais les supercheries, les impudences des plumes vénales n'ont, jamais connu de limites.

Nous prévoyons déjà les objections : ils vont nous taxer de xénophobie et de chauvinisme Ils ne savent pas que ces reproches, ils doivent d'abord se les adresser à eux-mêmes. Xénopbobes et chauvinistes à reboura, les defenseora du régime de 84 manœovreot la ruioe et la misère du l'Annam colonisé, ils reconnaissent l'exploitation et l'asservissement d'annamites par nne partia sans cesse, depuis qu'il est deveuu Chanceller d'Empire, de son désir de modifier pacifiquement les rapports de force en Europe, son étranglie de guerre est, tous les mois, réimprimé à des centaines de milliére d'exemplaires, et mobilise pour la guerre l'esprit des masses bourgeoises et petites bourgeoises. Cette préparation idéologique correspond, d'ailleurs, parfaitement aux actes de l'impérialisme allemand.

EN MARGE DU DISCOURS DE M. A. THOLANCE

L'application des lois sociales est plus que jamais à l'ordre du jour

Monsieur le Résident Supérieur vient d'ouvrir la session ordinaire de la chambre des Représeotanls do peuple par nn discoure traditionnel dans laquel il trace l'œuvre accomplie par le Gouvereemout du Tonkin durant l'année écoulée.

A notre grand regret, parmi les questions traitées, ne figure point l'application des lois sociales.

Pent-on nier que,socialement parlant,le Tonkin a beaucoup évolué au cours de ces dernières années ? La prétérisation menace des petits paysans à la faveur de l'exploitatioo furcenée de la part des gros propriétaires, des usuriera et des mandarins véreux, a renforcé l'armée des travailleurs salariés des compagnes et des villes et transformé les reparis sociaux entre les diverses couches de la population. La misère qui a toujours sévi sur les masses tookinoises et qui, aggravée par une crise économique sans précédent, a provoqué les tragiques événements de 1930-31, appelle une politique sociale urgente et appropriée. Nous ne sommes plus en présence d'événements isolés « fomentés par quelques éléments exaspérés, mais devant un mouvement des masses laborieuses dont une évolution régulière o déterminé les besoins et les aspirations.

D'un côté, les travailleurs manuels ou iotellectuels, qu'ils soient à la ville ou à la campagne, n'ont point le droit de s'urgaoiser. Les libertés les plus élémeotaires leur sont refusées. Ils ne peuvent ni se réunir, ni voyager, ni se grouper en syndicats professionnels. Le chômage, la misère, l'attaque odieuse du Capital contre leurs conditions d'esisteuce: augmentatiou de la durée du travail quotidien et abaissement des salaires, les brimades, les amendes et les peines corporelles sont leur lot quotidien, sans parler de l'arbitraire que le patronat utilise afin de rejeter le poids de la crise sur leur dos.

De l'autre côté, les détenteurs de la production possèdent tous les privilèges. Groupés autour des organismes puissants tels que les Chambres de commerce, d'agriculture... ils s'opposent à toute concession ou faveur des travailleurs. Ils veulent maintenir l'exploitation féodale qu'ils avaient jusqu'ici pratiquée avec profit ni ne manifeste un désir d'améliorer les conditiuns d'existence des salariés. L'opposition à l'application des lois sociales en Indochine prouve une fois de plus, leur volonté réactionnaire. Ces lois presque anodines et laissent leurs intérêts à peu près intacts ne garantissent nullement les droits de l'ouvrier contre la rapacité patronale.

Actuellement, il n'existe aucune législation sérieuse du travail dans ce pays. Les salariés dans n'importe quelle branche de l'activité nationale sont à la merci de ceux qui les emploient. Il existe bien un service d'inspection du travail, mais jusqu'ici elle ne leur a assuré aucune protection efficace.

En toute justice dunu. il faut que de véritables lois sociales soient promulguées au Tonkin et dans toute l'Indochine. Ce sarait tout à l'honneur du Front Populaire de France d'aider les ouvriers et les paysans indochinois à défendre leurs intérêts jusqu'ici sacrifiés. Ce faisant, il aura travaillé au rapprochement des masses laborieuses d'Indochine et de celles de France, il les aura ainsi encadrées dans la ligne du combat contre le capital et pour la liberté.

LE DANGER DE GUERRE
DEVIENT DE PLUS EN PLUS MENAÇANT

K. Radek

Dans les milieux diplomatiques et politiques des pays capitalistes, on sa débat plus la question de savoir s'il est possible ou non d'éviter la guerre. Ce qui importe désormais c'est de connaître le moment où elle éclatera. Il est permis de considérer que la diplomatie ne constitue pas l'instrument de mesure convenant le mieux à l'histoire et que les diplomates bourgeois n'apprécient pas la situation avec une parfaite justesse. Cependant, en l'occurrence, ces milieux tradulsent l'aggravation prodigieuse de la conjoncture, l'approfondissement effrayant des contradictioos internationales. Et quand on déclare que le danger de guerre n'est pas moindre à l'heure actuelle qu'en 1914, cette affirmation est incontestable à condition de ne pas prétendre que la situation dépasse en gravité celle des derniere mois avaol la guerre mondiale.

En 1914, quelques mois avant le commencement des bostilités, les principaux rivaux, les impérialismes britannique et allemand, s'aboutirent à un arrengement autorisant l'espoir d'une entente pour une certaine période, entre les adversaires les plus importants. Auparavant, la France et l'Allemagne s'étaient mises d'accord au sujet du Maroc ce qui ouvrait la voie de la conciliation aux frais des colonies africaines, par la cession à l'Allemagne des colonies portugaises ; dans la couisse, la Grande-Breiagne y avait donné son acquiescement. En ce qui concerne les contradictions dans les Balkans, les projets de l'héritier présomptif du trône, François-Ferdinand, tendant à la transformatiou de la double monarchie austro-bougroise eo une monarchie triple à laquelle auraient été rattachés les Serbes, les Croates et les Slovènes s'ils ne pouvaient sauver de la dislocation l'empire des Habsbourgs, frayaient au moins, le chemin d'un accommodement temporaire. Les contradictions impérialistes rendaient alors, bien entendu, la guerre inévitable. Mais, cela ne signifiait pas que celle-ci devait nécessairement éclater en 1914. Elle a pris naissance à cette date par le jeu d'événements secondaires (on peut dire) bien que nullement fortuits, uniquement par suite de l'inepfie des aventuriers qui dirigeaient à l'époque les diplomaties allemande et russe, des flottements du gouvereement britannique, etc. A présent, il n'existe même pas de symptômes présageant un arrangement, même pas d'indice permettant de croire à une conciliation possible des contradictions en présence par voie d'arrangement.

Trois puissances ont ouvertement inscrit sur leurs drapeaux le mot d'ordre du nouveau partage du monde : l'Allemegne, le Japou et l'Italie.

Les desseins de l'impérialisme allemand ne prêtent pas à contestation. Ils sont exposés brutalement, avec clarté et sans ambiguité, dans la bible du nationol-socialisme, *Mein Kampf* d'Hitler. Bien que celui-ci parla sans cesse, depuis qu'il est deveuu Chanceller d'Empire, de son désir de modifier pacifiquement les rapports de force en Europe, son étranglie de guerre est, tous les mois, réimprimé à des centaines de milliére d'exemplaires, et mobilise pour la guerre l'esprit des masses bourgeoises et petites bourgeoises. Cette préparation idéologique correspond, d'ailleurs, parfaitement aux actes de l'impérialisme allemand.

Personne ne peut dire aujourd'hui quelles sommes l'Allemagne dépeuse pour la préparation à la guerre. De toute façon, il est crrtain qu'il s'agit de dizaines de milliards de marks Dans un rapport officiel anglais sur la situation économique allemande, ce rapport, publié récemment par le Département britannique du Commerce extérieur, est dû à Donaldson Rowtius et traite de la période précédant mars 1936, ces dépeuses sont considérées comme tellement énormes que, suivant l'auteur, l'Allemagne est en train de manger son patrimoine. Cette circonstance ouvre une perspective dangereuse car elle signifie que la situation économique pousera ce pays à tenter de se sauver de la faillite par la guerre. Les armements vieillissent actuellement avec une très grande rapidité. L'Allemagne qui vit sur sa substance n'affrontera sans doute pas le risque de se trouver dans une situation dans laquelle elle serait contrainte de rombattre avec des armes démodées. Un observateur attentif, Seau, rédacteur de politique étrangère du trust américain de presse *Scripps Howard*, qui s'est rendu à Berlin, mande à ses journaux que, selon l'opinion générale des cercles diplomatiques étrangères de Berlin, la crainte de la faillite économique et de l'effondrement du chômage pourrait pousser les milieux politiques allemands à la guerre plus tôt que ne le souhaiteraient les chefs de l'état-major allemand qui ont encore besoin de quelques temps pour parachever leurs préparatifs de guerre.

Voilà la raison pour laquelle la diplomatie allemande travaille si fébrilement. Elle tient à faire une brèche dans le système des alliances françaises, à se ménager des points d'appui solides en Yougoslavie, en Roumanie, en Pologne et même en Belgique ce qui forcerait ces pays, en cas de conflit franco-allemand, à adopter une attitude bésitante. La diplomatie allemande travaille à obtenir cette ouverture dans le mur d'ordre hypocrite : « Pas de politique d'alliance ». Elle ne craint pas de présenter la pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle, ce traité qui reste également ouvert à la signature de Berlin, comme une alliance se proposant une guerre contre l'Allemagne. On affirme cela en Allemagne quoiqu'on y sache parfaitement que l'Union soviétique et la France n'ont pas de désir plus ardent que d'obtenir des relations pacifiques et stables avec l'Allemagne. Pendant que Berlin clame à cor et à cri que les alliances et les blocs rendent l'entente difficile en Europe et conduisant à la guerre, la diplomatie allemande s'applique non seulement à nouer des rapports d'alliance avec la Pologne, l'Autriche, la Hongrie et la Bolgarie, mais aussi à opérer un rapprochement avec l'Italie pouvant assurer le cas échéant, la coopération de ces deux pays.

(A suivre)

AUX NAVIGATEURS sans travail de Haiphong

Camarades,

La lettre du 19 Octobre que vous avez adressée à la direction du Travail s'oblige à peindre l'état d'extrême misère où, depuis des années, vous a réduits le chômage. Accablés à la complète impossibilité d'assurer votre propre subsistance ainsi que celle de vos familles souvent nombreuses, vous errez d'atelier en atelier, de rue en rue, à la recherche d'un emploi difficile, en butte à bien des humiliations et infractions, à bien des refus hautains. Certains passages de votre lettre, par leur réalisme brutal, font réussir à nous donner une idée poignante de vos souffrances. «Le chômage, dites-vous écrit; c'est une vérité très indéniable politique et sociale. La faim pousse à la révolte si à l'insurrection. Celle-ci est la chaîne qui conduit directement aux crimes de droit commun : elle fait de l'ouvrier la victime innocente des guillotines et des bat-on-nettes» Sans le savoir, vous avez fait la plus exigeante réquisitoire contre cette société capitaliste, génératrice de misère matérielle et de déchéance morale : vous avez condamné la loi bourgeoise qui prétend reposer sur la notion de responsabilité morale, alors qui, en réalité, n'a d'autre mission que celle de sauvegarder les intérêts égoïstes et injustes d'une poignée d'exploiteurs.

Puis vous avez cherché à préciser les causes immédiates de votre situation actuelle. D'abord, c'est la crise, la terrible crise qui ruine toutes les classes sociales sans qu'en lieu par l'égalitairement les ouvriers et les paysans. Sous les coups du marasme économique, les uns après les autres, les compagnies de navigation se sont vues obligées de restreindre leur activité, et d'abaisser, par ajustement», c'est une nouvelle journée d'ouvriers, de matelots, de déversés eur le pavé, sans emploi et sans ressources. Encore à ces privations journalières ajoutez, pouvaient détenir toutes les pièces disponible !... Mais les Chinois se sont fautifs presque partout et à tous les postes, ils évincent les malgnifcore indigène. pourtant aussi consciencieux, aussi exercés qu'eux.» De ces constatations, vous déduisez logiquement le remède qui parait s'imposer : renvoyer les Célestes « comparatre », afin de restituer aux prolétaires du pays le travail qui de droit leur appartient. Vous avez même joint à la lettre une demande que vous avez adressée aux autorités locales et qui s'inspire abondamment de cet esprit de xénophobie.

Camarades, nous voudrions vous dire en toute franchise combien le point de vue que vous préconisez est erroné par ce que contraire à vos propres intérêts, combien aussi il pourra nuire à la lutte d'émancipation que la classe ouvrière s'est assignée pour mission de mener à bien. En examen plus serré de la réalité objective vous convaincra certainement que le véritable ennemi, ce n'est pas du tout le Chinois qui est votre frère de misère, mais, le patron, le capitaliste qui fabrique le profit avec les privations du salarié. Quelle serait d'ailleurs la valeur d'un remède qui, afin d'adoucir une misère, va créer une autre misère ? Admettons donc ! Vous avez déjà senti trop profondément l'injustice et le poids de vos souffrances pour formuler aujourd'hui le vœu de voir d'autres réduits à votre malheureuse sondit on ! Aussi bien, au lieu de vous perdre dans des mesures d'expédient qui vous feront payer cher leurs infimes avantages actuels, au lieu de travailler à attiser des haines entre frères d'une même classe, devriez-vous prendre conscience de la nécessité de fortifier le front du prolétariat, de vouer enrodrer sur une même ligne de combat, sans distinction de nationalité, ni de race. L'internationalisme prolétarien a été et restera le mot d'ordre que jamais vous ne devriez perdre de vue.

Si vous comprenez mieux vos intérêts vos revendications immédiates devraient sortir non pas sur la rennoi des ouvriers chinois, mais sur la création d'une caisse de chômage. En France, comme dans la plupart des pays européens, parce que les ouvriers ont conscience de leurs droits et savent s'unir pour les défendre, le sort des chômeurs n'es point voué à cette misère profonde que vous endurez : des associations journalières pouvant aller de 14 à 25f et même plus, des facilités pour le paiment des amendes, des restrictions au droit d'expulsion du propriétaire en cas de non-acquittement du loger, des exemptions d'impôt enfin sont reconnues et garanties par la loi de 1912 qui, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, ont été privé de leur pince. Ces avantages, le capitalisme français de France ne les a pas cédés spontanément aux ouvriers français ; nos camarades de là-bas ont dû les conquérir au prix de luttes longues et dures. L'évolution économique de la voie ne, faussée par la pénétration coloniale, a fait que nous sommes entrés tard dans l'arène ; mais c'est précisément ce retard qui nous permet de bénéficier de la rich et glorieuse expérience du prolétariat de page noonté.

Le mouvement ouvrier indochinois n'est encore qu'à ses débuts. Il importe que vous, camarades, vous saisissez bien la véritable tâche qui nous incombe, qui surtout vous ne doue entièrement dans la bourbe de la xénophobie.

Les manœuvres de l'entreprise Nguyên huu-Tiêp se sont mis en grève

Vendredi dernier, en vue de démoder une majoration de salaire, une centaine de manœuvres travaillant à l'entreprise Nguyên-huu-Tiêp, route du Champ des Courses, se sont mis en grève. Nous croyons utile de rappeler, en passant, que le capitaliste en l'espèce était en représentant du peuple qui a été nommé représentant des paysans (? nông-gioi) au fameux comité de Phanhuy-Luc, pour le rédact-on du Cahier des vœux ». Quand il traite ses ouvriers avec la dom de bienveillances compatible à as rapa-ité patronale, au point de les acenler à la grève, on pense bien qon ce bourgeois encore tout barbouillé de préjugés féodaux a représenté le peuple et les paysans à la plus belle façon !

Avis à ceux qui, comme Phan-Khôi, soutiennent à l'aveoglette qu'en Indochine, il n'y a point de division en classes, point de bourgeois qui manœuvrent politiquement ni économiquement contre les ouvriers et les payeans.

LA MARQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES

Chân - Long

9 rue Paul-Bert 38, rue des Paniers **HANOI**

SPÉCIALITÉ :

de vaste assortiments de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants.

Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

Après la manifestation du 17-9-36

LES REPRÉSAILLES des acheteurs de poissons

On sait que le 17 Septembre, s'est produit à Phan-Thiêt un événement qui jeta la ville dans une profonde stupeur. Vers les 3h du matin, près de 180 embarcations de pêche revenaient du large comme d'ordinaire ; mais si, au lieu d'aborder le quai où les attendaient les acheteurs de poissons, elles cæmoutaient le rivière et poussaient jusqu'au pont de la Résidence. Et les pêcheurs qui montaient le flotille — ils étaient plus de mille — quittèrent leurs embarcations et en foule, s'amenèrent devant la Résidence. C'est que nos misérables s travailleurs de la mer « ne pouvaient plus vivre avec le baissse accélérée du prix des poissons que les acheteurs leur imposaient. Ils manifestaient contre cette exploitation éhontée qui leur anlevait jusque leur ration déjà insuffisante. Ils demandaient aux autorités du Phan-Thiêt d'intervenir, de prendre des mesures qui rendraient leur situation moins intenable. On sait quelle fut l'issue des réclamations. La police était mobilisée pour maintenir l'ordre qui ne fut troublés par personne. Ce fut là la seule mesure prise par les autorités en la circonstance. Les pêcheurs désespoir, et opéré une très forte concentration. Les grande acheteurs cherchent à s'approprier tous les eagins de pêche ; ou bien ils vsodent pendant quelques temps leur saumure à perte ; ou bien ils accaparant les jonques de traneport et paient cher les jooques rentrant. Ils exercent ainsi une concurrence meurtrière pour les petits acheteurs. Ceux-ci se voient appauvris, ruinés, éliminés pen à peu, laissant le terrain à trois ou quatre gros ponies. Un monopole de fait est ainsi institué, en ce qui concerne l'achat des poissons, et les bénéficiaires dictent leurs conditions aux travailleurs sans défense.

Il est à ramarquer — et c'est là un trait caractéristique de l'évolution économique en psys colonisé — qu'les capitalistes fabricants de saumure, ee sont nullemant teoi poissanis ! Ils sont tenna en laisse par les intermédiaires les compagnies de commerce qui ont des paramètres plus étroites avec le capital financier. L'année dernière, c'était le règne de la maison Diétbem. Puie c'était le tour de la maison Grandval. Cette dernière surtout exigeait des fabricants da saumura des contrats aux clauses les plus vexantes : c'est ainsi qu'elle seule avait le droit de fournir les jarres, que la présence d'une jarre dans les locaux des fabricants et ces locaux pouvaient être perquisitionnés à tout moment—entraînait une « amanda » de 0p.20 ! Cette année, ce sont les intermédiaires chinois qui font ses maitres. Et on sait s'ils sont tracassiers dans leurs conditions. Ils forment un consortium, l'office d'achat de Vi-Nam, qui ordonne dans ses bans continenls. Les 125 jarres qui actuellement en 1935 21p.00, ne sont plus payés qu'à 15 en même 13p.00. Alors les fabricante de saumure pour pouvoir faire face à l'oppression du Capital comme ciel at cunservor leur marge de profit intacte, n'achètent plus le poisson qu'à des prix dérisoires. En fin de compte ce sont les travailleurs qui font les frais du jeu.

La liberté syndicale, de fait, est le seul remède qui puisse adoucir le déprissement continu al que constitue la vie des pêcheurs. Sans la liberté syndicale, toutes les mesures accessoires, prises en faveur ne auraient que des trompe-l'œil sans efficacité aucune.

POURQUOI L'AVENIR est au Socialisme ?

par **Julee Guesde** *et* **Paul Lafargue**

(1) c'est à dire maîtresse d'elle même et de tout ce qui existe et est né de ses œuvres, que lorqu'elle aura détruit l'appropriation individuelle des moyens de production et lui aura substitué l'appropriation collective ou sociale.

(1) La classe ouvrière ne sera d'ailleurs pas prête à triompher au liberté dans cette émancipation qui ÉMANCIPERA TOUTE LA SOCIÉTÉ, ainsi qu'il est dit dans les Considérants. Les privilégiés du l'ordre actuel — les capitalistes — peuvent se croire libres aujourd'hui ; mais le sont-ils réellement ? Ils ne disposent même pas de leur personne, toujours menacés et quelquefois atteints par les épidémies, typhus, choléra, et c., qu'augmente et que véhicule la misère de la classe ouvrière. Leur liberté politique n'est pas moins asservie par suite des forces aveugles, passives, qui, sous la forme armée, manufacturière, police, il faut entretenir et accroître contre les « rondes » de la misère et qui se prêtent à tous les Dix-huit Brumaire et à tous les Deux Décembre. Et quant à leurs biens, — à ces biens aussi mal acquis que considérables, auxquels ils se cramponnent comme des naufragés aux débris de leur navire, — se leur échappent-ils pas de plus en plus par le fait des conversions, — par le fait de la circulation des titres à la Bourse-Fædor, des notaires en *pied léger* et des *désorantes* à la Nasca — cette revanche de la prostitution imposée aux filles et aux femmes du prolétariat.

Mais quoique la classe bourgeoise, décimée par les faillites (plus de 6.000 par an) et ruinée par les crises de surproduction, soit appelée à bénéficier autant que la classe ouvrière de la société collectiviste ou communiste, il n'y a pas à compter sur elle pour travailler à son établissement, pas plus que la cohésion qui devait cependant, en tant que propriétaire, bénéficier de la révolution de 89, n'a, je le dis pas farcesté, mais « laissez passer » cette révolution.

Les classes privilégiées en sont toujours montrées incapables de sacrifier leurs intérêts immédiats et apparents à l'intérêt réel et durable de leurs membres : à faire les affranchir malgré elles et contre elles, révolutionnairement.

L'ASSASSINAT DU PETIT COMMERCE

Le sort des gagne-petits qui vendent leur pen de marchandises aux différents marchés est vraiment lamentable. La crise les a déjà cruellement touchés alors que le fisc, au lieu de leur accorder des dégrèvements, les presanre de plus en plus.

Les percepteurs, véritables seigneurs féodaux (des marchés bien entendu), abusant de leur pouvoir, la imposent souvent aux marchands inorganisés, désarmés, des mesures draconiennes. Des protestations, des requêtes, des grèves ont eu lieu ; l'administration fait toujoore la sourde oreille.

Encouragée par la défaite des inorganisés qui ne peuvent mener à bien leurs grèves, imposer leurs désiderata, les percepteurs comme obéissant à au mot d'ordre, déclenchent à travers le pays des représailles.

Les taxes des marchés anut toujours perçues sur la « charge » de panlers de marchandises, un percepteur trop sélé dans un certain marché trouvait le moyen de fixer arbitrairement la sebarge à un panier seulement. Il doublait ainsi brusiement les taxes en donnant l'application exacta que la mot « charge » n'a pas on sens déterminé. Cette mesure va à vau-l'eau, par suite des protestations unanimes des victimes.

Ailleurs, les percepteura sont plus ruaés. Pour arriver à bonne fie, ils appliquent petit à petit leurs méthodes. Dans les premiers jours de ee mois, au marché de Dông-Ba à Hué, l'augmentation des taxes est de 2 sous à 3 sous suivant la catégorie de marchande. Cette mesure a soulevé une grève de pluv de 100 personnes. La grève a duré deux jours. Le mécontentement est général et les taxes sont déjà bien lourdes.

Un mareband a à payer par jour :
1/- taxe payén an perceptenr. 0$07
2/ droit de dépôt des marchandises aux risques et périls du propriétaire dans le marché pendant la nuit et droit d'étalage pendant le jour..... 0,03
3/ Patente (annuelle) 1$41.
ce qui fait journellement 0,005

Total : 0,105

Soit en tout 0$105 par jour, ou à peo près 40$00 par an.

Cette somme vant la patente d'un malann de commerce dont le fond s'élève à quelques milliers de piastres. Et on voudrait y ajouter encore une taxe de 2 sous à 3 sous par jour c'est-à-dire de 7 à 10$ par an.

Allons ! un pon de pudeur ! Measieurs les percepteurs de Hoé !

Au marché de Dông-Xoân de Hanoi la situation est encore pire.

Jusqu'ici, les marchandes d'étoffes payeot 20 sous par charge et par jour, celles qui ont une petite vitrine 4 sous en sus. Elles veraent chacune près de 100$00 par an à la Municipalité. Cette taxe est déjà élevée par rapport à celle payée dans les rues les plus en vue de la capitale, par un grand magasin. Celui-ci paie à peu près la même somme par an.

Le percepteur se propose encore d'augmenter la taxe. D'après ce fonctionnaire, la charge des marchandes d'étoffes doit être limitée à 60 kilos. L'excédent de poids deit être payé 2 sous par kilo.

Avant la crise, le nombre des marchandes d'étoffes était de 200. Maintenant il est réduit à 60. Si on augmente encore la taxe nous sommes certains que ce nombre sera bientôt zéro. Nous assisterons ainsi à la mort de petit commerce.

Les charcutiers du marché se plaignent d'avoir beaucoup de difficultés avec la perecpieor; le 11 courant les marchandes de boyaux du pore ont fait la grève à la suite d'une meanre arbitraire.

Les marchandes de porca rôtis payent jusqu'à 0$45 par table et par jour. Elles payent ainsi plus de 100$00 par an. En debors des taxes quotidiennes, elles devrunt encore réparer la tabin et ranickeler les garnitures s'il y a han.

Poor avoir un emplaeement au marché, toutn marchande doit avoir une carte parsonnelle photographie. Le marché commenen à 4 h. du matin pour finir à 4 h. du soir. Généralement à onae neures, elle doit ae faire remplacer ne punvant s'absenter de son foyer toute la journée et surtout se craupouaer devant ses marchandises deute heures de suite. Or, tout récemment la mairie exige que la remplaçante qui ne vient là qu'ao nom de la marchande autorisée, duit elle aussi, se munir d'one carte. Une telle mesure oblige encore le toute marchando à payer désormais une remplaçante régulière, obtenir pour elle une carte, remplir pour elle tontes les formalités exigées ; ce qui rend encore ea situation plus intenable.

Des délégations de marchandes

Après les marchandes d'étoffes et les charcutières vient le tour des marchandes de volaille

Nous publions, sur la prière des marchandes de volaille du Marché Central du Dông-xoân les passages suivantes de la demande que ces dernières ont envoyée au Résident-Maire de Hanoi.

Voici le régime fiscal auquel nous sommes soomises :
Canards, poulets, 0,10 la douzaine
Coqs, lapins, dindons,
Canards sauvages 0,20 la douzaine
Petits oiseaux 0,06 s n
Chaqua cage vide 0,10

Ces taxes doivent être payées à l'entrée du marché.

Or, la volaille, nous devons l'acoeler à la campagne ; au rejoor, à notre arrivée aux faobourgs, nous a déjà obligées à payer les taxes citées plus haot ; ee qui fait que nous devons payer dans la ville les taxes pour une même marchandise. Nous achetons chaqoa fois plus de 300 oniiés de volaille pour les revendre en cinq ou six jours. Aossi les unités qui nous vendent pas loot de anitu doivent-elles être taxées de nouveau les jours anivauts ; de sorte qu'un volaille peut aubir cinq ou six fois la même taxe.

La volaille est naturellement logée dans des cages ; alors, nous ne savons pas pourquoi, en taxant déjà la contenu, on taa encore le contenant qui ne se vend pas.

Outre ces taaes, nous devons supporter les brutalités et les amendes que nous infligent, sans motif plausible, les coutrôleurs du marché.

Antrefois, il y a plus de 20 ans, on taxait le volaille d'après la nombre de cages (0$20 chaqe) et nne fois seulement, à l'entrée du marché. Pendaol ces temps là, notre commerce marchait mieux et nous gogniona plus facilement notre vie.

Aujourd'hui, ces taxes nombrauses et lourdes nous minent, et déjà plusieurs da nos camaradea sont obligées de quitter leur métier.

Nous vous prions donc de nous accorder les faveurs suivantes :

1/ Suppression de la taaa sur les cages vides.

2/ Suppression des taxes aux entrées des fauhourga.

3/ Réduction des taxes de 40 %.

Employez la peinture

Gecko

» place de la Citadelle» — Hanoi

Propriétaire : PHÔNG-NHU-CƯƠNG

LISEZ ET FAITES LIRE

LE TRAVAIL

d'étoffes, de marchandes de volaille, de charcutières sont déjà venuns présenter leurs doléances à M. Le Résident-Maire.

L'administration compreod-elle le caractère impoloaire de ces meaures draconiennes. Songo-t-elle à améliorer la situation de ces milliers de familles frappées par la crise, par une imposition trop lourde, réduites au chômage et constamment à la merci des exactions les plos injustes. Go aesiste-t-elle impassible a la roina, à la mort du petit commerce ?

II

Le régime capitaliste engendre fatalement la misère ouvrière

C'est parce que les moyens de production susioes, terre, magasines deviennent de plus en plus collectifs dans leur usage et continuent à être individuels dans leur mode d'appropriation que l'eo aboolit au double résultat, des propriétaires sont contraints de laisser des propriétaires ces moyens de productioera (*capitalistes*) et de la misère des producieora noo propriétaires augmeotent avec leur production.

Par cela seul qo'ils ce possèdent pas l'outillage qo'ils mettant collectivement so valeur, toutes les richesses qu'ils créent échappent aux travailleurs, lesqoels n'obtenant dans le jooissance de leur produit que pour les frais d'ootretien et de reproduetiun. Et ces frais d'ootretien et de reproductioo que représente le salaire, les propriétaires oisifs tendent toujours et nécessairement à les réduire, par ce que c'est le seol moyeo d'accroître leora profits.

C'est ainsi qu'ils allungeot le plos possible le journée de travail et qo'ils t'avaient allongée à oo lei point que même les gouvernements bourgeois ont dû intervenir par des lois pour limiter cette dilapidation de la force - travail ouvrière. Dans la lotte ou concurrenced qui sévit entre les industriels, la victoire est à ceux qui auront extrait le plus de travail non payé à leurs ouvriers, parce que, leur prix de revient ainsi diminué, ce sont eux qui pourront livrer à meilleur marché et monopoliser la clientèle. Impossibilité parsaitepour un seboo patrona, s'il en existait, d'améliorer au delà d'une certaine mesure presque dérisoire la situation de ses machines humaines. Mais loin de se préoccuper d'une pareille améliooration, c'est à qui, dans la classe patronale, reprochera aux salariés leur paresse et les accusera de ruiner — par leurs exigeoces — l'industrie oatiooale.

C'est ainsi encore que, pour abaisser les frais de maio d'oeuvre, les fabricants n'ont pas laissé pierre sur pierre du foyer domestique ouvrier, prenant l'oofant après avoir pris la femme et les étouffant dans leura bagnes. Femme et enfant étaient des *outils à meilleur marché* que l'homme, et voilà pourquoi ils ont été sotraioés, de gré ou de force, dans l'engrenage industriel, alors que, pour masquer les hideurs de l'exploitation capitaliste on prétendait ni sase d'âge, la philanthopie bourgeoise ne parlait que d'accroître le bien-être de la famille ouvrière.

Les perfectionnements introdnits dans le machinisme manufacturier n'ont pas eu antre mobile. En simplifiant le travail, dont ils augmentent eo même temps la productivité, ils permettent aux employera de faire l'économie d'one partie de leur personnel et de remplacer l'ouvrier habile — et comme tel payé davantage — par le manœuvre. et l'homme par la femme et l'enfant. Chassés de l'atelier par la machine et sea perfectionnements les ouvriers mis en retrait d'emploi sont remplacés par la faim à travailler à tous prix et servent de la sorte malgré eox d'instruments à l'abaissement du salaire de leurs camarades restés en activité. Le résultat final est une *surpopulation industrielle. ormée de réserve* pour les époques de travail à haute pression, l'aide de laquelle, aux époques ordinaires, les salaires peuvent être rognés et la journée de travail augmentée. Et quand cette *surpopulation industrielle nationale* ne suffit pas, n'ayez cruiste : il restera toujours au patron, pour qui il n'existe pas de délit d'internationalisme, la ressource. dont il use et abuse de plus en plus, de recourir à l'étranger et de quoer dans le *réservoir* des meurt-de-faim de Belgique d'Italie, d'Allemagne — et de Chine au besoin — les bras dont il a besoin pour avilir le prix de la main-d'œuvre et affamer ses compatriotes.

La machine ooiversalisée, développée *outranciée*, qui a centuplé avec les produits, les profits patronaux, n'a apporté aux producteurs salariés qo'on surcroit de travail et de privatioos. Plus ces derniers ont créé de richesse pour leers maîtres, plus ils ont créé de misère pour eux-mêmes. L'écart a été an augmentant entre ce qo'ils produisaient et ce qu'ils pouvaient consommer, leur salaire, limité à ce qui leur était indispensable pour vivre, les mettant dans one impossibilité d'autant plus grande de rachater leur produit que leur production était plus considérable.

L'instruction, professionnelle et autre, qui va se généralisant s'agira psa différemment. Eo perfectionnant l'outillage humain que constitue la classe ouvrière, en le rendant capable d'accomplir la même quaotité et la même qualité de travail en moins de temps et avec on nombre meindre de bras, elle ne multipliers les produits qu'aux dépens des producteors. voués à de nouveaux chômages

Et il en sera de même de tous les progrès, dans quelque ordre que ce soit, qui se réaliseroeroot contre les travailleurs aussi longtemps que le salariat les réduira au rôle d'instruments entre les maios des détenteura des instruments de travail, c'est à dire ainsi qu'l'exprinent les Considérants du programme socialiste : *aussi longtempe qu'ils ne seront pas EN POSSESSION DES MOYENS DE PRODUCTION* (terre, usines, navires, banques, etc)

LA CLASSE PRODUCTIVE SANS DISTINCTION DE SEXE NI DE RACE NE SERA LIBRE

III

L'expropriation de la classe capitaliste est nécessaire et possible

Cette socialisation en collectivisation des moyens de production déjà devenus de plus en plus collectifs pourra s'accomplir que par L'EXPROPRIATION DE LA CLASSE CAPITALISTE.

Les révolutionnaires ne l'ignorent pas — qui évitent de prononcer le mot d'expropriation, pour ne pas effaroucher les masses, prétendent ils, comme les socialistes qui ont peur de la chose et essayent de la *remplacer* par la conourrence communale ou par des services publics, n'ont pas ra au voulu voir :

1° Que l'expropriation est la loi de toutes les transformations dans la société capitaliste;

2° Que l'expropriation dont il s'agit est tous les jours rendus plus facile par la développement naturel at nécessaire de l'ordre actuel;

3° Qo'elle sera seule compeosatrice pour les expropriés;

4° Qu'elle est imposée de plus en plus par les conditions de la production.

Le progrès industriel, qui est le dieu du siècle, a eo pour effet d'exproprier les artisans d'autrefois, travaillant à domicile, pour leur compte, avec des outils leur appartenant:

1° De leurs instruments de travail, inutilisés entre leurs maios et transformés en bois à brûler (rouet, rabot, métier, etc.)

2° De leur habileté technique, représentaol des années d'apprentissage et annulée par la machine-outil;

3° De leur foyer domestique, vidé au profit des esines que pooplent le femme et l'enfant;

4° Des froits de leur travail, centralisés et socaissés sous le oom de *profits* et de *dividendes* par les empleyenra iodividuels ou collectifs (patrons, actionoaires, obligataires, etc.).

Telle est la marche de la production moderne, qui ne bâtit que sur des ruines: la ruine des petits par les gros, et cela dans toutes les branches de l'activita humaine; — la prospérité de magasins monstres comme le *Louvre* et le *Bon Marché* étant faite de la faillite de quantité de petites boutiques, comme la ouvrée d'un Creuset ou d'un Fives-Lille est composé de la décoofiture de centaine de petites forges.

L'expropriation que réclame et poursuit le programme du Parti ouvrier est, au contraire, celle des gros au profit de la ptite. C'est l'expropriation de la minorité spoliatrice au bénéfice de la majorité spoliée C'est pour tout dire en ou mot — *l'expropriation des expropriateurs.*

Les expropriateurs de ix masse, qo'il s'agit simplement de *faire restituer* et dost le nombre va tous les jours se restreignant par la concorrence mortelle qui sévit entre eux, ont rendu plus que possible, facile, la tâche do Parti ouvrier en se désintéressant de la prodoction, à laquelle ils sont devenus aussi étrangers que le Grand-Turc. Ce n'est pas aux qoi dirigent cette dernière, mais aux âlite de la classe; et leur dépossession sera de nul effet sur la marche de ses affaires, les hauts faureaux, les raffineries, les filatures, les tiesages, etc... qui continueront à fonctiunner comme auparavant.

Cette expropriation, d'autre part, sera seule compensatrice. Toutes les autres, opérées jusqo'à présent, l'ont été sans indemnité aucune. Où est l'indemnité des tisseors à la main expropriés par les tisseors mécaniques ? où l'indemnité des voituriers et camionneurs expropriés par les chemins de fer ? où l'iodemnité des porteurs d'eao expropriés par les compagnies générales des eaux ? où l'iodemnité des merciers chemisiers, cordonniers, tapissiers, etc., expropriés par les bazars à la Bouci caull et à la Jaluzot ?

(A suivre)

Nouvelles internationales

Lettre de Madrid

Que le monde entier en juge !

Les insurgés fascistes diffusant par les postes émettant qui sont sous leurs mains une déclaration suivant laquelle la responsabilité pour la sanglante guerre civile qu'ils ont commencée, incombérait au Front populaire antifasciste. C'est un mensonge, une calomnie et une provocation. Je profite de la première occasion pour vous adresser cette lettre.

Nous tenons à ce que l'ensemble du monde civilisé sache quels sont les vrais coupables qui ont déclenché en Espagne la guerre civile.

Quels sont ces gens qui viennent d'assassiner notre peuple ? Quels sont les objectifs des organisations de l'insurrection ? Quelles sont les forces qui se dissimulent derrière eux ?

Ainsi qu'on le sait, les masses populaires de notre pays avaient chassé, par les élections générales, le gouvernement de la contre-révolution et du fascisme. Malgré toutes les promesses démagogiques de la clique militaire et monarchiste et des organisations fascistes, le Front populaire a remporté une victoire éclatante lors des élections aux Cortès, le 16 février de l'année courante. Sans la moindre ambiguïté, le pays a manifesté sa volonté.

Contre la monarchie abhorrée, contre le servage féodal, contre le nouvel esclavage fasciste ! Pour une Espagne démocratique, libre et heureuse !

Fière et consciente de leur incontestable victoire, mûrate et politique, les masses populaires en sont montrées par trop confiantes à l'égard de leur ennemi réactionnaire. Les chefs des bandes monarchistes et fascistes, connaissant cette circonstance ? Ils ont méthodiquement abusé contre le peuple de cette confiance.

Ils se sont déclarés prêts, en paroles à se soumettre à la république démocratique établie en Espagne. En réalité aussitôt après la chute de leur gouvernement, ils se sont livrés au sabotage de l'économie nationale et aux spéculations les plus sordides.

L'oligarchie financière a commencé à espionner ses capitaux. Les bourgeois les plus méprisables se sont mis à peser sur le cours de la peseta. Les cliques réactionnaires et fascistes qui ont perdu le pouvoir durant deux ans ont ruiné, à leur profit, l'économie du pays. Cependant, après les élections, lorsqu'ils eurent été chassés du pouvoir ils se sont appliqués à se venger du pays en empêchant par tous les moyens la rapide de la vie économique. Les grands industriels ont réclamé l'abolition des mesures destinées à sténiner la misère des larges masses populaires et ont appuyé leurs exigences par la menace du knock-out. Les propriétaires fonciers soulevés par la grande banque, menaçaient de déclencher la grève si on décrétait une « autonomie » ou un procédé relatif aux annalties si le gouvernement ne renonçait pas à la protection des journaliers, des ouvriers agricoles et des paysans.

Ce n'est que grâce à la pression rigoureuse exercée par la majorité écrasante du peuple soudé dans le Front populaire, que le gouvernement n'a pas cédé à ces menaces et à ce chantage de ces brigands de grands chemins. Le gouvernement a manifesté à l'endroit de ces éléments réactionnaires, battus aux élections aux élections générales, le plus grande générosité. En dépit des avertissements et des conseils prodigués par les organisations ouvrières, les coeurs monarchistes et fascistes ont été laissés en liberté et ont même gardé de nombreux leviers de commande dans l'armée, dans la marine et dans les administrations.

Les bourreaux du peuple, comment ont-ils répondu à cette attitude loyale envers ? Par la plus noire trahison. Quand ils étaient encore au gouvernement ils se sont servis de tout l'appareil d'Etat pour violer et terroriser le peuple, mais, lorsque le suffrage universel les a chassés, ils ont eu recours à la terreur individuelle contre les meilleurs fils de leur peuple. Pas un jour ne s'est passé sans que des personnalités du mouvement ouvrier et du Front populaire connus dans le pays entier, ne fussent assassinés par les agents de la contre-révolution. Par ces actes de terreur, les ennemis du peuple voulaient non seulement supprimer les hommes qu'ils détestaient, mais aussi éveiller l'impression qu'il n'y avait point d'ordre dans notre pays. Tout en transformant les églises et les couvents en dépôts d'armes et en cachettes pour les bandes terroristes, les monarchistes et les fascistes provoquaient à l'incendie de ces édifices, et les incendiaient eux-mêmes, afin de dresser, de cette façon, la partie religieuse de la population contre celle qui n'était plus attachée à l'église.

Méfiez-vous des provocateurs — avertissaient les organisations ouvrières — caches que les incendies des églises et des couvents favorisent les desseins de la contre-révolution.

Les agents de la contre-révolution défendaient, par tous les moyens, les privilèges des propriétaires fonciers et des grands banquiers qui, des siècles durant, ont exploité la paysannerie. En même temps, ils s'attachaient à provoquer des collisions entre les paysans et la force armée.

Pousser certaines fractions des travailleurs au désespoir et au découragement, contraindre le mouvement populaire à s'écarter de la lutte de masse ouverte, organisée et réfléchie pour la libération du peuple tout entier, provoquer le déchaînement de la guerre civile dans le pays — voilà quelle était la tactique de la contre-révolution monarchiste et fasciste.

Cependant, la classe ouvrière espagnole n'a pas seulement montré au monde entier sa ténacité héroïque et son dévouement, mais elle a fait également preuve d'une maturité politique et d'une rage réservé qui soudent et qui entraînent toute la population groupés dans le Front populaire. Appréciant d'une façon juste le degré d'évolution et la conjoncture actuelle, évaluant froidement le rapport des forces dans le pays, la classe ouvrière a fixé au Front populaire la tâche de réorganiser et de ranimer la vie du peuple, tâche qui, dans le stade actuel était parfaitement mûre et a été, par conséquent, accueillie par les masses comme leur vrai devoir. Grâce à cette conscience de classe si développée chez les ouvriers et grâce à la profonde influence édoestive qu'ils ont exercée sur les larges masses de leurs alliés, le Front populaire ne s'est aucunement éparpillé mais, au contraire, s'est trempé sous les coups que lui portait la contre-révolution.

Le régime qui a été établi dans notre pays, après le soi-disant gouvernement réactionnaire, est point un régime d'anarchie ni de luttes fratricides, mais celui d'un solide ordre démocratique et de l'unité du peuple. Contre qui dans ces conditions, les éléments les plus réactionnaires des classes possédantes, les exploiteurs et les parasites ont-ils déchaîné, en Espagne la rebellion ? Contre l'anarchie et les dissensions intestines comme le prétendent les généraux et les chefs de file appartenant au fascisme international ? Certes, non. Tous les hommes de bonne foi se sont rendus compte que la révolte n'est pas dirigée contre l'anarchie et contre les luttes fratricides qui n'existent nullement, mais contre le régime de légalité et d'ordre qui s'appuie sur la volonté indubitable du peuple espagnol, et dont il sert les intérêts.

Que demandent les insurgés ? Veulent-ils empêcher l'avènement de la dictature du prolétariat en Espagne, comme le prétendent ses provocateurs ? Non, ils cherchent à renverser la république démocratique instituée par le peuple et à supprimer les droits et les libertés conquis dans une lutte âpre et persévérante.

Quel sont tes moyens par lesquels les conjurés fascistes espèrent atteindre leurs desseins criminels ? C'est la guerre civile, c'est le déchaînement de l'anarchie, c'est une terreur, sans bornes, à la Hitler, qui frappe toutes les couches de la population. Deux tons les liens qui sont tombés aux mains des fascistes, on voit de la façon la plus cruelle contre les défenseurs du peuple appartenant à toutes les couches de la population.

Pourquoi les conjurés se lancent-ils dans une aventure dont ils sont désespérés que le ranversement, par une révolte armée, de la république démocratique défendue avec tant de courage et tant de ténacité par le peuple espagnol ? Sceit-ce parce que la république démocratique établie en Espagne est censée renverser l'ordre capitaliste, qu'elle exproprie la bourgeoisie et qu'elle a privé la propriété privée des moyens de production ? Evidemment non. Le bourgeoisie espagnole elle-même ne peut pas affirmer — et n'affirme pas — que le Front Populaire se soit donné la tâche de renverser l'ordre capitaliste.

Quelles sont les forces sur lesquelles peuvent s'appuyer les ivrognes militaires fascistes ? Il n'est pas réussi à surprendre la classe ouvrière dont la partie la plus consciente et la plus clairvoyante ne s'est jamais lassée de démasquer la complot ourdi. Les insurgés n'ont pas réussi à diviser les rangs du Front Populaire, dont l'unité et la fermeté ne cessent de croître en face de l'offensive de notre ennemi commun le plus acharné.

Le noyau principal des forces contre-révolutionnaires est formé par la Légion étrangère, stationnée au Maroc, et composée de la fie de toutes les nations. Ce sont ces troupes particulièrement corrompues par la réaction qui doivent réprimer le mouvement libérateur tant dans les colonies que dans la métropole. Des Marocains drapés aut pénétré, en conquérants étrangers, sur le littoral espagnol. Derrière eux, se tiennent plus ou moins ouvertement les forces fascistes d'autres pays intéressés à la défaite nationale de l'Espagne.

Dans cette révolte militaire espagnole, se sont étroitement groupés, en une conjuration méprisable et cruelle, la contre-révolution d'Espagne, les agents hitlériens qui agitent les capitaux dans les zones françaises et espagnoles du Maroc, les comploteurs fascistes de Franco, ainsi que les éléments les plus réactionnaires de l'impérialisme anglais. Hitler est le chef direct de l'état-major de la rebellion. Nous savons parfaitement que le général Sanjurjo, que les rebelles ont coolsi comme dictateur, a été, après sa fuite d'Espagne, pendant plusieurs mois l'invité d'Hitler. Les fascistes allemands et les insurgés espagnols peuvent-ils contester le fait que Sanjurjo a habité, durant ces temps, à l'hôtel Kaiserhof, à Berlin, qui est tenu à la disposition de ceux qui rapportent visite à Hitler ?

Après que le plan de la révolte y ent été élaboré, Sanjurjo a été dépêché au Portugal où les fascistes espagnols armaient et développaient leurs forces. C'est d'ailleurs accidentellement qu'il s'est tué dans la chute de l'avion qui devait le transporter du Portugal au lieu du rassemblement des troupes insurgées sur le sol espagnol.

Les agents du fascisme allemand, qui résidaient dans le Maroc espagnol, ont organisé l'équipement des insurgés en armes importées d'Allemagne. Actuellement, ils étendent le réseau de leurs intrigues et de leurs provocations au Maroc français.

Nous disposons de preuves irréfutables que les fils de l'insurrection conduisent chez les hitlériens français qui protègent maintenant, ouvertement et avec effronterie, l'insurrection de Franco, de Mola et de tous les autres généraux contre révolutionnaires. Nous espérons que l'opinion publique de la grande République française démasquera cette participation méprisable des fascistes au complot tramé contre notre pays.

L'aile réactionnaire du l'impérialisme anglais s'efforce à rendre l'Espagne aussi dépondante de lui que le Portugal. Les extrémistes réactionnaires d'Angleterre voudraient que, dans le gouvernement espagnol, siégeraient ses agents dociles qui agiraient non point dans l'intérêt du peuple espagnol mais par ordre de la Cité de Londres. Nous disons franchement au peuple anglais qui, en aucun doute, sympathise avec notre lutte pour la défense de la démocratie contre le fascisme, que le mouvement des navires de guerre anglais dans nos eaux nous inquiète sérieusement.

On sait que le gouvernement anglais n'a pas envoyé ici ses bateaux lorsque le gouvernement Lerroux-Gil Robles, en octobre 1934, réprimait le mouvement des Asturies. C'est un fait que l'apparition de ces bâtiments en vue du littoral Nord de l'Espagne coincide avec le transport dans ces régions des bandes fascistes insurgées. Ce n'est pas un simple hasard. Les opérations des rebelles démontrent qu'ils considèrent leurs ligues de communications comme assurées par la flotte anglaise. Nous avons tout lieu de craindre que, imitant la tactique anglaise, les pays fascistes, l'Allemagne et, peut-être, l'Italie n'envoient dans nos eaux leurs bâtiments de guerre, sous un prétexte quelconque. Et cela signifiait une aide directe apportée aux insurgés.

Les rebelles qui tentent d'occuper les localités à la frontière du Portugal appuient sur leurs alliés dans ce pays. Cependant les partis régnant au Portugal ne font pas un pas sans les instructions ou sans l'approbation tacite de l'impérialisme anglais. L'assistance de la part des réactionnaires anglais ne se manifesta pas uniquement là où les insurgés préparent leur irruption. Cette assistance se trouve également assurée aux rebelles dans les endroits où ils se réfugient après leur défaite.

Ainsi, les fauteurs de troubles internationaux désirent que les organisateurs de l'insurrection ; ne vous inquiètes pas au sujet de l'issue de votre aventure ; en cas de défaite nous nous garantissons la possibilité de fuir.

C'est l'alliance du fascisme international avec la réaction monarchiste qui trame la sanglante guerre civile contre le Front populaire espagnol. En défendant les libertés démocratiques, non indépendantes nationales contre la monarchie et le fascisme, le peuple espagnol lutte, dans l'intérêt de tous les peuples pour la cause de la démocratie et de la liberté contre les forces de la réaction internationale, nous sommes certains de notre victoire, tant qu'il restera groupé dans un Front populaire unique, large et indestructible, aucune force ne sera en mesure de déposséder le peuple espagnol de ses conquêtes actuelles. Nous sommes convaincus que le Front populaire de notre peuple ne quittera pas le terrain de la défection de la république et de la démocratie. De cette façon, il ressemblera encore plus étroitement toute la population en vue de la lutte contre le fascisme.

Nous avons occupé les locaux des organisations et des journaux fascistes. Mais cela ne signifia pas que nous ayons l'intention de confisquer la propriété capitaliste, comme le prétendent les ennemis du Front Populaire. Non ; en remaltant les locaux des imprimeries fascistes aux organisations ouvrières, nous remettons au peuple la propriété des ennemis des libertés démocratiques, la propriété des traîtres qui ont ourdi, de concert avec la réaction internationale, la conjuration contre notre peys.

Des milices ouvrières espagnoles luttent au premier rang de l'armée républicaine contre le fascisme pour la défense de la liberté. Elles ont la certitude, et personne ne réussira à le leur enlever, de remporter une victoire décisive sur les forces noires du fascisme espagnol, non point en précipitant les événements, non point en se laissant entraîner par la victoire, mais en maintenant une alliance étroite avec tous les partis du Front populaire

Souffrez-vous des dents ?...

Allez au plus tôt consulter

DONG-NAM-MY

OUVRIER DENTAIRE

45, Avenue du Grand Bouddha

Vous serez bien reçu : soigné à des prix les plus modérés, il vous donnera tous renseignements de prothèse dentaire

La maison DONG-NAM-MY *existe depuis plusieurs années et son opérateur est un homme très expérimenté.*

Abonnement pour familles

LA MÈRE ET L'ENFANT EN U.R.S.S.

(suite)

Mais le point de vue de la mère, si important qu'elle soit, n'est pas le seul à considérer. Quels parents seraient assez riches pour donner à leurs enfants tout ce que les enfants des ouvriers soviétiques trouvent partout, dès leur naissance à l'âge adulte ? Quel enfant de millionnaire sera jamais aussi bien soigné, aussi choyé que les gosses qu'on voit dans la ville d'enfants du parc de culture et de repos à Moscou (par exemple, car dans toute l'Union soviétique on trouve des institutions de même genre). Là tout est calculé, installé, surveillé pour que chaque enfant puisse développer ses qualités personnelles, physiques ou intellectuelles. On pense à tout, à tous les détails : j'ai vu, par exemple, une sorte de grande table creuse, remplie d'on sable fin et propre, et tout autour de cette table, de jolis bambins de trois ans ; c'était pour les enfants momentanément fatigués : pour qu'ils puissent continuer leurs jeux sans être obligés de rester debout, ni de se baisser ! Qu'ils s'amusent, tous ces petits, et comme en même temps qu'ils s'instruisent, dès leur plus jeune âge : on ne fait pour eux que ce qu'ils ne peuvent pas faire d'eux-mêmes, et les adultes sont bien surpris de voir tout ce qu'un enfant peut faire lui-même ! Ils se lavent les mains, brossent leurs dents, s'assoient à table, rangent leurs affaires, font leur ménage, à un âge où chez nous ils ne font rien de tout cela. Ils s'habillent fort bien, les plus âgés aident les plus jeunes (mais les plus âgés ont aussi ans...) sous la surveillance d'infirmières, de pédagogues, de médecins. Rien n'est laissé au hasard, les institute scientifiques règlent, par exemple, la durée maxima de « travail » des enfants selon leur âge : 15 à 20 minutes, de 4 à 5 ans ; 30 à 35 minutes, entre 6 et 7 ans, — la durée maxima des intervalles entre le repas, etc.,

Le système polytechnique, adopté dès les premiers degrés de l'éducation sociale, a pour but de concourir au développement de diverses facultés de l'enfant et d'amener dans un avenir prochain l'abolition des contrastes entre le travail physique et le travail intellectuel. La pédagogie soviétique assigne le développement simultané et harmonieux des trois aspects de l'éducation sociale : 1. Instruction intellectuelle ; 2. éducation physique ; 3. enseignement polytechnique.

L'institut central pour la protection de la santé des enfants et des adolescents a donné une liste détaillée d'un régime pour écoles de types divers en tenant compte de l'âge et de la santé des enfants, etc.

Il existe des médecins spécialisés pour les écoles. Ces médecins sont secondés par leurs adjoints, infirmières spécialistes pour enfants. Elles travaillent dans les écoles ainsi que les institutions de santé pour les enfants. En 1933, on comptait déjà 4.500 médecins d'écoles et ce chiffre est considérablement augmenté depuis.

(A suivre)

BONNETERIE MODERNE

CU - HIEN

76 Rue des Médicaments,
74 Rue Jules Ferry Hanoi

Production intensive des chemisettes en pull'overs, avec les plus belles laines, les plus beaux cotone. Travail soigné et en série.

Exécution très rapide. Prix défiant toute concurrence.

Faites photographier chez

Artistic Photo

37 Rue des Eventails Hanoi

Grand arrivage de tissages pour Dames et Messieurs.

KOOC THAP

20 Cantonnais

HANOI

Pour l'automne et l'hiver 1936-37.

Prix intéressants

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications la plus vite possible, adressez-vous à

DUC-THO-DUONG

24 bis Route de Huê

Hanoi

Traitement sulphiglatique

Traitement suppressif

Drogues 000 toxiques, laissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Huê Dân

NGUYÊN - VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs — Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Teinture — Détachage

Dégraissage

Pham Ta

23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi

54, Avenue Clémenceau . Nam-Dinh

Pour se débarrasser des maladies de Vénus et de leurs complications très dangereuses, pour guérir toutes maladies.

Adressez-vous sans retard à

THANH - HA DUOC-PHONG

55, Route de Huê — Hanoi

Grand arrivage :

Chapeaux de veloora et feutres : Mossani, Bléchet, Frenkel, Ryab, cravates, nœuds, chemises, cache-col, Pull'overs, ceintures, paraversas en laine caoutchoutés etc....

Duc-Quang

84 Rue de la Soie

Hanoi

La 1ère fois à Hanoi

PARIS CHAUSSURES

20 Boulevard Borgnis Desbordes

Maison de confiance

vous présente pour cet hiver, ses exclusivités :

Mesdames !
des chaussures en peaux de fauves africaines.

Messieurs !
des souliers en vernis souple, premier choix.

Imp. spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant : Trinh-Van Phû

TRUST COLONIAL
BIBLIOTHEQUE
R 1147

1ère ANNEE N° 8 — LE NUMERO 6 CENTS — VENDREDI 8 NOVEMBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiến — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60, Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van Phu, Administrateur-Gérant. — Administration, Rédaction : 28, Nguyễn-Trãi — Hanoi

Dans le bagne de Lao-Bao, il reste encore 70 prisonniers politiques dont 20 femmes et 15 condamnés à la peine de réclusion.

Qu'on se hâte de les libérer avant qu'ils ne pourrissent dans des cachots souterrains !

LE RESPECT DE LA PERSONNALITE HUMAINE AUX COLONIES

Il paraît que la politique coloniale du M. Monlet vise surtout à élever le niveau matériel et culturel des masses coloniales.

Les clameurs contre les procédés du Gouvernement qui méconnaissent la valeur humaine de l'indigène ne font, dit-il, donner à la population le sentiment qu'aux colonies on a pour la personnalité humaine le même respect que dans la métropole. Il n'y a pas deux morales suivant les climats : il n'y en a qu'une.

Mais la belle déclaration du Ministre des Colonies est constamment démentie par les événements locaux.

Dernièrement, des miliciens ont tiré à bout portant sur des coolies réquisitionnés pour la reconstruction des digues de Cam-Giang, d'autres miliciens ont suspendu une femme par les seins à un arbre et l'ont torturée jusqu'à la mort ; un brigadier des douanes vient d'abattre le Ly-Trung de Thanh-Hoa parce que celui-ci avait osé lui faire une petite remarque sur l'irrégularité des perquisitions nocturnes qu'il avait effectuées le village. Des faits de ce genre sont courants au Tonkin où le respect de la vie humaine est presque absent.

Nous ne citons que les faits récents qui se sont passés sous le gouvernement de M. Moutet.

Et quand nous parlons à propos du suicide d'un ouvrier soupçonné par la sûreté d'être le meurtre de la dernière grève des scieurs de long ; que la vie d'un homme coupte peu dans ce pays, nous ne disions que la stricte vérité.

Ici, ceux qui disposent de l'autorité publique s'arrogent souvent le droit de disposer en même temps de la vie de leurs administrés.

L'exemple vient toujours d'en haut.

Nous avons bien vu des cas où l'un tuait, massacrait, sans s'attirer de graves ennuis. Le docteur Gillard qui avait lâchement révolvérisé un paysan sans défense était condamné à deux ans de prison. Les législateurs qui avaient tiré sur les paisibles habitants ont été acquittés. Des villages entiers furent bombardés et des innocents mitraillés par ordre du gouvernement seulement pour faire impression sur ceux qui pourraient des idées prétendues coupables.

Il est puéril d'exiger des vainqueurs un respect volontaire pour les vaincus.

Il n'est pas possible de demander aux puissants, aux riches, aux intelligents de respecter les humbles, les pauvres, les êtres qui croupissent dans la misère et l'ignorance.

Non, le respect unilatéral et volontaire n'est pas humain.

On ne respecte que ceux qu'on admire ou qu'on considère comme ses égaux ou ceux dont on a peur.

Les masses indochinoises sont encore trop faibles, trop misérables, trop ignorantes pour inspirer du respect ou de la considération.

Tout d'abord, il faut que l'in-

digène sente qu'il est un homme.

Pour cela, il faut qu'il puisse agir en homme.

Le premier devoir de tout gouvernement qui veut se placer sur le plan humain pour résoudre la question coloniale est d'aider l'indigène à réaliser sa personnalité humaine en lui accordant la jouissance des droits de l'homme et en veillant à l'exercice intégral de ces droits.

Le jour où les masses coloniales arriveront à s'organiser pour défendre elles-mêmes leurs intérêts jusqu'ici sacrifiés, ce jour là on cessera d'être seulement elles seront respectées dans leur vie et dans leurs biens.

UNE DETENTION ILLEGALE

Thâu, Ninh, Tao doivent être libérés !

DEPUIS PLUSIEURS JOURS ILS MÈNENT LA GRÈVE DE LA FAIM

LA PRESSE INDOCHINOISE EST ATTEINTE EN la personne de ces courageux militants

Thâu, Ninh, Tao, les vaillants rédacteurs de « La Lutte » ne sont pas encore relâchés après un mois de détention à la prison de Saïgon.

Leur demande de mise en liberté provisoire a été rejetée.

Pendant que des discours officiels savissent l'application d'une politique libérale en Indochine, on emprisonne les militants de la cause populaire.

On veut étouffer la voix de ceux qui veulent crier la vérité sur les souffrances des multitudes ouvrières et paysannes.

On veut réduire ceux qui ne veulent point se transformer en administrateurs d'une politique surannée.

Thâu, Ninh, Tao doivent être libérés.

Ils sont détenus en dépit de toute loi.

En attaquant ces courageux journalistes qui n'ont pas hésité à prendre la défense des exploités en portant toute leur indépendance de la presse entière.

Journalistes consciencieux, ils n'ont fait que ce que tout journaliste doit faire : éclairer les masses teintées dans l'ignorance.

Ils n'ont fait que leur devoir en se mettant au premier rang du mouvement revendicatif qui anime la population laborieuse de l'Indochine.

Ce mouvement, on ne peut pas l'arrêter, tant que la misère et la famine sont encore la loi des travailleurs.

La détention arbitraire qui les oblige à interrompre leur tâche noble et digne est injustifiable.

La solidarité confraternelle nous demande d'élever la voix pour protester contre l'acte illégal dont ils sont victimes.

Nous ne saurions permettre qu'on escamote encore la loi de 1881 sur la liberté de la presse.

Il faut aux journaux, tant en langue française qu'en langue annamite, le droit de traduire les aspirations populaires.

Contre leur arrestation et leur détention illégales,

Contre la violence à la presse libre,

Pour l'application intégrale de la loi de 1881,

Pour la liberté de la presse en Indochine,

Thâu, Ninh, Tao mènent actuellement la grève protestataire de la faim.

Le régime arbitraire de la presse en Indochine n'a que trop duré.

L'évolution du peuple exige son nouvelle orientation de la politique indochinoise.

L'opinion publique doit être dégagée de toute contrainte.

C'est dans ce but que nous convions aujourd'hui nos confrères et tous les esprits indépendants à élever une protestation contre la détention arbitraire des vaillants journalistes Thâu, Ninh, Tao.

A la Société Cotonnière de Nam Dinh

UNE OUVRIÈRE DE 19 ANS, ENCEINTE de trois mois, lui sauvagement frappée par un surveillant

ELLE A AVORTÉ A L'HOPITAL

son état reste grave

Dans la nuit du 30 au 31 Octobre vers 4h. du matin Mme Mâu qui travaillait comme ouvrière sous le numéro 2.172 fut brutalement frappée par le G. M., un surveillant de la Filature.

Mme Mâu devait surveiller rette n it là une filière avec une de ses camarades et un autre ouvrier. Les fils furent rompus, il fallait les renouer. Les deux femmes ne pouvaient le faire seules pendant que l'ouvrier responsable était sorti pour quelque affaire.

Sur ce, arriva M. G. M qui était furieux de voir l'ouvrier abandonner son poste.

Il envoya Mme Mâu à la recherche de celui-ci.

Quand Mme Mâu revint seule, elle fut prise par les cheveux et traînée par terre par le surveillant G.M. qui lui donne en même temps plusieurs coups de pied.

Elle s'était évanouie et quand on la transportait à l'Hôpital elle éprouvait des douleurs atroces.

Un moment après, elle mit un monde un enfant de sexe féminin de plus de trois mois.—

M. G.M. prétend qu'il n'avait donné que quelques coups de rotin, parce qu'il était énervé de l'attitude nonchalante de cette femme.

Il est à remarquer que M. G. M. n'est pas à son coup d'essai. Il est connu de tous les ouvriers et ouvrières de la société rolonnière de Nam-dinh.

Nous protestons auprès du ministre des colonies pour qu'une protection plus efficace, plus effective garantisse aux ouvriers le droit de travailler dans des conditions humaines.

Nous faisons appel au prolétariat français pour qu'il fasse pression sur le gouvernement de Front populaire pour que la classe ouvrière indochinoise soit, désormais dotée du droit de se grouper, de se défendre, du droit de grève et de la liberté syndicale.

Avis important

Par suite de la réorganisation de son administration, « Le Travail » a l'honneur d'informer ses aimables lecteurs que la date de sa parution est reportée, désormais, au vendredi.

CHOSES VUES

Pharisien va !

Curieuse figure coloniale que ra vieux M. Babut. A la nouvelle que Nguyen-an-Ninh s'est constitué prisonnier, il se fait pour de bon une pinte de mauvais sang. Et du dire qu'il y a chez Nuh quelque chose de fêlé, qu'avec sa licence en droit, il ait bien mieux fait d'entrer dans l'Administration pour y être utile à son pays.

Hum ! Rum ! vous vous êtes composé là un impayable visage de magister, M. Babut. Il fut un temps où, paraît-il, vous vous passiez de l'engouement des Annamites pour le fonctionnarisme. Mais vous n'en êtes pas à votre première palinodie.

A un jeune Annamite épris de liberté, qui a donné des preuves non équivoques de désintéressement et d'abnégation, et dont le seule ambition est d'obtenir pour ses frères du misère un peu d'air et de mieux être, vous reprochez de n'avoir pas consulté une place dans l'Administration? Allons donc ! Allons donc !

A vous entendre, on ne serait utile à son pays qu'en s'enlisant dans l'ornière de la bureaucratie et tout Annamite qui s'avise de répondre dans les masses des idées de liberté et de justice serait des chimériques, des écervelés. Mais à ce compte là, honorable M. Babut, on voit plus d'un écervelé parmi les grands Français d'hier et d'aujourd'hui dont nous vous réclamez à tout propos et hors de propos.

D'où olent qu'aujourd'hui M. Babut trouve à reprendre à tout ? Nous croyons avoir saisi la cause de cette maladie, car c'en est bien une. M. Babut qui a un faible marqué pour le paperasse — un péché mignon somme toute — proclame à tout bout de champ qu'il était le grand ami de Phan-chau-Trinh, qu'il est le grand ami de Nguyễn-An-Ninh. Il nous qui lit vaut, croyez-nous, beaucoup de sympathie de la part des Annamites et des Français ? Il n'en est rien. M. Babut se fera tous les matins une infructueuse déception de ne compter aucun ami chez les uns, moins encore chez les autres. les uns et les autres étant trop édifiés sur son compte.

Et si M. Babut se fâche tout rouge et il se fâche tout pâle. Pauvre cher humain ! On dit qu'il ne dort plus du tout. Sa tête surexcitée ne connaît plus de repos. Il tempête contre tout et contre tous, tantôt contre les propos désobligeants de « certain petit journal annamite qu'il connaît », tantôt contre une faute d'accord échappée à quelque journaliste de la place et qu'offense matériellement son goût de pureté. Ah ! ces gens je l'école à grande-t-il dans sa sainte colère en s'arrachant les cheveux. Ce n'est qu'après de longues et retentissantes explications avec la brune que, ses sens calmés, le front olympien, il se rappelle certain « sottisier du Babutisement » passablement garni que certaine feuille o adressé dans le temps en l'honneur de ses barbaismes. Il lui échappe alors un sourire de confusion et d'indulgence d'une exquise niaiserie.

— Ah ! délicieux personnage,re M.Babut.

Au demeurant, indioldu pas bête du tout. Pas le moins du monde. Qu'il ait toujours été et reste un farouche soriaulisle, c'est ce que je soutiendrai jusque sur l'échafaud. Certes, comme tel il aurait pu dénoncer les oiles et les méfaits de la politique coloniale. Il aurait pu crier, par ses propres moyens, une feuille socialiste rent pour cent où il aurait jeté les hauts cris contre les tripotages de nos néfastes gouvernants. Seulement, vous comprenez, dans la disposition où ils flaient à nos égards les Indochinois s'abonnent-ils ?-On aurait peut-être dépensé beaucoup d'argent pour ne cueillir que quelques lecteurs rassistmes. « Ce serait autant de frisasé » se disait le perspicace M. Babut avec une pointe de malice.

C'est alors q e sous une géniale inspiration, il recourt à la sage doctrine du Juste milieu. Il fonde donc une revue sans risque et péril aucun, c'est-à-dire aux frais de la princesse, Indochinoise. Il y tresse à loisir des lauriers à nos processeurs tout en les saitsant dans des lettres débordantes d'indignation adressées à Monlet ou à Pas Foare. Comme quoi, on touche ici une grosse subvention tout en restant socialiste aux yeux des camarades de là-bas. Passes muscade. le tour est joué.

Seidemment, ce jeo pour être habile, n'est pas très élégant, et notre enragé champion de la roose coloniale, pardon de la cause socialiste, n'est pas sans en concevoir quelque scrupule. Mais, comme je vous l'a laissé entendre tantôt, il a avant tout, un admirable sens de la réalité. Ma foi, vlare d'obéir, être content avec soi-même ensuite. Primum vivere.

M. Babut socialiste; M.Babut puriste. M. Babut donnant aux Annamites des conseils d'opportunisme et d'honnêteté ! C'est à mourir de rire.

A propos des lois du travail des femmes et des enfants

ASSISTERONS-NOUS A UN sabotage systématique des lois sociales ?

Les instructions ministérielles, comme on se le rappelle, ont été d'application dans la colonie de que ques bribes de lois sociales. Nous avons dit outre mut sur la ratear de cet embryon peu viable de protection ouvrière. Nous voulons revenir aujourd hui sur une question d'un même ordre, mais plus restreinte, sur c l'interdiction de travail de nuit pour les femmes de tout âge s et s'interdiction de l'emploi des enfants de moins de douze ans dans le commerce et l'industrie ».

C'est que les événements en ce qui concerne particulièrement ces deux lois semblent déjà confirmer nos prévisions pessimistes—cela va de soi, pour n'être fait le besoin d'être grand clerc pour prédire l'inefficacité de ces réformes opérées au compte-gouttes. Voici, en effet, selon toute probabilité, la manière dont les patrons d'Indochine entendent l'application des mesures de protection : purement et simplement pour les exploiteurs, les employeurs mettront à la porte des milliers d'ouvrières et d'enfants dont la condition a appelé la sollicitude du ministre. Cela soient on, tout à fait radieste, c'est bien le cas de le dire, a été envisagée à la Cotonnière de Nam-dinh et en maintes autres localités. Le ministre pae l'incompréhensiion où il se trouve de la situation politique de l'Indochine, par les largiversations où il s'attarde à faire droit aux certis du Capital colonial à foacol aux oonemis déclarés de ex politique ane armo trop facile et trop brutale pour le discréditer. ist et tout le gouvernement du Front populaire.

La situation n'est pas sans issue. Pour bénéficier des bienfaits dooteas du tuyéisme moderne qui détonnelle le somenage physique, les ouvrières et les enfants doivent- le être réduits nécessairement an chômage. a la misère noire qui est pire qu'le sarmenage. ? Nollement.

Ainsi, et nous ne faisoos que reprendre la suggestion d'un de oos confrères de la ogue aussants, la permutation des heures de travail n'est point une hypothèse absurde ni irréalisable. Au lieu de faire travailler les bomes le joae et les femmes, la nuit, l'entreprise pourrait parfaitement, moyeoaant certains dérangements qui n'ont rien de grave reoverser le cycle ancien et situer dans les heures de jour le besogne des ouvrières. C'rat même là la seule modalité d'application qui soit conforme à l'esprit des nouvelles lois. Malheursusement l'esprit de le loi ne sora respecté que si on des termes de l'alteraative saivante se trouve réalisé : oo bien le Gouvernement colonial, organe intermédiaire entre le de l'exeutioa des ordres du ministre, aorait les mêmes teadaaces, conoeitrait les mêmes soocis qae le Front populaire de France ; oo bien dans le cas contraire, les modalités d'appleation aoraient été prévues expressément dans les instructions du département. Or ses instructions, par craiate, paraît-il, d'effaroucher la Finance coloniale se sont montrées fort laconiques. Vous me mettez sur les conditions susceptibles d'en assu er l'efficacité. Et personne n'ignore, at l'opinion publique locale, ni le m nistre, que l'administration indochinoise o das prédecesptaurs suites que celles de ne pas démentir les réformes émanant du gouvernement métiopolitain.

A la dernière heure, un quotidien qoosi-officiel a même annoncé, au le veloppnant de félicitations et d'éloges, la nouvel e de mesures probables qui seraient prises par le Résidence Supérisare en vue de pallier aox effets « désastreux » de les lois sociales. En haut lieu, ou aorait oo voyagé la possibil té d'introdaire le système de l'engagement evoloeia. res! En principe—et ehaeon sait que le principe est abstrait, c'est-à-dire irréel, platonique—les femmes sont exclues des travail de nuit ot ira enfants de moins de 12 ans, de tout travail industriel et commercial. Mais, sor le terrain pratique, le Gouverneur en conseil aarait eo semelin (sic !) dans l'intérêt de la classe ouvrière à des coocessiaos (resic) : les femmes ou enfants bénéficeraient de l'iaisire faveur de conserver leoe anploi, à la conditioe d'une demande (espodiaoée) e volontoire ». Si la oaove le coincidait avec la réalité, il y a à parier qo'on ne mettrait pas en exécution cette réforme de le «forces, sans iembodr ul tempête ; car avec la concoara de la presse servilo, on réossirait à faire passer aox yeux des masses est escamotage comme one mesure de movelage providentiel. Il rat de notre devoir, il est do deuie de tous les militants ouvriers de mettre en garde les masses qo'on s'ingénie à duper, contre ces tentatives dangereases de sabotage systématique dra lois sociales, contre cette idéologie insidieuse de l'abtonemie de la volonté. La femme et l'enfant sont assujettis dons la société actuelle à ce sorte de travail forcé, le toi qui reconnait les effets funestes de leur sasmeoage, se doit de les protéger, malgré eux et même contre eux. La loi, d'ordre public, doit prévaloir sur la volonté individuelle. Qo'on ne cherche sortout pas à déguiser cette liquidation des réformes sous le coolenr d'on nommage, d'ao aspect de la volontié i La femme et l'enfant, forcés de demander leoe maintenance, par crainte de mourir de faim, n'ont pas égi e volontoirement », mais bien sous l'empire de la faim, des pires contraintes sociales. D'ailleurs, avec l'application de cette prétendae sotoaomie de la volonté, oae devleadreit par exemple, tout le système de protection des co-

(suite page 2)

Les typos de l'imprimerie Bac-Lập manifestent

Le 25 Septembre, 200 ouvriers travaillent à l'imprimerie Bac lập, Rue Paul Bert, Hué, interrompirent le travail et sortirent en foule de l'atelier. Ils avaient décidé de se mettre en g ève pour protester contre la sanction injusta dont était victime on de leurs camarades. L'ouvrier, en question, par inattention, avait pour tout crime, cassé un boulon de la va eur de vingt cents ! Et le verdict patronal, émanant en l'espèce de Bui buy-Tin, le capitaliste bien connu, prononça le licenciement définitif contre le typo « fauté ! .

Devant la manifestation hostile des ouvriers, Bûi buy-Tin qui sait toujours agir au mieux de ses intérêts, entra tout de suite en pourparlers, donna satisfaction à la demande des grévistes et consentit à réintégrer leur camarade chassé.

Et le travail a repris dans la matinée même.

L'exclusion injustifiée qui a déclenché cette grève n'est pas une brimade isolée. Ainsi on système de punition a été institué, frappant les ouvriers d'amendes de Op.10 à Op.30. Et les 4 seuls qui surveillent les salariés ce sont point avares de ces mesures de discipline !

Les salaires journaliers varient entre Op 55 et Op.10. Les journalistes à Op.10 ne sont pas moins de deux vingtaine. Il y en a même qui, avec un travail dépri mant, sont payés à 2p00 le mois. Et le capitaliste est doublé d'un usurier. Les salaires sont payés tous les trois mois seulement ! Entre temps, cela va de soi l'argent fait des petits bénéfices En ce mo s d'octobre, certains typos n'ont pas encore touché leur solde du mois d'Août ! ils formulent requêtes sur requêtes : leur femme serait malade, leurs parents morts nécessitaient des frais d'obsèques. Invariablement, Bûi buy-Tin répond : Tant pis. Invariablement, le philanthropique bourgeois — Oh ! combien ! — fait la sourde oreille ! Il faut pourtant le rendre cette justice que les évanoements sont de mise dans son entreprise : chaque avancement se monte à Op.50 et s'accorde après 4 ou 5 ans de travail bien noté ! Remarquable largesse patronale !

Moyennant ces modiques rémunérations, les ouvriers paient, frisent dans les conditions les plus néfastes pour leur santé l'atmosphère de l'atelier est épaisse de poussière de plomb. La plupart des ouvriers sont atteints de maladies pulmonaires, trois même ont été morts de tuberculose.

Les ouvriers de l'imprimerie Phuc-Loug qui souf su nombre de 100 partagent les mêmes conditions de misère et souffrent de le même tyrannie patronale que leurs camarades de Bac Lập Les récentes lois sociales ont laissé les une et les autres indifférents : elles n'ont contribué en aucune façon à soulager leur misère de plus en plus intolérable. Seule la liberté syndicale en leur permettant de s'organiser, pourra les soustraire au régime d'esclavage féodal et de mort lente auquel ils sont condamnés.

LES TAILLEURS GRÉVISTES de Saigon nous écrivent :

Les quotidiens récents ont relaté en termes plus que sobres la grève des tailleurs travaillant à la maison Phan Ba, Rue d'Espagne, Saigon. Les grévistes viennent de nous écrire pour exposer leurs revendications et protester contre l'attitude peu digne d'une certaine presse.

Ils sont au nombre de 40, ont travaillé à la maison Phan Ba, une des plus grandes maisons de tailleurs de Saigon, depuis une année ou plus. On sait que l'entreprise a prospéré ; mais ce qu'on ignore, c'est que parallèlement à la prospérité du patron, le sort des travailleurs de cette entreprise s'est aggravé.

Ils sont en effet astreints à un travail de 14 heures par jour, sans repos hebdomadaire, pour un salaire de 1$50 par jour. Ils ont demandé une augmentation de salaire de 0$50 par jour, ce qui porterait leur salaire à 2$00 par jour, ce qui est encore bien peu, étant donné la cherté de la vie.

Ils ont également demandé à ne pas travailler le dimanche, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours fériés, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de fête, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de deuil, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de maladie, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de vacances, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de congé, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de repos, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de loisir, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de détente, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de récréation, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de divertissement, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de plaisir, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de joie, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de bonheur, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de félicité, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de béatitude, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de sérénité, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de tranquillité, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de paix, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de calme, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de silence, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de recueillement, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de méditation, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de contemplation, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de prière, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de dévotion, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de piété, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de religion, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de foi, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de croyance, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de conviction, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de certitude, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de doute, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de scepticisme, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de cynisme, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de nihilisme, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de matérialisme, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de spiritualisme, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de mysticisme, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de théosophie, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de kabbale, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de magie, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de sorcellerie, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de divination, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de prédiction, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de prophétie, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de révélation, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de miracle, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de merveille, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de prodige, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de phénomène, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de fait, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de réalité, ce qui leur a été refusé.

Ils ont également demandé à ne pas travailler les jours de vérité

"LE TRAVAIL" CHEZ LES INONDÉS

En route

La route de Gia-Lâm—Haïphong déroule sa bande asphaltée au milieu d'une plaine verte, tachetée de jaune.

Des champs, des rizières étalent leurs verdures par-dessus lesquelles émergent de temps en temps un village avec un bois de bambous échevelés ou un champ de cannes à sucre aux feuillages désolés. Les longues bisbarda, les vapeurs vagues de ce matin d'automne tamisent sur la délicate tendresse une lumière lâche et radieuse jusque dans le lointain où les plans se confondent. Elles donnent au paysage un caractère indécis à la fois naïf et passionnant comme des heures attendues . . . .

De distance en distance branchés sur l'artère principale, une route communale, un sentier de village se laissent entrevoir, s'enfoncent et disparaissent dans le lointain ou tournent, perdant et mêlant de l'étendue immense des rizières. Dre deux côtés du chemin, des cultivateurs travaillent mollement, sans entrain, sans voix. Par moment, une aute de leze vient à nous, passe et fuit : la bourgeoisie papillonne endimanchée.

La long du trajet, nous sommes intrigués plus d'une fois par la vue de nombreux paysans en bailiens qui s'en vont sur le grand chemin par groupe de cinq, de six, de dix, des hommes, des femmes de tout âge, emportant leurs pénates, leurs outils agricoles et leurs nattes sur la ménage et leurs trousseaux mal enveloppés dans un vieux sac de chanvre ou dans une natte usée. Quelquefois même, à l'un des bouts du balancier, dans un panier transformé en berceau, s'assied un enfant de trois ou quatre ans aussi tranquille, aussi résigné que ses parents. On voit-là ces pauvres gens pâlis, déformés, tout noirs de misère ?

Les jours sombres

Sur le chemin de Cám giang, à l'angle où la route provinciale coupa la digue de a Lnoog-ra s dans une largote dont les choisons portent encore les traces des ravages de la dernière crue, trois villageois nous évoquent le souvenir des jours sombres de Septembre. L'un d'eux nous dit : a Figurs-vous, messieurs, que depuis l'année de Dâu-l'année de la rupture de la digue dà Lâm-gio, — c'est la première fois qua nous connaissions un tel désastre . . . .

— C'était quelques jours à peina après le ralquage du ria de la deuxième récolte . . . ajouta son voisin

— Le 26ème jour du 8ème mois précisément, c'est le jour de la replers de la digue da My Lôc, continua cet dernier en qui s'ampara vbaivement du sujet et se mit à nous narrar avec volubilité ces jours de misère Le 26ème jour donr, la digue da My Lôc rompit, vers midi. Ce fut tout de suite la mobilisallen du tous les habitants du village, du canton, de la circonscription. C'était la déssse qua les coolies alignés en cordons se passèrent de main en main des paniers de bone, de terre que d'autres fouillèrent dans les champs la ondés, dans de l'eau blanchâtre qui vens montaient jusqu'à la bavient de le ceinture.

On coupait des bambous, on abattait des cabanes ; aux maisons solides, on arrachait les battants de portes et de fenêtres. La maison du votre serviteur avait pour tout mobilier deux planches de bois et toutes deux étaient enlevées et employées à boucher une brèche. Nous avons travailla dix-sept jours et sons avons veillé dix-sept nuits. Nous ne mangions presqna pas. Les coolies qui venaient de loin recevaient chaque jour une mesure de ris. Pour nous, les habitants des villages environnants, nos parents, nos voisins ne nous appartenait à manger—parcila nous n'en pouvait. Que voules-vous les lampe sont dars ! — Et nous avons barré avec nos bras les sanx de trois rivières réunies. La faim ! Le froid ! La misère ! Nous paloua ! Nous grelottions ! Nous petnions dans les marais, dans l'eau bourbeuse. La nuit, nous dormions, assis sur-dessus la vase, affaissés sur l'épaule du voisin. Dans nos veillées prédendes, nous les petites improvisées, en, milieu de cette plaine désolée, sur travable des eaux jaunâtres qui clapotent lugubrement, il nous arrive de penser aux récits qui, se se mangent, dovaient réunir ceux aussi de toutes nos misères, à le maison. Songea que de côté de Thuân-Thành et de Gia-Binh, bien des familles restaient sans vivres deus ou trois jours de suite. Cens qui restaient à la maison devaient veguer sur des pirogues, ser des radeaux de bansaleres à la recherche das épaves, du bois, des cravettes. Cela faisait vivre les gens, messieurs ! Et pois à toute réquisition, on devait fournir en un coolie ou des bambous Le bambou, ces jours là se payait, pesnez-vous ? 0$40 ou 0$60 la tige.

Nous avions les mains écorchées, les jambes fétées. Beaucoup d'entre nous avaient la coliqua on la fièvra. On a bien installé ane ambulance médicale, mais ..le moyen de guérir tant de malades da tant de maladies ! Et il y avait les vexations, les fâcules des sergents, des caporaux, des milicians des satellites : Les hommes étaient brutalisés. Les femmes et les vieillards n'étaient guère épargnés. Voilà pourquoi tant de coolies ont tenté de s'évader, affrontant les eaux, méprisant les rotins, les balonnettes, les balls même de la garde. Que voules-vous, on sentait venir la mort, et l'on se disait : Si l'on reste, on mourrait d'une mort lente et certaine. Alors, pourquoi ne pas tenter une érasion ?... Au moins, il y aurait une chance de vivre, sur cent, sur mille . . . .»

— Mais aujourd'hui, la misère va finir. L'inondation n'est plus qu'un cauchemar. Le ria mûrit. Et puis, en attendant, vens avez le secours de l'administration et des sociétés de bienfaisanca. . . .

— La misère va finir ? Ah ! vraiment, vous êtes da Hanoï, messieurs. Vous ne savez pas comment nous vivons ici, à la campagna. Vous ne voyes pas que dans notre circonscription plus de huit mille mân da rizières ont été ravagés et les semences sollèrement noyées, emportées par les eana. Allez an pen plus avant... Vous verrez que de Cô-Lam à Lâp, de Lâp à Cô-Lam, les tiges de ria restent là toutes drolles, plantées sur les rizières comma de petilles bampes de drapeau. Du côté de An tru, de Hoàng-Kênh, les rizières ont dû être repiquées non pas une, mais deux, trois fois. Aujourd'hui, après le troisième repiquage, après que les oeux se sont ratirées c'est la récheresse. Depuis tout juste un mois et 21 jours, il n'a pas plu ! Les champs sont fendus, la récolte actuelle ne rapporte rien... Et celle du cinquième mois, on le devine, sera encore manvaise, vons voyez. Ce nésmoins, on vit, on mange de ce qu'on peut, pour travailler, pour irriguer ses rizières ingrates. Quant aux oeuvres de charité, vous dirai-je, messieurs, ce qu'elles valent et comment elles fonctionnent ?. . . .

L'homme s'arrêta brusquement. Ses deux compagnons veuaient de lui lancer un regard rapide et significatif. La méfiance et la prudence ont étrangié son éloquence. Néanmoins, il se ressaisit vite et reprit :

— Evidemment, messieurs, ce que le Gouvaresement nous donne dans ces chân bân et dans ces chân diêm nous en sauriona trep l'en remercier. Tout cela, c'est très gentil, vous saves. Mais c'est une goutte d'eau pour une plaine desséchée et la misère ne finit pas comme ça. . . .

La charité officielle

Ils étaient là, à l'entrée du Huyên, à pen près cinq cents indigents qui venaient des dix les localités de l'intérieur. Ils formaient une foule compacte, mouvante, terne, sans pensée, et sans vie. Ils patientaient, ils attendaient. Ils allaient, revenaient, silencieux, résignés; ils s'essayaient devant la porte de Huyên, sur le trottoir, aux devantures des boutiques. Trois garçonnets se lamentaient vainement auprès d'un passant. Au pied d'un banian, une vieille toute ridée, le regard vague et blanc, marchait, nasée en deux, une main appuyée sur l'épaule de l'enfant qui la guide et l'autre sur son bâton de bambou. A l'écart, sous le soleil, l'air humilié, le bosse découvert, quatre ou cinq femmes s'aidaient à arracher les poux de leur nippe sordide, couleur cânau. Chacun avait un panier sur l'épaula et, dans la main, un petit bout de cartou rouge, coleré de rouge de jaune ou de vert... Leur carte de vivres, sans doute.

Nous demandâmes à voir quelques unes de ces cartes. Elles mentionnaient le nom, l'âge du porteur, son village, sa profession, le nombre de « bouches » qui vivent dans sa famille. Elles portaient le cachet du maire, contresigné par le Tà-ây de la région. En voici qui ont été délivrées par les maires de Bôi-Thuyog et de Dông-Khê. Des chefs de famille venaient chercher la raiion pour dix, pour douze personnes. Nous étions au Huyên, Chu Giang et la machine administrative faisait fonctionner la charité officielle. Comprenez nos examinations ces cartes en carieux, en vieux lettré qui parlait français mêlé à, vois basse des bribes de confidences mêlé en français, mêlé en Annamite.

— Tont ça, messieurs, c'est des comédies. Je connais des gens pins pauvres qui n'ont jamais eu les moyens de venir jusqu'ici !...

— Comment donc ?

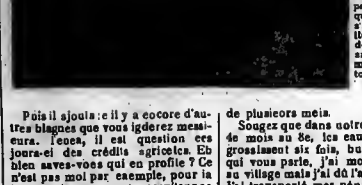
— Il faut payer ces cartes, dans bien des villages. Vous tembles tout à l'heure sur les villages de Dông-Khê et de Bôi-Thuyog, vous avez de la chance; ils y avait eu moins peu d'abus. Mais pousuez plus loin. Cherchez un autre groupe, on vous dira que pour obtenir une de ces cartes qui donnent droit à quatre ou cinq on huit cents de ria, cartains Ly-tre-eug demsudent un cout à ces nécessiteux; que ce rix, cet argent distribué par l'administration ramia à ces pauvres gens vont dans quelques heures alimenter d'autres bourses, celles des préteurs à gages, des usuriera que des familica qui cempieni huit ou dix membres voient mentionner sur ces cartes quatre, trois on même deux e bouches ». Vous ne me croyes pas?... Ha ! bé ! allez vérifier vens-mêmes, vous varrez que mes paroles sont confirmées. Moi aussi, je suis pauvre, je suis chômeur, je suis un « loudé » messieurs !

Nuns abordâmes un groupe de cinq nécessiteux. L'un d'eux nous déclare qu'il est père de cinq enfants alors que sur la carte figurent seulement deux. Le 2e qu'il va recevoir dena rallons pour huit, le 3e, 3 ratlons pour quinze, le 4e, 2 ratloos pour neuf: mais le plus malheureux de tous nons dit: Nous sommes quinze et en meuiions seulement deux sur ce certificat d'indigence !..

Cepandant, l'homme qui nous avait renseigné sur cet état de choses n'avait vers nous, accompagné de trois pauvres bères qu'il nous montra en disant: a Vous pouvez les interroger, messieurs a . . . .

Comme nous n'estimions pas nécessaire de pousser plus loin l'enquête, l'homme invita ses compagnons de circonstance à se présenter

« Aller ! venez ! Dites à ces messieurs comment vous vivez, comment on vous délivre la carte. Ils viennent de Hanoï, ils feront entendre notre voia . . . ».



Parfois, la paillote manque ; alors, on s'ingénie à rallier des vans, des claies pour en faire des murs et des toits !

Pois il ajouta : e il y a encore d'autres blagues que vous igderez messieurs. Tenez, il est question ces jours-ci des crédits agricoles. Eh bien saves-vous qui en profite ? Ce n'est pas moi par exemple, pour la bonne raison que votre serviteur ne possède que sept sho de rizière. Ceux qui peuvent emprunter des deniers publics, ca sont d'abord des gens dont e la figura raffiete un peu de sang » comme on dit. Ce sont d'abord naturellement les parents, les amis, les parents des parents, les amis des amis, du maire, des notables du village. Les pauvres, ils sont en train d'irriguer à tour de bras, dans de petites norias, des rizières situées à 20 à 30mede hauteur, à cinq à six écheions au-delà du cours d'eau d'alimentation. Vous n'avez qu'à regarder autour de vons Voici des rizières qui ont été repiquées 2 fois : les plants de riz en ont été fauchés pour être donnés en pâture, aux bofflès et aux bnefs car il n'y a guère d'épi. Les autres années, à pareille époque, déjà nous avions la main à la faucilla mais cette année ! Pour longtemps encore ce sera la famine, la famine ! Des crédits, des secours an compegoutles, comment veulez vous qu'ils suffisent ? Depuis Septembre, nous avons assisté à trois distributions de ria et d'argent. Mais on mange trois fois par jour et trents jours par mois ! Je demeure du côté de Ngoc-Quan. Pour venir toucher à Lai-té quatre cents, nens devons peyer deux cents, au passage du bac. Alors, dites, dites-moi si ça en vant la peine ! Nos payaana désertent nos campagnes, messieurs. Ils s'en vont chercher du travail dans ces ceiua eh l'on maisonne. où l'on récolte, là-bas, du côté de Bac Giang, et de Gio . . . . Ils ramassent du bois, coupent des arbres. Le foyer est vide dans beaucoup de familles. Au village de Seu, sur les trens cents habitants encore robustes, capables de travailler, quinze restent aujourd'hui à la maison. Non ! messieurs vous ne vons ferez jamais une idée assez exacte de nos misères ! »

Le marinier de Pha-Lai

De Pha-Lai à My-Lôc, nous dûmes prendre une barque. Le marinier était un vieux petit bout d'homme de 60 à 65 ans environ. Il était borgne. Sa figure allongée était toute plissée, de nombreuses rides faisant deux respectables pattes d'oie sur ses pommettes anguleuses. Une dizaine de pieds de barbe hésitent à son menton bérissé de boutons noirs. L'âge élalait les traces de ses ravages' jusqun sur le des de sa main, jusqu'à fa raclue de ses ongles.

Notre homme vensit de trouver une veine de conversation, il nous parla de l'inondation et ne s'arrêta plus. — La fracture de la digue de My Lôc, messieurs ? C'était le 26e du 8e mois. Les eaux ! Ça coule toujours vers le bas et quand ça déborde, ça rempl les digues, Voilà ! La région de My-Lôc a été entière ment ravagée comme vous l'allez voir. Elle possède pourtant sa ligue de défense. De même, du côté de Phao, de même, le long de la rive du Sông-Luông, il y a un système de digue. La moins arantagée à ce point de vue c'est notre région qui compte six villages sur la rive droite du Thai-Binh. Pourtant . . . .

— Vous n'avez pas été trop cruellement éprouvé cette année ?

— Pas trop ? Comment donc, messieurs ! . . . .

Ne us a vons pas eu ons la rupture de la digue pour la bonne raison que nous n'avons pas de digue, voilà tout ! Il faut que je vous renseigne sur le système des eaux de ce fleuve. Eu amont nous avons trois sours d'eau : le Sông-Câu, le Sông-Thoong et le Sông Lac-Nam. Le Sông Câu avait avant Pha-Lai un cours très bonqête : il était large et ses eaux coulaient à lonir. Mais entre Pha-lai et l'angle du Sông Loông et du Tuni-Blab, le fleuve se rétrécit. Alors, vous saves l'inondation est perpétuelle. Parfeut ailleurs, on endure des crues de deux, de trois, de s x. de huit jours, mats ici, nous avoo- des inondations de plusieors meis.

Songez que dans notre région, du 6e mois au 8e, les eaux du fleuve grossissent six fois, huit fois. Moi qui vous parle, j'ai mon domaine au village mais j'ai dû l'abandonner. J'ai transporté mes pénates au pied de la colline, là-haut. C'est la misère, messieurs ! sur le parcours du même fleuve, les habitants de l'autre rive récoltent du riz, des cérésles. Nous autres, nous on pouvons rien, nous ne mangeons guère. Voyez mon enfant, il a quinze ans, seize ans, mais ca n'est pas un garçon, c'est un champignon, messieurs.

Brusquement, le « champignon » se leva de son séaot et l'air grandi, il s'exclama en désignant du doigt la rive opposée : Le voilà !

« Quelle abondance de ce côté là ! oh ! les beaux épis !

Sur quoi le vieux marinier se mit en colère :

— Voyer le nigaud ! Comment veux-in qu'ils ne soient pas riches ? N'est-ce pas leur digue ?

Puis reprenant la conversation sur la mère, il ajouta :

Tont le mal nous vient des digues qui barrent le passage aux eaux de ces fleuves. Nous ne connaissons pas la récolte du 10e mois, nous autres ici. Je vous dirai que dans nos villages on n'voit pas un étudiant ! Pardeu ! S'il S'il ,il y en a un seul mais qui vivait sur la bourse de ses grands parents maternels du canton voisin et qui est maintenant davenu un Long-sir.

Que voulez vous ? Pour avoir un boeuf, il faut que deux familles s'associent. Il n'y a pas un seul cocbon dans tout le village de Vê-sa. Le village Phu-lang compte trois hameaux. Ses habitants vivent pour la plupart de l'exploitation des fours de faiences grossières. Les entrepreneurs colportent ses ustensiles jusqu'à Thai-Nguyên. Mais il n'y a plus de paysans chez nous, vous dis-je ! Il n'y a que des coolies qui, allât que les eaux se sont retirées, se dirigent vers la haute région et ils se louent comme moissonneurs ou bien vivent de la cueillette du thé, du bois da chauffage. De ma vie, je n'ai pu manger à ma faim qu'une seule année, vous savez. C'était l'année de la construction du poste militaire de Phac, il m'en souvient.

Et pourtant, quand j'y songe, je me demande : Est-ce si difficile da nens soulager ? Nous sommes ici comme dans une assiette, messieurs. Comment ce bassin peut-il contenir l'eau que déversent sur lui tant de pluies. Au lieu de faire ces digues de misère, il aurait fallu partager toute cette eau à sur plusieurs assiettes. Me comprenez-vous ? Je précise : il suffira de creuser un canal de Mai-Diêu, près de Dông-Triêu jusqu'à Bên-Bai et alors c 100 raisseaux ne s'amasseront dans au fleuves les eaux cesseront de déborder ! c'est comme si vous versiez au bol sur une série de cinq, de six assiettes, quoi ! a .

Nous admirons la simplicité de sa solution ; nous admirons davantage l'image de l'assiette. Nous rions de bon cmor en pensant aux diverses solutions proposées par des ingénieurs, des géographes sur dont les savants projets dorment pour l'instant dans les archives, quand noire bemme ajouta !

Tont cela, évidemment, les messieurs du gouvernement le savent mieux que moi. Ne voyez-vous pas que leurs navires fendent les vagues, pénètrent au sein de l'océan, et que leurs avions entrent dans les nuages! Oui ils le savent mais ils ne veulent pas la faire, voilà tout. Au fond qu'est-ce qu'elle peut bien leur faire, notre misère ? . . . .

Au cœur des régions ravagées

Tout en nous développant ses idées sur la défense du delta contre l'inondation, le vieux marinier nous acbeminait, à coups d'aviron légers et pressés, vers l'endroit où la digue s'était rompue, vers le village de My-lôc. Les eaux ocres du Fleuve des Six Têtes, après un mois et demi de sécbersse, se sont bien apaisées ; les vagues doncement montonnent et nous disent, combien nous sommes loin du temps où le fleuve en courroux, montait et s'étendait et devenait une mer sans bornes. Le canal des Rapides lui aussi, a repris sa physionomie tranquille et sage ; les îsia de terre ont réapparu, et même au confluent, son cours n'a rien qui fasse allusion aux jours épiques et sombres.

Devant nous, an énorme cordon de pierre fraîchement cassée, avec, en dessus, n énorme remblai de terre fraîchement et violemment remuée. C'était l'ancienne digue extérieure. Elle a été détruite à la savice et la terre enlevée a servi à la consolidation de la digue de renfercement intérieure. Le long de cette dernière, une enfilade de chamnines dresse des toits tas de paillote neuve que soulieanent de gros bâtons de bambou branis. Ces habites improvisées après l'inondation abritent les familles de paysans qui ont dû quitter le village.

e Ça été une rude épreuve, me dit un vieillard rstatiné d'âge et de faim. La 26e jour, dans la matinée encore, personne ne pressentit la catastrophe ! La digue avait encore un mètre au-dessus du niveau des crees. Vers les 8 ; ou 9 on 10h, une automobile arrivs; et le monsieur de l'auto se fit conduire par le maire-adjoint pour aller voir « l'arbre d'eau » (cây-nuoc) au village du Kênh-phô. Puis le monsieur de l'auto repartit. Tout était paisible. Et vers midi, sans que personne ou s'y attendît, la digue rompit ! Comme ça... Sans qu'il y eût auparavant la moindre fuite qui nous prévint ! Les habitants du village, sifolés, accoururent. Tous, les battants des grosses et lourdes portes de la pagode furent enlevés précipitamment; apportés sur la digue, et jetés dans la brèche qu'on tenta de combler. En vain. L'eau arrache les battants de porte. L'eau pénètre, se précipite, se rue, avec le bruit du tonnerre. Les villageois, se sachant perdus, s'efforcent alors de sauver ce qu'ils peuvent de leurs biens qui, dans une minute, vont être engloutis par l'inondation...

Les jours suivants, les mandarins arrivèrent. Et ce fut l'épisode tragique de la répartition forcée de la digue par des ouvriers venus de loin, de très loin. Toutes les maisons du village, on presque, furent détruites; leurs matériaux servirent à la construction d'abris innommables pour les terrassiers. Tous les bambous qui environnaient le village furent coupés. Toutes les fondations qui subsistaient furent creusées. Il manquait toujours des bambous et de la terre. Enfin, on arrive à sonder le rupture par un tronçon de digue en forme d'anse. Mais, tandis que les mandarins et les payasans étaient encora là, la digue de nouveau rompit ! . . . .

Nous pénétrions dans le village éprouvé. Nous avons vu des jardins et des champs transformés en mares, d'anciennes fondations exhiber, bideuses, leur sol éventré; partout, des moignons de bambous, se dresser sans capoir et sans aveuir ; et les hommes, affaissés, abrutis, errer de ci de là, s'entretenant, comme pour se consoler, des nouvelles de leur misère. Dans les environs immédiats de la baie très profonde que l'eau a creusée, à l'endroit de la reprise, nous n'aveos vo que des fossés et des excavations. Sur les bords d'une mare, à trois cents mètres de la pagode en reine, des gens s'attroupent autour d'un autel improvisé : ils brûlent des papiers votifs, pour le sauveiage d'une âme de noyé dont le cadavre n'a pu être découvert. Car il y ent des morts, il y en eut beaucup même, une cinquantaine, à ce que m'affirme le vieux qui me sert de guide :

— Que roulez-vous ? La corvée, c'est pas quelque chose qui se supporte ! La pioie, le froid, la faim, la fatigue.... Les a pbu s se sauvalent par dissines, et il y en a qui n'étaient pas encore arrivés à cette pagode que, voilà, ils tombèrent raides morts.

Contrairament à ce qui se passe dans les régions de Cám-giang, de Lang-lài... les habitants de My-Lôc sont encore restés presque tous sur leurs terres. C'est qu'ils ont dû travailler d'abord à remettre leur village en état. Depuis la fin de l'inondation, le temps s'emploie à la construction de petites chamnières, sur des fondations nouvellement remblayées.

Parfois, la paillote manque, alors, on s'ingénie a rallier des vans, des claies pour en faire des murs et des toits ! Le spectacle de la misère est stupéfiant ! Les pauvres villageois végètent au jour le jour ; ils vendent pen à pen les lits de camp, les ustensiles qu'ils ont pu sauver ; ils fabriquent des tabourets de bambou, quatre sous chacun ; abattent les tiges de bambous qui restent, en font des fagots qu'on leur prend à 1 on 2 cents ! Sur les 180 familles, sedl le Cnaub-Ba a de quoi vivre convenablement. Mon guide, un brave meonisier à barbiue etanche, et sa femme n'ont pris qu'une écuelle de soupe depuis le matin. La famion est venue ! Et dire qu'avant le désastre, on avait fondé tant d'espoirs sur la récolte qui vient. Les champs étaient d'un si beau vert !... Maintenant, les 50 a 70 mâu qui ont pu être repiqués pour la 3e fois, sur les 200 mâu, vovent leurs plants dépérir, jaunir sous le fen de la séchersse ! Les misérss se demandent auxiaux, de quoi ils pourrent vivre demain, puis après demain ! Les jours s'entrevoient si longs ! Comment les passer ? Seront-ils à leur tour col-gés de quitter, un jour, ni jour tout proche, leur village, leurs terres, de se mettre en route, de promener leurs ballions par le delta et la haute région, mendiant la pitaace nécessaire, pour sontenir leur mourante existence et prolonger leur misère lnénsrrable ?

En guise de conclusion

Qu'on ne nens'accuse pas d'être des saboteurs systématiques qui se font un malicieux plaisir de dénigrer tout. Nous mettons nos lecteurs en présence d'un tableau de misères réelles tout en nous gardant bien d'en exagérer la touche désolante... La misère, le e paupérisme » du delta toukinois n'est pas un mot forgé par des esprits malintentionnés. C'est un fait.

Contre l'inondation, contre ses terribles ravages, le gouvernement dispose actuellement de deux moyens: l'entretien des digues avant que la crue se déclare ; et, après la catastrophe, des secours organisés par des sociétés de bienfaisance.

Il n'est pas dans notre intention d'étudier dans le cadre de cette page les différentes solutions qui ont été préconisées à propos de la question de l'inondation. Nous nous bornons à peser les questions suivantes :

1°) Les digues ont-elles toujours été entretenues avec tout le soin voulu ?

Nous sommes obligés de dire : Non ! cette mesure de défense a occasionné de fait chaque fois un gaspillage inconcevable d'énergie, d'argent et de vies humaines ! Il y a eu à ces diverses raisons, principalement : l'insuffisance du crédit attribué à l'entretien des digues et la carence du Gouvernement.

2°) Que valent an jnste ces mesures de charité ?

Dans la société bourgeoise, la charité reste l'unique remède contre tous les maux qui la rongent. Mais qui ne voit emblen elle est insuffisante, elle ne peut jamais veiller cet antagonisme des classes qui s'avère chaque jour plus net, plus violent...

LA MÈRE ET L'ENFANT EN U.R.S.S.

(Suite et fin)

L'instruction et l'éducation hygiénique sont pratiquées sous différentes formes selon un règlement spécial. Les médecins et autres spécialistes (sanitaires, médecins d'arrondissement, médecins d'enfants) prennent part à l'inspection sanitaire des écoles. Les instituteurs et surtout d'abord, le directeur sont responsables de l'état sanitaire de l'école ou de leurs classes. « L'inspecteur sanitaire doit prendre toutes mesures sanitaires et hygiéniques indispensables à l'entretien des locaux de l'institution et de faire pratiquer les organisations sociales à cette œuvre. Il doit répondre aussi de l'état sanitaire des réfectoires, de la bonne qualité des produits alimentaires, et prendre les mesures prophylactiques nécessaires. » (Tiré du règlement concernant l'inspection sanitaire des écoles 1931...)

En sortant de la crèche et du jardin d'enfants, l'enfant qui entre à l'école se trouve donc protégé, une fois de plus, contre la maladie et si celle-ci survient, le médecin de l'école, aidé par le carnet de santé individuel, que tout enfant possède dès son entrée dans le monde, peut le diriger soit dans un dispensaire spéciale correspondant à sa maladie, soit à la polyclinique de son quartier. La collaboration du médecin de l'école avec celui de la polyclinique apporte un sérieux appoint dans les soins à donner à l'enfant.

Lorsque les enfants sont affaiblis, on prescrit à des formes spéciales de travail (principalement, organisation des classes de plein air etc).

L'intérêt porté aux enfants de l'U.R.S.S. ne se borne pas seulement aux mesures prises pendant les heures d'écoles. Tous les exercices physiques pratiqués en dehors de l'école sont soumis à un contrôle médical. Les enfants y sont admis après avis du médecin. Partout où l'enfant passe son temps en dehors de l'école (emplacements pour jeux de plein air, clubs, stades, villages d'enfants organisés dans les parcs et les boulevards etc.) doivent répondre à toutes les exigences de l'hygiène et de l'ordre. Dans tous ces endroits, une propagande sanitaire de masse pour les enfants et leurs parents est faite et contribue beaucoup à des mesures d'assainissement.

Dans chaque école, dans chaque classe, il y a plusieurs écoliers sanitaires qui veillent au maintien de la propreté et font observer les règlements. Il en est ainsi partout où les enfants vivent en collectivité : parmi les abormants danseurs et danseuses, de 4 à 17 ans, qui nous ont tant charmés, au camp des 350 pionniers Delcbanko de l'usine des câbles de Kharkov, certains portaient un brassard à croix rouge : c'étaient les responsables de l'hygiène. Comment décrire cette ville d'enfants, cette ville où règnent l'ordre et l'enthousiasme, la discipline intelligente et les jeux. Cette ville où le « responsable de la culture » est un jeune homme de 20 ans, membre des jeunesses communistes, ancien ouvrier actuellement en 2e année d'études à l'Institut de Littérature ! A 7 heures, on se lève, on fait de la culture physique, puis on se douche. De 8h30 à 9 heures, on déjeune. De 9 heures à midi, petits travaux collectifs, causeries éducatives, bains de soleil, bains d'air. De 10h30 à 13 heures, toilette pour le déjeuner, qui a lieu de 13 à 14 heures. A ce moment, tout le monde va se cacher. Le repas est obligatoire, sacré et jusqu'à 16 heures règne sur le camp un silence que nul ne songerait à trembler. A 16 heures 30, on prend le thé et, dès 17 heures, commence « travail du club » : chaque club a son objet spécial : théâtre, orchestre, jazz, danse, bibliothèque, journaux échecs etc. On organise des jeux, des charades, on fait des devinettes, jusqu'à 20 heures. A 20heures, on dîne, puis on se lave, et à 21h30, tout le monde est au lit. Ce camp de pionniers de Kharkow, pour ne parler que de celui-là, n'est-ce pas spécial par des conceptions d'organisation de vacances de l'enfant écolier, tous les sanatoria, maisons de repos, que nous avons visités à l'intérieur des villes emploient les mêmes méthodes éducatrices ; Jn n'oublierai jamais l'impression que nous avons eue aussi à Léningrad dans une de ces maisons de repos pour enfants où les filiations vêtues de jolies robes de batterines, leur tête ceinte d'une couronne de fleurs, nous montrèrent, dans la pare en plein air, du véritables ballets de danse, d'une jeune et d'une grâce artistiquement étonnantes.

En Union Soviétique, l'enfant est roi, l'enfant s'épanouit dans l'amour de la nature et de la joie de vivre. Il aura des forces corporelles dans la santé, l'air et la santé surveillée. Il aura du courage pour la lutte, parce qu'il ne voit plus la peur dans les yeux des hommes.

NOUVELLES INTERNATIONALES

L'insurrection fasciste en Espagne est un attentat contre la paix

L'UNITÉ D'ACTION INTERNATIONALE EST LA RIPOSTE LA PLUS EFFICACE

par KOMJAT

Le fascisme, c'est la guerre. La vérité de cette constatation est à nouveau corroborée par l'insurrection fasciste en Espagne. C'est une guerre à l'intérieur, une guerre du fascisme national contre son propre peuple. Le sang et la ruine marquent son chemin : les villes et les villages détruits à coups de canon, les suppliciés de la liberté massacrés, la famine et la misère. Et c'est un prélude de la guerre extérieure du massacre dans l'arène internationale que préparent le fascisme international.

La rebellion du fascisme en Espagne n'est pas d'une origine purement espagnole. Ce n'est pas uniquement de leur propre initiative que se sont élevés les contre-révolutionnaires espagnols contre la république démocratique, contre leur gouvernement légal. Ils ont été et ils sont soutenus, moralement et matériellement par Hitler et par Mussolini, par les réactionnaires de tous les pays.

Les mots d'ordre que le fascisme espagnol invoque comme motif dans leur attentat criminel contre la paix et la liberté : « la lutte contre l'anarchie », « la lutte contre le marxisme », « la lutte contre la menace de la dictature prolétarienne », etc..., ces mots d'ordre ont pris leur origine dans l'idéologie du fascisme allemand.

La dictature du prolétariat n'est pas actuellement, en Espagne, à l'ordre du jour. Du n'y lutte pas entre le prolétariat et la bourgeoisie pour instituer la domination de la classe ouvrière, mais entre le prolétariat, la paysannerie, la bourgeoisie démocratique et les intellectuels, d'une part, et la réaction monarchique et féodale, le fascisme contre-révolutionnaire, d'autre part : *on lutte contre la monarchie détestée, contre la servage féodal, contre le nouvel esclavage fasciste, pour la sauvegarde de la république démocratique.* Le gouvernement espagnol, gouvernement de paix et de travail que la soldatesque contre-révolutionnaire se propose de renverser par la violence est soutenu par la majorité écrasante du peuple espagnol. Le Parti communiste espagnol, inspirateur, moteur, appui le plus solide du Front populaire, défend l'ordre républicain enfin à côté avec les républicains, les socialistes et les anarchistes. Encore ces jours derniers, le Comité central du parti communiste espagnol proclamait dans une déclaration lue à la radio par le camarade Dolorès Ibarruri :

« La révolution bourgeoise démocratique qui, dans d'autres pays comme la France, a eu lieu il y a plus de cent ans, se déroule actuellement chez nous ; et c'est nous, les communistes, qui sommes à l'avant-garde de cette lutte contre les forces représentant l'ignorance des temps révolus. »

Le mot d'ordre principal du P. C. espagnol est : « Nous défendons le régime de la liberté et de la démocratie ».

Cependant les fascistes espagnols, la clique militaire monarchiste dont les provocations sans nombre se suivaient les unes les autres, et dont les chefs de file désorganisaient la vie économique du pays, ces hommes qui plongent actuellement le pays dans les horreurs d'une sanglante guerre civile ne cessent de crier que l'anarchie règne dans le pays, qu'on y confisque la propriété capitaliste et que la dictature du prolétariat menace. La campagne d'excitation contre le pays du socialisme n'y manque pas non plus. Ainsi, le général Franco, commandant en chef de la rebellion contre-révolutionnaire, a déclaré aux correspondante de l'INTRANSIGEANT :

Il faut en finir avec les assassinats les vols, les pillages, les incendies, les actes de terreur commis par une poignée de gens à la solde des Soviets.

L'objectif du cette manœuvre est évident : On évoque le spectre du communisme dans le vain espoir de faire naître la confusion dans les rangs des partis bourgeois appartenant au Front populaire et, avant tout, afin de donner aux puissances fascistes on prétexte facile pour intervenir en Espagne.

En réalité, cette intervention a lieu depuis longtemps déjà. La plan de l'insurrection a été élaboré, dans tous ses détails, à Berlin. Les fascistes allemands et hitlériens fournissent aux révoltés argent, armes, munitions, avions de bombardement, ils leur envoient des techniciens et des spécialistes militaires. Dans les cas espagnoles au couvertes des navires de guerre allemands et italiens afin de soutenir le moral des insurgés qui ont déjà subi une série de défaites, afin de faire peur aux masses populaires en lutte et afin d'assurer plus tard, le cas échéant, les lignes de communication des insurgés contre toutes les « surprises ».

Ce n'est pas par pur désintéressement, ni même par la solidarité qui lie les Etats fascistes, que le fascisme international prête assistance au fascisme espagnol. Une Espagne fasciste doit servir à Hitler et à Mussolini de tremplin stratégique pour leurs aventures de guerre de grande envergure.

Hitler et Mussolini préparent une *intervention directe* pour s'emparer du Maroc espagnol, pour s'assurer dans la Méditerranée des positions avantageuses pouvant tenir en échec l'impérialisme anglais dans cette mer et avoir tout le Gibraltar. Les agents du fascisme allemand qui restent au Maroc espagnol et qui organisent l'armement des insurgés avec des livraisons provenant d'Allemagne, étendent le réseau de leurs intrigues au Maroc français également. On prépare un nouvel incident du PANTHER, comme sous Guillaume II. Il s'agit de menacer la France sur trois frontières en même temps, de la couper de ses colonies.

Dans l'effectif des insurgeurs et des provocateurs de guerre, les fascistes et les réactionnaires français ne manquent pas non plus : Par leurs éloges des insurgés espagnols, par leurs informations mensongères sur « les victoires » des rebelles, ils veillent au profit de ceux qui veulent étrangler la France démocratique. Bref, ils trahissent leur pays.

La bourgeoisie réactionnaire anglaise vise, quant à elle, à entraîner l'Espagne, à l'image du Portugal, dans la sphère d'influence de l'impérialisme britannique. Elle joue un jeu risqué. Malgré les menaces italiennes et allemandes elle soutient les insurgés fascistes en leur permettant de se servir, dans leur opération de guerre, du Portugal comme d'un arrière stratégique.

De cette façon, l'insurrection fasciste en Espagne, qui est soutenue par tous les gouvernements fascistes, par tous les éléments fascistes et réactionnaires, constitue une *menace directe pour la paix du monde.*

La lutte pour la République espagnole, pour les libertés démocratiques en Espagne porte la marque du combat entre les forces du fascisme et celles de l'antifascisme entre les forces de la guerre et celles de la paix. Ce combat se décide pas seulement le sort du peuple espagnol et de la République démocratique espagnole mais de son issue dépend également l'évolution future du Front populaire en France et dans d'autres pays. Une défaite des forces démocratiques, l'établissement de la dictature fasciste en Espagne porterait un coup terrible au Front de la paix et de la liberté dans le monde entier. Et, inversement : la victoire des forces démocratiques espagnoles renforcerait considérablement ce front.

Cette situation exige, de la part de tous les partisans de la paix et de la liberté, la défense résolue du peuple espagnol, cela exige la mobilisation de l'opinion publique démocratique internationale contre toute assistance directe ou indirecte aux insurgés ; elle exige, avant tout, une lutte commune de toutes les organisations et de tous les partis ouvriers, pour la sauvegarde de la République démocratique en Espagne. Les masses populaires espagnoles ne luttent pas uniquement pour elles-mêmes, mais pour les masses populaires de tous les pays. Elles sont à la pointe du combat dans cette lutte pleine de sacrifices pour la paix et la liberté de tous les pays. Répondons comme il convient à leur abnégation : les forces démocratiques, antifascistes du monde entier doivent les aider, comme du seul homme, pour protéger la République démocratique en Espagne.

LE DANGER DE GUERRE DEVIENT DE PLUS EN PLUS MENAÇANT

par K. RADEK

(Suite)

Les projets allemands d'une alliance avec le Japon sont, eux aussi, inadmissibles.

Tout la question est de savoir dans quelle mesure les efforts allemands pour constituer un bloc ont abouti. Il se peut que la crainte d'indisposer la Grande-Bretagne par une alliance formelle avec l'Italie et le Japon ait quelque peu freiné l'initiative allemande, ou ce qui touche l'établissement de ces relations. De même, il est possible que le désir de la diplomatie italienne d'arriver à un accord avec Londres arrête l'Italie.

Cependant, l'essentiel ce ne sont pas les documents signés mais les tendances qui se manifestent dans l'activité de la diplomatie allemande. L'objectif du cette diplomatie est d'isoler la France et l'Union soviétique, d'assurer la neutralité anglaise, et parallèlement, de nouer avec les puissances revisionnistes des rapports de fait qui permettraient, en cas de besoin, de transformer ces dernières en un mille instrument de guerre. Que l'Allemagne, en premier lieu, ait entrepris, ou non, la réalisation d'une entente économique, sous sa direction, avec une série de pays balkaniques et danubiens afin de continuer ce poussée initiale jusqu'aux frontières de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie — de toute façon est lutte pour le bassin danubien et pour la péninsule balkanique n'est nullement une tentative particulière s'opposant à ses autres tendances. Cette lutte n'est également pas ou essai de créer une soupape économique mais elle fait partie de la préparation à la guerre universelle destinée à rétablir la puissance de l'impérialisme allemand.

Nou moins ayatémétiques sont les préparatifs de guerre de l'impérialisme japonais. L'activité que celui-ci déploie dans le domaine extérieur est déterminée non seulement par le fait qu'il n'a pu trouver un solide terrain d'entente avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, mais aussi par es situation intérieure compliquée. Les événements japonais de février furent une tentative pour écarter les obstacles empêchant la guerre. Ils ont entraîné un renforcement des éléments poussant à la guerre au sein du gouvernement. Mais ils ont fait peur à cette partie de la bourgeoisie qui dirige les trusts, et à la cour impériale. Ces éléments qui ont des affaires internationales une expérience plus grande que les milieux militaires, ont cédé, contraints par la force, à la pression des militaires et leur ont consenti, dans la composition du gouvernement, une influence plus forte qu'autrefois, mais, en même temps ils se sont mis à leur opposer une résistance qui, en février, s'est manifesté par le retrait des capitaux déposés dans les banques.

Sous l'impression de ce fait, les militaristes se sont lancés dans des manœuvres. Ils ont fait disparaître dans la coulisse les représentants les plus notoires de leur politique et se sont même décidés à exécuter les sentences de mort rendues contre les principaux instigateurs des attentats du mois de février. Ils ont commencé à parler d'un programme purement défensif. Ils ont dit à la grande bourgeoisie : nous sommes certes, opposés à toute aventure, mais vous voyez vous-mêmes que tous les pays armeut et, particulièrement, l'Union soviétique ; consentez-nous, par conséquent, des crédits importants pour les armements défensifs. Le désarmement manifeste. Sous prétexte de se défendre, la clique militaire japonaise voudrait recevoir des militards pour les employer à la réalisation de son programme d'agression. Cette clique militaire élargit fièvreusement les bases de son industrie lourde. Avec l'aide de l'Allemagne, elle développe son aviation et son industrie chimique et, simultanément, tient la Chine sous une menace permanente, désagrège l'administration de cet Etat, et commet des violations de la frontière soviétique. Une série d'observateurs sérieux de la politique japonaise déclarent dans la presse internationale que l'impérialisme japonais détruit lui-même ses forces, qu'il épuise le pays. Ces observateurs ont conclu, comme l'a fait dernièrement un correspondant du *Times* de Londres, que la faculté manœuvrière de la clique militaire japonaise sera bientôt à bout.

Le fascisme italien n'a jamais caché qu'il considère avoir été désavantagé lors du partage du butin après la guerre, si qu'il vise à l'établissement d'un empire italien. La conquête de l'Abyssinie constitue donc la réalisation d'un point du programme de politique étrangère que le fascisme italien s'est fixé. Aujourd'hui, Mussolini assure au monde que l'Italie se trouve satisfaite a

BONNETERIE - MERCERIE

CU - HIEN

76 Rue des Médicaments,
14 Rue Jules Ferry Hanoi

Productions intensives de chemisettes, co pull'overs, avec les plus belles laines, les plus beaux coloris. Travail sur commande et en série.

Exécution très rapide. Prix défiant toute concurrence.

Faites photographier chez

Artistic Photo

37 Rue des Eventails Hanoi

Grand arrivage de laines pour Dames et Messieurs :

JACQUES

23 Cantonnais

HANOI

Pour l'automne et l'hiver. 1936 - 37.

Prix intéressants

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à

DUC-THO-DUONG

241 Route de Hué

Hanoi

Traitement antiphlogistique

Traitement suppressif

Drogues non toxiques, laissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Huê Dân

NGUYÊN-VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs—Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Grand arrivage :

Chapeaux de velours et feutres Mossant, Bilécbet, Frankel, Ryn'h, cravates, nœuds, chemises, esche-col, Pull'overs, ceintures, paraverses en laine esoubouiés etc....

Duc-Quang

84 Rue de la Soie

Hanoi

PHUC-NGUYEN

61 Rue du Chanvre — Hanoi

La seule cordonnerie réputée au Tonkin

Travail soigné — Prix modéré défiant toute concurrence

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

dit

TRINH - DINH - KINH

65—Rue des Paniers, Hanoi

Employez la peinture

GECKO

26, Place de la Citadelle — Hanoi

PROPRIÉTAIRE : PHUNG NHU-CUONG

qu'elle se propose, pour l'avenir une politique pacifique. Mais tout récemment encore, le correspondant du journal officieux naziste, le «Voelkische Beobachter», qui a suivi toute la campagne abyssine dans l'état-major du maréchal Badoglio, écrivait que, premièrement, personne ne savait quelle pourrait bien être l'utilité de l'Abyssinie pour l'Italie, et, deuxièmement que, à n'en pas douter, il faudrait au moins dix ans avant que ce pays ne devint exploitable.

Mussolini est certainement très content d'avoir battu dans un si court délai, les forces organisées de l'Abyssinie, mais il est encore très loin d'avoir entièrement conquis le pays. Toutefois aucun observateur réfléchi ne peut prétendre mal fondée la thèse des milieux politiques français et anglais suivant laquelle l'Abyssinie ne constitue qu'un tremplin pour les sauts futurs de l'impérialisme italien. De même, doivent être considérées comme justifiées les craintes de la Turquie. Par sa position en Abyssinie, l'Italie a entre les mains d'importants leviers qui lui permettaient d'utiliser à son profit tous les troubles dans le Proche-Orient, et toutes les faiblesses des puissances intéressées dans ces pays. Les événements de Palestine ne peuvent être taxés de lutte purement locale entre les Arabes et les Juifs. Ils font plutôt partie du grand *processus de l'unification nationale des Arabes.* Ce processus a pris naissance et ses effets se font sentir au Hedjaz, en Iran, au Transjordanie et en Syrie. En Egypte, la Grande-Bretagne est tenue de faire des concessions. La guerre civile espagnole ouvre au fascisme italien la voie menant à l'ingérence dans les affaires du Maroc et des Baléares qui défendent l'accès de Gibraltar.

Cela signifie que la situation permet à l'impérialisme italien de gagner du terrain dans une politique dirigée contre la Grande-Bretagne et contre la France. Dans le bassin danubien et dans les Balkans, les possibilités de progrès sont bien moindres pour Rome. De toute façon, les profits à tirer sont ici moins importants, car on peut envisager plus facilement la conquête de l'Asie Mineure, de l'Arabie ou de quelque territoire africain que celle du Sud Est européen, pays sensiblement plus évolués. Il n'est donc pas étonnant que la promesse de Mussolini de partager à la consolidation de la paix sera précieuse ce n'est que pour le temps, que par l'appui donné à l'Allemagne une circonstance qui stimule l'espoir de l'impérialisme allemand.

(*A suivre*)

Imp. Ecole de Travail

Tirage 2.000 exemplaires — Rédacteur Gérant : Trinh-văn Phê

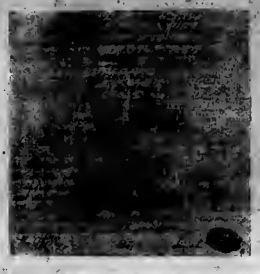
SERVICE DES ARCHIVES
N° A 8147

1ère ANNÉE N° 9 — LE NUMERO 6 CENTS — VENDREDI 13 NOVEMBRE 1936

LE TRAVAIL

POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tồn — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60, Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28, Nguyễn Trãi — Hanoi



Fragment de la lettre adressée à notre journal par madame Đỗ thi-Buc, veuve du lý-trưởng assassiné.

IGNOBLES INDIVIDUS !

Thau, Tao, Ninh sont libérés !

Nous pouvons enregistrer la première victoire du prolétariat de Saigon.

Des milliers d'ouvriers et de paysans suivaient avec angoisse la lutte menée par leurs militants emprisonnés.

Mieux, ils les appuyaient.

Une grève générale des allumettes a, des coolies des teinturèries et des scieries de Bà-queo, de Quan-tre, de Cho-cau et de Trung-chanh se déroulait dans l'ordre et la discipline.

Des tracts réclamant la libération des détenus furent lancés dans les rues de Saigon, Cholon et Giadinh.

Pour la première fois, dans ce pays, les ouvriers ont compris la nécessité de la lutte politique.

Ils comprenaient maintenant son efficacité.

Tao, Thau, Ninh sont libérés.

Le gouvernement antocratique a reculé.

D'ignobles individus tels que Bui-quang-Chiêu, Lê-quang-Liêm etc... ont eu peur.

Ils voulaient la mort des militants du mouvement ouvrier.

Ils redoutaient la montée des masses. Ils souhaitaient l'enrayer même au prix d'une lâcheté exécrable.

Leur attitude sera sévèrement jugée par la population laborieuse de l'Indochine tout entière.

Notre principe est d'attaquer les privilèges et non les privilégiés.

Mais Bui-quang-Chiêu est un symbole, le représentant le plus qualifié de la bourgeoisie féodale, cupide et lâche de la Cochinchine. Nous devons le dénoncer à l'attention de la multitude opprimée.

Désormais, il faudra l'empêcher de nuire davantage.

Point n'est besoin de revenir, ici, sur ses turpitudes connues de tout le monde.

Depuis sa faillite presque frauduleuse de la Filature de Tan-chau jusqu'à ses prébendes scandaleuses de Canh-Dền, il n'a jamais cessé de remplir ses poches de l'argent de ses co-associés et d'émarger dans les caisses de A. R. Fontaine et du Budget local.

C'est ainsi, qu'il a pu soudoyer une soixantaine d'électeurs qui l'ont envoyé au Conseil supérieur des Colonies.

Payé par la Finance, il était alors obligé de défendre les intérêts des financiers.

A la Conférence interministérielle, il parlait contre son pays, n'osait s'attaquer ni à la Banque de l'Indochine qui étouffait le pays par une politique de déflation féroce, ni contre la Société Immobilière qui s'était mise en supériore patentée.

Son attitude équivoque a suscité une violente attaque de la part d'un courageux Français colonial.

Après toutes ces trahisons, il est revenu au pays pour tâcher de tromper encore le peuple et se faire de nouveau renvoyer finir ses vieux jours à Paris ou sur les côtes d'Azur.

Non ! cette fois-ci, il ne trompe plus personne.

Il sera impitoyablement démasqué ; il n'aura aucune qualité, aucun prestige pour représenter à la métropole les quatre millions cinq cents mille Annamites de Cochinchine.

Le 8 Novembre dernier, arrivés à Hanoi, un groupe de libérés politiques de Poulo-Condore sitôt après leur vérification d'identité à la Sûreté, ont rendu visite aux bureaux du « Travail ». Les voilà avec nos directeur politique, administrateur et collaborateurs .....

Télégramme

Le Travail 28 Nguyễn-Trãi Hanoi
HI Saigon 0633 137 1135
Camarades libérés très affaiblis vous envoient salut fraternel « LA LUTTE »

POUR LA LIBERTÉ
des associations et partis politiques

Depuis la 2e moitié du 19e siècle la Pensée politique du peuple d'Annam qui est autrée dans la phase de développement accéléré a connu deux périodes. deux périodes bien nettes dont un simple coup d'œil sur l'histoire suffit pour établir les caractères et la démarcation. Au début, quand la prospérité capitaliste, voilant les antagonismes de classes, établait encore par le monde entier, la spéciale de réalités plutôt nationales, au Indochine, l'exploitation et l'oppression impérialistes revêtaient la forme d'une domination de Blancs à Jaunes, du race à race, de nation à nation. Dans notre conscience collective, la réaction nécessaire fut alors l'éveil, la cristallisation, l'épanouissement des idées nationalistes dont l'idéal suprême était l'indépendance de notre peuple qui parfois atteignirent le primitivisme de la xénophobie. Car tout nationaliste fut, par essence, un anti-français, et cette sorte de définition qui fut très vraie pendant un temps, s'attarde encore aujourd'hui chez certains esprits routiniers, surtout dans la médiatité des classes dirigeantes. Puis les conditions économiques, objectives, l'*infrastructure* de la société, changèrent.

Parallèlement à la désagrégation de capitalisme premier stade, à l'enchevêtrement des relations internationales qui accroissent l'interdépendance mondiale des capitaux financiers, en Indochine, l'évolution vers la distinction en classes s'amorce, se précipite, reléguant l'ancienne distinction basée sur la couleur de la peau au deuxième plan. La pensée, ce reflet du milieu, se transforme aussitôt ; des courants d'internationalisme, venant moins de Moscou — en dépit de l'affirmation inconsidérée de certains « publicistes » locaux — que de la réalité indochinoise, apparaissent, se précisent, se propagent, acquièrent de la force et de l'ampleur. Naturellement, le reflux des conceptions nationalistes n'a pas été instantané, ni total, loin de là : Au lieu d'une cloison étanche entre les deux périodes, on observe plutôt une interpénétration avec prédominance successive de chacune des deux idéologies. Mais, et c'est en ceci que réside l'intérêt primordial, malgré leur différence, les deux formes de pensée présentent ce trait commun qu'elles constituent moins une pensée statique ni spéculative, une philosophie qui cherche à *expliquer*, qu'une pensée dynamique si agissante, une philosophie qui tend à *transformer*. Orientées essentiellement vers l'action, elles possèdent, de par leur nature même, à leurs représentants, le problème ardu mais logique de l'organisation des cadres chargés de mener à bien la Révolution.

Jusqu'ici, les événements, de préparer leur triomphe et leur réalisation. Et c'est ainsi que la nécessité historique aux Annamites du peuple au une des masses selon les circonstances, une solution urgente au problème des formations nationalistes ou Internationalistes, entrement dit, au problème des partis politiques, en général.

On sait quelle a été la solution apportée par les indigènes de la colonie. Devant un gouvernement qui se déclare hostile à la moindre velléité d'opposition, qui est décidé à se défendre par la force toutes les actions et même toutes les pensées qui l'entravent plus ou moins dans l'accomplissement de sa mission civilisatrice a, la *société secrète* s'est révélée al sal realée la seule recette, la seule formule qui puisse servir de soutien concret, de support matériel, aux idées révolutionnaires. Combien de a bôi kia a en effet, n'a-t-un pas vu naître, fleurir, pulluler, sur cette terre d'Annam, dans l'espèce de ces quelques derniers décades ? Le *Dong-kinh Nghia-thoc* (Institution de Dông-kiub), le *Quang Phuc hôi*, le *Viêt-nam-quôc-dân-dang* (Parti nationaliste annamite), le *Phuc - Viêt* (Parti de l'Indépendance), le *Tân - Viêt* (Nouvel Annam), le *Thanh - niên cach-mênh đông chi hôi* (Jeunesses révolutionnaires), le *Viêt-nam công-san dang* (Parti communiste annamite), le *Dang-đoang công-san dang* (Parti communiste indochinois), le *Vang-Hông* (Aerare Rouge). pour ne citer que les principales organisations ont coexisté ou se sont succédés sans interreption, ayant tous contribué à treebler la paix française en Indochine. La multiplication de ces partis illégaux, de tragique et de sanglante mémoire, a été telle que, chez certains Européens, épris d'exotisme al de badauderie, les a bôi kiu a soul présentées comme une spécialité propre à l'âme extrême-orientale. Ils s'amusent même à donner des semblants d'explication à ce fait social de a caractère endémique a. Et chez tous, et en toutes circonstances, l'argument psychologiques apparaît comme le plus commode et partant le plus usité. Les sociétés secrètes seraient des plantes qui auraient leur terre d'élection dans le fumier de l'astuce asiatiques ; elle ferait partie intégrante de la vie annamite ou chinoise on cerésenne comme le besoin d'agir au grand jour serait essentiel à la droiture de l'Européen. Ces sophistes qui veient dans cette forme d'activité une preuve de plus à l'appui de leur thèse périmée sur la différence fr-

(suite page 2)

Une lettre ouverte
DES LIBÉRÉS POLITIQUES
à M. le ministre des colonies

Nous sommes quelques centaines de condamnés politiques qui revenons du bagne de Poulo-Condore où, par de simples lettres de cachet, comme au temps de l'absolutisme, nous avons été envoyés en 1930...

Six ans derrière nous. Six ans de séjour dans la Bastille coloniale. Six ans pendant lesquels nous avons eu à endurer les atrocités infâmantes d'un régime inspiré par la haine et maintenu par la terreur. Aussi notre premier mouvement, en voyant la porte du pénitencier s'ouvrir, est de crier bien haut : Vive la Front populaire ! Vive la Liberté ! Dans notre pensée, Front populaire s'identifie avec Liberté : et le fait dà notre libération avec l'élosion d'une ère nouvelle.

Effectivement, nous nous sentons d voir l'éclosion d'une ère nouvelle. l'ère de la justice et de la politique libérale. Nous croyions que c'est fini, entièrement fini des inquiétudes, des abus, des oppressions injustifiées, des répressions sanglantes, des tortures dignes de l'époque médiévale, des complots et, des mendes subversives qui n'existant que dans la tête des agents de l'Administration, mais on moyen desquels on réussit toujours à faire jeter en prison beaucoup d'innocents.

C'est fini, disions-nous, de tout cela.

Plus d'arbitraire ! Plus de mensonges ! Il n'en est rien cependant. Nous apprenons, à peine débarqués à Saigon, que l'atmosphère d'ici reste lourde d'oppression, que les libertés individuelles continuent à être aliolées, même sous un gouvernement du Front populaire. Les conseillère municipaux, Thâu et Tao et la journaliste Ninh ont été arrêtés sans qu'on puisse dire au juste de quoi ils sont coupables.

Les articles de La Lutte ? *Mais la juge d'instruction lui-même a avoué qu'il n'y a pas matière à poursuites.*

Les comités d'action ? *Mais leurs organisations ont agi conformément aux déclarations ministérielles et ils ne sont pas sortis du cadre de la légalité. Non, c'est très incommode et très révoltant d'emprisonner les gens pour une faute à chercher, pour un crime à découvrir. Nous autres, nous ne soyons dans cette affaire qu'une vaste machination du Go.-gouvernement local en vue d'arracher l'Indochine à l'influence du Front Populaire et de la tirer auv fascistes : d'en faire le Maroc espagnol du Colonial Sée.*

Donc arrestation tout à fait arbitraire.

Passons ensuite à la détention prolongée. A supposer mêms que les prévenus aient commis un crime, il faut, par souci de la justice qu'on hâte la procédure. Sachez M. le Ministre à quel moyen extrême ils sont obligés de recourir pour demander qu'on leur applique la loi. Ils en sont à leur huitième jour de grève de la faim. Et tellement affaiblis qu'on les a transportés aoontlitor à l'hôpital.

Nous, les condamnés politiques indochinois, nous sommes mieux qualifiés que quiconque pour dénoncer les abus du Gouvernement Colonial, car nous en avons été victimes. En la circonstance, nous nous déclarons solidaires des militants ouvriers de La Lutte et réclamons uns énergique intervention du Département pour l'éclaircissement de l'affaire Tao, Thâu, Ninh et pour la mise en liberté immédiate des trois prévenus.

Ecrits d Tân-đảo (service d'immigration à Saigon) le 4 Novembre 1937.

Ω

Hanoi le 7 Novembre 1936.

A Mousieur Marius Moutet
Ministre des Colonies

L'amnistie vient de nous retirer de l'ombre des bagnes. Nous envoyons nos remerciements à vous et notre premier salut au Front populaire français.

Nous voild revenus de Son-La, un endroit au climat meurtrier de la Haute Région du Tonkin. Nous souhaitons vivement que, grâce à notre générosité, soient bientôt libérés tous les détenus politiques indochinois, surtout nos co-détenus de naguère qui sont en train de lutter péniblement contre les misères et la fièvre qui l'accablent chaque jour davantage.

Un groupe de libérés politiques de Son-La

LISEZ ET FAITES LIRE
LE TRAVAIL

Les dessous de l'affaire Bernadet

Reportage du autre envoyé spécial

CE QUE DISENT LES TÉMOINS

A la façon des voleurs

C'était le dernier jour du 7e mois. La nuit était sombre. A huit heures du soir, le village de Phong-coc était déjà endormi. Seuls les aboiements lointains de quelques chiens troublaient de temps en temps le silence. L'heure favorisait les voleurs, on guète d'un coup de main ; aussi les veilleurs redoublaient-ils d'attention pour assurer la sécurité de leur secteur.

Soudain, à l'entrée du village apparurent des lumières. Elles se dirigeaient vers le bamean aord. Des hommes venaient d'entrer au village. Le chef des veilleurs, vite, les interpella. Aucune réponse.

Seul et sans défense

Qui pouvait bien venir à cette heure ? Prévenu, la maire accourt. Il ne pouvait s'agir d'autorités du pha, car, lui, maire, il n'était avisé d'aucune arrivée.

Une ronde de miliciens pouvait très bien passer par là comme le pouvait aussi un détachement de brigands.

Donc, en hâte, le maire partit à la rencontre des inconnus...

Daux coups de pieda

Il ne tarda pas à rejoindre les inatres. Ce furent des douaniers. Ils venaient de perquisitionner une maison. Ils n'avaient rien trouvé et ils étaient furieux de repartir bredouilles.

Le brigadier se fâchait plus que les autres. On l'avait dérangé pour rien, alors qu'il était si bien chez lui.

« Mais que venait faire ce nhà-quê ? Qui dit-il ? Quoi ? Oser me dire que ce n'est pas régulier de faire une perquisition sans le prévenir ? »

Le malheureux Ly-truong reçut deux coups de pieda pour toute réponse

Six enups de révolver

Au 2e coup de pied le maire perdit l'équilibre et tomba lourdement sur le sol. Il se releva. Il voulait dire quelque chose. Il n'eût pas le temps. Deux coups de feu tirés à bout portant par le brigadier l'abattirent. il tomba comme une masse.

Un crime venait d'être accompli.

A ce moment les veilleure at leur chef arrivèrent. Quatre coups de feu retentirent encore. Devant leurs yeux écarquillés d'effroi mort le maire Trần-van-Hinang abattu par la brigadier Bernadet.

Il était huit heures et demie.

Crime de légitime défense ?

Non ! le maire était seul et il n'avait aucune arme. Bernadet par contre jouait avec son révolver et trois autres douaniere l'entouraient.

Une parquisitlon illégala

Quand il était à Thanh-hon, M. Colas, alors Résidcet de France, avait lancé une circulaire. Sea subordonnés devaient, suivant ses instructions, prévenir tesautorités communales qui leur serviront de guides, chaque fois qu'ils seraet à faire des perquisitions ou des arrestations dans les villages.

Une sauva sans ressources avec huit enfants en bas âge.

Si le brigadier avait oublié cette circulaire, le maire Trần-van-Hoang, lui s'enest souvenu. Il était donc dans son droit lorsqu'il montrait au douanier le caractère illégal de cette perquisition.

Comme réponse, Bernadet lui a donné deux coups de feu.

Un rapport au Trl-phu

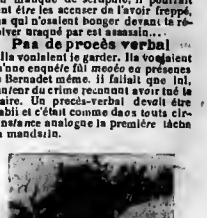
Atterés par ce crime dont l'horreur dépasse l'imagination les notabilités présentes et le chef des veilleure dressèrent au Tri-phe de Thiêu-hoa un rapport qui lui était remis vers minuit.

A une heure passée, le mandarin et ses miliciens arrivèrent. Une longue conversation s'engagea entre lui et le brigadier. On supposa qu'il a voir ce qu'ils se disaient en français mais leur conversation devait être très amicale puisqu'au bout d'un moment ils se serrèrent la main pour se quitter.

Mais les notables et les veilleurs s'inquiétèrent. Le départ de l'auteur du crime rejeta la responsabilité sur eux. Sans témoins, sans procès verbal commcot expliquer plus tard la mort d'un homme qu'ils savaient innocent. Et puis, Bernadet était trop connu par sa brutalité, par son manque de scrupule, il pourrait peut être les accuser de l'avoir frappé, eux qui n'osaient bouger devant le révolver braqué par cet assassin...

Pas de procès verbal

Ils voulaient le garder. Ils voulaient qu'une enquête fût menée en présenes de Bernadet même. Il fallait que lui, l'auteur du crime reconnut avoir tué le maire. Un procès-verbal devait être établi et c'était comme dans touts circonstance analogue la première tâche du mandarin.



Le lieu du crime (><)

Par crainte ou par complaisance, le Tri-phu Phan ai-Thao n'avait pas adressé ce procès-verbal. Il n'avait même pas pris les noms des témoins et il ne confisquait même pas le révolver et les lanternes à piles, les seules pièces à conviction.

« Na vous Inquiétez pss, je serai témolu ! »

Il laisse partir Bere adet et ses agenta. Il lui donne même une escorta armée de deux miliciens. L'assassin s'en alla donc, son crime accompli, devant les villageois atupéfiés.

« Que faire ? » se dirent alors les notables et les veilleure du nuit. Comment expliquer-cela la mort de leur maire maintenant que l'assassin est parti et que les pièces de conviction sont emportées.

« Ne nous Inquiétez pas, je serai témoin ! », leur répondit le Tri-phu.

Ainsi se termina ce tragique soir où un homme venait de perdre sa vie en voulant montrer aux agents de donane l'illégalité de leur opération.

Et la nuit reprit son calme, sinistre et lourd, tandis que dans une case une femme et des enfants pleuraient.

L'autopsie

Le lendemain (15-Sept-1936), vers midi, arrivèrent le Docteur Chescoau de l'hôpital de Thanh-hoa et le Docteur Thuật du poste médical de Thoxuân. Ils étaient chargés de l'autopsie de la victime.

Le corps portait des blessures. Une balle, tirée à très petite distance avait traversé le bras droit, entre dans la cage thorexique puis descendit vers le bas de la ceinture par le côté gauche.

Le trajet de la balle prouvait donc que la victime recevait le coup de feu au moment où elle se relevait de sa chute. Bernadet ne se trouvait donc pas en état de légitime défense et que le maire, touché de blais et de haut en bas, ne pouvait pas s'approcher de son agresseur.

La thèse de l'assassinat est donc prouvée.

L'anquête du « Travail »

Des jours ont passé depuis la date du crime. L'enquête semblait piétiner. Depuis le début, « Le Travail » observait l'affaire avec calme. Il voulait garder son silence pour ne pas gêner l'action de la justice. Mais les dernières faits l'ont décidé à dire son mot.

Bernadet est toujoure en liberté.

Mieux, il accuse.

De paisibles villageois sont poursuivis pour rebellion contre les agents de douane.

Des arrestations ont été opérées parmi les témoins du drame.

Une enquête est alors nécessaire. Il faut sauver les innocents et dénoncer les coupables.

A travers les difficultés les plus grandes, des documents ont été recueillis. Ils sont signés des hommes qui assistèrent au crime de cette tragique nuit.

Ils permettront aux lecteurs de juger et de comprendre comment se préparent les crimes co Indochine et comment on pourrait lre coupables.

POUR LA LIBERTÉ
des associations et partis politiques

(Suite de la 1ère page)

rédactible entre l'Occident et l'Orient, raisonnent comme si les Asiatiques continuaient d'ourdir des complots dans l'obscurité, même sous des régimes plus respectueux des libertés individuelles, en particulier de la liberté d'opinion.

Les milieux officiels, on le sait, réservent l'accueil le plus enthousiaste à ces théories, qui, si elles sont dénuées de tout fondement, fournissent au moins une justification plausible à la désespérante inertie dont jusqu'ici a fait preuve le gouvernement colonial. Pour les partisans de cette absurdité idéologique, en effet, la question de doter le peuple annamite de quelque latitude de pensée ou d'action, ne se pose même plus. Car, avec les libertés que parcimonieusement ce prodigalement, on lui octroierait, l'Annamite qui s'en abasourdit par de nature, préférerait toujours les machinations dissimulées, les conspirations tramées dans l'ombre. Aussi, la seule politique logique, qui tienne largement compte de la réalité locale, consisterait-elle à activer la répression, à étouffer, par des arrestations en masse et des fusillades en série, toute manœuvre illégale, et de nature à troubler la sécurité publique », tout « complot contre la sûreté de l'Etat ».

Dans la colonie, cette politique de terreur a reçu jusqu'ici des applications sanabondantes. Et l'expérience semble déjà assez mûre pour nous permettre des conclusions qui aient quelque fondement. Les classes dirigeantes ont voulu tuer les idées par le fer et la prison. Mais les idées qui mènent l'histoire ne se laissent pas juguler par une méthode si mesquine. Des villages entiers ont été detruits ; toute une génération de combattants a été fauchée. Mais les conditions sociales, qui persistent, respectées, aggravées dans leurs antagonismes, perpétuent l'exploitation et la misère. Et les idées « subversives » n'attendent même pas l'apaisement des mitrailladas pour faire tous les jours des proselytes, pour s'éveiller, précisément fortes, dans la conscience des masses de plus en plus étendues. Dans l'atmosphère déprimante des moments de réaction, certains esprits timorés, intellectuels ou petits bourgeois, ont bien abandonné le camp, pour revenir « à la droite voie » ; mais l'histoire, cette force aupérieure, anonyme, indéclinable, se trouve-t-elle plus embarrassée dans ses marche, du fait de ces désertions isolées, de ces retours en arrière individuels ? Je connais un Français très cultivé, passionné de recherches et d'études, qui, après une courte excursion dans la région de Cho-lê, est revenu me faire part de ses réflexions sur le mouvement international « Ligue-Unie » : Ces idées sont belles, c'est une plaisanterie, me dit-il. Tous les chefs de la région, sont amis dans une fraîche de jeunesse, ont abandonné leur ancienne foi, « Les chefs, quels urières plus dangereux quand il s'agit d'apprécier l'ampleur d'un mouvement de classe ? Les politiciens du jour n'ont jamais accordé leur attention qu'aux ess individuels, aux chefs, et c'est pourquoi, applaudissant à la défection de ces « têtes », ils croient au triomphe de la « manière forte » qui est leur propre manière : S'ils avaient su scruter les changements idéologiques qui, en ces récentes années, se sont opérées au sein des masses, ces véritables creuses de toute transformation sociale, ils auraient pu et dû reconnaître l'inefficacité complète des méthodes de terreur. La terreur s'accentue. Les idées persécutées ne reculent pas mais se trempent.

Puis, avec la crise économique, la fin de la période de stabilisation d'après guerre, avec les nouvelles difficultés économiques et politiques qui assaillent le capitalisme mondial, de nouveaux facteurs entrent en jeu, précipitant en Indochine comme dans le monde, les progrès de la pensée nouvelle. L'épisode sanglant de 6 février 1934 en France, les luttes de la Révolution espagnole contre le fascisme international, l'avènement du Front populaire en France enfin, ont predoit chez nous, malgré l'obscurantisme colonial, des répercussions immenses. Ces événements qui constituent des illustrations éclatantes et tragiques des deux vérités fondamentales du marxisme : la nécessité de la violence dans la lutte des classes, la nécessité de l'union des prolétaires de tous les pays, ont grandement contribué à renforcer les contacts d'internationalistes dans la colonie — Entre temps, un facteur local agit dans le même sens : peu à peu, les prisons, les bagnes, dont le régime inhumain a fait périr des centaines de détenus, rendent à la vie libre des survivants qui ont purgé leur peine. Les réceutes mesures d'amnistie prises par le gouvernement populaire sont particulièrement importantes quant à ses effets sur la pensée politique des masses laborieuses de ces pays.

Ainsi, après des décades de répression coloniale, nous assistons aujourd'hui à l'épanouissement incontestable de ces idées mêmes dont on a voulu préparer la disparition. Le problème des partis politiques, qu'on a cru pouvoir supprimer perpétuellement et simplement, renait avec une acuité toujours plus grande Et les sociétés secrètes, qui répondent à ces nécessités profondes ne tardent pas à se raconstituer, après avoir été disloquées momentanément. Les tracts de propagande continuent de joncher les rues et les campagnes, pendant que dans les bureaux officiels, nos gouvernants développent le thème favori du calme plats et de la paix complètes. La réaction coloniale fasciste est plus que jamais aux agnets : le complot, la conspiration restent pour elle des prétexte pour décleechar des campagnes de répression nouvelles. Et, par ces de très les plus fréquentes dans l'histoire, mais non moins éhoquantes, pendant qu'en France, le parti communiste est un des soutiens fondamentaux du Gouvernement, ici, rien que parce qu'on est sous d'autres cieux, les formations communistes ou même nationalistes sont persécutées avec la dernière sévérité. Le Gouvernement de France s'est maintes fois prononcé en faveur de l'émancipation des masses coloniales, son ministre des colonies, ce marxiste orthodoxe, a même raconno qu'en Indochine, le développement des idées extrémistes est le fait d'une évolution inéluctable. Qu'attend-on donc pour ne pas mettre on terme à ces arrestations, à ces condamnations basées sur la légalité caloulée réactionnaire ? Qu'attend-on pour ne pas décréter en Indochine, comme on l'a fait au Sénégal la liberté d'opinion et la liberté d'association, pour ce pas légaliser l'existenes de ces sociétés secrètes qui sont peut-être les plus aptes, en fait qu'elles naissent et vivent au cœur même des masses, à exprimer les vœux et les ravendications de ces dernières ? Au lieu de se perdre dans des demi-mesures de portée et d'efficacité dooteuses, voilà, à notre sens, une des réformes essentielles que le Front Populaire se doit de réaliser sans délai, avant toute enquête, s'il ne veut pas démériter de la mission de liberté et de justica qu'il s'est bantement assignée.

Où va la jeunesse indochinoise

Le malheur d'être jeune

C'est un fait indéniable que chaque concours de recrutement de secrétaires du gouvernement attire tout ue meede de «diplômés» et même de bachelliers. Le nombre des cancurrents est impressionnant à côté du celui des places réservées. La proportion est presque cosstante, car les ratés ne se découragent pas. Refusés au «Gougale, ils préparent ais Résidences en attendant le «Trésore oe la «Justice» Et l'on sait que la place de secrétaire n'est pas quelque chose de si euivable. Avec la maigreiste somme de 25p. par mois, il y a de quoi vous réduire aisnu à la misère de moins à un état de gêne permanente. C'est ainsi que de toutes parts s'élèvent les plaiutes de jeunes secrétaires qui poerriaseut lamentablement dans l'administration mais qui de tempo en tempa, épreuvent quelques velléités d'se sortir.

«Mon âme est née au milieu des ruines»

Voilà ce qu'a écrit il y a quelques semées un jeune intellectuel de 25 ans. Des contradictions irréductibles déchirent le monde moderno.

Partout on assisto au spectacle paradoxal que la civilisation capitaliste s'apprête à détruire ce qu'elle a coustruit, à supprimer ce qui a été sa raison d'être.

De par le monde on compte euviron vingt millions de chômeurs mais...

On brûle du blé.

On détruit le eaten aux Etats-Unis.

On jette à la mer des millions de tonnes de eafé, on le transforme en briquettes pour chauffer les locomotives au Brésil.

A Calais des milliersde kilos de poissons ont été jetés à la mer

Cependant que des milliers d'enfants manquent de lait, de millions d'hommes manquent de pain.

Contradictions partout, ruines partout D'une part : destructions de vivres, de richesses ; d'autre part : des milliers d'affamés, accablés de désespoir.

C'est sous le signe de ce paradoxe monstrueux que nous vivons.

De quoi demain sera-t-il fait ?

Les jeunes sont inquiets.

Ils se demaedent s'ils ont le tempe de vivre. La lotte pour la vie devenue plus âpre, la loi de la jungle plus dure, les soucis matériels plus pressants.

A poine sortis de l'école, ils sont déjà sous l'empire des devoirs multiples à remplir. La famille le prend, le confisque, l'enchaine.

Ils sont obligés de passer les concours, de gagner n'importe quelle somme pour payer les dettes contractées pendant l'école, subvenir aux besoins d'une famille parfois nombreuse.

Malheur à ceux qui ne réussissent pas! Ceux là sont maltraités par les parents bafoués par les amis, méprisés par la société.

Ils sont réduits à mener une vie amoindrie, n'ayant aucun droit à la considération, au travail, à l'amour.

Ils cherchent to plus souvent leur salut dans la mort ou la déchéance.

Ainsi notre jeunesse se décompose de jour en jour, elle qui représente pour tat la force et l'avenir de notre pays.

Mais nous ne voulons pas encore mourir !

Que les jeunes qui n'ont pas du travail sachent qu'il e'y a pas chez nous que l'administration à servir, il y a le peeple. C'est là uee tâche immense qui incombe à notre jeuesse. Et au lieu de nous abîmer dans ne funeste désespoir, raisvons-nous, regardons l'avenir avec confiance, donnons ee sens à notre vie faisons que notre jeonesse ne soit pas vaine

Rejetoee comme indigee de sous la désir de devoir malgré tout un secrétaire du gouvernement.

Il faet avoir le courage de rempre avec les idées sorannées qui eons tiennent eecore de toutes parts.

«Il faut sans cesse aller de l'avant par l'acte quand on le poet toujours par la peesée ».

Devant cette vieille société qui ne peot plus noerrir sa jeunesse, ee soyens pas désericotés.

Allons vers les masses

Les étodiants russes avaht 1905 les étodiants turcs avant la révolutioe de Mustapha Kémal avaient aussi eonne la même période de décomposition et de déficience morale laquelle nous sommes actuellement. Mais au lieu de se laisser pourrir dans l'oisiveté ou la débauche, ils allaieot vers les masses leur apporter la « bonne ponsée ». Ils sacrifiaicot tout pour se pencher sur le people des ouvriers et des paysans. Du ardeet prosélytisme les animait et ils répondaieot aux déportations en Sibérie en allant plus loin, jusque dans les villages les plus reculés et dans les asiles les plus fermées poer répandre ces foi nouvelle : la savoir. Les dimanches pour ens étaient des jours saints car es jour là, ils parlaient aux monjiks qoi venaient en asiances, ils s'efforcaient comprendre et l'immeusité de leur malheur et l'accablante misère de leur destinée. Instituteurs du people, ene même foi les animait, martyrs ils ne reculaieot jamais devant les plus réyoltantes porsécotions.

Ils se contentaient de manger du pain et de boire de l'eao. Ces leur importaient et la criminelle richesse et la fade sécurité d'une bourgoise vie du Rond-de-cuir ? Mais le peuple était plus l'estruit, la nation plus forte, l'humanité plus consciente d'elle-même. C'est là leur récompense, c'est là leurs appointements.

LE PEUPLE FRANÇAIS
REMPLIT SON DEVOIR DE DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

Hitler et Mussolini foeraient avions et armes aex ennemis du people espagnol; mais ils mettent à leur disposition des esclaves de reillions ; mais leurs agents foeoel en rôle actif dans la guerre civile, remplissent des foections de police, détiencent des commsodements dans l'armée des insergés. Le fait est qo'il ne s'agit plus seulement d'one lotte à mort entre le fascisme espagnol et la République démocratique espagnole : l'Espagne est devenue le prétexte de dangereuses offensives du fascisme international coetre les forces démocratiques dans le monde eotier.

Les amis de la paix et de la liberté de tons les pays sont menacés par le danger que les Etats fascistes font planer sur le peuple espagnol. Pour la France démocratique en particulier, la qnastion se pose ainsi: es sécurité intérieure et extérieore dépeod eo grande partie de la victoire de la démocratie espagnole.

Dans ces conditions, les données du problème sont changées. Elles imposent an peuple français et à son gouvernement d'accorder ne aide directe aux défenseors de l'ordre démocratiqoe en Espagne.

La meinmise de Hitler et de Mussolini, en accord ou en compétition en Espagne, sur le Maroc espagnol, sur les îles Baléares, serait un coup de poiguard dans le dos de la France : ce serait ne menace suspendue sur l'Afrique du Nord et sur les liations de celle-ci avec le Métropole. Le victoire de fascisme en Espagne, ce serait an appui sûr pour le fascisme français, le ranoevellement des désordres de rue, ne danger du guerre civile.

L'insiallation de l'impérialisme allemand et italien en Espagne monaserait même l'Angleterre et serait le sujet de sérieuses frictions dans la Méditerranée. Les fascistes insitigatenrs de guerre détiendraient de nonveaux atouts poer ponsser l'humanité ao carnage mondial.

La France ne veut pas de cela! Le people français a son magnifique mouvement du Front populaire qui déclaré vooloir empêcher à tont prix cette estastrephe.

Natnrellement les milieux réactionnaires français, aveoglés par leor haine de Front populaire, sont complices du fascisme international. Neutralité ! Hypocrisie ! Lâcheté ! Ils empêcheot eo préiant aide aux rebelles coetre le gonvernement légal et eo iotervenaot ainsi eo réalité daes les affaires intérieures de l'Espagne.

La presse des 200 familles s'indigne de l'aide que le gouvernement français veut apporter au gonvernement légal d'Espagne, ce qu'il serait absurde de considérer comme une limitation dans les affaires intérieures de l'Espagne. Mais elle treeve naturel que Hitler et Mussolini expédient des avions, des avistenrs, des bombes, de l'argent an général factieox Franco, ce qui est une infraction indubitable à la neotralité. En réalité, son mot d'ordre de « neotralité » n'est pas aotre chose que la liberté laissée an fascisme international de s'imposer en Espagne.

Les agents de Hitler en France prétendent vooloir éviter des complications internationales. En fait, ces beaux messieors, ee sontenant les fascistes, voodraient placer eux mêmes la France dans uoe situation périlieuse. Des complications internationales, personne dans le Front populaire — et c'est vu de soi, les ceos communistes non plus — n'en veut. Mais en l'ocorrence, si complications internationales il y a, elles seraieot le fait de la complicité avérée d'Hitler et de Mussolini avee la rebellion, le fait des intrigues italiennes en Franco et non la conséquence de la sympathie agissante des gonvernements démocratiqees an gonvernement do people espagnol.

Il y a quelqees jours, Vaillant-Coetnrier, qui reutrait d'Espegne, a moutré à la Chambre des députés que la « neutralité » dans la bataille qui se déronle dans la péninsele et dont parle le fascisme n'est qu'ane hypocrisie au service du fascisme. Son appel à l'action pour le soetien de la République espagnole a été aslué par les applaudissements de la grande majorité des dépetés. Il a été entendu par le géoéraux people français qui s'est immédiatement mis en braele pour apporter ne eide effective aux héroiques combattants de la liberté d'Espagoe.

La France de Front popelaire est avec la République espagnolo dans sa lntte contre le fascisme espagnol lié à Hitler et à Mussolini. Dans eo magnifique mouvement de solidarité, les travailleurs ont commencé à réonir de l'argent pour les républicaios espagools, à préparer l'envoi de prodnits médicaux, à organiser le départ de centaines de femmes françaises, comme infirmières en Espagne. Certes, ce n'est qu'no début. Le gouvernement français encourage la formation de groopes de volootaires pour venir ep aide aox iravailleors ibériques.

De telagronpes se formerent nombreux, et nons somoes sûrs que les a volontaires de la liberté a affneroot non seolement de France, mais d'autres paya ansi. Car ce qo'entreprend le people français, c'est le devoir de tons les démocratiqees, de tous les pays membres de la Société des Nations, s'ils veulent réellemeot reponsser les fantems de guerres et msinteoir la liberté sur cette portion de l'Enrepo.

Les nouvelles qui parviennent d'Angleterre et d'Amérique, où les masses passent également à l'action, indiquent que le front des forces de liberté, décidées à assurer le salet de la démocratie espageole, commence à entrer en movement.

LE DANGER DE GUERRE DEVIENT DE PLUS EN PLUS MENAÇANT

par K. Radak

(suite et fin)

Tons les discours de la diplomatie bitlérieone prétendant qo'il est inutile de chercher les solotions généraies, qo'il faut consolider la paix où cela est possible, tous les argoments dits de « bon sens » d'une partie de la presse anglaise qoi réclamele renforcement de la paix pas à pas, ne sont que duperie. Chacun comprendra qo'an ceotre de ces efforts so trouve l'essai de l'impérialisme allemand pour s'asserer la neotralité de la Grande-Bretagne durant la première phase de la guerre onivarselle, que l'Allemagne se prepose de saper la confiance des alliés de la Franco et d'isoler ce deroier pays, afin d'avoir de son côté le maximom de chaoces dans es tactique d'attaque bresqoée. La diplomatie allemande asit parfaitement. qo'on tel arrangement ne saorait résister à la dnre éprenve de la goerre. Cependant pour l'attaque brnsquée, ces flottements des partis intéressés soot d'noe importance considérable même s'ils ne dorent que qneiques jours. Les chefs de l'armée allemande n'ignorent nllement qoe, si la goerre éclatç, elle ne sera pas conduite aor an seol front, que les aotres puissances ne pooroent permettre à l'Allemagne de devenir le maître du Snd-Est et d'une partie de l'Est corepéen. Mais les hésitations des poissances occidentalas an débet de la guerre assureraient à l'Allemagne la coogoête des aorces importantes de matières nécessaires à la coeduite de la guerre et de grands avaotages stratégiques. C'est cela la signifiestioe stratégique de ce jeo diplomatiqoe dont l'iesue se décidera peot-être ao coers de ces prochains mois. Seule une attitude ferme des puissances occidentales, en mettant l'Allemagne dans l'obligation de choisir entre l'acquiescement à l'organisation de la sécurité collective et l'isolement, pourrait avoir ne influence suffisante sur les chefs de la politique allemande qui eni manifestement acquis la conviction que la remilitarisetioo de la zône rhénane leor a mis dans les mains tous les leviers nécessaires à la lotte décisive poor le nouveau partage do monde.

Les puissances qui ont inscrit le mot d'ordre de nouveau partage do monde sur leur drapeau sont convinces qo'elles n'ont pas à comptur avec *l'état d'esprit des masses*. Cette conviction se trouve corroborée par le fait que ces puissances ont réussi temporairement à opprimer dans leurs pays les forces révolutionnaires, et à empoisooner la conscience d'une partie des masses populaires par la prepagande nationaliates. Elles croient même que le movement révolutionnaire dans les aotres pays sert leor esose en ranforçant la sympathie des réactionnaires et des exploitants pour le fascisme allemand. Cepeodant elles font erreor en ne teoant pas compte de l'état d'esprit des messes. Les esoses de la révolte des masses existent dans tout le monde capitaliste et, en première ligoe, dans les pays fascistes où la misère est aggravée par l'oppressioo politique sans précédent. Dans le rapport mentionné plus haot sor la sitoation économique de l'Allemagne on constate nettement qne la sitoation économique des masses popalaires s'aggrave. Il est superflo de parler de la sitoation en Italie et au Japon. Les aventuriers fascistes ne voient que les masses muettes de leors pays. Ils n'aperçoivent pas les modifications qui s'opèrent dans la conscience de ces masses à la soite de l'amère expérience qo'elles font sous la domination fasciste. Ce n'est qoe dans leor aveuglement que les maîtres de ces pays peovent espérer qo'ils rénssiront à mener leor jeo à bonne fio sans l'intervention de ces masses. En réalité, il est pre bable qo'ils pooront commencer ce jeo sans que les masses s'y mêlent mais que les forces mises ainsi en branle donneront ane riposte révolotionoaire à co crime

(suite page 3)

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorragie aigue ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes

Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau

Facile et Radical

Cabinet Médical
Trân-Van-Sang
78 Rue du Papier — HANOI

Grand arrivage :

Chapeaux de velours et feutres : Mossant, Bléchel, Frenkel, Ryn'h, cravates, nœuds, chemises, cache-col, Pull'overs, ceintures, paraverses en laine es ochoottés etc....

Duc-Quang
84 Rue de la Soie
Hanoi

La vie des humbles

La chasse aux marchands ambulants continue...

Depuis la dernière semaine, la police municipale fait rage chasse sans merci aux marchands ambulants. On les poursuit dans les rues, on confisque leurs marchandises, on les arrête, on leur dresse procès verbal.

Enfants, femmes, vieillards regorgent pêle-mêle les violoes des commissariats.

Les enfants, on les relaxe après ues demi-journée de détention. Les grands doivent payer nos taxe fixés par le commissaire de police suivant l'importance de leurs misérables marchandises.

Les enfants, soet sortout à plaindre. Agés de 9 à 10 ans, ils doivent déjà songer à gagner leor vie.

Avec une trentaine de mandarines dans ue petit panier d'eoo valeur de 0$15 qui constitue toute leur fortune, ils parcourent dans toue les esins de la ville, criant de tous leurs poumons là où ils passent, durant la journée entière pour rapporter un revenu de 0$05 à 0$06 au plus, à condition que tout leur marchaedise soit veodue.

Cette somme insignifiante pour les riches, leur fournira la nourriture quotidienne et plus encore à leur mère, qui poet être, avec un bébé dans les bras, les ont attoedus à la maison.

On confisque sejeurd'hoi leur marchandise, leur petite forteee en attendant de les mettre, plus tard un prison pour vagabondage.

Dans les agoares et dans les alentours du Petit Lac les petits marchaeds de thé, de vôi, les petits vendeers de mandarine, font leur petit commerce à l'insu des agents de l'administration.

A la vue d'en collsoieor de marché ou d'un policier, ils s'eofuient à toutes jambes, abandonnant leers marchaedises et parfois même sans avoir le temps de preodre l'argent de leurs clients.

Peut-on bemainement imposer aoeors des taxes à ces misérables marchands ? Il seront réduits à la mendicité ou vagabondage.

Les gens à qui on eaupe les msigres moyens d'esistence seront un danger permanent pour la sécurité publique.

Vaut il eocore mieos les laisser vivre tranquillement de leur commerce de misère ?

Pour les besoins du budget on n'a qu'à prendre l'argent là où il existe et est à dire chez les riches.

Le drame de la Cotonnière

Sous ce titre paraitra au numéro prochain le reportage complet sur le drame de la Société Cotonnière de Nam-Dinh.

Les personnages apparaîtront sous le vrai jour.

La victime : une jeune ouvrière de 19 ans.

Le coupable : un surveillant reconnu pour sa brutalité.

Le prochain numéro vous dira aussi comment travaillent les 4,000 ouvriers de cette société.

Des photos, des documents accompagneront notre reportage.

Diên-Tùng
Architectes diplômés
2 rue des Potiers Hanoi

Luyen et Tiep
Architectes diplomés
Angle Rue Richaud et Boulevard Borgnis Desbordes
Hanoi

La faim de guerre . . .

(suite de la 2e page)

qu'est la guerre.

L'institut allemand pour l'étude de la conjoncture montre par les chiffres suivants le développement du chômage dans le monde entier : 7,5 millions en 1929, 25 millions en 1932, et 15 millions en 1935.

Ces chiffres effrondis par nous sont trop faibles pour tous les pays cités, et la nombre des chômeurs n'est probablement pas inférieur en jouard'hui à 20 millions. (Il s'agit des ouvriers d'industrie). 20 millions de chômeurs à un moment où le capitalisme vient sortir d'une crise, où les travaux févreux d'armement battent dans une certaine mesure l'industrie, voilà l'image actuelle du monde capitaliste. Qu'adviendra-t-il lorsqu'à la misère du ces 20 millions de chômeurs, à la pauperisation et à la sous-alimentation des ouvriers encore occupés dans l'industrie, s'ajouteront la guerre des gaz et les épidémies provoquées par la guerre bactériologique, lorsqu'on comptera des dizaines de millièes de tués et de blessés ? Que deviendra cette terre tranquille, sur quoi se fondera la capitalisme ? Il faut être un aventurier fou pour le croire cela.

Ces messieurs en Angleterre qui imaginent qu'on pourrait dissiper les nuages par une « petite guerre » ne sont pas plus raisonnables que ces aventuriers. Il ne peut y avoir de « petite guerre ». Car il s'agit de la grande question du nouveau partage du monde. Ces messieurs qui ferment les yeux sur l'activité des instigateurs de guerre en ne peut de moodo ne devront pas s'étonner quand ils seront entourés des flammes. L'indivisibilité de la paix n'est pas une phrase diplomatique forgée par Litvinov pour le besoin de la diplomatie soviétique, mais un fait résultant de l'interpénétration étroite des pays, grâce aux moyens modernes de communication, et malgré la division du monde en une partie socialiste et une partie capitaliste.

Le prolétariat soviétique, les kolkhoziens, les travailleurs intellectuels — voilà un peuple clairvoyant qui a reconnu le danger de guerre croissant. Le pays soviétique est peuplé d'hommes courageux habitués à affronter le danger. Le pays soviétique est le pays le plus fort de monde, car c'est celui du socialisme victorieux. L'Union soviétique n'a pas besoin d'illusions consolatrices car elle vient d'avoir des dangers mieux que n'importe quelle autre puissance; car elle sait que le danger que lui prépare le fascisme raciomilitariste d'Hitler est réel. Le pays soviétique sait d'où et de qui vient le danger de guerre. Cependant, l'Union soviétique n'est jamais restée passive en face d'un péril. Plus est grand ce péril, plus étroitement se groupent le pays et son gouvernement autour du parti communiste. Tous se groupent pour accélérer le rythme du travail pour défendre le pays, ils se groupent autour du drapeau proclamant la lutte pour la paix universelle. Le pays soviétique sait bien tous les peuples qui lutteot pour la paix, et, en cas de guerre, au ralliera à tous ceux auxquels le fascisme porte ses coups afin de défaire définitivement celui-ci et afin de frayer le chemin à la véritable paix entre les peuples.

L'expropriation sociale sera marquée, elle, par une série de services réellement publics en faveur de l'enfance, de la vieillesse et contre la maladie, etc., dont seront appelées à jouir, comme les autres, ses victimes nominales, c'est-à-dire les citoyens capitalistes, admis d'ailleurs à la co-propriété de l'ensemble des moyens de production et d'échange et à une part égale — à travail égal — dans les fruits de la production commune.

Cette expropriation sociale, que le congrès national de Rennes, complétant l'œuvre de Marseille et de Havre, a eu la gloire d'insérer en toutes lettres dans les Considérants du programme socialiste, n'est pas seulement motivée par la survivalité la misère que la propriété privée on est la liste des moyens de production engendre pour la classe des travailleurs. Elle surgit comme une nécessité économique, du fait que ces moyens de production, sous l'action de la mesanique et de la vapeur, sont devenus tellement puissants que leurs propriétaires individuels ne suffisent plus à les diriger et à les contrôler. Ils dominent ces derniers, incapables de proportionner les produits aux besoins de la consommation, et les obligent à encombrer le marché et à couvrir ces crises décennales de surproduction qui, plus meurtrières qu'une grande guerre ou qu'une épidémie, bouleversent l'organisme social tout entier, si ne pourront être prévenues et empêchées que par une société maîtresse de ses instruments de travail et du fruits du travail social.

IV

La conquête du Pouvoir

Mais l'expropriation, pour cause d'utilité publique, des propriétaires pour cause d'utilité privée est subordonnée à la prise de possession du pouvoir politique par la classe productive constituée en Parti ouvrier. L'expropriation ne peut être le fait ni des gouvernementaux de la bourgeoisie, qui se défend sa propriété voies qu'à l'aide de l'état occupé par elle, tel précédé son EXPROPRIATION économique.

Sur ce terrain ennemi, la tâche de la classe ouvrière a été considérablement simplifiée par les événements. Antrafois — il n'y a pas de cela plus de trente ans — la haute bourgeoisie trouvait dans la petite bourgeoisie, laborieuse et florissante du boucher et une épée à le fois contre les soulèvements ouvriers. En 1848, la classe moyenne, non seulement de Paris, mais des départements, marcha comme un seul homme contre les insurgés de Juin. En échange de ce service — qui était rien moins que le salut — que firent les nouveaux seigneurs du capital ? Ils mirent leere etlés et souvent en coupe réglés Le grand commerce étrangle les petits boutiquiers, la grande industria tordit 'in con aux petits industriels, la finance vida les poches des petits — et même moyens — capitalistes. Non seulement la petite bourgeoisie n'est plus là pour couvrir la grande contre l'action révolutionnaire du prolétariat, mais elle a, par sa dépossession continue, été rejetée dans les rangs de l'ennemi. En 1871, sur les deux cent et quelques mille suffrages qui élurent la majorité monarchiste, près de 18 Mars, plus de la moitié appartenaient en petit commerce et à la petite industrie. La petite bourgeoisie de province sympathisa en masse avec l'insurrection parisienne; dans plusieurs villes elle l'appuya par les armes, au même temps qu'à Paris, pour la première fois, des bourgeois allaient au feu sous le commandement d'ouvriers.

En 1848, les gardes estionales de Paris et des départements, massacrèrent à l'envi les « partageux ». En 1871, malgré ses appels réitérés, maigré l'appui d'une pain extraordinaire, Thiers, garanti par les Louis Blanc, Greppo et autres Langlois, ne put intraîner une seule compagnie de la milice citoyenne à apporter sa part de plomb contre les « communards » parisiens, ainsi que les dépêches officielles appelaient les fédérés.

La haute bourgeoisie, qui ne sait ni ne peut se défendre elle-même, doit se reposer de cette besogne sur des policiers des gendarmes et les soldats prétoriens que, moyennant le livraison de l'industrie française, lui faisait passer Bismarck, l'allié de Versailles dans l'écrasement du Paris prolétarien.

Alors que la haute bourgeoisie n'avait pas parlo toute virilité et qu'elle faisait corps avec la petite, elle réclamait l'organisation de la garde nationale. Elle se faisait gloire de défendre elle même ses biens et ses personnes; et pour avoir mis en question sa puissance en matière d'ordre intérieur, la dynastie des Bourbons qui avait dû, en 1830, prendre pour toujours le chemin de l'exil. Aujourd'hui sa lâcheté est telle que ne se sentant plus soutenue par les petits bourgeois, ses dupes et ses victimes, elle a esigé, comme première condition de sa sécurité, le licenciement de la garde nationale, et n'ait été et ne puisse être qu'une milice bourgeoise, étant donnés les loisirs dont il faut disposer pour jouer au soldat. Ce licenciement est d'antant plus significatif qu'il a été effectué sa régime républicain.

Pour sauvegarder, le produit de ses vols accumulés, il ne reste à la haute bourgeoisie, à la classe capitaliste, que la police et l'armée. Mais la police, dont les casse tête peuvent suffire contre les manifestants, est de toute impuissance contre les combattants Et quant à l'armée, si elle est encore protectrice aujourd'hui, elle sera danger demain. En encadrant successivement tente la population valide, elle façonne tes ouvriers au maniement des armes et aux opérations d'ensemble; c'est-à-dire qu'elle fait des soldats instruits et disciplinés pour la prochaine révolution ouvrière

Le Révolution sociale — Le leçon des défaites du prolétariat — Le rôle du Parti ouvrier. — Une RÉVOLUTION seule, so effet, — comme l'affirment les Considérants du programme socialiste — permettra à la classe productive de s'emparer du pouvoir politique et de le faire servir à l'expropriation économi que et à la nationalisation ou socialisation des forces productives 1!).

Cette révolution inevitable ne sera déterminée ni par des déclamations à la dynamite, ni par d'héroïques folies individuelles, ni par des coïtetages locaux avec la police, ni par des prises d'armes partielles. Elle ne sera pas davantage conjurée ou retardée par les chinoiseries politico-économiques dua menenra du radicalisme et du possibilisme ou par les réformes ouvrières qui s'imposent même à l'état bourgeois Elle jaillira des complications politiques internationales et des perturbations fatales qu'élaborent le développement industriel de l'Europe et la concurronco agricole de l'Amérique et de l'Australie.

S'il n'est donné, none ne dirons pas seulement à aucun homme mais à aucun parti, de précipiter ou de conjurer par on de ces grandes révolutions comme celle que porte dans ses flancs le XIXe siècle, ou parti conscient de la transformation économique à accomplir pourra en prendre la direction. Cest à ce rôle qu'est appelé et que sera apte le Parti ouvrier tel qu'il est sorti des Congrès nationaux de Marseille, du Havre et de Rennes.

Au 24 février 1848 et au 4 septembre 1870, les travailleurs inconscients laissèrent les bourgeois du Gouvernement provisoire et de la Défense dita nationale s'installer dans la place encore chaude du roi et de l'empereur de leur caste. Lorsqu'enfin, las de ne voir rien venir et désillusionnés, ils s'armèrent pour réclamer leur dû, aussi bien en mara 1871 qu'en juin 1848, il était trop tard. On le leur fit bien voir. Les couveurs gouvernants — qui n'étaient qu'une nouvelle couche de possédants — avaient eu le temps de se fortifier et de grouper autour d'eux les fractions naguère aux prises de la classe capitaliste ; ils étaient tellement en mesure de noyer dans le sang les revendications ouvrières qu'ils prirent en réalité les devants et provoquèrent eux-mêmes l'explosion, soit par la fermeture des ateliers nationeux, soit par l'attaque nocturne contre les canons de Montmartre.

Ni en 1848 ni en 1870, le prolétariat n'était prêt à prendre le direction de la révolution. Capable de vaincre, il était inespable do profiter de la victoire parce qu'il n'avait ni programme ni organisation. En admettant même qu'il fût resté maître de Paris, il n'eût pas trouvé dans les départements laissés à leurs autonomie, l'appui nécessaire en même temps qu'il n'eût su qne'les transformations économiques réaliser. Son arrivée au pouvoir n'eût eu d'autre résultat que de faire éclater son impuissance il n'eût triomphé que passagèrement. Le difficile en période révolutionnaire n'est pas de s'emparer du pouvoir, mais de le conserver.

Le prolétariat, maître du pouvoir, ne le conservera qu'antant que les centres industriels seront debout et s'appuieront mutuellement ; qu'autsot que dans ces centres indnstriels — qui constituent notre armée active ou de premiers ligne il se trouvera des hommes sachant ce qui doit être fait — et le faisant

Ce qu'il faut pour cela, c'est que d'un bout de la France à l'autre les têtes pensantes de la classe ouvrière soit familiarisées avec l'œuvre d'expropriation capitaliste et d'appropriation nationale que leur incombera dans un avenir chaque jour plus proche ; c'est qu'elles soient en même tempa d'accord sur une première série de transformations à opérer immédiatement.

De là le programme élaboré dans les grandes assises prolétariennes de Marseille, du Havre et de Roanne, unique comme le but à poursuivre et comme la méthode à employer, aussitôt l'Etat serre nos mains.

1. Afin d'éviter tonte fausse interprétation, nous devons faire remarquer que, la fondamale de la révolution ouvrière, il sa sera possible d'exproprier que les propriétaires de moyens de production d'un usage collectif tels que grands propriétaires fonciers, maîtres d'usines, de hauts-fourneaux, actionnaires et obligataires de banques, de chemins de fer, de mines, de paquebots, etc. Aucun gouvernement révolutionnaire ne pourra et ne voudra exproprier le paysan cultivateur de son petit champ, le graveur de ses burins, l'ébéniste de ses rabots et de ses maillets ; mais un gouvernement révolutionnaire qui sera à la hauteur de sa tâche les débarrassera des courtiers et des marchands qui les dépouillent et les aident dans leur travail si pénible et si peu rémunérateur jusqu'à ce qu'il parvienne à les convaincre, par l'exemple, de la supériorité de la production collective sur la production individuelle.

Les dessous de l'affaire Bernadet

COMMENT ON TRANSFORME L'AFFAIRE

Légitime défense ?
Non ! Assassinat

Le brigadier Tho-Xuan commit d'abord cette irrégularité : il n'avait pas prévenu le maire de sa perquisition.

Le Tri-phu de Thien-Hoa commit la seconde irrégularité : il n'avait pas dressé le procès verbal de constat Cet oubli est inadmissible. Il a permis à Bernadet de repartir tranquillement. *Or, au moment du crime, Bernadet tenait encore son revolver et sa lanterne.* Tous les témoins l'ont déclaré.

Le maire était sans arme. Première constatation. Si Bernadet était attaqué, lui et ses agents pouvaient très bien l'immobiliser. le maire Les coups de feu n'étaient pas nécessaires.

Les veilleurs de nuit de Phong Coc arrivaient après le crime. Deuxième constatation. Ils gardaient le criminel c'est leur devoir. De là, à prouver qu'ils l'avaient attaqué, c'est une absurdité. D'autant plus que Bernadet n'était pas blessé.

« L'enquête » du Commissaire de police de Thanh-Hoa

Le Commissaire de police de Thanh-Hoa a remononcé l'enquête par déclarer que Bernadet avait eu deux blessures. Point de départ de la nouvelle tournure de l'affaire.

Le criminel s'était même pas arrêté, par contre, il s'asseyait à « l'interrogatoire » des vailleurs de nuit. Devant lui, ces derniers ont été brutalisés. *« Le brigadier tlant d ses côtés, le Commissaire a donné un coup de bâton lus si oualait nous faire déclarer que le maire et les habitants avaient frappé le brigadier et attaqué les douaniers.* (déclaration des veilleurs de n. il transmise à notre bureau).

D'où viennent les 250 paquets de tabac ?

« Le 5e jour du 5e mois (24-9-36) j'ai « reçu une convocation du Tri-phu. « Quand le milicien et moi, sortions du « village, nous rencontrions un agent de « douane qui nous dit de passer au poste « de douane de Tho-Xuân Arrivés à ce « poste l'agent nous loua une auto pour « nous conduire au phu de Thiêu-Hoa. Au « bureau je n'ai pas vu que le sous-brigadier « de douane de Thanh-Hoa (un annamite) et le brigadier de douane de « Tho-Xuân : lie me donnèrent un « papier rédigé en français et me dirent « de le présenter au magistrat enquê« teur de Vinh quand celui-ci arrivera « à Thanh-Hoa.

« Je pris le papier et me le fit expli« quer en retour. On déclarait que le « brigadier avait trouvé chez moi une « jarre, contenant 250 paquets de tabac, « d'un poids approximatif de 35kg. » (déclaration de Do van Viep, actuellement déposée dans notre bureau).

Les habitants sont poursuivis pour rebellion contre les agents de douane

L'assassin se pavane.

Il assistait au côté du Commissaire de police à l'interrogatoire des vailliens, il remplaçait le Tri-phu de Thien Hoa le 24 Septembre pour faire signer à Do van Viep un papier par lequel celui-ci reconnait avoir 250 paquets de tabac de contrebande (déclaration de Do van Viep).

On se justifie, quoi !

Il ne manquait plus qu'on traitre pour que l'affaire fût bien montée, Et le traître se présente : Do bon Vao.

Do bun Vao dénonce. Il dénonce tout ce qu'on veut.

Sa dénonciatio est précieuse. Elle permet des arrestations

« Dans cette affaire, le brigadier est coupable d'avoir, une raison valable, abattu un homme Il est pourtant hors de cause. .. notre ettitude est encore le théâtre des arrestations de ces hommes : Do van Mac, Nguyen van Donh, Nguyên van Dinh, Nguyen van Ngoan, Nguyen xuân Lien, Nguyen xuan Tâp, Nguyen xuân Thuy, Nguyen van Phac, Nguyên van Huoc, tous accusés de rebellion contre agents de douane. (requête des notables de Phong Coc adressée au « Travail »).

Dix hommes ! Dix innocents ! Et cela avant que le Tribunal de Vinh juge sur l'affaire de la rebellion contre les agents de douane.

Et maintenant !

L'assassin est toujours en liberté. Il est dégagé par le motif classique : la légitime défense.

Ses victimes sont pourvuivies.

Il est temps d'arrêter le scandale.

La Cour Criminelle doit être saisie de l'affaire.

En prison, l'assassin !

En liberté, les innocents !

La réputation d'un misérable

A Thanh-hoa on le connaît. Sa méchanceté est proverbiabe. Témoin cette scène ;

Il y a quelques mois, au phu de Tho Xoan, on le trouvait héros d'un exploit grotesque qui montrait bien les instincts peu civilisés de l'individu.

Sur une route il marchait Non loin, un bœuf broutait. L'animal, apercevant un tatu nua vache, beugla. Il voulait attirer l'attention de sa femelle mais, c'était Bernadet qui arriva.

Ce dernier, qu'une mouche avait piqué on que la chaleur avait abroli, était, dans un état de surexcitation extrême.

Le bœuf appelait toujours sa vache. Bernadet prend it-il l'appel pour lui-même, en tout cas il voyait rouge.

Furieux, il fira son révolver et fit feu : Pan ! Pan ! Pan !... Devant lui, l'animal s'écroula.

Au phu, l'affaire s'arrangea. Bernadet dut payer. M. A m Tao garda la victime et rançat... 2p.50.

Voilà l'homme sur lequel pèse la responsabilité du crime.

Souvenons-nous qu'il a passé à Kyanh, moyennant 2p.50.

Ce que fut le maire

Trần van-Hoàng fut un homme estimé des habitants de son village.

Sa mort jette no deuil parmi cette population laborieuse qui se souviendra longtemps de cette tragique nuit.

Pendant huit ans, il assumait son rôle sans défaillance, Maire, il a su se montrer à la hantaur de sa tâche. L'intervention qu'il a faite la nuit où il perdit la vie montre avec quel souci constant il sut quelquefois se dresser contre les abus commis par ses collègues : la compréhension de son devoir.

Contre tens ceux qui essa sot de salir sa mémoire, rappelons cette opinion de M. Giudicelli (1) : « C'était un homme doux ».

Dans cette case où la gaîté n'entrera plus, on pleure la mort de cet homme et on parlera par de lui sans grincer les dents et serrer les poings.

Commissaire de la sérété du Thanh-hoa

Aob (Hallob) pendant la répression de 1930-31.

Il est grisé de sang.

C'est pendre en regrettant cette période, qui fut est at chère, qu'il abattit en son souvanir, le maire de Phong-Coc.

LEUR OPINION

LE COUPABLE, C'EST BERNADET,

déclare M. Phan văn-Giáo

représentant du peuple

LES HABITANTS DE PHONG-COC SONT INNOCENTS

confirme son collègue

M. Hoang vinh-Loe

Nous voulons encore, avant de repartir, prendre quelques interviews de ceux qui se sont intervenus dans cette tragique affaire.

Dès la première heure, M. Phan van Giao fut l'un de ceux qui l'ont dénoncée à la Chambre des représentants du peuple d'Aonam.

Dans la ville de Thanh-hoa où il possède une pharmacie, nous le rencontrions. L'aimable représentant du peuple nous reçut avec beaucoup de grâce.

— Oui, dit-il, Bernadet est coupable. En tant que représentant du peuple, je me suis intervenu pour sauver les innocents locaux de cette triste histoire mon collègue Hoang vinh Loc et moi, nous avions eu dossier complet de documents.

— Il paraît que Bernadet vous a cherché querelle, dernièrement ?

— Oui, c'était au cercle de Thanh hoa. J'y ai reocontré Bernadet. Il était furieux de voir que je me suis intervenu contre lui à la Chambre des Représentants du Peuple. Son attitude était arrogante. Il voulut utiliser la manière forte mais on l'eu a empêché. D'ailleurs, là des sous, j'ai déposé une plainte à la Résidence. Pour le moment, l'incident est considéré comme clos.

— Dû en est l'enquête de l'affaire ?

— Actuellement, le Tribunal de Vinh en est saisi. Des villageois ont été arrêtés et traduits devant la justice pour rebellion contre les agents de douane. J'attends encore le jugement de Vinh.

Quelques minutes plus tard, nous étions chez M. Hoang vinh Loc qui nous reçut avec le même gentillesse que son collègue.

— D'après vous les habitants de Phong Coc sont-ils coupables ?

— Les habitants de Phong Coc sont innocents. Les documents que je possède prouvent que le maire n'avait pas l'intention d'attaquer les agents de douane.

— Qu'en pensez-vous de Bernadet ?

— Il est répété par sa méchanceté. La fauve retombe entièrement sur lui d'ailleurs, tout dernièrement il a même abattu un bœuf dans une crise de colère. Tant le phu de Tho-xuân peut vous l'affirmer.

Notre opinion est faite. Notre reportage prend fin. Nous repartons vers le Nord. Dans la plaine de Thanh hoa encaissée entre les ramifications de montagnes le brouillard tombe dense et froid.

Quand déchirera-t-on le voile qui masque la vérité ?

HUONG-KY PHOTO

HANOI

34 Jules Ferry — Téléphone : 286

Fournitures générales pour la photographie Photographie artistique et industrielle

MAISON DE CONFIANCE

Prix défiant toute concurrence

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

dit

TRINH - ĐÌNH - KÍNH

65 — Rue des Paniers, Hanoi

Teinture — Détachage

Dégraissage

Pham Ta

23, Boulevard François-Garnier — Hanoi

54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

BONNETERIE MODERNE

CU - HIEN

76 Rue des Médicaments,

14 Rue Jules Ferry Hanoi

Production intensive : en chemisettes en pull'overs, avec les plus belles laines, les plus beaux cotons. Travail sur commande et en série.

Exécution très rapide. Prix défiant toute concurrence.

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à

BUC-THO-BƯƠNG

241 Route de Hué

Hanoi

Traitement antiphlogistique

Traitement suppressif

Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Huê Dân

NGUYÊN - VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs — Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Employez la peinture

GECKO

26, Place de la Citadelle — Hanoi

PROPRIÉTAIRE : PHUNG NHU-CƯƠNG

POURQUOI L'AVENIR est au Socialisme ?

par **Jules Guesde** et **Paul Lafargue**

(suite et fin)

POULO CONDORE

Poulo condore, la terre des damnés

A tous nos camarades du bagne,
Vieux et jeunes, morts ou vivants,
A ceux qui en sont revenus,
A ceux qui y gémissent encore,
Nous dédions cette page faite de leurs larmes et de leur sang de leurs angoisses, de leurs suspirs, de leur douleur, de leur espérance et aussi et surtout de leur ardeur combattive, toujours généreuse, jamais vaincue...

Les îles

Le nom Poolocondore désigne un ensemble d'îlots qui parsèment le mer de Chine dans le partie S. E de la côte cochinchinoise. Il comprend en dehors de la principale île—l'île Poulocondore—un groupe d'îles nommées : Hon (îlot) Cau, Bai Cauh, bon Boag Laug, bon Trac nho, bon Trac lun, bon Tai, bon Ba, bou I're lon, bon Tre nbu..etc...

Vu de la mer, cet archipel n'offre rien de terrible. Il apparaît même pittoresque et chacmant. Sur un fond immense, infini, d'un bleu pur, sous un ciel serein, par-dessus une nappe d'eau blanchâtre et qui ondule, on voit émerger un ensemble d'îlots d'un vert intense, de forme fantaisiste et dont l'ensemble affecte vaguement dans la perspective indécise et profonde, les contours d'un trône qui flotterait au milieu des eaux. L'aspect intérieur est cependant décevant. D'un bout à l'autre ce ne sont que des bandes de sable minces, allongées, arides et stériles, des collines dénudées où le vert sombre des broussailles rabougries dissimule mal l'acre sale des rochers géants et dandés. Par ci, par là, s'étalent des buissons s'abève dens les buissons des vagues gigantesques, qui viennent se baurier contre les cochers laissant jaillir une bave blanche, effroyable. Des bois, des forêts occupent les 9/10 de l'île inferaale.

Le Roi Gia-Long a cédé tout cet archipel à la France à la fin du 18e siècle. Longtemps il a été peuplé d'aubians qui sont venus du Nam-Ky pour s'y installer. Des nons redisent encore l'histoire d'un temps qui n'est plus : une pagode, celle de Tuô, perpétue froidement le souvenir du nouddha oublié. Un monti porta encore le nom royal de Nui chua Thoni le Prince..) Les villages s'appellent An Hai et An-Tuong, un ruisseau est désigné encore sous la dénomination de Bé-Hap. Après la conquête française les beblants ont été obligés de se retirer à l'intérieur et l'île devient le fameux bagne de Ponlo-condore.

Derrière l'île de ce nom, en face des îlots Hon-Tai et Bai-caub, est une étroite lame de terre courant le long du rivage, ayant une superficie de 0km²200, où vont quelques maisons blanches coiffées de tuiles rouges ou de zinc, on entend traîner une sirène ou résonner des marteaux frappant sur leur enclume : c'est le chef-lieu de Poulocondore. Les rues sont peu nombreuses, elles portent sur leurs plaques : Quoi Audouard, Rue des Bureaux, Rue Masserie, Rue Marin d'Assoua. Une architecture sombre, désordonnée, hétéroclite et barbare traduit l'inquiétude farouche d'un colonialisme trembiant dans sa fondation même; les édifices publics comprennent l'hôtel de la Direction, le Bureau de la Direction, la Trésorerie, la Casorne Galliéni, les postes et télégraphes, le service de la Radiographie, l'Ambulance, la maison du gardien; etc... Tous ces édifices sont éclairés à l'électricité, leurs jardins agrémentés de parterres fleuris. Les s mats s ont chacun son compartiment bas et sombre/ dans un grand camp eans verdure, eans jardin. Quatre maisons du commerce desservent ce public : deux maisons annamites et deux boutiques chinoises.

Enfin, le gros de la population de l'île, est formé par les prisonniers au nombre de 2000 environ parqués dans trois bagnes différents, le numéro III venant d'être achevé en 1935.

Les condamnés aux travaux forcés sont répartis aux différents camps : la pêcherie, —pour les pêcheurs—, les ateliers pour les forgerons, les ajusteurs, les menuisiers, etc.., le jardin de la Direction (au Annamite So ray ong Lon—jardin du grand Monsieur, du grand mandarin). Il y a aussi plusieurs équipes de booviers dans la bonvoie, quatre équipes de bûcherons, deux équipes de jardiniers, —une briqueterie, une poroserie, et des fours à charbon.

Hors de l'enceinte, d'autres équipes travaillent aux carrières, à la scène, à la coupe de bois, à la construction de la route poivrière, aux guérites—eux fours à ebaux au jardin militaire etc... etc...

Les prisonniers politiques condamnés à la peine de détension, ou de déportistion ou de banuissement sont internés au bagne II. Le 15 Dolobre de cette année leur nombre s'élevàe à 400.

Ceux qui sont condamnés aux travaux forcés ou à la prison simple sont répartis en équipes dans les différents travaux.

C'est à ce bagne que nous sommes déportés par une nuit d'été de 1930. Notre convoi arriva le 22 Juin, vers les 21 heures. Des mats nous reçurent à bord de la chalenpe, au cri de : s Ab î ces cnuillons de Yên-Bay ! Vous allez voir l.. s. Puis des gardiens, des soldats nous descendirent quatre par quatre, les pieds enchaînés, et nous conduisirent au bagne n° II où nous fûmes parqués par groupes de 90 dans chaque salle.

Il y a vingt ans...

La plupart d'entre nous ont été déportés à Poulocondore depuis 1929. A notre arrivée, nous retrouvâmes encore quelques vétérans.. anciens détenus politiques, condamnés de droit commun : le Chinois Woog a Due y a vécu 27 ans. A Boi, un autre Chinois, 28 ans ; Pho Vu, 32 ans ; Giá Viên 37 ans, ils ont vu régner dans l'île tour à tour Andoouert Besnard, Lambert... pour ne nommer que les principaux directeurs.

Au dire de ces survivants, le régime avait été encore beaucoup plus dur que celui auquel nous étions soumis au 1929 et que nos lecteurs trouveront narrés en détails dans les chapitres qui suivront. Ils vivaient du riz rouge de dernière qualité depuis longtemps moisi, pourri. La nourriture étant insuffisante, ils devaient manger des papayes, des fibres de bananier. Au repos comme aux corvées ils avaient aux pieds des chaines consolidées d'un boulet de fer et qui pesaient jusqu'à 10 kilogrammes. Ainsi enchaînés ils étaient tenus aux corvées de toute la vie, pour pousser, en courant, des charrettes de briques ou de pierre ou de bois. La moindre défaillance valait au condamné une fessée barbare : des coups de rotin, de bâton vous pleuvaient sec, et dru sur la tête et par tout le buste. Et l'on avait à traîner jusqu'au bagne des charrettes de roches du haut de la colline de Ma Thiên Lanh ou de pierre à ebaux arrachées à la mer. Ce qu'on appelle le répression était pendant longtemps d'une atrocité inouïe. Les gardiens, les mats s avaient le droit de tuer le prisonnier sur le simple motif qu'il avait « tenté » de s'évader. Il suffisait d'abattre le pauvre condamné, de lui couper une oreille et de la présenter au directeur pour toucher 10$ de prime. C'est ainsi que les serveuts Thae, Sam etc... exploitaient la crédulité des nouveaux venus pour les tuer et se faire payer par le budget des « îles ». Un beau jour, parmi la longue escorte des baguards, ils choisissent un de ces prisonniers naïfs, ils lui disent : « Pauvre frère, tu serais gentil de courir là-baut sur la colline et de m'en rapporter quelques feuilles de hua ; je t'en promets un bon bol de soupe à légumes ce midi ». Le nouveau prisonnier n'en s'avait rien. Il courol, croyant devoir faire plaisir au mata. Il n'a pas fait dia pas que déjà une balle l'atteignait et il tomna raide mort. L'assassin rapporta l'oreille et reçut avec la prime de 10$ toutes les félicitations du Directeur des îles et du pénitencier de Poulocondore ainsi s'appelle le chef du bagne. L'abus de ce procédé ne tarda pas à s'ébroter et à s'énouvoir les autorités locales mêmes et cette prime fut supprimée depuis une quinzaine d'années.

Ou tel régime scolevait de temps en temps des protestations, des réactions, des pusbes qui s'accompagnaient comme toujours de répressions sanglantes. Ainsi, le prisonnier San Nho toa d'un coup de révolver le gardien Aodocart, le nommé Duc abattit le gardien Chanaidére. Le gardien Aroul fut morticilement blessé par le détenn Giap et Quan Diêu fut tué par Nam. La liste serait interminable si nous mentionnions toutes les tentatives d'assaînat, tous les crimes commis par les prisonniers sur la personne des cal choisis eux mêmes parmi les prisonniers et cependant les traitements unt-ils bes ecnap changé ?

Le régime

A) Les travaux forcés

L'attraction de la pierre. —Après le typhon du 5 Novembre 1930, des bagnes se sont écroulés. L'usine électrique, la bouverie la léproserie firent des centaines de blessés. La décortiqueric du bagne II enregistra trois morts. Un bague de la pêcherie ensevelit sous ses décombres 75 cadevres. Notez qu'un plus fort de typhoe, on ne songe jamais à évacuer les détenus!

Après le typhon, il fallut réparer reconstruire bien des bagnes. Des prisonniers furent mobilisés pour travailler à la carrière de Nei-Chua (le Mont de Prince). Du les mobilisa une deuxième fois en 1932 lors de la réparation des appuntements de l'île. Une équipe de 40 prisonniers, travaillait sans relâche toute la journée, sous le commandement du gardien Garolet, de l'adjudant Tuy, du caporal Nam-Sanh N° 5166. La dynamite explosait sans interruption. A chaque wagon, s'atteignent quatre hommes qui devaient transporter une charge de plus de 1mc sur un trajet de 1km500. Ils avaient à charrier aussi 4 wagoos le matin et trois le soir. Ils coursaient à toute vitesse sous la crosse des gardiens toujours levée et prête à s'abattre sur la tête des tireurs. En Septembre 1932, le gardien envoya des prisonniers travailler à l'extinction de la carrière au pied d'un rocher. Un bloc, pesant à peu près 300mc tombe tout à coup, sapé par la base et s'abattit sur les travailleurs. Trois condamnés politiques et deux prisonniers de droit commun y trouvèrent la mort. Beaucoup furent blessés et le camarade Gang eut un pied fracassé dans l'accident. Il a fallu par la suite mobiliser des centaines de prisonniers pour remuer les cadavres des victimes, chacun sur un wagon particulier. Nous avons pu voir de près ces cadevres. Tous avaient un membre ou une partie enlevée. Des lambeaux de chair pantelaient, des os fracassés perçaient la peau meurtrie où se pendaient des filets de sang. Le malheureux Ly-du-Xuân asoit la tête cassée, du n'a pu retrouver ni sa jambe droite ni son bras droit.

Le jour suivant rapport fut dressé et envoyé au gouverneur de la Cochinchine et un vieux rocher s'écroula faisant cinq morts. Tous déclarant que le directeur Bouvier, assisté de deux témoins : le gardien Garnier, et l'adjudant Tuy. Les morts sont enterrés.

La coupe du bois. —Une équipe nomade. Là où il y a des forêts on campe. Sitôt que les arbres se font rares, on s'en va. De 1929 à 1936, on travaillait successivement à la guérite, à la Baie du Sud-Est, à Bai-hang, à Dug-Lâu. En 1930, 1931 et 1932, les coupeurs travaillaient sous le commandement du « Mais » Giap, N° 42 et du Caporal Nbut.

Chaque équipe comprenait 70 prisonniers répartis en 2 divisions. Les uns coupaient, les autres transportaient. Les coupeurs étaient au nombre de 10 et devaient abattre chacun jour au moins un arbre de 0m80 de diamètre. Il fallait encore l'équarrir et polir, en faire des troncons, des planches.. Pour terminer la tâche, on travaillait depuis 5h du matin jusqu'à 6h1/2 du soir. De même, à 5h du matin, au signal du tocsin, les équipiers désignés au transport étaient déjà sur pied. Ils passait en revue, puis ils devaient hisser, lirer les trunes coupés par les autres A 10h1/2, on pouvait se reposer et préparer le riz. A une heure, la besogne recommençait pour s'interrompre seulement à la nuit tombante vers les six heures et demie. Chaque prisonnier recevait chaque jour deux petites gamelles de riz rouge et un ou deux petits poissons de la grosseur d'un petit doigt. Le riz pesait 0kg500. C'était aux heures du repos, qu'on préparait soi même son repas. Or, au bord de la mer, au flanc des collines et des rochers, ces cuisines improvisées étaient constamment battoes par les vents venus du large. Notre riz était souvent mal cuit. Nous devions cependant l'avaler tant bien que mal. Par malheur, la ration jamais ne suffisait alors, on fouillait du taro sauvage, des tubercules de « uus », de ces tubercules qui démangent et brûlent la gorge — on l'additionnait tout de même au riz pour « se hourrer l'estomac afin de pouvoir travailler ». Le transport du bois était un péril coortamment mortel. Sur nne route abrupte, recalleuse, épineuse, sous la pluie, sous le chaleur, les mains les pieds égratignés, meurtris, nous traînions les troncs d'arbre tratchement abattus. Nous devions nous mettre à nu pour travailler car tous les six mois seulement, on nous distribuait un veston et un pantalon de toile bleue, grossière. Il fallait les ménager, pour s'en babiller par des nuits qu'il pleuvait, en attendant le nouveau « complet ». Nous devions chaque jour traîner des troncs de dimensions diverses de la forêt jusqu'à la plage. Chaque équipe devait livrer cinq tronçons si c'étaient de gros arbres, huit, neuf si c'étaient des arbres de dimensions moyennes. Puis on assemblait les troncs, on en faisait des radeaux. Il fallait encore chercher des tiges de gros rotin. Chaque prisonnier avait à fournir 60 tiges, bien travaillées et liaées, mesurant 6m chacune. De bon matin, on se levait, on emportait son riz, puis on courait la brousse. Malheur à celui qui le soir venu n'avait sur lui les 60 tiges réglementaires ! Les « mats » se chargeaient de le « corriger » avec la cadoaille, avec la crosse des fusils.

Le jour suivant, dès l'aube, on caustruisait les radeaux. Les troncs de bois amassés la veille sur le bord de la mer restaient été, pendant la nuit, baisés par la marée montante jusqu'au pied des rochers. Nous devions alors les retirer un à un et les rassembler à nouveau sur la berge En Juillet et en Août, des jours entiers, il pleuvait à verse et nos arbres n'ont moment étaient baltotés désperés par la marée montante, alors nous recommencions plusieurs fois de suite la même besogne. Nous avions faim, nous avions froid. A midi et demi nous revenions manger pour revenir nous remettre au travail à 12h 50. A huit heures du soir, on quittait le chantier pour aller préparer le repas du soir. Du mangeait à onze heures. A minuit, chaque radeau monté par quatre rameurs et poussé par quatre autres longeait la plage pour revenir à l'Atelier. Là, le chef Durban contrôle le bois. La plage été parsemée de débris, de briques, de roches, d'écailles, de coquilles tranchantes qui blessaient, déchiraient, ensanglantaient nos pieds, nos jambes. Un soir, le 27-8-31, nous avions à diriger un radeau escorté par le mata Giap, n° 42. Nous possédons, nous ramions de toutes nos forces, quand un coup de vent nous jeta contre une vague gigantesque qui bouscula le radeau, le jeta contre un rocher où il se brisa. Nous échappions à la mort par un sur bourd. Tous nos vêtements étaient dispersés par les flots. Nous nous refugiâmes sur les rochers, passâmes la nuit à grelotter tout nu sur un rocher. Le lendemain, le caporal Nbut courut leformer son chef. A 4h1/2 du matin, le mata Giap s'amena avec son terrible bâton et se mit en devoir de nous brutaliser pour n'avoir pu sauver le radeau. Nous protestâmes. Cela ne nous sauvera pas deux étaient également défaits il cesse de nous battre mais nous obligea de refaire un autre radeau. Du devait se mettre au travail tout de suite. Mais nous avions faim et soif, nous étions à bout de souffle. Force nous était de croiser nos bras et de rester là gelés. Le mata s'amena deux d'entre nous Dô huu Vêu, n° 249 et Nguyên van Hoan 246 qu'il prit pour des meneurs. Il les étendit tout raide les pieds eogagés dans une planche de bois percée de deux trous étroits, le tête en bas et deux cette position, les deux malheureux reçurent une fessée barbare. Après un jour de torture, les deux patients réussirent à se sauver et se présentèrent au bureau du chef du bague. Ils exposèrent leur cas mais ne furent pas entendus. Sur le rapport du mata Giap et accusés de tentative d'évasion, ils furent sobir 30 jours de cachot et brutalisés de plus belle par les gardiens chef Perrandini et sa clique Vaillard, Chaussidière, Berthilod, et le mata Giap.

De notre côté, nous dûmes nous remettre au travail et livrer le lendemain au chef des Ateliers notre radeau.

Chaque mois, chaque équipe avait à fournir 2 cargaisons comprenant 3 ou 4 radeaux de 35 à 40 troues d'arbre.

Le coupe du bois de chauffage —Le bouverie internait 4 équipes de coopcers de bois de chouffage. Ce bois alimentait les cuisines des bagnes, les cheminées des bursaux, les fours à chaux, les briqueteries, l'usine électrique et la station.

Pour la préparation du charbon à brûler les prisonniers sont tenus de fournir du bois solide, résistant ici que que le Bong-xanh, le Thi, le Saug de etc..., Avant d'être livré à la scierie et à l'usine, le bois devait être depecé.

Chaque équipe était surveillée par un mata, un caporal, un adjudant mata et un chef d'escorte. Le prisonnier travaillait à la hâche et devait fournir un mètre cube de bois chaque jour.

Nous arrivâmes à ce bagne par un jour d'Octobre 193... Après avoir usent notre nom sur le registre du bague, on nous enferme dans une cellemesurant 15m de long sur 6 mètres de large, percée de six fenêtres, grillagée de fer de 50 centimètres de largeur sur 80 centimètres de hauteur, chacune. Nous étions 120 au total. La nuit venue, on s'endormit entassés les uns sur les autres Chaque fois qu'on prisonnier allait aux lieux d'aisance il dessit marcher sur ses camarades étendus pêle-mêle serrés les uns contre les autres. Nous dessions nous munir de bols, de baguettes, d'une gamelle et d'un pot et emporter les nuits qu'on nous distribuait. Les vétérans qui nous voyaient venir s'exclamèrent : « Mon Dieu ! Comment pourraient-ils travailler ici avec cette constitution là ! s ils nous apprirent ensuite que la coupe de bois était la corvée la plus pénible, que plus d'un prisonnier a dû s'amputer un ou bras ou une jambe pour se faire remplacer; que les mats par lei étaient les plus barbares du bagne et qu'enfin celui qui ne pourrait pas livrer chaque jour le cubage de bois exigé serait brutalisé et enfermé au cachot immanquablement. Nous passâmes toute notre première nuit à trembler dessant un avenir inquiétant.

Le lendemain, vers les cinq heures, le sergent Bé vint ouvrir la porte et cria : « Sortez ! » Du nous répartit en équipes de sept à huit prisonniers. Les mats et les chefs d'équipes inscrivirent nos noms et nos numéros sur leur registre. Puis on nous remit entre les mains une cognée sans manche. Nous fûmes dirigés ensuite sur le mont Annoi à 3 kilomètres du chef-lieu. Il fallait d'abord à peu près une journée pour emmancher nos cognées. Puis on se mit à couper du bois. A dix heures, au son du cor, nous revîmes recevoir notre portion de riz rouge. Le riz était mal cuit, le pauson n'était même pas cuit. Puis on se remit au travail. Les premiers jours nous résistâmes à peine à la fin de la journée à fournir 0m3,200. Les mats se montraient indulgents. Mais bientôt. Ils exigèrent strictement un mètre cube de chacun de nous. Celui qui ne réussissait pas à fournir ce travail, se voyait tout de suite logé, ficelé, traîné par le maté Kiên n° 1. Le mata n' I faisait la terreur de tout le bague. Il faisait d'abord que nos lecteurs se forment une idée exacte de cette corvée de la coupe du bois à Poulo Condore. S'il y a beaucoup de forêts dans l'île, il y a peu de centres où rare soutont après le typhon du 5 Novembre qui abattit tous les arbres et arbustes. Les années d'après, on ne pouvait que glaner les tiges épargnées. Pour avoir un fagot il a fallu escalader des sommets, traverser des bruyères, pénétrer dans les gorges profondes. Pour ramener le fagot jusqu'à l'endroit on se poste le mata, il faut encore des heures. Ici encore, étant donné le régime auquel nous étions soumis, nous travaillions le corps tout nu, exposé aux égratignures des épines et des ronces. Par des temps pluvieux, la route était glissante et l'on faisait des chutes mortelles. Et il y avait des insectes, des abeilles qui piquent, des serpents venimeux, des moustiques. Il y avait surtout une variété de «moco do» il les poils collés à la peau déterminent des démangeaisons affreuses. Les poulles dont on se servait pour aller le bois de bout des moments pesaient 15 kilogrammes. Elles pouvaient à toutes minutes s'abattre sur le pauvre prisonnier. An début de 1931, l'inspecteur colonial envuyé par le gouvernement colonial e po voir le prisonnier n° 1007 nommé Tâm, mortellement frappé par les câbles de ces poulies.

Chaque jour, les 4 équipes du bagne devaient fournir 100m³ de bois valant 0$80 le mètre cube.

La récolte du corail (San-Hô)

Il s'agit d'une variété de corail de beancoup répandue que celle qu'on emploie dans la fabrication des bracelets et des boucles d'oreilles. Dans certains parages d'élection, ce corail touche le fond sous-marin de ses blocs de toutes les grosseurs. Il affecte les formes les plus bizarres, tantôt s'arrondit en essaues ou en poings, tantôt se hérisse en pointes, en « bois de chamois ou de cerf ». La récolte en comporte deux saisons, et selon la mouvement des marées, les pêcheurs partent du bague le soir à 1h. ou 2h., ou la nuit à 11h. ou 12h. Tous les mois, à partir du 24e jour, une équipe de 30 forçats est désignée qui travaillera à cette corvée dure et pénible. sons la conduite de 3 « ma-ta s et de 2 ou 3 esporaux. Dans deux chalands réservés pour cet usage spécial, nous devons transporter tant on aller lourd et compliqué : 2 gros fléaux, 4 petits fléaux, 3 cordages tressés de fibre de chanvre, 4 berres à mine, 20 piea, 60 paniers. Si c'est la nuit, il faut ajouter 20 torches faites en écorce de « bay » ou « vôlegra de 2 ms 5 m de la berge, et dans des endroits bien reconnus, on jette l'ancre. Tous tes forçats, depuis le départ, doivent se mettre complètement à nu. A un signal du « matas, ils doivent plonger sans tarder dans l'eau froide et profonde. La mer nous monte jusqu'à la poitrine, parfois jusqu'au cou. Et les « mats » exigeut de nous, à coups de bâton, un zèle excessif. Lentement, en tâtonnant à la lueur insuffisante de 3 ou 4 torches, nous nous déplaçons sur un sol accidenté et dangereux, à la recherche des blocs de corail. Nous nous déchirons les pieds aux pointes et aux lames, nous glissons sur des rochers mousseux, nous foulons des étoiles de mer visqueuses, des oursins épineux qui communiquent des sensations de douleur et de froid intenses et provoquent souvent l'évanouissement. Sitôt un bloc découvert, deux ou trois anciens bagnards, rompus au métier, s'occupent à pratiquer dans la pierre des trous qui faciliteront la récolte. Dans ces « bouches » profondes de 0m60 à 1m20, passeront les deux gros fléaux solidement attachés chacun à 3 fléaux-aviroes. Et la gymnastique légendre commence : montés sur ces leviers, nous exécutons à l'unisson des mouvements rythmiques et travaillons ainsi à soulever le cube de corail. Quelqu'un esquisse-t-il un geste faux, tout de suite il tombe à la renverse, et, sur les roches mises à découvert à la marée descendante, une telle chute peut nécessiter des ruptures de crâne ou tout au moins des fractures de jambe ou de bras.

Et il faut se presser, on n'a pas de temps à perdre. De 1929 à 1934, nous devions fournir chacun 40 blocs gros comme le casque ; en 1935, l'équipe doit remplir dans chalands cetiers. Chaque « insuffisance », chaque « défaillance » sera punie du cachot ou de la chaîne. La marée monte depuis longtemps et nous submerge de son eau froide « mats » nous obligent encore à prolonger le travail. Les plus malheureux jusqu'ici, c'ont été les 150 camarades de Sou-la, à leur arrivée à Poulo Condore. Ils étaient tous exténués de paludisme ; et malgré leur teint livide, leur ventre gonflé, on les envoyait à la récolte du corail. Quelques uns saisis d'un accès de fièvre en pleine mer, demandaient à se reposer une minute : pour toute réponse, les brutes de « mats » les accablaient de coups et d'injures « les salet » de kéch ! les hypocrites, ils nient faire les fainéants ! »

C'est ainsi qu'un capsbles d'endurer de pareilles persécutions, les camarades Trân Binh et Biêo se sont suicidés d'une manière atroce. Le premier s'est pendu à un arbre, sur la montagne qui s'étend derrière l'établissement Dng Hôi. Il est mort depuis des jours, la corde trempée d'eau de pluie a lâché te esclave du malheur qui gisait la paisure des renards et des corbeaux, qu'à la prison encore, on n'avait de lui aucune nouvelle. Nous étions alertés seulement quand le crâne de la victime a été ramené par le chien « Dôm » du capura Sau Phang n° 4581 ! Biêu est une fin encore plus tragique. Il monta sur l'arbre le plus haut de la Vôi, et là, il attendit le passage du Docteur Claude Bouvier et du Gardien en Chef Sante, pour leur servir une démonstration macabre et poignante ! devant eux, il se précipite droit sur les rochers, la tête la première, et mourut ainsi sur le champ ! Les deux camarades voulurent protester, par leur mort éclatant, contre le régime odieux sous lequel dépérissaient les détenus politiques. Protestation inefficace, car, par la suite, aucune amélioration n'eut lieu au profit des survivants.

Nous revenons de la récolte, vers 2 ou 3h du matin. Les chalands abordent l'île au débarcadère du Lo-Vdi, à 3km environ des pêcheries habituelles. Tout de suite, malgré une fatigue excédante, nous devons entrer les paniers de corail et les pics, les barres, les fléaux, au magasin. Et le soir déjà, dans la même journée, nous partons pour une nouvelle récolte !

Après des heures entières de travail dans l'eau salée, parmi les rochers et les ordres sous « mats », nous n'ou sommes point autorisés à prendre un bain, pas même une douche sommaire. Pour avoir demandé à se débarbouiller, Trân-van-Bich n° 210, Tang-van-Manh n° 6084, Nông-van-Loc n° 55-3, Trân-van-Thiêm n° 4870, Nguyên-van-Hoan n° 5248 etc... ont essuyé le cachot et les chaînes ai Bich a été battu jusqu'à l'évanouissement.

(A suivre)

« Imp. spéciale Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trinh văn-Phú

tirage 2.000 exemplaires

GOUV. GEN. INDOCHINE
N° A5147

1ère ANNÉE. N° 10 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 20 NOVEMBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiếu — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$50, — Adresser correspondances et mandats à M. Trinh Van Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28, Nguyễn Trãi - Hanoi

Les 6.000 mineurs de Campha sont dans le dernier état de misère physiologique.

Ils se sont mis en grève parce qu'ils ne peuvent plus souffrir.

A CAMPHA-MINE

L'INTRANSIGEANCE PATRONALE

provoque une grève de six mille mineurs

LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE SONT LAMENTABLES

Les six mille mineurs de Camphamine sont en grève depuis quelques jours.

C'est à la suite du refus de la Direction d'appliquer les lois sociales nouvellement promulguées en Indochine qu'ils ont pris cette détermination.

Mais pour connaître les causes véritables et profondes de ce conflit, il faut rappeler les conditions de travail qui ont été imposées aux mineurs, et qu'on ne veut pas changer malgré les nouvelles dispositions législatives.

A Campha, les ouvrières sont plus nombreuses que les ouvriers, parce que la main-d'œuvre féminine est meilleur marché.

Les coolies doivent commencer leur travail de 6 h. du matin jusqu'à 11 h. et de 13 h. jusqu'à 18h. La journée de travail est de 10 heures. Seulement les règlements exigent que tous les mineurs soient présents à 5h.30 du matin pour l'appel. Ceux-ci doivent par conséquent quitter leur demeure à 5 heures.

Leurs salaires sont de 15 cents à 24 cents par jour.

Et ils sont, de plus, soumis à ce chômage partiel. Ils travaillent en deux équipes. Chaque équipe ne peut travailler que trois jours par semaine alternativement avec l'autre. Un bon mineur ne gagne donc que 1$.50. Il n'est à dire 15 fr. par semaine. Les mineurs ne peuvent toucher leur premier mois de salaires, qui est retenu par la direction à titre de cautionnement.

Au bout d'une semaine de travail, la direction leur fait une avance en nature de quelques litres de riz mal décortiqué. On leur remet quelques cents pour acheter du cuoc mâm.

Pour le reste ils sont obligés d'emprunter à des usuraux transformés en usuriers. D'ailleurs pour avoir une place de coolie il faut offrir à ces chefs une cadeau convenable. Ainsi dès leur entrée dans la mine ils tombent déjà sous les griffes des vautours impitoyables. Ils sont devenus par la suite leurs véritables esclaves.

De plus, ceux qui veulent quitter la mine ne peuvent toucher le mois de salaire retenu par la direction. De sorte que les coolies doivent, en fait, travailler pendant un mois sans salaire pour la société. Ils sont encore obligés d'acheter eux-mêmes leurs instruments de travail.

Ils vivent dans des cases étroites et malsaines. Ils n'ont pas même le temps de se donner un bon repas.

Il y a à Campheport une infirmerie qui n'existe que de nom.

Les ouvriers qui se sont blessés au cours de leur travail ne sont même pas soignés. Ils peuvent mourir, ou leurs blessures infectées.

Il y a aussi un cinéma. Mais les ouvriers n'ont pas de son pour y aller. D'ailleurs, la fatigue de toute une journée de travail interrompue seulement de 11h. à midi ou de midi pour le repas, les terrasse littéralement la soir.

Ils payent tout très cher. La société leur vend le riz sous forme d'avance à défalquer sur leurs salaires, les sel leur vendent les allumettes, le tabac, le vaccinium tout cela à un prix supérieur aux prix courants.

Ce sont là les conditions de travail et de vie des ouvriers à Campha-port. A Camphamine, ces conditions sont beaucoup plus dures. Les ouvriers travaillent sur les versants des montagnes. Ils sont obligés de quitter leur maison plus tôt et d'y rentrer plus tard pour être à l'heure sur le chantier.

Ceux qui réclament ou demandent quelques améliorations sont durement punis. Ils sont expulsés, lejuriés par les surveillants, frappés parfois par les autorités locales.

Leur relance est esterrellement coefisquée.

Voilà objectivement quelles sont les conditions de travail des mineurs qui se sont mis pour le deuxième fois en grève avec une discipline et un ensemble qui démontre suffisamment leur profonde misère.

A ces malheureux qui luttent désespérément pour leur vie menacée d'une façon permanente par les dures conditions du travail qui leur sont imposées et par le constant spect de la maladie et de la faim, nous envoyons notre fraternelle solidarité. Nous leur demandons de garder leur calme, de se méfier des provocations patronales, d'organiser dans l'ordre et la discipline des comités de grève, de formuler nettement leurs revendications, d'envoyer à la direction une délégation ouvrière pour appuyer ces revendications, pour enfin, en un mot, se rapprocher avec les patrons, d'envoyer enfin ces revendications aux autorités locales, de les faire publier dans la presse.

Il faut que leur grève constitue un acte légitime et légal.

Elle doit être soutenue par tous ceux qui ne veulent plus voir dans ce pays un régime inhumain d'oppression et d'exploitation.

UN ACCIDENTÉ DE TRAVAIL

Il y a une dizaine de jours un homme a été admis à l'hôpital indigène du Protectorat. La fiche d'hospitalisation portait le nom de Ng. ubu-Tham, 35 ans cultivateur, né dans la province de Nom-Dinh.

Cet homme est maintenant mort et le maire a enregistré son décès.

Le mort est survenue le lendemain de son admission à l'hôpital. Cause du décès enregistrée par les autorités médicales : accident de travail, fracture de la 2e lombaire, enlouve vertébrale cessée.

L'homme avait trouvéllé comme coolie au compte du técheron Cu, employé à la Société cotonnière de Nam-Dinh.

L'accident, dit on, serait survenu au moment où le malheureux, chorrait les barres de fer, L'une de ces barres probablement serait tombée sur son dos dela la fracture enregistrée.

Sa femme n'était point prévenue. Quand le couvelle lui parvint, elle s'adressa au técheron Cu et obtint six piastres ou soixante francs d'indemelté.

Le mort est père de famille. Son plus grand enfent est âgé de 14 ans. Sa femme habite village do An-Duyên au buyen de Vu-Bau à 5 km de Nam-Dinh.

Vous lirez dans le prochain numéro :

La commission d'enquête et nous

Le fascisme et l'émancipation des peuples colonisés

Gandhi vu par un Hindou

Situation des libérés politiques

etc., etc.

Intervention officielle

La contre-autopsie de Hoang van-Ban A ÉTÉ FAITE

Dans le n° 7 de notre journal nous avons publié la lettre que nous avons reçue de un Résident Supérieur le lendemain du jour où l'ouvrier Hoang van-Ban fut trouvé mort dans son atelier.

L'enquête administrative concluait au suicide. Cependant les circonstances qui précédaient cette mort ont été, pour le moins, suspectes. Hoang van Ban, on se rappelle, était un scieur de long. Il avait cocore ses camarades participé à la grève du 18 Octobre, pour l'augmentation de leurs misérables salaires. Il fut arrêté ainsi que certains autres et coeduit é la Sûreté. On trouve sur lui un tract écrit à la coein.

Le soir du 22 Octobre on le trouve mort. Il s'était peut être suicidé

Monsieur le Résident Supérieur, répondont é notre lettre, nous signalait que le corps de Hoang van-Ban, d'après le résultat de la première autopsie, n'en portait aucune trace de violence même légère et Force ce nous était donc de croire que le suicide u eu lieu

Quelques jours plus tord l'offoire rebondit.

Le père du cenlcidé porta plainte. Il porait, d'après sa requête, que Hoang van Ban ne s'était pas donné la mort.

Il y a quinze jours un télégramm ministériel est venu.

Puis la contre autopsie a été décidée et exécutée

Pour le moment nous ignorons encore le résultat mais convenons que le ministère lui ne prend pas l'affaire de la même façon qu'ici. N'avons nous pas raison de dire que nous pourrions bien rendre tout de même quelque chose du Front populaire.

En Indochine, on a l'habitude de tenir peu compte de la vie d'un homme. Nous avons vu des hommes écrasés par les automobiles. Leur mort est souvent dédommagée de quelques dizaines de piastres. Nous avons vu l'affaire Bernedet nous voyons l'affaire de la Cotonnière : il le liste sera longue si nous relevons tous les cas.

L'attitude du ministère nous remet en confiance.

Pour le moment nous attendons les résultats officiels de la 2e enquête.

Poulo-Condore, la lerre des damnés

Pham-tuân-Tài un libéré politique du 9 Novembre sur son lit de mort à l'Hôpital Robin ou le cruelle vérité sur le régimo des bagnes indochinois.

MESURES INIQUES

A Haiphong, les libérés politiques sont fruetres dans leurs droits.

Le Commissaire de la Sûreté, au mépris du décret présidentiel en date du 29 Septembre 1936 leur accordant *remise totale de leur peine*, c'est-à-dire les libérant *sans condition*, cherche à leur imposer une sorte de surveillance administrative. Ainsi, ils ne pourraient se déplacer qu'avec autorisation prealable ; ils devraient chaque semaine se présenter au bureau de la Sûreté.

Et la trop zélé M. Boubal, après avoir instruit les nouveaux relaxés de ces mesures arbitrairement prises contre eux, ajoute : « Il faut vous y conformer faute de quoi je vous ferais emballer par mes agents, vous et votre voisinage. »

C'est là, a parler franchement, une provocation de la part de la police secrète, pourquoi veut-on appliquer des mesures de surveillance administrative ou d'interdiction de séjour à ceux que les tribunaux n'ont pas frappés de ces peines accessoires ? Ou invoquera, comme toujours, le principe de l'ordre. Nous nous demandons cependant si l'ordre dont et peut se maintenir ainsi, au moyen de supercheries et de violences.

On ne sait que reprocher aux révolutionnaires pour combler la sécurité collective. Mais d'autres ne la troublent ils pas d'autres qui s'en disent être les défenseurs — lorsqu'ils s'interrogent contre la droit et la justice ?

D'ailleurs, les vaincus ont été assez poursécutés pendant qu'ils étaient au bagne. Ce serait inhumain de s'acharner encore après eux.

Et le Gouvernement du Front Populaire lient-il à voir incomplètement libres les condamnés dont il a signé l'amnistie?

Et les masses laborieuses de France ont-elles arraché à l'omire et à l'ignominie des prisons leurs frères opprimés pour les laisser maintenant sous le barcèlement continuel des autorités administratives? Nous ne le croyons pas.

LA POLICE SIAMOISE a tiré sur les manifestants annamites

Deux morts et quatre vingts arrestations

Les émigrés annamites, au nombre de 40.000, sont, depuis les dernières années, traqués de tous les côtés comme des bêtes dangereuses par la police siamoise.

Au Siam comme partout ailleurs, la meutée des masses exploitées est irrémistible.

Vers 1932, les ouvriers et paysans siamois commençaient à faire leur apparition sur la scène politique. Des mouvements de mneses eurent lieu. Des grèves éclatèrent en peu partout.

Les grèves générales des caolica pousso, des employés de la compagnie des Tramways à Bangkok, des chemineots, des employés et coolies de l'Ante-Bangkok, des coolies du Port et enfin les dernières grèves des coolies des décortiqueries de Bangkok ont mis violemment la question ouvrière à l'ordre du jour pendant quatre ans.

Les payaaos se sont soelevés, dans les quatre provinces de Nakhon-pratihom.

En 1933, on a enregistré 12 manifestations paysannes.

Les marcheurs de la faim, au nacobre de quatre à cinq cents sont allés manifester à Bangkok ils réclamaient la réduction des fermages et l'amènagement des dettes.

Au lieu de rechercher les causes profondes de ces troubles dans les misérables conditions de travail et d'existence des masses ouvrières siamoises, le gouvernement siamois en rejeta naturellement la responsabilité sur la présence des éléments annamites sur son territoire.

C'est ainsi que ecux-ci ont été pourchassés de tous les côtés et considérés comme les fouteurs des désordres, comme les indésirables dont il faut à tout prix se débarrasser

Cette politique amène aujourd'hui le gouvernement siamois à faire fusiller par sa police les émigrés annamites qui ne demandent que travailler et vivre ce bous citoyens siamois.

M. Pham-Ta a demandé au gonvernement français d'intervenir.

Nous ne saurions qu'approuver cette initiative opportune.

Nous nous déclarons solidaires de toute protestation contre cet acte arbitraire du gouvernement siamois

Nous faisons appel à toos pour arracher nos frères émigrés des écoles siamoises.

Le drame de la Cotonnière de Nam-dinh

ENFIN ! LE SURVEILLANT G. MALTD EST ARRÊTÉ. QUE LA JUSTICE CONTINUE FERME ET SÉVÈRE POUR LE CRIMINEL !

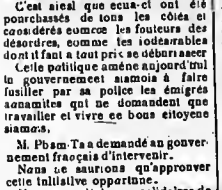
Reportage de notre envoyé spécial

Ainsi comme nous l'avons demandé dans notre numéro du 6 Novembre, l'arrestation du surveillant Georges Maltd est enfin confirmée. Une lettre de M. Tran dinh Sam, le mari de la victime nous apporte la nouvelle. Nous ne saurons que nous féliciter de la conséquence normale d'une affaire qui indigne tous les honnêtes gens.

Espérons que la justice continue son action ferme et sévère. Que sa condamnation puisse servir d'exemple à tous ceux qui s'arrogent le droit de brutaliser les salariés placés sous leur autorité.

Notre enquête n'en conserve pas moins sa valeur. Elle éclaire peut-être certains points obscurs que l'enquête administrative n'avait pas encore touchés. Elle sera comme un document de valeur pour notre revendication toujours actuelle : la pramulgation et l'application de véritables lois sociales en Indochine.

Nous n'oublions pas non plus, en ce qui concerne ce cte particulier, qu'une enquête soit menée sur les conditions de travail des 4.000 ouvriers de la Filature de Nom-Dinh. Des milliers de travailleurs attendent ce geste de la part du gouvernement. Leur journal ne "Le Travail" le demande en leur nom.



Mme Thi-Mâu la récente victime de Georges Maltd

Cette loi nouvelle se porte davantage sur la protection de la femme travailleuse. Sur le papier, elle est pourtant depuis le 1er Novembre. Seront-elle restée lettre morte parce que, déclarée applicable le jour des morts ? Qui veillera d'ailleurs à son application comme disait un de nos correspondants ?

Les faits se chargeront de répondre. En attendant, le 31 Octobre, c'est à dire à la veille du jour de l'application de la loi sociale particulière en Indochine, une jeune ouvrière, une femme de 19 ans, a été brutalisée sauvagement par une brute. L'enfant qu'elle portait en son sein est mort, mort à la suite des coups qu'a reçus sa mère.

Ce drame révoltant s'est passé dans une grande ville. C'est pour dire

(suite en 8e page)

Pourquoi nous enquérons ?

Un reportage ? Oui, j'y voie ! J'ai toujours accueilli avec joie la proposition d'un vo oge. Un reportage à Nam-Dinh n'est point pour me déplaire. Cette fois-ci j'ai o enquêter sur un drame, un de ces petits dra es qu'on appelle communément faits divers tant qu'ils sont courants en Indochine où l'on finit par s'habituer même à tout.

Les cas qui me vaut ce voyage n'est point cependant un cas ordinaire. Une jeune ouvrière o ceinte et travaillant à la Société cotonnière, a été frappée, il y o quelques jours, par un surveillant. Transportée évanouie à l'hôp tal indigène elle a donné naissance dans cet état d'inconscience o e à un enfant de 3 mois qui serait, dit-on, de sexe féminin.

Le fait, si brutal et si barbare, n'avait point indigné l'opinion. Peu renseignés, les quotidiens ne l'avait relaté que très superficiellement. Trop de détails manquaient et il nous est nécessaire de les avoir surtout en ce moment, où, obéissant à la volonté ministérielle, le gouvernement colonial déclare applicable en Indochine la nouvelle loi sociale, loi que nous estimons insuffisante pour les travailleurs de l'Indochine, conditions de vie continuent à rester misérables.

CHOSES VUES

RADOTAGES

Décidément, la Patrie Annamite ne pardonne pas aux Espagnols d'avoir fait leur monarque par terre. Elle ne pardonne pas à ces républicains impénitents d'avoir jeté dehors le roi de toutes les Espagnes. En guise de revanche, elle annonce d'un air de triomphe que les armées du général Franco sont à sept kilomètres de Madrid et déclare avec une satisfaction non dissimulée que le sort de la République espagn le est désormais réglé.

Comme il fallait bien s'y attendre, la P. A. tire de ces faits une « grande leçon », à savoir qu'un gouvernement qui n'a pas de tête au-dessus—l'éternelle rengaine naturellement—est voué à l'impuissance, à une faillite irrémédiable.

Au risque de déplaire à notre très digne confrère, nous lui dirons d'abord que un fait est un peu prématuré et que malgré tous les avantages apparents de Franco, avantages démesurément amplifiés par toute une bonde de publicistes à gages, le peuple espagnol, conscient de ses destinées et confiant en le Socialisme n'est pas loin d'avoir enfin raison du fléau fascisle.

Pourquoi la P. A. ne se borne-t-elle pas à découvrir des hauts faits aux ministres de la cour de Hué ? Quand elle se mêle de prêcher des leçons d'ordre et de discipline, elle a un petit air sotnie—nitoutshe éminemment comique. Juges-en plutôt : « Elle (la vérité—vérité selon la P. A. s'entend) enseigne qu'aucune entreprise ne peut être menée à bien si les participants ne savent pas agir dans l'ordre et dans la discipline et surtout s'ils n'ont pas la vertu d'obéissance ». Bcood ! Le peuple annamite sous peine de sombrer dans l'anorchie, doit donc posséder au plus haut degré la vertu d'obéissance. Obéissance à qui ? A quoi ? Mais à ses maîtres de l'heure que diable, à tous ses maîtres aux mandarins surtout, cette classe d'être que des esprits mal intentionnés disent vénale, exécrable et irrémédiablement abominable ; au régime établi, si inique qu'il soit, car ce qui est établi est sacré ou si vous préférez, il n'y a de sacré que ce qui est établi ; aux lois enfin, quels qu'elles soient, même celles de Mussolini à savoir que la France est le seul pays de tradition républicaine ? Qui eût cru que le Duce est fait pour venir à to recousse de le P. A. défaillante en mal d'argument ? La France, le seul pays de tradition républica ne ? Et bois ces rois, de Clovis à Louis XVI ? se demandera certes plus d'un lecteur. Ô lecteurs naïfs, je plains votre naïve lucidité. Croyiez-vous par hasard que pour faire gober des insomiés aux gens, on, ait besoin de respecter l'histoire ? Si, la France est devenue ce qu'elle est, entendez-vous, ce n'est pas parce qu'elle est un peuple conscient de son honneur, qui ne veut pas croupir dans la routine et les vices d'un régime néfaste à la dignité et au bonheur de l'individu, mais simplement parce qu'elle est ramme ça le seul pays de tradition républicaine.

Vous comprenez maintenant que la P. A. soit tout heureuse et tout aise de se rencontrer avec le Duce des Duces comme elle est toute fière de se rencontrer souvent » avec son Excellence Pham-Quynh au sujet des graves problèmes tels que celui du mandarinat. Vous comprenez aussi qu'elle ait fait si ouvertement la campagne en faveur du fasciste Caffa, candidat malheureux du Front colonial, bien qu'elle se soit écriée quelques jours plus tard « sans arrière-pensée aucune » sur Yoe Varenne !

Vous n'y verriez que du feu, que je ne songeois pas à vous le reprocher. Il faut en effet être spécialement doué comme notre serviteur pour saisir l'unité de la P. A. Son devise qui, à de certaines heures d'inspiration est : Monarchie, semble être en temps normal : Eclectisme. Elle reprend à satiété les théories de l'ancien directeur de la revue Nam-Phong tout en se défendant avec véhémence d'avoir quelque accointance que ca soit avec lui. Sa doctrine tous de sagesse. est surtout faite d'accommodements. Ce qui ne l'empêche pas de jeter dans ses moments de désarroi un « façause » qui fera trembler d'allégresse les mânes du grand Zola. Vous n'y entendez pas grand chose ? Heureux lecteurs, prenez-en votre parti. Vous ne saurez jamais concevoir tout le malheur que l'on a à connaître certain desvous.

LES TYPOS DE L'IMPRIMERIE DAC-LAP PROTESTENT CONTRE LE DÉTOURNEMENT DES LOIS OUVRIÈRES

L'application des lois sociales a donné lieu, à l'imprimerie Dac-Lap à Hué, commune en bien du centres industriels, à de lecidents mettant aux prises, patrons et ouvriers.

Le 14 courant, une circulaire de M. Bui huy-Tin Institue, en exécution de la loi, pour les types de aen autreprise, to coegà du dimanche ; mais, ue même-tempa, elle apécifie que la journée de cnugé,ne sera retribuas que pour les employés et non pour les nuvriers. Les typos lésés novaient presque assaiiot à la directiou une requête reveedi quant l'application intégrale des nuvvelles lois de protection du travail. L'intendant de la Maison, M. Miuh promet de régler la question ,quand il sera pris ses informations au Coremissariat de police. Après une attentin longue et infructueuse, les ouvriers s'rassemnt en feule, exigeet une réponse immédiate, se bazaut pour appuyer leurs demandes sur les textes même des lois sociales qui ont été peblées dans les journaux. Une ebaude discussion s'eugage, qui aboutit à la reconnaissance des droits ouvriers par le représentant de M. Bui huy-Tin. Les ouvriers pourtant n'ouu point complètement gaio de cause. On leur coocède le paiement du dimanche, par contre, on leur impose une majoration d'heures de travail : désormais, ils peineront par jour 40 minutes de plus. Les exploiteurs de l'imprimerie Dac-Làp s'eeggont ensuite dans la même voie que leurs sombiables, les patrons de la Confédération générale des producteurs français. Formés au même moule, ils défeodent leurs intérêts, pied à pied, et enteudent maiutenir les ouvriers dans la misère la plus abjecte.

Aussi bien, ce n'est pas pour la première fois qu'eu typos de Dac-Làp ont protesté contre les mesures d'offensive patronale. Il y a quatre mois, ils se sont mis en grève ; et trop faiblement organisés, ils ont essuyé la répression la plus ignoble : 2 ouvriers grévistes furent chassés. Plus récemment, ils ont cessé le travail pour demander la réintégration d'un de leurs camarades qui, rieu que parce qu'il a cessé par mégardu es plaquettu de numéro matriculé (ui uu un boulon, comme l'a dit notre précédent entrefilet), se vit exclu de son emploi.

Les typos sont littéralement soumis à un régime de « coepe réglée » qui les condamne à une vie très misérable ! Depuis la crise, les salaires supérieurs à 6$ ont baissé par 3 fois, 10 %, puis 15 %, puis 20 %. ! Ou uu gagne plus que 7$00 par mois, au lieu de 12$ ou 9$; 9$ au lieu de 16$ ou 21$. Et ces salaires de famine, eemmu nous avons l'occasion de le dire en passant, sont payés au compte-goutte, généralement, tous les 8 mois seelement. Ils sont encore une vingtaine, vendeurs, secrétaires, plantions, coolies balayeurs, à n'avoir pu toucher leur argent depuis le mois d'Août ? Les ouvriers hospitalisés ou chassés pour cause de maladie ne bénéficient d'aecuuu espèce d'indemnité. L'ouvrier Lê T. embauché depuis 1923, fut mis à la porte parcement et siuplement, parce qu'il est atteint de la tuberculose. Il n'est pas d'ailleurs le seul à être victimu des conditions les plus antihygiéniques du travail à t'atulier. Les camarades Loau, Dào, Dap. Thua, ont attrapé avant lui la mêmu maladie et l'ont précédé dans fa tombe !

La attealiou des apprentis est plus lamentable encore ! L'apprenti travaille bénévolement pendant les 3 premiers mois et ne touche 3$ par mois, qu'à partir du quatrième. Mais, bien souvent, pour une raison ou pour une autre, dès la fin de la période de travail gratuit, il est chessé. Chaqua anuée, à l'approche du Tét, une quinzaine d'apprentis, embauchés en vue de l'impression des calendriers Khanh-Hoà-Giam, sont exploités honteusement pendant 3 mois pour être renvoyés vers le mi-Den du quatrième. Le travail astsouuler ayant été expédié, l'entrepreneur n'a que laira du la main d'œuvre qu'il a en surplus.

Encore si les typos avaient leurs organisations, leurs syndicats ! ils auraient pu mener la lutte quotidienne en vue de refréner dans la mesure du possible l'exploitation patronale ! Mais isolés, à paine protégés par ou redimeut des lois sociales, ils sont livrés sans moyen de défense à la rapacité des capitalistes eans scrupule et sans pudeur.

Samedi 5 Décembre 1936

Théâtre Municipal de Hanoi

Soirée de bienfaisance

ou profit de l'Œuvre Tê-Sinh

organisée par M. Đỗ Mông-Hoi

Représentation des pièces : Cô Không Cay et Hai Vu Tông Tiên do Tông-Huyên

Metteur en Scène : Tam-Lang

Décorateur : Cân-Sinh et Nguyên

ARBITRAIRE ADMINISTRATIF

SANS MOTIF VALABLE

notre camarade TRAN-DINH-LONG vient d'être "refoulé" de la Cochinchine

En France on ne peut s'empêcher d'en sourire sceptique quand on entend un indochinois réclamer la liberté de circuler dans l'Indochine.

En effet, il apparaît inconcevable qu'un citeyen d'un pays ee peet aller à son gré d'un endroit à uu autre.

Cette ebese inconcevable existe pourtant ee Indochine française.

Obéissant, par reetine, à la vieille fermole politique « diviser poer régner » qui s'avère depeis leegtemps insffisece et seisible, l'administration coloniale dresse de soubreuses barrières entre les cinq pays de l'Ueion indochioeise.

D'abord,pour aller de Saïgou à Poom-Penh, à Vientiane, à Ilué ou à Tianel, le voyageur doit être muni en plue de la carte personnelle d'un titre d'identité. !

L'obtention de cette pièce qui tient lieu de passe-port est soumise à des formalités difficiles, parfois même impossibles à remplir.

L'acte de naissance. le casier judiciaire ne suffisent pas. Il faut un certificat d'origine et un certificat de bonnes vie et reœurs délivrés par les notables du village natal. Ici on voit toute la malignité de l'administration coloniale.

Chaque fois qu'elle veut eons refuser quelque chose, elle eons renvoie à nos fameux notables du village. Elle se décharge aieei de toute responsabilité, s'en lave les mains et nous laisse aux prises avee « tes eêtres s. fl n'y a rien de plus resiisaant que l'institution des notables telle qu'elle fanctieane actuellement.

Nous rencontrons moins de difficultés avec un Résidant ou administrateur de province qu'avec les notables de village.

Les psuvres gens qui ont qeitté dès l'enfance leur village natal sont ainsi dans l'impossibilité d'obtenir de ces no-

Le Gouverneur P. L. de la Cochinchine,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Vu le décret de 20 Octobre 1911 fixant les pouvoirs du Gouverneur de la Cochinchine et des Résidents Supérieurs en Indochine.
Vu la note no 5287—en date du 24 Septembre 1936, du chef local des services de Police.

Arrête :

Article 1er. — Le nommé
Tran-dinh-Long né le 1er Mars 1904 à Nam-Dinh ville (Tonkin).
Sera renvoyé dans son pays d'origine par mesure de Police.
Article 2. — Le Chef local des services de Police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Saïgon le 26 septembre 1936
Signé Rivoal

Pour ampliation.
Le Chef de Cabinet adjoint
Cachet et signature illisible.
Le Contrôleur, chef de la 1ère Section d'archives et de recherches, soussigné certifie avoir notifié ce jour partant à personne, à M. Trần-đình-Long le présent arrêté et lui en avoir laissé copie.

Saïgon le 6 Novembre 1936
Cachet et signé
Robert Perroche
Contrôleur de la Sûreté Générale

Nous soumettons ce cas à l'attention du Ministre des Colonies.

Evidemment ceci n'est pas un cas isolé. Des dizaines de milliers de personnes sont frappées de cette interdiction. Nous avons bien vu des flagellations manquées ; des ménages disloqués des fortunes détruites par cette mesure injustifiable.

Actuellement, dans le monde, uu vaste mouvement d'union est tenté, neien entre les peeples enioe entre les partis

Ici, ou continue d'appliquer une vieille formu'e qui suscite des haines et des divisions.

DANS LE SUD-D'ANNAM

Le régime des suspects sévit..

A Bieb-dieb, des suspects vieneent d'être arrêtés et jetés ee prison Leur crime ? Celui d'avuir la « tête dure », de ne pas loger dans la cervelle les mêmes idées que les agents gouvernementaux. Au cours de Septembre dernier, les habitants des régions de Tam quan, de Bong-Son, etc., ont eu l'audace de parler de Congrès Indochieois, de revendications ou d'autres choses du même geore. Ee baut lieu, ou s'informait. Les autorités provinciales faisaient une tournée d'épuration dans les villages; e leur arrivée dans chaque localité, ils s'eequiraat auprès des notables pour avoir la liste des « têtes dures », des mauvais esprits (Luyen-Tiep, un coudamné politique de Baomêthuot qui vient d'être gracié. Trân-khaeh ne aure coedsmeé politique qui a purgé sa peine, Vung, ue Se coudamné politique, libéré sous coudition, fureut, comme de jeste, mentionnés sur le carnet des indésirables! Ce qui est tout de même un peu trop lort, eeci, que les autorités ne se bornaient pas à de pareilles mesures d'intimidation.

Sur leur ordre, eos trois camarades furent mis en état d'arrestation et détenus à la prison préfectorale de Bôeg-eoe, en compagnie de deux autres indésirables, ieculpés aux aussi pour leurs opinions anti-gouvernementales !

A Qeang ngai, la terreur des années 30—31 continue. La persécution administrative s'acharne eoutre les suspects at libérés politiques. Cens ci sndurent des malversations de tonies sortes. Bien souvent, ils reçoivent l'ordre de vanir dans les maisons de veilleurs où ils sont gardés à vue. Un jour de septembre dernier, les frères Trần ky Truyên, seeien détenu de Baemêthuot et Trân ky Som, ancien détenu de Qaeng Ngai, à leur rejoar d'une conférence de Vu dinh Thuy, représentant du peuple s'arrêtèrent au pied d'un arbre pour lire le jouraal Tiêng Dân. Pour leur malheur le es doan passa juste à ce moment : il les dénonça par la suite aux autorités comme ayant des liens commuuistes. Comme l'enquête ne put établir aucune charge contre les suspects, l'accusateur se premit de prendre une « revanche » éclatante. Il fabriqua un drapeau rouge avec les inscriptions étranges: *Ngu chủu công sản* (Communisme des cinq parties du monde ?) et remourvla sa dénonciation contre ses victimes maquées. Le jeu cette fois lui réussit. Car sur le champ, les frères Trào et le lettré To pboeg- leur vieex père, furent arrêtés et envoyés à la prison provinciale. Pendant les 15 jours qui suivirent, au village de Chân Mê, un poste militaire fut établi et on soumit les habitants aux tracasseries de la loi martiale. Tous les passants furent requis de représenter leur carte d'impôt.

Toutes les personnes natives de Chân Mê et n'ayaot pas eer elles leur « passe port », tous les passants originaires des villages voisins, des villages étrangeras, furent mis en état d'arrestation et gardés so posts parfois pendant 5 ou 6 jooers. Au cours de ces roedes nocturnes, le sergeat Côug, coene pour sa cruauté et sa scélératesse accablait de bastonnades et d'injures, tous les habitants qui osaient éclairer leurs maisons.

La Qeseg ngai, vers les années 30-31, a été le théâtre d'un vaste mouvement communiste. On sait qu'à cette période, la province a été mise à feu et à sang par la répression féodale et impitoiable. Mais eous ne comprenons plus pourquoi, aujourd'hui, quand le calme est déjà revenu, les autorités coutinuent de terroriser la popaiation par des arrestations et opérations militaires préventives. Veulent-elles provoquer par ces moyens odieux des réactions populaires qui mouversient de nouvelles campagnes de répression Car enfin, il est clair qu'eo haut lieu, on est au courant des tablée ue. certificat de bonnes vis et mœurs. D'ailleurs ces-ci profitent de la moindre occaisne pour manifester leur puissance et exiger des eadeaux qui soet bien souvent au-dessus de la portée des requérants.

Nombraux soet ceux qui reeoecest à avoir leur titre d'identité. Ils sont aiesi condamnés à crever de faim ches eux sans avoir l'espoir de tenter nee eveieree ailleurs.

Et peis, même avec notre titre d'identité, ne peut vous « refouler », vous renvoyer dans votre « paye d'origine » d'un moment à l'autre sans avoir à invequer aucue motif.

C'est le régime du « boe plaisir » administratif.

Quand votre tête ne convient pas à la Sûreté on prend un arrêté et voes veiié reconduit à la « frenière » sous bonne escorte.

Le cas de notre camarade est encore plus scandaleux parce que les apparences égales ne sont même pas ménagées.

Il est arrivé à Saïgon, le 6 Novembre

La police l'arrête à la gare et l'emmeno au Commissariat du 1er, puis ensuite à la Sûreté où on lui notifia l'arrêté signé depuis le 26 Septembre 1936 par M. Rivoal, alors. gouverneur par intérim de la Cochinchine

Cet arrêté n'a même pas été publié dans le bulletin officiel de l'Indochine.

Par conséquent on applique à notre camarade un arrêté qui n'est pas exécutoire

L'arbitraire colonial va jusqu'à fouler aux pieds les minces apparences légales de ses actes.

Voici l'arrêté pour ainsi dire secret qui frappe illégalement notre camarade Long.

L'œuvre à entreprendre par le gouvernement de Front populaire en matière coloniale est l'œuvre d'unification.

Il faut « Unir pour régner »

Unir suivant les principes de la démocratie, de justice et d'humanité.

Unir autour des idées de liberté et d'égalité.

Aussi croyons-nous nécessaire et urgent de demauder au Ministre des Colonies la suppression de toute mesure susceptible d'entraver la réalisation si souhaitable pour la France comme pour l'Indochine de l'Unité indochinoise.

LE FRONT POPULAIRE ET NOUS

Nous n'ignorons pas qu'il existe une interdépendance entre la lutte des masses travailleuses métropolitaines et celles des masses coloniales. C'est pourquoi nous suivons aveo sympathie le combat que livre le peuple travailleur et démocrat que français contre le fascisme et les oligarchies financières et écoo omiques, combat qui s'est exprimé jusqu'à présent sous la forme de la cuelitun du Frunt Populaire.

Le Front Populaire a tuete notre sympathie cureme d'ailleurs uues sympathisons de tout autre ecaer avec le peuple espagnol qui lutte depuis deex mois pour défendre sa liberté contre les généraux felnes et fascistes.

Il s'agit ici mnies de cette sympathie naterelle qui relie les combattants de tuus les pays de mendu luitant pour le Pain, la Liberté et le Bien-Etre mais d'une analyse objective de notre attitude — que d'aucuns nees demandent de préciser — vis-à-vis du Frout Populaire.

Que l'on nous compreonu bien. Ce n'est pas parce que nous avons une sympathie à l'égard du Front Populaire en tant qu'expression de la lutte contre la réaction et le capitalisme — la plus grande de toute l'histoire de la IIIe République — que nous sommes obligés d'admettre commo parfait tout son programme.

Et ce n'est pas parce que nous avons cette sympathie que nous sommes forcés de nous lenrrer sor les possibilités de réalisation du Front Populaire. Car il est des choses que de par sa nature même, il ne ponrra réaliser sans compromettre sou exlstuce et son pouvoir.

Pour cette raison, nous pcosons qu'il est absurde d'attendre du Gouvernement du Front Populaire uoire émancipation.

Nous disons, au contraire, que notre héritiau sera le résultit des luttes que devront meoer les masses travailleusse Indochinoises. Car la colonisatioo et l'empriae impérialiste que subit l'Indochine ne cessent pas par le fait qu'il existe à l'bcuru actuelle uo Gouvernement dont le pouvoir est coudé par la volonté de la majorité du peuplo français.

Exactereeut coreme en France, l'existence d'un Gouvernement du Front Populaire ue reodiée en rien la structure même du régime capitaliste, bien que le rapport de forces peut être modifié. C'est ainsi que la prolétariat français n'a pas coodé au Gouvernement le soin de faire shoutir ses revendications légitimes, mais qu'un contraire il avait recors à l'arme directe de grève pour arracher au grand patronat des concessions écoo miques nécessaires à son existence matérielle.

Et il laisait cela non pas parce qu'il n'avait pas confiance au Gouvernement Blum qui vonsit d'être eppelé au pouvoir par es volouté méree, mais parce qu'il peusait, avec justie raison, qu'il est des batailles qu'un gouvernement même le plus sympathique à ses revendications ne peut pas gaguer seul, sans le coucours des masses lutéressées.

Ainsi nous ne pensons pas, qu'il faul remettre complètement su Gouvernement du Front Populaire le soin du faire aboutir nos revendiestions. Nous pensons au contraire que, si les masses travailleuses Indochinoises cessaieot la lutte, le Gouvernement actuel mal-gré tonte sa meilleure volenté ne pourrait pas se rendre maître de l'administration coloniale soitonne par tens ceux dont la situation pourrait comprire par la mise en œuvre d'une politique et économique actuel.

Cette attitude nous permettira d'éviter les déceptious provunant de ce qu'on attend irraisonnablement de réalisations qu'un Gouvernement, à cause de sa nature même, ne peut nous donner.

Nous n'oublions pas que notre émancipation ne dépendra que de nous. Nous n'oublions pas nou plus que notre lutte est toujours nécessaire pour appuyer l'œuvre gouvernementale dans la mesure où elle est conforme à la politique d'unification immédiate des conditions d'existence matérielle et morale des masses travailleuses.

Nous n'oublions pas enfin que le maximum de ce que nous attendons du Front Populaire est l'élargissement de nos conditions de lutte par l'octroi des libertés politiques et syndicales.

Le reste sera notre œuvre.

(Appel Indochinois, Paris n 2)

L'AMNISTIE DOIT ÊTRE COMPLÈTE ET TOTALE

DES CENTAINES DE DÉTENUS politiques gémissent encore dans l'enfer des bagnes

Enfin, les bagoe politiques commencent é entr'ouvrir leers portes et se résignent à rendre une partie de leurs pensonnaires à la vie libre et au grand air Plus de 800 détenus politiques viennent de réchapper des offiches à mort lente que sont les pénitenciers de Son-la et de Poulo-Condore. Cependant, les parties des bagnes, ne sont eecore qu'entr'ouvertes !

Le décret d'amnistie pourtant a été déjà promulgué. Et l'on sait que ce décret d'adaptation aux colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réenion et la Guyene ne comporte aucune restriction par rapport à le lei du 11 Août qui prévoit des catégories d'infractions qui constituent la matière classique du touta loi d'amnistie, à savoir les délits et contraventions en matière de réunion, d'élection, ceux prévus par les lois de la presse, en particulier les fameux décrets du 4 Octobre 1927, de 4 février et 20 Juin 1928, bénéficient en même temps d'une « amnistie pleine et entière ».

—Les infractions provenent d'outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique ;

Les infractions en matière de fabrication ou débit en détention ou distribution d'armes prohibées d'armes ou de munitions de guerre », d'une quantité quelconque de poudres, de « cartouches ou autres munitions de guerre ».

—Enfin les pillages, crimes, provocation de militaires à la révolte, commis dans des buts anarchistes et punis avec une particulière rigueur par la loi « scélérate » de 1894.

On voit bien que l'amnistie peut englober presque toutes les catégories d'infractions pour lesquelles les communistes et notamment les reconnus communistes se sont faits condamner. On espérait légitimement des effets plus radicaux de cette mesure décrétée par le Gouvernement du Front Populaire.

Mais les premières applications se sont avérées bien restreintes et partielles. Dans le cas où elles eraient en même temps les dernières ce que nous ne pensons point — elles seraient bien décevantes pour les masses Indochinoises qui ont attendu depuis des mois la mise en liberté de tous leurs défenseurs et militants. A Poulo-Condore où la plupart des bagnards ont été jugés par les juridictions Françaises, Cours criminelles ou Commissions criminelles, 235 détenus se meurent encore sous un régime trop connu pour ses inhumaines atrocités 108 d'entre eux ont bénéficié d'une diminution de peine, mesure de clémence dérisoire dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle ne fait que coufirmer les patients sur les Dns tragiques de leur vie de martyr. Quels espoirs, en effet, pourraient être réservés à des forçats débilee, tuberculeux, moribonds, qui volent leur peine de T. F. à perpétuité commuée en peine de .5 ans de détention ? Et ceux-là ne sont pas parmi les moins favorisés. Une bonne portion de nationalistes ou communiste condamnés par des juridictions d'exception semblent être tenus de purger jusqu'au bout leur ancienne peine. Le Gouvernement populaire se fait-il donc un devoir de conserver, de maintenir les scondaleux verdicts émanant des fameuses commissions criminelles, ces vestigeo attardés des temps moyen-âgeux ? Parmi ceux qui restent, il y en a pourtant qui devraient être libérés, même avec des décrets d'amnistie de portée plus restreinte. Ainsi, Hoang-Trac, le seul qui dépérisse encore au bagne, de toute la « promotion » des « conspirateurs » nationalistes de 1929, ainsi Dô van Dan âgé de 76 uns ; Nguyên van Phàu, le seul des aviateurs de Bach-Mai qui ne soit pas encore libéré ; Bùi công Troog, condamné à 15 ans de détention pour ses opinioos et son seul délit d'avoir émigré en Russie sans passeport ; enfin et surtout Trân xuân Nhi, Tang ba Phnoug, Nguyên van Ké, Nguyên van Vi, Qua, arrêtés à la suite d'accusations purement calomnieuses.

La Cour d'Annam, comme toujours, s'est montrée particulièrement réfractaire aux applications de la loi d'amnistie. Jusqu'ici, en effet, aucune décision n'a été prise en vue d'assurer l'efficnclié du décret ministériel. Aussi bien, les prisees et bagnes de l'Aenam ont toujours été jaloux de leur nombre arrecerdé de forçats.Ha-tinh:60 ;Lao Bao : 84; Ban-mê-Thuét : 140. Et il faudre y ajnuter le nombre des détenus des autres prieuns provinciales. Nous voudrions bien suvoir comment le Ministère de la justice de la Capitale, dunt bien des gens dans un but plus ou moins intéressé ont vanté bruyamment la ponctualité et les tendeoces libérales, comment ce Ministère, ee cette ocoureeee, justi-Dersit son silence et son inertie. Car, premièrement, le décret ministériel du 27 Août 1936 a stipelé expressément son application, dans les « colonies, *protectorats* et territoires sous mandats », à toutes les « *infractions aux dispositions du droit local* pour les faits de la nature de ceux visés é l'article 1er de la loi du 11 Août 1936 » ; — deuxièmement, ce décret a été promulgué en Indochine par un arrêté du Gouverneur Général, autrement dit de cette autorité hiérarchiquement supérieure qui a le droit de légiférer directement et unilatéralement pour tout le territoire de l'Union. Ou bien, par hasard, la justice mandrinale de l'Annam, pour motiver son abstention, se retrancherait-elle derrière cette considération que le décret d'amnistie, ne concernant que les *condamnés politiques*, ne saurait s'appliquer aux *condamnés « dits politiques »* la esaie variété sui generis que les Tribunaux Indigènes connaissent en dehors des condamnée de droit commun ? (1).

Des centaines de noe camarades souffrent encore aux bagnes, les uns pour avoir manifesté contre les lourds impôts,les autres pour avoir formé des ligues illégales, d'autres enDn rien que pour avoir épousé des opinions extrémistes qui ne plutesnt pas au gouvernement colonial. Ils continuent d'être en proie aux traitements les plus inhumains, et cela pendant que le Front Populaire règne en France. Et qu'on ne s'imagine que, depuis, sur les instructions du ministre, des modifications fussent apportées au régime de ces camps de concentration. A Lao bao, ce n'est qu'après des grèves et protestations réitérées qu'on a *promis* de distribuer du poisson frais, d'autoriser la lecture des journaux. A Ban-mê thuôt, les geôliers et gardes moi continuent de terroriser les condamnés. Le 24 août, à la suite de rudes coups de poings qu'il asséna à un détenu qui s'est permis de se laver les mains, le gardien en chef Moshine, suivi de quelques montagnards, fit brûler tone les effets de famitie dos prisondiere et soumettre les 12 paralysés aux punitione les plus Barbares. A Poulo-Condore, à la veille du départ des libérés, le gardien en chef du bagne lli, Chaussidière, a voulu de voir une partie des proies lui échappor, menaça ceux qui restaient de se dédommager sur eux, à coups de batonoette. Noe camarades ne vivent plus. Ils n'en peuvent plus, après des années d'atroces souffrances !

C'est dire combien une amnistie intégrale est indispensable ! Le Gouvernement du Front Populaire discerne-t-il toute l'urgence d'une telle mesure ?

De tégères bésitations, de légers retards, de ea part, pourront coûter la vie à bien des militants ouvriers et paysans de cette Indochine ! Qu'on libère sans délai nos frères qui ont déjà surabondamment expie le crime de s'être levés contre l'exploitation et l'oppression ! Que les portes des bagnes soient grandes ouvertes ! Et que le Ministre décrète sans délai la suppression de ces bagoes dignes des périodes de la plus noire barbarie, qui n'ont pu et ne pourraient jouer, d'autre rote que celui de perpétuer la barbarie et la honte.

(1) Les tribunaux annamites, en effet ignorent la terme de « condamné politique » et dénomment pudiquement ces condamnés sous le terme sui generis de « *condamné dit politique* ».

BONNETERIE MODERNE

CU-HIEN

76 Rue des Médicaments,

14 Rue Jules Ferry Hanoi

Production intensive ce chemisettes en pull over, avec les plus belles laines, les plus beaux coloris. Travail sur commande et en série.

Exécution très rapide. Prix défiant toute concurrence.

LA PHILOSOPHIE DU FRONT POPULAIRE

Depuis quelques années, on assiste à de grands changements dans la vie politique des peuples. A la mode de ces bouleversements des partis hétéroclites et de combinaisons sans fin qui déroutèrent toutes les prévisions, on n'a désormais dans tous les pays que deux blocs : d'un côté, le *Front de la Démocratie* et de l'autre la *Dictature fasciste*.

Englobés dans ces titres avec des éléments à tendance réformiste, les partis communistes paraissent n'être plus ce qu'ils étaient récemment ; ils ont abandonné beaucoup de leurs rigueurs primitives et adopté des mots d'ordre que nagères ils condamnaient.

Dans les milieux intellectuels petits bourgeois, généralement peu bouillés à la cause ouvrière, on s'accorde à reconnaître que la Marxisme est déjà aussi rance : trop « simpliste » dit-on pour expliquer les événements complexes de notre siècle. C'est ainsi que « La Flèche », organe de combat du Front Populaire a envisagé dans son numéro du 8-5-36 la fondation d'une nouvelle philosophie politique qui serait étudiée à dans la conjoncture économique et sociale actuelle s avec ses a conséquences politiques « (Fascisme et Front populaire) ».

Afin d'éclairer nos jeunes camarades sur un point le plus important do la l'idéologie socialiste et de dissiper une fois pour toutes, les erreurs possibles chez les gens malavisés, nous nous proposons aujourd'hui de faire au retour sur le marxisme pour mieux comprendre les données du problème actuel.

On se souvient que les deux plus grands théoriciens révolutionnaires du siècle dernier, et peut être de tous les siècles, K. Marx et Engels, restaient divisés, du moins durant les premiers temps de leur collaboration, sur ce point capital : à savoir si la révolution se fera par bond on par étapes successives.

Pour Engels qui semblait imprégné dès les premiers jours d'idées babouvistes, le régime capitaliste aboutira à un effondrement soudain qui marquera au même temps l'avènement de la classe prolétarienne. Il n'admettait pas de compromis ni d'état intermédiaire. Babœuf avait écrit en effet : « lorsque l'universalité des richesses se trouve englouties dans la main de quelques uns..., un bouleversement général dans le système des propriétés est inévitable » cette idée catastrophique fut reprise par Engels dans sa « théorie de l'armée insurrectionnelle ».

Après quelque hésitation au début, Marx rejeta définitivement cette conception pour celle de la « Révolution en permanences d'origine ébauquistes. Il estimait que le régime bourgeois est non seulement délaste à la classe prolétarienne mais encore incompatible aux intérêts des classes moyennes, petits bourgeois, paysans etc., et avant que le prolétariat ait pu le temps de s'organiser en masse homogène nécessaire à ce grand effort, ceux-ci ne doivent pas se laisser condamner eux appel ; il se révolteront. Et comme ils sont les plus nombreux, grâce à l'ollinances de tous les éléments révolutionnaires, ils vaincront facilement. Marx prévoyait que ce bouleversement qui peut être comparé à un phénomène géologique amènera à la surface plusieurs couches sociales d'apprimés réunis sous un gouvernement qui sera une république démocratie socialiste antreprit dit, c'est un phénomène du bonapartisme de l'époque transitoire.

Pour justifier cette assertion Marx nous montrait, par des documents tirés de l'histoire que le régime bourgeois du temps moderne n'a pas été lo résultat d'une lutte soudaine entre capitalistes et féodaux mais bien d'une longue série de conflits alternés de victoires, d'échecs tels que le déclare Marx do l'époque prérévolutionnaire le quel n'était déjà plus le même que celui du Moyen-âge. Par une loi du parallélisme des révolutions sociales, il conclut que la révolution prolétarienne devra prendre la même allure.

Mais, de même que les bourgeois au pouvoir ont trahi leurs compagnons d'armes, les serfs et les esclaves qui les soutenaient dans la lutte contre le Féodal, la classe moyenne une fois victorieuse trahira le prolétariat. Ainsi quand l'ennemi commun sera abattu le fruit du bataille se déplacera et la lutte deviendra ouverte entre la classe prolétarienne et la première. A ce moment, le gouvernement révolutionnaire installé à côté du gouvernement légal devra passer la lutte jusqu'à victoire complète et pour ce. Marx estimait que le procédé pacifique aura peu de chance de réussite.

Tel est le point de vue que Marx connu sous la fameux nom de « *théorie de la révolution en permanences* » qui fut définitivement adoptés au 1850 par le Comité central.

Pour apprécier la justesse de cette vue, citons en exemple, la révolution russe où la prise du pouvoir par les prolétaires a suivi à 3 mois d'intervalle, celle des Menchéviks du mois de Février. Par ailleurs, la Révolution espagnole qui se déroule à cette heure, dans son triple caractère politique économique et militaire semble prendre une allure plus simple avec la petite bourgeois. Les Républicains menacés du danger fasciste, débordés par les événements, cédant de plus en plus presque sans résistance la place aux partis extrémistes. Naturellement, quand la réaction fasciste aura été conjurée, le front populaire aura vécu c'est de l'avis même des leaders modérés de la Prenta popular. Ceci est dû à la circonstance particulière de la guerre civile, mais placée dans un autre milieu, la petite bourgeoisie espagnole n'aurait pas manqué de réagir énergiquement à cette évolution.

Cependant, dans la pratique la chose ne se passa pas toujours aussi simple. Parfois il y eut de vrai et tel cas de la révolution chinoise où le Kuoming tang chinois a trouvé le moyen d'en finir avec la collaboration communiste avant d'être réduit les der ières factions militaristes. Dans d'autres exemples, comme au Allemagne et en Italie, on a vu que par suite des erreurs de tactique, la classe moyenne s'est ralliée par la perspective d'une dictature prolétarienne s'est jotée dans les bras du grand espital pour roteurner leurs armes contre les prolétaires.

Devant ces défaites répétées, dans la course du monde vers l'abîme fasciste, la création d'un front unique des partiens de la Démocratie s'impose de toute sa rigueur et loin de déroger à l'idéologie marxiste, on voit comme il vient d'être dit plus haut que cette politique s'accorde de point en point avec elle ainsi qu'avec les exigences stratégiques actuelles.

L'expérience montre combien les effets en ont été salutaires pour parer au danger pressant, mais combien le rôle que joue le parti communiste au sein de ces partis plus ou moins réformistes et même antirévolutionnaires est délicat et périlleux. Tous les militants qui se font champions de cette politique en doivent être pleinement conscients.

Si Marx et Engels, si leurs contemporains n'ont parlé du fascisme qui est un produit tout à fait moderne. Le capitalisme arrivé à en dernière phase Impérialiste est en proie à une terrible crise qui menace en effondrement général. D'une part, les désordres économiques, la concurrence, les guerres pour les colonies indispensables à la vie des nations, de l'autre, les revendications ouvrières, la marée montante de la révolution, le capitalisme acculé, est obligé de se démasquer et de faire un effort suprême, il a recours à la dictature. Il se résigne ainsi à so donner en maître à la foi de force énergique, capable de parer momentanément la rente à la révolution et de remettre un peu d'ordre dans la raison qui nilait s'écrenler. Donc le fascisme n'est rien moins qu'un phénomène de la réaction capitaliste

Marx et Engels ont néanmoins prévu que la grande bourgeoisie pour revivre et s'adapter aux circonstances, ne reculerait pas d'utiliser contre les travailleurs, le lumpen prolétariat, et les aventuriers etc...

C'était en effet, dans la lie du peuple, dans cette armée de réprin de bellico, des créatures déchues, jetées dans la lillère de l'humanité par le régime spoliateur que les chefs fascistes ont toujours recruté leurs cadres et leurs troupes de choc. Hitler ne s'est il pas flatté plus d'une fois dans son Mein Kamft, d'avoir dispersé des milliers d'ouvriers manifestants avec quelques centaines seulement de ses fanatiques. Section d'Assaut composées uniquement de ces vagabonds qui ne sont bons à rien quand il s'agit de travailler, mais qui sont mieux outrainés dans le pugilisme et l'art des basses œuvres.

Ces personnes malsvisées peuvent voir dans le fascisme une renaissance ou un rajeunissement du capitalisme. En réalité, avec sa dictature personnalisée et sa négation internationalisme et le cortège de guerres fratricides, de famines qui s'ensuivent, il n'aggrave que ses contradictions.

Le fascisme n'est utile à la classe possédante qu'à l'instaure qu'autant que le lui permettent la faiblesse et l'anarchie des pays voisins : de même, les chefs fascistes ne peuvent s'entendre entre eux qu'au détriment des politiciens bafoués, non avertis. Aussitôt que les derniers hutins partagés, les derniers faibles sacrifiés, le fascisme n'a plus sa raison d'être. S'ils ne veulent pas de déverser entre eux—ce qui est plus probable—ils devront se désavouer eux-mêmes.

De même que l'impérialisme est la dernière phase du capitalisme, le fascisme est la dernière et ultime phase de l'impérialisme. Déjà il compte ses jours parce qu'il est condamné par l'histoire.

Mais désormais, le fascisme n'a plus aucune chance de succès dans les démocraties. Grâce à la formation des fronts populaires, le prolétariat est toujours en éveil et plus fort, plus uni que jamais, la classe moyenne et les petits paysans sont conscients de leur rôle. Ils sont prêts à verser leur sang pour la liberté. L'exemple du peuple espagnol en dit plus long qu'aucun discours.

Pour conclure cet article, je conclus que la profonde philosophie du Front populaire doit être trouvé dans le Marxisme et que celui-ci est éternellement vrai en dépit des vicissitudes du monde.

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires
Traitement rapide et efficace des Blennorragies
Résultats certains et rapides par le Traitement nouveau.
Facile et Radical
CABINET MÉDICAL
Dr Trần-Văn-Sang
78 Rue de Papier — HANOI

Le drame de la Cotonnière de Nam-Dinh

(suite de la 1ère page)

que les actes de ce genre sont si courants ici, que leurs auteurs se croient être sûrs de leur impunité et q e tant que les ouvriers n'ont pas le droit de s'organiser et de se défendre ils seront toujours les victimes de la fantaisie, de la brutalité et de la rapacité de leurs employeurs.

Notre enquête n'est pas encore parfaite en raison des moyens dont nous disposons actuellement. Elle jette néanmoins un peu plus de lumière sur le martyrologe de notre peuple. Elle appoie un peu plus notre thèse sur les lois sociales au Indochine. Elle démasquera les détracteurs de ces lois qui haïssent contre leur application. Elle fera dire que malgré eux, eux aussi contre eux les travailleurs s'organisent. Elle leur démontrera l'immense force de l'union des exploités. Force consciente, grandissante, inépuisable

En passant devant la Filature

Le beau temps semble favoriser mon voyage. Mon arrivée à Nam-dinh a été signalée. Qu'importe ! Pour un journaliste qui accomplit son devoir rien n'est impossible.

Avenue Clémenceau, nous passons devant la Filature. Les hauts bâtiments se dressent imposants et sombres Dans cette usine près de 4.000 ouvriers et ouvrières travaillent jour et nuit.

La Filature de Nam Dinh n'est qu'à ses débuts. Elle est la propriété de la Société coloniale du Tonkin. Fondée depuis Août, 1900, la Société, ou capital initial de 5.000 000 fr, exploite à Hanoi, Nam Dinh, Haip ong, Monkré et Yumanem trois filatures, un tissage et une teinturerie.

Depuis longtemps, l'usine de Nam-Dinh est entrée dans notre littérature. Il y a vingt ans déjà un écrivain avait dépeint la situation d'une paysanne engagée dans ce bagne. Tout jeune je lisais, ému, le récit que celle femme faisait à son mari le jour où elle lui avait montré de belles économies.

Je ne crois pas que les conditions de travail des ouvriers s'améliorent maintenant. La paysanne accidentée il y a vingt ans reparaît aujourd'hui sous la forme d'une jeune ouvrière de 19 ans. Comme autrefois et le travail le sous relâche de 6h d · matin à 6h du soir ou de 6h du soir à 6h du matin. Comme autrefois elle est brutalisée et plus que autrefois :

Jo veux en passant interroger un de ces bonshommes qui entrent. Il me dra peut-être comment on trava lle dans cette usine et comment s'est passé le drame. Quel joli un ge glisse à l'oreille : « Allez-là-bas à la cité ouvrière. Vous saurez exactement nous travaillons et comment nous souffrons ».

Camarade, merci de es renseignement. Je vais o lo cité ouvrière. Je dirai ou retour comment vons travailiez

Une demi-heure avec un exploité de la Cotonnière

Un sentier en zizs s me conduit à la cité de paillotes. Je sais dans la maine de la société ouvrière. Devant moi, derrière moi, autour de moi rien que des paillotes. C'est la cité ouvrière

Des êtres humains sortent et ren rent dans ces cases. Leurs traits trés, leur démarche pesante prouvent bien qu'ils ont rudement travaillé.

Bo jour, mon vieux ! Thi-Ï hutlet t elle pour ci ?

L'homme que j'ai interpelé lève ses yeux étonnés et baibutie une répo se. Je renouvelle ma question.

— Du« Travail ». Nous venons pour enquêter sur l'affaire Thi Mau, la jeune ouvrière bretelisée par ce fameux G. Maltd.

— Vous êtes du « Trevoil » ? Ah oui ! Entrez, entrez.

L'ouvrier pousso la porte de bambou et l'entre dans sa « maison ».

Ce n'est qu'une pièce de longue que large de 3m50 sur dix. Cinq lits de camp l'occupent entièrement.

— Vous avez une grande pièce, dis-je.

— Elle ne m'appartient pas totalement.

— Comment ?—

— Oui. Ici nous sommes cinq familles vivant en lit. Chaque famille n'a qu'un lit. Nous y mangeons, dormons et élevons nos enfants.

Je regarde ces lits de planches à paine robotées. Un bébé enveloppé dans les langes grises dort do son sommeil innocent. A côté de lui pêlemêle des vêtements, des assiettes, des bols, une malle... a dessus de lui sur un bamac une femme se repose.

Je ne mets sur un de ces lits. Mon hôte oppelle son fils et lui remet un sou pour acheter du thé.

— La maison, me dit-il, nous appartient. La Société ne nous donne que le terrain. S on est un famille on a un car é de 3m50 sur 4m. Parfois deux familles ont ensemble qu'un carré. C'est notre cas. Voyez.

— Il y a longtemps que vous demeurez ici ?

— Oui ! Mce parents travaillaient aussi à la Cotonière. Depuis longtemps nous domeerons ici ?

— La jeune Thi Mau habite-t-elle par l.i ?

— Non. Elle habitait avec ses parents rue Champeaux. Elle s'est mariéo l'année dernière avec un ouvrier de la Teinturerie et demeure chez son mari à 4 km d'ici.

A ce moment ou apporte du thé. Nous buvons. Mon hôte, mis en confiance, me dit :

— J'ai beaucoup voiru journal. Je ne peux pas tire le français mais je sais que Le Travail nous défend. Je comprends la difficulté pour nous de nous édnquer. La liberté de la presso n'existe pas chez nous. Tous les journaux annamites qui veulent nous défendre sont successivement interdits.

—En effet, dis-je, notre Tan-sa-boi a été interdit. Onne nous dit même pas pourquoi il doit cesser de paraître.

De sorte que nos plaintes ne sont plus enregisirées que par nLe Travail».

—Et savez vous pas nous luttons pour faire a pliquer do véritables lois sociales en Indochine ?

— Oui. Ici il n'en est pas ancors question. Nous travaillons toujours 12 heures par jour et nos salaires ne dépassent pas 0$25 si nous travaillons bien.

—Quelle impression a-t-on ici en ce qui concerne ces lois ?

— En bien ! ici on eu a peur. surtout chez les ouvrières. Nous craignons que ces lois seront mal interprétées dans notre usine. Il a été question de to mise en chôma o des milliers de femmes si elles ne doivent plus travailler la nuit.

— Sont-elles nombreuses ?

— Elles sont pl s de 2.000. Il y a des femmes, des jeunes filles ci même des enfants.

—Vous a-t-on parlé de congé payé ?

— Non. En tout cas, je n'ai pas entendu parler de congé payé. Le congé neus n'en connaissons pas encore chez nous.

Je veux encore interroger sur les conditions de vie él de travail de mes camarades de la cotonnière mais le temps me manque. Il faut aller encore à l'hôpital où je trouverai la jeune Thi Mau. Il est quatre heures moins vingt. A cinq heures je la verrai.

— Et Georges Maltd, dis-je à mon bôlo, le connaissez vous ?

— Oui ! Nous connaissons même trop. Il y a deux mois il était la terreur de la Filature B Beau oup de nos camarades ont été frappés et il y a eu des plaintes La direction a été obligée de suspendre son travail pendant 10 jours. Maintenant il est revenu. On lo case à la Filature A où il ne so corrige pas malgré ça, puisque Thi Mau...

— Comment interviert-il d'ordinaire, dons vo're travail ?

— Eh bien, il s'amène à nos machines. Si quelque chose le contrarie alors il s'en prend à toul le monde. Il prend n'importe quoi qui lui tombe sous la main pour frapper : des reins, des hâtons ; de préférence il utilise ses poings et ses pieds. Quand il se fâche tout rouge il tire même les cheveux et frappe sans s'arrêter

— Hoh-ï ?

— Oh, alors ! Je crois que oui ! Si vous le rencontrez l'après-midi par exem le, vous verrez. Il devient cynique, il distribue des coups tout en riant. Il est co o le de faire mal aux autres On dirait que c'est une bête féroce. Et il sent le vin ! ...

Quatre heures. Jo prends congé de mon aimable camarade. Je sors de la Cité de misère. Au seuil do sa demeure je le vois encore serrer « a Un bonjour à nos camarades du Travail ! »

Chez elle

La ponsse-pousse me porte cabin—cahs au village de My Trong. La jeune ouvrière habite avec son mari à 5km do Nam Dinh.

Jo frappe à la porte. Une vieille femme vient ouvrir. La qualité d'envoyé spécial du «Travail» me permet d'entrar immédiatement dons le sujet.

On se présente. Voici lo père de M. Thân dinh Sam, mari de Thi Mâu. Voici la mère. Salnts d'usage.

Le père est plus llamide. La mère nous reiste le dra me. Nous le savons :

« Monsieur, me dit-elle, j'étais interrée quand on n'apporta la nouvelle J'ai couru vite à l'hôpital mais je n'ai pas pu entrer A onze heures seulement on me perm t d'entrer. Oh, que j'ai eu peur. Ma fille, ma pauvre fille était sans connaissance et le sang coulait. .

« Monsieur, vous êtes bien généreux d'être venu demander ses nouvelles. Votre journal est certainement un très grand journal. Nous sommes trop faibles, nous ne savons que faire pour éviter ces malheurs ».

La malheureuse parle, parle. Les larmes coulent de ses yeux rouges. J'ai le cœur serré en l'écoutant. Le père boche sa tête et ne dit 'mot. Il approuve.

« A 4h35 de l'après-roldi exactement, continue t-elle, le fœtus fut retiré Ma belle fille reprit connaissance. Je m'approchai d'elle.

—As tu mal, mon enfant ? lui dis-je.

—J'ai mal, maman ! Il m'a beaucoup battu.

Elle me demanda un peu de potage Elle en mangea un peu et s'endormit.

« Vous comprenez, monsieur, que nous attend ons avec impatience notre premier paiti oofaui. Nous venons de le perdre. Pourquel est homme est si méchant. Ma belle fille ne fui a rien fait pourtant. »

Jo l'écoute toujours. Je laisse parler son cœur. Quand elle s'arrête, je lui dis :

—Il pourait que vous vous adressé une plainte on Résident de Franco et auc autre à l'Inspection du travail.

—Mais fils a déjà envoyé ces requêtes. Il est occupé à envoyer une autre à un journal. Ça doit être lo vôtre.

—Quello suite a-t-on donné à vos demandes ?

—Je crois que le tribunal d'ici est saisi. Le juge d'instruction (le bochaub) nous a déjà convoqué.

Une vieille pendule à ce moment sonne cinq heures. Je prends congé du père qui me dit les larmes aux yeux ; « Nous ne cachons rien. C'est la vérité,la stricte vérité. Aidez nous et faites savoir à vos lecteurs l'injustice que nous supportons. Je vous le promets. C'est tout au moins mon devoir. Je ne manquerai pas de le faire au revouant.

A l'hôpital

Madame Quy, la vieille maman me suit. Nous allons à l'hôpital.

—Ma fille, explique-t-elle, était d'abord admise dans une salle gratuite. Maintenant elle est dans une chambre payante.

Jouvre la porte et lui dit de passer. Sur la lit ana jeune femme dori. Son visage encadré dans un carré d'étoffe noire me frappe par son air atténué. Elle n'est morobide dans une convertura sombre. La première impression que j'ai est plutôt lugubre.

Madame Quy la réveille et me présente.

—Madamo, lui dis-je, le journal Le Travail dont je suis l'envoyé spéciat, me charge de vous envoyer sa sympathie! Il a sur votre affaire, publié déjà un premier article où il réclama l'arrestation de votre agresseur.

—Merci, me dit-elle doucement, comma si o'ù comprimo sa douleur en me parlant.

—Souffrez vous beaucoup ?

—Oui, monsieur. Il a été brutal. Il m'a frappée. Il a frappé mon camarade Gal... Il m'a lancé un coup de pied sur les côtes... il m'a giflée... le sang se mat immédiatement à couler...puis je ne sais plus...

Il est pénible à la voir.

—Il vent me mettre à la porte, continue t-elle. J'ai travaillé depuis longtemps à la Filature. J'avais huit ans quand je débutais. Ce que je gagnais je ne me rappelle même plus. C'était insignifiant. Après j'ai gagné 0p 30 par jour. Maintenant je gagne 0p 25.

—Il paraît qu'au moment do l'agression vous étiez en train de noner un fil qui s'était rompu.

—C'est vrai. Je me rappelle... Nous étions trois à surveiller une machine : le petit Cac, la jeune ouvrière Gal et moi. Les fils s'étaient rompus. Cac s'en allait se désaltérer, Gal et moi nous renouions les fils quand survint G Maltd qui nous intimait l'ordre d'aller chercher Cac, mais, trouvant que nous n'étions pas assez lestes ..il nous injuria, nous battit, Gal a eu des bleus sur ses épaules, quant à moi vous es vez le reste.

—Il semble que ce G. Maltd n'épargne personne. Il bat même sans raison.

—Il bai tout le monde. Chaque jour nous revoyons la même scène do brutalité. Personne n'est content de lui. Nous lui en voulons tous. Peur moi, j'ai toujours supporté ces misères quotidiennes. Que voulez-vous nous sommes faibles, nous autres, femmes. On est pauvre, nous. Si je ne travaille pas que ferai je ? Mon mari est en chômage depuis qu'il a perdu son travail à la Teinturerie. Le matin je me lève à 4h si je travaille le jour. Je ne roatre qu'à 10h du soir après 12 heures passées dans l'atelier...

J'aurais interrogé davantage si mon interlocutrice me m'avait pas paru trop fatiguée D'ailleurs, il ne faut pas trop importuner une malade.

Je me lève et prends congé d elle. Au moment où je la quitle je vois que de la rangée tombent des yeux, larmes de reconnoissance et d'émotion.

Le mari de la victime déclare :

« Vers 4h30 du matin, ce 31 Octobre, je dormais tranquillement quand on frappa violemment à ma porte. J'ull i ouvrir et je vis une ouvrière qui venait pour me prévenir de cette triste nouvelle : ma femme était brutalisée par un gardien surveillant, elle allait avorter et su une était en danger.

« Je cours vite à l'usine. Les ouvriers présents me racontèrent que vers 3h30 du matin, le surveillant Georges Maltd passa devant la machine où elle travaillait en compagnie d'une autre ouvrière et l'eu ouvrier. Ce dernier voulut se porter pour aller se rafraîchir « Ce départ exaspéra G.Maltd. Il abligea alors les deux femmes à voller à la recherche de l'absent. Le surveillant est « connu pour so brutalité partout il va « olloit, en le tenait comme une bête féroce.

« Il criait et tapageait. Ma femme voulait retourner un fil rompu avant de « porter. Elle ne termina pas encore « travail qui déjà G.Maltd sauta sur « elle et lui lança force gifles et coups « de pied. Enetiite, elle essayait de se « sauver mais un coup de pied « lancé ou ventre l'envoya par terre et « une abondante hémorrhagie se déclara.

« G. Maltd menaçait encore de to confidier aux ouvrières présentes lo ironsport prochain à l'hôpital.

« Je suis allé voir le criminel. C'était « un homme grand et maigre, vêtu d'un « complet kaki. Il laissait voir sur son « visage un air d'inquiétude. Les lunettes « cachaient mal ses yeux de fauve. Il « montrait ses dents blanches en cons « sont avec on chinois dans la lon ue de « ce dernier.

« Le chinois se tourna vers moi.

« — Vous êtes le mari de Thi Mâu, « dit-il en annamite.

« — Oui, répondis je.

« —Monsieur Georges Maltd,continuo « —I-il, veut vous prier de conseiller à « votre femme de déclarer qu'elle s'est « glissée dans l'escalier. Il n'a pas vou « lu faire exprès. Il lui donnera les mé « dicaments nécessaires et il paiera tous « les frais. Voulez-vous accepter ?

« Je n'avais pas accepté et je courus à « l'hôpital. Sur un lit mo femme se cou « chait le visage livide. Le sang coulait... « vaulait. Une sage-femme la transporta « à la matern ité. Un instant après on la « ramena Son visage était encore plus « effrayant o voir. On lui administra « une piqûre de médicament... Ce n'est « seulement qu'à 4h.' de l'après-midi « qu'elle put expulser le fœtus mort. Il « n'avait que trois mois. »

LES PLUS BEAUX PORTRAITS
sont signés :
HUONG-KY
PHOTO

CH. MAU'S
Tailleur et Chapelier
N° 18, Bd Dong-Khanh — HANOI
ASSURE : que la costume qu'il vous livre est parfait. Portez le pendant une semaine, et si ou bout de ce temps, vous en êtes pleinement satisfait, son but sera atteint.
S'ENGAGE : à vous le reprendre s'il an était autrement,

DONG-THUY
tissus draperies lainages
Gros et détail
78, Rue du Chanvre
HANOI TONKIN

Maison Du-quang
FONDÉE EN 1916
Pham-van-Giap
COUPEUR DIPLOMÉ DE L'ECOLE PROFESSIONNELLE DE COUPE & DE COUTURE A PARIS DIPLOME D'HONNEUR DE PARIS MEDAILLE EN OR DE PARIS
Tailleur civils et militaires
Rayon spécial pour dames
Stoppage
53, Bd Francis Garnier HANOI

LY-SENG-BAO
Bijoutene-Horlogerie-Lunetterie
42, Rue des Pantiers — HANOI
Foire de Saigon 1927
Diplome Médaille bronze
Foire da Hanoi 1928
Diplome d'honneur
Foire de Hanoi 1929 Diplome d'honneur-Médoille d'argent

Do-huu-Hieu
41, Rue du Chanvre-Hanoi
GRAND TAILLEUR
Diplomé de l'Ecole Internationale de Coups de PARIS
Présente à sa nombreuse et aimable clientèle ses exclusivités de tissus pour costumes d'hiver

Grand arrivage de tatnages pour Dames et Messieurs
X60C THẬP
23, Canteenais
HANOI
Pour l'an-tomna et Ph iv.r. 1936-37.
Prix intéressants

Lisez et faites lire
Le Travail

POULO CONDORE

(suite et fin)

Poulo condore, la terre des damnés

A tous nos camarades du bagne.
Vieux et jeunes, morts au vivants,
A ceux qui en sont revenus,
A ceux qui y gémissent encore,
Nous dédions cette page faite de leurs larmes et de leur sang de leurs angoisses, de leurs soupirs, de leur douleur, de leur espérance et aussi et surtout de leur ardeur combattive, toujours généreuse, jamais vaincue.

Le régime

B) L'alimentation et l'habillement

D'après le cahier des charges, notre ration de riz comporte 0.kg 750. En réalité elle est toujours réduite par les nombreux intermédiaires, et parfois qui nous revient est toujours mélangée à du sable, des cailloux, du paddy, de tesson à Notre poisson sec vient des pêcheries de Teuté-Sap, mais c'est une catégorie de poissons bien particulière quant à l'espèce et quant à la conservation : *Le khô-lore*, le *khô-loc*, le *khô-bông* sont réservés à l'aristocratie de l'île ; nous n'avons jamais reçu que du *co-com*, *ca sot*, *co thac-lac*, petits, osseux, décomposés ayant tourné sentant une odeur d'bulle repoussante. La ration de légumes est ce qu'il y a de plus effarant : ce sont tantôt des troncs de bananes sauvages, tachés grossièrement, tantôt du *rau muon*, du *rau cang cua*, du *rau dén* corlsca, toutes variétés qu'on fait récolter à la montagne, tantôt enfin des feuilles de patates vieilles, dures, qui résistent à la plus laborieuse mastication. Il y a bien de temps en temps des subergines, de la salade, des citrouilles, des courges etc. – qui viennent de Saïgon, mais, bien qu'elles soient mentionnées à l'article *«pour les condamnés»* dans le registre de l'alimentation, nous n'en avons jamais reconnu qu'une portion minime, la portion desséchée, pourrie, rongée des vermines. La saumure qu'on nous donne est naturellement de dernière qualité ; melée de sel, fraîsié d'eau aux 7/10 elle dégage des senteurs nauséabondes La graisse qu'on nous destine a été recueillie aux flancs des porcs rôtis, et pbor gagner en poids, elle est mélangée de farine. Quant à notre sel, nous le fabriquons nous-mêmes. Tout au long de l'année, comme les paysans français au moyen-Age, nous avons bien goûté une fois la viande et c'est à l'occasion de la fête du Tét. Il est vrai qu'à partir de 1935, à la suite des grèves protestataires, on nous a enfin cuisenti, en plus, 100gr de porc par semaine.

La durée réglementaire des repas est de 10 minutes. Passé ce temps, les « malas » et les gardiens nous font rentrer dans les salles à coup de cadouille. Les camarades qui, pour leur malheur, ont un mécanisme de déglutition peu expéditif, ne peuvent point finir leur ration. Alors à la hâte, ils emballent du riz dans leur serviette à tellette (!) et emportent le paquet précieux. Naturellement, ils ne peuvent le faire qu'avec la bienveillance des geôliers et il n'est pas rare de voir ces derniers s'emporter à votre manœuvre « malbennête » et vous jeter à terre votre riz, Cerocb, Tisoé, Menchador, Filon, Dôi-Thanh, le mata n° 39, Doi-Tra, sont connus par leur sévérité sur ce chapitre.

Dans les « équipes extérieures », le riz est confié au mata qui le distribue lui-même aux forçats. On s'imagioe facilement les abus que ces chefs d'équipes verscux pouvaient commettre aux dépens des prisonniers En 1933, Ôôi Dâu fut surpris en flagrant délit de vol de riz par le commissaire Vostroki. Pour toute sanction, on lui retira la cocsigne de surveiller la Bonverie. Et attention aux condamnés lésés qui oseraient protester Le cachot sera en pareil cas l'issue toviable réservée à leur plainte. Aussi, réduits à noe portion par trop insuffisante, devons-nous nous gever, pour nous parfir de riz de deux parties de tubercules ou de légumes.

Comme elle nous nourrit, c'est l'administration qui nous fournit nos vetements. Chaque année, au 14 Juillet et au Tét, on nous distribue à chacun un costume bleu en toile grossière, plutôt faufilé que confectionné. Comment voulez-vous que ce complet unique suffise pour nous protéger pendant six longs mois ! Avons-nous besoin de laver nos vêtements ? force nous est de nous mettre complètement à nu. Pour la plupart du temps aux camps des travaux, nous restons nus, et par malheur, nos vêtements sont mouillés par une pluie malencontreuse, ce sont des nuits entières de nudisme au bagne, même par les hivers les plus rigoureux. Les camarades débrouillards arrivent à s'envelopper le corps de quelque morceau de vieille natte. Ma foi ! ils n'en tombent sains ou malades, nous n'avons jamais connu les douceurs d'une convenance administrative ! Soumis à ce régime, logés dans des combles, chaque soir nous revenions du travail exténués de sable, de chaux de poussière, nous n'avions pas même pas le droit de nous baigner. Toute réclamation en ce sens valait aux prisonniers des coups de bâton ou autres sanctions plus terribles. .

C) Sanctions au sein du bagne

Au cours de notre exposé, nous avons plus d'une fois touché aux brutalités auxquelles les prisonniers sont en butte à tout moment. Pour compléter ces renseignements, nous mentionnerons encore les procédés couramment employés au pénitencier pour punir les « coupables »

Généralement pour des cas peu graves on supprime les « récréations » à l'intérieur de la prison, en enlève la ration du prisonnier et le secret au régime de la boulette, Mais il y a encore lect un échelon, de sanctions diabliques pour des fautes graves. Tantôt la prisonnier est tenu d'aller au travail ayant au pied une chaîne pesant 3kg500, en même deux chaînes pour une durée variant de 8 à 15 jours. Tel par exemple le cas de notre camarade Lê ngoc-Ba. Tantôt encore on l'enfoie à la décrépitude en au cachot.

Le décrotteur est le bagne où l'on enferme ceux qui ont tenté de s'évader en se sont rendus coupables de querelle, de bataille à l'intérieur du bagne. Le maison grillagée de fer et mesurant 15 m de long sur 10m de large comprend deux salles. Le dortoir et la décrépitude proprement dite. La décotlquerie possède 5 poulies à décotlquer faits de vieux tonneaux. Il faut 8 prisonniers pour pouvoir faire actionner chacun de ces moulins. Les décotriqueurs travaillent depuis 6h du matin jusqu'à 5h du soir, exchslués deux à deux. A toute heure c'est une poussière aveuglante et des prisonniers qui perdent la vue après avoir passé un an à la décortiquerie. Tel est le cas du Tôu-duc-Thang n° 1.289 ; de Tô-Chân n° 5.610, de Phan veu-Ngô n° 5270.

Le cachot est une cellule de 2m de long sur 1m50 de large percée d'une toute petite ouverture et entourée d'un grillage de fer. Le plancher est en ciment. Sur le grabat il y a deux nonsaux en fer. Le détenu est enchaîné et rivé.... toute la journée. Dix jours sur treize, il mange des bouleites. Après la pénitence, beaucoup de détenus ne peuvent plus marcher ni se tenir sur leurs jambes. Leurs yeux s'offensent au premier contact avec la lumière de l'extérieur. Notre camarade Dác-xuân-Mai y passé 90 jours. Les ouvertures restent fermées toute la journée, on les suir'ouvre à peine une minute aux heures du repas pour y glisser le riz de patient. Le plus souvent, il doit boire son eau avant de re evoir du riz. En 1930, 31 et 32, beaucoup de détenus se sont suppriaer leur ration 3 jours de suite. La 4e jour, on leur donnait une poignée de riz à peine décortiqué, le 5e jour seulement, ils avaient une bouteille. Des prisonniers moururent dans le cachot pendant leur pénitence tels les camarades Huân 5348 et Sol n° 5338

La lutte au bagne

Nous avons dit au mot du mouvement d'opposition des prisonniers contre le régime du bagne avant 1930. Nous lecteurs trouveront dans les lignes qui suivent l'historique sommaire de la lutte dirigée par les camarades entre les années 1930 et 1936.

Jusqu'en 1932, le nombre des condamnés déportés à Poulo Condore s'élevait jusqu'à 1500. Cependant par la suite, une partie fut dirigée sur Iuiul, d'autres moururent ; la plupart durent travailler dans les équipes extérieures (hors de l'enceinte du chef-lieu). Ainsi nous étions divisés, notre force, éparse et toute résistance était vaine. Par ailleurs, on avait soin de nous loger avec des prisonniers de droit commun. De fait, au début, cette politique a bien rapporté le résultat escompté par l'administration du pénitencier. Ces prisonniers de droit commun étaient pour la plupart des gens intraitables. Ils ne manquèrent donc aucune occasion pour nous brutaliser. Cependant, la vie en commun et l'esprit de sacrifice, le dévouement, la franchise des camarades faisaient preuve ne tardèrent pas à les gagner peu à peu à notre cause. Ils devinrent eux aussi coesclents de leur dignité, comprirent leur intérêt et acceptèrent de faire front commun avec nous pour imiter et nous réassistons à la tempeser notre point de vue, à liquider avec leur méthode de résistance qui consistait en des « putsbes » plus ou moins violents ayant pour tout résultat un assassinat et toutes les conséquences qu'il comportait. A partir de Juillet 1934, la solidarité s'affirma définitivement entre condamnés politiques et prisonniers de droit commun. Nous nous engagions alors sur le chemin de la lutte. Nous organisions des grèves perlées, des grèves, des grèves de faim. Ces grèves se comptaient par centaines. Il est impossible d'énumérer ici toutes ces grèves. Pour commencer, dans un convoi de transport de bois de Antai au four à charbon nous résistâmes contre les brutalités du gardien Ludowic de Lys, chef de la bouverie. Puis, une protestation générale par toute l'île en vue d'obtenir au meilleur régime alimentaire. Nous exigions qu'on ne donnât plus de ces poissons qui tournaient et de ces viandes pourries de bœuf malade. Nous réclamions ensuite la modification du régime au bagne. Le 3-3-1935, le directeur Crémazy, sur l'ordre du gouverneur de la Cochinchine arrête 120 des nôtres et les soferme aux salles réfractaires n°s 6 et 7, encbaînés deux à deux.

Cependant le mouvement des grèves s'étendit, s'amplifia, reçenon démormais comme la seule méthode efficace par tout le bagne. Les grèves se firent de plus en plus fréquentes. On s'opposait contre les brutalités des « mata », ou réclamait les droits de se baigner, on exigeait d'autres médecins, une lumière plus éclairante dans la salle. Lors de la mort du vieux Tâi et du vieux Môi, nous protestâmes dans un commun accord contre leurs assassins le gardien Cantin et le Mata Ksog Neeg. On réclama ensuite le régime politique au bagne. Le Directeur Crémazy et le gardien chef Cristiani nous déclarèrent « Nous mesquetons vent répondre à ces réclamatiles » Néanmoins devant notre attitude énergique, ils cédèrent et nous accordèrent certains droits jusque là inconnus au bagne. Ces avantages conquis parcelle par parcelle ne faisaient qu'encourager l'ardeur combattive de tous et les demi-réformes de Crémazy étaient loin de satisfaire aux exigences de 2500 détenus. En mars 1936, Crémazy partit en congé, Claude Bouvier revint le remplacer après un an de séjour en Frauca. Cet « assaut » n'était pas au cours et de ce qui s'était passé dans l'île en son absence. Il continua en pelllique brutale de nagaère et ordonna à ses satellites de nous malmener.

Les mata Ben-Sen, Rogueu, Caulio, Vlat et Thaub se chargèrent d'exécuter ses ordres et retirèrent peu à peu leus nos droits. La lutte de nouveau s'engagea plus acharnée. De nouveau, des grèves de faim éclatèrent et durèrent 9 jours aux bagnes des politiques et jusqu'à 6 jours aux bagnes des prisonniers de droit commun. Bouvier riposta par la terrcer frappa brutalement un chinois du nom Khâe n° 5930. Le pauvre camarade trouva la mort dans cette grève (18 mars). Le 27 et le 28 mai, après la victoire de front populaire en France, on déclencha une nouvelle grève. On rédigea des vœux adressés au président du conseil, au ministre des colonies et au gouverneur de la Cochinchine. On réclama l'amnistie intégrale, le régime politique aux condamnés politiques et l'amélioration du régime pour tous les bagnards.

Le 31 mai, Bouvier avec ses mesquetions s'efforça de nous réduire. Cette réaction sanglante a été relatée dans l'organe des travailleurs de la Cochinchine : La Lutte. Des centaines de camarades furent blessés et transportés à l'hôpital. Le 11-8, une nouvelle grève fut déclenchée pour rappeler les revendications des 27 et 28 mai et réclamer l'amnistie intégrale.

Un mot pour conclure avec cette première partie de nos pages des condamnés :

Le régime au bagne est un régime moyen-âgeux.

L'amnistie n'est que partielle.

A l'heure actuelle, il reste encore à Poulo Condore plus de 200 condamnés qui attendent impatiemment les mesures de grâce inscrites sur le programme du front populaire.

Et nous adressons un appel pressant à toutes les volontés agissantes de France et d'Indochine ; au comité d'amnistie des prisonniers politiques indochinois ; à la Section Française du Secours Rouge International pour que l'amnistie soit appliquée intégralement sur la terre d'Indochine.

Huê Dân
NGUYÊN - VAN-QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — Hanoi
De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvant notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Verrerie Lampisterie
THANH-DUC
dit
TRINH - ĐINH - KÍNH
65 — Rue des Paniers, Hanoi

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard François-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à
BUU-THO-BUU'ONG
244 Route de Hué
Hanoi
Traitement antiphlogistique
Traitement suppressif
Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Employez la peinture
Gecko
22 place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire : PHÔNG-NHU-CU'ONG

» ... Nous devons avant tout savoir apprécier les hommes, apprécier les cadres, apprécier chaque travailleur pouvant être utile à notre œuvre commune. Il faut enfin comprendre que de tous les capitaux de valeur existant dans le monde, le plus précieux et le plus désiré ce sont les hommes, les cadres. »

C'est sous le signe de ces paroles de Staline que commence une nouvelle étape de la marche triomphale du socialisme, qui scelle la desunée de l'argument des ennemis du socialisme, selon lequel ce dernier « tue l'individu ».

On combattit et on combat encore l'Union soviétique au nom de la « personnalité », au nom de l'individualisme. Le socialisme a tué l'individu ». La personnalité se perd dans la masse. Tout en lançant de pareils arguments, on essaie de réchauffer les caricatures des vieilles sieples petites-bourgeoises. On essaie de présenter la vie sous le socialisme comme un état de choses où tous les hommes sont habillés uniformément, où tous reçoivent les mêmes plats à leurs repas. On n'aurait pas besoin de s'occuper de ces inventions imbéciles si elles n'étaient pas assez opiniâtrement répandues, au point de trouver créance parmi de nombreuses couches de petits bourgeois travailleurs. Quand parurent dans la presse les premières nouvelles de la grande enquête publique mécanisée — dont l'importance consistait en ce qu'elle libérait des centaines de milliers de femmes prolétariennes de l'atmosphère de la cuisine, mortelle pour l'esprit, et qu'elle leur permettait de déployer entièrement leur personnalité — nous reçumes de l'étranger des questions du genre de celle-ci : « Et si par exemple je veux manger aujourd'hui des épinards, alors que la grande cuisine n'offre comme légume que des carottes ? Nous pûmes à l'époque assurer nos correspondants que personne ne les obligerait à manger des carottes parce que les grandes cuisines joignaient aux avantages du ravitaillement de largea masses ceux du choix le plus large. Mais nous posâmes la question inverse : « Et quand dans les pays capitalistes, l'un des dixièmes de millions de chômeurs ou l'un des centaines de millions d'ouvriers mal payés, de petits bourgeois appauvris veut manger du rôti de porc alors que ses possibilités financières ne lui permettent qu'une aqueuse soupe aux pommes de terre ? Que devient alors l'individualisme dans l'« art culinaire ? »

Une réfutation décisive des arguments petita-bourgeois contre le socialisme

Le socialisme développe la personnalité de l'homme

par L. F. BOROSS

Les questions de ce genre se font de plus en plus rares. Mais elles caractérisent la peur native de maints petits bourgeois : celle que le socialisme, le communisme apportent une vie de casarne, une vie sans âme, dans laquelle l'homme ne serait que le rouage de quelque machinerie sociale anpré-humaine.

D'où proviennent ces idées ? Certainement pas du développement de la vie soviétique, avec toute sa vérité. Ces idées reposent sur le fait que, dans ses conceptions sociales, le petit bourgeois ne peut que fort difficilement s'élever au-dessus de ce qu'il voit autour de lui dans es vie quotidienne. Ses conceptions sociales sont de même nature que ses conceptions religieuses. La vie au ciel lui apparaît comme la vie de la bourgeoisie, peut-être meilleure d'un degré, peut-être même encore plus dépouvue de souci. Les idées qu'il se fait de l'enfer sont comme la généralisation de la vie d'un ouvrier des hauts fourneaux, at même pis, le « pêcheur » n'étant pas soulement obligé de travailler à mort dans une chaleur insupportable, mais devant rôtir en personne dans le haol fournesa. Et le socialisme lui-même n'apparaît aux yeux de ce petit bourgeois que comme une grande fabrique capitaliste dans laquelle l'ouvrier n'est effectivement considéré que comme un rouage inanimé de la grande machinerie. L'homme qui lui ont été assure une belle vie, une vie de bien-être et colorée, le capitaliste avec tout son eclonrage immédiat de privilégiés, disparaît ; il ne reste dans le socialisme que la fabrique avec la sombre masse de fer, de bois de chair humaine et de sang humain. L'homme qui commande disparaît. La machine sans vie, la machinerie de la société entre en jeu à sa place. Telle est l'idée que se fait du socialisme plea d'un petit bourgeois. C'est là le fruit d'un siècle d'agitation antisocialista.

C'est aussi au nom de la personnalité, de l'individu, que combattent l'Union soviétique les gens qui on bien n'ont pas été habitués, ou bien ont été désabitués par la bourgeoisie à considérer l'ouvrier, le travailleur, comme un homme, comme un être ayant sa propre personnalité. C'est au nom de la personnalité que combattent l'Union soviétique les gens qui ont fait reproduire le poème suivant dans l'organe caniral de leur parti (parti national-socialiste allamand) :

« Je hais la masse.
» Petite vile.
» La nuqee baissée,
» Qui mange, et dort, et fait des enfants.
» Je hais la masse.
» Qui croit en moi aujourd'hui.
» Débile docile.
» Et qui demain m'arrachera le cœur (!)

Si l'individualisme signifie : « Je fais ce que je veux et des dizaines, des centaines et des milliers d'hommes ne travailleut que pour moi-seul » – alors cet individualisme-là ce droit à la personnalité, a bien été détruit en Union soviétique. Nous ne pouvons pas discuter avec des gens qui réclament un pareil droit à la personnalité, qui redoutent la perte de ce « droit de l'homme » à la suite de la révolution prolétarienne. Pour ces gens-là nous n'avons pas la moindre consolation en réserve. Mais il existe aussi parmi les travailleurs et surtout parmi les petits bourgeois et les intellectuels des gens qui par parcsse de leur logique, ne veulent pas comprendre la chose suivante : Si, à la tête de tous les travailleurs, les ouvriers obassent les capitalistes de la machine et de l'appareil d'Etat, ce ne sont pas les machines qui régneront, mais les millions de travailleurs eux-mêmes, en chair et en os : l'ouvrier et, sous sa direction révolutionnaire le paysan travailleur, l'artisan, le professeur, le médecin, l'ingénieur, l'écrivain, l'artiste, le savant. Le pouvoir écherra aux hommes vivants, dont la plupart n'étaient pas considérés comme tels auparavant, et qui auront renversé l'ancien régime justement parce qu'ils sont des hommes et qu'ils entendent vivre comme des hommes et faire valoir leur personnalité humaine. Le pouvoir sera pris par l'homme qui travaille.

Parfaitement, il veut aussi manger, et dormir et faire des enfants, bien que le fascisme, expression la plus crue du capitalisme agonisant, lui ôterait volontiers, s'il le pouvait ces derniers restes d'activité personnelle. Le mépris et la haine de la bourgeoisie pour les masses dans la période des révolutions prolétariennes ce sont pas nouveaux. Au XVIe siècle, quand les révolutions paysannes menacèrent le régime féodal, l'auteur de la législation des seigneurs féodaux bourgeois commentait à peu près de la façon suivante les mesures cruelles prises contre la paysannerie : Les paysans ont tous un seul exception méritée qu'on les exterminât, mais il ne serait reste personne pour travailler les champs. C'est avec une conception analogue que la bourgeoisie achève son règne. Elle l'a commencé au nom de la liberté et a asservi les masses. Elle disait : « Egalité et » attache aux masses la dernière bouchée de pain ; elle disait ; « Fraternité et a créé les lois fascistes du travail.

Les travailleurs veulent aussi manger et ils veulent manger plus que le capitalisme ne leur donne à manger. Ils veulent également dormir et dormir plus, plus tranquillement, plus commodément qu'il ne leur est donné de dormir sous le capitalisme. Ils veulent aussi engendrer des enfants, mais faire d'eux des hommes, non pas des hommes superfius, mais des hommes heureux, d'une société heureuse. Et ils veulent encore plus : Ils veulent disposer eux-mêmes de tout ce qu'ils créent ; ils veulent jouir eux-mêmes de tous les biens matériels et culturels qui embellissent la vie humaine. Ils ne veulent pas être des rouages mais des hommes, des personnalités, des individus. Voilà ce qui animait les masses en Novembre 1917 quand elles prirent le pouvoir. Si elles avaient voulu mener une vie uniforme de phalanstères, il n'y aurait pas eu besoin d'une révolution pleine de sacrifices. Uniformité de la vie ? Casernes ? Maisons-casernes ? Maisons uniformément misérables ? Vêtements uniformément rapiécés? Nourriture pitayable ? Mais c'est le lot des millions d'êtres sous le capitalisme. La misère est la chose la plus uniforme du monde. Oe cette uniformité, de cette misère de l'exploitation capitaliste, les masses travailleuses de Resste se sont libérées par la révolution de 1917. Elles ont renversé l'ordre bourgeois parce que d'esclaves, d'objets sans vla de l'exploitation capitaliste, elles voulaient devenir maîtresses de leur propra vie. Tela été le sens le plus intime, le sens humain de la révolution prolétarienne ! Tela été la plus intime, le sens humain de l'édification socialiste. La classe ouvrière de l'Union soviétique a tuté et lutte afin de conquérir cela pour elle-même et pour les travailleurs du monde entier. Le discours de Staline ouvre une nouvelle étape dans la lutte pour la mise en valeur de la personnalité de l'homme qui travaille, du créteur du socialisme. Il fournit les directives pour l'étape prochaine de parachèvement de la société sans classes.

(1) « Volkischer Béobachter » du 27 janvier 1923.

Imp. spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant. Trinh Văn-Phú

1ère ANNÉE — N° 11 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 27 NOVEMBRE 1936

DÉPÔT LÉGAL INDOCHINE N°A 5147

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiếc — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$50, — Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28, NguyễnTrãi — Hanoi

«La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable, si les ouvriers ne sont pas habitués à agir contre TOUT abus, toute manifestation arbitraire d'oppression, de violence, QUELLES QUE SOIENT LES CLASSES qui en sont victimes.»

Le prolétariat en lutte

Nous avons vu qu'un conflit inévitable — qui approche actuellement de l'état aigu — s'est déclaré entre les idées libérales dont se réclame la politique coloniale du Front populaire et les intérêts particuliers qui se croient menacés.

Une coalition de ces intérêts se produit.

La Société des Missions Etrangères a des intérêts intimement enchevêtrés avec ceux des entreprises financières et industrielles coloniales.

Avec celles-ci, elle tente de maintenir une politique indigène de domination et d'exploitation à outrance.

Usant de leur pouvoir, elles ont agi sur le gouvernement colonial dans le sens le plus favorable à leur prospérité immédiate.

Le « Comité de l'Industrie et du Commerce de l'Indochine » qui représente un nombre imposant de milliards, groupe les principales firmes de l'Union indochinoise.

Il tient en mains les journaux coloniaux de la métropole et prétend dicter ses volontés au Parlement et au gouvernement.

Ces deux groupes d'hommes d'affaires et de financiers camouflés considèrent l'Indochine comme leur fief, ils veulent y pratiquer une chasse gardée.

La presse du Tonkin est à peu près entre les mains de la mission catholique ou des capitalistes dont le dévouement lui est acquis.

« L'Avenir du Tonkin », le plus grand journal dans ce pays où la presse républicaine est presque inexistante, devient de plus en plus arrogant de plus en plus cynique.

La mission a su y placer un homme de paille à qui elle a assuré une fort belle situation.

Cet homme a pris l'engagement de défendre jusqu'à la mort les intérêts de ses commanditaires, de rompre sans relâche des lances en leur faveur, de préparer, par l'emploi des moyens les plus vils, la perte de ceux qui entravent ou retardent leur prospérité.

Depuis l'avènement du gouvernement de Front populaire, il ne cesse de vilipender quotidiennement les hommes politiques de gauche, de traiter Mauriet, Blum d'illuminés, de fous, de cabotins qui déshonorent la France, de présenter Vincent Auriol comme un escroc d'envergure.

Récemment, il n'hésite pas à calomnier lâchement la mémoire de Salangro, d'injurier un mort, de traiter un courageux soldat de déserteur, alors que lui était un des embusqués de l'arrière pendant la guerre.

Cette impudence s'attire une réplique cinglante de la **Tribune républicaine**.

Mais ce n'est pas encore fini. Toutes les forces réplicaines vont se regrouper pour combattre jusqu'au bout les influences occultes et néfastes de ces individus malfaisants.

Il ne faut pas que l'Indochine devienne le foyer du fascisme sanglant.

(suite en 2e page)

C'est avec une douloureuse émotion que les Républicains du Tonkin, sans distinction de nuances et de partis, ont appris la nouvelle de la fin soudaine et tragique de **ROGER SALENGRO**, Député-Maire de Lille, Ministre de l'Intérieur du Cabinet de Front Populaire.

Ecœuré par la campagne infâme menée contre lui par la Presse Fasciste, aurmené par la vie trépidante que lui imposaient les importantes et délicates fonctions auxquelles l'avaient appelé la confiance de Léon Blum et du Front Populaire, **ROGER SALENGRO** qui me fut *ni un déserteur, ni un lâche, ni un traître* s'est donné volontairement la mort, à l'âge de 46 ans.

La Fédération Socialiste du Nord et le Parti S. F. I. O. tout entier perdent en lui un chef estimé et aimé, qui s'était donné corps et âme à la cause de la classe ouvrière.

Nous saluons bien bas la dépouille mortelle de celui qui fut un *militant* dans toute l'acception du terme et qui aurait donné sa vie, avec joie, pour le triomphe du Socialisme.

Anathème sur tous les misérables qui n'ont pas hésité, pour tenter d'abattre un adversaire politique, à mener contre **ROGER SALENGRO**, la plus lâche, la plus vile, la plus abjecte des campagnes ; ils portent la responsabilité de sa mort.

LE TRAVAIL

Notre position

Des lecteurs nous ont écrit pour nous demander si notre journal, dans sa ligne de conduite, ne s'apparenterait pas à tel ou tel groupement de la chambre des Représentants du Peuple.

Nous nous faisons un plaisir de répondre en toute précision à leurs questions et de nous expliquer une fois pour toutes sur notre but final et sur l'attitude tactique que nous entendons prendre vis-à-vis des différents groupements politiques actuellement existants en Indochine.

Le Travail n'a été monté ni soutenu par aucune notabilité politique du jour. Il ne vit pas de subsides bancaires. Il ne s'inféode à aucune des fractions politiques de la bourgeoisie.

Le Travail est avant tout l'organe de la classe ouvrière et paysanne.

Il se propose pour but de prendre la défense des intérêts vitaux du prolétariat urbain et rural, et dans le moment présent, de réveiller la conscience politique véritable des masses exploitées et opprimées.

Cette ligne de conduite, nous entendons ne jamais nous en écarter.

Mais intransigeance ne veut pas dire sectarisme borné, systématique. Sur le chemin de la lutte, le prolétariat peut et parfois doit faire front commun avec d'autres groupements socisux et politiques dont les intérêts ne sont pas nécessairement les siens. Mais cette alliance éventuelle ne se fera jamais que sur des points précis et pour un temps déterminé. En aucune façon, elle ne justifiera des déviations idéologiques, ni des capitulations pratiques.

Un front commun, oui! Une abdication, jamais!

Les masses indochinoises ont besoin de s'organiser pour se défendre et pour lutter. Guidés par une idéologie précise, par une tactique élaborée dans l'action même, c'est à cette tâche, unique que nous nous dévouerons.

LE TRAVAIL

Les journaliers protestent

Et ils ont raison. En effet, l'arrêté du 27 Mai 1931 dans son art. 5 prévoit que la durée du stage est en principe d'un an au moins et de deux ans au plus. L'article fi du même arrêté stipule que les agents journaliers recrutés sur titres ou par concours qui ont fait deux ans de service au minimum à titre journalier peuvent être dispensés de stage.

L'arrêté du 20-6-1935 qui a modifié les conditions du recrutement des secrétaires stagiaires supprime le recrutement sur titres. Il ne prévoit plus que le recrutement par voie de concours des titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire métropolitain, du Brevet élémentaire etc...

Tous les journaliers recrutés sur titres ou par voie de concours entre 1931 et 1935 ont pour ainsi dire un droit acquis et peuvent prétendre à l'application à leur profit de l'art.6 de l'arrêté de 1931. Par conséquent ceux qui ont fait deux ans de service à titre de journalier doivent être dispensés du stage. Or jusqu'ici la plupart d'entre eux n'ont pas bénéficié de cette disposition de la loi. Certains sont même menacés de licenciement. Leur situation est incertaine et ils ont bien fait de protester

AUTOUR D'UNE COLLECTE AU PROFIT DES INONDÉS
OU VA L'ARGENT DES OUVRIERS ?

Le samedi dernier, nous avons reçu de la part des ouvriers de Truong-thi (Vinh — Bên-thuy) le télégramme suivant :

HM. Vinh 523 23 - 21 1510=
Prière intervenir souscription Truong thi profit inondations Tonkinoises step ramassée trois mois pas encore versée. Lettre suit. Ouvriers Truong-thi.

La lettre qui nous est parvenue deux jours après nous a fournis des précisions sur l'odieuse affaire. Au cours de Septembre dernier, à l'usine de Truong-thi les ouvriers ont organisé une collecte en faveur des payans inondés du Tonkin. L'argent fut remis au Secrétaire de l'usine le nommé Khuất nhu-Khôi qui promit de le transmettre au Comité de Secours de Hanoi. Trois mois se sont écoulés depuis, les ouvriers ont toujours cru que leur argent était arrivé à destination, quand le 20 novembre ils furent mis au courant du détournement dont l'ignoble secrétaire s'était rendu coupable : leur argent n'a jamais quitté les ceisses du profiteur ! Réclamations furent faites sur le champ par deux délégués des ouvriers, mais eyniquement, Khôi répondit : On a beaucoup plus de ressources qu'il ne faut à Hanoi, inutile d'envoyer les sommes cotisées ». Par le suite se ressaisissant il alléqua la carence de certains ouvriers qui n'auraient pas encore versé leur contribution ! Comme si une souscription était un impôt, comme si, pour pouvoir expédier la somme recueillie, il fallait attendre que tous les ouvriers aient payé chacun une quote part ! Allons donc, M. Khôi ! tout de même, il ne faut pas chercher à prouver votre mauvaise foi aux dépens de la bourse peu garnie des ouvriers, et surtout aux dépens des pauvres inondés qui dépérissent dans la famine et la misère ! Car enfin le justice nettuelle, tout imparfaite qu'elle est, pourrait bien frapper, et sévèrement, des tentatives de détournement de ce calibre là !

Ce n'est pas d'ailleurs pour la première fois que notre triste personnage a fait preuve d'une aussi sordide cupidité. A maintes reprises, il a cherché à amenuiser les salaires déjà bien maigres des ouvriers, en leur faisant des offres plus ou moins « impérieuses » de billets de loteries ou de billets de théâtre. Et à l'usine, les loteries surtout sont fréquentes : elles constituent autant de vente déguisée, un moyen classique pour les secrétaires ou surveillants, d'écouler à des prix fabuleux des objets vieux, un appareil photographique dont ils ont abondamment usé, par exemple — Les propositions naturellement sont assorties de sanctions plus ou moins indirectes. Ainsi, il n'est pas rare qu'une surveillance serrée qu'un contrôle malveillant viennent frapper les réfractaires.

Cela fait que les ouvriers, déjà exploités par leur patron sont exploités à un deuxième degré par cette classe d'intermédiaires. Et tant qu'ils restent inorganisés, tant que la loi syndicale n'est pas promulguée en Indochine, ils sont la proie facile et impuissante des chefs d'entreprise et de toute cette clique des employés supérieurs

POUR PROTESTER CONTRE LES INCIDENTS REGRETTABLES DU BIEN

Nous avons lu avec intérêt la lettre circulaire de M. Pham-Ta à propos de la liberté de la presse. Nous savons par ailleurs qu'il veut soulever dans le public son protestation énergique contre l'attitude peu amicale vis à vis des émigrés indochinois au Siam ui, en particulier, contre les derniers incidents sanglants provoqués par la police siamoise.

Nous ne faisons qu'approuver hautement cette initiative. Mais pour créer un courant d'opinion capable de faire impression sur le gouvernement français afin qu'il intervienne en faveur de nos malheureux compatriotes, il faut procéder autrement que par une lettre circulaire ou un simple communiqué à la presse ou même des télégrammes de protestation. Chacun de nous est libre d'envoyer une lettre, de faire un communiqué ou de lancer un télégramme. Mais chacun de nous n'est pas censé représenter un courant d'opinion.

Il faut, pour cela, une réunion publique où toutes les classes sociales se joigeront dans une seule et véhémente protestation.

Que M. Pham-Ta organise une réunion publique pour appuyer ses deux motions.

Nous espérons que cette fois-ci il aura plus de succès -. Et nous ne serions très contents pour lui.

ENCORE VOUS

EFFET DE L'AGE

Donc nous nous sommes lourdement trompé en pensant que M. Babut veut se faire de la popularité. Il a protesté en des termes indignés dans le dernier numéro de sa « grande » revue contre cette assertion injuste.

Il ne nous reste plus qu'à en prendre bonne note et à faire humblement amende honorable. Que M. Babut ne nous fasse pas répondre l'injure de croire que nous nourrissons quelque sentiment défavorable à son endroit. Bien au contraire, nous avons toujours eu pour lui une admiration sans réserve. D'abord il est vieux, bon vivant, point du tout intransigeant — ce qui est le signe évident d'une grande sagesse. Et puis il disserte excellemment sur toute chose. Pensez donc, il est un grand pionnier du journalisme indochinois voire même du journalisme tout court.

Comme on voit, nous prisons fort son mérite et nous n'éprouvons aucune gêne à dire que notre admiration confine parfois à l'idolâtrie. Nous n'aurions donc pas mis sa modestie à une si rude épreuve en portant ici de lui (il ne désire même pas avoir son nom sur une tombe), s'il n'avait eu la malheureuse inspiration de blaguer Nguyễn An-Ninh et de faire de l'esprit facile aux dépens d'une victime de l'arbitraire. Nous ne voyons pas en effet qu'un journaliste arrêté pour des motifs imaginaires puisse fournir matière à raillerie à un autre journaliste qui, par dessus le marché, a toujours voulu passer pour un libéral.

M. Babut peut-être c'est dit : histoire de faire rire un brin. Eh bien, qu'il nous permette de lui faire remarquer, en dépit de notre inexpérience, qu'il y a rire et rire, qu'il y a le rire spirituel, bon enfant, tabelaielen, et le rire indécent, macabre comme une danse de cannibales. Or sauf son respect, son rire a tout l'air d'être de cette dernière catégorie.

Si M. Babut a tant besoin d'exercer un verve gouailleuse, que n'o-t-il pris comme cujet ces robotine de la politique de tout arabit qui fatonnent en terre indochinoise ? Ou ces ruets rampres qui hier encore ne tournaient jamais assez d'opprabre les hommes de gouche, et qui d'un événement du Front populaire font volte - face avec un magnifique ensemble ?

Mais M. Babut dont chacun vante la salide bon sens désirerons de plus en plus.

Effet de l'âge ?

LES ENSEIGNEMENTS D'UNE GRÈVE VICTORIEUSE

APRÈS 8 JOURS DE LUTTE TENACE 10.000 MINEURS de Camphanine ont vaincu la résistance patronale

A AUCUN MOMENT LES FORCES GOUVERNEMENTALES N'ONT EU A INTERVENIR CONTRE LEUR MOUVEMENT HÉROIQUE ET CALME

Toutes les manœuvres patronales ont échoué

La discipline prolétarienne a été l'élément principal de la victoire

(De nos envoyés spéciaux à Camphamine)

Les 10.000 mineurs de Campha sont sortis victorieux du leur grève.

Presque toutes leurs revendications ont été acceptées par la patronat.

Pour la première fois en Indochine la prolétariat a remporté une éclatante victoire.

Pour la première fois la discipline prolétarienne a eu raison de la résistance patronale.

Durant les huit jours de la grève, les mineurs de Campha ont fait preuve d'une combativité et d'un courage exemplaires. Ils ont tous la volonté de vaincre. Ils ont compris qu'il faut serrer les rangs afin d'arriver au résultat escompté.

Ils ont réussi à imposer leurs revendications.

Ils ont arraché la victoire après une lutte longue et dure, au prix de privations et de souffrances inimaginables.

Tous étaient dans la rue. Hommes, femmes, enfants, tous animaient la grève. Ils ont formé leurs premiers piquets de grève. Ils ont donné une rude leçon aux traîtres et aux jaunes.

Ils ont manifesté magnifiquement la solidarité prolétarienne. Ils ont préparé en commun leur dernier soupe avec leurs dernières poignées de riz. Ils ont avalé leur pitance, se jurant de lutter jusqu'au bout.

Ils ont su protéger l'action de leurs camarades qui corrigeaient les brisants de grève. Par cents et par mille ils venaient demander leur libération.

Leur mouvement est entré désormais dans l'histoire de la lutte ouvrière en Indochine.

Leur victoire aura une répercussion immense.

Elle élèvera le niveau du mouvement ouvrier indochinois.

Elle constituera la meilleure réponse à tous les détracteurs des lois sociales.

En discutant avec la délégation ouvrière, la patronat et la gouvernement ont reconnu en fait le droit des ouvriers de faire la grève et de s'organiser.

Si le patronat lui possède tous les moyens pour maintenir leur exploitation inouïe, les ouvriers par contre n'ont même pas le droit de se défendre.

Jusqu'ici le mouvement ouvrier de l'Indochine a été systématiquement réprimé avec la dernière violence. A la faveur de la crise, les compagnies et les sociétés attaquent impunément les conditions d'existence de leur salariés. Elles leur rendent la vie intenable.

Pour ne pas mourir de faim et de misère, les ouvriers indochinois n'ont plus qu'une perspective : lutter.

Lutter dans le calme et la discipline, lutter avec la volonté inébranlable propre à la classe prolétarienne, voilà les caractères principaux qui se dégagent de l'admirable grève de Campha.

Aucun argument ne tient plus debout devant la reconnaissance tacite du mouvement syndical ouvrier. Le désordre qu'on allègue toujours dans de paraits événements pour justifier la répression, ne s'était pas produit.

Au plus fort de l'effervescence, dans la nuit du 10 novembre, alors que les mineurs se roulent devant la caserne de la garde indigène pour demander la liberté de leurs camarades arrêtés, le calme et la discipline n'avaient cessé de régner. Les milliers n'avaient pas à intervenir et les ouvriers n'avaient obtenu satisfaction.

Peut-on nier que maintenant que le mouvement ouvrier n'est point légitime ?

Peut-on nier que le patronat ne cherche pas à maintenir ses salariés dans une situation insupportable ?

Les 10.000 grévistes de Campha ont prouvé que les ouvriers doivent se défendre. Ce n'est qu'en se défendant contre l'attaque patronale qu'ils réussiront à améliorer leurs conditions de vie et le travail.

Leur succès est le succès de toute la classe ouvrière indochinoise. Leur victoire est un pas en avant dans la lutte pour la liberté syndicale.

Il leur appartient de maintenir et de renforcer les positions conquises par la reconnaissance légale de leurs droits syndicaux et de leur droit de grève.

(suite en 2e page)

LES ENSEIGNEMENTS D'UNE GRÈVE

LA SEMAINE DES GRÈVES ET DES MANIFESTATIONS

Plus de 10.000 mineurs de charbonnages du Hongay, Hatou et Mongdoung se sont mis en grève depuis le lundi 23, Novembre. Il forment des revendicatious très raisonnables :

1°) Majoration des salaires de 20 °/. c'est à dire retour aux salaires anciens.

2°) Gratuité des soins médicaux.

3°) Suppression des amcodes.

Les Directeurs ont proposé, deux joure auparavant, une augmentation de solde de 5 °/. puis de 10 °/. mais l'offre a été trop insuffisante.

La grève s'est déroulée dans l'ordre et ne tend nullement à troubler la sécurité. Des provocations petronelles sont lancées mais grâce au sang froid et à la discipline des grévistes la collisiou avec les soldats a pu être évitée.

M. le Résident Supérieur s'est rendu sur les lieux le mardi 24 ; la Garde indigène de Haiphong a envoyé des milices, la Sûreté de Haiphong a dépêché M. Vinay, commissaire adjoint et trois agents indigènes.

Les pourparlers entre ouvriers et patrons n'ont pas encore abouti. El la grève continue. Les détails suivront.

D

400 scieurs de Tân mai (Biênhòa) se sont mis en grève le 18 Novembra à 6 heures. Ils demandeut :

1°) Des sanctions contre le surveillant Qui, la terreur des salariés.

2°) Une majoretion de salaires.

3°) Une diminution des heures de travail.

D

400 briquetiers du Logom (Cholon) ont déclenché la grève. La cause ? Leurs patrons, maigré la hausse du cours de la brique—possé de 40$ les dix mille briquelles à 90$ — leur paient toujours les mêmes salaires de famine. Et ils ne consentent pas toujours à les acquitter ponctuellement. Certains ouvriers ont jusqu'à 100$ de salaires impayés.

D

Les coolies des plantations de Bênoui (Tây Ninh) viennent de manifester pour protester contre la mort suspecte de leur camarade Nguyen-Nam.

Le docteur Abadie, chargé de l'autopsie a conclu au suicide, mais reconnu l'existence de traces de blessure, prouvant que le coolie a été malmené. L'Europeen S. que les coolies accusent formellement a été mis en état d'arrestation.

D

Les mécaniciens de Camphamine ont débrayé le 24 Novembra. L'inspecteur Reinert, de la Sûreté de Hanoi, les visite à domicile. Sans succès naturellement.

D

Les ouvriers de la Cimenterie de Haiphong sont portis en grève le 23 Novembre. La leur équipe a obtenu le renvoi du Cai Dang. La 2e luttant au sujet des salaires et n'ayant pas obtenu satisfaction n'a pas encore repris le travail. Aucun incident à signaler.

D

Les mineurs de Mong Duung ont renvoyé à la Direction le fameux surveillant Kim, vomi par leurs camarades de Camphamine. Le traître aurait ramené ilgolé au bureau du Directeur

D

La Direction des Charbonnages de UongBi, pour parer au déclenchement d'une grève lumineuse, a augmentations les salaires de 10 °/..

D

200 scieurs de Bentre ont suspendu leur travail. Les ateliers Tau vinh Phat, Thauh loi, Van Xuong et Nam Thanh ont été touchés par la grève. Revendications : augmontatiou des salaires.

D

Chez « Adam Mode » à Saigon, les ouvriers ont suspodeu le travail. Motif: ranvoi de leur camarade Yên. Revoudications : majoration des salaires de 10 °/. diminution de la journée de travail, réintégration de Yên.

D

Les notables de Tam-Ngai (Cân-Tho) démissionnent pour protester contre la révocatiou d'undes leurs par le délégué.

D

Les mineurs de Camphaport rajoignent le mouvement de lonrs camarades du Hongay. Mêmes revendicatious

Etablissement
NAM-THAI
N° 302 Route de Khâm-Thiên Hanoi
fabrique
des capsules si boîtes métalliques de toutes dimensions
Spécialité : lampe à pétrole

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
64, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Avec les exploités de Campha-mine

La convelle a fait l'effet d'une bombe : les mineurs da Campha partis en grévo.

Depuis longtemps, cette éventualité devait so produire. Elle s'est produite enfiu.

Pour quicouque a vécu avec les mineure de l'Indochine, la nouvelle ne surprend guére. La grève, qui eu globe mainteuant 10.000 hommes, n'est que la conséquence logique d'une situatiou révoltante, dans laquella les magnats de la Société des Charbonnages du Hongay ont plongé leurs salariés.

Cette situation est terrible : dix heures de travail et 23 sons de salaires.

Il y a quelques temps,eu inspecteur du travail enquêtait sur la vio des mineurs. Sa conclusion est éloquente. Il faut au moins à un homme 10 sous de riz et 10 sous d'ailments par jour. Il lui faut en outreune par mois. Il lui faut un loyer, les médicaments et les instruments de travail.

La Société ne fournit rien. Les mineure schètent eux mêmes leurs pioches et leure pelles. Ils graissent, s'ils veulent, les wagonnets.

Avec 23 sous, qu'ils se débrouillent pour vivre ils n'ont pas le droit de murmurer. Ainsi jugeait la Société.

Chaque mois, trois fois on paye. Le 1er et le 15. Ils touchent chaque fois une piastre à titre d'avance. Le 21, ils reçoivent leure salaires du mois précédent s'il en reste et une autra avance de quinze piastres pour le mois au cours.

En vain ils ont essayé de tenir. Ils s'endettent.

Ils essayent de résister jusqu'à la paye prochaine mais une surprise désagréable les attend.

Depuis quelques temps, les amendes sont nombreuses. Ils ne savent plus quand et en umani elles leur ont été attribuées. Les surveillants ont fait des rapports sur le travail. Il paraît qu'ils ont mal travaillé et on fait sur leurs salaires des coupes importantes.

Pourtant, tous les matins ils se lèvent avant le jour. Ils sont venus au travail avant l'heure réglementaire. Ils se sont acharnés à extraire la houille. Ils se sont multipliés à fournir les 24 wagonnets qu'on exige de chaque grenpa de 4 hommes Ils sneni en hiver comme en été. Ils travailleut dur. dur.

De tous ceux qu'on interroge, l'avis est unanime : le nombre de wagonnets exigé dépasse leur force. 24 fois, ils doivent pousser les wagonnets lourdement chargés sur une distance de 1500m avant de pouvoir les descendre aux entrepôts. 24 fois, le chef d'équipe contrôle et injurie. 24 fois ils réprimont la colére qui menace d'éclater.

La Société n'est pas en reste avec la nouvelle loi sociale. Elle leur assortit chaque jour de nouveau de travail supplémentaire. Elle exige toujours les 24 wagonnets de charbou. Ce rendement ne peut être obtenu que par un travail de 13 heures, sans out déclaré les ouvriers.

Avec un matériel trop usé, souvent les accidants se produisent. Le surveillant dresse immédiatement un rapport. Il so garde cependant d'en attribuer la responsabilité à la direction. Il tient à en place. Alors l'ouvrier n'a plus qu'à quitter le gradin pour l'hôpital. S'il en sort, il revioudra mendier une occupation à la Société qui, peut être, la lui donnera.

Il existe toutefois à titre de publicité un baréme de l'indemnité ou sas d'accidout. Relovons, aux dires des ouvriers :

Indemnité en cas de mort..... 20$00

Fracture d'un membre..... 70.00

Fracture d'un doigt..... 5.00

Sur les gradins et dans les galeries régno la haute chaleur, des chefs d'équipe et des surveillants. Ils sont relativement bien payés pour faire accroire le rendemoui. (Un surveillant louche de 70p. à 80p. comma solde mensuelle). On comprend que la Société n'a rien à perdre en les soignant car elle est largemont dédommagée par l'augmentatiou de la production qu'ils ont réussi à arracher aux mineurs.

Cai on surveillant se fait facilement mouchard. A Campha comme aux autres centres miniers, les espions de la Société abondent. Leur fiaie découvre parfois des irrégularités. On trouve toujours mêlés aux affaires les plus louches et prêts à accomplir les besognes les plus basses dont les mineurs ne perlent pas sans cracher de dégoût.

Kim, Phong, Thoai, Tac... soel des anrveillants ei des Cai réputés pour leur méchanceté et leur traîtrise. Les mineurs en contiennent eux plus d'un grief. Ils auront leur mot à dire quand l'occesiou se présentera.

Depois quelques jonrnées brimades redoublent de violeuce. Le coli de la vie a augmenté. Les vêtements s'usent. Le travail devient terribio. La eauté diminuus.

Jusqu'ici ils ont andnré toutes les souffrances, supporté toutes les privations, enoeissé toutes les brimades.

Leur résignatiou devient difficile. Elle est impossible, Il uo lour reste plus qu'une chose : inirer on mourir

La grève est déclenchée

Le 11 Novembra les mineurs ont touché une avance.

Ils ont voulu régler leure dettes arriérées mais elles ou beaucoup grossi. Les poches vides, ils pensent, effrayés, à leur avenir. Aucune perspective. Leur vie continuera dans la misère. Ils sont sûrs chez l'épicier. Le riz a augmcoté de prix. Leur ration a diminué. Ils ont peur.

Terrible nuit qua celle du 12 Novembre. Malgré la fatigue de la journée ils n'o'endormeni point. Ils songeot, désespérés, à leur sort. Ils ont résisté depuis trop longtemps cootre cette tenace misère. Leurs forces sont à bout.

Ils se lèvent comme d'habitude. Leurs pas deviennent cependant plus lourds et plus lents. Ils sont tous, pensifs.

Sur un mur, en pepier est collé. Personne ne se souvient de l'avoir vu la veille. Ils s'approchent curieux et ils lisent :

« Frères,

« Nos conditions do vie et do travail « sont lamentables. Nos salaires ne « nous permettent pas de vivre.

« Nous ne voulons pas mourir de « faim et de maladie.

« Cessons le travail !

« Demandons à nos patrons d'augmenter nos salaires à 0p.30.

« Demandons leur des pioches et « des palles.

« Soyons unanimes pour poser nos « revendications. Ne permettons pas « aux jaunes de travailler pendant grève.

« Restons calmes ! Evitons les pro« vocations petrenales.

« Restons disciplinés et solidaires ! « Nous vaincrons ! »

Les visages s'éclaireissent soudain. Une voix s'élève : « Vive la grève ! »

—Viva la grève ! répètent en chœur les mineure rassemblés.

Comme uno traînée de poudre le mot d'ordre setendit dans toute la ville. En une heure 10.000 prolétaires ont déclenchà le mouvement le plus caractéristique de la lutte ouvrière depuis la dernière répression.

Une attention pen discrète

Notre bateau arrive à Hongay.

L'écho de la lutte des mineure est venu jusqu'à nous. Le Travail » nous dépêche vere ene.

Deux hommes montent à bord. Très polliment ils nous prient de descendre. Ce sont des agents de la Sûreté.

M. Gray nous reçoit. Aimable, (parfaitement) monsieur la Commisseire vant nous faire compreudre tes risques que nous pourrons encourir, si nous allons à Camphamine. Nous lui avons répondu que nous porelstons dans notre déciaion.

Pendant ce temps, le bateau part. Nous allons pentêtre rester à Hongay jusqu'à demain. Rester là, la nuit, alors qu'il n'est que midi et que Camphamine n'est qu'à une demi-heura d'auto ! Non !

On sa gratte la tête. Diable, ce n'est pas facile ! Mais ce allait oublier : M. Gray a une auto. Oui, c'est vraiment bêtes que nous sommes, M. Gray pauvi bien nous prêter son auto.

M. Gray nous a rendu ce service. Après avoir, à deux reprises interrompre notre voyage, il nous a permis de le continuer. Et comment !

Enfin, l'essentiel n'est qu'on arrive. Et on arrive quand même.

Troisheuresaprès notre arrivée à Camphamine, deux hommes pau aimables, cette fois-ci, se présentent. Nouvelle présentation de nos cartes.

Interrogatoire :

Tiens ! ou nous suit. Toujoure ces mêmes hommes. On va à droite, ils vont à droite. On va à gauche, ils vont à gauche. On entre dans un restaurant, ils sont là aussi, qui se mettent à une table voisine.

Catte soiliciiude eous amuse d'abord Après, elle devient détestable. Nous ne faisons pas un pas sans les avoir à une distance de 10 mètres derrière nous. Nous souffrons haucoup de cette filsture qui n'a même pas l'excuse d'être discrète.

Après tout, on se fait une raison. Bah ! disons nous, au moins on va risque plus une mauvaise rencontre, surtout le soir quaod un passo sans armes dans uno ruelle sombre.

Les traîtres sont évacués

Depuis 24 heures, la grève euglobo 10.000 hommes.

Officiellement, la Société n'emploie que do 5 à 6 000 coolies. Eu réalité, souvent deux mineurs u'ont qu'une carte de travail.

10.000 hommes soel ee lutte.

10 000 hommes qua le surveillant Kim propeso de réduire pas la faim.

« Ils céderont la eurait-il dit.

Ils céderont, aurait cru la Direciiou. Car, devaut l'extension du mouvement elle s'est réunie en première assemblée de surveillanta al de osi. Sur la propositiou de Kim, elle décide d'observer le silence jusqu'à la fin de la grève.

Le cai Khuyên (appolés Quyên par les quotidiens) lui est sûr do leur défaito. Monchard (il uons l'a avoué), il va essayer do les rappoler au travail par la méthode classique : les insultes.

Le cai Phong lui est plus mielleux Il leur dounera des conseils paternels.

Ils avaient oublié leur combativité usinrelle. Monchards, ils avaient raison sur ce chapitre.

Le 14 Novembre, ae soir, par milliers, les mineure sont portis à la recherche de Kim. Ils veulent lui montrer eummont ils céderont. Prévenu le surveillant prend la fuite et se réfugie à la cesorno des gardes-indigènes.

Phong a été hué. Il essaie de balbutier quelques parales mais les coups de poing trop énergiques l'ont envoyé à tous les diables rejoindre Kim.

Sur un gradin, Khuyên qui u'avait pas assisté la scène descend fiec et importani. Après cette grève, il sera nommé chef d'équipe. La voilà les bas de Noël arrivés. Il leur montre qu'il faut reprendre du travail, sinon... Il n'a pu terminer. Les grévistes deviennant subitement nombreux. Ils ont l'air terrible. Il ne sauvo mais pas sans vie. Attrapé, il crio pitié, il demande pardon, il supplio... On uo lui fait pas de mal pourtant, on veut seulement lui faire compreudra à quel pouvoni s'attaquer les monebards lorsqu'on les tient.

On le relâche après pour qu'il aille se réfugier comme ses collègues à la caserne des gardes indigènes.

Le séjour de ces cai si surveillants à Campha n'est plus possible. Les grévistes us tolèrent plus lour présence. La situation empire d'heure co heure.

Enfin, on décido do les évacuer sur Hongay.

Leur départ fait la joie des mineure. Ils les accompagnent jusqu'au quai d'embarquement sans oublier de leur adresser des estuts convenables.

Jusqu'à l'heure du départ du bateau, les gradarmes et les miliciens assistent les agitifs. Le calme nésumoins a été maintenu.

Manœuvres patronales

Ilsont poussé un soupir de satisfactiou quand le bateau quitte le port. Les rattres sont évacués.

Maintenant après cinq journées de grève, ils commeucent à sentir l'effet des privations. Les réserves de riz diminuent d'une façou effrayante. Les dettes augmentent. Plus de crédits.

Dans la rue des milicieos patrouillent Des gendarmes dispersent, tous les groupes rencontrés.

Devant la Délégatiou et devant la Oiroition, des affiches sont collées. Les salaires sont portés à 27 sous, dit-on.

—Non ! disent quelques uns, à 30 sous on travaillera.

—A 30 sous ou travaillera, répondent tous les autres.

Et les piquets continuent, vigilants.

La nuit, deux chefs de rue sont allé chez tous les sai. Ils leur conseillent de reprendre le travail. Ils leur font des promesses au nom de la Oirection. Ils les assurent de la protection de l'administration.

Ils ont partout reçu la même réponse : « A 30 sous, ou travaillera ».

Le 16 novembre, la Direction escompte la repriso du travail. Des renforts de polles sont amenés. Le Directeur du service de la Sûreté, M. Arnoux se déplace.

Tonte la matinée : rien.

Les gradins sont toujonre déserts. Les mineurs sont toujoure dans la rue. Les piquets de grève travaillent toujoue. Les réquisitions restent toujours infléchies.

Vers 13heures, poussés par des agents de la mine, les cai Hai et Dau, par ordre de la Direction, montent aux gradins avec 12 mineurs. Ils n'ont pas encore commencé le travail que déjà les piquets de gréva tombent sur eue. Par centaines les grévistes arrivent. Quelques coupo de poing sont lancés. Immédiatement les gendarmes et les milicieos accourent et évacuent les passages.

Le travail ne continue pas pourtant. Les 12 mineurs ont compris que la solidarité est nécesaire. Pressés par les 2 cai qui sont à leur tour pressés par la Direction, ils sont venus à centre cœur. Non, ils ne hriserent pas la grève. Ils ne feront pas les jaunes. Ils tiendront ansai.

L'unique tentative de briser la grève a piteusement échoué. Les mineurs se comprennent et ne se trahissent pas Par centre, le cai Hai, après son échec, doit se réfugier à la caserne des gardes indigènes.

« Nous ne céderons pas ! »

La lutte devient dure. La faim menace.

Plus rien !

Poches vides, ventre crue, plus de crédit, plus de logement.

Le vent sonffle dehore. La mer evole uns lame sombre.

Les milicieas patrouillant toujoure. Les piquets de grève ansi.

Nous sommes à la 7e jonrnée de grève. Depuis hier soir beaucoup de mineure ne paraissent plus revenir. Ils ont apporté des bottes de paille et ont dormi à la belle étoile, l'estomae vide.

Ils ont faim es matin. La réveil est pénible.

Dans la nuit, un mot d'ordra circule : partageons notre riz.

Quand le soleil se lève et dore les sommets des rochere de la baie merveilleuse, sur la place de la Direction, des feux s'allument. Les grévistes s'unissent. Devant les soldats de la 9e Coloniale qui gardent la porte d'entrée des bureaue, des marmites fument.

On a rassemblé les dernières poignées de riz. On prépare une soupe et on l'aliougo avec beaucoup d'eau.

On mangera cei affreux potage mais on lutera.

Tout le peuillo, oui. La misère accable, oui. On dort à la belio étoile, oui.

Ou souffre, oui.

Mais on ne céders pas !

Travailler et lutter ensemble, ou s'aidera pour vaincre. La victoire ne s'obtiendra pas eans la solidarité, sans les sacrifices, sans la volouté

Non ce n'est pas encore aujourd'hui que la grève se termine.

—Ils céderont, avait dit Kim.

—Ils no céderont pes, ont riposté les mineura.

La nuit du 19 Novembre

Huit heures du soir.

Depuis hier la Oirection tente de faire travailler des briseurs de grève.

Aujourd'hui le bruit court que les traîtres Kim et Deong sont montés aux galeries.

Anesitôt les escaliers nolreissent de monde. Les gondarmes accourent et dégagent les passages.

Un grévisle a atteint le gradin 190. Un coutremaître l'attrape et le retient prisonnier dans un compartiment de machines.

On veio à son secours.

—Allons le délivrer, crie t-on de toutes parts :

Ces clameurs montent.

M. Vavasseue, prévenu, téléphone à la direction de la mine. Un quart d'heure plus tard une trentaine de miliciens remènent le captif.

—Allons demander es libération crie un vieux.

—Tous ensemble ! ponctuent les autres.

Les miliciens, serrés de près, poussent les premiers arrivés, Un remous se produit.

—Ils ont tué trois hommes, lance une voix.

En vérité, quand les miliciens ont levé leur crosse, les grévistes ont reculé. Trois d'entre eux tombent dans le petit canal d'écoulement des eaux. Les bords en maçonnerie et l'étroiteese du canal les ont blessés.

On fait un grand cercle autour de M. Vavasseur.

Ces appels réclament le calme. La foule se tait instantanément.

Un seul des blessés est gravement atteint. Les autres peuvent rentrer chez eux.

M. Vavasseur, après un dernier appel aux grévistes, lâche le prisonnier. Tout le monde est satisfait.

L'incident so termine là-dessus. La sang-froid et la discipline des mineurs ont évité ono sanglante bagarre. M. Vavasseur a su habilement les contenir.

—A demain, a-t-il crié.

—A demain, ont répondu les grévistes.

Oemain, l'angmentation désirée sera t-elle obtenue ? La violoire sera t-elle arrachée ?

« Nous vaincrons ! »

Il fait froid,ce matin. Les mantagoes se voilent d'un léger brouillard. Depuis le début de la grève, les boniques sont fermées. On ne vend plus rien, puisque personne n'a de l'argent.

L'incident de la veille est presque oublié.

A la huitième journée de la lutte, les piquets de grève sont toujours vigilants. Ils n'en ont pas l'air pourtant. Les visages sont assez fermés. Ils sont graves. Seuls, les yeux s'animent et les regards sont pénétrants.

Les grévistes ont lu les papiers collés sur les murs.

« Camarades !

« Noire grève va aboutir. La peine trouvé va céder. Persévérez dans « la résistance et ne vous laissez « pas abattre par la souffrance. An« gourd'hui ou demain nous vain« crons ! »

Nous vaincrons, ont-ils pensé.

Eu attendant il faut qu'ils doublent leur surveillance. Sus aux traîtres, sus aux briseurs de grève !

Victorieux !

Huit heures sonneut.

Il y a quelque chose de nouveau.

L'Administrateur-délégué appelle tout le monde. Il constitue une délégation ouvrière. Les plus combatifs se présentent. Bientôt ils sont eeni.

L'inspecteur des affaires politiques M. Delsalle est arrivé. Il a convoqué les ouvriers pour savoir leurs revendications. Il a écouté avec patience. Il leur a parlé.

Les délégués sortent de la résidence de M. Vavasseur. Ils répondent aux mineurs rassemblés.

A trois heures, la Société répondra.

Trois heures sonnent. Les délégués retrouvaux accepient.

Victoire !

La grève a triomphé !

Les salaires désormais augmentant. La moyenun de 30 sous est acceptée. La Société paiera la moitié du prix des pioches et des pelles. Elle donnera l'huile pour graisser les wagonnets. Elle ne donuera pas des amendes quand les mineura ne se présenteot pas au travail quelle que soit la raison qui les oblige.

Elle a accepté presque entièrement les revendications posées.

Ainsi cette grève historique est terminée par une victoire.

Elle laissera des répercussions immenses.

Elle permettera à la classe ouvrière de prendre conscience d'elle-même par la combativité, la discipline, la solidarité et la volouté qui ont fait l'honneur des vaillants lutteurs de Campbamiua.

Que dire de cette grève ?

(A bord du Cuntan le 20 Novembre)

La grève de Campha est terminée, la poussée populaire commence.

Des années et des années d'exploitation inoule ont mis le prolétariat d'Indochine dans une situation misérable sans autre issue que la lutte.

Le patronat jusqu'ici a employé les méthodes les plus violentes pour mater les grèves et réprimer les manifestations. Que de fois le sang ouvrier a coulé. Les milliants ont été emprisonnés et torturés.

Les grèves de Camphamine ont profité de toutes les expériences précédentes. Ils ont compris que chez eux aussi la discipline est nécessaire et indispensable.

Ils ont commencé les premières ébauches d'une urgauisation, en formant leurs piquets de grève. On voit avec quel coerage. Ils ont lutté contre les traîtres et les jaunes. Leur combativité pour la première fois a abouti à une victoire si remarquable.

Il reste cependant quelques lacunes.

La première, ils n'avaient pas formé leur comité de grève qui doit être légalement reconnu et du gouvernement et du patronat.

La seconde, ils n'avaient pas tracé un programme de revendications.

La délégation parlant en leur nom a été prise par l'administration. Bien que ces délégués n'aient pas failli à leur devoir et que leur attitude ait été digne de courageuse, ils n'ont pas pu se concerter d'avance, aussi leurs revendications ont été un peu diversement pusées.

Les revendications ont été prises un peu au hasard. Si un programme existe, elles auraient un niveau autrement plus élevé et elles auraient autrement modifiées ce edil ces d'existence et de travail qui restent malgré la victoire, encore bien au-dessous des besoins véritables des mineurs.

Mais cette grève n'est pas moins admirable. Elle montrera aux ouvriers indochinois que pour lutter victorieusement, il faut savoir s'organiser contre les manœuvres patronales, contre les provocations et surtout contre la défaillance par l'action unanime, par la solidarité lufaillible et ancsi par la discipline rigoureuse sans laquelle tout mouvement si fort soit-il, est voué d'avance à la plus défaite et à la répression sanglante.

LE PROLÉTARIAT EN LUTTE

(suite de la 1er page)

Les prolétaires indochinois ont compris la nécessité de barrer le chemin au fascisme en soutenant la politique du Front populaire. Ils sont entrés en scène. Nellement et clairement, ils affirment leur existence. On doit désormais compter avec eux. Plus de trente grèves dans des plantations du sud et dans des mines du nord se sont produites groupant environ 50 mille ouvriers. Les deux dernières grèves de Campha et da Hongay se sont déroulées dans l'ordre et dans la discipline. Aucun incident grave n'est à signaler.

Les ouvriers grévistes de la Cochinchine pratiquent à l'instar de leurs frères de France, l'occupation pacifique des locaux.

Ainsi, les prolétaires indochinois ont saisi l'importance de la lutte collective. Ils entrent en scéne sans qu'on les y invite. Car ils en ont assez d'être exploités, pressurés, saignés à blanc par cette poignée de capitalistes rapaces.

Ils savent encore que devant le fascisme provocateur, la meilleure tactique est de rester calme et ferme, de poser résolument leurs propres revendications.

Ils connaissent dans ce pays où le fascisme est presque un régime normal le seul soutien de la politique libérale du Front populaire. Et comme leur mouvement n'est encore qu'à ses débuts, le devoir du gouvernement populaire est de les aider à s'organiser et à lutter à ses côtés avec plus d'efficacité.

Un futur confrère

Nous apprenons avec plaisir la prochaine parution du Dân Quê, journal hebdomadaire social et littéraire illustré, dirigé par la journaliste bien connue Phan Trân Chucnaccien rédacteur au Ngo Bao. Ses bureaux sont au n°40 Rue des Cuirs Hanoi.

Tous nos vœux de longévité à notre confrère.

Samedi 5 Décembre 1936
Théâtre Municipal de Hanoi
Soirée de bienfaisance
ou profit de l'Œuvre Tê-Sinh
organisée par M. Đỗ Mông-Hoi
Représentation des pièces : Ot Không Cay et Hai Vu Tông Tiên de Tuong Huyên
Metteur en Scène : Tam-Long
Décorateurs : Côn-Sinh et Ngym

BONNETERIE MODERNE
CU-HIEN
76 Rue des Médicaments,
14 Rue Jules Ferry Hanoi
Production intensive : en chemisettes, en pull'overs, avec les plus belles laines, les plus beaux cotons. Travail sur commande et en série.
Exécution très rapide. Prix défiant toute concurrence.

Les persécutions politiques continuent

LA SITUATION DES LIBÉRÉS POLITIQUES

Après des années d'atroce répression, peu à peu, les prisons et les bagnes se décident non sans hésitation à lâcher leurs proies humaines. Les libérés sont de toutes les variétés : des amnistiés, des graciés, des libérés sous condition, des condamnés enfin qui ont purgé leur peine. Et le nombre de ces crotser du bagne s'accroît de plus en plus, au point de former presque une catégorie sociale à part.

Ce sont de braves militants ouvriers et paysans qui, après des années, parfois des décades, d'exil, loin de leur foyer, de leur pays, des millions de leurs frères, reviennent enfin dans la mêlée où auparavant ils ont puisé un bonheur fait de sacrifice et de danger. Mais il n'y a que les rêveurs pour chanter les joies imaginaires d'un pareil retour. La réalité, presque toujours rude et brutale, réserve aux libérés des déceptions et des difficultés autrement amères. C'est la famille dispersée aux quatre coins du delta ; ce sont les biens diminués par une confiscation judiciaire (1) volatilisés définitivement par la Crise qui, pendant des années, sévit ; ce sont aussi les aptitudes professionnelles à reformer, les esdres sociaux dont on s'est déshabitué depuis bien longtemps et auxquels, maintenant à tout prix, il faut absolument s'se réadapter. Bien souvent, laissé à lui seul, sans moyen, sans soutien, sans attaches d'aucune sorte, le libéré politique ne sait à quoi se résoudre devant l'inquiétant problème du reclassement !

Constatez vous-même plutôt :

«Je suis revenu depuis deux jours! Qui l'eût cru ? Deux jours à la maison m'ont fait endurer une somme de souffrances plus grande qu'une semaine on bagne ! Il y a le malheur de l'exil, mais je ne savais pas qu'il y a aussi le malheur du retour. Et le second malheur est plus profond, plus lancinant que le notre ! Je dois vivre ici en charge de ma sœur. Son mari est parti pour les plantations l'an dernier. Et depuis il est resté sans nouvelles. Elle, à la maison, se débrouille comme elle peut pour élever ses trois enfants ! Ma mère est morte durant mon séjour au bagne ; la famille me lui le doute de peur l'agrosser mes affliction. Mon père traîne ses ole sane lendemoin partant la delin à la recherche do travail qui se fait rare. Hélas ! sept ans seulement se sont écoulés ! en l'espace de sept ans, je ne croyais jamais que la ruine de notre famille fût si entière, si complète !e

Le passage est extrait de la lettre qu'un « e retour de Poulo » de Haidung a écrite à un de ses amis. A Hno, je connais un autre orateur do Poulo » qui n'a pu retrouver les traces de sa famille et qui est acnlé, avec les faibles moyens que lui prêtent les camarades, à se faire boniquier. . . . . .

La pauvreté, la désadaptation... surtnut, oommo c'est lo cas fréquent, si vous êtes revenus avec la pneumonio,on la tuberculoso.

« En proie à un pareil dénûment,— c'est un autre passage de lo même lettre, je sens que je ne durerai pas plus de deux semaines. Le climat favorise les progrès de la maladie. Le riz me manque. Les vêtements me manquent. Ma veste de laile bleue et mon ancienne couverture composent seules tout mon .trousseau. Le froid m'entre dans les poumons. Assis, je tousse, tousse, jusqu'à ce que je crache du sang, puis recommence à tousser. Et dire que j'ai encore sur moi des paeilles et une petite dose de morphine ! Que seront pour moi les journées de demain, puis d'après demain quand ces estimante seront épuisés ? Regarde donc le côté de moi, un fragment de vase brisé, rempli de cendre, fait l'office de cracher. Je tousse et mo voix s'éteint.. Ami, débrouille-toi pour avoir, pour moi, un costome blanc, on habit noir et un panigon gris. Amène-tai chez le ,fripier ! si c'est nécessaire Avec ce froid, oralment je n'en puis plus... Ce soir, j'ai dîné du riz « administratif », du riz des inondés qu'on a fait distribuer hier. »

Certes, bien des croinare ont une situation meilleure, mais ceux qui végètent dans cet état de misère extrême ne sont pas rares non plus ! Encore ... si l'Administration leur laissait quelque liberté dose déplacer pour gagner leur vie. Mais les autorités, envers ces « suspects, rivalisent do zèle pour multiplier les tracasseries et les persécutions. C'est la surveillance administrative, c'est l'interdiction de séjour (quo dans la pratique on assimile à une surveillance administrative) qui forment, en tant que mesures judiciaires accessoires, lo cortège inévitable de la libération conditionnelle ou même de la grâce. C'est la surveillance deuxième virtuelle, qu'on inflige d'office, comme membre administrative « aux conditions des Codes Criminelles. C'est l'obligation de se présenter une fois toutes les semaines aux bureaux de la Sûreté, obligation à laquelle les autorités do Haïphong assujettissent les camarades libérés de la région. Ce sont les feuilles de présence que, durant les journées rouges, on vous fait signer chez vous ; et cela indépendamment des arrestations préventives qui pourraient vous frapper, les fer mai, les 1er Août on les 7 Novembre, du fait qu'à ces dates, les communistes dans le monde fêtent la Révolution rosse on manifestent contre la Guerre. Ce sont les mesures d'expulsion qui, sans prendre en considération les nécessités matérielles de l'intéressé, l'enlève à sa place de mécanicien ou d'infirmier privé pour le renvoyer dans sa province natale. Cette fameuse extradition se pratique non seulement de pays à pays à l'intérieur de l'Union indochinoise, mais encore, ce qui est la perfection, de province à province à l'intérieur d'un même pays. C'est ainsi que Nguyên-thi-Thco,originaire do Haïphong, établie en commerçante à Bên-Binh (Haidnong) fut ranvoyée on beau jour dans sa vitle natale, son magasin étcnt mis sous séquestre !

Le régime des suspects est le régime normal des colonisés indochinois. Certains amalsatés récents mêmes na jouissent d'aucnne sorte de latitude ! Le camarade Phne originaire du Hao Kiét, province de Nam-Dinh, a été « rapatrié » malgré lui ; en vain, il a demandé à rester à Hanoi où s'est établi sa famille. Dang-xuân-Khu. sreinar de Son-ins, fut reçu avee affabilité par le Résident de Nam-dinh qui lui ramit nne lettre de recommandation à l'adresse du tri-tuyên et il se trouva que la lettre prescrivit, en faveur de ou contre son messager, la peine accessoire de 20 ans do surveillances. L'antuor de la lettre dont nous avons donné des extraits plus bant a été eamicalemente latimidé par le Chef de la Sûreté qui lni conseilla de ne se rendre at à Haïphong, ni à Hanoi, sous peine de prison !

Naturellement, sous l'angle des persécntions contre les libérés, comme à bien d'autres points de voe, l'Annam détient le record de l'injustice et du sèle ! A Quang-Ngai, Nguyên-Hnn-mô et Trân-Khny ne peuvent même pas ouvrir des cours particuliers dans leur propre village. Hoàn-Long-Thanh n'obtient pas l'autorisation d'aller habiter lo village voisin où il a ses rizières et maison. Afin de so procurer des médicamente pour sa femmo qui accuncha et qui fut en danger de mort, Trân-Ky fit on tonjut se-tiers ; si il fut condamné pour ce crime à 4 mois de prison. Il fut plus fortuné que Trân-Cu qui fut condamné à 1 an de prison pour être allé acheter du sal anx marais salants de Sa-Huynh !

Décidément, en Indochine, le libéré politique voit tontes les forces coloniales ressortissantes, se ligner contro lui dans nne infernale et implacable conspiration ! Après avoir roiné sa santé intellectnelle et morale par lo bagne ou la prison, oilea veulent lui rendre la vie insupportable, intenable, impossible, quand, liées par leurs propres verdicts, elle n'doivent le rendre au grand air ! On étouffe l'action ! Pins, on étouffe l'idée ! Ce n'est rien encore : on étouffe la vie nrganiquo do l'homme ! Centre na parait, régime, tont homme de cœur et de dignité se doit de protester ! Et tant à tout prix que le Front populaire clarifie d'urgeoco cette asphyxio tont aussi criminelle quo l'asphyxie véritable,sinon plus. Il faut quo les mesures de confiscation, do surveillance et d'interdiction soient rapportées, quo l'amnistie soit appliquée sans restriction ai rêserve.

Les libérés, les crotnurs, par un réflexe vital, émettont l'idée do s'unir en'uno association, afin de so soulager lenrs misères, de se rendre la vie plus acceptabio. Il faut à tont prix quo lo Front populaire les aide, malgré et contre la Réaction coloniale, à cimenter leur solidarité, à fooder leur organisation d'assistance mutuelle.

Et notre attitnde à nous, la presso indochinoise do langno française et do langne annamito ? Devant le spectacle de ces misères injustes et dégradantes, prodnits d'un régime dont sont la plus igoohle oppression, no dovrions-nous pas témoigner d'une moins déprimanto passivité, d'une plus encouragoante activité, en faveur de ceux qui so sont sacrifiés corps et âme pour la cause commnno des masses indochinoises ?

(1) A Quâng-Ngâi, tous ceux qui ont été condamnés à plus de 7 ans de prison ou de travaux forcés ont leurs biens confisqués.

Employez la peinture

Gecko

se place de la Citadelle — Hanoi

Propriétaire : PHAN-HUY-CUONG

La réaction coloniale et féodale sabote le prestige du Front Populaire

HUIT AMNISTIÉS POLITIQUES DE PHU-LY ONT ÉTÉ SAUVAGEMENT MALTRAITÉS

Tous les huit, ils ont été détenus durant de longues années à Poulo-Condore. Tous les huit, ils ont été libérés à la suite do décret ministériel du 29 Septembre 1936 accordant *amnistie pleine et entière* aux condamnés politiques de la colonie.

Du sait do raste comment la mesure d'amnistie a été amennisée, déturnée dans son applicationpar les autorités locales. A part, les libérés de quelques grands centres : Hnnoi, Haiphong, Haidnong etc. tous ceux qui ont en le malheur d'être des natifs do province ont soumis en fait à la surveillance administrative la plus serrée. Il est vrai qu'à leur descente à la Sûreté centrale, le Commissaire Spécial leur tint des propos tout-à-fait rassurants : « Vous êtes libres, tont à fait libres. Vous pouvez même aller en France. Partout où il vous plaira ! Des instructions seront données aux totables pour qu'ils vous laissent tranquilles. A leur arrivée aux chefslieux des provinces, ils, doivent reconnaître que le langage des résidents et des Tông-Dôc est bien différent : «Avertissez votre chef de quartier, leur disent-ils, si vous habitez la ville et votre ly-troong, si vous habitez la campagne. Ils doivent être mis au courant de votre demeure et vous ne pourrez pas vous déplacer sans leur autorisation et sans l'autorisation du Résident Supérieur. La prison est là, qui so chargera de corriger ceux qui passeront outre !»

Rien de plus net ! *L'amnistie pleine et entière*, grâce à Dieu et à certaines autorités locales, n'est mêée purement et simplement en surveillance administrative et même en libération sans condition !

Et c'est là la situation faite à la majorité de nos camarades de province.

Mais les huit amnistiés de Phu-ly furent autrement privilégiés, quant à la somme et à la quantité des vexations subies. Lors de leur visite obligatoire au Résident D. P. et au Trân-Phn B.T.C chez qui ils furent conduits sous bonne escorte, Leurs Excellences, considérant sans doute qu'un indigène se doit de leur montrer la reconnaissance à la manière indigène, forcèrent les huit libérés à exécuter devant eux, devant elles, deux salntations rituelles : deux prosternations ! Comme les «indigènes, indignés refusèrent, le secrétaire de résidence les prit par lo milieu du corps et, bnyaut, les contraignit à s'incliner en do profondes courbettes. Un des libérés Luang khaob Thiéo ' voulut expliquer aux deux grands mandarins les raisons pour lesquelles ses camarades et lui ne pouvaient condescendre aux déférences inscrites de leurs Respectables Grandeurs. Sur to champ, il se vit immobilisé par le secrétaire et livré, proie impuissante, à la brutalité de D. P. et de B.T.C. Il encaissa ainsi force coups, à tel point que le sang lui coula du nez et de la bouche.

Après cette démonstration de pugilat, vint la leçon de morale:

« Si tn ne te prosternes pas, dit D. P. on substance à sa victime, tu ne seras pas libéré. Sache donc que toi es Annamito, c'est-à-dire, que tu n'es pas Français, que tn es en territoire tonkinois et non pas en France. Par conséquent, nous, les représentants do Gouvernement français et de la Cour d'Annam, nous avons le droit de te faire faire tont ce qui nous plaira !»

Et, pour clore la partie il leur notifia, à tous les huit libérés politiques tonkinois et non français, qu'ils durant rejoindre leur village d'origine dans un délai de 24 heures, sous peine d'être jetés en prison. Deux jours après, un arrêté sons-préfectoral enjoignit aux maires d'assujettir les nouveaux libérés au régime de la surveillance administrative, avec l'obligation de se présenter aux autorités non fois tontes les deux mois, et cela *« bien qu'ils n'aient pas été condamnés à cette peine accessoire »*.

Voilà donc comment les « moanrea d'amnistio pleino et entière » du gouvernement do Front Populaire ont été appliquées ci assainnées ! Cette triste vérité se confirme de plus en plus, que dans la colonie, nne catégorio do réactionnaires à tous crins persistent dans leur politique de « jannisra », et que par tons les moyens, ils s'ingénient à saboler le prestigo du Front Popnlaire, aux yeux des masses indochinoises. Devant nne pareille réalité, le Gouverno ment de M. Monnet restera-t-il plus longtemps encore sans réagir, sans changer les cadres coloniaux qui sont loin d'être animé de l'esprit Front Populaire ?

Nous no voulons pas terminer sans insister encore nno fois sur cette nécessité, tout aussi impérieuse, de doter tes masses coloniales de moyens d'organisation et do défense suffisants ,ot pour commencer, do prondre, en faveur de tous les suspects et condamnés politiques, des mesures tendant à lede assurer sbo amnistie totale, complète, effective !

LA VOIX DES LIBÉRÉS POLITIQUES

QUE LES PAROLES DE M. MOUTET SE RÉALISENT PLEINEMENT

Marius Moutet, alors qu'il n'était qu'un simple député, était déjà connu des masses coloniales par le cif intérêt qu'il témoignait au sort des peuples des colonies et particulièrement de l'Indochine. Et parmi ceux qui ont eu l'heur d'être défendu par cet orateur talentueux lant au Palais Bourbon qu'auprès des diverses autorités coloniales, c'était nous, c'étaient les détenus politiques. Comme la plupart des hommes de gauche, il savait que, quoiqu'on puisse dire, nous ne sommes point des fouleurs de trouble assoiffés de sang français, mais bien des gens qui, dans cette atmosphère de misère et d'oppression, ont osé élever la voix pour réclamer un peu plus de bien-être et de liberté. Aussi n'est-il pas étonnant qus déjà, à plusieurs reprises, avec des hommes honnêtes et de cœur il est intervenu pour notre libération. Ce faisant, il n'a obéir à la volonté des masses laborieuses de France, qui, dans leur lutte contre le fascisme, ont crié : amnistie totale à tous les condamnée politiques des colonies !

Mais c'était le temps où régnaient les gouvernements de droite et préfascistes et la généreuse idée de M. Moutet ne pouvait, hélas ! triompher qu'en d'ennuyants discours parlementaires ! Nous autres qui languissions dans les bagnes lénébreux, nous n'étions pas pour cela décourages, gardant une foi inébranlable en la force de lutte des masses travailleuses de France et cette forte conviction que notre sort est intimement lié à celui des masses françaises: nous avions confiance en Lavenir.

Quelle fois nous éprouvâmes, lorsque, à travers les barreaux de la geôle solitaire, les bruits parvurent que le Front-Populaire où figurait M. Moutet et dont un point important du programme est amnistie totale aux détenus politiques, a avincu. Et le jour où nous apprîmes ces porales polhétiques du Ministre des colonies prononcées au cours d'une réunion publique : « Je veux qu'il mon arrivée au pouvoir s'ouvrent toutes les portes des prisons coloniales », nous nous disio ns : nous serons sauvés. Notre optimisme avait d'ailleurs une base : nous vagons derrière le gouvernement du F. P., derrière M. Moutet la volonté du Peuple français, du Front populaire, leur force de lutte.

Un mois... deux mois... plus de deux mois s'étaient écoulés, après l'avènement du nouveau gouvernement et rien ! pas même un changement tant soit peu superficiel en ce qui concerne le régime infernal de Poulo Condore ne nous étaient près de la mort, malgré les déclarations du Ministre des Colonies d Mme A. t'olliis lors d'un interview.

« Un retard dû au bureaucratisme ! » nous disions—nous.

Le 1t Juillet arriva avec la libération conditionnelle d'une centaine de ceux qui parmi nous n'avaient plus que quelques mois à passer. Ce fut la fin de 700 détenus politiques de Poulo Condore !

« Mesures de grâce du Gouverneur Général, mesures démagogiques. Pas encore de promulgation du projet d'amnistie, projet stipulé dans le programme du F. P., projet réclamé par nous autres, détenus politiques, par des grèves de faim réitérées », nous consolions-nous.

Hélas ! aujourd'hui nous ne pouvons plus nous bercer de ces consolations tant la réalité est brutale et décevante . Nous portons, loisant d Poulo Condore plus de deux cents des nôtres, ceux qui, avec les années 1929-30-31, ont été jetés, comme nous, en prison par des juridictions exceptionnelles, que Moutet lui-même a reconnin cruyaux, arbitraires : ceux qui durant plus de six ans ont subi, comme nous, un régime monstrueux de mort lente et qui dure encre.

Partiront-ils pour un autre décret ? C'est ce que nous almerions d croire, mais dont nous ne sommes pas sûrs. Nous aolons trop peur que des «démi-mesures», concernant des commutations de peines, ne viendroient les frapper.

Et voici que des informations relatées ces jours derniers des divers journaux de langue annamite, renfirmant notre appréhension,viennent de nous terrifier : commutation de peine pour plus d'une vingtaine de détenus politiques.

Et les près de deux cents autres d Poulo Condore, sons compter ceux qui grouillent dans les autres pénitenciers ?

Et cette trentaine de nos camarades, dont nous sommes sans cesse sans le piapoi sont atteints de bronchite même de tuberculose ou d'autres maladies dangereuses, deoront rester plusieurs années encore dans cette ile insalubre, subissant un régime infernal, n'ayant même pas droit à un semblant de régime politique; malgré leur qualité de détenu politique hautement reconnu des autorités administratives ?

Non ! ce n'est pas ici ce qu'ont voulu et veulent encore les masses laborieuses de France. Non ! ce n'est pas là la réalisation fidèle d'un des points importants du programme du Front Populaire qui est amnistie totale et non partielle.

Que l'on n'interprète pas faussement notre pensée qu'on ne nous accuse point de vouloir semer la méfiance envers le gouvernement F.P. Loin de là ! et au contraire.Nous savons apprécier le Gouvernement F. P. d sa juste valeur ; nous savons qu'il est un gouvernement pouvant réaliser certaines de nos revendications du peuple, grâce a l'initiative et à l'appui des masses laborieuses de la Métropole et des raionies, un gouvernement que nous autres, peuples raloniaux qui aspirons à la liberté et à plus heureuse et plus libre, nous devons soutenir de toutes nos forces. Mais nous devons le soutenir par des actes et non par des paroles, activement et non pas passivement. Nous avons entre autres tâches, celle de veiller à ce que le programme du F. P. soit pleinement et fidèlement réalisé. Et en écrivant ces lignes, nous n'avons d'autre but que celui d'apporter une aide au Ministre des Colonies en l'informant sur un des côtés de la réalité du sort des détenus politiques, nous n'avons d'autre but que celui de présenter a M. le Ministre et aux masses laborieuses de l'Indochine nos vœux les plus ardents et les plus légitimes :

Que les portes des prisons coloniales ns se referment pas une fois entr ouvertes !

Amnistie totale à tous les détenus politiques d'indochine !

En attendant pour l'instauration d'un régime politique en faveur des détenus politiques !

Vive le Front Populaire et son gouvernement !

Les détenus politiques récemment libérés.

TRIBUNE DES LECTEURS

GANDHI VU PAR UN HINDOU

Un camarade vient de nous envoyer l'analyse entusante d'un livre « Gandhi et Soumendranath Tagore. Nous nous faisons un plaisir de publier l'article tout en précisant nos réserves sur les opinions qui y sont exprimées. Evidemment, la politique gandhiste doit être dénoncée comme étant une tactique rétrite, petite bourgeoise et rétrograde. Evidemment, la politique de l'union de TOUTES les classes devant l'ennemi commun, l'impérialisme ne peut être qu'un mythe, qu'un mirage. Mais, nous ne pensons pas qu'une alliance du prolétariat avec la petite bourgeoisie, ou même une tranche de la bourgeoisie, momentanément révolutionnaire, ne puisse se réaliser et que, réalisée sous l'égide du prolétariat, elle ne soit pour l'étape actuelle, bourgeoise et démocratique, une tactique avantageuse, nécessaire, « orthodoxe.

N. D. L. R.

Dans son livre, qui vient de paraître, M. Soumeydranath Tagore (1) se propose de :

1°) démasquer le régime de terreur instauré par l'impérialisme britannique dans l'Inde.

2°) mener la guerre contre le Gandhisme, soutien de cet impérialisme et do capitalisme hindou contre le prolétariat hindou.

***

Qu'est-ce au justo que lo Gandhisme ? C'est à la fois ano politique et nne philosophie. La politique do Gandhi pourrait so résumer on deux mots : le non - violence — principe idéaliste et vidio dont nous sirons décrire l'origine et en même temps lo danger. Philosophe — on l'on me permet d'employer ce mot — Gandhi s'est fait le défenseur de sa théorie absolument ridicule du « Spinning wheel » (rouet), il a excellé ex croisade nationaliste contre la civilisation occidentale, sans comprendra que, ce faisant, il soutenait un mouvement qui tendait à isoler complètement l'Inde du solidaire contact spirituel avec l'Occident. C'est ce fanatisme tiède, neif, qui a freiné l'évolution de l'Inde et fait avorter le fameux mouvement nationaliste de 1930.

***

En 1930 le Congrès National des capitalistes et propriétaires hindous se réunit à Labore. On y vota nne motion exigeant l'indépendance complète de l'Inde. Cette déclaration d'independance de l'Inde, rédigée par M. Gandhi fut lne à bantle voix dans des milliers de meetings, au milieu d'un enthousiasme fou. En voici le premier paragraphe qui contient la substance de cette déclaration :

« Nous croyons que c'est le droit « inaliénable du peuple hindoo, comme de tous les peuples, d'avoir sa « liberté de jouir du fruit de son labeur et de tnat ce qui est nécessaire « re d lo vie afin d'avoir la pleine et « entière possibilité de se développer. « Nous croyons que si quelqoe gouvernement prive un peuple de ses « droits et l'opprime, ce peuple a en « outre le droit de ne pas reconnoître le dit gouvernement. Le gouvernement britannique a non seulement privé les Hindous de leur « liberté, mais du fait qu'il est fondé « sur l'exploitation des masses, il a causé la ruine totale de l'Inde. « Nous croyons donc que l'Inds doit « rompra tout lieo avec la Grande-« Breiagne et parvenir on « pourna « swaso » c'est-a-dire d l'indépen« dance complète (page 206)».

Peu après M. Gandhi entra en pourparlers avec le vice-roi, loi fit part do ses idées relatives à un compromis lequel comprenait : Il point,

(Suite en la page)

Do-huu-Hieu

41, Rue du Chanvre-Hanoi

GRAND TAILLEUR

Diplômé de l'Ecole Internationale de Coupe de PARIS

Présente à sa nombreuse et aimable clientèle ses exclusivités de tissus pour costumes d'hiver

DONG - THUY

tissus draperies lainages

Gros et détail

78, Rue du Chanvre

HANOI *TONKIN*

Grand arrivage de lainages pour Dames et Messieurs

NGOC - THAP

23 Cantonnais

HANOI

Pour l'automne et l'hiver 1936 - 37.

Prix intéressants

LY - SENG - BAO

Bijouterie Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Paniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze,

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

CH. MAU'S

Tailleur et Chapelier

N° 18, Bd Dong-Khanh — HANOI

ASSURE : que la costume qu'il vous livre est parfait. Portez le pendant une semaine, et si au bout de ce temps il ne vous plait pas entièrement satisfait, son but sera atteint.

SEAGAGE : à vous le reprendre s'il en était autrement.

Maison Du-quang

FONDÉE EN 1919

Pham-van-Giap

COUPEUR DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE COUPE & DE COUTURE A PARIS DIPLOME D'HONNEUR DE PARIS MÉDAILLE EN OR DE PARIS

Tailleur civils et militaires

Rayon spéciol pour dames

Stoppage

53, Bd Francis Garnier HANOI

Le fascisme et l'émancipation des peuples coloniaux

La clique fasciste Nola et Franco pour les besoins de sa cause prend pompeusement l'indépendance aux Marocains. Elle la leur accorderait dès qu'elle serait au pouvoir.

On connaît la valeur des promesses fascistes.

Qu'avait promis Hitler avant son arrivée au pouvoir? Qu'a-t-il fait depuis? Est-ce qu'il a tenu sa parole ? C'est d'ailleurs une question de vie ou de mort pour l'hitlérisme.

Victime de sa propre démagogie il se débat sur son lit de mort et cherche à prolonger sa fin par des « coups » retentissants. Il tâche ainsi de résoudre les contradictions intérieures de sa politique sur l'arène mondiale.

Mais revenons à Mola et Cie. Leurs idées fascistes ne prêtent pas à contestation. Eux-mêmes les ont proclamées. C'est d'ailleurs ce qui leur a valu de Mussolini et d'Hitler des avions et des canons pour noyer dans le sang la République espagnole. Mais il n'est pas besoin de reconnaître à l'idéologie fasciste, laquelle ne reconnaît pas le droit de libre disposition des peuples pour se convaincre que le fascisme n'est qu'une pure démagogie. Contentons-nous des faits et des plus récents.

Les fascistes allemands persécutent sauvagement les Juifs. Ces persécutions sanglantes qui ont soulevé l'indignation dans le monde entier sont encore présentes à la mémoire de chacun.

Hitler, Goebbels et autres chefs fascistes allemands dans leurs écrits et discours réclament arrogamment des colonies et menacent de déclencher une nouvelle guerre impérialiste pour un nouveau partage du monde.

Mussolini enlève par le fer et le feu l'indépendance aux Ethiopiens.

Les Catalans et les Basques luttent pour leur autonomie é côté des ouvriers et paysans espagnols...

Devant de tels faits, les fascistes espagnols osent cyniquement promettre la liberté aux colonisés.

Leur manœuvre politique ne rencontre que mépris et indignation car leurs actes démentent leurs paroles, terriblement.

Les peuples colonisés savent de quel côté ils peuvent attendre leur émancipation.

Il apparaît de plus en plus clair que le monde se divise en 2 camps : le communisme et le fascisme.

L'un et l'autre ont toute la latitude et tout le temps nécessaires pour se traduire. L'un et l'autre se sont traduits.

D'un côté, les anciennes colonies tsaristes libérées disposant librement de leur sort (quelques unes mêmes, comme la Pologne, la Finlande, ont suivi, depuis, la voie du développement capitaliste), la défense à toute épreuve et à tout moment des faibles et des opprimés.

De l'autre, les persécutions sanglantes des minorités nationales, les conquêtes, les annexions.

Le chemin est tout indiqué aux peuples coloniaux.

Avec le prolétariat seul, at sous son hégémonie ils peuvent escompter leur émancipation nationale.

La vie au pénitencier de Kontoum

(1929-1931)

I — Des jours meilleurs en perspective ?

En 1930 au mois de Décembre, la grande prison de Vinh était gorgée de monde. Le peuple avait manifesté é Nam-Dao, é Thanh-Chuong, à Hung-Nguyen, et du côté de Ha-Tinh, é Huong-Son, à Can-Loc. Et la garde lodigène, les légionnaires remenaient chaque jour dans cette enceinte un nouveau contingent de manifestants tigotés, enchaînés. Plus de places dans les salles ! Du se serrait, s'entassait comme on pouvait sur les grabats, sur les planchers, on ne respirait plus. Finalement on se lassait de cette vie impossible. On s'étiolait faute d'air. On souhaitait même de pouvoir aller en exil quelque part pour avoir un peu d'air, dût-on être envoyé dans ces bagnes lointains, soumis aux corvées les plus pénibles.....

Voici qu'un jour, un bruit circulait dans la prison. Il était question de l'envoi très prochain eu exil d'une portie des détenus. On ajoutait même que « par là » (au hagao ?) les prisonniers pourraient vivre en travaillant librement (To do'vinh huat) O les privilégiés ! les heureux élus !

De fait, selon toute apparence, cet te bonne nouvelle se confirme !.... N'a-t-on pas fait venir non certain nombre de détenus en bureau de la prison ? Ne leur a-t-on pas distribué chapeau, couverture manteau de latanier, vêtements bleus en uniforme — et même une petite marmite ?.....

L'on s'informait : le convoi comprendrait des prisonniers de toutes catégories Il y avait des condamnés : leur peine variait de la perpétuité chez quelques uns à un an chez d'autres. Il y en avait même qui n'avaient pas été jugés. On les interrogeait sommairement puis on leur disait: alles ! .... Décidément, pensait on à part soi, le gouvernement colonial était bien inspiré !...

Le touchant de l'affaire : quelques camarades écrivaient clandestinement é leur famille et demandèrent qu'on e tuyautât « afin que le tribunal provincial le « inscrivît sur la liste des condamnés à envoyer an pénitencier. Ah ! l'heureuse terre, le bagne idéal où le détenu aurait la liberté de vivre et la liberté de travailler !

Liberté de vivre !

Liberté de travailler !

Ce mensonge allait bientôt précipiter dans un séjour infernal plus de deux cents de nos camarades qui, après avoir été des mois et des mois malmenés, brutalisés, foulés aux pieds, laissèrent leurs os dans les gorges profondes, dans les épaisses forêts de la terre mol du sud Annam !....

Vers fin Décembre, on promener convoi partit de Vinh : Cent cinquante condamnés parmi lesquels on comptait des cultivateurs, des ouvriers, des intellectuels. Les trois quarts étaient des condamnés politiques.

A la sortie de la prison, ils étaient tous heureux. Aux parents, aux amis qui vinrent leur dire adieu, ils répondirent : « Rassurez-vous, nous irons travailler, nous irons vivant ! »

Le convoi était escorté par le garde principal du nom Palmésain et par une vingtaine de miliciens. Le long du trajet, la joie ruisselait dans les wagons. Aux gares des grands centres, à Hué, à Tourece, à Qui Nhon, on manifestait. On criait des mots d'ordre. Du harangueit la foule sympathisante, qui s'assessait sur le quai : curieux, badauds, employés des gares, affairés et émus, parents de condamnés, luquets et en larmes; on leur disait tout bant : « Espérance en l'aveuir, et foi en le triomphe de la cause, camarades ! »

Le curieux c'est que si la garde principal Palmesain, si les miliciens n'intervenaient : ils laissaient faire, ils témoignaient même à l'égard du convoi une visible sympathie toujours bonhomme, toujours souriante.

II — Première désillusions

Ce Vinh é Qui-nhon, on ne savait encore où l'on allait. A Qui-nhon, cependant le convoi commença é s'alarmer. On apprit qu'on devait aller à Kontum ! En route, les prisonniers se regardaient loquets et profondément tont bas .. Kontoum ! On ne savait encore au juste ce que c'était, cette terre. Ce nom d'un pays de mot a suffisait cependant pour faire dresser les cheveux à plus d'un.

Une fois é Kontoum, le garde Palmesain chaogea brusquement de masque. Il essa d'être gai. Il devint farouche. Les miliciens annamites furent remplacés par des miliciens moi, barbares, inhumains, dans leurs brutalités.

Les mesores de terreur commencèrent avec le vent froid d'hiver, à travers ces forêts lugubres dans leur allenes, plus logobres encore dans le cri de ses oiseaux, de ses animaux, toute espérence s'éteignit. On sentait à chaque pas, s'appesantir sur ea vie frêle, sans défense la main de la barbarie, la brutalité et l'ombre menaçant des jours prochains, infiniment tragiques. Et l'on marchait vers l'abîme, vers la mort certaine : l'aveuir était sans issue ! — C'est alors que chacun s'aperçut qu'on était dupé par un mensonge grossier brutal. On est bafé. On devient risible. On est là verrouillé, soumis an régime, de double chatoe que pourrait-on désormais contre la force, contre la barbarie ? Un seul espoir, bélas bien mince quand même : lutter encore, lutter toujours pour de meilleurs treitements. Et, en attendant, on s'émeut.....

(A suivre)

GANDHI VU PAR UN HINDOU

(suite de la 3e page)

y compris l'abolition de la taxe sur le sel la réduction par escilité des traitements des fonctionnaires etc.., Lorcwin refusa d'entrer en négociations. Gandhi commença la campagne de désobéissance civile qui menaça de ruiner toute l'administrait du pays. Mais au bout de quelques jours le mahatma (Gandhi) fut mandé par le vice-roi et commença avec ce dernier les honteux pourparlers qui paralysèrent le mouvement. Les Hindous é ce moment, eurent le sentiment que le « chef victorieux de leur volonté nationale » fut arrêté au moment le plus opportun.

Lesauses de l'échec de ce mouvement ? On les trouve dans les fames principes de mort du gandhisme.

A) la non violence.

C'e toute la politique de Gandhi. Il enfend que dans l'Inde actuellement dépourvue d'armes et de munitions, l'opposition, par la violence à la puissance britannique est pratiquement impossible. Cette non-violence? sans parler de son effiescilité économique sur l'Angleterre, aurait chance d'agir sur les sentiments des dirigeants anglais et de les modifier en faveur de l'autonomie que l'Inde réclame.

Mais cette non-violence est-elle une attitude logique, raisonnable ? Gandhi, qui est l'apôtre de la non violence, justifie cependant toutes les violences sociales : l'existence des castes, des intouchables, de l'impérialisme britannique. D'autre part on peut considérer la non-violence de 2 points de vue différents: du point de vue tactique et du point de vie de la valeur intrinsèque. Du point de vue tactique il est certain qu'à l'heure présente les Hindous ne soutpas en mesure de lutter effiescemment contre la domination anglaise, mais cette chimère de non-violence a-t-elle au moins une certains effiescité ? n'a-t-elle pas été dépensée en vain ? Elle est bel et bien inexistable de changer le cœur des impérialistes. Se rappeler que l'impérialisme britannique, comme d'ailleurs tout autre impérialisme n'a pas de cœur : c'est un système, une méesuique, ou misaux une exploitation.

B) Le bloc-national

Gandhi voudrait d'abord former un bloc-national afin de libérer l'Inde de l'oppression britannique et il croit que cette politique serait sage.

Loin de lé : l'idée de bloc-national est une illusion dangereuse. L'expérience du Knomintang qui s'est servi des organisations de travailleurs et de paysans chinois contre les pouvoir impérialiste étranger nous fait comprendre le danger de cette illusion : tant que ces associations ne présentaient aucun danger pour les intérêts de la bourgeoisi chinoise, elles sont tranquilles; mais quand les masses ont exigé la justice sociale, on a fait régner sur elles la terreur la plus inhumaine. Ce « bloc-national » a coûté la vie é des milliers de militants ouvriers.

Dans l'Inde que est un pays 100 % colonial, la chose se répétera si on procède de la même manière. La bourgeoisie bindoue n'est ni assez audormie, ni assez stupide pour ne pas voir qu'une révolution dans l'Inde, en renversant la domination britannique, renverserait aussi la sienne. Cette bourgeoisie préfère l'impérialisme britannique é l'indépendance. On vérifiera ce théorème quand on se rappelle l'appel que 30 des plus importants propriétaires du Beogale ont adressé au vice-roi de l'Inde en 1930, lui proposant leur services pour écraser le mouvement de l'indépendance bindoue. Deux classes différentes — 2 attitudes différentes envers l'impérialisme britannique : voilà la seule vérité ! le bloc-national est un mytbe.

Et l'auteur de couclure : à l'heure actuelle, si on veut parler d'une révolution coloniale ou doit se rapeler qu'une telle révolution commencerait avec la révolution prolétarienne mondiale, c'est-à-dire avec le déclin du capitalisme.

(1) Soomeydranath Tagore : Gandhi — Gallimard — Paris. Ne pas confondre avec Rabindranath Tagore, le poète.

Huê Dân

NGUYÊN - VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs—Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

LES PLUS BEAUX PORTRAITS sont signés :

HUONG - KY

PHOTO

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

dit

TRINH - DINH - KINH

65—Rue des Paniers, Hanoi

Comment et où s'amuser à Hanoi ?

Au CASINO-DANCING

50A Route de Khâm Thiên

Tous les soirs à partir de 8h.

RÉSISTANCO

La meilleure peinture.

DUROLAC

La peinture qui rotége le mieux et qui brille le pluspoar anto, meubles, etc ...

57 Rue Jules Ferry, Hanoi

LA MARQUE DÉPOSÉE DES CHAUSSURES

Chân - Long

9, rue Paul-Bert
38, rue des Paniers **HANOI**

SPÉCIALITÉ :

de sacs à main, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants.

Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

G. Mohamed Said

Spécialité en cotonnades

La plus grande maison de l'Indochine

Cotonnades. — Lainage Soieries. — Gros demi-gros et détails.

100 Rue de la Soie — Hanoi

Lisez et faites lire Le Travail

Dans l'Union Soviétique

Démocratie bourgeoise et démocratie socialiste

par K. Radek

Le projet de Constitution stalinienne de l'Union soviétique est un document historique témoignant que le développement de la révolution socialiste a atteint une étape nouvelle. Les précédentes Constitutions du pays des Soviets étaient des lois d'organisation de l'Etat soviétique, qui visaient à briser la résistance des classes exploiteuses et à créer les bases du socialisme. La nouvelle Constitution, selon l'énergique objet des discussions du peuple entier, est la charte de l'organisation étatique de la Société socialiste victorieuse. Voilà en quoi réside l'importance historique du projet de constitution stalinienne.

Pour apprécier cette importance dans toute son ampleur, il faut comparer le projet de constitution stalinienne non seulement avec les Constitutions antérieures du pays des Soviets, mais aussi et avant tout avec les Constitutions de la démocratie bourgeoise, avec les Constitutions promulguées par la bourgeoisie à l'époque de son épanouissement. Cette comparaison montrera en quoi la démocratie bourgeoise se distingue de la démocratie socialiste. MARX, ENGELS, LENINE et STALINE ont mis cette question en point en ce fondant sur toute l'histoire de l'Etat bourgeois et de l'Etat en général. L'expérience de l'édification du socialisme en U. R. S. S., sous la coudnite de STALINE, ainsi que l'histoire de la victoire du fescisme sur la démocratie bourgeoise dans quelques pays, l'histoire de la dégénérescence bourgeoisie do la démocratie bourgeoise dans d'autres pays fournissent ao matériel gigantesque qui confirme la doctrine do LENINE et de STALINE sur la démocratie bourgeoise et la démocratie socialiste.

La démocratie bourgeoise.

Les Constitutions des Etats esclavagistes et féodaux ne masquaient pas le caractère de classe de ces Etats par toutes sortes de phrases sur le « pouvoir du peuple entier ». Lorsque les esclavagistes d'Athènes organisaient « démocratiquement » leur Etat, c'est-à-dire accordaient au « peuple » la participation à l'administration de l'Etat, ils déclaraient ouvertement que les esclaves ne faisaient pas partie de ce peuple.

Les Etats féodaux n'assuraient le pouvoir politique, la direction de l'Etat qu'aux seuls seigneurs. Les féodaux détenaient le pouvoir royal t'armée des chevaliers, la justice qui régiait son compte à la paysannerie serve. Il n'est pas jusqu'à la religion qui ne se trouvait presque entièrement entre leurs mains. Tous les grands maîtres des églises et des monastères étaient des féodaux. La bourgeoisie, qui commençait de se développer au sein de la société féodale, fut certes admise à participer aux organes du pouvoir de l'Etat féodal, mais elle ne déterminait pas l'organisation étatique et le caractère de l'administration.

Les capitalistes comme les féodaux proclamaient ouvertement que leur Etat servait à la défense de la propriété esclavagiste et féodale, c'est-à-dire qu'il défendait dans le premier cas les domaines des propriétaires d'esclaves ainsi que la propriété des esclaves, et dans le second cas, la terre et les seigneurs féodaux et l'asservissement des paysans à la terre féodale.

« N'avaient tous les droits que les « seigneurs ; les paysans n'avaient « pas de droits. Leur sort ne se « distinguait pratiquement que fort « peu de celui des esclaves dans la « société esclavagiste » (LENINE).

Quelles transformatiaue apporta donc la bourgeoisie après sa victoire sur les seigneurs féodaux, lorsqu'elle fonda l'ordre nouveau, le régime capitaliste ? Elle engagea es lotte contre le régime féodal sous le mot d'ordre de la liberté. Ses idéologues qui préparèrent cette lutte, plaçaient au centre de leur système politique l'idéo de « la liberté de tout homme », l'idée de l'égalité de tous les hommes devant le loi.

Toutefois, la bourgeoisie, composée de marchands, de patrons d'entreprises industrielles, de banquiers, ne luttait pas pour la liberté en général, mais pour la liberté donnée au capitalisme de prospérer. Le capitalisme avait besoin de la liberté du marchand, du fabricant, de son affranchissement de toutes les entraves de la société corporative, qui avait existé dans l'Etat médiéval. Cette liberté, il en avait, besoin pour élargir les grandes entreprises que le régime corporatif entravait.

Le capitalisme avaient besoin de libérer l'ouvaier, non seulement des chaînes de la gîche, qui l'empêchaient de passer d'un capitaliste à l'autre, mais aussi des moyens de prédution eux-mêmes. Afin que l'ouvrier produisît docilement pour le capitaliste et se soumît é toutes ses exigances, il ne devait avoir de liberté que celle de ses mains, de son aptitude au travail.

La bourgeoisie avait enfin besoin de libérer la paysan du servage, de l'exploitation féodale. Car seul un paysan producteur libre de marchandises pouvait easer le marché grandissant pour l'industrie capitaliste, pouvait servir d'objet d'exploitation du négociant et du banquier. La bourgeoisie aspirait à remplacer le pouvoir féodal qui garantissait la propriété féodale, non pas par le pouvoir populaire, mais par un pouvoir garantissant la propriété capitaliste, les intérêts de la bourgeoisie.

De la sorte, les espirations réelles de la bourgeoisie différant fortement de celles que répandirent ses idéologues, lorsqu'ils préconisaient le pouvoir populaire, c'est-à-dire la démocratie.

La bourgeoisie et les propriétaires fonciers américains, renversant le pouvoir de l'Angleterre féodale et fondant un Etat bourgeois indépendant, disaient dans leur « Déclaration d'indépendance » de 1776 :

« Nous tenons les vérités suivantes pour manifestes : que tous les hommes ont été créés égaux ; qu'ils ont reçu du créateur certains droits inaliénables, dont la vie, la liberté et l'espiration au bonheur. C'est pour garantir ces droits que les gouverneements sont établis et ils ne tirent leur juste pouvoir que du consentement des gouvarnés ».

Mais lorsque fut rédigée, en 1787, la Constitution des Etats-Unis d'Amérique, 120.000 hommes seulement sur 4 million d'habitants réquerant le droit de vote. De ce droit furent privés, non seulement les noirs, — esclaves des grands propriétaires fonciers du Sud. — Mais aussi les blancs pauvres.

Quand en 1789, le peuple français ouvrit la première brèche dans la cuirasse du pouvoir féodal royal, la bourgeoisie française s'empressa de es prononcer pour la défense de la propriété capitaliste dans la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen :

« La propriété étant un droit « luviolable et sacré, nul ne peut « en être privé, si es n'est lorsque « la nécessité publique, légalement « constatée, l'exige évidemment, et « sous la condition d'une juste et « préalable indomnité. »

Pour défendre sa propriété, la bourgeoisie française, qui avait proclamé dans la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen l'égalité de tous les citoyens, n'accorda le droit de vote, dans la Constitution de 1791, qu'aux seuls citoyens actifs, qui payaient une somme déterminée d'impôts. Les serviteurs étaient complètement exclus du droit de vote : trois millions de pauvres, c'est-à-dire d'adultes hommes, furent privés du droit de vote. MARAT, le défenseur des masses populaires d'en bas, écrivait avec une profonde indignation à cette occasion :

« Jusqu'ici, l'ordre des choses « répond sotlèrement aux intérêts « des riebes et des intrigants. Pères « sénateur, vous fûtes soi-disnl « particulièrement soucieux de « l'égalité de tous les citoyens dans « la jouissance des biens sociaux...

« Vous veuez tout juste de « reconnaître que tous les hommes, « égaux par oatnre, doivent être « placés sans aucune distinction aux « fonctiouc qu'ils sont capables « d'assumer convaublement. Main- « tenant, vous alles jusqu'à nous « tenir pour incapables do désigner « ceux qui exerceront ces fonctiocs. « Eu fin de compte, vous nous privez « même du nom de citoyen. Votre « fameuce « Déclaration des Droits « ne fut donc qu'un fade appât pour « l'amusement des imbéciles, aussi « longtemps que vous redoutiez de « les irriter, car en dernière analyse, « elle vise à remettre aux mains des « riches tous les avantages, tous les « honneurs du régime nouveau. La « magnifique révolution n'a donc « profité qu'aux benreux ».

Appuyée sur le pouvoir créé par elle, la bourgeoisie française, alliée à une partie des féodaux, fusilla les ouvriers, exilas et pauvres de Paris, qui luttaient pour nne véritable démocratie. Quant à ello, elle s'aurichit, en rachetant les terres confisquées au clergé. Il fallut de nouveaux soulèvements révolutionnaires en août 1792 et en Mai 1793 pour que fussent promulguées une nouvelle « Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, celle de 1793, et la Constitution de 1793 qui reconnaissait le droit de vote à tous les hommes edultes. Mais là encore, il n'était pas le moins du monde question d'une égalité des droits politiques de l'homme et de la femme.

La démocratie petite-bourgeoisie, é la tête de laquelle es trouvaient les Jacobins, s'appuyait sur les masses popolaires en lutte contre l'Europe féodale, qui préparait l'intervention contre la France révolutionnaire. Mais la démocratie ne pouvait se dépasser. Elle craignait la domination des riches, des spéculateurs, mais elle davait protéger la propriété espitaliste, car même le petit bourgeois, l'artisan, le petit commerçant et é plus forte raison le payean riche voyaient dans leur propriété privée la base de leur vie et voulaient consolider cette base, rêvant de es hausser avec le temps et d'augmenter leur propriété privée.

Même la plus démocratiqun de toutes les Constitutions bourgeoises, la Constitution française en 1793, déclarait dans son article 19 :

« Nul ne peut être privé même de « la plus minime partio de sa « propriété, si co n'est lorsque la « nécessité publique, légalement « constatée, l'exige, et aons la « condition d'une juste et préalable « indemnité. »

Et c'est précisément cette circonstance que la petite bourgeoisie française ne pouvait renoncer à la défense de la propriété privée qui lla pieds et poings aux Jacobins dans leur lutte contre les spéculateurs ; ces derniers profitaient de la révolution et soulevaient une profonde indignation dans les masses populaires, ce qui s'exprima dans le mouvement des « enragés » et plus tard dans les luttes révolutionnaires de la Commune de Paris.

(A suivre)

Imp. spéciale « Le Travail »

Tirage 2.000 exemplaires

L'Administrateur Gérant: Trinh Van-Phé

Monde
Gfbl Ja 403
A8347

1er ANNÉE N° 12 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 4 DÉCEMBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyên-Văn-Tiên — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60. Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28, NguyênTrai – Hanoi

Exploitées par la bourgeoisie—nationale ou internationale—les classes moyennes ne seront affranchies que par le prolétariat avec lequel elles ont tout intérêt à s'allier.

LA REPRÉSENTATION ouvrière

Dernièrement, lorsque le gouvernement colonial créa une commission en vue d'examiner la question d'application des lois sociales en Indochine, la classe ouvrière ne fut pas admise à se faire représenter. C'est pourtant la partie la plus intéressée dans l'affaire, puisqu'il s'agit de l'amélioration de sa situation matérielle. M. Bary, inspecteur du travail, délégué du gouvernement et rapporteur donne comme explication de l'absence des représentants ouvriers le fait qu'il est impossible d'en trouver, les ouvriers d'ici étant incapables. Et M. Huas et autres maquais du capital d'approuver. Gouvernement et patrons, tous s'accordent ainsi à déclarer que l'ouvrier indochinois est incapable de dire sa misère et ses souffrances. Comme si, pour avoir ce don, il fallait être gros et gras comme ces messieurs. Comme si, pour dire qu'on ne veut plus de ces insultes à pleine face, de ces coups de poing et de pied qui vous envoient par terre à demi mort ou qui font avorter comme le cas de l'ouvrière Thi Mau à la Société Coloniale de Namdinh, il fallait avoir une tête adoucie comme la leur, c'est-à-dire bourrée d'idéologie raciale et esclavagiste!

Mais comment ces messieurs estiment-ils n'aurait qu'après 70 ans de « tutelle » française les masses indochinoises ne soient même pas capables de dire qu'elles ont faim, qu'elles ont froid, qu'elles souffrent et qu'elles se meurent? Que penseraient-ils de cette « mission civilisatrice » dont ils ne se lassent pas de vanter les bienfaits et qui « transforme » si bien les « barbares », qu'ils perdent même ces notions élémentaires à savoir que pour ne pas crever de faim, il faut du riz — pour ne pas mourir de froid, il faut des vêtements, pour vivre un peu plus au-delà de la quarantaine (vie moyenne de l'ouvrier indochinois) il faut peiner un peu moins, manger un peu plus et mieux ? Cette « civilisation » serait-elle du narcotique, ou poison ?

Nos maîtres du jour se contredisent eux-mêmes.

Il n'est à l'insu de personne qua tout le crédo de leur politique est d'étouffer la voix des masses, cette terrible voix accusatrice qui ébranlera leur règne, qui dévoilera les dessous hideux du régime en décomposition dont ils sont les défenseurs, qui mettra à nu leur oppression et leur exploitation à outrance, qui appellera à l'élaboration d'un ordre nouveau, plus humain, plus juste, des millions et des millions d'êtres humains qu'ils sont habitués à ne pas considérer comme des hommes, qu'ils méprisent et identifient aux choses et dont la présence à leurs côtés est une honte, un défi à « l'honneur », à la « dignité humaine ».

Voilà les raisons pour lesquelles ils ne veulent pas de représentation ouvrière et combattent, impitoyablement toute tentative dans ce sens.

Mais, malgré tout, la voix impérieuse des masses s'élève,

(Suite en 2e page)

JOURNALISTES ! FAITES ATTENTION

Depuis ces derniers temps, des grèves éclatent dans presque tous les pays de l'Union Indochinoise.

Le nombre des ouvriers et ouvrières qui ont participé à ces grèves peut s'évaluer approximativement à 50.000.

D'un commun accord, ils ont cessé le travail et ont demandé une augmentation de leurs salaires.

Depuis des années, ils ont été exploités et pressurés dans des conditions inhumaines par des patrons sans pitié ou par des sociétés anonymes qui les considèrent comme une marchandise

Ainsi, ils ont cessé de travailler pour réclamer le droit au travail, à un travail humain et la garantie de ne pas mourir de faim.

Le camarade CHÂT

Notre métier à nous journalistes est d'approfondir cet état de choses, d'en dégager une ligne politique à suivre. Il nous faut pour cela des données concrètes et précises, des renseignements sur place, une observation directe des événements. Un reportage spécial nous est donc indispensable.

Mais pour maintenir le public et le gouvernement métropolitain dans l'ignorance de ce qui se passe dans les mines, dans les plantations où règnent les patrons et les directeurs en maîtres absolus, des mesures illégales ont été prises par le patronat avec l'aide du gouvernement local pour nous empêcher de voir la vérité et de la dire.

A Hongay, déjà on a tout fait pour empêcher nos reporters de faire leur devoir professionnel. On allègue d'abord que Camphomine, un domaine privé, n'est accessible qu'à ceux qui sont munis de l'autorisation du directeur de la mine. Mais cette raison ne découragea pas nos reporters ils ont pu quand même recueillir des renseignements inédits d'une grande valeur. Alors récemment, ou eurs des grèves de Hatgay, Mandzuong, Hatau, Holam, Camphoport, on mit en œuvre des moyens illégaux. Notre camarade **Nguyên Manh Châ**t *a été arrêté arbitrairement et inculpé pour le motif surprenant d'entrave à la liberté du travail.*

Cette inculpation est dépourvue de tout fondement.

*Châ*t *est arrivé à Hongay deux jours après le déclenchement de la grève. Les mineurs réclamoient une augmentation de leurs salaires : tant que satisfaction ne leur éteit pas donnée, ils ne reprenaient pas le travail.*

Notre camarade **Nguyên Manh Châ**t *n'avait nul besoin de prêcher la continuation d'un mauvement qui, de lui-même, s'est maintenu bien longtemps après l'arrestation de Châ*t *et qui ne prit fin qu'avec les concessions du patronat.*

Notre Directeur a adressé à ***M. le Juge d'Instruction de Haiphong***, *à la réclamation qu'on va lire plus loin. Mais cela ne suffit pas. Il faut une action collective de tous les journalistes indépendants de Hanoi pour déjouer les manœuvres patronales qui visent à entraver les informations impartiales d'une presse libre.*

Hanoi, le 1er Décembre 1936

A Monsieur le Juge d'Instruction près le Tribunal Correctionnel de HAIPHONG

Monsieur le Juge,

Dans le but d'apporter un élément d'appréciation qui pourrait vous être utile dans l'instruction que vous menez actuellement contre un de nos reporters M. Nguyên Manh Châ, inculpé d'entrave à la liberté du travail, je me permets de vous écrire la présente lettre.

Il est dans nos traditions de journaliste d'envoyer, dès qu'un incident grave s'est produit dans le pays, un de nôtres pour en faire un reportage spécial.

M. Nguyên Manh Châ, en allant à Hongay, n'a fait qu'exécuter un ordre de la direction de notre journal. Comme les autres envoyés de la presse, il a recueilli les renseignements sur les causes profondes et immédiates de ces grèves, noté les revendications actuelles des mineurs grévistes. Et, comme les autres, il est venu après l'éclatement des grèves. A aucon moment, il n'a tenté d'intervenir dans le conflit entre les mineurs et la direction de la mine.

Il est resté strictement neutre. Il n'a fait aucune pression, même morale, sur les grévistes. En un mot, il ne s'est livré à aucune manifestation publique.

Les autorités locales n'ont rien relevé contre lui à ce sujet.

Seulement, quand celles-ci lui proposaient de partir, de quitter Hongay, il refusa. Il refusa de le faire volontairement sans un ordre, une injonction de la part de l'autorité compétente.

Il lui fallait une preuve pour se justifier auprès de la direction du journal qui l'envoyait faire cette enquête, de l'abandon de son poste.

Dans ces conditions, Monsieur le Juge, nous croyons que ce n'est pas lui qui a entravé la liberté du travail des mineurs mais, bien au contraire, c'est sa liberté du travail qui a été entravée par les autorités locales.

C'est pourquoi, ayant foi en la justice, égale pour tous, je vous demande de bien vouloir renvoyer des fins de la poursuite.

Veuillez agréer, Monsieur le Juge, l'assurance de ma respectueuse considération.

Le Directeur du « TRAVAIL »
Nguyên Van Tiên

Dernière heure

Perquisitions aux bureaux du TRAVAIL et chez plusieurs de nos collaborateurs

Après la poursuite contre notre camarade Châ*t* le Résident supérieur A. Thoiance vient d'ordonner, ce matin, à la Police de faire une descente aux bureaux du journal et aux domiciles de plusieurs de nos collaborateurs.

La perquisition a duré de 7h à 9h.

Quelques documents ont été saisis.

Veut-on montar un complot contre notre journal ? Nous y reviendrons.

Une Grève des menuisiers vient d'éclater à Hanoi et bientôt — groupant plus de 300 ouvriers

Ces menuisiers travaillent jusqu'ici à la tâche et sont toujours mal payés par les petits patrons qui les exploitent honteusement.

Ils réclament une augmentation générale de 40 % sur les prix actuels.

Ils estiment les denrées alimentaires étant en hausse que leurs salaires sont nettement insuffisants pour leur permettre de maintenir le même niveau d'existence.

Nous croyons que les patrons ont tout intérêt à avoir une attitude conciliante pour résoudre dans la plus bref délai ce conflit qui risque de se prolonger alors que les commandes augmentent à l'approche du Tét.

La famine approche

Le cours du paddy augmente de 160 % dans le Nord Annam

Que des mesures énergiques soient prises contre les spéculateurs qui affament le peuple

Le cours du paddy, partout, a monté. Mais la hausse dans le Nord Annam est particulièrement vertigineuse. Du 25 cents la tonque, le coara est passé, dans l'espace de 2 mois, à 65 cents.

Il y a naturellement à cela une cause d'ordre général : la dévalorisation du franc, c'est-à-dire de la monnaie à laquelle est liée intimement la piastre indochinoise On sait en effet que le mot d'ordre : « *C'est aux riches de payer les frais de la dévalorisation* » est resté dans la rotonde au vain mal l'ontes les marchandises de première nécessité accusent des hausses catastrophiques, sans que, par des mesures énergiques, on songe à stabiliser les prix. Pour le cas particulier du riz, à Hanoi même, les mercuriales récentes enregistrent une baisse de 40 /.

Mais cette première cause est insuffisante pour expliquer l'étendue des variations qui se sont produites dans le Nord-Annam. Une deuxième cause, d'ordre local, tout aussi importante que la première, sinon plus, agit, au effet, dans le même sens. C'est cette extrême sécheresse qui, depuis des mois, sévit sur toute la région — comme sur tout le Tonkin d'ailleurs. Le terre se durcit, se crevasse. Une partie des riz êres n'a pu être mise au cultivre. Les superficies cultivées étaient un spectacle navrant de pauvreté : des plants clairsemés, rabougris, jaunis, brûlés même.

Le prochaine récolte est atteinte irrémédiablement !

Devant la famine qui vient, les habitants s'effraient. Les propriétaires, les payeans riches, ces spéculateurs dans l'âme, au contraire se réjouissent d'une pénurie de paddy éventuelle. Pour anticiper des effets néfastes d'une récolte déficitaire, ils se mettent dès maintenant à jouer leur vilain jeu. Les magasins les greniers par la volonté de ces affamours, se referment plus ou moins ce sont clement, le marché se vide à vue d'œil de la denrée indispensable. Le cours du paddy, par suite de ces manœuvres coupables accuse une hausse vertigineuse !

Si l'on considère que, sans parler des ouvriers et de la petite bourgeoisie des villes qui achètent tout le riz qu'ils consomment, 90 /. de nos paysans ne possèdent pas de terres et, par conséquent, n'ont pas ou plus de riz en provision, on comprend la gravité des machinations funestes auxquelles se livrent ces accapareurs. Déjà, dans les provinces de Thanh-Hoa, de Nghê-An et de Ha-Tinh, le paysan pauvre voit son niveau de vie réduit à une misère intensible. Déjà une atmosphère d'instabilité envahit nos campagnes, et pourrait compromettre sérieusement l'équilibre politique du pays.

Et cet état de choses est loin d'être endémique. De se circonscrire aux seules provinces du Nord-Annam. Il menace de s'étendre au Tonkin où la dévalvation, la sécheresse conspirent avec les inondations pour rendre la vie intolérable. Le terrain est tout fait pour le développement d'une spéculation effrénée.

En toutes circonstances, la spéculation est une opération frauduleuse. Dans les circonstances actuelles, elle est un véritable crime. Une indifference néfaste de la part du gouvernement ne pourrait plus se justifier par aucun argument.

L'existence même des masses est au danger.

Que des mesures énergiques soient prises au vue de mettre fin aux tentatives de spéculation, que des peines sévères frappent les propriétaires récalcitrants qui se refusent à ouvrir leur grenier.

Qu'un comité officiel soit immédiatement créé, ayant pour tâche d'organiser l'importation du riz cochinchinois dans les provinces atteintes ou menacées par la famine.

Que le régime de la taxation (fixation des prix par le Gouvernement) soit appliqué au cours du paddy, à la ville comme à la campagne.

Que le Gouvernement accélère le creusement ou la construction des canaux d'irrigation, qu'il complète et consolide le système des digues, afin d'éviter à l'avenir les inondations et les sécheresses.

Que, surtout, on n'attende pas l'aggravation de la famine pour improviser en toute hâte des mesures de secours forcement incomplètes et d'efficacité douteuse. Cette politique myope qui ne sait prévoir, ni ne veut prévenir, nous a déjà coûté trop cher pour que nos gouvernements soient tentés de la mettre en pratique à nouveau !

L'heure n'est plus aux tergiversations. Le peuple demande des actes positifs.

Quand éclaircira-t-on les circonstances de la mort du teinturier Ng. Danh-Thung ?

Vraiment la vie d'un homme compte *fort peu* en Indochine. La visite que nous avons reçue tout dernièrement nous édifie encore mieux sur ce point de vue.

Samedi dernier, un vieux lettré M. Nguyêu tiêu Oam et Mme Nguyen thi Puuug, sa fille sont venus à nos bureaux. Ils nous ont exposé une affaire avec prière d'intervenir.

Le voici :

La digue de Myloc, il y a quelque temps, se rompait. Les eaux envahissaient les rizières et inondaient de immense terrtaura dans une désolation extrême.

Les autorités de Bacninh réclamaient des coulies. Chaque village devait fournir des hommes avec quatre autres jeunes villageois. Entre eux cinq, il fallait prendre un homme ils préféraient payer un remplaçant, ce qui était toujours admis jusqu'ici.

Le 6e jour du 7e mois (23 Août) Thung partit chercher ses camarades. Il devait remettre l'argent à leur remplaçant. Il passa devant la maison communale. C'était 8h du soir.

Le lytruong (maire) et le phuly (son adjoint) rassemblaient des hommes. Quand ils virent Tuong, ils l'appelèrent.

—Où vas-tu ? crie le lytruong.

—Je vais chez mes camarades pour leur remettre ma cotisation, répondit il.

Il reçuit, puis repartit. Mais cela ne faisait pas l'affaire du lytruong. Le lytrueng voulait garder Thung. Il tenait à l'envoyer à la digue. Thung voulait s'expliquer mais ce fit qu'irriter le digne notable. Pris peur il sortit de la maison communale et fit deux pas.

—Attrapez-le ! cria le lytruong.

Thung pressa son pas. Derrière lui, le phuly le poursuivit. Thung courut pendant quelques minutes. Le crétois du lytruong réclamait sa course. Le phuly le rattrapa.

Alors s'éclit la manifestation violente d'une fureur sans nom. Le phuly roua son homme de coups. Le pauvre Thung cootre un poteau de réverbère Il lui administra force coups de poing et de pied. Thung reedit tout ce qu'il avait mangé.

Puis comme toute chose a une fin, le phuly s'arrêta. Aucunit de douleur Thung fut ramené à la maison communale.

Le lytruong était malin, il suggéra : « Faites attention ! Il est de la famille de M. Nguyêu tiên-Dam Faites un procès-verbal de constat et dites à

(Suite en 2e page)

APRÈS LE SUCCÈS DE CAMPHAMINE

20.000 MINEURS DE HONGAY ET DES ENVIRONS ARRACHENT LA SECONDE VICTOIRE OUVRIÈRE

Pravacatians, répressian et arrestations n'ant pas arrêté la grève

L'envoyé spéciul du TRAVAIL, notre camarade NGUYÊN-MANH-CHÂT est pourevu!

Nouvelle victoire ! Les 20.000 mineurs de la Région de Hongay ont enfin triomphé après une âpre lutte d'une semaine.

La seconde grève des mineure est l'une des plus grandes manifestations ouvrières en Indochine Elle est aussi l'une des plus rudes.

Dans une bataille de cette envergure que de fois les ouvriers ont à lutter contre les manœuvres multiples qu'au patronat expérimenté a tramées contre eux. Malgré les difficultés, ils ont systématiquement évité les innombrables provocations tendant à attirer sur eux une répression qui peut dévenir facilement sanglante, grâce à leur sang froid qui n'a jamais manqué.

Si la grève de Camphamine a marqué la discipline du prolétariat, la grève de Hongay marque sa force.

Qui osera dire désormais que la classe ouvrière indochinoise n'est pas une classe vaillante, capable d'organisation et de discipline ?

Toutes les déclamations, tendant à taxer de traîtres les droits les plus nécessaires à son évolution, ne sont que mensonges intéressés que lance une poignée de gens sans vergogne sans loi, pauvres dans leurs idées comme dans leur cœur.

Le succès du mouvement ouvrier actuel pose à l'ordre du jour la reconnaissance immédiate des droits minima de la classe ouvrière. Ce sont, répétons-le, les droits syndicaux et le droit de grève.

La grève de Hongay montre que la répression n'épargne point les misérables. Les soldats ont jeté les pierres sur les grévistes et l'un d'eux a brisé en crosse au refoulant les manifestants. Un homme a eu son bras cassé. C'est pour dire que les victimes sont du côté des ouvriers ; Ces derniers ont supporté des coups les plus durs parce qu'ils voulaient manifester contre l'attaque incessante de leurs conditions de vie et de travail.

Deux hommes attendent maintenant à la prison de Haiphong. Ces hommes qu'on suppose meneurs parce que dans la lutte ils se montrèrent ardents et combatifs. Voilà comment on conçoit — la liberté individuelle en ce pays. Voilà comment on entend mater le mouvement des mineurs.

Qu'on se détrompe ! Le mouvement qui soulève tout de milliers d'hommes ne peut être déclenché par quelques hommes si les conditions de vie et de travail imposées aux ouvriers ne sont pas vraiment lamentables.

Le responsable, c'est le patronat.

Le responsable, c'est celui qui met ses ouvriers dans une misère sans nom, celui qui ne voit que l'augmentation du sea criminelles dividendes, celui qui s'enrichit par la sueur et souvent par la vie de ses exploités.

C'est celui là qu'il faut poursuivre.

(Suite en 2e page)

NG. DANH - THUNG

(Suite de la 1ère page)

Thung de reconnaître qu'on ne l'a pas battu.» Le procès-verbal fut dressé séance tenante et Thung fut « invité à le signer. Thung refusa. Nouveaux coups de pied et de poing. Thung accepta.

M. Nguyên tien-Dam, prévenu, accourut, malgré son âge, à la maison communale. On lui fit alors la lecture du procès-verbal (M. Dam ne lit pas le quoc ngu). Non, Thung n'avait pas été frappé, le procès verbal l'a dit.

Thung rentre chez lui grâce à l'intervention de M. Dam. Il ne raconte rien, ni à sa belle mère, ni à sa femme. Pourquoi faire du bruit, se dit-il, autour d'un incident sans importance?

Mais il avait mal parlé et il ne pouvait pas travailler. Ce n'est rien, se disait il encore, ça passera.

Le surlendemain, ça va! l'air de se calmer. Thung se remit au travail. Le métier de teinturier est dur. Il demeure beaucoup d'effort. Le malheureux s'arrête à chaque instant pour comprimer sa poitrine. Ce manège intrigua sa femme.

—Qu'as tu ? demanda-t-elle.

—Rien ! rassura le teinturier.

Et il continua.

Quelques jours se passèrent. Le 15e jour du 8e mois (31 Août) il ne pouvait plus se lever. Cette fois c'était grave.

Les parents s'inquiétèrent. Thung alité, si actif d'ordinaire, était anormalement malade. Sa femme, que les commerces avaient renseignée sur l'incident de la maison communale, le pressait de questions. Thung voulait se dérober mais devant les efforts répétés de sa femme, il dut reconter toute la scène. C'étaient ces dernières paroles car peu de temps après la douleur devint intense et le malheureux ne prononça plus un mot.

On décida alors de le transporter à l'hôpital la lendemain. Trop tard le mal a évolué avec une rapidité extrême. Dans l'après-midi Thung entre dans le coma.

Cinq heures durant il resta ainsi dans une maison voisine. Thung dans un dernier soubresaut d'énergie voulut prononcer une parole. Il laissa retomber lourdement ses bras et rendit le dernier soupir.

Dans la maison, un concert de lamentations s'éleva. Thung est mort! Il avait 26 ans.

La mort ne paraissait pas normale. Le tri buyen jud ciaire de Tuson examina le corps et y releva un bleu de la largeur d'une piastre.»

Le plaidoyer fut annulé appelé à la résidence du tri buyen. Personne ne savait au village ce qui s'y faisait.

Le surlendemain (2 Septembre) le directeur de l'hôpital de Bac Ninh pratique l'autopsie. On ignorait les résultats, mais d'après le témoignage de la femme et rumeur et un des poumons paraissaient noirs tandis que la corvelle coulait comme un liquide blanchâtre».

Voilà l'histoire telle qu'elle nous a été racontée par les parents du mort. Nous la soumettons à l'examen des personnalités compétentes.

Nous faisons remarquer toutefois que si les circonstances de crime—si crime il y a—ne sont pas encore éclaircies, elles n'illnistrent pas moins les abus dont souffrent les multitudes ouvrières et paysannes de ce pays.

La représentation ouvrière

s'amplifie, s'affermit et s'impose : les mineurs de Camphamine, Campha-port, Hongay, Haiou, Mongdzuong, Halam, les ouvriers des Cimenteries à Haiphong, de la Fabrique de tapis à Namdinh, des usines de Hocmon, de Can Iho, etc, se dressent comme un seul homme contre leurs exploiteurs. Du Nord au Sud, les grèves succèdent aux grèves, dans un calme parfait, une discipline imposante, embrassant des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs. La fraternelle solidarlié des grévistes, leur combativité, leur lutte pour arracher les piquets de grève des griffes policières, leurs souscriptions en faveur de ceux de leurs frères de combat blessés su cours des bagarres avec la police et les forces armées accourues aux secours du patronat ... tout cela montre d'une façon éclatante que, malgré tout le régime d'oppression et d'exploitation, d'obscurantisme et de terreur, le réveil à la conscience de classe gagne de plus en plus les larges couches du prolétariat indochinois, que celui-ci voit déjà clairement d'où viennent leur misère et leurs souffrances et qu'il commence à prendre conscience de ses forces et à se rendre compte de la nécessité de la lutte de classe.

Il est intéressant de noter que ceux-là même que l'idée d'une représentation ouvrière inquiète et répugne, exhortent en certains moments notamment pendant les grèves, les ouvriers à se faire représenter. Ils espèrent, par ce procédé, discerner plus facilement les combattants les plus décidés pour les arrêter, les emprisonner et décapiter ainsi le mouvement. Les ouvriers savent déjouer cette manœuvre. C'est ainsi que les mineurs du Tonkin, dans les négociations ou pourparlers avec le patronat et les autorités, ne désignent plus quelques délégués, mais y assistent en masse ou nommment une délégation nombreuse atteignant quelquefois plusieurs dizaines de membres. Une preuve de plus de la vigilance et de la circonspection du prolétariat, de la souplesse de sa tactique et de ses aptitudes au rôle qu'il est appelé à jouer dans l'histoire.

Il incombe au prolétariat de France la lâche urgente d'aider ses frères indochinois dans le premier pas de leur mouvement libérateur. Par sa lutte contre le fascisme et toutes les forces réactionnaires, il fera une pression plus forte sur le gouvernement du Front populaire afin que celui-ci accorde aux travailleurs indochinois les bases démocratiques qui leur permettent de s'organiser et déleudre efficacement leurs intérêts de classe.

La victoire des 20000 mineurs
DE HONGAY ET DES ENVIRONS

C'est celui là qu'il faut condamner

Dans la lutte gigantesque qui oppose la minorité exploiteuse, détenant tous les moyens de production en main ni ancani jesqu'an sang ses salariés, contre la majorité laborieuse, travaillant sans cesse et supportant les pires souffrances, nous sommes du côté des exploités, du côté de ces masses martyres qui luttent pour mieux vivre et pour mieux travailler.

L'accueil que ces lneombrables mineurs faisait à notre envoyé anécdiel est notre seule récompense. Il est noire seule action ! La pourraite dont notre camarade Nguyen manh Chat est aujourd'hui victime accroîtra encore notre influence parmi ces masses ouvrières Elle ne fait pas notre foi dans leur rapide évolution et soutiendra notre action vigoureuse pour la conquête des droits les plus élémentaires sans lesquels l'épanouissement du prolétariat se trouvera freiné et retardé.

Elle prouve que nous sommes justes dans la ligne.

Elle prouve que le patronat aura à compter avec nous qui somsaes toujours prêts à défendre la cause des faibles et des humbles, la cause du travail.

Qu'attendons nous ?

On sonne. Les portes grincent paresseusement et laissent entrer les ouvrieras.

Nous sommes le 23 Novembre. Il y a donc deux jours que les salaires sont payés. Aujourd'hui on ne sait plus pourquoi l'argeot s'est écoulé.

Jamais depuis qu'on travaille aux machines, on ne peut boucler son mois. Trop de frais à payer et trop peu d'argent à gagner. Comment vivre ? la question se pose mais ne se résout pas.

Hier quelques copains sont venus. Ils arrivent de Camphamine. Ils sont plés gais que nous. Pourquoi ? Ils racontent beaucoup de choses et ne tarissent p a d'éloges sur les vaillants camarades de la base. Ils parlent avec fol. On frémit en les écoutant. On sent qu'une fièvre vous gagne Il semble qu'on entende encore les cris de la grève. On croit voir des hommes qui se meuvent, qui déferlent, qui réclament et qui reviennent triomphants la sonrire coulent d'une lutte efficace.

Alors le feu vous dévore. La volonté vous pousse. Des forces vous disent : a Allez-y ! a

Allons-y ! Pourquoi pas ! Nos camarades de Camphamine, ont réussi, nous réussirons aussi.

Mais pourquoi ce matin l'atelier paraît si sombre. Les machines montrent leur air imposant, froid, insupportable. Pourquoi nos mains tremblent et refusent de toucher aux manivelles ?

Toujoora cette grève de Camphamine qui revient à la pensée. Toujoors ces cris, ces clameurs qui annoncent la victoire, qui annoncent l'amélioration des salaires ! ...

Oui, il faut en arriver là Pas d'autre solntion.

Devant les machines, les ouvriers se tiennent. Ils n'ont pas l'air gai. On dirait qu'one inquiétude n'empare d'eux et aucon d'eux ne prononce no seul mot. Leurs bras al zeifs tous les jours ne savent plus que faire car ils ne veulent toucher à rien tant leur capit est occupé.

Un ouvrier lève soudain sa tête et regarde. Soo voisin, comme harassé par la fatigue, prononce balctant : a La grève de Camphamine est victorieuse ».

Toutes les têtes se redressent.

Noa camarades ont réussi, murmure quelqu'on.

— Qu'attendons nous ? dit on autre,

Une minute passe. Une minute de silence et de méditation.

— Qu'attendons nous ? reprend une voix

— Qu'attendons nous ? répondent quelques autres.

Un murmure monte. On n'entend pas distinctivement les voix. Camphamina a conene la victoire. Camphamina a leité. Camphamloe a souffert.

L'idée qui germait dans les cerveaux veut se faire jour. Elle n'attend plus que l'occasion pour se manifester.

Dans le silence, brusquement un cri se lève : « Cessons le travail ! a Dans son raisonnement intérieur on ouvrier avait abouti à cette conclusion. Il la formole à haota voix sans la savoir.

— Cessons le travail ! reprennent en chœur les ouvriers.

Instantanément le cri éveille tout le monde. Le mot d'ordre est lancé et le travail s'est arrêté.

De l'atelier des machiolates, la grève se déclenche. Elle gagne bientôt l'extérieur. Elle englobe bientôt des dizaines de milliers d'hommes et la lutte commence avec son cortège de provocations, de répression et d'arrestations. Elle aboutira peut-être, elle aboutira, ainsi on le verra, car on a une foi évidente dans le succès on a la conviction inébranlable.

"A Hatou!" "A Halam!"

Le train pourant sa marche grinçante. Tous les jours on transporte le charbon de Halam at de Hatou à Hongay. Ces deux centres miniers livrent le charbon au port. Là. il sera traité et livré à la consommation.

La locomotive lance en l'air des volutes de fumée noire. Chaque jour, c'est le même trajet, le même parcours.

Mais qua co passe t-il là-bas au port ? Hongay, paraît il, sat animé. La grève a t-elle éclaté ? La lutte a t-elle commencé ?

A Halam et à Hatou, on est inquiet ces derniers jours. Les commerçants vizent une augmentation du paris. Tout y est cher. Il va falloir a bouffer du potage a, si on ne peut plus payer ses repas.

Au tournant de la route, voilà un groupe d'hommes.

Des grévistes.

Tout à l'heure. l'ingénieur était venu. Il déclarait impossible d'accorder les revendications sans prévoir Paris.

Paris est loin. La faim est proche.

Paris chasse l'argent. Les mineurs anraisent la souffrance.

Non ! On n'attend pas ! La lutte est encore le seul moyen de ramédier à cette misère. On ne traitera par le charbon avant de savoir qu'on peut vivre en le traitant.

Alors la grève s'est déclanchée vigoureuse. Les machinistes sortent de leurs ateliers. Les coolies les suivent. Bientôt les rues deviennent noires de monde. La foule, de minute en minute, grossit à vue d'œil.

La lutte est enfin déclarée mais il faut s'assurer de se victoire. Il faut l'élargir et arracher les revendications pour tous les mineurs. Il faut toucher Halou. Halam.... le port doit toucher les mines, ainsi le mouvement sera complet.

Dans le tumulte des hommes fayent la foule.

— A Hatou ! crieot ils

— A Halam ! répondent les autres

En un clin d'œil, les groupes se forment. On va à Hatou, on va à Hanam. On étendra la grève, on luttera jusqu'au bout, jusqu'à la victoire.

Le train s'arrête. Des hommes entfait signe. Immédiatement les coodncieurs descendent.

— Hongay est en grève ! crient les colonnes de grévistes.

— Bravo ! répondent ceux du train Immédiatement on fait marche arrière. On renvoie le charbon à la mine On amène les copains porter l'heureuse nouvelle

En un quart d'heura, Hatou, Halam soirent dans le mouvement. En ne instant les galeries se vident d'hommes. La grève est connue. Elle est étendue à ces contres.

— Nous faisons la grève, déclarent les chemiots, nous rendons la train tel quel à la Société des charbonnages, sous ce nous sommes pas des vandales.

« Nous vous donnons la lumière »

Les forces militaires occupent Immédiatement les abords de toutes les mines. Un détachement armé monte en faction devant la Centrale électrique située au km5.

Le silenlice est calme. La grève se développe lncessamment A l'usine électrique, aucon bruit.

Les électriciens travaillent toujoors. Eus aussi veulent faire la grève et co matin comme les aetres joors, ils ne viennent pas de gaîté de cœur au travail Ils attendent l'occasioo et elle tarde à venir. Oui, so disent ils. Il n'y pas d'autre issoe que la lutta Cens da Camphamine l'ont sue et ils oot triomphé. Sans peine peut on gagner, sans lutte pont on vaincre ?

Ils regardent, mécontenis, las machines Ils an ont assez de travailler ainsi.

Ils veulent virre, vivre mieux que la vieq'on leur donne, une ris de chien, one vis impossible.

Depuis ons demi-heores les stalts monient en faction devant l'usine. Qoe so passe t-il donc ? Pourquoi garde t-on si étroitement la porta. Une gréva a t-elle éclaté quelque part ? Les camarades ont ils cessé le travail ?

Une clameur immense !

Les soldats poussent les grévistes qui arrivent compacts

— Laissez nons prévenir les copains ! crie t-on.

Les soldats poussent encore. L'un d'eux lève sa crosse et tape. Un homme tombe at se casse le bras. On l'enlève,

— Laissez-nons prévenir les copains ! crie-t-on toujours.

Les soldats veulent charger mais brusquement le lieutenant, commandant la déiesbement, s'avanca.

— Vous ne cassez rien ? dit-il.

Non ! répondent les manifestants

Alors les soldats livrent passaga et plusieurs grévistes pénètrent dans l'usine.

— Hourrahe camarades ! nons avons déclenché la grève ! crient ils.

— Bravo ! répondent les ouvriers à l'intérieur.

Et immédiatement une vois, impérieuse autoritaire s'élève, impressionnante : « On débraye ! a

Les machioses s'arrêtent instantanément. Les ouvriers se reoot au dehors et grossissent le nombre des manifestants.

La situation devient sérieuse. Plus de courant ! Qna va-t-on faire co soir, dens l'obscurité, dans la tumulta, dans le désordre.

Le lieutenant s'arance de nouveau et parlemente. Il faut mettre les machines en mouvement. Il faut éclairar la région pour le maintien de l'ordre

Sans intention aucuna de laisser la population dans l'obscurité, les grévistes répondent en chœur dans un élan magnifique « Nous vous donnons la lumière ! a

Sur le champs on désigne quelques camarades. Ils feront fooctionner les machines. Ils distribueront le courant dans toute la région.

Manœuvres inutiles

La lutte devient ardente.

En 24 benres, six centres entrant dans le mouvement. Après Hongay, Hatou et Halam, la grève s'étend à Mon Dnong, Dông-Dang et Campbaport.

En une fois, 20.000 hommes ! 20.000 lutteurs !

Le patronat rege. Coûte que coûte, il faut faire reculer ces grévistes.

En avant la méthode coutumière. En avant la provocation et la répression fasciste !

Le 24 Novembre, à Hongay des Chinois montent travailler. On les arrête comme briseurs de grève. Alertés, les grévistes arrivent ils veulent entrer pour indiquer à leurs camarades que a travail est indigne d'eux. Ils es heurtent aux soldats résolus à les repousser. Ils s'avancent quand même. Les militaires chargent et rosse en avant. Un ouvrier tombe et casse son bras. A co moment une pierre est lancée dans la direction des soldats. Immédiatement c'est la bataille générale. Soldats et ouvriers échangent des pierres. La situation risque de so tourner en drame mais la discipline prolétarienne est plus forte aussi les appels au calme sont écoutés.

Impossible de briser la grève. Le patronat n'a plus d'agents pouvant faufiler avec succès parmi las grèves. A Mong Dnong les cai et les surveillants n'ont que la lampe de se cacher. A Camphaport on doit même les évacuer ailleurs. Un surveillant vent mencer les grévistes avec son révolver mais personne ne recule aussi doit il se reculer lui-même en demandant pardon.

Une fièvre intense anime ces 20.000 hommes. On lient toujours. Parfois le ris manque. Alors ceux qui en ont do ment à sans qui se manquent. On utilise jusqu'au système de demi-ration pour prolonger la lutte. Beaucoup de mineurs en mangent qu'une fois par jour pour ne pas épuiser les réserves alimentaires.

On ne se décourage pas et on se relentil pas une fois l'action contre tonta tentative de briser la grève.

Aux derniers jours le patronat menace de repatrier ceux qui continuent la lutta. Menace inutile également car les mineurs tiennent à leur victoire.

Les forces policières réprimeot alors avec fureur. Les groupes sont incessamment disloqués et plus d'une fois les soldats ont servi de leur crosse de fusil. Dans la fouls, les agents de la Sûreté circuleni nombreux et arrêtent tous ceux qu'ils supposent être meneurs.

La grève ce rentinue pas moins. Elle devient plus ardente encore quand les ouvriere comprennent qu'ils sont menacés de la répression policière s'ils cèdent aux menaces patronales.

Notre camarade Nguyên manh-Chât est poursuivi

La répressioo s'accentue de jour en jour. Les grévistes sont trequés avec une violence inouie.

Au milieu de cette situation difficile notre reporter arriva à Mong-Dznong. Il poursuit son travail d'enquête dans ce centre Partout où il va les mineurs l'accueillent avec enthousiasme. Ils savent que Le Travail ne manque aucune occasion pour défendre les trevailleurs. Notre camarade note tout ce qu'ils disent. Il veut donoer au journal un sensationnel reportage.

Ao moment où il inscrit avec calme les revendications des grévistes l'inspecteur Reinert de la Sûreté de Hanoi se présente, le prie d'aller à Hongay, croyant devoir remplir une formolité exigée il accompagne M. Reiert jusqu'à Ho-gay. Là on l'expédie à Haiphong et pendant dnux jours on le garde chez M. Boubal chef du service de la Sûreté de cette ville. On le met alors en conront qu'il est poursuivi pour entrave à la liberté du travail.

En même temps, on incolpe onze autres mineurs pour des motifs les plus divers,

Victoire quand même

Enfi la victoire arrive.

Après une semaine de lotte violente, les ouvriers arrachent toutes les revendications.

M. Delsalle, inspecteur des services politiques et M. Vavasseur administrateur-délégué, dans plusieurs entrevues avec les représentants patronaux, trenche le litige. Il y a désormais un statut ouvrier.

Tous les ouvriers reprennent le travail après la satisfaction de voir leur volonté respectée malgré toutes les manœuvres et les provocations lancées contre eux pendant les 7 journées de la grève.

Notes brèves

Après consultation de ses ressortissants la Chambre de Commerce de Hanoi a émis l'avis que le *solaire journalier minimum* à allouer aux employés et ouvriers indigènes de Hanoi pourrait être présentement fixé comme suit :

0p20 pour les hommes.
0$15 pour les femmes.
0$12 pour les enfants.

Le Résident supérieur va sans doute consulter les travailleurs indigènes de Hanoi pour savoir à quelle sauce ils désirent être mangés.

Le prix de l'essence vient d'être porté de 0$21 à 0$23 le litre par les trois grosses compagnies étrangères qui se partagent le monopole de l'importation et de la vente en Indochine du pétrole et de ses dérivés.

Cette augmentaiion de 1 cent 1/2 par litre est dûe à la dévaluation de la piastre indochinoise.

La situation déjà critique des entreprises de transport en commun par véhicules automobiles va être encore aggravée par des charges nouvelles : majoration de 9% des carburateis et des lubrifiants et par l'assurance obligatoire qui entrera en application le 1er janvier 1937.

Comme conséquence de l'alignement du franc par rapport au sterling et au dollar l'encaisse or de la Banque de la France a été réévaluée.

Depuis la nouvelle loi monétaire la valeur du l'or a augmenté par rapport au franc Avec le franc Poincaré représentant 65 milligrammes 1/2 d'or on pouvait acheter 65$500 d'or moyennant versement d'un million en billets de banque.

Pour esquérir un lingot du même poids, il faut aujourd'hui avec le franc correspondant à 49 milligrammes d'or 1 350.000 francs environs.

Une somme de 13 milliards provenant de la réévalutión de l'encaisse or de la Banque de Franco a été mise à la disposition du gouvernement ; sur cette somme 10 milliards ont été affectés à la dotatioo d'un fonds de stabilisetion des changes, 3 milliards confiés au Crédit Foncier pour des prêts à moyen terme.

Le bon public indochinois ignore si l'encaisse-or de la Banque de l'Indochine a été, elle aussi, réévaluée dans quelles conditions.

Il ne faudrait pas que le bénéfice réalisé par notre Institut d'Emission, du fait de l'alignement de la piastre par rapport au franc profite à ses seuls actionoires.

Qu'en pensent les citoyens Vincent Auriol, Marius Moutet ?

Dans un de oos précédents numéros nous avons manifesté notre scepticisme relativement à l'efficacité de l'application des lois ociales eo Indochine en raison de l'insistence d'un corps qualifié d'inspecteure et de contrôleurs du Travail.

Nons sommes heuraux d'annoncer à nes lecteura que le gouvernement général a été avisé dernièrament par le Département de l'arrivée prochaine de plusieurs Inspecteurs du Travail détachés de la Métropols.

Un bon point à M. Marius Moutet !

Nous venons de recevoir les dernières nouvelles de Paris. M. Moutet a déclaré qu'il n'a jamais été dans son intention de réduire les soldes des fonctionnaires indigènes que la campagne provoquée par la presse de langue Annamite est dénuée de tont fondement. Il paraît que M. la ministre chorche estuellament les moyens d'augmenter les soldes de ces fonctionnaires pour leur permettre de faire face à la baisse inévitable du coût de la vie crée par la dévalution.

Le conseil municipal de Hsnoi, par son vote du 1er Décembre vient de porter atteinte au princ pe de la gratuité de l'Enseignement primaire.

La question est d'importance. Nous y reviendrons prochainement.

Nous demandons à nos confrères de protester avec énergie contre les dernières mesures fiscales inopportunes prises par le conseil municipal à sa séance de clôture.

RÉSISTANCO
La meilleure peinture
DUROLAC
La peinture qui protège le mieux et qui brille le plus pour auto, meubles, etc ...
57 Rue Jules Ferry, Hanoi

Lisez et faites lire
Le Travail

Draperies — Lainages Fournisseur en gros pour tailleurs
TAN-MY
Grand Tailleur
5 place? Négrier?, Hanoi

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires
Blennorrhagie sigue ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes
Résultats atteoces d'emblée par le Traitement nouveau.
Facile et Radical
CABINET MÉDICAL
Dr Trân-Van-Sang
78 Rue du Papier — HANOI

Pour vous faire beau
Pour être jeune
Faites-vous raser au
Salon de Coiffure:
Pham-manh-Kha
Le rendez-vous des hommes chic

Employez la peinture
Gecko
22 place de la Citadelle? — Hanoi
Propriétaire: PHUNG-NHU-CUONG

Maisan Du-quang
FONDÉE EN 1646
Pham-van-Giap
COUPEUR DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE COUPE & DE COUTURE A PARIS DIPLOME D'HONNEUR DE PARIS MÉDAILLE EN OR DE PARIS
Tailleur civils et militaires
Rayon spécial pour dames
Escompte
53, Bd Francis Garnier HANOI

LA COMMISSION D'ENQUETE VA ETRE ENVOYEE EN INDOCHINE

Elle comprendra des parlementaires et des non-parlementaires des français et des annamites compétents pris sur place

M. Moutet a reçu ses camarades de l'Assemblement des Indochinois en France.

Il leur a déclaré qu'une politique libérale sera poursuivie en Indochine.

« Nous avons examiné, dit-il, avec soin... les mesures que vous avez préconisées. Une grande partie est applicable...

« La légion étrangère sera rappelée. Je sais que cette mesure rencontrera de la part des chefs militaires beaucoup de résistance, mais je passerai outre.

« Quant au sort des emprisonnés politiques, plus de 2.000 grâces ont été prononcées. Il ne reste que 1.000 dossiers à examiner et l'amnistie sera totale.

Comme la délégation fit remarquer au Ministre que le nombre des dossiers présentés est en disproportion avec celui des prisonniers qui s'élève à plus de 10.000

« Tous ces dossiers, dit le Ministre, sont fournis par le Gouvernement d'Indochine et le Secours Rouge International. A ma connaissance il n'en existe pas d'autres. Cherchez-les ces précis et apportez-moi les dossiers, je les ferai examiner.

« Les lois sur la liberté de presse seront promulguées... ceux simerions mieux les attaques ouvertes que les sourdes critiques.

« Bientôt les mesures seront prises pour faciliter le voyage des Indochinois en France.

« Quant aux autres revendications, nous tâcherons de les satisfaire.

« La Commission d'enquête va être envoyée en Indochine. Elle comprendra des parlementaires et des non-parlementaires, des Français et Annamites compétents pris sur place. D'ailleurs, l'enquête se poursuivra en France, tout le monde pourra donc y contribuer.

« Monsieur Brévié est nommé gouverneur de l'Indochine parce qu'il a manifesté un amour sincère pour les indigènes de l'A. O. F. Je suis sûr que vous en serez satisfaits».

Cette déclaration est publiée dans l'APPEL organe de combat du Rassemblement Indochinois à Paris.

Nos camarades nous ont confirmé tes intentions libérales du ministre des colonies.

Nous faisons cependant des réserves sur la réalisation de la politique coloniale de M. Moutet tant que les cadres du l'administration locale ne sont pas rajeunis.

La routine de la bureaucratie coloniale représente une force d'inertie qui fera échec à toutes les mesures prescrites en faveur des masses exploitées. Les financiers avec leurs alliés, les bourgeois et féodaux annamites, ont essayé déjà d'entraver l'application des lois sociales au Tonkin

Eo Cochinchine, repoussant vigoureusement l'impôt sur les revenus, ils cherchent à rejeter toutes les charges publiques sur les masses laborieuses.

Seul le prolétariat indochinois veut la réalisation du programme du Front populaire en ce pays.

Seul, il soutiendra la politique proclamée par le ministre des colonies contre les forces réactionnaires coalisées.

Son sort sera lié au sort du Front populaire de France.

Il faut donc de toute urgence lui donner le moyen de s'instruire en créant une presse prolétarienne libre et forte.

Il faut lui donner le moyen de s'organiser, par l'octroi de la liberté de réunion et d'association.

Il faut lui donner, enfin, le moyen de se défendre et de combattre en cas de besoin en un mot la liberté syndicale et le droit de grève.

LA POLITIQUE RACISTE ET ESCLAVAGISTE DU FASCISME EN AFRIQUE

par Adami

« Pendant que les chefs fascistes espagnols, pour la besogne de leur campagne démagogique, promettent cyniquement l'indépendance au Maroc[illegible], soient la « civilisation » que leurs frères d'Italie— les fascistes italiens—apportent aux Ethiopiens qu'ils écrasent sous leur botte réactionnaire et sanguinaire.»

N. D. L. R

La presse fasciste italienne mène une intense campagne pour expliquer le contenu de la politique » impériale » fasciste. On paris ouvertement de politique raciste et l'on fabrique des théories, comme en Allemagne, sur la supériorité et la pureté de la rasine italienne. L'on déclare que les Abyssins, comme tous les peuples de couleur, sont une race inférieure et qu'il convient de les traiter comme tels ; on fait des théories sur la supériorité de la race blanche pour conclure à la suprématie de la race italienne, en la présentant comme la continuatrice de la « race la plus pure du monde » : la romaine. Exactement ce que disent les Hitlériens en ce qui concerne la race aryenne Et c'est là une autre aeologie outre tant qui distingue et identifie les fascistes.

La campagne raciste africaine de Mussolini est au aspect non dissimulé de la spoliation sanguinaire que le fascisme se prépare à accomplir sur la main d'œuvre abyssine,

« Régime fasciste », le journal qui d'habitude à l'initiative des campagnes chauvinistes, écrit dans un long article intitulé « Racisme» les lignes suivantes :

« Rome a ignoré le mélange du sang Mussolini n'entend pas abandonner ce principe romain. Le domineteur est différent de celui qu'il domine. Il faut veiller à l'intégrité du sang et à la pureté de la race. Surtout quand il s'agit d'une race véritablement pure comme la race italienne. L'empire fasciste doit demeurer purement romain a.

C'est sur ces principes que se basent les dispositions prises par Badoglio, Graziani et Mussolini pour éviter les contacts entre les Abyssins et les Italiens et pour régulariser la séparation des travailleurs autre Noirs et Blancs. Le correspondant à Addis-Abeba de Stampa explique que les mesures prises par Graziani concernant les salaires d'Ethiopie constituent à établir nettement deux maîtres : l'un pour l'indigène, l'autre pour la main d'œuvre blanche. La rétribution de la main d'œuvre indigène doit être établie sur la base des besoins actuels des Abyssins – déclare le journal fasciste. Il personne ne peut songer à établir au salaire de la race blanche. Le point de vue qui doit guider la rétribution de la main d'œuvre indigène, écrit le même journal fasciste, doit être différent. Et les dispositions de Graziani contiennent explicitement la règle à suivre dans l'emploi esclavagiste de la main-d'œuvre abyssine. C'est là la civilisation fasciste apportée en Afrique.

Un décret de Graziani établit au outre que le salaire des indigènes ne peut être fixé d'après un point de vue européen. En d'autres termes le fascisme ne versera aucun salaire aux Abyssins employés par lui, mais se contentera de leur donner un peu de nourriture, sans se soucier de leur besoin de se vêtir et autres nécessités élémentaires de la vie. Ainsi si les indigènes seront-ils plus spoliés qu'avant, tant en vivent sous la contrainte de l'oppresseur.

Un autre décret du Grziani interdit d'augmenter les rétributions des indigènes occupés à Addis-Abeba. Le même journal «régime Fasciste» lie cette mesure sur les salaires à celle de la défense de la race italienne et de la race blanche en général. Il insiste sur le racisme en ces termes :

« Il est nécessaire de faire en Ethiopie une nette distinction entre la race qui domine et la race qui est dominée. Il faut employer des mesures pour interdire les croisements si l'on ne veut pas que se perde le génie même de la race italienne. A la différence de nos voisins (la France) nous ne verrons pas se promener en Italie les gens de couleur. Nous aurons à cet égard tout ce l'on doit employer les troupes de couleur qui, en tout cas, seront distinctes des nôtres ».

En conclusion : le plus « impérial » fasciste est de resserrer la chaîne de l'esclavage en pied des noirs, de les maintenir dans leur condition de misère et de les employer ainsi que les esclaves, même si en les enrôle militairement.

Ceux qui pensent que le progrès, de l'humanité est basé sur l'égalité des races ; ceux qui pensent comme nous que l'une des conditions de la libération des peuples opprimés est la lotta contre les préjugés de race—prétexte à la politique impérialiste et fasciste - doivent conjuguer leurs efforts pour empêcher le fascisme de répandre de nouvelles haines parmi les races de couleur si pour aider les Abyssins dans leur lutte pour leur libération.

Le peuple italien ne hait pas les noirs, mais les considère comme des frères. C'est au nom et pour l'honneur du peuple italien que nous nous dressons contre la criminelle politique africaine de Mussolini.

LE VOYAGE MINISTERIEL EN A. O. F.

LA DÉCLARATION DE MOUTET AU POPULAIRE

... Nous sommes retournés voir notre camarade. On se le rappelle, nous lui avions déjà demandé, le jour de son retour, une courte déclaration sur la qui même de la gare, au moment où il débarquait. Nous avons recommencé — et en nous montrant plus exigeant — mais, cette fois-ci, au ministère.

Nous sommes mieux pour causer. L'accueil de Moutet est simple mais combien cordial.

Sur la cheminée, une médaille de Jaurès et une fort belle photographie de Léon Blum font qu'un socialiste se sent « chez lui » dans ce cabinet ministériel. Au mur, des cartes, de grandes cartes représentant nos possessions lointaines. Sur le bureau, une machine à écrire du bureau, une mappemonde.

Ainsi, nous pourrons plus aisément suivre notre camarade dans son voyage dont nous sommes venu lui demander de nous faire le récit.

Nous bavardons d'abord quelques instants, amicalement.

Une fois n'est pas ordinaires propos d'entrée en matière, nous le questionnons :

– Quelles impressions avez-vous rapportées de votre voyage en A.O.F. ?

— Des impressions excellentes, nous répond notre camarade. J'avais, en entreprenant ce voyage, un double but : je voulais qu'il fût à la fois d'information et politique.

Voyage d'information, car je voulais voir sur place, me rendre compte par moi-même

Et aussi,— pourquoi m'en cacher?— voyage politique. C'est que je voulais montrer à ces populations indigènes que le Gouvernement de Front Populaire est un gouvernement qui existe et, en affirmer l'autorité dans des pays où, peut-être, on pouvait en douter...

—E les indigènes ?

— La foule indigène a été magnifique d'enthousiasme et de ferveur. Partout où nous sommes passés, des parcours de la gloire du Front Populaire étaient portés par des femmes et des jeunes gens que les hommes accompagnaient au son du tam-tam.

Sur un remarque de notre part, Marius Moutet réplique :

— Non, ce n'est pas simplement pittoresque. C'était aussi et surtout profondément émouvant de voir cette foule qui venait à nous, parce qu'elle savait quelle sympathie profonde nous lui portions.

Les masses se sont rendu compte que nous étions avec elles.

Marius Moutet s'arrête un instant, puis reprend :

— J'ai présidé de nombreuses réunions de Front Populaire. Leur tenue toujours a été parfaite. Pas un mot qu'un ministre qui était là-bas, ta ministre de toute la France, ne pût entendre. Mais aussi un enthousiasme, une foi qui ont touché profondément le socialiste que je suis.

Moutet nous fait observer qu'il était indispensable de montrer à nos amis loiutains qu'ils peuvent compter sur nous, comme nous comptons sur eux.

Quant aux autres, il est bon de leur faire comprendre que s'ils veulent être loyaux, nous pourrons » nous entendre », mais que dans le cas contraire nous saurons les obliger à reconnaître la volonté gouvernementale. ...

— Au point de vue économique, quelles impressions avez-vous rapportées ?

Optimistes....

...Mais on ne peut s'occuper seulement des questions d'ordre économique. Moutet en convient.

Il y a en effet, des questions d'ordre politique. Nous devons mettre une amistique d la base de notre système colonial. Nous n'oublions pas — si Moutet martèle ses mots — *que les peuples sont français parce qu'ils sont républicains.*

Le républicain les a liés à elle d'une manière indissoluble, en ayant cette générosité pleine d'audace d'accorder à certains d'entre eux — ceux des anciens vieux » — des droits électoraux au moment même de la conquête.

Et Marius Moutet de souligner :

— Lorsqu'on acclame là-bas le Front Populaire, c'est la vraie France, la France libératrice que l'on acclame.

Et voilà pourquoi, encore notre voyage a eu une portée considérable.

— Une question encore, la dernière : est-ce à cause de votre départ prochain pour l'Indochine, est-ce exact ?

Avec sa netteté habituelle, Marius Moutet nous répond :

— J'ai évidemment la plus vif désir d'aller en Indochine. Mais la date de mon voyage n'est pas encore fixée. J'ai du travail ici, des questions qui m'ont été passées à trancher, des problèmes d étudier...et à résoudre.

Et en se levant, le Ministre des Colonies nous dit, dans un sourire optimiste, confiant :

Et pois, n'avons-nous pas du temps devant nous....

Le Gouvernement de Front Populaire sera en effet durable. Il accomplira toutes ces tâches, sans oublier celles qui appellent, entre-mer, son attention et qui ne sont pas les moins urgentes, ni les moins nobles.

Et aux coloniles, avec un homme comme Marius Moutet, ces tâches seront remplies conformément aux principes de liberté et de justice qui sont à la base même de Rassemblement Populaire. *Jean Flore*

(La Populaire, 20-10-36)

LA RÉFORME ET LA RÉVOLUTION

par Lucien Constant

L'échange récent des lettres entre le Parti socialiste et le Parti communiste remet à l'ordre de jour la vieille discussion sur la réforme et la révolution.

Selon les réformistes, les contradictions fondamentales de la société capitaliste vont en s'atténuant, la concentration de capital, le développement du crédit, les lois sociales mènent directement vers le socialisme. Sur cette base théorique on élabora un programme et une tactique ayant pour but « d'adapter » la société capitaliste aux changements qui se sont produits dans son infrastructure et ainsi, des réformes plus ou moins hardies, passer « au donc » au socialisme.

Les réformes et les communistes.

La lutte menée par les communistes contre les « plans » ne signifie nullement qu'ils sont adversaires des « réformes ». La lutte pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière dans les cadres de la société existante était toujours considérée par les communistes comme une tâche de première importance. Chaque élévation du niveau de vie des ouvriers, chaque « réforme » si minime soit elle, facilite la préparation du prolétariat pour accomplir sa tâche historique — la conquête du pouvoir. Le rôle joué dans le développement de la conscience de classe du prolétariat par la conquête des libertés démocratiques, des lois sociales, la journée de 10 heures et plus tard de 8 heures, était énorme. Les esclaves du capital, écrasés par les 14 et 16 heures du travail forcé, privés de possibilité d'organisation, ne pouvaient pas élever leur niveau culturel, se développer, sans une lutte pour les « réformes ». Ces luttes et ces victoires jouaient le rôle primordial dans la transformation des esclaves du capital en une classe prolétarienne « pour soi » ayant une vision claire de ses propres buts, se considérant comme le successeur du capitalisme.

La lutte pour « les réformes » menée dans l'esprit du communisme a pour but *préparer le prolétariat* à la réalisation de la transformation révolutionnaire de la société. *C'est dans cette lutte qu'il pourra prendre conscience de ses buts historiques, de ses tâches à remplir.*

A cette conception révolutionnaire marxiste de la lutte pour les « réformes » — les sociaux-réformistes et les néo-réformistes, les « planistes » opposent une autre conception. Selon eux, la lutte pour les réformes doit, par étapes, enlever à la société capitaliste son caractère capitaliste et lui donner le caractère de plus en plus socialiste, c'est cette pensée qui pénètre tous les « plans » et les rend extrêmement préjudiciables à la lutte révolutionnaire du prolétariat. Les réformistes d'aujourd'hui comme ceux d'hier considèrent les divers maux sociaux séparément, si essaient de les guérir par les palliatifs piqures, sans tenir compte de leur liaison intime avec la société capitaliste elle-même.

Le « réformo » principale qui doit permettre le passage au socialisme, c'est, dans la plupart des cas la nationalisation du crédit ; très souvent on y ajoute la nationalisation des industries monopolisées. Mais si même cette « nationalisation » était possible elle n'aurait signifié rien d'autre *dans le régime capitaliste* que la transformation de la propriété privée en une propriété d'Etat, le capitalisme privé en un capitalisme d'Etat. Pour les masses ouvrières cela n'aurait signifié que le changement de l'exploiteur. L'Etat aurait joué dans ce cas le rôle d'un conseil d'administration qui dirige l'exploitation des ouvriers pour distribuer ensuite ses bénéfices parmi les capitalistes transformés en de simples rentiers. Cette utopie réactionnaire des réformistes omet les contradictions qui divisent les capitalistes en lutte pour le partage de la plus-value et rend impossible la création d'un super-trust national des exploiteurs Une « nationalisation » de ce genre n'est donc qu'une fantaisie montée de toutes pièces. Ce n'est pas l'Etat capitaliste qui peut briser la résistance des magnats de l'industrie puisqu'il n'est que l'organ exécutif de leur volonté. C'est là précisément, *dans la question de l'Etat* qu'apparait la différence fondamentale entre le réformisme et le marxisme.

Tous les rêves réformistes, surtout à l'époque où il n'est plus possible de nier la croissance des contradictions internes du capitalisme, se basent précisément sur la révision de la théorie marxiste de l'Etat. L'Etat démocratique, loin d'être une émanation des classes dominantes, est selon eux, au-dessus des classes. Le socialisme sera réalisé au fur et à mesure qu'une majorité électorale pourra être obtenue pour faire abontir une réforme socialiste.

Mais dira-t-on. la conquête de la majorité est possible, les socialistes l'ont conquise dans plusieurs pays, ils ont eu le pouvoir et ont réalisé de multiples réformes. Mais ont-ils pu faire on pas, ne seel pas *véritable* vers la destruction de la domination capitaliste ? Que sont donc devenues les fameuses réformes socialistes de l'Europe centrale ? La réponse sur cette question saute aux yeux. Si les socialistes ont pu accéder au pouvoir, ce n'est pas comme représentants du prolétariat, mais comme mandataires de la bourgeoisie. La bourgeoisie les a laissés agir parce qu'elle avait la pleine certitude que les socialistes avec leurs réformes vont réaliser sa propre politique. Elle ne s'y est pas trompée. Et au moment où la politique de réformes ne correspondait plus aux nécessités du moment, on a chassé les social-démocrates des postes gouvernementaux à coups de botte.

Des théories réformistes découlent une attitude hostile envers la lutte révolutionnaire, envers l'emploi de la violence révolutionnaire. En effet, si la réalisation pacifique, graduelle du socialisme est possible, il serait faux d'organiser la révolution, la guerre civile qui fait toujours des victimes, détruit une partie des forces productrices, exige des efforts et des sacrifices de la classe ouvrière. Croyant au passage pacifique vers le socialisme, les réformistes considèrent les communistes comme des brouillons, comme des aventuriers, dont l'activité peut avoir pour seul effet la destruction des bases économiques de la future société socialiste. Les luttes révolutionnaires leur apparaissent comme des obstacles artificiels dressés sur la voie confortable par laquelle ils s'imaginent arriver au paradis socialiste.

Il ne s'agit nullement de savoir dans quelle mesure les chefs socialistes à la Kautsky, Scheidemann, Ebert ont cru sincèrement dans ces théories. L'essentiel est qu'ils ont réussi à les inculquer aux larges masses ouvrières, ce qui leur a permis, en fin de compte de briser les mouvements révolutionnaires d'après guerre.

La période de croissance du capitalisme appartait aux certains amélioration de la situation des travailleurs des grandes puissances capitalistes. Les surprofits réalisés dans les colonies permettaient à la bourgeoisie métropolitaine de céder sur certain points à la classe ouvrière, surtout à ses couches supérieures. Tout cela créait un terrain propice au développement des illusions réformistes. Mais dès le début de la période du déclin du capitalisme, les conditions changent complètement. La guerre, les crises, la misère effroyable des millions d'hommes ajoutés à l'ordre du jour la révolution socialiste.

Toutes les réformes d'après guerre ont été conquises de haute lutte. *Dans la lutte pour le pouvoir.* Ces réformes réalisées par les socialistes et avec l'appui et d'accord de beaucoup tout ce qui a été fait dans ce domaine jusqu'alors n'ont été qu'un *sous produit* de la lutte *révolutionnaire pour le pouvoir.* Si la bourgeoisie a cédé sur tant de points, c'est qu'elle s'est sentie menacée dans son existence même. Les réformes réalisées en Allemagne, Autriche, France, etc... étaient arrachées au capitalisme mondial dans la lutte que le prolétariat européen livrait à sa bourgeoisie, sous l'influence directe de la révolution socialiste soviétique. Les fameuses réalisations « socialistes » de Vienne étaient possibles non pas grâce à la politique réformiste de Bauer et Seitdz mais grâce à elle, grâce à la vague insurrectionnelle qui déferlait sur l'Europe et menaçait d'engloutir la bourgeoisie autrichienne.

L'exemple de Vienne et de la social-démocratie autrichienne montre d'ailleurs mieux que n'importe quel autre la différence qu'il y a entre la tactique réformiste et la tactique révolutionnaire. Il serait faux de nier la valeur des réalisations de la municipalité socialiste de Vienne. Ces réformes ont furent profitables aux ouvriers Mais c'est précisément en opposant ces réformes à la révolution, en les présentant comme des mesures qui mènent au socialisme, que la social-démocratie autrichienne a détourné les ouvriers révolutionnaires de Vienne de la lutte pour le pouvoir. L'écroulement des maisons ouvrières à Vienne sous les balles du fascisme est un fatale symbolique. Sous leurs ruines sont ensevelis non seulement des combattants héroïques du Schotabund, mais aussi la politique réformiste de la social-démocratie.

Les réformes d'après-guerre sont anéanties, dans une grande mesure, à l'heure présente. C'est le sort inévitable de toutes les réformes dans le régime capitaliste, et on les sépare artificiellement de la lutte pour le pouvoir. La bourgeoisie après avoir sauvé son régime par les concessions, utilise la déception des masses causée par la banqueroute des promesses socialistes et passe au fascisme. C'est pourquoi la lutte contre le fascisme est impossible sans une lutte contre toutes les moindres réformistes dont le seul effet est l'affaiblissement de la lutte pour le pouvoir, la propagation des illusions parmi les travailleurs.

Fleurs fraîches Création et restauration de jardin

FLORA

Horticulteur Fleuriste

Vanneries Gerbes Bauquets

Entretien des tombes

Expédition dans l'intérieur

Teinture — Détachage

Dégraissage

Pham Ta

23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi

54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Essayez les Chaussures de la

Maison CU-TAI

74 Rue du Chanvre, Hanoi

et vous serez ravis de leur élégance la moins coûteuse la plus durante à la plus parfaite solidité,

Comment et où s'amuser à Hanoi ?

AU CASINO DANCING

50A Route de Khâm-Thiên

Tous les soirs à partir de 8h.

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications la plus vite possible, adressez-vous à

BUC-THO-BUONG

241 Route de Huê

Hanoi

Traitement antiphlogistique

Traitement suppressif

Drogues non toxiques, laissant l'estomac net à 3 jours, au maximum

Etablissement **NAM-THAI**

N° 302 Route de Khâm-Thiên Hanoi

fabrique

des capsules et boîtes métalliques de toutes dimensions

Spécialité : lampe à pétrole

S. Mohamed Said

Spécialité en cotonnades

La plus grande maison de l'Indochine

Cotonnades.— Lainage Soieries. Gros demi-gros et détails.

100 Rue de la Soie — Hanoi

LY - SENG - BAO

Bijoutarie - Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Paniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

DONG - THUY

tissus draperies lainages

Gros et détail

78, Rue du Chanvre

HANOI *TONKIN*

Do-huu-Hieu

41, Rue du Chanvre-Hanoi

GRAND TAILLEUR

Diplômé de l'Ecole Internationale de Coupe de PARIS

Présente à sa nombreuse et nimble clientèle ses exclusivités de tissus pour costumes d'hiver

LES PLUS BEAUX PORTRAITS

sont signés :

HUONG - KY

PHOTO

La vie au Pénitencier de Kontoum

DAK-PAO

La prison de Kontoum.

C'est ici une prison inimaginable. Nous avons vu dans d'autres provinces bien des loges, des cachots, des cellules; ce vérité séjours très peu désirables mais, partout ailleurs, on a au moins des maisons, des compartiments, avec des portes, des fenêtres, un peu d'air pour les détenus. La prison de Kontoum est un logement auquel on ne saurait songer sans frémir.

L'enceinte est une petite aire de forme rectangulaire. Sur chacun des quatre côtés de cette plate-forme, s'élève un petit compartiment bas, étroit, sombre et humide. Dn a de la peine à croire que des hommes puissent trouver à se loger là dedans. L'obscurité lugubre, l'humidité malfaisante, le miasme nauséabond du tien foot peseer pluiôt aux logeltes des fauves dompiés. C'est ici que furent internés pendant des mois tous ces prisonniers politiques qu'on a fait évacuer de diverses prisons de l'Annam entre 1930 et 1935. C'est ici qu'ils grouillaient, étiolés dans une atmosphère infecte, écrasés par la corvée du joor, rongés par la vermine, minés par un régimo alimentaire impossible, soumis aux traitements les plus barbares des moi ayant à leurs têtes des chefs blancs. C'est ici que des protestations, des grèves ont eu lieu qui eogendrèrent des mesuras de terreur à peine concevables au vingtième a ècle, qu'enfin des centaines de camarades furent longtemps brutalisés, martyrisés et que d'autres moururent sous le coup de la matraque, de la sadonille, des fusils, des révolvers.

De Kontoum à Dak Pao

Après le premier convoi qui partait de Vinh en Décembro 1930, d'antres prisonniers furent dirigés sor Kontoom par les tribunaux provinciaux de différentes provinces de l'Annem. Ils étaient au nombre de 295. C'était l'heure où l'administration provinciale projetait d'achever la Route coloniale n° 14 de Kontoum à Quang ngai et l'administrateur-résident, doj nom Jerosalemy songeait à utiliser la ;main-d'œovre pénale afin de finir ces travaux. Il daœanda à la Résideoce supérieure de Hoé trois cents prisonniers] politiques en vue de remplacer ces cool es mot, ces enfants de la forêt aussi indociles que naifs. Il s'agissait de continuer cette contraction à l'endroit où les mot l'avait laissées DakPao.

DakPao ! le nom soulève encore aujoord'hui de douleur et l'indignation le cœur de tous les anciens détenus. Entre Janvier et Juin 1931, dans l'espace de six mois, nos camarades y ont enduré des ameritmes doulourenses, des maladies mortelles, des traitemeots indignes, des brutalités sauvages, gémissant sous un régime inhumain. En l'espace de six mots des 295 prisonniers qui forgèrent leur peine, 200 y trouvèrent la mort.

Quelques jours après leur arrivée à Kontoum, cent cinquante prisonniers politiques furent conduits à DakPao. Ils avaient chacun fa don chargé comme une bête de somme. Ils devaient amporter leurs nattes, leurs couvertures, leurs vêtements, leurs ustensiles, et aussi, les bagages des militaires moi. De Kontoum à DakPao, il lant passer par la poste de Bako. Co trajet est de 90km ; puis pac Dakto, encore une distance de 25km. La plupart des condamnés politiqoes, étaient des étudiants ou d'anciens employés de bureau. Ils n'avaient jamais fait pareille marche. Ils avaient beau s'évertuer, se traîner, ils étaient tost essoufflés, tont soanls, ils ne ponvaient guéra rejoindra le convoi : alors à qui mieux mieux, les miliciens mot assénaient sur leors épaules, sur leur tête das coups de bâtons, de crosses de fusils. Les mot de leur côte croyaient de bonne foi que le « Onguyen a » Monsieur le mandarin » c'est ainsi qu'ils appelaient leur chef français — les autorisait à tner comme bon leur semblait n'importe quel prisonnier. Le long du trajet, ils ne reculaient devant aocune mesure de brotalité, C'était à qui choisir le procédé le plus cruel, le plus raffinégrepoovaient imagner leor patite intelligence et leur instinc barbare. Les prisonniers comprenaient de plus eo plus leor sort. Le pis était qo'on ne se compranait guére. Les rares mot qui parlaient annamite ne satisiaaient point l'accent de Ngbê-An ; de Ha-Tinh; aoas bien essayé foin qu'on essayait de se faire entendre des miliciens, on n'obtint qu'une raclée brutale pour toote réponso. C'est ce que ces primitifs appelaient e faire avaler la bastonnade ». Plus d'oce fotales malheurax condamnés se regardaient entre eax, s'interrogeaient du regard, désespérés, tragiques. Quelques uns se confiaient tous bas : il n'est pas étonnant que ces mot aons traiteot aussi sauvagement, mais leur chef qui est ao Français au moins. Il doit avoir ano conscience humaine, des sentiments humanitaires il appartient à un peuple civilisé. Nous étions ses adversaires sans doute mais nous vo ci réduits à l'impoissance. Comment peut-il maimener les valuros ? a, Hélas! ils se trompérent fourdement. Voici quelques épisodes tragiques sor ce trajet de Kontoum à DakPao. Près de Dakto, les prisonniers marchaient, se pressaient, couraient, haletanis, éraintés. L'ou d'entre eux, le camarade Duân était un jeone élève natif de Ha-Tinh, ancien détenu de Qoi-nhon. Il partait pour DakPao sans être complétement remis de sa fièvre dont il était atteint. Il a voyagé deux longs jours avec tout le monde. Du fait à cboque kilomètres, à Dakto, 30 étape de trajet. Mais le pauvre Duân ne pouvait plus marcher. Da moment, il chancela, se relera, se remit an marebe, mais à boot de force, il ratomba. Les mot aussitôt de se précipiter sur le pauvre malade et de l'assommer à coups de bâton. Le patient ne pouvait que s'agiter et gémir et pleurer, vraiment trop épuisé pour faire un pas de plus.

Bientôt le garde principal Palmesain rojoignit le convoi. Duân lui demanda une minute de repos avant de se romettre en marche. Tout le monde croyait que Palmesain touché par les pleors et les gémissements du malade ordonnerait une halte ou, tout au moins, autoriserait les prisonniers à traosporter leur malheureux compagnon. En bien, non ! il sortit son révolver,le braqua sor Duân, et dit « Marcherez-to, oui on non ? » Effrayé, Duân essaya par trois fois de se relever, et d'avancer l'ordro du garde principal, mais il était à bout de soofle. Dans un deroier effort, il essaya de se relever encore, mais il s'affaissa immédiatement. Alors, il gémit en pleurant : « Hélas ! je ne peux plus », Palmesain assalit vias, une détcote. Quelques brèves convulsions ; Duân a rendu son deroier soopir.

Après cet assassinat Palmesain cria au convoi an désignant du doigt le cadavre de Duân : « Gare à tous ! le même sort attend celui qui ne pourra pas marcher ! a

Un long soupir de désespoir, et d'indignation s'étouffe mal dans les poitrines opprassées, endolories.

Aujourd'hui encore, sur cette route de Dakto, le voyageur insonciant peut ramarqoer cette petite tombo abandonnée, parsemée d'une berba raboogrie : ci-gît notra camarade Duân, assassiné par une main bacbare. Ni le temps, ni les intempéries n'ont effacé les traces du crime.

En vue de DakPao. Palmesain a tenu avant l'installation de faire sentir eocore une fois à tont te convoi sa erosnié.On était à trois ceots mètres à peu prés de la prison. Un petit ruisseo qu'on peut passer à gué coupait la route abrupte qui s'inaioait entre des arbres touffos, des buissons épineux et des blocs de pierre. Palmesain fit rasger ses miliciens mot à 1m de distance les uns des totres, sur les deox bords de la pente. Ils avaient todo le fusil chargé et ils étaient armés, en plus, d'on gros bâton. Puis il ordonna à ses hommes de laisser les prisonniers se mettre à nu et se baigner avant d'entrer dans l'ambolance.

Imaginez la joie de chacun à cette heure. Pensez avec quel délice chacuo alla se tremper dans le roisseau. Certes, ponvoir se débarbouiller et laver pour le moment la plus grande lavear à laquelle un prisonnier oosait aspirer, après ces pénibles journées de marche, ayaot été traités de la façon que l'on sait... Or voici qu'un milieu de leur bain. les camarades entendirnot tout à coup le commandement du garda principal. Aussitôt, on vit se précipiter sur le foule des malheureux baigeurs, toute la banda des miliciens mot qui, de leor fosil, de leor bâtoo, les chassèrent, les rodoyèrent, les frappèrent. Alora on se eauva, on se bousculs pour entrer en prison. On conrot le corps tout nu, sons la pluie des férules et des matraques, ponssiv,bruiaiué, mais une fois sur la piste abrupte, qui conduisait à la porte, une nouvelle ruée de ces miliciens qub Palmesain avait postés là. Ils s'abattirent de tonto la forco de leor instinct brutal sor les fuyards qui entrérant ainsi à la prison le corps labouré de blessures. Et chacun dans sa fuite éperdue avait reçn au moins une centaine de coups.

Désormais les prisonniers comprirent leur sort. Leur sort ? C'est celui des moutons entourés d'une bande de loups affamés, prêts à tonte minute à les mordre, à les déchirer, à les manger. Ils étaient tous désespérés et osaient à peine croire à la pussibilité de survivre à ces brutalités. Le soir venu, dans la obsloo plos d'un se mit à pleurer comme no enfant, le visage dans la main. A cette vue, les âmes les mieux trempées, les plus rodes, les moins sensibles ne ponvaient même pas retenir leurs tarmes de tendresse. Hélas ! finis maintenant tous ces rêves fous : liberté de vivre ! Liberté de travailler !...Il n'y faut plus pensec ?.... Vivra-t-on espendant jusqu'au jour de l'expiratioo de la peioe ? Rentrera-t-on au foyer encore un jour ? Mais d'abord, vivra-t-on encore demain ? Passera-t-on seolement ce soir ?

(A suivre)

CH-MAU'S

Tailleur de Chapeliers

N° 18, 84 Pavé Khanh — HANOI

ASSURE : que le coulage qu'il vous livre est parfait. Portez le pendant une semaine, et si au bout de ce temps vous en êtes pleinement satisfait, son but sera atteint.

S'ENGAGE : à voos le reprendre s'il en était autrement.

Huê Dân

NGUYEN - VAN-QUYEN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs—Hanoi

De nombraux certificats dalivrés par des Européces et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

dit

TRINH - DINH - KINH

65—Rue des Paniers, Hanoi

LA MARQUE DISPUTÉE DES CHAUSSURES

Chân - Long

9, rue Paul - Bert
38, rue des Paniers **HANOI**

SPÉCIALITÉ :

de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants.

Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

Grand arrivage de lainages pour Dames et Messieurs.

XUONG - THAP

23, Cantonnais

HANOI

Pour Tonkinoise et Phi va P. tage - 07.

Prix intéressants

Démocratie bourgeoise et démocratie socialiste

(suite) par K. Radek

ouvrière lutta pour la liberté de coalition, la liberté de presse, la liberté du parole afin de meuer avec leur aide l'attaque coutre la propriété sapitaliste et le système économique capitaliste.

La bourgeoisie dut manoeuvrer. Elle donna le droit de vote à la petite bourgeoisie urbaice et à la paysannerie pour éviter une alliauco entre elles et la classe ouvrière. Plus tard la bourgeoisie aeorda le droit de vote à la coocbe supérieure du prolétariat qu'elle cherchait à détacher de la classe ouvrière et à se soumettre. Elle limita la liberté de presse en taxant les journaux, afin d'augmenter tenr prix et de restraindre ainsi leur diffusion. Elle interdit les journaux qui écrivaient la vérité sur le sort des masses populaires afin d'intimider de la sorte les défenseurs de la classe ouvrière. Elle ne toléra les assemblées ouvrières qu'avec l'autorisation et sous le contrôle de la police, celle-ci disperseot toutes les assemblées où était lancée ano parole révolutionnaire, arrêtant les oratears révolutionnaires.

En ao mot, la bourgeoisie fit tout pour empêcher une assimilation des droits du prolétariat et de la petite paysannerie aux droits de la bourgeoisie.

Le rôle grandissant du prolétariat dans la production, la conscience croissante de ses intérêts du classe résultait des leçoes de choses données par la bourgeoisie ap prolétariat, ainsi que de la propagande de la 1ère Internationale fondée par Marx, obligèrent la bourgeoisie à consentir le droit de vote, le droit d'organisation et la liberté de parola ao prolétariat. Ainsi naquit ce qu'on appelle la démocratie bourgeoise. Elle fut le résultat non pas des aspirations démocratiques de la bourgeoisie, mais de la lutte do prolétariat et des masses populaires qui marchaient avec lui.

Cette lutte était nécessaire, car c'est seulement dans la lutte pour les libertés démocratiques que le prolétariat se trampa, prit conscience de sa force, c'est seulement sur le terrain de la démocratie bourgeoiso qu'il s'organisa pour devenir une force de masses.

Appelant le prolétariat à la lutte pour le pouvoir soviétique et critiquant rigoureusement la démocratie bourgeoise, Lénine soulignait en même temps l'importanee historiqoe de cette démocratie bourgeoise. Dans son rapport sSur l'Etat» prononcé le ff Juillot 1919 a l'Univeraité Sverdlov, Lénine disait :

« La démocratie bourgeoise et le suffrage universel furent no progrès immoose par rapport au féodalismo ; elles permirent a au prolétariat de parvenir à son o ulté, à son bomogénéité, de former les range rigides et discipli- nés qui mènent la lutte systématique contre le pouvoir. Il n'y a rien en de parol, même d'approchant, dans la paysannerie sarvo sans parlor évidemment des esclaves. Les esclaves so soulevaient, comme nous le savons, organisaient des rébaillons, déclenchaient des guerres civiles, mais jamais ils no purent créer une majorité consciente dirigeant la lutte des partis, jamais ils ne purent comprendre clairement le but qu'il fallait atteindre, at même dans les moments les plus importants de l'histoire ils n'apparaissaient toujours que comme des pions aux mains des classes dominantes. République bourgeoise, Parlement, suffrage universel — et tout cela constitue un progrès formidable du point de vue du développement universel de la société. L'humanité est parvenue à un capitalisme et seul le capitalisme, grâco à la civilisation urbaine, a permis à la classe opprimée des prolétaires de se reconnaître et de créer le mouvement mondial des ouvriers, les partis socialistes qui mènent actuellement la lutte des masses. Sans parlementarisme, sans éligibilité, cette évolution de la classe ouvrière aurait été impossible. C'est pourquoi précisément tout cela revêt une importance aussi grande aux yeux des larges masses bourgeoises.

Il faut avoir clairement sous les yeux ces paroles de Lénine pour ne pas tomber dans une négation sommaire et antihistorique de la démocratie bourgeoise.

Cette appréciation léniniste de la démocratie bourgeoise, il faut que l'on souviennent particulièrement des masses populaires dans les pays où le fascisme cherche à liquider la démocratie bourgeoiso et à éter au prolétariat tous ses droits politiques.

Mais il faut se rappeler davantage encore l'appréciation donnée par Lénina des résultats de l'évolution de la démocratie bourgeoise dans ses ouvrages que sont l'Etat et la Révolution, la Révolution prolétarienne ou le renégat Kautsky, sleat que dans ses thèses do premier Congrés de l'Internationale Communiste, sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat ; il faut se rappeler aussi l'appréciation fournie par Staline dans les Questions du léninisme sur la démocratie bourgeoise.

Nous ne voulons pas donner ici de longues citations de ces ouvrages classiques du communisme moderne, de ces ouvrages qui sont devenus le manuel de tout nuvrier conscient. Il suffit de rappeler le principal contenn de l'appréciation historique de la démocratie bourgeoise que nous ont donnéo nos maîtres :

La démocratie bourgeoise est une des formes de domination de la bourgeoisie. Appuyée sur la propriété sapitaliste, détenant les principales richesses du pays, la bourgeoisie est obligée d'accorder sur le papier l'égalité politique au prolétariat. Cependant, cile a tout fait pour que le prolétariat ne colaa utiliser qo'au minimum les libertés qui lui forent formellement accordées, car ainon la démocratia bourgeoise destinée à protéger la propriété sapitaliste se trouverait diriger sa pointe contro la bourgeoisie.

Son but — malntien de la démocratia pour les riches n liquement la bourgeoisie ne l'atteint que par' suite do régne de la propriété capitaliste, par suite du fait que le prolétariat et la plupart des paysans n'ont pas de propriété ou n'ont qu'une propriété tout à fait insignifiante.

Au point de vue formel la bourgeoisie a reconnu la liberté de la presse, mais toutes les grandes imprimeries et tous les stocks de papier se trouvent aux mains de la bourgeoisie. Elle est en mesuro d'acheter les journalistes et les écrivains les plus talentueux et d'en faire des instruments de défense do la propriété capitaliste, les instruments de la duperie des masses populaires. La presso ouvriéro qui, sous la capitalisma n'est accessible qu'à une partio infime du prolétariat, ne peut soutenir la concurrence avec la presse capitaliste.

Les Constitutions bourgeoises démocratiques reconnaissent au prolétariat le droit de réunion. Mais les locaux nécessaires pour ces réunions sont aux mains de la bourgeoisie. Les ouvriers ne peuvent se réunir que dans des salles de cafés enfumées.

(A suivre)

Imp. spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant: Trinh Văn-Phú

Tirage 2000 exemplaires

GERANT LEGAL
INCONNU
N° 3814

1ère ANNÉE N° 15 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyên-Văn-Tiêu

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant.

Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60,

Administration-Rédaction : 28, Nguyễn-Trãi — Hanoi

Pour affranchir entièrement le prolétariat des liens du servage intellectuel, politique et économique, la lutte politique et la lutte économique sont également nécessaires.

(Résolutions du Congrès international des partis ouvriers, de Stuttgart).

Vous lirez encore dans ce numéro

Prolétaires de France et d'Indochine, unissez-vous !

Les planteurs tergiversent devant l'application des nouvelles lois sociales.

Les leçons de la crise

La liberté syndicale et les accidents du travail.

Dak-Pao etc...

MÉFIEZ-VOUS des provocateurs !

Avec la grève de Camphamine, par son caractère, sa portée et ses répercussions la prolétariat minier a conquis une place importante dans le processus du développement de la lutte ouvrière et paysanne au pays.

Ce serait une erreur de croire que le patronat devant la légitimité des revendications, a aidé sans opposer une résistance qui revêt parfois la forme la plus violente. N'a-t-on pas vu bien souvent des grèves noyées dans le sang ?

Mais, avec le développement de la conscience prolétarienne, les ouvriers d'Indochine savent déjà dégager l'individualité de leur classe et, bien que jeunes encore dans la lutte qu'ils mènent contre le capital, ils comprennent toutefois qu'ils n'ont d'espoir pour vaincre et pour maintenir leurs conquêtes arrachées au prix d'immenses souffrances.

Ils ont particulièrement à lutter, quand une grève éclate, contre la manœuvre classique qu'utilise le patronat pour les briser : la provocation.

La provocation cherche au premier lieu à dissocier l'unité du front ouvrier par des manœuvres tendant à opposer les différentes catégories de grévistes entre elles, en arrêtant des dissensions sur les questions de salaires et de travail. Dans la grève de Camphamine, la tandaï de dresser les machinistes contre les mineurs, les cuellas contre les asiatiques, les hommes contre les femmes, les femmes contre les enfants... Elle n'avait pas réussi heureusement, car les mineurs savaient rester solidaires avec leur discipline ferme et vigilante ils avaient arraché la victoire. Aussi les surveillants Kim, Phong, Khuyen... agents servilas et provocateurs patentés, ne pouvaient que se démasquer et attirer l'indignation des grévistes dont la riposte a été, comme on a vu, rapide et expéditive.

Elle cherche ensuite à saboter la programme des revendications si elle n'est pas capable de dissocier le bloc des combattants. Elle dispose des agents qui se faufilent dans la masse ouvrière en lutte. Ses hommes travaillent à diriger le mouvement vers la voie de la capitulation et si, devant la volonté tenace des travailleurs, leurs efforts s'avèrent infructueux, elle portera immédiatement et insidieusement son coup contre ce programme en l'amoindrissant à l'extrême, en diminuant la valeur de chaque revendication et finalement en faisant diminuer considérablement les conquêtes que les ouvriers veulent arracher en reconstruant à la grève. La victoire ainsi n'est plus qu'un semblant de victoire, qu'une impression de succès, sans portée évidente comme sans résultats pratiques.

Elle cherche enfin à créer le désordre favorable à la répression sanglante lorsque ses manœuvres ont échoué. Elle tente de dresser les grévistes contre les forces gouvernementales mobilisées pour la circonstance. Le résultat, on le devine, sera la fin de la grève, la condamnation des militants et les ouvriers mineurs opposent à ces perfides manœuvres une volonté de fer, un calme constant et une discipline convenable.

Chaque grande entreprise et particulièrement l'entreprise coloniale, possède son réseau de moucharts et de provocateurs. Chacun a sa Gestapo. Ne jouons pas mal, ces agents seplonnent et corrigeront les pa-

roles et les faits des ouvriers. Ils se mêlent à cette masse de travailleurs et souvent participent à leurs travaux. Quand une grève on une tentative de grève éclate, ils se mettent immédiatement à leur œuvre de sabotage. Les uns agissent ouvertement comme briseurs de grève, les autres discrètement mais adroitement.

Dans l'héroïque mouvement des mineurs de Hongay, ils ont manœuvré. Des pierres ont été échangées entre les soldats et les grévistes. Un soldat a pu briser la crosse de son fusil pour repousser les manifestants.

Depuis sa défaite de Camphamine, le patronat ne s'est pas consolé. Il s'est résigné à contre cœur devant la volonté farouche de ses exploités mais il n'a pas voulu céder avant d'avoir terminé ses manœuvres et de s'assurer de leur inefficacité.

Les grévistes démasqueront désormais les provocateurs. Ils ne donneront aucun prétexte à la répression et ne laisseront la responsabilité à ceux là mêmes qui ont voulu les voir aux prises avec les forces gouvernementales.

Ils maintiendront que, sans abdiquer leur désir de victoire, ils sauront se montrer calmes.

Ils montreront que, opprimés et exploités qu'ils sont, ils savent mener à la victoire, malgré les difficultés matérielles, malgré l'intransigeance patronale, malgré la provocation infâme, la lutte dure et sévère pour la conquête du droit de vivre et de s'émanciper, avec une énergie, un courage, une solidarité et une discipline propres à leur classe : la classe ouvrière.

OFFENSIVE PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE

Arrestations perquisitions condamnations préludent - elles le retour aux années sanglantes ?

Depuis quelque temps, les scènes des années 1930-31 semblent revivre. Veut-on par la violence mater ce mouvement de grève qui anime actuellement des dizaines de milliers d'ouvriers indochinois ?

Les événements de ces derniers jours semblent confirmer cette thèse. Dans tout le Tonkin ouvrier en lutte, on arrête, on perquisitionne, on condamne. On dirait que la répression des années connues recommence avec autant d'énergie.

Des méthodes fascistes ont été appliquées au cours des grèves de Hongay et de Mongdsuong. Plus d'une fois les soldats utilisèrent des crosses de fusil et des bâtons pour repousser les grévistes qu'ils frappèrent sans fureur. De nombreux mineurs durent être hospitalisés. Un bébé de quelques jours eut son crâne fracturé au cours de ces assauts qui renversèrent la paillote de son père.

Les journées du 24 et du 27 Novembre, à Hongay, on était dans un véritable état de siège. Les troupes firent la chasse aux hommes, aux mineurs qui refusaient de revenir travailler tant que leurs revendications n'étaient pas acceptées. Quand ils s'amenaient demander à leurs camarades chinois de ne pas briser leur mouvement, les grévistes furent frappés avec brutalité. Ils reçurent même des pierres lancées contre eux et l'un d'eux, le mineur Phuc, eut son bras cassé après sa chute. Comme ils persistaient toujours dans leur décision de ne pas céder avant que toutes les revendications soient reconnues et accordées ils subirent le 27 Novembre une attaque générale d'une violence incroyable. Le matin, de bonne heure, on arrêtait plusieurs d'entre eux. Vers 9h les troupes firent fermer toutes les maisons et tombèrent sur la foule des manifestants cernées en avant. Plusieurs mineurs ensanglantés, durent être hospitalisés. Et la répression continua jusqu'à ce que les rues se vident d'hommes.

A Mong-lauong le sang, aussi a coulé. Le 26 Novembre gendarmes, miliciens soldats tombèrent sur la foule des grévistes et les frappèrent avec des bâtons. Un corps à corps terrible s'ensuivit. Sept ouvriers gisaient par terre, grièvement blessés. On dut les diriger d'urgence à l'hôpital de Hongay.

En même temps les agents de la Sûreté firent la chasse aux « brebis galeuses ». On découvrit des meneurs et des délinquants partout et on opéra 22 arrestations parmi lesquelles celle de notre camarade Nguyên manh Chat dont on savait parfaitement la nature de la mission à Hongay : le reportage des grèves pour Le Travail. De ces 22 hommes, arrêtés et dirigés sur Haiphong N sont inculpés de rébellion contre les agents de l'ordre : Bùi van Thao, Nguyên van Ngô, Ngô van Dông, Nguyên dông Vuong, Luong viêt Dân, Lê khac Sinh, Do van Tri et Vuong vae Y, et 13 pour entrave à la liberté de travail : Ho étaient arrêtés à Mongdsuong le 25 novembre : Vu công Uc, Bui van Kênh, Ngô vae Trong, Truong van Toai, Le ngoc Hôi. Vu van Bich, Nguyên van Pham. Nguyên huy Hô, Nguyên huy Khoi et Boi ran San. Notre camarade Chat loi, est inculpé non seulement d'entrave à la liberté de travail mais encore d'outrage à l'autorité.

Plus récemment, le Résident Supérieur A. Tholance prit une mesure encore plus surprenante. Il ordonna à la Police de perquisitionner nos locaux et les domiciles de nos collaborateurs

Le 4 Décembre à 6 heures du matin nos camarades Nguyen van-Tiên, directeur du journal et Nguyên công-Troyên, administrateur, furent réveillés par un inspecteur de police qui leur prévint de la décision administrative. Arrivés aux bureaux, ils prirent connaissance de l'ordre donné et laissèrent de bonne grâce travailler M. Faugère, commissaire, et ses agents qui emportèrent, au bout de heures de perquisition, quelques documents concernant le journal

Pendant ce temps là, nos camarades Leng, Lieu, Chat, Kinh recevaient d'autres commissaires et d'autres agents qui leur emportèrent également quelques documents parmi lesquels figurait le testament politique du militant nationaliste Pham tuan Tai, actuellement hospitalisé.

Ces perquisitions avaient pour but de découvrir des documents prouvant la participation du journal à la grève. De tous ces papiers recueillis aucun ne mentionnait les péripéties de ce mouvement qui reste toujours une œuvre collective des masses exploitées luttant pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

A Namdinh la répression est encore plus nette. Le 3 Décembre le Tribunal prosincial condamnait 11 ouvriers à 15 jours de prison Ce sont : Vu cao Tiêp, Dô viêt Trung, Vu khac Sang, Vu ngoc Quy, Nguyên viêt Phu, Pham viêt Minh Bao van Gian, Pham van Hoc, Ngô van Dan, Nguyên quang Cà et Lê van Diên. Leur délit ? Ces hommes avaient participé à la grève des ouvriers de la fabrique des nattes.

Tant de mesures de représailles prises par le gouvernement contre les grévistes et contre la seul journal prolétarien du Tonkin ne peuvent que favoriser les représailles patronales. S'appuyant sur l'exemple donné en haut lieu le patronat est prêt à passer à une offensive énergique contre ses salariés en lutte

A Haiphong plus de 60 ouvriers de la Cimenterie ont été congédiés sans autre forme de procès. On invoquait pour justifier cette mesure, la fermeture de 2 fours à ciment.

A Namdinh 270 ouvriers de la Fabrique des Tapis qui avaient déclenché une grève revendicative se voyaient jetés sur le pavé et remplacés par d'autres esclaves moins conscients et plus malheureux qu'eux.

A Haiphong encore, une cinquante d'ouvriers furent lockoutés purement et simplement parce qu'ils osaient cesser le travail aux ateliers des Transports maritimes et fluviaux.

A Tinh tuc, on menaçait les 1000 mineurs du renvoi s'ils ne revenaient pas au travail.

Ainsi, une offensive accentuée contre les travailleurs est déclenchée par le patronat qui s'appuie sur la répression gouvernementale pour renforcer son régime d'exploitation.

Doit on répéter que les grèves en Indochine sont plus que calmes ? Il ne faut pas crier partout au désordre et à la révolte quand les ouvriers réclament le plus pacifiquement du monde l'augmentation de leurs salaires désespérément bas et des conditions de travail plus convenables.

Il ne faut pas oublier ou faire semblant d'ignorer que l'attitude du patronat est révoltante. Salaire bas, brimades fréquentes sont parfois accompagnés de mesures malhonnêtes. Dans certains endroits on retient les salaires pendant des mois. A la Fabrique des Tapis à Namdinh, on limite même des besoins locaux

Comment dans ces conditions l'être humain ne se sent-il pas étouffé, brisé ? Comment les ouvriers ne s'avisent ils pas de recourir au seul moyen de défense qui leur reste : la grève ?

Tant que leurs conditions de vie et du travail demeureront misérables. les ouvriers lutteront encore contre le patronat. Leur sobriété et leur bénévolence ne pouvait pas être exploités pour le compte des patrons, qu'on s'en souvienne !

La répression qui les frappe ne pourra jamais être justifiée d'une façon convenable. Au contraire elle démontrera aux sceptiques et aux hésitants qu'en Indochine non t les réformes ne sont pas près de se réaliser.

A-t-on appliqué lutégralement les insuffisantes lo's sociales déclarées applicables à partir du 1er novembre ? Combien de patrons les ont déjà mises en vigueur dans leurs entreprises ? La situation de la classe ouvrière indochinoise s'est-elle enfin améliorée ?

Les grévistes savent que ce que leur situation les oblige à faire. Ils comprennent que leurs patrons ne leur accordent point ce qu'ils ne réclament pas. Ce qu'ils veulent n'est même pas le minimum indispensable de leurs conditions de vie.

On a voulu les laisser dans la misère et dans la famine. On les a poussés dans la voie de la lutte revendiestive.

On les reprime. On les arrête les emprisonne et les condamne.

On perçu a tionne dans les bureaux de l'unique journal prolétarien et dans les domiciles de ses collaborateurs.

On n'arrêtera pas le mouvement ouvrier qui ne cesse de grandir et de gagner du terrain. On ne pourra l'arrêter que si on réussit à asprimor sa nature fondamentale, à savoir l'exploitation de l'homme par l'homme.

Contre l'« Union sacrée » des capitalistes

PROLÉTAIRES DE FRANCE ET D'INDOCHINE UNISSEZ - VOUS !

Après avoir vaincu aux élections législatives, le Front Populaire n'a pas vaincu définitivement. Une fois ce pouvoir, il lui a fallu lutter encore, peut être dans des conditions plus difficiles, avec une vigilance plus persévérante et plus perspicace contre la Réaction des formations fascistes et du Grand Capital. La consolidation du Front on l'étendue des réalisations dépendent en effet des victoires remportées ou des déplaites subies durant cette deuxième période. C'est ainsi qu'en France les répercussions pratiques du changement politique ne sont pas négligeables dans toutes les localités ; que dans la colonie, en particulier, ces répercussions sont demeurées jusqu'ici bien minimes. Pour arriver au triomphe complet de la nouvelle idéologie, pour acheminer efficacement la régime actuel vers une société meilleure où sera faite la justice sociale, le prolétariat, la paysannaria et les classes moyennes devront faire preuve de plus de combativité encore et d'une ardeur accrue plus soutenue.

Car le grand patronat n'a pas désarmé. Loin de là. Plus que jamais il vaille jalousement aux ses prérogatives égoïstes et offusquantes. Il s'ingénie à saper l'œuvre du Front Populaire par ses mesquineries et ses déloyautés. Dans cette besogne inférosale, capitalistes de France et capitalistes d'Indochine se rejoignent et marchent de pair.

En France même, où le Rassemblement populaire exerce un contrôle salutaire et serré, les tentatives de sabotage abondent. Les magnats de la mine et de la sidérorgie orchestrant les manœuvres, montent de véritables conjurations contre les masses laborieuses et la Gouvernement, contre la reprise des affaires qui se dessine et s'affirme. Les compagnons moléres retardent leurs liaisons, cherchant ainsi à compromettre les indentries salsonnières qui dépendant d'elles (minotaries, diallilaries, ancreries etc...) Certaines grosses antreprises ont laissé s'épaisser leur stock, afin de provoquer des baissas sendaloises. Le Comité des Forges demande aux petits salaires qu'il même et malmède, de ne pas communiquer les prix de revient, afin d'entraver l'action du gouvereement contre les hausses injustifiées. Le mot d'ordre général, lancé par le grand patronat avec Gignoux en tête est, de refuser les commandes et de débaucher le plus de personnel possible, d'accentuer le chômage et de paralyser la commerce et l'industrie. L'objectif de la bourgeoisie rétrorgade est évidemment d'aggraver la malaise et d'accroître l'anarchie. Tout cela, accompte-t-elle, serait favorable à l'idéal d'en gouvereomant de force et d'autorité, gouvernement « derrière le rempart degel le capitalisme retrouverait tous ses privilèges et ne serait plus gêné par la loi dans son exploitation du travail ».

Mais le Front Populaire a affirmé sa volonté de se maintenir. Elle sa maintiendra. Elle a réagi et réagira avec toute la fermeté nécessaire contre les basses machinations des capitalistes. Le Comptoir sidérergique a voulu provoquer le marasme et le désordre économiques ; son délégué a eu à fournir des explications devant le Comité de sorveillance des prix. Gignoux le chef de la Confédération Générale du patronat français, dans le bel d'imposer sa « politique de temsite et de force », a rompu avec la Confédération Général du Travail ; il aurait à subir la loi sar l'arbitrage obligatoire que la chambre vient de voter à une majorité écrasante. Ces mesures gouvercementales, à elles seules, n'auraient pas suffi pour consolider le Front populaire. Mais, derrière le Gouvernement, il y a encore la masse gigantesque des travailleurs de France, de ces travailleurs qu'une claire conscience de classes, qu'une farme idéologie socialiste au cum-

(Suite en 2e page)

CHOSES VUES

Ah ! ce Degrelle

M.M Hitler et Mussolini — le fuhrer et le duce qu'on les appelle — doivent être bien contents d'avoir des adeptes chaque jour en nombre plus grand ils font tout de bon école, pour parler comme on le fait souvent en littérature et en art. Ces adeptes de tout calibre s'appellent en Espagne le général Franco, en France le colonel de la Rocque, en Belgique Léon Degrelle dont a nom aussi Rex. Dieu soit pourquoi. Sans compter une foule d'autres, beaucoup moins photogéniques genre Valonlé Indochinoise et dont je préfère vous faire grâce.

Qu'il en soit d'ailleurs ainsi, il faut être un esprit bien épois pour s'en étonner. Jugez donc. Le programme de nos dictateurs ne manque ni d'originalité ni d'avantages alléchants. Il ne s'agit de rien moins que de reconstruire l'humanité à faire quelques salutaires pas en arrière en abdiquant tous les droits et libertés qu'elle a conquis nous savez au prix de quel. Ce programme se compose des principes multiples et variés, tous inédits, d'une nouveauté et d'une hardiesse qui forcent l'admiration. Pour votre édification, en voici quelques uns, à tout hasard : Que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est une immense hérésie : le duce s'est chargé d'en donner la plus éclatante démonstration en faisant zigouiller les Ethiopiens opiniâtres, réfractaires à la civilisation ; que certaines races conservées pures par le bon Dieu (el dire que des sociologues stupides prétendent qu'il n'y a plus de races pures de par le monde) que certaines races pures, dis je sont seules capables de diriger le reste des hommes : M. Hitler chasse donc de l'Allemagne tout les Juifs, race impure : que la guerre condamnée solennellement par des esprits arriérés doit être envisagée comme une fin en soi.

Voilà, entre mille autres, les points les plus séduisants de leur doctrine. Voilà ce qu'ils peignent sans peine à leurs adeptes. Et c'abord la course effrénée aux armements, jamais Mars n'a été servi avec tant de ferveur et de zèle qu'en ce xxe siècle. Et ensuite, c'est tout et il faut tout sacrifier pour elle. Peu importe que le peuple crève de faim et de froid, il faut le mettre autant que faire se peut à contribution pour grossir sans cesse l'effectif de ceux qui marchent sans pas cadencés, suivant à la Hitler, et mettent promptement leur masque à gaz à la moindre alerte, orale ou fousse.

S'il faut en croire « Aux Ecoutes » cité par un confrère local, messieurs les dictateurs n'ont pas l'intention d'en rester là, que le mains étaient pour entretenir et renforcer leurs armées. Ils procèdent — pas moins — à une véritable réquisition des denrées et de la laine au profit de la Reichswehr, si bien qu'il y a point qu'en Allemagne il est devenu impossible d'acheter le moindre pelote de laine et qu'on ne trouve plus dans les boutiques que du fait terrent et même du petit fait ». Naturellement, le peuple souffre... mais le peuple, entêté de race discutable, comprend-il ? Il faut être un écervelé notoire pour ne cet abbé Siégès pour prétendre qu'il est tout.

Mais revenons aux adeptes de MM. Hitler et Mussolini. Ces espirants dictateurs se démènent comme de pauvres diables, s'escriment à former leurs sections d'assaut, à imiter du Chancelier précédent, tiennent des réunions clandestines et publiques, haranguent au micro, ra font passer pour les Messies des temps modernes. Quand ces bandits auront l'un d'eux parader devant les cofés des boulevards, ils chuchoteront émerveillés : « il sera comme le duce ». En attendant d'être comme le dure, ils sont volontiers grotesques et ridicules. Celui qui me paraît le plus amusant, c'est ce Rex alias Léon Degrelle. Imaginez que pour racoler des partisans, il fonde un journal qu'il intitule simplement « Rex ». Puis rien n'empêche qu'il veut être sans aucune ambiguïté que la Belgique non reste le, celle qui respecte les droits des individus, n'est pas le pays réel. Ne doutez pas de la bonne foi de Rex, je vous en conjure. Mais où Degrelle se révèle agitateur de grande classe c'est quand, en Octobre dernier, il tente sa marche sur Bruxelles. Un matin donc il lance un terrible manifeste : 300.000 à Bruxelles pour balayer le Gouvernement de M. Van Zeeland ! Et le pouore M. Van Zeeland de trembler de tous ses membres. Mais quand arrive le jour sur lequel on avait cru entendre son Messie fasciste un frisson dévu. Des Rexistes défilent bien dans les rues, mais ils sont loin d'être 300.000 et sont par surcroît submergés dans le flot des excellents rompalients qui, ce jour là, défilent aussi, bien malencontreusement, devant le roi. Et puis la plaie, ana pluie traitresse ne cesse de tamber. Les bras tendus à la fascista de nos paillants nazis belges pasent presque inaperçus, au grand désespoir des amateurs d'émotions fortes qui en sont pour leurs frais d'imagination. Sur les trottoirs, aux portes des maisons, d'insolents ouvriers regardaient ironiquement ou tendaient le poing, d'autres poussaient leur arrogance jusqu'à crier : Degrelle au potean ! Le

(Suite en 2e page)

DANS LES PLANTATIONS

Les planteurs tergiversent devant l'application des nouvelles lois sociales

UN JOURNAL CLÉRICAL LES SOUTIENT

L'Union a rapporté dans son numéro du 15 novembre la décision prise par le Syndicat des planteurs de Cochinchine de ne pas appliquer les nouvelles lois sociales aux coolies de plantation.

En effet après avoir signalé la lettre écrite sur ce sujet par M. Rochelle, le Président du Syndicat déclara que jusqu'à présent, il n'avait été question de les appliquer qu'au commerce et à l'industrie.

Sans partager complètement cette façon qui ou peut être que provisoire, du trancher une question aussi importante, l'Union cherche à convaincre, par persuasion que l'application des nouvelles lois sociales dans les exploitations agricoles n'est ni souhaitable, ni aisée à cause des conditions particulières du travail dans la colonie

D'abord les horaires fixés pour la détermination du travail de nuit ne sauraient convenir, car d'après ce même journal il est moins fatigant en Cochinchine de travailler à 3h. ou 4 heures du matin que de travailler de midi à 2heures

D'autre part, certaines opérations telle que la saignée, gagnent à être pratiquées de fort bonne heure, « quelquefois dans les endroits fort éloignés des centres d'habitations ».

En ce qui concerne l'application de la semaine de 40 heures, l'Union l'a déclarée «inopérantes pour la bonne raison que « dans la plupart des exploitations il y a de nombreuses journées ou demi-journées de repos forcé - conditionnées par le mauvais temps ». De plus, « dans les plantations d'hévéas, en général, les coolies ne fournissent pas plus de 6 heures par jour de travail ».

Voyons nous mêmes, si ces renseignements sont justes et fournis de bonne foi.

La question des horaires est assez facile à résoudre.

C'est une question d'opportunité pouvant faire l'objet d'une réglementation intérieure entre patrons et ouvriers de chaque plantation.

C'est ici qu'apparaît la nécessité de donner aux ouvriers la droit syndical leur permettant d'avoir une organisation qui ora chargée de discuter avec ordre et discipline les conditions de travail avec l'organisation patronale.

D'autre part, la promulgation en Indochine de la loi de 40 heures n'est pas de trop pour les plantations.

Tout le monde sait que dans les plantations la journée de travail est de 10h. Et de l'aveu même de l'Union, la saignée se fait parfois dans les endroits éloignés des centres d'habitations. Par exemple dans les plantations de Mimot le réveil a lieu à 3 heures du matin, le rassemblement à 4 heures. Comme il y a un millier de coolies à rassembler, il est certain que le départ ne doit pas avoir lieu avant 4h1/2 ; le repos accordé dans le milieu de la journée a bien une durée de 1h 1/2 ; mais les coolies ne reviennent qu'à la nuit tombante.

Comme les coolies travaillent à 5 ou 6 kilomètres du cantonnement, il faut ajouter 1h.1/2 de route à raison de 4 kilomètres à l'heure. Le coolie passe donc, soit au travail, soit au cantonnement pour se rendre au chantier, soit au rassemblement avant le départ 16 heures moins 1h.1/2 de repas de midi - c'est-à-dire 14 heures 1/2.

Il est excessif d'imposer 14h.1/2 de travail, de marche ou de stationnement à l'occasion de ce travail à un ouvrier, encore plus à une ouvrière. Tout le temps passé en route doit être défalqué des heures du travail dues.

Ainsi l'application de la loi de quarante heures dans les plantations n'est pas du tout supportable comme le prétend l'Union.

C'est encore à tort que l'Union prétend que pendant le mauvais temps les coolies peuvent se reposer.

Tout le monde a lu ou entendu parler du rapport d'un inspecteur du travail M. Delamarre. L'enquête a établi que les coolies des plantations sont soumis à un véritable régime de travaux forcés. Ils sont obligés de travailler sous la pluie, presque nus.

« Les bambous, une fois coupés dressent sur le sol une multitude de troncons pointus taillés en biseau qui le rendent dangereux, surtout pour les coolies qui n'ont ni souliers ni jambières ».

Le livre courageux de Les Jaunières de M. Monet est un implacable réquisitoire contre le régime inhumain auquel sont soumis les ouvriers des plantations agricoles.

« A la plantation on leur fait « payer le riz en coupant leur solde. Le « riz y est vendu à crédit pour les femmes « des Cai ou des surveillants. Les denrées « sont aussi vendues à crédit « prix d'or « par les mêmes femmes. Chaque coolie « doit faire sa cuisine lui-même. Comme boisson les coolies n'ont autre choi« se que l'eau des sources et des ruisseaux « le plus souvent pollués par les excré« ments des coolies du camp qui ne dis« posent, pour satisfaire leurs besoins « naturels, que de trous creusés sur les « pentes, conduisant à la source. »

Les punitions corporelles sont de règle dans ces plantations où les planteurs font la loi aux mêmes.

Les déserteurs arrêtés sont soumis à de tortures moyenâgeux.

« En mai 1928, sur la plantation « de Phu-Rieng, société Michelin et Cie « on déserta en forêt après l'abattage « et pendant le brûlage du village. IV. sept squelettes de coolies portés comme déserteurs ».

(Le Monde Colonial)

Les directeurs des plantations, vastes de plusieurs dissines de milliers d'hectares ignorent l'indigène. Ils résident à Paris et en laissent la gestion à de jeunes « assistants » nouvellement débarqués qui se laissent la plus souvent aller à la débauche et à l'opium et qui se livrent sur la personne des ouvriers et ouvrières à des violences lasdmissibles.

Ainsi, il ressort du rapport de M. Delamarre qu'un jeune assistant de la fameuse plantation Mimôt M. Verat dont la méchanceté spéciale était universellement redoutée torturait lui même les coolies qui tentaient de fuir la maudite plantation.

« M. Verat leur (il s'agit de 3 fem« mes assoiffées qui abandonnèrent leur « idehe pour aller boire à la source) fit « signe de se coucher à terre, ce qu'elles « firent toutes deux sur cette zone de rofin, « grosse comme le poure et dont la poi« gnée était entourée de fil télégraphique, « il frappa lui-même successivement sur « les fesses et le haut des cuisses les trois « femmes, Nguyên-thi-Tuong N° 9 âgée « de 21 ans, Nguyên-thi-Lién N° 1021 « âgée de 30 ans, enreinte de six mois ; « Nguyên-thi-Nhon âgée de 36 ans, mè« re de trois enfants. »

C'est ce régime d'exploitation forcenée qui réduit les ouvriers au dernier état du misère phys ologique et qui les pousse la plus souvent au suicide et à la désertion.

La France populaire n'a plus le droit d'ignorer cette situation scandaleuse.

Dorénavant ce sont les jours-ci. des dizaines de mille de coolies des plantations ou des mines es sont chargés par un vaste mouvement du grève bien displiquée de la lut rappeler.

Une véritable législation de protection ouvriéra doit être immédiatement instituée en Indochine si l'on veut éviter des désordres plus graves.

LES CONQUÊTES DES MINEURS

CONCESSIONS PATRONALES SUR LES JOURNÉES DE TRAVAIL, LES SALAIRES, LES ACCIDENTS

Enfin, ils ont triomphé, ces admirables travailleurs qui, bravant la faim et les sanctions, se sont unis dans un geste unanime pour réclamer leur part à une vie meilleure. Ils ont passé de dures épreuves, mais leur volonté de vaincre, leur discipline, leur persévérance ont eu raison de toutes les résistances, de toutes les velléités de répression.

Le résultat, le voici :

a A) Les salaires. — Tous seront augmentés, à partir du 20 Novembre exclus. La Société se fait loi de maintenir ces augmentations, même si après l'application des lois sociales, le nombre d'heures de travail serait diminué.

1°) Tous les salaires des ouvriers inférieurs à 0$60 (le dernier est fixé à 0$27) sont augmentés de 6 sous chacun. Au delà de 0$60, les augmentations d'une élevation d'environ 10 à 12 /. En dehors de l'augmentation des salaires, des gratifications particulières seront accordées à des ouvriers qui se distingueront par leur spécialisation, leur compétence ou leur ancienneté.

Pour les femmes, les salaires de toutes les catégories seront augmentés de 4 sous, ai de 1 sou pour les enfants.

2°) Dut droit à ces mêmes salaires les coolies travaillant sur les gredins, les aide-mineurs qui, après ou an d'apprentissage, sont faits mineurs sauf en cas d'incapacité ou d'indiscipline.

3°) Malgré les jours d'absence, les salaires journaliers ne seront pas baissés mais comptés d'après les jours de travail.

B.— Terrains à loger. A compter du 1er Dec, 1936, tous les employés de la société, qui ont logé en louceront du terrain auront à payer :

— 5 sous par loi de 70 m2.

— 4 sous pour chaque parcelle de 10m2 en sus.

— Pour les lois inférieurs à 70m2 on fixera le prix de location selon l'étendue du terrain ; mais le dernier prix est de 1 son.

C) Travaux cédés. — La Société ne peut se passer des entrepreneurs à qui elle cèdera certains travaux, comme l'emharquement du charbon par exemple. Mais elle fera tout son possible pour réduire ces travaux.

D) Instruments de travail. La Société fournira aux ouvriers les huiles de graissage, les graisses. Elle leur donnera aussi en prenrier les pioches et les outils. Le renouvellement des outils sera gratuit.

4°) Retraites. Les salaires qu'ils obtiennent, il faut qu'ils veillent sur elles jalousement, étroitement.

Le vautour ne s'est pas désarrassé de ses griffes, il les a simplement rétractées.

LES LIVRES

Nous venons de recevoir :

1°) Bác Phó 995 de Tạ-Quang-Bửu

2°) Mấy vấn lhơ de Bông-Xuyên

3°) Rợ Nghệ lấy tây de Võ Trọng Phụng

4°) Tối tâm de Nhất-Linh

Nos remerciements aux auteurs.

▼

DERNIÈRE HEURE

Une mise au point

Nous venons de recevoir noe mise au point de M. Khuất-nhu-Khôi concernant notre article « Où va l'argent des ouvriers ? » publié dans le n° 11 de notre journal. Nous regrettons que sa lettre arrive trop tard pour être publiée dans ce numéro. Nous en reparlerons.

CROSES VUES

plus fort, c'est que d'une fenêtre, une femme, d'scerlège l'lance sur nos braves manifestants un vase domestique bien rempli, ce qui les fait filer bien vite, sans une sloque re-gnatioa.

Pendant ce temps, Degrelle, qui tient d parler « au pays », mande sur le balcon d'une maison particulière. Il commence un grand discours. Il sera éloigné comme le Fuhrer », murmure un marchand ambulant qui donne un mioleni coup de coude d son voisin pour l'exhorter ou calme. Pour malheur ; le micro se refuse obstinement d fonctionner. Notre héros est seul d entendre so harangue. Et pois, la police —car il y a la police aussi d Bruxelles— vient qui l'amène tout bonnement on poste le plus proche. Ainsi s'accomplit la marche des Rexistes sur Bruxelles.

Ah ! tout da même, ce Degrelle !

Contre l'« Union sacrée » des capitalistes

manuiste maintiennent constamment en haleine, prêts à la lotte, prêts aux plus chère sacrifices pour la faire reculer le fascisme et le Capital.

.·.

En Indochine, l'atmosphère est bien différente. Le rapport des forces est bien moins encourageant. Le Front populaire dans la colonie, constitue maintenant encore une idéologie persécutée, que la Réaction s'efforce de matriser, d'étouffer, de supprimer même.

Les capitalistes coloniaux sont en effet tout puissants. Ils possèdent toute la latitude d'agir, surtout quand il s'agit d'inculquer aux masses la méfiance envers le Front Populaire. Et ils ne disimulent ot même pas le véritable but de leurs agissements : au contraire, ils l'étalent, ils le clament au grand public. Au vu et au no de tout le monde, parfois par l'organe de leurs presse vénale, les planteurs se refusent à appliquer les lois sociales, les chambres de commerce à en reconnaître l'opportunité. Malgré instructions et décrets, les coolies et ouvriers, dans les plantations et dans la plupart des usines, continuent d'être soumis à la journée de 12 ou de 14 heures. Le travail de nuit des femmes. L'emploi des enfants ne sont gênés en aucune façon. Pour légitimer leur maintieo, on a eu même l'impudence d'exiger des intéressés, des demandes leur faisant croire ainsi, que les mesures ordonnées par le Front Populaire vont à l'encontre de leurs vœux, que seule la clémence du patronat indochinois les prend en pitié et les sauve. Et quand le prolétariat dupé, exploité, s'est levé pour protester, la répression des patrons s'aggrave, s'envenime, devient vraiment odieose et révoltante. Dans certaines entreprises de Haiphong, sous des prétexte fallacieux on recherche à se débarrasser, par équipes entières, des ouvriers de «mauvais esprit». A Hongay, Mongdnong, su coors de dernières grèves, on menaçait d'expulser les familles des ouvriers récalcitrants. A la Cimenterie de Haiphong et à la Fabrique de Nattes de Nam-Dinh, on a mis à la porte des grévistes pour embaucher des « jaunes ».

Et, naturellement, le Gouvernement Colonial laisse faire. Il pousse parfois sa complaisance jusqu'à prêter son aide au patronat, dans la lutte de ce dernier contre les revendications légitimes des masses. Des arrestations ont été opérées au peu partout, à Hongay, Mongdnong, à Haiphong, à Bacninh, à Tinh-tuc. Elles ne frappent pas toujours des ouvriers qu'on aurait surpris en flagrant délit d'exercice à la liberté du travail. Les victimes le plus souvent ont commis le seul crime de paraître suspects, socceptibles d'être meneurs. Sans pouvoir relever contre eux aucun grief, le tribunal de Namdinh a condamné à 15 jours de prison 11 ouvriers grévistes arrêtés au hasard au cours d'une bagarre sans importance. A Hongay — Mongdnong, des crosses de fusil se sont abattues sur des manifestants paisibles qui défilaient pour protester contre des incarcérations arbitraires.

.·.

Il faut donc convenir que l'esprit du Front Populaire n'anime l'administration, ni ne tient en respect le patronat de la colonie. Devant cette réaction triomphante, les masses coloniales doivent montrer plus d'endurance et d'ardeur dans la lutte. Elles ont compris que ce n'est qu'au prix des privations et des difficultés de la lutte qu'elles arriveot à conquérir des conditions de vie meilleures.

Elles doivent comprendre que pour lotter effiecsement, il faut des organisations solides et vastes, une solidarité plus ferme et plus étendue, que par conséquent leurs aspirations présentes, après les revendications économiques immédiates, consistent dans l'obtention des deux plus précieuses armes du prolétariat : la liberté syndicale et le Droit de grève. Quand les masses indochinoises se seront liguées dans les cadres d'une Fédération indochinoise du Travail, les menaces exécrables, telles qu'on en a vu récemment, ne se verront plus, les licenciements en masse qui se sont produits ne recommenceront plus.

Enfin, les masses doivent cosidérer non seolement les rapports qui existent entre le prolétariat et le patronat et qui invitent à la lutte économique, *trade-unioniste*, mais encore les rapports qui existent entre l'Etat colonial et le patronat d'une part, entre cet état et le prolétariat d'autre part, rapports dont la pleine conscience inillera aux luttes politiques indispensables. La tâche de tous les militants ouvriers, de l'avant-garde ouvrière formée dans la lutte, est justement d'aider, d'éclairer les masses, de les amener, par des expériences vécues, à la conscience de ces rapports politiques, a la conscience politique véritable a.

Mais de leur côté, les masses de France ne doivent-elles pas seconder activement leurs frères d'Indochine qui nont encore jeunes et inexpérimentés sur cette route ardue qui conduit à leur libération? A plusieurs reprises, le Gouvernement de Front Populaire, par l'organe de son ministre, a affirmé les principes de justice et de liberté identiques et également opéraots pour tous les peuples. A plusieurs reprises, il a affirmé son intention d'éduquer et d'émsociper les masses coloniales. Nous savons maintenant que ces déclarations, si elles n'ont pas à leur base une action conjuguée entre le prolétariat de France et le prolétariat d'Indochine, risqueront de ne produire aucun effet ou de produire tout au plus des effets limités. Nous savons maintenant que seule une telle action pourra, en (affermissant le Front Populaire dans la colonie) l'affermir en France même, et adjuger avec succès le flot montant barbare de l'fascisme et l'oppresseur Et c'est pourquoi, devant a l'union sacrée» des capitalistes de France et d'Indochine, tout en réclamant au Gouvernement Blum Monnet, l'octroi des mesures permettant aux masses indochinoises de se défendre, nous disons bien haut la nécessité pour elles de s'unir intimement aux travailleurs de France.

« Prolétaires de France et d'Indochine.
Canire le Grand Capital,
Contre le Fuselsme
Unissez-Vous! »

Les conditions de travail à la S.F.A.T.E. de Namdinh

Le section emploie environ 600 ouvriere dont les 2/3 sont des enfonts et des femmes. Ils sont répartis en une équipe de jour, qui travaille de 5 heures du matin à 5 heures do soir, soit défalcation foite de 20 minutes consacrées ou déjeuner, 11h40 por jour ; et une équipe de nuit qui travoille de 5 heures du soir à 5h du matin, soit 12 heures pleines. Avec un travail aussi obrutissant, ils arrivent à gogner un salaire journalier allont de 16 à 30 cents. Seols les ouvriere qualifiés et les surveillants sool payés de 30 cents à l piastre.

Les conditions de travail sont abominables. Le locel est étroit, mal éclairé, sale. Le toit est en tôle ; aussi, à l'intérieur, on étouffe comme dans une étuve. Les ouvriers mangent à leur place de travail même. De là, ordures, poanteurs, miasmes.

Les brimades ne sool pas rares. Ce sont d'abord les pots de vin qu'on paie aux cai ou aux secrétaires, le jour de soo admission. Certains ouvriers ont versé jusqu'à 5 ou 10 piastres. et cela, pour être exclus avont d'avoir pu récupérer la somme : les iotermédiaires du patron voient dons ses exclusions autant d'occasion de recneillir de nouveaux pots de vin.

Ce sont ensuite les amendes qui pleuvent et qui amenuisent les salaires déjà fusignifionts : les ouvriers doivent aussi acquitter une sorte de contribution régulière, d'eu moins de 10 à 50 cents. Les malades et les accidentés sont envoyés à l'hôpital, asile des pauvres, et ils sont mis en demi-solde. Dans le cas où ils sont atteints d'une incapacité partielle — ceux qui sont atteints d'incapacité totale sont renvovés — ils obtiendront facilement des avoncements et verront même leurs salaires réduits à leur sortie de l'hôpital.

Du comprend pourquoi le 28 Novembre, les ouvriers ont orrêté le trevail et réclamé diverses améliorations au patron de l'entreprise.

C'éteil oussi pour riposter à la provocation du patron qui, oyent recueilli un tract affichà à l'usine, menaçant de renvoyer les ouvriers récalcitrants.

Le directeur de l'entreprise, mis au pied du mur, a promis aux ouvrière de satisfaire leure revendications. Les dernières nouvelles n'ont pas signalé la réalisation de cette promesse.

Une réflexion : après le 1er novembre, la journée illégale de 11h40 ou de 2h reste en vigueur à lo S.F. A. T. E. ; indubitablement, le gouvernement colonial, n'a pas péché par excès de zèle, doua l'application des lois sociales promulguéca en faveur des masses laborieusos de la colonie.

Droperies — Lainages Fournisseuren gros pour tailleurs
TAN-MY
Grand Tailleur
5 place Négrier, Hanoi

La semaine des grèves et des manifestations

Indochine

1000 mineurs de Tinh-Tuc ont cessé le travail, demandant une majoration du salaire de 25 /. la suppression des amendes, des soins médicaux gratuits etc.... Après provocation, menaces, arrestations, le patronat a fait des concessions. Les ouvriers ont repris le travail.—

Les mineurs de Mao-Khe ont manifesté dsos l'ordre contre le régime de misore qu'on leur impose. Le directeur des mines, pour prévenir une grève éventuelle, a augmenté les salaires de 10 /. —

Les mineurs de Mong-Dzuong réclament la mise en liberté des ouvriers arrêtés.—

Plus de 100 ouvriers du briqueterie Hung Ky (Bac-Ninh) se sont mis en grève. Ayant obtenu une augmentation du salaire et le congé du dimanche, ils ont repris le travail. Le secrétaire Dô-Phi a été arrêté.—

40 paysans de Phuong-Trì (Bac-Ninh) ont manifesté devant la Résidence et le dinh do Tông-đốc pour protester contre la révocation du ly-truong et dn pho-tông, 2 arrestations.—

La grève des menaisiers de Hanoi s'est étendue. Les patrons ont consenti uoe augmentation de salaire de 15 à 20/. Une partie des ouvriers maiotiennent leurs revendications (40/. de majoretioo du salaire) et décident de ne reprendre le travail qu'après satisfaction complète.—

Les 100 typos de l'Imprimerie Nguyên-tu-Ha ont fait grèves depuis avantbier matin pour demander une majoration de salaires. Ils ont délégué leurs camarades Trân-quê Chuông, Nguyên-van-Thu pour être en poorparler avec le patron auivant la demande de celui-ci. Dénoncés à la police comme meneurs, ces représentants ont été arrêtés.

Drôle façon de respecter le représentation ouvrière.

500 ouvriers de la filature de Nam-Dinh, après un court arrêt de travail, ont obtenu diverses améliorations, en particulier un relèvement de salaire diminuié sous forme de orime d'assiduité.—

Les 11 ouvriers de la Fabrique des nattes de Nam-Dinh, ralliés au cours d'une manifestation, ont été condamnés, gratuitement, dans uo but d'intimidation, à 15 jours de prison.—

Les ouvriers de la Distillerie de Nam-Dinh bénéficient de certaines améliorations, grace aux répercussions du mouvement ouvrier. Les patrons veulent liquider à bon marché une grève imminente. —

300 coolies travaillant au cassement d'un canal derrière le Bui-Mão, d Benthuy, se sont mis en grève à la suite d'un refnis de salaire : 0$17 au lieu de 0$18, pour une journée de 12 heures. Le coolie Hong a été intimidé. Le travail a repris par suite de la concession de l'entrepreneor Rezadiot.—

100 manoeuvres de la maison a Bácheron » à *Gia-Dinh* ont cessé le travail. Le propriétaire menace de recruter un nouveau personnel ; les grévistes tiennent bon.—

160 ouvriers de la maison d'ameublement « Au drogon d'or » d *Khanhhdi* ont cessé le travail. Mêmes revendications. Les négociations sont en bonne voie.—

200 scieurs de long de Tha-Thau (Tdnan) se sont mis eo grève. Revendications coulomières.

1000 ouvriers de l'arsenal de Saigon (Saigon) se sont mis en grève pour réclamer des majorations de salaire, le semaine de 40 heures, le congé payé de 15 jours.

Les employés du magasin Chasner d Saigon se sont mis eo grève. Concessions immédiates du patronat.

LABORATOIRE DE PROTHÈSE DENTAIRE
SINH - SINH
50, Rue Jules Ferry, 50
HANOI — TONKIN

LA MARQUE DÉPUTÉE DES CHAUSSURES
Chân-Long
9, rue Paol - Bert
38, — des Pauniere
HANOI

Comment et où s'amuser à Hanoi ?
AU CASINO - DANCING
50A Route de Khâm-Thiên
Tous les soirs à partir de 9h.

S. O. S.

Les détenus politiques de la prison de Ha-Tinh ont été soumis au supplice barbare de la flagellation

A la prison de Haïnh, un détenu de droit commun, nommé B. a protesté contre le travail trop pénible qui lui a été imposé par les geôliers. Puni de cellule, il continuait sa protestation par la grève de la faim. Comme, à son 9e jour de jeûne, B. n'obtint aucune satisfaction, tous les détenus politiques que la vue de n'importe quel abus indigne so sont solidarisés avec les détenus de droit commun dans une grève générale de la faim pour demander :

1— L'élargissement de B.

2— La suppression du régime de la cellule.

En vain, les autorités exhortaient les détenus à casser leur grève. Le 3-12, à 4 heures du soir, tous les détenus, politiques ou de droit commun, sont conduits sous bonne escorte au camp de foot-ball de la citadelle. Là, la tranvérgel, le Résident adjoint, le Ke-sat, le Lanh binh, l'inspecteur de la Sûreté, le sous-lieutenant Simon, le commissaire de police et un groupe de 50 miliciens armés de esatraques. Après quelques paroles de Mr le Résident-adjoint les coups pleuvaient dro sur la tête des condamnés. Ceux-ci furent obligés de courir en cercle devant les miliciens qui leur distribuèrent impitoyablement la cadouille sur tout le corps. Peodant le supplice barbare, les détenus poussèrent des cris de douleur on de porlestation; quelques uns d'entre eux furent tout de suite mis en cellule par l'inspecteur de la sûreté. Les autres continuèrent leur course sous la pluie de coups qui ne finit plus, devant les yeux satisfaits des amists nts. Ce n'est qu'à 5h du soir que ce jen sinistre prit fin.

Voilà comme on treite des détenus politiques de l'Indochine. Le travail forcé, la matraque, la cellnbe ne suffisent pas. Les autorités cherchent à leor infliger de nouveaux supplices, des supplices qui sonatiteot en même temps, pour elles, des parties de distrection dignes. Le gouvernement de Front Populaire est au pouvoir, voilà bien loi 6 mois. Pourtant, ce n'est rarement aux déclarations de M. Monlel à Mme André Viollis, les laguca de l'Indochine reçoit tolaq'ils ont été. Que nd verra-t-on cesser ce régime de persécution sauvage ? Qo'attaod il le ministère de la colonie, pour he pas instaorer le régime pollitqun des prisons en Indochine et applqner la loi de l'aosiaie générale en faveor des militants ouvriers et paysans condamnés par la Réaction?

SOUS LE RÈGNE DU FRONT POPULAIRE

LES PERSECUTIONS
politiques continuent

1°) Nam-Dinh. — *Le 16 Août, à la nuit tombante, un libéré politique Trần-trọng-Hân tenta de se suicider. Des gens, alertés, accoururent au secours du désespéré et trouvèrent sur son corps, la lettre suivante :*

« Depuis ma libération en 1935, j'ai été soumis au régime de surveillance le plus tracassier, et cela, bien que je n'aie point été condamné à cette peine accessoire. Les notables poussent leur vigilance jusqu'à me forcer à passer à jeûn deux jours entiers au poste des veilleurs. Sans espoir, sans soutien, poursuivi, traqué par les agents du gouvernement, j'ai décidé de mettre fin à ma vie ».

2°) Haidaong. Huyện de Cẩm-Giang. — *En juillet 1936 la libéré politique Trần Lam, accédé par les vexations, les insultes, les tracasseries, d'un chef de canton s'est suicidé après avoir tué son persécuteur.*

4°) Nghệ-an, huyện de Quỳnh-Lưu. — *Chaque fois que le Tri Huyện fait une tournée dans un village, il fait venir les libérés politiques à la pagode pour leur servir des propos outrageants.*

5°) Nghệ-an huyện de Quỳnh-Lưu. — *Ngô-Nha n'obtient toujours pas l'autorisation de venir s'établir à Vinh pour y faire le commerce.*

6) Hà-tĩnh, huyện de Can Lộc. — *Le chef de poste Staiger soumet les libérés politiques à l' « appel » menuet. Ceux qui ne se présentent pas au poste à la date fixée, sont frappés d'une amende de deux charges de paille ou d'une punition consistant en 3 jours de rarvée.*

7°) Hatinh, phủ de Duc-tho. — *Comme dans le village, il s'est formé une société de foot-ball, Dân Ba, un libéré de juillet, demandait à en faire partie. Il fut dénoncé par le Lý-trưởng aux autorités supérieures comme ayant cherché à camouffler des sociétés secrètes sous les dehors d'une société sportive. Malgré l'absence de preuves positives, Ba fut convoqué à la Sûreté de Vinh et retenu à Vinh. On la remit à on agent de police qui le prit à titre de pré ventif.*

8°) Dans certains villages du Nghệ-an, de Hatinh at du Quang Ngai, *les libérés politiques doivent passer les journées rouges dans les maisons de veilleurs. Ce bien, les notables cansentent à les laisser chez eux, mais c'est après avoir opposé le cachet à leurs pieds.*

9°) Quang-trị phủ de Triên-phong. — *Un retour de Lao-bao : Nguyễn duc-Ngung a eu l'audace d'aller voir ses beaux parents qui habitent tỉa phủ de Vinh-Linh. Il fut arrêté par le quanphu et jeté en prison.*

10°) Thai-Thiên. — *Un libéré politique attend depuis 6 mois l'autorisation de déplacement qu'on lui promit.*

11°) Quang Nam, huyện de Tamky. — *Va-Tôi, un libéré politique, a manié 4 fois de la corde à sa propre oie. Les autorités ordonnèrent la fermeture de l'école.*

12°) Quang-Nam, phủ de Điên-bàn. — *Au début de Novembre, Trần-thi-Kỷ, Nguyễn - duc - Soan, Nguyễn Thiêu dit Trac, ont reçu des visites domiciliaires. Thiêu et Soan sont des libérés politiques, ils ont pris part à l'organisation du Congrès de l'Annam. Chez Trac, le perquisition infructueuse fut menée en l'absence de Trac lui-même, c'est-à-dire dans des conditions illégales.*

13°) Quang-Ngai phủ de Sơn-Tịnh. — *Vers fin Août, des tracts sur le Congrès Indochinois ont été distribués. Bien qu'on ait contre eux aucune accusation précise, les libérés politiques Phamdinh-Thiên, Đỗ-Bá, Nguyễn - Mỹ, Hoàng-Thuy, Đỗ-Xang, Đỗ-Xuân, Tạdinh-Lang, Nguyễn-Tiên etc....ont reçu des visites domiciliaires.*

14°) Quang-Ngai huyện de Mộ-Đuc. — *N. T. Ngoan au libération n'a jamais fait un bout de chemin hors de son village, au cours du mois d'Août. Ayant en une demoiselle de Thu-Xa, dont il voulait faire sa future, il demandait aux notables l'autorisation de se rendre à Thu-Xa, pour une visite d'introduction. Le maire exigeait des précisions sur la maison ad N. 1. comptait descendre, car le nombre des jours d'absence, car la jeune fille, sur la nom, la profession des parents de la jeune fille.*

15°) Quang-Ngai huyện de Bình-Son. — *Nguyễn-Cu, libéré le 14 juillet 1935, a été aux marais salants de Sahuynh pour acheter du sel. Il fut arrêté par le Tri-huyện de Duc-phổ qui le condamna à 6 mois de prison. Les autorités provinciales jugèrent opportun de doubler la peine.*

16°) Quang-Ngai phủ de Tu-Nghia. — *Un libéré politique voulut aller dans un village voisin pour acquitter des contributions foncières. Il fut accomplir la formalité de l'autorisation préalable. Le laisser-passer qu'on lui délivra est ainsi libellé. « Le 2e jour du 4e mois de la 11e année du règne de Bao-Dai, le nommé ... originaire du village de Xuân-phổ, domicilié au village de Anhòi, est autorisé à se rendre au village de Bala, en vue de payer les impôts fonciers pour sa mère. Il portira le 3e jour, vers 7h. du matin, séjournera pendant 2 jours dans la localité de Bala, et devra être de retour le 5,6 4h. du soir. Il est tenu de produire le présent laisser-passer à toutes les autorités locales et de le restituer (au maire du village) après son voyage. Le présent laisser-passer est valable sour la randition expresse du ransentement du chef de canton ».*

17°) Quang-Ngai, huyện de Ducphổ. — *Les deux frères Huynh-hong-Thanh et Huynh-long-Thay, ne sont pas autorisés à rejoindre leur village d'initiation né ils ont leur maison de commerce et cultivable leur mère vieille. On avance, comme raison de refus, le fait qu'il leur libération, le maire du village domiciliaire ne s'est pas engagé à les surveiller. Ils se voient ainsi forcés de se faire héberger par leur ennemi, dans leur village d'origine.*

18°) Quang-Ngai, phủ de Son-Tinh. — *A sa libération, en 1931, Phạm-viết Dương s'est spécialisé dans la fabrication des briques. En juin 1936, les habitants du village de Nghia-Lập, huyện de Mộ-Duc, pour la construction de leur pagode, ont passé une commande de briques à Dương.*

Ce dernier, à l'effet de fournir les marchandises demandées, a mis sur pied un four à briques et embauché 6 coolies L'entreprise marchait très bien, quand le 10 juillet 1936, le Tri-huyện de Mộ-Duc envoya les notables de Nghia-Lập, leur administre une verte remontrance, les reprochant d'avoir eu recours aux services d'un suspect. Le huyng-bổ fut même retenu au huyện : le Lý-trưởng, radché, fut chargé d'emmener au chef lieu un ressortissant du village, Nguyễn-Thach, ainsi que les 6 coolies, qui travaillent au four.

Le « père et mère » demanda à ces derniers de payer un impôt, afin qu'il fasse des déclarations précisant dans quelles circonstances, ils avaient fait connaissance avec le suspect Dương.

19°) Quang-Ngai, village de Chânmỹ. — *Les frères Trần-ky-Truyền, Trần-ky-Sâm, accusés violemment par le Xa-doàn d'avoir lu des tracts communistes et arboré des drapeaux rouges, ont été incarcérés et restent encore en prison. Quant aux autorités n'ignorent nullement la calomnie basse et mal tromés.*

20°) Binh-Dinh huyện Bông-Son. — *Les libérés Dinh-quang, Trần-Khanh, Huynh-Tiếp, incarcérés pour « avoir les têtes dures » eu, ce qui revient au même, pour avoir été portés eur une longue liste de « têtes dures » établie pour les besoins de la cause par les autorités supérieures de la région de Qui-Nhơn. Ces prisonniers politiques, menacés de prévention à la prison de Qui-Nhơn.*

21°) Phu-Ly, huyện Kim-bang, village An-đôg. — *Ta-oan-Bân, ancien détenu à Son-La a été libéré sous condition : 30 ans de surveillance. Il a été demandé au Résident la permission d'aller gagner sa vie. Réponse évocive : en lui dit d'attendre. Dans la suite, chaque fois qu'il est venu, le Résident n'était jamais là et a toujours pu maintenir de faire, Bân s'est rendu directement à Hanoi. Le matin du Samedi dernier, comme Bân se présente à la Résidence pour remplir certaines formalités d'autorisation, on l'a arrêté sous prétexte de lui remettre au Résident de Phu Ly. Bân a protesté : « Vous devez, a-t-il dit aux agents de la Sûreté, me laisser à Hanoi pour trouver un moyen de vivre. Si vous me forcez à rester à la rampagne ; mieux vaut alors me renvoyer à la prison que me condamner à mourir de faim dans mon village ».*

Quand même, il a été invité à rentrer à Phu-Ly, sous bonne escorte, le lundi 31, de l'après midi.

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorragies aiguës ou chroniques
Syphilis : Toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau.
Facile et Radical

CABINET MÉDICAL
Dr Trần-Van-Sang
78 Rue du Papier — HANOI

Pour vous faire beau
Pour être plus beau
Faites-vous raser au
Salon de Coiffure
Pham-manh-Kha
Le rendez-vous des hommes chic

Les leçons de la crise

Le régime capitaliste, cause de la crise.

Les bourgeois de ce pays essaient d'individualiser la crise actuelle, de la présentar comme une crise indochinoise, une crise coloniale.

Il serait étonnant qu'ils raisonnent autrement. Ils ont intérêt à cacher aux masses des travailleurs le vrai mécanisme du régime capitaliste qui les a engraissés, qui les engrisse encore malgré la dépression économique et qui les engraissera...

Il est toujours nécessaire d'examiner devant les travailleurs de ce pays, les causes profondes de cette crise et la signification de ce phénomène économique facilement prévisible.

Anarchie de la production

A l'encontre de la production primitive destinée à la consommation directe, la production capitaliste est une production destinée à la vente, la production des marchandises pour le marché. Ceux qui en disposent, ce sont les capitalistes isolés, quelques-uns d'eux de son côté, et ani ne peut savoir exactement la quantité et le genre de produits demandés sur le roarché. On produit à l'aveuglette, on ne s'occupe que d'une chose : ne pas dépenser les uns les autres.

Il est donc tout naturel *« que la quantité produite puisse ne pas répondre aux besoins du marché ».* Et cette éventualité est particulièrement fréquente qeand un roarché déjà grand s'élargit encore subitement, englobant les régions nouvelles, auxquelles et immenses c'est ce qui arrive depuis l'élargissement du marché mondial par les moycns ultra-modernes de transport et de transmission, depuis le développement du commerce, l'épanouissement de l'industrie, la guerre faite aux débouchés, le chasse au bénéfice, la fondation de nouvelles sociétés, l'afflux dans l'agriculture et l'industrie d'une masse de capitaux venus de l'étranger et composés en partie de maigres économies de petits capitalistes.

Ces lignes écrites par un économiste européen en 1901 et à peine retouchées montrent avec une netteté aveuglante *l'anarchie de la production capitaliste*, première cause de la crise actuelle.

Production croissante et consommation déroissante

Nous avons perié de capitalistes isolés. Il sers plus exact de parler d'appropriation privée du profit, car la prodnction, elle, est sociale. L'entreprise rooderne repose sur le travail commun, organisé, des milliers d'ouvriers, des dizaines, des centaines de milliers d'ouvriers. L'ensemble des ouvriers travaillent pour toute la société. Par contre leur travail est la propriété d'une poignée de capitalistes qui s'attribuent tous les bénéfices.

Or pour que l'entreprise douna des bénéfices, il faut vendre des marchandises, produites collectivement par toute la masse de la population. Et dans les peys capitalistes, la masse de la population est composée de peuvres : ouvriers recevant un salaire de famine, paysans ruinés par un arriérement encoro que les ouvriers. Pendant les périodes de prospérité, les exploitations agricoles et industrielles jettent sur le roarché une telle quantité de produits que le gros du peuple indigeut n'est pas en état de les acheter.

Les produits agricoles, menacta-rés tont toujours augmentant. Cet accroissement bculbt s'arrête court parcoque la masse du peuple, à qui en fin de compte sont destinés tous ces produits demeuro dans la pauvreté, voir dans la misère. Conséquence : mévente de toutes les marchandises, ralentissement de certaines branches de production, arrêt de certaines autres

Que démocotre la crise ?

La crise démontre en premier lieu que par le *caractère anarchique de sa production*, le régime capitaliste porte en lui-même les germes de la crise. Certains économistes bourgeois songent à réglementer la production capitaliste par les ententes entro producteurs, les cartels, les syndicats. Les producteurs du canotchonc sont mêmes arrivés à na accord international (7 Mai 1934).

Utopie que tont cela ! Le régime capitaliste étant basé sur l'appropriation privée du profit, tonte réglementation de la production capitaliste est vouée à un échec fatal. La concurrence entre les producteurs, ne pouvant plus être libro, deviect d'autant plus âpre qu'elle se fait soardement au sein même de l'entente. Il est vrai que tous les cartels déjà constitués en Europe ont été tbt ou tard dissous par leurs membres eux-mêmes.

La crise démoutre en second lieu que la société actuelle ne pourrait produire suffisamment de produits servant à améliorer les conditions de vie des travailleurs, si la terre, si les fabriques, les machines qu'avaient pas été usurpées par une bande de propriétaires privés tirant des millions de la misèro du paapie.

Elle démoutre en troisième lieu que si les masses des travailleurs est misérable en période de prospérité, elle devient intolérable co période de crise.

Non seulement les capitalistes reprennent toutes les concessions qu'ils avaient faites en période d'épanouissement économique, mais encore ils profitant du chômage pour réduire férocement les salaires des ouvriers.

Elle démoutre par conséquent en quatrième lieu que la ouvriera no peuvent se borner à tattes pour obtenir des capitalistes telles ou telles concessions isolées : les capitalistes représentent tont pendant la crise. Les ouvriers doivent : lutter · pour les petites améliorations de leurs conditions de vie mais ils ne doivent pas oublier que tont que dominent encore le capital et la propriété privée capitaliste leur sort n'est jamais stable.

Enfin, ce ci-quieme lieu, les leçons de cette crise nous montrent toute l'absurdité de la soumission de la production sociale à la propriété privée sont si lustrativres que les bourgeois eux-mêmes dénoncent les tentatives toutes sortes de mesures tendant au contrôle de la banque d'émission en particulier et des banques en général. Mais aucun contrôle ne peut empêcher les capitalistes d'investir, pendant les périodes de prospérité, des entreprises vouées ensuite à la banqueruute.

Au reste que signifie la faillite de quelques entreprises dans la Société capitaliste ? Seulement que les entreprises plus faibles, les capitalistes de « deuxième sous » sont éliminés par des millionnaires plus soûdes :

Remplacement de riches de 2e ordre par des riches de 1er ordre, accroissement dra forces du capital, ruine de la masse des petits propriétsires misère effroyable des travailleurs, voilà le bilau de la crise.

A mesure que la crise s'accentue, les ouvriers, les paysans, les travailleurs des classes moyennes, les intellectuels bounités qui n'ont pas leur cervcau dans leur poche comprennent facilement les *faiblesses* congénitales du régime capitaliste, anarchie dans la production et déséquilibre nécessaire entre la production et la consommation. Ils verront que la crise est sou phénomène inévitsble du régime capitaliste. et que les solutions efficaces sont jusement celles que le capitalistes ne peuvent tolérer. Car le régime capitaliste ne saurai as concevoir sans la concurrsucs, sans l'anarchie dans la production comme il ne saurait se concevoir sans la sous-consommation permanente du peuple.

Et ce ne seront ni Dieu, ni Bondha, qui mettent fin à l'anarchie de la production capitaliste et qui rendrant aax masses laborieuscs leur véritable capecité d'achat et de consommation.

Ils verront qua seules les forces sociales qui n'ont rien a perdre sous le régime actuel qui accom pliront ce double travail, c'est-à-dire au premier rang la prolétariat organisé s'appuyant sar la paysannerie et tca classes moyennes exploitées et ruinées par les capitalistes.

LA VOIX DES LIBÉRÉS POLITIQUES

LA LIBERTÉ ENTIÈRE
AUX LIBÉRÉS POLITIQUES

Un certain nombrc de libérés politiques de la province de Nam-dinh, comme la plupart de leurs camarades des autres provinces du Tonkin, sont soumis au régime de la surveillance administrative et de l'interdiction de séjour depuis leur libération.

Dernièrement amnistiés ils ont été l'objet d'une remize totale de peine, en vertu du décret présidentiel en date du 29 Septembre 1936. A supposer même que des peines accessoires aient été prononcées contre eux le jour du jugement, il n'y a pas de roison de les leur faire subir encore, du moment que leur libération est sans condition. En réalité la Commission criminelle les a condamnés à la détention ou à la déportnion pures et simples c'est-à-dire sans peine accessoire. Les autorités provinciales ont accompli un acte illégal quand elles prennent contre eux des mesures administratives incompatibles avec la loi.

On prétend en baser sur le code annamite en ulgueur au Tonkin. Or, si le code annamite stipule que certaines catégories de condamnés sont susceptibles d'être mis sous la surveillance administrntive. il nc nise pas le cas des condamnés politique récemment libérés Ces derniers ont été condamnés par des juridictions françaises d'après la loi française Amnistiés, ils n'ont plus aucune pei neprincipale ou accessoire à subir.

Le Gouvernement de Front populaire, cn lee libérant sans condition, affirme son intention de réparer les injustices qu'ont été commises cn matière de politique colonisle. Le décrrt présidentiel du 29 Septembre 1936 ordonne « l'amnistie pleine et entière, C'est un grave abus de la part du Gouvernement local d'imposer des restrictions à la portée du décret se basant sur dce prétextes fallacieux.

Nous sommes loin de la période de troubles sanglants et des représailles atroces Le pays est relativement calme au point de vue politique, mais la crise économique sévit. Les libérés veulent chercher quelque moyen qui leur permette de gagner leur bol de riz quotidien. Qu'on leur laisse au moins la liberté d'aller chercher du travail.

Quant aux propriétaires fonciers, ils n'ont pas l'habitude de secourir des gens qu'ils considèrent comme leurs propres ennemis. Mais les autorités provinciales ne comprennent-elles pas que la seule manière d'aider ces libérés consiste à leur laisser la liberté de circulation, c'est à dire à ne pas les dépouiller de leurs droits par des mesures arbitraires ?

Pourquoi donc veut-on river un ouvrier électricien, un travailleur intellectuel à la campagne où il est complètement dépaysé.

Pour les condamner à mourir de faim ou pour les acculer à la lutte illégale qui les conduirait de nouveau au bagne ?

Dernièrement, dans leur tournée à Xuân Truong le Résident et le Tổng Đốc de Namdinh ont conseillé aux autorités communales et aux propriétaires ruraux d'aider les libérés politiques dans la recherche d'un emploi, de les secourir quand ils sont dans la gêne. L'idée est bonne en soi.

Mais, comment le Lý Truong pourait-il venir en aide aux libérés politiques, lui qui n'est pas à même de venir en aide à ses propres enfants ?

LA LIBERTÉ SYNDICALE ET LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Depuis ces derniers temps, les nombreux accidents du travail signalés por la presse quotidienne ont fortement ému l'opinion publique.

Le Gouvernement n'a pourtant pris aneune mesure de protection et de réglementation.

Les ouvriers s'en inquiètent et nous demandent conseils.

Il n'y a qu'un seul moyen, qu'une issue possible, l'organisation de défense des ouvriers par eux-mêmes, Qu'ils s'organisent en syndicats professionnels pour défendre efficacement leurs intérêts. Sous le régtoe actuel, le syndicat professionnel est la meilleure arme défensive des salariés. Il permet a ceux-ci de rétablir l'équilibre des forces dans la fixation des conditions de l'embauchage. Il impose aux employeurs la pratique du contrat collectif qui sera un traité discuté de puissance a puissance, d'égal à égal entre l'organisation patronnte et l'organisation ouvrière. Il substitue à l'arbitraire des pâtrons une *regle* commune qui fait la loi entre les parties dans la propriété, pendant les périodes de prospérité, des entreprises vouées ensuite à la banqueruute.

Au reste que signifie la faillite de quelques entreprises dans la Société capitaliste ? Seulement que les capitalistes plus faibles, les capitalistes de « deuxième sous » sont éliminés par des millionnaires plus soûdes :

Remplacement de riches de 2e ordre par des riches de 1er ordre, accroissement dra forces du capital, ruine de la masse des petits propriétsires misère effroyable des travailleurs, voilà le bilau de la crise.

A mesure que la crise s'accentue, les ouvriers, les paysans, les travailleurs des classes moyennes, les intellectuels bounités qui n'ont pas leur cervcau dans leur poche comprennent facilement les *faiblesses congénitales* du régime capitaliste, anarchie dans la production et déséquilibre nécessaire entre la production et la consommation. Ils verront que la crise est sou phénomène inévitsble du régime capitaliste. et que les solutions efficaces sont jusement celles que le capitalistes ne peuvent tolérer. Car le régime capitaliste ne saurai as concevoir sans la concurrsucs, sans l'anarchie dans la production comme il ne saurait se concevoir sans la sous-consommation permanente du peuple.

Et ce ne seront ni Dieu, ni Bondha, qui mettent fin à l'anarchie de la production capitaliste et qui rendrant aax masses laborieuscs leur véritable capecité d'achat et de consommation.

Ils verront qua seules les forces sociales qui n'ont rien a perdre sous le régime actuel qui accom pliront ce double travail, c'est-à-dire au premier rang la prolétariat organisé s'appuyant sar la paysannerie et tca classes moyennes exploitées et ruinées par les capitalistes.

et surtout dans les accidents du travail, auxquels les ouvriers sont les plus exposés. Il est pourtc mouc surprenant qu'en Indochine on interdit encore aujourd'hui la formation libre des syndicats professionnels alors que portout le syndicalisme depuis près de cinquante ans constitue un facteu s de progres dans la vie sociale des peuples et en particulier du peuple français.

Devant les organisations patronnales, autorisées ou toiérées par le gouvernement la grande masse des salaries ont le droit ne réclamer la liberté syndicale. tu tiberté de se grouper par profession et de se défendre.

Il n'y a pos de jour où nous n'enregistrions les brutalsdes de toutes sortes subies par les ouvriers des usines, les employés des entreprises publiques ou privées, les gens de maison, domestiques et boys, de la part des directeurs et des patrons.

Sont logiour, les salariés non payés, renvoyés sans preavis.

Sont aussi logion les occidentés du travail qui occupent, desemparés devant le nuiueur, sans argent et sans guide, quelques justices pour u'non pas « des histoires avec ler Tây ». La vie d'un ouvrier d'ici est generalement évaluée par les patrons—bunes ou jaunes » au sommc de quinze piastres qu'on verse à sa famille pour son enterrement le jour de l'accident.

Cette situation ne peut plus durer. Avec la grande masse des salaries lérocement exploitée, nous demandons une regionsentation légale des réparations du préjudice subi par les ouvriers ou par leur famille du fait de leurs ruinations ou de leur mort.

Pour appuyer cette réformatriee du Gouvernement de Front-Populeire, il est nécessaire que les ouvriers aient la liberté syndicale, laquelle comprend plusieurs libertés :

1°— Liberté de créer des associations professionnelles, pour toutes professions sans avoir besoin d'une autorisation du gouvernement, et liberté de diriger ces syndicats sans controle de l'administration avec toutsance de tous les droits nécessaires à leur activité ;

2°— Liberté de grouper dane un même syndicat tous ceux qui rapproche t leurs intérets professionnels, et liberté de fédérer entre eux ces groupements sont par ességence professionnelles sait par régions ;

3°— Liberté pour les membres du syndicat de faire détendre leurs intérêts par ce syndicat auprés des autres personnes de la profession et auprés des pouvoirs publics.

Cette liberté syndicale que seule une action collective de tous les salariés peut arracher a to classe dominante constitue aussi en ce moment un moyen do satisfaire les revendications les plus immédiates et les plus pressantes du prolétariat Indochinois.

G. Mohamed Said
Spécialité en cotonnades

La plus grande maison de l'Indochine

Cotonnades. — Lainage Soieries. — Grosdomigros et détails.

100 Rue de la Soie — Hanoi

CH. MAU'S
Tailleur et Chapelier
N° 19, Bd Dong-Khanh — HANOI
ASSURE : que le costume qu'il vous livre est parfait. Portez le pendant une semaine, et si au bout de ce temps vous en êtes pleinement satisfait, son but sera atteint.
S'ENGAGE : à vous le reprendre s'il en était autrement.

LY - SENG - BAO
Bijouterie · Horlogerie · Lunetterie
42, Rue des Paniers — HANOI
Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze
Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur
Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

DONG - THUY
tissus draperies lainages
Gros et détail
78, Rue du Chanvre
HANOI TONKIN

Do-huu-Hieu
41, Rue du Chanvre-Hanoi
GRAND TAILLEUR
Diplômé de l'Ecole Internationale de Coupe de PARIS
Présente à sa nombreuan et aimable clientèle ses exclusivités de tissus pour costumes d'hiver

Essayez les Chaussures
de la
Maison CU-TAI
174 Rue du Chanvre, Hanoi
et vous serez ravis de la'ur élégance la mains soûteuse jointe pourtant à la plus parfaite solidité,

Maison Du-quang
FONDÉE EN 1919
Pham-van-Giap
COUPEUR DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE COUPE & DE COUTURE A PARIS DIPLOME D'HONNEUR DE PARIS MÉDAILLE EN OR DE PARIS
Tailleur civils et militoires
Rayon spéciol pour dames
Broderie
53, Bd Francis Garnier HANOI

La vie au Pénitencier de Kontoum

III

DAKPAO

Les travaux forcés

La route était toute tracée. Il suffisait maintenant de suivre la piste en briquer, de l'agrandir, et d'achever, de la rendre carrossable. On avait à abattre des arbres, à enlever les souches, à piocher, à porter de la terre, à remblayer, à aplanir et à déniveler.

Certes, ces travaux étaient pénibles, mais ils ne dépassaient pas tellement la force moyenne des détenus.

En réalité, on mourait sous le coup des traitements brutaux des gardiens. Chaque matin à cinq heures les miliciens viennent enlever aux détenus leurs chaînes. Les prisonniers sortent anahlot pour aller recevoir leurs instruments de travail : pioche, pelle, hache, corbeille, fléau etc.... Puis par groupes de quatre, on s'assied, on attend « ông Quan » (le mandarin, c'est à dire le garde principal) qui passera une petite revue. C'est le « ông Quan » qui compte les hommes et qui les remet au sous l'escorte des miliciens. Or, cette revue est tonte une tortore sanglante qui fait frémir tous les détenus. Le « ông Quan » parcourait le rang arme d'un gros bâton qu'immanquablement il abattait sur le « chef de file » en comptant. Un, deux..... Cette phase est devenue après quelques essais un sujet de panique de sorte que le matin, la plus grande affaire pour chacun était d'éviter de se mettre à la tête de la colonne, ce qui déterminait encore un certain désordre et justifiait encore d'autres brutalités de la part des mol On finissait cependant par s'habituer à tout; et les coups de bâton devinrent peu à peo comme une raclée réglementaire, faisant partie du régime: on l'appelait coursmment : « le déjeuner »

Sitôt qu'ils ont reçu leurs outils, les détenus sont conduits en raison de quatre prisonniers par milicien au chantier. Quand le chantier était preche, on pouvait encore marcher, mais il fallait aller travailler à 3 ou 4 kilomètres de la prison ; nous fois sur la route, on devait se baur et courir — et toujours:

« Plos vite que ça! Pas gymnastiquecls

Sitôt arrivés, on s'aitela à la besogne. Les uns piochèrent, les autres transportèrsat à tour de bras des corbeilles de terre, des branchages. Des équipes abattirent les arbres. d'autres s'occupèrent an dynamitage. Et surtout, pas d'arrêts, pas une seconde de repos! toute leucur « entraînait une sanction: les miliciens toujours vigilants, toujours férnces étaient constamment prêts à se précipiter sur le prisonnier latigué comme un loup sur nun proie. Des coope du crosse de fusil, de bâton picuvaient sur la tete du (malheureux prisonnier hors d'haleine. Des fois, rien que pour se distraire, trois ou quatre miliciens. parcouraient le rang leurs bâtons en mains et su mirent a battre josqo'à la mort le premier détenu qu'ils virent à leur portée. Les corvées les plus pénibles étaient évidemment, l'abattage des arbres et la taillage des rochers.

Du entra dans la forêt profonde, un abattit des arbres. Il fatisit en choisir les plus gros. Aox troncons les plus peesnts et dont le treusport séclamait au moins dix hommes, le miticien attelait tout au plus six prisonniers. La piste était sinoeuse, abrupte et s'engageait au milieu des rochers gigantesques, à travers des gorges profondes, et les miticiens étaient constamment là pour presser, pour brutaliser les défaillants, tuer coup de prisonniers qui chancelérent, tombéreol sous le ceup du bâton et eurent ainsi leurs pieds et leurs bras fracturés.

Le récit qui soit donuera aux lecteurs une idée plus précise de cette brutalité esot et de la manière dont ces gardiens de mentalité primitive entendsieut observer la « consigne » du chef.

Quand il s'agissait de transporter les arbres abattus, selon que la charge était plus ou moins pesante, les gardiens placérsnt deux, quatre on six prisonniers. Du uoos des cordes, on y passait in tronc de boia qui sert de fléau. Chaque prisonnier dés lors, se mit en devoir de soulever le poids. Les mois veillaient surtout à ce que le bout du fléau ne se détachat guère de l'épaule car ils y voyaient un signe de fainéantise. Or la pente était raide et les prisonniers de taille inégale. Ces miticiens barbares entendaient cependant atteler toujours ensemble des hommes d'inégale hauteur. Alors placés les porteurs se gênèrent fort dans leur marche surtout quand le transport était sesuré par deux individus de hauteur différsntiu. Et gare au détenu un peu nain qui essaierait de réaliser l'équilibre en soulevant de ses mains le flésu! Garu au compagnon de taillu herculéenne qui su courbersit pour niveler son épaule sur celle de son infortuné camarade ! Les mots coulurent à la paresse et frappérent! Ils appliqeérent la sanction sunc un sérieux tellement naïf que plus d'une fois, un prisonnier, sous la bastonnade aveuglante, éclata de rire à travers les larmes. En fait bien des camarades trouvérent la mort à cause de l'interprétation naïve des instructionsdu chef par ces enfants de la forêt.

Le prisoouier préposé au dynamitage était tenu de tirer la paramine depuis cinq heures jusqn'à onze heures sans interruption. Cependant après une ou deux heores, il avait la pomme des malos félées, gercées, eosanglantées. Une fois, un détenu n'ayant plus pu tenir sa parsmine à cause de ces blessures douloureuses, son surveillant prit la parsmine et l'habitu rodemcot sur sa tête. Par le miracle, le prisoonier échappa à la mort : il n'en tira néanmoins avec une grave fracture à la tête qui l'alita un mois dersnt à l'hôpital.

Les prisuuniers étaient soumis aux corvées le matin de 5h à 11h et le soir de 1h à 5h. Pourtant ce n'étaient pas ces travaux qui inéreni les détenus : ils farent surtout victimes des brutalités commises par les gardiens, sûrs de rester impunis après leurs crimes.

Durant les deux heures du repos de midi, les prisonniers qui travaillaient loin du ta prison restaient au chantier. Ce repos de midi était encore une autre forme de torture. Dabord les prisonniers devaient rester la tête une sooe la pluie torrentielle comme sous les ardeurs du soleil. A leur arrivée, ebsuo avait bien un chapeau de latanier, mais quéques jours après les miliciens moi trouvérsnt que c'était un luxe géuaot pour le travailleor et se mirent en devoir de les détruire. Evidemment, le prisonnier ne peut que s'exposer davantage aux coups de esdoutles s'yant ta tête découverte. Beaucoup de détenus fogoiaient pen à pen à se confectionner des bérats avec de vieux lambeaux d'étoffe, avec des nippes afin de se mettre à l'abri du bâton et des tutempéries.

Au milieu de ces forêts épaisses les miliciens pour empêcher les évasions, les sobà quans (la estégorie des mandarins c'est à dire les miliciens) attachérent les prisonniers deux à deux. Rien de plus gênant que la façon de se tenir ainsi, un bras lié à celui de son voisio. Pour le boire et le manger, ceta pouvait encore se faire saustrop de difficultés moyennant certaines accommodations. Mais l'un devait satisfaire ses besoins naturels par exemple, l'opération devint pénible: le camarade était loin de rester là et de regarder faire. Evidemment, ou ne pouvait ici encore que rire..... à travers les larmes.

Deux fois par jour, un quart d'heore avant la suspension du travail ule mandarin» (le garde municipal) avait l'habitodu du faire une roude. C'était aussi le moment où les mots redonbiérent de vigilance brutale.

A la fin de la journée, chaque prisonnier reçut ainsi sn molos une centaine de coups. Une bosse, des lésions, une fracture, ce sont là de moindres maux. Il arriva qu'entre deux heures de travail, les mot tuérsot dans uno barbare bastonnade trois prisonniers. Deux autres durent se faire hospitaliser et mourorent quelques jours après. Nos lecteors trouveroot relatée plus bas la mort tragique de ces cinq malheersux compagnons.

Le jour suivant, trente ou quarante es camarades passérsnt à la visite médicsle. Ce n'était pourtsot pas si simple que de se faire peater sor la liste des malades. Les mois passérent chaque matin dans la salle et administrérent à tout malade une bonne fessée d'une trentaine de coups de rotin avsol de les laisser aller à l'hôpital. Des malades moraieot sous leurs coeps sans avoir en le temps d'aller à l'hôpital.

(A suivre)

Après l'inauguration du Cercle français de Vinh

15 ouvriers ont été renvoyés sans préavis

Il s'agit des ouvriers embauchés depuis 3 à 17 ans par le Service des Travaux publics de Vinh. Ils étaient détachés à l'entreprise du Cercle français qui, au dire de gens autorisés, aurait absorbé la somme monumentale de 15 à 20.000$. Les travaux de construction furent achevés vers fin septembra et l'on sait que l'inauguration de l'établissemeol somptuoux eut lieu en grande pompe au mois d'Août dernier.

Comme pour assainonner cet heureux événement, l'entrepreneur qui en l'espèce est l'Etat colonial lui-même, se mit à renvoyer ses ouvriers. Le 5 Novembre, en effet, les 15 ouvriers employée au Cercle furent convoqués au bursou de M. Trâu, le remplaçant du Chef de Service parti en congé, et là, l'aimable M. Trâu leur signifia que, faute de travail, l'Administration des T. P. avait décidé de leur accorder un congé... définitif. D'indemnités ni de dommages intérêts, naturellement il n'était nullement question ! Les malheureux n'eurent pas le temps de proférer un mot de réclamation que déjà le fonctionnaire supérieur les chassa de le salle !

Contre celle mesure luique, les ouvriers protestèrent ouprès des autorités locales. Des requêtes furent envoyées au Résident-Maire de Vinh—Benthuy et à l'Ingénieur en Chef des T. P., subdivision du Nord-Annam. En heul lieu, on s'aperçut bien de l'injustice flegrante d'un pareil renvoi. Et le réintégration des intéressés fut ordonnée. Mois ce ne fut pour bien longiemps !

Après 4 ou 5 jours de réintégration, les 15 ouvriers se virent de nouveau mis à la porte, cette fois définitivement. On refuse même de leur délivrer une attestation qui leur permit de chersher du travail ailleurs. Probablement, on n'a pas voulu qu'un écrit quelconque perpétuât une oppression et une exploitotion aussi odieuses.

Et dire que devoni des faits aussi concluents à tout bout de champ, on prêche la confiance en l'Etat colonial ! L'Etat serait plus que quicooque soucieux du bien du peuple. Entrepreneur, il serait le potron-modèle, il servirait d'exemple à tous les patrons. De fait, il o réalisé, en l'occurence, un modèle parfait d'exploitation capitaliste en spoliant les ouvriers de leurs étroits viteux. Sans doute, de bon cœur, les espitalistes privés marcheront docilement sur ses traces. Ils l'ont déjà fait !

Une indemnité pour ces 15 ouvriers congédiés unilatéralement ne ferait certes pas une brèche irréparable dans le budget des T. P. Mais il est dons les habitudes des services publics et potrons d'ici de sacrifier les intérêts les plus légitimes des travailleurs indigènes. Cet incident montre une fois de plus ou Gouvernement du Front Populaire l'insuffisance de ses demi mesures sociales qu'il a prises en faveur des ouvriers indochinois. L'élargissement des lois sociales est plus que jamais indispensable.

Fleurs fraîches Création et restauration de jardin

FLORA

Horticulteur Fleuriste

Vannerie Gerbes Bouquets

Entretien des tombes

Expédition dans l'intérieur

Teintura — Détachage

Dégraissage

Pham Ta

23, Boulevard François-Garnier — Hanoi

54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Huê Dân

NGUYÊN-VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs—Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Grand arrivage de lainages pour Dames et Messieurs

NGOC-THAP

23 Cantonnais

HANOI

Pour l'automne et l'hiver 1936-37.

Prix intéressants

LES PLUS BEAUX PORTRAITS sont signés :

HUONG-KY

PHOTO

RESISTANCO

La meilleure peinture

DUROLAC

La peinture qui protège le mieux et qui brille le plus pour outo meubles, etc...

57 Rue Jules Ferry, Hanoi

Etablissement NAM-THAI

N° 302 Route de Khâm-Thiên Hanoi

fabrique

des capsules et boites métalliques de toutes dimensions

Spécialité : lampe à pétrole

Verrerie Lampisterie

THÀNH-DUC

dit

TRINH - ĐINH - KÍNH

65—Rue des Paniers, Hanoi

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à

ĐUC-THO-ĐUONG

241 Route de Huê

Hanoi

Traitement antiphlogistique

Traitement suppressif

Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Employez la peinture

Gecko

en place de la Citadelle—Hanoi

Propriétaire : PHÔNG-NHU-CUONG

Dans l'Union Soviétique

Démocratie bourgeoise et démocratie socialiste

(suite)

par K. Radek

Les Constitutions bourgeoises démocratiques garantissent aux ouvriers le droit d'élire des députés aux Parlements Des centaines de milliers d'ouvriers sont sous l'influence du la presse capitaliste et de l'Eglise et voteut contre leurs propres intérêts.

Les Constitutions bourgeoises démocratiques accordeot aux ouvriers le droit d'organisation. Mais dans aucno psys capitaliste, les organisations de la classe ouvrière n'ont conquis la majorité du prolétariat par suite de l'oppression et des persécutions.

Dans les Parlements bourgeois, la plupart des députés sont des représentants de la bourgeoisie et quels que soient les partis auxquels ils adhéreot, tous ces députés obéissent aux ordres des sertels, des trusts et des banques.

Dans son analyse des traits fondamentanz de la démocratie bourgeoise. Staline disait :

« En régime capitaliste il n'y a pas « et il ne peut pas y avoir de libertés véritables pour les exploités, « car les locaux, les imprimeries, les « entrepôts de papier, etc... nécessaires pour l'utilisation de ces libertés, sont le monopole des exploiteurs. En régime capitaliste, « il n'a pas et il ne peut y avoir de « participation véritable des masses « exploitées à l'administration du « pays, parce que, dans les pays les « plus démocratiques, les gouverne« ments sont institués non pas « par le peuple, mais par les Rota« child et les Stinnes, les Rockfellar « et les Morgan. En régime capitaliste, le démocratie est non démocratie capitaliste ; c'est la démocratie de la minorité exploitouse « basée sur la limitation des droits « de la majorité exploitée et dirigée « contre cette majorité ».

Les fondateurs du socialisme scientifique, **Marx** et **Engels**, ont toujours souligné que la démocratie bourgeoise ne anfili pas pour détruire le régime capitaliste et conquérir le socialisme, qui durent le danger d'une révolution prolétarienne, la bourgeoisie supprimera toutes les libertés démocratiques et essaiera d'infliger une défaito au prolétariat, ayant recours aux méthodes de contrainte préférées, à la force des armes, qu'elle a la dictature du prolétariat est nécessaire pour vaincre la bourgeoisie.

Daos la Critique du programme de Gotha, **Marx** écrivait :

« Eotre la société capitaliste et la « société commoniste, se place la pé« riode de transformation révoluti« onnaire de la première en la se« conde. A qui correspond une pé« riode de trausition politique où « l'Etat un saurait être autre chose « que la dictatore révolutionnaire « du prolétariata.

Par l'exemple de la Commune de Paris, **Marx** montrait que la dictature du prolétariat représente aussi un même temps une démocratie prolétarienne. **Lenine** et **Staline**, qui développèrent la doctrine de **Marx** et d'**Engels**, appelaient le prolétariat, à l'époque même où se livrait encore la lutte pour la démocratie bourgeoise, à utiliser toutes les libertés conquises pour se préparer à la lutte pour la démocratie prolétarienne, pour l'Etat prolétarien, pour l'édification de la société socialiste sans classes.

La démocratie socialiste

Le prolétariat lutta à la tête du mouvement paysan contre le tsarisme et la guerre, s'empara du pouvoir en 1917 et instaura sa dictature dans notre pays.

Pourquoi le pouvoir soviétique est-il une dictature, et pourquoi une dictature de la classe ouvrière ?

Dans *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Lenine écrit:

« La dictature est un pouvoir, lui « n'est limité par aucune loi, qui n'est « gêné par aucune règle et qui s'appuie directement sor la violence. « La dictature révolutionnaire du « prolétariat est, on pouvoir qui est « conquis et affirmé par la violence « sur la bourgeoisie, un pouvoir qui « n'est entravé par aucune loi ».

Le pouvoir soviétique est une dictature, car il est impossible autrement que par la violenu d'arracher la terre aux propriétaires fonciers, d'arracher les usines et les banques à la bourgeoisie. Le pouvoir soviétique ne pouvait s'imposer et réaliser ses buts que dans la lutte.

Le pouvoir soviétique est une dictature, car il est impossible autrement que par la violenu d'arracher la terre aux propriétaires fonciers, pour défeodre le pouvoir soviétique, gardieus des conquêtes de la révolution.

Les masses paysannes furent entraînées dans la lutte pour l'édification de la société socialiste. Dans la pratique, elles se convainquirent qu'ons vie meilleure ne pouvait être édifiée que sur la base de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie sous la direction du prolétariat.

Le pouvoir soviétique est une dictature dirigée contre les espitalistes, les propriétaires fonciers et leurs laquais, mais elle est en même tempa une démocratie poor, les ouvriers et les paysans.

Pour les rendre clairement compte, il suffit de se poser la question : Y a-t-il jamais eu dans le monde un Etat ayant fait autant pour répandre le savoir parmi les travailleurs, parmi les paysans, parmi les peuples arriérés ? Aucun gouvernement de la démocratie bourgeoisu n'est eu mesuro d'en faire autant. Les gouvernements de la démocratie bourgeoise ont fondé il est vrai des écoles primaires, car un ouvrier qui ne sait pas lire ni écriro est inapta a manier les machines compliquées aussi bien à l'usine qu'à l'armée. Mais tous les gouvernements bourgeois, même dans les pays les plus démocratiques, ont barré aux ouvriers et aux paysans l'accès des écoles secondaires et supérieurs, en exigeant des droits scolaires élevés. En outre, les ouvriers et les petits paysans ne possédaient pas les ressources nécessaires pour envoyer leurs enfants de longues années durant à l'école.

La bourgeoisie a tout fait pour barrer aux travailleurs la voie du la science, pour les mainteuir dans l'obcurantisme et l'ignorance.

Le pouvoir soviétique a ouvert toutes les écoles aux enfants du prolétariat et de la paysannerie. Le pouvoir soviétique a consacré des ressources spéciales pour donner aux masses laborieuses la possibilité d'apprendre. Le pouvoir soviétique fait tout pour développer les sciences, pour faire participer au savoir les plus larges masses.

Ce n'est pas la seulement une question de culture, c'est aussi ce qui caractérise l'esprit démocratique du ponvoir soviétique.

Développement des sciences, cela signifie établissement des conditions qui permettent aux masses populaires de contrôler l'appareil d'Etat et d'administrer l'Etat. Dès le début, la dictature du prolétariat a créé les conditions permettant d'écarter de l'administration de l'Etat une catégoriu particulière d'hommes, ceux qu'on appelle les « spécialistes ». Dès le début, la dictature du prolétariat a préparé les masses populaires afin de les mettre en mesure d'administrer l'Etat, et elle les a appelées à cette administration de l'Etat.

Dès le début, la dictature du prolétariat a chtrsiné les ouvriers et les paysans à l'administration du l'Etat, depuis le Soviet rural ni arbato jusqo'au Conseil des commissaires du peuplu et au Présidium du Comité exécutif central, et elle leur a enseigné l'administration de l'Etat.

La dictature du prolétariat a promu les éléments les plus doués des masses ouvrières et paysannes; elle leur a appris la direction de l'écooomie, leur a enseigné la technique, afin que le prolétariat et la paysannerie puissent diriger eux-mêmes l'édification du socialisme en Union soviétique.

La dictatpro du prolétariat a enseigné l'art de le guerre aux plus énergiques et aox plus courageux représentants des ouvriers et paysans, afin que l'Armée ronge ouvrière et paysanne soit dirigée par des fils du prolétariat et de la paysannerie.

La dictaturo du prolétariat a organisé les dizaines de millions d'ouvriers et de paysans dans les coopératives, les syndicats, les associations sportives, les sociétés scientifiques ; elle a rassemblé dans ces organisations des masses ouvrières et paysannes telles qu'on n'avait jamais pu en rassembler sous le capitalisme.

(A suivre).

Imp. Spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trịnh văn-Phú

Tirage 2.000 exemplaires

FRONT LEGAL INDOCHINE N°A884

1ère ANNÉE. N° 14 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 18 DÉCEMBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiến — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60. Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28, Nguyễn Trãi — Hanoi

En parlant des travailleurs de l'Indochine M. Justin Godard a dit : « Là aussi, un prolétariat misérable, traité souvent comme un bétail. C'est le régime des « Cai », des recruteurs de main-d'œuvre, qui se livrent à une véritable traite des hommes au service des puissants planteurs ou entrepreneurs ».

Et alors ? Pourquoi le Gouvernement de Front-populaire ne prend-il pas résolument des mesures de protection efficace de la vie des travailleurs indochinois en instituant une véritable législation du travail avec la liberté syndicale et le droit de grève.

A PROPOS des «particularités»

La réaction coloniale, pour entraver ou saboter l'œuvre du Gouvernement de Front Populaire en Indochine, se retranche derrière les phrases sur les «particularités du pays».

L'argument n'est pas nouveau. Déjà lorsque la révolution russe sortit victorieuse des tonnerres de 1917 et qu'une vie nouvelle s'établit et s'épanouit sur l'ancien empire tzariste, la bourgeoisie mondiale, après l'échec de ses interventions armées et placée devant le fait accompli avec l'obligation de le reconnaître, en attribua la cause aux conditions spécifiques de la Russie. Elle cria aussi aux «particularités russes» et proclama, que c'était une question russe.

Les révolutions allemande et hongroise, l'influence grandissante du socialisme parmi la classe ouvrière du monde entier, la sympathie agissante des masses travailleuses vis-à-vis du premier pays de la dictature du prolétariat, apportent une ripolée cinglante à ces sophismes et font taire les bavards.

L'argument sur les particularités revient à nouveau à propos de la Révolution chinoise : Si le socialisme, ratiocinent les capitalistes, peut se concevoir en Europe, il est dépourvu de toute base en Asie dont les traditions millénaires sont incompatibles avec l'essence même de ce dogme.

Les chiens aboient, la caravane passe, dit le proverbe arabe. Le socialisme, malgré la terreur blanche, prend racine en Orient, se développe et se fortifie.

De nos jours, pour saboter l'application des lois sociales en Indochine la réaction coloniale réédite la théorie classique, « on ne peut, dit-elle, appliquer ici les lois sociales telles qu'elles ont été promulguées en France, car la situation de l'Indochine est toute particulière. »

Certes, l'Indochine a sa physionomie propre, ses particularités à elle. Mais ces particularités, les profiteurs du régime se gardent bien d'y toucher.

Quelles sont-elles en grandes lignes ?

Le trait particulier en Indochine, c'est d'abord le fait qu'elle n'est pas politiquement libre.

Le trait particulier de l'Indochine, c'est ensuite le fait que l'exploitation capitaliste y est renforcée par une oppression politique des plus dures. Que pourrier Indochinois travaille dans des conditions médiévales. Que le régime le lie pieds et poings et le livre à la férocité du patronat.

Le trait particulier de l'Indochine, c'est enfin le fait que cet état de choses s'aggrave des survivances féodales, que la paysannerie indochinoise qui constitue presque la totalité de la population vit dans des conditions esclavagistes.

Ces particularités dominantes s'enchevêtrent, se complètent dans la Vie Indochinoise, la déterminent et l'animent dans

(Suite en 2e page)

SE FICHE-T-ON de l'opinion ?

Après la détention arbitraire de Teo Theo, Ninh qu'une grève de la faim a terminée, une seconde mesure non moins arbitraire vient d'être prise contre deux de nos confrères, MM. Diep van Ky et Boi the My, par ordre gouvernemental, viennent d'être refoulés hors du territoire de le Cochinchine.

Veut-on se ficher de l'opinion ?

Vraiment, on trouve que le presse n'est pas suffisamment étranglée par des décrets scélérats pour se livrer sur la personne des journalistes à des actes qui font penser au kidnapping.

Soyons raisonnables voyons !

Est-il vrai comme l'affirme un de nos confrères que le crime de ces journalistes consiste tout simplement dans le sention qu'ils donnent sans réserve à M. Nguyên phan Long contre l'ignoble Bui quang Chiêu, dans le campagne électorale pour l'élection du délégué de la Cochinchine ?

Est-il vrai que M. Bui the My e été tout bonnement enlevé et expédié, on ne sait plus où ? Sa femme qui devançait son arrivée à Tourane ne l'a toujours pas vu. Elle s'inquiète, elle télégraphie et elle n'obtient aucune de ses nouvelles ....

Où est il alors ? On on nous la dise !

Certains bruits courent qu'il a été amené à deux kilomètres de le limite de la Cochinchine et lâché au milieu de la forêt. A cet endroit les bêtes féroces abondent. A t-il été tout simplement devenu la proie des bêtes après avoir été la proie des hommes ?

Nous sommes inquiets sur son sort, comme nous le sommes pour ce qui concerne M. Diep van Ky.

Nous sombaitons quelles directives ministérielles soient mieux comprises par les chefs des gouvernements locaux. Les faits nous ont démontré qu'ils n'ont rien compris ou qu'ils ont compris d'une façon fort particulière.

En ce qui concerne la presse, Teo, Than Ninh et maintenant Ky et My peuvent nous dire comment on interprète la volonté ministérielle. An Tonkin, chez nous, le perquisition faite à nos bureaux et aux domiciles de nos camarades, l'inculpation de notre reporter prouvent que M. Monlet est drôlement servi Nous le laissons prédire là-dessus.

Néanmoins, nous voulons qu'on nous dise pourquoi se permet-on de porter atteinte à notre droit le plus élémentaire, celui de donner notre opinion, même si cette opinion n'est pas du goût gouvernemental et patronal ?

Est ce une raison valable, cette réponse du gouverneur Pagès : « c'est une mesure de sécurité publique » ? Avec ce prétexte on peut refouler tout le monde, même tous les Indochinois de l'Indochine si l'on veut.

En attendant l'Indochine est partagée en territoires soumis à des législations particulières. Un annamite ne peut pas se fixer à n'importe quel point de son pays. Un tonkinois par exemple ne peut venir en Cochinchine sans être soumis à de multiples formalités administratives. Il peut être refoulé à la moindre occasion *même* s'il y a pris racine et qu'il y a fondé une famille. Dans ces conditions peut-on parler d'un pays de liberté et indigène «Dites-moi un pays de monde, disait on de nos amis, où l'annamite est vraiment chez lui. »

Non ! cette attitude est inadmissible. Nous sommes tous solidaires de nos confrères en menaçant personne. Contre cet acte arbitraire nous joignons notre voix à celle de la presse cochinchinoise et nous appelons de notre côté la presse tonkinoise à adhérer à sa protestation.

Pour la défense d'une presse libre et indépendante, serrons nos rangs !

LES ÉVÈNEMENTS de Chine

L'échec de la politique de Tchang Kai Shek

Les agences communiquent une nouvelle sensationnelle : le maréchal Tchang Kai Shek a été fait prisonnier par les troupes envoyées au front, du Chensi contre le gouvernement des ouvriers et des paysans.

Le 12 Décembre, Tchang Kai Shek, résidant dans son station thermale à 40km de Chensi, apprit que les troupes de l'armée anti-communiste commandée par Chang Hsueh Liang se sont révoltées à Sianfou. Il y accourut avec sa garde et rencontra les insurgés qui le capturèrent après avoir tué plusieurs officiers généraux de l'armée de Nankin, son entourage.

Les troupes mutinées, auraient défini leur programme en 8 points suivants :

1°) Cessation de la campagne anti-communiste.

2°) Inclusion des communistes dans le Kouomintang comme antirefois.

3°) Alliance avec l'U.R.S.S.

4°) Résistance au Japon.

5°) Création d'un gouvernement de défense nationale.

6°) Convocation d'une conférence du Salut national.

7°) Liberté d'opinion et de la presse

8.) Amnistie des prisonniers politiques.

Comme on voit le programme est suffisamment précis pour savoir ce qui est la situation en Chine sous la dictature de la clique de Nankin. Depuis de longues années par une politique de capitulation constante Tchang Kai Shek et son gouvernement ne cessent de ponser au démembrement de la Chine. Devant l'expansion systématiquement préparée et accomplie par le Japon le gouvernement de Nankin n'est même pas capable d'élaborer un programme de résistance. Au contraire contre l'opinion exaspérée, il utilise des méthodes les plus barbares. Des milliers d'anti-impérialistes ont été exécutés et la plus souvent sommairement.

En quelques années, cette politique amène un régulat désastreux : toute la Chine du Nord est annexée par le Japon.

Sent devant le désarroi de Nankin, le gouvernement soviétique de Chine poursuit son avance. Face au.

Japon agresseur, il organise la résistance. L'écho de sa voix parcourt d'immenses territoires et avec lui les ouvriers et les paysans se préparent à la lutte libératrice.

Au moment où son pouvoir dans le Honpei, le Hounau et le Chensi s'affermie, nne expédition part de Nankin pour le soumettre. Sous les ordres de Chang Hsueh Liang les troupes se préparent à l'attaquer. L'armée que Tchang Kai Shek envoie contre le gouvernement soviétique est précisément composée de 200.000 mandchous dont l'annexion de leur page d'origine ne consolent pas encore. Ouvriers et paysans eux-mêmes, chassés par l'invasion japonaise, victimes de l'agression impérialiste et de la trahison militaire ne 200.000 soldats de passent point attaquer leurs frères de misère. Ils ont compris que le gouvernement soviétique n'est pas leur ennemi. Ils n'ont pas voulu le battre. Ils se sont révoltés.

Voilà la signification exacte de le tragédie chinoise. Qu'importent les marionnettes figurant tun instant sur la planche ! Les véritables animateurs de la scène sont ces masses souffrantes, ces masses qui luttent pour leur libération, groupées sous la direction de leur gouvernement soviétique, face à l'envahisseur, face au militarisme.

Vous lirez dans le prochain numéro:

Les deux terreurs en branle.

La politique coloniale de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S. F. I. O.)

Notre attitude devant les grèves.

Les corectères du mouvement prolétorien actuel.

ETC... ETC...

Cette faillite apparaît chaque jour plus claire. Les masses paraissent indifférent pour l'attitude du gouvernement des militaristes.

AUTOUR D'UNE COLLECTE AU PROFIT DES INONDÉS OU VA L'ARGENT DES OUVRIERS ?

Nous venons de recevoir la lettre suivante de M. Khadi nhu Khdi, en réponse à notre entrefilet « Autour d'une collecte etc. » paru dans notre n° 11.

Truong-Thi, le 30 Novembre 1936

Monsieur le Directeur,

Voici le fait :

Répondant à l'appel au secours des sinistrés de l'inondation des trois provinces de delta tonkinois, et tous, mus par de beaux sentiments fraternels, nous avions obtenu de notre Ingénieur, Chef des Ateliers, le 14 Septembre dernier, l'autorisation d'ouvrir en leur faveur une souscription dans nos Ateliers même. Un comité a été érigé à cet effet et dans lequel comptaient deux Cai par section (nous avons 5 sections). Comme étant le plus connu ni la plus estimé des ouvriers, j'avais été désigné à aller faire la quête.

J'assemble alors de bon cœur ma tâche et me mettais en devoir d'exhorter de mieux que je pus les cœurs au profit de l'œuvre.

Comme on n'était pas au jour de la paie, ceux qui consentaient à souscrire, n'avaient fait que signer d'abord sur la liste des souscripteurs, l'encaissement viendra ensuite aux jours de la paie et ce furent les contremaîtres-adjoints des 4ème et 5ème sections MM. Nguyên van-Tiêm et Trân van-Vuong ainsi que le coolies de bureau M. M. Cao Hô et Nguyên van-Doi qui s'en occupèrent. L'argent encaissé fut versé au fur et à mesure entre les mains du sous-chef de bureau, M. Nguyên thuo-g-Vau, pour être mis en caisse.

Il est à noter que l'autorisation de souscription portait du 14 Septembre, l'encaissement commençait à peine le 28 de ce mois, jour de la paie et il était clos à la date du 30 Novembre et avait duré seulement trois mois et 23 jours. L'encaissement aurait traîné encore si nous n'avions hâte de rayer de la liste ceux qui n'avaient pas encore versé malgré nos réclamations pressantes. Notre souscription close le 21 Novembre date de la paie, le conflit s'étoit réunit le même jour à dix-sept heures pour examen et contrôle et en avait trouvé le montant s'élevant à cent soixante dix sept piastres et quatre vingt onze cents (177$91). Procès Verbal en avait été dressé, liste des souscriptions affichées à la section et à la conciergerie, somme remise à la Résidence de Vinh par notre Chef des Ateliers pour être expédié au Comité de Secours à Hanoi qui l'avait déjà reçue.

Ainsi qu'il fut, notre œuvre avait été faite en toute lumière et durant au lieu de 3 mois qui se sont écoulés comme vous dites, mais exactement, je le répète, un mois et 23 jours, cela, parce que l'encaissement n'avait point été aussi facile qu'on l'eût cru, tant qu'il s'agissait de ces gens qui signèrent pour donner mais qui regrettèrent de verser. La pauvreté leur était toujours un prétexte à souhait. Cette rudesse se voit encore pour quand on trouve souvent les marchands du dernier à s'acharner vainement sur certains de ceux là pour réclamer leurs dûs devant la porte des Ateliers le jour de la paie. Ce n'est pourtant pas un retard appréciable, et ne l'attribuerait-on pas d'ailleurs à ceux qui n'avaient versé intégralement ?

En effet, trois délégués des ouvriers, au lieu de deux, M. M. Hô Nhu-Phnong, Mle 993 Nguyên duy-Tiêu, Mle 1038 et Nguyên-Tiêm, Mle 988, en furent présentés à notre bureau pour nous demander des explications sur ce retard à quoi Mr Vau,

(Suite en 4e page)

Comment on termine la grève de Tinh-Tuc

Y-A-T-IL COLLUSION GOUVERNEMENTALE ET PATRONALE ?

Après la grève de Tinh-Tuc, le Directeur Général des Etains et Wolframs a envoyé à la Presse Tonkinoise un communiqué fort savourens. Témoin ce passage :

« Grâce aux heureuses dispositions prises par les autorités administrantes et l'activité du Service de la Sûreté, l'ordre le plus complet n'a cessé de régner à la Mine, à la plus grande satisfaction de la masse laborieuse et paisible ».

Nous aimons à croire que les dispositions prises par l'Administration et la Sûreté furent très heureuses « pour la masse laborieuse. Mais, Monsieur le Directeur Général aurait-il oublié les arrestations arbitraires qui frappèrent sept ouvriers innocents ? Ou bien, c'est ainsi qu'il entend les mesures de sécurité publique ?

C'est en peuple travailleur du Fresnes de nous donner le réponse.

LE GRAND CONSEIL FOYER de la réaction

Le Grand Conseil des intérêts économiques et financiers est né du décret du 4 Novembre 1928, trente ans après l'institution du gouvernement général. Cette création un peu tardive n'est pas due à l'effet d'un pur besard. Rappelons-nous ce que fut l'année 1928. Les années 1928 et 1929 marquèrent l'apogée de la prospérité économique de l'Indochine.

C'était, à cette époque la roén vera l'évéa et la rizière. Les capitaux français y affluèrent. Il fallait organiser, discipliner cette éroisadn financière. Il fallait se réunir, se concerter, s'entendre pour le partage du marché Indochinois. D'où la création du Grand Conseil des intérêts économiques et financiere. Intérêts économiques et financiers de quelques grandes firmes coloniales, telles que le « Comité de l'Industrie et du commerce de l'Indochine, et les groupes des Banques de l'Indochine et des Payssans qui contrôlent l'écoulement de Indochinoise dans leurs innombrables lentacules. C'était bien sous leur pression occulte qu'on appelait alors « l'esprit public local » que fut créé le Grand Conseil qui n'est autre que le Conseil d'administration des intérêts des capitalistes français et leurs alliés indigènes. Evidemment l'élément français y a la prépondérance : vingt-huit français et vingt-trois indigènes. De plus, donne de ses membree sont désignés par le Gouverneur Général. Les autres membree sont élne par les diverses assemblées locales et les chambres de commerce et d'Agriculture. Tous sont de gros industriels, commerçants et propriétaires féodaux.

La composition sociale de cette assemblée moolre suffisamment qu'elle est loin d'être la représentation exacte de e tontes les velours le dochinoises » comme l'a prétendu le rapporteur de 1928.

Depuis 1931, l'année où l'Indochine fut, elle-même, atteinte par la crise moodiale, la grande assemblée a connu nun vin assez terne. On ne ponvail plus voodre, par conséquent plue prodnire. Lee grandes société financière se cantonnaient dans la positioo d'attente. Ces sessions annuelles ei ordinaires de l'assemblée se passaient ordinairement, sans éclat, sans intéresser autremeul le public. Les grande eouseillers se partageaient presqno à l'amiable le gâteau indochinois. De temps en temps quelques escarmouches eur. les détails. Dans l'ebsemhlo on restait toujonrs d'accord. Parfois on allaquait maie c'était simplemeul ponr donner le change, pour rappeler à ses protagonistee qu'il faut se faire mutuellement des concessions.

Et, do nonveau, la paix régnail en calme grande femille. Meie quelqu'un est venu troubler la fete. C'est le Front populaire avec ses lois sociales et sa méfience des capitalistes.

On tempête; on crie à la fin du régime, régime colonial s'entend.

La dernière eession du Grand Conseil reflète nettement cet état d'eeprit. On ne mâche plne ces mots, on dit crûment les choses. Quand ces intérêts sont menacés, le capitalisto ne connaît plns de loi ni de religion.

(Suite en 2e page)

CROQUIS VUES

D'UNE DESERTION

Edouard VIII a donc bel et bien « piqué » le trône. Sans s'attarder à des considérations futiles, in tignes d'un caractère décidé qu'est le sien, sans se soucier de l'émoi suscité par ce coup de tête qui est une véritable gageure à un plié bagage avec un fieyme... britannique.

Et depuis quelques semaines, les langues, comme bien l'on pense, vont leur train. Interprétations critiques, commentaires n'en finissent plns. « Pour une fois l'amour du pouvoir cède à l'amour tout court ». tronchent les uns, fiers d'avoir trouvé ce jeu de mots forile. Lâcheté ! clame le choeur des défenseurs attitrés du trône, fidèles de voir leurs théories quelque peu ébranlées par le peu de cas que l'original Edouard fait de la couronne. D'autres, enfin, jouent ou mieux inforné, prétendent trouver l'explication de ce geste dans des raisons d'ordre financier. Edouard VIII, disent-ils sur un ton péremptoire, n'est qu'un vulgaire matérialiste : il renonce au trône parce que ses indemnités de souverain ne volent pas les revenus qu'il avoit lorsqu'il n'était que prince de Galles. Et les langues vont, vont.

Le vérité est, comme toujours, beaucoup plus simple. La vérité est qu'Edouard est un brave jeune homme qui a le sens du ridicule. J'affirme que si sa personnalité en tant que roi paroît nécessairement quelconque, celle qu'il a en tant qu'homme qui a du caractère, semble une certaine sympathie. Voici ce qu'il a dit se dire. La position d'un roi, tel compte fait, est intenable. Le mystère du droit divin qui entoure les têtes de Charles Ier et de Louis XVI de tomber dans le panier il faut être un nigaud pour s'en prévaloir encore. Le roi symbole devient de la Poire ? autre balnerne dont font usage ceux-là seuls qui y trouvent leur compte. Les peuples — pourquoi se le cacher — à qui les méfaits des dynasties ont dessillé les yeux, se moquent de leur roi en tant que premier c... ils entendent être les propres suites de leurs destinées. et mo foi je ne vois pas trop qu'ils aient tort. Dans plus d'un grand pays on ne parle point ouvertement de la raquette que comme d'une machinerie et ces pays, que je sache, ne s'en portent guère plus mal. Bien plus, ils s'acheminent vers une forme de gouvernement qui me paraît être, n'en déplnise aux mânes de mon regnl père et de tous mes ancêtres, plus conforme et l'idéal aux aspirations profondes de l'humanité. Il n'est pas exagéré de dire qu'à l'heure qu'il est, un prince dans l'appareil de l'Etat, fait l'effet d'une cinquième roue.

Il faut ajouter que les trônes, par ce temps de réveil des indécis, ne semblent plus guère d'une stabilité à toute épreuve. On reste quelles prérogatives a t-on à être roi ? Guillaume II, Alphonse XIII, Prajadipock le Négus seroient bien naïfs de croire que les autres monarques encore en place sont logés à meilleure enseigne qu'eux. Toujours sous le roope déguisé de quelque capitaliste qui ne vous appelle Sa Majesté que pour mieux voler les mosses en se retranchant derrière votre nom, quond ce n'est pas sous celle de quelque dictateur énergumène qui ne se gêne pas de vous éclipser de sa large envergure. Que penser maintenant de tous ces raurtisans qui constituent votre entourage ? Mais le moins qu'on puisse en dire est qu'ils sont des indioidus nullement rossurants, qu'ils s'appellent lord, pacha, astr, monsieur ou monsieur. Bandes de plats thuriféraires, de fonctionnaires voraces dont le caustique Voltoire a fait des portraits définitifs. A t-on jamais idée qu'un homme digne de ce nom consente à être le jouet d'un monarque, se résigne après tout à être le jouet de pareils esquins dont la désinvoltnre n'a d'égale que leur cupidité ? Qui ne sait le jeu pendable de ces digres fins renards qui font croire à tout qu'une certoine allure démocratique faisait leur affaire, tire manquaient jamais d'occasion de faire des gorges chaudes de la royauté. Un jour, trouvent leur compte dans la institution du trône, ils se sentent subitement, comme par miracle, l'âme d'un royaliste. Ils chantent alors votre jeune intelligence, le gloire de votre fes cogoate pars, balissent doctrines sur doctrines pour justifier sotre position, si équitoque soit-elle, mettent votre nom en vedette, jouent aux Maurras et aux Daudet, avec le plus souvent, plus de bassesse et moins de talent...

Ainsi n'ai-je dire le sage Edouard avant de prendre une solution si radicale. Vous conviendrez qu'il n'un bon sens que n'ont pas toujours les rois surtout ceux qui sont beaucoup moins rois que lui. Pauvres rois !

« L'AUDACE RÉFLÉCHIE » DE M. VIRGITTI

Le mot n'est pas de nous. Avouons-le sans fausse honte. En parlant des grands projets de la mairie de Hanoi, l'« Avenir du Tonkin » n'a pas pu s'empêcher de rendre un juste hommage à ce aux efforts et au bon goût » de M. Virgitti : «M. Virgitti, a-t-il écrit, a une audace réfléchie ; les travaux, les aménagements qu'il pourvuit ou qu'il propose le prouvent surabondamment. »

Evidemment, M. Virgitti est l'homme aux vastes projets. La simple énumération des œuvres projetées par lui a suffi pour nous séduire. Nous nous voyons déjà dans un monde idyllique où la vie n'est qu'une suite de réjouissances.

M. Virgitti songe tout d'abord à la propreté corporelle de ses administrés. D'où le projet de l'aménagement d'un établissement municipal de bains et douches.

Les usagers auront à payer 0 25 pour un bain, c'est-à dire à peu près le salaire minimum fixé par les chambres de commerce et d'agriculture, de deux journées de travail d'une ouvrière. Mais M. Virgitti a aussi prévu les douches pour 0x02. Ainsi, il y en aura pour tous les goûts et pour toutes les bourses.

Les vélonex pailletés, à l'entrée de la ville, seront balayées. A leur place d'élégantes constructions en maçonnerie lyeut être édifiées avec de coquets jardins où les occupants pourront prendre le frais pendant les chaudes soirées de l'été.

La construction d'un « Abri social » de 10.000$00 où les quelques dizaines de chômeurs français trouveront le vivre et le couvert mettra fin à l'angoissant problème du chômage au Tonkin.

La bienfaisante et agissante sollicitude ne s'arrête pas là. Elle plane au-dessus de mesquines considérations de race. Elle s'étend jusqu'à la population indigène de la municipalité. Pour inciter les Annamites à l'épergne, M. Virgitti envisage la construction de « logements à bon marché » sous la formule « location vente » avec eau, électricité, égout, en un mot, avec tout le confort moderne.

Mais ce n'est pas encore tout !

« M. Virgitti, le grand philanthrope, s'occupe également de ses administrés morts.

L'aménagement du Cimetière municipal est pour lui une grosse question et une constante préoccupation.

Une vaste construction est envisagée. Elle sera édifiée. Les dernières « cérémonies pourront s'y dérouler » ; les discours seront prononcés à l'abri des intempéries des saisons ». Cette salle funèbre dotée d'un catafalque pourra abriter 400 personnes.

Hélas ! M. Virgitti ne pouvait penser à tout. L'Avenir du Tonkin considère que son œuvre magnifique pourtant, restera inachevée tant qu'il n'aura pas mis dans son plan des grands travaux la question « du monument au père de Rhodes ».

Mais cette lacune nous apparaît inexistante à côté d'un autre aspect de l'universel génie de M. Virgitti. Celui-ci n'est pas seulement un technicien des grands projets mais aussi un prestigieux financier

Tout le monde sait que la situation budgétaire de la municipalité de Hanoi est fort obérée. M. Lavigne y a pratiqué un gros trou qu'il faut, à tout prix combler. Les grands travaux ne se feront pas à coup de baguette magique. Il faut encore de l'argent. Quelques centaines de mille piastres.

Une baguette pour M. Virgitti. La solution est toute prête : faire payer les frais d'études à 5 500 gosses qui fréquentent les vingt écoles primaires de la municipalité. Percevoir les taxes de résidence à des fi-stras qui s'attardent dans notre paradisiaque ville de Hanoï

Et voilà l'équilibre budgétaire réalisé !

N'est-ce pas un véritable leur de force ?

« M. Virgitti y est arrivé par son « audace réfléchie ».

Incontestablement !

La vie misérable des travailleurs à la carrière de Nui Rum (Vinh)

Cette carrière, concédée aux Japonais, est mise en exploitation depuis une année. Les travaux d'exploitation sont confiés à l'autrapreneur Phae Thành qui paie les travailleurs suivant deux modes : à la tâche et à la journée.

1°— *Travail à la tâche.* — Les ouvriers à la tâche sont payés différemment selon qu'ils fournissent la pierre ferrifère, la pierre à allieste ou la terre.

Ils reçoivent 0$60 par mètre cube de pierre ferrifère qu'ils doivent transporter à 300 mètres de lieu de l'extraction. L'entrepreneur réussit à leur voler en employant une remorque prétendue de 0m3500, qui, remplie par dessus bords, donne plutôt 0m3700. Les ouvriers ont eu vain protesté contre ce vol, toujours la faim les oblige à se soumettre.

La pierre à allieste, dont l'extraction est plus facile, est payée 0$12 le mètre cube.

La terre est payée suivant les couches : pour la couche supérieure 0$05 le m3, pour la 2e 0$06, pour la 3e 0$07.

Les ouvriers à la tâche peinent de l'aube jusqu'à la nuit noire, ce travail de forçat rapporte chaque jour 0$18 au plus aux rares privilégiés et 0$12 à la majorité.

2° — *Travail à la journée.* — Plus misérable est la vie des salariés qui sont pour la plupart des femmes et des enfants. Leur travail dure de 5 heures du matin à 6h. du soir avec une heure d'interruption pour le repas du midi, et ils reçoivent chaque jour 0$10 pour l'homme et 0$07 pour la femme.

Le contrat collectif faisant défaut, rien ne peut freiner la cupidité du l'entrepreneur. Au début il promettait aux ouvriers une prime de 0$01 et non avance de 0$10 par jour. Mais à mesure que le nombre de paysans venus demander du travail augmentait — chose inévitable en ce temps du chômage — toutes ces belles promesses s'envolaient ; plus de prime, plus d'avance, et le salaire baissait, baissait, si bien que dernièrement, les ouvriers ont dû cesser leur travail pour protester. A l'issue de cette grève, les salariés ont obtenu 0$12 pour l'homme 0$10 pour la femme.

A ce dur travail qui fait tous les jours des blessés et des malades, s'ajoute, pour comble de malheur, le manque de soins médicaux. A ceux qui viennent lui demander, l'entrepreneur donne un peu de teinture d'iode, ou au comprimé de quinine qu'il distribue lui-même parcimonieusement.

Avec ces alsira de famine, ces traitements odieux cette vie d'esclave, comment les ouvriers pourraient-ils vivre paisiblement ? Ou bien ils n'ont qu'à se résigner à la mort lente, eux et leur famille, ou ils doivent engager le lutte immédiate, voilà le dilemme qui se pose. Pourtant, quand une lutte se déclenche et bien qu'elle se déroule dans l'ordre et la discipline — la presse fasciste et toutes les forces réactionnaires se coalisent et crient au choeur au désordre, à la guerre civile, à la révolution. Et le gouvernement d'arrêter, de soumettre à la question, de condamner les quelques prétendus meneurs mécontaintes et agitateurs professionnels.

Une politique aussi aveugle doit cesser pour faire place à une autre plus clairvoyante qui, tenant compte des besoins des masses laborieuses, leur accordera la liberté syndicale et le droit de grève, et reconnaîtra la légalité de leur mouvement revendicatif inéluctable.

De passage à Hanoi, à l'occasion de la Foire n'oubliez pas, Messieurs, de visiter le Salon de Coiffure

TRAC

86, Rue du Chanvre—Hanoi

Pour avoir un joli complet et à meilleur prix venez chez

La Coupe

Tailleur — Chemisier

24 Rue Lê-Quy-Đôn — Hanoi

Dirigé par CAI-QUY ex coupeur chez CH. MAU'S

Nén dọc. **BẮC PHÓ 905**

Phòng ay tiêu thuyết của Tan-Quang già. . . . Op.10

Đến janvier 1936 sẽ xuất-bản

TÔI, THỢ MỘ

Thơ và Masdat xin gửi cho : Đinh-Mai 36 Rue Richaud Hanoi

Mua lẻ có thể trả bằng tem. Op.05

Dans la haute région

LES TAXES A CHO-CHU

Le 1er Septembre 1936 l'autrepreneur Nguyên-khac-Phan de Thai-Nguyên, plus connu sous le nom de Sau Phan, a acquis, par voie d'adjudication, le monopole de perception des droits d'entrée du marché.

Du jour au lendemain, il se voit tyran. De fait, il cherche tous les moyens possibles et imaginables pour récupérer ses 38 piastres versées mensuellement à l'Administration.

Qu'on en juge par la liste des taxes imposées aux marchands.

Etoffes	0$03 par m2 occupé
Mercerie	0.02 — id. —
Sel et saumure	0.02 — id —
Friandises	0.02 — id —
Volaillra	0.02 — paire
Œufs	0.01 — douzine
Légumes	0.01 — 10 pequets

Pour les produits thô :

Cu-nâe	0e02 par groupe de 2 paniers
Ecorces	0.02 par groupe de 2 peniere
Rix	0.02 par groupe de 2 paniers

Et j'en passe.

Les commerçauls de Cho-Chu sont fort mécontants. Déjà, ils ont beaucoup payé pour les frais de treuxport. Avec les nouvelles taxes, ils n'ont plus espoir de réaliser quique bénéfice. Sau Phan, qui ne pense qu'à sa bourze, les a acculés à la gêne, peut-être demain à la misère.

L'exaspération bouilleune. Une rixe a éclaté entre un garçon, envoyé de Sau Phan et un marchand de soepe. Le garçon sortait de la boutuelade en pleurant blessé. La situation ne peut plus durer. Cho-Chu rai un coin de la haute région, un peu reculé. La majorité des habitants de là-bas n'est qu'un seul moyen de vivre : le petit commerce. Ou n'a pas le droit d'entraver l'exercice de leur métier, par des taxes illicites. Ils ne peuveet se résigner à se laisser étrangler par des rapaces insatoouvés et demandent l'appui de la loi pour améliorer leure conditions de travail.

SCENE DE BRUTALITÉ POLICIERE A SƠN-TAY

La victime nous déclare...

N. D. L. R. Nous avons reçu cette lettre de M. Nguyên van Kinh, dépositaire en pharmacie à Tông (Son tây). Le ton sincère de cette lettre ne laisse pas de doute sur l'existence du fait. D'ailleure nous ne nous étonnons pas que certaine commissaires se soient permis de telles brutalités. N'étant pas assez contrôlés, ils se croient rois du déceri et leurs explaire ne se comptent plus. Pour une bagatelle, ils frappent et injurient. Souvent même, sans le moindre de lu fai, ils se livrent impunément à des actes abusifs qui révoltent même les plus calmes.

Il est temps de rappeler à ces agents et commissaires de la police tes limites de leur decoir. On doit, disons-nous leur inculquer certains quoins naïfs sur le respect de la dignité humaine.

Nous laissons la parole à M. Nguyên van Kinh.

Monsieur le Directeur du Travail.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, cat acte tyrannique et arbitraire dont je viens d'être victime.

eLe 30 Novembre dernier, j'ai été assister aux funérailles de ma grand'mère qui sa déroulaient à Sơn-Tây. A midi le cortège rentrait chez moi, n° 111 Rue Dông Hing. Nos parents et amis étaient assez nombreux qui s'arrêtaient devant ma maison quand une auto, lancée à toute vitesse, passait comme une trombe et renversait ma tante. La victime étant blessée à la tampes, nous avons retiné l'auto (marque Fiat, n° 4000 conducteur surepéen) pour attendre l'arrivée de la police. 20 minutes après, le Commissaire arrive, suivi de quelques gendarmes Il fait transporter immédiatement la victime au hôpital sans rien lui demander. Alure je me suis avancé, prêt à déclarer ce qui s'est passé et représentant de la Loi.Il me repoussa du coude. « Je croyais, Monsieur, lui ai-je dit que je peux remplacer la blessée pour faire la déclaraiioo ». Et voilà qu'il se précipita sur moi, me saisit au collet et m'assena de coup de poing. Le coup était si brusque que je fes étourdi. Alors ma renversant à plat, il me comprima la poitrine avec ses genoux et ordonna à un agent da me ligoter et de m'emmener au commissariat de police.

eA 2h de l'après-midi, il me fit venir dans son bureau où avec force menaces, il me contraignit à signer une déclaration toute faite : Je n'y pus rien, mes mains ayant été solidement enchaînées. Je fus tenu au fermé toute notte jusqu'à puis le lendemain jusqu'à one heure de l'après-midi où il me fit conduire à Hanoi menottes eo mains comme si je voaix de commettra quelque crime.

aJe devais voir, co jour-là. Monsieur la Procureur de la République mais comme il était absent, je suis de nouveau conduit à la Gendarmerie de Hanoi où je suis resté de 5h 30 du 1er à 6h du matin du 2 Décembre. Enfin, le Mercredi 2 j'ai pu voir M. le Procureur à qui j'ai exposé toute ma situation et qui m'a permis de rentrer chez moi et d'aller voir un médecin eu vus d'un certifisat da constat. Le médecin en effet a reconnu l'existence de plusieurs bleus sur moo corps. . . . . .

. . . Veuilles agréer monsieur. . . .

Un nouveau confrère

Nous apprenons avec plaisir la prochaine parotion du « Petit Haïphoouan » .

Salut confraternel !

Avec la complicité des autorités sous-préfectorales

500 paysans pauvres ont été scandaleusement spoliés par une clique de propriétaires fonciers

Il n'est pas exagéré da dira qu'en Indochine 90 %, de la population rurale ne possèdent pas de terre. L'accumulation des terres entre les mains d'une minorité de propriétaires fonciers tant français qu'indigènes, se fait non seulement par la voie normale, par la concentration capitaliste, mais encore, et c'est un cas fréquent, par des abus de pouvoir, par l'expropriation ouverte des paysans moyens et des paysans pauvres.

En voici un exemple typique.

Le village de Treng Tiêt, Phn de Thach-Hà, province de Hà-tinh, possède 72 mâu de rizières communales que l'ex-chef de canton Nguyên-Du et l'ex-adjudant Nguyên-Tu prennent à ferme depuis des années, moyennant une redevance annuelle de 942 figatures.

Au 6è mois de l'année dernière, lors d'une réunion, les habitants du village ont décidé de reprendre ces terres ; mais leur décision a rencontré una opposition énergique de la part de Tu et Du.

Suite aux requêtes adressées aux autorités provinciales, à la résidence de Ha-Tinh et à la Résidance Supérieure le 28è jour du 5e mois de l'année courante, le Tri Phu de Thach-Hà fit sadastrer ces terres par son dé lai Hoàng xuân-Trich, et un procès-verbal en bonne ti dou forme fut dressé. Comme ce procès-verbal portait sieinte aux intérêts de Tu et Du, la Tri Phu concessionnaire a annula et la remplaça par un acte d'après lequel les terres communales ne desnferaient plus que 3 mâu et 1 sào. Il reste éaint considéré comme des propriétés privées de Tu et Du. Le refus de signer cet acte a valu à quelques habitants 24 heures de prison.

Après l'incident, la moisson du 5è mois fut faite par Tu, Du et consorts sans qu'ils eussent à verser aucune redevance au village.

Le 13 septembra de l'année courante, un nouveau cadastrage fut effectué par le Thus Phai Phạm-duc-Thuân. Au lieu de jelonner ces terres pour en délerminer préalablement la superficie, il ordonna aux intéressés de planter une ligr de bambou sur chaque portion de terre communale et une ligr de « dông dinh » sur chaque portion de terre privée. Cette opération accomplie dans des conditions scandaleuses a permis à Tu. Du, Nguyên Tà (frère de Du) et Nguyên Thanh (neveu de Tu) qui agissaient selon leur bon plaisir, de s'attribuer de nouvelles terres de sorte qu'il ne restât plus au village qu'un mâu de terre communale. Ayant refusé de signer le procès-verbal dressé par le Thus Phai, les habitants du village ont été frappés, brutalisés par les lins que ce dernier avait fait venir exprès pour cette affaire.

Les intrigues, les vexations ne s'arrêtant pas là.

Le dernier jour du cadastrage, le Thus Phai donna au village l'ordre écrit (cet ordre existe encore) de faire venir dix habitants robustes au lieu de l'opération pour parer à une attaque éventuelle qu'il prétendait pouvoir venir de la part de Tu, Du et consorts. Ce qu'il avait prévu arriva. Les enfants de Tu vinrent provoquer una rixe. Le Thus-Phai ordonna de les arrêter, et sa fait, il dressait un faux rapport où il accusait les habitants d'avoir tenté de les attaquer. Lâche mensonge dont toujoure les faibles sont les victimes.

Ainsi, avec la complicité du Tri Phe et de ses subordonnés, Tu. Du et consorts ont pu s'approprier, voler impunément presqua tontes les terres communales du village de Treng Tiêt, et cela, naturellement, en l'absence complète de titres justifiant leur droit de propriété. Le richesse des propriétaires fonciers, des usuriers des spéculateurs, de tous ceux qui oppriment et exploitent le peuple jusqu'à la moëlle des os est ainsi edifiée, au mépris de ce principe fondamentiel même de la société aspitaliste, le principe du respect sacré dû à la propriété privée.

Vraimsei on dirait que nous ne sommes pas au 20e siècle, sous le gouvernement du Front populaire. Soumis au régime du bon plaisir, les Indochinois se croiraient en pleine barbarie moyenageuse.

Le peuple en a assez de cet état de choses. Que le gouvernement métropolitain y mette un terme en changeant les sadres en rajeonissant set appareil administratif vétusts, surrompu. Il nous faut un geuveroement neureau qui sache mieux respecter les droits du peuple et qui réponde mieux à la situation.

LE GRAND CONSEIL...

Que n'a-t-il pas fail pour avoir sa foriune ? Que ne fera-t-il pas pour la défendre !

C'est ainsi que Baffeleuf veue une baine implacable au Front populaire et, en particulier, à M. Monier qui ose s'immiscer dans ses affaires Indochinoises.

Violemment, il a pris à partie le Miuistre des Colonies. Passionoément, il s'est fait le champion de l'obscurantisme colonial. Pour maintenir l'Annamite à l'état de « primaire », M. Baffeleuf n'a pas bésité à se déclarer partisan du « plus horizontal » du « regretté » Gouverneur Général Merlin qui d'aucuns ont appelé « l'Africain ». Noo, M. Baffeleuf se trompe ; l'Annamite ne saurait rester indéfiniment sur le « plan horizontal ». Il veut s'élever, il s'élèvera et cela malgré les protestations des Baffeleuf et des Joseph. Ces réactionnaires parlent de sauver l'Indochine pour la préserver des influences étrangères de faire, eo somme, de ce paye une ebasse réservée, réservée aux seuls capitalistes français et leura valets, les bourgeois annamites.

Auraient-ils voulu empêcher la terre de tourner comme l'Indochine dévoluer ? Mais . . . . les chiens aboient, le esravaoe passe.... Cu peuple de 25 millions d'âmes couliuent à marcher vers un ordre nouveau en dépit des parasites qui se cramponnent à un vieil état du choses dnui tla tirent profit.

Dernière heure

Grève à l'imprimerie Tân-Dân

Ce matin, 17 décembre, les ouvriers de l'imprimerie Tân Dân en grève depuis hier après midi, ont vu un des leurs venir nous exposer leurs revendications avec prière d'insérer. Ils réclament :

1°) Augmentation de salaires

2°) Congé du dimanche payé

3°) Renvoi du sous-chef d'équipe Giám .

4°) Liberté pour leur camarade Trân arrêté

(L'ouvrier Trân ayant été arrêté sur plainte du briseur de grève Giám.)

Sous prétexte d'obéir aux nouvelles lois sociales leur patron avait donné le congé hebdomadaire. Auparavant les ouvriers recevaient nne salde mensuelle allant de 8p.00 à 8p. 00. Depuis l'application de la nouvelle mesure ils sont payés à la journée. Malgré l'augmentation de 10 % sur les salaires, ils ne reçoivent plus que de 8p.20 à 7p.80 après déduction des journées de congé qu'ils ont accordés, ce sont pas payées.

A QUAND LA FIN DU RÉGIME DES PERSÉCUTIONS POLITIQUES ?

Laissera-t-on mourir TA-VAN-BAN ?

Notre camarade Ta van Bân, ancien détenu politique, a été libéré conditionnellement. Soumis à la surveillance administrative, il a été enfermé, depuis des mois, dans son village où il ne possède ni terre, ni maison et ne peut trouver aucune aide de la part de ses pereuts ou connaissances. Un garde-pain lui est absolument nécessaire. Il est allé plusieurs fois à la résidence de Ha-tinn, demander l'autorisation de quitter son sol natal. Toujours l'audience lui a été refusée. Obligé de partir sans l'autorisation du Résident, il est venu à Hanoi où il s'est fait colffer par les agents de la sûreté.

Depuis le 10 décembre, dans la prison de Phu-Ly, il a fait la grève de la faim pour protester contre son isersécrétion. Ne voulant pas que cette grève ne se prolongeât et n'entraînât des complications graves, le cas de Tas. Theu, Ninh, le Résident-adjoint de Phu-Ly, l'a déféré au parquet. Et le matin du 11 décembre, Ta van Bau s'est vu gratifier la peine d'un mois de prison et de 5p. de simple justice par le tribunal maudarinal de Hauam.

Voilà le fait ; et ce fait se répète presque tous les joure. Dans les autres provi ces et notamment à Quang ngai n'a-t-on pes vu des cas pareils ? Des libérés politiques sont tenus de rester, de s'enfermer dans leur village où toute possibilité de gagner leur vie leur fait défaut. Le moindre déplacement dans un village voisin ou dans une province voisine entraîne la prison, le bagne. La sûreté, la police, les autorités administratives rivalisent de vigilance dans cette besogne de persécution sebarrée.

Cette traesaerie journalière fait ressortir le caractère fasciste du gouvernement local.

Nous estimons que telle n'est pas la volonté du peuple de France ,de ce peuple généreux et révolutionnaire qui a voulu rendre la vie et la liberté à tous ceux qui ont endaré depuis des années des souffrances et des privations injustes, n'ayant commis d'autre crime que celui de défendre les droits, les intérêts d'un peuple opprimé.

Que l'amnistie totale, complète soit promulguée et appliquée. Qu'une liberté entière soit accordée à tous les détenus politiques. Que pour commencer, on mette en liberté notre camarade Ta veu Bâu, victime de brimades autant odieuses qu'injustifiées !

Voilà un exemple typique de l'application des lois sociales qu'on déclare promulguées en indochine. Tant que les ouvriers ne sont pas protégés par une législation leur garantissant des droits syndicaux, ils sont encore victimes des attaques patronales.

A propos des "particularités"

ses manifestations sociales, politiques, économiques et culturelles.

On les rencontre à chaque pas à moins qu'on ne soit aveugle.

Pour être plus concret, examinons les choses dans le cadre restreint des grèves ou des protestations ouvrières du mois écoulé et à la lumière de ces seuls événements de la vie ouvrière.

Qu'est-ce que nous y remarquons donc de caractéristique, de particulier, d'« indochinois » ?

La «coulenr locale » eh bien, c'est qu'on s'arrage ici de ce droit de frapper l'ouvrier quand et tant qu'on veut, que ces brutalités acculent quelquefois les victimes au suicide (affaire du coolie Nguyen van-Nam de la plantation de Bén-Cui). C'est que le cas Thi-Mau est un entre mille, que cette ouvrière ne reçoit à la suite de l'odieuse agression dont elle a été l'objet et qui l'a fait avorter et s'aliter qu'une somme dérisoire de 30$00 de dommages-intérêts, que cette sentence du tribunal est encore une faveur exceptionnelle due à des circonstances exceptionnelles scampagne menée par notre journal, intervention ministérielle dans l'affaire du scieur de long H.V.-Ban, l'arrivée éventuelle de la Commission d'enquête .... Oo bien, c'est qu'en Novembre, la société Sauvage n'a pas encore payé à ses ouvriers leur dû depuis le mois de Mai. C'est que le mineur tonkinois doit acheter lui-même ses instruments de travail (pioches, pelles), qu'il graisse à ses frais les wagonnets patronaux. C'est qu'en cas de maladie il est non seulement non payé, mais encore puni, d'une amende qui augmente proportionnellement avec le nombre de jours de repos. C'est que de par ce système l'ouvrier, qui s'absente 5 ou 15 jours, voit son salaire journalier diminuer automatiquement pendant le reste du mois de 20 sous (salaire moyen) à 15, à 10 on 5. C'est que cette institution de décoration qui s'appelle pompeusement « Inspection de travail » ferme les yeux sur ces vols légaux.

Ou encore c'est que M. Delsalle, inspecteur des affaires administratives et politiques du Tonkin fait encercler militairement les grévistes dont le calme, la discipline, le respect de l'ordre sont reconnus par toute la presse d'ici et les fait matraquer ensuite par la soldatesque avec des bâtons, des crosses de fusil, des baionnettes. C'est qu'après cela, et après avoir fait arrêter des dizaines de grévistes pour entrave à la liberté du travail ce même inspecteur, assure les ouvriers qu'il avait fait matraquer la veille, de sa « sollicitude » à leur égard et proclame que s'ils ne reprenaient le travail, ils seraient considérés comme des fauteurs de désordres et traités comme tels,

C'est que l'envoyé spécial de notre journal le camarade Chât, est arrêté ini anssi sous le même prétexta d'entrave à la liberté du travail et qu'on ne se gêne pas de saisir son appareil photographique et ses notes.

Voilà les particularités indochinoises, Monsieur Haast.

Que conclure de là ?

Que l'application des lois sociales qui ont été sabotées doit être intégrale, qu'elle doit être efficace, contrôlée, qu'il faut pour cela accorder aux travailleurs d'ici les droits et les libertés les plus élémentaires tels que droit de grève, droit syndicale, liberté de réunion, de presse etc...

UNE NUIT AU TE-BAN

(ASILE DE NUIT)

L'interrogatoire

— Ta carte, d'impôt at tout de mi-ie, tu comprends ? me demandait Mr le secrétaire de l'Asile de nuit dà à la voie N° 221 quand à peine ai-jo mis pied dans sa chambra qui tenait lieu de bureau. Il paraissait visiblement être de mauvaise humeur. Il en voulait à moi qui m'y amenais assez tard, exactement vers 23 H. J'avais trouble soo sommeil déjà profond. Il avait d'ailleurs d'autant plus raison de s'emporter que sa femme ellait se mettre au lit et que me figura étalt,cette nuit là, horriblement et à dessein réhabitéve. Figures-vous une personne aos cheveux ébouriffés qui n'a pas mangé depnia trois jours, qui n'a pour vêtements qu'une caorie vesta et un paotalon tort usé, pour bagage, qu'une paire de esbota bons à faire du bois da chauffage et vous aurez le portrait fidèla de votre serviteur. La question posée par le secrétaire de l'Asile de nuit était prévo car on s'y admet que des gens censés solvables à l'égard de l'Etat; la manière dont elle me fut posée ne m'étonnait guère ; le déroulais tranquillement, le papier crasseux contenant nee carte d'impôt personnel que je m'étais procurée à l'avance. Malheoreusemeot calle-ci portait comme âge 19 aos et ma physionomie trahissait à l'évidence mon âge effectif de 28 aus. On pourrait se tromper de qoelques anuées, mais de 7 aus, voyons cela ne serait pas possible. L'homme le plus balourd sanrait tout de suite que vous avez triché sur votre âge.Cependant,ce n'était pas tout à fait le cas de ce secrétaire;il m'avait pris pour un mauvais cnotribuable qol ne pouvait se mettre en régie avec la fiscil peusait que nun esulement j'avais triché sur mon âge maisencore que j'avais sobtilisé ma carte d'impôt à ou aotre.Et il m'avait aonmis à on interrogatoire camme il aeyait à un homme de son raogl il me déviaogeait à nouveao et un moment après :

—T'as qoe 19 aus?

— Ooi; Mr le secrétaire, j'ai bien 19 aus.

— T'as pourtant bien l'air d'aoe a bà già ».

— Non Mr le secrétaire. la lumière blafarde de cette lampe poosiéreose devrait certainement vous tromper.

Il disait joste, ce malin de secrétaire, mais il fallait qoe je justifiasse tant bien qoe mal l'âge porté sur le carte.

— D'ailleors, ajootai-je tout de solte) c'est la deuxième carte que j'ai.

Il paraissait faiblement coovaincu. Ça n'avait plus d'importance maintenant qo'il tirait du tiroir de son boreau nne fiche rouge deox fois plus grandes que les fichas des Bureaox de placement en Fraoes, laqoalle me donnait droit de cité daos cet Asile de noit.

— On'est co tu fous, toi ?

— Monsieor le secrétaire, j'étais boy.

— Pourqooi tu t'amènes si lard cammo ça ?

— Monsieur le secrétaire, mon patroo m'envoyait promener ca matin et depuis je suis allé à la recherche du travail. Je vous présente mille excuses car j'igeore complétemeot les règlements de votre « Service ».

— T'es idiot pour ne pas cannaître nos règlements. Sais-moi, espèce d'imbécila !

Et il me traîoe aux dortoirs, m'assigna rapidement une place, fit demi tour et le voilà disparo dans l'obscurité, emportaot avec lui ma czrte d'impôt sur laquelle pourtant figurait la prescription suivante : « le titulaire de celle carie d'impôt doit toojoors la porter sur lui ».

A tout seigeour, tout beuneur !

Contact avec les choses de l'Asile

Les dortoirs se diviseot en deox catégories : dortoir des iotellectuels et dortoirs des coolies.

Comme son nom l'indique, le premier est réservé aux chômeurs iotellectnels : employés de commerce, diplômés des diverses écoles que la misère ont aoia aous le même toit. Au milieu d'une asile assez mignonne, trône one graode table. Daos un coin, one bibliothèque et le long du mur ooe rangée de lits dont quelques uns seals étaiect occupés. Les a dortoirs de coolies » sont eutrement a chies ».

Ila se subdiviseot en dortoir pour a hommes » et dortoir pour « femmes ». On devrait à mon sens donner au deroier la nom de dortoir a marmaille », car il n'y avait pas que des femmes qol y logeaient mais bel et bien toute ooe marmaille. Ces deux ailes d'un même bâtiment sont séparées par on cnoloir où ronflaient deux femmes qo'une grande fatigue avaibot jetées là tontes débraillées et qo'il fallait esoier par dessos poor poovoir accéder au dortoir.

J'étais dans le dortoir abommeux. C'était on hall pas aussi grood que celoi du marché central de notre ville, mais où soivaot les règles d'hygiène on ne devrait cesser qo'ooe vingtaine de personnes tont au plus, comme nous autres sommes compressibles à merci, ce nombre pourrait aller, soivant les circoostances, jusqo'à deox à trois cents. Et effectivement, on a prévu pour 84 personnes ! Malgré cela, en comptant celles qoi y dormaient, j'en troovais 701 Les lits étaient des planchettes inclinées à oreiller rectangulaire en bois serraot en même temps de cadre. Ils étaient disposés en quatre rangées parallèles et se touchaient les uns les autres. Des cadavres à demi nos y glaisaient,qui es grattaient à qui mieox mieux, tout comme un raclotr.qoi parlaient tout bant en rêvant de je ne sais quel.Sur ces planchettes crasseuses,des natles doolenses. Pas de moustiqoaire, l'épiderme de ces clochards est cetsé assez dur. Pas on presqoe pas de lumière, car ces messieors de l'Asile paraissait, croyait-oo, avoir ,l'habitude de vivre daos l'obscurité. Si le coolear y était taot soit peo assez sombre, l'odeor y était cependant fort accentoée. Celle de ce chsir bumaine s'exhalait à vous tourner la tête. Oes fois, l'émanalioo marécageose de l'étang d'à côté parfumait la salle et vous pénétrait profondément daos le nes. Ce nocturne arcbeaire odoriférant jooait à plein rendement. On ne pourrait avoir on tableau aossi charmaot qu'à la merguede Cochio!

Contact avec les clients de l'Asile

Je m'affaissai de fatigue sur le lit. Et déjà, je eotila qoelque chse comme des sales bêtes me chatooiller les pieds, la des enfin toot le corps. Je me levai. Oes punaises corsieot sur la plaochette comme des foormis qui se débaodaient et s'enfuyaient dans les interstices de l'oreiller eo bois. Mon voisin de droite vint d'en tuer qoelques ones et l'odeor en parvint jusqo'à moi, très forte. Celui de gaocbe agitait sou éventail poor chasser des moostiques.

— Tn ne peox dormir, tel ? me qoestionna ce deroier

— Penses-to, c'est une foorosise ici, fai répondis-je.

— Et mieox que ça, c'est on nid à punaises et on repaire de punaises.

Il disait vrai et je profitai de cette occasion poor attaqoer à mon tour la conversation.

— Est ce que tn sa do boolot ?

— Pas encore.

— Qo'est ce que to fontais ?

— Cbiniier.

— Chez qoi ?

— Ches on milliooaire, avenue do Grand Boodcha.

— Tu étais bieo payé

— Tn peoses, deox dollars par mois, et nomme à tont faire !

— Poor quelles raisons, il t'avait renvoyé ?

— Mon vieox, t'es trop niais poor me poser pareille qoestioo. On n'a pas besoio de fournir qoelque raison qoe ce soit. On te dit : va t'en je o'ai pas besoin de toi et on point c'est tout.

—Est es qo'on t'avait dooné quelque chose comme iodemnité de préavis ?

—Qo'est ce que tu me racaotes là. Ce n'est pas d'usage ici.

aCe n'est pas d'usage ici« je ne cessais de murmurer cette courte phrase qui eo diesit portaot très long.

—Mais tu ae été chercher de boolot ?

—Bien sûr, j'ai été bier et es matin même ao marché de Cho Hôm où il y a une dame plaçaot des gens de service.

—Où elle se lient ?

—Au carrefour de la roote de Hoé, juste en face du marché. Et elle m'avait promis de trouver pour moi one place demain.

- Ce devrait être une bien gentille dame, alors ?

- Pcoses-tu, elle aurait à toucher des commissions chez des personnes qui m'embaucheraient et de moi également. Et encore, elle fait d'autres affeires à côté. Ainsi, dit-on, elle place même des filles et des filletes.

—Où ?

—Dans des chambres meubiées.

– Poor eo faire des femmes de chambres ?

– Oui d'abord, puis après des femmes .....tont court.

Les monstiques danaient bruyamment autour de moi, des punaises me piquaient, il faisait terriblement chaud,je ne ponvais fermer les yeox. Je descendis à terre et me dirigeai vers le couloir quand j'entrevis dane le dortoir a femmes a des enfants aqueiettiques,voire scrofuleux. s'accrocher eox mamelles désséchées de leur mamao ; des filletes aox mamelles bombant sous le coovre-sein et dont le pantalon en toques laissait voir la chair rongée de vermine, lesqoelles étaient, j'en étais sûr,d'excellentes clientes de la généreuse dame dnot il était qoestion plus bant et seraient de futures prostituées dans ces maisoos loocbes.

Le réveil à l'Asile de Nuit

Flan ! Flao ! Mr le coocierge de l'Asile de noit frappait de son rotin les dures planchettes. Tous les hôtes se levèrent.

—Ton ticket d'entrée ? demandait-il.

Et en ne tnnroe-main, il remassait tons ces papiers dont messieors ales clientes de l'Asile de nuit igeoraient l'utilité et qo'ils gerdaient soigneusement pendant toute uoe nuit parce qo'on leur avait dit de les garder. Le soleil n'était pas encore levé. Une bonne moitié o'hommes et de femmes a'en allaient travailler on poor dire juste, à la recherche du travail malheureusemeot introovable. L'autre moitié paraissant de bons pensionnaires de la maison y restait bleuée sur place se désespérait-elle de ne jamais trouver du boulot? Non, l'Annamite chômeor n'a pas l'air de se plaindre de qool que ce soit. Il ne crie pas, ne se désespère jamais. Il est tout aussi débrouillard que ses confrères au Boulevard Jourdain à Paris. Le boulot est introovable, soit ; mais ce n'est pas une raison pour ne pas se créer de la bonne besogne. Alors ils formaient debors l'enceinte de l'Asile un cercle où ils jouaient à pile et face et ne cessaient qo'à la nuit tombante.

La salle à manger était magnifique Oe grands tableaux étaient sospendus aux mors, des livres d'or ouverts, une leogue table occupait le milieo de la salle. Je remarquais des taches de saomure et que celles-ci se faisaient sentir assez fortement ; on devrait être certainement très bien nourri ici. J'avais faim. Alors ezcédiement je demandai au concierge à quelle heure on bouffait. Mais lui, a men graod étonnement de me répondre d'un ton bautain.

—Ce n'est pas assez que d'être logé et tu veux encore être ooorri du moment que tu ne paies aucun sou : on est déjà assez généreox de t'ouvrir la porte de l'Asile à toi qui ne trouves pas un trou où enterrer ton sale corps.

—Mais, pardon, Monsieur, si je vous demandai cela, c'est à cause de cette table qui me faisait croire qo'on oeus serv ait également à manger ici. D'ailleurs a té bâes ne signifie-t-il pas a assistence aux pauvres » Monsieur, on assiste les pauvres en leur deonaot à manger aossi.

— Tais-toi, espèce d'idiot, té bân vent dire até ió,sn nbà máy.e compreods-tu ?

Je compris mais trop tardivement J'appris dans la soité que cette fameuse table était destinée à recevoir les officiels : ceux-ci mangeant à la place de ceux-là !

La cloche de la Chapelle St Antoine tintait, elle remna profondément mon âme troublée. Je fixais ma pensée : l'Eglise St Pierre a une existence plus que millénaire et qu'a-t-elle fait pour l'humanité soufrante? La cédémocratie a commencé voici depuis plus de cent ans et que fait-elle pour libérer de la faim et de la misère ceux dont le droit au travail est incontestable. Que valeot cet asile religieux que voilà et cet asile laïc que voici ? Et je ne pouvais m'empêcher malgré moi d'identifier ces deox institoions.

La cloche a beau sooner, l'âme a beau appeler à son secoors Jésus.

Le Messie est annoncé, mais l'homme continoe à soofffir. Et Demain serait-il comme Aujoord'hoi ?

Demain....

CH. MAU'S

Tailleur et Chapelier

N° 18, Bd Dong-Khanh — HANOI

ASSURE : que le costume qu'il vous livre est parfait. Portez le pendant une semaine, et si ou bout de ce temps vous en êtes pleinement satisfait, son but sera atteint.

SENGAGE : à vous le reprendre s'il en était autrement.

LY - SENG - BAO

Bijoutene - Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Paniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

LA MARQUE DÉPOSÉE DES CHAUSSURES

Chân-Long

9, rue Paul - Bert — des Panniers **HANOI**

3%

Essayez les Chaussures

de la

Maison CU-TAI

74 Rue du Chanvre, Hanoi

et vous serez ravis de leur élégance la moins coûteuse jointe pourtant à la plus parfaite solidité,

POUR VOUS FAIRE BEAU
POUR ÊTRE JEUNE
FAITES-VOUS RASER AU

Salon de Coiffure

Pham Manh - Kha

LE RENDEZ VOUS DES HOMME CHIC

LABORATOIRE DE PROTHÈSE DENTAIRE

SINH - SINH

50, Rue Jules Ferry, 50

HANOI — TONKIN

Comment et où s'amuser à Hanoi ?

Au CASINO DANCING

50A Route de Khâm-Thiên

Tous les soirs à partir de 8h.

LA VIE MILITANTE

MARQUONS LE POINT !

Voilà depuis trois mois que notre journal lotte pour défendre son jeune existence contre les forces coalisées de la réaction.

Seole, au milieu de la décadence de la philosophie bourgeoise notre idéologie apparaît claire, coostructive. Entre les deux courants qui partageot l'humanité : *le fascisme*, forme soprême de la pensée bourgeoise et *le marxisme*,expression vivante de la pensée prolétarienne, notre journal est du côté du prolétariat, de cette classe laborieuse, actuellement opprimée, mais devant qui s'ouvrent des horizons les plus larges et dont une fraction a déjà pris le ponvoir dans on aisième du monde et y jette les bases de la société future : la société socialiste.

Sans perdre de voe la situation internationale dont les répercossions chez ooos sont immenses, nous portons particollèrement notre activité sur le *plon national* de l'Indochine.

Notre objectif immédiat est la conqoête des libertés démocratiques bon reçoives nécessaires à l'épanoissement de notre peuple et surtout *au relèvement des conditions matérielles et morales de notre prolétariat*, appelé à accomplir sa mission historique avec l'alliance de la paysannerie et les autres couches sociales intermédiaires.

La tâche immédiate que nous avons à accomplir est *la lutte revendicative des masses* pour l'élévation de leurs conditions d'existence.Cette lotte doit être orgaoisée.

Nous répudions l'attitude passive selon laquelle l'octroi des libertés démocratiques est qne chose des par le Front populaire à notre peuple. Nous disons que l'avènement du Front popolaire n'est poor nous qo'ooe circonstance onus permettant de réclamer ces libertés jusqo'ici refoolées. La politique de nos alliés ne pourra être appliquée que si nous savoos nous ériger en one force capable de la défeodre et la développer.

Il existe chez nous one bande de fascistes qui jurent de contreserrer l'action du Front populaire en ce pays. Il nous appartient de les forcer au respect de nos droits en opposant à leur action destructive notre organisation et notre tactique.

Daos le domaine littéraire et artistique nous feroos ressortir nos coocepticns. A mesure que es décadence se précipite, la bourgeoisie tend de plus en plus vers les théories nietschéennes et frendiennes. Les tbéories de la sensualité, de la volopté, les tendances racistes et la pornographie domioant actoellement daos la littérature et les arts. Il incombe à nous, la tâche de dégager la conscience du prolétariat de ces funestes influences, de grouper autour de nous des écrivains et artistes prolétariens qui animeot les masses laborieuses, en lotte pour l'avènement d'un ordre nouveao.

Dans la lotte pour la conqoête des libertés démocratiques, le prolétariat ne pourra remplir son rôle sans étendre son front de combat à la paysannerie et aox autres couches sociales qui ont lont intérêt à y entrer. Ne pouvant se constituer en one classe distincte, ces dernières, devaot l'exploitation effrénée du capital et l'expropriation incessante érigée en système (particulièrement dans les campagnes) se trouvent connaisas an phénomène social connu : la prolétarisation. Si quelques uns de leurs éléments réussissent à se joindre à la grande bourgeoisie avec laquelle ils s'identifient, le reste se prolétarise oo demeure amorphe et inorganisé. Daos leors rangs, des groopements peuvent se former mais l'aggravation de la situation politique du pays es chargera de les disocier et de les faire absorber par les deox vastes courants fasciste et marxiste. *Notre politique à nous est de savoir rattier ces éléments d notre cause sans pour cela maltier nos théories.*

Telle est notre position, camarades.

Si nous vous l'exposons c'est poor vous dire que notre jooroal a on rôle bien difficile. Il a à soutenir contre les assants incessants des maîtres de la prodoction. Il tiendra, nous le voulons. Il tiendra, certes, mais avec votre concoors. Par vos critiques, vos soggestions, par vos efforts financiers, votre propagande, vous l'aimerez. Vous développerez son influence daos tous les chaotiers, dans toutes les usines, dans tous les ateliers, dans toutes les entreprises. Vous ferez de lui l'organe de tous les travailleurs.

Ne terminez pas l'année sans apporter à voire journal 1.000 lecteors nouveaux. 1.000 bomma qo'il poorra toocher, éduquer et peot être, transformer en militants coocelents de notre cause.

De passage à Hanoi, à l'occasion de la Foire, ne manquez pas de venir chez

Tê - My

47 Rue des Eventails — Hanoi

Le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville Spécialité de nem

Spécialités les plus efficaces pour maladies vénériennes
Formules d'analyse déposées insérées au Viêt - Bao :

Bleanoracurie N° 001
Prix 0p.50 la boite

Antibleunorhée N° 003-B
Prix 1p20 (dose pour 2 jours)

Antiblennoréforce N° 003
Prix 1p20 (3 jours)

Syphilure N° 7
Prix 0p.80 (4 jours)

Grand rabais de 35 /. à 40 / jusqu'au 22 Décembre 1936

Dông-Tây Y-Viên

32 Rue des Cuirs, HANOI

Droperies—Lainages
Fournisseur en gros pour tailleurs

TAN - MY

Grand Tailleur

5, place Négrier — Hanoi

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorragie aigue ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le traitement nouveau.
Facile et Radical

CABINET MÉDICAL
Dr Trân-Van-Sang
78 Rue du Papier — HANOI

La vie au Pénitencier de Kontoum

DAK PAO

IV

Le régime alimentaire.

Il est banal et tragi-comique dans les prisons de se répéter à tout moment entre compagnons infortunés : « Ce n'est pas ici qu'on vient manger » C'est ce qui s'appelle faire bon cœur contre mauvaise fortune. Tout de même, quand on est soumis au régime de corvées, quand on s'expose tout le jour, toute la nuit aux intempéries de la haute région du Sod-Annam aux brutalités des gardiens barbares, quand on a travaillé, peiné, sué dix heures chaque jour au transport de bois ou au dynamitage de la pierre, l'homme peut au moins se croire en droit de manger à sa faim, de boire à sa soif. Ce n'est pas là un luxe. C'est le minimum exigé par la vie Or, le moins qu'on puisse dire du régime alimentaire de la prison de Kontoum, c'est qu'on ne saurait jamais croire que des hommes puissent vivre ainsi, de ces matières corrompues, de ces légumes squelettiques, desséchés ou pourris, de ces poissons qui ont tourné, de ces viandes.... non, de ces os où pendent à peine quelques lamelles de chair en décomposition, sentant mauvais et où grouillent des larves et des vers ! Or, la seule vue de protestation contre ce régime dans l'enceinte entraîne une sanction, et quelle sanction ! Le protestataire la subit dures sera immanquablement assassiné par la cadouille moi.

Tout d'abord le ration de riz est insuffisante. Le mets quotidien c'est une pincée d'ossement de poisson séché de ces poissons qui ont servi à la fabrication de la saumure et dont par conséquent toute substance comitive a été depuis longtemps vidée, pressurée. Quelques tiges ligneuses de liseron d'eau desséchées durcies ou trois, ou quatre aubergines minuscules constituent ce que, pompeusement, sur le cahier de charge ou baptise du nom de légumes. Tous les dix jours il y a bien sia viande régiemeotaires mais la portioo qui revient aux prisonniers se compose de boyaux, d'entrailles, de tendrous et d'os. Les meilleurs morceaux et tout ce qu'il y a de mangeable bien va à la cuisine du commandant, au réfectoire des miliciens. De temps en temps, il y a bien une marmite de soupe — de l'eau où l'on fait bouillir ensemble tous ces os rejetés du chaut lieu — c'est ce qu'on appelle communément le ebouillon d'ontchouca mais il faut dire que c'est rarissime ce afeatin royale !

De Kontoum à DakPao, le trajet est long de pins de 100km. Le transport est assuré par des charrettes. Or, c'est de Kontoum que la prisoo de DakPao attend tous ses vivres. La lenteur des moyens de locomotion, la négligence incurable de l'administration locale achèvent de gâter toutes les matières livrées par le chef-lieu de la province mol. Par ailleurs, le fournisseur au certain Mr Maulini, s'en remet entièrement au soin déplorable de ses agents quant à la fourniture des denrées alimentaires. Ce, à quoi on songe uniqoement c'est de gagner la plus possible sur le marché coocio avec l'administration. Le rix se mélaoge à la balle de paddy, dans une proportion plus que malhoooête ; le poisson a tourné depuis longtemps dans le magasin du fouroisseur, avant d'être livré à la consommation. Des larves de mouches y grouillent. Les intermédiaires, sûrs de la carsace de l'administration, appuyés par l'autorité du chef de la prison, enhardis par le silence forcé des détenus, ne se font aocun scrupule quand il s'agit de lésiner sur la livraison des denrées, du réaliser les plus honteux et les plus scandaleox bénéfices qu'il se puisse imaginer.

L'auteur de es compte-rendo se rappelle encors avec une effrayante précision, ces repas partagés avec les camarades de la prison, aux premiers jours de l'arrivée du convoi. Devant les mangeailles, chacon pouvait voir au premier coup d'œil un spectacle nauséabond : sur les squelettes des poissons servis dans de vieilles boîles d'acier rouillées, des vers musculeux blanchâtres rampaot, pullolent. Au début on se dit en devoir d'arracher scrupuleusemeol de sa ration toutes ces petites bêtes avant de manger. Bientôt on s'aperçoit qu'ils sont en nombre incalculable et que la besogne ne saurait finir eo une demi-heure, ou une heure. — Or, il faut finir à temps, de manger tout de même ! Alors, alors, on se met à avaler les yeux fermés, avec ces ossements, tous ces vers répugnants. Après tout, le curieux ce n'était pas qu'on réussissait à avaler ces saletés dégoûtantes, — le curieux c'était qu'on vivait tous de même et que des gens nous regardaient avec une visible satisfaction.

Nos lecteurs nous permettraient-ils une s citation littéraire » par ici ? — car il y a bien une littérature de la prison — Après tout, elle n'est pas tellement pédante si l'on songe que par des heores désespérées un poème, une chanson, un mot, une rime, a suffi parfois pour consoler l'âme désolée, pour ranimer le courage de vivre, pour rallumer enfin l'espoir sur les fronts abattus Indignation devant le présent. résignation stoique ou douloureose, baine généreuse, passions, confiance en l'avenir, tels sont les thèmes généraux de cette littérature clandestine, anonyme. A l'occasion de la mort d'un camarade, un survivant composa une oraison, funèbre dont voici deux phrases :

« Misère l'amertume ! nous travaillons gémissant, tout nus, sans « chapeau, sans manteau, par des « pluies excessives ou sous la chaleur accablante.... ceries effrayante est l'idée que l'homme qui s'vit peut endurer tant de douleur !

« Triste quaod, menottes aux « mains, chaines aux pieds, nous « nous vaquons aux besoines ; ou « quand, rentrant le soir, on se « gave de bulle de paddy et de vi« ande de composition ! c'est là, « c'est là s le régime de faveur » qu'un gouvernement réactionnaire « eutend réserver à ses adversaires « politiques !.... »

Les malades avaient aussi leur « régime spécial » Siloi qu'un prisonnier s'alliait, on lui supprimait automatiqoemeot sa ration de riz. Il était condamné à se « nourrir de l'eau de riz, de la soupe la plus diluée possible. Aox yeox du garde principal, des gardiens et des fournisseurs, étaient vraiment malades ceux là seuls qui s'astreignaient de bonne grâce à ce régime. Si le patient réclamait du riz, gare ! aux corvées tout d'abord ! Tout ce riz, tout cet argent bonteusement lésiné enrichissait le fouroisseur. Bien entendu entre ce derulet le chef de prisons et les gardieus mol, ou compiait quelquefois....

Les prisonniers avaient chacun on pen d'argent de poche. Seulement que pouvait on bien acheter ? Et puis, tout se vendait à des prix exorbitants. Le soir venu, les miliciens apportaient, parfois du maïs ou des baoaoes et vendaient aux détenus. Chaque épi de maïs, chaque banane coûtait ainsi cinq cents alors que le prix courant était d'on demi cent, ou d'un quart de cent. Bien que primitifs, les mots commençaient à conoaître le prix de l'argent et cherchaient aussi car tous les moyeos à s'enrichir. Quant aux prisonniers, il n'étaieot guère sûrs du lendemain, aussi bien, ils payaient et mangeaient autant qu'ils pouvaient : car demain, peut-être, on mourra ! Et c'est on pas vu des camarades qui espiraient avec une hoorse toute pleine dans la poche ? Il va sans dire que l'eau de Dak Pao était malsaine. Elle l'était tant il si bien que les moi eux-mêmes n'habitaieot pas la région. Il n'était naturellement pas question en haut lieu de s'occuper de la boisoo des prisonniers. Ils bavaient l'eau qu'on leur donnait, récueille aux sources, aux ruisseaux les plus suspects.

Chaque matin, le prisonuier emportait dans une marmite se ration d'eau du jour. Avec la course fiévreuse des prisonniers de la prison au chantier, une bonne partie de cette eau s'et épandue le long du chemin. Evidemment, la ration était encore insuffisante. Dans le besoin, le prisonnier devait s'abreuver ao premier ruisseau du lieu. Tantôt, la source était loin, alors le ravitaillement était doublement difficile : il y avait le trajet pénible à faire, mais il fallait d'abord obtenir l'autorisation du gardien. Et l'on payait cinq cents pour avoir une « mesure » d'eau (la capacité d'une boîte de beurre Brelel). C'est pour avoir bu de cette eau malsaine que nombre de prisooniers ont attrapé la fièvre ou la dysenterie.

Cette nourriture insuffisante, détériorée, cette boisoo malsaine, achevaient vite d'épuiser le détenu de DakPao. Au bout de cinq à six mois de séjour, il dépérissait il n'avait plus que les os et la peau. Les pommettes angulenses, les joues creuses, les yeux ternes et eaus vie, l'homme n'était plus qu'un fantôme, un squelette. Tout sentiment de dignité cédait places à l'instinct de conservation. Ou n'avait qu'one ambition, qu'un désir : manger. On se disputait pour une gorgée de soupe pour noe lamelle de viande. Nous en avoos vu qui ramassaient le long des ruisseaux ao de ces os pasteiants fraîchement rejetés par les coisinières tout rouges de sang et qui se mettaient à les dévorer avec la voracité d'un loup affamé.

En écrivant ces relations l'auteur de ces lignes a frémi plus d'une fois au souvenir des jours passés : ses lecteurs peuvent cependant être sûrs d'un fait : ce tout ceci, à aucun moment la touche de la réalité n'a été exagérée.

(à suivre)

Où va l'argent des ouvriers ?

(suite de la 1ère page)

Nous ne pouvons publier la suite de la lettre où M. Khôi se défend d'avoir fait des offres impérieuses de billets de loterie et de théâtre et M. Khôi se compare au regretté ministre Solenger. Nous donnerons la réponse anon comprise, l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature s doit être « limitée à la longueur de l'article qui l'aura provoquée ».

Nous nous permettons de rectifier la lettre rectificative sur presque tous les points capitaux.

M. Khôi se donne comme l'ouvrier « le plus connu, le plus estimé ». *Du patron sans doute. Car tous les ouvriers de Truong-Thi témoignent pour lui, plutôt de la méfiance.*

M. Khôi a été « désigné » pour aller faire la quête ? Oui, désigné par les secrétaires du bureau et non point par les cai et les ouvriers qui avaient l'intention d'ouvrir de leur propre initiative une souscription et avaient même déjà rédigé la demande d'autorisation.

M. Khôi affirme que la souscription a duré ou tout 1 mois et 23 jours. *Il s'agit de s'entendre. Quand les ouvriers parlaient des 3 mois qui se sont écoulés s, ils ne comptaient point de date de fin de la quête, le seul point de oue qui intéresse l'affaire comme M. Khôi le reconnaît tocitement. Or depuis le 14 Septembre, date de l'ouverture des souscriptions, il y a bien 1re page, le 28 Septembre, 2e page le 17 Octobre, 3e page le 20 Novembre.*

M. Khôi affirme que le Comité s'est réuni le 23 Novembre à 17 heures. *C'est faux. Le procès verbal porte : « le vingt deux novembre. mil neuf cent trente six etc... » En tout cas, la réunion n'eut lieu qu'après les réclamations des ouvriers et leur délégation à notre journal. La réponse aux délégués ouvriers, réponse que nous avons mentionnée (« On a beaucoup plus de ressources etc... ») est véridique, elle a été proférée par M. Hân Tam et par M. Khôi en même temps Les ouvriers ont répliqué en demondant le versement à ou fur et à mesure ; or s'il y avait des gens qui ne versaient que l'année prochaine, ils auraient-ils devrait-on les attendre?». Ce n'est qu'après cette intervention des ouvriers et aussi. celle du chef de bureau que M. Khôi s'est résolu à totaliser les quêtes.*

M. Khôi affirme que les Cai des sections ont proposé de garder le résultat des quêtes *pour les besoins des ateliers, pour secourir par exemple le choudronnier H. D. Chêu. En réalité, la proposition ne venait d'aucun Cai, mais plutôt des membres du Comité. Pour Chêu, les ouvriers ont déjà ouvert une souscription qui a rapporté 100p. Ceci devrait faire réfléchir en même temps à M Khôi qui n'aurait pas dû généraliser à l'adresse des ouvriers nécessiteux, ses accusations d'avarice sordide.*

Voilà des précisions assez notables que nous avons tenues à apporter à la lettre rectificative, pour montrer à M. Khôi que nos enquêtes ont été faites avec toutes les précautions et la justesse nécessaires et que n'ayant aucunement l'intention de « le salir » nous nous félicitions au contraire si les incidents regrettables ne s'étaient pas produits.

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard François-Garnier — Hanoi
64, Avenue Clémenceau Nam-Dioh

Etablissements **HAM-THAI**
N° 302 Route de Khâm-Thiên Hanoi
fabrique
des capsules et boites métalliques de toutes dimensions
Spécialité : lampe à pétrole

Huê Dân
NGUYÊN - VAN-QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — Hanoi
De nombraux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Verrerie Lampisterie
THANH-DUC
dit
TRINH - DINH - KINH
65 — Rue des Poniars, Hanoi

Grand arrivage de laines pour Dames et Messieurs.
NGOC-THAP
23 Cartonnais
HANOI
Pour l'automne et l'hiver 1933 - 34.

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications le plus vite possible, adressez-vous à
DUC-THO-DUONG
241 Route de Hué
Hanoi
Traitement antiphlogistique
Traitement suppressif
Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Prix intéressants
RÉSISTANCO
La meilleure peinture
DUROLAC
La peinture qui protège le mieux et qui brille le plus pour outo, meubles, etc...
57 Rue Julas Ferry, Hanoi

G. Mohamed Said
Spécialité en cotonnades
La plus gronde moison de l'Indochine
Cotonnades. — Laines. Soieries. — Gros demi-gros et détails.
100 Rue de la Soie — Hanoi

Employez la peinture
Gecko
en place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire : PHUNG-NHU-CUONG

LES PLUS BEAUX PORTRAITS
sont signés :
HUONG - KY
PHOTO

Les meilleurs des meilleurs fils de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse sont groupés dans le parti communiste.

Ainsi, la dictature du prolétariat a été en même temps dès sa fondation le pouvoir le plus démocratique du monde, puisqu'elle a appris l'administration de l'Etat aux masses populaires et qu'elle les y a entraînées.

C'est précisément parce que le pouvoir soviétique a toujoors été une dictature du prolétariat édifiant le socialisme, qu'il a toujours été le pouvoir le plus démocratique du monde servant les intérêts non seulement des ouvriers, mais aussi des paysans travailleors. On ne pout pas construire le socialisme à la ville et pour le prolétariat seulement : l'organisation socialiste de l'économie doit embrasser la ville et le campagne, l'industrie et l'agriculture, car la ferme naioo individuelle n'est pas capable, même dans les meilleures conditions, de fournir les quantités requises de matières premières et de produits alimentaires à l'industrie socialiste rapidement croissante.

C'est précisément parce qu'il est un pouvoir démocratiqoo des ouvriers et des paysans, mille fois plus démocratique que la démocratio bourgeoise la plus large, que le pouvoir soviétique a pu accomplir des miracles comme la transformation en quelques années d'un pays agraire arriéré en puissante industrielle avaocée, comme la création d'une grande industrie socialista la fondation de sovkbozes et la collectivisation de 90 /. des économies paysannes.

L'immense œuvre historique de la destruction des classes exploiteuses, de la liquidation de l'économie capitaliste et de l'édification de la société socialiste sans classes n'a pu être accomplie avec autant de rapidité et d'une manière aussi radicale que grâce au fait que les masses populaires elles-mêmes-pas seulement les ouvriers, mais aussi l'immense majorité de la paysannerie — ont aootenu sans réserves la politiqoe do gonvernement soviétiqno, ont réalisé ses plans avec enthousiasmo, sans épargner leur peine et leurs moyens matériels.

Si le pouvoir soviétique ayait été une dictiatoro non seulement ar la bourgeoisio, mais aussi sur les masses populaires ou seolemeot même sur la paysannerie, aurai t-il affirment nos ennemis, nous n'aurions jamais réussi à édifier l'économie socialiste, à plus forte raison dans un pays arriéré, entouré de tous côtés d'ennemis impérialistes.

La victoire du socialisme dans notre pays, l'édification do l'economio socialiste et de la société socialiste, la liquidation des classes exploiteuses nous permettent de porter à une étape supérieure la démocratio soviétiqno : cette démocratio des travailleurs, es véritable pouvoir des travailleurs nous permettant de réaliser sans restriction la démocratie socialiste.

Quelles sont les transformations fondamentales qui nous permettent d'accomplir ce formidable pas historique en avant ? A la cours des huit années écoulées et sor la base de l'industrialisation socialiste et de la collectivisation de l'agriculture, nous avons fait de la propriété socialiste des moyens de production la base écoomique de l'Union soviétiqoe : le système économique socialiste régne sans limites en U. R. S. S.

Le paysan collectif, qui travaille sur le sol élatiqoe concédé à perpétuité aux kolkhozes, ce paysan collectif qui travaille avec des moyens de production appartenant au kolkhoze ou à l'Etat, ce payaan douc construit le socialisme côto à côto avec l'ouvrier.

Dans l'Union Soviétique

Démocratie bourgeoise et démocratie socialiste

(suite) par K. Radek

En Uoion soviétique se crée one économie dont toutes les parties concoorent vers un même but : satisfaire les besoins de toute la société. Il se créo an régime écoomique socialiste qui tend peu à peu à aplanir les restes de différences de classes entre ouvriers et paysans. La base de l'Union soviétique sovviétique est la propriété socialiste, à la consolidation de laquelle sont intéressés au même titre toua les travailleors.

Sur le terrain de l'accroissement et du développement de la société socialiste, les restes des propriétaires privés sont psychologiqoement vaincus, les « loocres » du capitalisme disparaissent. La croissance de la société socialiste ouvre de perspectives eans fin pour l'ensemble du peuplo de l'Uolon soviétique. Et les intellectuels qui soutenaient autrefois le capitalisme qui ne croyaient pas à la réalité de l'édification du socialisme et qui, pour cette raison, menaient souvent one poblique hostile à la cause du socialisme, se sont aojobrd'hui ralliés, dans leur masse principale, aox travailleurs qui construisent le socialisme. En outre, chaque année voit grandir leur relève, les nouveaox intellectoels soviétiques, pour qui l'édification du socialisme est la raison d'être.

La création de la propriété socialiste et do système économique socialiste sont la base de la vie écoomique de l'Union soviétique nous permet de renoncer à priver plos longtemps de icara droits politiques les membres des aocienoes classes réguantes lorsqu'ils s'enfreignent pas tea lois de l'Etst aorialiste et qu'ils n'essaient pas d'entraver l'édification et la consolidation de la société socialiste. De même tombe la nécessité d'une différence entro le droit électoral des ouvriers et celui des paysans. Les paysans, qoi sont presqoe intégralement entrés dans les kolkhozes, sont des créateors de la société socialiste.

Le pouvoir soviétique, qui a lolté jusqu'ici pour la destruction du capitalisme et la ligolation des classes exploiteuses, pour l'extermination des racines du capitalisme, pour l'établissement des assises du socialisme, a désormais construit le socialisme dans notre pays et son but est aojoord'hoi, tout en défendant et en accroissant la propriété socialiste et le système économique socialiste, de continoer à marcher de l'avant, vers l'édification du communisme intégral.

Il est déjà aujourd'hui un pouvoir qui repose sur la base solide de la société socialiste. La force de la société socialiste réside dans la démocratie socialiste. C'est la démocratie socialiste parce que la société socialiste est dirigée par le peuple. La démocratie socialiste n'assors pas seulement un peuple entier des droits démocratiques mille fois plus larges, elle garantit aussi au peuple des droits tels que la démocratie bourgeoise la plus avaocée n'a jamais pu en garantir. Il suffit d'évoquer le droit au travail.

Otto Bauor, le social-démocrate autrichien, dans son article sor le projet do nouvelle Constitution de s Inliounaire. L'expérience du droit « au travail a fait sa première apparition dans les orages de la grande « révolution française. A la Constitution de 1789, Mallaud et Targot e proposaient d'inscrire également le droit so "travail dans la Déclaration des droits de l'Homme et du « Citoyen; la Constitution bourgeoise « rejeta cette proposition. Le mot « d'ordre du droit au travail réapparaît dans les grandes crises économiques de la première moitié du « XIXe siècle, avec le chômage do- o rable qu'elles engendrant : il est s défendo par le socialisme otopique de cette époqoe. par Fourior s et Considérant. Lorsque la classe « ouvrière parisienne renversa la « royauté aux barricades de Février 1848, elle impose la proclamation du droit au travail. Le 25 « Février 1848, la premiioo ouvrière « dicte au gouvernement provisoire s le décret suivant : « Le gouvernement provisoire de la République « français» s'engage à garantir du « travail à tous les citoyens. a Mais « le droit au travail dans la société « capitaliste se réduit à la meotable « expérience des ateliers nationaux. « La lutte pour es réalisation es « termine par la sanglante guerre « civile de Juin. La classe ouvrière « a peino écrasée dans le sang, la « bourgeoisie s'empresse de rayer de « la législation républicaine le droit « au travail.

(A suivre)

Chez **Khôi-Ky**
Travaux de vitrerie
Glaces d'installation et pour Pare-Brise d'auto
Etalages et vitrines
Machine pour biseautage chanfreinage
18 Ferblantiers — Hanoi
Télép. n° 858

Imp. spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trjan văn-Phú

DEPOT LEGAL
INDOCHINE
N° A834

1ère ANNÉE N° 15 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 25 DÉCEMBRE 1936

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS
Directeur politique : Nguyên-Văn-Tiên
Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60.
Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant.
Administration-Rédaction : 2B, NguyênTrai - Hanoi

Le mouvement politique de la classe ouvrière a pour but final la conquête du pouvoir politique ; pour cela, une organisation préalable de la classe ouvrière ayant pris d'elle—même naissance dans la lutte économique est indispensable.

La politique du parti socialiste S.F.I.O. et le mouvement ouvrier indochinois

Le gouverneur général Brévié n'est déjà embarqué pour l'Indochine. Il sera ici dans trois semaines. Il n'est, par conséquent, pas inutile de rappeler ce qu'est la politique coloniale du Parti socialiste français. Appelé par la confiance du gouvernement de Front populaire à diriger le destin de l'Indochine M. Brévié sera considéré par les masses coloniales comme le représentant et l'exécuteur de la nouvelle politique coloniale de la France populaire.

Au 23e Congrès national du Parti socialiste S. F. I. O. une adresse aux peuples des colonies, pays de protectorat et territoire sous-mandat a été adoptée.

En voici, texte :

Le Congrès du Parti socialiste (S. F. I. O) veut adresse l'expression de son active solidarité.

Il connaît votre misère, il a la volonté d'y mettre un terme.

Avec le Front populaire un pouvoir une ère nouvelle commence pour la France laborieuse, aussi bien que pour les peuples qu'elle associe à sa destinée.

Les espoirs qu'a soulevés la victoire du Front populaire ne seront pas déçus.

Toutes les inquiétudes, toutes les souffrances ne seront pas abolies en un jour.

Mais dès maintenant, les hommes de bonne volonté sont à l'œuvre pour vous apporter plus de justice et plus d'humanité.

Le Parti socialiste vous ne donne l'assurance fraternelle.

Dans ce but, il vous appelle à participer à l'ensemble de l'œuvre du Front :

Amnistie large et humaine ;

Abolition des lois et décrets d'exception ;

Organisation démocratique des droits civiques

Mise au vigueur des libertés démocratiques de la Métropole (liberté individuelle, liberté de conscience, liberté de réunion, d'association, de circulation, liberté de la presse) ;

Instruction générale et obligatoire pour tous les enfants indigènes, cette réforme comportant en première ligne la construction des écoles indispensables ;

Grands travaux d'assainissement et d'urbanisme pour améliorer rapidement les conditions d'hygiène de la population indigène ;

Reconstitution de la petite propriété paysanne et défense vigoureuse des indigènes contre l'usure ; moratoire des dettes ; prêts agricoles.

Application automatique et intégrale aux indigènes de la législation sociale et de la législation du travail en vigueur dans la métropole ;

Application de principe : A travail égal salaire égal ;

Création d'un fonds de chômeurs.

Espérons que M. Brévié tiendra compte de l'esprit qui anime le parti de la majorité qui l'envoie ici et qu'il ne nous décevra pas comme son prédécesseur socialiste Alexandre Varenne.

M. Brévié jusqu'ici s'est cantonné dans une attitude de prudence, de réserve. Ni lui, ni M. Montet n'ait prononcé aucune parole décisive. M. Brévié précisera après une prise de contact avec l'Indochine, la politique qu'il entendra y poursuivre. Il ne vent pas des idées préconçues. Peut-être il fait bien. Seulement nous tenons à le mettre en garde contre les idées préconçues de la bureaucratie qu'il est appelé à diriger. Les meilleures initiatives seront entravées par le vieux système d'administration coloniale. Des forces occultes travailleront dans l'ombre pour l'isoler du reste du pays, pour l'empêcher de voir les « réalités indochinoises », de connaître les souffrances et les aspirations des masses laborieuses.

Pour réaliser la « nouvelle politique coloniale » en Indochine, il importe que M. Brévié, soit résolu, dès la début, à agir et à réagir avec fermeté. Ses premiers actes décideront de son œuvre en Indochine. L'épuration des cadres est encore une mesure à prendre immédiatement.

LES DEUX TERREURS EN BRANLE

Les deux greniers de l'Indochine, chers aux géographes, correspondent aux deux grandes fabriques de dividendes capitalistes, deux grandes classes gardées du capitalisme : les mines au Tonkin et les plantations d'hévéa au Cochinchine. Ce sont en même temps deux fortoresses du mouvement ouvrier indochinois, deux bataillons de l'armée prolétarienne indochinoise. L'exploitation dans ces bagnes dépasse toutes les imaginations. Demandez à l'ouvrier que vous rencontrez, au nécessitous qui vous tend la main s'ils voulent y travailler, ils secouent la tête, laissent tomber un non à peine perceptible, l'air grave, les yeux rêveurs, comme pour songer à leurs frères, leurs cousins, leurs amis ou leurs co-villageois qui ont laissé leurs os là-bas, dans ces régions lointaines. Les seuls noms de ces localités les effraient. Hongay, Haïon, « Caontchouc » sont pour eux synonyme de retour incertain, do mort certaine Car le climat tue, le travail, le patron tuent. Quo do crimes commis dans ces coins perdus où les patrons régnant en maîtres absolus, où l'autrà n'est permise qu'avec leur autorisation, où les gradins do houilles, les plantations d'hévéa sont jalonnés d'ossements humains !

La misère et le désespoir des exploités se traduisent au début par des anicides et des assassinats do surveillants. Les premiers passent inaperçus on sous l'noil indifférent du gouvernement colonial ; les seconds, avec leurs suites habituelles les répressions sanglantes. En 1927, un ouvrier d'une plantation, acculé à la révolte, ayant tué un surveillant, dix sept autres tombèrent sous les balles vengeresses.

Plus tard, éduqués dans la lutta même, les exploités réagissent par des luttes collectives qui tendent do plus en plus à avoir un caractère organisé et do masse.

Les récentes grèves no sont qu'une forme élevée do cette réaction ouvrière. Rien d'autre. Mais nos gouvernants ne veulent et ne peuvent y rien comprandre. Ils y voient toujours une machination montée de toutes pièces par des « énergumènes ». Dès qu'une grève éclate tout l'appareil d'état est mis en bran'e et s'abat de tout son poids sur les pauvres affamés dnot lo crime est de demander à manger un peu plus qu'on ne leur donne: la Garoisou sonno l'alarme, la Gondarmorie court, la Sûreté vole ... au secours du patronat

Nous n'exagérons rien. Voici les faits. Lorsque la grève des mineurs de Camphamine éclata, la nouvelle est télégraphiée, téléphonée dans tous les coins du pays. M ARNOUX, chef do la Sûreté du Tookin esuto dans son antre, fila vers Hongay. Ses acolytes, blancs, jaunes lo suivent, révolver au poing. M. BOUBAL de la Sûreté do Haiphong dépêche son « bataillon de choc » sous le commandement de son spirituel adjoint VINAY, tandis que la caserne do Quang-Téo retentit des cris « aux armes ». 200 gaillards [illegible] sous les ordres du Capitaine de la Garoisey de Haiphong. Le Résuper envoie de son côté M. Delsalles, inspecteur des affaires politiques et administratives, suivi de près par M. Massimi résident do France à Haiduong, flanqué de son larbin Cung dinh-Vân. Pour compléter, la liste, quelques détachements do milicians Thai, dans la soucipeut-être do mettre à l'épreuve les gestes combattives do ces primitifs.

En moins de rien, toutes les places, tous les édifices sont gardés militairement pendant que les rues regorgent des têtes de M. Arnous.

Tout cela pour une grève dont lo calme est reconnu et relaté par toute la presse quotidienne.

Mais pourquoi tant do précautions, tant do forces déployées ?

D'abord pour intimidor les grévistes.

Ensuito et surtout pour *représenter les grèves d'ici comme des actes de piraterie, de vandalisme et en justifier ainsi la répression*. C'est dans ce dessein qu'on fit évacuer do Campha en véritable état do siège toutes les familles françaises. Les boutiques, comme obéissant à un ordre, ferment leurs portes. Les mineurs gardent tout leur sang froid devant ces provocations. Uno délégation de grévistes a est constituée et dans l'ordre et lo calme, elle va d'une boutique à l'autre, rassuro leurs propriétaires, lour fait savoir que les grévistes ne sont pas des voleurs, des pirates et les pria de rouvrir leurs boutiques afin do ne p a discréd.ter leurs frères en lutto; Quello riposte judicieuse aos machinations gouvornementales et patronales ! Quello dignité aussi do la part do ces masses affamées !

Mais on ne va pas à la chasse — même à l'homme — pour rentrer bredouille. Il faut du gibior. Alors les arrestations succèdent aux arrestations. Et lorsque, malgré tout, la victoire des mineurs de Camphamino frappeui aux portes do toutes les usines al de toutes les mines et quo des dizaines do milliers de nouvesus combattants entrent dans la tourbillon, toujours calmes et disciplinés, Gouvernement colodial et patronat effrayés par le réveil des masses, les font encorcler et mitraquer sauvagement : uno dizaine d'agonisants jonchent lo sol parmi des lambeaux de vêtements, da cheveux, de cbair. Les prisons sont bondées de grévistes : nno vingtaine à Cao Bang, autant à Nam dinh, à la prison civile do Haiphoog, 8 à Hongay, 3 à Hatou. 12 à Mong-duong et 1 à Dèn-Công.

Leur avenir? Un avenir des plus sombres. car leurs noms seront portés sur la liste noire et toutes les portes leur seront fermées En attendant. Ils gémissent dans les prisons. Pour une semaine, un mois dout mois, on n'en sait rien, car la sentonce dépend du seul bon plaisir des juges. Voici lo procès de Namdinh Sur lo banc des accusés : onse ouvriers do la Fabrique do tapis, onze grévistes, inculpés do tentative de violences et voies do fait. Les victimes : dans tristes individus. Le premior est un flic, la second, un surveillant de la Fabrique, autre flic du patronat. Tons dens déclarent n'avoir reçu aucuns égratignure et ne pas reconnaître leurs prétendus agresseurs aur la banc des accusés Ceus-ci n'on récoltent pas moins chacun quinze jours de prison, pour avoir troublé la fête, — car c'est là le véritable motif de leur condamnation

Ainsi donc, 161 jours de p ison pour avoir participé à une grévo, tandis que la brute qui abîmo à jamais la santé d'uno mère et tue l'enfant qu'elle porto dans son sein, ne tira d'affaire avec 120 jours de prison

Parallèlement à cotta terreur politique, l'autra, la terreur économique, bat son plein. Dans toutes les firmes, on procédo à « l'épuration » des éléments indésirables Sur ce point, l'administration coloniale joue un rôle des moins dignes pour no pas dire abjeot.

Citons quolques cas concrets ot des plus récents. Premior oxemplo : Uno soixantaine d'ouvriers de la Sté, des Cimonts à Haiphong demandent una augmentation de salaire, parce quo, disent-ils le prix du riz augmonte do 40 /-. Le Sous-Directeur de la firme M. De Boisef les assure do sa bienveillance a et leur dit quo réponse leur sera donnée dans la quinzaine. Entre temps il conseillo aux ouvriers de retourner à leur travail, ce qu'ils font sur lo champ. Puis, comme c'est de règle un coup do téléphono et voilà M. Boubal qui arrivo avec ses janissaires. M. Vinay, administrateur Maire do la Ville, intervient lui aussi. Et la sainte Trinité du port se concerte pour examiner la question ot la résoud : les ouvriers sont renvoyés par petite paquets sous lo prétexte mensonger do manque d'e travail. En moins d'uno semaine, tous les pétitionnaires se voient ainsi payés de leur confiance en monnaie de singe.

Deusième exemple. et toujours à l'actif de M Boubal : Cinquante ouvriers de la Sté Sauvage réclament leur arriéré des 5 mois écoulés depuis Mai 1936. Sur la refus de la Direction, ils demandent l'intervention du [illegible] de la ville qui mettra sa compétence. Les ouvriers pensent alors à co monsieur tout puissant qu'ils connaissent tous pour ses « sollicitudes » pour les humbles et dont la figure à forme du poire respire la bonté. Ils so présentent donc chez lui. Noire chef de la Sûreté les accueille aimablement, lo sourire professionnel aux lèvres, les félicite ot leur promet appui.

Quelques jours plus tard, les ouvriers sont on effet, payés «... renvoyés.

Alors M. Boubal, vous aurez sur la conscience la mort lonte de ces cinquante ouvriers que vous condamnez désormais à la misère noire, comme vous partagerez avec M. Vinay la responsabilité des souffrances qu'endurcot ces 60 familles ouvrières que vous livrez aux affres du chômage.

S'il arrivs un jour à la tête do ces affamés des idées «subversives», la faute n'en sera pas aux « agents de Moscou », mais bien à vous, aux vôtres.

« Le rongédiement des ouvriers,— nous objectorez-vous peut-être,— c'est l'affaire des patrons ».

Mais qu'attendez-vous donc encore pour ne pas intervenir?.

Que dirait-on de votre silence devant ces revrois scandaleux ?

Pour terminer, rendons à nos gouvernants cette justice qu'ils sont intervenus dans la récente grève des ouvriers de la Fab ique do Tapis à Namdinh pour faire réembaucher les grévistes congédiés (Voir Dông-Phap du 9-12 36). Mais il faut dirs aussi quo si une partie des ancione ouvriers sont réintégrés, si les brisours de grève qua la police protégeait sont chassés, c'est uniquement parce quo ces «jaunes» na comprannent rien au métier, quo les dividendes du Patronat menacent de co fait de diminuor, que la réintégration est dono nécessaire, que l'épuration 100 / s'avéro impossible.

Où il est démontré qua le Gouverement colonial s'occupe plutôt des intérêts des exploiteurs que de ceux des exploités. qu'enfin de compte, ces derniers sont toujours sacrifiés ot qu'ils ne peuvent défendre efficacement leurs intérêts tant qu'ils n'ont pas leurs organisations à eux

(Voir la suite en 2e page)

Les scandales de Thai Binh

Les documents arrivant à la dernière minute, no nous ont pas permis de publier dans ce numéro la plainte des habitants du village de An phu contre les autorités communales pour exactions diverses.

Nous avons reçu no même moment des documents de grande valeur provenant de 8 villages de Thai-Binh, sous le titre :

« Les scandales de Thai Binh »

Nous publierons prochainement une affaire qui montre avec clarté comment on pressure les travailleurs de la terre.

Qu'il soit persuadé que le sens, le véritable sontien du Front-populaire, en ce pays, n'est point du côté des capitalistes française ni des bourgeois indigènes qui sont hostiles à toute réforme meie bien plutôt du côté des masses laborieuses des villes et des campagnes qui viennent de donner, par une démonetration magnifique de leur force et de leur discipline, un avertissement décisif aux réactionnaires de ce pays,

L'AUTRE «INCORRECTION» ET L'AUTRE " COUP DE FORCE "

Le grand Conseil des intérêts économiques et financiers a donc abordé la question de l'application des lois sociales en Indochine. Séance tumultueuse, comme on s'y attendait. Tous les magnats de l'industrie et du commerce vilipèrent. M. Baffeleuf, président de la Chambre de Commerce et d'Agriculture de Hanoï, ouvre le feu : « C'est, dit-il, une incorrection à notre égard que d'appliquer ici ces lois là ! »

Décidément, il faut tout le génie, toute l'énergie, toute l'audace... coloniales d'un Baffeleof pour pondre ce chef d'œuvre de la morale ».

Paovre M. Baffeleuf ! Lui-même, après cet effort surhumain, chacelle ei pour ne pas a lomber dans... l'abject s'accroche tant bien que mal à l'argument de l'intérêt général : « ...incorrection à l'égard de la population annsia a-t-il oin d'ajouter.

De quelle population donc voulez-vous parler, M, Baffeleuf ? De cette « population » de conseillers types Haal-Ardin, Bui Quang Chieu-Pham Huy Luc ? De cette population à qui déliont entre ses mains tous les leviers de commande du pays ? Car la population ouvrière et paysanne indochinoise ne saurait que faire de votre défense de son honneur ne de sa dignité. Elle s'accommoderait à merveille, au contraire, de cette « incorrection » qui lui procurerait des conditions de vie plus humaines. Ou bien, si elle se pique de « morale », elle se verra obligée de vous rappeler un à devoir », car c'est de votre part une incorrection pour ne pas dire une malhonnêteté que d'abuser du nom des autres pour servir vos propres intérêts.

Mais en quoi consiste cette « incorrection » que relève le leader Baffeleuf at qui rallie à lui toutes les voix de la réaction coloniale ? Tâchons de la dégager à la lumière du « baffeleuvisme ».

Si les lois sociales sont appliquées, la durée du travail diminuera, les salaires augmenteront. Par conséquent, la vie matérielle des travailleurs s'améliorera. Ils pourront donc consommer davantage. Ils pourront donc acheter davantage. Ils pourront donc vivre mieux. Ils pourront donc se nourrir mieux. Ils pourront donc se vêtir mieux. Ils pourront donc se loger mieux. Ils pourront donc se soigner mieux. Ils pourront donc se cultiver mieux. Ils pourront donc se distraire mieux. Ils pourront donc se reposer mieux. Ils pourront donc se développer mieux. Ils pourront donc se perfectionner mieux. Ils pourront donc se civiliser mieux. Ils pourront donc se moraliser mieux. Ils pourront donc se spiritualiser mieux. Ils pourront donc se sanctifier mieux. Ils pourront donc se diviniser mieux. Ils pourront donc se déifier mieux. Ils pourront donc se transcender mieux. Ils pourront donc se surhumaniser mieux. Ils pourront donc se surnaturaliser mieux. Ils pourront donc se supernaturali

NOTRE ATTITUDE
DEVANT LES GRÈVES

Décidément,l'Indochine est d on tournant de l'Histoire.

Au lieu de rester diaperées, les mosses lo briennes des mines de Tinh-Tuc nux plantelions de BenCui, prennent conscience de leur force et s'unissent pour la défense de leurs intérêts communs. Edu-qués par la seule misère, le foim et le froid, elles s'organisent, se dressent et engagent la première bataille avec le patronat spatialeux.

On estime d 50.000 le nombre total des grévistes.

50.000 ouariers qui n'en peuvent plus, tant ils ont été exploités, pressurés, maltraités !

50 000 travailleurs obligés de retuser un trovail devenu intolérable !

50.000 opprimés unimés par la même volanté de lutte !

Que ceux qui refusent de ·reconnaître l'existence d'un prolétariat indochinoise se dessillent les yeux !

Les manifestations et les grèves qui olennent d'éclater un peu partout sont une riposte vébémente d leur adresse.

Qu'ils se détrompent,le gouvernement rolonial, s'obstinonl d croire qu'il n'y a de révolutionnaires que quelques illuminés ; que les masses, au contraire, ne veulent rien, ne demandent rien, qu'elles ne sacent rien... Quoi ? Les masses ne snvent rien, elles qui peinent et qui souffrent, qui olvent et qui pensent ? Une conception erronée consiste d abriter tout mouvement hiérlolique d des chefs plus ou moins connus. On néglige les masses.

Les mouvements des masses sont inéotlables de·le régime actuel, régime fondé sur l'antogonisme des classes, sur l'affmotion de la multitude par une poignée de forbans capitalistes. Quand, pour augmenter la mnsse du ·profil le patronat ne ·paie pas aux salariés, le tiriié minimum nécessaire d leur existence, ceux-ci entrent en grève. Et cela au risque d'attirer sur eux les plus grands dangers, les plus dures souffrances.

Mais si nous ne sune tons pas les grèves, nous avons du moins des devoirs d remplir envers lrs grévistes. Notre devoir est de leur venir en vide, d'opposer et de faire ubouttr leurs revendications légitimes. Puis il nous faut défendre les manifestants contre les répressailles possibles d'un patronal qui se sent trop facilement lésé. Il nous faut encore — et nous précisons ici notre attitude — éclairer les travailleurs d'Indochine sur la partée réelle d'une arme qu'ils ont entre les moins, dont ils usent déjà et dont il est indispensable qu'ils puissent user légalement : la grève.

Employée nour fins d'obtenir certaines réalisations immédiates ou de manifester la solidarité prolétarienne la grève ronstitue, dans l'étape présente de la lutte comme dnns les étapes ultérieures un ·excellent moyen de combat. Mais ce n'est pas l'unique moyen de combat, ni le plus sûr. La grève économique, d elle seule, n'émancipe pas les masses. Car économiquement nous sommes infiniment plus faibles que nos adversaires. Dix jo rs de ·grève ne les tuent pas mais nous tuent. Ils le savent et le disent. Nous ne les oaincrons donc pas sur ce terrain-là ; mais supérieure en nombres, nous les vaincrons sur le terrain de la lutte poli tique.

La lutte économique ne on pas sans la lutte politique. Celle-là aise a l'amélioration partielle des·conditions d'existence des travailleurs. Celle-ci vise d l'affranchissement total du prolétariat, par la suppression du régime de « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

COMMENT ON VOLE
nos paysans

Riz ères : $\frac{2.07}{2} \times 1285 = 1329,975$

Terrains et étangs $\frac{1,50}{2} \times 221 = 110,50$.

Ces sommes ainsi Oxées doiveut être strictement perçues par les autorités communales. Or la ,vérité est tout autre. Qu'on en juge.

Ao 5e mois dernier (Juillet 1936) voici comment on fait payer les contribuables.

Les autorités communales à chaque·rentrée des impôts ·reoivient une occasion favorable à leur dessein de ,pressurer ·les habitauts. Elles commençaient par affirmer que ·le· plan cadastral n'est pas juste. Au lieu de 1285 man marqués il n'y avait que 1070 mau exactement,disaient-elles. Or, vera 1928 – 29 le plan cadastral du village a été refait, il enregistrait non pas 1285 mau comme auparavant mais environ 1200 mau. Il n'y avait pas de diminution de la surface cultivable mais augmentation. C'est un fait.

D'après les autorités communales la superficie imposable devint alors 1070 mau au lieu de 1285. La somme 1329,975 exigée par l'administration provinciale fut ainsi répartie aux propriétaires de 1070 man seulement. Résultat : les propriétaires de ces 1070 man durent payer davantage que ce qu'ils devaient au Trésor, centimes additionnels compris.

Voici ce que dit une de ces victimes, au parlant de la rentrée des impôts du 5e mois :

« Nous avons 5 man 01ß de rizière·en ét'étangs. Au dernier terme (5e mois), en moyenne nous avons à payer 2$,0 par mau. Nous payions alors un total 13$50 Pour ce terme (10e mois) le ly-truong (maire) nous exiges de nouveau 13$50. Il déclara ne pas nous donner de reçu dans le cas oo nous ne verrions pas ioialement cette c·somme. Nous étions obligés du régler par la voie postale la somme de 6$25 montant exact de nos impôts, au ly-truong (lettre recommandée avec accusé du réception a n· 857 en date du 9 Décembre 1936 a mandat postal n· 044 × 019.30$) »

Un premier vol a donc été commis au dépens des contribuables. Légalement l'impôt par mau était 1$035, en fait, on l'augmenta à 2$70 comme l'a montré l'exemple précédent.

Si le plan cadastral a subi un rnde aseani quand il fallait répartir la somme 1329$,975 aux petits propriétaires, quand il s'agit de porcevoir,il fut par contre respecté et comme il Celle fois-ci ce fut plus seulement les propriétaires des 1070 man qui avaient à payer davantage que leur dû mais bel et bien les propriétaires des 1285 man, toujours avec le taux rebaissé des impôts. Deuxième vol donc.La différence ramassée dans la perception des impôts de 1285-870 : 415 man n'ira donc certainement pas au Trésor.Elle n'ira certainement pas aussi à la caisse communale.

La méthode aussi appliquée en ce qui concerne les rizières fut naturellement étendna à la perception. des impôts des terrains et des étangs

La somme 110 p.50 légalement reconnue comme dûe par le village fut non pas répartie aux propriétaires des 221 mau légalement inscrits au plan cadastral ! mais aux propriétaires de 120 mau seulement. Il en ressort d'après les témoignages des villageois que l'impôt par mau fixé par l'administration pour le premier terme (5e mois) à 0$50 fut rebaissé à 1$00.

C'est clair comme le jour que les paysans sont volés. Ce qui est curieux dans l'affaire c'est que le Tri-phu à qui incombe la tâche de vérifier la perception des impôts ne souffle mot. Les chiffres que nous avons recueillis au cours de notre enquéte sont trés variés car remarquons que les sommes réclamées, quoique Oxéca aveo précision par l'administration, varisient en fonction de la crédulité des contribuables. Plus le propriétaire est faible plus il paie ; aussi l'impôt par mau que mau de rizière au 5e mois dernier atteignit suivant chaqua ess 1$30. 2$00, 2$50, 3$00. Evidemment le taux le plus fort était toujours appliqué aux pauvres.

Rares sont ceux qui, comme notre correspoodani ont le courage de signaler ces exactions. Les paysans d'ordinaire peur ne pas s'attirer des difficultés aveo l'Administration se résignent à payer. C'est un spectacle très courant de voir les familles réduites à tout vendre pour pouvoir faire face à ces impôts singulièrement rebaussés. Le paysan an 5e et au 10e mois vit vraimeut dans un cauchemar. Tout retard dans le payement donne prétexte à mille misères. Régulièrement à cette époque on voit des scènes du ce genre: des veilleurs frappant des contribuables retardaires, des buffles confisqués, des bouts enlevés, des meubles jetés sur la route. Ces spectacles,à la campagne,deviennent chose courante. Les mandarins eux-mêmes général ement ferment les yeux Eux aussi doivent bâter la recolte des impôts. Le retard peni leur amener de désagréables surprises. Leur avauesmeni risqueraii d'être compromis.

Dans le Thai-Binh au particulier la population est nombreuse. Plus de 1000 hommes grouillent dans un kilomètre carré. L'abondance de la main d'œuvre abaisse considérablement les salaires paysans. Un salarié agri cole gagne son veut 10 sous poor toute une journée de labeur. Pendant ·e temps sa femme et ses enfants s'occupent du ·petit lopin de terre que lui ont laissé ses défunts parents. Avec le rix qu'il récolte, avec l'argent qu'il remasse, il ne peni ni manger, ni boire à sa soif suffisamment. Deux, trois piastres représentent pour lui une fortnne. Invariablement après la perception des impôts il ne lui reste rien.

Qu'on s'étonne maintenant pourquoi il s'impatiente ?

On l'écrase avec des impôts enlourés de toutes sortes de centimes additionnels.

On la mettraite. On l'exproprie. On exploite sa résignation et sa sobriété.

L'empêche t-on de murmurer ses regards d'admiration vers ce pays où résonne le chant du travail valnqueur ?

L'empêche t-on de ·penser à ses frères qui là-bas ed.lient la société nouvelle ?

L'empêche t-on de se demander: « Comment ces-ils fait ? »

L'AUTRE « INCORRECTION » ...

quent, la plus-valne diminuera. Donc l'application des leie sociales ent aux intérêts du Patronat. Donc, elle constitue une « incorrection » à l'égard du Patronat.

La propositiou iuverse n'est pas moins vraie.

Si les lois sociales ne sont pas appliquées, la derée du travail ne diminuera pas, les salaires n'augmenteroui pas. Par conséquent, la plus-valne, c'est-à-dire la portion du travail non payée, volée à l'ouvrier, sera respectée. Donc la non-applicatien des lois sociales suit sex intérêts du prolétariat. Oone elle constitue nne « incorrection » à l'égard de prolétariat.

C'est bien cela, le raisonnement n'est-ce pas M. Baffeleul ?

Ou bieu, voues voulez parler, non pas de l'application des lois, mais de la·manière dont elles sont appliquées ? Vous avez dit, en effet, en substance ce ·que vous avez été consultés et on n'en a leun aucun compte. Celte manière d'agir est une incorrection ». Oh ! si ce n'est que cela, ce n'est pas bien grave. Ce n'est qu'une petite, toute petite « incorrection » puisque vous avez encore ce privilége d'être consultés. L'autre, la grande, c'est par exemple lorsque vous donnez à vos domestiques des coups du boite par derrière, car vos boys ou ves ibi-bai n'ont jamais été consultés au préalable sur ce sujet qui parait les intéresser au premier chef.

* *

Oous ses propos inconséquents M. Baffeleuf tombe par hasard sur un mot juste lorsqu'il dit que l'applications des lois sociales en Indochine est un « coup de force ». Nous ne voulons pas, dit-il, de ces lois (sic) étrates », qui naiseni à nos intérêts. On les applique contre notre gré. C'est un coup de fores à noire égard. s

C'est juste. C'est la vérité brolale. L'histoire n'est faite que de ces « coups de force » là.

La royauté française, qui je sache, ne veut par qu'on la f..., par terre. La Révolution l'envoie aléger sur l'échafaud. « Coup de force ».

La Tsar ne vent pas de cette accusilles de bolcheviks qui adésbonrents la Russie. La bourgeoisie mondiale ne veut pas de ces Soviets qui sont un défi à la civilisaiions. La cnnaailles triomphe, le fascisme est abattu, la bourgeoisie vaincue. Les Soviets ne sont mieox que jamais. «Coup de forces !

Oo bien toni près ·de nous, les Tardieu et'Cie ne veulent pas des Thorez,ne veulent pas do Front Populaire inspiré par cra s vendes à Moscous. Les Tuorez méuent les masses à la victoire. Le Front populaire menace le régime capitalisle. Le Gouvernement, du Front Populaire s'impose. «Coup de forces !

Ou encore à nos portes et à nn échelle plus petite, les rois de la bouilli du Youkin ne veulent pas qu'on les dérange dans leur besogne de sangsun. Le mineur ne réveille et les oblige à lui rendre.on pen de son sang qu'ils ont aucé. « Coup de force a l

Ou eofin, pour revenir à nos lois sociales, du patronal français n'a pas voulu de ces lois. Le prolétariat les a imposées par ca mouvement historique de grève dont le signal a été donné par les métallurgistes parisiens. Résultat : ces lois ont été volées presque sans résistance.

C'est ce « coup de force » qu'il a imposé à la bourgeoisie de la Métropole, que le prolétariat français, fidèle a son devoir de solidarité prolétsrienne,interoationale eetend imposer aussi à la réaction coloniale dans l'intérêt des masses travailleoses d'Indochine.

Mais ce « coup de force » du prolétariat de la Métropole, pour qu'il fasse sentir toel son poids, doit être suivi, appuyé, complété par l'autre « coup de fores », déciaif celui-là, le « coup de force» du prolétariat indochinois lui-même.

Ce dernier a compris sa tâche et prépare activement son propre « coup ».Les grèves des mineors de Hongay, de Mougdzuong, de Camphamine, de Campha port, de Halsm de Tiub-Tuc, la grève des ouvriers tapissiers de Nsm-Dinh, celle des typos et des menuisiers de Hanoi, celle de l'Arsenal de Saigon, la grève générale des chauffeurs d'autobus et des tramways de Saigon, la grève des cheminots... sont autant d'éléments constitnifs de ce « coup de force » du prolétariat indochinois.

Au Gouvernement du Front Populaire de l'aider dans sa tâche, en lui dotant de ses organisations de classe.

En le faisant, il ne fera que renforcer ·sa propre position, car les masses laborieuses indochinoises sont les seules forces de ce pays qui lui apportent un soutien sans défaillance.

Aveo elles et avec elles seulement, M., Moulet pourra traduire en acte ce deli qu'il a lancé à tonies les forces réactionnaires de la coloule: « Je passerai outre ».

LES CARACTÈRES DU MOUVEMENT PROLÉTARIEN ACTUEL

Après une période da silences et de reoforcement intérieur, le prolétariat d'Indochine se réveille.

Les terribles années 1931,1932 et la politique prétendue libérale de l'Administretieu coloniale nebévcet de dégager sa conaissence de classe. Il entre enfin dans le courant meudial de la lutte ouvrière.

Du Nord au Sud de la presqu'île, las grèves succédent aux grèves. Les ouvriers se dressent résolnment contre la rapacité patronale avec une velueté et une discipline remarquables. Dans presqun tous les cas, ils ont arraché la victoire,quoique le patronat ait tout mis en muvre pour briser leur magnifique mouvement. Plus la lutte est dure, plus leur énergie s'affermit et plus ils acquièrent d'espériences pour les combats à venir.

Le mouvement actuel englobant déjà plus de 50000 ouvriers, revêt la forme d'une lutte colleetive pour le relèvement des conditions de vie et de travail

Ce caraciére revendiestif est uet. Dans toutes les grèves, surtout dans celles du Tenkin, les mioones, de Hongay, de Cempha, de Mongdzoung, les menuisiers de Hanoi, les typistere de Namdinh, les mécaniciens de Haiphong, les coolies de Yên-viên (Bacninh), les coolies de Tiohiac (Caobang) se posaient comme objectif principal l'augmentation de leurs salaires insuffisants.A Camphamine,par exemple un homme ne gagnait que 23 sons (2$30) par jour, une femme 18 sons (1$80) et un enfant 16 sous (1$60). Dans certains autres endroits on gagne encora beaucoup moins.Aux chantiere de l'entreprenenr Rasario à Nghé An un coolie ne touchait que 17 sons (1$70) par jour. A la campagne, on gagna des sommes b en plus modiques eue rs.

Les revendieations au sujet des salaires soot toujours accompagnées des revendications sur le régime du travail

Bieu que le Gouveruement colouiat déclare appliquées les nouvelles lois sociales, bien peu d'entreprises lui ontobéi. Ceux des ouvriers, mêm si on les applique sérieuse ment, continuent à vivra dans la détresse, matérielle et morale. Avant la grève, et même probablement après la grève mais sous des formes différentes, ces rognes les salaires par les amendes inévitables. La patronat an distribue par l'intermédiaire des cui et des surveillants qu'il paie aux gages de ses agents, toujours serviles, prennent nn malin plaisir à forcer la cadence du travail jusqu'à excéder la capacité des ouvriere. A Camphamine par exemple on réclamait 24 boules-nets de boulle pour un groupe de 4 coolies alore que pendsnt une journée de 12 à 13 heures ils ne pouvaient de toutes leurs forces que fournir à peine plus d'une vingtaine. Ailleurs, amendes étaient encore accompagnées de peines corporelles comme c'est le cas d'un plantation du Sud où on surveillant alla jusqu'à frapper à mort un coolie ce qui motiva une manifestation violente que réprimèrent les autorités du lieu.

Aussi à la forme revendicative, les luttes ouvrières prennent aussi la forme protestataire contre les abus .'

Les grèves dans le Sud marquent davantage la tendance protestataire.

Les ouvriers du Sed-Annam et de Cochinchine manifestent spontanément contre les abus. Les grèves de Saigon à l'occasion de l'incarcération des militants Tuc, Thao, Ninh sont vraiment saisissantes. Elles prennent même une allure politique.

A Phanthiet les pêcheurs jalsient les poissons à la mer ou en protestation contre l'élevation du prix du sel. A Caothe les balayeurs municipaux faisaient la grève pour protester contre la manuvre de leur entrepreneur voulant leur faire apporter les amandes distribuées par la municipalité. A Badiem les petits marchands ue vendaient pas les denrées en manifestation contre les brutalités dont ils étaient victimes. A Beneui les coolies manifestent contre la brol allté de leur surveillant.

Dans le Nord cette tendance protestataire se manifeste particulièrement contre la bestialité et la malhonnêteté des cais et des surveillants. Les grèves étaient accompagnées d'expéditions punitives contre ces agents du patronal. On devait même les évacuer hors de la portée des grévistes.

Néanmoins les luttes ouvrières ont toutes un caractère calme et ordonné.

Eu ce sens la grève de Camphamine est la plus typique. Non seulemeul l'attitude des grévistes était calme mais elle démontrait que le prolétariat est fort capable de s'organiser avec succès. Malgré le nombre imposant des participants, les mineurs savaient garder un sang froid impartirbable et ne ·se vigilances d'emplaiion. Les piquets de grève, premiers ueyaux d'organisatieu étaient fort bien soutenus par tous les combattants. Les jaunes rencontraient toujonre une résistance acharnée qui mit fin à leur tentative honteuse.

Mais ce qui est remarquable dans toutes ces grèves c'est la' solidarité prolétarienne.

A Hongay, à Campha et dans quelques autres lutes ouvrières la solidarité prolétarienne a été l'un des facteure de la résistance qui parmit aux grévistes d'arriver à la victoire. On a vu avec quel héroïsme les ouvriere se partageaient les denrées prolgnées du riz à Camphamine. A Hongay, ile pratiquaient la demi-ration pour se soutenir jusqu'au bout.

Combien de fois, ils allaient nuuitmes demander la libération de leurs camarades arrêtés. Ils se sentaient attaqués lorsqu'un des leurs tombait dans les griffes de la répression. On les voyait lonjours en fonle, animés du même désir de faire libérer les captifs Ce n'était pas uun manifestation isolée ; c'était une démoustration vivaute de la solidarité prolétarienoua dans la misère, dans la souffrance, dans le combat.

Par rapport aux années précédentes le niveau de la lutte écouomique du prolétariat a beaucenp progressé.Dans certains cas, cette lutte prend même un caractère politique.

Au moment où dans le moude entier les dernières forces du capital groupées derrière le fascisme teutent désespérément d'anéantir l'uvance prolétarienne,le mouvement croissant des masses laborieuses d'Indochine vient à temps pour élargir le front de combat des exploités et des opprimés dans ce pays. Le prolétariat d'Indochine, arrivé tard dans l'arène politique, doit se renforcer d'urgence. Dans la lutte qui oppose le monde pourri de la bourgeoisie à son période de déclin et le monde prolétarien en plein essor il doit s'efforcer d'user sans retard en s'inspirent de toutes les expériences du prolétariat des pays avancés.

A propos de la grève à l'imprimerie TAN-DAN

Les grévistes nous écrivent

Les grévistes de ches Tân Dân :ous ont écrit. Voici les mobiles de leur mouvement.

Le 1er Décembre M. Vu dinh Long leur patron, avait annoncé leur droit au repos du dimanche,à la journée du 9 heures. Le repos hebdomadaire sat compté à partir du 1er Décembre, les 9 heures à partir du 1er ;Janvier prochain. Le lendemain sa ravisant M. Long annonça une augmentaiion de salaires de 10.·/· mais refusa de payer les jours de repos.

S'estimant lésés, les typos réclamèrent :

1) Le congé payé du dimanche

2) L'augmentation de 20./· sur les salaires.

3) Les jours de repos annulés coincidant avec les jonre fériés.

M. Long refusa.

Le dimanche 13 Décembre, le sous-chef d'équipe Giam, celui qui a demandé aux ouvriere de poser ces revendications, s'en alla le premier au travail alors que tous les autres prirent la repos. Devant cette trahison les ouvriers ipostérent en réclamant le renvoi de Giam.

Le mercredi 16 Décembre, ils cntérrèrent leur demaudn.

Le jeudi 17 Décembre M. Long renouvela son refus.

Alors las ouvriers cessèrent lu travail.

Voilà les raisons pour lesquelles ils firent la grève, Ils veulent au nous écrivant exposer à leurs camarades des autres corporations que leur mouvement est légitime et que devant l'intransigeance de leur patron, ils ont quitté l'atelier.

Les marchandes de volailles de Halphong revendiquent

« Nous achetons notre marchondise « dans les campagnes enoirannantes « pour la revendre d Cho-sâi (Haiphong) « dans trois ou quatre jours qui amenuri- « sent déjà considérablement notre bé- « néfice, s'ajoutent des impôts exorbi- « tants qui font que nous ne pouvons « plus oiore avec notre commerce.

« A notre débarquement d Haiphong, « nous devons payer 1 piastre 50 pour « les 50 têtes de volailles (coq, poules, « congrds) Pour les dindons,oies.canards « sauvages, lapins, nous devons payer « le double, c'est-à-dire 0$30 par dizaine. « A notre arrivée au marché, le collec. « teur nous oblige d payer 0$02 ou 0$04 « en plus. Comme nous ne pou ons pas « vendre toules les 50 volailles en un « seul jour, les restantes que nous ra- « portons le lendemain sont de nouveau « taxées d 0$01 par tête. Et il arrive régu « liè:rement que nous devons payer 3 fois « le même impôt pour le même mar- « chandise. En moyenne la vente de 50 « volailles entraine pour nous une perte « de 90 cente. Ce n'est pas tout. Chaque « fois que, le collecteur n'étant pas là, « nous ne pouvons acquitter notre taxe « d temps, la police nous frop·e d'un « amende de 0$60 ».

Suivent les signatures.

Combien de ces plaintes arrivent-elles encore ?

Avec les impôts et les amendes de toutes sortes, le petit commerce s'est ironvé dans une situation intenable. Il est grand temps que l'administration intervienne pour supprimer ce système de fiscalité qui augmente le coût de la vie et qui écrase les petits marchands.

SEMAINE DES GRÈVES

A Gia-dinh le 12 Décembre la grève s'est déclenchée da a tentes les teinturories de la baleine. 600 ouvriers,ont cessé le ,travail dans le plus grand ralme. Comme les blanchisseurs de Saigon,ils demandeiaol :

1· d'augmenterlrs salaires,

2· de diminuer les heures de travail.

3· de bannir l'expoisinn saes cause des ouvriere

4· d'avoir droit au congé du dimanche.

Toutes ces revendiestieuns ont été acceptées par les patrons.

* *

A Govap, le 5 Déc. 200 ouvriers employés au dépôt des Tramways ont fait grève. Comme d'habitude, les patrons cherchaient à paralyser ce mouvement par des menaces. Mais les ouvriers tenaient boo. Le lendemain, comme pour répondre aux agissements patronaux, 70 wattmen et conducteurs d'autobus se sont joints à leurs frères du ·Dépôt. Les trams ·et les autobus,faute de conducteure, ne pouvaient pas circuler. Les patrons, farsaient embaucher des wattmen d'occasion et des chauffeurs à tout hasard. De tout leor possibili.és,ils s'efforçaient de briser la grève qui se prolonge toujours sans résultat certain

Certains patrons craignant nne grève possible ont consenti à accorder quelques concessions aux ouvrieres:

La maison Descours - Cabaud qui, d'elle- même, a fait augmenter tous les salaires de 20·/·. La Société d'Electricité de Hanoi a accordé dra augmentations oscillant entre 7 et 10·/·.

A la Cotonnière de Nam-dinh le directeur a promis d'augmenter tous les salaires à partir du 1er janvier 1937, de 20·/·.

SCÈNE FÉODALE

Une se passe pas de jour où la persécution des défenus politiques n'immole de nouvelles victimes.

Ayant été condamné 2 fois pour délit politique,le vieux Giao-ao Hôlbâm, d'une cinquantaine d'années originaire du village de Vê-Ngbia, phu de Triêu-Phoug, province de Quang-tri, vient de terminer sa peine de 2 ans de prison. Ayant ·lui creuser une rigole pour l'irrigation de sa rizière, il fut l'objet d'une plainte de la part ·des aetorités communales. Il fut traduit devant le Tri-phu auquel il refusa de faire des courbettes, · cette pratique traditionnelle qui abaisse l'homme au niveau de la bête et n'explique avec des gens qui ne pleurent pas à notre père et mère ». Se sentant offensé par cette attitude digne de tout homme qui se respecte,le mandarin,en l'espèce au retour de Francfu lui distribua des gifles bien claquantes sur les joues et trente coups de rotin sur les fesses après l'avoir fait étendre de force à plat ventre sur la sol, les bras et les jambes ligotés à de solides piecx.

Profondément humilié par cette infamie. le pauvre vieillard tenta de se soleider en se mâchant la ·langue. Plutôt la mort que la honte !

A la vue du sang, le Tri-phu l'expédia en toute hâte à l'hôpital où, décidé à ne plus survivre à son bannaur, le vieillard a refusé tout traitement et toute bonrriture, malgré les demandes réitérées de la famille du patient . Le docteur Hy s'est obstiné à ne pas délivrer un certificat médical. Et nous apprenons de bonne source que le Résident de Quang-tri, accourn à ·l'hôpital approuvait l'acte criminel de son subordonné en disant à la victime que le Tri-phu lui avait administré ces trente coups de rotin dans l'intention de lui éviter une troisième condamnation. Ainsi de haut en bas, on conspire systématiquement pour assassiner lachement un ancien détenu politique,un vieillard de 50 ans.

Au moment où nous écrivons ces lignes Hô-Thâm est à son sixième jour de grève de la faim. Le laissera-t-on modrir ?

Nous protestons avec la dernière énergie contre cette répétition de peines corporelles, d'autant plus qu'elle frappe la personne d'administrés qui n'ont été condamnés ni même poursuivis. Nous demandons qu'une enquéte soit immédiatement ouverte et que le forfaitnaire soit sévèrement puni.

Chez **Khôi-Ky**

Travaux de vitrerie

Glaces d'installation et pour

Pare-Brise d'auto

Etalages et vitrines

Machine pour biseautage chaofreinage

18 Perblastiers — Hanoi

Télép. n° 868

Le marxisme notre force idéologique

Le marxisme est une conception du monde, conception matérialiste et dialectique ; la seule qui soit en accord avec les progrès récents des sciences de la nature de nos jours. Ces dernières années des notabilités du monde de la science sont venues au marxisme qui leur apporte une lumière nouvelle dans leurs recherches, les aide à sortir de l'impasse. « L'esprit matérialiste essentiel, écrit Lecluse dans son « Matérialisme et Empiriocritisme » — de la physique et de toutes les sciences naturelles contemporaines sortira vainqueur de toutes les crises possibles à la condition que le matérialisme métaphysique fasse place au matérialisme dialectique ».

Marx et Engels fondaient leur conception géniale sur les découvertes des sciences historiques et naturelles de leur temps. Tous les deux, ils ne sont pas des philosophes de métier mais des hommes d'action et des intellectuels conscients de leur rôle social, ils ne cherchent pas à expliquer le monde par de vaines constructions idéalistes abstraites, ils ont à le transformer. Leur conception est révolutionnaire dans ce sens qu'elle est dialectique. Elle pose en effet, après Hegel le changement comme loi essentielle du monde ; rien n'est tout est atelier changé sans cesse. Déjà au temps de Marx, Laplace découvrait que le système solaire est issu de la transformation d'une nébuleuse, les savants géologues montraient que sans cesse durant des millénaires des couches nouvelles se forment, sont détruites et servent de matériaux pour des couches nouvelles. Darwin fondait la doctrine de l'évolution des espèces vivantes. Toutes ces découvertes apportaient alors à Marx des preuves pour combattre les systèmes des idéalistes qui enseignent la fixité et l'immutabilité du monde. Par toutes ces théories nouvelles des sciences naturelles alors à l'état naissant a fut ébranlée pour la première fois, l'idée que la nature n'aurait pas d'histoire dans le temps : Ces théories montrent d'autre part que la nature procède dialectiquement et non métaphysiquement. Rien de stable, tout change, tout passe. Déjà Héraclite dit : « on ne descend pas deux fois dans le même fleuve ». La société humaine n'échappa pas à cette loi universelle, bien au contraire ; le régime capitaliste actuel est issu de la transformation de monde féodal et la bourgeoisie capitaliste disparaîtra un jour pour faire place à d'autre forme de société.

« Tout le Rationnel est réel et tout le Réel est rationnel, écrit Hegel » si on interprète ceci d'après la loi dialectique de Marx, on aura : le réel est ce qui existe sous nos yeux, porte en son sein l'embryon du son contraire l'irréel ; le réel sera vite affecté d'irrationnalité devra disparaître un jour après avoir épuisé son contenu rationnel.

Le monde capitaliste devant nous est actuellement rongé de contradictions, d'horreurs. Un petit nombre d'individus exploitent des millions de prolétaires qui peinent et souffrent dans la misère. Le désordre est à son comble : l'or du brûle du blé, du café, on jette à la mer des cargaisons de poissons, là on est dans la plus urgente nécessité ! Un peuple veut la paix, indépendant et libre. Des étrangers surviennent, armés jusqu'aux dents, le déclarent sauvages lui font la guerre à mort jusqu'à ce que ce faible soit bien convaincu qu'il a affaire à des civilisés, à des nations civilisées qui lui imposent finalement leur domination protectrice ! Ces exemples montrent que ce monde perd tout son « rationnel ». Il n'échappe donc pas à la loi dialectique du changement universel.

De passage à Hanoi, à l'occasion de la Foire n'oubliez pas, Messieurs, de visiter le Salon de Coiffure

TRAC

86, Rue du Chanvre — Hanoi

Pour avoir un joli complet et à meilleur prix venez chez

La Coupe

Tailleur — Chemisier

24 Rue Lê-Quy-Đôn — Hanoi

Dirigé par CAT-QUY ex coupeur chez CH. MAU'S

De passage à Hanoi, à l'occasion de la Foire, ne manquez pas de venir chez

Tô - My

Le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville Spécialité de nem

47 Rue des Eventails — Hanoi

Spécialités les plus efficaces pour maladies vénériennes Formules d'analyse déposées insérées au Viêt - Bao :

Blennoracure N° 001
Prix Op.50 la boîte

Antiblennorhée N° 003-B
Prix 1p.20 (dose pour 2 jours)

Antiblennoréforce N° 003
Prix 1p.20 (3 jours)

Syphilcure N° 7
Prix Op.80 (4 jours)

Grand rabais de 35% à 40% jusqu'au 22 Décembre 1936

Dông-Tây Y-Viên

32, Rue des Cuirs, HANOI

Draperies — Lainages
Fournisseur en gros pour tailleurs

TAN-MY

Grand Tailleur

5, place Négrier — Hanoi

Lettre ouverte à M. le Résident Supérieur au Tonkin

Monsieur le Résident Supérieur,

Nous, libérés politiques, originaires de Haiphong et des provinces environnantes, avons l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Par le décret présidentiel du 29 Septembre 1936, nous bénéficions de « l'amnistie pleine et entière ». C'est à dire que nous jouissons d'une libération sans condition et que notre liberté est complète, totale.

Mais à notre grande stupéfaction, le jour de notre libération, M. Boubal, commissaire de Police spécial de Haiphong, après nous avoir sommé de nous remettre aux chefs des quartiers, nous a tenu ces paroles qui étaient à la fois menace et ordre : « Oui, vous obtenez une liberté complète, bien entendu, mais c'est là une mesure générale de clémence du Gouvernement de France. Or à côté des mesures générales il y a des mesures locales ; maintenant que vous revenez habiter Haiphong, vous devez suivre mes ordres : vous devrez désormais me présenter à la Sûreté une fois par semaine ... Qui vous pousse à aller ou vous voudrez, mais vous devrez avertir préalablement la Sûreté... Ou bien la présentation hebdomadaire, ou bien les descentes continuelles de police, vous risquerez de voir vous, vos parents et vos voisins emballés. De deux choses, l'une. Choisissez ».

Ayant pleinement conscience de notre droit, nous avons, le 13 novembre, protesté à l'unisson contre cette mesure que nous considérons comme draconienne et arbitraire. Après quoi M. le Commissaire a consenti à la présentation hebdomadaire à la présentation mensuelle.

Mais en tout cas, M. Boubal a agi contre la loi : n'étant pas juge, il nous a astreint à une peine accessoire semblable à la surveillance administrative — peine que nous n'avons pas entendu prononcer le jour de notre jugement : étant autorité administrative, il n'a pas appliqué fidèlement le décret ministériel.

M. le Résident Supérieur, jusqu'ici, on est habitué à nous accuser de porter atteinte à la sécurité publique, jusqu'ici, on nous a présentés comme des rebelles, refusant de se soumettre à la loi. En réalité, les véritables rebelles ce n'est pas nous : ce sont plutôt ces agents d'exécution de la loi, qui, tout en se déclarant les vrais défenseurs de la justice et de la liberté, se commettent des infractions manifestes à la loi ou des injustices révoltantes.

M. le Résident Supérieur, vous êtes à la tête de ce pays, de l'administration duquel vous assumez la responsabilité : nous espérons que vous ne laisserez point des fonctionnaires placés sous vos ordres abuser de leur autorité et continuer à enfreindre publiquement la loi.

Durant les six dernières années, aux bagnes terribles de l'Indochine on a tout fait pour nous torturer et nous maintenir dans une misère sans nom. Aujourd'hui grâce à la victoire du peuple de France, grâce à la mesure de clémence du Gouvernement de Front Populaire, nous sommes arrachés au régime de mort des geôles.

Mais, vous n'ignorez peut-être pas combien notre situation est déplorable après notre sortie des prisons. C'est pour nous tout une vie à reconstruire, et dans quelles conditions ! C'est avant tout la recherche d'un abri (car la plupart des libérés n'ont pas retrouvé leur famille) avec la menace de voir les parents et voisins traqués par la Police ; c'est ensuite la recherche d'un emploi qui nous permet de gagner notre vie, pendant qu'on cherche à reloger le personnel et qu'on refuse d'embaucher les anciens condamnés politiques. Ce sont encore les maladies à soigner, les crises de bronchite ou de tuberculose... Mais ce n'est pas tout. Ce qui est plus terrible encore, ce sont des mesures dites de sécurité municipales : la surveillance administrative et l'interdiction de séjour qui constituent autant d'atteintes à notre droit au travail. En voici quelques exemples :

Notre camarade Nguyên-van-So est originaire du village de Ninh-duy, huyên de An-lao de Kiên-An ; tous les amis et parents qui étaient venus lui rendre visite ou auxquels il était venu rendre visite, ont été convoqués et menacés par M. le Tri-Huyên de la région.

Le 7 décembre, à Haiphong un autre de nos camarades, Nguyên van-Vuong était allé chercher du travail. Arrivé à l'avenue O'Endhal, deux inconnus l'arrêtèrent, voulurent le fouiller. A ses protestations ils répondirent : « Nous sommes des agents de la Sûreté, nous pouvons faire de vous ce que nous voulons. »

Voilà, M. le Résident Supérieur, les tracasseries auxquelles nous sommes constamment exposés. Voilà comment les autorités administratives entendent appliquer le décret d'amnistie pleine et entière.

On cherche ainsi à déformer la volonté du Peuple de France, notre vrai libérateur, à saboter les mesures prises par le Gouvernement de France en notre faveur.

Nous soahaitons donc ardemment :

1° Que les mesures arbitraires dont nous sommes victimes soient promptement supprimées.

2° Que le Gouvernement nous vienne en aide dans notre recherche d'un travail.

Voilà, M. le Résident Supérieur, les vœux que nous vous prions instamment d'examiner.

Les libérés politiques de Haiphong et provinces environnantes

C'est aux riches de payer les frais de la dévaluation

par AUGUSTIN HAMON

La dévaluation est faite. Et comme l'a dit Léon Blum, elle a été faite dès le moment où le Gouvernement a annoncé qu'il allait la faire. *Elle est une conséquence de la politique de déflation suivie par les gouvernements précédent celui-ci.* Léon Blum ne pouvait-il éviter cette dévaluation ? En tout cas, on peut dire qu'au point de vue technique, il l'a faite habilement dans les meilleures conditions possibles. Il a obtenu, en effet, une promesse que ni en Angleterre ni aux Etats-Unis, on ne ferait une course de dévaluation pour maintenir entre les monnaies la valeur du change qui existait avant notre dévaluation. On peut donc dire avec justesse que les monnaies, livre, dollar, franc, sont alignées. Mais elles ne sont stabilisées d'une manière fixe et définitive. Elles seront à peu près stables, grâce au fond de stabilisation créé dans chaque pays.

Il résulte de là une première conséquence : la suppression quasi complète de la spéculation sur les changes, sur les monnaies. Il en sera ainsi parce que chaque monnaie étant maintenue à peu près stable, les fluctuations seront minimes. Et par suite la spéculation sur la monnaie ne paiera pas, c'est-à-dire ne vaut pas la peine d'être entreprise. On comprend par la suite la levée de boucliers des barons féodaux de la banque contre cette dévaluation. La spéculation monétaire est, en effet un des bastions traditionnels de la banque.

Une conséquence de cette suppression de la spéculation monétaire est de ramener la moralité à son but primitif : un échange permettant de se procurer des commodités comme disent les Anglais, des choses comme on dit en France. La monnaie, la spéculation étant impossible ou sans intérêt, cesse d'avoir une valeur intrinsèque. Elle n'est plus une marchandise. M. Tout le Monde doit bien savoir que la monnaie, signe permettant l'achat de commodités n'a nul besoin d'être étalonnée sur l'or. Elle peut aussi bien être étalonnée sur la journée ou l'heure de travail, ou sur l'erg, l'unité de mesure de l'énergie. L'important pour M. Tout le Monde, autrement dit pour le consommateur, est qu'il ait la quantité maximum de marchandise pour la quantité minimum de monnaie.

Il s'ensuit que tout le monde a intérêt à la baisse des prix de vente des objets et au maintien du niveau actuel des salaires, des traitements, des rentes et revenus de quelque sorte qu'ils soient. Aussi est-il de l'intérêt de tous que la dévaluation ne soit pas suivie d'une hausse des prix des choses. Il doit d'ailleurs en être ainsi à moins que les capitalistes industriels ne veuillent saboter la mesure dévaloatrice et utiliser cette mesure pour accroître leurs profits, sous le fallacieux prétexte qu'ils ne l'accroîtraient pas, puisque, l'évaluant en métal-or, ils constateraient que ce profit a très légèrement diminué.

En effet, la dévaluation du franc va provoquer une petite baisse des matières premières qu'il faut se procurer en payant en dollars ou en livres. Mais cette baisse de la matière première ne joue que sur une part du prix de revient, à peine le tiers, plus souvent le quart ou même le cinquième.

Au maximum, jamais la baisse ne devrait dépasser 5% du prix de revient de l'objet manufacturé. Le gouvernement a d'ailleurs prévu de régler cette baisse en agissant sur le taux des droits de douane et sur les contingentements.

Comme on connaît ses saints on les honore. Aussi le gouvernement sait-il qu'avec la mentalité de paiement français, l'augmentation des prix des choses tendra à être générale et bien supérieure à 5%. C'est pourquoi il a demandé à être pourvu des moyens pour empêcher cette hausse illégitime et finite simplement pour saboter la mesure et provoquer des troubles.

Le patronat peut très bien supporter une diminution de son profit par article vendu, d'autant plus que la stabilité des prix de vente provoquerait un accroissement du volume des ventes.

Si le patronat français suivait l'exemple du patronat anglais, il accepterait sans rechigner cette infime diminution de son profit compensée par l'élévation du chiffre des affaires. Et ce serait simplement un très léger prélèvement sur les revenus des riches. Mais ceux-ci tiennent à faire payer les pauvres les masses de consommateurs. Ils tiennent à provoquer des conflits sociaux, de façon à déterminer un état analogue à celui de l'Espagne.

Les deux cents familles jouent avec le feu. Elles s'y brûleront.

Il faut que les riches payent et non les pauvres, car on doit prendre l'argent là où il est et non là où il n'est pas.

Mais la question véritable et cruciale est : « Comment faire payer les riches ? » Accroître les impôts sur le gros revenus, en attendant le recencement des fortunes, et alors un prélèvement de 3 à 20% selon le capital celui de base étant 500.000 francs. Ceci est évidemment possible et immédiatement réalisable.

Il est d'ailleurs d'autres moyens légaux de faire payer les riches. L'un d'eux serait la réforme de la loi de 1867 sur les sociétés anonymes, dans le même sens que la réforme du statut de la banque de France, c'est-à-dire en obligeant les actionnaires à être personnellement présents à l'assemblée générale de leurs sociétés et aux lieu y seraient représentés par l'Etat, ce qui aurait, dans le délai d'un an environ, entièrement à la féodalité financière toute la gestion des centaines de milliards des sociétés industrielles, bancaires, de transport, etc...

Un autre moyen encore est celui réclamé depuis plus de quarante ans par les Radicaux : la nationalisation des assurances et des chemins de fer. Or : soit que les primes payées aux assurances par les assurés ont au moins de 50% trop élevées. On sait que l'Etat garantit aux actionnaires des chemins de fer des intérêts qui s'élèvent jusqu'à 11% de la valeur nominale des actions.

Cette nationalisation donnerait à l'Etat une grande richesse lui permettant de diminuer ses charges et serait directement avantageuse à tout le monde, car la taux des primes et des transports serait considérablement diminué. Et comme tout se tient, comme tout est solidaire, il s'ensuivrait la possibilité et la réalisation d'une diminution du prix des choses. Il faut noter que les actions des chemins de fer et surtout celles des compagnies d'assurance sont spécialement entre

(Suite en 3e page)

Nên đọc **BÁC PHÓ 005**

Phóng sự tiểu thuyết của Tạo-Quang giá 0p.10

Đến janvier 1936 sẽ xuất-bản

TÔI, THỢ MỎ

Thơ và Mandat xin gửi cho : Đinh-Mai 36 Rue Richaud Hanoi

Mua lẻ có thể trả bằng tem 0p.05

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorhagie aiguë ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes

Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau.
Facile et Radical

CABINET MÉDICAL

Dr Trần-Văn-Sang

78 Rue du Poplar — HANOI

Employez la peinture

Gecko

en place de la Citadelle — Hanoi

Propriétaire : PHÙNG-KHU-CƯƠNG

LES PLUS BEAUX PORTRAITS sont signés :

HUONG - KY PHOTO

POUR VOUS FAIRE BEAU POUR ÊTRE JEUNE FAITES-VOUS RASER AU

SALON DE COIFFURE

Pham Manh - Kha

LE RENDEZ VOUS DES HOMMES CHIC

Fleura fratchea Création et restauration de jardin

FLORA

N° 18 Boulevard Gia-Long

Horticulteur Fleuriste
Vannerice Gerbes Bouquets
Entretien des Jardins
Expédition dans l'intérieur

Gravure d'Art

Travail rapide et soigné — Prix modéré — Exécution des travaux de l'Intérieur

Nguyên-khac-Gi

18 Boulevard Gia-Long — Hanoi

LY SENG - BAO

Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Paniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Essayez les Chaussures de la

Maison CU-TAI

174 Rue du Chanvre, Hanoi

et vous serez ravis de leur élégance la mains coûteuse jointe pourtant à la plus parfaite solidité.

LABORATOIRE DE PROTHÈSE DENTAIRE

SINH - SINH

50, Rue Jules Ferry, 50

Hanoi — Tonkin

CH. MAU'S

Tailleur et Chapelier

N° 18, Bd Dong-Khanh — HANOI

ASSURE : que le costume qu'il vous livra est parfait. Portez le pendant une semaine, et si au bout de ce temps vous en êtes pleinement satisfait, son but sera atteint.

ENGAGE : à vous le reprendre s'il en était autrement.

La vie au Pénitencier de Kontoum

DAK PAO

V

Les traitements

Ainsi que nous l'avons dit, les travaux forcés dépassaient pas tellement la force moyenne des hommes. Par ailleurs, malgré leur réputation d'être des gens entêtés, les prisonniers comprirent leur sort dès le premier jour de leur arrivée. Ils ne demandèrent pas mieux que de rester là paisiblement, de faire leurs corvées, d'expier leur peine en toute tranquillité et d'attendre des jours meilleurs. Rouspéter ? A quoi bon ? Au milieu de ces forêts, de ces monstrueuses, entourés de mot barbares et inhumains, ce sera « zigouillé » massacré au premier mouvement par ces miliciens brutaux. Une protestation, pour être efficace, doit être appuyée par l'opinion publique, par la conscience collective. Ici qui nous entendrait ? Qui nous jugerait ? Ici la vie d'un homme valait à peine celle d'une mouche, d'une moustique ! Verser son sang, se faire tuer, était absolument inutile. Donc, l'ordre du « mandarin » transmis par la cadouille moi trouvait dans le milieu des prisonniers une obéissance apathique, ostière, complète. Il est vrai qu'on aurait épargné bien des vies humaines, si, heureusement, on donnait à la milice l'unique fonction de surveillance sous le contrôle éclairé d'un chef blanc. Le travail même eût pu donner un bien meilleur rendement sous cette discipline bumainitaire. Mais non ! Du garde principal jusqu'au dernier des « linh », tous ces agents de l'ordre ne visaient qu'un seul but : brutaliser jusqu'à la dernière extrémité tous les prisonniers. Une langue judicieuse nous fit entendre un jour un mot d'ordre effrayant et qu'elle disait être transmis du haut lieu :

« A supprimer le plus possible ! »

Naturellement ce mot d'ordre recevait un accueil des plus enthousiastes de la part des miliciens moi. On sait que ces primitifs ont toujours fait preuve d'une obéissance irréisonnée. Avec leur instinct barbare ils n'étaient plus refrénés par aucune sentimentalité, aucune cruauté. Bien plus, ils se croyaient soutenus dans leurs barbaries. Entre eux, ils se disaient tout bas :

« On n'a qu'à voir ... Que peut-on y perdre ? »

Et celui qui ne travaillait pas comme celui qui travaillait, celui qui n'obéissait pas comme celui qui obéissait, tout le monde était rudoyé... malmené. Il ne s'agissait pas de raisonner car on n'entendait pas raison par ici ! Nos lecteurs se tromperaient, grossièrement s'ils croyaient que toutes ces brutalités consistaient simplement, en une fessée ou une bastonnade. Quand ces barbares entendaient appliquer le « règlement », quand ils voulaient faire sentir leur autorité ils s'abattaient sur le prisonnier avec toute la fougue instinctive de leur mentalité primitive Tout leur était bon comme instrument : la cadouille, la bêche, la pelle, le fusil, le martese.

Et ils frappaient n'importe où sur le dos, sur l'épaule; sur la poitrine, sur la tête. Ainsi seule la chance épargnait l'heureux patient qui arrivait à la correction. Mais s'il mourait ? Et bien ! c'était très simple. On dressait un rapport « lo nommé Untel est mort de telle ou telle maladie... » Et voilà, avec le dérober soufle du défunt cassainé, l'affaire était close. Quel osera protester ? Le garde principal n'avait-il pas tenu à docteur lui-même à sa tronpe un exemple encoore sgeant, en tuant en de nes camarades sor la route de Dak-Pao.

« Cenque matin, aux coups de clairon de réveil, sitôt après le rassemblement des miliciens, le « mandarin » faisait à ces hommes lastbéories. Que pouvait - il bien leur dire ? Point n'est besbin d'être subtil pour le estsir et à supprimer le plos possibles Quoi ! Et cependeot l'sstnce des gardes principaux qui se anecdéaient au poste de Dak-Pao, de ce triste Paimesoin en partlenlier était d'une crnauté inconcevable.

Des fois, cinq ou six miliciens se payèrent une partie de pleisir, à la façon moi. Ils se mirent à saisir le premier détenu qu'ils virent à leur portée, l'étendirent à plat ventre sur le sol et le tortnrèrent. Le prisonnier cria, burla, perdit le souffle, s'évaeonit, ravint à la vie et se remit à gémir à crier encore à la plus grande joie des moi. Le garde principal était à quelque cent mètres et assistait de loin à ce spectscle tragique. Il a vu agir ses hommes. Il a entendo pleerer le prisoenier.

Mais il fit la soerde oreille, il laisse feire. Cinq minutes, dix minntes, un quart d'heure,... il n'intervint pas ! Mais qosnd il est trouvé raisoenable la durée de ces tortures il coorel alors vers ses hommes tout en criant : « Allons! Allons! Assez! Assez! » Elles mieux, il manifesta même ne petit air de compassion à émouvoir même les plus indignés des prisonniers désespérés. Evidemment, l'hypocrisie, la perfidie ne purent guère se masquer longtemps. Quelques mois après l'arrivée du convoi, chacun savait qu'il était le véritable auteur de toutes ces brutalités car c'était de lui qu'émanait l'ordre que les miliciens a moi a ue firent qu'exécnter.

Les plus malheereux furent les vieillards. La moi les appelèrent « thâng già » le vilain vieillard ». Aucun mot français ne rendrait la nuance de mépris que les moi attachaient à cette dénomination « Tbonge réservée déjà eu annamite à la classe des « vilains » Il est vrai que toot Annamite se ferait un accupole d'appeler « thângeon vieillard de la plus basse condition ». Mais aux yeux des moi, l'entorité militaire dérogerait si l'ob se permettait d'appeler par le terme coertois de « dange un prisonnier si vieux soit-il.

Les moi donc n'aimaient pas les « Thâng gisa » ils les prenaient en aiegelière averslon sitôt qu'ils les voyaient, ils les martyrisaient, ils les soumettaient à toutes les formes de tortures. Ils allaient jusqu'à les empoigner par la berbe et à extirper toute cette végétation pilaire au risque même d'arracher aux pauvres « thâng gîa » leur meston branlant. Beaucoup d'entre les patients tombèrent évanouis au coeurs de « l'opérstion ». Aussi bien s'était à qei préparer son rasoir de circonstance par exemple avec en tesson car le moyen de se procurar un rasoir, on l'enlen dans la prisoe. C'était à qui se défaire au plus tôt de es barbe incommode ! Et les moi dans leor creel divertissement disaient : « Pauvre Thâng già ! tn es falbie. tn es épeisé !

« Pauvre Thâng già ! tn ne peux riee faire !

« Pauvre Thâng già ! te maeges inutilement ta ration !

« Alors pourqoi te conserver pauvre Thâng già ?

(*à suivre*)

INDOCHINE S. O. S.

Un journal anglais présente à ses lecteurs le livre consacré à Mme Viollis. Aucun Indochinois n'ignore « Indochine S. O. S. » de A. Viollis, qui pour la première fois, ose dépeindre sous leur vrai jour les foideurs et les atrocités coloniales. Ce réquisitoire a produit une énorme sensation non seulement dans l'opinion métropolitaine, mais encore dans l'opinion européenne. On trouvera, dans les lignes qui suivent, la traduction d'un article publié par le « Manchester Guardian », et dans lequel le grand journal anglais présente à ses lecteurs l'ouvrage en question.

N. D. L. R.

« Il y a peu de mois parut un livre à Paris qui fit une profonde sensation : Indochine S. O. S. par Mme Andrée Viollis, une des journalistes françaises les plus émineotes. Une partie de ce livre a déjà paru dans la presse et la relation de sa voyage date de 1931, mais il y est ajouté un supplément impressionnant de documents et notes qui suggèrent qu'il n'y a guère eu de changements en Indochine depuis la visite de Mme Andrée Viollis.

Un des documents relate le procès et l'acquittement à Hanoi de 5 hommes de la Légion étrangère qui avaient tortnré et assassiné 11 indigènes. Le livre est un sévère réquisitoire contre les méthodes coloniales actuelles et un avertissement que si la France perd l'Indochine, ce sera par sa propre faute.

« L'ante r admet que dans certaines parties de l'Inde britannique, la situation n'est guère meilleure qu'en Indochine.

« Cerles, des routes et des chemins de fer ont été coestruits par les colonisateurs.

« Mais quel en est le profit? Quant à dire que les indigènes n'auraient pas été mieux s'ils avaient été livrés à eux-mêmes, ce n'est pas un argument Car la seule escnse morale de la colonisation enrepénse est d'améliorer les conditions des indigènes. Sans amélioration il n'y a pas d'esense.

« Naturellement, Mme Andrée Viollis ne prétend pas que les conditions économiques soni uniformément mauvaises dans toute l'Indochine.. An Laos, elles sont satisfaisantes, en Annam excessivement mauvaises. Rien qu'en 1931, 30000 Annamites sont morts de faim, alors qu'il y avait des stocke de riz invendebies au Tonkin et en Cochinchine. 60.000 metheurenx demeurèrent déficients à la suite de la famine..

« Dens les plantations et dans les riches mines de charbon, le travail est exécnté dans les pires conditions ; dans les mines les hommes sont payés 30 sous pour 12 heures de travail les femmes 20 sous et les enfants 10 sous.

« Dans les plantations c'est pire, car ils sont complètement à la merci des eeaiis et surveillants indigènes qui reerulent les travailleurs, les exploitent et les paient comme il leur plaît, s'ils mettent une partie de la paie dans leur propre poche les employeurs ne s'en soncjent pas, car ils n'ont pas de contact avec les travailleurs.

« Dans les sphères admioistratives, il en va de même. En fait, l'Indochine ne souffre pas d'une trop grande intervention française dans la vie des Indigènes, mais au contraire, d'un manque d'intervention. La rentrée des impôts, par esemple, est assurée par les soins des mandarins. Ceux-ci sont en théorie appointés par la Cour impériale d'Annam, en fait ils les sont par l'Administration française.

« Seulement, l'Administration française ne surveille pas la manière dont ils exercent leurs fonctions. Le mandarin peot aisément doubler la taxe et mettre le su-plus dans son propre coffre. L'indigène ne peut accéder à l'autorité française. S'il a été lente spontanément, il sera sonmis à une répression sanglente...

« Il y a naturellement un grand mécontentement en divers points de l'Indochine, surtout en Annam où la misèie est profosde.

« Mais toute manifestetion de mécontentement par parole on par le geste est qualifié de communisme.

« Les indigènes instruits, diplômés d'Universités de France, qui, ne pouvant trouver de travail, critiquent les insnffisances, sont traités indistinctement de communistes. Les paysans allant sur la province ... Les paysans parcourant les routes en criant pour qu'on leur donne à manger, sont aussi des communistes. Le moindre signe de mécontentement est sévèrement réprimé par la Légion étrangère et par le bombardement de villages.

« Quant aux intellectuels mis en prisons et torturés jusqu'à la folie, ils sont condamnés à mort ou aux travaux forcés.

Mme Andrée Viollis détaille les tortures infligées indistinctement aux hommes et aux femmes. Elle cite le cas d'un homme condamné simplement pour avoir tenté de créer un syndicat parmi les travailleurs.

« La rensure de la presse est implacable. Les conditions sanitaires laissent à désirer, ou docteur pour 160.000 habitants au Cambodge. Le monopole du l'opium, par contre, rapporte 150 millions de franca chaque année a...

Manchester Guardion
(Traduction de l'Impartial du 8 décembre).

C'EST AU RICHE DE PAYER LES FRAIS DE LA DÉVALUATION

(suite de la 3e page)

les mains des riches. La natioealisation de toutes les sociétés exploitant des services concédés « électricité, eaux, gaz, transports » dont les bénéfices sont scandaleusement élevés, serait également une excellente mesure. Il se résulterait une baisse générale et estable des prix de gaz, de l'électricité et de l'eau.

Tout cela atteindrait non seulement les riches dans leur propre fortune, mais diminuerait aussi leur puissance sociale, car le capital, dont ils ont pris la gestion serait très fortement diminué. On sait que leur puissance repose dans la gestion des biens des masses d'épergeants.

Si l'on appliquait cette même natiooalisation à toute l'industrie des produits chimiqeee, il serait possible de diminner de 40 °/. au moins le prix des eograis, ce qui viendrait relever d'autant la situation des cultivateurs et permettrait une diminutio u de prix du pain.

Notez que eone n'entendons pas parler ici d'une natioealisation sans indemelté, mais d'une natioealisation avec indemnisation des actionnaires par des actions sur l'Etat, à revenu fixe de 3 °/. et d'une durée de quatre ou cinq décades.

En attendant que les masses bumaines compreoeeot que leur exploitationne cessera que lorsqu'el les auront supprimé le profit privé, comme cela e-t en U. R. S. S., il faut que les Français vivent le moins mal possible. Et par suite, il faut s'efforcer de faire payer les riches.

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard Fraoçis-Garnier — Haooi
54, Aveoue Clémeoceau Nam-Diub

Etablissements **NAM-THAI**
N° 302 Route de Khâm-Thiên Hanoi
Fabrique
des capsules et boites métalliques de toutes dimensions
Spécialité : lampe à pétrole

Huê Dân
NGUYÊN-VÂN-QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — Hanoi
De nombraux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leors complications le plus vite possible, adressez-vous à
DUC-THO-DUONG
241 Route de Hué
Hanoi
Traitement antiphlogistiques
Traitement suppressif
Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Grand arrivage de lainages pour Dames et Messieurs
NGOC-THOP
23, Cantonnais
HANOI
Pour l'anoonce at l'hiver. 1936 - 37.

Verrerie Lampisterie
THANH-DUC
dit
TRINH - ĐINH - KÍNH
65 — Rue des Paniers, Hanoi

Prix intéressants
RÉSISTANCO
Le meilleure peiolure
DUROLAC
La peinture qui protège le mieux et qui brille le plus pour auto, meubles, etc...
57 Rue Julee Ferry, Hanoi

LA MAISON RÉPUTÉE DES CHAUSSURES
Chân - Long
9, rue Paul - Bert
35, rue des Paniers
HANOI
SPÉCIALITÉ :
de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants.
Qualités — Prix — avantageux

G. Mohamed Said
Spécialité en cotonnades
La plus grande maison de l'Indochine
Cotonnades. — Lainage Soieries. — Gros demi-gros et détails.
100 Rue de la Soie — Hanoi

ALIMENTATION GÉNÉRALE
AN - YEN
2 et 4 ab Đông-Khanh, Hanoi
Téléphone : n° 118
Expéditions dans l'intérieur
Groe — Daml-groe si Détail
Envoi prix courant sur demande.

Dans l'Union Soviétique

Démocratie bourgeoise et démocratie socialiste

(suite et fin)

par K. Radek

« En fait, il ne peut y avoir de « droit au travail dans la société capitaliste. Tant que les moyens de « production sont la propriété privée « des capitalistes, ansi longtemps, « par conséquent, que les marchandises sont produites pour le profit « et que les oscillations de la loi du « profit déterminent l'extension et le « resserrement de la production, le « capitalisme ne peut se passer de « l'armée ieduatrielle de réserve « constituée par les chômeurs, armée qu'il lance dans le front de la « production en période de taux du « profit croissant pour la chasser des « usines lorsque ce taux diminue. « C'est seulement lorsque les moyens « de production n'appartiendront « plus à des personnes privées, mais « à la société, c'est seulement lors- « que la production ne sera plus réalisée pour le « profit, c'est seule- « ment lorsque l'ampleur de la pro- « duction ne sera plus réglée par les « oscillations du taux du profit, mais « par le plan social, c'est alors aus- « sement que la société pourra ga- « rantir à tous ses membres le droit « au travail. La proclamation du « droit au travail dans la nouvelle « Constitution d'Etat de l'Union so- « viétique n'est que la conséquence « de la révolution socialiste de ré- « gime social et du régime de pro- « priété réalisé en U. R. S. S. » (Der Kampf, N° 27, 1936)

Voilà ce que doit reconnaître le social-démocrate antrichien Otto Beoer ! Et cet aven auffil pour montrer même à l'ouvrier le plus arriéré des pays capitalistes la supériorité roiossale de la démocratie socialiste sor la démocratie bourgeoise.

An droit au travail en Uoion Soviétique se joint le droit au repoe, le droit à l'instruction, l'égalité de l'homme et de la femme, l'égalité de tous les citoyens indépendamment la race, de la nationalité et de la cnnfession.

Tous ces droits résultent de la victoire du système économique socialiste et sont garantis par elle. Il n'est donc pas surprenaet que d'honnêtes hommes politiques petits-bourgeois, tels le célèbre bistrieu Emilo Ludwig, soieot contraints de déclarer :

« Un siècle et demi a passé depnis « le jour où, le 20 août 1789, l'Assemblée nationale française adoptait la « Déclaration des Droits de l'Homme « et du Citoyen. Dans l'histoire politique de eea cent cinquante « années, il n'est rien qui égale l'importanco de projet de nouvelle « Constitution soviétique. e

C'est précisément parce qu'il en est ainsi, parce que la nouvelle Constitution stalinienne est la loi fondamentale de l'instanration de la société socialiste, la loi loodamentale de la démocratie socialiste, qu'elle doit avoir ce vie la protection de cette société socialiste, de soo système économique, la protection de la société socialiste la défense de la sécurité de l'U. R. S. S. Les masses populaires do pays des Soviets défendront de leur corps et de leor vio leer. Constitution socialiste contre toos les ennemis intérieurs et extérieors.

Tant que la société socialiste est entnurée d'Etats impérialistes, l'impérialisme mondial eeeeie et esealera de glisser chez noos dee eneneis contre lesqeels oous lotterons par tons les moyens reqeis : démocratie socialiste poor les coostrncteurs du socialisme, mesures dictatoriales dans la lutte contre les eunemis du penple.

Voilà pourqeoi est ridicnle la question de savoir si la démocratie socialiste ne doit pas non plus tolérer l'existence de partis autres que le parti commouiste et d'organisations autres que celles qui édifient le socialisme. Dans aon entretien avec M. ROY HOWARD, président de trost de presse américain Crippa Howard, STALINE a donné eneé réponso excellente à cette qeestion :

« Là où il n'y a pas plusieors classes, il ne peut non plus y avoir plusieors partis, car le parti est nee partie de la classe. »

Une fois que oons avoos détroit les classes exploiteuses, que nous avons édifié la société ancialiste, il n'y a plus place en Union soviétique que pour un seol parti qei travaille à la consolidation du socialisme et poer les organisations qui mobilisent les masses popeilaires dans ce bot. L'ouvrier anglais OWEN a exprimé très vigoureusement les mêmes idées dans sa lettre à la rédection de Daily Herald, organe du parti travailliste anglais:

« Pönrqnoi d'autres partis ? demande t-il. Pour qu'ils esbotent « l'économie socialiste, poer qu'ils ramènent le chômage ?

Celui qui pose le problème de l'exicience de plesieers partis en Uoion soviétique aborde la démocratie socialiste avec les concepts de la démocratie bourgeoise. Dans la société capitaliste, y compris les pays de la démocratie bourgeoise, se déroote une lotte ininterrompue entre diverses classes et les couches d'une même classe pour la part an profit, pour la rente, pour les salaires. La démocratie bourgeoise a volontairement ouvert la porte aex partis bourgeois et a été contrainte, sous la pression du prolétariat, de tolérer également l'existence de partis ouvriers. Mais la tâche de la démocratie bourgeoise est de défendre le système d'exploitatioo, la propriété privée des moyens de production.

La démocratie socialiste est l'institution politique de la société ocialiste sans classes. Voilà pourqoi il n'y a pas en Union soviétique de base économique et sociale pour l'existence de partis autres que le parti commeoiste. Comment pourrait-il y avoir, par exemple, dans la société socialiste un parti des Centi-Noirs défendant les intérêts des propriétaires fonciers réactionnaires, on un parti des Octobristes défendant les intérts des propriétaires fonciers et des industriels, on un parti cadet défendant les intérêts des propriétaires foociers et indostriels libéralisants, on un parti des socialistes-révolotionnaires défendant les intérêts des payeses riches et s'opposant à la remise des propriétés féodales à la paysannerie, on un parti félon des mencheviks faisant bloc avec toos les partis précédents pour s'oppnser à la remiso des fabriques aox ouvriers et aontgeant la contre-révolotion bourgeoise.

Ces partis ont été exterminés en Uoion soviétique de même ont été exterminées les propriétaires foncieers et la boergeoisie.

Sous la marque des « antres partis », l'impérialismo mondial désirerait fort développer dans notre paya des groopes de sabotage et de diversion, de ces « partis qui auraieot le soeétisme, fioancier des fascistes et de leur service d'espionnage, mais qui ne trobveraieot aocun appui dans les masses..

Le projet de constitution stalinienne, qui marque on progrès immense par rapport à nos Constitutions précédentes, est la plus démocratiqoe de tonies les Constitutions existantes, car c'est la Constitution socialiste des ouvriers et des paysaes ; et un véritable poovoir popelaire n'est possible qno sons le socialisme.

La création de cette Constitution à un moment où le fascisme a valoe dans ene série de grands pays capitalistes, privant les masses travailleuses de tous les droits, trasformant le société capitaliste en one entreprise d'esclavage, montre que le progrès réel de l'humanité dans le domaine politique, économique et cultural n'est possible que sor la voie de la dictature du prolétariat, dans laqeelle notre pays s'est engagé en octobre 1917.

L'oeovre commeocée par LENINE est parachevée par notre parti so na la condnite de son meilleur élève, du fils le plus fidèle de la classe ouvrière et du chef des travailleurs du monde entier : STALINE. La Constitotion stalinianne est la réalisatioo de testament de LENINE, la réalisetiod de rêve des meilleors fils de la classe ouvrière.

Imp. spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trịnh văn Phú

Tirage 2.200 exemplaires

DÉPOT LÉGAL INDOCHINE N° A 834

2ème ANNÉE N° 16 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 1er JANVIER 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE, PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiếp — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60. Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28, NguyễnTrãi — Hanoi

A bas les Trusts en France comme en Indochine.

On nous signale qu'un riche Chinois détient le *monopole de la vente des cartes à jouer* pour les Annamites. Nous allons saisir le Gouverneur Général de la question. Il faut que cela cesse.

Nous aurons bientôt à revenir sur ce Dictateur Chinois qui croit pouvoir faire la pluie et le beau temps parce qu'il appartient à la Haute Finance.

LA PAROLE aux exploités !

Pour répondre aux attaques personnelles contre les lois sociales, M. Grandjean a dû parler, au Grand Conseil, du droit à la parole de quelque millions d'hommes de la bêche et de la rizière.

C'est la première fois dans ce pays, qu'un représentant du gouvernement colonial se voit obligé d'invoquer à son appui les masses jusqu'ici oubliées et sacrifiées.

Cette sollicitude ne pon tardive de M. Grandjean ne nous étonne pas. M. Monteil n'a-t-il pas, lui-même déclaré à la Conférence des gouverneurs généraux, se fol dans les masses indigènes et son unique souci de leurs intérêts ?

Mais ce qui nous étonne c'est plutôt les actes du gouvernement local, lesquels démentent constamment les déclarations libérales de son représentant au Grand Conseil et de son chef direct, le ministre des colonies.

Quinze millions d'êtres, réfugiés au rang de sujets et d'esclaves sont, jusqu'à ce jour, sans droit et sans voix.

Quand ils demandent des augmentations de salaires on quand ils protestent contre les impôts trop lourds, le gouvernement avec sa presse, crie à la révolte, convoie la police et les troupes pour les réprimer.

De nouveau, ils sont réduits au silence qui doit être pour eux le seul régime légal.

Les patrons, au contraire, peuvent parler. Ils peuvent étonner les malheureux, qu'ils exploitent, dans leurs journaux qui ont toutes les faveurs du Gouvernement.

Ils peuvent librement se ligue contre la classe ouvrière par leurs syndicats, par leurs chambres, leurs assemblées.

Ils peuvent, enfin, légalement tromper le peuple en prenant son nom.

Ils ont leurs représentants du peuple à Ils ont leur député.

Ils ont leur gouvernement.

Pour ces quinze millions d'hommes d'hérés et de la rizière, rien.

A peine existe-il deux journaux de langue française qui prennent la défense de leurs intérêts trop souvent méconnus.

Les gouvernements locaux de la Cochinchine et du Tonkin semblent prendre un plaisir singulier à les persécuter, sans relâche, de frapper par tous les moyens leurs dirigeants ou collaborateurs, d'accabler ces jeunes gens, pleins d'enthousiasme et de générosité, au désespoir et en suicide.—L'action du gouvernement semble, depuis ces derniers temps, s'étendre jusqu'aux sympathisants de ces deux journaux.

Les journalistes bien connus Diệp-văn-Kỳ et Bùi thế-Mỹ viennent d'être expulsés de la Cochinchine pour avoir osé se montrer favorables à la libération de Than-Tao-Ninh déjà arbitrairement par l'autocratie coloniale. M. Pagès est trop fin politicien pour ne pas savoir que presque tous les journalistes de Saigon sont originaires du Tonkin on de l'Annam. La mesure administrative qu'il vient de prendre est de nature à rendre facile la presse saigonaise et à la mettre à son entière disposition.

Désormais nous ne voulons plus de ce régime de bâillon et de la trique. Nous voulons que les travailleurs indochinois puissent jouir légalement de toutes les libertés élémentaires qui sont les attributs naturels de l'homme.

Nous voulons, en un mot, être traités en hommes et non en bêtes.

Nous regardons comme les calomnies odieuses les attaques de nos adversaires qui nous représentent comme des éléments de trouble et de désordre pour appeler sur nous la répression gouvernementale.

Certes, nous ne voulons rien de notre [illegible] qui est révolutionnaire.

Certes, nous sentiments d'affirmer que les masses n'obtiennent réformes que sous l'incessante et opiniâtre, mais sage organisation puissante et disciplinée.

Oui ! Nous disons que les travailleurs doivent crier haut leur colère, exposer leurs revendications par des actions de masse pour arriver à arracher aux classes dominantes des satisfactions susceptibles d'améliorer leur niveau d'existence.

— Mais nous ne sommes pas, pour cela, des fauteurs de désordre ; parce que nous voulons un ordre nouveau.

UNE CANDIDATURE

L'élection d'un représentant du peuple aura lieu le 17 Janvier 1937.

En posant notre candidature, nous visons moins à l'obtention d'un siège dans cette assemblée consultative qu'à mettre à l'ordre du jour la question ouvrière en ce pays.

Jusqu'ici le patronat seul a droit à la parole. La classe ouvrière est réduite au silence.

Pourtant elle a aussi son mot à dire sur les affaires du pays dont elle est le véritable soutien.

Par une magnifique manifestation elle vient de se rappeler à l'attention du gouvernement colonial qui semblait ignorer son existence.

Désormais on doit compter avec elle. Aucun problème politique ou économique ne saurait être résolu en dehors d'elle, sans elle.

Nous demandons à tous nos camarades et amis de faire de la propagande pour notre candidature et de leurs parents et de leurs connaissances, d'expliquer à tous notre ligne politique et notre programme d'action.

Nous faisons un appel à tous ceux qui veulent un changement à ce régime d'oppression et de privilège qui n'a que trop duré.

Nous publierons dans notre prochain numéro notre programme DES REVENDICATIONS IMMÉDIATES qui sera largement diffusé

Appel aux journalistes et aux écrivains indépendants

Dân-quê vient d'être supprimé.
Le Việt-nam de même.

Et cela sans aucun motif sérieux, sans aucune raison concevable.

Bien que le groupe du **Travail** ne partage pas les idées de ces deux feuilles se déclarent vaguement partisanes de mesures indéterminées destinées à améliorer le sort du peuple, il ne peut s'empêcher de faire sienne leur cause lorsqu'il les voit injustement atteintes par les forces de la noire réaction.

Car, en somme, ce n'est pas le Việt-nam ni le Dân-quê qu'on assassine

C'est la pensée libre qu'on veut tuer.

Journalistes et écrivains indépendants !

Par suite du complot gouvernemental ourdi contre la liberté d'opinion, nous n'avons plus, comme par le passé, à exprimer verbalement notre solidarité contrale rnelle. Nous devons passer à l'acte. L'urgent est d'envoyer un télégramme collectif au Ministre des Colonies pour protester contre la politique de terreur et de violence exercée sur les journaux de langue annamite par les autorités locales et pour réclamer la liberté de la presse qui lards trop à être suppliée ici.

Alleudu que la liberté de presse constitue, avec celle de réunion et d'association, la meilleure garantie du principe démocratique, nous sommons le gouvernement de Front populaire d'avoir à la promulguer immédiatement et sans restriction.

Il faut que les organes qui défendaient ou essayaient de défendre les intérêts des masses puissent revivre !

Il faut qu'ils reparaissent pour la lutte, chaque jour plus consolante de tous nos [illegible], plus forts de leurs alliances, jusqu'au moment où ils voudront bien et pourront bien braver impunément leurs bourreaux d'hier, dont ils deviendront enfin les juges suprêmes !

Pour nous, le groupe du **Travail**, nous félicitons presque de ce que ces hommes qui sont à la tête de la colonie, aient si gauchement révélé leurs desseins réactionnaires. Par la même, ils cessent d'être un danger. Ils ne trouveront désormais ni dupes ni partisans dans le monde des travailleurs indochinois qu'ils voudraient pourtant détourner du droit chemin pour les égarer dans le labyrinthe de leurs vaines réformes et de leurs intrigues.

Nous invitons donc tous les journalistes et écrivains indépendants à se joindre à nous pour alerier M. Moutet du coup de force dont deux de nos confrères ont été victimes.

A bas la répression forcenée !

Pour la liberté de la parole et de la presse !

LES CHEMINOTS sont dans la bonne voie.

Le prolétariat indochinois est à l'offensive.

Il a supporté tous les méfaits de la crise et endoré toutes les rigueurs des années de réaction.

La réaction faisait rage dans le pays. Les ouvriers travaillaient sous la menace du bagnet de la guillotine. Le moindre souffle était étouffé dans le sang. Occasion favorable au patronat pour imposer ses volontés et ses arbitraires, car dans une atmosphère où la vie d'un homme ne compte pas, qu'importe le salaire d'un ouvrier ! Si ces messieurs laissent la vie sauve à ces formes humaines qui peinent dans les mines, les plantations ou les usines, c'est parce qu'elles sont indispensables à la fabrication des dividendes, c'est parce qu'elles sont nécessaires à leur régime d'oppression et d'exploitation.

On ne s'étonna pas dans ces conditions que la vie de l'ouvrier indochinois fut remcoés au niveau le plus bas possible.

Les grèves récentes nous ont montré que le salaire, que ce soit au Tonkin, en Annam ou en Cochinchine, accusa une diminution de 25 à 40 0/0 par rapport à celui d'avant crise. Cette forte réduction est encore aggravée par le système des amendes qui existe dans toutes les entreprises sans exception, et qui ôte quelquefois à l'ouvrier tout le froit du son travail. On coupe pour la moindre peccadille. On coupe aussi quand l'ouvrier tombe malade. Le moment d'une amende dépasse toutes les imaginations. Aux mines de Tinh Tac, par exemple, il égale huit jours de travail.

Si le salaire est incroyable, la durée du travail l'est encore plus. Il suffit de dire que dans certaines usines on limite même les besoins naturels des ouvriers. Le salarié quitte le travail à bout de force, car à part les amendes il y a encore les matraques, les coups de poing et de pied qui tombent sur vous au moindre signe de nonchalance et qui peuvent vous tuer net.

Il va sans dire que cet état de choses ne peut être maintenu que par la terreur. Mais dans ce cas même, il ne dure que tant qu'il laisse la main à l'ouvrier la possibilité de vivre. L'augmentation subite du coût de la vie pendant les derniers mois ôte à l'ouvrier indochinois cette possibilité et l'instinct de conservation le pousse à la révolte.

C'est là la cause profonde des récentes grèves.

Les acteurs de long du Hanoi donnent le signal. Les mineurs de Cempha mine parlent à l'assaut et

(*Suite en 2e page*)

Grève des verriers

400 ouvriers des différentes verreries de Hanoi, telles que : Vân-Du, Vinh loi-Vinh, Thanh-Dức, Hợp-Dức Minh Phú, Vĩnh Hưng-Long. Vĩnh-Hòa de la rue des Paniers et Công-Thanh, Rue Dinh-tiên-Hoàng travaillent dans des conditions lamentables.

De 8h du matin à 5h du soir, ils restent penchés sur leur marmite de verre fondu.

Les gais ne gagnent pour le maximum de salaire que 1$5 par mois

Les ouvriers qualifiés, 1$5 et les autres 0$ 98.

Le salaire des enfants est encore plus dérisoire. On ne leur donne tant juste la nourriture et . . . 0$60 par mois.

Encore faut-il ajouter que ces maigres estaires ne sont pas payés régulièrement.

Ces 400 ouvriers font grève pour réclamer.

1°) Une majoration sur salaires de 20 %.

2°) Le congé payé du dimanche et des jours fériés.

3°) La réduction de la journée de travail.

4°) Le paiement des salaires à date fixe

5°) L'Amélioration des conditions Générales d'existence : logement, nourriture etc..

Dans l'ensemble les patrons acceptent les revendications Après quelques heures de grève les ouvriers reprennent le travail.

L'arrivée prochaine de M. Brévié.

M. Brévié est en route pour l'indochine. De l'homme et de sa carrière, nu en a parlé beaucoup. On nous assure décidément encore ses idées libérales, ses conceptions humanitaires de la colonisation. Tant mieux. Sous le Front populaire l'ancien gouverneur de l'Afrique aura plus de latitude pour mettre à réalisation son idéal. L'Indochine lui offrira un champ d'action plus large, plus varié et aussi plus favorable. Attendons donc l'homme à l'œuvre.

Il se révélera dans l'un ou dans l'autre sens.

Pendant son séjour à Paris, le gouverneur titulaire de l'I.A.O.F. dans les mêmes conditions, mais sous un rapport différent : La réaction était alors au pouvoir. Hemberg et Cie triomient Rue Oudinet.

Les travailleurs de France sont sortis victorieux de la bataille électorale de Mai dernier. Un gouvernement de Front populaire dirige la France. M. Moutet assume le mandat des ouvriers au Ministère des colonies et nous savons M. Brévié qu'il est responsable. C'est sous ce rapport et seulement sous ce rapport que nous sommes en droit d'attendre quelque chose du nouveau gouverneur général, qui sera un acquis de la victoire du prolétariat de la Métropole. Mais ce quelque chose ne vous sera pas envoyé de Paris, tout prêt à être consommé. Il ne voyage pas dans les valises de M. Brévié qui vous l'offrira comme cadeau de son avènement. D'ici à sa naissance, bien des crages auront passé, mettant aux prises les anciens indochinoises d'une part, la réaction colonisie de l'autre. A ce point de vue, les récentes grèves nui une importance immense. Ce sont de véritables coups de marteau que le prolétariat indochinois porte à la cuirasse de la réaction. Les grévistes de Campha, de Hongay, de Mongdrueng, de Tinh-tac, de Dong-Triều, de Namdinh ; les combattants de Saigon, de Dian, da Tourehem ont jété les premiers points d'appui pour l'œuvre coloniale du gouvernement de Front populaire. Ils ont poussé un premier plan la question des réformes libérales que la classe dominante et ses laquais veulent laisser dans l'ombre. Par la même, ils facilitent énormément la tâche de M. Brévié si réellement un dernier veut apporter ici l'esprit de démocratie qui anime le Froul populaire. D'autres viendront, malgré la répression et les manœuvres, grossir leurs rangs, toujours dans l'ordre et la discipline.

Le patronat veit la danger. il cherche à endiguer le mouvement, à le briser. Tous les moyens sont bons. La terreur côte à côte avec les larmes de crocodile. La diffamation se conjugue avec le sabotage. Systématiquement, le gouvernement local agit dans le même sens. Tandis qu'il exerce de son autorité les naissements des fascistes et profascistes, il persécute les partisans au sympathisants du Front populaire. On se rappelle le coup mentié contre le Congrès indochinois et qui a servi de prétexte pour jeter plusieurs de nos camarades au prison. L'un d'eux, Nguyễn van Tiếp a récité ainsi 3 ans d'emprisonnement. Ta-, Théo et Ninh n'ont dû leur libération qu'à leur lutte héroïque. Après eux, ce sont les jeunes filles Bui thê-My et Diệp vao-Ky livrés désormais au sort bon plaisir du maudarin. De Nord au Sud, la répression a tout impitoyable sur les grévistes pacifiques.

Dénoncé par la police comme semeur », Nguyễn Tấc Hung des chemins de fer de Saigon es voit condamné à un an de prison. Des dizaines d'autres grévistes gémissent dans les prisons. Une disaine de journaux fanchés en quelques mois. Les libérés politiques persécutés. Quelques uns regagnent les gêne d'où ils viennent de sortir. D'autre abandonnent dans leurs villages qu'on leur défend de quitter. Entre temps M. Tholaues fouille dans les archives crasseuses de la réaction les textes qui puissent mieux servir les intérêts du patronat étouffer plus efficacement le réveil des masses...

Toutes ces choses doivent faire comprendre à M. Brévié.. que l'esprit de libéralisme qui caractérise le génie français » dont il se réclame signifie en ces pays desserrer un pan plus les étaux du régime policier qui nous étouffe. que « la politique humaine » qu'il proclame et entend appliquer ici signifie donner à l'ouvrier, au paysan indochinois le moyen de vivre d'une vie d'homme, de sortir de cette vie de bête où les seigne le régime,

Un acte de sabotage de la part des patrons

Les capitalistes de la colonie ont tout fait pour saboter l'œuvre du Gouvernement de Front populaire. Ils tentèrent également de contrecarrer ou faisifier l'application en Indochine des lois sociales. En voici la preuve :

Après avoir jeté pour rien, deux tourneurs sur le pavé, M. Albert Latasa, directeur des mines de Dông-Triều, fort soucieux des avantages des maitres de la productina, dirigea encore une nouvelle attaque contre les ouvriers qui restent.

Le 15 décembre au matin, il fit venir à son bureau 4 ouvriers tourneurs (équipe de jour). Il leur dit que la Société ne serait plus en état de les payer à la journée, qu'ils devaient par conséquent revenir au travail à la tâche. On leur paiera comme auparavant 9 cents pour chaque rond.

Les salariés furent incapables d'obéir à ces ordres ; car ils seraient de cette manière réduits à raison de 0$25 au 0$27 par jour au lieu de 0$70 ou 0$80.

Le travail d'aujourd'hui est, à parler techniquement, bien différent de celui d'auparavant. Un ouvrier même moyen pouvait, dans une journée, finir 7 ou 8 ronds, puisque celle-ci étaient fondues exclusivement avec de l'acier pur, sans d'autres minerais. Cela facilitait d'autant plus la main-d'œuvre et exigeait d'autant moins de temps.

Maintenant les ouvriers ont à dépenser beaucoup d'énergie et de temps pour l'exécution d'une rnee. La matière à travailler est trop dure à cause de sa mauvaise combinaison : on y trouve non seulement de la fonte mais encore d'autres scories de métaux. Ainsi, aoe tour de qualité supérieure ne donnerait 3 roues pour rendement qu'avec un ouvrier spécialisé.

Voilà ce qu'expliquèrent précisément les ouvriers à leur directeur, dans l'espoir de se voir conserver l'ancien salaire. Mais le Directeur ne voulut rien entendre. Quatre tourneurs furent obligés de donner leur démission. A autres tourneurs (équipe de nuit) et un apprenti, les suivirent, quittant noo sans regret le chantier où il y avait déjà pour les remplacer les ouvriers venus de l'autre atelier de la Société.

C'est ainsi que le Directeur des mines a, sous une forme sagement masquée, répudié 9 ouvriers qui travaillaient depuis des années, avec tout leur dévouement pour la société. C'est lui-même Albert Latasa qui faisiant l'application des lois sociales, ne veut pas que les ouvriers travaillent 9h par jour pour le même salaire. Il décide de soumettre tous les travaux à la tâche. Par cette initiative qui reserre étroitement la bourse du patron, il accule les ouvriers à une profonde misère.

Comme nous l'avons prévu, les meilleurs dispositions prises par le **Gouvernement de Front populaire** à l'égard des ouvriers coloniaux, risquent d'être nus phraséologie, si ceux-ci n'ont pas le droit de se grouper en syndicats professionels, pour la défense de leurs intérêts vitaux.

Il faut absolument les doter de la liberté syndicale.

Le tyranneau de Trieu-Phong vient de faire amende honorable

Dans notre dernier numéro, nous avons relaté les voies de fait dont le milliaut Hô-Thâm, un vieillard anoien détenu politique, avait été victime de la part du tri-phn de ce circonscription. Le piquoi de l'affaire, c'est que ce tri-phu est précisément un jeune « retour de France » qui se vante d'occidentalisme, mais qu'en réalité, no trop bref séjour en France a mal lavé de son goût scélérat des peines corporeties, en particulier du knout !

Contre les brutalités sauvages que lui prodiguait le tyrenneau, Ho.-thâm s'est promis de mener jusqu'en bout la grève prétentaire de la faim, cette lutte lui dût-elle coûter la vie ! On sait que contre le malheureux quinquagénaire qui pour tout crime, a refusé de se plier à des marques d'obséquiosité vile et dégradante, toutes les autorités locales conspiraient dans une infernale persécution. Le médecin n'a pas voulu délivrer le certificat reconnaissant l'existence des traces de blessure. Le Résident a voulu légitimer la bastonnade odieuse en avançant le désir imaginaire du tripha de soestraire Ho - thâm à une nouvelle condamnation.

Hô Thâm a tenu bon !

Il n'est pas sûr d'obtenir une so-

(*Voir suite en 2e page*)

CAMARADES LIBÉRÉS POLITIQUES, PRENEZ GARDE !

Notre journal a paru depuis quatre mois.

Et depuis quatre mois, nous avons à soutenir d'incessantes attaques parfois ouvertes, souvent, marmaises, de nos ennemis de classe.

Grâce au dévouement de nos camarades dirigeants et collaborateurs, au désintéressement de nos correspondants de province, au bon accueil de nos écrivains et artistes et surtout au soutien de nos camarades ouvriers de Hanoi et de Haiphong, nous sommes arrivés à vaincre les difficultés du début.

Nous avons augmenté notre tirage. Nos inquiétudes se dissipent de plus en plus pour laisser la place à une belle confiance en l'avenir.

C'est justement ce que redoutent nos adversaires. Une odieuse campagne de dénigrement s'est déclenchée depuis ces derniers temps contre notre journal.

D'abord un chuchotait que «LE TRAVAIL» est subventionné par un certain représentant du peuple qui veut faire figure de libéral.

Ça n'a pas pris. Car tout le monde sait que nous tirons le plus souvent sa chèvre par le cuecus. Les camarades qui ont à soutenir financièrement notre journal ne pourront s'empêcher de sourire devant une insinuation aussi stupide.

Rien ne désarme la calomnie. Elle prend une autre forme.

On nous a confié que des dissentiments se seraient produits au sein de notre Comité directeur, que notre journal est fondé par quelques ex-leurs-ds France s améliorerez ci dépes ci qu'encore action sérieuse ne saurait être envisagée avec un journal de langue française dont la portée populaire est presque nulle. On sous a dit même que certains camarades du «TRAVAIL» ns sent pas de aulgaires — disons le mot qui est mis en circulation — désœuvrés.

Camarades, faites attention ! On ne peut nous abattre par les moyens légaux. On veut nous tuer par la calomnie. Couper la confiance qui nous lie aux masses, créer le vide autour de nous, voilà, com rades, le but poursuivi avec persévérance par nos adversaires depuis la création de notre journal qui est le seul journal défendant les intérêts du prolétariat tonkinois.

Vous qui rentrez de loin, après une longue absence ; vous qui n'avez pas encore les yeux et dans le monde, au cours des années passées ; vous qui ne pouvez vous déplacer facilement pour nous documenter sur les conditions de vie et de travail des camarades militants qui vous ont remplacés pendant votre absence, méfiez-vous ; on veut vous écarter de nous. On a donc peur de nous, de l'influence grandissante de notre journal

« Le Tracail » doit être le point de ralliement prolétaire mais nécessaire de toutes les forces démocratiques pour combattre la réaction coloniale et fasciste sous toutes ses formes.

Groupons nous !

Unissons-nous ! Plus que jamais ; pour déjouer les manœuvres de ceux qui ont juré notre perte.

Tous au trocail. pour le triomphe de notre cause, de la cause du prolétariat !

LE TYRANNEAU...

inlion équitable. La mort en moins flétrirait une fois de plus la régime de répression moyenâgeuse auquel tous les Indochinois et surtout les Annamites du Centre vivent assujettis ;

Devant l'attitude énergique de ce militant, le satrape de Triênphong a flanché, a reconnu ses torts en présence du quan phu, du quan an-et de Hô-Thâm lui-même. Il a offert de payer les frais d'hospitalisation et, par un retour de sentiment inattendu, a comblé Hô-Thâm des multiples marques de ses sollicitude tardive en envoyan tous les jours quérir des nouvelles de sa victime malade.

Ce jeunes plein de distinction, tout naturellement n'a pas consenti à fermer des excuses aux. Il a tenu à faire la toilette de sa conduite. Ainsi, il a cherché à justifier son geste — et quel geste ! — par ce fait qu'il ignorait la qualité d'ancien détenu politique de Hô-Thâm. A l'en croire, sans cette ignorance, il n'aurait jamais agi de la sorte !

Où l'on voit à on la mentalité de ces mandarins nouveau style. Tout comme les anciens, ils croient fermement, que sauf le cas où ils ont affaire à des détenus politiques, ils pourraient faire tout ce que bon leur semblerait de la personne de leurs administrés. Pauvre administré d'Annam que le mandarin étrangement tracasse, torture, inquiète, persécute, le pauvre n'a sons pas respectée, pas plus que tes intérêts, tant que in n'aura pas conscience de tes droits, tant que tu n'auras pas appris à les défendre toi-même.

Le Gouvernement de Front populaire tolère-t-il les actes de ces mandarins qui nacut et absent de leur pouvoir de répéro et mérea et pratiquent des méthodes dignes de l'inquisition ?

Une voix d'outre-tombe

Victime d'un arbitraire mandarinal un paysan s'est donné la mort

Avant de s'empoisonner il avait écrit des lettres accusatrices

Quand Mme Andrée Viollis s'allait l'Indochine, c'était en 1931, elle ne pouvait s'empêcher de s'indigner contre les crimes que certains légionnaires, de funeste mémoire, commettaient dans le Nord-Annam. Dans son livre « Indochine S.O.S. » elle s'éleva contre cette indulgence complice qu'on témoigna vis-à-vis de ces assassins et elle souligna que depuis ces jours sombres où des milliers de paysans tombèrent sous les éclats de bombe et sous le feu des mitrailleuses, la situation n'a guère changé.

« Elle n'avait pas tort, ma fui. Il n'est pas nécessaire d'être communiste ou simplement révolutionnaire pour constater cet état de choses. En dépit des discours gouvernementaux justifiant maladroitement nos politiques qui a été libérale que de nom, aucune mesure vraiment efficace ne protège le paysan contre les abus de tous genres qui foisonnent encore en notre terre d'Annam et on s'étonne que la campagne avec la ville ne s'anime pas d'un mouvement de mécontentement risquant de devenir général.

« Exagère-t-on de dire que dans un pays où les Bernardet, les Mai hou Lau et autres abondent et que les lois ne sont pas suffisantes pour les contenir, ce mécontentement ne peut être que la conséquence normale d'une situation enormuale créé dans un pays roiné, martyrisé ? Les faits à chaque instant vérifient cette thèse. En voici un entre autres.

Dans le Thanh Hoa — toujours cette province ! — récemment se suicidait un homme. Fait divers, crie-t-on. Non ! le désespéré ne voulait point mourir. Il fut accolé à cette détermination par un concours de circonstances très caractéristiques qu'il convient de citer. Et puis cet homme a laissé des lettres. Ce ne sont pas de simples adieux, des paroles banales dénonces d'intérêt, mais des accusations fermes, difficilement réfutables.

Mai quang Tich, tel est le nom de l'homme, vivait au village de Nhân Lô, dans le huyen de Vinh Loc, (Thanh-Hoa) avec sa femme et ses trois enfants. Cette famille, comme toutes les autres familles de paysans, gemait une existence difficile. Elle ne vous aurait peut être pas intéressé si M. Mai ngoc Dôn le père du défunt n'avait de son vivant vendu en terrain à Mme Bach thi Nguyen. Entre paysans on s'établissait un acte de vente que pour la forme. On s'entendait de préférence et les parties traitaient, suivant dans cette région où les mœurs se conservent encore pores, respectalant généralement des clauses conclues, fussent-elles verbales.

M. Mai ngoc Don marqua sur l'acte de vente que le terrain vendu à Mme Bach thi Nguyan était séparé du sian par une haie vive, que cette haie qui bordait le jardin et affectait à la maison de culte de sa famille constitue désormais une limite commune inviolable entre les deux terrains.

Quelque temps plus tard M. Mai ngoc Don mourut. Son fils Mai quang Tich lui succéda et devint le voisin de Mme Bach thi Nguyen.

A ce moment parut dans le village un homme inconnu. Il se déclarait appelé Tran van Sinh. L'homme avait de l'argent. Il voulait acheter un terrain et rencontra Mme Bach thi Nguyen qui consentit à céder le sien.

Les années sombres arrivèrent. Une misère effroyante s'abattit sur la région. La famine s'étendit. De nombreux paysans moururent. Mai quang Tich et sa famille quittèrent le village, décidés à refaire leur existence.

Ils revinrent l'année dernière. Leur terrain, à leur étonnement avait changé d'aspect. A côté de leur maison culte tombée en ruine ils virent s'élever une maison. C'était celle de Tran van Sinh. Pendant leur absence, leur voisin avait élargi son domaine à leurs dépens. Ils protestèrent et adressèrent une plainte au mandarin du lieu, le Tri-huyên de Vinh-Loc.

Deux mois après, au 10e mois (novembre 1935) le Tri-huyen fit examiner les actes de vente et vérifier les dimensions du terrain contesté par les autorités communales. Il en ressort de cet examen que les chiffres avaient été raturés et faussés. L'acte présenté par Tran van Sinh, comme tout ayant été fait par Mme Bach thi Nguyen une correspondait pas à l'acte véritable. L'acte originel fait par cette femme était établi sur papier de riz (papier de fabrication annamite) et il portait une empreinte digitale. Sur l'acte présenté aux autorités communales établi sur papier timbré, au lieu de l'empreinte digitale ou y trouvait des points de rupère marquant l'emplacement des phalanges de l'index (système employé encore dans le Nord-Annam à la place de signature). On demanda à Mme Bach thi Nguyen de vérifier ces points de rupère. Ancun d'eux ne correspondait à l'emplacement de ses phalanges.

Le 8e jour du 9e mois de cette année (30 mars 1936) le Tri-huyen convoqua Mai quang Tich à son bureau afin que ce dernier assists au jugement de l'affaire Tran van Sinh fut condamné (?) à on an de prison et son complice qui l'avait aidé à rédiger les actes fana, à 6 mois de la même peine.

L'affaire aurait pu se terminer.

Que se passa t-il alors entre le Tri-huyen et Tran-van-Sinh ?

Au 4e mois de cette année (Mai 1936) Mai quang Tich fut mandé au bureau du mandarin. Le Tri-huyen lui demanda alors de signer un acte par lequel il reconnut le droit de propriété du terrain contesté à son adversaire. Naturellement, Mai-quang Tich refusa.

Que se passa t-il de nouveau entre le Tri huyen et Tran-van-Sinh ?

A la surprise de Mai quang Tich Tran van Sinh déclara avoir perdu les actes de vente. L'affaire de faux tombe. Surpris par ce coup de théâtre. Mai quang Tich ne put que porter plainte aux autorités provinciales. Il adressa une requête au Bo-Chanh (juge d'instruction) et une autre au Tong-Doc.

Le Tri-huyen continua cependant à le convoquer. Plusieurs fois il le retint prisonnier et plusieurs fois il le relâcha. Maigré tout Mai quang Tich n'accepta pas de se laisser exproprier.

Ces tracasseries durèrent. Mai quang Tich fut à bout de patience. Il voulut lutter contre le désespoir grandissant. Il attendit toujours la nuit qu'on devait donner à ses requêtes. Il alla aux bureaux du Tong Doc et du Bo Chanh. Il fut éconduit On vanait de lui enlever le dernier espoir. Il ne comptait plus reprendre le terrain, hélas, exproprié. Ce terrain sacré qu'il ne doit et ne peut vendre sans porter atteinte au respect dû aux ancêtres, il n'a su le garder. La conservation de ce bien qui n'appartient plus aux vivants mais aux morts est un principe rigide qu'aucun Annamite traditionaliste n'a osé violer. Pourtant, malgré sa volonté, il l'a fait. Il a perdu cette parcelle de terrain qui devait apporter les ressources permettant le culte de ses aïeux. Calle humiliation, la plus grande qu'on peut lui faire, il l'a vue, il l'a supportée et il en est débordé.

« . . . C'est trop injuste à mon égard, écrivait-il dans une de ses lettres posthumes, c'est pourquoi je m'empoisonne. Chacun de nous tient à vivre, je le sais bien. Si je suis ignorant je ne dirai rien. Je suis honnête et pourtant je m'aperçois que je suis opprimé, humilié, saisi sans pouvoir me défendre. Je ne peux pas accepter cette humiliation

(Suite en 4e page)

Les Scandales de Thai - Binh

(Reconstitués d'après les documents trouvés par les victimes)

Thai-Binh, la région agricole la plus populeuse du monde, est précisément la région où le paysan souffre le plus de l'exploitation et de l'oppression de tous genres. C'est le théâtre des affaires les plus scandaleuses, et la terre de prédilection de sucsurs de sang de tout acabit, c'est également un enfer dans lequel vit une population laborieuse, dont la misère rend combattive, héroïque.

Visitez les merveilles de l'Indochine, dit-on, aux touristes et aux voyageurs.

Visitez Thai-Binh, leur disons-nous. Le véritable visage de l'Indochine ne se trouve pas parmi ces sites grandioses et ces paysages pittoresques. Le véritable visage de l'Indochine se trouve dans la vie à la campagne, dans cette misère sans nom qui ravage l'homme au rang de la bête dans cette lutte pour l'émancipation du travail.

Qu'importe le décor, si beau soit-il. Le fond seul compte. Et ce fond nous le brossons ici en quelques traits.

a
An phu, le village aux fraudes

Qui ne connaît l'expression «lân dinh, lân diên » ? Le village de An phu dans le pu de Thai-Ninh le connaît, plus que tous les autres.

Lân dinh. fraudes sur le nombre des habitants, lân diên fraudes sur le nombre des risières. voilà la méthode avec laquelle les dirigeants des villages pressurent les paysans.

Au mois d'Avril dernier, certains villages adressaient une plainte au Résident de France. Ils accusaient les autorités communales de vol et de complicité de vol. Voici, d'après eux, comment elles procédaient.

Chaque année, au moment de la perception des impôts, l'Administration envoie aux autorités une fiche dressant les risières soumises à la fiscalité. Le superficie, de ces terres ce qui concerne ce village, a été établie au-dessous de chiffre exact Plus d'une rangée de 30 man (chaque man = 3600m2) sont restés, par oubli, dispasés des impôts.

Le ly-truong Lau qui était en fonction de 1923 à 1933 avait pourtant bonne mémoire. Lui, il n'oubliait rien. Il fit payer les impôts aux propriétaires de ces 30 man échappés par l'Administration. La recette alla naturellement à sa caisse. En 1934, son frère Son lui succéda. Ce dernier continua la gestie de son aîné. Il recueillit ce qu'excédent 40$. Lau et son fils eurent 26$. Le reste réclamé par des habitants renseignés se trouvera dans la caisse pour la réfection de la maison communale. En 1935-1936, le Chanh Hoi Sinh intervint et s'adjugea ce profit supplémentaire.

L'affaire s'ébruita. Le plainte adressée au Résident décida ce dernier à envoyer sur le lieu le chef du Service cadastral. Ce fonctionnaire exam na tous les registres et trouva que l'excédent agraire se chiffrait à 34 man. Convoqué et interrogé, le chanh-hoi Sinh reconnut l'existence de cet excédent. Convoqué une 2e fois au phu, il se ravisa et n'indiqua plus que 3 chiffre 93 mais comme chiffre réel de la superficie imposable. Ce chiffre était celui donné par l'Administration.

Les habitants ripostèrent. Ils demandèrent au Tri-phu d'examiner les reçus de payement de chaque propriétaire. Ils ne reçurent aucune réponse.

Une dernière fois ils demandèrent au Tri-phude vérifier le versement de cet excédent d'impôt. Ils lui proposèrent d'envoyer cette somme à la caisse communale et de traduire les coupables devant la justice. Ils attendirent pendant longtemps et ne reçurent encore aucune réponse.

Alors ils adressèrent une requête au Résident de France. Cette fois la Tri-hunai du 2e degré fut enfin saisi et l'affaire reste encore en instance au moment où ils nous écrivirent.

D'après aux, cette fraude sur les impôts fonc ers a été accompagnée d'une fraude sur les cartes d'impôt personnel et sur le nombre des habitants. A ce sujet ils avaient également adressé une plainte au Résident de France.

Le Chanh hoi Sinh, accusent-ils, avec la complicité de quelques autres autorités communales, avait fait augmenter de 4 le nombre des cartes d'impôt personnel. Chaque carte par surcroît était majoré de 0$20.

En principe les terres communesies doivent être réparties équitablement entre tous les habitants ayant leur carte d'impôt personnel. Les cartes représentent donc chacune une parcelle de rizière. Ainsi l'augmentation de leur nombre a-t-elle permis aux autorités communales de se réserver plus de terre au détriment des autres.

Tous les détenteurs ne reçoivent pas pourtant leur part de rizière. Le jeune Tri dont on nous a communiqué le nom ne reçoit rien.

Cette affaire scandaleuse va passer devant le Tribunal du 2e degré. Comme les paysans frustrés dans leurs droits, nous attendons le résultat du jugement. Il ne tardera pas à venir, espérons.

Ω
Seigneur mandarin !

« Je suis un honnête paysan. J'ai été secrétaire du Conseil communal pendant quelques années. Le 27e jour du 8e mois, au moment où j'étais très occupé par la récolte je reçus la convocation du Tri-phu. N'étant responsable d'aucun délit je me laissai emmener par les miliciens. Ao phu je trouvai un autre villageois, arrêté comme moi. Après un long moment d'attente on nous conduisit devant le mandarin. Le Tri-phu nous regarda fixement puis me dit :

— Tu es riche, tu dois la faire ly-truong (maire).

— Grand mandarin, ai-je réponda, il y a déjà un candidat dans mon village. Je ne veux pas disputer cette place car tui et, en vérité, je ne tiens pas à être maire.

— Vas y ! Je ne permettrai pas au pho-tg de devenir maire. D'ailleurs Son Excellence rejettera sa candidature. Si tu refuses je te tiendrai prisonnier ici.

« Le mandarin nous conseilla toujours de nous présenter à l'élection. Nous refusâmes toujours. Alors, il nous retint prisonnier pendant trois jours. Nous n'avions rien à manger durant cette captivité. Nos femmes ne savaient pas ce qui se passait. Elles avaient une mortelle inquiétude et elles pleuraient abondamment.

« Les travaux champêtres étaient interrompus par notre absence. Nous avons subi des préjudices importantes. »

(Lettre envoyée au bureau du Travail)

Exploit de ly-truong

Vers 8 heures du matin le 25e jour du 10e mois (8 Décembre 1936) Mai van Cau du village de Hoi Khé (Vu Tien) allait chercher le ly truong Truc pour lui remettre sa part d'impôt foncier.

Le village de Hoi Khê avait partagé ses terres communales aux habitants. Les impôts devaient être répartis équitablement à chaque bénéficiaire Cette année, d'après l'avis affiché à la maison communale par le ly-truong même, on avait à payer 0$32 pour chaque part.

Mai ean Lac ouvrit la porte.

— C'est maintenant que tu règles tes impôts ? gronda le ly-truong.

— Monsieur le maire, répondit-il je suis trop pauvre pour vous régler plus tôt. Voulez-vous me permettre de verser mes impôts ?

— Pant 0$50 ! Pas seulement toi, tu sais ! N'importe qui doit payer la même somme, comprends-tu ?

— Alors pourquoi avez vous mis dans votre affiche 0$32 ?

— Tu me reproches, hein ? Tiens !

Sans ajouter une parole de plus, le ly truong se rua brutalement sur Can. An même moment Nguyên nhu Lang, le père du ly-truong, sortit de sa chambre et tomba à bras raccourcis sur le malheureux.

Quand leur ardeur se calma, les vêtements de Can furent en lambeaux. Son argent sema par terre. Un billet de 1$00 tombé au sol fut prestement empoché par le ly-truong. Par malheur Can le sut. Il cria : « Voyez, le maire a pris mon billet de 1$00 ». Le ly-truong nia et cria à ses hommes de ligoter Can.

Can s'enfuya à toutes jambes avec les gens du maire à ses trousses. Arrivé devant la maison communale, il trouva le Tri-huyen qui venait heureusement d'y arriver. Il se présenta devant le mandarin et lui exposa la scène.

Toujours cette conduite brutale, dit le Tri-huyen au ly-truong.

— Monsieur le Tri-huyan, répliqua celui ci, c'est un communiste. Il vient d'être amnistié et il est soumis à une surveillance. Si je le bats seulement, il peut s'estimer heureux. A lui, il faut de la barre (engin de torture).

Le mandarin, soyons juste, demanda au ly-truong de se calmer et l'obligea à laiee la feuille d'impôt pour Can.

Pressé de jurer sa bonne foi devant l'autel du génie tutélaire, le ly-truong qui était très croyant, dut avouer avoir pris le billet de 1$00 à sa victime.

Après examen sommaire le Tri-huyen permit à Can d'aller se faire soigner à l'hôpital.

Le ly-truong n'est pas à son coup d'essai.

LES CHEMINOTS SONT DANS LA BONNE VOIE

(suite de la 1ère page)

commencent véritablement le mouvement. Après Camphamine, c'est tout le bassin houiller. La vague s'étend aussile aux principaux centres ouvriers du Tonkin, effleure l'Annam et déferle en Cochinchine. Le mouvement va en amplant et en profondeur. Il gagne de plus en plus les couches les plus importantes du prolétariat.

Ces grèves ont un véritable caractère de masse. Elles affectent dans presque tous les cas la totalité du l'effectif des ouvriers. Toutes, elles ont ne caractère plus ou moins organisé. Le mouvement est déclenché dans l'enthousiasme et la discipline. La rentrée sesai se fait dans l'ordre. En pourparlant avec les délégués des ouvriers, le gouvernement a reconnu de facto le droit de grève

Il est à souligner aussi le combativité des grévistes. Ces derniers semblent avoir compris cette leçon de la lutte ouvrière particulièrement précieuse dans les pays de terreur : l'élargissement du front de combat par le déclenchement des grèves de solidarité.

A ce point de vue, les cheminots de Saigon méritent d'être cités. Ils entrent dans la lutte pour obtenir les combattants de l'Arsenal et des teamways. Les cheminots de Dian ci de l'ourcham se sont mootrés dignes de leurs frères de Saigon. Leur mouvement a décidé la victoire du front envrier.

Ce côté politique de la lutte du prolétariat se voit aussi dans les autres grèves bien qu'à un degré meindre. Les métallos de l'Arsenal l'ont rechassé quand ils revendiquent la réintégration des ouvriers licenciés à la suite du Congrès indochinois. Mais ce sont encore les cheminots de Saigon qui ont posé la question ouvrière sur son véritable plan. La liberté syndicale figure en effet parmi les autres revendications. Ce mot d'ordre politique aura de profondes répercussions dans la classe ouvrière indochinoise.

Mr Brévié y trouvera matière à réfléchir. S'il veut pratiquer ici une politique libérale en faveur des masses laborieuses, il peut s'assurer d'avance de leur appui. Les grèves qui viennent de se déronler et qui marquent une étape nouvelle dans l'histoire du mouvement ouvrier indochinois en est un témoignage éclatant.

Le marxisme, notre force idéologique

A cause de l'abondance des matières nous sommes obligés de reporter la suite de cet article ou prochain numéro

Nous prions nos lecteurs de comprendre qu'à la fin de la première partie de cet article publiée dans notre N° 15) nous avons oublié de mettre la mention "à suivre" ce qui porte à croire que le marxisme ne renferme antiquement que des questions qui y ont été traitées.

Au numéro prochain, nous publierons :

« *Le matérialisme dialectique* »

Boite aux lettres

La lettre de M. Te-van-Nha dit Phûc Thanh nous est arrivée en dernier moment.

Nous en parlerons dans la prochain numéro

A quelques camarades de Saigon

Nnus avons lu avec intérêt vntre article. Nous croyons devoir vous répondre que le mnment n'est pas encore venu de soulever la question que vnus aviez posée.

En ce qui concerne le Front populaire nnus snmmes d'accord avec vous pour le défense de sa politique en notre pays, dans ce sens qu'ell nous permet de revendiquereles libertés démocratiques bourgenises nécesaires à l'évnlution de nntre peuple et en particulier celle de notre prolétariat.

Le reste, comme disent nos camarades de France, sera nntre œuvre.

A bas la fascisme !

A bas les 200 familias !

Pour libérer la France et ses colonies des forces financières et réactionnaires,

Indochinois républicains de toutes tendances ! Rassemblez-vnus autour du **Front-Social**

Adhérez ou Front Social.

Pour tous renseignements concernant la section du Tookio s'adresser au citoyen Daniel Cernn

18 Rue du Bordeaux Haiphong.

Abonnez-vous au Journal

«La Flèche»

(Un organe de Rassemblement populaire)

Abonnement : l'an 30 francs 1 7 rue de la Michodière — Paris.

«La besiounade, sa méthode coutumière, a fait déjà bien des victimes. Les vilageois Boi Nêu, Mai Phâo, Mai Tuâi, Mai Hoè, Mai Thao Oaog Loi, Trau Tâm, Mai Câm, Mai Thuoc. Trau Quy etc.... ont déjà subi cette brutalité.

A travers ces scènes, on peut déjà se donner une idée de ce qu'est la vie à la campagne. Mai Thai Binh, on remarque particulièrement ces dernières années, les habitants ont tendance à retarder le palement des impôts. Les cas que nous avons signalés, parmi tant d'autres, n'expliquent-ils pas pour une part le consa pour laquelle le paysan ne paisse plus faire faes à ces exactributeurs ?

M. Montet qui ira risalier cette province dans les premiers jours de son arrivée au Tonkin va-t-il rendre tl compte de cette situation ? La paupérisation de la campagne est un phénomène constant et régnier Elle est le produit de tout ce système d'abus, de concession, d'exploitation et d'oppression inimaginables.

Nous savons très bien que le ministre sera bien des difficultés pour savoir la vérité. Nous lui accordons quand même notre confiance dans l'examen des mesures à prendre pour le relèvement du niveau de vie des paysans. Avant toute chose, et telle est notre conclusion, l'octroi des libertés les plus élémentaires, plus que jamais devient urgent, indispensable.

La démocratie mondiale est menacée

L'initiative de la sauver appartient à la France

Par Edgar P. Young

(Regards n°146)

Depuis cinq ans, ceux qui se consacrent à l'étude approfondie des affaires internationales, se sont trouvés plus d'une fois dans l'impossibilité de comprendre la politique en apparence faible et hésitante du gouvernement « national » anglais.

Coup sur coup, la Grande-Bretagne a cédé sans résistance, et parfois même avec une bonne volonté inexplicable, des avantages importants, tant du point de vue économique que stratégique, contre la promesse qu'il n'en sera point abusé, promesse dont il était d'avance certain qu'elle ne sera point tenue. Les hommes politiques qui « la représentent » auraient-ils perdu leur sens d'hommes d'Etat, ou faut-il croire les déclarations qu'ils ont faites à plusieurs reprises, et aux termes desquelles la situation de l'Empire britannique serait devenue si difficile à défendre, qu'il doit céder à toute menace nettement définie, jusqu'au moment où son énorme programme de réarmement aura été réalisé ?

On serait enclin à accepter cette dernière explication, n'étaient les paroles que M. Winston Churchill a récemment cru devoir prononcer devant un auditoire parisien,—s'il n'est vanté que la flotte britannique est actuellement plus forte que n'importe quelle autre flotte ou combinaison de flottes en Europe, et ceci, dans une mesure bien plus grande qu'en 1914 »,— et n'étaient les affirmations complémentaires que Sir Samuel Hoare a fait entendre à Edimbourg pour rassurer le public britannique et aux termes desquelles « l'avion n'a pas encore évincé le vaisseau de guerre ».

Dans ce cas, puisque la Grande Bretagne n'est pas réduite à l'impuissance, faut-il admettre que ses hommes politiques sont simplement incompétents et que le Foreign Office n'est plus en état de les retenir. Le fait du présent article est précisément de montrer que bien que l'incompétence doive entrer en ligne de compte pour les revers les plus retentissants de sa politique, les « défaites » de la Grande-Bretagne] ont été, chaque fois, dictées par les nécessités d'une politique positive qui n'a pas cessé de guider ses actes.

Des grands financiers et les industriels, dont la gouvernement a national » n'est que la créature, ont vu avec inquiétude les progrès constants de l'expérience économique et sociale qui a lieu en Union soviétique. Ils savent aussi bien que les démocraties ignorent tout du succès de cette expérience, il y aura inévitablement un courant irrésistible tendant à l'adoption d'un système analogue, compte tenu des conditions et du tempérament national de chaque pays, pour remplacer celui qui se révèle manifestement si inexpable de distribuer les richesses ». En face de cette menace imminente à leurs privilèges et à leur puissance, ils se sont décidés pour une politique à double face tendant tout d'abord à la destruction du régime social qui est en train de naître, et à la suppression, tout au moins à l'émasculation, de la démocratie, à travers le monde entier.

Le plus grand obstacle à la réalisation de ce plan, était le fait qu'en France et en Grande-Bretagne la démocratie est intimement liée au système national. En outre, ils savaient découvert que les peuples français et britannique ne se laisseraient pas pousser à une « croisade » contre l'Union Soviétique. C'est pourquoi il était indispensable de trouver d'autres armes pour leur politique agressives et de les employer à l'occasion pour effrayer les peuples français et britannique jusqu'à ce qu'ils reviennent d'eux-mêmes à leurs droits démocratiques. Pour atteindre ces objectifs, les réactionnaires britanniques étaient, comme nous allons le montrer plus loin, prêts à tenir risquer ni à faire n'importe quel sacrifice temporaire en biens et en prestige.

La Japon, l'Allemagne et, plus tard l'Italie furent choisis pour être les forces principales de l'attaque proprement dite. L'invasion de la Mandchourie, qui présentait de graves conséquences pour le commerce anglo-chinois, et qui aurait facilement pu être empêchée par des sanctions économiques et financières contre l'économie mal équilibrée du Japon, bénéficia de l'appui diplomatique de la Grande-Bretagne, parce qu'elle conférait au Japon, le contrôle des communications maritimes et lui permettait, en fin de compte, de museler les communications terrestres de l'Extrême-Orient soviétique. En Allemagne, on aida les nationaux-socialistes à accaparer la démocratie, encore mal assimilée par le peuple, et le nouveau régime fut, et est encore, alimenté en divers « nerfs de la guerre », généreusement fournis par les industriels britanniques, sur les crédits accordés par les financiers britanniques. Le militarisme échevelé des hitlériens se transforma rapidement au point de spectre contre lequel on devra

La vie au Pénitencier de Kontoum

DAK PAO

VI

Après les vieillards, ceux que les Moï détestaient le plus c'étaient les jeunes gens qui parlaient français. Ils les détestaient pour la bonne raison que ces prisonniers comprenaient le langage du garde principal peevaient entrer en relation directe avec le « Ông quan s » le mandarin — et faire ainsi des réclamations. Aussi bien aitét que l'occasion s'en présentait ils ne manquaient jamais de brutaliser ces « quidnuts ». Un des prisonniers, Déng si Binh fameux au temps mourrait précisément victime de sa connaissance.

Avant d'être envoyé à Koetoum, Bioh avait été déporté à Bammetbuot eé il avait appris la langue Rhadé — one langue moi. — Il la savait parler couramment, aussi bien que n'importe quel rhadé... Une fois à DakPao, Binh était sûr de l'amitié de ses gardiens et des geôliers dont il possédait parfaitement la langue. Or, au cours d'une conversation avec le sergent Kep dont tout le monde reconnaissait le caractère brutal, il avait commis l'imprudence de lui communiquer qu'il parlait le Français. Depuis ce jour, le sergent Moï servelliait étrangement Dông si Binh, et manifestait à son égard une visible méfiance. Puis, un beau jour à propos d'une peccadille, Kep se mit en colère et se mit à martyriser le pauvre Déng si Bieh avec la dernière cruauté. A chaque coup de bâton qu'il lei administrait il ne manqua pas de déclarer : "Te va bien bien t'apprendre à ne connaître la A la suite de ces brutalités, Bieh tomba malade, attrapa la tuberculose. Il en mourut un mois après sa libération. Depuis ce jour, plus personne parmi les prisonniers n'osait se déclarer capable de parler le français. Et cependant, parce qu'en ne savait plus parler français on n'était pas non plus une garantie contre la radouille barbare. A ce propos, voici un récit:

Un jour, le garde principal vint au chantier et donna au sergent moï quelques indications sur la route à construire. Tous les prisonniers qui comprenaient le français avaient parfaitement aussi que le garde principal voulait donner au sergent moï, lui ne comprenait pas. Alors après le départ du chef, il fit exécuter les travaux d'après une fausse interprétation de l'ordre du garde principal. Grand embarras des prisonniers ; exécuter l'ordre de sergent ? mais c'était mal comprendre le chef blanc ! On serait rudoyé. Faisait-il contredire le sergent et lui prouver par là qu'on comprenait le Français ! Non ! On serait sérement immeié par ces barbares tôt ou tard. Alors, on se résigna à suivre strictement le mot d'ordre de Moï et à attendre...

Un moment après, le garde principal vint qui vit aisément que ses indications ont été mal comprises en tout point. Aussitôt il appela le sergent, le savonna convenablement. Pour réparer la faute et pour sauver la face, au départ du garde principal, il fit appliquer aux prisonniers une correction brutale.

La mort de Palmesain

Ce jour-là, les prisonniers allaient achevar d'abattre un « Son-Lé », un de ces arbres gigaolesques qui, dans nos forêts atteignaient environ 100m de hauteur et dont le tronc mesurait quinze mètres de diamètre. Il a fallu des jours et des jours d'efforts pénibles et ininterrompus pour venir à bout de son feuillage touffu et de son branchage inextricable. Le garde principal s'amena pour surveiller les travaux. Il resta naturellement à distance ; il était à peu près à 150m. du pied de l'arbre, bien loin de la portée de l'arme. Par malheur, cetra; le pied de l'arbre qu'on abattait et le garde principal, il existait en outre Son Lé de même taille. Quand donc l'arbre déraciné se précipita dans sa chute effroyablement rapide, il alla se heerter contre le deuxième Son Lé et le brisa ; ce dernier à son tour tomba et l'une de ces branches vint s'abattre sur la tête du pauvre Palmesain qui mourut écrasé sesistét,

Là-dessus, prisonniers et miliciens restèrent ébahis. Quelques détenus ne manquèrent pas de profiter de cette occasion pour intimider les moï. Ils disaient donc : « Vengeance céleste ! Vengeance céleste ! » Et les moï tout bonnement croyaient pour un temps que la mort de Palmesain était décidée par le ciel en colère. N'avait-il pas brutalisé et tué les prisonniers ? C'est ainsi que les moï avalèrent la pilule et pour quelques jours ils se montrèrent moins barbares, presque sympathiques. Hélas ! bientôt arriva un autre garde principal et de nouveau, les prisonniers connurent des jours encore plus malheureux. Les moï qui pour un temps, laissèrent languir leur barbare ardeur et redevinrent encore plus bretaux sous leur nouveau chef. Ils oubliérent la mort de Palmesain, oubliérent même la terreer céleste et de nouveau, c'était aux prisonniers du payor de leur personne et de leur vie... L'expérionce instreisit si peu ces affants de la forêt !

En attendant, la mort de Palmesain marqua un soulagement memorable. Certes les circonstances de la disparition tragique de cet homme eussent pu émouvoir ces hommes se milieu du qui il avait vécu. Et pourtant nul n'a regretté sa mort car sa politique de répression laissait dans le coer de tous trop de déboires et de haine. Sans doute c'était une mesure d'intimidation qui entendait appliquer pour nu temps seulement. Sans doute aussi quelques joers avant sa mort on avait pu remarquer chez lui en changement d'attitude vis-à-vis des détenus, en particulier des malades, mais il n'avait plus le temps de reeuquérir l'estime quand il disparut

Ainsi mourut cet homme, ce garde principal, ce Palmesain de sinistre mémoire.

La réception des autorités au bagne

Dans ce séjoer infernal, soes ce régime de mort lente, le prisonnier ne cessait cependant d'espérer des jours meilleurs. Espoir bêtas ! bien illusoire, bien chimérique. Telle est cependant la nature humaine qu'elle sepire à vivre toujoers, à vivre encore quelque souffrance qu'elle eedure.

Que pouveit-on bien espérer en somme ? De qui, de quels liens, attendait-on cette amélioration du sort ? De ceux-là mêmes qui nons précipitaient dans ce séjoue, qui détenaient maintenant en leurs mains le sert des pauvres condamnés. Un garde principal, des miliciens n'étaient en fin de compte que des agents d'exécution. Mais leurs chefs, le commandant, le capitaine, le résident de la province. Ils pouvaient beaucoup. Ils avaient l'autorité, ils avaient de la couselence. Dans l'esprit du prisonnier, il n'y avait plus désormais qu'en seul espoir; guetter au passage ces messieurs, leur exposer la situation dans laquelle on vivait... et solliciter ces petits améliorations de régime.

Malheureusement, chaque fois que l'auto conpait et annonçait l'arrivée d'un de ces grands messieurs, le poste réilitaire préparait une drôle manière de réception. Au premier signal, tous les miliciens étaient au garde-à-vous sur deux rangs parallèles, aligués aux deux bords de la route. Pendant ca temps qu'il pleere ou qu'il vente, les prisonniers devaient jeter par terre leurs pelles, leurs pioches et se coucher à plat ventre, face contre terre, sous l'œil vigilant des gardiens. Ils restaient là étaudus, serrés côte à côté jusqu'à ce que l'auto eût passé. Malheur à celui qui osefait lever la tête ou risquer un regard sur la passage de la voiture. Les moï auraient l'assommsieet. C'était seulmeet après le passage de l'auto qu'on se releva ut se remit au travail.

C'était co qu'entre prisonniers, on appelait « des réceptions à plat ventres. Hélas ! il n'était pas temps de rire ! Les amandarins, les autorités passaient et repassaient indifférents aux misères des détenus. Ils rentraient chez eex et ravenaient encore. Mais rien n'était changé au régime de pénitencier. Jamais, on de ces gros bonnets ne s'était informé si seulemont ces pauvres gens là pouvaient tenir encore. Quelque temps après la poussière que soulevait la voiture gubernatoriale, toutes les illusions tombéreut, les unes après les autres.

Dirai-je espeudant que ces quaris d'heere grotesquement soleunels et douloureusement décevants et humiliants, étaient, malgré tout, attendus dans le bagne par la bonne raison qu'au moins ils permettéraient un petit repos au milieu de ces travaux éreintants ? Si seulement ces gros boenels passaient aer ces rontes six oe buit fois chaqee jour ?...

(A suivre)

UNE VOIX D'OUTRE-TOMBE

(suite de la 2e page)

toute ma vie. Je veux mourir droit et ne pas vivre lâche... Ma famille depuis quatre générations est installée au village de Nhâm Lô. A aucun moment nous n'aviens maille à partir avec la justice... quant à moi je suis opprimé et accolé au scélérat... »

Il rédigea ainsi, dans ce ton, quatre lettres posthumes. Le 25e jour de 9e mois (8 Novembre 1936) il absorba un breuvage empoisonné. Il eét alors des deuieurs atroces. Sa femme qui l'observait depeis quelques jours devina le malleur. Elle courut chercher un médecin. Les soins prodigués durant teete la journée de 9 Novembre ferent inutiles. Le 10 Novembre Mai quang Tich appela sa mère et sa femme et leur remit les lettres qu'il avait jeaqe'alors cachéee. Quelques instants après il expira.

Ces lettres accesent formellement le Tri-huyen d'avoir reseplé l'argent du Trân - vae - Sinh. Elles nues ont été remises au procureur de drame. Nous laissons à la justice poursuivre son cours. Nous voulons seulement que cette voix que l'ont peut dire d'outre-tombe— puisse s'élever plus vivante que jamais.

Aveo les faibles et les humbles, opprimés un exploités, nous engageons nos correspondants merci contre les abus du pouvoir et contre la coucussion. La confiance qee les masses laborieuses nons témoignent— et c'est là outre seele récompense — nous nous employoos de tous nos efforts à la mârter.

Au attadeiet le coup de balai qei chasaera d'Indochine ces méinodes arbitaires, et barbares, dignes du Moyen — Age nous nous posons eomme objectif immédiat, l'obtention dans le cadre de la légalité, des libertés démocratiques bourgeoises, nécessaires au relèvement urgent du niveau matériel, moral et culturel de notre peuple.

Notre tactique, nous ne la cachoes pas, dans la période présente, réside dans la constitution d'un large Frunt populaire groupant dans son seie toetes les masses laboricuses, toes les esprits indépendants, toetes les professions libérales et tous les bommes épris de sentimeuts d'humanité, de justice et de liberté, quelque soient leue tendance et le but final de leurs théories, sur la base d'un programme minimum de revendiestions précises aexquelles ils feront serment de faire aboutir de tous leurs efferts, avec la probité, politique indispensable.

L'action de masse seele, peerra faire échec au régima des ahes et des arbitaires. Ce n'est qu'avec etie que eous penrrons empêcher le retour des eas semblables à celui que nous avons examiné.

Spécialités les plus efficaces pour maladies vénériennes
Formules d'analyse déposées insérées au Viêt - Bao :

Bleonoraeure N° 001
Prix Op.50 le boite

Antiblennorhée N° 003—B
Prix 1p.20 (dose pour 2 jours)

Antiblennoréforce N° 003
Prix 1p.20 (3 jours)

Syphilcure N° 7
Prix Op.60 (4 jours)

Grand rabais de 35 % à 40 % jusqu'au 22 Décembre 1936

Dông-Tây Y-Viên
32, Rue des Cuirs, HANOI

Teinture — Détachage — Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard François-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Huê Dân
NGUYÊN-VÂN-QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — Hanoi
De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Grand arrivage de tissages pour Dames et Messieurs
KÉOC-THÂP
23, Cantonnais
HANOI
Pour l'automne et l'hiver 1936-37.

Prix intéressants
RÉSISTANCO
La meilleore peioture.
DUROLAC
La peinture qui protège le mieux et qui brille le plus pour auto, meubles, etc...
57 Rue Jules Ferry, Hanoi

Verrerie Lampisterie
THANH-DUC
de
TRINH - ĐÌNH - KÍNH
65—Rue des Paniers, Hanoi

Chez **Khôi-Ky**
Travaux de vitrerie
Glaces d'installation et pour Pare-Brise d'auto
Etalages et vitrines
Machine pour biseautage chanfreinage
18 Ferblantiers — Hanoi
Télép. n° 858

Fleurs fraîches Création et restauration de jardin
FLORA
N° 18 Boulevard Gie-Long
Horticulteur Fleuriste
Vanneries Gerbes Bouquets
Entretien des tombes
Expédition dans l'intérieur

Etablissement **NAM-THAI**
N° 302 Route de Khâm-Thiên Hanoi
fabrique
des capsules et boites métalliques de toutes dimensions
Spécialité : lampe à pétrole

LA MARQUE REPUTEE DES CHAUSSURES
Chân-Long
9, rue Paul-Bert
38, — des Paniers HANOI

LABORATOIRE DE PRODUITS DENTAIRE
SINH - SINH
50, Rue Jules Ferry, 59
Hanoi Tonkin

Pour débarrasser des MALADIES DE VENUS et de leurs complications la plus vite possible, adressez-vous à
ĐUC-THO-ĐƯƠNG
241 Route de Hué
Hanoi
Traitement antiphlogistique
Traitement suppressif
Drogues non toxiques, tarissant l'écoulement en 3 jours, au maximum

Le départ du gouverneur Robin doit être plus qu'une traditionnelle mutation administrative.

Il faut qu'il soit l'inauguration symbolique d'une nouvelle politique plus conforme aux intérêts des masses travailleuse indochinoises qui ont été pat trop négligées jusqu'ici.

Bien qu'ayant connu de nombreuses déceptions dans ce domaine, l'Indochine n'a pas manqué d'accueillir avec un grand espoir la victoire électorale du Front populaire.

Le programme du lutte contre le fascisme pour la liberté, contre les oligarchies financières, pour le bien-être qui a permis l'avènement au peeveir d'un gouvernement issu de la volecté de la majorité du peuple travailleur et démocratique de France ne peut laisser indifférentes les masses travailleuses ludochieoises qui ont connu en fait, depuis la fin de la conquête, ce que seul l'oppression politique et la sur-expleitation économique.

Eh bien ! Il importe que cet espoir n'amène pas une déceplioo de plus, que cet enibeosiasme du peuple indochinois durant un qu'il croit être une ère nouvelle ne se transforme pas en une désillusion amère comme celle qu'on éprouve devant une promesse non tenue, devant un changement qui n'est en réalité que la continuation d'un passé d'erreurs et d'injustices.

Ce que nous attendons du gouvernement actuel, c'est une Réplure Complète et Totale avec la Politique qu'on a suivie jusqu'ici.

Car il ne s'agit plus de replâtrages.

Il faut un changement complet de l'orientation de l'esprit de la politique coloniale qui s'avère jusqu'à présant trop colooiaiiste.

Nous disons franchement que si eoue n'elleudone pos, du gouvernement de Froet Pepuinire Neire Emsncipation (qui, sare notre œuvre et ce dépendra que de nous-mêmes) nous sommes en droit cependaut d'en attendre uno Peitique Faverable à Notre Emaucipation.

Il n'y a là rien de serpreeant. Cette politique est ceelenne dans l'esprit même du programme du Frout populaire. Et si le geuverooment veut réellement en teoir compte, il feut qu'il ait au plus tôt une politique indochinoise conforme au programme de Paix, de Bieu-Etre et de Liberté grâce auquel il o triomphé.

D'ailleurs, au point de vue de l'intérêt atendu du gouvernement de F. P. il faut que celui-ci moetre par des actes substantiels et des réalisatioes réelles, aux masses colecilales qu'il y a une véritable différence eetre lui et tous les gouvernements précédents.

Il doit leur faire comprendre, par une amélieration sensible de leurs conditioes de vie, matérielles et morales, que la cause du peuple français est iuséparable de la eauas de leur émancipation ; sans quoi le fascisme aora beau jeu de lui enlever une illusion de plus, en s'assurant ainsi de sa complicité passive dans la lutte contre la liberté des travailleurs de la métropole.

C'est pourquoi l'Indochine accueillt avec espoir l'avènement du gouverooment de F. P. C'est aussi la raison pouè laqoelle elle attend impatiemment de ce dernier la réalisatiou de la politique qu'elle a précoelsée déjà depuis longtemps et dont la crise exige l'orgente application.

APRÈS LE DÉPART DE ROBIN
l'Indochine attend une politique nouvelle

Le premier geste à faire ne peut être que la *liquidation immédiate* de tout ce qui rappelle un passé de répression et de violence.

1° Le ministre des Coloaies n'a pas renouvelé le mandat du gouverooer Robin. C'est très bien.

2° *Il o promis* à la délégation de Rassemblement des Indochinois de Fraoes *de rappeler la Légion étrongère*. C'est aussi très bien. Car ou ne peut plus garder saes risques cette Légion qui a joué on rôle effroyable durant la répression de 1930-31 et dont le séjour en Indochine ne peut être considéré, par tous les travailleurs, que comme une constante provocatioo.

3° L'amnistie est en train de se réaliser. Il est de domaine, il nous faut signaler que de nombreux prisonniers politiques sont au régime de droit commun et qu'il faudra qu'on fasse, à ce propos, une enquête sérieuse et approfondie.

Mais il faut encore que l'amnistie soit réellement noe amnistie. Car à l'heure actuelle les amnistiés *ont encore leur résidence forcée*, ce qui empêche la plupart d'entre ceux qui n'ont rieo dans leur village de gagner leur vie ailleurs. A ce régime-là beaucoup préfèrent rester en bagne.

Cependant ce n'est là que le côté négatif de la question indochinoise.

L'Indochine attend une chose qu'elle a réclamée et, qu'en aurait dû lui donner depuis le« glemps, à savoir : *la promulgation des libertés politiques et syndicales.*

Il faut qu'on preeue immédiatement cette mesure non seulement parcé que, de par sa nature même ou gouvernement de F. P. ne peut pas ne pas appliquer son programme démocretique aux peuples coloniaux mais encore parce qu'elle est la condition primordiale du succès de la Commissiou d'Enquête.

En effet, pour que ladite commission ne soit pas comma tant d'autres, qui ont sombré toutes dans l'impopularité, il faut qu'elle s'adresse aux massee et un pas seulement au gouverocment général qui est naturellement optimiste. Or à l'heure actuelle toutes les opinions des masses sont brimées et traquées.

Il est donc nécessaire qu'une telle situation cesse. D'autant plus qu'à l'heure actuelle un « congrès populaire indochinois » se prépare pour dresser no eabier de revendiestions immédiates en vue de la venoe de la Commission d'Enquête. Et si le gouveroement colonial ne s'est pas opposé fauchemeot à cette idée — bieu qu'il sa livre encore à des persécutions aux vrais opposants du régime — c'est parce qoe l'avènement au pouvoir du gouvereement de F. P. a suscité un tel espoir et une telle énergie de lutte dans les masses travailleuses ledochinoises qu'il ne peut plus risquer sans périls sérieux, à suivre son aucienne politique de répressieo.

Il importe donc que le goovereement reconnaisse cette victoire légitime du peuple indochinois en lui octroyaot immédiatemeot les libertés démocratiques.

Jusqu'ici l'Indochine fut uo endroit où sévit la plus scandaleuse exploitation écoeomique. Bien sûr, aveo tes libertés politiques et syndicales, les masses travailleuses eo rout, des instruments précieux de ot ils sauront se servir pour se défendre coetre toute attelte à leurs intérêts vitaux.

Mais elles attendent aussi de la part du gouvernement ene politique économique nouvelle.

Dans ce domaine, le Rassemblement des Indochinois de Fraeoe a déposé eetre las mains du ministre des Coloaies Marius Moutet, uo cahier de revendications immédiotes dont le partie écoeomique comporte notamment :

La revisioo du régime fiscal eu considérant l'actuelle et tragique situatioo des masses paysannes et ouvrières (90/. de la population) qui sont écrasées par la capitation, la gabelle, et l'alcool dont le monopole n'est supprimé qu'en théorie et dont la consommation reste obligatoire

Les misères eosuées à la petite propriété paysanoe (plus de 80 /. de la population) doivent être combattues par des moratoires de dettes, par l'amélioration du crédit agricole et surtout par une politique teodaot à la revalorisation du riz.

Il importe aussi de revisar le régime des seldes des baets fonctionoaires coloniaux, celui des subventioes accordées aux plantatioos, et des avantages spéciaux dont jeuissent les Missions catholiques.

Le eadre restreint de cet articlo oe nous permet pas cette fois de tracer un programme politiqoe et écoomique complémentaire. Mais prochainement nous aurons l'occasion de le eommuniquer aux lecteurs de la Flèche.

Nous conclurons aujoord'hui en disant que le geuvrcmeet actuel ait intérêt à rallier les masses coloniales à sa cause en réalisant une politique nouvelle, plus conforme aux intérêts matériels et moraux de ces masses.

Cette politique doit être guidée par le souci constant d'émancipeer les peuples coloniaux, d'en faire des peuples libres dans la communauté des peuples libres.

L'ancien aspirit raciste et colooiaiiste ne peut qua favoriser le fascisme.

Notre attachement aux trevailleors métropoli ains et l'intérêt que nous leur portons nous commandent de leur porier clairement. Nous le faisons au toute conscience, avec l'ardent désir de contribuer avec no s faibles moyans au combat qu'ils mènent contre le fascisme et les oligarchies financières car ce combat est aussi le nôtre.

VÔ-THANH

P. S.— *Un groupe de jcunes camarades indochinois vient de lancer une feuille mensuelle L'APPEL dont le but est d'informer le public des problèmes indochinois. Tous les millieuts auront intérêt à la lire.*

Pour tous renseignements, s'adresser à Phan-Tôt-Ton 23, rue du Dragon Paris (6)

Imp. spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trịnh văn-Phú

2ème ANNÉE N° 17 — 5 NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 8 JANVIER 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiến

Abonnements : 1 an : 3$00, 8 mois : 1$60, Administration-Rédaction : 28, NguyễnTrãi – Hanoi

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant.

DÉPOT LÉGAL INDOCHINE N° 1817

10 000 travailleurs cochinchinois ont salué, Vendredi dernier, l'arrivée de M. Joslin Godard avec le poing levé et des cris : « Vive le Foont Populaire » Les banderoles portant leurs mots d'ordre furent arrachées par la Sûreté. Quatre maollestants arrêtés. Mais devant cette énormité, ils surent garder leur dignité et leur saog-froid. Aocune bagarre ne s'est produite.

Que leur exemple soit imité des ouvriers du Nord ayant aussi à aller à la réception [illegible] du gouvernemeot de Front Populaire !

LE CAMARADE

Trinh van Phu

CANDIDAT

En application de la décision de notre Direction, le camarade Trinh van Pha pose sa candidature à la Chombre des Représentants du Peuple du Tonkin.

En l'envoyant dons cette assemblée dépourvue de tout droit politique, nous ne oisons qu'un seul but : mettre à l'ordre du jour la défense des classes opprimées : le prolétariat, la paysannerie, le petit commerce, la petite industrie, les professions libéroles et les fanctionnaires.

En l'y envoyant nous ne oisons pos la participation aux compromissions avec les classes dominantes pour l'étude de la meilleure méthode d'exploitation et d'oppression des autres closses sociales, classes dominées, formant plus de go/. de la population indochinoise.

Nous voulons au contraire y apporter la voix de ces mas ses souffrantes.

Nous ooulons qu'elles puissent dire qu'elles ont droit à la oie, à la liberté.

Dans ce sens nous posons la candidature de notre comara de Trinh van Phu,candidature des closses opprimées contre les classes appresseuses !

Trinh van Phu, n'est pas le premier oenu dans le monde oolitique de l'Indochine.

Gérant de notre fournal, il est à la direction du mouoement revendicalif des masses laborieuses de ce pays.

Militant indochinois,il aoail défendu les intérels du peuple indochinois quand il éloit encore étudiant en France.

Refoulé en Indochine par le gouvernement fasciste des Tardieu-Laval pour aooir manifesté contre les massacres de Vinh-Halinh et de Yen Bay, il est revenu en Indochine alu il n'a jamais cessé de défendre les intérêts des opprimés et des exploités.

Pour la défense des revendications immédiates des masses laborieuses,

Pour l'octroi des libertés démocratiques élémentaires nécessaires à l'évolution de notre peuple,

Pour la défense du petit commerce de la petite industrie artisanale,

Pour la, rétlooment des conditions oolitiques et économiques du peuple indochinois,

Eloquez les voix sur le nom de Trinh van Phu !

NOTRE PROGRAMME

L'Indochine au seuil de 1937

Par le jeu des traités conclus entre les souverains Indigènes et les premiers dirigeants de la 3e Républiques française, l'Indochine, depuis 70 ans, passe sons la tutelle de la France.

La *bourgeoisie française*, après la Révolution de 1789, délivrée des entraves de la féodalité, se transforme en classe oppressesse. Détenant tous les moyens de production et prenant les rénes du Gouvernement aprés la chote de la monarchie, elle organise la société suivant son systéme économique et politique et refoule les classes sociales qui l'avaient soutenue à l'époque révolutionnaire au rang d'opprimés et d'exploités. Accaparant toutes les acquisitions de la science,elle développe à outrance ses production. Ses produits aprés avoir conquis le marché national passent au marché international pour le coeqoéts duquel elle doit mener noe concurrence acharnée, revétant parfois la forme d'interventiun armée, de guerres coloniales, de guerres impérialistes.

La recherche des débouchés et des matiéres premiéres l'amène ainsi vers les pays *techniquement arriérés*. Les conquéte armées qui en découlent la met à la direction d'on immense territoire, politiquement et économiquement soumis à ses lois.

L'Indochine, en tant que *colonie d'exploitation*, est organisée *politiquement et économiquement* pour servir les desseins de la bourgeoisie française.

Dans le domaines *politiqu*, les 25 millions d'habitants de la péninsule ne disposent d'aucune liberté, d'aucun droit pour se défendre. Livrées pieds et poings liés à l'oppression et à l'exploitation des classes *possédantes*, les *classes non possédantes* ont toujours bataillé pour leur émancipation. A chaque époque la lutte s'aigrise et s'accentoe.

Les conditions politiqoes des classes non possédantes sont réduites à l'extréme. L'absence totale des *libertés démocratiqoes* les dépouille de tout droit. La liberté de la presse étranglée par les décrets scélérats, la liberté de voyage pratiquement refusée à cause des formalités impossibice et les autres libertés (réunion, associat.on, enseignement...) étroitement réglementées ne laissent plus aux masses laborieuses la possibilité légale de s'organiser.

Avco le sys éme exclusif du *plan horizontal*, le nonqun d'écoles, de professeurs et la réglementation étroite de l'enseignement privé, le niveau d'instruction et de culture du peuple reste encore désespérément bas. La suppression des écoles da caractéres chinois qui distribuaient jadis quelques rediments de lettres et de sciences, leur remplacement insuffisant par des écoles nouvelles constituent plutôt un retour en arriére. Les 90 /. de ta population indochinoise sont encore illettrés.

Dans cette situation les arts, les lettres ne se développent guére. Ce besoin spirituel devient en notre terre un luxe inutile. Ecrivains et artistes indochinois se débattent dans des difficultés nombreuses de leur existence et leurs œuvres ne se dégagent pas facilement de l'emprise des classes dominantes qui leur imposent leurs conceptions, leur point de vue et leurs bas goûts.

En même temps que la limitation de l'instruction publique, la représentation des classes dominées se réduit au minimum. Les *Assemblées et les conseils* élus au *suffrage restraint* ne représentent pas le peuple indochinois. Les conditions d'inscription des votants délibérément fortement connellement pour exclure les masses laborieuses, ont jusqu'ici empéché ces dernières d'exprimer leur volonté.

En plus, l'absence de toute *législation sociale véritable* et le système *judiciaire inique* de *fage onique* pratiqué dans le pays, à l'exception de quelques villes, favorisent au plus haut point l'oppression et l'exploitation des classes dominées. La concussion et l'ours en particuler, n'étsot point réprimée suffisamment dans ce système, s'accharnant sur les plus faibles et les plus humbles, sur les paysans sans droits et sans voix.

Administrativement l'Indochine est morcelée en plusieurs territoires.

En Cochinchine c'est le régime de l'administration coloniale. Au Tookin, en Aonam, au Cambodge et au Laos, pays protégés, l'administration est mi-française mi-indigéne. Les monarchies, remplissent un rôle secondaire, s'exercent plus la direction sur les armées, sur le commerce sur l'industrie, sur les affaires étrangéres.

Un gouverneur général, représentant de la nation protectrice a seul droit du pouvoir. Il gouverne le pays par voie de décrets.

* * *

Au point de aue économique, la société Iodochinoise est partagée en classes sociales distinctes.

L'investissement d'on grand nombre de capitaux dans les entreprises, leur concentration et leur centralisation, l'instauration d'un régime de monopoles, de concessions, de privilèges, la création des organismes de défense de ces intérêts assurant à *l'étatarchie* des banques, des mines, des plantations et des usines une puissance sans limite leur permettant d'instaurer au pays toot no régime inhumain d'oppression et d'exploitation dont sont victimes les masses ouvriéres et paysannes. *La féodalité indigénale*, ses premiers temps de la conquéte, attaquée dans ses prérogatives politique, essaya de sauver une longue résistance. En ces heures mémorables, elle not ses héros et ses martyrs. An fur et à mesere du réveil de la conscience des masses, elle se rend compte que sa politique d'opposition risquait de compremettre le reste de ses privilèges et pourrait la mettre entre les deux feux, elle se rallie alors à ses adversaires de jadis et renforce ainsi l'oppression économique et politique des masses laborieuses.

Tardivement créée dans la transformation du régime économique et politique, la *bourgeoisie nationale* mal née de ces circonstances, se range du coté de la boergeoisie métropolitaine avec qui, de temps en temps, elle dispute quelques avantages sans grande importance. Elle n'a pas été et ne sera jamais révolutionnaire re. Sa base économique se trouve pletot à la campagne qu'à la ville où elle ne possède qu'une industrio rudimentaire dépassant à peine l'edustrie artisenale. Quoique désireose de s'orienter vers la voie iedustrielle elle reste davantage attachée à la terre. La fraction industrielle reste la miearité et ne se dégage pas encore de l'astre fraction tertiéne.

Cette trinité exploiteose à laquella il faut joindre les missions catholiques, détient toutes les branches de l'activité économique coloniale.

Preinées dans leur évolution par un système politique et économique tes dépouillant de tonte liberté et de tout droit les *classes opprimées : prolétariat, classes paysannes* et *paysannerie*, sont ohl gées de supporter ces conditions esclavagistes de vie et de travail, conditions que la crise aggrave et rend plus lamentables encore.

Le sort des opprimés

L'absence de tout droit politique en tant que garantie de la vie économ ques determioe pour les classes opprimées une situation économique particuliérement déplorable.

La « mise en valeur » du pays a créé une classe de salariés forma « *le jeune prolétariat indochinois*. Les conditions de vie et de travail de cette classe sociale dont les éléments sont recrutés dans la petite paysannerie dépossédée et dans l'artisanat absorbé par l'industrie capitaliste, restent, par la volonté des classes dirigeantes, réduites au minimum, dans le but de faire accroître les dividendes et la production.

Avec le régime du *bas salaire*, le niveau de vie des nouveaux prolétariés est essgérément réduit. Ces exploités du patronat n'ont même pas la possibilité de pourvoir à leurs besoins immédiats. Les impôts, les exactions des cais et des surveillants, les amendes et les retenues infestiéres de salaires ne leur permettent plus de faire face aux dépenses indispensables à leur entretien.

Cais et surveillants vivent pour une part sur leur dos. Abusant de leor autorité ils les obligent parfois à acheter les produits indispensables à leurs femmes transformées en commerçantes. Les prix naturellement augmentés à l'excés diminuent encore considérablement la espacité d'achat des esiariés.

Transformées en bagnes, les entreprises pratiquent ouvertement le *travail forcé*. Les journées de 12, 13 heures et parfois davantage sont courantes. Il a fallu qu'une grève éclate pour qu'on se, rende compte qu'à Dinh Bac par exemple, les coolies n'avaient même pas le droit de juste le temps de prendre leur repas, s'arrêter pas de midi. Dans certains endroits, on allait jusqu'à limiter les besoins naturels des ouvriers pour éviter la perte de temps.

Pour faire augmenter la production les cais et surveillants, dictés par le patronat, font accélérer la cadence du travail ils s'ingénient par les moyens les plus infâmes à exécuter l'ordre patronat. En plus des brimades et des amendes infligées par la méthode coloniale, ils recourent même aux peines corporelles et s'arrogent parfois le droit de disposer de la vie de ceux qui travaillent sous leur surveillance. Les cas typiques de la Société cotonnière du Tonkin et de la plantation de Ben Cui sont encore présents à toutes les mémoires.

Les *accidents de travail* causés par l'imperfection des outillages in-

(Voir la suite en 2e page)

AUX ELECTEURS

Le lendemain de la victoire du Front Populaire en France, la revue « Libération », dans uo grand article, a posé la qoestion des peuples colonisés :

« Le peuple de France, dit-elle, a parlé. Il a marqué sa volooté, il veut que ça change, il veut du pain, la paix, « la liberté. Mais seuls les citoyens français ont parlé.

« Soixante millioos d'êtres éclairés au rayo de sujets « et d'esclaves, n'ont pas eu la parole. Et cependant, bien « plus encore que les citoyeos français, ils ont besoin de « pain. de paix et de liberté ! »

En Fraoce. les hommes du Froot Populaire, les véritables républicaios ooos sootienoent, nous défendeul. Les injustices que nous leur avons signalées ont été vigoureusement dénoncées dans les réuoions publiques ou au Parlement. Ils ont parlé an peuple travailleur de France de nos misères physiques et morales. Ils lui demondent de ous aider à ous émaocioper.

De notre côté, nous devons les soutenir dans leur campagne revendicative en notre faveur, dans leur lutte contre la réaction coloniale qui veut obslinément poursuivre en Iodocbioe, comme daos les autres colonies, une politique de domioatioo oppressive. Nous devons montrer que leurs paroles ne soot pas dictées par la générosité de leur foi républicaine, mais qu'elles sont bien les oôtres; qu'elles soot bieo de ceux qui souffreot et qui veulent mettre un terme à cette souffraoce.

C'est daoa la mesure où oous nous mettroos eo mouvement, où noos auroos le courage d'exprimer nous-mêmes, clairement et fermement nos revendications, c'est dans la mesure où nous oous organiserons pour les luire aboutir que oons verrons notre sort s'améliorer.

Electeurs ! c'est pour cette raison que nous pósons notre caodidature. En sollicitant vos soffrages nous visons moins à obtenir un siége daos cette assemblée dite « des Représentants du peuple » qu'à gronper autour de notre programme de revendicatioos immédiates, les élémeots sains et laborieux de ce pays.

Electeurs ! si notre programme est vôtre, n'hésitez pas à nous soutenir, à voter pour nous, à montrer qu'enfio, il voos reste assez de dignité et de force pour approuver ce que vous croyez être juste.

Il faut que le gouvernemeot métropolitain comprenne l'urgeoce et la nécessité de certaines réformes à réaliser en Iodochine Ces réformes indispensables sont contenues daos notre programme électoral. Nous luttons et lutterons jusqu'au bout pour leur réalisation la plus rapide possible. Mais en même temps nous voudrions que ceux qui jusqu'à présent, sont victimes du régime de bâillon, de terreur, de corruption et de fraude oificielle, aient au moins pour cette fois-ci le droit de dire ce qu'ils veulent. Electeurs ! ne vous laissez vons impressionner par les mesores d'intimidation de qui que ce soit. L'heure est grave. Votre attitude d'aujourd'hui décidera de tout votre sort. La réaction coloniale vous observe. Si vous manquez de courage et de digoité, c'en sera fait de vous. Et ce sera pour elle un bon prétexte de nons mootrer encore indignes de jouir des avantages que oos amis de Fraoce réclameot pour nous et pour lesquels nos frères ont versé leur sang héroique.

Electeurs !

Ne soyez plus dupes des « Représentants du peuple » qui ne représenteot que leurs intérêts persoonels et qui ne prennent le nom dn people que pour le trabir.

Montrez-leur votre indigoation en volant tous pour **Trinh-van-Phu** candidat du **Travail**.

GROSSES VUES

QUESTION de langage

Les lecteurs des Nouvelles Littéroires savent que sous la rubrique « Querelles de langage » André Thérive entreprend dans ce journal, avec un zéle et une compétence, tout à son honneur, d'épurer le français en le sauvant de l'invasion de barbarismes criants et de néologismes de mauvais aloi. Sa vigilance n'épargne même pas la littérature publicitaire où des rammerçants pour taper dans l'œil, ne se font aucun scrupule de pondre des vocables pour le moins ahurissants. C'est une manière de défense de la langue et c'en est aussi peut-on dire, l'illustration, car Thérive appuie chacune de ses critiques d'explications, de commentaires, de rapprochements qui jettent une lumière inattendue sur des étymologies insoupçonnées.

Le mérite de ce grammairien m'amène à regretter que l'action épuratrice des Nouvelles Littéraires ne puisse s'étendre aux colonies françaises et à l'Indochine en particulier. On partagera sans doute mon sentiment et l'on pensera volontiers que les colonies françaises étant actuellement baptisées du nom ancenseur de France d'outre-mer, il y aurait lieu de leur faire bénéficier aussi du langage correct et beau.

Je n'offusquerai personne en disant que maile part le français n'est aussi malmené qu'en Indochine On compramet étrangement son génie et sa clarté par des usages tout simplement scandaleux. Jeter un coup d'œil sur la quatrième page de n'importe quel journal de la place, vous serez frappé de la publicité tapageuse d'un apothicaire spécialiste des maux de Vénus qui dans sa rage d'accoquérir de la clientéle, a accouplé d'une foule de termes hybr des sentant je ne sais quelle rauíuse odeur de clinique et de bagne. Dans les recoins les plus reculés de notre bonne ville, [illegible] d'huiles, d'eaux dites gomis Inspect, une baraque délabrée portant sur son enseigne le mot ministériels que le temps d'ailleurs achéve d'effacer. Grande est votre stupéfaction lorsque renseignements pris, vous savez que c'est une école. Son directeur homme sans doute originol, a cru bien faire d'éviter le terme institution, par trop prosaique.

Mais il s'agit là d'abus privés. L'indignation est plus grande lorsque vous avez affaire au style officiel ou du moins au style ronsnré en haut lieu. Ainsi on parc incons dérément certaines personnes du titre pompeux d'inspecteurs du travail, certaines autres du titre non moins pompeux de représentants du peuple. Vous savez vraiment s'effectue une « inspection » des premiéres Quelques diables de coolies employés dans une plantation de caoutchouc prennent un jour la fantaisie de s'enfuir, sous le fallacieux prétexte d'échapper aux mauvais traitements dont ils sont de ladi « plantation. Des gardiens les ayant pris sur le fait, ne trouvent rien de mieux à faire que de les abattre de quelques coops tirés à bride-pourpoint. La presse s'en mêle malgré les efforts des planteurs et des autorités pour étouffer l'affaire. Le Gouvernement, par acquit de conscience, envoie un « inspecteur du travail » aux fins d'enquête. Celui-ci vient et, aiiot descendu de son auto, il est reçu par le directeur de la plantation qui, faisant la bouche en cœur, l'invite sans larder à venir dans son bureau sabler du champagne à l'inspecteur, ogrégiblement remonté par le divin breuvage, demande à peine à faire un tour pour la forme dans l'exploitation où d'ailleurs une savonte mise en scéne a été faite pour la circonstance. Après quoi, l'enquéteur s'en retourne, emportant une charmante sensation de bien-être, et dans son rapport au Gouvernement — si rapport il y a — il dira que rien n'est à signaler sinon que tout marche à merveille « la plantation et que les coolies y mènent une existence édénique. Quant aux représentants du peuple je n'ai pas à vous apprendre combien on a pour lui l'ide du peuple et d'eux-mêmes en les l'appelant de la sorte. L'abus du terme crée davantage aux yeux quand il s'agit de représentants du peuple désignés d'office par le Gouvernement. Ne trouvez-vous pas que ces mots grondent d'être ensemble ?

Mais il y a plus. Que veulent dire, s'il vous plait, tous ces termes de protectorat pas loyal, mandarin ? Je comprends jusqu'à un certain point qu'on dise un fonctionnaire loyal. mais un protecteur loyal ou pas loyal, voilà ce que mon entendement se refuse à concevoir. Pour le mot mandarin, je vois d'ici notre étonnement. Vous ne serez pas loin de me taxer de chicane. Un mandarin, me direz-vous, est un mandarin, et rien n'est plus clair. Je trouve cette explication simpliste et je crois qu'on est fondé à penser que pour vider toutes les querelles au sujet de ces fonctionnaires spécifiquement annamites, qui s'appellent mandarins, il importe de savoir l'étymologie de ce terme. Or rien n'est plus troublant. Le Larousse toujours laconique, te fait venir du sans

(Voir la suite en 2e page)

NOTRE PROGRAMME

destricts et l'insuffisance des services médicaux produisent des nombreuses victimes. Celles-ci insuffisamment soignées ne reçoivent pas toujours des indemnités devant leur être allouées. Avant l'avènement du Front populaire de France, ancune mesure, si minime soit-elle, ne fut prise en faveur des accidentés qui, éliminés du travail par leur infirmité, vivaient encore renfermés l'armée de la souffrance et de la misère.

Dans ce régime de travail, par l'absence d'une législation ouvrière, les femmes et les enfants sont seuls naturellement aux mêmes conditions. Leurs salaires par contre diminuent par rapport aux salaires des hommes.

* * *

La petite paysannerie par l'action conjuguée de la bourgeoisie foncière, des missions catholiques et de la féodalité, périclite chaque jour davantage. La petite propriété foncière tend dans ce régime étouffant à être absorbée par la grande propriété foncière.

L'oppression féodale à la campagne s'abat sur les petits paysans sous forme d'abus de pouvoir, de brutali és commises envers les contribuables, d'exactions de mandarins et d'autorités communales. La lourde fiscalité, la répartition des impôts et leur méthode de perception pul sant de plus en plus la petite propriété et la rendent de plus en plus faible devant l'offensive des gros propriétaires fonciers.

La *corvée-loi* pratiquée à une large échelle, la *consommation pratiquement obligatoire de l'alcool*, la *mesures de représailles* contre la contrebande supposée ou réelle de l'opium, de l'alcool, du tabac..., le *régime des suspects politiques* alourdissent encore cette oppression féodale sur les paysans jugés et étenfés, en matière judiciaire, par le *système intque de tribunaux à juge unique*.

Ainsi ligotée, la petite paysannerie devient impuissante devant cette aristocratie foncière, manœuvrière et rapace.

L'oppression exercés par la bourgeoisie foncière bien secondée par l'oppression féodale, peut ainsi s'épanouir et étendre son action expropriatrice sur tout le pays, n'étant freinée ni par la bourgeoisie industrielle nationale, ni par la féodalité devenue son alliée, ni par la bourgeoisie impérialiste maîtresse des concessions, des mines, des domaines territoriaux.

L'expropriation massive s'effectue par l'annexion pure et simple de la terre. N'ayant pas de plan cadastral établi avec précision les petits propriétaires sans organisation, sans droit, impuissants, assistent à leur prepre ruine et finissent par devenir sinon salariés, du moins fermiers de leurs propres rizières on de leurs propres terrains frustrés.

L'expropriation progressive s'effectue par voie d'usure. Le taux des prêts d'argent accordés par les gros propriétaires aux petits paysans atteint des proportions incroyables. A l'approche de la perception des impôts sortant, ces taux augmente à l'extrême. Pour ne pas être en reste avec l'administration, pressés par les autorités communales qui utilisent la voie des brutalités, les paysans contribuables tombent fatalement dans les griffes des usuriers qui n'attendent que cette occasion pour accaparer leurs lopins de terre à un prix absolument dérisoire.

Le régime du fermage attribuant sans gres propriétaires fonciers la moitié de la production du sol, plus encore dans les régions fertiles, ne laisse plus aux fermiers des revenus suffisants pour couvrir les frais de la culture, pour payer les impôts singulièrement rehaussés par les autorités villageoises et pour leur entretien et l'entretien de leurs familles.

Les expropriés, déclassés par la force des choses, se transforment en saisir-ès agrestes quand ils ne quittent pas leur village pour aller chercher du travail ailleurs. Visés par les rafs recruteurs, qui les engagent à venir dans les colonies, féminines, surtout dans les plantations de la Nouvelle Calédonie et des Nouvelles Hébrides, ils deviennent ainsi l'objet de la *traite des Jaunes* criminelle non pratiquée par la bourgeoisie coloniale et tolérée par le gouvereement colonial

* * *

Qeoiqun les classes moyennes tiennent un niveau de vie plus élevé que celui des masses laborieuses, elles se senffrent pas moins des conditions économiques étroites les mettant en état d'infériorité devant les classes dominantes, c'est à dire à la merci de l'attagns de celles-ci.

Le petit commerce et *l'artisanat* sont menacés de la ruine. Ecrasés d'une part par la concurrence des grandes firmes puissamment organisées, et d'autre part par une fiscalité très lourde, imposée sous forms de taxe ci de patente, les petits magasins, les boutiques et les petites industries familiales et même locales, marchent vers leur ruine. Criblés de dettes et incendés de frais ils s'enfoncent de plus en plus dans une situation tragique et la faillite à l'horizon leur apparaît de jour en jour plus claire.

Les professions libérales étouffées par le régime de l'*indigénat* vivotent sans base économique sérisnse. Freinés dans leur développement par les conditions politiques existantes et obligés de défendre l'infrastructure de la société capitaliste, condamnés par l'histoire, écrivains, artistes, avocats, médecins, pharmaciens .... sentent de plus en plus que leurs intérêts, leur raison d'être et leur mission ne résident pas dans la glorification du régime d'oppression d'exploitation. Réfugés par l'*inégalité civique* au rang des exploités et des opprimés, ils ne peuvent reconvrir leur indépendance qu'en se ralliant aux masses laborieuses, en particulier à prolétariat dont le mouvement, ils le savent à la lumière des événements, aboutira à l'émancipation totale de toutes les classes opprimées paemi lesquelles la leur.

Les petits fonctionnaires ne sont pas à proprement parler des prolétaires ; mais de tous les éléments constituant les classes moyennes, ils se rapprochent le plus du prolétariat. Gagnant leur vie par la force de leur travail intellectuel, ils subissent aussi des conditions économiques et politiques lamentables. Leur solde de misère sans cesse menacés de réduction, leur accès refusé aux plus hauts postes administratifs, l'application du principe du travail égal, salaire égale, le régime de faveur les mettant à la merci de la volonté de leur chef, les engnenr des stages, les vexations multiples font d'eux des enchaînés et les confinent à fs limtin des classes moyennes, plus près des masses souffrntes que toutes les autres couches sociales.

* * *

Avec la crise, les classes opprimées connaissent une misère sans précédente.

A la campagne, la famine décime la population. La mévente du paddy accule la bourgeoisie foncière à serrer encore plus étroitement son étreinte. Sans terre, sans travail, sans organisation, sans défenso, les paysans ont faim aiors que le riz se stocke dans les dépôts. Dans le Nord-Annam des milliers d'hommes, vers 1930-31 meerent affamés. On assistait à la vente des biens, à la vente des enfants, à la destrection de la petite propriété, à la destruction des familles paysannes.

A la ville, dans les entreprises, dans les mines, dans les usines, le chômage s'abat sur une partie du prolétariat et des classes moyennes. Obligé de se sauver du marasme économique, le capitalisme tombe sur le prolétariat lnurgnisé C'est le travail forcé punesé à fund. C'est l'abalssement des salaires.

Par répersussion, c'est la réduction des soides. C'est la faiilite des petites entreprises industrielles et commerciales.

C'est l'inexorable misère, s'abattant sur les masses opprimées et exploitées.

Le mouvement revendicatif des masses laborieuses et notre politique

L'aggravation des conditions économiques, par suite de la crise, punse les masses travailleuses et les couches moyennes de la population indochinoise dans la voie de la lutte pour l'obtention des revendications indispensables à leur existence.

Les travailleurs à la ville comme à la campagne entrent résolument dans la lutte avec la volunté de vaincre. Les grèves, les manifestations paysannes, l'agitation des intellectuels se produisent dans toute la péninsule.

L'insurrection de Yen Bag traduit l'nervement des classes moyennes Elle a abouti à un échec par suite de la non-participation des masses laborieuses ouvrières et paysannes. Ses dirigeants sont morts avec dignité.

Les manifestations ouvrières et paysannes dans le Nord-Annam et dans les autres régions, dans les années 1930-31, découchent le vaste mouvement revendicatif des masses laborieuses.

La grands vagas des grèves ouvrières de l'année écoulée et de celle année marque l'approfondissement et l'élargissemnt de ce vaste mouvement.

Notre politique, au milieu des événements qui agitent l'Indochine, est la politique de la classe ouvrière.

Au point de ces national, nous sommes pour l'émancipation de l'Indochine du joug. de l'oppression et de l'exploitation des classes dominantes Nous sommes pour la constitution d'un large front de combat, un *Front populaire d'Indochine* où seront groupés tous les partis et groupements de la classe ouvrière, de la petite paysannerie, des classes moyennes sur la base d'un programme revendicatif visant la conquête du minimum de droits et de libertés démocratiques sans lequel le véritable peuple d'Indochine, le peeple des travailleurs manuels et intellectuels ne saurait évoluer.

L'alliance que peut nous apporter le *Front populaire de France* sera pour nous un soutien qui doit devenir effectif. En tant que groupement de masses, en tant qu'organe du prolétariat nous défendons sa politique en Indochine, nous l'éclairons sur les conditions politiques et économiques de notre peeple, nous lui indiquerons le sens des réformes qu'il devra réaliser en ce pays. Nous lui faisons confiance mais nous lui indiquerons ses erreurs quand, de bonne foi et mal renseigné, il pourra se trompee dans sa politique coloniale.

Nous ne mendions rien. Au contraire, nous expliquons aux masses laborieuses de France et d'Indochine que leers intérêts les obligent à s'unir.

Devant le fascisme s'organisant illégalement et menaçant les masses laborieuses de ce pays, nous disons que nous n'avons ne permettons pas aux Fracro ni aux Mois français de s'installer en Indochine, de se servir de cette base pour ruiner notre travail d'émancipation.

Par contre que le penple français comprenne que sans les libertés démocratiques, sans les droits politiques, économiques et sociaux élémentaires, le peuple indochinois ne peet pas s'organiser, par conséquent se défendre et encorn moins s'ériger en force pour s'opposant à la réaction.

Dans l'unique occasion qui est donnée au penple frère de nous fournir ces armes indispensables il ne doit peint hésiter

Tuet retard donne le temps au fascisme de nous vaincre, peuples français et indochinois.

Toet retard compromet notre confiance réciproqon.

En attendant la constitution de Front populaire qui est en train de se réaliser en Indochine malgré la réaction, nous nous posons comme objectif immédiat, la conquête de ces droits et de ces libertés. Ces droits et ces libertés, nous les réclamons pour donner aux masses ouvrières et paysannes, aux classes moyennes le moyen de relever leurs conditions do vie misérables.

Dans la bataille électorale qui s'ouvre, notre mot d'ordre est :

Libertés démocratiques

Droits politiques et sociaux pour les masses laborieuses.

Notre programme de revendications

A) Oetrol des libertés démocratiques

1) Liberté de la presse en indochine

a) Abolition de tous les décrets restrictifs concernant la presse

b) Application intégrale de la loi de 1881

2) Liberié de réunion

a) Abolition de tous les urrêtés interdisant les réunions ou limitant le nombre des participants.

b) Application intégrals de la loi du 28 Mars 1907.

3) Liberté d'association

a) Applicaion de la loi du 1er Jaillet 1901

b) Reconnaitsanee légale de tous les partis politiqnes.

c) Libsrté syndicale puer les ouvriers, les artisans et les poysans.

4) Liberté de voyage

a) Applicaion de la loi du 1er Jaillet 1901

b) Suppression du titre d'identité pour les pogages dans l'intérieur de l'Indochine

c) Abolition du régime de relegement.

c) Voyage libre d l'étranger.

5) Liberté d'enseigoement et de coltare

a) Suppression du système d'enseignement exclusif sur le plan horizontal. Suppression du Certificat d'études élémentures.

b) Libre accès d l'enseignement Supérieur.

c) Refonts de l'Univeraité indochinoise d'après l'esprit métropolitain.

d) Suppression de toutes les formalités rendant difficile l'admission dans les écoles publiques.

e) Attribution des bourses pour les étudiants pauvres.

f) Enseignement primaire gratuit et obligatoire.

g) Liberté absolue à l'enseignement privé

B) Revendications politiques

1) Egalité civique entre Français et Indochinois

a) Abolition du régime de l'Indigénat.

b) Accès d tous les postes administratifs selon la capacité de chacun.

c) A travail égal, solde égale.

2) Participation effective du peuple à la gestion administrative et au contrôle gouvernemental.

a) Instauration des assemblées délibératives en remplacement des chambres consultatives.

b) Suffrage universel.

C) Revendications sociales

1) Application d'une véritable législation ouvrière conforme aux intérêts des ouvriers.

a) Assurances sociales contre le chômage, les maladies, la vieillesse. Création des offices de placement.

b) Prévoyance sociale. Création des caisses de secours contre les accidents, les calamnités.

c) Egalité de salaires entre travailleurs européens et indochinois. A travail égal, salaire égal. Cette égalité s'applique également entre les hommes et les femmes.

d) Protection ouvriers contre les exzations patronales : amendes, retenues sur les salaires, augmentation de la journée de travail, peines corporelles ..

e) Protection de la femme travailleuse et de l'enfance.

2) Application en Indochine des lois sociales promulguéesau Frense:

Semei-e des 40 heures, congés payés, contrats collectifs, arbitrage obligatoires.

D) Revendications économiques

1) Refonte du système fiscal

a) Suppression de l'impôt personnel

b) Dégrévement des impôts, des patentes et des taxes

c) Suppression de l'impôt uniforme sur les rsonus agricoles. Répartition suivant leur importance.

d) Impôts progressifs sur les revenus

2) Moratoire des dettes pour les paysans et les petits commerçants.

3) Abolition des expropriations

4) Répression de l'usere

5) Refonte de système des concessions

6) Vérifisation des acquisitions domaniales faites par les missions religieuses

7) Ouverture des crédits à long terme avec des taux accessibles aux petits commerçants

8) Office du riz avec contrôle effeciné par les petits producteurs et les consommateurs pour la protection des produits de sol contre la spéculation.

9) Protection du petit commerce et de l'artisanat contre les trusts, les banques, les grands magasins et les grandes entreprises

10) Restauration de la capacité d'achat des masses laborieuses

11) Rameoe l'équilibre budgétaire par :

a) La suppression en fait du monopole de l'alcool. Distillation libre de l'alcool destiné d la consommation familiale.

b) La suppression de la gobelle et de la régie d'opium. Interdiction de la vente et de la consommation de l'opium.

c) Le rajustement des soldes à augmentation du soldat de 1e cle

d) La revision des traitements exagérés du grosfonctionnelres colonieux

e) L'abolition des subventions accordée aux Compagnies et aux Sociétés e rmmarcs

f) La réglementation sévère des fonds secrets.

g) La diminution des contributions à la métropole.

12) Instauration d'un fonds national de chômage

E) Mesures d'apaisement et de justice

1) Amnistie générale et intégrale pour les emprisennés politiques cessation de la surveillance administrative.

2) Sopprssaion des bagues et des pénitenciers (Poulo-Condore, Kontoum, Sonla, Laobao etc...)

3) Réparation des préjudices faits aux familles des victimes, aux victimes des mesures de représailles (Co-Am, Vinh-Hatioh...)

4) Distribution gretuite des soins médicaux aux libérés

5) Changement des cadres de l'administration coloniele

6) Sanatio n contre les agents ayant commis des crimes à l'égard de la population indochinoise

7) Reppel de la Legion étrangère

8) Rappel des fonctionnaires ayant pratiqué la cencnsion en la favorisant par leur attitude

9) Création de régime politique dans les prisons indochinoises pour les détenus politiques

10) Snppression des services spéciaux instanrés pour traquer les suspects. - Limitation du pouvoir du servien de la Sûreté politique

La vie misérable des travailleurs à la carrière de Ru-Rum (Vinh)

Nous avons de recevoir la lettre suivante de M. To-son-Nho dit Phac-Thanh, en réponse à notre entrefilet « La vie misérable des travailleurs à la carrière de Ru-Rum (Vinh) » paru dans notre n° 14

Vinh le 23 Décembre 1936

Monsieur

Travail à la tâche. — Ae début de l'entreprise, trois prix ont été donnés pour troie qualités de minerais extraits. La première a été payée jusqu'à 1$35 ou 1$40 par mètre cube. Ce qui faisait beaucoup profiter les indigènes de Phu Diên et Vo-Chanh, habitants de la Région. Mais les coolies, cultivateurs de profession et venant d'autres régioes, gagnaient un peu difficilement pour la seule raison qu'ils ne pouvaient discerner le boo du mauvais minerai. Aussi suis-je oublié de donner un prix moyen pour du minerai mixte, noo sélectionné. (Dans certains endroits, les trois prix ont encore maintenus) — Depois, les cooties travaillent avec assurance de gagner si nun avec une certaino aisance du muios très suffisamment.

Voici quelqoes chiffres pris au hasard dans mon livre d'extraction :

Les 13 coolies de l'équipe de l'An oot produit dans la journée du 8 Décembre deroier :

1m3 50 de mineral de fer extrait & chargé sor sampan ×0.70=1$05
3.50 de mieeral mixte × 0.65 = 1$93
soit 3$00.

Ila unt gegoé en moyenne 3$00/13 = 0$23

Les 50 coolies du village, de t'équipe Nguyên-van-Ba, unt produit dans la jnnrée de 28 Novembre éconlé :

1m³700 de mineral mixte ×0$65= 11$05, soit 0$22 par tête en moyenne

Il demeuro entendu qee lo Cei, en tête de l'équipe, autrement dit, le tâcheru gagne en peu ue ce prix. Celà n'empêche pas que le coolie puisse gagner au moins 0$20 par jour. Quand on prond séparément quelques coolies qui travaillent pour un certain Cai. ils arrivent même à gagner jnsqu'à 0$35 par jour. considération faite de leer bonee application et du flon découvert.

Cubage. - C'est faux de dire que je prende 0m3700 pner 0m³500 de mineral extrait.

Le mineral étant payé soivant le mètre cobé, j'ai cssayé de peser du mineral ainsi cubé dans des caisses saos fonds un présence des coulies livreurs; à plusieurs reprises, j'ai trouvé à pee près nn tunnage déterminé sans écart appréciable. Les coolies ont profité de ce que je n'utilisais pas la balance pour jeter dans des caisses on buis des gros morceaux de mineral dépassant quelquefois 40.=, et ila unt ménagé de façon à y laisser trop de vides.. Mon estimation devenua fausse, ma dernière livraison au mois de Joillet écoulé n'était exactement que de 4216 tonnes au lieu de 5.600 toones, d'où une perte de 1.400 tonnas que les coolies auraient dû me livrer.

Cette fois-ci, et c'est convenu, quand il s'agit de gros marseaos de minerai: il faut que le minerai dépasse un peu les bords de la caisse rien que pour sumpenser les trop grande vides qel s'y trouvent.

2e/ Travail à la journée. — Les unvriera à la journée sont presqee chez eux. Ils travaillent trois à pas de leur maison et s'absentent quand ils le veolent, à l'époque des moissons un à l'occasion d'un anniversaire ou d'nnn fête quelconque du village. C'est avec nn commun accord qu'ils acceptent un esiairn journalier varié de 0$10 à 0$17 suivant le genre de travail qu'ils fournissent. Ils s'estiment heureux de pouvoir faire des écommies, car ils ne sunt pas loin de leur famille eô ils trouvent tnnt le nécessaire à bon cumpte.

Ils travaillsci effectivement el an ao de tuos, de 6 benres du matin à 11 heures et nuit à partir de l heure. Fait-il déjà jour à cieq heeres du matin on cette asiaun? — L'auteur de l'article « la vie misérable des travailleurs a inventé des chnses qui n'existent pas. Comment pnuvuir travailler à cinq beeres do matin alors qu'il fait encore nuit.

Qu'il est duno pné de venir visiter Yéo Cu à cinq heures du matin poer constater s'il y a présenes des cuulies jonroaliers?

Prime et avances. - Dans le bet d'encouragement à des tâcherons recruteurs des coolies étrangers de la région, j'ai donné à ces tâcherons et nne aux coolies nne prime de 0$01 par cuolie et par jour de travail. Ils recreisient pas an debut pour no prandre [après ges des coolies villageus, an pied dola mine même et qel étalent en train de travailler. Mes autres tâcherons, ce qui n'augmentait pas l'effectif du chantier & avait tendance à une concurrnnce lâche et indigoe entre les tâcherens. Et pour cueper court à cela, la prime devait être naturellement supprimée.

Pnur tes avances, elles ne sont plus nécessaires lorsque jo paye tous les jnns, à la livraison du minerai par les coolies.

Blessés, malades. - Pae d'accident mortel depuis l'nevertere des travanx. Je dnuno des médicaments à ceos qui sont réellement malades on seolement des soins médieaux à des blessés.

Sans voir de près, il y a toujnurs des abus. Tuot médicsment est refusé à caux qui le réclament poer lèvre parents, voisins et villageois ne travaillant pas pour la mine.

. . . . . .

(suite en te page

GRÈVE DES DÉBARDEURS DE PHU-LANG-THUONG

Le 2 Janvier, plus de 200 débardeors an service des maisons Bich-Ky, Di-Loi, Hoà- Ich, Nguyên-Phat, Thuân-Vinh, Tan-Ky, Dâo-Ky, Van-Loi se sont mis en grève.

Ils réclamerent une augmentation de salaire. Ce qu'il y a de pire dans ce pénible métier, c'est qu'il est à la caisen Les coolies ne trenvent à s'empleyer que pendant nn oo deux mois à l'époque de la moisson. Leer gain suffit à peine à les entretenir et à entretenir leurs familles pour lonto l'année.

Après trois jeors de grève ils ont obtenu une majoration de 20 /. sur saisires.

Ils unt repris le travail. Qu'attend le Tri-Phn pour le restituer leurs cartes per-sunnelles confisquées an moment de l'arbitrage.

Aucune haine n'inspire les campagnes de « La Flèche »

N. D. L. R: Le comarade Daniel Caron du « Front social » nous communique cet article paru dans « La Flèche » du 5-12-36 avec prière d'insérer.

J'ai reçu cette semaine la visite du fils d'un homme que j'ai violemment attaqué dans ces colooces et qoo *La Flèche* continuera peut-être à attaquer, si c'est nécessaire. Le nom du visiteur n'importe. Mais les sentiments qui l'animaient étaieot infiniment respectable, sa démarche était bonnement émouvante, ses mobiles répondaient à nne sooci profonde.

Cette visite m'oblige donc à préciser encore une fois: et une fois pour toutes, an nom de tous mes camarades de cette page et au nom de *La Flèche* tnut entière, le sens de nos campagnes contre les trests. Trois paragraphes y suffiront:

La Flèche répodit tout secrisme. Elle ne veut avancer que des faits vérifiables ou coolrôlables par quicooque.

La Flèche no nourrit aucune haios contre les bonzes. L'homme n'est ni ange ni bête. Sur le plan social comme sor le plan économique, l'homme n'est mauvais qu'en foocliao des vices de l'organisme social. Les inaitotions sociales, un mpeu partout humaines, le capitalisme pourrit tout ce qu'il touche. C'est dnos cette mesnre et dnos cette mesure seulo que nous condamnoons et clouons au pilori les hommes qui en sont l'expression vivante. Leurs personnes, en elles-mêmes, nous sont indifférentes.

La Flèche n'engage de campagnes que lorsqu'elle les sent justes. A partir du moment où sa convictioo est formée, rien ne l'arrête, rien ne la fait reculer. Je dis: rien, et mes lecteurs comprennent tout es que rien reoferme. *La Flèche* n'est aosiblo à aucns des arguments du capitalisme,

Jean Daixe

Les agent journaliers protestent

Les agents journaliers aux ateliers de Gia Lâm, à leur tour, protestent

Arrêtant leur travail pendant plus d'un 1/4 d'heure, tous s'amènent au bureau du Chef des ateliers demandant qu'on les verse dans la cadre secondaire.

Dans l'état où ils sont, ils ne sont pas payés les jeurs de dimenche en de fêtes légales. Quand ils tombent malades, ils payent eux-mêmes les frais d'hnspitalisation et l'on coupe évidemment leur salaire pendant les dits jours de chômage feré.

Le sort des agents du cadre secondaire tnut en n'étant pas enviable, est cepandant moins malheureux. Ceux-ci viennent d'être l'objet de di-y. ra ordres d'avancement: gratification de aulde, de cberté de riz etc...

Des pnurparlers se soot engagés entre les représentants des agents jourealiers et le Directeor de la Cie.

Nous ne saurinns trop féliciter l'attitudo digne des agents journaliers et et en particulier de leurs représentants qui certainment mériteot à boone fin le mandat à eux confié.

ENCORE VUES

(Suite de la 1ère page)

crit mandatin. Un confrère l'a fait malicieusement dériver de mandorins. Je bolançais entre ces deux thèses lorsque, pas plus tord que ce matin, un mien ami, linguiste et étymologiste à ses heures, m'affirme avec one conviction éoidents qu'il faut chercher son origine du côté de malandrin. Tont de divergence jette un sérieux trouble dans mes connaissances linguistiques et n'est guère pour me rassurer sur le sort du pauvre peuple annamite.

Mais je n'en finirais plus s'il fallait citer d'autres exemples. La langue française serait-elle à son tour victime de la colonisation? Voilà ce qui je voulais en penir. Je pose la question et ceux qui l'aiment et la cultivent. Pour moi, au risque d'encourir les foudres de certain coofrère, ennémi déclaré du mort ges, je démonderai à M. Luc de bien vouloir ajouter aux voeux qu'ils présenteront à la Commission d'enquête celui-ci que le peuple annamite soit éclairé sur l'étymologie de certaine mole et notamment du mot mandarin, pour qu'il sache une bonne foie à quoi s'en tenir.

ERRATUM

Daos notre article «camarades libérés politiques, prenez gardu a! do dernier numéro.

Au lieu de « ... le seul journal défendant les intérêts du prolétariat tonkinoien. lire «.....le seul journal de l'Annam – Tonkin défendant le prolétariat ».

Le Marxisme notre force idéologique

II

Matérialisme dialectique

Marx procède de Hégel, philosophe allemand, le premier qui développe la dialectique comme la nouvelle règle de pensée ; Marx le premier interprète d'une façon conséquente sa pensée dialectique. Pour Hégel, en effet, la dialectique est le mouvement de l'Idée qui se réalise, Dans toute Idée qui évolue se trouve une contradiction entre deux termes qui s'opposent. Il y a un principe d'affirmation et de conservation : la *thèse* qui tend à maintenir l'Idée dans l'identité statique de son être et il y a un principe de négation : l'*antithèse*, qui s'oppose à cette immobilité de l'Idée et crée alors au dedans d'Elle une lutte après laquelle l'Idée sera pleinement réalisée. Elle progresse vers une forme nouvelle plus riche en contenu de qualité supérieure, la *synthèse*. Qu'est-ce donc que cette Idée ? D'où vient-elle ? N'est-Elle, pas en dernière analyse le Dieu de la chrétiena tout puissant, caché sous un autre nom, l'Absolu, le Créateur? Marx n'accepte pas la dialectique de Hégel sous cette forme métaphysique, mystique. «Pour Hégel, écrit Marx dans la préface de son livre «le Capital» — le processus de la pensée qu'il transcende sous le nom d'Idée en un sujet absolu et autonome constitue le démiurge du Réel, et le Réel n'en est que la manifestation extérieure. Moi je renverse les termes et le processus idéal n'est pour moi que l'envers du processus matériel tel qu'il se transpose dans un cerveau humain ».

Sous la forme primitive qu'a laissée Hégel, sa dialectique reste inutilisable. On ne sait pas quand et comment il a coonu l'Idée, ni d'où lui vient l'Idée à moins qu'Elle ne soit une pure création de son esprit mystique. Marx a remis sa dialectique sur les pieds comme il dit, alors qu'elle se tenait renversée sur la tête. Le matérialisme dialectique n'est donc autre chose que le mouvement de la *matière* qui se reflète dans l'esprit. L'esprit n'est que le reflet de la matière, alors que pour les idéalistes de toutes nuances, c'est le contraire qu'ils affirment, Pour ceux-ci tout vient du cerveau, la faim, la douleur, etc.. . Pour les matérialistes c'est quand l'estomac est vide, les sucs gastriques y, produisent une certaine sensation de douleur, ces sensations se transmettent au cerveau et nous donnent le désir de manger etc..

Cependant la matière pour les marxistes a un sens plus général et n'est pas forcément liée à aucune conception particulière atomistique ou autre. Elle implique tout simplement l'affirmation de l'existence d'un monde réel, concret en dehors de notre conscience et dont l'homme fait partie et dont les éléments meuvent, soumis qu'ils sont à la loi dialectique.

« L'unique propriété de la *matière*, dit Léoline, dont l'admission définit le matérialisme philosophique est d'être une réalité *objective*, d'exister en dehors de notre conscience ».

Et cette « matière » change sans cesse, est en mouvement perpétuel. Car le mouvement est la mode d'existence de la matière, sa manière d'être. Jamais et nulle part il n'y a eu, il ne peut y avoir de « matières sans mouvement. La « matière » sans mouvement est tout aussi inconcevable que le mouvement sans « *matière* ».

La dialectique marxiste est dédiée de la science de l'expérience , Celle-ci nous montre que le mouvement existe partout, tant dans le domaine organique que dans le monde inorganique, dans la pensée comme dans la matière, la terre tourne, le soleil évolue, les plantes poussent, les atomes se déplacent à des vitesses paradoxales, les idées changent etc..

Ce mouvement est contradictoire c'est-à-dire qu'il résulte de la lutte entre deux éléments contraires, entre deux forces opposées la *thèse* et l'*antithèse*. Ce choc de ces éléments naît l'élément nouveau qui est l'élément résultant, la *synthèse*, et toute l'évolution du monde procède de cette loi.

Ce effet, le mouvement de la matière n'est pas un simple mouvement mécanique ou simple changement de lieu. Il est aussi et avant tout un changement de forme. Le charbon en brûlant dégage de la chaleur, devient de l'énergie calorifique qui transforme l'eau en vapeur compressible; cette vapeur comprimée acquiert une force mécanique, une puissance qui met en mouvement la locomotive, L'énergie électrique provient de la transformation de l'énergie chimique calorique ou mécanique. L'énergie elle-même aux limites de la physique moderne n'est que la transformation de la matière comme cette dernière vient de l'énergie. Einstein le savant illustre écrit quelque part: « La matière est de l'énergie extrêmement concentrée et l'énergie de la matière est extrêmement diluée » Bien d'autres découvertes récentes dans le domaine des sciences de la nature viennent d'apporter des preuves d'évidence au marxisme dialectique comme l'évolution des éléments radioactifs découverts par les Curie, la transmutation des corps simples de la chimie l'aluminium dans certaines conditions se transforme en un autre élément du phosphore, le radiophosphore. Celui-ci se décompose spontanément en silicium etc...

Tout cela est le mouvement dialectique de la matière. Certainement ou réduira, écrit Engels, un jour la pensée à des mouvements moléculaires et chimiques dans le cerveau, mais réduira-t-on par là l'essence de la pensée? » Dans Anti Dürbing. Engels écrit « Dans la nature s'imposent parmi la confusion des mutations les mêmes lois dialectiques du mouvement qui, dans l'histoire également dominent l'apparente confusions des événements ces mêmes lois qui, formant également le fil qui court de bout en bout, à travers l'histoire de l'évolution accomplie par la pensée humaine, parviennent peu à peu à la conscience de l'homme pensant » Le défaut des philosophes idéalistes jusqu'ici est de raisonner sur des concepts immobiles, rigides, ils se révèlent par la impuissants de saisir le monde réel, concret et changeant. Leurs distinctions sont trop estégoriques, leurs lignes de démarcation trop arbitraires, ils ne comprennent pas qu'une même chose existe sous de multiples formes, qu'elle se transforme même en son contraire sans perdre pour cela l'identité de son être,

« La chose en soi est inconnaissable » dit Kant. Oui le soi-est inconnaissable pour ces esprits idéalistes qui mystique qui s'embrouillent dans des concepts immobiles de leur monde subjectif. Les mystiques bonddhistes ou l'asiates vaincus par la complexité du monde objectif et réel qui change à tout instant, le déclarent vain et illusoire, s'enfuient dans la forêt ou s'enferment dans les cavernes pour y être rongés par le pessimisme. Non, la chose en soi est connaissable pour ceux qui étudient la nature telle qu'elle se présente à eux dans sa loinie réalité. La chimie organique arrive à faire la synthèse d'un grand nombre de corps en partant de leurs éléments constitutifs. Par suite on peut prétendre qu'à l'heure actuelle on connait la fameuse *chose en soi* grâce à la technique de plus en plus évoluée, et chaque jour *la chose en soi se tranforme en chose pour soi* Seule la théorie active de la connaissance donne à l'homme la clé de la nature. Il s'empare d'elle davantage de jour en jour. Et cette théorie est le matérialisme dialectique.

Léuine explique le caractère dialectique du matérialisme marxiste. — « Le matérialisme dialectique insista sur le caractère approximatif, relatif, de toute prepositon scientifique concernant la structure de la matière et ses propriétés, il insiste sur l'absence dans la nature de lignes de démarcation absolues, sur le passage de la matière mouvante d'un état à un autre qui nous paraît parfois incompatible avec le premier. « La science de la nature, connait Engels, en est actuellement arrivée au point de ne plus pouvoir échapper à la synthèse dialectique que *il existe une matière en mouvement.*

(A suivre)

Spécialités les plus efficaces pour maladies vénériennes
Formules d'analyse déposées insérées au Viêt - Bao :

Biennoraeure N° 001
Prix 0p.50 la boîte

Antiblennorhée N° 003—B
Prix 1p.20 (dose pour 2 jours)

Antiblennoréforce N° 003
Prix 1p.20 (3 jours)

Syphilcure N° 7
Prix 0p.80 (4 jours)

Grand rabais de 35/0 à 40/0 jusqu'au 22 Décembre 1936

Dông-Tây Y-Viên
32, Rue des Cairs, HANOI.

Exploit de douanier

Le paysan indochinois ne peut pas toujours vivre de ses terres. Dans certaines provinces trop peuplées, telles que Thanh-Hoa par exemple, ceux-là qu'on dit paysans n'ont pas pour eux un pouce de rizière. Etant tout près de la mer, ils s'adonnent des marais salants. Il y a quelques années, tous les habitants du village de Nam-Khé vivaient de la vente de ce sel, unique produit de cette terre de disgrâce.

Un monopole gouvernemental

Mais un beau jour, le gouvernement qui veille jalousement sur la sort de ses enfants, flairait cette source de revenus, il viot, se laissa la part du lion en instituant le monopole du sel.

C'est ainsi qu'un Poste de douane est installé à Lach Truong pour prévenir les infractions à cette régie de la part des habitants.

Une figure de douanier

Le douanier de Lach-Truong, Kergoat, se montre digne de sa tâche. Il se montre tellement digne de sa tâche qu'il est devenu l'épouvantail de toute cette contrée.

Brave émule de Bernadet — l'autre sinistre douanier de Thanh-hoa (toujours cette pauvre province !) — il n'a rien à lui envier quant à ses sautes d'humeur, aux processes diabolocides de son poing et de son pistolet.

Le forgeron Ruôc de Cho-Choàng (Lac-Truc) en sait quelque chose. Il a eu la chance de réparer un jour la bicyclette de Kergoat. Le travail fini, celui-ci lui lança dix sous, le forgeron en voulait vingt. Il tendait encore la main pour réclamer quand un coup direct le mit à plat ventre Et des gifles et des coups de poing, si bien que Ruôc avait sa mâchoire fracassée et ses joues tuméfiées.

Un coup de révolver

Les paysans de Nam-Khé connaissant la triste réputation de Kergoat observèrent la plus grande sagesse. Ils n'osaient toucher à ce sel sacré, propriété douanière. Mais ils ne pouvaient non plus en acheter, faute d'argent, et ils avaient besoin de sel. Alors ils allaient puiser de l'eau de mer par essex et fabriquaient chez eux le condiment nécessaire. Ce va-et-vient éveilla les soupçons de Kergoat. Le 18 Novembre dernier suivi de ses deux gardes ; Kergoat fit une tournée dans le village.

Voyant une foule s'amasser à côté des marais, il cria à la contrebande et se rua sur les habitants. Ses deux acolytes l'imitèrent et tous les trois à qui de punir à tir de battre ces paysans qui s'envolèrent. Debout sur le théâtre, la figure violacée par la colère, Kergoat brandit son révolver et tira dans toutes les directions. Une balle atteignit le jeune Thanh. Agé de 15 ans.

Les suites du drame

La vue de la victime calma le meurtrier. Ou'antant plus que Thanh n'était venu là que pour chercher des crabes. Kergoat le fit conduire à l'hôpital et promit aux parents de Thanh de leur donner vingt piastres.

Le médecin de Thanh-hoa, après examen, a déclaré impossible l'extraction de la balle logée dans l'omoplate même: Thanh ne pourra jamais plus se servir de son bras droit, Effrayé, Kergoat remit au père de Thanh 2$00 et à sa mère le 20 Novembre 2$00 encore.

Les jours passent ; comme l'affaire ne s'ébruite pas, Kergoat dort sur les deux oreilles et refuse même de payer le reste de la somme qu'il a promise aux parents de sa jeune victime, rendue infirme par sa faute.

Et qu'ont fait les autorités

Rien, dans cette affaire. Elles se sont contentées d'enregistrer les événements. Cette attitude d'arbitre indifférent nous surprend et nous révolte.

Non, la situation n'a que trop duré. Ce monopole de fait, qui arrache aux pauvres paysans leur maigre gagne-pain est une mesure arbitraire.

Ces douaniers sanguinaires dont nous avons les échantillons les plus typiques, Kergoat et Bernadet, se permettent, forts de l'impunité, toutes les cruautés; toutes les brutalités.

Ces histoires de contrebande ont fait trop de victimes, il faut que le Gouvernement de Front populaire intervienne.

CH. MAU'S
Tailleur et Chapelier
N° 18, Bd Dong-Khanh — HANOI

ASSURE : que le costume qu'il vous livre est parfait. Portez le pendant une semaine, et si ou bout de ce temps vous en êtes pleinement satisfait, son but sera atteint.

ENGAGE : à vous le reprendre s'il en était autrement.

La démocratie mondiale est menacée

L'initiative de la sauver appartient à la France

(*suite et fin*)

Par Edgar. P. Young

Le premier échec grave de cette politique délibérément réactionnaire fut la conclusion du pacte franco-soviétique. La Grande-Bretagne a fait tous ses efforts pour empêcher la ratification du Pacte franco-soviétique. Furieux à la perspective de voir échouer son projet vital, le gouvernement britannique s'employa à rendre ce pacte inopérant. Le représentant de la Grande-Bretagne à la Coufèrence de Mootreux fit tout ce qu'il lui était possible pour persuader le turquie d'isoler la perle soviétique de la mer Noire. Mais il fut obligé de cadre en retraite devant l'action franche et courageuse de M. Titulesco qui s'assura l'appui de toutes les petites puissances. C'est ce recul peu réussi que son gouvernement essaie maintenant de compenser par son action en Espagne.

Le fait que le Gouvernement britannique a exercé sur M. Blum une forte pression au vue de te persuader de proposer l'accord de s non-interventions est un secret de polichinelle. C'était là une manœuvre extrêmement habile, car M. Eden savait fort bien qu'un cas où il oserait proposer lui-même une telle convention, il subirait le sort de Sir Samuel Hoare. Ou vant la proposition émanant d'un Président du Conseil socialiste, Chef d'un gouverneoment du « Front Populaire » l'opposition britannique était désarmée. C'est pourquoi M. Blum devrait comprendre que quelle que soient ses justifications, son action à cet égard a vain à soh pays une grande perte de sympathies à l'étranger, et rendu extrêmement difficile la tâche de ceox qui aoraient pu l'aider contre leur propre gouverneoment réactionnaire. Plus encore ; le gouvernement britannique est si certain de sa victoire qu'il s'est déjà déclaré prêt à conclure un pacte occidental, dans l'espoir de saper ainsi encore davantage la position stratégique de la démocratie française,

Pour apprécier à leur valeur les conséquences possibles, pour la France, de l'initiative dictée à M. Blum, il faut considérer l'effet de la victoire des rebelles en Espagne. Les forces italiennes ayant leur base aux îles Baléares, pourraient interrompre la traosport en France de troupes venant de l'Afrique du Nord et de pétrole venant de Syrie. Les forces allemandes, ayant leur base aux îles Canaries, pourraient interrompre le transport en France de troupes et d'importantes matières premières venant de l'Afrique Occidentale, tandis que ces mêmes forces, ayant leur base de l'Espagne du Nord pourraient bloquer la côte atlantique de la France.

La France serait alors dans une situation désespérée : entourée de tous côtés par des puissances fascistes, sa démocratie menacée à l'intérieur par le succès de la rebellion fasciste en Espagne, sans possibilité de communications directes avec l'Union soviétique, elle deviendrait virtuellement un protectoest britannique, dépendant de la Grande Bretagne pour le maintien de son indépendance, même nominale. Elle serait soumise, de ce fait, au contrôle britannique dans sa politique extérieure et intérieure.

Puisque le gouveroement britannique ne fait aucun effort pour empêcher l'Allemagne et l'Italie de conquérir de positions à partir desquelles, elles menacent les communications les plus vitales entre les diverses parties de l'Empire britannique, il est évident que M. Eden ne s'opposera en aucun cas à la politique ouvertement agressive de ces puissances, at que la France, si elle ne s'arrache dans le plus bref délai au filet qu'on essaie de jeter sur elle se trouvera bientôt obligée de suivre la même politique, qu'elle le veuille ou non Le peuple de France conseotira-t-il à se laisser dépouiller sans lutte de sa souveraineté et de ses libertés démocratiques par des bailleurs de fonds étrangers ?

Il y a lieu de supposer que M. Eden pousse M. Blum à abandonner ses amis de l'Europe Centrale et Orientale, comme condition ao renouvellement de la garantie britannique pour ses frontières du Nord. C'est là un bluff ; M. Blum devrait se dire, en effet, que M. Baldwin parlait sagement lorsqu'il disait que la sfrontière de la Grande-Bretage est sur te Rhin.

En effet, quand ce ne serait que pour des raisons de stratégie, la Grande-Bretagne ne saorait ao aucun cas se permettre aux nazis de s'installer à portée du cœur de son immense empire.

Hitler se rend comple indobitablement de cette situation. S'il ne le faisait pas, le Foreign Office le lui aurait déjà fait comprendre. C'est pourquoi il faut bluffer lui aussi puisqu'il est évident qu'il ne peut s'engager avec chance de succès dans une guerre contre la France et l'Angleterre réunies, à un moment où ses préparatifs de guerre ne sont pas encore terminés, la violence même de ses récentes déclarations est une preuve de son inquiétude.

Si M. Blum se laisse tromper par ce bluff anglo-germain, il laissera passer l'initiative aux mains d'un gouvernemant britannique qui, quelles que soient les craintes qu'il affecte d'éprouver pour la démocratie française, abhorre la démocratie aussi bien qu'il abhorre tout «Front Populaire». Il ne faut qu'il sit, à ce sujet, la moindre illusion. Aussi M. Blum doit-il rassembler tout son courage MAINTENANT, avant qu'il ne soit trop tard, pour démasquer ce bluff.

La tentative de tromper le mouvement travailliste anglais afin d'obtenir son appui pour la «non-intervention» en Espagne a définitivement échoué, tandis que la campagne gouvernementale, en vue de déformer la situation en Espagne n'a servi qu'à raffermir l'opinion libérale et progressive dans sa position favorable au gouvernement espagnol. C'est pourquoi M. Blum peut compter sur l'appui des forces populaires britanniques, forces dont, M. Eden a peur, n condit-on *de suivre une politique à laquelle ces forces pourraient donner leu appui enthousiaste.*

La situation, est extrêmement dangereuse pour la démocratie en général et pour la démocratie française en particulier. Cette situation ne s'améliorera que si la France use de l'initiative qui est encore entre ses mains. Si le peuple de France se décide maintenant à se joindre aux peuples de l'Union Soviétique dans une campagne active qui assurerait la défaite des rebelles espagnols dans le plus bref délai, il s'assurera à travers le monde et plus spécialement au Grande-Bretagne l'appui de forces populaires si immenses que le nor courant de la réaction qui menace de submerger et d'anéantir l'humanité pourra être définitivement détourné. Ceux qui, en Groude-Bretagne, connaissent et aiment les Français se tourneont avec confiance vers eux et attendeot d'eux qu'ils se montrent dignes de leur noble héritage et nous conduisent, après leur recoot triomphe sur le afront fasicteurs vers des triomphes encore plus glorieux sor le terrain international. (Regards n° 146)

ACHETER

Les nouveaux modèles

CHEVROLET

Freins hydrauliques puissants — Carrosserie aérodynamique « Taut acier » — Malle arrière — Deux raues de secours

GARAGE AVIAT

Angle Bds Rialan et Gambetta
HANOI

Pour avoir une personnalité noble et néduisante, des milliers ont pris l'initiative d'apprendre la DANSE ou de se perfectionner à l'aide M. J. — DOD, professeur da danse.

N° 12, Nguyên-Trai, 12. (Place des Cairs)—HANOI

POUR VOUS FAIRE BEAU
POUR ÊTRE JEUNE
FAITES-VOUS RASER AU

SALON DE COIFFURE
Pham Manh - Kha

LE RENDEZ - VOUS
DES HOMMES CHIC

ALIMENTATION GÉNÉRALE
AN - YEN
2 et 4 Bd Dông-Khanh, Hanoi
Téléphone : n° 118

Expéditions dans l'intérieur
Gros Dami-gros et Détail
Envoi prix courant sur demande.

Exportateur des thés d'indochine !

Les thés noirs et thés verts de toi fabrique

DONG - LUONG
12, RUE DES CANTONNAIS
HANOI

Sont toujours les plus demandés

Essayez les Chaussures
de la
Maison CU-TAI
(74 Rue du Chanvre, Hanoi)
et vous serez ravis de leur élégance la moins coûteuse jointe pourtant à la plus parfaite solidité,

*Par les temps et vents
Sortir est une chose malaisée.
Un pousse Ân-Thai modèle, de cette année,
Vous mène partout en toute sécurité.*

AN-THAI
2 Nguyên-Trong-Hiêp, 2
HANOI

Grande fabrication de pousse pousse modernes — Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

LES PLUS BEAUX PORTRAITS
sont signés :
HUONG - KY
PHOTO

LY - SENG - BAO
Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie
42, Rue des Paniers — HANOI
Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze
Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur
Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Le fascisme et la classe ouvrière

(suite et fin)

La bassesse et le mensonge de la démagogie sociale du fascisme se découvrent de plus en plus. Non seulement le fascisme n'a pas apporté aux masses l'amélioration qu'il leur avait promise, de leur condition matérielle, mais il a augmenté encore les bénéfices des capitalistes en abaissant le niveau de vie des masses travailleuses, il a intensifié leur exploitation par une poignée de magnats de la finance, il a réalisé une nouvelle spoliation de ces masses au profit du Capital. La déception des couches petites-bourgeoises des Villes et de la paysannerie travailleuses trompées par les fascistes, grandit. La base de masse du fascisme se décompose et se rétrécit. Toutefois, nous mettons en garde contre les illusions dangereuses d'un écroulement automatique de la dictature fasciste et rappelons que seule la lutte révolutionnaire unie de tous les travailleurs, la classe ouvrière en tête conduira au renversement de la dictature fasciste.

5. Eu liaison avec la victoire de fascisme en Allemagne et le danger fasciste croissant dans d'autres pays, s'est accentuée et continue de s'accentuer la lutte de classe du prolétariat qui de plus en plus, passe à une résistance décidée contre la bourgeoisie fasciste. Dans tous les pays capitalistes se développe le mouvement du front unique contre l'offensive du Capital et du fascisme. Le déchaînement de la terreur national-socialiste en Allemagne a donné une forte impulsion également au front unique international de prolétariat (procès de Leipzig, campagne pour la libération de Dimitrov et de ses camarades, défense de Thaelmann, etc...)

Bien que le mouvement du front unique ne se trouve, pour le moment qu'au début de son développement, les ouvriers communistes et social-démocrates de France, leitant la main dans la main, ont exercé par là une action mobilisatrice sur le mouvement du front unique à l'échelle internationale. La lutte armée commune des ouvriers social-démocrates et communistes en Autriche et en Espagne a montré aux travailleurs des autres pays non seulement un exemple héroïque, mais aussi l'entière possibilité d'une lutte efficace contre le fascisme, s'il n'y avait pas eu sabotage des chefs de droite, ou des chefs de gauches de la social-démocratie (et aussi, en Espagne, la trahison ouverte de la la plupart des Chefs anarcho-syndicalistes), dont l'influence sur les masses privait le prolétariat d'une direction révolutionnaire décidée et l'empêchait d'établir résolument les objectifs de la lutte.

6. La faillite du Parti principal de la IIe. Internationale, de la social-démocratie allemande, qui, par toute sa politique, facilita la victoire du fascisme, ainsi que l'échec de la social-démocratie réformiste de « gauche » d'Autriche, qui, même à l'approche de l'inévitable ouvrit armé avec le fascisme, détournait les grandes masses de la tête, qui puissamment aurait contribué à la désillusion des ouvriers social-démocrates à l'égard de la politique de la social-démocratie.

Le IIé Internationale traverse une crise profonde. A l'intérieur des Partis social-démocrates et de la IIe Internationale tout entière, il se produit une différenciation en deux *camps principaux* : à côté du camp existant des *éléments réactionnaires* qui s'efforcent de continuer la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie, on voit se former le camp des *éléments* qui *deviennent révolutionnaires*, se prononcent pour l'établissement du front unique prolétarien et passent de plus en plus aux positions de la lutte de classe révolutionnaire.

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorrhagie aigue ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau.
Facile et Radical
CABINET MÉDICAL
Dr Trân-Van-Sang
78 Rue du Papier — HANOI

Peur avoir un joli complet et à meilleur prix venez chez
La Coupe
Tailleur — Chemisier
24 Rue Lê-Quy-Dôn — Hanoi
Dirigé par CAT-QUY ex-coupeur chez CH. MAU'S

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Huê Dân
NGUYÊN-VAN-QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs—Hanoi
De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

LA MARQUE REPUTÉE DES CHAUSSURES
Chân-Long
9, rue Paul-Bert — des Pennicrs HANOI

Grand arrivage de laines pour Dames et Messieurs
NGOC-THUY
23, Cartonnerie
HANOI
Pour l'automne et l'hiver, 1936-37.

Prix intéressants
RÉSISTANCO
La meilleure peinture
DUROLAC
La peinture qui protège le mieux et qui brille le plus pour auto, meubles, etc...
57 Rue Jules Ferry, Hanoi

La vie misérable des travailleurs à la carrière de Ru Rum

(suite de la 2e page)

Voilà la vérité selon M. Phuo Thânh. Et voici la vraie vérité.

La mine Yên Cu, située à Yîkm de Vinh, est la Ru Rum, appelé aussi Ru-Thânh, était exploitée d'abord par E. Salles, puis par M. Bôi huy-Tin qui la céda à M. Phuc-Thânh. Mais les Japonais, comme simples acheteurs de minerai, n'en prirent ni totalement, ni tiers dans le tringe du minerai qu'on peut les considérer comme des vrais maîtres.

Travail à la tâche. — a) Au début, le minerai de 1ère qualité (mengacées) était payé jusqu'à 1$35 le m3 ;

le minerai de 2e qualité (ferro-manganèse) 0$66., le minerai de 3e qualité (fer) 0$42.

Pour les extractioes de terre et de silicate :

1é conche 0$05 le m3
2e — 0$06 — —
3e — 0$07 jusqu'à 0$09

Le minerai extrait devait être transporté au pare de dépôt situé environ à 100m du lieu d'exploitation. Une équipe de journaliers gagnant 0p 10 par jour, devait aider les mineurs dans le chargement et dans le tirage en grand. Une autre équipe de journaliers et d'enfants s'occupait spécialement de triage définitif. Les femmes sont payées à 0$07, 0$08 la journée.

b) Dans la suite, on supprime la 1ère équipe, équipe d'aide aux mineurs. Comme le dépôt contient encore un stock assez grand de minerai non trié immédiatement, M. Phuc Thâeb laisse l'équipe des journalières s'occuper exclusivement du triage de ce stock. Désormais, le triage définitif de minerai extrait doit donc être opéré par les mineurs eux-mêmes. On supprime aussi les différentes catégories de prix correspondant aux différentes catégories de minerai pour n'en donner plus que 0p.70 à n'importe quelle catégorie.

M. Phuc-Thâeb gagne du coup 0$65 par le minerai de 1e qualité : au lieu de payer 1$35 comme au début, il ne paie plus que 0$70. Il est vrai qu'il perd 33 cents par cesque m3 de minerai de la 2e et 3e catégorie ; quoiqu'il en soit, il gagne encore 0$33 (0,65-0,32).

Depuis quelqeee semaines, il oe vent plus payer le minerai extrait de la 3e catégorie. L'ouvrier Caeb a 4 bons de versement pour extraction de fer, 3e catégorie, non payés. Pour cette quantité de , coolies restent impayés.

Auparavant, les mineurs n'avaient à trauporter leurs produits que sur un parcours de 400m (distance de la mine au dépôt) maintenant, ils ont à les transporter 100m de plus, jusqu'aux sampans (embarcadère).

Les 3 frères Trân dinh-Ngô travaillent depuis 3 jours du matin au soir et n'obtiennent que 0m3500 de minerai non trié, ti est des jours où l'on ne gagne rien. D'ordinaire, en moyenne, les mineurs gagnent 0$10 à 0$12. Rares, très rares, ceux qui gagnent 0$20 ou 0$25.

Les terres et silicates ne sont plus payées comme auparavant. Maintenant, on confond la 2e aveo la 3e couche, de sorte que la 1ère couche de terre et silicate se paie toujours à 0$05, mais la 3e se paie au même taux que la 2a c'est à dire à 0$06, au lieu de 0$07 en 0$08.

Les habitants des villages éloignés sont obligés d'abandonner leur travail au bout de quelques jours ou quelques semaines, ne pouvant y trouver des ressources suffisantes. Il n'y a que les habitants des environs qui profitent des jours de repos pour venir y chercher quelques ceots en eus du travail des champs.

Cnange. — Le minerai doit dépasser un peu (1) le bord de la caisse du jaugeage, ce qui fait que M. Phuc thâeb y gagne 0me 200 à chaque versement il est défendu de verser de gros morceaux de minerai et de laisser des espaces vides é l'intérieur de la coisse. Des enfants sont chargés de boucher tous les treus et interstices. Tout ceci est mis en vigueur dès le début même, M. Phuc-Thaeb n'a jamais été visé.

Travail à la journée. — Les journaliers (dont les femmes, les enfants aussi) touchent 0$03 à 0e10 (rare) par jour. Ils travaillent le matin bien avant 6het le soir de 12h30 à 18h. Mais la plupart du temps, ils sont obligés de prolonger le travail jusqu'à 18h30 ou même 19h. Le mineur Dinh (12$ par mois) et le gardieu Qeyeh (4$ par mois) ont été punis le 1er de 15 le 2e 0$35 pour avoir sonoé, dit-on, l'heure de sortie quelques minutes avant 6h du soir. Le vol des beores y est si fréquent qu'on le « célèbre » dans des chansous :

Hôm qua sế bóng thì trưa
Hôm nay sế bóng mà ehưe dược về

« Hier, midi senea quand l'ombra déjà s'allongeait.

Aujourd'hui l'umbre déjà s'allenge que l'on ne reutre pas encore ».

Les retardataires sont renvoyés pour toute la journée.

Les trieuses qui ont pris par erreur du fer pour du manganèse sont punis de 0$05 par morceau de minerai mal choisi.

La paye se fait 2 fois par mois et non tous les jours.

A cause de l'abondance des articles, nous reportons la suite de notre enquête sur Dak Pae au prochain numéro.

Chez **Khôi-Ky**
Travaux de vitrerie
Glaces d'installation et pour Pare-Brise d'auto
Etalages et vitrines
Machine pour biseauter
ge chanfreinage
18 Forblantiers — Hanoi
Télép. n° 858

LABORATOIRE DE PROTHÈSE DENTAIRE
SINH - SINH
50, Rue Jules Ferry, 50
Hanoi — Tonkin

Employez la peinture
Gecko
«Place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire : PHÔNG-NHU-CUONG

Etablissement **NAM-THAI**
N° 302 Route de Khâm-Thiên Hanoi
fabrique
des capsules et boites métalliques de toutes dimensions
Spécialité : lampe à pétrole

Blennorrhagie aigue ou chronique
traitement antiphlogistique, traitement suppressif.
Drogues très efficaces, tarissement l'écoulement en 6 jours.
Syphilis : toutes les périodes
traitement symptomatique et causal.
ĐỨC THỌ ĐƯƠNG
241 Route de Hué — HANOI

L'exemple de l'Indochine

Nous recommandons à nos lecteurs l'article ci-dessous écrit par le camarade Daniel Guérin qui a connu l'Indochine pour l'avoir visitée en 1929. Nous y verrons nettement les manœuvres d'une bureaucratie réactionnaire qui cherche à déjarmer la vérité, à alarmer l'opinion pour empêcher la réalisation, dans les colonies de la politique libérale du gouvernement de Front-populaire. Nous comprendrons en même temps la nécessité de nous grouper, d'avoir un puissant organe d'information pour mieux renseigner le ministre des Colonies, les hommes du Front-populaire et les organisations politiques de France.

N.D.L.R.

On sait qu'au Congrès de Moygbens, notre parti, à la veille de prendre le pouvoir, avait envoyé un message de sympathie aux peuples coloniaux, fait mireiter devant les yeux de ceux-ci l'octroi des droits élémentaires, des libertés démocratiques dont ils sont privés. Le message du parti a eu à revers les territoires coloniés par l'impérialisme français un retentissement immense.

Quelques mois ont passé depuie et rien — on presque rien — n'est venu. Notre bourgeoisie, qui tire une partie importante de ess revenus de l'exploitation inhumains des colonies, n'est pas disposée en effet à laisser traiter ses esclaves indigènes comme des hommes Aux intentions généreuses de notre parti, du Ministra des colonies socialiste, elle oppose son veto. Contre la politique du gouvereemeat de Front populaire, *l'administration coloniale, réactionnaire et même fasciste, organise un sabotage en règle*. Tout particulièrement en Indochine, terre d'élection des grands requins capitalistes, pays dont le régim politique normal est la cravache, la torture et la guillotine.

En Indochine, l'administration réactionnaire a réussi en taur de force à aux réformes promises, impatiemment attendues, substituer... une nouvelle vague de répression. Voici les faits :

Sortant de longues anéées de servitude, le peuple indochinois, dès le lendemain de l'avèaement du gouvereement de Froot populaire, empli d'une espérance, manifestait la volonté d'établir et de présenter lui-même ses revendications. Mais en moyen de quelle interprète ? La droit d'association et le droit syndical n'étaient pas reconnus en Indochine. Il n'existait aucune organisation susceptible de se faire l'interprète des aspirations du peuple. D'autre part, les soi-disants « représentants du peuple », élus à un suffrage très restreint et appartenant à la classe bourgeoise, marionnettes dont les fils sont tirés par l'administration française, ne pouvaient prétendre représenter les masses paysonnes et ouvrières.

C'est dans ces conditions que s'est formé, le 13 août, un « Comité de convocation » en vue de préparer la tenue d'un Congrès populaire indochinois. Le « Comité de convocation » groupait des éléments très divers, allant du leader « constitutionaliste » bourgeois Nguyên phan-Long, aux éléments prolétariens communisants et trotskysants, groupés autour du journal hebdomsdaire paraissant en français à Saigon : La Lutte. C'était la volonté nettement exprimée des camarades de La Lutte de collaborer avec des éléments même bourgeois et modérés du peuple annamite.

« Nous pensons, écrivent-ils dans un article du 9 septembre, que, dans les circonstances actuelles, na serait une faute de tactique grave d'exclure systématiquement les représentants bourgeois. Il y aurait à nous, dans l'accord politique momentané avec eux, de leur faire comprendre que les réformes politiques qu'ils souhaitent ne leur seront pas accordées s'ils ne conjuguent pas leur forns avec celle du peuple ».

En outre, le Comité invitait, le 23 Septembre, les membres français du Parti socialiste, du Front Populaire, de la Ligue des Droits de l'Homme, du Front social, etc.., à participer à ses travaux.

Afin que les masses populaires fussent effectivement consultées, le « Comité de convocation » décidait la création de « Comités d'action » locaux, dont le rôle devait être d'élaborer les cahiers de revendications de chaque localité ou province.

Soucieux de respecter la légalité jusqu'au scrupule, il recommandait aux comités locaux de grenper moins de vingt membres, afin de respecter la loi qui interdit actuellement les associations de plus de vingt personnes.

De l'ensemble des cahiers de revendications élaborés, le Congrès populaire indochinois devait dégager d'un programme d'ensemble, lequel devait être soumis à la Commission d'enquête parlementaire promise par le gouvernement de Front populaire

Les organisateurs du mouvement tenaient à-marquer nettement dans leurs appels, dans leurs tracts distribués à profusion, leur souci d'agir et de se maintenir dans le cadre de la légalité : « L'époque de terreur est passée. Il-est, dans l'un de ces documents. Nous ne sommes pas des agitateurs qui poureuivent le but de renverser les dirigeants de ce pays. Nous sommes des habitaeta misérables qui luttent pour leur vie ». Dans un autre : « Sachez que les autorités n'ont pas le droit d'interdire notre action tant qu'elle restera dans le cadre de l'ordre. de la légalité ».

Mais les « autorités » ont eu une toute autre attitude. Les hommes qui, depuis des années, terrorisent le peuple indochinois, « voient rouge » dès que celui-ci réclame la moindre parcelle de liberté. En 1931, les mêmes hommes faisaient mitrailler, comme « communistes » des colonnes de paysans désarmés, venant au chef-lieu des provinces. Aujourd'hui, ils prennent prétexte du mouvement pacifique en vue du Congrès populaire indochinois pour découcer menaçeusement, des préparatifs de soulèvement armé dûs à la « main de Moscou ». Les affirmations légalitaires des organisateurs du Congrès deviennent sous leur plume des « appels à la violence ». Par des provocateurs à leur solde. Ils font fabriquer de FAUX tracts séditieux. Un de leurs journaux, l'Impartial (1) de Saigon du 10 Septembre, écrit ces lignes hystériques.

« Il apparait aujourd'hui à tous les yeux que les « camarades » agitateurs n'avaieot et n'ont d'autre but sous le fallacieux prétexte de préparer les cahiers de revendications de la masse, que de créer des organismes révolutionnaires dans le cœur des provinces, aux fins d'y semer le désordre. A la faveur de réunions moiadres, des vauriens, des échappés de bagne, disponible par l'argent qui vient de Moscou auraient excité la foule ignorante et crédule.

« ... La seule question qui ait échappé à la frénétique exaltation de ces halucinés, disciples payés du Komintere, c'est de savoir si la France accepterait d'abandonner le pays à leur folie destructrices.

Ces fous furieux — car ce sont aux les vrais fous — assaillent le ministre des colonies, le Président de la République lui-même, de télégrammes alarmistes. Leur but ? Il est clair : sembéler le ministre des colonies du gouvereement de Front populaire, le mettre en contradiction avec ses promesses généreuses avec ses actes de clémence, voire, si possible, l'acculer à répandre le sang. C'ai entendu des gens, nos adversaires de toujours formuler l'idée qu'il y a ici le moyen de treuver l'incident qui détermineait la chute du ministère ...», écrit un socialiste de Saigon. Dubois, professeur au Lycée, à l'un de ses correspondant en France. Dans un manifeste, Dubois, ainsi qu'un certain nombre de Français de gauche, se déclarent sahuris de voir le ministre des colonies aussi faussemeot et grossièrement renseignés.

On imagine la situation peu enviable dans laquelle se treuve notre camarade Marius Moutet. Dans l'administration fudochinoise à 17.000 kilomètres de France, pas un homme — il l'avoue lui-même — dans lequel il puisse placer sa confiance. Si l'on excepte le rappel du gouvernaur général Robiu, un n'a procédé à aucune épuration des cadres administratifs. A Paris même, ros Oudiout, antour du ministre, dans son entourage immédiat, des hommes qui dissimulent à peine leur complicité avec les colonialistes de la-bas... Un jour, malgré toute sa bonne volouté, le ministre se trouve sans défense contre cette atmosphère de mensonge. On présente à sa signature, le 19 septembre, un câble invitant le gouvereeur général par intérim à « opposer toute violence et à tout appel à la violences, à « maintenir l'ordre public par tous moyens légaux, même par des mesures contre ceux *qui tenteraient de le troubler, si celles-ci se révélaient nécessaires*. Le ministre signe.

Ou n'en demandait pas davantage là-bas. Désormais, enfin, on a le blanc-seing du ministre, et d'un ministre socialiste. Au travail !

Alors les arrestations succèdent aux arrestations, les perquisitions aux perquisitions, des individus sont loerdement condamnés pour avoir distribué les tracts du «Comité préparatoire», quatre ouvriers de l'Arsenal de Saigon sont congédiés pour avoir participé à la réunion constitutive. Tour à tour, l'écrivain Ng-soNioh, les deux conseillers ouvriers municipaux de Saigon, Ta-thu-Thâu et Nguyan-Tao, sont jetés en prison pour «manœuvres tendant à troubler l'ordre public. (28 septembre et 3 octobre).

Et comme on les maintient au cellule, au dur régime du droit commun (il n'existe pas de régime politique au Indochine). ils commeocent le 26 Octobre la grève de la faim. De la Maison Centrale se jour-là, ils écrivent à Léon Blum et à Marius Moutet : «Nous avons, dans la mesure de nos faibles moyens, soutenu en Indochine le Front populaire contre les éléments réactionnaires et fascistes fort oombreux dans cette loiutaine colonie.... Nous ne pensions pas qu'une pareille activité soit délictueuse sous votre gouveroemeot. Nous sommes maiotenant en prison *pour avoir été et pour être du côté du Front populaire....*»

Et si ces différentes mesures — comme tant d'autres — ne sont pas réalisables dans le cadre d'une alliance politique avec le parti radical-socialiste, parti bourgeois, parti colonialiste par excellence, *eh bien, c'est une raison de plus pour substituer* avec l'aide des *masses ouvrières, qui sont loin d'avoir épuisé leur capacité de lutte, à* « l'occupation du pouvoir » la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Daniel GUERIN,
de la Commission centrale du parti Socialiste.

Article paru dans « la Gaecha révolutionnaire » du Parti S.F.I.O. 20 novembre 1936.

Imp. spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trinh văn-Phú

Tirage 3.000 exemplaires le 8 janvier 1937

Gr fol Jo 403

2ème ANNÉE N° 18 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 15 JANVIER 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$50. — Administration-Rédaction :

Directeur politique : Nguyên-Văn-Tiêu — Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — 28, Nguyễn Trai — Hanoi

Il n'est du pouvoir d'aucune assemblée actuelle, encore moins d'une assemblée n'ayant que voix consultative et composée exclusivement d'éléments bourgeois et féodaux, de nous affranchir. Si nous y envoyons les nôtres, c'est pour protester contre le statut actuel de la Chambre dite « des Représentants du Peuple » et pour combattre nos ennemis de classe avec leurs représentations politiques.

Le fürher de la Cochinchine

M. Pagès mérite d'être cité en tableau... noir.

Il dépasse ses collègues et frères de classe en perfidie et en démagogie.

Ses coups sont aussi plus brutaux, plus sûrs. D'autant plus qu'il les cache soigneusement, les porte dans l'ombre, dans le dos, sous son masque libéral.

Nous l'avons connu au Tonkin. C'est lui qui a envoyé les condamnés politiques au bagne meurtrier de Son-La. En moins de 3 mois, sur 240 emmenés, il n'en revint que 180, fauchés en 3 mois, 30 jeunesses, 30 champions de la liberté, 30 meilleurs fils de la population laborieuse du Tonkin.

Après ce massacre en masse, M. Pagès part en congé en France, peut-être pour manier, au retour, la matraque avec plus de force et de précision. Le voici à la tête de la Cochinchine. C'est lui qui a baillonné le Congrès indochinois, jeté ses partisans en prison. C'est lui qui a fait frapper les grévistes plus dur que partout ailleurs. C'est lui qui a ordonné des coups de force à la presse indépendante ou même libérale. Et cela toujours au milieu des phrases ronflantes d'humanitarisme, des apparences trompeuses du libéralisme.

Cet homme vient de se révéler encore dans la réception de M. Godard.

Il est trop malicieux pour ne pas connaître les aspirations des masses. Il est trop penché sur elles par la intermédiaire de ses flics qui pullulent dans les rues et les compagnes pour ne pas connaître les sentiments de leur cœur. Il connaît leur enthousiasme pour la Victoire du Front Populaire. Il sent leur attachement irréductible à ce Front de classe, leur sympathie à M. Godard envoyé de ce même front.

Le Gouverneur du Sud prépare donc soigneusement la réception. Toutes les précautions sont prises pour cacher ces vérités à l'envoyé du Gouvernement du Front Populaire et la soustraire à l'influence de la population ouvrière.

Premier barrage : cortège d'officiels, semi-officiels, civils, militaires, policiers envahissant le débarcadère, saturant le bord. Toutes ces sommités chargées d'un régime engraissé cherchent à cacher de leur corpulence la pâle, compacte et frémissante d'ouvriers et d'ouvrières refoulés le plus loin possible des quais et qui brandissent dans l'air leurs poings en signe de combat, de ralliement et de solidarité prolétarienne internationale. Vite, vite, on emmène, on enlève M. Godard.

Deuxième barrage : les troupes. Tout un bataillon d'infanterie coloniale sur le débarcadère. Moins pour rendre les honneurs que pour empêcher les foules d'approcher. Ou à peur de l'impression que feraient à l'envoyé de la Métropole ces milliers d'hommes, de femmes et d'enfants dont les cœurs vibrent à l'unisson et qui le salueot à la façon révolutionnaire. Et puis, cet appareil militaire ne fait-il pas croire ne pas, qu'on est Front Populaire ?

Troisième barrage : la musique. Dès que les hôtes apparaissent, la Marseillaise retentit. C'est l'usage. Pour la cas Godard, M. Pagès veut une exception : la musique joue sans relâche. Dès le hot dans ce jen. D'abord donner l'impression que les Pagès sont enthousiastes à l'œuvre du Gouvernement de Front Populaire. Cet enthousiasme doit leur servir à tromper plus facilement les masses. Ensuite pour couvrir cette voix du prolétariat cochinchinois qui chante son attachement au Front populaire et lance ses cris de guerre contre le régime.

Dès depuis longtemps dans la salle de réception, M. Godard prend la parole. Mais voilà que la musique continue à rompre la tête. Simple coïncidence ? Instantion ré-

(Voir la suite en 2e page)

TOUS ! A la réception de MM. Godard et Brévié

Vive le Front populaire !

Liberté syndicale !

Législation ouvrière !

Libertés démocratiques !

Amnistie intégrale !

L'accueil fait à la candidature de notre camarade Trinh van Phu

Après avoir lancé notre programme, nous sommes allés demander l'opinion des personnalités politiques sur la candidature de notre camarade Phu. Voici ce qu'elles nous répondent :

Leurs électeurs patentés de Hanoi qui ne veulent plus être représentés par des « Beni oui-oui » doivent grouper leurs voix sur le nom du camarade Phu

déclare le camarade Jules Larrivée

Le camarade Jules Larrivé est ca militant socialiste connu, un des promoteurs de la création d'une section socialiste à Hanoi.

Il nous reçoit avec affabilité. Nous nous sentons dans une véritable atmosphère de cordialité.

— Quelle est votre opinion, disons-nous, sur le présentellon de la candidature de Phu ?

Sans hésiter notre camarade nous répond :

— Mon opinion sur l'opportunité de présenter un candidat du « Travail » à l'élection partielle à la Chambre des Représentants du Peuple du Tonkin ?

Pestime une telle candidature nécessaire, même si votre candidat n'a aucune chance d'être élu, ce qui n'est d'ailleurs pas le cas. Vous enrez ainsi l'occasion de faire connaître votre programme ; les électeure qui l'approuvent se compteront sur le nom de votre candidat ; vous aurez ainsi fait œuvre de prepagande ; vous aurez manifesté votre action.

— D'après vous, camarade, quels éléments devrions-nous avoir dans les Assemblées actuelles ?

Ce qu'il faut dans les Assemblées actuelles, ce sont des éléments jeones, pleins d'allant. La Chambre des représentants du peuple est, certes, une assemblée dépourvue du tout droit pollilique ; par sa composition, par son mode d'élection, elle ne représents pas, comme il le faodrait toutes les classes de la population annamits ; les classes laborieuses : ouvriers, payaans, artisans, petits commerçants, petits industriels, fonctionnaires,..doivent pouvoir y faire entendre leur voix, présenter leurs ravendications. «On n'est jamais si bieo servi que par soi-même », dit to vieux proverbe français. Les Nghi-Viên ne doivent pas être toujours choisis parmi les riches, attachés à la défense de leurs privilèges.

— Et que pensez-vous de notre programme ?

— Votre programme ? Mais c'est celui du « Front populaire de France d'après aux conditions locales. Certains pourtant le jugent révolutionnaire. Ceux qui ne se sont pas satisfaits de l'état de choses existant, qui veulent plus d'égalité, plus de justice sociale, n'ont pas été, de tout temps, considérés comme tels. Peu importe ! Travailler sans relâche pour l'octrol des libertés démocratiques, pour l'amélioration des conditions de v e des travailleurs, voilà la tâche à laquelle doivent s'atteler tous ceux, français et annamites, qui se sont rangés sous le signe du Front populaire Cette tâche, pour la mener à bien, nous devons l'entreprendre en commun dans l'ordre et la légalité ; pas de violances inutiles qui feraient le jeu de nos adversaires. Faisons confiance à Léon Blum et à ses collaborateurs.

Ceux des électeure patentés de Hanoi qui ne veulent plus être représentés par dca « Beni oui-oui » doivent grouper leurs voix sur le nom du camarade Trinh van-Phu, »

J'applaudis chaleureusement à sa candidature et je crois que tous les honnêtes gens y applaudiront avec moi

dit M. Bât ngoc Ai ancien *gérant de l'Union Indochinoise*

M. Bui ngoc Ai est suffisamment connu pour que nous ayons besoin de le présenter à nos lecteure. L'ancien gérant de l'Union Indochinoise nous accueillit avec bonne grâce et sans nous faire attendre nous dit :

— La candidature du camarade Trinh van Phu à la place de Représentant du Peuple laissée vacante par le décès de son titulaire Trần quang Vinh, vient en moment opportun poser devant l'opinion publique la question de la représentation des classes trevailleuses au sein de notre assemblée consultative locale.

— Quelle attitude adopterez-vous vis-à vis de cette candidature ?

— Bien que je ne sois pas partisan du statut actuel de cette chambre caricaturale de par sa composition comme de par sa présentation, je ne laisse pas d'appuyer la candidature du camarade Phu de toute ma sympathie agissante. Comme son programme, dernièrement publié daos « Le Travail », l'a suffisamment indiqué, le camarade Phu est essentiellement un *candidat prolétalaire* dont l'unique ambition sera de faire entendre dans l'enceinte de notre ridicule « Chambre des Représentants du peuple » le vnix dca *classes opprimées et exploitées*.

A ca lire, j'appiendis chaleureusement à sa candidature et je crois que tous les honnêtes gens y applaudiront avec moi,

Après M. Bui ngoc Ai, d'autres personnalités nous affirment aussi leur sympathie.

M. Vu dinh Dy que nous avons consulté a déclaré : «Puisque nous ne pouvons pas encore supprimer cette chambre qui n'est repré sentative que de nom, nous avons tout intérêt à écarter résolument ceux qui y viennent par l'appât des honneurs et à voter pour des hommes indépendants comme Trinh-v-Phu, le sympathique confrère ».

M. Ha van Binh, conseiller municipal et Nguyen dinh Tiep, son collègue, tiennent à nous faire remarquer qu'ils ne peuvent jamais apporter leur concours à M. Phuc Dinh dans sa campagne électorale contre notre camarade Phu.

— Nous voulons disent-ils, que la Chambre ait des éléments jeunes bien qu'elle n'ait que des attributions consultatives. Le succès de Phu posera la question de la création des Assemblées délibératives.

Vis à vis de notre programme politique et de nos revendications immédiates, M. Binh déclare : « Votre programme ? C'est celui de nous tous ! »

Après M. Binh et M. Tiep, nous sommes allés voir MM Nguyen tuong Tam, Khái Hưng et Thế-Lu de la Rédaction de la revue « Ngày Nay » Nos confrères avec la même affabilité sous reçoivent. Leur opinion est la même que celle de M. Bui ngoc Ai.

Nous sommes avec vous et nous vous envpyons toute notre sympathie. Votre candidature n'est elle pas celle que nous devons défendre ?

Ainsi la candidature de notre camarade Phu rencontre chez tous les esprits libéraux le même accueil sympathique. Elle devra aboutir au succès malgré toutes les embûches qu'on a posées sur notre chemin.

Pour le respect de la voix des classes opprimées, pour la défense de leurs intérêts jusqu'ici sacrifiés, camarades, au travail !

Vite et candidat la main dans la main

Dernière heure

Notre réunion de ce soir est interdite par ordre du Résident Supérieur.

CHOSES VUES

Pauvre peuple japonais !

Qu'à ce titre, les quelques sujets du Mikado, fixés en Indochine soi-disant pour faire le commerce, ne s'empressent pas de pavoiser d'indignation si par hasard ils me lisent. Qu'ils me laissent aller jusqu'au bout de ma pensée Oh ! je crois. Le Japon est fort, il est puissant, il a une armée dont l'effectif et le matériel ne cessent d'inquiéter le monde. Le patriotisme de ses habitants, leur esprit de sacrifice sont admirables. Cela est orai. Il est vrai encore que la civilisation japonaise, avec son extraordinaire dynamisme, a battu tous les records de vitesse.

Et cependant, je vous plains, peuple japonais, avec toute la sincérité d'une âme compatissante ! Car la question n'est-elle pas de savoir si cette force et cette civilisation qui étonnent le monde vous profitent, à vous qui constituez l'immense majorité du pays ? N'est-elle pas aussi de savoir a quoi rime votre facile acceptation du martyre ? Si c'est être un peuple avancé que d'être conscient de ses intérêts, des vrais, je dois à la vérité de dire que vous êtes un des peuples les moins avancés qui soient. Que vous accuriez par foule éperdue de quinze mille dans le temple du Soleil, créateur du monde, que vous vous prosterniez, des heures durant, devant la déesse Kwannon ou du dieu Binzuru dont on dit que le seul contact guérit les maladies les plus affreuses et rend féconds les ventres stériles, cela se conçoit. Et cette foi, à défaut d'autres mérites, a celui d'être pittoresque et sans danger. Mais vous faites pitié quand vous vous enlisez à plaisir dans ces mystiques pernicieuses dont une grande partie de l'humanité s'est révoltée depuis quelques bonnes décades. Patriotisme, honneur national, culte de l'Empereur, vous en êtes encore à vous laisser leurrer par ces termes auxquels les massacreurs de mandchous ont rendu il y a peu de temps leur sens.

Elles savent par exemple que, quand un leur parle d'intérêt supérieur, de la nation, cela signifie intérêt de quelques magnats de la finance qui dele-ment ont fait tous les pouvoirs, tant qu'il n'y aura rien de changé dans un régime comme celui auquel vous êtes soumis. Quand on vous appelle aux armes, vous bondissez d'enthousiasme et si quelqu'un d'entre vous ulent à être priot du plaisir d'accourir sous les drapeaux, il ne songe plus qu'à sauver le ventre. Pour peu que vous réfléchissiez cependant, vous verrez que de celle effrayable tuerie, ce n'est pas vous qui profiterez. Le bénéfice en reviendra à ces charlatans du patriotisme qui savent si bien vous haranguer une telle flamme que, crapaut serait un idéal, vous parte: d'un cœur léger en refusant même d'embrasser les vôtres pour ne point paraître faibles. Et pendant que vous êtes au front, eux qui ont pu par des moyens dont ils possèdent seuls le secret, échapper à l'enrôlement, ils n'ont plus qu'à attendre l'issue de la guerre pour étre présents l'homme la victoire et s'en arroger tout le mérite. Entre temps, ils peuvent éprauver le besoin de venir consoler la solitude de vos femmes tant et si bien que le carnage fini si le mari n'a pas voulu de vous, vous vous trouverez doiés d'une grouillonte marmaille dont vous n'aurez souvenir d'avoir à aucun moment été pères !

Eh bien ! tout cela, à fils du pays du Soleil, bien des peuples le savent aujourd'hui. Ils savent aussi que les guerres provoquées par l'impérialisme ne profitent encore qu'aux vendeurs de canons et d'autres fournitures militaires. Vous étonnerai-je en vous disant que ces profiteurs de massacre sont légion chez vous ? Pendant la mêlée de 1914, tel fournisseur de l'armée employait des ouvriers et des ouvrières qu'il payait de 7 à 15 sous, pour des journées de douze ou quatorze hrares. Et pendant que ce prolétariat trimait, lui, le pêcheur en son trawler se livrait à des orgies en compagnie des plus séduisantes geishas.

Que vous dirai-je encore ? Vous vous coignes complaisamment pour alimenter le budget de la guerre : il faut que le pays soit fort, nous dit-on. Pour enrichir les requins de l'or, vous acceptez de gaîté de cœur de travailler dans leurs usines avec des salaires dérisoires : il faut que l'industrie du pays prospère, vous dit-on encore. Vous vous repaissez de mythes périmés à tel point que vous ne trouvez rien à redire à un gouvernement dont le grande mérite est d'accentuer toujours le paupérisme et la prostitution. Quand donc vous départirez-vous de votre erreur ? Vous confondez vos intérêts avec ceux d'une poignée de militaristes turbulents qui vous pressurent au nom d'un prétendu amour de la patrie. Ne voyez-vous pas que par

(Suite en 2e page)

VOTEZ POUR TRINH VAN PHU

BASSESSES ÉLECTORALES

Le maddé des politiciens est mis sens dessus sens dessous par le nouvelle de la esudidature de notre camarade Pho.

En effet dans ce joli moude, on n'a jamais l'habitude de présenter un programmun. Du bavarde bien ou brin sur quelques questions « politiques », bistoire de bisguer un peu. Le reste du temps on raccole tant qu'on peut les éiecteurs. On les envole se promener - en sniomobile avant de les envoyer promoser tout court, une fois l'élection faite. Les revendiesiions ? Peuh ! Qu'est ce que c'est que çà ? Les masses travailleuses ? An diable ! La petite industrie ? Le petit commeres ? Oh ! nou aiora !

Pas besoin de programme, se dit-ou. Après toui, il doit être iuutile. A quoi sservirs-t-il du moment qu'il safli de savoir bien plier l'échine et d'avoir le con suffisamment mobile pour le courber de tempe en temps. Et c'est suffisant.

Cette merveilleuse situation est ficie, bien finie. Il a fallu que notro camarade Trinh-vau-Phu arrive pour inquiéter ces dignes messieurs.

Il est peut - être maniable, ce Triuh-vau-Phu, se dit-on. Alors on teute de le maoier.

Il y a quelqoes jours, M. Pham-Ta nst veun à notra bureau. Pas pour marquer es sympathie à notre égard, bien sûr. Sa démsrche est fort simple. Il veut, voilà, que moyennant fiusuces notre camarade Phu se désiste en faveur de de son candidat,M. Phde Dinh. Pauvre Pham Ta ! Il ne est pour ses frais. Notra esmarde Phu n'abandonne pss le poste de combat que nous lui evous confié ; mieux, il accentuera sa campagun électorale et moutrera aiusi qua les manœuvres de ce genro ne réussiront pas avec nous.

Ce roflet de lemière soffit pour montrer comment on « travaille » dans ce milieu. Milieu spécial, en somme.

Là dessus, un autre trait confirme la bassesse de ses mœsrs,Désespéré de ne pouvoir combattre notro camarade sur le terrain politique, on rncourt à la calomnie. Des bcoits conrent que Phu est un ancien condsmné. Du vcai diro naturellement qu'il est un condsmné de droit commun. Méibode « canaillu » qui réussira pas davantage que la cnr-ception.

En vérité. Phu n'a jamais été condamné. C'est plutôt le calomniateur qui est condamné. Car l'opinion publique te condamne. Elle le condamne pour avoir été lâche et vil. C'est Phu qui le condsmnera par son succès. Les électeurs le condsmneront eu epportant leurs vnix à Pho.

Et quoi encore ? Nous nous sommes attendu à tout, eanf à ces inesuités.

La répression ? C'est rien !

Les sttaques de nos adversaires ? Qu'importe !

Les eslomnies ? C'est ignoble !

Lutteers, noos ne craignons pas la bstaille. Rien n'arrêters notre action régulière et nécessaire. Que nos adversaires in veuient ou nou, notre voix s'élèvera.

Avec l'élection de Phu, elle s'élèvera. légale.

Elle s'élèvera. impérieuso !

Elle sonners le rssscmblement des forces populaires, les seules foress véritables du pays,forces des classes opprimées.

Manœuvres gouverneomentales

Notre candidature a provoqué un grand mouvement de sympathie parmi la population laborieuse de Hanoi.

Des amis, spontanément, sont venus nombreux nous apporter leur concours désintéressé. Personnellement, ils ont confiance en nous. Politiquement. Ils ont confiusee en ta légitimité de la eause qun nous défendons.

Le gouvernement local regarde tout cela d'un manvais œil. Après avoir fait le décret nos affiches, il met à la disposition de M. Phuc-Dinh un des agents, le nommé Chun qui est actuellement secrétaire à la Sûreté. M. Phuc-Dinh s'affiche partout avco son ange gardien qui exhorte les électeurs à voter pour le candidat protégé par ins bants lieux.

D'ailleurs, Phuc-dinh répète à ceux qui veulent l'entendre qu'il est encouragé même par Msdsmn et Moosieur Thoiance, que par conséquent, il n'a pas besoin ni de programme électorsl. ni d'affiches tapegeoses.

Electeurs, un tel personnage est-il digne de vous représenter ?

GRÈVE DES TRAMINOTS A HANOI

La mille, ce multu (thJanoier). u un urpect inaccoutumé à cause de l'absence des *tramways*.

En effet les tramineit ront en grève Réanis deoant la Direction d Thaykhé (bunlieue de Hanoi) au monbre de 83, *ils ont délégné quelques camarades pour remettre au Directeur les, revendicatiosn suivantes :*

1°) *Aagmentation de 40-fo rar les solaires actuels on retour au niaeau de 1932.*

2) *Suppression des amendes injustifiées, des peines corporelles*

3) *Application des lois rociales (maladie, etc..).*

4-) *Indemnisation aux familler des ateimes en cos de mort...*

5°) *Interdiction des renvels n'ayant pas de motif.*

Avant de cesser le travail,ils avalent envayé deax lettres au Directeur pour exposer leur cas. Ils avalent également prié l'inspecteur du travail d'intervenir en leur faveur.

Leurs conditions de teovail en effet sont lamentables. Comme valaires ils reçoivent :

Waitmen 0$31 (3/10) par jour
Receaeurs 0$36 (3/60) par jour

Comme journée de travail, ils ont 9 heures, mais soaoent ils doivent, étant parfi, teovailler 12 heures. Les punitionr, entre parenthèses, sont fréquentes. Certainr conirôleurs ts signalent ponr leurr brutalités. Ils distribuent fauclement des umendes et sont jusqu'à frapper les traminots même en public. Les plaintes enalron ont été déposées contre l'un d'eux. mais nucune ruite n'u eu lieu.

Le Maire et le Résident de France de Hudông sont venus sur les lieox.

Sur leur promesse de foire aboutir les revendicatiosn posées, les traminots ont repris le travoil.

Les charbonniers de Gia - Lâm élèvent leur voix

Gia-Lâm.

Tête de ligne do la Cie des chemins de fer du Yunnau, entrepôt de rsiis, de wagons et de matériel, Gia-Lâm est aussi un centre où patrous et cals so livrent impunément à une méthode d'exploitation des plus raffinées. Les plus directement atieints par ce régime éhonté sont les charbonniers. Leur travail est dur, il consisio à décharger le charbon (charbon menu, noilsottes, briquettes), des wagons qui viennent des mines, puis à les répartir dans divers dépôts. Très souvent les wagons vides ne se trouvent pas à côté des parcs appropriés ; d'autres fois il faut pousser des wagons chargés jusqu'aux codroits où se fait le déchargement ; co déplacement de wagons demande des heures ; une équipe de 120 ouvriers doit manœuvrer des wagons de 10, de 20 tonnes et davantage. Avant 1933, un leur payait 0$1 la tonne pour le déchargement et 0$08 pour le chargement. Mais les choses ont mal tnucoé avec la crise. Du leur paie anjoord'hui 0$03 la tonne indifféremment. En moyenne ils font 1700t par mois, soit 51$00. Sur cette somme, le cal prélève 8$50. Le reste est à répartir en 10 parts ; chaque coolie gagne 2$40 par mois.

Avec 2$40 pour 30 jours de subsistance, les charbonniers s'embourbent dans le misère. Ils réclament que la Cie augmente leurs salaires car ils ne veulent pas crever du faim.

REMERCIEMENTS

A l'occasion des obsèques de Mme Veuve Mai-ngọc Thành, mère de notre camarade Mai-ngọc-Tiếu dit Cả Sâm, Administrateur de notre journal, de nombreux parents, amis et camarades ont bien voulu témoigner leur sympathie personnelle soit par leur presence, soit par des lettres et télégrammes de condoléances.

Notre camarade nous prie de leur transmettre, à cette occasion, ses remerelements les plus sincères et les plus émus.

A propos de la candidature de notre camarade TRINH-V-PHU

D'aucuns s'étonnent de la candidature de notro camarade Trinh-van-Phu. Cet étonnement n'est pas sans motif.

Jusqu'ici nons avons toujours soumis à la critique les défauts du parlementarisme qui n'est autro chose que la dictature de la bourgeoisie exercée sur le prolétariat et les masses laborieuses. Nous avons toujours vondé aux gémonies, au mépris du peuple, cette chambre qui n'est de « chambre des représentants du peuples mais qui en réalité est une chambre purement consnitative et dont les membres, élus su suffrage restreint parmi les propriétaires fonciers spoliateurs, les capitalistes rapaces et les couchms supérieures de la petite bourgeoisie, ne sont que des pantins lareurs que l'administration manœuvre à ea gaise.

Il semble qu'il y ait contradiction entre cette attitude de critiqueet notro participation à l'élection qui va venir. Nous croyons nécessaire de mettre la chose au point.

Dans le régime parlementairo. epparemment, c'est le peuple qui élit ses représentants à la chambre par le moyen du suffrage universel. Mais le peuple, opprimé, exploité depuis des milliers d'années, sciemment maintenu dans l'obscurantisme, ignore le plus souvent ses intérêts, se trouve incapable de discerner ses amis de ses ennemis, ne connait on ne peut même pas connaitre quel est celui qui le défend, qui mérite d'être son représentant. Dèsé les pays démocratiques, les ouvriers atteignent déjà un niveau relativement élevé, mais leur parti, n'ayant pour ta campagne électorale que de très faibles moyens d'action (argent, agents électoraux, presse, ciéma, etc...), comment peut-il soutenir non lutte étendue et efficace, contre la bourgeoisie, les puissances financières qui, elles, disposent de sommes astronomiques, de relations larges, de mercenaires dévoués. Parfois les ouvriers réussissent à avoir quelques représentants, le camp adverse cherche alors à les corrompre par tous les moyens. L'histoire du parlementarisme a vu bien des députés ouvriers prendre le parti de la bourgeoisie dès leur accès à la chambre. Il y a pies. Le parlement n'a que le droit de voter les lois ; ce sont les ministres, les fonctionnaires de l'Etat, nommés à l'inen, en dépit du peuple qui les applique ; ils décrètent, en attendant, décident suivant les intérêts de cena qui les subventionnent, les entretiennent. Ils' considèrent le peuple comme un élément méprisable, ils foulent aux pieds la volonté de la majorité. Quelquefois, ils agissent à l'encontre des lois votées par le parlement ; ils les falsifient, les détournent de manière à les conformer aux intérêts de la classe dominante. Les lois sociales récemment promulguées subissent le même sort en Indochine.

Les défauts du parlementarisme ne sont plus à démontrer. Que dire, après cela, de notre « chambre de représentants du peuple » cette parodie de parlement ? Créée en 1926 envue de l'apaisement du mouvement nationaliste qui s'éveillait et s'amplifisit. elle ne fait que continuer sous une autre dédomination l'ancienne Chambre consultative. Ses membres sont en partie désignés par le gouvernement, en partie élus par la bourgeoisie nationale, la propriété foncière et la couche supérieure des classes moyennes. Avec ce système de représentation, elle embrasse dans son sein, des bourgeois. des propriétaires fanciers qui se font remarquer par leur face bouffie, leur front lisant, leur taille énorme, leur embonpoint et surtout, par leur esprit borné, leur manque de caractère. Leur ligne de conduite consiste à : défendre les intérêts de leur classe, applaudir à tous les discours des gouvernocurs grands et petits, trahir l'mpitoyablement le peuple qu'ils prétendent représenter.

Mais devrions-nous nous borner à critiquer le parlement et la chambre des représentants du peuple ? Non ! nous devons participer également à ces institutions bourgeoises, corrompues, au sein desquelles nous pouvons défeudre les intérêts du prolétariat et dns masses laborieuses en démasquant les sophistes, les démagogues qui exploitent à leur profit, leur qualité de représentant du peuple. Ces institutions jouissent encore, d'un certain crédit, parmi certaines couches socialnsqu'n'illusionnent sur leur capscié de réaliestion. Notre latte montrera aux masses que ces institutions ne peuvent leur apporter qun qaelques réformes superficielles, qu'elles sont des instruments montés par la classe dominante pour duper le peuple, des organismes destinés à protéger, perpétuer l'ordre social existant. Par notro attitude, notre point de voe vis-à-vis des problèmes du jour, nous éduquerons la masse, nous la rendrons consciente de ses intérêts de classe, nous la groupperons, nous l'organiserons autour de nous, nous lui indiquerons la voie de son émancipalion fnière. De plus, le travail à l'intérieur des organisations légales contribne à former les meilleurs militants de la classo ouvriéro, des militants éprouvés, trempés dans la lutte.

Notre groupn,un fait qua commencer à gâguer la sympathie des maeses laborieuses. Certains éléments dont nous sommes pourtant les défenseurs les plus ardents, ignoreut encore l'objectif de notre lutte. De plus, nous disposons de très faibles moyens pour la campagne électorale. Pour toutes ces raisoes, et tenant compte du système du suffrage restreint, sensitaire do la contre propagando ignominieuse menée par nos adversaires, nous vidons nous, en prétendant notre candidature, n obtenir un siége, qu'il mettre à profit des possibilités légales pour notre œovre de propagande pour la diffusion de notre programme de revendiestions immédiates, non seulement parmi les électeurs qui sont bien pen nombreux, mais encore dans les autres couches de la population travailleuse. Nous voulons initier les masses à la lutte politique, leur donner la conscience de leurs intérêts, leur montror que seules leurs propres organisations, seuls leurs représentants dévoués, peuvent améliorer leurs conditions d'existence !

UNE DÉTENTION ILLÉGALE

Que Le Quang Duc soit remis aux autorités judiciaires !

Nous recevons de Vinh deux lettres de snite nous priant d'alerter l'opinion publique à propos d'une arrestation arbitraire suivie d'une détention non seulement arbitraire, mais encore inhomaine.

Voici le fait :

Il y a un mois et demi, un inconnu a été arrêté à Vinh, dans un harnsan proche de la gare. Il déclara avoir nom Lê quang-Duc et le Sûreté s'aperçut que Lê quang Duc figure sur la liste des émigrés depuis 1922.

Selon les renseignements recueillis par notre correspondant, Duc sarvi rentré de Siam pour échapper à la sanglante répression qu'a l'instigation des puissances impérialistes, le gouvernement de Bangkok vient de déclencher contre les émigrés. N'ayant pas de profession ni de domicile légal, il s'est dissimulé depuis son retour dans un quartier de Vinh, il espérait une mesure d'amnistie plus large de la part du Front Populaire, et se promettait de se dénoncer au Gouvernement, le moment propice venu.

Sur ce, il fut déconvert.

Il fut suspecté par la Sûreté d'être on personnage important de quelque organisation révolutionnaire. Et à la suite de cela, il a dû se passer dans le local de notre « Intelligence Service » bien des choses lamentables et inavouées, car, après une courte période de détention, Duc a été envoyé à l'hôpital de Vinh. L'opinion publique de Nghệ-An s'émeut profondément à la nouvelle de ces hospitalisations dont elle devine la cause. Personne à Vinh ne doute que Duc ne soit victime des tortures inquisitoriales dont la population locale a fait une expérience sorabondante dorsot irs années 30-31.

La santé de Duc est profondément atteinte. On craint que sa vie ne soit en danger.

Et la seule accusation qu'on puisse relever contre loi, c'est le crime d'avoir émigré sans autorisation ! Bien que non encore fixés sur le bien-fondé des nouvelles qu'on nous communique, nous protestons avec la dernière énergie contre la détention prolongée d'un prévenu dans le local de la Sûreté. Il est temps que ce fe pouvoir, sinon le fer, qu'est la Sûreté indochinoise, sache se cantonner dans les limites de son rôle et de ses prérogatives ! Il est temps que ces atteintes flagrantes à la liberté individuelle cessent.

Nous demandons la libération immédiate de Lê quang Duc, dans le cas où on n'a pu relever contre lui aucun grief précis. Et même si certaines poursuites contre lui sont fondées, nous demandons son transfert immédiat aux autorités judiciaires.

ENCORE M. Pham-Ta

Depuis ces derniers temps, M. Pham-Ta a déployé une activité inaccoutumée. Du l'u vo nn peu partout. Spontanément il s'est offert comme médiateur entre ouvriers en grève et patrons intransigeants. A ceux qui veulent l'entendre, il affirme qu'il a toujours agi avec l'assentiment de M. le Résident Supérieur.

Arrangeur des affaires médiocres, il est devenu arrangeur des conflits sociaux.

Pour le compte de qui ?

Voilà toute la question !

Récapitulons les faits. Après avoir calmé les grévistes de Nam-Dinh par des promesses qu'il n'a pas tenues, il s'est faufilé parmi les grévistes de Hanoi pour leur apporter la bonne parole gouvernementale. Les ouvriers grévistes de l'imprimerie Ngô Tu Hơ pour avoir prêté une oreille complaisante aux beaux discours de M. Pham-Te, ont éprouvé douloureusement les effets néfastes de son intervention. La grève, en se prolongeant, aggrave la situation des grévistes surtout en ce pays où les ouvriers gagnent trop peu pour avoir des économies à utiliser pendant la grève. M. Pham-Ta esit parfaitement cela. Ses promesses, ses ingrivsrsations n'ont d'autre bui que calui d'affaiblir la résisience des grévistes.

C'est un brisenr de grève.

Mais ce n'est pas encore là qui t il vient de lancer un appel aux ouvriers de Hanoi leur demandant de ne pas se rendre nombreux à la réception de M. Justin Godard. M. Pham-Ta veut simplement une délégation formée des ouvriers représentant les différenies branches de l'industrie de Hanoi. Cetie délégation, conduite par M. Te lui-même, demandera une audience à M Justin Godard pour lui remettre un certain nombre de vœna rédigés, évidemment par le même M. Ta.

La manœuvre de M. Ta est cousue de fils blaues. Il veut canaliser le mouvement populaire à son profit et au profit de ceox qui lui dictent des ordres.

Mais ce n'est pas encore fini.

Decidément M. Ta n une activité « inaccroisable » s'occupe aussi des élections. Il connaît M. Phuc-Dinh ; il est l'ami de M. Vu-Long et le vcamaradco de Trinh vau-Phu. Le voilà entre ces trois candidats : il manœuvre.

Avec M. Phuc-Dinh,il est venu un burdau du « Travails parler à notre camarade Tiên. Il lui a offert la somme condelette de cent cinquenie piastes pour aider à la campagne électorsle de Trinh van Phu, pour décider celui-ci à retirer so cenditure !

Naturellement, nous les avons envoyé promener. Car nous refusons, comme toujours, d'entrer dens dns combines de ce genre. Notre attitude est nette. Nous posons ouvertement la question de le représonsation ouvrière eu ca pays.

Pour qui réfléchit, la nécessité de poser un tel problème n'est plus à démontrer.

D'ailleurs, les ouvriers de Hanoi ne se laisseront pas prendre à cette fausse sollicitude. Ils sauront entendre leur voix eu venant, nombreux, manifester leur solidarité et leur confiance au représentant du Gouvernement de Front populaire à sa prochaine arrivée ici.

Il faut que M Justin Godard puisse sentir la volonté unanime de la classe ouvrière du Tonkin de revendiquer, dons l'ordre et dons la légalité, les conditions de vie et de travail qui leur sont jusqu'ici, injustement refusées.

CHOSES VUES

leurs agissements détestables, ces militotistes nous aiment de plus en plus in sympothie du monde ? «Nous ne sommes aimés de personne, nous sommes haïs lo se lomentent-ils récemment. Les pooores ! Comment aimer un pops qui a des aistes immenses sur le cœur, qui rêve effrontément de tout s'approprier sur la terre et qui pousse l'indélicatesse jusqu'à abuser de la courtoisie et de l'hospitalité de ses voisins en engageant chez eux des touristes moins soucieux de voir les monuments et les pagsages que d'enregistrer les points stratégiques.

O peuple taponais ! votre réveil se fait attendre.

Erretum.— Il s'est glissé dans l'article «Choses Vues» de notre précédent numéro quciques coquilles grosières que nous prions nos lecteurs de bien vouloir rectifier.

Lire : *les colonies françaises étaient actuellement baptisées du nom flatteur de France d'outre-mer*, au lieu de : *du nom encenseur de..*

Lire : *Je comprends jusqu'à un certain point qu'on dise un encenseur fogal*, au lieu de : *un flatteur loyal.*

Draperies—Loinages
Fournisseur en gros pour tailleurs
TAN-MY
Grand Tailleur
5, place Négrier — Hanoi

Le Rex - Bar et ses danseuses
vous prient de leur honorer de votre présence la
Soirée d'inauguration
qui aura lieu le SAMEDI 16 JANVIER à 20h30
Consommations de choix, confattir, sarpentins.

Pour avoir un joli complet et à meilleur prix venez chez
La Coupe
Tailleur — Chemisier
24 Rue Lê-Quy-Đôn — Hanoi
Dirigé par CAI-QUY ex-coupeur chez CH. MAU'S.

Sans gêner vos occupations actuelles, vous pouvez apprendre très facilement et très rapidement à danser par M. J. — DOD, professeur de danses n° 12 rue Nguyễn Trãi (place des Cuirs) Hanoi.

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires
Electrothérapie appliquée aux maladies
Syphilis : Traites les périodes
Résultats efficaces et rapides par le traitement nouveau.
Facile et Radical
CABINET MÉDICAL
Dr Trần-Văn-Sang
78 Rue du Rapier — HANOI

Diên - Tùng
Architectes diplômés
Angle Rue Potier et Av. Beauchamps

Le marxisme, notre force idéologique

III

Logique de la contradiction

Si l'idéalisme et le matérialisme mécaniste sont également impuissants devant la nature toujours changeante, c'est que pour l'un comme pour l'autre les lignes de démarcation qui distinguent leurs concepts sont trop absolues alors qu'elles ne sont que transitoires, relatives comme l'a montré Lénine. Ils n'usent qu'une seule règle de pensée, la logique d'Aristote qui est formelle statique, abstraite, qui raccint du même au même, ou s'applique-t-qu'aux objets abstraits, immobiles, maintenus dans le lien d'identité statique. Elle exclut donc tout mouvement dans la nature. Pour elle oui est oui et *non est non*. A est A et ne peut pas être autrement. Or une réalité qui devient est changeante, l'Etre est à la fois l'Etre et le non-Etre, une chose s'affirme, se nie et nie sa propre négation. A peut être Aet B. Doi peut être Oui et Non. Une nouvelle logique s'impose donc, c'est la logique de la contradiction qui s'applique au monde relatif.

Les combinaisons que nous appelons des objets, commente Plekhanov, se trouvent en état permanent de transformation plus ou moins rapide. Dans la mesure où des combinaisons données restent ces mêmes combinaisons, nous devons les apprécier d'après la formule « oui est oui, non est non ; Mais dans la mesure où elles se transforment et cessent d'exister comme telles, nous devons faire appel à la logique de la contradiction : il faut que nous disions « oui et non, elles existent et n'existent pas ». De même que l'inertie est un cas particulier du mouvement, de même la pensée conforme aux règles de la logique formelle, s'conforme aux lois fondamentales de la pensée », qui en est particulier de la pensée dialectique.

Dans la parole d'Héraclite citée plus haut — on ne descend pas deux fois le même fleuve — on peut dire oui et on peut dire non : relativement à nos yeux, le fleuve est resté toujours le même, mais en raison du déplacement de la terre d'une part, du déplacement du courant et de notre propre déplacement d'autre part, le fleuve a changé dans l'intervalle où nous le quittons pour y redescendre.

Je quitte aujourd'hui, le bureau du travail en marquant bien sa place. Demain je reviens à cette place et je retrouve le même bureau de travail. Est-il vrai qu'il n'a pas changé de place ? — Oui et non ! Oui relativement à nous. Non, parce qu'en réalité, au bout d'une nuit, la terre a tourné et par conséquent l'a déplacé d'un certain angle sphérique. Voilà l'arêgeler qui se trouve devant moi, sous le marquer d'un point de repère, demain je saurai tant de même le reconnaître. Cependant il a dû changer au bout d'une nuit dans en atroctera en échangeant avec le milieu ambiant la matière qui le constitue, car ces échange matériel se fait d'une façon continue.

En somme, quand on a affaire à des objets relativement stables, on leur applique la logique de l'identité. Par contre quand les objets sont instables on leur applique la logique de la contradiction. Celle-ci s'applique sortant dans les sciences biologiques car la vie est en général instable. Tout être organisé est à chaque instant le même et non le même, à chaque instant il élabore des matières qui lui viennent du milieu extérieur et en sécrète d'autres ; à chaque instant des cellules nouvelles de son corps meurent et d'autres se forment ; toujours après un temps plus ou moins long, la substance de ce corps est entièrement renouvelée, remplacée par d'autres atomes, de sorte que tout être organisé est constamment le même et pourtant pas notre.

La vie est donc également nous contradiction existant dans les choses et les phénomènes eux-mêmes, une contradiction continuelle qui se pose et aussitôt se résout et dès que la contradiction cesse, la vie cesse aussitôt. La mort intervient. Cependant la logique de la contradiction ne prétend pas supprimer toutes les lignes de démarcation, les concepts, car du même coup on supprime tous les objets des sciences. On tomberait dans le néant des nihilistes. La dialectique montre seulement que les concepts n'ont qu'un caractère relatif et transitoire, les règles de pensée de la logique formelle leur sont applicables mais avec précaution. Elle ne supprime pas, en particulier les concepts de cause et d'effet, elle accompagne la science expérimentale pas à pas, et la nature est pour elle la pierre d'essai Cependant pour elle, cause et effet sont des idées variables suivant les conditions particulières de chaque cas. Enchaîné dans le réseau des nécessités naturelles, l'esprit dialectique cherche également à les comprendre toutes pour œuvrer efficacement à sa libération. Ainsi il ne nie pas les principes de causalité, ni les lois qui exprime les rapports entre les phénomènes. Savoir c'est prévoir ; connaissant les causes et les lois des phénomènes, il peut prédire le phénomène qu'il veut dans des conditions requises. Cause, cause ; effet, effet. L'esprit dialectique n'apporte pas même quelconque à ces deux concepts. Telle cause devient, selon les circonstances, effet et l'effet, devient cause. « Cause et effet, écrit Engels, sont des idées qui ne valent comme telles, qu'appliquées à tel cas particulier mais pour peu que nous considérions le cas particulier dans sa connexion générale avec l'ensemble de l'univers, cause et effet se confondent, se résolvent dans la conception d'action et réaction universelles, où causes et effets sont en continuel chassé-croisé, ce qui est ici cause maintenant effet devenant ailleurs et à un autre moment cause, et vice versa. »

De même le concept de *hasard* dans la nature et dans l'histoire humaine pour les marxistes est également relatif. Etant donné l'état actuel des connaissances humaines, un grand nombre de phénomènes peuvent être attribués à l'effet du hasard parce que nous n'arrivons pas encore à les analyser pour déterminer leurs causes par trop compliquées.

« Le hasard, dit Engels, n'est que l'un des pôles d'un ensemble dont l'autre pôle s'appelle nécessité. Dans la nature où le hasard semble aussi dominer, il y a bien temps que nous avons démontré, pour chaque domaine particulier, la nécessité immanente et les lois intimes qui s'appliquent dans ce hasard. »

Plus la science expérimentale progressera, plus on accèlera le hasard dans des limites précises ; les phénomènes de la nature s'enchevêtrent les uns sur les autres, certains peuvent être pris avec le tout dont ils font partie pour être étodiés. D'autres trop complexes ayant des causes multiples qui réagissent entre elles, dans ce cas on doit les isoler de reste, alors le hasard intervient mais à titre provisoire.

L'esprit marxiste, d'autre part, n'entend pas les notions de *qualité* et de *quantité* comme des entités irréductibles. *Quantité* à no moment donné peut devenir *qualité*. *Qualité* existe dans *quantité* à l'état latent.

Prenons un certain nombre arithmétique... Quand vous comptez par exemple de 1 en 1 à 9 unités, vous constaterez que le nombre d'unités, c'est-à-dire la quantité a augmenté, alors que, même jusqu'à 9, la dénominalion d'Unités n'est-à-dire la qualité reste toujours la même. Mais, faites attention ! Si vous n'y ajoutez encore qu'une seule unité c'est-à-dire 10 dizaines, vous n'aurez déjà plus la même dénomination d'Unités n'est-à-dire la même qualité, mais vous aurez cette fois une autre dénomination c'est-à-dire une autre qualité : la dizaine. Vous voyez par là que la quantité (nombre d'unités), tout en augmentant graduellement, à un certain moment donné, change brusquement en qualité (la dizaine). C'est curieux, dites-vous Oui, c'est curieux, mais c'est la réalité ainsi.

Dans une masse gazeuse, les molécules se déplacent en tout sens, s'entrechoquent et heurtent les parois. Si elles étaient très peu nombreuses on pourrait étudier le mouvement de chacune d'elles et la connaître dans sa causalité. Leur grand nombre rend ce mouvement trop compliqué et son étude impossible ; mais il peut et l'appliquer à l'ensemble des lois du hasard et de la probabilité. Il crée un phénomène de qualité nouvelle qui est la pression du gaz et qui obéit à la loi connue de Mariotte.

De même quand on chauffe du l'eau. De zéro à 99 degrés centigrade l'eau ne présente aucune particularité. Elle ne boit pas encore, mais elle emmagasine la chaleur, des bulles de gaz se forment peu à peu au sein du liquide, s'accumulent jusqu'à une certaine concentration pour éclater à la surface et transformer l'eau liquide en eau gazeuse.

Les *bonds*, on passages brusques d'un phénomène, d'une qualité à une autre, n'ont rien d'étonnant pour les esprits dialectiques. Ce ne sont pas des « sauts » ! Les changements quantitatifs, en s'accumulant pas à peu, déterminent des changements qualitatifs. Ces transitions s'accomplissant par bonds et ce peuvent s'accomplir autrement.

Reprenons l'exemple de l'eau contenue dans la marmite, chauffée à 100 centigrade l'eau bout, c'est un bond, produit par l'accumulation des bulles de vapeur qui grossissent au sein du liquide. C'est par ce bond que l'eau passe d'une qualité à une autre.

Un tube de verre contient un mélange de gaz formé par une partie d'oxygène et deux parties d'hydrogène. Le tout marque la pression P. On fait éclater l'étincelle électrique au sein du gaz, une détonation se produit accompagnée d'un dégagement de chaleur, le gaz disparaît P. O, laissant à sa place quelques gouttes d'eau pure. C'est encore un bond.

Nguyen-Vy est-il victime d'une erreur judiciaire ?

Nous avons reçu la visite d'un jeune ouvrier. Il est venu nous exposer d'une affaire surprenante. Un de ses parents fut impliqué dans un crime et condamné à 5 ans de travaux forcés sans être de près ou de loin coupable.

Selon toute apparence, le condamné devait être victime d'une erreur judiciaire.

D'abord il s'agissait d'un assassinat. Le chef de canton Nguyen-Qean, no jour, fut tué. La femme déclarait à l'instruction que son mari avait eu le temps de lui dire le nom de l'assassin : Nguyen-Vy, ouvriec photographe.

On arrêta ce dernier. Pendant trois mois on mena l'enquête et on le laissa en prison.

L'enquête révéla que les véritables assassins du chef de canton étaient huit villageois qui avaient contre leur victime une haine implacable. L'un d'eux déclara que sous l'impulsion du pho-ly (adjoint au maire) il avait désigné Nguyen Vy comme auteur du crime.

Entre parenthèses, entre Nguyeo-Vy et l'adjoint au maire existait un différend au sujet de la répartition des terres communales. L'ajoint ne pardonnait pas à l'ouvrier photographe du l'avoir signalé au Résident de France pour ses abus, ses fraudes sur les rizières, et ses iri poitgos dans la caisse communale.

Les coalies qui transportaient le chef de canton à son domicile affirmèrent que ce dernier était bien mort avant d'arriver à destination. Sa femme ne pouvait pas par conséquent recueillir ses dernières paroles.

Du remit Vy eo liberté provisoire.

Deux semaines après le tribunal provincial de Ninh Binh acquittait Vy et condamna les huit coupables à différentes peines dont la plus grave atteint 20 ans de travaux forcés.

La vente fit appel du jugement. L'affaire se trasporta a Hanoi. Devant la Cour Criminelle les accusés niérent tout ce qu'ils avaient déclaré au tribunal du 2e degré à Ninh Binh. Nguyen Vy de son côté rafla ses anciennes déclarations. Il ajouta à ainsi qu'étant pauvre, il avait été soupçonné à tort emprunté de l'argent au fee chef de canton.

Les huit villageois furent de nouveau condamnés à 20 ans de travaux forcés. Nguyen Vy, à la grande stopeor, ent 5 ans de la même peine et la purge scrupuleusement à Ninh Binh.

Après nous avoir relaté les péripéties de de cette triste affaire, le jeune parent de Nguyen-Vy a bien voulu nous renseigner que ce dernier avait à sa charge une femme enceinte, une femme et trois enfants en bas âge. Cette condamnation prive sa malheureuse famille de tout soutien et de ce fait la réduit à la misère.

Nous posons la question : Nguyen Vy est-il victime d'une erreur judiciaire comme le prétend son parent ?

Nous laissons la réponse aux autorités compétentes.

En espérant ce cas, nous voulons que les faibles, les humbles puissent se défendre contra les accusations dont ils sont victimes.

Nous leur ouvrons largement nos colonnes. Qu'ils soient assurés de nous trouver toujours prêts à nous faire l'écho de leur voix.

S. E. X. P. I.

Boîte postale n° 54—Hanoi

Fournisseur de pommes de terre et oignons pour approvisionnement troupes et hôtels

Demande : Agents spéciaux de vente dans toutes provinces de l'Union indochinoise de produits suivants Soie grège, Fils de fer et Clous, coolant d'Anilins et matières colorantes. Produits alimentaires (Hai Sang, Bao Ngu etc...) Papeterie. Encres d'imprimerie, Cuir, Ciessage etc...

Achète : Peaux brutes de bœuf et de buffle arsenicuées, et tous minerais (notamment antimoine, plomb, zinc, Kaolin) sésame noirs et graines de cotonnier de Kapok.

LA MARQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES

Chân - Long

9, rue Paul - Bert
35, rue des Paniers HANOI

SPÉCIALITÉ :

de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fantaisie pour hommes, dames, et enfants.

Qualités — Fantaisie
Prix — aventageux

La nouvelle étape est bien commencée

Le mouvement ouvrier indochinois est entré dans une nouvelle étape.

Jamais on n'avait assisté à un mouvement aussi vaste que celui qui se déroule sous nos yeux. Le mouvement ouvrier pendant les années 1930-1932 bien qui supérieur à d'autres points de vue n'était pas aussi large.

Les grèves se succédent presque sans interruption, comme s'appellant les unes les autres, se répandant les unes après autres. Du Nord au Sud se dessine nettement no front ouvrier. Il ne manque à ce front qu'un état-major pour qu'il fasse sentir toute la force du prolétariat.

Ces luttes ouvrières apportent une justification de plus sur un point essentiel de la théorie marxiste: le développement du mouvement révolutionnaire. Ce développement n'est pas, comme d'aucuns le pensent, une progression arithmétique qui va en augmentoi, ni ne suit une ligne droite ascendante. Sa courbe présente des zigzags. A certaines périodes, le mouvement révolutionnaire paraît stationnaire au même en recul. Les demi-révolutionnaires désertent alors la révolution, passent à l'autre côté de la barricade ou se cochent à Dien. Ils ne veulent ni ne peuvent y voir une période de redressement, de ranfurcement intérieur qui prépara un nouvel élan en avant. Les récentes grèves leur desaillent les yeux. Le prolétariat Indochinois, après un court silence, réapparaît, sur l'aréne, puissant, imposant. Le seng ouvriec et paysan qui a cenlé pendant les années de terreur n'a pas coulé eo vaiol Ce seng a préparé l'essor auquel nous assistons.

Tous ces faits constituent un grand pas vers l'organisation syndicale du prolétariat. L'intransigeance des patrons, leur coalition devant les revendications ouvrières agissent objectivement dans le même sens.

Le mouvement actuel assurera en même temps au prolétariat l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire de ce pays. L'expérience a montré que la classe ouvrière et la paysannerie sont les deux principales forces motrices de la révolution indochinoise. Le prolétariat vient de donner encore une nouvelle démonstration de sa force. Mais à l'encontre des années 1930 1932 où l'implosino initiale fut donnée par un mouvement révolutionnaire petit bourgeois, dans l'étape présente, le prolétariat commence lui-même la poussée des masses et à une échelle plus large. La vague de grèves qui déferle du Nord au Sud, du Sod au Nord créée dans le pays one véritable atmosphère de lutte. Après la grève du Camphamine, l'opinion publique est dominée par la question ouvrière Toute la paillique du pays est tournée de ce côté. L'air retentit des clameers des grévistes. Les mines, les plantations, les usines sont agitées de passions. L'influence du Front populaire donnera plus de force au mouvement. Cet état de choses aidera énormement les masses paysannes à se réveiller et l'ecrée de ces masses dans le mouvement en un pays agraire comme l'indochine donnera au mouvement général sa portée décisive.

Devant cette perspective et étant donné les conjonctures actuelles de la situation internationale, il est possible qu'il y ait des bonds dans le mouvement revolutionnaire indochinois.

La situation objective du pays est des plus favorables. Seules les conditions subjectives manquent. Une politique libérale du Gouvernement de Front populaire permettra aux masses laborieuses indochinoises de remplir dans no procha avenir leur rôle de renfurts du front ouvrier dans la métropole.

Mais ce qui est important dans le mouvement actuel des grèves, c'est qu'il crée les prémisses pour une large organisation de la classe ouvrière. A travers les batailles que vient de livrer le prolétariat, se manifeste une puissante aspiralioo des masses à l'union, à l'organisation. Cette aspiration trouve son expression ve vante dans les luttes collectives englobant, dans presque tous les cas, la totalité ou l'effectif des ouvriers occupés, dans l'organisatioo des grèves par bran, che d'industrie (grèves des mioeurs, des meoniaiers et des verriers à Hanoi; des cheminots en Cochinchine), dans le mouvement de solidarité intéressant plusieors branches d'industrie (grèves des cheminots, de l'Arsenal, des autobus, des tramways, boycott des autobus de la Cie des tramways par les ouvriers de l'Arsenal, à Saigon). On voit ici l'image du schéma de l'organisation syndicale groupement par entreprise, syndicat par branche d'industrie, organisation interprofessionnelle. Cette aspiration générale, les cheminots l'ont encore précisée et cancrétisée en revendiquant la liberté syndicale

POUR VOUS FAIRE BEAU
POUR ÊTRE JEUNE
FAITES-VOUS RASER AU

SALON DE COIFFURE

Pham Manh - Kha

LE RENDEZ - VOUS
DES HOMMES CHIC

ALIMENTATION GÉNERALE

AN - YEN

2 et 4 bd Bông-Khanh, Hanoi
Téléphone : n° 118

Expéditions dans l'intérieur
Gros Demi-grue et Détail
Envoi prix courant sur demande

Exportateur des thés d'indochine !

Les thés noirs et thés verts de jo *fabrique*

DONG - LUONG

12, rue des CANTONNAIS
HANOI

Sont toujours les plus demondés

Essayez les Chaussures

de jo

Maison CU-TAI

174 Rue du Chanvre, Hanoi

et vous serez ravis de leur élégance la mains cuOteuse

Jointe pourtant à la plus parfaite solidité,

Par les tempêtes on vérité.
Sortir est une chose malaisée.
Un pousse An-Thai *modèle de cette année,*
Vous mène partout en toute sécurité.

AN-THAI

2, Nguyên-Trong-Hiêp, 2
HANOI

Grande fabrication de pousse pousse moderne — Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

LES PLUS BEAUX PORTRAITS

sont signés :

HUONG - KY

PHOTO

LY - SENG - BAO

Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Paniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire da Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Tribune Libre

QUAND SE CRÉERA LA SECTION SOCIALISTE ?

En parlant du mouvement social iste à Haeoi, quelqu'un disait : « Il faut reconstituer la section socialiste ».

En effet, dans le temps, cette section existait. Elle n'existe plus maintenant. A la réunion de vendredi dernier chez le camarade Larrivée, bien peo de militants pouvaient montrer leur carte du parti.

A son dernier Congrès national le Parti SFIO a adopté le projet de la création des sections mixtes dans les colonies. Là-bas, en France, on se rend compte de l'importance du mouvement colonial vis-à vis du mouvement métropolitain. Par de temps après, les événements à Gorges nous feront voeus prouver la justesse de ce point de vue.

Cette vérité élémentaire semble pourtant être mal comprise par certains camaradm d'ici.

On a l'impressiee, eo assistant aex débats, que ces camarades siecères pourtant, n'ont pas la même conception. Ils parlent volontiers de militantisme, mais ils oublient simplement que le militantisme n'a de raison d'être que lorsqu'il s'exerce sur les masses. Le travail du militant est d'abord le travail de masses.

Le Congrès dissit : Créer.

Créer ce veut pas dire reconstituer. On ne crée que sur ooe base nouvelle, qu'avec des éléments nouveaux ayaot un point de vue nouveau. La création a lasupériorité sur la reconstitution par sa rupture avec les méthodes anciennes d'organisation et de travail. Elle lui est supérieure par son divorce avec le passé rempli de déviations dangereuses.

La base nouvelle de la section socialiste coloniale, et c'est là la force, réside dans la présence nombreuse des militants coloniaux. En ce qui concerne notre pays, il s'agit d'ouvrir largement ses cadres aux militants annamites. Le retard idéologique de ces derniers est une pure invention Les camarades annamites tout autant que leurs camarades francais comprennent les problèmes les plus graves qui dominent la situation actuelle. Leurs interventions, vendredi, marquaient bien que leur compréhension allait plus loin qu'on ne croyait. Dans un parti in ernationaliste comme la SFIO, on ne devra pas tolérer les préjugés de race. On devrait même les extirper totalement dans les sections de colonies Sans les militants coloniaux, qui apporterait la pensée social ste au cœur des masses laborieuses?

L'heure est grave. La réaction coloniale essaie de transformer ce pays au foyer du fascisme. Et l'exemple de l'Espagne peut très bien expliquer aux camarades peu convaincus où cela pourra nous amener si les masses coloniales ne s'érigent pas d'urgence en forces capables de contrecarrer son actieo perfide.

Que nos camarades réfléchissent un peu Ocrent ils par leur retard prendre le responsabilité de laisser aux Fracco et aux Mole français de s'implanter en Indochine ?

Ils répoodront non, c'est certaio. Mais alors il faot qu'ils se hâtent !

ACHETER

Les nouveaux modèles

CHEVROLET

Freins hydrauliques puissants — Carrosserie aérodynamique « Taut acier » — Malle arrière — Deux raues de secaurs

GARAGE AVIAT

Angle Rue Etaion et Gambetta

HANOI

La vie au Pénitencier de Kontoum

DAK-PAO

Les malades

Les malades pouvaient garder le lit. Cependant, comme nous l'avons dit plus haut, l'autorisation du médecin de l'ambulance ne suffit pas. Avant d'être hospitalisés ils étaient soumis à des épreuves cruelles, mortelles parfois. Chaque jour avant le départ des prisonniers, les miliciens procédaient à la « sélection ». Armés de leurs bâtons, ils entraient dans la salle, épouvantaient dans la salle, épouvantaient les malades en leur administrant à tous une rude fessée. Aussi bien, le régime habituel des malades, c'était d'abord la bastonnade. Tous les matins, on entendait crier et pleurer les patients étendus sur le lit et brutalement frappés par les mois. Une fois, un gardien entre dans la salle, et trouve sur le grabat la masse d'un malade qui gisait, enveloppé dans sa couverture, ayant perdu la connaissance. Les pieds toujours rivés aux chaînes. Le gardien se mit à lui asséner de rudes coups. Une demi-heure après comme la masse ne remuait, ni ne criait plus, le barbare enleva la couverture, il ne vit plus qu'un cadavre : le prisonnier était mort au cours de la torture.

Après chaque journée de corvée, on comptait régulièrement une trentaine de malades ayant qui une fracture au pied, qui une lésion à la tête. Un travail épuisant, un régime alimentaire insuffisant et malsain avaient, depuis longtemps, ruiné la santé du détenu. Il tombe à la première occasion. Trois mois après l'arrivée du convoi, le tiers des prisonniers était obligé de s'aliter. A partir du 4e mois, il ne resta plus qu'une moitié encore capable d'aller au travail. A la fin de l'Année, sur les 293 détenus de DakPao une bonne proportion était morte. La majorité des survivants ne pouvaient plus travailler. Quatre vingts environ étaient « déclarés valides » ; ils pouvaient cependant vaquer à peine au travail. A la fin de l'Année, sur les 293 détenus de DakPao une bonne proportion était morte. La majorité des survivants ne pouvaient plus travailler. Quatre vingts environ étaient « déclarés valides » ; ils pouvaient cependant vaquer à peine au travail. A la fin de l'Année, sur les 293 détenus de DakPau

Numéro ANNAM N° 19 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 22 JANVIER 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60. — Administration-Rédaction : 28, Nguyễn Trãi — Hanoi

Directeur politique : Nguyễn Văn-Tồn — Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant.

Le succès électoral de notre camarade Trinh Van - Phu signifie :

" Si vous ne faites rien pour les masses laborieuses elles feront tout sans vous ".

DEPOT LEGAL INDOCHINE 1937

La véritable signification de notre succès électoral

Notre camarade Trinh-van-Phu a obtenu 566 voix contre 459 voix à M. Trần-viết-Bình sur 1072 votants.

La presse annamite de Hanoi a relaté ce fait comme unique dans les annales électorales de Tonkin.

Car jusqu'ici on n'a jamais assisté à une campagne électorale pareille : pas de plaintes distribuées aux électeurs, pas de banquet monstre, pas d'opium, pas d'alcool.

Les électeurs ont voté courageusement suivant leur conscience, non pas pour un homme mais pour un programme, pour une conception politique.

Le succès électoral de notre camarade Trinh-van-Phu n'est pas un succès personnel.

C'est la victoire de toute une conception de justice sociale sur le régime d'oppression et de privilèges.

Le pays en a assez de ces hommes qui ne parlent de l'intérêt général que pendant les élections et qui, durant leur vie, méprisent le peuple, l'exploitent et le trompent.

Il sent aussi la nécessité et l'urgence d'un changement.

Par indifférence et par faiblesse, ils ont jusqu'ici toléré ces imposteurs qui volent le nom du peuple pour le trahir et le bafouer.

Ils ne veulent plus de ces représentants du peuple qui ne représentent rien ou qui ne représentent que leurs intérêts personnels. Ils viennent de leur donner une bonne leçon de modestie. Que ces profiteurs aient eu moins la pudeur de rester chez eux, de ne pas narguer ainsi publiquement ceux qu'ils ont toujours exploités et trompés !

Notre succès est encore un indice très précieux pour le gouvernement. Les réformes que nous demandons ne viennent pas de l'imagination de quelques agitateurs professionnels mais bien plus profondément des couches laborieuses du pays. Nous n'avons fait que leur donner une forme, que les exprimer hautement.

On ne gouverne pas un peuple en l'écrasant. Certes, on pourra sous dire que la France n'a pas besoin de leçon de libéralisme. Mais nous nous la droit de nous étonner du régime de bâillon sous lequel nous sommes actuellement.

Depuis quelques mois une disette de fourmage en cuoio-agen sont supprimés. Des revues publiques mises en plaine période électorale sont interdites ; de quand les ouvriers veulent exprimer leur joie et leur confiance aux délégués du Gouvernement de Front-populaire, ils sont menacés de plus représailles ; ils sont matraqués en plein rue, arrêtés, emprisonnés. De plaintes de ce régime de répression n'ont-ils pas écrit à M. Monet le 26 octobre dernier de la maison centrale de Saigon :

« ..... nous sommes maintenant en prison pour avoir été et pour être du côté du Front-populaire. »

Ce régime est une anomalie monstrueuse qui risque de nuire irrémédiablement à la saine constitution du pays.

Au gouvernement, au Parlement, à tous les hommes de cœur et de bonne foi de faire cesser ce régime, de rétablir en Indochine plus d'harmonie et plus de justice.

La candidature de notre camarade PHU est unanimement approuvée et appuyée

Aux électeurs patentés de Hanoi

ELECTEURS !

Le scrutin du 17 Janvier couaifie pour le « **TRAVAIL** » un incontestable succès.

Malgré la pression administrative, en dépit des manœuvres de la Résidence Supérieure qui n'a pas permis au candidat du « **TRAVAIL** » de développer son programme en réunion publique après avoir fait lacérer ses affiches, le camarade **Trinh Van Phu** arrive en tête, avec 69 voix de plus que son concurrent **Trần Viết Bình** dit **Phue Dinh**, candidat officiel ; 26 suffrages seulement lui ont manqué pour réunir la majorité absolue et être déclaré élu.

ELECTEURS ! Dimanche vous parachèverez la victoire du premier tour. En volant en masse pour **Trinh Van Phu** vous mouirerez au Gouvernement de Front-Populaire votre désir de voire acccoitre les quelques libertés démocratiques dont vous jouissez de voir régner en Indochine *cet esprit colonial nouveau* défini par le Ministre des Colonies, notre camarade Marius Moutet, au cours de la conférence des Gouverneurs.

Au sein de la Chambre des Représentants du Peuple du Toukin le camarade **Trinh Van Phu** fera entendre la voix des gague-petit : commerçants, artisans, cultivateurs, nuvriers, en un mot de tous ceux qui veuleut et dolvent bénéficier de l'e aissnce économique, gage de la salisfaciou politique des populallons coloniales ».

Aux Urnes ! Pas d'abstentions.
Votez tous pour le camarade Trinh van Phu !

Un groupe de français socialistes

1er Tél. — H. 1, Saigon Commerce 0772-32-19 1025.
Adressons remerciements sincères aux électeurs Hanoi slap les prions redoubler vigilance pour assurer succès définitif trinhvanphu dont importance est immense - tournant actuel histoire politique indochine tathothan nguyenvantao tranvanthach duongbachmai.

2e Tél. — H. 1. Saigon commerce 00773-33-19-1025.
Travailleurs Cochinchine et groupe lutte adressent appel pressant populations tonkinoises assurer succès définitif camarade trinhvanphu slop prient tous amis redoubler efforts pour candidature défense travailleurs petits commerçants classes moyennes.

3e Tél. — H. N. Hue 118-19-21-1010.
Reconnaissant transmettre électeurs Hanoi remerciements pour vote favorable Trinhvanphu candidat populaire
Travailleurs Annam et rédaction Nhanhlua.

NOUS DÉJOUONS LEURS MANŒUVRES

Notre camarade Phu, par télégramme du 19 Janvier, à signalé à nos camarades de Saigon la pression intolérable des Ly-trunng et des agents de la Sûreté de Hanoi en faveur de notre adversaire M. Trần-viết-Bình. Ceux-ci travaillent en plein jour pour M. Bình. Ils circulent ensemble dans les rues de la ville, entrent dans les boutiques, exhortent les commerçants à ne pas voter pour nous. Ils sont allés jusqu'à enlever nos bulletins de vote des mains des électeurs

Nos camarades de Saigon ont déjà saisi Monsieur Le Gouverneur Général de notre protesintion.

Voici le dernier télégramme que nous avons reçu :

H I Saigon 812 13-21 10 9-26.
Tan télégramme communiqué gougal qui prit bonne note
LUTTE

DISCOURS GUBERNATORIAL

Les théories libérales du Gouvernement de Front populaire proclamées en France, ont eu un tart retentissement parmi les populations indigènes aux colonies Elles y ont fait naître des espoirs et une confiance qui ne doivanda qu'à s'affirmer et grandir.

On peut dire sans exagération que M. Justin Godard a été salué avec enthousiasme par la population laborieuse de Saigon, que Monsieur le Gouverneur Général Brévié y était attendu avec impatience.

Mais les travailleurs de Saigon ont compté sans M. Pagès qui s'est ingénié à détourner l'attention du délégué du Gouvernement populaire de la question brûlante de misère du peuple, à diriger ses visites sur les œuvres de bienfaisance qui sont le plus souvent les parures et les oxcuses de la bureaucratie coloniale. On le fera visiter Bokor sous prétexte qu'il y existe une colonie des mitoura ; on le fera visiter les merveilleuses ruines d'Angkor ; on lera faire enfin à M. Justin Godard un voyage touristique alors que la prolétariat du Tonkin attend dans la souffrance les réformes indispensables à loura conditions de travail.

Monsieur le Gouverneur Général Brévié, longuement attendu, est enfin arrivé. Quoiqu'il en soit, M. Brévié est toujours considéré par les peuples indochinois comme le représentant du Gouvernement de Front populaire, l'homme de confiance du ministre socialiste Marius Moutet. C'est à ce titre qu'il est acclamé par les travailleurs de Saigon.

Mais la bureaucratie est toujours là, jalouse de ses prérogatives. Elle cherche à étouffer la voix du peuple ; elle emploie toujours la même méthode d'intimidation et de violence. Des milliers d'ouvriers et de petits employés sont venus manifester leur confiance au nouveau gouverneur. Leurs banderoles ont été lacérées par la police, leurs délégués qui sont même conseillers municipaux ont été matraqués. La Thu-Thâu a été même grièvement blessé. Voilà comment ici, la bureaucratie réactionnaire respecte la pensée libérale du Gouvernement populaire de France.

« *L'administration coloniale,a écrit Robert Jean Longuet, est loin d'être « front populaire. Je ne veux pas « parler seulement des résidents et « gouverneurs et leurs états-majors, « mais du corps des administrateurs « coloniaux qui est en grande ma- « jorité réactionnaire et craciates c'est « d-dire qu'il a le mépris de l'indigène.*

Nous vallà un cœur du problème. « Des revendications préelses ; un « programme de réalisations humaines nitoras, économiques, politiques- « qu'elles qu'en soient ses qualités, se- « ra immanquablement saboté par « ceux qui auront la charge de l'ap- « pliquer.

« La première, l'indispensable me « sure est celle du changement des « cadres »

Cette déclaration très nette a été formulée par un militant socialiste deux mois après la victoire électorale du Front populaire. Elle n'est pas un vœu, mi une déclaration théorique. Elle est la constatation d'une expérience de gouvernement à la direction socialiste. La bureaucratie est toujours le refuge de la réaction, le foyer des fnices de conservation sociele, la der.ière forteresse des privilèges acquis Tout mouvement qui se propose le chaugement de l'état actuel des choses doit logiquement l'abattre la première.

Le ministre des colonies lui-même a été victime de sa maliaisance. Daniel Guérin de la commission coloniale du parti S. F. I. O. a écrit le 20 novembre 1936 ;

« *A Paris même,rue Oudinot,autour « du ministre, dans son entourage « immédiat, des hommes qui dissimu- « lent à peine leur complicité avec « les colonialistes de la-bas.Un jour, « malgré toute sa bonne volonté, le « ministre se trouve sans défense con- « tre cette atmosphère de mensonge. « On présente d'sa signature le 19 « Septembre. un edble inuitant le « gouverneur général par-intérim d « s'opposer d toute violence et d tout « appel d la violence, d « maintenir « l'ordre public par tous mogens », « etc... Le ministre signe.*

∴

Le ministre a signé sous la pression de la bureaucratie coloniale.

Tout cela, Monsieur le gouverneur général Brévié devait connaître, lorsqu'il était à Paris en contact avec le ministre des colonies et les camarades du parti S. F. I. O.

Sa première déclaration officiello publiée et chaleureusement applaudie par la grande presse fasciste d'ici ne fait que nous surprendre davantage. Nous ne pouvons nous empêcher d'un sentiment de tristesse et de lassitude en retrouvant dans le discours du représentant du gouvernement de Front populaire lo même thème qu'on nous a dit sur tous les tons depuis Paul Bert jusqu'à Robin.

La grande presse débite les mêmes lonanges sur l'homme, son œuvre et lui clame sa confiance.

Ainsi la paix, la concorde semblent régner du nouveau sur la terre bénie de l'Indochine.

Mais en voulant respecter les vieilles formules officielles,M.Brévié a oublié qu'il s'est produit dans le mondo un renversement de situation depuis ces dernières années.

Ainsi, quand dans son discours, il s'attaque aux éléments de désordre, ses attaques portent faux.

Nul n'a oublié que le 6 février 1934, en France, les « hommes d'ordre » attaquaient la police. flambaient les autobus, mettaient le feu au ministère de la marine ; que précisément s'étaient fes « hommes de désordre », en l'espèce les socialistes et les communistes, qui défendaient la République, la paix et la liberté.

Le 26 novembre 1936, ces mêmes « hommes d'ordre » ont rompu brusquement des pourparlers économiques,rejeté toute idée de conciliation

(lire la suite en 2e page)

LES TÉLÉGRAMMES ADRESSÉS A M. LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL BRÉVIÉ

(par poste de HUE)

Gougal SAIGON

Groupe Intellectuels Ouvriers et Paysans Annam honnour adresser chaleureux souhaits bienvenue nouveau gouverneur Représentant gauvernement Front populaire slop présentent vœux 1/ Libertés presse, syndicale association, réunion, voyage 2/ Application lois sociales, suppression impôt personnel, dégrèvement impôt foncier et autres. 3. Transformation Chambre Représentants Peuple en organe législatif élu suffrage universel 4) Gouvernement unique responsable devant chambre. 5) Amnistie générale condamnés politiques.

Groupe intellectuels, ouvriere. paysans ANNAM.

Gougal SAIGON.

Adresse Gouverneur Représentant Gouvernement Front populaire mettrare vœux bienvenue, demande examiner avec bienveilla-re liberté presse et liberté constitution syndicat presse.

Groupe journalistes NUE

Gougal SAIGON,

Libérés politiques ANNAM honneur saluer nouveau Proconsul représentant Front popalaire chargé réalisation politique coloniale conforme aspirations humanitaires démocratiques slop prient exaucer nous 1) Amnistie générale détenus politiques,réhabilitation complète libérés politiques, instauration régime politique dans prisons Indochine, 2) Octroi libertés démocratiques. 3) Application des lois sociales.

Libérés politiques ANNAM
(Par poste de Hanoi)

Gougal SAIGON

Souhaitons bienvenue slop Attendons de vous toutes mesures susceptibles réparer injustices dont particulièrement somme victimes. Amnistie générale Cessation surveillance police Facilités accordées libérés gagner ots Instauration régime politique dans prisons.

Libérés politiques.

Gougal SAIGON

Vous souhaitons bienvenue, espérons votre avènement confirmera espérances masses travailleuses indochinoises et apportera apaisement général par amnistie intégrale.

Libérés politiques
Haiphong - Kiên-An - Quang-Yên

SOUVENT VOUS

EXCELLENCE RESTEZ !

La nouvelle de votre intention de vous retirer à jeté, Excellence,le peuple du Tonkin tout entier dans une consternation profonde. Il oli ces jours derniers dans des transes affreuses, et guelte d chaque moment avec une fébrile inquiétude la réponse du Gouvernement, répondre sont il espère du fond de son cœur qu'elle sera un refus. Quand les gazetiers commencèrent à publier cette nouvelle inattendue, le public l'accueillit avec scepticisme et ironie «Son Excellence Hoàng démissionne? ricana -t-on de toutes parts, quelle bonne blague! Un jour ces faiseurs de babards nous apprendront que la terre ne tourne plus. Un Tonkin sans son Excellence Hoangt Autant dire une cour sans de Nué sans son Excellence Pham. Ah! ces journalistes en mal de gros tirage! Mais depuis, il a bien fallu se rendre à l'évidence et le scepticisme est mué en appréhension.

Oui, le Tonkin appréhende à l'égal d'une calamité publique le départ d'un chef qui réunit avec un rare bonheur les précieuses qualités de souplesse et de loyalisme. C'est dire, Excellence, et dût votre proverbiale modestie en souffrir, que vous êtes devenu comme un besoin de son existence. Aux heures troubles de l'Histoire, notamment lors des années d'agitations nationalistes et communistes fomentées par des indésirables qui tentaient de saper l'autorité de la nation protectrice, vous avez fait preuve d'un opportunisme et d'une énergie au-dessus de tout éloge vertus qu'un inexplicable préjugé a toujours refusées d notre race. Vous avez soutenu le moral du grand gouverneur Robin—les Indochinois ne pardonneront jamais à la Mandt d'avoir arraché ce chef à leur affection—et da propre aveu de ce dernier, tul avez conseillé maintes reprises particulièrement efficaces et expéditives dont certain village, soges-en persuadé, vous sourra toujlemps gré. Vous aviez dû penser certes que quelques bonnes explosions d'obus ne manqueraient pas d'inciter d ce peuple foncièrement dénué de la vertu d'obéissance. Vous aviez dû penser aussi que de même que Jésus n'était si grand qu'après avoir craoi son calvaire, de même les Annamites ne seraient grandis que par quelques salutaires baignades dans le sang. Ce faisont, vous vous êtes du reste montré digne de votre illustre père, grand pacificateur et ami de la France lui aussi, qui d la suite d'une méprise fit couper,par un matin mémorable dont l'Histoire soura tenir compte, la tête a quarante-neuf notables du village de Un Lâm d Bac-Ninh, présumés rebelles. Des gens ant osé qoancer les mols de cruelle erreur et de sauvage répression en portant de cette magistrale bévolonte, mais si salutaire, une image fidèle ouz héros,fera justire de tels dires. Il est orai que le crime de ces quarante-neuf décapités n'a jamais été établi, qu'importe, ces désapprobateurs sont insensés qui ne comprennent pas que certaines actions des grands mandarins se justifient d'elles-mêmes. Et les quarante-neuf familles de Du-Lam qui chaque année célèbrent le « gio-ranh » doivent communier dans la même reconnaissonce émue envers la mémoire de celui qui honora les leurs d'une mort peu banale.

*Mais laissons ces hauts faits du passé et parlons en du plus récent dont après le prodigieux coup d'état de 1933 dans lequel vous aolez été pour beaucoup et qui mit l'Annam à on tournant décisif de son histoire, le regretté gouverneur P. Pasquier vote dans un magnifique élan vers Parie avec un important bagage de documents, d'aucune se réjouirent déjà a l'idée d'un grand changement dans les destinées du pays. Ils savoient que de re voyage et de votre survenu quelque temps après et qui en fut la suite logique, sortirait une réforme d'envergure qui comblerait le peuple d'aise, quelque chose comme le rétablissement des fonctions de kinhtuve au Tonkin. Chacun s'attendait avec allégresse d vous voir titulaire d'un poeto qui vous vaoait été pour beaucoup et qui mit l'Annam à on tournant décisif de son histoire.

Au scrutin du dimanche dernier

PHU obtient 568 voix

M. Trân-viêt-Binh n'en ramasse que 499

Une formidable ovation salue l'avance de notre camarade

Dimanche dernier, le petit commerçant a parié. Il a parié en faveur de notre programme - en votant pour notre camarade Trinh van-Phu.

Ce jour là la bataille s'annonçait rude. Depuis plus d'une semaine M. Trân-viêt-Binh parcourait la ville, manœuvrait, payait.

Toujours flanqué du nommé Choc, secrétaire au Service de la Sûreté, il visitait les électeurs. Jamais sa Fiat n'a fait tant de course et jamais les petits commerçants n'étaient si sollicités.

On a tout fait pour entraver notre candidature. Nos affiches ont été lacérées, nos réunions publiques interdites. Une pression intolérable a été faite sur les électeurs par les agents de la Sûre à et par les chefs de quartiers en faveur de notre adversaire.

Pourtant ce avait oublié une chose et cette chose fut la ruine de cotre victoire : les classes moyennes durement frappées par la crise aspirent à un changement ; menacées d'être éliminées par le grand capital, elles n'ont qu'une seule voie de salut, c'est de lutter à côté de nous.

Les mesures arbitraires d'une administration qui se cramponne à un vieil état de choses en font que les exaspérer, les pousser vers nous, leur démontrer enfin qua nous sommes leurs véritables défenseurs.

L'interdictioe qu'on fit au dernier moment pour nous empêcher de parler au public ne les eut pas empêchées de venir nous écouter.

Devant la salle où nous devions parler, 2.000 hommes et femmes arrivèrent ce petits groupes.

Les gendarmes sous la direction du fameux Commandant Tremeau, les agents de la police municipale et de la Sûreté, à qui mieux mieux, les disperséret.

Ce coup de force a été pour eous une bonne propagande. Les honnêtes gens se sont sieni rendu compte que lorsque nous dénoncions les abus des autorités administratives, nous ne disions que la stricte vérité.

Aussi quand dimanche arriva, malgré les mesures d'intimidation, la foule se massait nombreuse et inquiète devsot la porte de la Mairie.

Des voitures louoeuses de M. Trân-viêt-Binh arrivèrent avec des électeurs qu'on alsai chercher à domicile. Par contre, on voyait venir de petits commerçants qui nous regardaient avec sympathie, une sympathie naturelle, instinctive entre les gens qui se comprennent et qui veulent se secteur mutuellement. Nos camarades de organisé un service d'ordre pour nous protéger contre les manœuvres de notre adversaire qui s'appui des puissante de jour.

C'est ainsi que notre camarade Phan-tu-Nghia a surpris M. Binh en flagrant délit de corruption électorale. M. Binh était en train de glisser une piastre et un bulletin de vote dans la main d'un électeur. Nghia alerta la police qui a condnit M. Binh au poste pour enquête.

Le nommé Chec (de la Sureté) a suivi see candidat au Commissariat et a dû déposer en sa faveur. Quoiqu'il en soit, nous porterons plainte contre M. Binh pour corruption électorale. Il aura à s'expliquer devant le juge d'instruction.

Jamais de mémoire de Hanoïen, une élection n'a suscité autant d'intérêt.

Les électeurs de Hanoi avaient perdu l'habitude de voter pour leurs idées. Ils votaient sees conviction, car ils savaient qu'ils ne pouvaieht riso attendre de leurs s représeotants ». Cette fois-ci es fut une exceptioe. Pbu ne se présente pas pour lui, pour son compte personnel. Il se présoote pour la défeose d'un programme, du programme des revendications minima des classes laborieuses et opprimées.

Au dépouillement, la salle de vote fut remplie de monde. Nous étions très anxieux. Notre sooiété grandit au fur et à mesura de la lecture des bulieins. Dans les 200 premiers bulletins, te nom de Pbe eo- sortit que pon de fois.

De jeunes étudiants, des jeunes filles palpitaient d'impatience. A la troisième eentaine, Pbu rejoignit non concurrent. Un sab is de bonheur estua la nouvelle. A la quatrième centaine Phu mena nettement. Ci-quième, sixième eentaines l'bu mensit toujours. Les trois quarts de l'auditoire étaient joyeux. On se poussait du coude chaque fois que le nom de P be était prononcé.

On cherchait des yeux M. Tran viet-Binh dit Phuc-Binh. Le nom du marchand-de-produits-pharmaceutiques était davantage prononcé par l'auditoire que par le président du vote. Parsonoe ne le voyait. Il y a longtemps qu'il a disparu.

Une formidable ovation sealeva l'auditoire quand le président proclama les résultats Des « Bravo Phule » Vive le Travail ! s fusèrent de toutes parts. Dans le square Paul Bert la foule fet électrisée à la nouvelle de eotre victoire. Une seconds ovatioo explosa.

Nous rentrâmes Sur notre parcours des poings se lévèrent

Salut au camarade Phn !
Salut so Travail !
Salut au Front Popnlaire !

Le poit commeres a parlé.
Avec les ouvriers et les paysans, il a parlé en faveur de eotre programmo.
A la Chambre, Pbu parlera !
Il parlera si le petit commerce sauva être plus vigilant au second tour !

Discours gubernatorial

(suite de la 1ère page)

et d'notento, essayé de créer le tronble et le gâchis.

Les travailleurs que la vieille formule représente comme des énergumènes, d'étereels agitateers, se montraient alors coeeilaots et calmes.

En Indochino. ples de cinqeante mille d'ouvriers et de paysans se sont mis en grève dans l'ordre et le calme pour attirer l'attention du Gouvarnement popnlaire de France sur leur misérable situation. A l'arrivée des délégués de celui-ci, ils manifestaient leur confiance. Leurs manifestatioes se déroulent aveo nne discipline parfaite.

Alors les hommes chargés de maintenir l'ordre provoqeant le désordre en se livrant à des actes de violence sur la personne des délégués des ouvriers. Leur attitude nat calculée aex fins de provoquer les troubles, d'exciter les passions, d'entraver l'actiou rénovatrice du Front populaire. Ces hommes d'ordre, pour maintenir un ordre qui leur est profitable, créent le désordre à tont prix. N'ont-il pas traité Blum, Montet dans leur presse et au Grand Conseil de s caboliue, de funs qui désbonorent la France ? s.

Pour réussir, il fant frapper juste. Au Ministre des Colonies Moutet, au Gouvernour général Brévié de rétablir l'ordre véritable eo frappant impitoyablement les adversaires de Front populaire. Dans tout ce qu'ils feront dans ca sens, nous serons avec eux.

La deuxième et vieille formule officietie consiste à dire qua l'Indocetne était très malheeresse sous le régime barbare de ses rois et mandarins féodaux. La France républicaine a liberé les peuples asservis des pays asiatiques. Cet argument est trop vieux pour avoir une valeur d'usage à l'heure actuale. Nous en avons maintes fois montré la faiblesse et l'erreur. L'Indochine est complètement délivrée de l'oppression féodale, est tombée sous un autre joug, celui de l'impérialisme.

On constate qu'en 1937, l'Indochine est le pays de l'Extrême-Asie le moins évolué du point de vue politique comme du puint de vue économique.

Devant cette situation, noes formeions des critiques et nons disons qne certaines réformes sont nécessaires et urgentes. Monsieur Brévié a parlé aeasi de « grande criminel d'ingratitude et de révolte ». Nous pensons en tonte bonne foi que ce reproche ne sanrait s'adresser à nous, car, à notre connaissance, jes qu'ici aaann eaa de gravitude blaitrique n'a été signalé. On a vaguement parlé, pendant la guerre, de la reconnaissance des Amériens ins des services rendns par Lalayette pendeut la guerre de l'indépendance Mais à la lumière des faits écooomiques, cette idée apparaît al'puérile que personne ne la défend plus avao conviction.

. . .

En s'adressant aux banis fonctionnaires de la colonie, aux représentants de la baute finance et de la propriété funcière, M. Brévié s'est exprimé en ces termes : « *J'attends* de *vous* foes *que vous formiez* mon *jugement*. »

Cela est très dangereux. Nous nons sommes demandé si ce n'est qu'une simple formule de politease et de modestie. Car se confier à ces shommes qui disaimulent à poine, eamme a dit Daniel Guério, leur complicité avec les colonialistes », c'est se mettre dans la gueule du loup. Nous ne sanr-ons concevoir une telle déclaratinn de la part d'une homme qui est appelé à la direction de l'Indochine par la confiance du Gouvernement de Front popnlaire. Cette déclaration est en désaveu d'une des idées fondamentales de la politique coloniale du Front populaire : combattre la bureaucratie coloniale et les privilèges des grosses firmes financières.

M. Brévié a parlé encore de la « remarquable continuité» de la politique coloniale de ses s présidigieux dsvanciers s.

C'est précisément pour rompre cette remarquable continuité que le Gouvernement de Front populaire a choisi au hommo eamme M. Brévié sans préjugés sur les « réalités indochinoises » et ayant une conception noe velle » de la politique coloniale.

Enfin, pour freiner les impartiences, le Gouvarneur général affirma qu'il y a pas de s génération miraculeuse ».

Nons sommes entièrement d'accord avec cette sur ce polut. Et c'est pour cela que nous demandons des réformes susceptibles de créer aux penples indochinois des conditions favorables à leur évolution vers plus de progrès, plus de bien-être. Bien avant son arrivée, nens avons dit : « La recrudescence de l'activité politique de la bourgeoisie nationale, le réveil et l'inquiétude grandissanto des masses populaires devant la crise, créent dans ce pays une situation telle qu'elle nons interdit tonte dissertation abstraite et exige nns solntion sorrée et précise. C'est en partant de cette idée que nons nons livrons à des enquêtes minutieuses sur les conditions de vie des différentes classes sociales en vue d'en dégager nn plan de réformes dont nons poursuivrons inlassablement l'entière réalisatioe. Chaque *critique* que nous *formulerons*, chaque *projet* que nous *formulons* est tiré d'une *analyse objective* des *faits*.

Nous n'inventons rien ».

Nons ne croyons jamais aux miracles.

Et puisqu'il s'y pas de « génération miraculeuse », nous travaillons à créer cette génération : le Gouvaaaar le Gouverneur général Brévié nous fournisse les instruments indispensables de travail !

Et alors nous dirons avec lui : Travailions !

Travaillons avec confiance pour donner à l'Indochine plus de justice et plus de bien-être.

Travaillons avec persévérance pour créer aux masses déshéritées de ce pays les conditions plus humaines de travail et d'existence.

Travaillons enfin à l'émancipation totale de prolétariat, pour le triomphe final du socialisme.

SEMAINE DES GRÈVES

Grève de 2000 tailleurs à Hanoi

Qui ne connaît la vie misérable des tailleurs. Travaillant 16 au 17 heures par jour, ils ne gagnent que 3 ou 4p. par mois. Le salaire mensuel des plus qualifiés ne dépasse pas 15p: Ceux qui travaillent à la tâche, avec leur journée de 18 heures, peuvent gagner jusqu'à 40p. par mois au même plus. Mais ce sont pour la plupart des travailleurs du saison. Obligés de chômer au printemps et au aetomne, leur besogne ce leur rapporte en réalité qan 7 ne 8p. par mois. Quant eux apprentis, non seulement ils ne sont pas payés, mais ils doivent encore rembourser les frais d'apprentissage et du nourrissan au patron qui les reçoit par faveur et cela pour une période de 3 ans au mutns.

Les punitions ne sont pas choses rare. La moindre faute dees la cotre on la coupe satrsinn des punitions plus ou moins lourdes. Tel ouvriers dû payer le vesion qu'il a mal confectionné. Tel antre a vo son salaire coupé de 50./· pour la même faete.

De plus les conditions misérables, antibygiéniques de travail font que les ouvriers tombent soevant malades. Quaod pareil cas lenr arrive, ils peevent être purement et simplement congédiés.

Aussi se sont-ils mis en grève depuis le 15 Janvier pour réclamer :

1.— Aogmentation de salaire de 40./·
2.— Congé de dimauche payé.
3.— Coogé annuel de 15 jours payé.
4.— Journée de travail de 10h.
5.— Salaire intégral aea malades pendant tunt le temps de lenr hospitalisation.
6.— Etablissemeot de contrat partiel ou collectif fixant les beeres de travail et le montant des salaires.
7.— Liberté syndicale.

D'après les nouvelles de 20 Janvier, la plupart des grévistes not repris leur travail leers patrons ayant donné satisfaction à plusieurs de leurs revendications.

Grève de plus de 200 chapeliers à Hanoi

Le 21 janvier, plus de 200 chapeliers de Banoi sont déclenebé la grève, Leers revendtestions :

Liberté syndicale.
Augmentation de salaire de 40 /.
Journée de 11h.
Congé de dimanche payé.
Congé annuel de 15 jours payé.
Amélioration des conditions de travail.
Prévia d'un mois pour tout renvoi des ouvriers.

Les travailleurs à la tâche réclament une augmentation proportionnelle de leurs salaires.

Grève de 1.000 couturiers à Hanoi

1.000 couturiers de Hanoi ont fait la grève le 21 janvier réclamant :

1·) Une augmentation de salaire de 50./·
2·) Sappression du travail à la tâche.
3·) La journée de 9h.
4·) Congé du dimanche et des Jours fériés payé.
5·) Liberté syndicale.

Aux jeunesses scolaires

Chers camarades,

Depuis l'avènement du gouvernement du Front populaire partout dans les pays de l'Union, des grèves et des manifestations se succèdent attestant le réveil de la conscience des masses laborieuses.

Le mouvement coegressiste, dans nn laps de temps relativement court a pu seconer l'esprit indolent de notre peuple. Mais ce mouvement a été arrêté d'une manière trop brutale et nous a profondément déçus.

Heureusement, depuis plus de deux semaines, M. Justin Godard, nvoyé du Gouvernement de Front Populaire pour une enquête sur la situation sociale de l'Indo bine, est venu en terre cochinchinoise. Nos frères de là-bas lui ont manifesté un grand enthousiasme lors da son arrivée.

Notre tour viendra dana pee de jders.

Ici, les masses ouvrières paysannes et artisanes sont en train de s'organiser pour la prochaine réception de M. Justin Godard.

Cependant aecune voix ne s'est élevée de la jeunesse scolaire qui parait rester indifférente à toute activité sociale.

L'on s'étonne bieu devant cette attitude, al résignée et al pacifique de notre jeunesse, et l'on se demande si elle est déjà entièrement satisfaite sous la régime scolaire actuel,

La réalité nons dit toet le contraire.

Des griefs et des plaintes sont fréquemmeqt formulés contre l'enseignement par la jeunesse studieuse qui se sent étouffée à l'extrême.

Le nombre des élèves augmente de jour en jour en fonction de l'européanisation de notre pays, et pourtant le Gouvernement a toujoers tendance à restreindre autant que possible le nombre d'écoles d'ailleure insuffisent.

Et parmi ceux qui peuvent aller à l'école, la plupart duivent interrompre leurs études à mi chemin, car ils se heurtent continuellement à des difficultés insolnbles. Les écoles de l'enseignement primaire supérieur et de l'enseignement secondaire ne peevent pas recevoir tous les élèves qui ont achevé leurs années d'études primaires. L'unique Universitè indochinoise imparfaitement organisée ne répond pas à toutes les vocations des élèves bachelliers.

L'admission des élèves dans les écoles publiques est très limitée, à cause des rétributions scolaires élevées, des droits d'examen déraisonnables des concours et des examens à tiervalles pen espacés.

Les programmes d'enseignement ne sont propres qu'à raluntir le développement intellectnel des élèves. Une quantité non négligeable de professeurs et d'instituteurs ne remplissa it pas tontes les conditions professorales décourageant les élèves consciennt-ux et intelligents.

A côté de cela, l'enseignement privé n'est pas libre, et les règlements trop sévères imposés par l'Administration font que la nombre lireité des écoles privées n'offre pas auffisamment de places aux élèves non admis dans les écoles publiques.

La situation intellectnalle de la vlls n'est, tontefois, pas trop désespérante. Mais surtont si l'on pense à ces pauvres paysans qui végètent dena une extrême ignorance on doit s'élever contre les négligances du Gouvernement vis à-vis de l'édeation du peuple enmanmite.

C'est à cacso de manque d'écoles dans touts l'Union, que le nivcon intellectnel de notre peuple reste depuis longtemps stationnaire. Bien des jeunes étudiants ont déjà senti le besoin d'aller lain pour apprendre des choses nunvelles, realheurenement ches nous il n'y a pas encore de liberté de voyage.

Il est vrai que notre jeeeesse étouffe et languit de jour en jour aous un tel régime. Il faut qu'elle se libère le plus tôt possible poer pouvoir développer harmonieusement tou:es ses qualités intellectuelles .

La lutte pour la liberté et pour un changement total de régime actuel devient indispensable et falale dans l'évolution de notre peuple.

Le jeunesse doit avoir conscience de ces devoirs et de ses forces. Elle est l'élément le plus révolutionnaire ear elle tend à supprimer le passé et à édifier l'avenir. Ce passé obscur et étouffant, elle en a déjà assez Cet avenir splendide et libérateur, elle le prend comme but.

La jennesse duit s'assigner pour tâche so propre libération et la libération de son peuple

De tnue les temps, elle est essentiellement une force reotrice de tont progrès et de tonts lutis. Contre cette vérité historique, notre jeunesse est la moins combative et la plus indolente Elle semble renoncer à n importe quelle intin et se contenter de se replier doniqueusement sur elle-même. Elle diffère totalement des jeunesses russe, allemande, française, et même des jeunesses chinoise et annoise qui sont, tonjours prêtes à lutter pour la liberté st à renforcer tout « nuvement populaire, en co qu'elle est calme et résignée, on qu'elle en montre de supporter toute brutalité et toute oppression.

Et si l'on compare notre jeunesse d'aujourd'hui à celle d'il y a dia ans à celle qui a su se cunsidérer comme ayant-garde des masses laborieuses l'on s'étonne a encore davantage, et l'on doit se dire bonteusement : a Notre jeunesse marche à reculons a.

Tonte vérité est chose crue et brutale La jeunesse actnalle la voit certainement comme une offense impardonnable. Cependant c'est une vérité indéniable et elle doit la supporter Mais ce n'est point une offense indélébile on une offense qui doit se laver dans le sang heureusement, et la jennesse peut l'effacer geand elle le veut,

A l heure actuelle, nne bonne occasion se présente à nous, pour que nous puissions mettre fin à notre attitude indifférente. Nous devons nous organiser, d'ores et déjà, pour participer au mouvement populaire en vue de la réception de M. Justin Godard. il faut que parmi les vois des masses, on entende de notre voix, et que parmi les rangs des manifestante nous trouvions notre place

Chers camarades, l'heure de la lutte est venue. Il faut qee nous nous réveillions pour reprendre nos forces aeparavant dispersées et pour descendre dens l'arène.

Il faut que nous nous organisions pour pouvoir dée'encher, eo l'occurenes, en mouvement des jeenes, vaste et profond.

Camarades, organisons-nuus pour le prochaine réception de M. Justin Godard.

Rassemblons - nous autour de ces mots d'ordre :

1 — Enseignement primaire 'obligatoire.
2— Augmentallon des écoles publiques.
3— Soppression des frais d'études et des droits d'examen.
4 — Modification des programmes d'enseignement .
5 Création de noevelles facultés.
6— Liberté pour l'enseignement privé.

Un groupe de jeunes élèves d Hanoi.

Pressinn gouvernementale

Des fonctionnaires se désabonnent par Crainte "des ennuis"

N. D. L. R.— Nous publions ci-après la lettre d'un fonctionnaire qui déclare ne pouvoir plus s'abonner ouvertement à notre journal, de peur de s'attirer l'attention défavorable des autorités supérieures. Le cas de notre umi n'est qu'un entre cent. Notre journal, on le sait, n'a pas l'heur de plaire d ces messieurs d'en haut. Aussi cherchent-ils à paralyser sa force en commençant par intimider les abonnés. Qu'on en juge !

. . .

s Mocsieur le Directeur,

Je vons prie, dès réception de cette leitre, de bien vouloir mo rayer de la liste de vos abonnés.

Cela ne vient pas dire, que je me désabonne, non ! Vntre journal est trop intéressant pour que j'y renonce de gaité de cmur.

Aussi continuerai-je à être de vos lecteurs assidus. Mais vous vondres bien me le faire servir à nne autre adresse.

. . . Ce n'est peut-être pas très « chic s, nt très courageux de ma part, mais vous me comprendrez et m'excuserez si vous vous rappelez que je suis. . . *fonctionnaire* et qu'en cette qualité, *je ne sais pas le seul*, je crois, à accomplir ce geste involuntaire consistant à demander le désabonnement, du moins apparent, à votre journal.

Que voulez-vous ! tont le monde n'a pas votre indépendance, à commencer par nous antres, fonctionnaires. C'est regrettable, mais c'est comme cela.

Il a fallu tonte la sympathie que j'ai pour votre organe, tonte l'admiration que j'éprouve pour la nobla cause qu'il défend si vaillamment, pour qno je ne m'y désabonne pas de fait, étant donnée la pression qui se fait sentir autour de moi dans ce sens.

Avec mes meilleurs sentiments, veuilles....

LAO ĐỘNG TÙNG THƯ

Sắp xuất bản :

Chiến Sĩ Xã-Hội

do **Léon Blum** soạn

Nhu' Tùng dịch giả Op.15

Mua buôn và lẻ xin gửi thư và mandat cho

MAI-NGỌC-THỊU

38 — Nguyễn-Trãi — HANOI.

«Sans lois syndicales il ne peut être question de droits ouvriers»

a déclaré M. Godard *à une délégation de commerçantes et ouvrières*

On ne saurait jamais peindre, dans tout leur réalisme, les misères dont souffrent les classes travailleuses de ce pays. Pire encore que celui des ouvriers, le sort des femmes s'avère de plus en plus implacable et dur. Petites commerçantes écrasées sous la lourde charge des impôts, ouvrières d'usines, sans oppui se trouvant à la merci des exploiteurs, toutes n'en peuvent plus Après les grèves de l'Arsenal, de Bavière de Ba Queo où joignant leurs voix à celle de leurs frères en douleur, elles avaient réclamé leurs droits légitimes mais en vain. Elles envoyèrent une délégation à M. Justin Godard.

. . .

Le 14 janvier vers 10 h du matin cette délégation conduite par notre esmerede Nguyên van-Tao et composée de 10 membres a été reçue par le représentant du Front populaire.

Les déléguées dont Tao s'est fait l'interprète, ont exposé à M.Godard teste leur situation : chaque jour, elles sont aux prises avec les mercès de la faim ; obligées de courir du matin au soir à la recherche du riz, elles doivent délaisser leurs enfants et leur ménage, réduits à un état piteux.

Les ouvrières surtout sont misérables tant par leurs conditions de travail qee par leurs conditions de vie. La plupart travaillent 12 heures par jour, même davantage et la nuit encore. Qu'une maladie survienne, c'est le chômage. L'ouvrière que l'état de santé empêche de venir à l'usine est tenue pour absente et comme telle, non payée. Pas d'argent, pas de médicaments : la santé périclite, l'espoir sombre.

. . .

En cas de maternité non plus, elle n'a droit à ancone indemnité. Si par malheur, elle est victime d'un accident, les patrons ne s'en soucient guère.

Chaque argument qu'elles avancèrent, les déléguées l'appuyèrent de force documents et preuves. M. Godard écoutait attentivement. Il nota point par point les déclarations. Emu par tant de souffrances si courageusement endurées, par nos femmes travailleuses, M. Godard a déclaré que l'application des lois sociales doit se faire aveo le plus grand soin possible et intégralement aujant pour les hommes que pour les femmes s*Sans lois syndicales*, a-t-il dit*il ne peut être question de droits ouvriers.*

. . .

Il a promis, quand il sera de retour en France, d'intervenir auprès du Parlement, pour l'élaboration de ces lois, lois *seules* qui puissent protéger effiecsement la vie des ouvriers indochinois.

Il a promis qu'il veillera à ce que les lois sociales déjà promulguées ici, soient entièrement appliquées. Il écrira à M. Moutet afin qu'aucune modification ne soit faite arbitrairement aux textes des lois.

. . .

Fortes de ces promesses, qu'elles savaient sincères de la part de M. Godard, les déléguées ont été apporter un soulagement, un espoir à leers compagnes.

Toutes, elles ont mis leur confiance en l'envoyé du peuple de France.

CHOSES VUES

châtiées de sortes. Pauvres Tonkinois inconsolés : Ils répetent issevent depuis (que son Excellence vient de leur frapper in-fin) l « Moie qu'est-ce qu'il résulte de tout ce tramp-tramp page ? N'en tenez Thèse n'a donc fait que tirer les marrons du feu ? Il est gros Jean comme devant ! » C'est sans doute vous qui comprendre que ce jeune homme est ignorant le forte dose de philosophie avec laquelle vous avez toujours prendre les événements, c'est surtout oublier que vous les lettres vous qui nous avez appris à lire dans l'intérêt du peuple. Mais n'en faites pas, Excellence, un grief d'un dires simples. Tel qu'il est, leur langage est l'expression d'un grand amour. Vous comprenez, Excellence, dans quel désarroi, dans quel mortel désespoir les Tonkinois somberont si jamais nous venez à n'être même plus ce que vous êtes. Vous devez à ce peuple que vous avez sauvé à sa grande dette, de le laisser de notre bienfaisante paix. Si la nôtre ne ne pas quitter votre poste. Restez, Excellence ! Excellence, restez restez !

Le Matérialisme historique force idéologique

IV

Matérialisme historique

Le matérialisme historique est la base théorique du socialisme scientifique, fondé et proclamé ensuite en 1848 par Marx et Engels dans le Manifeste communiste qui en contient les thèses fondamentales.

De même, ce n'est pas l'esprit qui crée et gouverne la matière, de même ce ne sont pas les idées qui mènent l'histoire humaine. L'homme se trouve en milieu de la nature opposé une force naturelle. Il fait partie de la nature, il en est même issu. Il agit sur elle pour en retirer ses moyens d'existence tout en se subissant l'influence. C'est en agissant sur la nature que la connaissance humaine s'en empare pour à pas. C'est par cette activité millénaire que l'homme transforme la nature à son profit tout en étant transformé par elle. A l'origine, l'homme ne se distingue guère de l'animal, car tous les deux, ils sont dépourvus d'instruments de travail, ils n'ont que leurs propres membres. Mais au fur et à mesure, les besoins rendent ingénieux, l'homme invente les instruments à l'aide desquels il conquiert une plus grande liberté par la conquête relativement plus facile des subsistances. Il en dégage de plus en plus des nécessités matérielles qui l'occupaient, il s'élève alors peu à peu au-dessus du plan animal.

« On peut distinguer les hommes des animaux par ce qu'ils veut ; ils commencent eux-mêmes à se distinguer des animaux dès qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence » K. Marx.

C'est en partant de cette théorie active de la connaissance, et de la notion de l'homme réel, en chair et en os, que Marx et Engels fondent leur socialisme scientifique. Le matérialisme historique n'est pas autre chose que la conception de l'évolution de l'homme social en activité incessante dans la nature, créant des moyens d'existence — l'homme est un animal fabricant d'outils, définit Franklin — et par suite, établissant des rapports avec le milieu naturel comme un sein même de la société. L'essentiel n'est pas la religion, ni la philosophie, mais la technique humaine grâce à laquelle l'homme échange avec la nature ses forces productives ; avant de penser, il doit manger à sa faim, se garantir du froid et de la chaleur. C'est pourquoi tout découle de la technique, y compris la pensée humaine qui en retour exerce une certaine influence sur le mode de production.

« La première condition de toute histoire humaine est naturellement l'existence d'individus humains vivants. Le premier acte historique de ces individus, par quoi ils se distinguent des animaux, n'est point la pensée, c'est le fait qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence. Le premier fait à constater est l'organisation physique de ces individus et le rapport qu'elle implique avec le reste de la nature. Ces rapports ne conditionnent pas seulement l'organisation primitive, naturelle des hommes, notamment les distinctions sociales, mais tout leur développement ou toute stagnation jusqu'à ce jour, toute recherche historique doit partir de ces fondements naturels et des transformations que leur fait subir au cours de l'histoire l'action des hommes ». (K. Marx). Ce texte marxiste condense les points essentiels du matérialisme historique.

Scientifiquement parlant, la société humaine est issue de celle des animaux anthropoïdes. Elle ou devient humaine à proprement parler qu'au moment où elle acquiert les premiers outils rudimentaires de l'âge de la pierre taillée (paléolithique), les premières forces productives qui déterminent des rapports à l'intérieur du système social et entre l'homme et le milieu ambiant, rapports qui diffèrent de plus en plus de ceux qui existent chez les animaux.

Ainsi la conception marxiste sur la société humaine, diffère totalement des conceptions abstraites des idéalistes du Contrat social ou des socialistes utopiques. Pour Rousseau les hommes, par un raisonnement à priori, se rassemblent un jour pour vivre en société afin de mieux bénéficier de leur acquis réels. La notion de l'homme chez lui, comme chez le philosophe Chinois Confucius, est une création pure de l'esprit. Pour le premier, l'homme à l'origine vit solitaire, libre, errant dans la forêt ; pour le second, il cherche à s'isoler le mieux possible pour éviter le contact avec le milieu social — mais alors d'où vient la société ? — pour garder sa pureté primitive et pour s'instruire au point de vue moral.

La société réelle est bien plus complexe que ne ce l'imaginent les philosophes idéalistes. Elle est, et l'on peut dire, au système de forces qui réagissent entre elles continuellement et tendent sans cesse à rompre l'équilibre instable. A la base se trouvent des rapports économiques dont les rapports de production et de répartition qui déterminent les classes sociales. Les rapports entre les hommes. Un Etat qui comprend le pouvoir politique

(Suite en 4e page)

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires
Consultations tous les jours sauf le dimanche et les jours de fêtes
Spécialité : Toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le traitement nouveau.
Facile et Radical
CABINET MÉDICAL
Dr Trần-Văn-Sang
73 Rue du Papier — HANOI

Draperies—Lainages
Fournisseur en gros pour tailleurs
TAN-MY
Grand Tailleur
5, place Négrier — Hanoi

Passez votre soirée au
REX - BAR
Route de Khâm-Thiên
Consommations de choix
Délicieuses, Charmantes
NOUVELLE DIRECTION

DANSES
Classiques — exotiques
en cinq heures
Prix forfaitaire "no plastron"
M. J. DOD, 12 Bg. Trai (place des Cuirs) Hanoi

Pour avoir un joli complet et à meilleur prix venez chez
La Coupe
Tailleur — Chemisier
38 Rue Hàng-Bún — Hanoi
Dirigé par CAHONY ancien chef de CH. MAUS

Que pensez-vous de notre programme ?

A cette question que nous posons à tous ceux qui lisent nos affiches notre journal, la réponse est presque invariable : J'approuve toutes les points de votre programme. Il contient toutes les revendications indispensables à l'amélioration des conditions de vie du peuple indochinois, un relèvement de son niveau intellectuel et moral. Seulement, je pense qu'il est irréalisable. »

Lecteurs, nous sommes de votre avis, mais pas entièrement.

En présentant notre candidature, en sollicitant vos voix, nous n'avons jamais promis que notre victoire apporterait irrévocablement la réalisation de notre programme. Une telle promesse dénote chez son auteur ainon l'intention de tromper le peuple, du moins l'ignorance crasse en matière politique.

Nous ne sommes pas des démagogues qui distribuent gratuitement des bonbons à pour accroître les voix des électeurs. Seuls les candidats qui représentent la minorité, dont les intérêts sont diamétralement opposés à ceux des masses, ont recours à de tels expédients pour la moins malhonnêtes.

Nous sommes des réalistes. Nous n'oublions pas qu'avec l'accès de notre camarade Phan à la Chambre des représentants du peuple, l'autre voix des exploités et des opprimés trouvera difficilement un écho parmi la foule des larbins de la grande bourgeoisie et de la propriété foncière.

Nous n'oublions pas que, ce soit dieant parlement, enfants sous un régime colonial des plus atroces, n'a que voix consultative, et que les vrais maîtres de ce pays, ceux qui disposent du droit de vie et de mort sur le malheureux peuple indochinois, ce ne sont pas ces représentants marionnettes, mais les hommes qui trament, complotent dans la coulisse gouvernementale.

Dans ces conditions, il ne nous est nullement venu l'idée de promettre la réalisation de notre programme au lendemain de notre victoire.

Nous ne promettons qu'une chose. Une fois admis dans la Chambre nous ferons un devoir de bravor tous les obstacles, de combattre tous nos adversaires qui essaieront même temps les ennemis des masses, pour arriver à cette réalisation.

Pour mener à bien cette longue tâche, notre action dans la Chambre ne suffira nullement. Elle aura besoin de l'appui des masses qui lutteront énergiquement au dehors de la Chambre, pour faire pression auprès du gouvernement et du patronat, pour arracher coûte que coûte, petit à petit, les droits et intérêts qui leur ont été spoliés. Dans le régime capitaliste, sous un gouvernement quel qu'il soit, seule l'action des masses est décisive, et toute amélioration, si faible soit-elle, de leurs conditions de vie ne se conquiert que par la lutte. Ce n'est qu'au prix d'une lutte acharnée des travailleurs que les lois sociales votées par le parlement ont été appliquées en France. Notre programme, pour être réalisé demande l'action consciente, organisée de toutes les masses indochinoises. Il sera le point de ralliement de tous les éléments conscients, bonnêtes, prêts pour la lutte.

Qu'auiour do nous, tous ceux qui l'approuvent, serrent leurs rangs et nous verrons bientôt un jour meilleur.

Un accident du travail à Truongthi

Le 9 courant, le Cai-Chai de la 3e section do l'atelier Truongthi (Vinh-Béuibay) chargea l'apprenti-ouvrier Le Trong Duong de remplacer un ouvrier en repos pour manœuvrer un coupleur bi-polaire mâle, type W.

Admis depuis près de trois mois, comme apprenti sans solde, Duong n'était pas encore très au courant du maniement de l'appareil. D'ailleurs le Cai ne lui en avait pas expliqué le fonctionnement, et ne l'avait pas non plus mis en garde contre les dangers possibles. Duong s'est ainsi fait couper l'index de la main droite.

Amputé pour la vie, Duong a droit, on vertu de la décret promulgué le 8 décembre 1936, à une indemnité égale à une année de salaire d'un ouvrier tonrneur moyen. Et il a droit à des soins médicaux, aux frais du patron.

Ce sont là des mesures bien insuffisantes, évidemment. Encore ne va-t-on pas même les mettre en application ! Actuellement, Duong est à l'hôpital de Vinh, mais dans la salle gratuite. Il n'a reçu aucune espèce d'indemnité. Du allégue pour justifier cette odieuse spoliation, le travail bénévole que fournit Duong. Il est pourtant clair que, parce que, étant apprenti, Duong a été exploité d'une manière inhumaine, ce n'est pas une raison pour aggraver son sort d'une injustice plus grave et plus préjudiciable.

Et dire que l'atelier de Truong thi est un service public. L'Etat colonial entend-il, par ses exploits en matière de spoliation des ouvriers, donner l'exemple aux requins coloniaux qui le soutiennent et l'approuvent ?

A propos de la nouvelle réglementation du travail

L'A.R.I.P de 4 Janvier, avec le sobriété bablinelle dont elle fait preuve à propos de toutes les questions qui pourraient intéresser les masses et, partant, déplaire aux potentats de la Finance, annonce en deux lignes brèves et énigmatiques, la nouvelle d'une récente réglementation du travail en indochine.

Voici les termes laconiques de ce « fait divers » :

« Un décret paru au Journal officiel du 31 décembre, réglementant les conditions du travail des indigènes et assimilés ».

C'est en vain que dans les bulletins qui suivent, parmi les radotages interminables sur les « obéissance » de l'archiduc de Frédéric de Habsbourg ou le « mariage de la princesse Juliana », on cherche des précisions sur la décision ministérielle, une décision qui aura des répercussion sur la vie des quinze millions de travailleurs indochinois.

L'obligeante Agence attend jusqu'au 9 janvier pour publier un communiqué du Ministère des colonies sur la question. Ainsi, tout laisse à croire que, sans les soins du Département, nous serions ménétenus, pour un mois au moins, dans l'ignorance complète, sur un événement de première importance.

* *

Le décret constitue, dit le communiqué, « un véritable code du travail ». Bien des problèmes posés par la vie des masses y sont effectivement envisagés et résolus.

« Il pose le principe on l'interdiction du travail obligatoire, édicte des règles aussi libérales qu'en France en matière d'apprentissage, institue les conventions collectives du travail, supprime les amendes, prévoit les salaires minima. »

La vérité coloniale commence donc à se faire jour dans la métropole. Malgré les subornations d'intermédiaires vérex, malgré les mensonges éhontés d'une presse entretenue par les syndicats du scandale ou les sociétés d'exploitation minière, le Ministre n'est donc rendu compte :

Qu'en ce pays neuf mal dégagé des vertiges féodaux, le travail obligatoire existe, ravalant la personne humaine au niveau des bêtes de somme ;

Que le salarié était livré à l'exploitation la plus féroce de la part du patron tout puissant, l'apprentissage constitue un prétexte admirable pour aggraver la situation déjà intolérable faite aux travailleurs ;

Que l'absence de tout contrat et la pratique de courrat individuel, à la faveur des mœurs coloniales, donnent lieu à des abus qui dépassent les imaginations métropolitaines et contribuent à précipiter la mort lente à laquelle sont condamnés les hommes de la houille et de l'hévéa.

Que, dans ce pays, plus que partout ailleurs, et même dans des proportions ignorées par les exploiteurs les plus raffinés de France, le patronat met en œuvre l'ignoble politique de division des masses ; une armée d'ouvriers favorisés, contrôleurs ou surveillants, est payée précisément pour la seule tâche de brimer, de rudoyer, de maltraiter la majorité des salariés, les frais d'entretien de ces intermédiaires odieux étant récupérés non seulement sur l'intensification de l'exploitation de la force de travail, mais encore sur des amputations des salaires, sur des amendes ainsi multiples qu'injustifiées ;

Qu'enfin aucun frein légal ne s'opposant à ce régime d'esclavage et de misère, les salaires descendent bien loin au delà des limites du strict nécessaire ; des journées de dix cents pour les ouvriers urbains, des journées de cinq cents pour les travailleurs agricoles ne sont pas des cas isolés.

Tout cela, le ministre est arrivé à s'en rendre compte. Il est arrivé à dégager la réalité indochinoise du faisceau de rapports et reportages officiels ou officieux dont chaque pièce constitue un épécimen de l'obscurantisme colonial et de l'impudence impérialiste.

Et il a voulu que cette réalité peu connue ne le soit plus. Un faisceau de mesures est mis en œuvre en vue d'assainir la plaie !

Cependant, le Ministre semble ignorer que la loi, le décret sont une chose, tandis que sa mise en exécution en est une autre. Décréter la convention collective, évidemment, c'est bien. Encore faut-il que les masses puissent réellement bénéficier des avantages de la convention collective. Combien de dispositions législatives, en effet, n'ont que parce qu'elles ne sont pas essorties des modalités d'application appropriées, ont été dénaturées par ceux qui les exécutent et finalement ne retournent contre la volonté même du législateur ?

Nous précisons.

L'ensemble des mesures copieuses annoncées par le communiqué officiel restera lettre morte, tant que les masses indochinoises seront privées des moyens qui leur permettent de s'organiser, de s'amalgamer en une force capable de défendre leurs propres intérêts, de veiller à l'application des lois sociales.

Le peuple d'indochine, depuis toujours, a vécu des expériences cruelles qui confirment cette vérité élémentaire. Récemment encore, sous le règne même du Gouvernement de Front Populaire, on a vu quelles désillusions ont réservé aux trop lieurs indochinois les premiers rudiments de protection ouvrière qu'on a bien voulu promulguer en ce pays. Les congés humanitaires sont devenus des congés non payés. La protection des femme est devenue le renvoi des ouvrières. La fixation des salaires minima est devenue un moyen pour légaliser et justifier des salaires de famine.

Tant de preuves d'inertie, de mauvaise volonté, de sabotage, de la part des autorités coloniales, n'ont pu avoir raison de l'optimisme du ministre. Il persiste à tenter l'impossible, à ménager la chèvre et le chou, à faire bénéficier les masses de toutes les améliorations matérielles ou morales qu'elles sont en droit d'attendre du Front Populaire, et cela sans rien décider qui puisse aliéner au Gouvernement de France la confiance des capitalistes et impérialistes de la colonie. A moins que le ministre n'ait l'intention de compléter ses réformes en vue de les rendre plus adequates, nous croyons même percevoir dans l'esprit de la nouvelle réglementation du travail, une certaine volonté d'opérer des reformes « par en haut », strictement « par en haut ». Constatez vous-mêmes plutôt :

« En l'absence d'organisation professionnelle, le décret stipule que l'inspecteur ou le travail représente les salariés pour le règlement de conflits et l'insertion des contrats collectifs. Il prévoit enfin les conditions du travail, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des travailleurs ».

Ainsi donc, pour l'application des mesures sociales, les masses indochinoises n'en reposeront sur un inspecteur du travail, un fonctionnaire qui ne sera certainement pas aussi dévoué aux intérêts des travailleurs que les travailleurs eux-même, et qui, selon toutes probabilités, pourrait agir à l'encontre de ces intérêts.

Qu'attend donc Monsieur Moutet pour ne pas permettre aux travailleurs indochinois d'avoir leurs organisations professionnelles, qui font défaut aujourd'hui, pour ne pas faire de ces organisations des gardiennes vigilentes des lois de protection ouvrière, des personnes morales seules capables de négocier avec le patronat ?

Qu'attend-il donc pour ne pas promulguer en Indochine la loi de 1884 sur la liberté syndicale, lui dont M. Godard lui-même reconnaît l'opportunité et la nécessité ?

Sans la liberté syndicale, répétons-le, rien de sérieux ne pourrait être entrepris au profit des masses. L'octroi de la liberté syndicale, seul, pourra persuader aux masses que le Gouvernement Blum-Moutet est animé de la réelle volonté de travailler à leur éducation et leur émancipation, conformément aux principes de politique coloniale que pose le programme du Front Populaire.

ACHETER
Les nouveaux modèles
CHEVROLET
Freins hydrauliques puissants — Carrosserie aérodynamique « Tout acier » — Malle arrière — Deux roues de secours
GARAGE AVIAT
Agents Des Usines et Carrosserie
HANOI

POUR VOUS FAIRE BEAU
POUR ÊTRE JEUNE
FAITES-VOUS RASER AU
SALON DE COIFFURE
Pham Manh - Kha
LE RENDEZ - VOUS DES HOMMES CHIC

Exportateur des thés d'Indochine !
Les thés noirs et thés verts de la fabrique
DONG - LUONG
12, ccc ORS CANTONNAIS HANOI
Sont toujours les plus demandés

ALIMENTATION GÉNÉRALE
AN - YEN
2 et 4 Bd Gôn-Khanh, Hanoi
Téléphone : n° 118
Expéditions dans l'intérieur
Gros — Demi-gros et Détail
Envoi prix courant sur demande.

LY - SENG - BAO
Bijoutarie - Horlogerie - Lunetterie
42, Rue des Paniers — HANOI
Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze
Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur
Foire do Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Par les temps qui vont
Sortir est une chose malsaine
Un pousse An-Thai modèle de cette année,
Vous mène partout en toute sécurité.
AN-THAI
2, Nguyễn-Trọng-Hiệp, 2 HANOI
Grande fabrication de pousse pousse modernes — Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

Essayez les Chaussures de la
Maison CU-TAI
174 Rue du Chanvre, Hanoi
et vous serez ravis de leur élégance la moins coûteuse jointe pourtant à la plus parfaite solidité.

Fleurs fraîches Création et restauration de jardin
FLORA
N° 18 Boulevard Gia-Long
Particulier Fleuriste
Vannerioe Gerbes Bouquets
Entretien des tombes
Expédition dans l'intérieur

Événements d'Espagne

La Centurie Thaelmann

par HAUD...

L'Allemagne officielle e Franco sonne ses ordres et les meilleurs défenchements du Troisième Reich enseignent, comme dans une cuirasse, le soldat casqué africaine et la jeunesse dorée de la Phalange espagnole. Mais la véritable Allemagne, l'Allemagne des travailleurs, suit la lutte du Front Populaire espagnol d'un cœur serré et avec des vœux ardents. Les conversations dans la rue, les quêtes clandestines et le résistances aux prélèvements en faveur de l'œuvre des réfugiés espagnols ne sont la preuve. Aux chantiers navals bien connus A.G. Weser, à Brême, où, aux élections dernières des hommes de confiance avaient donné une majorité de 75 %, contre la liste officielle nazisie, de nombreux ouvriers ont été arrêtés pour collectes secrètes en faveur du Front populaire espagnol et dans d'autres cas ont été fusillés en vertu de la loi martiale. Si vive est la sympathie pour la lutte de libération du peuple espagnol, ressentie par tout ouvrier allemand comme une lutte contre le fascisme hitlérien, que ne sont pas rares ceux qui traversent, malgré toutes les difficultés, les frontières du Reich pour donner de leur personne dans les rangs des milices.

Quelques semaines après le début de l'insurrection fasciste, les premiers groupes d'émigrés allemands se rondirent en Espagne et y formèrent la Centurie THAELMANN. Centurie signifie centaine. Mais de cent, ils devinrent cette temps plus de mille. Ceux que HITLER et GOEBBELS ont décrié comme « lâches émigrés », « suppôts de bacilles de la peste rouge », « embusqués », ces hommes ont combattu comme des tigres devant Huesca et, tout dernièrement, à la tête des milices dans la périphérie de Madrid. Des observateurs impartiaux, des journalistes dont la plume ne traduit guère sympathie pour le Front Populaire, se sont trouvés contraints de s'incliner profondément devant ces soldats de la Centurie THAELMANN.

Qu'un peuse un instant aux Corps francs, ces précurseurs du Troisième Reich, avec leur indiscipline, leurs meurtres, leur sauvagerie débridée contre les hommes sans armes et contre les femmes, qu'ils fussent leurs compatriotes ou Polonais, Lettons, Lithuaniens, et Estoniens. Et qu'on considère ensuite la Centurie THAELMANN, elle aussi précurseur, ouvrant la voie à l'Allemagne qui vient, et pour laquelle nous luttons aujourd'hui aussi bien devant Madrid et Tredienie que dans les usines du Troisième Reich. Cette Centurie THAELMANN, avec la discipline qu'elle n'est imposée à elle-même, avec ses convictions inébranlables, avec ce soif d'instruction qu'elle manifeste même aux premières heures, se rigoureuse contre la moindre faiblesse-elle, voilà ces soldats du peuple contre qui HITLER envoie ses abires barbares.

Lorsque, en 1871, BISMARCK eut entreprin d'étrangler la Commune, BEBEL et LIEBKNECHT se solidarisèrent publiquement avec le cause des ouvriers parisiens. Au sanglant BISMARCK d'aujourd'hui, qui obscurcit avec ses avions le soleil de la nouvelle Espagne, s'opposent les bérilliers de BEBEL et de LIEBKNECHT, les armes au poing. Et leur victoire, la victoire de ca poste avancé des antifascistes allemands, constituera le prologue eux luttes encore plus grandes dans le Troisième Reich lui-même.

L'enfer en lies des antifascistes allemands e une importance triplas elle menaire se peuple allemand qua, à côté de l'Allemagne officielle dunt les maîtres prétendent réduire l'Espagne à une possession du Troisième Reich et sauvegarder les profits du grand accapareur JUAN MARCH, ainsi que les richesses naturelles appartiennent aux Grands d'Espagne, il existe une autre Allemagne dont les fils, au péchenl pas de profit ni de bulin, mais qui sacrifient leur vie à la lutte antifasciste, preuve suprême de leur solidarité avec le peuple espagnol. Et comme ce délachement se compose en très grande partie d'hommes ayaot fait la guerre, leur expérience militaire e une valeur particulière pour l'armée populaire espagnole, qui vient d'être créée de toutes pièces. Et, trusiémemeut, ces antifascistes allemands cumbellent, à vral dire, sur un sol étranger, mais pour leur propre cause et face à face avec leur oppresseur fasciste ; dans leurs lignes exposent les grands des fabriqués à Rheinduri, au-dessus de leurs têtes, les ovistenre nazistes jettent leur charge qui sème la mort et la destruction. En Espagne, les antifascistes allemands aident à mener à bonne fin la bataille décisive contre le fascisme hitlérien avide de guerre.

Notre détachement éllemand reçut son septième du fen en Catalogne. C'est là qu'il conquit les versaits devant Terdienla, âprement défendne par les Marocains et la Légion étrangère. Au chant de l'Internationale, qui, bientôt, fut reprise par les formations espagnoles et catalanes et qui, depuis, résonne en trois langues, nos camarades allemands ont fait quérent. Leur courage a été si extraordinaire que, après la fin de ces luttes, le Comité militaire de Barcelone les récompense d'un drapeau d'honneur. Depuis le début du novembre, les volontaires allemands prennent, dans le cadre de la brigade internationale, une part glorieuse à la défense de Madrid contre les fascistes. Ils réalisent ce qui est dit dans le premier numéro de leur journal mural des tranchées, paraissant sous le titre Rote Sturmfhane, et qui, par ses articles, ses brèves informations internationales et ses récits de la vie de la Centurie, fait admirablement l'office d'un vegueuse mestre rouge :

« Notre formation est une tronpe de choc du Front Populaire allemand. Dans son sein combattent des communistes, des social-démocrates, des ouvriers chrétiens et des sans-parti. Nous sommes tous unis par notre dessein commun d'abattre le fascisme ; c'est pour cela que luttent avec un égal dévouement et un égal unanimisme nos camarades, à quelque parti qu'ils appartiennent. « Ainsi portons-nous fièrement sur notre drapeau le nom d'Ernst » THAELMANN, qui, pour nous tous, est un modèle de fermeté révolutionnaire et de courage inébranlable. »

Aux communistes se sont joints à la Centurie bien des ouvriers socialistes-démocrates allemands et antifascistes, bien des syndiqués et des sans-parti, tous avec la résolution inflexible de ne jamais se rendre au fascisme et de démontrer en combattant le fermeté de cette décision. Leurdes sont les pertes que cette colonie de fer a dû subir : sont tombés les camarades GUSTAV KRAN, commissaire politique de la Centurie et WILM WILLE, son chef militaire. Celui-ci fut blessé à l'épaule, devant Reesen ; à pêine rétabli, il rejoignit la front d'Aragon où deux balles l'atteignirent aux jambes et, malheureusement, il tombe devant Madrid. Sont tombés les social-démocrates Wilhelm Pfordt, Paul Losch, Lane SchWindling et Wilhelm de Herse, les communistes Georg Mayer, Paul Baumgarten, Rudolf Gemmel, Philipp Meyer, Joseph Graf, Willi Fnkallus, Wilhelm Engelmann, Roberte Vie Gier, Richard Wagner et Bruno Preuss, les camarades sans-parti Mesin et Karl Katz.

Le monde entier verra, dans cette mort d'antifascistes allemands tombés en cours de cette lutte victorieuse à côté de leur frères espagnols, français et italiens, une preuve vraisemblable que Hitler n'est pas l'Allemagne. Leur mort héroïque nous le fera indestructible qui unit, dans le Reich et à l'étranger, les communistes et les social-démocrates allemands.

N'est-il point temps, pour la direction de la social-démocratie allemande, de se rendre compte de la nécessité de soutenir effectivement le lutte antifasciste par la formation du front unique ? Certes, le journal de la social-démocratie à l'étranger, Neuer Vurwarts, et son organe du Reich, Sozialistiche Aktionen, ont, à l'égard des événements d'Espagne, une attitude de positive et ils trouvent les paroles qui conviennent pour jeger le politique paravnlvie par les démarches occidentales. Mais où sont donc les actes qui correspondent à cette altitude ? A plusieurs reprises, la direction du parti a refusé les propositions du parti communiste tendant le front unique. Il est impossible qu'elle maintienne cette attitude. Il faut que Wells et Oltenturer sortent enfin de leur réserve et qu'ils donnent satisfaction aux désirs de leurs propres cadres. La direction du parti social-démocrate sait-elle combien les soldats allemands antifascistes attendent en Espagne l'unité dont ils sont eux-mêmes les champions héroïques ? Sait-elle qu'un souffle vivifiant embrasserait les couches laborieuses du peuple allemand si elles apprenaient enfin que les partis communiste et social-démocrate avaient conclu l'unité d'action. Il ne faut pas que nous inutilement le sang que versent les hommes de la Centurie thaelmann afin de barrer la route à l'expansion hitlérienne et de donner aussi des forces nouvelles à la lutte antifasciste dans le Reich.

La guerre sans notre force idéologique

(suite de la 3e page)

avec tous ses attirails compliqués (police, armée, gouvernants etc.) veille au maintien du statu-quo, à l'exécution de la volonté de la classe dominante, car l'Etat en somme n'est que l'expression des rapports sociaux existants; vigueni ensuite les idéologies de toutes sortes, religion, art, littérature etc.... qui reflètent l'économique, le mode de production des diverses classes en lutte mues par les intérêts divergents. Tous ces éléments s'influencent réciproquement, réagissent les uns sur les autres ; la superstructure idéologique agit sur la base économique comme celle-ci réagit sur l'idéologie. Plus une société est avancée, plus nombreux deviennent ces éléments de force sociale. Plus perfectionnée est la technique humaine, plus denses sont les rapports sociaux, qui s'entrelacent. Mais parcil tonies ces actions et réactions qui contribuent à un mouvement dialectique dans l'histoire sont éclipsées, dans l'économique, dont la technique et les rapports de production, reste en fin de compte déterminante, car ce n'est pas « la conscience de l'homme qui détermine son mode d'existence, mais c'est son mode d'existence qui détermine sa conscience ».

Ce système social n'est pas isolé de tout milieu ambiant, suspendu en l'air. La nature l'encadre, il exerce une action décisive et nécessaire sur la marche de l'évolution humaine, sur les rapports changeants qui caractérisent donc ce système et entre ce système et le milieu. Le nature en effet est la source des matières premières, des forces productives pour les hommes. La technique d'une société dépend nécessairement du milieu naturel.

— Et cela, surtout dans les premiers temps l'histoire où la technique n'est à dire le milieu artificiel n'était pas assez développé. Le froid ou la chaleur prolongés paralysent l'activité humaine, emmène d'ailleurs une trop grande abondance de ressources naturelles. On ne peni nier l'importance géographique dans l'histoire de l'humanité. Entre le milieu naturel et la société existe un équilibre instable, des rapports changeants, des forces d'action et de réaction de l'homme eurla nature et de la nature sur l'homme. On ne peni dire abitrairement que tel peuple ou telle race est plus intelligent que tel autre, car la technique humaine qui caractérise une société dépend également des conditions naturelles du milieu géographique.

(à suivre)

Vieunent du paraître: *Le Nhành-Lúa Hebdomadaire d'opinion*
Direction Rédoction et Administration
Rue Jules Ferry Hué
et le Truong Tuí Hebdomadaire politique et social
Direction Rédaction Administration
56 Rue des Graines Hanoi
Nos salués confrateruels !

A cause de l'abondance des articles nous reportons notre enquête sur Dak-Pao au prochain numéro.

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Te
23, Boulevard François-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau
Nam-Dinh

HuêDâm
NGUYỄN VĂN-QUYỀN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cotons — Hanoi
Diplôme certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Hémorrhagie aigue ou chronique
traitement ontiphlogistique traitement supressif.
Drogues très efficaces, tarissant l'écoulement en 3 jours.
Syphilis : toutes ses périodes
traitement symptomatique et consol.
ĐỨC THỌ ĐƯỜNG
241 Route de Hué — HANOI

HAM-THAI
N° 102 Route de Khâm-Thiên Hanoi
Spécialité de toutes dimensions
Spécialité : lampe à pétrole

Verrerie Lampisterie
THANH-DUC
ctt
TRỊNH - ĐÌNH - KÍNH
65—Rue des Paniers, Hanoi

Grand arrivage de laines pour Dames et Messieurs.
NGOC THỌ
23 Cantonnais
HANOI
Pour l'automne et l'hiver 1936 - 37.

Prix intéressants

Chez **Khôi-Ky**
Travaux de vitrerie
Glaces d'intérieur et pour Pare-Brise d'auto
Etalages et vitrines
Machine pour biseautage chauffeinage
18 Ferblantiers — Hanoi
Téléph. n° 858

LABORATOIRE DE PHOTOGÉ DENTAIRE
SINH - SINH
50, Rue Jules Ferry, 50
Hanoi Tonkin

Diên et Tùng
Architectes diplômés
Angle Rue Porter et Av. Beauchamps

LA MARQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES
Chân-Long
9, rue Paul-Bert 38, — des Paniers HANOI

S. E. X. P. I.
Boîte postale n° 54—Hanoi
Fournisseur de pommes de terre et oignons pour approvisionnement troupes et hôtels
Demande : Agents spéciaux de vente dans toutes provinces pour l'Union Indochinoise Reproduits suivants: Soie grège, Fils de fer et Clous, cuivre d'Amiante et matières colorantes. Produits pharmaceutiques (Oui Sang, Bao Nguc etc...), Papeterie, Encres d'imprimerie, Cuir, Ginseng etc..
Achète : Peaux brutes de bœuf et de buffle arsenicaux, et tous minerais (notamment antimoine, plomb zinc, Etain) Graines oléagineux et graines de colonat de Kapok.

POUR ÊTRE SOCIALISTE

par Léon Blum

Jeunes filles et jeunes gens qui lirez ces quelques pages, je ne vous demande que ceci : lisez avec une entière foi dans la sincérité de l'homme qui s'adresse à vous, lisez avec une attention dégagée des préjugés qui vous auraient sans doute depuis votre enfance, tisez au laissant se former en vous l'appel de vos consciences dont les rigueurs de la vie n'ont pas encore faussé la voix, lisez avec vos yeux frais et votre esprit libre.

Voilà longtemps que les hommes travaillent, souffrent et pensent sur cette terre. Leurs efforts accumulés par les siècles ont créé peu à peu une moralité universelle, qui constitue comme un patrimoine commun de sentiments que chacun de nous porte en soi dès sa naissance, et que chacun de vous peut retrouver en lui-même. Nous naissons avec le sentiment de l'égalité, avec le sentimeot de la justice, avec le sentiment de la solidarité humaine. Nous savons, avant d'avoir rien appris, et par un instinct qui est l'héritage des ancêtres, que nous appartenons tous au ce monde égaux, avec le même droit à la vie, avec le même droit au travail, avec le même droit de jooir des richesses ludivisées de la nature et de la société. Nous savons qu'il doit exister un rapport permanent, équitable entre nos droits et nos devoirs, entre notre travail et notre bien-être. Nous savions que notre bonheur n'est pas indépendant de ceiui des autres hommes, de même que notre travail demeurerait vain sans le leur, sans que leurs souffrances et leurs misères sont les nôtres que toute injustice qui les atteint doit nous blesser. Nous sentons que la vertu véritable, celle qui procure la pleine satisfaction du cœur, c'est de savoir sacrifier lui-ce notre intérêt présent à notre profit égoïsta, au bonheur commun et à la justice future, et que l'homme qui [illegible] de [illegible] [illegible] [illegible] qu'ils nous ont promises.

De quoi est né le socialisme ? De la révolte de tous ces sentiments blessés par la vie, méconnus par la société. Le socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine, alors que la société où nous vivons est tout entière fondée sur le privilège. Il est né de la compassion et le colère que anscitaient en tout cœur bonnête ces spectacles intolérables : la misère, la chômage, la froid, la faim, alors que la terre, comme l'a dit un poète, produit assez de pain pour nourrir tous les enfants des hommes, alors que la subsistance et le bonheur de chaque créature vivante devraient être assurés par son travail, alors que la vie de chaque homme devrait être garantis par tous les autres. Il est né du contraste, à la fois scandaleux et désolant, entre la faste des uns et te dénoement des autres, entre le labeur accablant et la paresse insolente. Il n'est pas, comme on l'a dit tant de fois, le produit d'une théorie ou d'un cerveau inventif ou malfaisant. Il est, je le répète, l'application exacte à l'état présent de la société de ces sentimentsgénéraux et universels sur lesquels les morales et les religions en sont successivement fondées. Sa doctrine est économique plutôt que politique. Pourquoi ? Parce que la loi de l'histoire — analyse que chacun de nous peut vérifier et confirmer par son expérience quotidienne — établit précisément que les faits économiques, c'est-à-dire les formes de la propriété, les phénomènes de production, d'échange et de distribution des denrées, dominent de plus en plus l'évolution des sociétés modernes, gouvernent de plus en plus leurs institutions et leurs rapports politiques. Sa doctrine a pour principe initial ce qu'on appelle la lutte des classes. Pourquoi ? Parce qu'un effet la caractère essentiel des sociétés modernes, considérées du point de vue économique, est la division progressive en deux classes des individus qui les composent, d'une part, les possédants, ceux qui détiennent le capital et les moyens de production créés par la nature ou par le labeur accumulé des siècles ; d'autre part, les prolétaires, ceux dont la propriété consiste uniquement dans leur force physique de travail, dans leur vie et dans leurs bras. Caractérisation progressive des capitaux et des instruments de travail entre les mains des possédants, accroissement progressif du nombre des prolétaires, tel est le trait dominant de l'évolution économique depuis un siècle et demi. Il est-à-dire que la société actuelle se multiplié l'emprise des hommes sur les richesses et les puissances naturelles. Obligation impérieuse pour le prolétaire de travailler au service et au profit du capital, de devenir le salarié d'un patron, telle est la conséquences inévitable de cette évolution.

On est socialiste à partir du moment où l'on a considéré ce fait essentiel : le patronat et le salariat s'engendrent l'un l'autre et s'opposent l'un à l'autre, à partir du moment où l'on en refuse à accepter ce fait comme nécessaire et éternel, à partir du moment où l'on a cessé de dire : « Bah c'est l'ordre des choses ; il en a toujours été ainsi, et nous y changerons rien ! », à partir du moment où l'on a senti que ni soi-disant ordre des choses était en contradiction flagrante avec la raison et la justice, d'égalité, de solidarité qui l'ui est pose.

Est-il vrai d'ailleurs qu'il en ait toujours été ainsi, toujours et partout ? Non, l'effort séculaire des hommes pour vivre en société pour exploiter en commun le patrimoine de la nature ne date que de la petite industrie. Sa généralité, comme ses conditions actuelles, datent des progrès du machinisme et du développement des sociétés économiques de l'époque. Il n'est donc pas éternel, il n'est pas naturel. Plus de distinction d'origine, plus de [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] devenus égaux par la loi commune. Mais c'est cela seul que ni notre raison ni notre cœur n'acceptent plus.

Vous êtes le fils d'un salarié, ouvrier, employé, journalier agricole. Sans hasard providentiel, votre destinée est de demeurer toute votre vie un salarié. Voilà, tout à côté de vous, dans la rue voisine, le fils d'un possédant, d'un détenteur de capitaux. A moins de circonstances extraordinaires, il restera sa vie entière, directement ou indirectement, un patron. Vous travaillerez pour lui, pour l'accroissement de son bien pour l'entreprise où il a placé ses fonds et dont il a mis les titres dans son tiroir. Le produit de votre travail servira pour une part à vous pourrir. vous et les vôtres, mais pour le surplus à constituer ses profits. Ce salaire, lequ'il a été à maître absolu, il l'a comprimé, maintenu à un taux dérisoire et inhumain, pour accroître à la fois les débouchés et ses bénéfices. Il a dû le relever peu à peu depuis que vos camarades et vous, groupés pour votre défense commune, lui avez fait entir, de temps en temps, la menace de votre force, depuis que, sous l'influence des penseurs et des hommes d'action socialistes, l'opinion publique s'est entr'ouverte aux idées de progrès et d'équité. Cependant, votre salaire ne représentera jamais la valeur entière de votre travail. Toujours, quoi qu'il arrive, une part de cette valeur sera perçue, retenue au profit du capital que l'autre possédait à sa naissance et que vous ses semblez pas. Il ne sera ainsi pendant toute sa vie, et pendant toute la vôtre. Pourquoi ? Est-ce juste ? Et cela peut-il durer ?

Que disiez-vous à cet trente ans, les hommes de la Révolution française ? Ils disaient : fils de nobles, de bourgeois, fils de serf ou de manant, les hommes naissent tous libres, tous égaux, pétris du même limon, de la même argile. La société doit consacrer leur égalité naturelle. Plus de distinctions de droit d'origine, plus de [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]

LE NUMERO 6 CENTS — VENDREDI 29 JANVIER 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiến — Abonnements : 1 an : $00,6 mois : 1$60, Administration-Rédaction : Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — NguyễnTrát — Hanoi

Manifestons notre confiance au délégué du Gouvernement de Front populaire.

Manifestons notre volonté unanime de lutter pour la conquête des libertés démocratiques, pour l'amélioration des conditions de vie des masses laborieuses.

Mais manifestons dans l'ordre et le calme pour montrer que nous sommes capables de discipline, que nous sommes conscients de la grandeur et de la légitimité de notre cause

LA RIPOSTE DES PETITS COMMERÇANTS DE HANOI

Devant les mesures de pression et d'intimidation des Ly-troong, devant l'interdiction arbitraire de notre réunion électorale, les petits commerçants ont réagi de la façon la plus agressive en votant en masse pour notre camarade Trinh-Van-Phu.

C'est une magnifique réponse à ceux qui croient à la puissance infaillible de l'argent, à ceux qui méprisent le peuple et l'écartent de la politique du pays.

C'est aussi un avertissement à ceux qui dirigent les destinées de l'Indochine. Les classes moyennes, durement frappées par la crise, ont besoin d'être soutenues.

Jusqu'ici on ne s'occupe que de renflouer les grosses entreprises industrielles ou commerciales. Le crédit à long terme n'a profité qu'aux propriétaires féodaux et aux planteurs qui possèdent des milliers d'hectares. Les privilèges et les subventions ne sont jusqu'ici accordés qu'aux puissantes sociétés financières.

Rien pour les petits commerçants, pour les artisans, pour les gogo-patis.

Par ce vote, ces classes laborieuses et déshéritées s'imposent à l'attention du Gouvernement.

Il faut qu'on songe à améliorer leur sort, à les dégager du joug des financiers capitalistes et spéculateurs et les maintiennent impitoyablement sous leur loi.

Il faut aussi leur accorder des prêts à long terme pour les libérer des griffes des usuriers et leur permettre de se grouper en syndicats pour se défendre contre l'exploitation forcenée du grand capital.

Elles sont lasses de ce régime d'obscurantisme et de misère.

Elles aspirent à un changement.

Elles luttent avec nous pour arracher aux classes possédantes les réformes indispensables à leur existence même.

Pas d'électeurs qui connaissent notre camarade Phu, mais tous ont connu notre programme, notre but, les idées qui nous animent.

Ils ont voté pour notre idéal de justice et de bien-être.

Ils ont voté pour un ordre nouveau.

Ils se joignent aux ouvriers et aux paysans pour travailler à l'émancipation de l'Indochine laborieuse !

AUX ÉLECTEURS

L'élection qui vient de se terminer a offert un spectacle tel que nous n'en avons jamais connu en ce pays.

En effet, a-t-on jamais vu une campagne électorale si âpre; si mouvementée qui a opposé non pas deux hommes, mais deux conceptions sociales, deux méthodes de lutte : d'une part la corruption, la pression déloyale, les mancuvres louches ; de l'autre, la, persuasion, la volonté du vainere, la lutte par voie légale ?

A-t-on jamais vu les masses travailleuses manifester une conscience si claire de leurs intérêts, une fraîche si profonde vis-à-vis des forces de conservation sociale en défiant toute menace, en déjouant toute machination, toute intrigue ?

A-t-on jamais vu une violoire si éclatante, et si chaleureusement accueillie par des applaudissements, des cris d'enthousiasme d'une foule nombreuse, serrée, compacte qui paraît rester depuis longtemps indifférente à la vie politique ?

Oui, chers électeurs ! c'est grâce à votre sympathie et appui que nous avons remporté cette victoire, laquelle est en même temps la vôtre, celle de toutes les masses travailleuses.

Mais il ne suffit pas de nous enthousiasmer, il faut nous mettre à l'œuvre. Notre victoire électorale n'est que le commencement de la lutte. Pour réaliser le programme que nous avons adopté, pour arriver à des améliorations de nos conditions de vie, il faut lutter encore, lutter toujours. A la Chambre, notre camarade Phu lottera par la force de ses voix, défendra toutes les aspirations des masses. Il interviendra en faveur de tous les mouvements de revendications, fera pression auprès du Gouvernement pour les faire aboutir le plus tôt possible. En dehors de la Chambre, à la campagne ; dans les usines, les masses travailleuses letteront pour donner plus d'effet à son action. Ces deux fronts de lotte s'allieront, se compléteront, se renforceront mutuellement pour nous conduire à de nouvelles victoires.

Chers électeurs! Plus que jamais, nous devons nous unir. Plus notre union est étroite, plus rapidement notre vio s'améliorera et plus grande sera notre liberté.

La mise en scène

Partout où devra passer M. Godart, l'ordre a été donné de se préparer à soigneusement la réception c'est-à-dire de présenter un air bienêtre, une apparence de santé du gouvernement local à l'égard de la population.

On promène le visiteur à travers cet étalage d'un jour, cette exhibition de réclame. Il passe là où d'autres ont passé ou passeront, encadré à chacun de ses pas d'une nuée d'officiels qui rivalisent de tours d'adresse pour cacher à qui mieux mieux l'arrière-scène. La Sûreté bien entendu figure dans la troupe. C'est la règle exacte.

La revue commence, comme d'habitude, par les œuvres d'assistance sociale où la mise en scène est des plus faciles. Elle se termine naturellement par les mêmes œuvres qui, par leur caractère même, ne peuvent apporter qu'une bonne impression.

Que M. Pagès détienne le patronage, ce ne serait pour étonner personne car c'est le chef de file. Le « hasard » a révélé que ce grand metteur en scène est doublé d'un comédien. Voici l'acte: Hôpital Lalung Bonnaire à Cholon. Une pauvre femme. Une malade. Une loque humaine. A cette vue le grand « républicain » du Sud sent son cœur se fendre. Une larme s'échappe de ses yeux. Instinctivement il met la main à sa poche : une piastre pour la malheureuse. Plus loin, on cecile avec une jambe cassée. Des larmes plus chaudes encore; deux piastres.

Voilà ce qu'va faire vibrer jusqu'à les rompre les fibres des amateurs d'émotion.

Quand on a, comme M. Pagès, le ventre bien rempli et le corps bien drapé, le cœur débordant facilement en « généreuses » de tous genres.

Quand on gagne comme M. Pagès on un mois ce que ramasse un ouvrier tudochinois au bout d'une dizaine d'années, on peut se permettre le luxe des aumônes. D'autant plus que ces gestes peuvent vous faire vendre plus cher.

Du coin du l'œil, le gouverneur de la Cochinchine s'assure que ses larmes de crocodile ont été notées par les visiteurs et la tournée continue. Heure du repas des malades. Ceux-ci doivent sonhaiter que les visites officielles soient fréquentes car ils sont bien régalés en parenté circonstance. Malgré cette sollicitude accidentelle de M. Pagès, M. Godart trouve que la nourriture est insuffisante. Devinez l'abnégement de notre gouverneur. Il bondit vers un journaliste, l'empoigne par le bras et l'entraînant devant Mme et M. Godart: « Je prends : dit-il pour se défendre, ce journaliste à témoin qu'il n'y a jamais eu de réclamations à ce sujet. »

Bravo ! M. Pagès. Vous avez donné la note juste ! On n'obtient rien ici sans réclamation. Tout pic pour ceux qui ne réclament pas ! Qu'on danse sur leurs corps ! Qu'on bouffe sur leurs cadavres ! Tant pis. Mangez aussi à ceux qui osent réclamer. Les prisonniers politiques de Hanoi n'ont-ils pas réclamé un régime plus humain ? M. Pagès tes a envoyés à Son-La où en quelques mois, 30 de ces vaillantes et généreuses voix ne sont éteintes à jamais de ce monde. Les cheminots de Saigon n'ont-ils pas réclamé un peu plus de riz et de repos ? M. Pagès a appris à leur meilleur camarade de combat, Nguyễn-tấn-Hưng à se taire en le condamnant à un an de prison.

Ainsi sons le régime de M. Pagès, on meurt si on ne réclame pas. Mais on meurt aussi si on ose élever la voix.

La même chose avec M. Thelanes, celui va sans dire.

Quand nous disons mise en scène, nous ne forçons nullement la vérité. Voici, pour édifier M. Godart comment on prépare la réception de M. Paul Reynaud à la Sûreté de Hanoi.

Novembre 1936. J'étais alors s'hôte à la commissairie M... Rinet, venu de la Maison Centrale avec quelques camarades. Des ouvriers d'occasion se déménent devant les cellules et les violons. Les portes, les barreaux sont repeints. Les persiennes flamboient de neuf. Une couche de badigeon efface, sur les murs des cellules, des taches de sang qui avaient avec des criade désespoir ou de lutte, de bains de d'amour. Les toiles d'araignée débarrassées, le carrelage lavé à grande eau. Voilà pour les choses. Les hommes maintenant : « épuration ». Tous les pensionnaires de la Maison Centrale y retournent. Au violon gauche il ne reste à peine qu'une demi-douzaine de voleurs. Au violon droit: trois politiques dont deux femmes, N. T. F. et N. T. V., bien « dociles »; le troisième, N. V. K., un traître à ses frères.

Sur les 26 cellules, cinq seulement sont occupées: quatre suspects politiques et un contrebandier d'opium de grande classe, le nommé Toeg-Cong.

Le soir du 6 Novembre. Nouvelle sensationnelle : on distribue aux cellulaires des couvertures. Le n° 25 en a quatre ; le n° 24, le n° 6 chacun quatre aussi. Ah ! mon Dieu! quatre couvertures par ce froid! Malheureusement, on a oublié à les n°s 7 et 9. Leurs camarades d'intorno veulent bien leur partager leurs couvertures. Impossible, car tous sont rivés à la planche leur servant de lit. Les n°s 26 et 24 nettement ont, jour et nuit, depuis deux mois, les deux mains attachées et les deux pieds à la barre.

7 Novembre : c'est le grand jour. On réveille les détenus plus tôt que d'habitude. On les laisse se débarbouiller plus longtemps aussi. Pensez, le ministre va arriver.

Il faut être propre. Toutes les portes des cellules sont laissées ouvertes et les n°s 26 et 24 ont leurs mains libres et un pied libre. Le rénégat N. V. K vient causer la cellule 15, sans doute avec la consigne de célébrer, le cas échéant, la bonté du chef de la Sûreté.

Sur la coup de 7 heure, le Chef de la Sûreté du Tonkin s'est dans les cellules. Il promet aux n°s 26 et 24 la liberté dès se montrent « sages » à l'arrivée du ministre. Entre temps, on fait sortir les n°s 7 et 9. Ils ne sont pas boos pour la réception. Le n° 7 porte des bleus sur tout son corps. Le n° 9, un boy à bord du « Sphinx », a le dos encore tout ensanglanté. A travers sa veste et son pantalon déchirés, on voit ses chairs meurtrie, labourée. Notons en passant que ce travailleur innocent, après avoir été traité de Sûreté en Sûreté (Hanoi, Saigon, Thai-Binh) et après avoir connu toutes les tortures, n'est relâché qu'après 18 mois de détention, bénéficiant d'un non-lieu. On dirige ces deux suspects sur le Commissariat de Police du 2e arrondissement où on oublie quelque temps de leur donner à manger. Tant la police est-elle préoccupée d'assurer « l'ordre » sur le passage du ministre. Restent donc pour la réception à part quelques voleurs, au violon droit : deux femmes « repentanteuses » et aux cellules : le rénégat N. V. K., les n°s 26 et 24, deux politiques, mais qui n'ont pas encore connu le passage à *torture* et le n° 6, le contrebandier d'opium.

Ainsi, M. Reynaud peut bien venir s'il le veut. Il a visité la Sûreté sans descendre toutefois aux cellules.

La ministre passé, hommes et choses rentrent dans l'ordre habituel. N. V. K. reprend sa liberté. Les n°s 26 et 24 réintègrent leurs chaînes et leurs barres. Adieu aussi les chaudes couvertures. Les n°s 7 et 9 quittent le commissariat de Police et regagnent leurs cellules à la Sûreté.

Il serait inutile de défier le chef de la Sûreté du Tonkin de rééditer ces faits. Il les réitérait prochainement et à une échelle beaucoup plus large, car il aura avec M. Tholance à recevoir sous peu à leur tour M. Godart.

Envoyé du gouvernement de Front Populaire à bien fait de recevoir les ouvriers. Il a bien fait d'intervenir dans les conflits du travail en cours. C'est aussi la moindre chose de la part d'un enquêteur sur les conditions du travail. Le

(suite au 2e page)

En vue de la réception de M. Godart

ALERTE !

M. Justin Godart va arriver au Tonkin.

Aux ouvriers d'ici dont les conditions de vie et de travail s'avèrent lamentables, aux petits commerçants, aux artisans écrasés sous le poids de la fiscalité, à toutes les couches sociales que le régime étouffe, aux intellectuels désireux de voir plus de justice, plus de libertés nous disons :

Allez au devant de M. Justin Godart !

Allez au devant de lui pour lui affirmer et affirmer au gouvernement de Front populaire qui l'a envoyé votre sympathie et votre confiance.

Allez au devant de lui pour lui dire et dire au peuple travailleur de France vos espoirs, vos espirations.

Allez au devant de lui pour lui clamer votre volonté d'avoir:

Le droit syndical ;
La législation ouvrière ;
Les libertés de presse, d'association, de réunion, de voyage ;
L'amnistie totale aux emprisonnés politiques

Un envoyé du Front populaire ne saurait être reçu que par une manifestation populaire.

Manifesteront donc tous les hommes, femmes et enfants qui, ce jour là, quitteront l'atelier ou l'usine un peu plus tôt afin de venir nombreux à la gare.

Manifesteront tous les marchands et marchandes ambulants qui, au lieu de circuler dans les rues, se dirigeront sur la place où le ministre devra descendre.

Manifesteront tous les commerçants et commerçantes qui fermeront leurs boutiques pour donner à cette réception un caractère solennel.

Manifesteront enfin tous les employés des bureaux, tous les écrivains, journalistes, étudiants, qui se joindront à la foule, aligneront leurs rangs sur ceux des travailleurs manuels.

Mais une chose à retenir : **c'est qu'il faut de l'ordre**

Nous devons garder notre dignité, toute notre dignité. Qui sommes-nous ? des gens qui pensent pour faire vivre la société, des déshérités qui aspirent au mieux-être, des cœurs généreux qui veulent voir régner la justice sociale.

La paix nous est favorable,

Puisque la réaction ne vit maintenant que de la guerre et des coups de force, puisqu'elle cherche le désordre, nous avons intérêt à éviter la violence.

Restons sourds à toutes les provocations d'où qu'elles viennent.

Manifestons dans l'ordre et dans la discipline.

Par la dignité que nous aurons montrée, nous ferons connaître à M. Justin Godart ce que nous sommes en droit d'attendre de lui.

CHOSES VUES

DIVERS

Quelles choses a-t-on vues ces jours-ci ! Beaucoup et de fort intéressantes.

On a vu M. Pham-Lê — toujours lui — venir à Hadong supplier son Excellence Hoang de revenir sur sa décision, après s'être posé en médiateur dans les affaires de grèves, puis, rendu à Hué inviter le révolutionnaire Phan-boi-Chau à rompre la monotonie de ses vieux jours par quelques voyages dans le Nord et le Sud. Tout cela, assurent les gens avertis, rien que par amour du peuple. Les propos dupés tenus à Tu-Lam ont voulu se forger un brin de popularité sont le fait des méchantes langues.

On a vu la Patrie Annamite s'alarmer chaque jour davantage au sujet des mesures prises par M. Mandel. S'inquiéter sur le sort de la monarchie annamite à laquelle le ministre n'a encore fait la moindre allusion; puis se précipiter avec une promptitude qu'on eût dit panique sur la péroraison du discours de M. Brévié à laquelle elle se cramponne depuis comme à une planche de salut. Puérile préoccupation qui lui a valu à peu près cet appel au calme du subtil M. Brévié : « Allons ! Allons ! Pas de cette frousse. Le Gouvernement du Front populaire veut tuer en vous, car en somme la question de votre régime national ne le regarde pas à ce point ». Notre confrère de la Rue des Pantins complètement rassuré par ces paroles au décuplen, paraît-il, qui servira gratuit pour fêter son bonheur. Plongeons ceux qui auront la malchance d'être bombardés lecteurs malgré eux de la Patrie Annamite. Qu'ils s'arment de courage !

Mais l'événement le plus marquant de la semaine a été sans contexte le triomphe du camarade Trinh-van-Phu aux élections du 24 janvier. Quel spectacle nouveau que celui du square Puginier-Jaillon public contemplant tout de jeunes gens très bien sapés, à la télécluels, d'ouvriers et de petits commerçants, attendant, impatient les résultats du scrutin, avec la certitude du succès de celui à qui allait toute sa sympathie. Par intervalles, un frénétique applaudissement saluait l'avantage du candidat du « Travail ». Ce n'a jamais encore eu un cela depuis qu'il y a des Hanoiens et qui volent. Dans cette foule en-hommiale, on distinguait un journaliste réactionnaire, homme d'ordinaire suffisant et vaniteux, mais quiqui jour-là paraissait assez sombre et pour cause. Il avait toujours dit et cru peut-être que la jeunesse partageait ses idées rétrogrades. La veille encore, il avait, pensant toucher au subventions, affiché hératiquement devant son patron : « Trinh van-Phu sera battu ou j'enverrai ma plume au diable ». Aussi chaque applaudissement de la foule l'effectait comme une cruelle désillusion. L'ombre de son chagrin passait par ses prunelles pathétiques et il s'en fallait de peu qu'il se lamentât comme Auguste :

Ciel, à qui voulez-vous désormais que je lie !

Quand Phu, élu à 305 voix de majorité, fut couvert de fleurs et porté en triomphe par la foule, l'homme s'affaissa comme une masse sur le garon mouillé de pluie...

A la Chambre, cette Chambre tant décriée, il y aura donc désormais un représentant ouvrier. Pour un heureux événement, c'est un heureux événement. Notre joie n'est pas cependant sans mélange car nous supposons déjà la mine piteuse de quelques confrères que ce fait n'aurait pas enchantés. La Patria Annamite, entre autres, ne sans doute s'en plaindre comme elle l'a déjà fait lors de l'élection des quatre conseillers ouvriers à Saigon : « Aujourd'hui on voit un communiste à la Chambre du Tonkin ! Demain qu'adviendra-t-il ? » Cher confrère désabusé ! Je compatis à votre peine. Me permettriez-vous toutefois de vous chuchoter à l'oreille une confidence ? Qu'adviendra-t-il demain ? Mais il adviendra, cher confrère, que le monde marchera, et les idées avec lui, en dépit de vos jérémiades. Il adviendra que les masses de plus en plus se réveilleront et que nul ne pourra s'opposer impunément à son réveil. Le bourrage de crâne intégrant déjà en parle plus et devient aujourd'hui un procédé dangereux plus que jamais. Enfin voulez-vous que je vous dise ? Continuez à répeindre vos idoles poudreuses puisque vous trouvez votre compte dans cette besogne ; les autres feront bien leur bonhomme de chemin sans vous.

Notre camarade Trinh-van-Phu est élu par 802 voix sur 1241 votants.
En bloc, les petits commerçants, les artisans ont voté pour nous. Ils ont répondu à notre appel. Ils nous ont assurés de leur soutien.
Ce qui prouve que nous avons avec nous non seulement la masse des ouvriers et des paysans, mais encore toutes les autres couches de la population travailleuse.

AU SECOND TOUR DE SCRUTIN

PHU EST ÉLU PAR 802 VOIX

5000 personnes l'ont accompagné jusqu'aux bureaux du « TRAVAIL »

Au second tour, la bataille électorale était da beaucoup plus sévère qu'au premier.

Nos adversaires manœuvraient fermé. L'argent coulait, coulait. Ils juraient de nous faire cecaler.

Mais ils n'ont pas réussi grâce au coerage de nos camarades. Partout où ils tentaient de saboter notre travail de propagande nous avons riposté avec énergie. Un chef de rue fot attrapé par nous pour avoir enlevé les cartes électorales aux petits commerçants de la roe des Eventails et de la rue To-Tich. Sans attendre, nous l'avons traduit devaot le tribunal. Ailleurs, le nommé Chne et ses acolytes menaçaient. Nous avoos répondn en lutenaflaut notre propsgaode.

Deox ces conditions nous participions pour le scrutin de dimaoche dernier.

Dés 6h, devant la mairie, il y avait une foele de spectatours. La police et la Sûreté y disposaient un imposaot service d'ordre. M. Arnoux, le directeur du service de la Sûreté et ses adjoints, les commissaires et lespecteurs : Merchsis, Lauéque, Bréard, Reineri, Riner ... étaieot présents. Le nommé Chne se rapetissait tautoqu'il pouvelt. Sou tsoolence dans le temps a disparu. Il ne s'attendait pas à trouver Me Chrétien huissier, invité par nous pour assister aux opérations du vote.

Jamais, eux dires des assistants, on n'avait coeon une telle affluenen d'électeurs. La jonrée e était furieusement maevalee. Il pleuvait sans discontinuité Pooriant, on arrivait sans cesso. Les conloirs de la mairie furent bondés de moode. On dut ouvrir une seconde porte pour taieaer entrer les voteurs.

Vers huit beures, on vit veoir trois jeones femmes. Le service d'ordee teer refoas la passage. Elles protestèrent. Elles voulèrent voter eer elles avsient leur patente de commerce. L'effet fut magnifique car elles venaient de démoetrer que, elles, femmes, elles ont aussi des droits qu'on ne devait pas nier.

L'afflux des électeurs continuait de plus en plus grand. Vers dix beures les trottoirs furent noirs du monde. On devinait, on commeutait, on risit. M. Trần viết-Bình, notre adversaire venait de s'enluir. Il avait pent-être devioé l'issue qui l'attendait.

L'heure avançait. Les électeurs arrivaient toujours. Autrefois si indifférents, ils se montraient cette fois-ci, très entnousiastes. Ceux qui n'avaient voté ne repartaient pas. Ils se massaient dans la square Paol Bert. Ils s'interrogeaient du regard.

Ils paraissaient contents. Quelques hommes avant d'entree, se dirigeaient vers les panneaux électoraux. Ils lisaient attentivement les affiches puis sortaient d'un pas décoln. Ceux-là décidément, voulaient s'assurer uncore une dernière fois si le candidat du leur chuix méritait leur confiaoco.

Dans une heure la scrotin sera clos. Le nommé Chne trépignait d'impatiooce. Rédoit à l'impuissance par la prévenco da Me Chrétien prét à faire un eonstat à la moindre tentative d'intimidation, il assistait à sa propre défaite.

Trois heuras ! On procéda sodépoutllement.

Phu ! Phu ! Phu ! Binh ! Binh ! Binh !

Encore Phu ! peis Binh, peis Phu de nonveau. Le nom de ootre camarade revenait inessamment. Déjà dés la 1ére centaine il dépassa son eoocurrent de 30 voix. A la 2e centaine coltu avanes atteignit 70. Phu menait coostamment.

Un long murmore pareonrot la foule qoael on annonça 600 voix pour Phu. M. Binh è eet instant obtenait 300 voix. Encore 2t voix, et la victoire sera définitive.

615, 620 voix Eucore nes !

— 621 ! prononoça un assistant.

Du sqeare Paul Bert une formidable ovation s'éleva. Oans la salle oo entendit un brouhaha grandissant. Le dépoolle ment n'était pas terminé.

— Laissoe travailler le bureau, eria notre camarade Tiên. Ou calme !

Immédiatement le silenoe se rétablit à son appot.

Le nombre de voix portées sur le nom de Phu graodit toojours. Enfio on fit l'addition :

Trinh van Phu 802 voix
Tran viet Binh 437 voix

Victoire. Notre camarade Phu qui venait d'être élu sauta sur une table et adressa ses remerciements aux électeurs. Oa applaodit à tout rompre.

Phu sortit de la mairie, entouré de camarades. Une nouvelle ovation s'éleva et on vit une jeune fille s'avancer, souriante, loi offrir une gerbe de fleurs.

Alors le corlège se forma et bientôt 5 000 personnes y participèrent. Sur le parcours qui nous coudnisit de la mairie jusqo'au bureau do journal, nous n'entendions plus que des cris « Bravo Phu ! » « Vive le Travail ! » « Vive le Front populaire ! » et nous ne voyions que des visages heureux et des poings levés.

Les mesons laborieuses en la personne de Phu viennent du trompher des forcee réactionnaires.

C'EST A NOS FRÈRES DE L'UNIVERSITÉ DE PRENDRE LA DIRECTION DU MOUVEMENT SCOLAIRE

Des appels ont été lancés, Frèresl, étudiants des facultés de Médecine et de Droit, élèves des classes supérieures : Philosophie, Mathématiques, Frèresl c'est à vous de prendre la direction de ce mouvemeot scolaire pour sollieiter auprès de M. Justin Godart la réalisation du pregemme qu'oo a inséré dans le deroier numéro do « Travail » à eavoir :

1) Enseignement primaire gratuit obligatoire

2) Modification du programme d'enseignement

3) Augmentotion des écoles publiques.

4) Suppression des frais d'études et des droits d'examen

5) Créotion de nouvelles facultés

6) Liberté pour l'enseignement privé.

Un groupe du jeunes élèves

Une réunion de la «Presse interdite»

Le 25 Janvier, 1937 se sont réunis les directeurs et collaborateurs des journeux interdits.

Etoient présents:

M M. Lê-Trang-Kiêu, Duong Tu-Quan, Lau trong Lu, Nguyên công-Viêt, Trân von-Tuyên, Nguyên Uyên-Diêm Nguyên Xuân-Huy Vo-nguyên-Giap, Trên hoy-Liêu, Lê Cuong Vu-dinh-Huynh, Nguyên-menh-Chât.

Les présents ont constitué un comité eppelé « Comité de la « presse interdite. »

Etoient déeignés comme président, Trân huy-Liên et comme secrétaire, Ngoyen-menh Chât.

Le comité a envoyé le télégramme suivent é M Godart.

« Confiance en coveyé Front-populaire. Demondons audience spéciale pour délégoée presse interdite dée votre arrjvée Heeot.

Comité provisoire presse interdite
57 Daodart de Lagrée

Il a été convenu que cheque journel eurá son delégué ebargé de présenter é M. Godart le dossier de son journel interdit. Il fera un exposé sur la ligne de conduite de sa feoille, ainsi que sur le motif de son interdiction.

Les suites scandaleuses de la grève de Tinh-Tuc

LA RÉPRESSION GOUVERNEMENTALE ET PATRONALE A L'ŒUVRE

Le soie du 27 Janvier, 14 mioeurs de Tinh Tuc ont été nous trouver dans nos bureaux pour nous exposer l'injustice sesodsienes dont ils avaient été victimes.

Ils venaient de descendre du train, n'avaient ni livret ni titres, étaient par conséqueot expesés à la première réfle de nos policemeo.

Le fait est qee, au début du mois dernier, les 1000 mineers de Tinh Tuc s'étaieot mis en grève poor demander différentes améliorations à leurs conditioos de vie. Le salaire des coolies était de 0p 34 et ils travaillaient de 6 heeres du matin à 6 heures do soir. Leors revendications, bien modestes, visaient à :

1·) Une diminution des heures de travail.

2·) Uoo augmentatioo des salaires de 25·/.

3·) L'éclairage de leurs tandis.

4·) La construection des logements pour ceox qui n'avaient pas de maison.

5·) La soppressiou, en faveur des accidentés des mesures de renvoi.

Le patron de la mioe acceptait les conditions des ouvriers et coolies, seuf celles consernant les salaires qu'il augmentait seulement de 10 /. Les mioeurs ne revenaient au travail qo'après les leaistances et appels ostérés de la direction. Cepeudant, on cherchait à découvrir ceux qu'on appelait les meneurs. Comme si l'exploitation ootrasciére des ouvriere n'était pae la véritable cause de leur grève.

C'est sinsi qoe, fouroée par fonrnée, 33 mineurs furent arrétés et transférés à la prisou de Cao Baug. Deux d'entre eux, avent d'être remis aux autorités, avaient même passé un jour et une nuit dans la bureau de l'ingénieur R. où ils avaient été brotalisés et immobilisés à la barre.

Depois le 5, e'est-à-dire depois près de 2 mois les suspects ont subi une détention arbitraire peologeée. L'instruction n'a pu relever contre eux aucune preuve précise. Et malgré cela on attendait jusqu'au 27, pour mettre en liberté 21 ouvriers et coolies.

Mais un les libérait pour les rapatrier chacun dans leur village d'origine. On leur a accordé tout juste les frais de voyage. L'un d'entre eox, porieor de 4p.00 au moment de son arrestation, s'est même vu refuser cette indemnité pourtant très insuffisaote.

Les mioeurs en qoestion ont laissé les uns leurs vétements et effets de famille à la mioe, les autres leur femme et enfants. D'autres n'ont pas encore touché leurs salaires, depuis une paye même c'est à-dire une période de dix jours. Tous ont leurs livret, certificat, titred'ideotité, carte d'impôt ratenus par le patroo. Ils ont bien réclamé qu'on leur remît au moins ces papiers nécessaires à leor sécurité persoooelle. Le Commissaire de Cashing les a renvoyés au Quan-bô qui les a renvoyés au commissaire. Et finalemeot, saos leor donoer aucune réponse, on les força à mooter dans l'auto'

12 aotres mineurs sont encore actuellement détsnus à la prison de Cao-Bang. Saos doute, a-t-on jugé insuffisents les deux mois d'incarcération.

Nous pretestons énergiqeemeot contre cette oppression sans vergogne, coutre l'emprisoonement absnif dont ont été victimes les mineors de Tieh Tuc. Nous protestons eoergiqeement contre ces renvois en masse d'ouvriers et de coolies, saus ancun motif piasible, il fant absolument quecet état de choses finisse.

Nous réclamons la libération immédiatu de tous les mioeurs seréiés srbitrairement, des ludemnités de renvoi pour ces ouvriers, coolies et famille, enfin des mesures sévéres contre les abus odieux doot se sont rendus coupables trop fréqoemment les autorités locales et le patroual indochinois.

Semaine des grèves

Le mouvement de revendications embrasse désoés jout une échelle plus large de la populétino laborieuse.

A *Hanoi*, après la grève des tailleors, viennent celles des cardonniers, des employés chez les fabricants de chapeaux et torbans. Toutes, elles se sont terminées sor la satisfaction partielle des revendications des grévistes.

400 vidangeurs ansiani cessé aussi leur teavail si les autorités administratives n'intervenaient pas en faveur de leurs éeclamations, à savoir : augmentation de aslaire, repos pendant le jour, renvoi d'un est et d'un gardien répetés pour leur brutalité.

C'est maintenant le toue des ouvrières de trois bonneteries chinoises et des ouvriers chez les fabricants de malles et valises.

Les ouvrières des bonnetaries demandent one augmenatioo de 30 à 40./· de leurs aslaires qui ne s'élèveut pas à plus de 0p.30 par jour, et une réduction du temps de travail.

Les mailleors ont cessé leur travail depois le 25 Janvier. Leurs revendiestions : augmeotation de salaire de 40./·, journée de 9 heures, congé du dimanche payé, congé annuel de 15 jours avec salaire intégral.

Ces jours derniers, notre camarade Phe, récemment élu, s'est posé eo médiateur entre patrens et ouvriers pour le règlemeot des conflits.

A *Namdinh*, encouragés par l'exemple de leurs frères de Hanoi, les tailleurs se sont aussi mis en grève. Ils ont demaudé une aeg-mentation de salaire de 30 /·, la joeeée de 12 heures, le salaire double pour le dernier mois de l'année annamite, le eepos du dimanche et un congé annuel de 15 jours, avec salaire intégral, des assorances en cas de maladie. Leurs cevendications ayant été partiellement estisfaites, ils ont eepris le travail.

A *Haiphong* des grèves su sont prodnites parmi les tailleurs, les cordonniers et les marchaudes de légumes. La plus grande a été celle des 2.000 coulies de la Société cotonnière, qui a duré 8 jours et à la soite de laquelle une augmentation de salaire de 0p.02 par jour a été consentie aux coolies.

La mise en scène

suite de la première page)

contact direct avec les masses ardeo, au moins espérons-le. M. Godart à avoie nne idée de la vie des travailleurs du ce pays.

L devrait être facilité, encouragé.

Mais ceito maniéru du voir n'a pas l'heur de plaire à nos gouvernements. Et déjà la réaction cherchu à inainuer que les ouvriers qui sont venus à M. Godart ne sont que des marionnettes dont les « énurguménes » de la « Lutte » tirant la ficelle.

Nous n'avons pas à répondru aux calomniateurs professionnels. Oisons seulemaot qu'une bonne partie do séjour de M. Godart en Cochiuchine a été accaparée par les cérémonies qui nos gouvernants eberchent à prolonger indéfiniment. Les 3/4 de la presse locale lui ont les œuvres d'assistauce. Une petite journée à peine pour 3 ou 4 plantations d'hévéa. Or, l'iuverse est nécessaire pour nne ouqnête approfondie. Car s'il est nile du se rendre compte du ce qui a été fait, il est encore important de savoir ce qui reste à faire, ce qu'il faut faire encoru. La question au pose si l'œuvre d'assistance sociale que M. Pagès aime à vanter est-elle suffisantu ? Exiale-elle dans d'autres régions que les qeelqnes principaux centres ? D'où la nécessité du parcourir l'arrière-pays, du venir dans les centres les plus déshérités, de penoher sur leurs populations et leurs misères.

Et puis, les quelques dizaines d'ouvriers de Saigon qui ont osé venir à M. Godard pour lui exposer leurs doléances ne constituent qu'une infime minorité de co x bétatif » et dont les conditions de vie sont loin d'être les plus misérables. Les renseigeements qoe l'envoyé du gouvernement du Front Populaire a demandés aux cobles de la population Dân-Tiêng sous l'œil des officiers et du patronat sont aussi loin, bien loin de la réalité.

M. Godart veut, comme il le déclare, que ce soit quelque chose. Soohaitons qu'il soit atteint. Mais, pour cela, il faut qu'il s'échappe du cetté élcolutu d'officiels pour venir — incognito si c'est possible — peocher sur les massas souffrantes des villes et des campagnes, vivre, ne serait-ce qu qu pour quelques minutes, leur vie, tâter leur pouls, sénilir leurs aspirations. La seulement on trouve le vrai peuple et ses véritables aspirations.

TÉMOIGNAGES DE SYMPATHIE

Honoi le 25 janvier 1937

Monsieur le Gérant du Travail,

Permettez d un jeune élève loi que moi de vous apparler su modeste part de joie d notre succès électoral.

Hier, j'ai assisté au dépouillement du scrutin dans lo salle de cote, avec une impatience et une émotion telles que je n'en oi jamois connues de mo vie.

Mais il faut vous dire que cette impatience et cette émotion se sont muées alle en une joie débordante après l'ouverture des 200 premiers bulletins, car j'oi vu que notre triomphe serait inévitable. Et c'était vroi. Vous ovez obtenu 802 voix contre 437 voix d M. Phuo-Dinh..

...Maintenant, Monsieur le Gérant, vous êtes l'représentant du peuple. Sincèrement, je n'attache pas d ce mot ce rire sarcastique comme je l'ai souvent fait avant cotre candidature. Bien au contraire. Je parle avec respect.

...On vous attend d l'œuvre,

Et on o toujours to ferme ergonce que députés dans cette Chambre des Représentants du peuple qui n toujours été le refuge des lipes « oui, oui », désormais, une voix s'élèvera puissante et impériease, qoi prendra lo défense de ceux qui souffrent.

Veuillez agréer...

Un jeuna élève

Haiphong 26 Janoier 1937

Sincères félicitations d
M. Trinh-van-Pho
D. Caroo (La Flèche)

Félicitations. Vive lo messe.
Brochet (Front Social)

Adressons sincères remerciements électeurs Hanoi pour succès définitif remporté Trinhconpho fait historique affirmont consciences moeses laborieures et closses moyennes Tonkin:
Travailleurs Annam et Rédaction Nhanhieu

Ta victoire sosclle encouragement sympathis masses laborieuses moyennes stop courage et d action.
Libérés Namdinh

Salut camarade Trinhsanpha nous adressons sympathie, courageusement appui.
Travailleurs Namdinh

La Volonté Indochinoise écume de rage devant notre victoire

Puur ne pas priver nos tecteurs de la prose si spéciale des rédacteurs de la Volouté Indochinoise, nous reprodoisons, sans y changer nne virgole, le curieux articlu qu'ils nous ont dédié.

A L'INSTAR DE LA COCHINCHINE !...

Une manifestation en l'honneur du candidat socialo-communiste...

Lorsque la bureau de vote présidé par M. Guézennec ont proclamé l'élection de Trieh-van-Phu une foule nombreose qui s'était massée sor le square Paul Bert seins d'une ovation bruyante la proclamation du candidat de « son choix ».

« Vive le Front populaire » — Vive « le Travail » — se confondoos pas ! Il s'agit du journel dont l'impétrant est Directeur — « Vive Phu » etc...

Mais le plus « Phu » de tous n'est sans doote pas celui qu'on pense... La foule qui s'amasit ainsi, s'enivrant de son bruit à la façon des grenouilles, est composée de ces mêmes patrons— payeurs de patentes — qui depuis un mois, qu'ils soient tailleurs, cordonniers ou selliers, commencent à passer un tonruiquet des revandicatiions de ce prolétariat qu'excitu précisément chaque jour le même M. Phu.

Cependant ils ont chotsi es mme Délégné des Patentes le candidat socialo-communiste !

Certes, ils inspirent plus la pitié que le blâme et l'on sait bien que cette fonte insédeite recouvrant le bon sens avec le premier horion, sera la première à exerir se réfegier derrière la police, et la force armée le jour où, avec les décisions de patentes et de bulletins de vote, es seroot les bontiques qui commenceront à vatesr... On le sait bico et elle sait aussi cette foule, que noes n'aurons pas la cruauté, naturelle chez d'autres, de la laisser s'expliquer avec des doctrinaires pins orthodoxes !

Mais beaocoup plus que l'antorité tocats c'est la politique cootsmpotsine de la Républiqua troisième qu'il faut tacriminer... On ne laisse pas joner les enfants avec les armes à feu et pour certains peuples la démoggaie et le bulletin de vote sont plus dangereux qu'un parabellum aux mains d'un enfant...

En fait d'enfant on a vu d'ailleurs à cette même élection l'ineffable spectacle d'une patroeille de « boy scout » passant nier après midi au square Paul Bert s'arréter devant la Mairie pour crier après un « à gauche gauche » impeccable ; « Votes tous pour Phu ! » Il fallait évidemment que « Jet'Ecole » s'en mêlât...

L'apothéosu de cette mémorable journée fut la promenade de l'éln porté en triomphe par la foule voeiférente à travers les quartiers annamites de la ville — Rue de la Soie, des Cantonnais etc - jusqu'au bureau « de Travail ». Rne « Pham Phn-Thn » (1) triste nom pour nne apothéose même-masselme mets qui s'applique assez bien à cette première image, symbolique d'une politiqueduot on peut s'apprécier à connaitre très bientôt tous les charmes !

(1) Pour ceux qui ne l'auraient pas deviné signalons aussi que cette rue, su nom prestigieux, s'abrite 2 ou 3 maisons d'accès facile, quelque repotées closes (Réclame non payée).

Ça doit être l'œuvre du quelque reporter en chambre qui vaut taira de l'esprit et qui fait plutôt pitié.

Le renvoi qu'il a éprouvé la bosoin d'ajouter à son articlu déjà fameux dénote chez lui un goût douteux.

Il est vraisemblablement nu du eaux qui sont plus courageux dans leur confortable cabinet du travail que lorsqu'ils sont devant la foula qu'ils méprisent.

Ils sont d'une ignorance crasse des gens et des choses du ce pays, ils sont impardonnables quand ils se mêlent de les juger. Ils les jugent à travers leurs petitesses, leurs vices, leur fatalité.

Les masses so délourneni d'eux avec mépris. Et ils ns s'apercevront de co dont elle est capable, cette foule timbécile », que le jour où ils seront balayés par elle comme des bêtes malaisantes.

A propos du même article de la Volonté Indochinoise, lire dans notre prochain numéro la réponse d'un électeur :

Faut-il nous expliquer.

Qu'on supprime le prélèvement sur la pension des retraités

Le décret Laval, promulgué an mois d'Avril 1936, stipnle un prélèvement de 10 /· sur les soldes des fonctionnaires en activité et en même temps sur les pensions des retraités.

Avec l'avéoement du Front Popelaire, les lois sociales publiées le 23 Juin 1936 portent l'abrogatiou du décret eoocereant les soldes des actifs.

Le Journal Officiel du 12 Janvier 1937 a publié nne autre loi signéu le 7 Octobre 1936 supprimant tout prélèvement sur les pensions de retraite.

Pourtant celles-ci continuent à être rognées. L'application des nouvelles lois sociales se fait trop attendru en Indochine.

Nous demandons l'exemption de tout impôt aux petits commerçants

Le régime des impôts en Indochina ne repose sur aucune base juste et équitable. Il anscite particuliérament le mécontentement du petit commerce et des marchands ambulants, mécontentement fortement aggravé par les abus, les vexations de tous les jours provoqnés par les collecteurs qui règnent en maitres absolus dans les marchés et places publiques.

Un boutiquier ou un petit fabricant ayant un capital de quelques centaines de piastres qui lui rapporte journatiement 3 ou 4 piastres de bénéfice, paie une patente de 6 à 12 piastres selon qu'il la ra est pas ou bes accoop fréquentés. Cette taxe lui est déjà trop lourde si nous la comparons aux grands capitalistes, aux industriels qui empochent chaque jour des milliers de piastres produites par la sueur et le sang des ouvriers et ampioyés. Mais son sort est encore enviable à côté des marchands ambulants qui doivent verser chaqun mois 3 ou 4 piastres dans la caisse de l'Etat. Avec cet impôt exorbitant qui dépasse parfois du loio le bénéfice qu'ils réalisent, commuui peuvent-ils subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles. Ce n'est pas todi. Le petite somma qui constitue tout leur avoir ne leur appartient pas. Ils l'empruntent aux usuriers, ces geos sans scrupules tes spolieot impitoyablement ces exigeant d'eux des intérêts qui n'obéissant à aucune loi, à aucune mesure.

Chaque jour, il sont victimes des abus de la part des collecteurs servifs qui, symbisbiee aex agents de police, profitant de leer qualité du fonctionnaires de l'Etat, cherchent par toes les moyens à faire sentir leur pouvoir au détriment des petits et gaguer la confiance du leurs supérieurs. Un marchand ambulant qui pose son panier sur le trottoir est frappé d'amendu et conduit ao poste de police où quelquefois il passe toute la nuit, tandis qee son éventaire est renversé on même confisqué. La mélodru institution qui n'a pas l'heur de plaire aux représentants du la force publique, peut en un eliu d'œil le priver du son gagne - pain, la réduire an chômage, à la mendicité.

Des fois, le collecteur ne trouvant pas de victimes pour faire plaisir à son maitre, a recours à des expédients les plus iniques. Une personne qu'il trouve sur la route avec un panier de légumes d'une valeur quelconque, peut être accusée de vouloir se dérober au fisc même si cette denrée a été achetée pour sa propre consommation.

Ainsi les abus qui se répétant journellement aux marchés ne doivent pas seulement être mis sur le compte des collecteurs. La faute tombe également sur leurs supérieurs qui exigent d'eux chaque jour du nouveaux exploits.

Que les représentants du Front Populaire se mettent à l'œuvre pour réorganiser la fiscalité sur une base équitable ! qu'ils prennent immédiatement des mesures susceptibles d'épargoer aux petits commerçants, aux marchands ambulants, les mille tracasseries qui leur sont infligées par les fonctionnaires de l'Etat ! que l'exemption de tout impôt leur soit accordée.

... L'impôt progressif sur les revenus s'impose !

LAO ĐỘNG TÙNG THƯ
Sắp xuất bản :
Chiến Sĩ Xã-Hội
do Léon Blum soạn
Nhu Tùng dịch giá 0p.15
Mua buôn và lẻ xin gửi thơ và mandat cho
MAI-NGOC-THIỀU
36 — Nguyễn-Trãi — HANOI

Nouvelles Internationales

La véritable signification des évènements de Sianfou

Les évènements de Chine prennent de nouveau une tournure grave. Je dis : de nouveau, en précisant que le répit auquel je fais allusion a été plus apparent que réel.

Malgré cette allure cocvelle des faits qui reflètent avec une netteté grandissante leur signification profonde; d'aucuns, votre même la plupart, sont enclins à n'y distinguer, à n'y reconnaître que de banales intrigues entre militaristes ou potentats fodaux, que de classiques machinations sans importance, en somme que des chinoiseries. On a vu en effet Tchang-kai-Shek le généralissime fait prisonnier en compagnie de son Etat-major, de son enfant, de la nurse de celui-ci, par un subordonné ; on a vu ce généralissime libéré par le rebelle puis ce rebelle ramené à la capitale et condamné pour être gracié quelques jours après. On a vu enfin les subordonnés de Chang Hsue Liang : Yang Hucheng et Yetiucheng se révolter à leur tour, puis selon les dernières nouvelles, les mêmes Yang et Yu prêts à accepter les conditions de Nankin. Il est naturel que devant le spectacle de pareilles combinaisons, les gens peu avertis croient avoir affaire à une querelle d'infinence. A des insubordinations d'origine financière ou personnelle, tous les évènements qui se développent au gré des oscillations des forces de chaque camp et qui auront pour tout dénouement d'aggraver l'anarchie de la Chine déjà impuissante.

Ce n'est pourtant pas là le côté important des choses. Les évènements de Sian ont et auront des répercussions bien plus grandes sur la destinée de la Chine que les discussions coutumières entre le Gouvernement central et les gouvernements locaux. C'est que sous le dehors d'une pronunciamento, ils constituent en réalité un épisode de la lutte des classes en Chine, un pas en avant dans la marche de la Chine vers une société nouvelle, meilleure. Car derrière les militaristes du Shesi et du Komsou qui représentent les couches moyennes anti-impérialistes de la population chinoise, il y a une force plus organisée, plus puissante, une force trempée dans des luttes longues et parfois dures et capable d'une action énergique, méthodique, continue et vaste. Derrière Chang-hsue Liang, Yang-Hu-Cheng et Yu hu-Cheng, il y a l'état-major politique et les armées du Parti Communiste chinois.

Le Parti communiste chinois a ne programme d'action, une tactique, précis et élaborés scientifiquement. Dans l'étape actuelle, il vise à la formation d'un Front Populaire chinois, rassemblant en son sein tous les éléments anti-impérialistes. Ce faisant, il se conforme d'ailleurs aux directives de l'Internationale Communiste dont il fait partie et dont la politique actuelle peut se résumer dans ces mots : a l'Unité contre le fascisme et la guerre a

Le P. C. chinois travaille à réaliser l'« Unité » en Chine pour faire face à l'impérialisme nippon. Cela signifie premièrement que les organisations de base du P. C., dans les limites d'un programme minimum acceptent et s'efforcent de réaliser l'alliance avec les organisations de base du Kuomiogtang, actuellement dirigé par la fraction de droite. Cette collaboration est non seulement possible mais se trouve déjà réalisée en bien des points de la Chine, car malgré le caractère réactionnaire du gouvernement de Nanking il existe dans le Kuomiogtang des éldments révolutionnaires, prêts à se prononcer pour une lutte à outrance contre l'expansion nipponne. L'abeutissement de ce travail d'unification sera d'une part de radicaliser le Kuomiogtang, d'autre part de l'épurer des conservateurs qui l'infestent et d'arriver à une alliance officielle entre le Kuomingtang et le Parti Communiste chicois.

Deuxièmement, le programme d'action pour l'unité signifie la création d'une armée nationale révolutionnaire commune, sur le mot d'ordre de guerre libératrice contre l'impérialisme japonais. Les conditions posées par le P. C. , à ce sujet sont des p'us claires Il s'agit non pas d'une fusion des armées rouge et gouvernementale, moins encore de l'absorption de l'armée rouge par l'armée gouvernementale, mais d'une action conjuguée, concertée, parfaitement compatible avec l'indépendance de l'Armée rouge, de la seule armée complètement devouée à la cause de la Chine nationale révolutionnaire et des ouvriers et paysans chinois.

Troisièmement, il signifie la création d'un gouvernement frontiste rassemblant tous les partis qui luttent contre l'impérialisme. Ceci devra être la conséquence nécessaire des deux étapes précédentes, qui la préparent et l'engendrent.

Fidèle aux résolutions des Congrès de l'Internationale communiste, le Parti communiste chinois s'est attelé activement à la lutte pour la formation du Front populaire, ou encore du Front national révolutionnaire chinois. Fort de l'expérience du passé à laquelle d'aucuns font appel à tort pour condamner la politique du Parti Communiste, ce dernier a vu son œuvre d'unification progresser rapidement. Des liaisons entre organisations de base du Kuomingtang et celles du Parti communists es sont établies an bien des points de la Chine, ma'gré et contre la volonté des gouvernements au réactionnaires. Lors de l'invasion japonaise au Mandchourie et plus récemment encore, les troupes du Kuomingtang ont combatin côte à côte avec les armées communistes, et la sphère des officiers et soldats sympathisants s'est accrue notablement. Enfin, l' « Association du Salut national », espressioo vivante de la coopération des éléments révolutionnaires du Kuomingtang avec les communistes, noyau du futur Front populaire anti-impérialiste chinois, s'est formée et développée; son autorité est immense sur les masses, surtout sur la jeunesse intellectuelle.

Il ressort de cette situation que les évènements de Sian, ne constituent qu'un chaînon de plus qui s'ajoute au processus de développement et de réalisation de la politique communiste Que Chang Hsue Liang ait capitulé, que Chang Kai Shek ait été libéré, peu importe. Le mouvement anti-impérialiste, en dépit de ces défaillances qui on sont que des questions de personne d'individu, avance et s'affermit. Que ei demain Yanh Hu Cheng se soumette à Nanking, cela ne pourrait non plus rien changer au cours des évènements. Déjà une partie des armées communistes est entrée dans Sian où elle fraterniseut avec les troupes rebelles. Le gros des forces communistes qui, le 19 courant, sont encore à Fuling, à 30 milles au Nord de Sian, arriveront bientôt.

Le général rouge bien connu Mao Tse Foog e pris le remmandement de toutes les armées révoltém qui ont adopté l'insigne de la bande rouge. En même temps, la direction politique est passée aux chefs communistes et aux leaders de l'Associafion du Salut National.

A pas décisifs, la Chioe marche vers sa libération. La volte-face possible de quelques militaristes ne pourra empêcher dans une mesure bien appréciable les évènements inéluctables Et quand elle s'opère sous l'égide du glorieux et puissant parti communiste chinois, cette libération sera double, totale, radicale : non seulement les envahisseurs nippons seront chassés, mais les propriétaires fonciers, les seigneurs terriens chinois, les capitalistes chinois seront abattus par des centaines de millions de travailleurs organisés et conscients de leur mission historique.

Passez votre sairée au

REX - BAR

Route, de Khâm - Thiên

Consommations de choix
Demoiselles Charmantes

DANSES

Classiques — excentriques

en cinq heures

Prix forfaitaire 10 piastres

M. J.—DOD, 12 Bg.-Tral (place des Cuirs) Hanoi

Draperies—Lainages
Fournisseur en gros pour tailleurs

TAN-MY

Grand Tailleur

5, place Négrier — Hanoi

Kiên van-Phan, le bâtisseur et le pourfendeur des chemins de Vinh

Au dépôt du service de Chemin de fer de Vinh, travaillent une cinquantaine d'ouvriers: Chauffeurs et mécaniciens placés sous l'autorité de Rigault, le chef, et de Kiên anân Phan un cai.

Mécaniciens comme chauffeurs peinent 9 bonnes heures par jour. A chaque retour de trains ils doivent examiner las locomotives, les machines, réparer toutes les avaries possibles, puis les mettre en état de faire le voyage du lendemain ; aussi, bien des fois, ils n'iment eas a relâcher, ne connaissant pas le repos de midi et continuent le travail le ngtemps après la tombée de la nuit.

Et sur nux tous, règnent l'omnipotent Rigault et son subordonné Kiêu xuân Phan. Iens deux passés maîtres dans l'oppression et l'exploitation des travailleurs

Ce Kiêu anân phan aurtont est vraiment misérable dans ses exploits de bandit en miniature. Tous les jours, eaus trêve ni répit, ils frappent; malmènent, distribuent force smeurdes, infligent force punitions. En plus de ces tracasseris classiques il en somme communes à presque toute cette clique d'intermédiaires véreux Phan se distingue par la concussion sans vergogne. Attention aux ouvriers qui, parce qu'ils sont conscients de leurs intérêts on perce qu'ils sont réduits au coulême de la portion congrue, ne sont pas bien avec le roitelet aur le chapitre de la finance.

Si ce n'est pas un déplacement à l'an Ap,ce sera au exil à Xom Cec, tous endroits connus pour leur insalubrité.

Quelques spécimens des injustices inhumaines que ce Phan dispense scrupuleusement et dont a été victime en particulier l'ouvrier Lôc.

Lôc est un élève-chauffeur n° 3724 à la solde de 0p 30 par jour. Son tour vint d'escorter le train. Il eut soin d'examiner la locomotive avant le départ, constata que la grille a été brûlée, et eut soin de signaler le fait à Kiên-Xuân-Phan. Savez-vous ce qu'il arrivera par la suite? A son retour, Lôc se vit gratifier une amende, pour avoir brûlé la grille. Il fut forcé de signer la feuille de punition, sous la menace expresse d'une exclusion immédiate.

Autre exploit. Ce jour-là, Lôc était présent. Il reçut même de la part de Puan en personne l'ordre d'amasser des débris de charbon. Et ce même jour, il fut signalé comme étant absent et fut puni. Sur ses protestations, Phan lui expliqua doncerenement comment lui Phan s'est trompé, que ce aersit malheiaani pour lui toute nue affaire, s'il fallait faire rectification, que, par conséquent, le mieux était victime de l'erreur ferait bien de s'incliner, étant entendu qu'il bénéficierait en compensation du sacrifice, d'un jour de congé, altérieurement. Lôc cette fois encore dut s'incliner. Et naturellement, aucune compensation ne lui fut accordée par la suite.

Autre exploit. Ce fut en Septembre 1936. Lôc était parti avec le train. Comme là. On du mois viet, Phan touche pour son subordonné et remit après à celui-ci sa solde moins une somme de 5p.00, Il promit de rendre l'argent quand il le pourrait Ce qui voulait dire qu'il gardait à jamais la somme empruntée de force.

Tant d'exploits devaient avoir no dénoûment. Le voici. Le 19 Décembre,1936. Phan fit venir sa victime continuière et lui fit connaître la décision de renvoi prise contre lui par l'ingénieur Rigault. La décision était prise, mais rien d'irréparable encore n'a été accompli. Moyennant le maigre pot-de-vin de 20p.00, Lôc pourrait garder sa place. Par bonnenlité et aussi par justice, Phan ne demanderait pourtant que 15p.car il n'a pas oublié le prêtde 5p. que son anbordonné lui avait consenti. Sur ce, Lôc alerta la Sûreté. On prit anne du numéro du billet de 5p. que l'ouvrier devrait, comme acompte, remettre au cai concussionnaire. Ce fut le 21 Décembre. Vers les 20 heures, la remise du pot-de-vin eut lieu dans la cour de la gare. Cinq minutes après, les agents de la Sûreté survinrent, fouillèrent Phan et découvrirent sur lui le billet déjà noté.

Arrestation de Phan. Détention pendant 3 jours. Et après 3 jours, sur l'intervention de Rigault, il fut relaché, pour raisons inconnues. L'affaire fut déférée au tribunal mandarinal de Vinh. Et par suite d'une conspiration entre patron et autorités, le cai coupable, pris en flagrant délit d'escroquerie vient d'être acquitté.

Les ouvriers du dépôt de Vinh, sont au comble de l'indignation après cette désaventure tragi-comique. Ils en ont assez des vexations et des amendes, ils en ont assez de Kiên Xuân Phan et demandent son renvoi immédiat. Ils en ont assez de leur condition d'esclaves soumis à une coupe réglée at au travail obligatoire !

Les détenus politiques non libérés, S. O. S.

Dans le bagne, ils continuent d'être soumis à un régime d'atrocités sanguinaires

A Banméthuot, Moshine multiplie ses exploits. On sait qu'aux 42 prisonniers politiques venus de Laobao, es gardes prirent pals l'affligé des punitions pour le moins esuvages : bastonnades, re udes à coups de crosse et de canon de fusil, peur leur apprendre à ne plus protester contre des traitements le humains ! Tout récemment, il s'est précipité sur le détenu Trâu Xuân n° 2564 à coups de baionnette et eriblà ainai de blessures innombrables le coupa de sa victime, en particulier à la tête et au ventre.

Le crime de Trâu Xuân ?

Avec ses camarades de la celle 4 il a clamé des protestations, pour qu'on ne les immobilisât plus dans le bague durant des jours entiers et ne leur mît plus les fers aux pieds. C'était en effet le 25 décembre, le jour de la Noël. Les détenus politiques chômaient. Et, à Banméthuôt, en dehors des heures de travaux forcés, ils sont tous rivés à leur place et ne sont même pas autorisés à se déplacer pour les besoins naturels ?

Un dira que Banméthuôt est un lieu trop reculé pour être contrôlé efficacement par l'Administration Supérieure.

Mais à Quinhon, le régime auquel sont soumis les détenus politiques n'est pas meilleur. Les travaux sont par trop pénibles et les bagards travaillent sous un bastonnade continuelle et drue. Au repas, on leur sert du riz fermenté, des poissons pourris, de la viande puante, et ils mengent assis à même le sol, ce qui fait qu'au moindre vent, leurs mets sont remplis de poussière. Un seul costume pour chacun, en été comme un hiver. Les malades non seulement ne reçoivent aucun soin mais sont encore maltraités.

On a vu un détenu forcé de se rendre au chantier malgré es maladie. Comme il ne pouvait fournir un travail convenable, il fut batin jusqu'au sang. De retour, il fut puni de 15 jours de cellule durant lesquels il fut condamné à absorber du riz fade s.

Kiên, un autre détenu, a été blessé en route par le moïd d'un donanier français. Il tomba évanoui, fut blessé gravement ut dut être hospitalisé à la anite de l'accident. Le lendemain, le donanier coupable s'amena en compagnie du cummissaire ; ils ordonnèrent au blessé de se laver, et comme ce dernier ne put nbtempérer à leur eummendement, l'egunt de la force publique lui administra des gifles claquantes. Là-dessus, le médecin arriva, et, tont en se promenant le main dans la main avec le commissaire, il décida de gratifier son malade récalcitrant de quatre jours de jeûne.

A Poulo Condore, rien n'est changé

Et cela, malgré des déclarations du ministre, maigré le nouvel arrêté qui porte la ration à 0p.30, malgré les campagnes de presse et les réclamations des détenus.

La viande pas, le régime ailmentaire dans l'ensemble de s'améliore pelnt. Les journées de celinle, de fers au pied continuent d'être cupieusement distribuées ! Depuis la libération partielle de leurs camarades co-détenus, ceux qui restent ont mené trois grèves de la faim pour demander l'élargissement des meures d'amniatie.

L'amnistie n'a été ni totale ni complète.

Le régime politique n'est pas instauré.

Nous attendons de M. Brévié qu'il donne satisfactiou à ces revendications légitimes, formulées par les bagnards politiques qui se meurent dans les pénitenciers, par leurs camarades libérés, par la population toute entière. Ce faisant, il aura sauvé d'une mort inévitable des milliers du militants ouvriers et paysans, qui seront les plus fervents soutiens du Front Populaire en ea paya ; il aura en même temps parfait, l'oeuvre d'apaisement amorcée par les amnisties partielles.

Lettre de M. F. Jourdain à un de nos camarades libérés.

Paris, 10-XII-36.

Cher Monsieur,

J'ai appris avec la plus grande satisfaction la libération le 29-10 de 203 détenus de Poulo-Condore. Mais je suis naoré d'apprendre qu'à la date du 27 novembre il restait encore plus de 200 dans ce bagne. Je m'empresse donc de transmettre votre lettre au Ministre. J'ai déjà eu l'occasion d'attirer son attention sur le sort réservé aux libérés par l'Administration. La mauvaise volonté que met celle-ci à réaliser les intentions bienveillantes de Morius Moutet, et a appliquer la politique du Front Populaire semblent au scandale que nous nous efforçons de dénoncer à l'opinion publique. Je ne doute pas que la volonté et l'énergie du Ministre aient enfin eu raison de cette résistance. Pour cela il est indispensable que Morius Moutet soit renseigné de la manière la plus précise sur les effets faits par ses subordonnés réactionnaires pour contrecarrer sa politique.

Croyez-moi, Cher Monsieur, très heureux de votre libération due au libéralisme de ce Ministère de Front Populaire dont la tâche est loin d'être achevée, que nous devons soutenir malgré l'hostilité des functionnaires anti-républicains.

Agréez, je vous prie, la sincère assurance de ma bien cordiale sympathie.

Francis Jourdain

26, Rue Vovin, Paris. (VI)

ACHETER

Les nouveaux modèles

CHEVROLET

Freins hydrauliques puissants — Carrasserie aérodynamique « Taut acier » — Malle arrière — Deux roues de secaurs

GARAGE AVIAT

Angle Rds Rialen et Rambotte

HANOI

Pour avoir un joli complet et à meilleur prix vanez chez

La Coupe

Tailleur — Chemisier

24 Rue Lê-Quy-Dôn — Hanoi

Dirigé par CAI-QUY ex-coupeur chez CH. MAUS

TRAC — salon de coiffure — TRAC

86 Rue du Chanvre — Hanoi

POUR VOUS FAIRE BEAU
POUR ÊTRE JEUNE
FAITES-VOUS RASER AU

SALON DE COIFFURE

Pham Manh - Kha

LE RENDEZ - VOUS DES HOMMES CHIC

Exportateur des thés d'Indochine !

Les thés noirs et thés verts de la fabrique

DONG - LUONG

12, RUE DES CANTONNAIS HANOI

Sont toujours les plus demandés

ALIMENTATION GÉNÉRALE

AN - YEN

2 et 4 ad Dong-Khanh, Hanoi

Téléphone : n° 118

Expéditions dans l'intérieur
Gros - Demi gros et Détail
Envoi prix courant sur demande

Fleurs fraîches Création et restauration de jardin

FLORA

N° 18 Boulevard Gia-Long

Porticulteur Fleuriste
Vanneries Gerbes Bouquets
Entretien des tombes
Expédition dans l'intérieur

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

ait

TRINH - ĐÌNH - KÍNH

65—Rue des Paniers, Hanoi

LISEZ ET FAITES LIRE LE TRAVAIL

LA MARQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES

Chân - Long

9, rue Paul - Bert HANOI
33, rue des Paniers

SPÉCIALITÉ :

de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants.

Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

DAK-PAO

Kep, le sergent de 2e classe

(suite)

Non, ce n'est pas non physionomie d'homme qui me fait penser à moi, c'est celle d'un ours mal léché, farouche, avec, aux yeux, des rougeurs constantes qui disent une instabilité sûre de cette humeur.

Des canaines du prisonnier qui ont laissé leurs os à DakPao si à DakPek, la majorité était tuée par Kep. Pour satisfaire son instinct brutal, ce barbare imaginait les tortures les plus atroces. Il ne racontait devant aucune horreur, quand il s'agissait de soumettre les prisonniers à une mort lente. Il se délectait, paraît-il à voir le patient se démener, s'agiter, souffrir, crier, pleurer, se tordre pour la mourir dans les plus douloureuses convulsions. Il avait par dessus la marché la confiance des gardes principaux. La volonté faisait loi dans la prison. Il avait droit de vie et de mort sur tous les détenus. Sous ses ordres, la moindre protestation de la part du prisonnier était sanctionnée par une seule peine : la mort.

Quand le prisonnier s'adressait à ce sergent de deuxième classe, il devait réglementairement débuter par «Monsieur le Madarina. Il devait ôter son chapeau, exorber profondément sa tête en passant devant lui. Les ordres de Kep par ailleurs étaient donnés dans un langage pompeux avec une intonation de gesticulations d'un comique irrésistible et cependant gare à celui qui rirait ! Gare surtout à celui qui pleurerait quand Monsieur le Sergent le torturait.

Sous la surveillance de ce « mandarin » le prisonnier s'attendait à une mort certaine à toute minute. Le fait est que tous les instruments étaient bons à ce barbare quand il voulait tuer: la paramine, le fusil, la baïonnette, le bâton.

Il avait parmi ses miliciens un agent qui lui servait d'intermédiaire pour tuer les pauvres détenus. Afin d'avoir la vie sauve, le prisonnier devait lui donner tout, et il empochait tout, des billets, des vêtements. C'était la rançon obligatoire, autrement, le prisonnier mourait à la première occasion. Un de ces jours, on évacua de Ha-tinh cinquante coodamnés politiques. Ils arrivèrent à DakPao. Fraîchement venus, ils n'avaient pas eu le temps de graisser la patte au sergent. Le lendemain, dans la même matinée, Kep abattit trois d'entre eux qu'il fit enterrer dans la même fosse.

Je me rappelle encore avec netteté les circonstances dans lesquelles j'ai fait connaissance avec ce sergent. Immédiatement après mon arrivée, des camarades me le désignèrent en disant: « C'est là le Tigre ! attention à lui ! » La vue de cet homme en vérité inspirait une crainte irrésistible. Or ma mien ami, alors infirmier à l'ambulance de DakPao, connaissant sa nature sanguinaire et désirant me sauver, a bien voulu me recommander à la « bonté » de Mr le Sergent. Saisissant une occasion favorable, il me présenta à Kepeo lui disant: « Celui-ci était un employé dans l'administration, il est docile, comme vous voyez, je vous prie de bien vouloir le ménager dans la mesure du possible. » Sur quoi, Kep répliqua dans son français petit mol, à la fois pittoresque et brutal: « Lui moyen travailler papier, mais pas moyan travailler la terra, moi frapper quand même.» Ces mots retentissent encore à mes oreilles. Pensez si je tressaillais ! Je ne dormais pas de toute la nuit.

Le jour suivait, aux corvées. Je déployai tout ce que j'avais de force musculaire. Je voulus à tout prix éviter ce cadeau. Je plochai la forêt mol avec un ardeur que je ne m'étais guère connue. Mais voilà qu'en milieu de mon travail cinq miliciens se précipitèrent sur moi et aussitôt, des coups plorent dru sur ma pauvre carcasse. Je m'effaissai. Je criais et pleurais longtemps. Mais eux continuaient à me battre sans trêve. Pendant ce temps à quelque distance de là, Kep contemplait la scène avec une visible satisfaction.

Je rentrai le corps labouré de meurtrissures toutes bleues. Mon ami l'infirmier ému du mes blessures vint me soigner avec un peu d'iode. Ah ! jamais je n'ai été si profondément touché par les marques d'amitié. Je pleurai à chaudes larmes, comme un enfant abandonné. Cette nuit là, je passais mes veilles à me représenter la mort sous mille visages lugubres. Le lendemain mon ami Dông-si-Binh me communiqua son secret. Aller aux corvées en endossant tout ce que j'avais de vêtements. Je sortis donc ayant sur moi cinq vestons et trois pantalons. Je remarquai alors pour la première fois que tous mes compagnons étaient habillés comme des bonzons de théâtre et dandinaient dans ces accoutrements. Ce jour là, en effet, la cadouille m'a paru moins douloureuse, plus supportable.

Ne pouvant rapporter tous les crimes commis par ce sinistre Kep le sergent, je me bornerai à relater un seul cas.

Dans le même convoi de Décembre 1930. Il se trouva trois vilillards, trois frères consanguins nativ de Hatinh. Deux d'entre eux tombèrent sous la balle des moi dès les premiers jours. Le survivant a pu traîner jusqu'en Join. On était à l'approche de la saison des pluies Il était prévu que dans trois jours tous les prisonniers rentreraient à Kontoum. Imaginez la joie de chacun surtout de ce pauvre vieillard qui, depuis la mort de ses frères, ne sentait plus que jamais seul et désolé.

Ce jour là, à 6km du poste de DakPao les prisonniers travaillaient au transport des planches de Bois destinées à la prochaine construction d'un pont. Nos forces étaient épuisées et le trajet interminable. On était à bout de souffle. Cependant l'idée de pouvoir quitter bientôt DakPao ranima le courage de chacun. Et notre vieillard déployait une extraordinaire énergie croyant pouvoir ainsi échapper aux brutalités des miliciens. Or, le matin, il avait été blessé par un gardien. Le soir, il pleuvait. La route était glissante et courbé sous le poids des planches très lourdes, le pauvre vieillard pouvait à peine marcher. Il s'efforçait plus d'une fois sur la route. Le Moi qui le surveillait cria : « Thang già ! Tu fais le paresseux ! » Et tirant du faisceau de planches, un tronc de bois, il l'abattit sur la tête du pauvre vieillard qui tomba évanoui. Ser vint le sergent Kep. Il sorili son révolver, le braqua sur l'oreille du vieux et dit : « Tu fais le malade, ah bien, voici pour toi une pilule ! »

Ainsi mourut le vieillard. Kép le fit enterrer sommairement par les prisonniers. De retour, dans son rapport, il signala la meurtre comme une mesure qui s'imposait, et vieillard ayant tenté de s'évader. Le garde principal Cesarini lui crut sur parole et laissa passer l'affaire.

Or, le lendemain, le garde principal du Dak-Xot s'amena à DakPao pour un par hasard. Il s'en fut faire une promenade en chantier en compagnie de son collègue Cesarini. Sur son parcours, brusquement, il était intrigué par la vue de cette tombe toute neuve. Il s'approcha. Le vieillard ayant été enterré à la hâte, la pluie de la veille avait enlevé une partie de la terre qui recouvrait le cadavre. Mr Roudy, le collègue du Cesarini, a pu voir la barbe et les membres du vieillard. Immédiatement l'affaire fut découverte après la pluie. Il demanda en garde principal des éclaircissements sur cette mort. Cesarini lui répondit selon les termes du rapport dressé par le sergent. M. Roudy exprima ses doutes sur les circonstances qui entouraient cette mort, têtes qu'elles étaient rapportées par le sergent Kép. D'abord le vieillard lui paraît trop feible pour une tentative d'évasion. Et puis, on était à trois jours du retour à Kontoum, pourquoi chercherait-il à se sauver ? Enfin, si le prisonnier avait tenté de s'évader dans la forêt comment le sergent pouvait-il l'abattre sur la route mandarine ? Il exiges donc une enquête.

Cette enquête ne tarda pas à éclaircir les autorités de Kontoum sur la conduite du sergent Kép.

Quant le garde principal est fait venir les prisonniers en vue de les interroger sur cet assassinat, tous les prisonniers furent saisis de peur. Unanimement, ils demandèrent une enquête l'ermi de Kép dans un autre poste avant tout interrogatoire.

Le garde principal envoya donc son sergent à Kontoum. Alors la vérité se fit jour. M. Césarini comprit comment depuis six mois cet homme inutl, fossillait, assassinait les prisonniers, comment il les dépouillait.

Sitôt arrivé à Kontoum, Kép fut arrêté et cundult à la résidence, menottes aux mains. On fouilla ses malles, on y découvrit une somme de 600p. et quantité de vêtements qu'il avait enlevés aux détenus de Dakpao.

L'opinion publique de Kontoum s'émut devant ces révélations. Elle comprit maintenant la vérité sur la vie des prisonniers à DakPao. Pour l'acquit de sa conscience le résident fit condamner ce sergent de deuxième classe, cet assassin à 6 ans de prison et le fit déporter à Lao Bao... Qu'est-il devenu depuis ?

Certes, le sergent Kép était un barbare qui avait sur sa conscience la presque totalité des crimes commis sur les prisonniers de Dakpao, mais nous nous demandons si dans ces agissements criminels il n'avait pas été poussé, encouragé par les autorités supérieures. Quant à la condamnation de Kép, nous savons à quoi nous en tenir: Bien naïf celui qui en conclurait que la justice féodale et bourgeoise s'en porterait mieux desormais.

Ce que les défenus de DakPao n'oublieront jamais c'est qu'ils ont été là, plusieurs centaines à souffrir d'inhumaines tortures et que la majorité d'entre eux y trouvait non mort tragique. Bon nombre des infortunés étaient condamnés à 5, à 7 mois de prison. D'autres même étaient simplement des prévenus. Et quand l'ordre vint de les libérer soit parce qu'ils étaient acquittés, soit parce qu'ils avaient purgé plus que leurs peines, presque tous étaient morts, assassinés dans des conditions que l'on sait.

LY - SENG - BAO

Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Pavniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire du Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Essayez les Chaussures

de la

Maison CU-TAI

174 Rue du Chanvre, Hanoi

et vous serez ravis du leur élégance la moins coûteuse jointe pourtant à la plus parfaite solidité,

Huê Dân

NGUYÊN - VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue du Cuir — Hanoi

De nombreux certificats élogieux par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Par les temps de vérité
Sortir est une chose malaisée.
Un pousse **An-Thai** *modèle de cette année,*
Vous mène partout en toute sécurité.

AN-THAI

2, Nguyên-Trong-Hiêp, 2
HANOI

Grande fabrication de pousse-pousse moderne — Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

Teinture — Détachage
Dégraissage

Pham Ta

23, Boulevard François-Garnier — Hanoi

54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Publicateur **NAM-THAI**

N° 302 Route de Khâm-Thiên Hanoi

fabrique

des capsules et boîtes métalliques de toutes dimensions

Spécialité : lamps à pétrole

Chez **Khôi-Ky**

Travaux de vitrerie

Glaces d'installation et pour Pare-Brise d'auto

Etalages et vitrines

Machine pour biseautage chanfreinage

rue Fourbisseurs — Hanoi
Télép. n° 858

Blennorragie aigue ou chronique

traitement entiphlogistique
traitement suppressif.

Drogues très efficaces, tarissant l'écoulement en 3 jours.

Syphilis : toutes les périodes

traitement symptomatique et rousal.

DUC THO DUONG

241 Route de Hué — HANOI

Grand arrivage de lainages pour Dames et Messieurs

NGOC THAP

23, Cantonnais

HANOI

Pour l'automne et l'hiver. 1936 - 37.

Prix intéressants

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorragie aigue ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau.
Facile et Radical

CABINET MÉDICAL

Dr Trân-Van-Sang

78 Rue du Papier — HANOI

LABORATOIRE DE PASTEUR HANTARIE

SINH - SINH

50, Rue Jules Ferry, 50

Hanoi — Tonkin

Diên - Tùng

Architectes diplômés

Angle Rue Potier et Av. Beauchamps

LES PLUS BEAUX PORTRAITS

sont signés

HUONG - KY

PHOTO

S. E. X. P. I.

Boîte postale n° 54—Hanoi

Fournisseur de pommes de terre et oignons pour approvisionnement troupes et hôtels

Demande : Agents spéciaux de vente dans toutes provinces de l'Union Indochinoise de produits suivants Sels gris, Fils de Lin et Chanvre, couleur d'Aniline et matières colorantes. Produits alimentaires (Riz Sang, Bao Ngu etc..) Papeterie. Encres d'imprimerie, Cuir, Gisseng etc..

Achète : Peaux brutes de bœuf et de buffle organiques, et tous minerais (notamment antimoine, plomb, zinc, Kaolin) sésame noirs et graines de colzaat de Kapok.

POUR ÊTRE SOCIALISTE

par Léon Blum

(suite)

Les fils de prolétaires ont les leurs, où l'étude est limitée dans ses programmes et dans sa durée, et que les plus aptes seulement quittent bien vite pour apporter à leur famille un complément de subsistance, pour entrer à leur tour dans la servitude du travail salarié. Si l'on prétend réserver aux plus dignes les emplois de direction et de commandement, qu'on commence donc à donner à tous la partie égale ! Que l'instruction soit commune entre toutes enfants, semblable pour tous, qu'elle devienne entre eux un moyen de sélection exacte... et alors nous verrons bien à qui le prix du mérite reviendra. Que de degré en degré l'école nationale conduisent vers les cultures supérieures et les fonctions sociaux sans qui n'en montreront les plus dignes, ceux-là seuls, fussent-ils fils de prolétaires ; qu'ils éliminé les autres, fussent-ils fils de possédants. Ce jour-là, nous pourrons constater dans quelle classe de la société la sève humaine monte avec le plus de vivacité et de fraîcheur. D'ici là, on n'est justifié à un privilège par aucune, rien de plus.

On nous répondra encore, comme dans les livres de morale ; « Il ne tient qu'aux fils d'ouvriers et qu'ils soient laborieux, sobres, économes, qu'ils appliquent toute leur force à leur travail qu'ils acquièrent la confiance de ceux qui les emploient et, peu à peu, d'échelon en échelon, ils pourront devenir à leur tour patrons ou propriétaires. Il n'existe plus, dans notre société actuelle, de cadre fermés dont l'entrée soit interdite. Parmi les patrons d'aujourd'hui, combien sont fils de prolétaires, combien ont débuté dans la vie sans le privilège héréditaire du capital, avec le seul don de leur énergie et de leur intelligence ? » Je la concède encore. Il est vrai que parmi les patrons d'aujourd'hui, et quelquefois parmi les plus puissants, tenue ne le sont pas par droit de naissance. Les sociétés modernes font une terrible consommation d'hommes. Il y a chez elles disette de talents, tout comme il y aura un jour pénurie de charbon. Elles ne peuvent s'embarrasser sur le voie ou du moins sur l'origine. Réfléchissez cependant. Si les enfants d'ouvriers et de paysans étaient tous également sobres, économes, laborieux, pourraient ils devenir tous, en récompense de leurs vertus, patrons ou propriétaires ? N'est-il pas évident que la classe privilégiée est, par sa nature même, une sorte d'aristocratie, une classe à effectif nécessairement limité. Tant qu'il restera d'entre vous, par son mérite ou sa bonne fortune, pour cent-être, un jour, franchir la barrière mais elle ne saurait s'ouvrir à tous. On disait jadis, après l'abolition des lois qui réservaient aux gens de sang bleu tous les grades militaires, que chaque soldat portait dans sa giberne le bâton de maréchal de France. Que vaut l'analogie par là ? Qu'aucune obstacle légal n'empêchait plus un soldat de parvenir au grade suprême, et de même, il n'y a pas d'impossibilité légale à ce que le petit apprenti devienne un jour chef de la grande usine. Mais à quoi se réduit en chance ? Combien y a-t-il de soldats qui, de leur giberne, doivent faire sortir le bâton de maréchal ?

Les promesses ont d'ailleurs ces élévations isolées ? Si les privilégiés d'aujourd'hui sont nés un pou partout les privilèges n'en sont pas moins iniques ni moins odieux. S'il n'existe plus entre les classes de cloisons étanches, si leurs limites sont indécises, elles n'en sont pas moins ennemies. Il se produit des échanges entre elles. Qui le nie ? Mais dans le hasard de ces échanges nous ne pouvons voir que des accidents, non pas le jeu normal d'une terre, quand ile ne sont bons, comme il arrive, qu'à conduire la charrue ou à manier le marteau ?

La véritable égalité consiste dans le juste rapport de chaque individu, d'où qu'il soit né, avec sa tâche sociale. Certes, le socialiste ne nie pas cette donnée brutale : l'inégalité naturelle, l'inégalité de la force, de la santé, de l'intelligence entre les individus. Il n'entend pas faire passer sur eux le rouleau compresseur pour les réduire tous au même niveau, pour les confondre tone dans une serta de moyenne humaine. La tâche qu'il veut assumer est plus lourde cent fois que celle de la société actuelle, puisqu'il veut exploiter au mieux cette terre, tirer le plus riche rendement des ressources de la nature et de l'industrie ; les produire avec la moindre dépense de travail humain, les répartir selon le juste équilibre des besoins. Donc, plus encore que la société actuelle, et parce que son œuvre comporterait des besoins de direction plus complexes, il attache du prix à l'intelligences ci à la science. Nous comprenons clairement, nous socialistes, que nous n'accomplirons l'œuvre immense qui nous est remise par le destin, qu'en plaçant chaque travailleur à son poste exact de travail, à celui que lui assignent ses facultés propres, judicieusement reconnues et cultivées par l'éducation commune. Mais ces affectations nécessaires, nous les règlerons par la seule considération des aptitudes personnelles, au lieu de les abandonner follement, comme le régime bourgeois, aux accidents de la naissance. D'ailleurs dans cette répartition des tâches, nous n'entendons introduire aucune idée de hiérarchie et de subordination. Nous ne séparerons pas l'auteur de l'unité sociale en cactes mouvantes mais tranchées. Meilleurs ou pires, plus forts ou plus faibles, tous les travailleurs nous apparaissent égaux et solidaires devant le même devoir. La bonne distribution du travail commun exige qu'entre eux le commandement revienne aux plus dignes, mais il leur sera remis pour le profit commun non pour leur honneur et leur profit personnels. Nâtre hui n'est pas du tout de rémunérer leur mérite qui est l'ouvrage de la nature et de l'effort accumulé par la civilisation, mais de l'utiliser dans l'intérêt de la collectivité tout entière. Ile ne seront pas à proprement parler des chefs, mais des travailleurs comme les autres ; associés, assemblés dans le même œuvre avec leurs frères de travail, chacun peinant à son poste, tous s'efforçant vers le même objet, qui est l'égal bien-être et le bonheur commun des hommes.

Ainsi ; par une révolution semblable à celle qu'ont accomplie nos pères, nous instaurerons la raison et la justice là où règnent aujourd'hui le privilège et le hasard. Dans la République du Travail, point de distinctions sociales, mais seulement des répartitions professionnelles. Ces affectations auront pour fondement unique l'aptitude personnelle, propre à chaque individu, naissant et s'éteignant avec lui. La société présente au contraire repose essentiellement sur la division en classes ; classes des possédants, classe des prolétaires, et cette division a bien pour principe le capital, puisqu'elle apparaît avec la possession du capital, puisqu'elle se transmet et se perpétue, comme vous j'avez vu, avec le capital lui-même.

Il est temps ici de retourner en arrière et d'envisager de plus près ce mot dont nous nous sommes déjà servis tant de fois. Le capital, qu'est-ce donc que ce talisman magique dont la présence ou l'absence transforme notre condition, notre état, notre vie entière ? Comment se présente-t-il à nous, quelle est son origine et sa raison d'être, de quel est-il fait ?

Si je dis de mon voisin qu'il est un riche capitaliste, cela signifie qu'il est propriétaire de terres et d'usines, qu'il possède ce qu'on appelle aujourd'hui des valeurs mobilières — actions de sociétés ou rente sur un Etat — qu'il a de grosses sommes placées chez son banquier ou chez son notaire et beaucoup de billets de banque au d'ur dans son tiroir. L'or et les billets de banque ne sont pas des richesses réelles, ce sont des monnaies, c'est-à-dire des valeurs fictives, imaginées dans un état initial de la civilisation pour représenter les denrées en marchandises de toute espèce, pour en faciliter l'échange et la conservation. Les métaux précieux, le numéraire sont, dans le régime actuel, les moyens de paiement universellement adoptés, mais ils ne sont, par eux-mêmes, d'aucune utilité sociale. Il est aisé de concevoir une société parvenue à un haut degré de culture et de civilisation, où la monnaie ne serait cependant pas employée. Il suffirait d'adopter, entre les hommes, une autre façon de distribuer les produits de leur travail et les richesses naturelles. Si nous faisons, par l'imagination, l'effort de supprimer tout l'or et tous les billets existant sur notre terre, les intérêts privés d'une multitude d'hommes en seront momentanément bouleversés, mais, dans son ensemble, la richesse totale du monde n'en sera aucunement diminuée.

(à suivre)

Imp. spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trịnh văn-Phú

Tirage 2500 exemplaires

Le 29/1/37

Numéro spécial dédié à Mme et M. JUSTIN GODART, délégué du Gouvernement de Front Populaire Français.

MERCREDI 9 FÉVRIER 1937 — LE NUMÉRO 6 CENTS

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiếu — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$50, — Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gérant. — Administration-Rédaction : 28 Nguyễn Trãi, — Hanoi

Les hommes chargés d'assurer l'ordre provoquent le désordre pour saboter la réception de M. Godart que nous voulions chaleureuse et enthousiaste.

La population de Hanoi désapprouve la méthode brutale employée par le chef de la Sûreté pour disperser une foule disciplinée et calme qui voulait par cette attitude, montrer qu'elle est digne de la confiance du Gouvernement de Front populaire.

Hier au Bd Gambetta à 15h 35.000 personnes étaient déjà venues pour acclamer M. Godart son arrivée étant annoncée pour 16h30

M. ARNOUX A SABOTÉ LA RÉCEPTION

DEPOT LEGAL INDOCHINE N°A 1670

En signe de protestation la foule indignée s'est retirée dans un ordre parfait

Depuis plusieurs mois la population hanoïenne attend, impatiente, l'arrivée de M. Justin Godart. Elle veut réserver au délégué du gouvernement du Front Populaire de France un accueil exceptionnel. Aussi lundi dernier malgré, qu'elles soient tenues dans l'ignorance totale de l'heure d'arrivée du ministre 10000 personnes à notre appel étaient venues pour le recevoir. Dans un ordre impeccable, ouvriers, élèves, employés, commerçants, hommes, femmes attendaient, héroïques, sous le soleil pendant plus de deux heures, pour l'acclamer. Ils durent rentrer quand le service d'ordre que nous avons institué spécialement dans cette circonstance qui annonçait que l'arrivée n'aura lieu que le lendemain.

Renseignés que M. Godart arrivera Mardi à 16h,30 nous avions demandé à la population laborieuse de Hanoi de venir le recevoir au

Nous savions très bien que la foule se disposa à suivre nos mots d'ordre, Lundi, elle nous avait démontré sa discipline; mardi, elle nous a révélé sa confiance. Pour ce pas l'exposer au hasard, nous l'avons invitée à se mettre en groupements corporatifs. Chaque groupement corporatif avait au leur uniforme ou leurs insignes distinctifs.

Mardi, dès 14h, 200 de nos camarades portant l'insigne « Le Travail » devaient assurer scrupuleusement l'ordre, de la gare centrale jusqu'à la Foire-exposition. Tout le long des deux trottoirs de cette partie Nord du boulevard Gambetta, à chaque 5m, un camarade montait le faction devant la foule massée enthousiaste Un service volant de 50 personnes aidait le liaison entre les factionnaires. L'ordre des manifestants avait été établi d'avance par nous et il fut rigoureusement observé.

Boulevard Gambetta	
Trottoir gauche	Trottoir droit
1) Femmes *Brodeuses Tricoteuses Sages-femmes Marchandes ambulantes*	1) Traminots 2) Jeunesses scolaires *Université Ecoles publiques Ecoles privées*
2) Tailleurs	3) Brodeurs
3) Manuliers	4) Petits patrons
4) Scieurs de long	5) Verriers
5) Cordonniers	6) Boys et cuisiniers
6) Coiffeurs	7) Mécaniciens
7) Chauffeurs	8) Paysans de Phuc-Yên
8) Typos	9) Paysans de Vinh-Yên
9) Coolies-manœuvres	10) Paysans du Thai-Binh
10) Coolies-pousse	11) Balayeurs et vidangeurs municipaux
11) Etameurs	
12) Forblantiers	
13) Chapeliers	
14) Forgerons	
15) Charpentiers	

Chaque groupe corporatif avait son service d'ordre particulier. Ce service d'ordre obéissait au service d'ordre général établi par Le Travail.

A 15h précises les manifestants qui arrivaient par petits groupes de deux, de trois, de quatre étaient déjà au nombre de 35.000 environ. Les traminots dans leur uniforme de kaki se tenaient dans un garde-à-vous magnifique. Les tailleurs avec l'insigne « les ciseaux » occupaient bien 100m de trottoir. Les chauffeurs portaient l'insigne de volants, les jeunesses scolaires des brassards blancs avec des lettres « JS » rouges, les sages-femmes des brassards blancs avec une croix rouge sur laquelle ont été mises les initiales SF, les menuisiers l'insigne ale crayon et la lettre Ma, les paysans qui n'étaient là qu'une délégation, l'insigne « la faucille », les marchandes ambulantes l'insigne « la fléche » tandis que les typos épinglaient sur les revers de leur veston une bande où était écrit à l'encre rouge le mot imprimeries. etc...

Pas un des manifestants ne descendait sur la chaussée. Les agents de police souriaient contents car les services d'ordre de notre journal et des groupements corporatifs fonctionnaient à merveille.

Les photographes, les reporters emballaient plusieurs vmieres car les journeaux d'information savaient par l'expérience de la veille que la manifestation d'aujourd'hui ne pouvait être que grandiose.

Un grand nombre de mouchards fouillait parmi les groupes, ils attendaient le moment favorable pour [illegible] mais ils étaient [illegible] par les ouvriers qui les regardaient avec méfiance. Ils voulaient créer des confusions dans les rangs d'ordre mais les manifestants se recommandaient de n'écouter que les membres du service d'ordre du Travail.

Vers 15h30 on vit M. Arnoux le fameux directeur de la Sûreté, arriver tout rouge. Il s'approcha d'un groupe de nos camarades et leur intima l'ordre de faire transporter immédiatement une partie de cette foule devant la Résidence supérieure, endroit où la parade officielle devait avoir lieu. M. Arnoux était simplement furieux que malgré l'appel du quotidien sabotant nos (et ce sont les pauvres contribuables qui les paient) de mobiliser la population devant la Résidence supérieure il n'y avait presque pas de monde. Pourtant c'est là que les réactionnaires avaient déployé un imposant service d'ordre. C'est à que M. Arnoux voulait que la foule fût.

Le Directeur de la Sûreté ne menaçait pas moins de nous faire arrêter, il menaçait tous ceux qui tentaient de lui dire que la foule voulait rester Boulevard Gambetta. Il ne voulait rien savoir, il abusa de son autorité en nous donnant un délai de 15 minutes pour transporter la manifestation d'enfoncé dans la Résidence Supérieure. Pauvre M. Arnoux! Malgré sa longue expérience (sic) coloniale il persiste à croire, en dépit des faits historiques, que le peuple indochinois n'existe à la trique. Désarmé en présence de [illegible] dement. M. Arnoux plus rouge que jamais nous dictait d'un côté des ordres impérieux. Pour la convaincre nous demandions l'avis de la foule qui opposa à ses volonté s'abstiva un non énergique. De l'autre côté il commanda qu'on fit venir des pompes automobiles et cria l'ordre à ses détachement de gardes indigènes de pousser les grenpes de paysans, crosses de fusil en avant vers la direction de la Résidence supérieure. Les paysans ne ripostèrent pas, mais ils consultèrent notre service d'ordre. Naturellement cet abus sous indigès, nous intervînmes pour faire cesser cet acte, mais M. Arnoux plus autoritaire que jamais passa outre.

Nos camarades Trinh vae-Phu, Larrivé furent accueillis avec hautesse, le directeur de la Sûreté ne reconnait plus aucun droit à personne. Il traitait notre camarade Phu et M. Vu van-Au comme les derniers de ses subordonnées. pourtant ils sont représentants du peuple. Des paroles les plus dures ont été prononcées car M. Arnoux se considérait comme pouvant tout se permettre.

Poussés par les gardes indigènes, les délégués de paysans furent disloqués. Les autres groupes mis au courant trépignaient d'impatience, mais bien retenus au milieu des cordons organisés par nous, sur l'instant ils se concentrèrent.

Il était 15h30, M. Godart allait arriver. On voulait bien attendre mais ce n'était plus possible puisqu'une partie des manifestants devait rejoindre devant la grande de feuilles fevées. A chaque minute l'indignation grandit. L'arbitraire était trop frappant. La foule se rendit bien compte que M. Arnoux voulait saboter cette manifestation de sympathie au délégué du Gouvernement de Front populaire. Elle comprit que le chef de la Sûreté s'est servi de la violence pour l'empêcher même d'acclamer celui qui devra (le promettre (rien qu'une promesse) l'amélioration de ses misérables conditions d'existence.

De deux choses l'une, ou M. Arnoux lui a brutalement démontré qu'il ne faut rien attendre du Front populaire, ou la population tonkinoise doit se courber pour dire que tout va bien ici même si elle souffre au plus haut degré. Autrement, comment expliquer cette violence puisque l'ordre le plus parfait a été observé par les manifestants?

Ainsi doremenl désillusionnée, la foule trouve que sa présence à cette réception devint ridicule. Son bon sens lui décida de regagner tristement ses misérables taudis, emportant avec elle encore plus de désespoir, plus de colère.

La leçon était rede. il a fallu pourtant l'enculaser.

A Renvoi a été exécuté ou.

Automatiquement en groupes de deux, de trois ou de quatre, on se disperse dans eo ordre parfait.

Il n'était que 16h. Le boulevard Gambetta fenlement se désida. A 16h15, aux alentours de la gare, gents restaient à peine un millier d'hommes. A ce moment notre camarade Nguyễn công-Truyen et en employé de commerce M. Vuong due-Vuong furent arrêtés par M. Areoux et immédiatement mis, sur son ordre, dans l'un des deux paniers à crinde encore là depuis plusieurs heures. On les relâcha cependant au bout d'un instant quand notre camarade Phu, alerté, réclama leur libération.

A 16h30. la voiture de M. Godart déboucha au Boulevard Gambetta. Les gardes indigènes rendirent les honneurs. Les automobiles de dernier modèle étaient silencieuses. Les curieux, demeurés ici sans un mot.

Ce n'était pas un vivat d'enthousiasme. On entendait tout juste cette phrase bien poétique : « On nous a dispersés ! » Ensuite tout retomba dans le silence.

Le cortège se dirigea vers la Résidence. Là, si nos yeux ne nous trompaient, avec le tapage qu'on faisait ces derniers jours y avait-il 500 personnes que les agents d'ordre noyaient de leur uniforme retilant et de leurs armes perfectionnées?

Ainsi se termina la réception qu'on voulait grandiose.

M. Arnoux peut maintenant s'estimer satisfait. « La Terreur-de-Tonkin » a fait passer sa main de maître. Il n'a pas mal réussi. Il pourra avec fierté dire que grâce à lui le Tonkin est calme. On ne le contredira pas. Pas même les 35.000 manifestants par lui dispersés. Pas même ceux qui ont fait connaissance avec ses locataux et ses méthodes particulières.

Et M. Godart, en quittant le Tonkin, pourra, par la grâce de M. Arnoux, de l'homme mouché légèrement par Dame Thémis de Cochinchine, garder un doux souvenir. Le souvenir d'un pays charmant, un pays où l'on ignore la souffrance et le désespoir, où le bétail humain n'existe pas.

CONTRE LE COUP DE FORCE DE LA POLICE
LES MASSES LABORIEUSES DE HANOI
PROTESTENT

Télégrammes de protestation adressés au Ministre des Colonies et au Gouverneur Général par un groupe de Républicains français, un groupe d'élus annamites et le groupe du TRAVAIL

MINISTRE DES COLONIES PARIS

Plus trente mille manifestents sont venus réception Godart par Groupements corporatifs m ssel retirés sipa protestation contre agissements police.

Protestons contre manœuvres empêchant population manifester attachement Front Populaire.

Groupes Républicains français
Elus annamites
TRAVAIL

GOUGAL HUÉ

Plus trente mille manifestents sont venus réception Godart dans ordre parfait cependant dispersés par police. Tous ont déserté lieu réception pour manifester désapprobation méthode brutale.

Protestons énergiquement manœuvres empêchant population manifester attachement Front Populaire.

Groupe Républicains Français
Elus annamites
TRAVAIL

LUTTE 99 LAGRANDIERE SAIGON

Plus trente mille manifestents ordre parfait par groupements corporatifs arborant insigne, brutalement dispersés par police tous boycottent réception Godart en signe protestation.

TRAVAIL

Télégramme de protestation adressé à M. Godart par les Traminots de Hanoi

Protestons force policière disperser manifestation soixante mille hommes sous recevoir

Traminots

Télégramme de protestation adressé à M. Godart par les Chauffeurs de Hanoi

Cinquante mille personnes venues ordre discipline d votre réception. Force militaire dispersé protestons énergiquement.

Chauffeurs

Télégramme de protestation adressé à M. Godart par les marchandes de Đồng xuân

Soixante mille hommes réception délégué Front Populaire Godart Force policière dispersé Protestons énergiquement. Marchandes Đồng-Xuân

Télégramme de protestation adressé à M. Godart par les cordonniers de Hanoi

Confiance. Protestons répression gouvernementale soixante mille ollent réception.

Cordonniers

Trois télégrammes de protestation adressés à M.Godart et an Gouverneur Général par les Jeunesses Scolaires de Hanoi

GOGART HANOI

Protestons contre répression police hier.

Jeunesses Scolaires

GOGART 36, CARREAU HANOI.

Proviseur Lycée Protectorat renvoi deux camarades voulant aller voire réception vous pris interoenir.

Jeunesses Scolaires

GOUGAL HUE

Plus 50.000 personnes venues tranquillement réception Godart dispersées par force militaire stop Proviseur Lycée Protectorat renvoie deux camarades voulant aller réception stop protestons énergiqoement.

Jeunesses Scolaires

MONSIEUR GOGART HANOI

Cinquante mille personnes réception Godart police réprimer Protestons.

Boys Cuisiniers

MONSIEUR GODART HANOI

Feirons grève depois neuf jours réclament augmentation 30% salaire Vous prions intervenir Stop Protestons force policière disperser cinquante mille hommes réception envoyé Front Populaire

250 Tisserands

GOUGAL HUÉ

Manifestation 50000 personnes réception Godart dispersées par forces militaires Stop. Protestons énergiquement.

2000 Tailleurs de vêtements français

GOUGAL HUÉ

Forces policières ont dispersé manifestation 45.000 personnes réception Godart Stop. Présentons protestation.

2500 Tailleurs de vêtements annamites

JUSTIN GOGART HANOI

Police empêchait quarante mille manifestants disciplinés vous saluer Masses se retiraient signe protestation.

Typographes

La grève des coolies-pousse est une honteuse provocation policière

Hier, alors que nous étions tous à la réception de M. Justin Godart, derrière nous, on poussait les coolies-pousse à se livrer à des actes de sabotage. Par groupes de trois ou de quatre, ils se rassemblaient aux carrefours pour dégonfler ou faire sauter les pneus des voitures de circulation.

Ils faisaient cela au vu et au su de la police, car ils opéraient même devant le commissariat de Hang-Dao. Un adjudant français a même emmené en saboteur qui a tenté de dégonfler les pneus de la voiture dans laquelle il était, au poste de police. L'individu, relâché immédiatement, est allé dire à ses camarades qu'on pouvait désormais travailler tranquillement.

On voulait pousser ces individus dont les conditions de vie sont lamentables à des actes de sabotage pour nous représenter ensuite devant M. Justin Godart comme les facteurs de désordre.

Nous avons toujours pris nos responsabilités.

Nous ne sommes pas des lâches. tout le monde le sait. Mais nous ne voulons pas être accusés des péchés abserdes que nous n'avons pas commis.

Car ces actes de sabotage sont véritablement absurdes. Les pousses étaient nécessaires à la réception du délégué de Front populaire. Les manifestants qui habitaient loin de la gare avaient besoins des pousses pour s'y rendre. Seuls, ils auraient fatigué à arriver aux circulation ceux qui voulaient voir le moins de monde possible à cette manifestation.

D'ailleurs, les ouvriers qui ont répondu à notre appel sont venus tranquillement se rassembler dans un ordre parfait sur les deux trottoirs du Boulevard Gambetta. Aucun luiefoni ne se serait produit si M. Arnoux ne s'avisait pas de les disperser par la force armée.

On a bien vu que malgré les agissements de la Sûreté, nos camarades auvriers ont gardé un calme et une discipline impressionnants.

Manvaise besogne . . . . . absurde

Tout le monde sait que M. Justin Godart, délégué général du gouvernement de Front populaire, a été amplement attendu par la population de Hanoï et même de tout le Tonkin.

Des centaines de lettres nous sont parvenues de toutes parts pour nous demander la date et l'heure de son arrivée. Des requêtes, des revendications nous sont adressées tous les jours. Des ouvriers, des ouvrières, des grévistes sont venus nous demander des renseignements sur la mission de M. Godart. Tous voulaient lui réserver une chaleureuse réception. Le bureau de notre journal a connu ces derniers temps une animation inaccoutumée.

Nous avons envoyé à M. Justin Godart un télégramme quand il était encore à Vientiane pour lui exposer le désir universel des masses laborieuses de venir, nombreuses, au devant de lui. Aucune réponse ne nous a été donnée. Nous étions alors réduits à attendre les communiqués officiels. Quelques jours après, la presse a été convoquée par le chef de la Sûreté qui lui annonça que M. Godart devait arriver à Hanoï dans la journée du 1er Février, l'heure n'était pas encore annoncée.

Nous avions édité alors un appel aux populations laborieuses de Hanoï pour leur demander d'aller en grand nombre manifester leur confiance au délégué du Front populaire.

De nouveau, nous sommes convoqués à la Sûreté qui nous a demandé de ne pas distribuer les dix mille tracts que nous avons déjà imprimés.

Notre initiative avait quand même pour effet de suggérer à M. le Maire l'idée de prendre un arrêté invitant la population à venir, nombreuse, à l'arrivée de M. J. Godart. M. Virgitti a pris le soin de préciser que les manifestants pourraient crier « Vive Godart » et le saluer en « levant le poing ».

La presse quotidienne en quôc-ngu, a même précisé que les fonctionnaires, les écoliers et lycéens auront tous un congé pour aller au devant de M. J. Godart.

Le 31 janvier, la presse fut convoquée. La chef de la Sûreté lui demanda de recommander aux manifestants que les banderoles et le défilé dans la rue sont interdits.

Le 1er février, à 10h du matin, M. Arnoux nous a communiqué que l'itinéraire a été changé et que M. J. Godart n'arrivera que le 2 février seulement. Il nous a promis de nous donner ultérieurement l'heure exacte. Mais il nous a encore défendu de publier immédiatement un tract pour décommander la manifestation.

Aussi une foule de dix mille personnes qui n'était pas au courant de ce changement d'itinéraire, s'est-elle rendue à la gare de Hanoï pour attendre l'arrivée de M. J. Godart.

Elle y est restée de 1h à 4h de l'après-midi dans un calme parfait. La police était même absente en ce moment. L'ordre fut assuré par les manifestants eux-mêmes avec une discipline impressionnante.

Ils sont venus par groupements corporatifs arborant leurs insignes.

Pas une brutalité, pas un cri, pas un incident ne s'est produit !

L'initiative des manifestants suppléait à l'action de la police.

Le 2 Février, la presse annonça l'arrivée de M. Godart pour 4h de l'après-midi. Mais à 4 heure et sur tout à 3h05, cette foule est revenue 5 fois plus nombreuse plus disciplinée que la veille. Nos camarades du service d'ordre ont déployé une activité remarquable.

Comme hier, les manifestants étaient divisés en groupements corporatifs se tenant strictement sur les deux trottoirs du Boulevard Gambetta.

Le spectacle était impressionnant. Mais les nuages noirs apparaissent à l'horizon avec l'arrivée de M. Arnoux qui nous a demandé de scinder cette foule enthousiaste en deux pour en emmener une partie devant la Résidence Supérieure.

Les ouvriers de Hanoï voulaient réserver au délégué du Front populaire un accueil symbolique.

Ils savaient qu'ils étaient les principaux intéressés et ils voulaient être les premiers à acclamer M. Godart à son entrée dans la ville.

D'ailleurs, jusqu'ici ils ne sont pas habitués à être à côté des grands. Ils ont peur de leurs coups. Ils n'aiment pas beaucoup à se hasarder aux alentours de l'Hôtel de M. le Résident Supérieur. Enfin pour une raison purement pratique, car il n'est pas bien facile de faire circuler une foule de trente à quarante mille personnes.

Mais M. Arnoux ne voulait pas renoncer à son idée de troubler cet ordre déjà établi à la grande satisfaction de tout le monde. Il a menacé de refouler par la force armée tous ceux qui étaient sur les trottoirs à partir de la rue Colomb jusqu'à la Résidence.

On sait que M. Arcoux est un homme qui tient sa parole.

- Il nous a accordé un délai de grâce d'un quart d'heure pour évacuer cette partie de la foule dont il voulait meubler le jardin de la Résidence. Malgré l'intervention de notre camarade Pho, il a fait charger la foule. L'autre partie, qui restait, stationnait entre la rue Colomb et la gare, protestait et menaçait de se retirer en signe de protestation.

Rien n'y fit. M. Arnoux avait son idée; il la poursuivait jusqu'au bout.

Nous avions alors trois attitudes à prendre, d'accord avec les masses :

1°) Suivre l'idée de M. Arnoux.

2°) Résister.

3°) Boycotter la réception organisée à coups de crosse de fusil.

Nous avons pris la 3e solution. Et pourquoi ? C'est ici que nous devons une explication nette et sincère à nos camarades et à nos amis.

Nous ne pouvions suivre l'idée de M. Arnoux parce que nous voulions ne pas troubler l'ordre laborieusement établi par nous, parce que c'est à l'entrée de la ville que nous devions accueillir M. J. Godart et parce qu'enfin la population laborieuse ne voulait pas manifester avec la bande finance, la bourgeoisie mandarinale et capitaliste qui l'exploitent, l'opprime et tous les jours.

Mais nous ne pouvions non plus résister à l'ordre de M. Arnoux qui dispose de la force armée.

Les années sanglantes sont encore bien présentes à notre mémoire pour que nous exposions d'un cœur léger nos camarades et les masses travailleuses à une nouvelle répression. Le Tonkin est le pays qui a souffert le plus de la réaction coloniale. Nous ne voulions pas faire le jeu de nos adversaires qui nous représentent toujours comme les éléments de désordre.

Ils veulent maintenir un gouvernement de Front populaire que nous sommes incapables de discipliner, que nous ne sommes pas en mesure de juger sainement des réformes que nous réclamons.

Il paraît qu'hier la Sûreté a fait venir cinq cents légionnaires pour nous disperser.

Méprisons les provocations. Il nous restait donc la 3e solution qui consiste à boycotter la réception organisée par la Sûreté et ses amis.

Nous avons marqué avec force que les masses sont avec nous qu'elles ont répondu à notre appel en venant en grand nombre manifester et se retirer avec nos mots d'ordre.

Manifestations de masses à Hanoï pour la réception de Mme et M. J. GODART

La manifestation du 1 - 2 - 37

La foule joviale

Les ouvrières se rassemblent

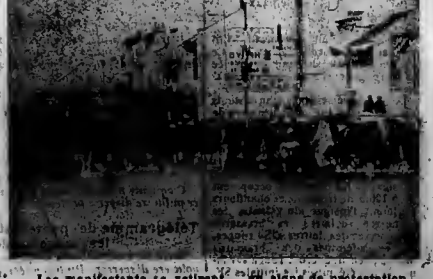
La manifestation du 2 - 2 - 37

La foule attend

De l'ordre ! Les traminots

De l'ordre ! Les tailleurs

Les soldats chargent



Les manifestants se retirent... en signe de protestation

Sur l'arrivée de M. J. Godart

Article dédié à nos bons soins à la rédaction de la Volonté Indochinoise par un camarade français du Front Social. — N. D. L. R.

La Volonté Indochinoise l.....

La Volonté des Indochinois et Indochinoises était de recevoir dignement M. Justin Godart, Représentant extraordinaire du Gouvernement de Front Populaire.

Les quelques Français qui étaient venus là saluer le Représentant de la France pourront vous le dire....

Vous mentez sur toute la ligne dans les colonnes de votre Journal mal intitulé « La Volonté Indochinoise ».

Vous, où étiez-vous le 1er Février de midi à 15h ?...

Le 1er Février. — A la gare, il y avait un seul agent de police européen qui était venu seulement pour assurer le service de l'arrivée du train direct Saïgon-Hanoï. Constatons-nous avec des Indochinois depuis la gare et échelonnés sur tout le parcours ?... Dix mille ? L'ordre a été assuré par ces braves gens. M. Arnoux ne peut le nier et ses agents également.

A la gare, nous n'avons pas attendu les troupes ou autre Service pour nous disperser dès que nous eûmes en main la lettre signée par M. Virgitti, Résident-maire, affirmant que M. Godart n'arrivait pas. Voilà la vérité. Rien que la vérité. Où étiez-vous, vous Journalistes à la manque ? et à la solde de qui vous allez ainsi mettre le feu à la poudre ?....

« Il fallut que la Force (avec un grand F) policière intervint pour faire rentrer dans leurs pénates tous les ouvriers et ouvrières »

Allons donc, *Menteurs*, la Force (avec un grand F) ne peut pas faire évacuer la foule en 2 temps 3 mouvements. Nous nous en allons et la F (force) le voyait bien, nous ne sommes pas des moutons.

Les Indochinois et Indochinoises ont montré leur dignité et ils sont plus attachés à l'ordre que vous qui semez en ce moment le *DÉSORDRE* avec votre feuille.

Voyez donc chez Huoog Ky les photos du 1er Février et vous verrez une vue d'ensemble de l'*ORDRE* sans Force policière. M. Justin Godart les verra, ces photos.

Où étiez-vous donc le 2 *Février*, mal dénommée « Volonté Indochinoise » ?

Qu'est-ce qu'il y a eu ?.....

30 à 40 mille Volontés Indochinoises qui étaient là, dans le calme, à attendre le Représentant de la FRANCE.

Qui a ordonné le Silence de la FOULE ? (M. Justin Godart a dû s'en apercevoir) Voulez-vous me le dire, vous qui écrivez des insanités telles que :

Une manifestation massive dispersée par la force armée

Nous venons de parler de la foule du « prolétariat » qui s'était massée pour faire une réception populaire — « Front populaire » même — à M. Justin Godart, sur le parcours de son arrivée.

Vers 4 heures de l'après-midi, Travailleurs, Gardes indigènes, Gendarmerie, Police et Sûreté apparaissaient brusquement sur les lieux — en face de la gare notamment — et dispersaient sans grand mal cette foule déjà mal à l'aise à la vue des uniformes et qui avaient été aux 3/4 soûlés par ces organisateurs des manifestations spontanés.

Les prolétaires apprirent d'ailleurs d'une oreille enfin respectueusement attentive qu'ils étaient invités à se disperser, suivant les arrêtés en vigueur et que pour leurs doléances ils n'avaient qu'à s'adresser dans l'ordre et la correction à M. Justin Godart à la Résidence Supérieure. Il est probable qu'ils mettront activement la nuit à profit pour supplier à ce changement de programme inattendu.....

Comment ne pas s'indigner quand vous vous trouvez là à attendre et une sans raison, un ordre est donné et l'on cogne. M. Arnoux a réussi ou TRÈS BIEN. —

Vous ne voulez pas que le Représentant de la France soit ovationné.

Vous voulez le silence.... et toutes ces Volontés Indochinoises se sont unies, non du cœur, car elles savent que ces pauvres policiers eux sont des employés, qu'ils ne sont pas responsables de la gaffe de M. Arnoux qui a voulu arrêter MM. Vu-Van-An, Jules Larrivé parce que ces messieurs étaient offusqués de tels procédés.

Puis après, que s'est-il passé ? Ce même Chef de la F (force armée) devant sa gaffe a demandé à M. Jules Larrivé « Vous qui les connaissez, dites-leur de rester (sic)

Ceci est faux, aussi, n'est ce pas ?

Le désordre ! Alors donc journalistes impudents ! C'est vous et une tapée de gens de votre espèce nuisibles aux intérêts Franco Indochinois qui le recherchaient.

La Foule du 1er et du 2 Février 1937 a montré au Résident Supérieur du Tonkin qu'elle est attachée au Gouvernement du front populaire et non aux colonisateurs vieux jeu qui les prennent pour des serfs.

Je vous remercie de tout cœur, vous avez eu une attitude digne et respectueuse vis-à-vis du Représentant du gouvernement de Front Populaire.

Monsieur Justin Godart sera mis au courant de la provocation des agitateurs, facteurs de fausses nouvelles tels que ce journal Volonté Indochinoise dont les articles sont mal fondés quant aux manifestations du 1er et 2 Février.

Vous pouvez vous mettre aux côtés du Gaffeur de la gare qui, non content de la Force armée, était encore secondé de deux camions citernes de la Municipalité Hanoïenne.

Il ne manquait plus que des mitrailleuses. Heureusement que la Foule des Volontés Indochinoises fût consciente de son honneur et de ses devoirs. Elle a bien rigolé d'un tel déploiement de troupes

Volontés Indochinoises ! Soyez à l'avenir aussi dignes que vous l'avez montré les 1er et 2 Février.

Vos voix ne se sont pas fait entendre hier, mais Paris est déjà au courant aujourd'hui.

Le frontiste 11540

M. JUSTIN GODART, délégué général du Gouvernement de Front populaire, n'a pas cru pouvoir nous recevoir d'ici au mardi prochain. Il est tellement pris par les réceptions officielles, les visites des œuvres de bienfaisance et les voyages touristiques que le Gouvernement local a organisés à son intention. La classe ouvrière tonkinoise l'a attendu dans la souffrance. Elle a confiance en le Gouvernement de Front populaire. Elle demande d'être entendue par son délégué. — Il ne faut pas la décevoir.

Imp spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trinh vân-Phê

Image sous-exposée Le 4/2/37

2e ANNEE N° 21 — LE NUMERO : CENTS — VENDREDI 5 FEVRIER 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyên-Văn-Tiên

Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60, Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administrateur-Gé...

Administration-Rédaction : 18 Nguyên Trâi, — Hanoi

En six jours nous avons mobilisé trois fois la population laborieuse de Hanoi.

Les masses ont répondu à notre appel avec ensemble et ordre.

C'est parce qu'elles souffrent et qu'elles demandent qu'on s'occupe d'elles.

N° A867

A L'ŒUVRE !

Une victoire équitable vient de couronner nos cinq mois de lutte. L'élection de notre camarade Trinh-van-Phu comme délégué des patentés à la Chambre des Représentants du peuple au Tonkin annonce au pays qu'on nouveau problème se pose. En restant en masse pour notre candidat, la petite bourgeoisie de la ville de Hanoi a compris la nécessité de se joindre à la classe ouvrière pour vaincre la réaction.

Par son attitude elle inscrit à l'ordre du jour, le problème de l'union des forces démocratiques pour engager le pays résolument dans la voie des réformes indispensables à son évolution.

Elle confirme et démontre la justesse de notre politique. Jusqu'ici nous avons toujours tenté de réaliser l'alliance entre les classes moyennes et le prolétariat, la « jonction » entre le besoin d'émancipation de celui-ci et la peur d'être éliminées de celles-là et de démontrer leur indissoluble solidarité dans le socialisme.

Les classes moyennes ont compris ; elles ont répondu à notre appel, elles nous ont apporté la victoire.

Mais notre victoire seule ne suffit pas. Il nous faut un véritable rassemblement populaire pour la défense des intérêts économiques et des droits politiques des masses travailleuses, pour la conquête des libertés démocratiques bourgeoises et pour aider à la réalisation de la politique coloniale du gouvernement de Front populaire.

Nous sommes prêts à mener la lutte de concert avec tous ceux qui mettront au premier plan la défense des intérêts des masses laborieuses de la ville et des champs, avec tous ceux qui sont pour un large front populaire en Indochine.

En Indochine, plus que partout ailleurs, le grand capital exerce une implacable dictature.

Le prolétariat est dispersé.

Les classes moyennes sont économiquement faibles.

Durement frappées par la crise, elles sont en voie de prolétarisation.

Par instinct de conservation, elles réagissent et se mettent de notre côté pour la conquête d'un régime où elles ne seront pas impitoyablement éliminées.

Elles lutteront aussi pour le socialisme, le seul régime équitable où toutes les forces productives trouveront leur compte. De là, la question de la formation dans ce pays d'un parti ouvrier légal, entraînant les paysans et les classes moyennes dans la lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence et en même temps pour le socialisme qui se pose dans toute son acuité.

UNE LETTRE DES MINEURS DE UONG-BI

Les camarades mineurs de Uongbi, nous ont prié dans une lettre datée du 2 Février, d'insérer dans Le Travail que la visite que fera M. Justin Godart à leur région lambera sur les journées de la fête du nouvel an annamite.

A ce moment de l'année les ouvriers seront rentrés dans leur village. Ils ne seront pas là pour recevoir M. le délégué du gouvernement de Front populaire. M. Godart ne trouvera donc sur l'artère que les galeries désertes, des usines où ne s'affairent que quelques mécaniciens et quelques électriciens. Quelques chauffeurs seuls conduiront les locomotives à la recherche de wagons et des wagons. »

M. Godart ne pourra donc rien voir dans cette région. Il ne pourra pas s'approcher de la masse des forçats de la mine dont les conditions de vie, d'après leur lettre, sont lamentables.

Nos camarades nous communiquent également des chiffres extrêmement bas sur les salaires. Ils nous décrivent aussi leurs conditions de travail.

Nous reviendrons dans le prochain numéro sur la situation matérielle et la volonté de lutte de nos camarades, qu'ils veuillent nous excuser du peu de place que nous leur laissons dans nos colonnes, leur lettre nous est arrivée un peu tard pour être publiée intégralement.

Nous profitons de la même occasion pour demander à nos correspondants ouvriers et paysans de nous fournir des chiffres très précis et de nous donner à l'appui de leurs lettres des preuves et des témoignages vérifiés et contrôlables.

AUX LECTEURS !

Nous avons l'honneur d'informer nos lecteurs que le repos des ouvriers de notre imprimerie pendant la fête du Tât nous obligea à reporter la parution de notre prochain numéro au Vendredi 19 Février 1937.

Dans l'ordre et dans le calme

PLUS DE 20.000 PERSONNES saluent le nouveau Gouverneur

Une inoubliable manifestation de sympathie devant la demeure de M. J. Godart

La population travailleuse de Hanoi dans l'espace de 6 jours est allée trois fois manifester sa volonté de soutenir la politique du Front populaire. Les démonstrations de masses ces derniers jours avec leur caractère ordonné et discipliné prouvent avec éloquence la considérable capacité d'organisation du peuple indochinois.

Samedi dernier, malgré l'approche du Tét M. Jules Brévié fut reçu avec enthousiasme par une foule de plus de 20.000 manifestants qui ne lui ménagèrent pas ses sympathie.

Dès midi, alors que M. Brévié n'arrivait que vers 15h30 des milliers de personnes se massaient déjà au boulevard Gambetta à point qu'une avons désigné pour le rassemblement. Tout comme dans les manifestations précédentes on se conformait strictement aux mots d'ordre de notre journal. Notre service d'ordre n'avait aucune peine pour ranger les hommes qui nous écoutaient avec une discipline exemplaire.

Les ouvriers venaient en rangs serrés former des groupes compacts sur les trottoirs. On remarquait des tramiots, des cheminots, des cordonniers, des typos, des chauffeurs, des mécaniciens, des petits commerçants, des menuisiers, des serveurs de long, des tailleurs, des coiffeurs et aussi des coolies, manœuvres ou tireurs de pousses. La fraction ouvrière féminine se composait de dentellières, de couturières, de marchandes ambulantes et de tricoteuses.

La jeunesse scolaire, très bien organisée et les petits footballeurs formaient bien un groupe de 3.000 personnes On voyait dans cette masse estudiantine de nombreuses écolières frémissantes de gaîté et d'enthousiasme. Elles, aussi, passant à l'comme qui apporte avec lui l'espoir des millions d'Indochinois qui paissent et qui souffrent.

Au fur et à mesure que l'heure avançait la foule devenait dense. Les manifestants arboraient leurs insignes distinctifs. Sur une grande longueur on ne voyait que des bandes blanches avec des lettres rouges indiquant les corporations ouvrières.

Le spectacle était simplement grandiose. Plus de 20.000 personnes dronus et résolues se tenaient dans une attitude militaire les poings serrés prêts à se lever pour saluer à la façon du Front populaire. On assistait à un véritable déploiement des forces ouvrières auxquelles se joignaient des étudiants intellectuels, élèves et petits fonctionnaires et des classes moyennes, petits commerçants et artisans.

Les forces militaires firent un cordon tout le long du parcours compliqué du cortège officiel. M. Arnoux et les autres commissaires de la Sûreté en grand uniforme et en gants blancs alignent et veillent sans cesse. Quand le chef de la Sûreté demande à un de nos camarades si nous étions capables de maintenir l'ordre, il reçut une réponse affirmative. Alors il commanda à deux détachements de gardes indigènes de se mettre loin de nous et de nous laisser un peu plus de liberté.

Seulement les légionnaires qui avaient reçu l'ordre de ne laisser descendre personne sur la chaussée se montrèrent très peu aimables. Comme on interrompit la circulation bien avant l'arrivée du gouverneur, un homme ayant voulu traverser la chaussée fut tiré puis repoussé sur le trottoir avec des gestes brusques. Un de nos camarades, du service mobile d'ordre, de notre journal a failli recevoir sur le ventre une baïonnette que présentait froidement un légionnaire. Il a fallu l'intervention du Commissaire de police Arnaud pour éviter un malheureux incident.

On ne ménagea pas même les reporters de journaux. Ceux-ci malgré leur coupe-file ne pouvaient pas circuler librement et durent se met-

(Suite en 2e page)

Ce que disent nos ouvriers à M. Justin Godart

De nombreuses lettres et des requêtes nous sont arrivées, choqua jour. Des ouvriers, des paysans, des notables de villages, des petits commerçants, des petits fonctionnaires nous demandent d'être leur porte-voix. Leur interprète auprès du délégué du Gouvernement de Front populaire. Nous publions ici une lettre qui nous a été adressée avec prière de traduire et d'insérer. Les autres lettres seront remises à M. Justin Godart par nous afin en même temps qu'un dossier concernant les conditions de vie et de travail des ouvriers de principaux établissements industriels ou commerciaux de Hanoi.

N. D. L. R.

Haiphong, le 29 Janvier 1937

A Monsieur Justin Godart envoyé spécial du Gouvernement de Front populaire

Monsieur le Ministre,

Nous soussignés patrons, mécaniciens, pilotes, matelots et ouvriers des Messageries Bach thai-Buoi à Haiphong avons l'honneur de venir soumettre à votre connaissance notre situation pitoyable.

Nous sommes au nombre de soixante, salaire journellement variant de 6p., 7p., à 10p. chaque mois. Avec cette somme nous devons entretenir toute une famille ; vous vous imaginez comment vivent nos parents et nos enfants. Nous entendons par là que nos soldes sont payées régulièrement. Or, il n'en est pas ainsi. Notre directeur retarde nos soldes pour 3 mois, huit mois. Le 4 Janvier dernier, quinze de nos camarades, ne sont permis cette audace de venir trois fois au bureau réclamer leur 3 mois de solde arriérés. Ils en reçoivent 7 mois et sont tous renvoyés (Ces camarades étaient dans les chaloupes de Phuc-Long et Gino Chi). Tout dernièrement on nous a payé 4 mois, mais on nous retient encore 3 mois de solde.

Notre chère somme est coupés pour la nourriture journalière. Notre camarade Vân, pilotier de la chaloupe Gino-Chi a été renvoyé pour avoir perdu sa carte d'impôt personnel. Ses huit mois de solde ne lui sont pas payés. Notre camarade Chi, gagnant 5p. par mois a été frappé d'une amende de 14p. sur ses 8 mois de solde. Et la reste ne lui a pas été payé encore. Notre camarade Vu-vao-Thiep matelot du chaland n° 1838, frappé d'une mort subite le 4 janvier dernier, a encore derrière lui 8 mois de solde à recevoir. Le patron du chaland est venu au bureau réclamer le reliquat des salaires du défunt pour faire les frais de l'enterrement. (Tiép n'avait pas de famille). Notre directeur ne lui restitue pas ce qu'il devait mais accepta de faire une avance et la porte au compte de ce patron.

Monsieur le Ministre,

Sans y ajouter que nous devons travailler 12 heures par jour, ces faits suffisent eux seuls à nous en dire long sur notre situation malheureuse. Tous les habitants de la ville de Haiphong, tous les ouvriers de la place ont vu comment nous sommes traités. Tous nous ont dit qu'il existe actuellement un gouvernement de Front Populaire qui a cette idée humanitaire de veiller sur la vie des malheureux.

Monsieur le Ministre,

Nous sommes ces malheureux là. Nous vous prions de ne pas venir visiter nos taudis ; nous n'avons plus de vêtements convenables pour nous présenter devant vous. Nos enfants, nos pères et mères, nos femmes sont d'une maigreur squelettique. Nous vous prions aussi de ne pas les photographier. Ces tristes spécimens rapportés en Europe seraient préjudiciable au prestige de la France d'outre-mer qui a laissé en pleine ville de Haiphong un capitaliste annamite saboter ses lois sociales et nous exploiter ainsi. Nous vous prions d'intervenir en notre faveur pour que la reliquat de nos soldes nous soit intégralement restitué. Nous vous prions aussi d'intervenir pour une augmentation générale de notre solde et pour l'application sincère des lois sociales.

Espérant que vous voudrez bien donner une suite favorable à notre pétition nous vous prions de recevoir, Monsieur le ministre, nos remerciements anticipés et nos sentiments profondément respectueux,

Vos très humbles serviteurs.

LA DELEGATION DU « TRAVAIL » chez M. Justin Godart

Le 8 Février, pour ne pas abuser des instants de M. Justin Godart, nous avons demandé à joindre les deux audiences qu'il avait bien voulu nous accorder. Il a accepté avec amabilité notre demande et à 17h10 nous étions quatre dans son cabinet de travail.

Notre délégation était composée des camarades : Huynh van-Phoong, Phan tu-Nghia. Vo nguyen-Giap et Trinh van-Phu.

M. Vu van-An tenait à se joindre à notre délégation pour marquer sa sympathie pour nos idées.

M. Vu van An a pris le premier la parole pour déclarer à monsieur le Ministre qu'il est au bourgeois at que depuis 17 ans il a été et il reste toujours un ardent défenseur de la politique de collaboration franco-annamite.

Et si aujourd'hui, il est avec nous c'est parce que le régime actuel est un « régime de pourriture » que « Le Travail » est le seul journal qui représente les véritables aspirations de la majorité des indochinois qu'ils soient maonels ou intellectuels et que la classe ouvrière et sortout paysanne de ce pays est profondément malheureuse.

Après cette déclaration qui constitue pour ainsi, une profession de foi de M. Vu van-An, notre camarade Huynh van Phuong attaqua tout de suite la question ouvrière.

Il exposa au ministre les causes profondes et immédiates du mouvement actuel des grèves et des manifestations populaires en ce pays.

Il insista principalement sur le décalage entre d'une part l'augmentation de coût de la vie et d'autre part l'augmentation non proportionnelle des salaires des ouvriers. Do sorte que avec les salaires augmentés, les ouvriers ne peuvent avoir le même niveau de vie qu'ils avaient avant la dévaluation de franc qui a entraîné une dévaluation de fait de la piastre.

Notre camarade Phan tu-Nghia intervint pour marquer que pour résoudre les conflits sociaux actuels, la classe ouvrière jusqu'ici très dispersée, a besoin de s'organiser.

Le droit syndical, dit notre camarade, est devenu une nécessité urgente.

M. le Ministre répondit que le droit syndical est la base de tout et qu'il a déjà télégraphié, deux fois, en France dans ce sens.

Notre camarade Phuong fit remarquer que le droit syndical présuppose la liberté de la presse. M. Godart était aussi de cet avis.

Mais en siteodant, en ce qui concerne les litiges entre patrons et ouvriers, Phuong demanda que le Ministre usât de son influence personnelle pour s'entendre avec M. le Gouverneur général pour réorganiser la commission de Conciliation qui n'existe que de nom. Il faut que les ouvriers puissent élire leurs délégués à cette commission qui devra devenir un véritable Conseil de Prud'hommes.

Il faut aussi que la procédure sera gratuite pour les ouvriers.

Phoong a fait remarquer que l'Inspecteur du Travail est souvent débordé de dossiers. Notre camarade Pou saisit l'occasion pour signaler au Ministre que en intervention est systématiquement rejetée et des plaintes traînent pendant des semaines. Il cite le cas des grévistes emprisonnés de Vinh-Yen et en même temps il remit au Ministre un dossier sur cette affaire.

Notre camarade Nghia parla des répressions patronales et des scènes de brutalités auxquelles il avait assisté. Il rappela le drame de la Cotonnière de Nam-Dinh, la répression des grévistes de Hougay, la condamnation des ouvriers de la Faïencerie de Hatto de Nam-dinh... Il donna des détails sur la Ministre de modifier un pan au illogisme pour ce pas arriver à Haiphong à l'époque du Tét, époque où les ouvriers seront partis dans leur village.

Monsieur le Ministre a cru pouvoir renvoyer cette visite fixée au 13 février à une semaine plus tard.

Notre camarade Vo-nguyên-Giap demanda à exposer la question paysanne.

« C'est une question de première importance, répliqua le Ministre ».

Le paysan annamite, a dit ce soir notre camarade, vit dans une misère extrême. Sa situation s'est aggravée, du fait de la faillite de la petite et de la moyenne propriété. La prolétarisation va, s'accélérant, et elle est due à trois causes: oppression et exploitation féodales par les mandarins et autres autorités administratives, en particulier les agents de la douane; exploitation outrancière par les propriétaires fonciers et les usuriers (le taux n'est point de 10 ou 20 ⁄ mais de 50, 200 ⁄ ; fiscalité trop lourde, qui accuse une courbe croissante pendant que les revenus imposables tombent à néant.

Etant doué le temps limité, notre camarade s'est permis d'attirer l'attention de M. Godart sur trois points, trois réformes, les réformes à son avis les plus pressantes.

Et d'abord l'abolition de l'impôt personnel. Cette capitation constitue en effet une véritable particularité indochinoise tant par son anachronisme que par les injustices auxquelles elle a donné lieu. En fait d'impôt personnel, le propriétaire foncier, le gros richard paie la même quotité que le prolétaire.

La suppression de l'impôt personnel serait rendue possible par l'institution d'un impôt progressif sur les revenus qui remplacerait les impôts fonciers et autres impôts sur les biens meubles actuellement en vigueur. Le nouveau système de fiscalité aura d'abord un but de compensation. Il permettra en accordant l'exemption des charges fiscales en faveur des prolétaires et des petits paysans jusqu'à une certaine marge, un dégrèvement en faveur des paysans moyens. Enfin, il facilitera la rajustement des impôts sur biens imposables, ajustement qui s'avère nécessaire surtout après les cadastrages récents.

La troisième réforme proposée par notre camarade est une nouvelle politique des terres communales. La portée en est assez restreinte, étant donné la superficie restreinte de ces dernières. Mais la mesure n'en est que plus réalisable. Les terres communales, du fait actuel des choses sont ou bien accaparées par le conseil des notables ou bien réparties selon le principe bié-archique. Notre camarade préconise :

1°) La remise de ces terres à un comité de gestion élu par tous les habitants, en cas de non-répartition ;

2) dans le cas contraire, une répartition sur une base plus équitable selon un système de roulement qu'il se réserve de préciser dans les notes et documents présentés ultérieurement au ministre.

M. Vu-vu-An présenta des preuves et des documents pour appuyer sa première déclaration en insistant particulièrement sur le régime de concession et d'oppression.

Comme l'heure avançait, nos camarades ne voulaient pas abuser des instants du ministre qui avait beaucoup de visiteurs encore à recevoir.

Avant de partir ils avaient demandé au ministre de bien vouloir recevoir une délégation ouvrière groupant une quarantaine de camarades. Une audience pour le 9 février fut immédiatement accordée.

M. le Ministre a demandé à notre délégation de lui apporter dimanche prochain tout ce que nous avons comme documents concernant les conditions de vie et de travail des ouvriers et des paysans tonkinois.

Lorsque nous sortîmes du bureau du Ministre, il était déjà 19h.05.

Notre entretien avait duré deux heures.

Le SABOTAGE DES [LOIS] SOCIALES

Partout ! Des brutalités patronales et des renvois injustifiés

Au mois de décembre 1936, les ouvriers de l'imprimerie Ideo ont adressé une demande collective réclamant l'annulation de la réduction de salaire de 10 %, qui les frappait à la suite du décret Laval. Leur demande est restée sans suite.

Dernièrement, ils ont voulu reprendre cette demande. Bien qu'aucun mouvement n'ait été déclenché, 4 ouvriers typographes ont été impitoyablement mis à la porte : accusés d'être les meneurs.

Lun dinh Toàn employé depuis 15 ans à 0p.40 par jour ;

Le nhat Khoan, depuis 6 ans à 0p.80.

Trần dinh Tu depuis 3 mois à 0p.50.

Le renvoi de l'ouvrier compositeur Tran troug Chu est encore plus scandaleux.

Le 22 Janvier, Chu est retenu pour le travail supplémentaire de 5h. à 8h.du soir. C'est d'ailleurs quasi normal. Dix minutes avant la sortie, il éprouva le besoin d'aller au lavabo, pour laver ses mains et ce pas satisfait ses vêtements. Le gérant de l'imprimerie le vit, et après lui avoir adressé force insultes et menaces, il le renvoya. Cette décision sans appel, Chu dut l'encaisser et avant de partir, il demanda son salaire, « On te paiera demain» lui dit-on.

Le lendemain, Chu vint au bureau. A sa vue, le gérant se répandit en vociférations, et aidé par le contremaître Gailly, il s'abattit sur lui à coup de poings et de pied. Seul dans le bureau, l'ouvrier était sans défense, et ce n'était qu'après « passe, ce à tabac qu'il a pu toucher son salaire.

Après cette triste aventure, il vint, une demande à la mairie, trouver M. l'Inspecteur du travail, confiant en l'intervention de celui qui est censé représenter les intérêts des masses. Son illusion fut vite dissipée. Le plaintes revint lui rendre la demande et lui dit : « Va au tribunal, ça ne concerne pas son Excellence ».

Et c'est là la conclusion de l'affaire, car les moyens pécuniaires de l'ouvrier indochinois ne lui permettent pas de payer un procès

Encore une fois, tant que la liberté syndicale ne sera pas promulguée, le prolétariat indochinois continuera de subir un régime d'exploitation outrancière.

La grande pitié des journaliers des services publics

(Mairie, Travaux Publics et autres...)

Nous avons déjà signalé la situation malheureuse des journaliers des services publics. A l'occasion de l'arrivée du M. Justin Godart, de nombreuses lettres nous sont parvenues. Elles exprimant, toutes, une grande inquiétude, une poignante incertitude du lendemain de ces travailleurs déshérités. Toutes nous demandent d'intervenir, d'attirer l'attention des délégués du gouvernement de Front populaire sur leur sort pour qu'ils soient traités de la même façon que leurs collègues de la Cochinchine. Malgré l'augmentation de leur solde de 15 à 20 %, prévue par arrêté du Gouverneur général le 15 Décembre dernier, leur situation reste encore précaire. Les jours de fête sont pour eux des jours de pénitence. Ils n'osent jamais prendre une décision sérieuse ; leur situation est essentiellement provisoire.

Un statut pour eux les encouragerait à mieux servir l'administration.

Démolition des paillotes

Le Résident-Maire de Nam-Dinh vient d'intimer aux habitants de la ville l'ordre de démolir d'ici au Tét toutes les paillotes, et de construire à leurs places des maisons en briques. Tout retard à l'exécution de cet ordre sera puni d'amende et les prisonniers seront chargés de démolir les paillotes des propriétaires récalcitrants sans que ceux-ci puissent avoir plaintes.

Les propriétaires des paillotes sont des ouvriers et des gagne-petit, il est absurde de leur signifier l'exécution d'un pareil ordre dans un si bref délai, ceux qui réussir ont rarement à joindre les deux bouts. Nous sommes partisans de tous progrès à fortiori de l'embellissement des villes, mais nous demandons :

1° que la démolition soit effectuée au moins dans un délai de 6 mois.

2° qu'une indemnité soit accordée aux propriétaires pour qu'ils puissent, après la démolition de leurs paillotes les reconstruire en dehors du territoire de la ville.

LES GRÈVES A

NAM-ĐỊNH

Les grévistes de la Cotonnière canalisés par les forces policières

6000 ouvriers de la Cotonnière ont cessé le travail depuis le 2 Février 1937

Parce qu'ils n'en peuvent plus

Salaire bas, travail excessif telle est la condition des ouvriers de la Cotonnière de Nomdinh, soumis au même titre que le reste du prolétariat indochinois, à une exploitation grossière et inhumoine.

Trois mois ouparavont, ils ont obtenu de leur patron la promesse d'une augmentation de saloire comme d'une réduction de lo journée de travail, à compter du 1er Janvier 1937. C'était l'époque où les grèves commençaient à se généraliser. Le Directeur de la Société Cotonnière voulait prévenir un mouvement revendicatif de la part de ses employés...

En les trompant. Car, ceux-ci ont attendu jusqu'au 1er janvier, puis jusqu'au 2 Février, sans que rien fût fait pour eux.

Le 2 Février, ils se sont mis en grève.

Ils entrent en grève à un moment où ils ont besoin précisément de travail où ils ont besoin de gagner quelque argent pour les dépenses duraditionnel Tét.

Mais ils ne peuvent faire autrement. La lutte est nécessaire si l'on veut arracher aux exploiteurs des concessions si minimes soient-elles.

Les détails de la grève

Le 2 Février, le surveillont Va essaya une méthode nouvelle. La société se proposont de réduire le nombre d'ouvriers si elle avait a majorer les salaires et de mettre à la porte les femmes et les enfants si elle avait à appliquer les lois sociales. Vo crut lui rendre service en attachant des maintenant 2 hommes au lieu de 3 a une machine. Les travailleurs protestèrent : le contremaître qui intervint sembla plutôt approuver la conduite du est Alors, ensemble, ils quittèrent l'atelier, et sur les 4 000 ouvriers et ouvrières des filatures A et B il n'en resta qu'une centaine à peine.

Le soir, les tisseure et tisseuses au nombre de 200, se joignirent à leurs camarades.

De sorte qu'il y a aciuellement 6000 grévistes é la Coionnière de Nam-dinh.

Les revendications

Malgré l'eogmentation rapide du coût de la vie, les salaires restent stationnaires.

Les apprentis gagnent 0$16 à 0$17 par jour.

Les enfants gagnent 0$16 à 0$18

Et les adultes 0$20 à 0$22.

Le travail à la tâche rapporte journellement 0$20 à 0$25.

Depuis le drame de thi Mân, les brutalités sont devenues rares, mais les surveillonts et contremoitres ne s'empêchent de distribuer de coups que pour distribuer de fortes amendes.

Après 7 nuits de veille consécutives, si vous osez fermer une seule minute les paupières, vous aurez comme punition une semaine de repos force ce qui entraînera pour vous une diminution de salaire de 2p.00

2p.00 d'amende sur un gain de 6p.00 !

Dans ces conditions, les salariés somment l'employeur d'avoir à :

1°) Ne pas réduire le nombre d'ouvriers de chaque équipe.

2°) Ne pas congédier les femmes et les enfants sous prétexte d'application des lois sociales, mais les affecter aux équipes de jour.

3°) Majorer les salaires de 40 %.

4) Ramener la journée de travail à 9h.

5) Supprimer les peines corporelles

6) Abolir le système des amendes

7°) Ne pas renvoyer les grévistes.

A la S.F.A.T.E. la grève a été aussi déclenchée

Vnie dans quelles circonstances

Indignés de l'attitude du Surveillant Herbert qui avait sauvagement frappé leur camarade Huong, les ouvriers de la SFATE, à deux reprises ont arrêté le travail, demandant :

1) le renvoi de Herbert,

2) Une indemnité accordée à Huong.

Le patron n'avait pas encore répondu d'une manière décisive à ces réclamations que déjà Vignal, un contremaître ami de Herbert, infligea à Ké une amende de 1p.20 parce que celui-ci avait témoigné le matin en faveur de Huong.

Le colère des ouvriere, était au comble.

Le lendemain, à l'exception des ourdisseurs et d'une vingtaine d'ajusteure, ils refusèrent tous de venir au travail. Une manifestation a eu lieu devant les ateliere entre 5h30 et 6h.

Les grévistes réclament

1°) Le renvoi Immédiat de la brute Herbert.

2°) La snppression des punitions et des amendes.

3°) Une augmantation de salaire de 30 %. pour les ouvriers travaillant à la journée, et de 30 %. pour les ouvriers travaillant à la tâche.

4°) La journée de 8h.

5° Le repos du dimanche et des jours fériés payé ; un congé annuel de 15 jours avec salaire intégral.

6°) Les assurances sociales en cas de maladie, d'accident..

7°) Un éclairage suffisant pour le travail de nuit.

8°) Le rappel de Ké et de tous les grévistes.

9°) Enfin l'intervention du Résident-Maire pour faire aboutir tes revendications ci dessus posées.

Nnus jnignnns nntre protestation à celle des nuvriers

-Nous présentons ouz délégués du Gouvernement de Front Populaire ce certifical médicol plus éloquent que tout discours

Certificat médicat

Le Docteur Rangier à NamDinh soussigné certifie avoir examiné le nommé Phan van-Huong 24 ans, originaire du village de Thân-cân, canton de Tu-moc, Huyên de Ý-Yên province de Nam Dinh, et l'avoir reconnu atteint de :

Plaie de 2 centimètres du dos du nez et aux faces latérales ;

Ecchymose des 2 paupières, de l'œil droit :

- Plaie superficielle de 5 centimètres de la région du menton à gauche.

Ces blessures nécessitent pour leur consolidation un délai de dix jours.

Le 1er Février 1937

Signé : illisible

L'auteur de cet acte de férocité est le surveillant Herbert de la SFATE de Nam Dinh. L'ouvrier victime Phan van-Huong surveillait to métier n° 101 quand la fantaisie d'une pièce de bois arrêta la machine. Herbert, après force injures et menaces, infligea à Huong une amende de 0p.20. Avec cela 5 jours de travail sans salaire comme réparation. L'ouvrier se plaignit de l'injustice auprès du contremaître. Pour le punir de cette audace, Herbert lui assena, surtout au visage des coups de poing dont nous avons constaté l'effet.

Devant cette agression sauvage d'un des leurs les ouvriers de 142 métiers arrêtèrent aussitôt le travail. Et ce n'est qu'à la suite

L'ouvrier HUONG de la SFATE sauvagement frappé par la brute Herbert

des cris de protestation qui retentirent partout dans l'atelier que Herbert se décida à lâcher sa victime, la laissant à demi-morte au milieu d'une flaque de sang.

Nous joignons notre voix à celle de tous les ouvriers de la SFATE pour protester avec la dernière énergie contre les odieuses voies de fait dont la brute Herbert s'est rendue coupable.

Nous demandons à M. Justin Godart qui vient de mettre pied sur la Terre Tonkinoise d'intervenir en vue :

1) De faire emprisonner le criminel.

2) de faire bénéficier à l'ouvrier victime des indemnités d'hospitalisation, de la solde allière durent le chômage forcé, enfin de lui faire assorer des dommages-intérets et le travail à l'usine le jour de sa guérison.

LES PREMIERS PAS VERS LE RASSEMBLEMENT POPULAIRE INDOCHINOIS

Pour la réception de Monsieur le Gouverneur Général Brévié, la presse quotidienne tant française qu'annamite a gardé un mutisme surprenant.

Aucun appel à la population n'a été fait pour réserver au nouveau chef de la Colonie un accueil dans le moins de convivialité.

Devant cette attitude hostile de la presse bourgeoise, attitude qui rien ne justifie encore, un groupe de Français et Annamites s'est formé en vue d'organiser la réception de M. Brévié qui est, pour nous, avant tout le représentant du Gouvernement de Front Populaire.

Le Comité de réception a fait le 6 février un appel à la population annamite pour manifester sa confiance au Gouvernement de Front Populaire et à M. Brévié.

Il recommande l'ordre et le calme.

Cet appel est signé de MM. Vi van-An, Brochet, Nguyen due Chinh, Capui, Olin, Grimal, Charles Larrivé, Jules Larrivé, Nguyen van-Lô, Trần dinh-Long, Trinh van Phu Nguyên van-tiên.

LAO ĐỘNG TÙNG THƯ

Sắp xuất bản :

Chiên Sĩ Xã-Hội

dn Léon Blum soạn

Nhu' Tùng dịch giá 0p.15

Mua buôn và le xin gửi thơ và mandat cho

MAI-NGỌC-THIỆU

28 — Nguyễn-Trãi — HANOI

Lisez et faites lire

Le Travail

LIBRAIRIE — PAPETERIE — RELIURE

TRAN - VAN - TAN

N° 62, Rue du Coton — HANOI

FOURNITURES GÉNÉRALES DE BUREAU & ARTICLES SCOLAIRES

ACHAT & VENTE DE LIVRES D'OCCASION

RÉPARATION DES STYLOS

Dépôt de style :

BOY, BOY-SCOUT, FIDES, SEMEER, GRAND AIGLE.

Prix défiant toute concurrence

RÉPONSE A LA VOLONTE INDOCHINOISE

Faut-il nous expliquer ?

Indigné des calomnies de la Volonté Indochinoise, un électeur nous a envoyé cet article qui exprime bien l'approbation unanime des hob tants de Honai vis à vis de la candidature de notre camarade Trinh-van-Phu. N.D L.R.

Au premier tour de scrutin, M. Phu a obtenu 568 voix contre 494.

Au cours du tour, il a obtenu 802 voix contre 437.

Il a donc décroché la timbale.

Cette victoire bantement acclamée par le public annamite a soulevé l'opinion d'un quotidien français de la ville, opinion fort préjudiciable à l'honneur des voisins pour M. Phu c'est-à-dire de la majorité des électeure.

Nous avons voulu opposer à cette opinion injustifiée le silence c'est-à-dire l'arme dont nuent jusqu'ici tous les Annamites à l'égard de ceux qui ne cherchent que des occasions pour rabaisser les indigènes.

Mais ce serait le mépriser trop et même violenter notre principe qui est de chercher toujours à combler le fossé qui sépare les deux races française et annamite sur cette terre d'Indochine.

M. Pho est un communiste. Ceis est connu de tout le monde. Mais s'il a réuni 802 voix c'est à cause d'autres raisons beaucoup plus importantes et conveincantes.

Ses programmes de revendications affichés dans tous les quartiers de to ville ne résument-ils pas les vœux de tous les Français épris de justice et de liberté et des Annamites écrasés par le régime qui a pesé et qui pèse encors lourdement sor leur tête ?

A part cela, il reste encore à citer les actes qu'on a faits contre le candidat qoa l'on juge indésirable, actes consistant à faire lacérer des affiches de ce dernier, à en croire le quotidien d'information Viet-Bao à interdire toute réonion électorale qu'il projetait d'organiser, à laisser les chefs de rue, prêts à tous les abus de pouvoir, faire ce qoo bon leur semblait..... L'on n'a qu'à s'adresser à tous les patentés de la ville et ceux-ci de vive presqoo unanimement qu'ils ont été invités, voire forcés à voter pour M. Phuc-Dinh.

Les Annamites clairvoyants, qu'ils soient intellectuels, cordonniers ou commerçants, se sont bien étonnés du cas manifeste fations illégales. En outre, les Chefs de rue qui leur paraissent toujonre indésirables, leur sont connus. Insupportables avec les gens et les paroles trop libres que l'occasion leur autorisait.

Dautre part, ils avaient à choisir un représentant parmi deux candidats dont l'ignorence de l'on est presqno provarbiale et l'activité et la hardiesse de l'autre sont jusqo'ici à toute épreuve.

C'est été donc parattre insensé on simbécilles que d'opter pour celui qui ne voyait en la place vacante dans la Chambre des Représentants du Peuple qu'un moyen do s'approcher des Grands, de s'attirer les faux honneurs et de paraître grand, à son tour, auprès de ceux qu'il eût représentés.

La différence entre les deux candidats est donc bien oette ; la balance électorale s'incline nettement en faveur de celui dont le plus qu'on attend, est qu'il pourra parler et crier.

Aussi presque toutes les voix enlevées été rathées sur son nom malgré les actes de mauvais aloi émanant de toutes parts at à son préjudice.

Les patentés de Hanoi ont su choisir leur représentant parmi les dens et seuls scandidats. Quoi qu'en disent les gens malintentionnés, ils se félicitent d'être déjà en mesure de déjouer les manœuvres entreprises au vue de les tromper, de les écraser et de les exploiter.

Quant à la confiance qu'ils mettent en leur élu, elle n'est pas aussi grande qu'on l'annonce. La Chambre des Représentants du Peuple, telle qu'elle est, paraît presque de nulle utilité pour eux. Mais voter pour celui qui a conservé jusqu'ici un franc-parler sans égal, qui a promis de s'afforcer de crier les oripeaux de ladite Chambre et de démasquer les tromperie et les égoïstes qui y siégent, est une affaire qui s'impose d'extrême urgence.

Certains vont trop loin, dont l'excellent quotidien précité, en craignant que voter pour un communiste ne soit un acte accompli par les Patentés à leur grand dam. Non les Patentés n'attendent pas cette révélation. Ils ne sont pas en effet des citoyens du Japon, des Iles Philipines ou de la Chioo pour espérer on apprêhender à tel point la portée des actes du leur délégué. Sous le régime où ils pâtissent ils ne veulent qu'un crieur et ils attendent que leur élu, M. Pho crie, crie à tante voix les souffrences de tonte nators qui les accablent et appelle les soins et les remèdes qui paraissent les plus urgents.

Bien loin donc do se perdra en des incriminations hasardeuses on da se consumer dans des projets de répression, l'on doit reconnaître, pour être raisonnable et humain, un es triomphe unique jusqu'ici, on pas des Annamites vers le progrès, leur protestation énargique contre toute politique anachronique en vogoe et leur désir ardent de collaborer avec les Représentants du Front Populaire, MM. Brévié, Godart, Moutet, qo'ils considèrent et attendent comme leurs Saints Sauvenrs.

Faut-il ajouter encore que le triomphe de M. Pho est uno excellente leçon pour ceux qui ne veulent et voudront être représentants du peuple qnopar cogonnerie l'ons les faux honneurs, qui jetteront leur argent par la fenêtre pour acheter des voix et s'inclineront devant quelques autorités pour demander leor appui ?

Bravo Phu :

Viva Le Travail :

Vive le Front Populaire !

La foule compacte qui a crié ainsi avec nous, ne s'étonno pas an se voyant traitéo d'simbécilles par l'illustre quotidien détracteur at esclavagista on es ose, car elle a va d'autres « gangsters de la Presse a accnler au suicide M. Salengro et accuser d'aeroporio M. Léon Blum. Un élanimur

...LE NOUVEAU GOUVERNEUR

tre au milieu de la foule. L'un d'eux ayant présenté son autorisation de circulation à un légionnaire fut reçu par cette réponse : e ça, je m'en fons ! »

Comme nous avoos recommandé à tont le monde, quel qu'il arrive, de garder le sang froid coûte que coûte, la foule quoique mécontente de cette rudesse fut cependant calme. Elle attendait impatiente l'arrivée du gouverneur.

15h15. Des avions vrombrissaient dans le ciel légèrement nuageux.

15h30, 21 coups de canons tonnèrent. Le Gouverneur arriva en garée. A ce moment il devait être dans la salle d'honneur écoutant tes discoure officiels. De notre côté on regardait vers la gare. On ne voyait rien à peet la portn d'honneur qu'on avait élevés pour l'occasion.

Enfin les discours durent être terminés. Les légionnaires se raidirent subitement. On vit s'avancer en petoton d'honneur de 40 cavaliers en uniforme rouge que suivit immédiatement une file de voitures les unes découvertes, les autres fermées. Dans la première voiture se tenait M. Brévié an grend uniforme.

Dès que la foule vit passer le gouverneur, sur le signe du chef du service d'ordre une forêt de poioge se leva et instantanément on entendit « Vive le Front Populaire ! » M. Brévié salua. Ce fot ici qu'il rencontra le véritable peuple, le peuple des travailleurs.

A quelques mètres plus loin, jusque le temps un M. Brévié passa on entendit crier « Vive Brévié ! » Plus loin un autre met d'ordre s'élava : « Liberté cyudicale ! » a plus loin encore : « Liberté de la presse ! » et enfin « Amnistie ! » Nous avons partagé chaque coté du trottoir au coq tronçons. Les manifestants qui se tenaient dans l'un de ces tronçons devaient lancer seulement un mot d'ordre. Malgré la vitesse de la voiture qui l'emmenait M. Brévié pouvait entendre tous ces mots d'ordre qui furent lancés successivement et distinctement comme nous l'avons prévu.

M. Brévié avait enfin passé. Les manifestants qui venaient de voir le nouvean gouverneur n'avaient pas oublié M. Godart. Ils pensaient toujoure an délégué du Gonvernement de Front Popnlaire de France. Pour lui ils avaient réservé un magnifique accueil et pourtant ils ne ponvaient pas le recevoir pour la cause q'u'on sait.

Spontanément les ouvriere se tiorsnt par la main et se mirent en rengs serrés et compacts. La jennesse scolaire immédiatement grossit le nombre. Ensemble on se dirigeait vere la Bd Carreau où demaorn M. Godart.

Devant le n° 36 on se réunissait. Des mots d'ordre s'élavèrent précipités. Les poings se/dressèrent soudainement et rendirent un salut symbolique au délégué du gonvernement de Front Populaire. M. Godart n'y était pas. On la savait mais on voulait malgré tout lui dealnar l'accueil sympathique qu'on n'avait pn lui faire il y a quelques joure.

Après un bonrrab d'enthousiasme on se dieperse avec autant d'ordre qu'au mement de l'arrivée.

La jnnrnée se termina ainsi dans la joie générale. On se quittait le nreux de ponvoir manifestor ses sentiments trop longtemps comprimés.

On a démontré sa force. On a démontré sa volonté. On a marqué sa confiance a celui qui tient en main les destinées de l'Indochine. On l'attend à l'œuvre et on espère qu'il ne pas se réveiller] un jour, déçu et mécontent.

Le Marxisme notre force idéologique

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

(*Suite et fin*)

« Le travail, écrit Marx, est d'abord une opération qui s'effectue entre l'homme et la nature, une opération par laquelle l'homme prend l'initiative d'établir un échange matériel avec la nature, une opération par laquelle il dirige et contrôle cet échange. Il se pose lui-même en face de la nature comme agent naturel. Il met en mouvement toutes les forces de son organisme physique, ses bras, ses jambes, sa tête et ses mains afin de s'assimiler l'élément naturel sous une forme utilisable pour ses besoins de sa vie. En agissant ainsi par un mouvement qui s'exerce sur la nature en vue de la transformation, il transforme du même coup sa propre nature. » D'autre part,

« ...requérant de nouvelles forces productives les hommes changent leur mode de production, et en changeant leur mode de production leur manière de gagner la vie, ils changent tous leurs rapports sociaux ; le moulin à bras vous donne la société féodale, le moulin à vapeur le capitalisme industriel. »

On voit quelle importance capitale le matérialisme historique accorde au travail humain et à la technique dans le mouvement de l'histoire sociale. C'est pourquoi les fondateurs du socialisme scientifique voulant prévoir et préparer la société à venir se mettent à étudier attentivement les lois qui découlent des rapports économiques du mode capitaliste, déterminés par les moyens de production c'est-à-dire par la technique actuelle : on voit aussi sur quelles bases concrètes est établi le matérialisme marxiste.

C'est grâce à la science expérimentale et à la technique de plus en plus perfectionnée que l'humanité actuelle s'éloigne de son origine animale, se libère de plus en plus des nécessités matérielles ; les distances se raccourcissent, les océans sont facilement franchissables, les hommes des différents points du globe nagoère s'ignorant totalement se rapprochent, se comprennent. Le mode moderne tend à se niveler au point de vue matériel et l'humanité tend également à s'unifier malgré l'obstacle que présentent les intérêts privés. La vie matérielle des peuples non favorisés par le milieu naturel s'améliore déjà, bien que très lentement encore. Quoi qu'il en soit actuelle la technique soit arrivée à un degré tel que l'humanité sent certes peut mener une vie moins nécessiteuse, une grande partie reste à l'état bestial, alors que l'autre partie est dans le superflu ou vit trop aisément. Le fait que la famine existe à côté de la surproduction caractérise le régime capitaliste dont la structure sociale s'oppose à la marche progressive de l'humanité. La société est dominée par des forces aveugles, conduite par la besard. Des crises périodiques se produisent, ces dernières par le désordre dans la production et dans la répartition des marchandises. Cependant ou décomposition s'agite au bord d'un gouffre. Il se cramponne à la vie, à sa vie, alors qu'il prépare déjà les signes de mort prochaine. De toute part les forces productives grandissent et tendent à briser les cadres trop étroits qui les contiennent. Les bourgeois capitalistes, les maîtres de l'heure, qui jeué aujourd'hui un rôle éminemment révolutionnaire en libérant les peuples du régime servile de la féodalité. Mais de forces révolutionnaires qu'ils étaient, ils deviennent par le changement dialectique des forces conservatrices réactionnaires. Leur rôle est fini ! Les progrès scientifiques et technologiques du monde moderne les submergent. La place appartient d'orca et déjà à la classe économiquement opprimée, la prolétariat qui se lava sur l'arène historique, appelé par sa mission à pour libérer l'humanité et les forces productives du régime capitaliste. C'est lui maintenant qui est la force révolutionnaire, lui qui, complètement déraciné, sans famille, sans patrie, sans propriété, se reconnaissant identique sur toute la terre comme salarié vendant sa force de travail, n'a rien à perdre que ses chaînes.

— La *propriété*, écrit Marx dans la Sainte Famille, en tant qu'elle est forcée de se conserver elle-même, conserve en même temps son contraire, le *prolétariat*. Elle est le côté positif de l'opposition—la thèse — c'est-à-dire la propriété satisfaite d'elle-même. Le prolétariat est le côté négatif de la propriété en tant qu'elle se décompose par et propre contradiction . Le régime de la propriété est ainsi entraîné vers sa propre décomposition. Cette évolution qui s'accomplit à son insu et contre son gré par nos nécessité immanente (la dialectique), ne peut s'effectuer que par le moyen d'un prolétariat que ce régime a engendré à la suite d'une négation de l'humanité, et qui, présent de plus en plus conscience des conditions inhumaines qui lui sont faites, se supprime lui-même en même temps que son contraire (négation de la négation). Alors moment auront disparu aussi bien le prolétariat que son asiagoisme la propriété (synthèse)...

En attendant, dans l'autre partie du Globe, à cheval sur l'Europe et l'Asie, la Russie soviétique, on est en train de faire consciemment l'histoire d'une nouvelle humanité. Les hommes affirment leur domination et sur la nature et sur les forces sociales. La répartition et la production s'exécutent méthodiquement d'après les plans élaborés par des esprits scientifiques qui savent et illuminent. Tous les habitants, appartenant à une vingtaine de races les plus diverses, collaborent activement à l'édification du socialisme pour le grand bonheur de l'humanité. Là, au moins, et entre dans le règne de la liberté, car la liberté, dit Marx, est la nécessité bien comprise...

« Le règne de la liberté commence là où finit le travail déterminé par le besoin et les fins extérieures : par la nature même des choses, il est en dehors de la sphère de la production matérielle. Le civilisé doit comme le sauvage, lutter contre la nature pour satisfaire ses besoins. Il doit le faire dans toutes les formes de sociétés et dans toos les modes possibles de production. Avec son développement s'élargissent à la fois ce règne de la nécessité naturelle et les besoins : mais les forces productives s'élargissent parallèlement, qui satisfont ces besoins. La liberté dans ce domaine ne peut consister qu'en ceci : l'homme en société, les producteurs associés règlent rationnellement cet échange matériel avec la nature, le soumettant à leur contrôle collectif, au lieu d'être dominés par lui comme par une puissance aveugle ; ils l'accomplissent avec les efforts les plus réduits possibles, dans les conditions les plus dignes de leur nature humaine et les plus adéquates à cette nature. Mais un règne de la nécessité subsiste toujours. C'est au delà de ce règne que commence le développement des puissances de l'homme, qui est à lui-même sa propre fin, qui est le véritable règne de la liberté, mais qui ne peut s'épanouir qu'en s'appuyant sur ce règne de la nécessité. » — Marx. Capital XIV.

Voilà brièvement esquissées les grandes lignes du Marxisme. Parce qu'il est toute une conception du monde, nous ne pouvons épuiser la matière en ces quelques pages car cette conception si vivante, si puissante, si riche a introduit dans tous les domaines se rapportant à l'homme et à la nature ; il résout tant de questions : travail, propriété privée, Etat, histoire, art, religion, conscience etc... Et même si nous arrivions à en parler toutes, nous n'épuiserions pas pour cela le Marxisme car il vit avec le mouvement perpétuel du monde ; il accompagne pas à pas les acquises de la nature qui lui apportent de jour en jour des preuves et des documents qui l'enrichissent. — « Il est irréfutable, écrit le professeur et savant Prenant, à condition que ces contenus soit toujours déterminé par l'expérience scientifique et pratique. Mais sans humilité à l'égard de l'expérience le matérialisme marxiste se remierait lui-même ».

Espérons que ces lignes suffisent d'attirer l'attention de nos camarades sur le Marxisme de la juste compréhension leur donne une méthode scientifique dans leur action sociale. C'est par l'ignorance des lois économiques qui régissent les phénomènes sociaux que les meilleures petits-bourgeois de toutes nuances, bâtissent leur société sur des chimères et que leur action se couvre en efforts vains et puérils.

Passez votre soirée au

REX - BAR

Route de Kham Thiên

Consommations de choix
Gentillesse Charmantes

OPINIONS FRANÇAISES

L'ancien directeur-Fondateur de l'Argus Indochinois nous écrit :

Hung Yen, le 21 janvier 1937

Cher M. Tien,

Vous m'avez demandé mon opinion, voici quelque temps, sur le Programme politico-social publié dans votre journal du 8 courant. Fort occupé par l'impression d'une brochure que je vais faire bientôt paraître sous le titre *Les Destinées de l'Indochine*, il ne m'a pas été possible de vous donner satisfaction aussi vite que je l'aurais voulu. Veus voudrez bien m'en excuser.

Votre Programme me paraît bien étudié et l'estime que j'ai pour lui est d'autant plus sincère, qu'il s'apparente de très près avec celui que j'ai élaboré et que vous lires dans la brochure en préparation, précitée.

Pendant une chose nous sépare, la Rédaction du *Travail* et moi : votre jeunesse pétnisante et ma vieillesse rassie. Vos camarades et vous, demandez que ce beau programme soit réalisé intégralement et immédiatement, à l'âge heureux qui est le vôtre et où rien ne semble impossible quand on a l'âme bien trempée, j'oense probablement maintenant la même bouillante impatience, sans me préoccuper d'autre chose que de la satisfaction immédiate de une désirs généreux. L'expérience cruelle de la vie — bénies, combien volontiers je la troquerais contre votre juvénile impétuosité ! — m'a rendu prudent et patient...

Les réformes dont vous poursuivez l'exécution sur un rythme accéléré, ne me paraissent pas toutes applicables spontanément, en raison du *grand retard* qui handicape si lourdement les masses laborieuses de votre pays — qui est devenu aucal le mien — Certaines des mesures que vous envisagez avec juste raison, ce pourrent pas être prises avant longtemps selon moi, sous peine de subir gravement sox lotcrets de ce pauvre peuple si profondément ignoreot. Bien des progrès ne pourrent pas être atteints avant que l'instruction ait été largement diffusée en l'ndochine... Ues écoles en nombre insuffisant, ne ce qui presse le plus. *Quand le niveau d'instruction sera suffisant, le reste viendra tout seul.* Qu'on le veuille ou non, les Indochinois seront alors obtenir *toutes* leurs libertés.

Je crois donc que le meilleur moyen pour l'état actuel des choses, est de collérement cella «fondamentales des *droits civiques*. L'élection à la Chambre des Représentants du Peuple de dimanche dernier a dû très certainement montrer à votre ami M. Pen, combien le collège électoral était peu préparé à mener à terme délicate qu'est le bulletin de vote. Et pourtant il s'agissait d'un *cens* électoral plutôt « avancé » comparativement avec celui des campagnes, puisqu'il s'agissait de citadins commerçants, donc d'hommes relativement instruits et intelligents... Je n'en veudrais de faire ici des réflexions désobligeantes ; aussi, si vous le voulez bieo, nous remettrons cette discussion à un peu plus tard, après la parution de mon étude, si le cœur vous dit d'entamer une polémique amicale au sujet des objections que reoferme mon travail aur ce point très délicat.

Cette restriction faite, je ne puis qu'approuver dans ses grandes lignes votre généreux programme et malgré les divergences doctrinales qui nous separeot — mais nous séparent-elles tant que cela ? — vous me trouverez toujours à vec côtés pour combattre l'injustice, l'oppression et les méfaits abominables des Requiox de la Finance.

En résumé, toute ma sympathie est acquise à votre vaillante feuille. Soyez comme un vulgaire citron à l'écrasement inexorable et méthodique de l'infâme Presseur Capitaiste, noire pauvre Indochine, jadis si riche et aujourd'hui si misereuso aorait besoin de beaucoup d'organes de défense de geore TRAVAIL.

On peut ne pas approuver entièrement vos théories sociales, il est impossible de ne pas rendre hommage au but de libération que vous poursuivez avec taut de dignité et de courage.

Bieo cordialement.

A. Clémenti

Nous remercions bien sincèrement M. A. Clémenti de la sympathie qu'il a bien voulu nous témoigner.

Cette sympathie qui nous vient d'un vieux lutteur comme M. A. Clémenti nous est d'un grand réconfort.

Cependant, qu'il nous soit permis de faire remarquer à M. A. Clémenti que son scepticisme vient du fait qu'il a sous-estimé la conscience politique des masses coloniales.

Les résultats des dernières élections en constituent une éclatante manifestation.

Evidemment, il faut instruire le peuple. Car l'instruction, de tous les temps, sous tous les regimes, est un facteur de progrès.

Mais pour pouvoir le faire, il faudra d'abord s'attaquer au régime d'obscurantisme et de privilèges qui nous lient encore de toutes parts.

Notre lutte pour élever le niveau matériel et culturel des masses doit être avant tout une lutte politique.

Il faut que nous jouissions de certains droits inhérents à la personnalité humaine pour pouvoir parler et agir en homme.

N. D. L. R.

VERS L'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL BRÉVIÉ ET LE DROIT SYNDICAL

Au représentant ouvriers de Saigon M. le Gouverneur Général **BRÉVIÉ** *a nettement déclaré qu'il accorda la liberté syndicale aux masses laborieuses pour leur permettre de s'organiser en vue de défendre leurs intérêts professionnels.*

Puisant, M. le gouverneor général ne fera que régulariser une situation irrégulière qui a duré depuis trop longtemps et contraire à la loi du 12 mars 1920 ayant déjà pour son article 5 la loi de 1884 applicable à toutes les colonies.

Nous croyons utile d'exposer aujourd'hui le régime juridique des syndicats en France. Nos camarades militants pourront s'en inspirer pour essayer d'organiser quelques embryons de syndicat parmi nos camarades ouvriers les plus avancés.

* *

I — Comment s'constituer un Syndicat

Un Syndicat n'est valablement constitué ao noint de vue légal que s'il possède des statuts régulièrement déposés à la mairie du lieu où il est établi (à la *Préfecture de la Seine pour Paris*)

La première formalité à remplir consiste donc à rédiger ces statuts sur papier libre, et à en effectuer le dépôt en double exemplaire. Aucune formole spéciale o'est imposée, ils doivent simplement renfeoir le but du Syndicat, son titre, son siège social, le mode d'admission des adhérants, les causes susceptibles de entraîner leur exclusion, le montant des cotisations, le mode de nomination des administrateurs et le nom de toos ceux qui, à un titre quelconque (secrétaire, trésorier etc...) seront chargés de son administration. Ce dépôt doit être renouvelé à chaque changement de directeo ou des statuts.

Les administrateors doiveot être Français et jouir de leurs droits civiques. Les membras du Syodicat doivent exercer la profession de ce Syndicat. Toutefois les personnes qui ont quitté l'exercice de leur profession de leur fonction peuvent continuer à faire partie du Syndicat si elles ont exercé cette professiei pendant au moins ou an. Les femmes mariées peuvent adhérer a un Syndicat et participer a es direction

Les mineurs âgés de quinze de seize aos oe peuvent y adhérer que si leor tuteur o'y fait pas opposition et ils oe peuveot pas participer à sa directioo. Quant aux étrangers, ils peuvent sous seulement s'affilier à un Syndicat composé de Français mais même dans ce cas Syndicat soient Français l'ont membre d'un Syodicat peut se retirer à chaque instant de l'association. Il conserve dans ce cas le droit d'être membre des Sociétés de Secours mutuels et de pensieo de retraites pour la vieillesse à l'actif desquelles il a contribué par des cotisations ou des versements de fonds. Mais le Synd cat conserve toujours le droit de lui réclamer la cotisation afférente aux six mois qui ont suivi sa démission.

Les fondateurs ou administrateurs de Syndicats qui omettent de faire la déclaration légale et le dépôt des statuts sont passibles d'une amende de 16 à 200 f anca. En cas de fausse déclaratioo relative aux statuts et au nom des administrateurs l'amende peut être portée à 500 francs.

Dans les deux cas la dissolution do Syndicat peut être également prononcée par les tribunaux à la requête do Procureur de la République.

II — Capacité juridique des syodicats

Les pouvoirs des syndicats soot très étendus. Ils peuveot faire peor la défeose des intérêts ecooomiques industriels, commerciaux et agricoles de la profession qu'ils représeotent, tant ce que peut faire une personne civile pleioement capable.

L'article 5 de la loi 1884 précise notamment qu'ils peuvent coostituer eotre leurs membres de caisses spéciales de secours mutuels et de retraites ; affecter une partie de leurs ressources à la créatioo d'bstitutioos à beo marabé et à l'acquisition de terrains peur jardios ecoverriers, éducation physique et hygiène ; créer administrer et subventionoer des œavres profeesiooolles telles que ecoles et publicsioos intéressant la profession, œuvres d'éducation, laboratoires, institutions de prévéyaoce ; subreotionner des sociétés coopératives de producteion ou de consommatioo ; passer des cootrats collectifs, posséder, acheter ou recevoir des biens meubles eu immeubles, intervenir devaot les tribunaux dans tous les litiges ralatifs à des faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la professeo qu'ils représeotent ; déposer leurs marques ou labels, etc...

Nous ne retiendrons cependant de tous ces objets que les plus importants.

III Cootrats collectifs de travail

L'article 31 du code du Travail définit ainsi le contrat collectif.

« Ceat, dit-il, un contrat relatif aux conditions de travail conclu entre, d'uoe part, les représentants d'un Syndicat professioenci eu de leut autre groupement d'employés et, d'autre part, les représentants d'un Syodicat professionnel ou de tout autre groupement d'employeurs ou plusieurs employeurs contractant à titre personnel ou même un seul employeur.

Il détermine les engagemeois pris par chacune des parties covers l'autre partie et notamment certaioes coodiitoos auxquelles doivent satisfaire les cootrats de travail individuels eu d'equipe que les personnes

(*Suite en 4e page*)

THÂM HỌA CỦA CHIẾN-TRANH : ĐỒNG-BÀO LẠI BÁN GIẾT ĐỒNG-BÀO ; TỰ-DO, CÔNG BÌNH, NHÂN-ĐẠO DÀY SẾO DƯỚI GÓT GIÀY QUÂN PHÁT-XÍT ; TRONG SÁCH :

TAY-BAN-NHA 1936

ALIMENTATION GÉNÉRALE

AN-YENG

2 et 4 Bd Dông-Khanh, Hanoi
Téléphone n° 118

Expéditions dans l'intérieur
Gros — Demi-gros et Détail
Envoi prix courant sur demande.

ACHETER

Les nouveaux modèles

CHEVROLET

Freins hydrouliques puissants — Corrasserie aérodynamique « Tout acier » — Malle orrière — Deux raues de secours

GARAGE AVIAT

Angle Bds Rialan et Gambetta
HANOI

TRAC salon de coiffure — TRAC

86 Rue du Chanvre — Hanoi

LY-SENG-BAO

Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Paniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze

Foire da Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

POUR VOUS FAIRE BEAU
POUR ÊTRE JEUNE
FAITES-VOUS RASER AU

SALON DE COIFFURE

Pham Manh - Kha

LE RENDEZ - VOUS
DES HOMMES CHIC

Essayez les Chaussures
de la
Maison CU-TAI

174 Rue du Chanvre, Hanoi
et vous serez ravis de leur élégance la mains coûteuse
jalote pourtant à
la plus parfaite solidité.

Teinture — Détachage
Dégraissage

PhamTa

23, Boulevard François-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Huê Dân

NGUYÊN - VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs — Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre esprit à faire et notre conscience professionnelle

Etablissements **HAM-THAI**

N° 302 Route du Khâm-Thiên Hanoi

fabrique

des capsules et boites métalliques de toutes dimensions

Spécialité : lampe à pétrole

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

dit

TRINH - ĐINH - KÍNH

65—Rue des Paniers, Hanoi

Chez **Khôi-Ky**

Travaux de vitrerie

Glaces d'installation et pour Pare-Brise d'auto

Etalages et vitrines

Machine pour biseautage chanfreinage

38 Ferblantiers — Hanoi

Télép. n.° 858

La BANQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES

Chân - Long

8, rue Paul - Bert
35, rue des Paniers **HANOI**

SPÉCIALITÉ :

de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants.

Qualité — Fantaisie

Prix — avantageux

Évènements d'Espagne

Madrid assassinée

par César Falcon (Madrid)

Le communiqué de guerre, tous les jours, avec une tragique monotonie, annonce la même information ; les avions factieux ont jeté plusieurs bombes sur divers quartiers de Madrid. Cette nouvelle témoigne de l'épouvantable martyre de Madrid. Les avions allemands et italiens ne cessent leurs attaques. Ils guettent la ville à chaque heure du jour et de la nuit. La crainte des aviateurs antifascites les empêche d'attaquer franchement. Nous sommes déjà habitués à les voir fuir dès qu'apparaissent à l'horizon nos appareils de chasse. Mais ils s'abattent sur la proie désarmée lorsqu'il leur est possible de l'attaquer sans péril.

Madrid vit ainsi dans la constante inquiétude de ne pas savoir à quel moment s'abattre sur elle la mitraille ennemie. Les avions fascistes préfèrent agir la nuit. Tandis que la cité dort, profitant des ténèbres on aux premières lueurs de l'aube, les bombardements commencent. Les bombes sont jetées à l'aveuglette, dans l'unique préoccupation de causer le plus grand nombre de victimes innocentes et de faire auxiliaires. Les maisons entières sont réduites en poussière. La mort surprend les habitants aux heures les plus inattendues : durant le sommeil, le repas ou au travail. Des femmes et des enfants s'abattent, frappés par la mitraille. Les aviateurs nazissants ont une préférence morbide pour les foules. La rareté des vivres obligent les femmes à former de longues files aux portes des boutiques. A côté d'elles, les enfants font de joyeuses rondes. Des centaines de femmes et d'enfants sont rassemblés ainsi dans les rues. Les avions rebelles descendent rapidement à cent cinquante ou deux cents mètres, et décident, avec leurs mitrailleuses ces femmes.

Le raffinement fasciste a trouvé dans les bombes incendiaires un puissant instrument de mort. La maison qui échappe à la bombe est anéantie par l'incendie. Au milieu des froides nuits de décembre, de pauvres maisons brûlent lentement, les habitants qui n'ont pas été atteints par la mitraille ou qui n'ont pas péri dans les flammes ou sous les décombres demeurent livrés aux intempéries, les bombardements aériens sont remplis par les canonnades des batteries rebelles. C'est sans interruption que tombent dans les quartiers ouvriers obus et projectiles de tous calibres. Depuis le calibre 70 jusqu'à 240. Les projectiles détruisent des étages entiers. Ils tombent dans les appartements et éclatent au milieu des familles. Tandis que nos canons visent uniquement les positions rebelles, les concentrations de troupes, les convois d'armement, ceux de nos ennemis s'acharnent particulièrement sur les maisons sans défense. Des quartiers entiers, comme celui de Argüelles, habités presqu'exclusivement par des ouvriers et des intellectuels, ont été rasés. Madrid, cependant, ne se rend ni ne se rendra jamais. Tant qu'il restera un combattant, la lutte continuera et le fascisme trouvera en face de lui un fusil destiné à lui barrer la route. Les hommes sont derrière les barricades. Les femmes et les enfants refusent d'évacuer la ville. Ils veulent demeurer auprès de ces murs glorieux, s'ensevelir sous eux. Une haine immense du fascisme, des crimes qu'il commet dans la ville, enflamme l'esprit des Madrilènes. Une émulation héroïque paralyse les travaux d'évacuation. Le parti communiste travaille sans arrêt pour entraîner hors de la ville, les femmes, les infants, les vieillards, tous ceux qui ne peuvent combattre en qui ne connaissent pas à des travaux de guerre. Mais une volonté héroïque étreint avec tant de force les âmes que nul ne veut partir. Personne ne veut abandonner à son martyre la cité la plus glorieuse et la plus vaillante d'Espagne.

Pourtant, sur toutes les lèvres on retrouve la même interrogation. Que font les antifascistes étrangers ? Que font les grandes masses populaires d'Angleterre et de France ? Peuvent-elles permettre que le fascisme sanguinaire ainsi que des villes civilisées les plus belles du monde ? Peuvent-ils tolérer plus longtemps que leurs gouvernements abandonnent le peuple qui est en train de lutter avec un courage sans limite pour la liberté et la paix de tous ? Est-il possible que ne se soit pas encore déclenchée, dans tous les pays démocratiques d'Europe une énergique vague de protestation contre les forçats de la non-intervention, contre les saboteurs de la lutte du peuple espagnol ? Est-il possible que le drame épouvantable de Madrid où sont en train de disparaître sous la mitraille fasciste, sous les bombes des avions allemands et italiens, des femmes et des enfants, les tableaux de Velasquez et les livres de Cervantès, les ateliers de nos ouvriers et les laboratoires de nos savants, ne fasse pas se dresser avec colère tous les hommes cultivés, tous les hommes civilisés du monde ?

La tragédie de Madrid, ce n'est pas là une phrase littéraire. C'est la réalité la plus atroce de notre époque. Madrid est la première ville civilisée du monde qui subit l'attaque de la barbarie fasciste. Par ces maisons démolies, ces femmes et ces enfants éventrés, ces musées et bibliothèques détruits, ces multitudes désemparées, sans foyers ni abris, contraintes de se réfugier dans les couloirs du métro, par ces milliers de morts, Londres, Paris, Bruxelles peuvent voir ce que sera leur sort quand le fascisme les attaquera, lorsque Hitler et Mussolini lanceront sur la France, l'Angleterre et la Belgique leurs bombardiers. Alors les démocraties européennes comprendront l'immensité de la faute qu'ils sont en train de commettre en n'obligeant pas leurs gouvernements à défendre la liberté et la démocratie espagnoles avec la même générosité et le même dévouement avec lesquels le gouvernement et le peuple de l'Union Soviétique viennent en aide à l'Espagne.

Si les fascistes parvenaient à entrer à Madrid ils ne rencontreraient qu'un amas de ruines. Le peuple madrilène défendra la ville pied à pied, pierre à pierre. Le peuple de Madrid est en train de remplir son devoir de peuple cultivé, il verse des torrents de sang pour la liberté ; il exerce des milliers de ses fils pour la défense de la démocratie. Peu de peuples ont assumé avec autant d'héroïsme leurs responsabilités historiques. Les autres peuples civilisés accomplissent-ils également leur devoir ? Nous avons tous en ce moment à important d'immenses responsabilités. La barbarie fasciste nous menace tous. Le peuple de Madrid, qui a résisté durant un mois déjà aux attaques, qui a inscrit pour toujours sur les barricades, l'épisode le plus glorieux de la lutte antifasciste en Espagne, a le droit d'exiger des autres peuples démocratiques et antifascistes qu'ils prennent leurs responsabilités avec le même courage.

VERS L'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

(suite de la 3è page)

liées par la convention passent, soit entre elles, soit avec des tiers pour le genre de travail qui fait l'objet de cette convention.

En d'autres termes, le contrat collectif est essentiellement un traité passé entre patron et ouvrière dans le but de fixer certaines conditions de travail. La loi du 25 Mars 1919 impose à ces contrats certaines conditions de forme c'est ainsi que la convention doit être obligatoirement constatée par écrit et ne peut entrer en vigueur que du jour où elle est déposée au secrétariat du conseil des Prud'hommes ou, à défaut au greffe de la justice de Paix du lieu où elle doit être appliquée. La partie contractantes peuvent convenir qu'elle cessera valable dans un seul établissement, ou dans plusieurs ou dans une région déterminée. Mais, à défaut d'indications précises sur l'étendue de son application, celle ci restera limitée au ressort du Conseil des Prud'hommes qui aura reçu le dépôt.

Quant aux personnes liées par la convention, ce sont :

a) Les patrons et les ouvriers signataires de cette convention ainsi que ceux qui leur ont, individuellement et par écrit, donné mandat spécial pour traiter en leur nom.

b) Ceux qui, au moment où la convention est conclue, sont membres d'un groupement signataire de la convention si, dans un délai de huit jours à partir de son dépôt, ils n'ont pas donné leur démission de ce groupement et notifié dans le même délai cette démission au Secrétariat ou au Greffe où le dépôt a été effectué. Ce délai est réduit à trois jours quand la convention a pour but de faire cesser une grève ou un lock-out.

c) Ceux qui sont membres d'un groupement adhérant ultérieurement à la convention.

d) Ceux qui, postérieurement au dépôt de la convention entrent dans un groupement lié par cette convention.

e) Les employeurs qui n'appartiennent pas à un groupement lié par la convention mais y adhèrent directement.

Les clauses de la convention collective s'imposent à toutes les parties qui ne peuvent y déroger par aucune stipulation contraires. Les personnes ayant toute infraction à leur loi commune pour demander des dommages et intérêts. Les Syndicats, en particulier peuvent agir en intervenir en justice pour obtenir le respect du contrat.

Blennorrhagie aigue ou chronique

traitement antiphlogistique traitement suppressif.

Drogues très efficaces, tarissant l'écoulement en 3 jours.

Syphilis : toutes les périodes

traitement symptomatique et causal.

ĐUC THỌ ĐƯƠNG

241 Route de Huê — HANOI

Diên - Tùng

Architectes diplômés

Angle Rue Pottier et Av. Beauchamp

Par les temps de vérité
Sortir est une chose malaisée.
Un pousse **An-Thai** *modèle de cette année,*
Vous mène partout en toute sécurité.

AN-THAI

2, Ngusi-in-Trong-Hiệp, 2 HANOI

Grande fabrication de pousse-pousses moderne — Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

Draperies—Lainages
Fournisseur en gros pour tailleurs

TAN-MY

Grand Tailleur

5, place Négrier — Hanoi

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorrhagie aigue ou chronique - Syphilis : Toutes les périodes

Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau. Facile et Radical

CABINET MÉDICAL

Dr Trần-Văn-Sang

78 Rue du Papier — HANOI

Bàu buôn và bàu lê các thứ bàng [illegible] giây thep [illegible] sán
Gi[illegible] bàn bàng
Tàc [illegible] một tấc
Hàub [illegible] —
Bào-ugur [illegible]
Công-nhi-xi (gián chất) [illegible] một

S. E. X. P.

Các ngài ở tỉnh xa về Hanoi, xin nhớ lại thăm giàn hàng bàn lề của bàn hàng ở số 13 ranh cho Đồng Xuân.

Ở xa muốn mua buôn xin gửi thư về :

Boîte postale n° 84 Hanoi

Tiền nhiều dai lý các tỉnh

LABORATOIRE DE PROTHÈSE DENTAIRE

SINH - SINH

50, Rue Jules Ferry, 50

Hanoi — Tonkin

Hiệu Sơn tổ chất Đông-Pháp

Car, considérée en elle-même, la monnaie ne satisfait à aucun des besoins des hommes. Ce n'est pas avec de l'or qu'on mange, qu'on est abaissé ou qu'on se vêt, qu'on bâtit ou qu'on orne une maison, qu'on cultive la terre ou qu'on construit une machine. Nous ne sommes venus, peu à peu, à considérer l'or comme le signe représentatif de toutes les valeurs, mais il n'est pas par lui-même une valeur si on n'est pour les arts industries qui l'emploient comme matière première. Un compte dans une banque n'est pas autre chose qu'une certaine quantité de monnaie mise au dépôt et que le dépositaire s'engage à nous représenter ser notre demande. Les ruses ou les actions ne sont pas autre chose que des monnaies à valeur variable et producitrices de revenu annuel. A l'origine de compte, il y a une versement de numéraire. A l'origine du titre de rente ou de l'action, il y a une opération de placement, c'est-à-dire l'échange de la valeur mobilière contre une certaine quantité d'or en de billets. Toute cette première catégorie de rapports ne représente donc, sous une forme simple ou compliquée, directe ou indirecte, que la monnaie et ses divers modes de transformation.

Nous pourrions en rechercher ensemble l'origine, et nous nous convaincrions aisément que dans l'immense majorité des cas la possession de numéraire, sous ses multiples formes, ne correspond nullement au travail personnel de l'homme qui le détient, que cette valeur a été créée, avant lui, en dehors de lui, par le travail des autres hommes. Mais je préfère insister sur le fait essentiel, à savoir qu'il s'agit uniquement ici d'une valeur imaginaire, d'une valeur de convention, que, sous aucune hommes, quels que soient la monnaie comme on veut les enfants jouer avec des jatous ou des cailloux, et qu'on pourrait la supprimer d'un trait de plume sans que la consistance vraie du monde fût changée en rien. La somme de richesses réellement engendrés pour les besoins des hommes fût diminuée d'un morceau de pain. Ou sans à mainte et mainte fois affirmé que même sous cette première forme le capital était indispensable à la vie des sociétés. A quelle fonction vitale des sociétés soutait-il donc nécessaire ? Parler ainsi — comme on le fait chaque jour, c'est commettre une confusion puérile entre les capitaux eux-mêmes, et les produits en marchandises de toute espèce que, dans l'économie actuelle, ils représentent et permettent seuls d'acquérir. Les espèces ne sont pas nécessaires, et ne peuvent se soudier qu'en vertu d'une fiction, d'une convention universelle. Ce n'est pas, je le répète, avec de l'argent que l'on monte une usine ou que l'on rend une terre productrice, c'est avec des matériaux et des outils que l'argent n'a pas produits qui subsistaient sans lui. Ce n'est pas en réalité avec l'argent qu'on paie des salaires, c'est avec les denrées de toute sorte qu'on échange aujourd'hui contre l'argent, mais qui sont produites sans lui, et qui pourraient être réparties par un autre moyen. Si vous voulez apprécier l'importance relative du travail et des capitaux dépensés, songez qu'on pourrait retirer du monde, sans l'appauvrir, toutes ces richesses monnayées, alors qu'on n'en saurait retirer, sans paralyser sa vie, un seul jour du travail quotidien des hommes. Cependant la possession de ce signe conventionnel, de ce simulacre, assure aux heureux élus, comme dans les contes de fée, tous les bienfaits et la satisfaction de tous les vœux : le droit de ne pas participer par leur travail au labeur commun du monde, le droit de prélever un large tribut sur ce que produit le travail des autres, le droit de faire fleurir leur paresse et leur faste sur le surmenage et la misère de la multitude. Nous yeux et notre esprit sont accoutumés à ce spectacle ; nous en sommes venus à le juger naturel. Si nous en trouvions le tableau dans quelque récit d'espionstour, ou dans les voluns imaginaires d'un Rabelais ou d'un Swift, son absurdité nous saisirait autant que son injustice.

J'en viens à la seconde classe des capitaux ; la terre, son sol et son sous-sol, les forces qu'elle recèle, les bâtiments que la couvrent, les engins de toute sorte dont l'industrie humaine a peuplée. Ici, c'est autre chose. Ce capital est réel. Il représente notre vrai patrimoine, notre vraie richesse. Il est si peu indispensable à notre vie que le travail, puisque c'est à lui que le travail s'applique, c'est lui que le travail fait valoir. Ces richesses communes de la terre sont la condition même de notre existence ; aussi le labeur continu des hommes a-t-il eu partie créée, en partie augmentée. Et si l'avenir peut nous promettre de plus en plus un bien-être, de plus en plus de confort et de sécurité, c'est par leur exploitation plus exacte et plus

POUR ÊTRE SOCIALISTE

par Léon Blum

assuré. Mais, s'il en est ainsi, comment concevoir que ces qui est nécessaire à la totalité des hommes demeure la propriété exclusive de quelques-uns ? Où sont leurs titres ? Le capital utile du monde est, pour une part, le don gratuit de la nature, pour l'autre part, l'héritage du travail séculaire de l'humanité, car toutes les générations qui se sont succédé sur cette terre y ont tour à tour ajouté leur part. N'avons-nous pas tous la même vocation aux richesses naturelles ? N'en sommes-nous pas tous, en naissant, propriétaires égaux et indivis comme de l'air et de la lumière ? N'y avons-nous pas tous le même droit, contre le même devoir, — le devoir de les entretenir et de les accroître dans la mesure de nos forces. Quel jeur, pour rapprendre le mot d'un poète, avons-nous comme droit vendu notre part de l'héritage ? Et leur en qu'a incorporé à la nature, depuis des centaines et des milliers de siècles, depuis qu'homme a paru sur cette terre, le travail accumulé des générations, comment nous peignée d'individus a-t-il engagé-t-elle le pouvoir d'en délenir, à elle seule le profit et l'usage ? C'est à tous les hommes que doit revenir ce bien créé par tous les hommes. C'est la collectivité présente qui est la seule héritière légitime de la collectivité inactive du passé. Le nécessité communs, l'origine commune, voilà ce qui justifie doublement la communauté du capital, en tant que le capital représente l'ensemble des richesses naturelles et des moyens de production.

Il y a donc cette vérité quelque chose d'éclatant et de nécessaire, si l'on n'en peut plus détacher ses yeux dès qu'on l'a clairement saisie une fois. Pourtant, il est naturel qu'elle ait longtemps échappé à l'intelligence humaine. Durant de longs siècles, le travail humain n'est pourvu dans un état de dissémination extrême et d'ignorance réciproque. Courbé sur sa tâche isolée, n'apercevant rien de celle qu'accomplissaient ailleurs les autres hommes, n'employant guère à son effort particulier que ses propre force, le travailleur admettait, ajoutait à sa personne un instrument de travail. Le petit esbmp que le paysan cultive, le marteau du fergeron, le métier du tisserand leur semblaient comme un prolongement de leurs bras. Cet aspect individualiste du travail semblait ainsi justifier, en même sngendrer la propriété individuelle. Mais depuis cent cinquante ans, les grandes industries et les grandes agglomérations d'hommes se sont formées. L'exploitation des richesses naturelles n'est plus remise à l'effort mercelé des individus. Les besoins accrus du monde ne peuvent plus être satisfait, la population multipliée du monde ne peut plus subsister par la totalité sous de tâches distinctes et indépendantes. Les moyens de production sur lesquels repose l'existance de toulvers moderne se séparent de plus en plus de la personne qui les mania pour s'ajuster dans un ensemble organisé. L'univers a pris de plus en plus la figure d'une usine immense et unique dont tous les rouages solidaires concourent à une même fin. Chaque jour nous voyons ces ressorrer ces liens ou dépendance mutuelle entre les capèces multiples de moyens de travail et de travailleurs. L'économie d'autrefois les absorbenait chacun à son libre jeu, à son initiative autonome. L'économie d'aujourd'hui les assemble, bon gré mal gré, dans des combinaisons et des disciplines collectives. Bientôt, les nécessités même de la vie du monde obligeront de soumettre à des directives d'ensemble — non seulement nationales mais universelles — les fabrications et les entrées, la distribution des matières premières et la répartition des produits. Il le faudra, pour parer à la disette des produits, à l'insatisfaction de la main-d'œuvre ; il le faudra pour assurer l'équilibre entre la production globale du monde, et la croissance continue de la population et des besoins. Le capitalisme lui-même, sous la pression de cette nécessité, avait dû s'orienter, pendant les vingt années qui ont précédé la guerre, vers l'organisation centralisée de l'industrie. Mais ce corps unique, dont dépend maintenant la vie du monde, qui dans sa qualité pour en régler les fonctions essentielles, qui doit en diriger les mouvements, qui donc doit raccueillir le fruit de son activité universelle ? Quelques privilégiés ? Non certes, la collectivité entière et universelle des hommes. Et ainsi, les forces collectives de la production moderne viennent ajouter une justification de plus, imposer comme une nécessité de plus, aux formes collectives de la propriété.

Imp spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trần-văn-Phú

2e ANNÉE N° 22 — LE NUMÉRO 6 CENTS. — VENDREDI 19 FÉVRIER 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiêu — Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60, Adresser les mandats à M. Trịnh-Văn-Phú, Administrateur — Administration-Rédaction : 28 Nguyễn Trãi, — Hanoi

Les renvois arbitraires des centaines d'ouvriers soupçonnés d'avoir pris une part active aux dernières grèves constituent une provocation intolérable de la part des patrons intransigeants qui ne veulent pas comprendre la nécessité d'améliorer les conditions de travail des salariés de ce pays.

Ceux-ci en ont assez d'être odieusement exploités et opprimés.

La liberté syndicale s'impose d'urgence.

Les lois sociales vont-elles enfin être appliquées !

L'application des lois sociales qui devaient être mises en vigueur à compter du 1er janvier dernier n'est pas encore un fait accompli à l'heure actuelle. Ce retard a deux causes : la première, l'hostilité du Patronat représenté par les Chambres de Commerce et d'Agriculture ; la seconde, la mauvaise volonté évidente des Pouvoirs Publics.

Que le Patronat s'oppose à l'application des lois sociales, qu'il s'efforce é en retarder la mise en vigueur, rien de plus naturel ; au contraire, nous avons été surpris, mais que l'Administration fasse cause commune avec le Patronat, c'est inadmissible. Aucun doute sur ce dernier point ; un fonctionnaire du bureau de la Législation au Gouvernement Général déclarait à qui voulait l'entendre, quelques jours seulement avant l'arrivée à Hanoi de M. Grévié, *qu'on en avait plein le dos des Lois sociales et qu'on espérait bien qu'elles ne seraient jamais appliquées.*

Il faudrait posséder une certaine dose de naïveté pour s'étonner d'un tel propos. Les Administrateurs des Services Civils, quelques exceptions près n'ont ils pas toujours professé le plus complet mépris envers les travailleurs indochinois ? Ce mépris n'est il pas partagé par la grande majorité des budgétivores des autres services ? L'amélioration des salaires de la masse des travailleurs peut paraître, si on n'y met pas bon ordre, provoquer un certain renchérissement du coût de la vie. Perspective désagréable pour ces-gens qui sont légion — qui considérent l'Indochine comme une vache à lait et entendent bien, durant leur séjour en ce pays, se constituer un chiffre appréciable de rentes, en sus de leur pension de retraite.

M. le Gouverneur Castex Brévié est maintenant à pied d'œuvre ; osons espérer qu'il mettra fin aux atermoiements injustifiés de M. le Bureau et que les lois sociales seront appliquées sans plus tarder.

Mais qui donc va surveiller l'application par quelles autorités seront constatées les Infractions ? Il ne fait pas l'ombre d'un doute que, tant que les importantes et délicates fonctions d'Inspecteurs du Travail seront détenues par des Administrateurs des Services Civils ou des fonctionnaires genre Guerrier, les réglementations nouvelles resteront lettre morte « La crainte du Gendarme est le commencement de la sagesse, a dit un vieux proverbe.

L'Inspection du Travail en Indochine doit être confiée à des fonctionnaires métropolitains du Ministère du Travail *nommés par décrets.* Pour posséder l'indépendance, l'autorité indispensables à ses agents, ce service devra dépendre uniquement du Gouverneur Général et du Ministre des Colonies.

A ces Inspecteurs métropolitains devront être adjoints un certain nombre de Contrôleurs —français et indigènes — recrutés sur pince, par voie de concours. Un cours de Législation Sociale et Ouvrière pendant parfaitement être organisé, chaque année, à l'usage des candidats, à l'Ecole Supérieure de Droit de Hanoi.

« J'ai l'impression très nette, déclara il y a quelques années Albert Thomas Directeur du Bureau international du Travail é la S.D.N. que les contrôleurs du Travail en Cochinchine ont été recrutés principalement parmi d'anciens Gendarmes plus préoccupés de faire respecter les réglements par les ouvriers que par les patrons.

Ainsi tant que les ouvriers resteront inorganisés, tant que la loi de 1884 ne sera pas promulguée en Indochine, les conflits sociaux resteront sans solution.

Et les lois sociales n'auront d'effet qu'autant que leur application sera surveillée par des fonctionnaires compétents et indépendants. S'il n'en est pas ainsi, grande sera la déception de la classe ouvrière lorqu'elle s'apercevra qu'elle a été frustrée une fois de plus.

Brutalités patronales

Les ébouteurs de l'Igad du service des tramways doivent passer à tour de rôle la nuit à la gare Cau-mot pour assurer le service sur la ligne Hadong le jour suivant. La nuit dernière le jour de Tết n'était lotus son chatriers n'a Mais chose curieuse : le Directeur lui assigna le contrôle de la ligne Cau-Quay pour le 2e jour. Il était donc impossible à ce contrôleur n'a, tout en passant la nuit de 1er à Cau-mot, de rentrer le 2e jour, ses service déjà dévolu. Il a répliqué « comme » ses camarades l'ont toujours fait : le contrôleur en chef de surveiller à sa place la gare Cau-mot.

Ce refus a été dénoncé comme tel, attendu que le jour, de congé forcé, sans solde naturellement. La victime, ne voulant pas subir cette injustice, a demandé l'intervention auprès du chef d'exploitation. Celui-ci non seulement refusa, mais frappa brutalement [illegible] qui est [illegible] de se plaindre.

Ne pas confondre

A Hué, existe une édition intitulée « Lao-động Tùng-Thơ » sous la direction de M. Khương hưu-Tài. Cette édition n'a rien de commun avec une autre édition à Hanoi ayant la même titre et dirigée par notre camarade NGOC-TRIEU.

De nombreux lecteurs nous ont demandé si le Trương-Lai, journal en quoc-ngu, publié à Hanoi est encore à nous.

Nous tenons à faire répondre publiquement que nous n'avons aucun rapport avec l'administration qui est avec la rédaction de ce journal.

Nous prions par conséquent les lecteurs du Trương-Lai de vouloir bien désormais s'adresser directement aux bureaux dudit Journal.

Quand donc verrons-nous cesser ces brutalités odieuses dont se sont rendus coupables les patrons tyranniaux au dépit de la loi ?

Le contrôleur de Phủ Vạn Sơn a pris un certificat médical et déposé une plainte au Procureur de la République.

Le syndicalisme à l'ordre du jour

La liberté syndicale doit être entière

DEPOT LEGAL INDOCHINE A3670

La crise dure depuis plus de six ans a singulièrement aggravé les conditions d'existence de la classe ouvrière et des paysans de ce pays.

Le standard de vie des travailleurs des villes déjà réduit parfois de 60 à 70 % ne saurait être abaissé davantage si misérable à cet étage, sans danger.

Le minimum nécessaire des ouvriers des champs est même dépassé. Leur existence confine à l'heure actuelle à la limite critique où la famine jouera bientôt le rôle de régulateur social.

Devant cette sombre situation, il est incontestable que le gouvernement seul ne saurait suffire à la tâche de relèvement économique et social.

Il faut encore l'action conjuguée des intéressés eux-mêmes.

Le Gouvernement se doit de les aider, de leur donner les moyens légaux de lutter contre la misère, l'ignorance et l'exploitation par l'organisation des œuvres d'entr'aide de mutualité et de solidarité professionnelle.

C'est par un préjugé jésuitique que le gouvernement ne l'a pas encore fait.

Les syndicats professionnels sont moins une arme de combat qu'un instrument de progrès social. Il n'y a pas de pays en Europe ou en Amérique qui ne possède pas de syndicats.

En France, la loi du 21 mars 1884 reconnait à tous ceux qui ont la même profession le droit de se syndiquer pour défendre leurs intérêts communs. Non seulement le gouvernement reconnait la liberté syndicale mais il encourage la population à utiliser [illegible] ministérielle relative au Syndicat professionnel du 25 août 1884 du ministre de l'Intérieur au préfet il y a des phrases d'encouragement comme celles-ci : « Nous avons donné plus de [illegible] qui appartient de favoriser l'essor de l'esprit d'association, de la stimuler, de faciliter l'usage d'une loi de libertés, d'un rendre la pratique aisée, d'aplanir sur la route les difficultés qui ne manqueront de naître de l'inexpérience, et en défiant d'habitudes de cette liberté ».

En pensée dominante du gouvernement et des Chambres dans l'élaboration de cette loi, a été de développer parmi les travailleurs l'esprit d'association. Pénétré de l'idée que l'association des individus suivant leurs affinités professionnelles est même une arme de combat qu'un instrument de progrès moral et intellectuel, il donné aux Syndicats la personnalité civile pour leur permettre de porter au plus haut degré de puissance leur bienfaisante activité.

Grâce à la liberté complète d'une part, à la personnalité civile de l'autre les syndicats, sûre de l'avenir, pourront réunir les ressources nécessaires pour créer et multiplier les utiles institutions qui ont produit chez les autres peuples de précieux résultats, laisses de retraites, de secours, de crédit mutuel, cours, bibliothèques jecteté coopérative, bureau de renseignements et de placements, etc...

Cette loi a été déjà promulguée dans les autres colonies de la France telles que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

Le lendemain de la Guerre, cette loi fut déclarée par la loi du 12 mars 1920 applicable à l'Algérie et à toutes les colonies françaises.

Malgré cette volonté formelle du législateur de 1920, la loi de 1884 n'a jamais été promulguée en Indochine.

Le patronat colonial a toujours cherché à esboter les dispositions législatives en faveur des classes laborieuses de ce pays. Il a jusqu'ici réussi dans cette besogne anti-sociale.

Aujourd'hui, le vent a tourné. En France, le Front populaire a fait reculer la réaction. Dans les colonies, et particulièrement en Indochine, les masses ouvrières et paysannes sont déjà convaincues de la nécessité et [illegible] de leur unité qui leur permettra [illegible] ou de la défense commune de leurs intérêts vitaux.

Il n'est plus possible aux exploiteurs de nier l'existence des exploités.

Il n'est plus possible aux réactionnaires d'arrêter un mouvement en marche.

Il n'est plus possible aux pessimistes et aux timides de ne pas reconnaître le grandeur et la légitimité du but poursuivi par les syndicats.

Le syndicat ouvrier cherche à améliorer les conditions de travail de la grande masse des salariés.

Il a déjà fait preuve de son activité créatrice et bienfaisante.

Socialists ou non, il aspire é apporter au régime économique actuel des modifications indispensables à son équilibre et à son progrès.

Le syndicat agricole cherche à vaincre la misère, la superstition, à faciliter l'écoulement des produits agricoles par la création de nombreux organismes d'entr'aide tels que les coopératives d'achat et de vente en commun, les sociétés de crédit etc...

Pourquoi donc redeutar ces groupements qui cherchent à régulariser les rapports entre employeurs et employés, entre producteurs et consommateurs et qui sont appelés de plus en plus à collaboror avec l'Etat dans l'organisation de la vie économique moderne ?

L'organisation internationale du travail admet elle aussi la collaboration des associations professionnelles

La nécessité d'une telle collaboration est reconnue par le statut des Conseils économiques qui ont été créés en France et en Allemagne.

La constitution de Weimar, a organisé dans son article 165, du conseil économique du Reich une représentation authentique et sincère des groupements professionnels.

Partout, on a reconnu aux individus exerçant la même profession le droit de se grouper et de délibérer sur leurs intérêts communs.

Il est matériel d'aller contre ce courant quasi universel.

L'histoire nous a appris que les lois de l'évolution sont impitoyables [illegible] ceux qui n'arrivent pas s'adapter et s'imposer des réformes nécessaires.

Nous sommes à une période de profondes transformations sociales.

Le développement de l'économie moderne et l'ampleur de la technique mondiale finiront, un jour, par faire éclater les cadres sociaux d'aujourd'hui.

Certes, nous ne pensons pas que le syndicalisme puisse nous donner une solution sociale définitive.

Nous voulons seulement montrer le parti qu'on peut tirer des institutions existantes.

L'activité de nos camarades de France

Les camarades du Comité du Rassemblement des Indochinois de France nous communiquent :

Paris, le 16 Janvier 1937

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-joints les textes des motions votées par la dernière conférence des Indochinois tenue les 28 et 29 Décembre 1936, 11 rue Jean de Beauvais, Paris Ve, en vous priant de bien vouloir les faire passer dans le plus prochain numéro de votre journal.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, avec nos remercîments anticipés, l'assurance de nos sentiments reconnaissants :

Le Secrétariat :

MOTION

Les Indochinois de France, travailleurs, étudiants, manœuvres et techniciens, rassemblés en Conférence les 28 et 29 Décembre 1936, 11 rue Jean de Beauvais, Paris 5e.

Après avoir entendu le rapport du camarade Nguyen-the-Truyen sur l'opportunité et la possibilité de réunir un Congrès à Paris les Indigènes de toutes les colonies ;

1) Idiviennent le Comité de Rassemblement des Indochinois de France à poursuivre ses travaux en vue d'un Congrès Inter-Colonial ;

2) Envoient leurs salutations fraternelles et l'assurance de leur solidarité à toutes les organisations nègres et musulmanes ainsi qu'au Rassemblement Mondial contre le Racisme.

Les Indochinois groupés dans le Rassemblement des Indochinois de France, réunis en Conférence les 28 et 29 Décembre 1936, 11 rue Jean de Beauvais, Paris Ve.

Se déclarent en pleine solidarité avec le Congrès Indochinois en Indochine,

Reconnaissent que les travaux préparatoires du Congrès malgré le caractère strictement légalité dans laquelle ils se sont déroulés, ont été l'objet de sabotage des agents provocateurs à la solde des réactionnaires qui tendent à pousser les congressistes dans la voie de l'illégalité, pour justifier de nouvelles répressions administratives, pour indnirn en erreur et discréditer le Gouvernement de Front Populaire ;

Font confiance nos organisations du Front Populaire et au Gouvernement qui en est issu pour mettre au plus tôt un terme à cet état de choses au procédant rapidement à l'épuration de l'administration coloniale, à la dissolution des ligues factieuses camouflées, et en veillant à ce que les travaux de Congrès puissent se dérouler dans une atmosphère de liberté, présidée de l'application des libertés et des droits politiques en Indochine.

Réclament le rappel de PAGÈS qui pratique la politique anti-front populaire et contraire aux intérêts des peuples de l'Indochine.

Motion majoritaire pour l'adhésion au Front Populaire de France

Les Indochinois groupés dans le Rassemblement des Indochinois de France, réunis en Conférence Générale les 28 et 29 Décembre 1936, 11 rue Jean de Beauvais Paris Ve,

Après avoir entendu l'exposé du camarade Ho-Dai et les interventions des autres camarades,

Décident de donner l'adhésion de tout Rassemblement au Rassemblement Populaire de France et,

Donnent mission au Comité permanent de R.I.P. de mettre à exécution immédiatement cette décision.

Amnistie

Quand M. Bréolé arrive d Saigon, des télégrammes arrivent de toutes parts.

Nous voulons parler des télégrammes émanant des libérés politiques et des travailleurs manuels et intellectuels. Car les messages officiels ou semi-officiels entrent dans les habitudes du régime.

Ceux-là sont de véritables cris de cœur, sibrant de sincérité et d'ardeur rombattive. Ceux-ci, de pures formalités ou des coups d'encensoir. Dans les premiers, une aspiration nette, des vœux précis : « Front Populaire libertés démocratiques, chambres délibératives. Dans les seconds, des mots, des avances, : acclimatation, dévouement, logalisme...s On sent à travers ces imprimés bleus deux courants, deux frontaux mondes. D'une part, les privilégés. De l'autre, les déshérités.

Arrêtons-nous ou premier cas. Qu'ils viennent du Nord ou du Centre, tous ces télégrammes resendiquent entre autres choses l'amnistie générale. Ce est en faveur des prisonniers politiques inculpé la sentiment unanime des masses laborieuses et de tous ceux chez qui il reste encore un peu de cœur si d'esprit.

Jamais, en effet cette question ne passionna plus l'opinion qu'en cette heure. Du Nord ou Sud, tous les regards se tournent du côté des bagnes où gémissent encore des centaines de militants ouvriers et paysans. Sonia, Dakpao, Poulo sont sur toutes les lèvres et dans tous les cœurs. Arracher à la Mort la plus atroce ces braves militants, de généreux combattants dont la vie n'est plus qu'une question de jours, et peut-être de minute, point ce qu'il y a de plus l'âme de tout honnête homme.

Si sont les gouvernements Tardieu-Laval, des têtes tombent, des cadavres s'amoncellent, cela se conçoit.

(Suite en 3e page)

CHOSES ENTENDUES

UN JOLI CANARD !

Depuis son éclatant échec, M. Phạm-Đình semble n'avoir pas dormi tranquille sur ses deux oreilles. Pour épancher sa bile, il fait courir le bruit que sans l'insistance de M.M. le Résuper et la Chef de la Sûreté locale, il n'aurait pas posé sa candidature contre notre camarade Trịnh van-Phu ! Mintre ! Pour un jott roard, c'est un vrai-joli-canard! Qu'en pensent les autorités suvisées ?

Bien que la victoire électorale de notre camarade soit un fait accompli, il ns nous est pas inutile d'y revenir une fois de plus sans pour cela faire preuve de jactance. Cette victoire prouve outre la sympathie des classes laborieuses, que la population de Hanoi en a marre de ces représentants « bèni ya ya » qui ne roman-prenne-t ni ne parlent un traître mot de français, pour qui le titre de « Représentant du Peuple » sert de prétexte à vaine gloriole, rien de plus.

Il est temps que cette rotégorie de « Ong-Nghi » cède la place à des éléments jeunes et ropebles, indispensables à l'éovolution d'un pays tel que l'Tonkin.

L'opinion publique de Honoi o tellement compris cette nécessité, qu'elle a renvogé à ses pénates le pauvre bonhomme ignare, incapable de s'exprimer en français et pris en flagrant délit de corruption des électeurs.

Celui-là a beau répandre les plus abutissants bobards pour adoucir l'amertume de son cuisant échec. Il ne saurait nous faire accroire que les hautes autorités d'ici ont pris plaisir à pousser un candidat illettré contre un autre plus instruit.

Nous renvoyons ce canard à M. Phạm Đình pour qu'il en fasse une bonne « Duck Soup » à son usage exclusivement personnel !

UN SINGULIER
Représentant du Peuple

La Chambre des Représentants du Peuple du Tonkin compte parmi ses membres un personnage qui s'agite beaucoup depuis quelque temps.

Nous voulons parler de l'honorable M. Phạm-Te.

Les idées politiques de ce remuant personnage ne sont pas très précises. Sans doute, à l'encontre de certains hommes publics, l'honorable M. Phạm-Te n'est pas obligé de retourner sa veste ; il lui suffit, pour en modifier la couleur, de la plonger dans un bain de teinture, après l'avoir dégraissée C'est là un avantage marqueant.

On sait la place prépondérante prise par ce Représentant du peuple dans l'organisation du banquet des exposants à la dernière Foire de Hanoi dont il fut l'inspirateur — du banquet, pas de la Foire. M. Phạm-Te, par ci ; M. Phạm-Te, par là ; M. Phạm-Te fut l'homme du jour à ce moment là.

Que cet honorable teinturier — dégraisseur se mette en vedette, qu'il s'efforce de conquérir une popularité qui flatte son incommensurable vanité, nous en voyons en cela rien de répréhensible ; nous nous contentons de sourire en haussant les épaules. Mais, enhardi par ce premier succès, l'honorable M. Phạm-Te a voulu jouer un rôle de premier plan dans les conflits qui divisent, depuis quelque temps, patrons et ouvriers ; ce moderne disciple de Machiavel s'efforce, par tous les moyens en son pouvoir, à provoques des grèves pour se présenter ensuite comme médiateur.

L'ineffable M. Phạm-Te se livre à un jeu dangereux ; il risque fort de se casser les reins, au sens figuré bien entendu.

DERNIÈRE HEURE

A Fetto, la réception organisée par un groupe d'ouvriers et de paysans en l'honneur de M. Justin Godart fut interdite.

Le comité organisateur a envoyé à M. le Gouverneur Général et à M. Justin Godart lui-même deux télégrammes de protestation.

[illegible]

L'intransigeance du patronat a retardé de 35 ans l'application en Indochine de la loi sur les accidents du travail

Notre confrère le Travail-Bac-Tan-Van a fait dans son numéro du 16 février 1937 un intéressant exposé sur la lutte du patronat contre l'application en ce pays de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

En 1902, la question des indemnités en cas d'accidents survenus par le fait du travail a été déjà envisagée par le gouvernement à l'occasion d'une réglementation de la main-d'œuvre asiatique et assimilée. Le 19 avril 1905 par arrêté du gouverneur général une commission fut nommée pour étudier les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898 en Indochine.

Les commerçants, industriels et propriétaires fonciers du Tonkin se sont réunis pour protester contre la formation de cette commission. La 11 mai 1905 la Chambre de Commerce a décidé la formation d'un comité provisoire de lutte contre l'application de la loi du 9 avril 1898. Elle a proclamé que l'application de cette loi était prématurée ; elle entrava ainsi l'évolution même de la colonie. Le 26 mai de la même année ce comité de vigilance est allé voir le gouverneur général pour lui exposer d'autres raisons contre l'application de la loi sur les accidents du travail.

En 1909, le gouvernement général a demandé de nouveau l'avis de la Chambre de Commerce sur la même question. Cette Chambre persistait dans son opposition en alignant les deux raisons suivantes:

1°) La mauvaise foi des ouvriers indigènes qui, sûrs d'être indemnisés provoqueraient eux-mêmes des accidents.

2°) Les patrons ne pourraient s'assurer contre les accidents survenus à leurs employés, supporteraient eux-mêmes tous les risques.

Ainsi, de nouveau l'application de la loi de 1898 fut écartée. En 1923, seulement la question fut reprise par Me Hersent, avocat à la Cour de cassation.

Le Conseil supérieur des Colonies a de nouveau consulté la Chambre de Commerce du Hanoi.

Le 11 mai 1923, cette Chambre a répondu comme les fois précédentes en insistant sur la psychologie spéciale des ouvriers indigènes qui n'envisagent jamais les indications des patrons et qui causent ainsi des accidents qu'ils pourraient très bien éviter. D'ailleurs, les ouvriers ne possédaient pas de livret de famille, par conséquent, en cas d'accident mortel, on ignorerait les véritables ayant-droit. De là, se produiraient des fraudes intolérables.

La Chambre d'Agriculture donnait à peu près les mêmes arguments.

Le 11 Septembre 1925, le Résident Supérieur au Tonkin a demandé de nouveau l'avis de la Chambre du Commerce de Hanoi.

Le Gouverneur de la Cochinchine a aussi consulté la Chambre de Commerce de Saigon.

Me Guermeur avocat de la Chambre de Coromerce de Saigon a présenté no rapport favorable.

A Hanoi, le 15 mai 1925, la Chambre de Commerce a donné son avis défavorable.

En 1928 après le discours de M. A. Varenne, la Chambre de Hanoi a de nouveau protesté. En 1929, M. Delamarre, inspecteur de travail a tenté d'appliquer le loi sur les accidents du travail, de nouveau la Chambre de Commerce de Hanoi s'y est opposé dans une lettre écrite au Résident Supérieur le 8 janvier 1929.

Ainsi les patrons se sont opposés opiniâtrement à l'application d'une loi de justice sociale. La malfaisance des Chambres de Commerce et d'Agriculture de ce pays n'est plus à démontrer.

Elles veulent maintenir les ouvriers qu'elles asploient dans un éternel esclavage.

Cette fois-ci, pour l'application des lois sociales, le Gouvernement de Front populaire se laissera-t-il encore influencer par les protestations égoïstes de ces deux chambres contre la protection légitime de la classe laborieuse de ce pays ?

Phan Ivan-Tai est mort

La 13 Février mourut en son domicile une des plus belles figures de l'ancien Viêt-Nam quốc-dân đang, ce parti nationaliste qui s'était rendu fameux par son insurrection manquée de Yên-Bay ; le révolutionnaire Phạm-tấn-Tài.

Ecrivain, orateur et homme d'action, Tài était de cette lignée de braves qui sacrifiaient tout pour l'intérêt de la cause qu'ils défendaient.

Dénoncé par des traîtres et arrêté en même temps que plusieurs de ses amis il fut condamné à 15 ans de détention et expédié à Poulo-Condore. Il vécut huit ans sous le régime meurtrier de l'île maudite. Il contracta ainsi la tuberculose, cette maladie qui ne pardonne jamais à ses victimes. Corporellement épuisé, il essaya de se soutenir avec la foi inébranlable en la victoire du prolétariat, foi qu'il avait acquise par de longues méditations après l'échec de Yên-Bay.

Se rendant compte du cadre étroit des idées nationalistes Tài était l'un des premiers qui avaient compris la justesse des idées socialistes. Dans son testament politique il marqua l'évolution de sa pensée. Il devint dès lors révolutionnaire conséquent après voir pris connaissance, même au milieu des souffrances inouïes, des idées fondamentales du marxisme.

La maladie fut cependant plus forte que l'homme. Le décret de grâce arriva trop tard. Tài quitta Poulo-Condore pour rawoir au Tonkin et s'aliter dans une cellule de l'hôpital Robin. La science fut impuissante devant le gravité du cas. Tài sentait la vie l'abandonner au fur et à mesure de l'aggavation du mal. De ses plume sterle, il traça ses mémoires. Ces écrits ne nous parviennent pas. Au cours d'une perquisition au domicile d'un camarade la police les a tout saisis.

Tài a pu toutefois passer le Tết. Le 3e jour de l'année nouvelle au milieu des siens, il s'éteignit.

« Le Travail », lieet à marquer sa sympathie profonde au disparu et à sa famille.

Il se fait un devoir impérieux de travailler à la libération de tous ceux qui ont lutté pour l'émancipation des masses coloniales quelle que soit leur tendance politique — et qui gémissent actuellement encore dans les bagnes.

Remerciments

Au décès de notre mari et père, Phạm-Tuấn-Tài, de nombreuses personnes sont venues, soit en leur qualité personnelle soit comme délégués des différents groupements ou corporations, nous témoigner leur sympathie et nous apporter leurs condoléances.

Ne pouvant les remercier individuellement, nous les prions, par la présente, de leur exprimer notre profonde reconnaissance pour tout ce qu'elles ont fait pour nous et notre malheureuse famille.

Mme veuve Phạm-tuấn-Tài
Mlle Phạm-thị Vân-Thường

Une poursuite justifiée

M. Dambert qui a frappé le vendeur de notre journal « Le Travail » est poursuivi par le ministère public. Il va être traduit devant le Tribunal de simple police le 24 février prochain.

La personne de M. Dambert nous intéresse très peu. Nous relatons cette nouvelle pour prévenir tous les fascistes en herbe que la loi existe pour tout le monde et qu'ils ne frappent pas impunément ceux qu'ils veulent.

L'Anglais et le Chinois en quelques mois

Apprenez à parler l'anglais et le cantonnais en suivant les cours de la Société d'Enseignement Mutuel. Faites-vous inscrire au N° 56, Rue des Paniers, HANOI.

— Des réformes, y crois tu ? Il n'y a rien à f...il n'y aura ni réforme ni rien du tout.

A ces mots, les 2 messieurs me quittèrent. Après un long moment, ils revinrent et me dirent :

— Retire toi, je te convoquera dans quelques jours.

Par cet épisode qui soivit l'entrevue que j'avais eue avec M. le Ministre, vous voyez bien MM. les Représentants du Gouvernement de Front Populaire que notre vie n'est pas assurée, que nous, détenus politiques libérés nous sommes sujets à une persécution inique, illégale odieuse de la part de la police et des autorités administratives. Nous espérons qu'avec votre arrivée, cet état de choses changera et que notre libération ne sera plus le passage d'une prison à une autre

HÀ huy Giáp

Après le passage de M. Justin Godart

Exécutions en masse

Le patronat qui a fait jusqu'ici la loi en ce pays ne tolère aucune protestation.

C'est avec une rage contenue qu'il a accueilli l'avènement du gouvernement de Front populaire en France et la visite de ses délégués en Indochine. L'inspection ordonnée par le Gouvernement de France porte sûrement à son prestige dans la colonie où il entend régner en maître absolu. Depuis un mois, le patronat colonial est obligé de faire bonne mine, de se montrer différent à l'égard de ces « cochons » de coolies qu'il méprise du toute son âme.

Aussi ce colère aciale-t-elle, violente et terrible après le passage de celui qua M. Virgilio appelle gentiment son voyageur d'occasions c'est-à-dire sans doute M. Justin Godart, ancien ministre, délégué général du Gouvernement de Front Populaire.

La répression s'abat, narvrusa at impitoyable, sur les ouvriers qui ont osé se plaindre de leur situation misérable.

Les 6 et 7 février courant M. J. Godart a visité Hongay, Camphamine et port.

Le 9 février, les ouvriers suspects d'indiscrétion, les ouvriers, anciens détenus politiques, les ouvriers qui s'étaient signalés par leur activité pendant les dernières grèves, furent licenciés de leur emploi et expulsés pour toujours de la concession de la Société des Charbonnages.

A Mouzuong	9	ouvriers expulsés
Camphaport	75	—
Camphamine	15	—
Hongay - Ile Haloa	20	—

Par une cruauté coquetterie, ces magots capitalistes voulaient entourer leurs actes de représailles des formes légales qui sont jusqu'ici leurs derniers soucis.

En voici un bien détestable spécimen :

N° 22 Sommaire
Marchais Directeur de la SFCT c/
Ngoyên Phu Ceong.

L'an mil-neuf cent trente-sept et le huit Février à quinze heures, à la requête du sieur Marchais Antonin, Directeur général de la Société française des Charbonnages du Tonkin demeurant à HonGay, agissant au nom et pour le compte de la dite société, élisant domicile à Hongay et encore en temps que de besoin dans mes bureaux ; Ial. Grathier Réné-Louis, fonctionnaire huissier à Hong Duong soussigné, signifié et déclaré au sieur Nguyên phu-Cuong 9 de la Rue Chapelle à Hong Duong, en dit domicile en parlant à sa personne, que la requérant la somme de quitter le territoire du domaine de la société des Charbonnages du Tonkin dans les quatre jours pour tout délai et lui fait défense d'y revenir ainsi que sur le domaine de la Baie appartenant à la Société française des Charbonnages du Tonkin. Que faute par le sieur Nguyên Phu-Cuong, de déférer à cette sommation dans le délai susindiqué, la Société Française des Charbonnages du Tonkin se réserve, sans nouvelle sommation ou mise en demeure de citer le sieur Nguyên Phu-Cuong devant la juridiction compétente pour s'entendre condamner à aider les lieux. . . . .

Au paiement de la présente sommation et ses suites.

Sous toutes réserves. . . . . Et je lui ai, audit domicile, parlant comme il vient d'être dit, laissé copie de la présents dont le coût est de : huit piastres dix cents, sous enveloppe fermée ne portant d'un côté que les nom et demeure de la partie et de l'autre le cachet de mon étude apposé sur la fermeture du pli.

Le Chef de Poste
signé : ILLISIBLE

Employé pour la copie sur feuille de petit papier d'une valeur de vingt-cinq cents.

signé : ILLISIBLE.

COUT	
Original	1$80
Copie	0.45
Traduction sommaire	0 30
Répertoire	0 30
Vacation	2.00
Correspondance	1 00
Enveloppe et papier	0.05
Timbre	0.60
Enregistrement	1.00
Total	7.10

De quel côté viennent la provocation, le désordre et le sabotage ?

Assurément pas du côté de ces ouvriers qui ont rempli la caisse de la Société des charbonnages de leur sueur et de leur sang et qui demandent aujourd'hui simplement à vivre et à travailler sereins.

Mais le bien du côté de ces hommes rapaces, âpres au gain qui exercent délibérément des milliers de vie humaine pour une augmentation si petite soit-elle de leurs dividendes et qui veulent aujourd'hui exploiter les mesures prises par le gouvernement du Front populaire dans l'intérêt de la majorité laborieuse du pays.

Ils provoquent leurs malheureuses victimes pour avoir un prétexte à sévir contre elles.

Que le gouvernement veille un peu sur la vie de ces 150.000 ouvriers qui sont les véritables producteurs de la richesse de l'Indochine !

Les petits sont toujours sacrifiés

Depuis le 1er Juvvier dernier les sommes déposées à la Banque Franco-Chinoise ou comptes-courants, de dépôts fixes et d'épargne dont le montant, dans l'espace d'un semestre, sera inférieur à 500 piastres, ne sont plus productives d'intérêts ; de plus ces comptes seront débités, chaque somestre, d'une somme de 5 piastres pour frais de tenue de compte. Ainsi en a décidé le Conseil d'Admon de la Banque Franco-Chinoise.

Si les renseignements qui nous ont été fournis sont exacts, le nombre des déposants qui sont atteints par la mesure précitée est, pour la seule Agence de Hanoi, de l'ordre de *deux mille*.

De deux choses l'une : ou bien la Banque Franco-Chinoise so désintéresse totalement du cas deux mille déposants — lesquels n'ont qu'à retirer leurs fonds et les placer ailleurs — ou bien elle entend faire, à leurs dépens, une opération fructueuse. En effet, un droit de 10 piastres par compte et par an représenio pour ces 2000 comptes une recette appréciable de 20.000 piastres qui viendra en déduction des dépenses de personnel de l'Agence Hanoienne do la H. I. C.

Aocon texto n'oblige no banquier à payer des intérêts à ses déposants. Depuis le renouvellement do son privilège la Banque do l'Indochine an est totalement dispensée.

Dès lors dans quels établissements les petits commerçants, les petits épargeants français et asiatiques pourront-ils déposer les quelques fonds dont ils disposent, avec le maximum de sécurité nécessaire et la possibilité de voir ces fonds produire un intérêt si minime soit-il, poisqoe, exception faite de la Cochinchioo, il n'oxiato pas de Caisses d'Epargne pour lo resto de l'Indochine ?

Pouriant, il nous semble, quo dans les premiers mois de la nouvelle école, le Parlement a voté une loi instituant des Caisses d'Epargne aux Colooies et dans les Pays de Protectorat. Cette loi, comme tant d'autres, n'a pas été mise en application dans les autres pays de l'Union Indochinoise. Faut-il s'en étonner ? Les petits l'est-ce que cela compte, en ce pays ?

LETTRE OUVERTE A M. J. GODART ET A M. BRÉVIÉ

J'ai eu l'honneur de me présenter à M Justin Godart lors de son passage à Vinh, comme faisant partie de la délégation de la population travailleuse. Ancien défenu politique, je n'ai jamais oublié que je suis toujours placé sous la surveillance vigilante de la police, mais je n'ai jamais cru qu'une audience avec le délégué du gouvernement de Front Populaire pourrait me nuire d'autant plus qu'au cours de la conversation, M. Godart et M. le Maire m'ont assuré que je serais à l'abri de toute tracasserie policière.

J'ai bien compris depuis, que je me trompaismais d'une manière, car, quelques jours après M. Humberg le chef de la sûreté de Vinh, assisté d'un inspecteur M. Rouan, me fit venir à son bureau et me demanda :

— Qui vous a autorisé à venir ici (à Vinh) ?

— Personne.

— Vous ne savez pas que vous êtes libéré conditionnellement ?

— Pardon Monsieur, j'ai bénéficié d'une remise totale de peine.

— Mais non, voici : dans votre dossier, il est écrit que vous êtes libéré conditionnellement.

— On a mal copié. Le décret ministériel du 29 Septembre 1936 m'a accordé une remise totale de poino c'est-à-dire que je suis libre comma tout le monde.

Sur ea, M. Humberg me montra deux textes de loi sur la surveillance administrative qui n'ont aucun rapport avec mon cas, ni dit :

— En tout cas, c'est M. Jesnain, (administrateur Maire) qui m'a dit de vous expulser d'ici. Vous devez lui obéir.

— Volontiers, seulement, cette expulsion est contraire à la loi.

M. Rouan intervint :

— Ah-in les titres d'identité ? Ah ! ta n'en es pas, tu ne peux pas rester ici.

— Non, je comptais vous demander un titre, mais pensant que je ne voyage pas au Tonkin et que par ouite, je n'en ai pas encore besoin, je n'ai pas cru nécessaire de vous la demander immédiatement.

— Pourquoi es-tu venu voir M. Godart.

— Je désire le saluer, lui exprimer notre sympathie, parce qu'il vient ici enquêter sur les conditions d'existence des travailleurs en vue d'appliquer des réformes qui nous sont indispensables.

Après la visite de M. Justin Godart à l'Asile de Vôi

La camarade Cao Thi-Nhiêu va être relâchée

Lundi soir la délégation de « Travail » avait soumis au ministre Justin Godart le cas de trois jeunes militants ouvriers (dont deux jeunes filles) internés à l'asile d'aliénés de Vôi (Bac-Giang).

Leur histoire est simplement émouvante.

En 1930 alors que les événements sanglants bouleversaient le pays, un arrêta à Hongay une jeune fille. Une enfant de 20 ans à peine. Parce qu'elle avait compris que la classe ouvrière, sa classe, doit se libérer de l'oppression capitaliste, la jeune Cao Thi-Nhiêu était suspecte. On l'incarcéra. La Commission criminelle que présida M. Poulet-Osier en réunit à Kiên-An et la condamna à la détention perpétuelle, peine qui frappait bien des militants de cette époque.

Après un séjour prolongé à la Maison Centrale de Hanoï, la jeune condamnée devint folle par un des tortures. On la dirigea alors à Vôi.

Folle, vivant au milieu des folles la malheureuse camarade, qui se rétablit ces jours ci, aurait peut-être été ses jours dans une asile de ce fameux asile, si notre journal, prévenu do son cas, n'a pu saisir à temps M. Justin Godart qui l'intéressa immédiatement à son sort.

Dans cette même année 1930, une autre jeune fille, la jeune Nguyễnthi Xuân fut arrêtée en même temps qu'un jeune ouvrier appelé Quy. Accusés d'avoir porté atteinte à la sûreté de l'Etat, ils furent condamnés par le Tribunal de 2e degré de Nam-Dinh à 10 ans de travaux forcés.

Après plusieurs interrogatoires conduits par la Sûreté de Nam-Dinh, les nouvelles victimes passèrent à Hanoi. Une semaine après Quy devint fou. On l'emmena à Vôi où il fut rejoint par la camarade Xuân.

Des trois internés la camarade Cao Thi-Nhiêu a repris la première sa lucidité. Le médecin chef qui l'avait examinée confirmait sa guérison. En vertu du décret d'amnistie

(Suite en 3e page)

D'un bagne à l'autre

Quinze militants révolutionnaires ont été dernièrement envoyés du bagne d'Inini en France où ils devaient s'embarquer ensuite pour l'Indochine. Nos camarades du Rassemblement des Indochinois de France les ont reçus à Marseille.

La mesure d'amnistie dont devaient bénéficier ces condamnés, se borne à un transfert de prison. Selon les affirmations d'un de nos confrères, ils sont être dirigés sur Poulo Condore.

En France, le presse fasciste s'élève contre le rapatriement de ces hommes qu'elle qualifie de « tortionnaires de Yen Bay ». Les apprentis de France et de Mola veulent étendre leur réseau de crimes jusque dans les colonies. Nos contents d'accuser Roger Salengro on suicide, ils veulent encore précipiter la mort de ces courageux militants.

L'action de masse seule pourra faire taire ces assassins. Les travailleurs de France ont tout l'intérêt à consolider leur alliance avec les travailleurs coloniaux. Le front de combat du prolétariat ne s'effectue pas uniquement dans le cadre métropolitain. Il doit se développer avec plus de rapidité et mieux encore dans les colonies.

Alors qu'en France le fascisme tend à affaiblir le peuple et jeter le gouvernement de Front populaire dans des difficultés insolubles, en Indochine il s'organise pour y ériger une base favorable à ses desseins meurtriers.

Les masses d'ici sont révoltées. Il leur manque de l'organisation. Les libertés élémentaires demeurent encore dans le domaine du rêve. Les conditions matérielles de vie rantissent à rester lamentables.

Le fait de prolonger le séjour des militants de la classe nationale dans les bagnes porte étrisusement atteinte au prestige du Front populaire. Les masses qui réclament des améliorations à la situation actuelle se demanderont si en maintenant leurs défenseurs dans ces endroits meurtriers, on ne manifeste pas la colonie de les voir continuer à supporter le régime d'oppression et de misère régnant ici.

Et pour etare, nous publions ici une lettre de nos camarades de Marseille sur la réception des déportés de la Guyane. Les lecteurs verront que l'opinion ici comme ailleurs est unanime pour l'élargissement non seulement de quelques emprisonnés politiques mais de tous, sans exception et sans restriction.

Marseille, le 23 Jesvier 1937

Monsieur

Le Comité du Rassemblement des Indochinois de Marseille a pu recevoir le dimanche soir, 24 Janvier dernier quinze de nos compatriotes venus de la Guyane où ils purgeaient de lourdes peines depuis plusieurs années (condamnés pour une organisation à Yên Bay en 1930 d'une insurrection armée contre le Gouvernement d'Indochine). Ces malheureux nous ont fait le récit de leurs horribles souffrances au bagne français, survivances exercés par les tirailleurs sénégalais brutaux, disciplinés jusqu'à l'aveuglement et prévenus contre eux, assurément insolitaire et vraiment infects (malades et légumes pourris), usage de bâtons et de toutes sortes de châtiments corporels, indifférence méprisante des fonctionnaires français qui étouffent toute plainte, et qui vont jusqu'à retirer dans leurs établissements des désemparés mis qui devaient être rapatriés depuis de longues dates, notamment nos camarades Lecong dayen Hoi, Tran van Can dit Ngo.

Ainsi donc une épidémie de suicides, ou une se jetaient à l'eau, d'autres se poadaient. Parmi les gesire ceux écrivon détenus politiques ce sont libérés que quinze, mais la vie de ceux qui restent est en danger. Nous estimeos qu'un gouvernement de Front Populaire, démocratique, bonnaitaire ce es contenters plus de laisser souffrir ces hommes, victimes d'avoir lutté pour le bien-être de leur pays.

Nous lançons avec ces compatriotes un appel pressant à tous les démocrates da répondre aux vœux profonds des travailleurs indochinois :

1) à amnistie totale
2) Rapatriement immédiat de tous les i bérés.
3) Suppression de la surveillance administrative.
4) à morse aux libérés les conditions matérielles pouvant leur permettre de gagner convenablement leur vie.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de nos sincères salutations.

Pour le Comité
le Secrétaire Général
Ng Tinh

ĐÈN 5 MARS 1937
xé bán :
Chiên Sĩ Xá-Hội
do Léon Blum soạn
Nhu' Tùng dịch giá 0p.15
Mua buôn và lẻ xin gửi thơ và mandat cho
MAI-NGỌC-THIỆU
28 — Ngaiên-Trăi — HANOI

LIBRAIRIE — PAPETERIE — RELIURE
TRAN - VAN - TAN
N° 62, Rue du Coton — Hanoi
FOURNITURES GÉNÉRALES DE BUREAU & ARTICLES SCOLAIRES
ACHAT & VENTE DE LIVRES D'OCCASION
RÉPARATION DES STYLOS
Dépôt de stylos :
ROD, BOY-SCOUT, FIDES, SEMPER, GRAND-AIGLE.
Prix défiant toute concurrence

CÙNG ANH EM LAO-ĐỘNG XỨ ĐÔNG-DƯƠNG
Sau khi Chính-phủ bình dân Pháp lên cầm quyền, anh em lao-động Đông-dương được hưởng quyền lợi gì ? Quan Tổng-trưởng bộ thuộc-địa Moutet đã cho anh em lao-động thế nào ?
XIN XEM CUỐN : CHẾ ĐỘ LAO-ĐỘNG ĐÔNG-DƯƠNG
(tức là đạo luật do ông Moutet)
có cả nguyên văn bản chữ Pháp, 116 trang 0p.17.
do Tam-Thanh dịch thuật
Nhà in Mai-Linh xuất bản, có bán khắp xứ Đông-pháp
CHÚ Ý : có thể gửi 0p 20 tem (tính cả cước) cho nhà xuất-bản. Ai góp mua chung nhau từ 5 cuốn, không phải tính cước.
THƯ VÀ MANDAT : Imprimerie MAI-LINH
60-62 AV. Paul Doumer (Haïphong)
hay 7, Viraz Marchà (Hanoi)

Contre l'usure

Hanoi, le 25 Février 1937

A Monsieur J. Godart.

Monsieur le Ministre,

Nous, petits commerçants, moyens fonctionnaires, ouvriers et ce qui suit, tous les pauvres-petits indigènes de l'Indochine, avons l'honneur de venir très respectueusement vous exposer ce qui suit :

Arrivant très difficilement à joindre les deux bouts, à gagner notre bolée de riz quotidienne, nous laissons à d'autres plus qualifiés, ayant plus de loisirs, le soin de vous exposer plus en détail nos conditions d'existence plus que misérables.

Nous voulons seulement aujourd'hui vous saisir d'une question, vitale pour nous, qui est une des principales causes de notre misère actuelle, nous voulons parler des *chettys noirs*. Vous avez entendu parler très certainement, Monsieur le Ministre, de ces prêteurs de couleur qui nous vinrent de l'Inde Anglaise et qui s'installèrent à Saigon, Hanoi et dans les grandes villes de l'Indochine, et ils font profession de sucer le sang humain et provoquent comme à plaisir des misères, des ruines, des deuils, des scandales et des faillites retentissantes.

Partout en Indochine, dans toutes les langues de l'Union, on les désigne sous le nom de « vampires », ce qui prouve leur voracité et leur féroce appétit. A eux seuls, ils font autant que quatre petits indigènes de l'Indochine pleins de torts que les plus terribles épidémies.

Voici comment ils opèrent :

Pour un prêt consenti, le prêteur exige deux signatures dont l'une émane souvent d'un fonctionnaire.

Pour cent piastres prêtées, par exemple, deux signatures figurent au bas de l'acte d'emprunt par lequel la somme prêtée devient 130 piastres plus les *intérêts de droit*. Après la rédaction de l'acte, le chetty remet à l'emprunteur 87$ déduction faite, dit-il, « *des frais de papeterie* ». Chaque mois le malheureux emprunteur doit verser 13$ et ce pendant dix mois. A défaut d'un paiement à terme échu, l'emprunteur paiera 13 piastres d'intérêts par terme s'il est bien avec le chetty. Dans le cas contraire, il sera assigné, avec celui qui lui a servi de caution, devant le Tribunal civil où automatiquement, ils seront condamnés presque toujours par corps à payer la totalité de la somme restante outre *les intérêts de droit*. Il arrive très souvent que pour quelques centaines de piastres, l'emprunteur et la caution, après avoir subi la contrainte, voient leur ruine consommée, la situation administrative de la caution irrémédiablement perdue, n'ayant plus de quoi payer une somme à double exagérée trois fois cette prêtée, car vous n'ignorez pas, Monsieur le Ministre, que les frais en ces sortes d'affaires sont excessivement élevés.

Monsieur le Ministre, ces chettys sont un véritable fléau pour la population laborieuse de l'Indochine, prêtant à des taux *usuraires* exorbitants de 36 % par an (3000 par mois).

Si nous nous trompons, Monsieur le Ministre, daignez nous excuser, car nous ignorons les agissements scandaleux, les usures opèrent tranquillement au grand dam de la masse laborieuse.

Par le mécanisme des paiements mensuels (capital et intérêt réunis), ces intérêts s'ajoutant deviennent des intérêts composés et sont dans l'ordre du 100 à 150 % par an.

Veuillez remarquer, Monsieur le Ministre, que le système de vente pratiqué est une somme de base si on emprunte 100, 200, 300 piastres, les chettys suivant le même barème feront payer 13, 26, 39 piastres d'*intérêts composés* par dix mois.

Par ailleurs, leur comptabilité se fait en leur langue (contrairement aux règlements en vigueur) ce qui rend tout contrôle impossible.

Les agissements de ces chettys, — véritable plaie sociale — sont intolérables et l'extraordinaire c'est que, opérant au grand jour et de façon aussi scandaleuse depuis des lustres, aucun parlement réuni et élu, ils n'ont été l'objet jusqu'à présent d'aucune poursuite judiciaire pour usure, tellement ils sont tabous, avons-nous dit, en haut-lieu.

Nous vous demandons donc très respectueusement, Monsieur le Ministre, de bien vouloir user de votre haute autorité pour nous supprimer ce fléau social. Et pour cela, nous vous demandons instamment de bien vouloir :

1° faire ouvrir une vaste enquête au cours de laquelle tous les emprunteurs seront entendus pour voir confirmer ce que nous venons de vous exposer plus haut, il suffirait de saisir les registres de ces chettys pour avoir la liste complète de leurs empreintes).

2° faire poursuivre ces chettys pour *usure* si les faits que nous dénonçons sont établis.

3° faire prononcer contre eux des sanctions sévères sans préjudice, leur expulsion du territoire de l'Indochine.

4° faire instituer une *caisse de crédit* qui consentirait à des taux légaux des prêts à long terme aux gagne-petits (moyens fonctionnaires, petits commerçants et ouvriers indigènes, etc...) que des nécessités impérieuses ont jetés entre les griffes de ces vautours, à défaut d'un organisme de crédit leur venant en aide. Cette caisse de crédit serait chargée de régulariser la situation créée pendante entre les chettys et des emprunteurs qui soraient dans l'impossibilité de se mettre en règle immédiatement avec les chettys au moment de leur expulsion éventuelle.

Dans l'attente d'une suite favorable à notre requête, nous vous prions, Monsieur le Ministre, d'agréer l'expression de nos sentiments respectueux et de profonde gratitude.

Les moyens fonctionnaires et petits commerçants et ouvriers indigènes de l'Indochine

AMNISTIE

Si sous le règne de Pasquier-Berlia, des bombardements aériens détruisent des villages entiers des extermination en masse s'organisent dans les prisons et les camps, cela ne compte. Mais il est interdit aujourd'hui au Cabinet Blum de se former sous le signe de la lutte contre la réaction, contre le fascisme : faisons encore mourir dans les prisons des centaines de victimes de cette réaction de ce fascisme. Il est inadmissible que M. Brévié représentant le gouvernement du Front Populaire qui a dit le porte-drapeau de la démocratie laisse la Mort condamner sans appel pas d'un militer de meilleurs défenseurs de cette démocratie.

Il s'agit plus d'une question de principe que de générosité ou de bienveillance.

Le Gouvernement du Front Populaire en faisant voter la loi sur l'amnistie n'a fait que tenir dans de ses promesses vis-à-vis des combattants du Front unifasciste et démocratique. Mais cette promesse, cet engagement n'a pas encore été rempli entièrement. En Indochine, une partie seulement des victimes de la réaction ont quitté les bagnes, plus de 500 y gémissent encore. Pourquoi donc cette demi-mesure ? Pourquoi cette distinction entre combattants d'un même front ? Pourquoi cette différence entre soldats de la Révolution ?

L'heure n'est plus de tergiverser. Il y a plus de 500 vies humaines à sauver. Il y a plus de 500 militants d'une cause noble et humaine qui souffrent, qui râlent et dont le cœur bat déjà au ralenti. Il y en aura peut-être moins demain. Et avec le sabotage de la réaction coloniale, on a à craindre qu'il n'y ait un jour que des cadavres à récolter.

D'autant plus que les prisonniers politiques qui vient d'être libérés portent les traces visibles des atrocités qu'ils ont endurées aux bagnes. Jeunes et robustes il y a quelques années, ils nous reviennent horriblement vieillis, squelettiques, le corps meurtri, les uns infirmes, les autres tuberculeux (90 %). Beaucoup succomberont quelques temps après leur libération tandis que d'autres se débattent sur leur lit de mort.

A Poulo Condore » et à Dak Puo » faisant encore une lumière crue sur les crimes commis quotidiennement dans ces bagnes perdus de la forêt ou de la mer où les prisonniers politiques indochinois purgent leurs peines.

Ce nouveau Chef de la Colonie, en déclarant que l'amélioration de la « vie matérielle et morale des masses travailleuses » est une tâche à laquelle, a dit la législation sociale est « une œuvre indispensable d'apaisement » a légitimé dans une certaine mesure les luttes qui se sont déroulées et se déroulent sous nos yeux et reconnu indirectement le noble idéal qui anime les militants des classes laborieuses de ce pays.

Nous lui rappelons que plus de 500 encore de ces militants oppressés là-bas, à Sonla, Lao Bao, Ban Méthuot, Dak Puo, Poulo Condore..., plus de 500 jeunesses dont toute le crime est d'avoir été et d'être du côté de cette population « déshérité » qu'il assura de la « priorité de son aide et de sa sollicitude ».

Nous lui confions la vie de ces 500 de nos camarades.

Plus que jamais l'amnistie générale s'impose ;

En attendant, qu'on instaure tout de suite le régime politique dans les prisons.

Qu'on évacue aujourd'hui même les bagnards sur leurs prisons d'origine.

L'heure est urgente. Tout retard décèle un crime.

Voici quelques spécimens de la persécution odieuse qui sévit sur tout le territoire indochinois contre les libérés politiques :

Pham van-Xuy détenu politique, originaire de Thai binh, récemment de retour de Poulo-Condore, n'a d'autre gagne pain que celui de vendre et celu depuis un mois la soupe chinoise à Haiphong. Le 23 Janvier, le Chef de la Sûreté le fit venir au bureau lui intima l'ordre de quitter Haiphong sur le champ sous peine d'être mis en prison. Car Xuy a été condamné à la peine accessoire de 5 ans de résidence de séjour dans 5 villes : Honi, Haiphong, Namdinh, Hadong, Bueninh. Après force supplications, le chef de la Sûreté lui accorda un délai de 2 jours et le 25 Janvier, il a dû quitter Haiphong avec son paquet de vêtements, à la recherche de son bol de riz quotidien

Huynh Ut, ancien détenu politique originaire de Tan-Phong province de Quang-Ngai, s'est établi depuis son retour, dans un village Moi (Ba To) pour gagner sa vie. Récemment, un article paru dans le Tiêng Dân et dont on ignore l'auteur, dénonçait toutes les exactions et injustices commises par le Kiêm Ly et le sous-lieutenant de la Garde indigène de Ba To. Ceux-ci soupçonnèrent Ut d'être l'auteur de l'entrefilet, l'arrêtèrent, et après lui avoir sauvagement torturé, le gardèrent en prison.

Au village de Hoa Lang Quang Ngai Cao Nguyên un ancien détenu politique revenu de Lao Bao, n'obtient pas l'autorisation d'aller à Tân An pour rendre visite à son père, malgré les nombreuses demandes qu'il a adressées aux autorités.

Au village de Quat-Lam, Quang Ngai, deux anciens détenus politiques Nguyên Tin et Huynh Toon Cau de retour de Lao Bao soumis à la surveillance administrative ont adressé plusieurs requêtes au Tuan Vu et au Huyên pour demander l'autorisation de quitter leur village et aller ailleurs chercher du travail, leurs rizières ayant été confisquées par l'administration pendant les années de répression sanglante. Ils n'ont reçu aucune réponse.

Au village de Hung nghia, Quang Ngai, un détenu politique est revenu de Lao Bao très malade sans ressources, toutes ses rizières confisquées par l'administration ; il se trouve dans l'impossibilité de se procurer des remèdes et pourtant on lui a catégoriquement refusé l'autorisation de venir à l'hôpital.

Remerciements

Mme et M. Nguyên-manh-Liên et leurs enfants

Jame et M. Nguyên-trang-Trac et leurs enfants

Mme et M. Nguyên-thuc-Lang leurs enfants et leur famille

Ont l'honneur de présenter — à l'occasion du décès de leur père, beau père et grand père — des remerciements anticipés à tous les camarades, parents et amis qui ont assisté aux obsèques du 17 courant.

POUR VOUS FAIRE BEAU
POUR ÊTRE JAUNE
FAITES-VOUS RASER AU

SALON DE COIFFURE
Pham Manh - Kha

LE RENDEZ-VOUS
DES HOMMES CHIC

Provocation patronale

Des renvois, toujours des renvois

Les deux ouvriers, graisseurs de la Cotonnière de Haiphong viennent d'être renvoyés : Nguyên-Hôi et Nguyên-van-Tu.

Ils ont été soupçonnés d'avoir pris une part active à la dernière grève

Le 15 Février sans aucun motif, le Directeur de la Société les a fait venir dans son bureau et leur a signifié purement et simplement leur renvoi.

Ils furent obligés de déguerpir sans délai.

Où en est l'application des lois sociales ?

Haiphong le 15 Février 1937

A Monsieur Godard délégué général du Gouvernement de Front Populaire Hanoi.

Monsieur le Ministre,

Nous soussignés, équipages des chaloupes naviguant sur les fleuves et rivières du Tonkin, avons l'honneur de vous adresser cette présente tendant à vous prier d'intervenir sur le conflit qui existe entre nous, ouvriers et patrons.

Nous vous avons envoyé, il y a une semaine une requête vous exposant notre malheureuse situation.

Nous avons envoyé, deux fois déjà, à Mr le Maire de Haiphong, une demande sollicitant l'intervention gouvernementale en notre faveur mais avons adressé à nos patrons les revendications suivantes :

Augmentation des salaires de 40 % ;
Réduction des heures de travail ;
Amélioration de notre vie au point de vue de l'hygiène (nalles, vêtements etc)

C'est en vain que nous attendons la réponse patronale.

Monsieur le Ministre, nous espérons maintenant qu'une prompte satisfaction nous sera donnée et à défaut de cela nous déclarons qu'une grève sera déclenchée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Les matelots de diverses chaloupes

ACHETER
Les nouveaux modèles
CHEVROLET
Freins hydrauliques puissants — Carrosserie aérodynamique « Taut acier » — Malle arrière — Deux raues de secours
GARAGE AVIAT
Angle Bds Rialan et Gambetta
HANOI

TRAC — salon de coiffure — TRAC
86 Rue du Chanvre — Hanoi

LY - SENG - BAO
Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie
42, Rue des Paniers — HANOI
Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze
Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur
Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Essayez les Chaussures
de la
Maison CU-TAI
(74 Rue du Chanvre, Hanoi)
et vous serez ravis de leur élégance le moins coûteux jetara pourtant à la plus parfaite solidité,

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

ALIMENTATION GÉNÉRALE
AN - VINH
2 et 4 Bd Bông-Khanh, Hanoi
Téléphone : n. 118
Expéditions dans l'intérieur
Gros — Demi-gros et Détail
Envoi prix courant sur demande

Le Huy - Phach
Pharmacien sino-annamite
Spécialiste des maladies vénériennes, des maladies des reins et du cœur
LE HUY - PHACH
149, Rue du Coton — Hanoi

Passez votre soirée au
REX - BAR
Route de Khâm - Thiên
Consommations de choix
Rafraîchissements Charmeuses

Après la visite de M. Godart à l'asile de Vôi

qui la libérait ainsi que ses camarades, elle devait depuis longtemps sortir de l'asile. Elle continue cependant à y rester.

M. le Ministre J. Godart quand il fut mis au courant de la situation de ces camarades prit soigneusement note.

Le lendemain de bonne heure par un coincidence heureuse il alla visiter l'asile de Vôi et put se rendre compte sur place de l'état de ceux qui demandent son intervention.

Le ministre qui profita de sa visite pour interroger les intéressés a pu demander l'élargissement de la camarade Chu Thi-Nhieu. L'état de celle-ci est redevenu normal. Elle peut dans un bref délai partir, juste le temps pour que les formalités judiciaires soient faites en sa faveur.

Nous avons vu les deux jeunes filles. L'ouvrier Quy seul n'était pas venu à notre appel, il s'alitait à la salle d'infirmerie.

La camarade Chu-Thi Nhieu qui arriva la première était contente de nous voir. Elle causait, riait et ce donnait accru signe de démence.

— Pétais t'ene, nous avait elle dit,le pleurais abondamment, moi qui n'aime pas à pleurer. Le ministre m'a interrogée un bon moment sur mon cas. Je lui ai répondu que j'en m'avait arrêtée parce qu'on me soupçonnait d'avoir fait partie d'une association secrète. Je lui ai répondu encore que j'étais né à Banyen Nhan, que je faisais le commerce à Hongay, que je sais annamites et que je veux sortir d'ici le plus tôt possible.

Elle ne cachait pas sa joie quand nous lui disions qu'elle va être relâchée sous peu.

Elle s'attristait quand elle sortit que près d'elle vivent encore deux autres camarades qui ne peuvent pas sortir. Leur état reste délant.

A peine nous eut-elle quittés que la jeune camarade Nguyen-thi Xian arriva.

— Xuân ?

Est-ce elle ?

Nous semblions rêver. De la militante de jadis que voyions-nous ? L'être humain qui était là devant nous avait sa tête entièrement rasée ses mains et ses pieds rougissaient de froid et de fièvre. On dirait que le pauvre voulait s'agripper à force de retenir des muscles qui s'enflaient. Le corps tremblait, tremblait dans un « pull-over » de coton et une jupe de toile grossière. Les yeux qu'on avait connus vifs n'avaient plus d'expression. La bouche qui exprimait à la fois le plaer et le rire semblait marquer un dégoût qui subsistait même à travers la démence.

Devant ce spectacle poignant l'âme la mieux trempée se sentit affaissée !

La camarade Xuân ne nous a pas reconnus. On lui parla. Elle répondit d'abord normalement. Elle s'égara ensuite. On n'entendit plus enfin que des paroles incohérentes, entrecoupées. On les aurait prises pour des sanglots.

Alors que les petits fascistes de l'Indochine appellent au sang et au carnage, là devant nous se dressa l'une des victimes de la répression. La scène était à la fois terrible et éloquente. Si le corps céda aux tortures l'idée persiste. Elle grandit et grandit celle qui l'avait portée.

La logee humaine — non l'on est plus nue — inspira du respect. Dans cette femme, nerveusement brisée, demeurait pour nous la courageuse militante. Celle qui a donné son corps et son âme à la cause du prolétariat. En elle, marque toute la profondeur de la lutte que mènent les enchaînés du travail. En elle resplendira le sacrifice des combattants.

Nous avions plus que de l'émotion à la voir. Par réaction instinctive nous mordions nos lèvres. La victime ne nous inspirait pas de pitié mais du courage. Dans la lutte, il faut être trempé et conscient.

Nous voulons dire beaucoup de choses à notre camarade. Nous voulions lui exprimer toute la grandeur de notre sympathie. Nous ne pouvions plus.

Sur le chemin de retour, alors que la voiture filait entre deux rangées d'arbres bien alignés nous méditions sur les enseignements de la scène passée.

Nous avancions. Nos idées de plus en plus se précisaient.

Nous grimpons du chemin.

Mais combien de sacrifices avons-nous laissés !

Huê Dân

NGUYÊN - VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs — Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle.

xưởng máy **Nam-thai**

N° 302 bis *Route Khâm - Thiên*

LÀM :

các thứ hộp bằng kim-khí để dựng cơm, sắp, đầu nhờn, mỡ, các thứ nắp lọ brillantine, nút chai vén vén.

riêng làm thứ đèn đồng mỹ-thuật thắp dầu tây vừa sáng, đẹp vẻ bền.

bảo hành 3 năm

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

cải

TRINH - ĐINH - KÍNH

65—Rue des Paniers, Hanoi

Chez **Khôi-Ky**

Travaux de vitrerie

Biseaux d'installation et pour

Pare-Brise d'auto

Etalages et vitrines

Machine pour biseautage chanfreinage

36 Ferblantiers — Hanoi

Télép. n° 858

LA MARQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES

Chân - Long

9, rue Paul - Bert
33, rue des Paniers **HANOI**

SPÉCIALITÉ :

de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants.

Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

LA LEÇON DU PASSÉ

Grèves et contrats collectifs au temps du régime corporatif

L'histoire du travail reste encore dans ses plus fragmentaires de toutes. Ecrite avec quelques certitudes reliées de longues légendes romancées, elle ne permet qu'assez mal de suivre la longue série de patientes et obstinées conquêtes par quoi la classe ouvrière a réussi peu à peu à faire reconnaître ses droits à la vie et à la libre disposition de son activité. La croyance subsiste que la Révolution lui fut la première émancipatrice, alors qu'elle démolit en cootrsire, par la fameuse loi Le Chapelier, un ensemble de traditions économiques et judiciaires qui avaient depuis un quart de siècle établi au bénéfice des ouvriers organisés ce qu'on appelle professionnels — le mot que l'emploie à dessein est moderne, mais non par la chose — un véritable contrat collectif de travail dont les stipulations essentielles sont insérées au règlement de 1781. La non moins fameuse loi de 1884, en l'usage historique veut que commence la législation moderne du travail, forme sous laquelle l'essier juridique de celle-ci. Mais on oublie trop à l'ordinaire que depuis des siècles il existait pourtant dans le pays des organisations ouvrières, tantôt permanentes, tantôt tolérées, tantôt admises à représenter devant l'arbitrage des pouvoirs publics les intérêts de leurs membres en face de ceux des maîtres de corporations ou des directeurs de manufactures.

Une vision pittoresque de la vie corporative, reprise parfois de nos jours encore, a tracé du marché du travail dans l'ancienne France une manière d'idylle flamande : joie familiale et tranquillité de heureuses dont l'historien cherche en vain les traite dans les documents qui en restent. Sous ce masque trop complaisant, nul ne voit guère l'âpreté des batailles par quoi l'ouvrier — le compagnon, pour parler le langage du temps, — avait réussi à peu près sur cuvinse du 1780 à émanciper d'abord sa personne, puis à obtenir une rémunération approximativement satisfaisante de son travail.

Cette conquête se réalise sensiblement en conre du long règne de Louis XV bien que le règlement qui en codifie les bénéfices essentiels soit de quelques années plus récent. En 1715 encore, l'ouvrier n'est guère qu'un serf libérent ; en 1781 il est devenu un homme. Tels que sont demeurés nos devoirs à la mort du Roi Soleil, le compagnon des arts et métiers, érigés en confréries, passe sa vie sous la double surveillance de la police du roy s'il se déplace, des syndics de la corporation patronale s'il est en station. Il ne peut quitter son travail sans préavoir au lieutenant du ruy de police un congé que son maître lui délivre à peu près exactement à son caprice. Interdiction lui est faite de sortir dans les rues après huit ou neuf heures du soir, de se réunir avec des camarades à plus de trois à la fois, de loger ailleurs que chez le patron. Il n'a pas même le droit de choisir celui-ci. A l'arrivée dans une résidence nouvelle, il lui faut faire viser à la police le passe-port que lui délivre la cité précédente, contre présentation du congé patronal et, sur le vu de cette pièce, le syndic de la corporation on l'affecte à l'atelier de son choix que l'ouvrier ne peut refuser sous peine d'amende ou de prison, ou, si la ville n'a pas besoin d'ouvriers, le refoule vers les routes, dans un vagabondage contraint où la répression de la brigandage sont ses seuls modes de subsistance. Il a fallu bien du goût pour la poésie pour transformer cette mendicité traquée en une sorte de randonnée romantique, pleine de mauvais gîtes et d'heureuses rencontres, tels enfin qu'à travers la littérature nous apparaissent les compagnons du Tour de France !

Comment ces malheureux, soumis au régime constant de la surveillance policière, réussirent-ils en trois quarts de siècle à s'émanciper à peu près complètement ? C'est aux des victoires les plus intéressantes de l'organisation corporative. Il est certain, au surplus, qu'elle n'aurait pas été si complète si, au même moment, la naissance de la manufacture n'avait facilité les groupements professionnels et apporté à l'application des règlements de police toutes sortes de tempéraments, allant dans bien des cas jusqu'à la complicité ouverte entre employeur et employés.

Le dix-huitième siècle est marqué en France par une recrudescence de l'activité compagnonnique. Elle s'atteste tout ensemble par la multitude des arrêtés royaux ou provinciaux, édictés pour la combattre, et par les innombrables procès-verbaux de police qui constatent l'impuissance des pouvoirs publics à l'endiguer. La place nous manque pour retracer en détail le tableau pittoresque et si souvent dessiné non sans onjotivres de ces sociétés des Compagnons du Devoir, de Saint-Joseph, de ces « Jeunes » des « barbeyans » avec leurs « cigues, mots et attouchements », le rituel compliqué et algotique de leurs réceptions, leurs étranges cérémonies latitaliques, aux étranges résonances historiques, si curieusement déformées. Ce qui était en soit est essentiel se ramène à peu près aux traits suivants : 1° Chaque corps d'état important constitue un syndicat ouvrier dans lequel des postulants ne sont admis que sous la double garantie d'une compétence professionnelle vérifiée et d'un loyalisme corporatif mis au préalable à l'épreuve. 2) Dans chaque ville le syndicat possède un lieu d'agile et de réunion. Le tenancier visible en est le « mère», hôtesse et sa bonne bailleuse de cuisine le chef réel en est l'« ancien » qui a pour mission de contrôler les conditions du travail dans la localité et parfois d'intervenir, secrètement ou ouvertement, dans l'établissement des contrats corporatifs. 3) La discipline de la confrérie ne souffre pas d'infraction. Les rixes entre devoirs différents ont presque toujours pour origine le refus par l'un d'accepter d'appliquer les interdictions de l'autre. C'est cette discipline sous qui permet de tenir tête à un patronat, légalement tout-puissant.

Car la grève prend en ces temps des formes beaucoup plus insidieuses que dans la nôtre. Elle peut mener aux galères ceux qui s'en font les meneurs ; elle se camoufle en conséquences. Elle n'est pas moins efficace et effective. L'histoire n'a retenu que les plus spectaculaires : chapeliers de Marseille, papetiers de Mazamet, imprimeurs et rouleurs de Paris. Les plus sûres et les plus fréquentes sont de toute autre espèce. Le « devoir » frappa d'interdit tel corps de métier de telle ville, où désormais nul compagnon ne se présente plus. L'on parle d'autres fois d'ouvrir encore un place et battent aux champs ». C'est à raison d'une industrie. Et l'on voit les syndics patronaux entrer au pour parlers avec l' « ancien », suspendre le cas échéant le patron dont la piété est à l'origine du mouvement, soumettre à l'agrément de leur assemblée professionnelle un contrat collectif garanti par les autorités et dont patrons et ouvriers font désormais leur charte locale. C'est par cette double voie de l'organisation et du boycottage que l'ouvrier s'émancipe.

Il n'y aurait pas si complètement réussi à dans le même moment la naissance de la manufacture n'avait parmi aux chômeurs, volontaires ou non, de rencontrer immédiatement du travail. Mais le manufacture est l'ennemie née de l'artisanat acharné à défendre contre elle des privilèges corsants au lieu de tenter une lucrative collaboration. La manufacture recrute donc dans les « batteurs aux champs » en rupture de congé, les escrocs, les payo un peu plus cher que les maîtres artisans, surtout acceptés de les laisser se nourrir à leur gré, et, faute de place, obtient la dérogation à la clause du couchage par le patron. Si la police s'en mêle, alertée par les syndics patronaux, le directeur de manufactures est une puissance qui peut se donner les goûts de laisser le gast se morfondre à sa porte et de parler aux autorités de puissance à puissance. . . quand il n'est pas lui même l'autorité. Même on consentent à ses ouvriers des avantages supérieurs — ce n'est pas encore beaucoup ! — au contrat artisanal. le manufacturier s'y retreuve. La charte qu'il pesse devint la charte-type du corpe d'état dans lequel il continue théoriquement à être rangé. Tant que l'artisant n'anra pas été coomis à cette nouvelle loi, la manufacture fait jen commun avec le corporation ouvrière. Après, les intérêts divergents amèneront la ruptures, les conflits, la guerre. La révolution bourgeoise victorieuse passera y mettre fin en coppriment toute possibilité d'organisation ouvrière. C'est déjà une autre histoire. Ce qui nous intéressait aujourd'hui n'était que l'esquisse le grands traits d'une épidémie les plus fondamentaux connus et les plus pathétiques de l'histoire du travail : la naissance à la dignité humaine et à la liberté civile d'un prolétariat encore lui-même inconscient de sa propre force.

Gastan-Matin

(Œuvre 10-1-37).

Photo Asie Studio

N° 58 Avenus Clémanceau

NAM-DINH

Ouverture le 20 février 1937

TAY-BAN-NHA

1936

Hémorrhoïde aigue ou chronique

traitement antiphlogistique, traitement suppressif.

Drogues très efficaces, traitement Particulièrement en 2 jours.

Syphilis : toutes les périodes

traitement : symptomatique et causal.

DUC THO DUONG

241 - Route de Huê — HANOI

Diên - Tùng

Architectes diplômés

Anglo Rue Potier et Av. Beauchamp

Par les temples on vérité. Sortir est une chose salutaire. Un passage Au-Thai modèle de cette année. Vous mène partout en toute sécurité.

AN-THAI

2, Nguyên-Trong-Hiệp, 2 HANOI

Grande fabrication de poussepousse moderne — Pâturage au pistolet — Modèle 1936-37.

Bán buôn và bán lẻ các thứ hàng bằng giấy, bìa, thẻ, bánh, giấy thếp, to và nhỏ.

Giá bọ không dán hàng.

Thẻ 0p.14 một cái hay

Hành 0p.16 — —

Bảo-ngu 1p.00 — —

Công-nhi-xi (gắn chữ) 3p.20 một cái tây.

S. E. X. P. I.

Các ngài ở tỉnh xa về Hanoi, xin nhớ lại thăm gian hàng bán tơ của bản hàng ở số nhà 13 cạnh chợ Đồng Xuân.

Ở xa muốn mua buôn xin gửi thư về :

Boîte postale n° 84 Hanoi

Cần nhiều đại lý các tỉnh

LABORATOIRE DE PROTHÈSE DENTAIRE

SINH - SINH

50, Rue Jules Ferry, 50

Hanoi — Tonkin

Draperies—Lainages
Fournisseur en gros pour tailleurs

TAN-MY

Grand Tailleur

5, place Négrier — Hanoi

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Hémorrhoïde aigue ou chronique

Syphilis : Toutes les périodes

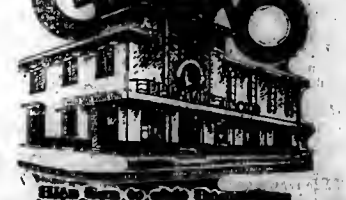
Résultats efficaces et rapides par le traitement nouveau.

Facile et Radical

CABINET MÉDICAL

Dr Trân-Van-Sang

78 Rue du Papier — HANOI



Le bien des hommes appartient collectivement à tous les hommes : celui du travail des hommes, — des vivants et des morts, — est plus particulièrement à tous les hommes. Chacun doit son plein travail à l'œuvre commune ; chacun doit recueillir sa part du travail commun. En ces quelques formules si simples tient l'essentiel de la pensée socialiste. Notre doctrine est donc celle qui peut réaliser la fraternité comme l'égalité. Qui peut la contester ou la combattre ? Ceux qui ne veulent pas la comprendre ou ceux qu'elle lèse dans leurs intérêts. Ceux dont elle ferait tomber les privilèges, ceux dont elle ferait cesser l'usurpation. Usurpation consacrée par la loi, protégée par toutes les puissances de propagande et de contrainte, perpétuée par toutes les formes de l'héritage social, mais qui toujours contraire à la raison et à la justice, se trouve enjourd'hui en contradiction manifeste avec la moralité générale de ce monde, avec les lois et les besoins généraux de production. La propriété, dans la légalité capitaliste, c'est le droit d'en oser à son gré, de la transformer, de la transmettre, de la détruire. Le propriétaire d'un stock de blé peut le brûler, s'il lui plaît, quand le pain manque à la ville voisine. La propriétaire d'une usine peut la laisser coémer, s'il lui plaît, quand les outils de première nécessité manquent à l'industrie ou à la culture.

Peu importe l'intérêt commun, la chose est à lui. Le jeu de la concentration, de la capitalisation, de l'héritage pourra rassembler dans les mains d'une centaine d'hommes à la rigueur dans les mains d'un seul.—Wells a fait ce rêve — tante le propriété utile du monde. Peu importe l'esclavage universel, la propriété reste sacrée. « Propriétés, mais c'est l'instinct de conservation qui doit alors, à tout seul, légitimer la révolte. Soogeons que le propriété individuelle a déjà subi quelques atteintes, que le progrès matériel et moral des sociétés a déjà arraché en propriétaire quelques-unes de ses attributs séculaires. Un Romain était propriétaire de ses enfants comme de ses esclaves ; il pouvait les vendre ou les tuer. Un planteur des Antilles était propriétaire de ses esclaves comme de ses champs de canne-à sucre. Mais le conscience humaine a élevé son cri et ces formes de la propriété sont tombées. D'autres tomberont à leur tour, qui sont nées de la même conception dévice et exorbitante du droit. Ce que nous disons aujourd'hui, c'est qu'un homme ne peut demeurer maître absolu, maître unique, maître éternel par sa descendance, de ce que le collectivité des hommes a jadis créé, ou créé, ou qui conditionne aujourd'hui la vie collective des hommes. Et nous avons proclamé le socialisme quand nous avont dit cela.

Vous entendez d'ici les répliques intéressées ou scepliques. Quoi, nous disont ces railleurs, pour justifier le socialisme, es sont les lois économiques, les nécessités de la production que vous te voques ! Touchant paradoxe ! Mais vous savez-bien-que les hommes n'ont pas naturellement le goût du travail. Pourquoi travaille-t-on ? Pour gagner de l'argent, pour épargner, pour transmettre à ses enfants le fruit de son épargne. Quand vous aurez supprimé ces deux stimulants de la paresse humaine, le désir du gain et l'héritage, vous aurez tout bonnement rejeté l'enfant homain à son apathie atavique, il ne travaillera plus que pour satisfaire à ses besoins élémentaires, on bien il ne travaillera plus que par contra nte. Etat de la production indéfiniment ralentie, ou bien état de travaux forcés et de chiourme, voire cité socialiste aboutira nécessairement à l'une ou à l'autre. Choie sxex...

Il faut bien que je soppose ce langage. On vone le tinu, on vous l'avez entendu tenir. Il faut bien aussi que j'y réponde, quelque décourageament que l'on éprouve à chasser sans cesse devant soi l'éternelle sottise. L'éternelle routine, l'étarrchie héréditaire. Oh ce n'est pas qu'un délibataire, qu'un homme on qu'une femme sans enfants fussent moins actifs, moins industrieux, moins âpres en gain qu'un père de famille ? Que chacun regarde près de lui, et vérifie. J'ai vo souvent que la charge de sa famille obligeait un homme à un travail excessif, sermenant, pauvrement rémunéré. Je n'ai jamais vu trace de découragement d'homme d'no effort utile et fit d'un travailleur au oisif. La vérité est, tout simplement, que, par un secret instinct de moralité, nous sommes moins honteux de rapporter à nos enfants qu'à nous-mêmes notre appétit personnel de tucre. Il arrive que des bourgeois prennent plus tôt le temps de « se retirer des affaires », comme ils disent, parce que leur fortune acquise, médiocre pour de nombreux enfants, suffit en contraire à leur ménage stérile. Mais, qu'ils vendent leur fonds de commerce on ferment leur boutique, de quelle activité utile cette retraite prématurée prive-t-elle la société ? Nou, il n'est pas vrai que la transmission héréditaire, signe et moyen de l'usurpation capitaliste, soit l'agent indispensable de la prospérité sociale... L'appât du gain, l'envie de gagner de l'argent ? c'est entre chose. Si nous considérons autour de nous le mêles des hommes, elle paraît dirigée en effet par ce mobile unique. Gagner de l'argent, c'est le véritable idéal humain, le seul que proclame et qu'essaie de réaliser une société perverse. Conquérir pour être riche le plus large part des privilèges que l'argent représente on permet d'acquérir, c'est le programme de vie que le spectacle contemporain nous propose. Tout nous appelle à cette lutte : l'opinion et la morale, qui devraient la flétrir, l'exaltant, et il faut une sorte d'héroïsme pour se soustraire volontairement à la contagion. C'est là sentiment moteur aujourd'hui, ne perdons pas notre peine à le cootester. Mais où prend-on le droit de conclure que l'humanité n'eo puisse pas connaître d'autres ?

Le sophisme est id.

J'ai pour ma part une vue moins désespérée on moins méprisante de l'humanité. Je crois, je suis sûr, vous êtes sûrs comme moi que des mobiles d'une autre sorte peuvent pousser les hommes à surmonter leur indolence naturelle. Et d'abord, est-on si sûr que l'indolence teor soit naturelle ? Est-ce qu'un contre re, parmi les données naturelles du problème, l'entende celles qui nous sont fournies par la nature, nous n'avons pas le droit de poser le goût du travail, l'homme aime déployer son activité, employer sa force. Quand il esquive la tâche, c'est que la société l'avait astreint à no labeur sotra que celui où son tempérament propre le destinait. Ce désaccord, nous l'éviterons sans doute, nous qui plaçons à la base même de l'économie sociale la recherche de l'affinité entre le travail et la travailleur. C'est au contraire le loisir prolongé qui nuisle et qui escable, et peut-être, dans la société future, n'aura-t-on pas de peine à occuper le loisir que le travail. Voilà la vérité, si, pour s'en convaincre, il suffit de s'éloigner quelque peu des spectacle présent des choses. Il suffit de s'élever par la pensée au-dessus du misérable niveau des mœurs actuelles, mœurs qui sont le produit direct, et nou la cause, de notre régime social. Faisons cet effort. Considérons si c'est ou non l'appât du gain qui provoque les grands témoignages du travail humain, qui suscita les grandes Achse de l'histoire. Est-ce l'appât du gain qui a édifié les temples de l'Acropole ou les cathédrales gothiques ? Est-ce l'appât du gain qui a inspiré les grands constructeurs d'idées du dix-huitième siècle ? . . .

Si la littérature et l'art sont devenus aujourd'hui métier et marchandise, c'est que la contagino du lucre a gagné l'écrivain et l'artiste, mais on ne none etsera pas nce belle œuvre, dans aucon temps que son enteur ait conçue dene un esprit mercantile. Est-ce l'appât du gain qui incite le savant à la méditation, à la déconverte, est-ce pour « gagner de l'argent » qu'ont travaillé un Newton, un Lavoisier, nu Ampère, un Pasteur ? L'invention pratique, le perfectionnement industriel en sont pas des davestoige à l'espoir du profit, mais un bésoin intime de recherche et de trouvelle qui pnise on ini-même es satisfaction. Vone ne trouverez pas cette tâche vraiment nille à l'humanité dont l'origine ne soit désintéressée... En revenche, nous voyone antour de noue questo sorte d'activité la /désir du gain provoque. C'est pour gagner de l'argent qu'on lance une affaire, qu'on achète une maison de banque, de courtage on de commerce, qu'on achète et qu'on revend, qu'on agiote et qu'on spécule. La désir du gain forme et entretient cette écurie, cette fermentation potride que nous voyone s'étaler à la surface de la vie économique. La société actuelle est peuplée de hardie eventuriers lancés à la conquête de l'or, et qui, par tous les moyens, essaient de dévier à leur bénéfice la conrent des capiteux. Mais de quelle richesse réelle leur endsco a-t-elle jamais accru le monde ? En quoi la société se trouve-t-elle appauvrie quand nous l'aurons nettoyée de toutes ces initiatives parasitaires ? *(A suivre)*

POUR ÊTRE SOCIALISTE

par Léon Blum

8e ANNÉE N° 20 — LE NUMÉRO 6 CENTS — VENDREDI 26 FÉVRIER 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyễn-Văn-Tiến

Abonnements : 1 an : 3$00, 6 mois : 1$60, Adresser correspondances et mandats à M. Trinh-Van-Phu, Administateur-Gérant.

Administration-Rédaction : 28 Nguyễn Trãi, — Hanoi

Tant que les ouvriers resteront inorganisés et dispersés l'application des lois sociales dans ce pays sera mise en échec par l'instransigeance du patronat et les conflits sociaux n'auront aucune solution satisfaisante.

DÉPÔT LÉGAL INDOCHINE N° 2870

Vers le rassemblement populaire indochinois

Pour l'organisation de la classe ouvrière

Devant la menace de plus en plus grave que présente le fascisme dans le monde pour la classe ouvrière, pour la paix et la liberté, la tâche essentielle et urgente du mouvement ouvrier international à l'étape historique actuelle, est la réalisation du front unique de la classe ouvrière.

La lutte efficace contre l'offensive du Capital, contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie, contre le fascisme, ce pire ennemi de tous les travailleurs qu'il prive de tous les droits et libertés, exige impérieusement l'unité de toutes les couches de la classe ouvrière et le rassemblement immédiat de toutes les forces démocratiques de monde.

Ce front commun de lutte contre la réaction est d'autant plus nécessaire que, dans les pays coloniaux, la classe ouvrière est encore dispersée et inorganisée et les organisations politiques de gauche sont pratiquement inexistantes.

En Indochine, le prolétariat qui est la classe la plus asploitée et la plus sacrifiée est sans défenses. Son état d'isolement et de dispersion ne lui a pas permis de réagir efficacement. L'absence presque complète des libertés démocratiques aggrave singulièrement ses conditions d'existence et de travail. La vaste offensive déclenchée par le patronat, depuis la crise, contre ses salaires, [illegible] du minimum nécessaire. Une réaction est inévitable. Elle s'est produite le mois dernier. Plus de cinquante mille ouvriers et ouvrières se sont mis en grève. Leurs principales revendications : augmentation de salaire, suppression des punitions corporelles et des amendes, droit syndical, sont reconnues par tout le monde, sauf naturellement par les patrons, légitimes et raisonnables. Mais cette reconnaissance, pour ainsi dire, morale, ne suffit pas aux ouvriers qui luttent dans des conditions extrêmement difficiles. Il leur faut en action effectif, plus efficace. Il faut qu'ils soient soutenus par une organisation politique ayant suffisamment de prestige pour englober dans un mouvement de front unique l'immense masse inorganisée des travailleurs et pour leur inculquer une discipline et une tactique capables de soutenir l'irrésistible agression du patronat et ses agressions du fascisme.

Nos camarades du Rassemblement des Indochinois en France, ayant senti la gravité de l'heure et la nécessité de grouper nos forces, ont décidé de donner leur adhésion au Rassemblement populaire de France.

Ici, au premier pas a été fait vers le Rassemblement populaire franco-annamite. L'occasion nous a été fournie par une provocation de la Sûreté lors de la réception de M. J. Godart.

Pour répondre à cette provocation injustifiable, un groupe de camarades français appartenant aux divers groupements de gauche et au parti S.F.I.O. accepta le 5 février dernier, notre proposition de former un comité franco-annamite pour organiser la réception de M. le Gouverneur général Brévié. Ce fait est des plus significatifs. Il décèle la vivante conscience internationaliste de nos camarades français et leur compréhension de mener en commun, avec les masses travailleuses du pays, la lutte contre les financiers et les grands patrons qui veulent maintenir l'Indochine sous leur tyrannique domination et ne connaître d'autres lois que celles qu'ils font eux-mêmes.

Nous ne craignons pas de déclarer que notre activité se cassera à la défense des ouvriers et des paysans de ce pays qui sont, comme l'a dit Daniel Guérin, les plus malheureux et les plus exploités du monde.

Mais nous ne négligeons pas pour cela les intérêts d'autres couches sociales, des classes moyennes qui sont actuellement dans une situation extrêmement difficile. Prises comme dans un étau, d'une part entre l'écrasement du grand capital, d'autre part, l'augmentation des frais de production provoquée par la dévaluation monétaire et l'application même partielle des lois sociales, ces petits producteurs luttent désespérément pour leur conservation. Un [illegible] lien. Ceux qui sont en contact avec eux ne sauraient nous taxer d'exagération et comprendraient, comme nous, la nécessité et l'urgence de les engiober dans notre mouvement de front unique de revendications.

Notre volonté est donc d'appeler les classes laborieuses à marcher avec les autres catégories sociales pour faire aboutir, avec leurs revendications de classe, les revendications politiques et économiques intéressant toutes les populations indochinoises.

A plusieurs reprises, nous avons publié notre programme politique et économique. Il est inutile d'y revenir. Nos lecteurs nous ont compris.

Nous faisons aujourd'hui un ardent appel à nos camarades du parti S.F.I.O. de l'Union Républicaine de la ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, aux camarades frantistes, à tous les travailleurs, intellectuels ou manuels, aux artisans et artistes, quelles que soient leurs tendances politiques et leur race, pour la constitution d'un comité de Rassemblement populaire indochinois dont leur programme politique et économique sera le programme du Front populaire adapté aux conditions locales.

Contre la réaction coloniale, nous crions :

Rassemblement !

Rassemblement de toutes les consciences libres, de toutes les volontés fortes, de toutes les forces démocratiques autour d'un programme de lutte pour la Justice, la Paix et la Liberté.

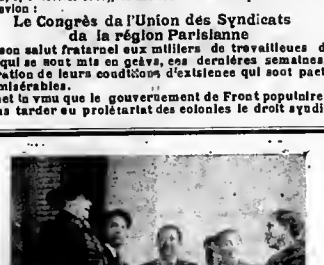
Le prolétariat français soutient la lutte revendicative des masses laborieuses de l'Indochine

L'UNION DES SYNDICATS DE LA RÉGION PARISIENNE qui groupe plus d'un million d'adhérents vient d'adopter à son dernier congrès, (5, 6, 7 février 1937), la motion suivante qu'elle nous a transmise par avion :

Le Congrès de l'Union des Syndicats de la région Parisienne

adresse son salut fraternel aux milliers de travailleurs de l'Indochine qui se sont mis en grève, ces dernières semaines, pour l'amélioration de leurs conditions d'existence qui sont particulièrement misérables.

« Emet le vœu que le gouvernement de Front populaire accorde sans tarder eu prolétariat des colonies le droit syndical. »



Mme Godart reçoit le déléguation du Travail avent de quitter le Toukin

Cliché Dông-Phap

Les grèves à Namdinh

8.000 ouvriers de la SFATE et de la S.C.T. de Nam-dinh sont en grève depuis près d'un mois. Devant la résistance des grévistes, le patronat a décrété le lock-out, espérant avoir raison des travailleurs en les affamant. Les travailleurs ont résisté. Le patronat change sa tactique.

Depuisie jour de l'an annemite, des ombres d'étrangers rôdent sans cesse dans le quartier ouvrier. Elles pénètrent dans les misérables etrai [illegible] dans les petites chambres et donceresement font entendre aux familles des grévistes des raisonnements plus ou moins insidieux. « Revenez au travail, revenez au travail. Vous aurez des améliorations au 1er mars. » Les ouvriers ne se laissent pas persuader. Ils se souviennent des promesses de auguére. On leur avait dit : vous aurez des améliorations vers le 1er et le 2 janvier et les jours suivants se sont écoulé sans leur apporter d'amélioration aucune. Ils ne se laisseut plus leurrer cette fois-ci.

Alors les ombres se sont éloignées et poursuivent d'autres besognes tout aussi scélérates. Elles parviennent avec des sans-travail qui leur sont attachés par des liens plus ou moins spirituels. Il s'agit de tout exploiter, quoi ! La fin-il s'agit de la victoire de la société — justifiera les moyens. Et c'est ainsi que le 18 février, la SFATE rouvrit ses ateliers pour recevoir, non pas les ouvriers, depuis en grève, mais...une dizaine d'ouvriersnouvellement embauchés, une dizaine de briseurs de grève.

Le nouveau gouverneur, M. Brévié, qui doit être au courant de ces machinations des patrons, laissera-t-il faire ? Laissera-t-il les puissances économiques affamer leurs salariés.

Et nous le répétons, les grévistes sont au nombre de 8.000.

Mais le piquent de l'affaire, ce n'est encore rien de tout cela, c'est que les ombres mystérieuses s'identifient non seulement avec certains agents avoués des patrons, mais aussi, mais surtout avec d'authentiques pères de l'Eglise.

Mettre la religion au service du capital d'une manière si ouverte, c'est tout de même un peu trop fort !

CHOSES VUES

Que pour le sport tous les moyens sont permis.

Ceux à qui il a été donné de passer le dernier Tét dans le Truong-Ky ont appris des choses qui étonneraient ailleurs mais que les Annamites du centre, sujets intacts de Sa Majesté, sont habitués à trouver naturelles. L'habitude est une admirable chose. Qu'elle fasse le bonheur en annihilant toute velléité de critique et de révolte, je ne vous apprendrai rien de nouveau à le dire. En cette terre élue où la roguauté et le mandarinat auront encore, à en croire un conférencier de l'on devine, de beaux jours d'otore, le peuple a été soumenteusis mis d'contribution pour la noble cause du sport. Quoi d'étonnant ? Sa Majesté Bao-Dai qui grossit chaque jour davantage — de jeunes Hitlériens m'ont affirmé avec une pointe de fierté qu'Elle est en passe de figurer très prochainement dans la catégorie des poids lourds-Sa Majesté Bao-Dai, dis-je, si elle tient à passer pour la vivante synthèse des traditions millénaires du Viet-Nam et de la belle-cio.isation occidentale, doit faire montre d'un goût très accusé pour le sport. Disons a sa gloire qu'effectivement, Elle est, un enragé sportif. On comprend que ses sujets, s'ils veulent être dignes de ce nom doivent solisfaire ses goûts sinon affecter de les avoir.

Ce principe n'a pas échappé à une Excellence, l'éminent long-nez d'une province du Centre qui est en train de donner un vigoureux élan aux sports, au tennis en particulier. On dit qu'une association sportive a été constituée à la citadelle de ladite province, sous son haut patronage naturellement. Le fils de Son Excellence—en retour de France s'il vous plaît—est, soit dit entre parenthèses, un notoire fervent de la raquelle. L'association avait besoin de plusieurs court, et les membres, sous l'impulsion du grand satrape, brûlaient d'exhiber leur talent sur un parquet vinies de ciment. Son fils étant d'avis qu'il fallait finir la construction des court dans le plus bref délai, Son Excellence en conseil de bonne grâce et décida de recourir à tous les moyens en son pou oir. Celui qu'il a choisi était tout simplement génial, en ce sens qu'il permettait de réaliser d'importantes économies a l'association et de finir les travaux en vitesse. Il fit appel à ce qu'il est convenu d'appeler la main-d'œuvre prestataire. Nos lecteurs savent que chaque contribuable est tenu de payer une portie de l'impôt personnel sous forme de journées de travail, de corvée en somme, et ce au profit des œuvres d'intérêt public. Vers le dix du douzième mois, les notables des villages voisins de la citadelle reçurent donc des « lrol » leur enjoignant de réquisitionner chacun un certain nombre de « dân » pour la construction des court de tennis. Encore que ladite notable ne trouvât pas bien en quoi ces court construits à l'intention de quelques privilégiés, pussent être tenus pour des œuvres d'intérêt public et que « dân » encors moins qu'eux, les uns et les autres n'eurent aucune peine à se persuader que son Excellence avait voulu, par sollicitude, les dérober à la banale fièvre des préparatifs pour le nouvel an.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les travaux, paroil-il ne sont pas encors achevés. Des « dân » sont en troin d'attendre leur tour de contribuer à cette « œuvre d'intérêt public ».

Que si par impossible Son Excellence commence à avoir quelque scrupule, nous le prions de s'en débarrasser sans tarder. Qu'elle soit sûre que son procédé ne tirera pas à conséquence. Car ne vient-elle pas de le trouver comme une approbation officielle dans le fait que ses collègues de Hué, donc tout près de Sa Majesté, s'y sont pris presque de la même manière. Il vient d'aménager un golf construits à une dizaine de kilomètres de Hué dont les cérémonies d'inauguration ont défrayé pendant quelques temps la chronique huéenne. Chacun sait que le golf est un sport des plus prisés de notre jeune monarque. L'inauguration devant avoir lieu le dimanche, 7 Février, les habitants de Gia-Lé et des villages voisins se virent invités, en plein jour de l'an, à arracher d'leurs cérémonies pour aller planter des drapeaux le long des routes en ouo da l'arrivée du cortege impérial.

Tant mieux pour les « dan » da Trung Ky. Cela les habituera à concilier la tradition et la progrès, le culte des ancêtres et le golf ou le tennis. La cour de Hué peal en être fière, qu'attend donc la Patrie Annamite pour la dire tout haut ?

SOUS LA NOUVELLE FORMULE

Le Congrès Indochinois se fera

On se rappelle la campagne que nous avons menée pour la formation du Congrès Indochinois.

A l'annonce de cette large consultation populaire les masses indochinoises ne réservaient pas leur joie. Elles y voyaient une occasion magnifique pour développer leurs revendications trop longtemps méconnues. Mais, se hasant sur deux télégrammes ministériels—dont la paternité a été désavouée par le ministre lui-même — les gouverneements locaux, en contradiction flagrante avec l'esprit du Front populaire— prirent la décision d'arrêter tous les travaux du Comité préparatoire du Congrès et réprimèrent les congressistes.

Tandis qu'en Cochinchine M. Rivoal d'abord, puis M. Pagès ensuite traquèrent les dirigeants de ce Comité et que nos camarades Thâu, Ninh, Tao, arbitrairement détenus, dorent recourir à la grève de la faim, au Toukin M. Thoisance permit à la police d'envahir les locaux de la Section toukinoise et d'arrêter toutes les personnes présentes sans oublier d'y pousser toutefois quelques coriaux qui stationnaient devant la porte d'entrée. Ce coup de force, on sait par la suite, aboutit à la condamnation des victimes à 1 fr. d'amende. L'affaire sera rapidement jugée en Cour d'annulation de Saigon.

En attendant, l'arrêté que prit M. Thoisance pour interdire toute propagande en faveur du Congrès, demeure en vigueur.

Pour ne pas permettre à nos adversaires de profiter de tout incident pour provoquer des désordres et nous accuser ensuite d'en être les auteurs, nous nous sommes abstenus de contrevenir à cet arrêté illégal bien que nous nous réservions toujours le droit de démontrer son illégalité devant nus juridiction compétente. Notre attitude ne préjuit donc pas matière à confusion. Elle était claire et compréhensible.

La presse pseudo-fasciste essaya vainement de nous provoquer. Elle nous appela de tous ieo noms mais comme nous continuions à demeurer calmes, elle en fut confondue.

Quand notre camarade Duong bach Mai partit pour la France afin de plaider la cause du Congrès, nos intentions encore notre réserve. Nous ne voulions pas faire du tapage autour de son voyage pour ne pas gêner son activité. Nous avions foi dans le succès de sa mission délicate et, toutefois, anxieux, nous attendions le résultat.

Notre attente ne fut pas vaine. Dans un déjeouer qu'il prit avec le Ministre au restaurant « La Coupole » à Montparnasse notre camarade put lui fournir d'amples renseignements et déterminer, en accord avec lui, la formule selon laquelle se fera le Congrès.

Voulant éviter le rassemblement des milliers de délégués dans une ville indochinoise, rassemblement qui fournirait aux réactionnaires l'occasion de créer des désordres, le ministre qui était d'accord sur le principe d'une large consultation populaire, préféra la constitution d'un groupement central, composé de tous les éléments sociaux de la population indochinoise, en vue de centraliser tous les vœux et toutes les revendications émanant véritablement des masses. Les petites réunions, les comités provisoires de village, de ville et de province pourront alors se tenir pour recueillir ces vœux et ces revendications.

Comme notre camarade Mai soumit au ministre le texte d'un télégramme devant être envoyé en Indochine, celui-ci le prit et séance tenante le modifia ainsi :

1° Congrès indochinois 76 Legrandière Saigon Lutta Lagrandière Saigon Agir Saigon Dientin Viatnam Saigon Saigon Duocnham Saigon.

Ministre déclare pleinement d'accord pour recueillir vœux et revendications tous éléments population Indochine et présenter Commission enquête étoje admet groupement central composé tous éléments pour centraliser et dresser cahier pourriez consulter habitants ollis village province par petites réunions comités temporaires destinés uniquement recueillir discuter vœux faites large publicité toute Indochine prédit télégramme embarquerai 22 décembre ».

Il n'était pas possible de se tromper quant à l'attitude du ministre qui acceptait ainsi le principe du Congrès, son groupement central et ses comités d'action. Seul dans la rassemblement final des délégués il n'avait presque pas modifié la forme primitivement délermioée par le Comité préparatoire.

Notre camarade Mai avait donne rempli sa tâche.

Le succès, car c'en est un, qu'il avait remporté ne fut pas connu cependant. Ce télégramme qu'il envoya immédiatement après l'entrevue avec le ministre n'arriva pas à destination. On l'avait intercepté. Le

(suite en 2e page)

AVIS IMPORTANT

A partir du 1er Mars 1937, les bureaux du journal "Le Travail" seront transférés au n° 21, Rue de la Citadelle Hanoi.

Nous prions nos lecteurs et correspondants de vouloir bien s'adresser désormais à notre nouvelle adresse.

A NOS LECTEURS ET AMIS

Malgré les sacrifices que nous nous sommes imposés pour résister à l'augmentation du prix de notre journal depuis deux mois, nous nous sommes aperçus qu'il nous est encore impossible d'aller contre ce courant général de hausse.

Nous avons décidé d'augmenter d'un cent le prix de chaque numéro de notre journal.

Nous espérons que nos lecteurs et amis voudront bien nous continuer leur confiance et leur sympathie.

A partir du 1er mars nous vendons d 7 cents le numéro du Travail.

Une suprenante condamnation de notre camarade Tô dinh Hoè

Notre camarade Tô-dieh-Hoe est un artisan et artiste bien connu du monde des élégants. De son état, il est cordonnier. Et, ou sait, pas trop sympathique pour notre journal, il n'est transformé en vendeur de journal « Le Travail ». Consciencieux de son « convers » et accidentel métier », il a offert son journal à un nommé Dambert qui l'a maltraité. L'affaire s'est traînée devant le commissaire de police du 2e arrondissement. Dambert a accepté de faire des excuses à notre camarade Hoè. — Aussi, celui-ci ne s'est-il pas porté partie civile. Néanmoins, devant l'aveu du délit fait par Dambert, le ministère public a engagé les poursuites contre lui.

Notre camarade Hoe a été cité comme *témoin* à l'audience du 24-2-37 du tribunal de simple police dans l'affaire « Ministère public contre Dambert.

A l'audience Dambert fut condamné à un franc d'amende pour injures verbales.

Mais le Ministère public a requis contre notre camarade pour défaut de déclaration de colportage. Le Tribunal le condamna à 3 francs d'amende.

Ce jugement est pour le moins inconcevable. En la forme, il est nul, 1° parce que Hoe n'a jamais été l'objet d'aucune poursuite ni inculpation ; 2° parce qu'il est à la fois plaignant et témoin dans l'affaire ; 3° parce qu'il est cité, par exploit d'huissier en date du 17 février 1937, comme témoin exclusivement dans l'affaire « Ministère public contre Domberte, et qu'il a fait sa déposition comme témoin ; 4° parce qu'il n'a reçu aucune citation concernant l'objet de la prévention pour lequel le tribunal vient de le condamner.

Ici la loi est formelle. Aucune équivoque n'est plus possible. «Est nul un jugement de simple police qui a condamné une personne *à la fois plaignante et témoin*, dans l'affaire, sans que personne *eût été l'objet d'aucune poursuite ni inculpation. (Cr. c. 28 octobre 1892. S. V. Proc. crim. 1004 Bull. crim., N° 32. C. instr. crt. 145 note 3.)*

« *même sur les réquisitoires du Ministère public, une personne citée « comme témoin et qui a fait sa « déposition après avoir prêté serment ne peut être considérée comme me prévenue d'une contravention « et rendomnée sans qu'elle ait consenti « à être jugée. Cr. c. 8 février 1890, S. V. Proc. crim. 1003 ; Bull. crim N° 32. C. instr. crt. 145. note 4.)*

D'une manière générale, il est de principe que le juge de répression n'a pas le droit de statuer sur des faits autres que ceux compris dans l'acte de poursuite

(Arrêt de la Cour de cassation du 8 février 1889 D. P. 90-1-48).

Au reste, en matière de simple police, l'objet d'une prévention est précisé, non par le procès-verbal constituant le fait qui a donné lieu à poursuite, mais par la citation ou prévenu ou l'ouverture ment autorité par l'art. 147. Cr. c. 17 décembre 1892, C. instr. crt. 145, note 8.)

Au fond, la religion du Tribunal a été surprise. Notre camarade Hoe n'a jamais exercé la profession de colporteur de journaux.

Or l'obligation d'une déclaration n'existe qu'autant que les faits de colportage constituent l'exercice d'une profession (Cir.c. 29 juillet 1900. Bull crim. N° 261. art. 20, note 4 Loi 28 juillet 1881).

«La disiribution et le colportage accidentels ne sont assujettis à aucune déclarations art. 20. L. 29 juillet (1881).

Tout autre arrêté municipal dérogeant aux dispositions de cette loi fondamentale sur la presse est illégal et non obligatoire.

C'est à tort que notre comerede Hoe sane être pooreuivi, est condamné pour défaut de déclaration de colportage à laquelle il n'est nullement assujetti.

BIEN JOUÉ ! M. FABIANI

Pour être convoqué assez régulièrement au commissariat du 1er arrondissement pour affaire le concernant, notre camarade Trần-đình-Long est devenu quelque peu, un familier de la maison.

Aussi, s'est-il permis de demander un jour à M. Fabiani et aux vendeurs de journaux sont assujettis à la déclaration de colportage. M. Fabiani de lever les bras au ciel : « Voyons ! vous damander une chose qui n'existe pas ! aucun dca vendeure de journaux d'ici ne possède une parallie carte. »

Mais c'était, comme on dit, mettre la puce à l'oreille de Fabiani qui voyait tout de suite le parti à tirer d'un aussi précieux renseignemeot. Il savait alors que nous n'avions pas fait la déclaration prescrite et que nous étions passibles d'une pouruite judiciaire.

Son projet arrêté, il lança ses hommes contre nous. Et voilà trois de nos camarades condamnés pour défaut de déclaration par la Justice de Paix de Hanoi !

Et c'était M. Fabiani qui occupait les fonctions du ministère public et qui requérait contre nous avec une évidente satisfaction. Quant à nous, nous disons, comme le corbeau de la fable, qu'on ne nous y reprendre plus.

Le Testament politique de notre camarade Phạm Tuấn Tài

N. D. L. R. Dans notre dernier numéro, nous avons relaté la mort de notre camarade Phạm-tuấn Tài. Nous y avons parlé d'un testament qui avait été saisi par la Sûreté. Nous ignorons d'apprendre que Tài avait pris la précaution de faire son testament en double exemplaires signés de sa propre main. Aujourd'hui, notre camarade Trần huy Liệu nous communique, sous son entière responsabilité, l'article que nous traduisons et publions ci-dessous :

Notre camarade Phạm-Tuấn-Tài n'est plus. Sa pensée et ses souvenirs vivront cependant encore longtemps parmi nous. Ceux qui l'ont connu ont pu apprécier l'esprit de sacrifice dont il a fait preuve durant sa vie de militant.

Il a consacré les meilleures années de sa jeunesse à la lutte révolutionnaire. Depuis 1926, il e combattu dans les rangs du Quốc-dân-đang national—révolutionnaire. Les événements de ces dernières années, le séjour hautement édocatif au bagne lui ont montré que la seule doctrine révolutionnaire qui serre de près la réalité sociale et qui puisse délivrer du joug des exploiteurs les masses ouvrières et paysannes, est le socialisme scientifique de Marx-Lénine.

Les lignes qui suivent, extraites de son testament politique révélent cet autre aspect de en personnalité. C'est le courage c'est la résolution avec laquelle il embrasse après an sérieux examen critique, une doctrine dont tout d'abord il n'avait pas partagé toutes les idées.

«De tous mes smie. Trần-huy-Liệu est incontestablement le camaradeo qui m'a le mieux compris. De mon côté, je croie pouvoir me compter parmi ceux qui ont mieux compris le camarade Liên. Sor mon lit de maladie, en proie aux angoisses d'une mort certaine, je songeais il y a quelque temps à m'adresser à lui pour ce testament et c'est ici la dernière lueur qui traverse ma mémoire vacillante.

Et je lui ai demandé de m'aider dans cotte tâche, tâche que j'ai essayé vainement de remplir dans maintes tentatives désespérément infructueuses, étant donné, l'état de ma santé ; je lui ai confié mes pensées ultimes, afin qu'il dise aex camarades ce que je n'ai pas pn leur dire; et qu'il écrive co que je n'ai pas pu écrire. Avec beaucnop d'empressement, mon ami accourut à mon appel confiant et consigna sur le papier ce dtiguai qu'résument mes pensées espiliales.

Pour plus de précisions, j'ai dicté à mon ami un résumé succint retraçant les étapes de l'évolution de mes idées politiques qui m'ont conduit du socialisme utopique au socialisme ecientifique.

Ce faisant, j'étais du reste bien sûr que Trần-huy-Liệu ne pourrait jamais trahir mes pensées. Nous nous connaissions depuis si longtemps et nous nous comprenions si bien ! En effet, trois semaines après, il me remit ces notes où j'étais heureux de me retrouver avec toutes mes convictions. J'étais heureux volouticrs, je crnis que ma maladie ne me lnera jamais entièrement. Non ! Je survivrai à ma mort. Je me plairais à penser que pour loogtemps encore je coutlouerais à combattre dans le rang du prolétariat indochinois et, qu'aur jour ceux de nos compatriotes qui m'auront le sans parti-pris — tous animés des ardeurs de ma foi et partageant ma conviction, marcheront avec moi, avec tous les travailleurs de lo terre, en avant, à la conquête de leurs droits, sous la bannière de Marx et de Léuine».

Hanoï 30 Novembre 1936

LE CONGRÈS INDOCHINOIS SE FERA

(suite de la 1ère page)

popnistion ludochiuoise de ce fait demeura ignorante de la bonne nouvelle dont elle est en droit de profiter.

Quoique très étonné du silence de notre camarade Mai, Le Travail resta dans la position d'expectative. Pendant ce temps, dans certains milieux, on donnait des signes de découragement. On commençait même à se désespérer.

Mais, obligées de ne compter que ser elles-mêmes les masses travailleuses imprimèrent à leur mouvement revendicatif une impulsion vigoureuse. Le grande grève de Cambamine déclenchа le mouvement général des grèves dans toutes les autres corporations ouvrières de la péninsule. L'impatience, combien compréhensible, des masses exploitées s'aggrave depuis, de fait qu'avec l'aggravation des conditions économiques d'existence, les conditions politiques, déjà fort restreintes, se restreignent davantage avec les décisions impopnistres qu'avaient prises les / gouvernements locaux pour traiuer le moevement congressiste.

En toute objectivité, une large consultation populaire, même déterminée suivant la formule de M. Moutet, est une nécessité politique. Uno politique à contre vne cachant nn état de choses qui ne peut plus être coché no cadre plus ni avec le temps ni avec les mœurs.

Nous sommes à l'époque des mouvements de masses.

Nul ne peut dire qu'avec un simplo mouvemonl do télo des millions d'hommes se pliernnt, M. Brévié, qui reconnaît cette vérité n'avait-il pas déclaré qu'il est venu pour s'occuper des intérêts des masses ?

Précisément ces masses veulent s'exprimer. Elles veulent s'exprimer elles-mêmes, autrement que par l'intermédiaire des administrations locales ou des comités qui prennent leur nom et qui ne les défendent pas. Ces comités parmi lesquels celui do Phạm-huy Lục sont simplement grotesques et ridicules. Il faut vraimont être habitué à sonsestimer les hnmmes et les choses do co pays pour leur accorder un crédit quelconque.

Mais nous, nous ne perdons pas notre temps à de semblables comités. Nous n'nous les laisser à la charge de leurs dirigeants, marionnettes sans énergie et sans veleur. An resto que peut-on bieu faire de ces vœux réalsorés « dans l'ombre, dans la coulisse, avec des londs avonés on secrets ?

Les masses, naturellement, feront leur chemin sans eux et malgré eux. Elles exprimeront leurs revendications par le monvemont congressisto qui se déroulera dans l'ordro et le calme. Car les masses veulent de l'ordre et du calme, non pas l'ordre imposé par les exploiteurs aux exploités, ni le calme établi à coups de conpe-conpe, et do mitrailleuses mais l'ordre social de l'égalité entre les hommes et le calme social de l'humanité sans classes, c'est-à-dire sans oppression et sans exploitation de l'homme par l'homme.

PARTI FRONTISTE

(Front Social)

7, Rue de la Michodière — PARIS - 2e

Secrétariat Regional

Daniel Caron

14 Rue de Berdeaux — HAIPHONG

Nous recevons le communiqué suivant du Parti Frontiste (Front Social) de France avec prière d'insérer: N.D.L.R.

STATUTS

DÉNOMINATION

Article premier. — Il est formé entre les personne qui adhèrent aux présents statuts une association ayant pour dénomination Parti Frontiste (Front Social).

SIÈGE

Art. 2. — Le Siège de l'Association est fixé à Paris, 7, rue de la Michodière. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision du Conseil National.

BUT

Art. 3 — Le Parti Frontiste repousse l'Union Nationale, qui unit tout nu peuple de volès à en minorité de voleurs. Il reponsse la coopération d'un parti de classe qui laisse une classe dans la nation et rejette les autres classes dans les bras du fascisme.

Le but du Parti Frontiste est la constitution d'un front de tous les citoyens français décidés à libérer immédiatement la nation des monopoles capitalistes qui l'asservissent, la corrompent et la ruinent ; et à établir un ordre nouveau.

Cet ordre, fondé sur le service et non sur lo profit, implique : Une démocratie économique dans laquelle la technique, an lieu d'asservir l'homme, devient l'instrument de sa libération ; Une démocratie politique assurant la souveraineté du peuple par un pouvoir assez fort pour en faire respecter la volonté ;

L'émaneipation progressive des peuples d'Outre-Mer, non par une asslmilation chimérique, mais dans le cadre d'un empire fédéral ;

Le refos des internationsics de Paris, impnissantes ou tyranniques ;

Le recberche de la paix durable avec tons les peuples, quel que soit leur régime intérieur, pais cello d'une paix définitivo dans nno fédération internationale des peuples libérés.

Phan-Đình-Phùng

Giấy 300 trang 0$80

Đào-Trinh-Nhất

Tà quân Lê-Văn-Duyệt

Giấy ngôt 200 trang giá 0$60

của **Ngô - Tất - Tố**

Chiến-Tuyến Bình-Dân

Giá 0$06

của **Nguyễn-Ngọc-Sơn**

"Le Travail" partout...

De Langson

Un de nos lecteurs nous écrit pour protester contre l'attitude inadmissible du Service de la Sûreté de cette ville leterdisant à un abonné de liro notre journal.

Nous tenons à protester énergiquement contre le sabotage scandaleux de notre jonrual qui est le seul journal osant combattre les puissances d'argent dans l'intérêt des ouvriers et des paysans surexploités de ce pays.

A Camphaport

Le veille de l'arrivée de M. J. Godart à 9h du soir, les habitants de la Cité ouvrière ont reçu l'ordre de badigeonner sur le champ leurs maisonnettes. Cinq plastres d'amende poor ceux qui n'auraient pas terminé ce travail eaite nuit même.

« Un inspecteur d'hygiène viendra ici demain matin » leur a-t-on dit.

Après le passage de M. J. Godart 75 ouvriers ont été renvoyés parmi lesquels se trouve l'ouvrier Dinh qui a sauvé, au péril de sa vie, la vie à un chef de service de la Société.

A Haiphong

La même chose. Le 15 courant après la visite de M. J. Godart, trois délégnés ouvriers de la Cotonnière furent jetés à la porte. Les autres ouvriers quittèrait le travail en signe de protcatation. Tous se rendirent à la mairie pour demander l'intervention de M. Vinay. Quand les ouvriers arrivèrent au Rond point de France, M. Bouhal, chef de la Sûreté de Haiphong fit arrêter l'eu d'entre eux. Dans son bureau, M. le chef de le sûreté lui a fait savoir qe'il n'y a rien à espérer ni de M. J. Godart, ni du Froet populaire et qu'en ce pays c'est la Sûreté qui gouverne.

A Hanoi

Les petits fonctionnoires protestent

Le coût de la vie a augmenté 60 /. à 70 /., Le rix blanc a augmeulé même jusqu'à 110 /. Les cotonnades 80 /. Leur solde mensuelle de 253 est nellement déficitaire. Pour une famille composée de quatre personnes, il faut déjà 15$00 de rix. Il ne leur reste plus que 10$ pour le marché, l'habillement, el les frais d'études des enfants. L'augmentation de 15 /. accordée par M. le ministre des colonies leur rapportera 3$ de plus par mois s'avère bien insuffisante.

Les chauffeurs as *plaignent* :

Depuis le commencement de la crise leurs salaires ont été réduits de 70 /.

En 1931-32 réduction de 20 /.

1933-34 — 30 /.

1935-36 — 20 /.

Une vaste offensive a été entreprise contre leurs maigras appointements. Ils demandent : 1° pour les voitures de maître, une solde de 25$ par mois avec nonrriture pour les chauffeurs titulaires de leur permis de conduire de 1 à cinq ans, que solds de 35$ pour ceux qui ont leur permis de 5 à 10 ans.

2° pour les camions, 30$ par mois pour les chauffeurs ayant leur permis de 1 à cinq ans ; 40$ pour ceux qui l'ont depuis plus de 5 ans.

Ces revendications sont raisonnables. Nous croyons que les patrnes n'ont aucun intérêt à se montrer intransigeants.

A Halduong

On nous signale que M. Quesmon le chef de la Sûreté de Halduong, s'est livré depuis ces derniers temps à une politique personnelle de brimale répression. Il a menacé ceux qui avaieet participé à la réception de M. J. Godart de pires représailles C'est ainsi que trois journalistes ont été convoqués pour «renseigner» le chef de la Sûreté sur les agissements des habitants de la ville et donner les noms de ceex qui avaient crié «Vive Godart ! » « Vive la liberté de la presse ».

Singulier chef de la Sûreté qui confond une réception avec une révolution !

Lettre du Laos

On nous écrit que pendant tout le séjour de M. J. Godart à Vientiane tonte réunion publique, toute causerie était interdite. M. Doan-van-Phoog, le publiciste bien connu de la ville, voulait donner une causerie au sein de l'amicale des fonctionnaires.

A la Résidence on lui a répondu : «... Etant donné les circonsiances actuelles, nous ne pouvons réserver une suite favorable à votre demande relative à la conférence projetée ..» (Lettre N° 14 datée du 17 Février 1937).

« Etant donné les circonstances actuelles.. » Quelles circonstances ? L'arrivée de M. Justin Godart était-elle considérée par le Résident Supérieur du Leos comme une circonstance de trouble, de désordre ? ou de guerre ? puisqu'on a proclamé l'état de siége

M. Godart, c'est la guerre... pour la réaction coloniale.

A Saigon

Un drame de misère horrible vient de se produire. Le Tét est un amusement pour les riches mais un dur malheur pour les pauvres. Il rappelle à ceox-ci leur triste situation, leur complet dénuement.

Un jeune père de famille vient de tuer sa femme, son bébé de 8 mois et es vieille mère et a tenté de se suicider aprés.

Il a atrocement souffert de leurs misères. La veille du Tét, alors que les crépitements des pétards et les cris de joie arrivaient jusqu'à ceux qui n'avaient rien pour passer le Tét, le malheureux prit subitement la détermination de mourir pour ne plus souffrir.

Doit-on toujours chanter les bienfaits du régime capitaliste ?

Kiên-An

Exploit de notables

Le 9è mois de l'année dernière, Duong van Trién, du village de Ninh duy (Kien-An), a dû vendre un buffle. En l'absenco du maire, il a demandé un Chanh hôi de légaliser l'acte de vente. Il a d'ailleors remis par la suite la somme de 0$45 au Lytrnong pour s'excuser. Malgré cela, il fei accusé par ce dernier qui s'est pourtant accepté l'arrangement d'avoir négligé les formalités. Dn là, vives discussions ; Et le lytrưởng se rua sur le pauvre Trién et l'accabla de coups. La victime qui est marchand de tabac perdit même an cours de la rixe, sa marchandise d'une valeur du 12$. Ce ne fut pas tout. Il fut, par-dessus le marché, accusé de contrebande d'alcool ! L'affaire sut en instance devant le tribunal de Tiên Lang. Les habitants demandent une sentence exemplaire contre le notable véreux.

Phuc-Yên

En répression mandarinale d l'œuvre

Le 22 courant, le tuân-phn de Phnc-Yên a cru do son devoir de convoquer à ses baresox deux paysans qui ont été à Hanoi adresser à M. Godart leurs revendicatlons. Le 23 courant, 10 autres furent convoqués. A ses admioistrés, le tuân-phn demandait s'ils avaie nt été à Hanoi, ce qu'ils avaient fait chez M. Godart, sous l'instigation de quels meneore ils avaient agi de la sortel

Le tyrannean compte-t-il amoncer nne besogne de répression ? Qu'il se souvienne dn mains que son devoir est de veiller au respect des lois et non pas de violer la loi en intimidant ceux qui n'ont agi que dans les limites strictes de la légalité.

A la dernière heure, nous apprenons que le tuân-phn de Phnc-Yên cherchait à justifier ses tracasseries en accusant de communisme lons ceex qui étaient allés à la réception de M. Godart, notamment Do trung Hieu, Lê van Thân et Nguyen van Ky ont été même torturées. Ils ont été « invités » à déclarer iev noms des meneors, sous peine de voir leor village bombardé (sic !). Nous avons saisi M. Godart et M. Brévié de l'atiitede scandaleuse de ce tuân-phn.

Hanoï, le 25 Février 1937

TUAN PHU PHUC-YEN

Protestons énergiquement rentre larlures infligées délégués réception Godart. Avons déjà saisi Ministre et Gougol contre voire attitude injustifiable.

Miroir Journal Travail

2B Nguyễntrai Hanoi

GODART HUE

Tuonphu Phuegên convoque ceux oeux vous remettre revendications les torture pour les obliger dénoncer meneure en les accusant communisme. Vous serions reconnoissants intervenir urgence

Le Travail

GOUGAL VIENTIANE

Tuonphu Phuegên convoque ceux vous remettre Godart revendrattans les torture pour les obliger dénoncer meneurs en les accusant communisme. Vous serions reconnaissants intervenir urgence.

Le Travail

MARQUE REPUTÉE DES CHAUSSURES

CHAN - LONG

9, rue Paul - Bert — **HANOI**

38, rue des Peniers

Bijouterie Argenterie

au

LION D'ARGENT

Fabrique sur commande des bijonx.

Médaille d'or au salon 1936

Propriétaire : **BUI-HUNG-GIA** — *56 Rue Jules Ferry — Hanoi*

Ateliers des Arts Hadong

Le Huy - Phach

Pharmacien sino-annamite

Spécialiste des maladies vénériennes, des maladies des reins et du cœur

LE HUY - PHACH

149, Rue du Coton — Hanoi

CÙNG ANH EM LAO-ĐỘNG XỨ ĐÔNG-DƯƠNG

Sau khi Chính-phủ hình dên Pháp lên cầm quyền, anh em lao-động Đông-dương được hưởng quyền lợi gì ? Quan Tổng-trưởng bộ thuộc-địa Moutet đã thảo sắc lệnh bảo-vệ anh em lao-động thế nào ?

XIN XEM CUỐN : CHẾ ĐỘ LAO-ĐỘNG ĐÔNG-DƯƠNG

(túc là dạo sắc lệnh của ông Moniel)

có cả nguyên văn hán chữ Pháp, 116 trang 0p.17.

do Tam-Thanh dịch thật

Nhà in Mai - Linh xuất bản, có bán khắp xứ Đông - pháp

CHÚ Ý : *có thể gửi 0p 30 tem (tính cả cước) cho nhà xuất-bản. Ai góp mua chung nhau từ 5 cuốn, không phải tiền cước.*

THƯ VÀ MANDAT : Imprimerie MAI-LINH

60-62 AV. Paul Doumer (Halphong)

hay 7, Vieux Marché (Hanoi)

Celui que vous attendiez...

Le Stylo

BOY-SCOUT

Plume en or 18 carats

Marbré

(Modèle rentrant)

2$30

Adresses - vous au Dépositaire Exclusif

Tran Van Tan

N-82 Rue du Coton — Hanoi

(Réparation des Stylos)

Les problèmes coloniaux

Les revendications du peuple indochinois

Pour juger à leur valeur les revendications du peuple indochinois, il faut rappeler, avant tout, où en était l'Indochine à l'avènement du gouvernement de Front populaire.

On ne peut dire, sans exagérer, que l'Indochine était un des pays les plus opprimés, les plus misérables du monde entier. Une minorité de prolétaires, surexploités dans les grandes plantations capitalistes et les mines, sous-alimentés, soumis aux pires traitements, privés de toute législation du travail digne de ce nom, ainsi que du droit syndical, une majorité de petits agriculteurs dont l'administration se désintéressait, ruinés par la chute des cours de riz, entassés (surtout dans le Nord) sur des espaces bien insuffisants pour les nourrir, pressurés par le fisc, les intermédiaires et les usuriers, et couronnant le tout, un régime d'oppression et de terreur ressemblant à celui des pays fascistes, le règne de la guillotine, les tortures dans les prisons, des milliers de condamnés politiques parqués dans les geôles les plus affreuses, la privation des libertés démocratiques les plus élémentaires...

A peine installé rue Ondiuot, notre camarade Marius Moutet a procédé à l'examen des dossiers des condamnés politiques et fait bénéficier nombre d'entre eux de grâces amnistiantes ou de commutations de peines. Puis il a rappelé le gouverneur général Robin, celui qui en 1930-1931, faisait bombarder en «ratissage» par ses avions d'innocents villages tonkinois et donnait l'ordre aux légionnaires de ne « pas faire de prisonniers ».

Ces premières mesures de détente ont été accomplies, le ministre et le nouveau gouverneur général de l'Indochine, M. Brévié — lequel vient de partir pour rejoindre son poste — ont maintenant à tailler dans le vif de la plaie à panser, à réformer. Entreprise immense et ardue, à cause de l'ampleur du mal, de la distance qui sépare l'Indochine de France, de la résistance opiniâtre des privilégiés et, enfin, du sabotage de l'administration réactionnaire de la colonie.

Aussi la commission coloniale du parti a-t-elle jugé nécessaire d'examiner le problème. Elle a pris pour base de ses travaux le cahier de revendications établi par le « Comité du Rassemblement des Indochinois de France ». Et elle a vérifié que ces vœux coïncidaient avec ceux émis là-bas par les masses annamites elles-mêmes. Elle a pu ainsi proposer au « premier train » de réformes urgentes.

Il faut d'abord compléter les mesures de détente déjà prises : un certain nombre de condamnés, encore enfermés, restent à libérer, notamment ceux déportés en Guyane. Il est temps d'introduire le régime politique dans les prisons, d'en finir avec la pratique des tortures, de rétablir la liberté de circulation à l'intérieur de l'Indochine, de rappeler la Légion étrangère.

Mais c'est sur l'octroi des libertés démocratiques et syndicales que la Commission coloniale tient à mettre l'accent. Nous demandons que le peuple indochinois ait le droit de se réunir, de s'associer, d'exprimer librement son opinion, de se grouper en syndicats et de faire grève. La liberté de la presse en langue annamite s'impose et s'impose aussi une large extension du corps électoral aujourd'hui limité à quelques privilégiés.

Pour les ouvriers en particulier, nous demandons l'application du principe : à travail égal sa laire égal l'instauration d'un salaire minimum légal et l'application — avec adaptations — des principales lois sociales françaises (1).

La Commission coloniale n'a pas oublié que les petits agriculteurs constituent les 95 % de la population indochinoise. Il s'agit de soulager le fardeau des dettes qui les écrase ; de mettre fin à la pratique de l'usure de réduire l'impôt foncier ; et surtout d'instaurer une politique du riz favorisant les petits rizic ulteurs et non pas seulement les gros intermédiaires chinois. On a commencé à œuvrer dans ce sens.

Il est pen de colonies où la réforme fiscale s'impose avec autant d'urgence que l'Indochine. Plus de ces impôts moyenâgeux et profondément injustes comme la capitation, la gabelle ; que cesse ce scandale d'un budget alimenté en grande partie par la vente de l'alcool et de l'opium ; les grosses sociétés capitalistes qui vivent de l'Indochine doivent payer.

Dans l'administration, un sérieux nettoyage s'impose : suppression du corps des mandarins, façade vermoulue et cerrompue qu'utilise le colonialisme ; introduction d'une rigoureuse séparation des pouvoirs entre administrateurs et magistrats ; et, surtout, épuration radicale des cadres supérieurs français, au sein desquels les réactionnaires, voire les fascistes déclarés, pullulent.

Enfin, la Commission coloniale demande que l'on multiplie dans les campagnes les écoles et les dispensaires. Elle demande qu'on élève le niveau physique et intellectuel d'un peuple que l'on a maintenu systématiquement dans l'ignorance et dans la crasse pour mieux le dominer.

Telles sont les grandes lignes du programme. On voit qu'il est vaste. Puisse la Commission d'enquête inscrite au programme du Front Populaire et qui va bientôt se rendre en Indochine, puisent ensuite les pouvoirs publics donner rapidement satisfaction aux aspirations du peuple annamite ! Qu'ils méditent — et ce sera ma conclusion — les termes de l'ultime message adressé aux députés français par Nguyen Thai-Hoc, mort sur la guillotine en 1930 pour l'émancipation de son pays :

« Je tiens à vous déclarer que si les Français veulent désormais occuper l'Indochine en toute tranquillité, ils doivent :

» 1° Abandonner toute méthode brutale et inhumaine.

» 2° Se comporter en amis des Annamites et non plus en maîtres cruels ;

» 3° S'efforcer d'atténuer les misères morales et matérielles en restituant aux Annamites les droits élémentaires de l'individu.

Daniel GUERIN
(Populaire du 28 janvier 1937)

(1) Un récent décret du 30 décembre constitue, à ce point de vue, une première étape, mais il fut manqué pour être efficace, d'être complété par l'octroi du droit syndical.

Nouvelles internationales

EVENEMENTS DE CHINE

par Michel Hollay

Le 12 décembre, les postes de radio chinois lancèrent dans le monde une nouvelle qui fit grande sensation :

Tchang-Kai-Chek, le maître de la plus grande partie de la Chine, dont l'attitude en face de l'envahisseur japonais était l'objet des plus vives critiques de la part des milieux patriotes chinois, a été fait prisonnier à Sian-fou (Shensi), en même temps qu'un grand nombre de personnalités importantes du gouvernement de Nankin, par l'un de ses généraux, Tchang-Hsue-Liang. D'autres informations annonçaient que Tchang-Hsue-Liang qui était chargé de la lutte contre les arougeo dans la province du Shensi, avait fait parvenir au gouverneement de Nankin une série de revendications dont une partie au moins correspondait aux mots d'ordre qui sont à la base d'un mouvement populaire dont l'importance croît chaque jour : Cessation de la guerre civile contre les communistes, résistance armée au Japon, création d'un gouvernement de défense nationale, convocation d'une conférence de la Défense nationale, liberté de pensée et de presse, etc. (D'autres ruvendications étonnaient déjà au plus haut point, ainsi celle réclamant une alliance avec l'Union soviétique et la fusion du P. C. chinois avec le Kuomintang. Le P.C. chinois réclame des relations cordiales avec tous les pays qui n'ont pas pour la Chine des visées agressives — et pas seulement avec l'Union soviétique. En outre, il s'est fait le promoteur d'un front unique national au sein duquel tous les partis et toutes les organisations conserveront leur entière autonomie politique et organique.

D'autres informations, qu'il était facile de connaître aussi bien que des mensonges toudanciens, annonçaient qu'une alliance avait déjà été conclue avec l'Union soviétique, que Tchang-Hsue-Liang s'était proclamé chef de son propre chef, commandant suprême des armées nankinoises, etc. Naturellement, la presse bourgeoise se jeta avec avidité sur toute cette histoire. Elle saisit l'occasion au vol pour se livrer joyeusement à de fantaisistes développements sur l'intervention de Moscou dans les affaires intérieures de la Chine et pour présenter l'insurrection de Tchang-Hsue Liang comme la réponse de l'Union soviétique à l'accord germano-nippon pour la lutte contre le communisme.

Depuis lors, les nouvelles les plus contradictoires se sont succédé. On déclare que les combats ont commencé, que Tchang-Kai-Chek est libéré et Tchang-Hsue-Liang fait prisonnier ; d'autres dépêches annoncent assurent que des pourparlers presque cordiaux sont en cours entre les deux adversaires, etc. Quoi qu'il en soit, une chose est sûre, c'est que nous avons affaire ici à un événement de la plus haute tension de la situation politique intérieure et extérieure de la Chine.

Quels sont les motifs qui ont pu conduire à cette rébellion le « Maréchal » Tchang-Hsue-Liang, fils du célèbre capitaine de bandits Tchang Tso-Line, qui fut une fois le maître de la Mandchourie ?

Agit-il sur ordre supérieur ou a-t-il voulu ouvrir hypocritement les bras aux « rouges » pour les prendre au piège et mieux pbovoir les étrangler ? A-t-il voulu, en déchaînant une nouvelle et sanglante guerre civile, discréditer la politique du P.C. chinois, dont le but est l'union du peuple chinois pour la lutte contre l'impérialisme japonais ? A-t-il voulu faire apparaître les communistes sous les traits de semeurs de discorde et provoquer dans tout le pays un pogrome contre eux ? A-t-il voulu affaiblir plus encore la force de résistance de la Chine par une nouvelle guerre civile ? Donner au Japon un nouveau prétexte pour envahir la Chine en soulignant le danger communiste ? Apporter la preuve, en proclamant aux quatre coins du monde qu'il a conclu alliance avec l'Union soviétique, de la nécessité où se trouve la Chine de se rallier à l'accord germano-nippon pour la lutte contre le communisme, après que Tchang-Kai-Chek sous la pression du mouvement populaire, n'eut mis aucune hâte à faire aboutir les pourparlers en ce sens.

Une chose est certaine : le résultat de cette insurrection ne pouvait être qu'une nouvelle guerre civile atrocement sanglante, et par là même un affaiblissement de la Chine en présence du conquérant japonais. Résultat absolument opposé à celui poursuivi par le P. C. chinois, c'est-à-dire l'union antijaponaise de la nation chinoise. Quelle que soit la clique de politiciens chinois avec lesquels Tchang-Hsue-Liang ait pu conspirer, son insurrection n'a rien de commun avec la cause du peuple chinois en lutte pour sa liberté. Cette rébellion ne peut apporter de profit qu'un pire ennemi de la Chine, l'impérialisme japonais.

Il y a un an, presque jour pour jour, en raison de la pénétration progressive des bandits impérialistes japonais dans Pékin et Tien-Tsin, éclatait le grand mouvement d'étudiants. Plusieurs dizaines de milliers de jeunes étudiants patriotes descendirent dans la rue afin de manifester leur volonté de lutter pour la libération nationale de la Chine, afin d'exiger du gouvernement qu'il mette fin au dépeçage de la Chine en puissant toutes les forces nationales et en organisant la résistance armée contre l'impérialisme japonais. Des centaines et des milliers d'étudiants parcoururent le pays tout entier, appelant la population à l'action. Les sociétés patriotiques surgirent des terres comme des champignons. Ouvriers, paysans, intellectuels, commerçants, industriels et militaires rallièrent en masses toujours plus considérables le mouvement, coordonné en une organisation centrale, l'Union chinoise pour le salut de la patrie. La voix, appelant à la lutte, des masses innombrables parvenait à Nankin, mais Tchang-Kai-Chek ne sut que s'opposer aux patriotes et les persécuter ? Des centaines d'étudiants furent arrêtés, l'Union panchinoise des étudiants interdite, de nombreux ouvriers, paysans, intellectuels assassinés. Mais l'idée nationaliste gagnait sans cesse de nombreux partisans, malgré les efforts du Kuomintang pour représenter le mouvement antijaponais tout entier comme d'essence communiste.

La proposition faite par le P.C. de Chine en Août 1935 demandait la cessation de la guerre civile et la création d'un « gouvernement de libération nationale » ainsi que d'une « armée antijaponaise unifiée, le salut qu'il adressa à tous les partis, à tous les contingents de troupe, à la jeunesse et à toutes les couches du peuple pour les appeler à regagner sans retard les rangs du front de lutte uni pour le salut du pays, furent accueillis, avec la plus grande sympathie. Le peuple reconnut que seule l'union du peuple tout entier pouvait apporter le salut. Les manifestations où étaient repris les mots d'ordre du P.C. chinois se multiplièrent.

Ceci d'autant plus que le Japon redoublait d'impudence. Après la Mandchourie, il engloutit les provinces du Jehol, du Tchahar, du Hopé et du Chantoung. Les mouvements « autonomistes » provoqués par le Japon s'étendirent à la Chine du Nord et à la Chine du Sud et les Japonais parvinrent même à dresser la clique du Kwantoung contre Nankin. Il faut souligner à ce propos que cette clique déjà avait essayé de déclencher une guerre civile sous le drapeau des mots d'ordre populaires. Le but du Japon apparaissait toujours plus clairement : asservir la Chine et en faire une colonie.

Les mots d'ordre du P.C. chinois trouvèrent un sol plus favorable encore à leur ancrage lorsque le gouvernement de Nankin apparut comme n'ayant plus qu'un seul souci, exterminer le communisme. Pour mener la lutte d'libération nationale, Tchang-Kai-Chek n'avait pas de troupes, mais il trouva 500.000 hommes au début de 1936, qu'il concentra dans le nord-ouest de la Chine, pour lutter contre les Armées rouges. Au nombre de ces troupes gouvernementales se trouvaient également les contingents mandchous, forts de 100.000 hommes, qui sous la conduite de Tchang-Hsue-Liang, s'étaient retirés de la Mandchourie et opéraient alors dans la province du Shensi. Mais durant cette campagne déjà, on vit à de nombreux symptômes combien cette lutte contre les « bandits rouges » était peu populaire parmi les soldats de Tchang-Hsue-Liang et même des armées du Kuomintang. De nombreuses unités passèrent à l'Armée rouge ou refusèrent le combat. Aussi cette nouvelle expédition contre les provinces soviétiques ne donna-t-elle aucuns résultats.

L'appel lancé par le P.C. chinois à la fin d'août 1936 à l'occasion du quinzième anniversaire de sa fondation trouva dans le peuple chinois un puissant écho encore que le manifeste qu'il avait lancé en août 1935. Plus encore que dans ce dernier, il y allait au devant des couches bourgeoises et de leur gouvernement de Nankin, ceci dans l'intérêt de la défense de la patrie. Le P.C. chinois complétait ses premières propositions et se déclarait partisan de la « création d'une République populaire panchinoise unifiée démocratique, avec un parlement panchinois élu sur la base du suffrage universel et un gouvernement panchinois de défense nationale. Dans les circonstances actuelles, c'est là la meilleure méthode pour unir toutes les forces nationales et démocratiques du peuple chinois et se dresser contre l'agression japonaise, pour le salut de la patrie... Les districts soviétiques respectueux de la volonté du peuple chinois, se joindront à cette République démocratique unie, ils prendront place au Parlement chinois et sont prêts à introduire dans leurs provinces le même régime administratif et politique que celui qui aura été établi pour l'ensemble de la Chine.

En outre, la position du P. C. chinois et des Soviets à l'égard des paysans, des commerçants et des industriels riches mais patriotes et qui soutiennent la lutte de libération nationale était modifiée.

Jusque dans les cercles les plus élevés des autorités du Koumintang et même parmi certains membres du gouvernement de Nankin et de l'état-major des armées du Kuomintang, des voix s'élevèrent pour réclamer l'acceptation des propositions, faites dans un esprit national, du P.C. chinois. La pression des masses fut telle que Tchang-Kai-Chek lui-même fut contraint de prendre une attitude un peu plus énergique en face du Japon et même de parler d'engager prochainement la lutte pour la libération de la Chine.

Lorsqu'on apprit que les troupes japono-mandchoues, appuyées par les bandes du prince mongol Teh, au service du Japon, s'apprêtaient à pénétrer dans la province de Souiyan et qu'il s'était enfin trouvé des généraux chinois pour résister victorieusement à cette agression malgré la supériorité technique de l'ennemi qui disposait de nombreux avions, tanks et batteries japonaises, un flot d'enthousiasme et de volonté combative s'empara du peuple chinois tout entier, si bien que Tchang-Kai-Chek fut contraint de rompre les pourparlers engagés avec les Japonais en vue de la constitution d'un front anticommuniste et en vue de régler la question de l'occupation de la Chine du Nord par le Japon. De plus, c'est à cette époque que fut conclu l'accord germano-nippon pour la lutte contre le communisme. Le peuple chinois vit clairement les buts cachés de colonisation de ces deux États fascistes avides de rapines. Car n'était ce pas sous l'hypocrite prétexte de lutter contre le communisme que le Japon a jusqu'ici mutilé, pièce par pièce, la patrie chinoise ?

Un vent de patriotisme tel que la Chine en avait rarement connu de semblable, balaya le pays. Tous les regards se tournèrent vers Souiyan. Des centaines et des milliers de patriotes, venus de toutes les régions, marchèrent sur le Nord-ouest de la Chine pour s'y joindre aux troupes gouvernementales qui y combattaient entre l'envahisseur japonais. Une véritable fièvre guerrière s'empara du pays. « Aidez les troupes gouvernementales du Souiyan à résister à l'envahisseur japonais ; Donnez votre salaire d'un jour aux soldats qui combattent sur le front. » Ces mots d'ordre étaient dans toutes les bouches. De grandes quêtes s'organisent et du vêtements furent organisées dans toutes les villes et leur produit envoyé aux troupes du Son yan. Les organisations ouvrières décidèrent de consacrer le salaire d'une journée de travail aux défenseurs de la liberté de la patrie. A Shanghai, 40.000 ouvriers employés dans les usines textiles japonaises, se mirent en grève, soutenus par la population tout entière. Les membres du gouvernement résolurent à l'unanimité de céder le salaire d'une de leurs journées de travail pour les troupes en lutte. Les prisonniers politiques firent la grève de la faim, afin d'offrir économies leur repas à nourriture. Les élèves de nombreuses universités et gymnases firent de même. Tchang-Kai-Chek envoya le gouverneur de Suensi, le général Yen-Chi-San dans le Souiyan à la tête d'une grande armée pour renforcer les troupes en lutte. Il semblait, bien que la lutte contre l'Armée rouge durât toujours, que le gouvernement de Nankin, sous la pression des masses populaires, fût enfin disposé à résister...

Et voici que, dans cette atmosphère d'enthousiasme combatif, éclate soudain l'insurrection de Tchang-Hsue-Liang. Qui peut-elle servir ? Quel intérêt a semer la discorde dans cette unanimité anti-japonaise. Et qui Tchang Hsue-Liang est-il l'instrument ? La réponse s'impose presque d'elle-même : la révolte de Tchang-Hsue-Liang a pour but la lutte contre le communisme.

Il ne s'agit pas à son sujet d'une réponse de Moscou au pacte germano-nippon, mais bien des premiers effets de ce pacte en Chine.

POUR VOUS FAIRE BEAU POUR ÊTRE JEUNE FAITES-VOUS RASER AU

SALON DE COIFFURE
Phạm Mạnh - Khá

LE RENDEZ - VOUS DES HOMMES CHIC

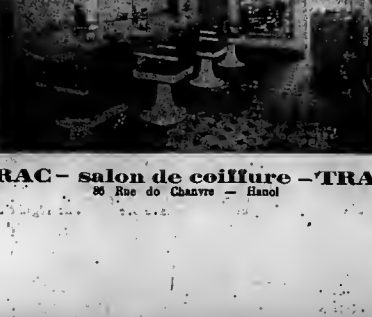
ALIMENTATION GÉNÉRALE
AN - YEN
2 et 4 Bd Dông-Khanh, Hanoi
Téléphone : n° 118
Expéditions dans l'intérieur
Gros — Demi-gros et Détail
Envoi prix courant sur demande.

Employez la peinture
Gecko
Place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire : PHUNG-KHU-CUU

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires
Consultations gratuites chaque jour de 8 à 11 heures
Spécialité : Tétanos les périodes
Résultats efficaces et rapides par le traitement nouveau.
Positif et Radical
CABINET MÉDICAL
Dr Trần-Văn-Sang
75 Rue du Papier — HANOI

ACHETEZ
Les nouveaux modèles
CHEVROLET
Freins hydrauliques puissants — Carrosserie aérodynamique « Tout acier » — Malle arrière — Deux roues de secours
GARAGE AVIAT
Angle des Rizière et Gambetta
HANOI

THUAN-THANH-LONG
dit Thân Chemise
15 Rue du Riz Hanoi
(près du Grand Marché)
SPÉCIALITÉ
Chemises — Pyjamos — Robe de chambre — Sous-vêtements.


TRAC — salon de coiffure — TRAC
86 Rue do Chanvre — Hanoi

Teinture — Détachage
Dégraissage

Pham Ta

23, Boulevard François-Garnier — Hanoi

54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Huê Dân

NGUYÊN - VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire

46, Rue des Cairs—Hanoi

Do nombraux certifiests délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire oi notre conscience professionnello

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

dit

TRINH - ĐÌNH - KÌNH

65—Rue des Paniers, Hanoi

LABORATOIRE DE PROTHESE DENTAIRE

SINH - SINH

50, Rue Jules Ferry, 50

Hanoi — Tonkin

Par les tempêtes en vérité
Sortir est une chose naturelle.
Un pousse **An-Thai** *modèle de cette année.*
Vous mène partout en toute sécurité.

AN-THAI

2, Nguyễn-Trọng-Hiệp, 2 HANOI

Grande fabrication de pousse-pousse moderna —. Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

LA VIE AU PÉNITENCIER DE KONTOUM

LE RETOUR A KONTOUM

En Join 1931, après 6 mois do séjour à DakPeo, à Dak Pek ou à Dak To, en huito aux traitements les plus humiliants, aux tortures les plus atroces, constamment à la merci des moi hrnteux, sanguinaires, les survivants du convoi de Décembro 1930 ravivnnt à Kontoom. An total on avait envoyé à Dak Pao, durant ces six mois, 293 détenus venus de toua les coins de l'Annam. Le nombro des survivants était à peu près 80 dont ono parlio, oe pouvant plus marcher à pied, devait eo faire transporter sur des charrettes à bœofs.

De Dak Pao à Kontoom, la distance était à peu prés de 140km. Les prisonniers devaient mettro nno sa-maioo pour erriver à destination car toua étaieot épuisés. Toos maladee, ils devaieot cependent transporter leors hegeos et les meiles des miliciens aussi. Pourtent, le moi Kontoum suffisoil pour rellomer le courage aur toos les cisagee. On avait tout de même l'impression d'être aur la route do retour. La route du retour ! Vera Kontoum !

Des damnés qu'on aurait retirés de l'Enfer aflo de les envoyer au Porgatoire, pensez ai un peu, si besucoup d'espérance ne rensil pas dans l'Ame a bettoe d'un chucun !

Vera Kontoum ! La route du retour ! Kontoum ! qao ce nom harbere paraît tout de même soave maintenant ! Quelioe cisiona ! Qoeile perapecive ! Ecstasies, les rêves de la a vie libre s s'étaient évanonis à tout jamais depuis longtemps, bien longtemps ; mais après avoir endure ax mois de DakPao, après avoir vécu sous les ordres d'un Palmessin ou d'un Césorini, après evoir couno la figure de ce sanguinl, dévoreur d'homme, ce sergent de 2e classe, co Kép de sinistre souvenir. eombien ne se sent-on pas soulagé, réconforté devant la possibilité d'un ehengement de vie, d'une amélioration de régime peul-être. Comment peindre jameia tea visioca qui hantent l'eprit do prisoaoier dans see rêves effroyés dane srs cauchemars sanglants derrière aes yeux ternes et sans vie ? Plus d'une fois, plus d'un détenu sur sa route, jelte encore ou coup d'œil en arriéra et, d'une voix lasse, s'entretient avec ses compagnons de route des joura révoca, des acéoes passées.

Un fond sombre, des montagoes profondes, des verdores, énigmatiquea comme la destinée, une impaase de vie, sans horizon, saos avenir, des jours loquels par deaaus lesquels, plane, sans cesse la mort couveraine, logubre ; impitoyable !... Et les chaines qui tintenl,treluantes, eboquaotes, et des murailles en grillages de fer, et des prisons effarées, et le souvenir des morts, des compagoons infortunés, et leur tombe de terre jaune fraîchement cuite berbe barbare, farouche !... Demain ! ah ! demain ! qoi les connal rait ? Qui vieudrait aur ces tertres désolés, oubliés, verser une seule larme de tendresse et d'amour ? Leur ombre planerait-elle la inconsolée à tout jamais ? Leurs sacrifices seraient-ils perdus ? Et oos chaines sont-elles toules brisées ?

« Hélas ! l'immenses soul les eieox e de ceox qol souffrent.

« Et leor terre rasto ouoore inondée dans ces profondes dépressioos. Cbors morts ! Commeot e vous dirons-nooa noa ientimenta e de douleur ?

« Noos marchioos réeolos, nooa e livrioos noe lulte sans merci a contra lo destin.

«Notre vie ne compîail guére car le devoir était impérieox.

« Nooa avons ceoou les jours de Dak Pao et ceux de Dak Pek.

« Des haguards, des damoés qui abatieiéni des forêts, qui aplanissoient des montagnes, e'étaient ooue.

«Sooa l'ordro d'un garde principal, sous la cadooille des miliciens, oous travaillions.

« Forte étail la dose d'amertume que nous avalions.

« Oa s'en souvient encore acee herreur, chers esmarades !

« Nous vivinns nus, dépouillés, on eulevail jusqu'à nos manteaux, nos chapeaux, nos vêtements et rode étail la pluie et lorrible la ebaleur !

« Dans les chaines de l'impérialleme, ensemble, ooos avons gémi, ensemble nous avons partagé do riz en paddy, des poissons qui tournaient.

« Dans les feox de la géhenne ceni foie, mille fois, nous avoos trempé notre courage luvaincn.

« Et eet gorges profondes, cee montagnes impénétrables nous abriieient durant oos veillées glaciales :

« Là où vous dormez, ô camarades, les eaux étaient insffressea et la ierre meuteuse !

Mais déjà l'abîme du tempa et des eieux tous différents, hélas ! nous séparent ! Fosse infranchissable !

« L'arbre s'effeuille et la poule d'eau, de sa voix désolée, pleure dans la brume.

« Les vents aouffieot en démence, et la pluie se précipite, la cigale aolitaire lait sa chanson.

« Sur lx roule du retour, nous nous retournons encore et nous regardons en arrière :

« Des tombes solitaires, une herbe rabougrie et rare, une terre jauoe, tout paysage porte encoro le deuil de notre tragique disparition.

« Et nous regreltons, car voire vie étail helle !

« Car votre fol étail pure ! ah ! que ne viviez-vous encore ! l'humanité de demain, certes, connaîtra des jours radieux !

« Si nous nous indignons, c'est qu'ayant partagé voire sori, oous voiei séparés oe vous à tout jamais.

« Hélas ! comme il fail sombre sur la route qui conduit au nirvana !

« L'œuera à peine commencée ! Sur le chemin de la lutte, faul-il, camarades, qu'à tont jemeis, vous nous manquiez ?

« Nous repartirons, chers camarades, la douleur au cœur si noos protesteroos longiemps encore contre la destinée qui vous asi faite...».

. . . . . .

Les ligoes sool une traduction sommaire et maladroite de l'Oraison fuoèbre prononcéo par les survivanle do Dak Pao aur la tombe de leure malheoreux compagnons, un jour aeaol leur voyage de retour à Kooloum.

Dorsqu'ils sepl jours du voyage do retour, on marchait le jour ot la noil venoe, on se reposait. Aox relaia, les prisooniors étaieni, parqués soit dans les maisons Mot, soit dans les étables. Naturellement les milieleus continuaient à noue brutaliser comme au jour du départ.

Beaucoop de prisonniers aprés un trajel de qoelqoes kilométres s'affaissaient el tombaient évanooia. Les mola n'attendaieol pas les charretles pour les évaeuer. Ils acheièrent des liaoes, attachèrent ces malades par les jambes et les bras puis les firent transporter eomme des porss par les prisonniers valides. Les gémissements trelusleni effarants, désolants, a Doocement, ô camarades ! s a Aie ! je meurs ! » ee sont des cris qu'on entendait à loula minute dans eo convoi. Quelques nos mourraient en roule.

Et les trasporieres étaient aussi malheureux que les maledes. Ils marchaient courbés sous le poids de leurs eberges et la route était longue, et les penles abruples. nombreuses. Les premiors jours, on marchail leulement, doucement, poor éeller le plus possible de choca aux pétiteots. Mais bientét les mois pressaient, heiiaient et les porteora devaient hêler leurs pas, sourde aux cris et aox pleura des maladee.

Qeelques heures aprés, ils ne eriaient plus, cependant ils étaient tous à bout do souffle. Le soir venu, an repoa, beaucoup d'entre eux, déjà, ne remuaient plus guére. Il en mourait trois ou quatre en moyenne chaque jour. Parfois les moi faisaieot enterrer des malades qui ne sont pas loui à fait morts.... aimplement pour gagoer du tempa.

A dix kilométres do Kooloum, on peol entendre de nouveau, pour la 1ère fois depuis 6 mois les premiers chania d'un coq et les premiers aboiements d'un chien. Puis, on revoit, comme dans un souge beureux, l'ombre de quelq'ues compatriotes....On a peioe à le croire ! Dn a l'impression de sortir d'une mue pénible, d'entrer dans un moude nooveau. La joie se lil timide, effrayée aur eertains visages. Une larme de lendresse juche dans quelques yaux aiha expression. Vraiment connaissons-nous une vie nouvelle désormais ?...Des maisons qui oot l'air familiéres..., des figures presque amies..., Dans le convoi, quelqu'un soupire... Tous respirent maioteoant dens un mouvement d'expiration moins généa et d'inapiration plus longue.... L'atmosphére étail comme saturée d'eapéranee renaissanle.

. . . . . .

Elles déplacent arbitrairement la richesse, elles ne la créent pas. Vous trouverez le symbole de cette fausse activité dans la spéculation de baosse ou de baisse à la Bourse, qui lait passer dans la poche des uns l'argent des aulres, mais qui oe modifie pas d'un sou la capital foncier du monde. En la supprimant, nous aurions mis fin à des exactions individelles nous n'aurons atteinté à aucune utilité collective. Nous n'aurooe pas aitéé ou ralenti la vie économia, nous l'aurons assaioie au contraire, nous l'aurons guérie d'une maladie, d'une iofection.

S'il est vrai qua pour fournir sa contribution pleine de travail, l'homme eût à surmonter une inclination naturelle, il saurait dans ce cas, en toutes qne le désir ou gain fût le mobile indispensable de cet effort... L'homme peut déployer cet effoil, par la vertu des mobiles moroux. Il peut le faire par appliealion désintéressée à l'œuvre entreprise, par fidélité à nne discipline ronsanie, par dévonement à un idéal commun, par dén de sa raison et de son amour nne grande foi. Connaidres d'ailleurs les tâches qu'impose à l'humanité l'état présent du monde, et demandez-vons si c'est l'appétit égoïsie du lucre qui peol nous mettre en état de les romplir. Le profit capitaliste, quoi qu'on fasse, ne sera jamais qno l'apanage d'une oligarchia — je ne veux pas dira d'une élite — et l'humanité ne résoudra les problémes de vie ou de mort posés devaot elle par les circoostances, qua grâce a l'effort coocerté de tons les travailleurs. Elle ne les résondra que si chaque travailleur détient en lui-mema la claire conscience de consacrer son travail à l'intérét collectif, qui compreod nécessairement son intérét propre, au lieu de l'offrir eo tribut a cette oligarchie privilégiée. Elle ne las résoudra que si une foi commune éléve les travailleurs an-dessus des fins égoïsiee, exalte leur vaillaoce, rassérène leur âme blessée par tant de souffrances et de miséres. Cella foi, nous seuls la proposons aujourd'hui, nous seuls pouvons la créer, et la créer industriellement chez tous les hommes. J'ajoute que nous seuls pouvon o'en paiser les moyens et la récompense dés cette vie même, dés cette vie terrestre, et non dans le recol indéfini d'una immortalité.

. . .

Mais, et vous le voulez bien, retournons l'argument, reprenons l'offensive. Recherchons, dans la société actuelle, les effets et les incidences d'un travail vraiment créteur. Je suppoaa que, demain, an inventeur imagine quelque outillage nouvesn qui bouleverse la technique d'une des grandes industries directrices, la métallurgie ou le lissage, qui réduise dans une prop rtion considérable la main-d'œuvre et le prix de revient. Il y a d'abord bien des chances pour que cet inventeur méconna, comme tant d'antres menie dans le désespoir et la misére. De vains appels aux capitalistes qui seuls aujourd'hui peuvent mettre en œuvre de nouveaux procédés mécaniques, auront épuisé sa patience, abrégé sa vie ; puis, quelques années plus tard, une société financiéro exploitera sas brevets acquis à vil prix et en raeneillera le bénéfice immense. Mais, admettons que, par une exceptioo providentielle, lui-méme ait pu faire valeir ea découverte. Je vois bien le profit qu'il en retirera lui-méme : nous aurons sur la terre un millionaidaire de plus. Quel profit en recueillera la collectivité ?

En a-tendant que l'industrio universelle se soit adaptée aux procédés nouvesux, des centaines d'usines sont condamnées au chômage. Le déplacement de la main-d'œuvre déterminera une baisse générale des salaires ; la masse des produits jelés sur le marché provoquera les troubles économiques les plus complexes. Verrons-nons du moins le consommateur profiter de la réduction des prix de revient ? Pas le moins du monde ; il n'en profitera que dans la mesore dérisoire. Les prix de vente ne seroot abaissés que de la quotité nécessaire pour étouffer les concurrences, et notre inventeur empochera le surplus. Une crise universelle d'une part, de l'autre une immeoee fortune ind vidnelle. C'est-à-dire éternellement transmissible. Tel est le bilao. Est-ce qu'il ne révolte pas la raison ?

Notre inventeur viendra nous répliquer : mais fortune est dependant bien à moi ; je l'ai gagoée ; elle est le froit de ma découverte, le produit de mon travail. » Mais est-il vrai qua sa découverte soit bien à lui ? Le même homme l'aurait-il pu éo à terme, vivant sant daoe nne ile déserte, on naissant dans quelque trihn sauvage de l'Océanie ? Ne suppose-t-elle pas an contraire, ton l'actif préalable du travail humain ? N'est-elle pas, pour le moins, le résultat d'une collaboration, d'une coloeidence entre son génia individnel et l'effort collratif de la civilisation ? La collectivité devrait donc, pour le moins, recueillir sa part du bénéfira. Pourquoi s'en trouve-t-elle frostrée, non seulement au profil de l'inventeur lui-méme, mais de ses desaendents jusqu'a la dereiéro génération ? . . . Et cet exemple na vous fait-il pas loucher du doigt l'injustice foncière qui gît à la racine même des modes actneis de la propriété?

Il est arrivé parfois dans l'histoire que les masses ouvriéres s'insurgeaient contre les progrés du machisisme qui les privait momentanément de leur gagne-pain. Et l'on nous désignait, avec une pitié insultante, l'égarement de ces trovailleurs dressés contre la science et le progrés ; ils avaient tort contre la science et le progrès ; ils avaient raison contra la société capitaliste. Etait-ce leur faute si un progrés de la civilisation collective, qui devait raisonnablement se traduire par un accroissement du bien - être collectif, n'engendrait pour eux que la misére et la famine ? A mesure que l'outillage humain so perfectionoe, à mesure que la science, œuvre commune des hommes, étend son empire sur les forces naturelles, quel devrait être le résultat ? L'augmentation de la somme des produits dont chacon disposa, la diminutiou de la somme de travail que chacun doit. Chaque pas en avant de la civilisation devrait ainsi se traduire par un bénéfice unime universel et il sa tradnit an contreira par nne nouvelle rupture d'équilibre d'enlre ceux qui possédeni et ceux qui travaillent. Nous conceveons, nous, une société qui, comme le sens du mot l'impose, fasse vraiment des associés de tous les individns qu'elle englobe, qui lasse profiter chaque homme du travail de tous, qui les laisse profiter tous de chaque extension de l'industrie et de la science.

De grands penseurs ont attendu de la science le renouvellement des sociétés humaines. Comme les ouvriers révoltés devant la machine, ils avaient tort. La science accroît et accroîtra sans mesure le rendement du travail, mais, si le pacte social demeure vicié dans son essence par une clause inique, en accroissant les richesses, nous n'aurons fait qu'accroître l'inquité. Nous aurons multiplié les prélévements du capital sur le travail, nous aurons multiplié la divergence entre les profils du espitaliste et les salaires du travailleur. Si la régle du partage est injuste, l'injustice angmentera avec la masse des produits à partager... C'est avec la socialisme que la science deviendra vraiment bienfaitrice, et l'on peni dire en ce sens que socialisme et science sont vraiment le complément l'un de l'antre. La science développe les richesses de l'humanité ; le socialisme en assurera l'exploitation rationnelle et la saience, quel que soit le domaine spécial où elle se manifeste, se trouvera en quelque sorte étaiée sur l'ensemble du corps social pour déterminer en lui nne améliotation correspondante : augmentation du bien -être et la somme des denrées et augmentée, augmentation du loisir et la somme du travail nécessaire pour les produire est réduite. Inversement, l'instauration du régime socialiste implique comme un appel ardent et constant an saconrs de la science. En utilisant aussitôt, pour le bien commun, chaque conquête de la saience, nous en provoquerons incessamment de nouvelles : sans cesse nous mettons an point son programme de rechercher, tont en développant autour d'elle l'atmosphére du désintéressement et de confiance dont elle a besoin.

C'est ainst que lo socialisme seni, réalvani cette contradiction morielle, peut repiacer la société devée aur la véritable ronte du progrès. Je me garderai bien de tracer no tehleau paradisiaque de l'état de choses qu'il vent créer. Je sais trop que, dans ce monde, la nature elle-méme introdnit des causes irréductibles de souffrance. Nous sa supprimerons pas la maladie, la mort des enfants, l'amour malheoreux, mais, à côté ds ces miséras naturelles, il en est d'antres qui sont le prodnit d'un meuvais état social et qu peuvent disparaître avec lui. Imaginez le groupement humain, une fois débarrasé de ces entraves artificielles. Supposez que par une sélection judicieuse, tous les individns se trouvent distribuée dans les divers quartiers de l'activité sociale ; supposez que chacun, sans exception, donne à la société chaque jour quelques heures de travail qu'il aime, car l'intérêt commun coincide ici, comme en bien d'autres choses, avec les aspirations du bon heur personnel. Supposez que, dans l'univers entier, la production soit organisée de façon à obtenir le meilleur rendement des ressources naturelles, chaque travail ou chaque groupe fabriquant un enlivage en qu'il veut créer avec le plus d'abondance, de perfection ou d'économie, tonte concurrence hostile ou internationale supprimées, les fabrications et les outils les plus récents étant sans cesse au service du travail. Supposez que tout le travail humain soit ordonné comme une usine unique, où la tâche particulière de chaque atelier, de chaque ouvrier, vient s'assembler dans un programme d'ensemble, constamment revisé selon les ressources et les besoins

(A suivre)

Messieurs,
Si vous voulez changer votre menu, ne manquez pas de venir chez

TÊ MY

Le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville.
Spécialité de Nom
47, Rue des Ecritoires Hanoi

ÉTABLISSEMENTS

Duong Quang

Spécialités pour Cycles et Automobiles

Angle du Coton, et Avenue Puginier (Place) Neyret.) Téléphone : 479

HANOI

xưởng máy **Nam-thai**
N° 302 bis Route Khâm-Thiên
LAM :
các thứ hộp bằng kim-khí để đựng sơn, sáp, dầu nhờn, mỡ, các thứ nắp lọ, brillantine, nút chai vân vân
riêng làm thứ đèn đồng mỹ-thuật thắp dầu tây vừa sáng đẹp và bền.
bảo hành 3 năm

LY - SENG - BAO

Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Paniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médoille bronze

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire da Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médoille d'orgent

Essayez les Chaussures
de la
Maison CU-TAI
74 Rue du Chanvre, Hanoi
et vous serez ravis de leur élégance la moins coûteuse la plus parfaite solidité.

Blennorrhagie aigue ou chroulque

traitement antiphlogistique traitement suppressif.

Drogues très efficaces, tarissant l'écoulement en 8 jours.

Syphilis : toutes les périodes

traitement symptomatique et causal.

ĐỨC THỌ ĐƯỜNG

241 Route de Hué — HANOI

Chez **Khôi-Ky**

Travaux de vitrerie

Glaces d'installation et pour Pare-Brise d'auto

Biseaux et vitrines

Machine pour biseautage chanfreinage

18 Ferblantiers — Hanoi

Téléph. n° 858

Draperies—Linoges
Fournisseur en gros pour tailleurs

TAN - MY

Grand Tailleur

8, place Négrier — Hanoi

A8865

2e ANNÉE N° 24 — LE NUMÉRO 7 CENTS — VENDREDI 5 MARS 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyen-Van-Tiêu

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

	Indochine et France	Etranger
Abonnement : 1 an	3$60	1 an 5$00
6 mois	1$80	6 mois 2$50
Abonnement administratif :		1 an 7$00
		6 mois 3$50

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh Van-Phu
21 Rue de la Citadelle — HANOI

Trop d'hommes se figurent que la masse indigène doit demeurer toujours inerte ; qu'elle n'a le droit ni d'exprimer sa pensée, ni de formuler ses revendications. Il faudra qu'ils changent cette conception.

En Indochine, comme en France, et peut-être plus qu'en France, les masses ont le droit de se faire entendre.

(*Déclaration* de M. MARIUS MOUTET à la Chambre des Députés)

"Le Travail" en Correctionnel

Le 1er mars nos camarades gérant et directeur Trinh-van-Phu et Nguyên-van-Tiêu ont reçu l'assignation à comparaître le 18 mars 1937 à 8 heures du matin par devant le tribunal correctionnel de Hanoi pour répondre à la prévention d'avoir publié dans le n° 12 de notre journal un article intitulé « La représentation ouvrière » contenant des passages de nature à porter atteinte au respect dû à l'autorité française dans les colonies.

Délit prévu et réprimé par le décret du 10 avril 1935 promulgué en Indochine par arrêté du 3 Juin 1935.

Pour éclairer la religion de nos lecteurs nous reproduisons ici les passages incriminés :

« Nos maîtres du jour se contredisent eux mêmes. Il n'est à l'insu de personne que tout le crédo de leur politique est d'étouffer la voix des masses, cette terrible voix accusatrice qui ébranlera leur règne, qui dévoilera les dessous hideux du régime en décomposition dont ils sont les défenseurs, qui mettra à nu leur oppression et leur exploitation à outrance, qui appellera à l'élaboration d'un ordre nouveau, plus humain, plus juste, des millions et des millions d'êtres humains, qu'ils sont habitués à ne pas considérer comme des hommes, qu'ils méprisent et identifient aux choses et dont la présomption à leurs côtés est une honte, un défi à l'honneur, à la dignité humaine....

« Du nord au sud, les grèves succèdent aux grèves dans un calme parfait, une discipline imposante, embrassant des diaines et des diaines de milliers de travailleurs. La fraternelle solidarité des grévistes, leur combativité, leur lutte pour arracher les piquets de grèves des griffes policières, leur souscription en faveur de ceux de leurs frères de combat blessés au cours des bagarres avec la police et les forces armées accourues aux secours du patronat... tout cela montre d'une façon éclatante que, malgré tout le régime d'oppression et d'exploitation, d'obscurantisme et de tarreur, la, réveil à la conscience de classe gagne de plus en plus les larges couches du prolétariat indochinois, que celui-ci voit déjà clairement d'où viennent leur misère et leur souffrance et qu'ils commencent à prendre conscience de ase forces et à se rendre compte de la nécessité de la lutte de classe...»

Ces passages sont extraits du notre article « La représentation ouvrière » publié à la suite de la formation d'une commission chargée d'étudier les conditions d'application des lois ouvrières.

Cette commission était composée exclusivement de patrons et de capitalistes.

M. Bary, inspecteur du travail, délégué du gouvernement et rapporteur a donné comme explication de l'absence des représentants ouvriers le fait qu'il est impossible d'en trouver de dignes qui représentent véritablement la classe ouvrière. M. Bous était de cet avis et les autres magnats du capital aussi.

Le tour étoit joué et la classe ouvrière du Teokiu était sacrifiée une fois de plus.

Replacés dans le contexte, ces passages n'ont plus la sens subversif qu'on prétend leur attribuer. Nous nous staguons au régime esp talista tout entier dont l'organisation repose essentiellement sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

A ce régime irrémédiablement condamné, nous voulons substituer « un ordre nouveau plus humain et plus juste ». Quoi de plus légitime !

Ceux qui se réclament des hommes de 93 ne sauraient nous poursuivre sans se dédire. Personne d'ici ne peut nier qu'en l'espace d'un an, 9 jeunnam en Quoc-Ngu ont été supprimés parce qu'ils prétendaient être les porte-voix des masses travailleuses.

M. Marius Montet le reconnaissait lui-même dans une déclaration qu'il a faite à la Chambre des Députés: « Trop d'hommes se figurent que la masse indigène doit demeurer toujours inerte ; qu'elle n'a le droit ni d'exprimer sa pensée, ni de formuler des revendications. Il faudra qu'ils changent cette conception. En Indochine comme au France, et peut-être plus qu'en France, les masses ont le droit de se faire entendre »

Personne ne plus se peut nier que ces masses sont toujours opprimées et sacrifiées, comme personne ne peut nier qu'un jour, lasses de supporter les charges écrasantes de cette société, elles ne la renverseront violemment pour bâtir une autre où tous les producteurs, comme a dit M. la Gouverneur général lui-même, trouveront leur compte.

Monsieur le Ministre des Colonies ne conceivait pas autrement la lutte revendicative des classes laborieuses quand il déclara à la Chambre: «lorsque des mouvements sociaux se descinent et que je reçois des hommes qui viennent m'entretenir et qui en sont restés à l'idée du patronat de droit divin, je leur dis avec franchise et netteté :

« Prenez garde ! Ce ne sont pas seulement les intérêts du pays, que je défends en vous invitant à satisfaire ales revendications légitimes des masses indigènes ; c'est votre propre sécurité... »

(*suite en 2e page*)

Trois condamnations arbitraires

A Monsieur le Directeur du Journal « Le Travail »

Nous soussignés, père mère et femme des nommés Dinh Vang, Tran Khanh, Nguyen Quan, Huynh Tiep, Truong Thuong, condamnés politiques amnistiés,

Ont l'honneur de venir avec respect vous exposer ce qui suit :

Nos fils et maris viennent d'être l'objet d'une condamnation arbitraire de la part du tri-phu de Hoai-nhân, province de Binh-dinh.

Depuis leur libération ils vivaient tranquillement. Leur unique préoccupation était, de nous créer une situation modeste et tranquille avec le produit de leur travail,

Surgit la campagne de presse en vue de la formation d'un congrès indochinois.

Induit en erreur par des rapports tendancieux des notables, le tri phu convoqua à son bureau, les cinq libérés pour les interroger. Vang, Khanh, et Tiep déclarèrent qu'ils avaient bien ramassé un tract relatif au congrès indochinois, mais pour brûler tout de suite, tandis que Quang et Thuong déclara ent qu'ils n'avaient jamais eu un seul tract.

Tous, ils n'ont pas commis le moindre délit, ils n'ont rien fait de contraire aux lois du gouvernement, ce sont de paisibles travailleurs.

Cependant le Tri phu de Hoai Nhân a trouvé des motifs dans les rapports des notables pour condamner Vang, Khanh et Tiep d'trois mois de prison chacun, et Quang et Thuong à un an de prison.

Confiant d cotre esprit de justice nous venons vous prier de bien vouloir appuyer notre demande d'annulation de ces condamnations arbitraires dignes de l'Inquisition.

Nous avons l'honneur de vous présenter nos sentiments de otre reconnaissance et de profond respect.

Signés: Tran Phat, Doan thi Vung, Nguyên Hiên, Dinh thi Kiêm, Nguyên thi Yên.

A partir du 1er Mars 1937

Natre nouveau tarif d'abonnement :

Indochine et France :	*Etranger :*
1 an 3$50	1 an 5$00
6 mois 1 80	6 mois 2.60

Abonnement administratif :

1 an 7$00 — 6 mois 4$00

Le numéro 7 cents

Une lettre de bagen

Banmêthuot camp de Concentration

Les libérés politiques, leurs camarades encore détenus, avec derrière eux, l'unanimité des masses indochinoises, ont revendiqué depuis l'armistie totale complète et l'organisation du régime politique dans les bagnes et prisons.

Pendant ce temps, la cour d'Annam travaille d transformer Banmêthuot en ramp de rancentration « le summel au régime des bagnes hitlériens.

« T..... ma sœur, (c'est la traduction textuelle de la lettre d'un détenu de Banmêthuot) la sait que le bagne de Lao Bao a subi des améliorations assez notables : suppression des rangues, suppression des chaînes, suppression de la corvée Nous avons bénéficié du nouveau régime tout juste deux mois. Le 7 Décembre 1936, ainsi que 41 de mes camarades co-détenus, je fus transféré au bagne de Banmêthuot. Ici, l'atmosphère est bien différente : c'est la corvée qui recommence, ce sont les fers aux pieds aux heures de repos, ce sont les mauvais traitements et les atrocités qui se multiplient de plus en plus. Puis un mois après, nouvelle fournée de 41 anciens détenus de Lao-Bao. Et ainsi, Banmêthuot est devenue le camp de concentration pour le Centre et le Sud Annam.»

Les réactionnaires s'ingénient d aggraver le sort des détenus politiques. Le Gouvernement de Front Populaire, M. le Gouverneur Général Brévié l'ai-t-ils faire ? La population indochinoise attend dans l'angoisse la libération des milliers de militants ouvriers et paysans que les tortionnaires ainjettèrent à un régime de mort lente. Dans cet espoir légitime, verra-t-elle bientôt

Solidarité internationale

Les délégués des ouvriers des diverses corporations à Hanoi ont envoyé, le 4 Mars 1937, par l'intermédiaire de deux camarades français un message de sympathie aux travailleurs de France.

« Les travailleurs de Hanoi adressant leur salut fraternel aux travailleurs de France, leur damandant de renforcer la solidarité entre les travailleurs de France et ceux d'Indochine afin de lutter pour l'applicatinn intégrale et sincère des lois sociales pour l'octroi de la liberté syndicale, contre la répressinn patronale en Indochine. »

Hanoi le 4 mars 1937
Les travailleurs de Hanoi
Quinza délégués signent

La grève de Nam-Dinh s'est terminée hier soir

La répressiou patronale, la pression de la sûreté et l'extrême misère ont eu raison des 8000 grévistes de la Colonnière et de la S.F.A.T.E qui ont repris le travail, malgré les minces concessions qu'ils ont obtenues du patronal.

Tant que le droit syndical ne sera pas accordé aux ouvriers, ceux-ci seront toujours à la merci du despolisme patronal.

Et il est à craindre qu'un jour, las de trop souffrir, ils ne se livrent à des acles de désespoir irréparables.

Les répressions mandarinales continuent

Des précisions sur l'affaire de Phuc-yên

"Après le départ de M. Godart déclare le Tuân-Phu de Phuc-Yên, c'est le tour de la Sûreté de se mettre à la besogne"

"Aller à la réception de M. Godart, ajoute-t-il, c'est faire du communisme"

Phue Yên et les environs, depuis 2 semaines, vivent dans les traces. A la suite de la participation de quelques paysans de la région, à la réception de M. Godart la répression mandarinale s'est mise à l'œuvre. Ceux qui sont allés à la réception du délégué du Gouvernement de Front Populaire et qui se sont attendus, après la manifestation d'un enthousiasme légitime, à une amélioration de leurs conditions de vie, se sont vu convoquer, reconvoquer, soumettre à la question par les autorités locales. Les pauvres « naïf qué v de la région ne comprenant plus rien aux déclarations du ministre des colonies ou d'autres personnalités du Front Populaire, le chef de village de Xoan Phuong en particulier se sont demandés pourquoi, à cause de M. Godart, ils ont dû redoubler de vigilance dans leur besogne de police communale, pourquoi, perce que M. Godart est venu quelque part à Hanoi, ils sont dérangés dans leur train-train pacifique de tous les jours.

Depuis que l'affaire de répression injustifiée de Phue Yên, a été ébruitée, an a mis en effet à contribution les forces policières pour l'étouffer, pour éviter un scandale possible. Nos reporters, envoyés le 1er mars à Phuc Yên-Ville ont été littéralement cernés par une véritable affluence d'agents de police et autres. Le 28 mars, un photographe de Phue Yên, qui a été voir le vieux Hân, malade, à Xuân Phuong, a été assailli sitôt son arrivée par dix notables qui lui demandaient en plein jour sa carte d'identité, et se renseignaient sur le mol f de son déplacement.

* * *

Mais que s'est-il passé en juste ? Le 20 février M. Do treog-Hien fut convoqué aux bureaux du Tuân-phu.

— Vous avez fait la propagande communiste, pas vrai ? lui demande brusquement Son Excellence Ph.K.T.

Sur la réponse négative de Hien, Son Excellence Ot en substance un raisonnement basé sur cet axiome : « Aller à la réception de M. Godart, c'est faire du communisme ». Conclusion sous-entendue : Vous êtes allé à la réception du M. Godart, donc vous êtes communiste. C.Q.F.D.

— Après le départ de M. Godart pensuivit le graed maedarin, savez-vous qui est-ce qui se mettra à la besogne ? Mais c'est la Sûreté. Et on jettera en prison ceux qui ont été à la réception de M. Godart !

* * *

Le 22, M.M. Lê van-Thâo et Nguyen Ky furent convoqués. Ils ont été le 2 février dernier à Hanoi acheter des drapeaux pour le village. Ils ont profité de l'occasion et sont allés à la réception de M. Godart. Interrogés par le tuân phu ; ils ont dû la stricte vérité. On ne voulut rien savoir cependant, on exigea la dénonciation des « meneurs ».

Les intéressés furent invités à faire des « aveux spontanés ». sous peine d'être soumis à la « Centrale ». Le lendemain, ils revinrent ; ils maintinrent leur déclaration. La vérité ne plaît pas à tout le monde. Cette fois, elle n'eut pas l'heur de plaire au tuân phu de Phue Yên. Le grand mandarin fut scandalisé de tant d'audace, de la part d'un campagnard. Il travailla alors son homme d'une autre manière : « Si tu ne dénonces pas les meneurs, menaça-t-il, on fera bombarder et raser ton village le Thân qui vit déjà dans son esprit lucnito, l'extorminatiou collective et féroce de tous les siens, ne put cependant pas satisfaire au désir du tyrannique enquêteur. Le tuân-phu ne s'avoua pas vaincu : il changea de tactique ; il eut recours à un moyan extrême, bien courant du reste: à la torture ! «Avec un morceau de bois», il frappa au pauvre victime aux deux mains, aux deux avant bras, bien savamment, à la méthode cataluque ! Thân « seuifrait trop (bi dau qua), comme il nous dit au cours de notre enquête ; et, après la séance, il dut, pour soulager les douleurs des contusiees, « se panser avec des simples» (rit là) pendant « des jours » (mây ngày).

Malgré les tortures, les « meneurs » ne furent point dénoncés, saos deote pour cette bonne raison qu'il n'y en eut point. Thâo reçut l'ordre de rentrer chez lui, pour réfléchir atête reposée sur cette grave question dà mener et rédiger une déclaration en bonne et due forme, c'est-à-dire avec les noms des meneurs. Quelques jours après, il revint et il persista, faute d'avoir d'invention, dans son ancienne déposition. Cette attitude irrita profondément Son Excellence le Tuân-phu, et la déclaration ne fut point agréée, elle fut déchirée et son auteur chassé brutalement.

* * *

Le 25 février, M. Nguyên-dauh-Nhân fut convoqué à son tour. Il fut accusé d'être meneur dans la « criminelle » affaire !

— Dites la vérité, commença le Tuâo-phu sur un ton doucereux, est-ce bien vous qui avez entraîné vos villageois à la réception de M. Godart ?

Nhân reconnut avoir été à la manifestation du 2 février, mais affirma n'avoir jamais été meneur. La-

(*suite en 2e page*)

CHOSES ENTENDUES

M. Virgilli réclame la guilloline

« Il n'y a chez nous, le vous l'affirme, aucune faiblesse ».

C'est M. Virgilli qui parle, en s'adressa ni au nouveau gouverneur général. Il aurait pû ne pas faire cette déclaration. Personne, ici, ne lui conteste ces «qualités». On en a même assez. Pour s'en rendre compte, nul n'est besoin de remonter aux jours sombres des années de terreur. Les deux mois qui viennent de s'écouler apportent à eux seuls assez d'éléments à l'appui des paroles du Maire de Hanoi.

Domaine économique : C'est à ce dernier que revient l'honneur de l'initiative de l'imposition des écoliers. Malgré la protestation véhémente et unanime de la population annamite, malgré la nouvelle prolongation de la durée de la scolarité en France, il se déclare fermement attaché à cet impôt des gosses.

Même attitude sénégrigues pour la taxe de résidence. Il proclame même que cette taxe est « utile » aux travailleurs. Profé s ur de Hanoi, débrouille-toi pour y comprendre.

Domaine social : Les imprimeurs arrachent 10 *f.* d'augmentation de salaire. Le jour de paye qui a lieu quelques semaines après, ils se voient à leur grand étonnement payés à l'ancienne solde. Une délégation demande l'intervention de M. Virgilli.

« L'augmentation des salaires, explique le Directeur de la Cie des Tramways, sera accordée seulement à partir de février, les états de solde du mois coulant ayant été établis ». M. Virgilli approuve et sanctionne ce vol.

Domaine politique : M. Virgilli nous intend d'organiser des réunions pour développer notre programme électoral. Ses ilics lacèrent nos affiches. Ses subordonnés tels que le chef de quartier de la rue des Caisses, coaffaquent aux électeurs leurs cartes.

Domaine policier : M. Virgilli engoise avec M. Tholance, M. Arnoux les provocations qu'on connaît pendant la journée du 2 courant lors de la réception de M. Godart.

Ainsi dans un domaine comme dans l'autre, consolemment, sans «aucune faiblesse» M. Virgilli est contre les masses, contre leurs militants.

Le prodigieux mouvement des masses qui vient de se dérouler dans un ordre et un calme imposants, avec une discipline sans précédant a jeté de panique dans le camp adverse du prolétariat. Le Maire de Hanoi demande qu'on l'écrase. Il prêche ouvertement le retour aux mœurs sanglantes des années 1930 1931. Ecoutez-le : « Habitués à la lutte, nous avons tous connu au Toukin des périls plus directs et plus immédiats. Nous n'avons jamais éprouvé cependant le poids d'une atmosphère si rapidement alourdie.

« Il semble que l'ère de la paix sociale soit révolue et que nous ne dussions plus connaître si une main ferme n'y met immédiatement bon ordre — le calme et la sérénité des jours d'autaux.

Les commissions criminelles ! La guillotine !

Voilà ce que veut M. Virgilli.

Ces paroles sortant de la bouche du chef de la capitale sont inadmissibles au moment où le gouvernement du Front populaire annonce une politique nouvelle dans la Colonie. Elles sont un véritable défi à cette politique et justifient nos foie de plus notre mot d'ordre sur le rejeunissement des cadres administratifs sans lequel toutes les mesures libérales en faveur des masses seront consciemment et systématiquement sabotées par ceux-là mêmes qui ont le devoir de les appliquer.

En attendant la liberté syndicale

La formation des délégations permanentes des ouvriers dans les usines et fabriques s'avère nécessaire

Il ne suffit pas d'accorder aux ouvriers des droits, il faut leur donner la possibilité matérielle de les défendre et les faire réaliser. Les droits ouvriers, le patronat s'en moque pas mal. Il les foule aux pieds surtout dans un pays comme l'Indochine où les ouvriers sont considérés comme des bêtes et traités comme telles.

On ne peut non plus en remettre à l'Administration qui s'est avérée incapable devant le patronat. Il faut donner aux travailleurs le moyen de défendre eux-mêmes leurs propres intérêts c'est à-dire leur octroyer le droit de s'organiser sans lequel il est impossible d'améliorer tant soit peu leur situation.

M. Godart a reconnu cette nécessité urgente puisqu'il a câblé en France pour réclamer la liberté syndicale en Indochine. Pendant son court séjour ici, il y a pu se rendre compte des conditions dans lesquelles travaille l'ouvrier indochinois, de son niveau de vie misérable et aussi de la rapacité patronale. Nous lui avons remis tous les documents en notre possession à ce sujet ainsi que toutes les revendications que nous avons reçues des masses travailleuses.

Pour prévenir les actes arbitraires du patronat nous demandons à M. le Gouverneur général M. Brévié de créer d'urgence des délégations ouvrières dans les fabriques en attendant la promulgation de la liberté syndicale qui nécessitera peut-être des mois et des mois encore.

La délégation ouvrière est l'organisation la plus large des masses ouvrières. Les membres de ces comités seront élus directement par les ouvriers et ouvrières de l'entreprise donnée, pour une période de 3 ou 6 mois ; ils pourront être destitués de leur fonction par leurs mandants et seulement par leurs mandants avant l'expiration de leur mandat.

Le nombre des membres du comité varie selon l'effectif des ouvriers. Le minimum est de 3. Les membres se répartissent de façon que dans les usines qui comportent plusieurs ateliers, chaque atelier ait son ou ses délégués. De même, là où il y a deux ou plusieurs équipes par jour, chaque équipe aura son représentant au sein de la délégation.

L'administration et, en particulier, l'inspection du travail doit entretenir un contact direct avec ces délégations pour recevoir les doléances des ouvriers et mettre ceux-ci au courant de toutes les dispositions législatives intéressant leurs conditions de travail. En cas de litiges entre patrons et ouvriers, la délégation d'usine ou d'entreprise représentera officiellement les ouvriers de la dite entreprise pour engager les pourparlers avec les patrons et accepter valablement toute transaction. L'Inspecteur du travail sera l'arbitre de la situation et tâchera d'amener un accord entre patrons et ouvriers pour résoudre dans l'ordre et dans le plus bref délai les conflits du travail.

Fleurs fraîches Création et restauration de jardin

FLORA

N° 18 Boulevard Gia-Long

Horticulteur Fleuriste
Vanneries Gerbes Bouquets
Entretien des tombes
Expédition dans l'intérieur

A Tourane 5 nos travailleurs ont accueilli M. Godart

Un colonialiste a crié « A bas les profiteurs »

Depuis le 20 Février, la population laborieuse de Tourane se préparait dans l'ordre et la légalité, bien entendu, à la réception de M. Godart. Après avoir obtenu son autorisation en règle de la Mairie les promoteurs de la manifestation organisèrent, régulièrement des tracts, et appelèrent la population à la réception.

Le 28 Février, bien avant l'heure annoncée, la foule des manifestants était déjà massée aux abords du Marché-quai Courbet sur une distance d'environ 300 m. Estimée à plus de 5.000 personnes cette foule était composée exclusivement des masses travailleuses. Il y avait là en ordre et avec insignes les ouvriers de l'usine électrique, des établissements Sisca, Sacric, Morlo frères, des tailleurs, des cordonniers, des coiffeurs, des coolies, des sampaoliers, des boys, des cuisiniers, des poissonnières, des chômeurs, des éventaliers.

A 5h, l'ante de M. Godart apparut. Arrivés à la hauteur de la foule, selon leur habitude, Madame et Monsieur J. Godart descendirent de voiture et de la manière la plus accueillante, répond rent aux saluts et aux acclamations de la population. Les mots d'ordre essentiels furent criés en chœur à plusieurs reprises : amnistie générale, liberté syndicale, liberté démocratiques.

L'attitude de M. Godart souleva chez les manifestants un enthousiasme tel qu'il scandalise profondément un certain nombre de colonialistes présents à la réception. L'un d'eux, M. Tutier, alla tout droit à M. Godart de la manière la moins déconcertante, lui dit quelque chose dont nous ne pouvons saisir que des bribes : « Moi aussi, je suis de gauche, je suis aussi radical-socialiste ». Pour toute réponse, M. Godart se contenta de sourire, calme et digne, pendant que les manifestants à l'adresse de M. Tutier criaient spontanément : Vive Justin Godart ! Vive le Front populaire ! Hors de lui, M. Tutier quitta M. Godart et la foule et jeta le cri provocateur : A bas les profiteurs ! Vive la République ! lequel fit quelques faibles échos parmi les dames de l'hôtel Morin situé près de là. Manifestations et contre-manifestations bien caractéristiques.

La réception des délégués. — Immédiatement après son arrivée à la Mairie, M. Godart reçut les délégués. Ils étaient au nombre de 20, représentant toutes les corporations existantes à Tourane. Ils étaient guidés par les camarades Le-Hien qui parla au nom des libérés politiques et Son-Tra qui parla au nom des masses ouvrières. La façon dont M. Godart reçut les revendications, sa méthode de travail, sa clairvoyance, ses observations judicieuses, l'attention qu'il porta spécialement sur les questions locales enchantèrent les délégués.

Voici quelques questions d'ordre local pour lesquelles M. Godart a promis son intervention immédiate :

1- La situation des ouvriers de la STACA.

2- La situation des coolies de l'aviation de Cam-Le.

3 Le problème de l'irrigation à moteur à Quang-Nam.

4 Le problème de la corvée à Quang Nam.

DES PRÉCISIONS SUR L'AFFAIRE DE PHUC-YÊN

(Suite de la 1ère page)

moins affable, débita ses paroles classiques d'intimidation et de menace.

L'intimidation ne s'arrêta pas là. Le 26 février, descente domiciliaire chez Nhân. Après des heures de laborieuse investigation, la récolte fut bien maigre. Le seul butin fut un bout de papier portant sur le recto quelques mots d'encre de Nhân, qui lui réclame le reliquat de « l'argent du chemin de fer » (Tiên tàu — allusion à une somme destinée à payer les frais du voyage tera du la réception du M. Godart — et sur le verso des parallèles en quôc ngu célébrant l'arrivée des deux représentants tant attendus du Gouvernement de Front Populaire, M. Godart et M. Brévié.

Texte d'un membre en quôc ngu: Dip tết vừa qua, bỏ cả bận, bỏ cả buôn, đi đón ông dại-sứ, đi đón ông Toàn quyền, đón cuộc cao thăm về đất Bắc.

Traduction : Le tết qui vient de passer, on a délaissé toute vente, on a délaissé tout achat ; on est allé à la réception du Grand Délégué et du Gouverneur Général ; on est allé à la réception des Réformes qui arrivent en terre tonkinoise.

Où en est actuellement l'affaire ?

Après la parution de l'article, *« La répression mandarinale »* de l'œuvre » dans notre dernier numéro une enquête administrative fut ordonnée et menée par le Résident de Phuc-yên.

Hier fut invité à faire une déposition auprès entrevue avec le Toàn-phu. Mais la traduction officielle, qui tendait toujours à atténuer la gravité des faits, ne fut aigoé par lui qu'après 2 ou 3 remaniements. Hier fut cependant le seul à être satisfait sur le droit, de dire toute la vérité et rien que la vérité », étant le seul qui ait quelque coutume parmi les victimes.

Nhân fut convoqué lui aussi à la Résidence. Deux faits à remarquer. D'abord dès son arrivée à Phu, il fut invité par le sous-chef de canton et les « linh-lé » à venir au préalable aux bureaux du Toàn-phu. Ce dernier naturellement chercha à faire pression pour que Nhân disaimulât la vérité au Résident. Ensuite, une fois à la Résidence, il fit une déposition verbale complète mais dont on n'en registra que les parties anodines. Ainsi les menaces de bombardement ne furent pas mentionnées malgré la demande de Nhân.

Thân, le principal personnage, fut l'objet du travail de subornation le plus ayaléma tique. Il fallait à tout prix suggérer à Thân de déclarer qu'il n'a été ni menacé ni frappé. Fais la déclaration d'après mes suggestions, lui dit la mandarin ; ne te mettra dans une enveloppe timbrée dont je te ferai cadeau et tu expédiera le pli au « ông Chanh a (Résident). De cette manière tu seras tranquille, je demanderai l'absolution pour toi (xin phúc cho mày). Le jour où il fut convoqué à la Résidence, Toàn fut encilli au préalable ni amené chez le Phủ qui le combin de cajolerie et reçu velu ses recommandations.

Et Thân nous affirme qu'au cours de l'enquête résidentielle, il n'a dire la vérité, parce qu'il est pour du Toàn phu qui est elle père et mère du peuples et qu'il était lo ivié à faire ses déclarations en présence du Résident, du Résident-adjoint et du Toàn-phu. On a fait venir le docteur N. à qui Thân a dit toute la vérité. Le docteur N. a relevé sur lui des traces et en a même pris mesure. Il est vrai que l'établissement du certificat médical eut lieu no pen tard!

De tout ce qui précède, il résulte que si l'enquête soit sincère, que les dépositions des intéressés soient respectées il faut soustraire ces derniers à toute pression, matérielle ou morale à toute subornation inexistence, il faut qu'on les mette à l'abri de toute crainte de représailles, il faut, en un mot, qu'on les fasse venir à Hanoi et les fasse interroger par un fonctionnaire français.

C'est d'ailleurs ce que demandent les intéressés, au cours de l'enquête que nous avons menée sur place.

* * *

La population annamite manifeste sa confiance envers les représentants du Gouvernement de Front Populaire. Elle a été acquittée par cela! Un peu partout, des tracasseries, des menaces, des arrestations. L'affaire de Phuc Yên n'est pas un cas isolé. Elle est un cas typique. Elle symbolise cet état d'esprit de réaction la pire noire qui pénètre jusqu'à la moelle certains cadres de fonctionnaires coloniaux.

Pour sauvegarder le prestige du Front Populaire en ce pays, pour sauvegarder les libertés individuelles les plus élémentaires, il importe que le Gouvernement réagisse !

Il importe que l'épuration des cadres soit réalisée.

Il importe surtout, que, pour le cas particulier du Toàn phu de Phuc Yên, le fonctionnaire qui s'est rendu coupable d'un pareil abus de pouvoir, d'agissements de nature à semer la panique et la méfiance parmi la population, soit puni d'une manière exemplaire.

L'opinion publique attend des mesures prepres à l'apaiser et à la rassurer.

Un livre à lire

Nous apprenons que M.A. Clémenti, journaliste bien connu qui dirigea l'Argus indochinois et qui prit résolument la défense des victimes des brutalités coloniales, fera paraître sous peu un livre intitulé :

Les destinées de l'Indochine

Nous en ferons une autre étude. Que son auteur, qui est d'ailleurs un de nos plus fidèles lecteurs, reçoive nos félicitations sincères pour l'attitude courageuse qu'il a voulu prendre dans cette étude documentée et combien difficile.

"Le Travail" en correctionnel

« J'ai trouvé au ministère du projet d'application des lois sociales qui dans mon dossier a été mis à la première page et auquel on avait écrit : « Prématuré » a fallu dix morts de Pondichéry pour que l'on comprît. »

La montée des masses exploitées est inévitable. Nous n'avons fait que marquer cette nécessité historique.

Ce n'est pas donc nous qu'il faut poursuivre mais bien plutôt les provocateurs qui se livrent ici à un travail de sabotage systématique de toutes les réformes prescrites par le Gouvernement du Front populaire, qui cherchent à discréditer celui-ci aux yeux des masses indigènes pour régner en maîtres absolus dans ce pays.

C'est aussi l'avis de Monsieur le Ministre des colonies qui, dans une réponse à une interpellation, adéclaré nettement : « Croyez-vous qu'il soit bon que dans les colonies on voit trop souvent des journaux publier en grosses le trac que la France est dirigée par un gouvernement du voleurs, d'escrocs et de déserteurs ? Croyez-vous que ces choses ne consolident pas une situation à l'intérieur de la France ?

Que doivent en penser les indigènes des Colonies. Ils se demandent ce que la France est devenue, lorsqu'ils lisent de tels articles et constatent *qu'ils ne sont pas poursuivis*.

Eh bien ! est-ce que l'Avenir du Tonkin qui a traité dans son numéro du 3 octobre 1936 Léon Blum d'illuminé, les autres membres du gouvernement de Front populaire de « bandits qui déshonorent la France » est poursuivi ? Est ce que cet organe de la réaction coloniale de la haute finance, qui a traité Salengro de déserteur, qui a insulté à ses mémoire après sa mort est poursuivi?

Est-ce qu'on a poursuivi la Volonté Indochinoise qui a insinué que Auriol est un escroc ?

Et c'est nous qui avons toujours défendu les intérêts des « elsaces déshérités » qui devraient avoir, comme l'a proclamé lui-même M. Brévié, toute sa sollicitude ; c'est nous qui sommes les seule à les défendre si qu'on a poursuivis.

Les fascistes coloniaux ne peuvent tolérer qu'on s'attaque à leurs privilèges qu'ils voudraient éternels. Ils ont décidé notre mort. Ils ont appelé à la répression sanglante en gressissant et en dénaturant les faits, ils ont provoqué la poursuite judiciaire du notre journal qui a osé relater leurs méfaits. dénoncer leurs turpitudes. Ils veulent nous faire condamner pour nous mettre sous l'empire du décret scélérat du 4 Octobre 1927 qu'on a attribué à tort à M. A Varenne. Mais nous saurons nous défendre. Et nous nous défendrons jusqu'au bout.

Nul pouvoir au monde ne saurait prétendre étouffer notre voix, la voix des méthodes opprimée qui souffrent jusqu'ici en silence et qui veulent parler.

Et elles parleront.

Elles parleront pour dénoncer les manœuvres de la réaction colonisle qui, pour de montreuses raisons d'intérêts, pour le salut de ses vieux privilèges, a entrepris de déshonorer et de supprimer les meilleurs militants de la classe ouvrière.

Elles parleront pour mettre à no les moyens les plus vils et les plus arbitraires que le système a employés pour étouffer et falsifier les faits afin d'entraver tout ce qui se fait dans l'intérêt du peuple.

Các nhà báo, nhà văn, nhà giáo học-trò muốn viết, khỏi sai-lầm

CH với TR, S với X và D với Gi hay R

nên dùng cuốn

VIỆT - NAM
Chính-Tả Tự-Vị

Soạn rất công-phu, có chua nghĩa và thí-dụ cho mỗi chữ. Giá 0$80

Mua trước ngày xuất-bản (1er Avril 1937) sẽ được đặc-biệt trừ 20%. Lin gửi thư và ngân phiếu cho

M. Lê-Vinh-Lợi
14, Nguyễn-Trãi Hanoi

Celui que vous attendiez..
Le Stylo

BOY-SCOUT
Plume en or 18 carats

Marbré
Modèle rentrant
2$80
ou
Différents prix ou
Dépositaire Exclusif
Tran Van Tan
N°82 Rue du Coton — Hanoi
(Réparation des Stylos)

"Le Travail" Partout...

A Ceo-Bang

A la nouvelle de l'arrivée de M. Godart, les paysans du Cao-Bang eut organisé cinq manifestations. Ils sont venus se grouper sur la route de Ngoyen Binh pour acclamer le représentant du Gouvernement de Front Populaire et lui présenter leurs revendications.

Les autorités locales ont réagi de la manière la plus odieuse, comme l'on s'y attendait. Des manifestants ont été lovectivés ; Ngoyen van Di a été arrêté. Son crime ? Celui d'avoir prié par télégramme notre camarade Trinh van Phu d'intervenir auprès du gouverneur général en vue d'obtenir pour les paysans de la région, l'autorisation d'organiser la réception.

Les paysans du Cao Baog réclament la libération immédiate du Di et l'épuration des cadres réactionnaires !

A Poulo Condore

Le directeur du bagne vient de refuser aux détenus même politiques le droit de recevoir désormais les colis postaux de leur famille qui leur font oublier un moment leurs souffrances et leurs angoisses.

Pourquoi cette aggravation des conditions de vie déjà lamentables des détenus ?

Que Monsieur le ministre des colonies Marius Moutet nous accorde le rég me politique dans les prisons et bagnes ! Son hésitation nous paraît incompréhensible.

En Annam

Les mandarins et la Sûreté contre le Front populaire

Dans certaines région de l'Annam, dans le p nde Dien-Ban (Quang Nam) par exemple, c'était ou véritable état de siège le jour de l'arrivée de M. Brévié. On craignait des manifestations populaires, on craignait que les masses ne puissant aller à la réception du nouveau gouverneur, d'on gouverneur envoyé par un Cabinet de Front Populaire. Les mesures préventives se multiplaient. Les libérée politiques et tous ceux qui étaient suspects de sympathie pour le Front Populaire furent incarcérés le 2 février. Le long de la route coloniale n° 2 on plaçait des cordes tous les 100m.

A Quang-Ngai, en garda à vue, au chef-lieu du huyện de Mô-đac, Vo-Toug et d'autres libérés politiques.

Puis, c'est l'arrivée de M. Godart, envoyé du gouvernement de Front Populaire.

La réaction coloniale et féodale de redoubler d'activité et de terreur.

On a vu les autorités de Faifoo interdire les manifestations projetées.

Le Tri-phu de Trien-Phoog pâche par excès de zèle. Il fait venir au chef-lieu les habitants qui désirent voir M. Godart, pour se concerter (*sic !*) sur les revendications à lui remettre. Il se fait accompagner à la Résidence par 2 délégués des paysans, dans la prétendu but de demander l'autorisation d'organiser la réception. Il voit sant le potentat de la province, fait connaître à tous la rafle catégorique de ce dernier, ordonne la dispersion de tous les attroupements.

Cependant, il décrète un état de siège dans le territoire. Depuis le 17, les habitants sa voient surveillés traceeée, entravés dans leurs plus élémentaires libertés individuelles. Le 19, il a fait arrêter l'envoyé du Comité d'organisation de Hué.

Ainsi, tri-phu, tri-huyện, résidents agents de la Sûreté, tous conspirent dans une œuvre de réaction odieuse, tous pratiquent o e politique de répression ouverte vis à vis des masses populaires et de ceux qui continuent le Front Populaire.

Il faut absolument que ces fascistes effroutée s'en aillent ! Il faut absolument une vaste épuration des cadres. si l'on veut faire quelque chose de sérieux dans ce pays.

A Viob- les ouvriers et paysans sont venue par dizaines de rolliers manifester leur sympathie à M. Godart, délégué du Gouvernement de Front Populaire.

A Quangtri, 709 paysans du Vinh Lioh se sont réunis au Chef-lieu. Ils y sont arrivés, montés sur 10 grandes barques.

A Tonrane

Le 22 février 1937, à 1h. du soir, tous les ouvriers de la S.T.A.C.A. de Tourane se sont mis en grève.

Revendications :

1) Augmentation de soldo de 30,/.

2) Journée de 9 heures.

3) Solde et frais d'hospitalisation en cas de maladie.

4) Congé payé du dimanche et des jours fériés.

5) Pas de renvoi sans motif, préavis de 15 jours.

6) 15 jours de congé par an.

7) Application des lois sociales.

M. Pagès le dictateur du sud

Pour administrer, M. Pagès que les Cochinchinois appellent Napoléon-le Petit, use d'une arme qu'il préfère entre toutes : le retoniement. En vue d'évacuer ceux qui ne lui plaisent pas, il fait fouiller leur état civil pour découvrir leur lieu de naissance. Si par malheur ils sont nés en dehors de la Coehinchine, leur compte est fait.

C'est ainsi que Bui thé My, Diệpoun Ky, Bui Tuyên et notre camarade Long pour ne citer que ceux-là, furent brutalement expulsés du pays de M. Pagès. Notre camarade Long, à qui il récemment demondé l'autorisation d'y revenir pour se défendre contre une poursuite engagée contre lui par l'administration du Tonkin lors de l'affaire du Congrès indochinois.

Voici la réponse qu'il a reçue du Napoléon-le-Petit.

Saigon le 20 — 2 — 37

Gaucoch à Manager Nanon obligé aviser Tran dinh Long 28 Ngoyéo Trai Hanoi qu'autorités judiciaires estiment sa présence Saigon inutile affaire étant minime importance et cour statuant sur point de droit non en fait ju ne puis l'autoriser venir Saigon a

En voilà une curieuse réponse. Importance minime ? Qu'en sait-il ? La loi est la loi ; une condamnation est une condamnation. Ce n'est pas à M. Pagès d'en apprécier l'importance.

Il n'est pas intéressé dans l'affaire. Il faut que Long puisse s'entendre avec son avocat sur les moyens de sa défense.

Ainsi, en quand, par condescendance, M. Pagès veut se justifier, il se justifie encore en dirtuteur.

Colonne aux pieds d'argile, il transforme les petits moyens en grande arme et « après l'horrible dans le grand il nous montrera le monstrueux dans le petit »

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorrhagie aiguë ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le traitement nouveau.
Facile et Radical

CABINET MÉDICAL
Dr Trần-Văn-Sang
78 Rue du Papier — HANOI

CÙNG ANH EM LAO-ĐỘNG XỨ ĐÔNG-DƯƠNG

Sau khi Chính-phủ bình dân Pháp lên cầm quyền, anh em lao-động Đông-dương được hưởng quyền lợi gì ? Quan Tổng-trưởng bộ thuộc địa Moutet đã thảo sắc lệnh bảo-vệ anh em lao-động thế nào ?

XIN XEM CUỐN : CHẾ ĐỘ LAO-ĐỘNG ĐÔNG-DƯƠNG

(tức là dạo sắc lệnh của ông Moutet)

có cả nguyên văn bằng chữ Pháp, 116 trang 0p.17.

do Tam-Thanh dịch thuật

Nhà in Mai-Linh xuất bản, có bán khắp xứ Đông-pháp

CHÚ Ý : *có thể gửi 0p 20 tem (tính cả cước) cho nhà xuất-bản Ai góp mua chung nhau từ 5 cuốn, không phải tiền cước.*

TRU VÀ MANDAT : Imprimerie MAI-LINH
60-62 AV. Paul Doumer (Haiphong)
hay 7, Vieux Marché (Hanoi)

Bijouterie Argenterie
au
LION D'ARGENT

Fabrique sur commande des bijoux.
Médoille d'or ou sulon 1936

Propriétaire : BUI-HUNG-GIA — 56 Rue Jules Ferry — Hanoi
Ateliers des Arts Hadong

A propos du cahier des vœux présenté par la Commission Permanente de la Chambre des Représentants du Peuple de l'Annam à M. Brévié

Il est d'usage, quand un haut fonctionnaire vient de mettre pied en terre Indochinoise, de lui adresser un cahier des vœux. Se conformant à cette traditionnelle coutume la permanente de la Chambre des Représentants du peuple de l'Annam, composée du trois fameux représentants du peuple Lê Thach Canh, Phạm-van-Quang et Nguyên Quôc Tuy, a remis un ensemble imposant de vœux à M. Brévié lors du passage du nouveau Gouverneur à Hué.

Que disent-ils et qu'en veulent-ils au juste, ces trois braves représentants dans leur cahier des vœux ?

Ils disent précisément ce que le peuple d'Annam ne voudrait point qu'ils disent. Et leur cahier ecoutant un véritable chef d'œuvre d'incohérences à la fois et d'inepties.

Le peuple d'Annam, déboient-ils, est malheureux. Et cela est dû, continuent-ils en substance à trois causes : la tyrannie des notables, le mal veillaoce des mandarins, l'indolgeuce du protectorat. Le gravité des accusations est en raison indirecte des dangers qou ces accusations peuvent suscitar.

Les notables sont particulièrement pris à partie. Ne sont-ils pas dans la même position que la baodet de la fable ? Aussi biuo, Caub, Tuy, et Quang, savent-ils parfaitement qu'il n'y a aucun danger à les salir comme il faot.

Eux seuls oo leur a volooté n sont responsables de ce qou les Annamites du centre n'ont pas eone personnalité désoppésa » (sic !)

Eux seuls sont responsables de ce que les « idées du liborté ot d'égalité » n'ont pu gagner nos campagoes. Et ainsi on trouve le moyen ne ne sooffler mot de la politique d'obscurantismo systématique menée pendant des décades par le Gouvernement colonial.

Eux seuls ancors sont responsables du la « baine des classes ». Il est vrai qau certaines théories que l'examen lo plus superficiel de la réalité sociale eneaigo, démontrent que les classes sont dues aux inégalités économiques, aux différences de rapports dans la production. Mais cela ca égal, puisqu'il faut déverser toos les délits et crimes sur les bouos-émissaires, les unitables !

« De là est née la baine des classes », dit le cahier des vœux.

Enfin, les notables sont responsables, solidairement avec les mandarins — des troubles du 1930 — 31. Il est vrai que les premières manifestatioos populaires, celles de Banh-Lâm furent dirigées contre Ky-Viêo, ou propriétaire foncier. Il est vrai qau les manifestations des ouvriers de Truong Thi par exemple furent dirigées contre la patron de l'usine, contre la capital. Mais Ky Viêo, le sécrétaire Viêo n'a-t-il pas été un fonctionnaire ? C'est pourquoi, plus au moins intelligemment, le cahier des vœux dit: «Les troubles survenus en Annam pendant les années 1930-31, sortout dans les provinces de Nghê-Tinh, de Quang Ngai, bien qu'ils aient revêtu au caractère nationaliste on commoois tu, n'étaient on réalite que des manifestations d'un soord mécontentement populaire contre les oporessions exercées par les notables et les fooctionnaires de l'Administration indigène ».

J'ai failu oublier d'ajouter qoe les ootables sont encora responsables de la surseillaoce tracassière et odieuse dont les libérés politiqoes sont victimes depuis leor élargissement.

Sur les mandarins, les trois représentants ont eu la délicatesse de glisser rapidement. Ils insistent, par contre, sur l'œuvre du Gouvernement colonial. Et c'est pour au faire ressortir le côté idyllique et mélriolrs. Car, si la répression eo 30-31 a été atroce et inhumaine, oil est évideot qu'aucun gouverooment no peot tolérer le désordre et que *tous les moyens sont bons* qoand il s'agit d'assurer la sécurité à la collectivité. »

Là-dessos, les trois représeotants du peoplo émettent leurs vœux.

La plus grande réforme qu'ils soohaiteot do tout leur corps et âme, la réforme indispeusable, la réforms essentielle, dont la réalisation suffira poor transformer la vieil Aonam en un Eldorado politique économiqoo, c'est..., c'est... la réforme des ootables ! Il faot à tout prix « rénover la commune aonamite » Rénover sur qoel principu, sur qoelle base ? Il est vrai qoe les précisions sont parfois embarrassantes, que la Commuoo annamite, à la différence de la Commuoo tonkinoise et sauf les modifications qu'elle a aubies ces derours temps, daos certaines régioos par suite des troubles a noe organisation rien moios que réprochable daos son principe ; aussi les représeotants gardent-ils le silence le plos complet sur les dites précisions. Mais ils affirment que sia réoovatioo de la communes permettrait à chacon ade jouir pleinement du ses droits civiques et politiques parioot où il vs et dans qoelque village qo'il se trouve !...

Après, ô miracle ! ce premier vœu abrocadabrant, l'exemple en second qui est plutôt énigmatique ! Nos représeotants demandent l'instauration d'un gouverooment unique, le peuple paisrait deux fois moins d'impôts. Gouvernement unique français on Goovernement uoique aonamite ? Les postulaots oe le disent pas. Mais la voir demander la restriction des pouvoirs des mandarins, on devine, qu'ils sont plotôt poor l'Administratioo directe.

Et le cahier des vœux se terminе ainsi, en queue de poisson ! Il ne touche mot des libertés démocratiques qui la peuple applioué de l'Annam est maintenue à reseodiquer. Il oo touche mot du mot-d'ordre populaire de gouserooment responsable devant une chambre élue on suffrage universel et transformée co orgaoo législatif. Il no touche mot de l'application totale et complète des mesures d'amnistie politique.

On l'on soit que les représeotants du peuple tant qo'on conserve le régime électoral actuel, ne sont que des nullités qui s'arrogent le droit de parler an nom do peuple, contre le people.

Une enquête sur les conditions de travail des ouvriers de l'atelier Truong-Thi

Un ouvrier et un mécanicien furent renvoyés lors de la visite de M. J. Godart

L'atelier de Trooog-ibi, le plos important des Ateliers des Chemins de fer de l'Iodochine, compte actuellement environ 1000 ouoriers se répartissant en 2 ootégories : permaoeots et flottants.

Catégories d'ouvriers. Les permaoents sont ceux qui ont ono positioo stable. Les flottants sont embauchés ou supprimés selon qu'il y a plus oo moins de travail. Ils sont en tous temps sous la menace de suppressioo. Il en est qui travaillent déjà dix ans et qui sont encore flottants.

Salaires. Le salaire varié de 0,20 0,70 seloo la nature du travail occupé. Les coolies-manoeuvres gogoent 0 20, les vernisseurs 0,25 à a 0 35, les menuisiers 0,30 à 0 50; les riveurs 0p.30 à 0p.50, les foodeors 0p.40 à 0p.60; les ajusteurs, les cbaudronniers, 0p.40 à 0p.60; les tourneurs 0p40 à 0p.70. Les apprentis ne gagnent rieo.

Heures de travail. Les ouvriers travailleot 9 beores par joor saos compter le temps d'aller et de retour. Les repas et les congés ne sont pas payés. Les congés pour affaires de famille ne sont pas accordés ou le sont rarement. Une absence d'un joor sans permission est punie d'1 jour de travail sans solde. Les provocateors et les mouchards sooodent dans l'Atelier. Les coodamnés politiques libérés qui y travailleot sont formellement tergiversés, tracassés par eux. La sûreté les convoque presque hebdomadairement. Or, comme il n'est pas facile d'obteoir des permissions, ils doivent alors quitter le service de force, s'exposant ainsi à de irréqoeotes punitioos. Eo mars 1936, les ouvriers Hung et Binh eatomoiés et accusés par les mouchards d'avoir volé du cuivre, furent cités devant le tribonal qui les acquitta pour faute de prauve. Pourtant Hung et Binh furent renvoyés.

En Juillet 1936, poor avoir émis cette idée qu'il faut demander one majoration de 15/. de salaire. Duong-van-Sau fut signalé comme avoir voolu troobler l'ordre public.

Travail à la tâche. Le travail à la tâche est souvent exigé.

On accorde :

Poor 1 wagon — voyageors en confection, no délai de 26 jours aux 7 ouvriers et 2 coolies.

Pour 1 wagon de marchaodises double en confection un délai de 13 jours aux 7 ouoriers et 2 coolies.

Pour 1 wagon de marchaodises double en confection un délai de 9 jours aux 7 ouvriers et 2 coolies.

Pour 1 wagon de marchandises simple en confection un délai de 9 jours aux 7 ouvriers et 2 coolies.

Pour 1 wagon de marchandises simple en réparation géoérale un délai de 6 jours aux 6 ouvriers et 1 coolie.

Les ouvriers doiveot alors travailler d'arrache-pied, sans quoi, si le travail n'est pas terminé à temps voolo, ils ne seront pas payés, si au cours do travail par malheur quelqu'on 9 tombe malade il oe sera pas remplacé. les restants doivent travailler sans lui et pour lui.

On accorde le même délai pour un wagon en réparation générals que pour un wagon en grande réparation.

Le salon du Gooverneor Général est confectioooé pendant 75 jours ec'est ce qus je n'ai jamais vus a dit M. l'Ingéoieur principal Billard, tel lement l'outillage est vieilli fait. Les ouvriers des autres équipes ayant déjà à leur disposition des wagons à réparer à la tâche furent requisitionoés en conséquence et durent eo debors de leor tâche quotidienne, aider à l'achèvement du salon. Le travail supplémentaire qu'ils avaient dû y verser n'est pas compté. Le pire est que les ouvriers, tout en étant forcés de travailler double tâche, sont pourtant obligés de terminer, toujours ao délai fixé, leur travail habituel.

Ainsi, le chef et les contremaîtres ont volé le temps aux ouvriers pour faire félioité et récompenser par les supérieors.

Le travail à la tâche met souveot les ouvriers en chômage; quand les travaux sont finis on ne sont pas avgeois, les contremaîtres forcant les salariés à accepter de longues permissions (15 joors)

Travail sans relâche. Il y a des travaox qui ne se pressent nullement, mais pour montrer de l'ardeur, do dévooement envers les supérieors en vue de retirer quelques émolnments, le chef d'atelier, les contremaîtres obligent les ouvriers à travailler le midi, la nuit, même le dimanche et les joors fériés. On travaille sans relâche, d'on seul jet durant 10, 12 heures et parfois 36 heores, si par hasard, quelqun instrument de travail s'est cassé, on doit le remboorser aux prix d'acquisition Et après, bien qu'il y ait le repos compensateur tout juste égal au temps supplémentaire, on n'est pas payé double.

Avancement : Les avancements sont rares, très rares et insignifiants et ne sont réservés qu'aux permaoents. Il y a des ouvriers qui travaillent déjà 5 ou 7 ans et qui ne voient leur salaire augmentar qu'one seule fois d'on sou. Les avancements sont déjà restreints ; pour comble de malheur l'établissement des échelons vient encore les restreindre dassuisge. Les flottants même s'ils travaillent 5, 0 ans n'obtiennent jamais d'asanoement.

Paiement. — Les salaires ne sont jamais payés à la fin du mois, mais toujours à 15, 20 jours de retard. Ce qui oblige les ouvriers à emprunter de l'argeot à 10 /. d'intérêts mensuels ou à veodre leur bulletin de paie à 90 /. de leur salaire nominale ; Ainsi pour 1$ de solde, l'ouvrier, de par le retard dans le paiement, ne touche plus que 0$90. Les ouvriers renvoyés ont rarement pu toucher le salaire des 20 jours qui restent. La paie se fait même la nuit, pendant les heures de repos. Ainsi au 1er dernier, on attend jusqu'au dernier moment pour payer et la paie se continue jusqu'à 20, 21 heures Le contremaître Bisenoff brutalise les ouvriers qui se pressent pour toucher leur salaire au plus tôt de peur de manquer le tram.

Hygiène. — L'état de divers établissements de l'Atelier laisse beaucoup à désirer, quant à l'installation et quant à la propreté Il semble qu'ici on opplique rigoureusement ce principe que « partout où le soleil entre, le médecon n'entre pas ». Ainsi laisse-t-on y entrer à profusion les rayons sans crier gare au coup de soleil.

Pas de savoo, pas de touffe pour le nettoyage, de sorte que les ouvriers doiveot ache er de leur propre argeot, chaque mois 1kgl/2 de savon pour le tavage, et de se acrsir de leur propre linge pour le nettoyage des machines.

L'eau y est insuffisante Presque pas de douches. Presque pas de médicaments a l'Infirmerie de l'Atelier. Malades ou blessés de service les ouvriers doiveot attendre de longues beures pour avoir une permission d'aller à l'hôpital de Vioh. Les malades hospitalisés sont reçus à l'hôpital comme de simples pauvres mendiants dans des salles gratuites. Avant, on donnait, après l'heure de service, un large temps aux ouvriers pour les soins de propreté. Maintenant, 20 minutes après le retentissement du sifflet on ferme la porte de l'usine et on renvoie tout le personnel dehors.

Habitation. Les ouvriers doivent se serrer dans des taodis, s'entasser dans des paillotes comme des sardines dans une boi e. En été, ils sont à la merci de la chaleur, l'hiver ils sont exposés au froid intense. Bien qu'en 1 court espace de 2 mois, (mars et Avril 1936) l'incendie s'est éclaté 2 fois et consumma plus de 200 paillotes.

Traitement. Les ouvriers sont traités comme des bêtes. Ils sont sous le double joog des contremaîtres et des Cai. Ou les brutalise. Les Cai cherchent souvent à se faire plaisonner par les ouvriers. Au Têt, ils obligent les ouvriers à leur offrir des cadeaux. Ils renvoient les uns, emb nchent les autres. Les ouvriers ne peuvent pas aborder le chef d'atelier, les contre-maîtres.

Toutes choses doivent être passées par l'intermédiaire do Cai. Or les Cai sont pour la plupart du temps illettrés, ce qoi fait qu'ils ne peuvent par être d'ioterprète fidèle des ouvriers. Ils se rangent toujoors du côté des chefs pour opprimer les ouvriers. Les ouvriers blessés par des accidents du travail ne sont pas facilement reconnus comme tels par les Cai, comme les Cai n'ont pas le don d'ubiquité. Ils refusent souvent de reconnaître que tel ouvrier a été bien blessé au cours de service.

Des permis de circulation gratuite de chemins de fer sont délivrés à ceux qui en demondeot mais n'ayaot pas de temps libre, les ouvriers ne peuvent s'en servir que durant les quelques rares joors de fête officielle. Cependant il est rare qu'on leor permet de prandru la tram direct. Ainsi les ouvriers d'origioe tonkinoise. ae voient retarder, des jours entiers qui absorbent presqoe leur temps disponible. Au Têt Annamite, les ouvriers sont transportés par des wagons a bestiaux, pas de lomière, pas de fenêtres, pas de cabinet d'aisance, on doit s'asseir, passer n'importe dans le wagon. C'est moins qu'une cellule.

Voilà notre situation. Elle n'est pas heureuse, comme vous voyez.

Nous demandoos en conséquence:

1) Que soit abolie la catégorie de flottants après 1 ao de stage, tous doivent être permaoents.

2) Les apprentis doivent être payés à la même solde qoo les ouvriers de dernière catégorie.

Après six mois d'apprentissage, un concours doit être ouvert pour le recrolement des ouvriers. Nul ne peut être apprenti plus de 3 mois.

3) Les prix des marchandises de toute sorte sont majorés à 50 /. et même jusqu'à 100 /.

Im do toile coûtait 0p.20 cootre actuellement 0p 38 a 0p.40

Im de toile bleoe coûtait 0p.27 actuellement 0p.40.

Les 100 kg do r z coûtaient 4p.20 actuellement 7p.

Les salaires doiveot être augmentés d'autaot.

50 /. pour les salaires inférieors à 0.50

30 /. pour les salaires inférieors à 1p.00.

20 /. pour les salaires inférieors à 1p..0.

15 /. pour les salaires inférieors à 2p.00

D'après nos calcols au ouvrier doit dépenser mensuellement: 15$06

Le salaire minimum doit-être 0$60 C'est la le coût du sie le plus bas d'un ouvrier célibataire. bien portant. L'apprenti doit être payé de même.

4) Abolition du décret de réduction de 10 / de Laval. Maintenant qu'il y a améliorstion dans la situation économique en général et que partout dans les autres services, on a déjà aboli ce décret de réduction, il n'y a aucune raison de le laisser intact. Les 10 cents qui nous ont été donnés journalièrement pour compenser la cherté du riz et qui nous ont été ensuite repris, doivent nous être rendus.

5) La journée de 8heures, la semaine de 48 heures, en attendant l'application de la semaine de 40h.

6) Les repos hebdomadaires et les congés doivent être payés.

7) Les heures de travail supplémentaire doivent être payées double.

8) Suppression du travail à la tâche

9) Def ne te travailler 10, 12 n de suite sans repos.

10) Le temps d'avancement maximum accordé pas dépasser 2 ans.

11) Les malades ou vent être mieux soignés, les blessés de service qui sont à soigner jusqu'à devenir inaptes à travailler doivent être accordés pour toute la vie.

12) La paie doit être faite à chaque fin de mois et pendant les heures de travail.

13) Aloc ogement des établissements de l'atelier : installation des touches suffisantes. distribution du savon et de touffe suffisante.

14) Habitation confortable aux ouvriers.

15) Mise à la disposition des ouvriers d'un nombre suffisant de wagons-voyageurs pour le voyage pendant les jours fériés (Bénéfice du train direct).

16) Les outils cassés au cours du service ne seront pas remboorses par les ouvriers.

17) Les ouvriers doivent s'organiser en syndicats et avoir des délégués pour intervenir auprès des chefs et contremaîtres dans le règlement de différents incidents survenus entre ouvriers et chefs ou Contremaîtres et pour surveiller à l'applicatioo des lois sociales établies.

18) Contre toute intrusioo des mouchards, des prosocateors dans les affaires de l'atelier.

19) Deplacement du chef Vanderbassel. C'est un vétéran qu'il faut respecter. Cependant, comme il est enraciné à la même place déjà plus de 8 ans il ne veut pas se démettre du confortable ne inopportun, il est possible à tout changement, il est trop arbitraire.

20) Des installations particulières et adéquates doivent être aménagées aux soudeurs.

21) Les cai qui ont déjà atteint la limite d'âge fixée pour la retraite doivent être mis à la retraite de même que les ouvriers avec bénéfice bien entendu de la solde de retraite Quelques jours après l'arrivée de M. Godart à Saigon, il s'est produit quelques améliorations à l'Atelier on a installé quelques douches Des grilles pour empêcher les éclatements des copeaux sur le visage des ouvriers furent également installées. Des avis indiquant les points dangereux des machines sont suspendus partout. Des paires de lunettes sont mises à la disposition des ouvriers mooleurs.

Deux réservoirs à thé artistiquement confectionnés sont installés à l'entrée de l'atelier.

Une nouvelle organisation pour les appreotis sera solde.

On a aussi donné des ordres aux Cais du ne plus frapper les ouvriers.

UN MILLION DE
'CHEVROLET'
ont été vendues en 1936
par la
Général Motor Company
Demandez à essayer les nouvelles CHEVROLET
au
GARAGE AVIAT

Le Huy - Phach
Pharmacien sino-annamite
Spécialiste des maladies vénériennes, des maladies des reins et du cœur
LÊ HUY - PHACH
149, Rue du Coton — Hanoi

THUAN-THANH-LONG
dit Thân Chemise
15 Rue du Riz Hanoi
(près du Grand Marché)
SPÉCIALITÉ
Chemises — Pyjamas — Robe de chambre — Sous-vêtements.

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Huê Dân
NGUYÊN - VAN-QUYÊN
Mécnicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — Hanoi
De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Verrerie Lampisterie
THANH-DUG
dit
TRINH - DÌNH KÍNH
65 — Rue des Paniers, Hanoi

LABORATOIRE DE PROTHÈSE DENTAIRE
SINH - SINH
50, Rue Jules Ferry, 50
Hanoi — Tonkin

Par les températures en vérité
Sortie est une chose matérielle.
Un pousse An-Thai modèle de cette année.
Vous mène partout en toute sécurité.
AN-THAI
2, Nguyên-Trong-Hiêp, 2
HANOI
Grande fabrication de pousse-pousse moderne — Peintura au pistolet - Modèle 1936-37.

Employez la peinture
Gecko
«Place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire : PHÙNG KHU-CUONG

LA MARQUE REPUTEE DES CHAUSSURES
Chân-Long
9, rue Paul-Bert — des Paniers
38, HANOI

Bán buôn và bán lẻ các thứ hàng hải-vị, hành, tỏi, dinh giấy thếp, tơ vì sáon.
Giá hạ không đâu bằng
Tỏo 0p 24 một cân tây
Hành tỏi 0p.14 — — —
Bào-ngư 4p 00 — — —
Công-ubi-xi (gân chai) 2p 20 một cân lây.
S. E. X. P. I.
Các ngài ở tỉnh xa về Hanoi, xin nhớ lại thăm gian hàng bán lẻ của bản hàng ở số nhà 13 cạnh chợ Đồng-Xuân.
Ở xa muốn mua buôn xin gửi thư về :
Boîte postale n° 54 Hanoi
Cho nhiều đại lý cho tỉnh

La Vie au pénitencier de Kontoum

Six mois à Kontoum

Parmi les survivants de DakPao maintenant internés dans la prison de Kontoum ou grand nombre étaient très malades. Avec ou peu plus de soins, avec des médicaments suffisants, on eût pu les sauver. Cependant, le gouvernement local était décidé, semblait il, de les laisser périr en prison. La visite médicale se fesait de la façon la plus sommaire. Les remèdes manquaient. C'est pourquoi chaque jour on enregistrait en moyenne deux ou trois morts. Quelques-uns, parmi les plus peu graves - recouvraient leur santé avec les médicaments qu'ils achetaient en ville. D'autres sont devenus paralytiques et ne pouvaient plus travailler. Douze ou quinze à peine étaient valides.

Après deux ou trois jours de repos, les corvées recommençaient. Comme tâches, c'était à peu près les mêmes qu'à Dak Peo : construction de routes, remblaiement, coupe de bois... etc ....Seulement, la vie devint plus supportable : une nourriture plus bonnête, des repos plus longs ; les brutalités des moi ont cessé. Aussi les prisonniers songèrent désormais à travailler dans la paix et dans l'ordre en attendant....

Certes, de temps en temps, les terribles gardiens de naguère continuèrent à maltraiter les détenus ; cependant, l'adjudant Muk, et les miliciens surnommés les « têtes de buffle » ou « figures de chevsl » ou Pa-ké regnèrent toujours en tyrans dans l'enceinte de la prison, mais parmi les gardiens, on comptait un certain nombre d'Annamites, et puis pour si barbares qu'ils fussent, au contact des Annamites qui habitaient nombreux le chef-lieu, les moi s'adoucissaient eux-mêmes, ce qu'il y eut de mieux à Kontoum, c'fi ait que désormais le prisonnier pouvait entrer en contact direct avec les gardes principaux européens. Aussi bien, les protestations, les grèves apparurent plus efficaces.

Quelques temps après, de nouveaux convois vinrent de Hué, de Quinhon, de Vinh, de Ha'inn.... es nouveaux venus étaient tous des hôtes de marque : ils étaient tous condamnés aux travaux forcés et la durée de leur peine variait entre 9 ans et la perpétuité. Au total, ces nouveaux déportés s'élevaient à 150

Certes, aux yeux du prisonnier revenu de Dak Pao, le régime de Kontoum était un régime idéal. Mais ceux qui arrivèrent des provinces ne pensèrent pas ainsi. Ils n'ont pas connu le séjour de DakPao, ces nouveaux venus. Ils demirent d'horreur en constatant narrer le régime, auquel les anciens détenus avaient été soumis là-haut pendant six mois Ils s'effrayèrent à l'idée qu'un jour ils y seraient envoyés à leur tour. Quant à ceux qui en étaient revenus, ils se crurent tout bonnement sauvés. «Oh ! sûrement, on ne pousserait jamais la barbarie jusqu'à nous y e voyer encore une fois ! a pensé rent les anciens ». Hélas ! encore une fois, ils se trompèrent cruellement.

Le nombre des prisonniers de Kontoum s'éleva maintenant à 300.

Ils sont répartis dans deux endroits. Le pénitencier détenait ceux qui étaient condamnés à 9 ans et plus, tandis que dans la prison, étaient enfermés ceux dont la peine ne dépassait pas 9 ans. Ces derniers vivaient tranquilles, pleins d'espérance, sûrs de pouvoir rester désormais au « Purgatoire » en attendant le jour de leur libération. De fait, beaucoup d'entre eux ont été proposés aux mesures de grâce et leur rapatriement n'était plus qu'une question de signature et de temps. Au pénitencier, par contre, chacun s'était à l'idée d'un prochain départ pour Dakpek ; d'autant plus que parmi les détenus, il y en avait qui avaient vécu ce séjour.

Aussi, ils se préparaient résolument et silencieusement à faire face aux éventualités. Six mois durant, à Kontoum, ils affichaient aux heures des corvées une apparence de paisible soumission, mais intérieurement, ils étaient résolus de lutter avec la dernière énergie a pour rester à Kontoum e Plutôt mourir sur place que d'aller à DakPeK ! » Tel était le mot d'ordre.

Donc, on s'encourageait, s'excitait, on organisait des brigades pour soutenir les courages chancelaoin, convaincre les timides et coordonner les efforts en vue d'une protestation le cas échéant « Le mort pour la mort l on n'ira pas ! On n'ira jamais ! Les préparatifs ne se faisaient dans la discrétion la plus absolue. Le chef du pénitencier lui-même n'en savait rien. Un certain nombre de camarades juraient de se sner fier n'il le fallait pour sauver le reste des camarades. Des fois, dans les veillées, dans le silence de la nuit, les peds dans les chaînes on se confiait les pensées secrètes et embrassant par le dos un camarade voisin, on se représentait l'avenir sous son aspect le plus tragique. Quelques uns disaient a voix basse d'une intonation déjà lasse mais émouvante : « Ceries, nous voulons bien vivre, vivre encore, vivre toujours. Mais voici des circonstances aotrement graves. Il faut bien que quelques uns d'entre nous au fassent immoler. Il le faut pour la vie et le bouheur de la collectivité. Devant la mort, nous n'avons ses le droit de rester si ne pouvons céder le place à qui que ce soit ! Notre loi est là, nous l'a-cepterons, et nous donnerons coire vie à tous ceux qui vivront u.

Ces paroles retentissent encore à nos oreilles et nous remuent jusqu'aux larmes, nous autres les survivants. Mais voici venir la sa glante mallaée du 13 Décembre.

Ce matin-là, vers les 7 heures, le sergent Moulec vint, comme d'hab tude, faire l'appel des prisonniers qui devaient aller aux corvées. U ne seole particularité : Moulec fi sortir du rang quarante prisonniers et les firent garder à part avant d'euvoyer les autres aux chantiers,

Ce que voyant, tous les prisonniers s'émurent : «Serait-ce un nouveau convoi pour DakPek?»

Ils ne se trompèrent pas. Un camion entrait d'où descendaient une troupe de miliciens moi en équipement de campagne, fusils à l'épaule, bolonuette au canou, sac au dos. . ayaot chacun en main uoe chaiue solide.

«Du ne va pas à DakPek ! on n'y ira plus!» criérent aosaitôt les 40 na narades tenus en réserve.

Le mot d'ordre, les applaudissements, les cris, loot cela faisait un vacarme assourdissant. Du se barricadait dans la salle même. Les prisonniers étaient décidés du barrer le passoge aox miliciens.

Du debors, Moulec - qui avait soin de se tenir à distauce-cria :

— Que voulez vous?
— Nous n'irons pas à DakPek
— Et pourquoi pas?
— Les derniers du dernier convoi ont laissé là-haut leur peau. Nous n'y irons plus ! Vous vous souvenez des traitements barbares dont nous étions victimes! Eh bien nous n'irons pas mourir ainsi
— Vous mourrez de même si vous ne partez pas.

— Eh bien, c'est à Kontoum qu'on mourra.

Toutes ces réponses faites à Moulec ont été dites par le camarade Nguyên Lnng numéro 299 de sou accent énergique oet et clair. Le camarade Lung parla à Moulec, cria les mots d'ordre, excita ses compag ons à la résistance, fit face aux miliciens et veilla à la barricade Son attitude impressionne même le sergent chef de le pri-on. Comme tous les prisonniers faisaient cause commune, Moulec ne savnit que foire. Il s'en olla faire son rapport à la Résidence et à la Garde Indigène.

Un moment eprès, les miliciens firent le siège de la prison Puis le Résident, le commandant, les gardes principaux, les sergents entrérent, le révolver au poing. Dans la prison, les prisonniers crierent : «Nous protesterons jusqu'à la dernière minute contre ce qui nous attend ! » Mais D'kPeks Puis ils s'alignérent serrés devent la porte de la prisou. Tous étaient résolus de mourir. Leur représentant, Truong quang Troug n° 303 se tint à la tête de la colonne Il fasait preuve d'un calme impressionnant. Son sang-froid amalgamait la masse.

Sur l'ordre du Résident, Moulec le révolver en main, péoétra dans la salle et demanda :

Où est le n° 299? (C'est le nom de cau arade Lung)

Personne ne crierent tous les délcnus, cependant, Troog de l'avant débouionna son veston présenta sa poitrine et répondit en français :

— Le voici !

Moulec braqua le révolver et dit : « Le voilà !»

Une détonne et Trong tomba.

Truong quang Trong était un jeune bachel er de l'enseignement local Il était le son naturel doux et taciturne. Entre prisonniers on le surnomait « Une jeune fille de bonne famille ». Envers les camarades, il fait souvent preuve d'une tolérance qui passait pour de la faiblesse.

Cour-là, à son poste, il a cependaodonné l'exemple le plus valeureux sacrifice attier et du courage et écbi ut calme devant la mort.

Quand Trong se fut affaissé, les prisoniers moutérent les uns après les utres. D'un côté des cris, des protestious bruyantes ; du l'autre Moulec et ses compagnons firent jone sans interruption leurs révolvers. Un deux-ième tomba, puis un troisième ou quatrième... les camarades s'amassaient les uns sur les autre. Du mourait, ou cri à la bouche, étranglé par la balle. Les révolvers claquaient, les miliciens et leurs coefs s'agitaient et couraient, tiraient comme dans une véritable guerre - Encre, si les détenus avaient une seule arme, le plus frêle bâton en main! Hélas ! ils se donnaient en boucaute, dans ce massacre-là,

Quire minutes étaient écoulées. Seize consommiers étaient abattus. Quelques- uns moraleut, d'autres s'agitaient, les entrailles découvertes Parsi ces 16, 8 étaient morts dans la salée. Nous ne retlomes plus que 8 nons :

Tuong-quang-Trong outif de Quang-Ngai, Daog-thai-Thuyên natif de Jeng-An,fils de Dang-thai-Thân un veax révolotionnaire de 1905, mor à Nghi-Lôe en 1908.

Nguyên-Lung origiouire de Haiuub
Lêirong Kha QnangNgai
Nhô Thi — Hatinb
Nguyên Tbi — (?)

Pus les Linb entrèrent et dégogèrent a salle. Ils creusérent une fosse, ylcérent les cadavres et les cuterrérent nommirement. Lorsqoe, plus ord, les survivaots de la mariieration obtinrent l'autorisation d'exhumer les ossements de ce 8 camarades-fin de les enterrer cunvenolement, ils virent les squelettes dans la position la plus sinpéhante Quelques uns avaient été ensevels debout, un autre, a vait le cousbrisé, ou autre, le colonne vertébrale causée au milieu. Du rajusta les ossements et procéda une secoode inhumation. Mais déjà, on ne pouvait plus identifier les morts.

Uo de ces jours, une vieille femme, e'e bro. une jeune veuve, vinrent à Kontoum. Elles s'arrêtèrent perplexes devaot ces tombes. A leur air on vit bien qu'elles auraient voulu connaître le tumbeau authentique de leur époux et époux. Quelques d'entre eux leur répondirent une larme aux yeux. e Mesdames, pleurez-les tous, visitez toutes ces 6 tombes : parmi eux était votre enfant,— et votre époux ». Les deux femmes sonpirèrent. Un long sanglot. Puis elles divisére nt le paquet de baguettes d'encens qu'elles avaient empor é. Elles firent il petits fais.eaux, les brûlèrent sur les 6 terires anonymes, pleurèrent un long moment, s'éloigoérent d'un oas chancelant, les yeux rivés sur la route.

Si vous voulez changer votre menu, ne manquez pas de venir chez

TÊ MY

Le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville.

Spécialité de Nem

47, Rue des Evantails Hanoi

ÉTABLISSEMENTS

Duong Quang

Spécialités pour Cycles et Automobiles

Angle du Coton et Avenue Puginier (Place Neyret) Téléphone : 479

HANOI

LY - SENG - BAO

Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Paniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronzu

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Blennorrhagie aigue ou chronique

traitement antiphlogistique traitement suppressif.

Drogues très efficaces, tarissant l'ebourtement en 3 jours.

Syphilis : toutes les périodes

traitement symptomatique et causal.

ĐUC THO ĐUONG

241 Route de Hué — HANOI

Draperies—Lainages

Fournisseur en gros pour tailleurs

TAN - MY

Grand Tailleur

5, place Négrier — Hanoi

xưởng máy **Nam-thai**

N° 30 bis Route Khâm - Thiên

LÀM :

các thứ hộp hồng kim khí để đựng sơn, sáp dầu nhờn, mỡ
các thứ nắp to brillantine, nút chai vân vân

riêng làm thứ đèn dồng mỹ thuật nấp dầu tây vừa sáng, dẹp và bền.

hảo hạnh 3 năm

Essayez les Chaussures de la

Maison CU-TAI

174 Rue du Chanvre, Hanoi

et vous serez ravis de leur élégance la moins coûteuse jointe pourtant à la plus parfaite solidité,

Chez **Khôi-Ky**

Travaux de vitrerie

Glaces d'installation et pour Pare-Brise d'auto

Etalages et vitrines

Machine pour biseautage à haufreinage

18 Fenblantiers — Hanoi

Télép. n° 858

POUR ÊTRE SOCIALISTE

par Léon Blum

(Suite)

l'ombre pèse encore sur nous. Je n'ai tué de la guerre que des arguments accessoires ; je n'y ai fait que de rares et indirectes ollusions.

J'aurais pu y poiser au contraire les moyens essentiels de ma preuve. Il n'était été facile de vous montrer qu'entre le copitalisme et la guerre il existe comme un rapport de connexion nécessaire, que ces deux puissances de mal naissent l'uoe et l'autre et ne disparaîtront que l'uns avec l'entra. Poursuivant l'analyse, j'aurais pu vous faire saisir, dans le déraolement même de la guerre, l'opposition craissante des intérêts capitalistes avec l'intérêt commun, la nécessité craissante des méthodes d'organisation collective. J'aurais pu vous montrer l'incapacité du copitalisme à résoudre les problèmes écrasants que la guerre a légués :

Sa impuissance éclate à tous les yeux. Nous le voyoos plier pen à peu sous le poids des charges qu'il a lui-même accumulées. Nul ne peut plus douter qu'en faisaot déclencher cette guerre, il ont signé, à plus ou moins long terme, son arrêt de déchéance et de mort... Mais je ne sais pas entré dans ces développements que semblaient pourtant imp.ser les circoustances... Je vous ai parlé comme je l'aurais fait avant la guerre. C'est à dessein.

La guerre a projeté comme un éclairage brutal et soudain sur les vices essentiels de la société bourgeoise. Elle a déchiré soodain la veile sur la réalité des choses. Mais cette réalité préexistait à la guerre, et c'est pourquoi nou-étous socialistes avant la guerre. Nous ne voulous pas faire de vous des socialistes de pur sentiment. Il faut autre chose qu'une commotion de révolte contre le spectacle affreux que le genre humain vient de subir. Il nous faut une adhésion réfléchie, totale. Aussi me suis-je appliqué à montrer, non pas les arguments moins actuels du socialisme, mais ses raisons fondamentales, celles qui n'ont pas moins vraies aujourd hui qu'hier et qui resteront vra es demain, jusqu'à la trasoformatioo inévitable.

Ce qui est exact, c'est que le guerre aurs bâti singulièrement le moment où les idées maîtresses du socialisme doivent s'incorporer à la conscience universelle...N'est-ce pas étrange? L'humanité ne s'élève que lentement au niveau de certaines idées, ses claires cependant, si impérieuses, qu'il semblait qu'elles dussent s'i aposer aussitôt à toute ra son. Les quelques races dont nous connoissons l'histoire ont développé les germes d'une richesse et d'une perfection telles que rien de plus grand ne paraître jamais a sous le ciel. Et cependant que de vérités aujourd'hui essentielles, élémentaires pour nous, que les grands hommes n'avaient jamais aperçues ! Un Pleton n'a pas même soupçonné la barbarie, l'effrayante iniquité du droit de conquête et de l'esclavage. Un Pascal n'a pas entrevu les principes moraux et politiques que la Révolution fraeçaise a publiés dans le moode et que la raison humoine ne disentera plus. Si la question s'était posée devant eux, ils l'eussent résolue comme nous. Mais elle ne se posait pas ; elle ne pouvait pas se poser eocore. . Puis il semble soudain qu'à un moment déterminé de l'histoire, l'intelligence des hommes acquière comme un sens nouveau.

Il en est ainsi du socialisme. Nulle vérité plus évidente dès qu'on l'a une fois eo vue. Le seul étonnement, c'est qu'on puisse le contester et qu'on ait pu la méconn aître, c'est que tant de grands esprits aient pu passer à côté d'elle sans l'en l'evoir, comme ja-lis aux mavigateors, sans s'en rendre compte, passoient à côté de continents inconnus Mais aujourd'hui nous avons touché la terre nouvelle. La guerre nous a devancé l'heure-où, pour tous les hommes, pour tous ceux du moins qui ne refusent pas ostinément d'ouvrir les yeux, le monde apparaîtra sous un aspect imprévu, s'illuminera d'une tu sur loconnue et inévitable.

Ce jour-là, l'humanité ne comprendra plus comment elle a pu entretenir autour d'elle, des fâcheles durant de mensonges et d'erreurs absurdes, Laissez-moi oser encore d'une comparaison. Il y a deux cents ans, les chirurgiens ont pratiqué pour la première fois l'opération de la cotaract. et rendu la vue à des aveugles-nés. Dn e pu com parer alors l'idée qu'ils se faisaient du monde dans leur nuit et celle que leur fournissait la vue restituée. Un aspect cru se représenter, par oni-dire, à travers leurs sens aut ons connaissait rien de leur visage humain. Mais, au contraire ils ne se représentaient rien d'exact. Ils avaient vécu dans un monde d'illusions étranges et mensongères qui ne s'étaient dissipées po ur eux qu'avec les ténèbres qui les en touraient. Ils ne sa aissaient la réalité du moodequ'une fois la taie arrachée d e leurs yeux. Le socialisme, ooe fois conçu, pradoit en nous la même révolution spirituelle. C'est la taie arrechée à notre intelligence. Pour la première fois la réalité de l'univers social nous apparaît, et nous nous rendons compte que, jusqu'alors, nous avions vécu dans le préjugé, dans la routine absurde, dans le mensonge, dans la nuit.

C'est à cette tâche de délivrance que nous vous convions, jeunes gens. Pour vous-même r d'abord, puis pour ceux qui vous entourent et que vous pourrez persuader. Vous êtes l'espoir, vous êtes la vie qui vient, la sève qui monte ; de vous va dépendre la sort prochain de l'humanité. Réfléchissez, examinez. Vous êtes à l'instant des choix décisifs, puisque c'est à votre âge que la pensée et l'action s'aiguillent pour le reste de l'existence. C'est à la fin de la jeunesse et dans tous les premiers moments de l'âge mûr, pendant ce court intervalle de quelques années, que toutes les pensées fécondes de la vie se formuleot, que les résolutions efficaces d'action se fixent en uons. L'alternative capitale vous est donc offerie. Irez-vous du côté de l'aveoir'oo do côté du passé, du côté de l'inquiété oo du côté de l'égalité, du côté de l'égoïsme ou du côté de la fraternité ? Vous ne pourrez pas rester neutres ; il faut vous prononcer, il faut choisir... Eh,bien ! vous vous rangerez avec l'i justice, avec la vérité, avec la vie. Vous le ferez pas de bas calculs ; le défaut de votre âge est le choix aventureux plutôt que le calcul mercenaire Vous écouterez l'appel généreux et chaud de votre cœur... Et si vous supprenez, autour de vous, la tentation vile d'aller du côté du plus fort, rappelez à ces égoïstes impru-deuls que la force elle-même, eu uo jour peut-être prochain, sera au service de la justice...

FIN

Imp spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trần văn Phú

Supposez que ce programme se limite aux productions vraiment utiles et ne gaspille plus tout d'uoe façon laborieuse pour satisfaire — ou lui-même pour, créer — des besoins factices, des modes d'un jour. Ne croyez-vous pas que cette discipline suffisait pour assurer à chaque ho- n e ce que l'humanité lui doit de m assance Le bien-être, sinon le bonheur ? N'y a-t-il pas place pour tous sous le soleil ? Le travail commun ne peut-il assurer à chacun une nourriture abondante, des vêtements cummodes, un logement spacieux et sain, le libre usage de toutes les ressources et de leur outillage collectifs ?

Vues chimériques, nous dira-t-on. Mais où donc est la chimère ? Nous voyons se voir pendant cinq ans, l'humanité se plier à une discipline de destruction et de mort. Ne pourra-t-elle accepter une discipline de création et de vie ? Pendant cinq ans toute l'activité des hommes s'est trouvée réellement ordonnée sur un plan commun, vers un but unique. Nous veulon.s faire pour l'avantage commun ce qu'a s'est fait pour la misère commune ; ou profil de tous, ce qui s'est fait ou profil de quelques-uns. Si nous avions disposé pendant cinq ans, à notre usage et sans contrainte, de toutes les puissances du travail et de toutes les richesses de la terre, doutez-vous que nous eussions ordonné le monde selon nos chimères ?... Vues misérables, viendra-t-on nous dire encore ! Théories qui n'invoquent et ne veulent satisfaire en l'homme que l'appétit purement matériel !...

Ce serait déjà beaucoup que les satisfaire. Ce serait quelque chose d'avoir purgé la société des maux qui la désbonorent, et qu'un cœur pitoyable, ou esprit droit ne peuvent contempler sans révolte et sans honte : la misère, la faim, tout leur lamentable cortège de maladies, d'abêtissements, de déchéances. Mais il n'est pas vrai que nous nous adressions à l'animal humain, à la bête humaine Nous nous adressons, vous l'avez vu, à ce qu'il y a de plus pur, de plus élevé dans l'homme : l'esprit de justice, d'égal-té, de fraternité. Dans l'esclave opprimé, nous voulons susciter cette noblesse nouvelle qui s'éveille avec la liberté.

La liberté du corps entraîné celle du cœur et de l'esprit. En brisant le servilude du travail, nous entendons briser toutes les servitudes Le socialisme transformera, reconvertira la condition de la femme, in rondition de l'enfant, la vie passionnelle, la vie de famille. Il comporte comme une libération, comme une épuration universelles. En creant et en organisant le loisir pour tous les travailleurs, — loisir vrai o : l'activité persnte, et non pas repos oecablé après le sarmenage d'un labeur excessif, — il permettra l'accession de tous aux plus nobles occupations humeines ; il ouvrira tout grands à tous les trésor. de la sevence, des lelires. de l'art. Je me rappelle ce mot profond d'un philosophe : « Tout dans l'herbe veut être fleur, . . . » Dans l'humanité aussi tout aspire a la florsison, au plus riche épanouissement de l'esprit et de l'âme. Cet instinct, c'est jusqu'au tréfonds de la conscieuce par toutes les contraintes, par toutes les misères sociales, c'est le socialisme qui sanra lui rendre sa force et sa splendeur.

Vous l'avez remarqué sans doute ; je suis arrivé au terme de ces quelques pages sans vous parler de l'événement formidable dont nous nous dégageons à peine et dont

je suis arrivé au terme de ces quelques pages sans vous parler de l'événement formidable dont nous nous dégageons à peine et dont

2e ANNEE N° 25 — LE NUMERO 7 CENTS — VENDREDI 12 MARS 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyen-Van-Tien

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

	Indochine et France	Etranger
Abonnement : 1 an	3$50	1 an 5$00
6 mois	1$80	6 mois 2$50
Abonnement administratif	1 an	7$00	1 an 9$00
	6 mois	4$00	6 mois 4$50

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh Van-Phu

21 Rue de la Citadelle — HANOI

Nous avons en main les preuves des faits que nous avons relatés dans notre journal.

Qu'on nous laisse libres de les produire devant le Tribunal !

A8866

Les cinq procès du «TRAVAIL»

L'offensive contre ootrejournoal est générale et concertée. Elle doit être animée par une volonté occulte qui a juré notre perte. Le signal de l'attaque est donné par la poursuite engagée contre nous puur sa teinte au respect dû à l'autorité française dans les culonies. Depuis la parution de notre journal, nous sommes constamment l'objet des brimades administratives. Partisan de l'absolutisme colonial, M. Tholuée ne peut tulérer d'autres volontés qoe la sienne. Il ne veut entendre parler ni de revendications oi de représentation ouvrières. Il exige pour le Toukin l'ordre parfait des esclaves et le calme absolu des morts. Il veut écraser dans l'œuf le mouvement révendicatif des masses laborieuses de re pays. Il n'a pas réussi. Aux deroières élections de ootre camarade Trinh van-Phu, il a lancé une circulaire signalant à ses subordonnés que Phu est on candidat antifrançais et du parti communiste indochinois.

En ce pays, celle circulaire équivaut à un ordre de persécution.

Nous avons déjà connu plusieurs

Nous n'en tirons auçone gloire. Au contraire, oous éprouvons une grande inquiétude, car si les classes moyeones de Hanoi ont voté pour nous, c'est qu'elles sont profondément atteintes. Au lieu de profiter du coup de sonde que nous venons de jeter pour orieuler sa politique dans un sens plus libéral, le gouvernement du Tonkin, cherche, au contraire, à oier cette montée des masses qui souffrent et qui demandent des réformes eo se livrant à une politique de violente répression. Une deuxième circulaire 11.S.CB N°273 fut lancée, le 6 janvier 1937 contre oous. On recommanda à toos les services administratifs de ne pas lire notre journal antifrançais et communiste. A la suite de cette recommandation des centaines d'abonnés fonctionnaires nous ont retourné le journal. Mais ce n'est pas encore fini; on a fait arrêter et poursuivre nos vendeurs, pour défaut de

(suite en 2e page)

LE MONDE OUVRIER

DEVANT LA CONTRE - OFFENSIVE PATRONALE

Depuis des mois, ooe vagoe de grèves ouvrières a déferlé par tout le pays. Plos généralemeot, un monsement reseodicatif s'est levé, s'est propagé, englobant de larges masses qoi, depois des décades, aseo résignation, peineot et soofrent, et se laissent exploiter.

Au début, le patronat, comme déconcerté par les sonbresauts d'un prolétariat jusque là docile, parce que c'était a, a dompté « de la boile manière, a manifesté une réaliseace plotôt débile. Il a bieo tenté de briser les premiers élans do moevement oovrier. Il a bien fait tout soo possible — et l'impossible — pour sauvegarder ses intérêts « menacés ». Mais, dans la majorité des cas, il a dû reconnaitre, n'ayant pas le temps ni l'esprit d'improviser des sophismes adaptés aux particolarités indochinoises, la légitimité des revendications modestes de leors salariés. Et des concessions furent consenties qei n'étaieot pas considérées comme des sacrifices exagérés.

Puis, parallèlement ao développement do mouvement des masses exploitées, s'affermissaot, s'organisant les forces de la réaction. La contre-offensive patronale, sooveot favorisée par une boreaocratie réactionnaire, se dessine et devient nettement belligneuse, provocatrice. Elle a pris, depuis, la forme caractérisée des renvois, sans préavis ni motif, ni même indemnité, des rentois frappant les ouvriers suanects

Ce sont, pour ne citer que les cas récents, les renvois et expulsions en masse aux mines de Hongay-Mooddzong — Campha.

Ce sont les renvois d'ouvrières des bonneteries de Hanoi, après la signature du contrat collectif. Quatre d'entre alles n'ont été réintégrées qu'à la suite de démonstratioos de solidarité de leors camarades. Deux ont été définitivement mises sor le pavé.

Ce sont les renvois des 72 navigateurs des 8 chaloupes de la Maison Saovage de Haiphoog. Leor faute ? Ils ont osé réclamer à la direction. leor arriéré de 2 mois de solde. Ils ont été sommés de quitter immédiatement et définitivement les chaloupes On ne leor accordait même pas le temps ni la permission d'emporter leors effets.

Ce sont les renvois de 220 coolies de la Cimenterie de Haiphong. Les 430 coolies qui y étaient employés ont réclamé une sogmentation de solde qui leor a été déjà accordée. La moitié d'entre eux se virent frappés de proscription par les deux cei entrepreneurs au moment où ils revenaient au chantier. Les ooo avaient travaillé à la Cimenterie depois 20 aos, les autres depuis 10 aos. Etoit-ce parce qu'ils avaient rommis l'inioterdit crime de s'être omerés ? avec tous leurs camarades, d'ailleurs — à la Sûreté pour réclamer la libération de 12 ouvriers arrêtés ? Oo bien plus simplement, et plus véridiquemeot, c'était parce que, si on les acceptait dans l'entreprise, on devrait teoir la promesse faite de majorer leors salaires ?

Ce sont enfin, tout récemment, les renvois en masse à la SFAIE et à la S. C. T. de Nam-Dinh. On a commencé par des ouvriers qui n'ont même pas assisté à la grève. Puis la série des persécutions continuos. Des dectaines d'ouvriers sont mis sur le pavé ; des dizaines de familles livrées au chômage. à la misère, et à toos les maox qui’en soolteot leor cortège inévitable et naturel. Vous êtes libéré politique, on vous congédie ! Vous n'êtes pas libéré politique, oo vous congédie quand même ! Et pour la première fois, la répresoo ne prend ine forme sublile, logénieuse ou humanitaire même. On ne dit à personne : le patron vous chasse ! On dit à presque tout le monde : le patron vous accorde un congé ! Une permission spontanée, quoi.

Dans d'autres braoches industrielles, les patroos entament leor travail d'orgaoisatioo. Des pourparlers continuent, qui ont pour bol de ne pas faire de nouvelles concessions ou de chercher à réduire les concessions déjà faites.

Ce n'est pas tout.

La contre-offensive ne revêt pas seulement les aspects matériels de l'ouvrier. Elle s'organise en même temps dans la basle sphère de l'état-major intellectuel du patronat, dirigée par des demi-intellectuels plus ou moins teintés de fascisme.

Alors, elle se distingue par sa clairvoyance, sa profondeur de vue(!) Pratiquement, elle se concrétise dans la lutte contre l'ootrol éventuel, imminent de la liberté syndicale.

On a vu des campagnes de presse montées à cet effet. Avant le « faex pas » irréparable, avant que le Gouvernement de France en se décide à accorder aux masses indochinoises, cette enioce arme de défense, nécessaire entre toutes, sans laquelle rien de sérieox ne pourrait être entrepris, la liberté syndicale, de l'autre côté de la barricade, on s'acharne point à avancer des arguments sociologiques ou psychologiques. à l'appui d'arguments aussi fragiles qu'incohérents, en vue d'attirer l'attention d'un Gouvernement qu'on craint trop libéral sur les dangers et les catastrophes que pourrait entraîner la promulgation en Indochine de la loi de 1884.

En vooiex-sons, des spécimens de cette argumentation « fasciste-patronale »?

En voici un : « Les ouvriers annamites n'ont pas « la plus élémentaire idée des intérêts de la collectivité, de ceux de l'industrie dans laquelle ils travaillent, de leors propres intérêts seulement ». Tout loin ! De leors propres intérêts, ils ont bien pris conscience! Et on a tout l'air de poser comme axiome que les intérêts ouvriers ne font pas partie intégrante des intérêts de la collectivité !

Autre spécimen.

L'ouvrier annamite n'a pas ces « éléments individuels » nécessaires pour composer l'armature des groo- [illegible] a toujours besoin d'un chef et s'il quitte un chef, c'est pour se confier à un autre ». Or jusqu'ici son chef, l'autorité « légitime » a été le patron : l'introduction des syndicats risquerait de la ruiner. de lui substituer l'autorité illégitime sans doute de ces orgaoismes nouveaux, de nuire à ce caractère familial des relations qui vivifient et rendent plus compréhensifs, voire cordiaux, les rapports de patroos à ouvriers « En somme, des affirmations gratuites, des craintes mal fondées, des regrets inopérants que nous avons su exprimés à d'autres heures de l'histoire, au cours du mouvement ouvrier français ou internationel !

Personne n'ignore plus par exemple qu'avec le développement de la grande ioduitrie, le « caractère familial » ait prôné est condamné à disparaître, que d'ailleurs, historiquement parlant, il ne « constitue qu'un « verre de philanthropie destiné à étouffer la conscience ouvrière.

On affirme encore que les récentes grèves n'ont été fomentées que par de rares « meoeurs » et non eogendrées par l'oppression et l'exploitation sans mesure des masses laborieuses, que le syndicat sera impérant dans ce pays; qu'il constituera « le plus dangereux ins rument politique ». On ide tifie le régime des syndicats avec celoi des soviets. On glorifie ces patrons de France — « pas des plus mauvais » — qui se refosent à employer des ouvriers syndiqués !

Nous aeroos tout entendu !

Pour jeter la panique et gagner do temps, toos les moyens sont bons tnos les iocoobérences et illogismes sont de mise !

Pendant ce temps, le moovement des masses arquerd, daos les luttes coétaoees, douloureuses, une conscience plus ferme de leors intérêts [illegible] neot, tout par expér ence. Devant les reassis eo masse, les provocations les tracasseries patronales, leur conscience de classe s'éveille et prend corps; la nécessité d'une organisatioo solide pour faire face aux répressioos des propriétaires d'usines ou de mines s'avère urgente ! Déjà même, nous asons pu enregistrer les premières manifestations expres·es de sol darité internationale entre le prolétariat de France et celui d'Indochine. Il est indéniable que le mouvement ouvrier indochinois a gagné en profondeur.

Dans l'étape préseote de la lutte, la liberté syodicale, plus que jamais s'impose, la liberté syndicale complètes sans restrictions, ni rognures, ioo déoaturée par les périptéties d'une pénible accouchement !

Le Gouverneoment de Front Populaire a dit aux masses d'atteodre.

« Attendre, oui, mais pas trop longtemps ! »

Car l'attente soûle et le Gouverneoment de Front Populaire doit prendre en considération les maux qo'elle perpétue et aggrave!

L'ootrol de la liberté syodicale sura été le premier pas ferme, dans la politique de confiance que les travailleurs indochinois, sont en droit d'attendre de leors frères de France et do Gouvernemeot de Marios Moutet.

La défaite douloureuse des 8000 GRÉVISTES DE NAMDINH

Après un mois de lutte, de souffrances et de misères inimaginables, les 8.000 grévistes ont repris le travail depuis le 1er mars malgré les minces satisfactions qu'ils ont obtenues.

Les centaines d'ouvriers soupçonnés d'être les meneurs de grèves ont été brutalement renvoyés. D'autres ont été arrêtés, poursuivis pour entrave à la liberté du travail !

L'Administration a donné main-forte au patronat pour écraser le mouvement revendicatif des ouvriers dont la demande a été trouvée très raisonnable par le délégué du gouvernement métropolitain.

Nous réclamons énergiquement la libération immédiate de ceux qui sont arbitrairement arrêtés et la réintégration de ceux qui sont renvoyés, victimes de la vengeance patronale. Nous publierons prochainement une brochure sur les causes et effets de cette grève anglobant plus de 8.000 ouvriers et se déroulant dans l'ordre et le calme. Nous mettrons à nu le rôle néfaste de la police et de la Sûreté de Nam-Dinh dans la répression déclenchée par la direction de la Cotonnière et de la Sfate dont la triste et meurtrière réputation est universellement connue

A LA COUR D'APPEL DE HANOI

Les grévistes Condamnés de Namdinh voient leur Jugement confirmé

Do se rappelle la grève que déclenchaieot en Novembre dernier les ouvriers de la fabrique de Tapis à Nam-Dioh.

Au même moment où les mineors de Hongay-Cha de Cam-pha partaient pour le vaste mouvemeot revendicatif pour l'amélioration de leurs conditioos d'existeoce et pour la conqoête des lois sociales et la liberté syodicale, les ouvriers de la fabrique des tapis s'accordaieot aossi du romoitre à leor patron des revoodications sur plus d'un point justifiées

Au même moment aussi oous avons alerté les grévistes des provocations possibles dool le but est de saboter l'unanimité et le caractère pacifique de leur mouvement. Nous avons tiré des grèves de Cam-pha et de Hongay des enseignements nécessaires et nous avons insisté particulièrement sur les manœuvres provocatrices qoi ne manqoeraient pas de se produire. Hélas, oous n'aviens pas tort car les ouvrière de la fabrique des Tapis furent les premiers à en être victimes Le résultat, on le sait, la condamnation de 11 d'entre eox à 15 jours d'emprisonnement.

Voici, selon les condamnés, comment la provocation a eu lieu. Nous ne croyons pas toutile de la relater.

Vers mi — novembre les ouvriers adressaient au patroo one liste de revendisstions parmi lesqoelles neos remarquens.

1°) Le retour ao barème de payement de 1933

2°) Uo jour de repas par semaioe, le congé aux jours fériés.

3°) De l'eau chaude comme boisson pour les ouvriers travaillant la nuit.

4°) La suppression de la limitation des besoins naturels.

5°) La suppression des amendes.

Le travail à la fabrique était fait à la tâche. Les tâcherons au nombre de 260 se divisaient eo deus équipes travaillant chacune 11 heures et demie par jour. Voici comment on les payait. Pour 2 mètres carrés de tapis on recevait 0$30 (3f) en 1933 En 1936 ce prix tomba à 0$194 (1f94) Les amendes osturellemeot rogoaient sur les salaires...

La rationalisation consistait justement ce la mesure limitant le oombre et la durée des besoins oaturels des ouvriers. Ces derniers ne pouvaient, avaot leur grève, se servir des cabinets que 3 fois par jour et pendant 5 minutes chaque fois.

On comprend aisément leur indignation.

Le 25 novembre, après avoir essuyé

(Suite en 2e page)

Obéissant à un communiqué secret de So Excellence le Résident Supérieur au Tonkin. Son Excellence le Tông-Đốc Vi notifia aux Ter-pha. Tri hoye - de la province de That-Binh qoé le 17 janvier courant, le parti communiste indochinois délégua la nommé Trinh-van-Phu pour se présenter à l'élection d'un siège à la Chambre des représentans du Peuple à Haiphong. Le P.C.I. fait distribuer des tracts dans tout le territoire du Tonkin pour faire la propagande pour le nommé Trinh van-Phu. Si vous trouvez dans votre circonscription des tracts ou des suspects, vous devez m'en prévenir d'urgence.

Le Tri-huyên de Dông-Quan soffle aux chefs et sous-chefs de canton, aux maires et adjoints de village que, suivant l'ordre de la Résidence Supérieure transmis par les autorités provinciales, la circulation de la brochure : Le Front populaire de France et les revendications de la population indochinoise de Nguyên-van-Tao est interdite dans la circonscription.

Si vous trouvez des détenteurs ou des lecteurs de cette brochure, vous devez m'en prévenir.

CHOSES ENTENDUES

Un rêve de marquis

Depuis quelque temps, M. André de Monpezat a des nuits agitées. Le pôvre ! Son sommeil, calme et serein naguère est peuplé de rêves, hantise par d'effarants cauchemars. Dans son cerveau enfiévré, des images ballucinantes désordonnées, abracadabantes se déroulent ou la cadence d'un film :

Un temps lourd, orageux. A l'horizon la redoutable silhouette d'un Syndic de Faillite se détache nettement sur le ciel noir : M. Justin Godart.

Le vent se lève, il souffle en rafales. Des clameurs, indistinctes d'abord puis qui vont en s'amplifiant, retentissent de toutes parts : des milliers et des milliers de poings fermés se lèvent ; « Vive le Front Populaire-Syndicats. »

Une nouvelle silhouette s'est soudain substituée à la première. C'est votre grand serviteur ! « Travailleurs Annamites ! La C. G. T. réunifiée compte maintenant plus de cinq millions d'adhérents ; elle est l'expression de la Volonté de la classe ouvrière française. Camarades Indochinois, venez à nous ! » Après M. Justin Godart, le citoyen Léon Jouhaux.

Une Paul Bert, un soir, de cinq à sept. Des bécans tendent des journaux aux promeneurs. La Volonté ! dochinoise sans doute ! Non pas. Le titre de la feuille qu'offrent les vendeurs est imprimé en gros caractères rouges La Volonté du Peuple Indochinois. Horrible ! Affreux !

Une de Tuyên-quang. Dans une maison d'aspect confortable, mais autour d'un quotidien, deux hommes conversent amicalement. L'un, de taille moyenne grisonnant, le système pileux fortement développé, l'autre, grand, le visage glabre, le front largement découvert, sont une calotte précoce : Monsieur Paul Bluzet et André Caffa. Entente cordiale ! A cette vue, un spasme de dégoût saisit le patriote de l'aristocrate qui dorment.

Une route au milieu des rizières ; un long cortège de nha-quês hues, dépenaillés. Que sont ces paysans ? Que cherchent-ils ? Ce sont des métayers de Lue-Nam, de Hinhoang, du Binh-dinh et autres lieux de tuérenons de Tuyên quang. Ce qu'ils crient ? « La terre à ceux qui la cultivent ! Plus de propriétaires ! Plus d'exploiteurs ! »

C'en est trop. « Holà, boys ! Mon arsenic, ma lance, ma rapière ! Qu'on aille mon destrier ! Ces serfs, ces manants, sont voir de quel bois je me chauffe. »

Silence absolu ; personne ne répond. Ivre de fureur le marquis veut se mettre sur son séant, mais un bas du lit, impassible ; ses membres sont paralysés, des liens invisibles le retiennent sur sa couche ; il tente un dernier effort . . .

Le poil hirsute, le visage baigné de sueur, Monsieur le Marquis André de Monpezat regarde, d'un œil hagard, le jour qui luit à l'horizon permeil.

C'était un rêve, rien qu'un rêve.

Avis aux abonnés

A ceux qui ne nous ont pas encore envoyé le montant de leur abonnement, nous demandons de le faire d'urgence. Nous en avons besoin pour soutenir la vaste offensive que la réaction vient de déclencher contre nous

La parole est à M. Brévié

Les prix n'ont cessé de monter. La spéculation bat son plein. Les denrées de première nécessité accusent une hausse vertigineuse. M. Thalamon assiste indifférent à cette affamation générale.

Quelques réunions de façade, des discussions oiseuses, deux ou trois circulaires comme signes de vie. Voilà tout ce qu'on a fait pour enrayer les hausses illicites. Les masses laborieuses sont durement frappées par le nouveau coût de la vie. Les ouvriers, en particulier, voient leur capacité de consommation réduire de plus en plus. Leur salaire ne leur suffit plus à acheter le riz quotidien. Pour ne pas crever de faim, ils doivent manger des patates ou d'autres céréales à meilleur marché. C'est le cas, par exemple, des 2 000 ouvriers de la Société Cotonnière de Haiphong ; ceux-ci mélangent leur riz avec du maïs.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les ouvriers demandent une augmentation de salaire. Le patronat s'y oppose brutalement et provoque les grèves. C'est ce qui explique la vague de grèves qui déferle du Nord au Sud de l'Indochine depuis novembre dernier.

D'aucuns cherchent à assimiler le mouvement à l'effet d'une contagion. La contagion est impossible sans une base matérielle. De même on ne peut mettre artificiellement un brandon des dizaines et des dizaines de milliers d'hommes. La misère des masses, l'intransigeance brutale et insolente du patronat, voilà la véritable cause.

L'attitude des magnats du capital s'explique par deux raisons. D'abord leur rapacité sans bornes. Ensuite leur tentative de rejeter sur le Front populaire la responsabilité de la misère des masses laborieuses et d'entraver l'expérience économique et sociale du gouvernement de Front populaire.

En effet, les revendications ouvrières sont des plus modestes et pleinement justifiées par la cherté de la vie actuelle. La reprise économique d'autre part est un fait reconnu par M. Cheou, président de la Chambre de commerce de Haiphong directeur des Cimenteries et détracteur enragé des lois sociales, dans son discours lors de la visite de M. Godart.

N'importe : Le patronat ne veut rien y entendre. Combattre l'influence du Front populaire, dénigrer la politique du gouvernement de Front populaire, « démontrer que cette politique mène à la ruine, à la misère » voilà sa ligne politique.

« Le patronat ne comprend pas la nécessité de l'adapter aux circonstances, c'est sur lui que retombe toute la responsabilité des récentes grèves », a déclaré M. Godart à un de nos confrères.

Cette déclaration, conclusion d'une enquête sur place, légitime les luttes ouvrières qui viennent de se dérouler et clouer au pilori tous les fascistes et profascistes qui criaient au « désordre » et à la « mainmise de Moscou ».

M. Brévié a bien fait de réparer en partie l'injustice dont sont victimes les fonctionnaires à moyenne solde en majorant leurs appointements de 15 %. Il a bien fait aussi d'augmenter de 20 à 40 % la solde des cadres subalternes du mandarinat et des journaliers dans les services publics. Ce faisant, il a reconnu la nécessité d'un réajustement de salaire posée par l'augmentation du coût de la vie.

Qu'attend-il donc encore pour faire quelque chose dans ce sens en faveur des masses ouvrières ?

Pourquoi s'est-il borné au cadre administratif ? Se sent-il impuissant devant le capital ?

La « population débérillée », en particulier les ouvriers, est en droit d'attendre quelque chose de lui en tant que représentant d'un gouvernement de Front populaire.

Comme chef de la Colonie, il a dû remarquer les licenciements abusifs qui viennent de se produire et qui menacent de se généraliser.

Nous avons relaté le renvoi scandaleux d'une centaine de mineurs de différentes régions et d'une soixantaine d'ouvriers de la Société Sauvage à Haiphong. Le crime de ceux-ci est d'avoir osé réclamer les salaires arriérés ou demandé quelques sous de plus. La même chose chez M. CHÉVU. lui qui a majoré le prix de vente de son ciment depuis janvier et qui refuse de desserrer sa bourse en faveur de ses ouvriers. Il vient de jeter sur le pavé 230 d'entre eux parce qu'ils lui ont réclamé l'augmentation de leur salaire et le salaire des cinq jours de congé pendant le Tết, salaire que leur accordent les règlements en vigueur. La Société Sauvage pousse l'insolence et la provocation jusqu'à renvoyer tous les grévistes et à payer aux jaunes le salaire demandé par ces grévistes. Dans ces exécutions en masse et ces provocations, la police prête main forte au patronat. C'est elle qui le guide dans le choix de sa proie. Après quoi, il se déclare cyniquement « neutre » dans les conflits du travail. Le commissaire Delamothe tient aux coolies des Cimenteries qui sollicitent son intervention au sujet du congé payé à l'occasion du Tết ce langage : « Il faut vous adresser à votre patron. Je n'ai pas le droit de m'immiscer dans ses affaires ». Mais où en est sa neutralité, lorsqu'il fait arrêter 10 de ces grévistes ? De quel droit s'arroge-t-il de « s'immiscer » dans les affaires de ces coolies ? Et où est donc M. Thalance avec sa circulaire sur le congé annuel payé ? Dû est-il dormir M. l'inspecteur du travail ? Sait-il que presque toutes les entreprises ont volé aux ouvriers le montant de leurs cinq jours de repos pendant le Tết ? Sait-il que dans quelques mines, le registre de la Société porte pour le congé annuel la mention « Payé » sans que l'ouvrier ait touché un seul sou ? Sait-il que le coolie de la Colonnière de Haiphong n'a reçu à ce sujet que 23 sous au lieu de 27, salaire actuel ?

Nous dédions tous ces faits au chef de la Colonie Noos afin qu'ils lui portent particulièrement son attention sur les renvois scandaleux d'ouvriers qui viennent de se produire et qui ne sont que le prélude d'autres renvois plus scandaleux encore.

Qu'attend-il donc encore pour y mettre un terme ?

LES 3 PROCÈS DU TRAVAIL

carte de colportage après avoir refusé de nous la délivrer.

En parlant de la nécessité de la représentation ouvrière dans ce pays où la classe ouvrière est inorganisée et dispersée, on nous poursuit pour « atteinte au respect dû à l'autorité française ».

En nous attaquant aux mandarins tortionnaires et concussionnaires, on nous fait poursuivre en « diffamation. »

En dénonçant les brutalités des patrons européens qui considèrent comme un droit naturel celui de frapper leurs boys et leurs employés indigènes, on nous fait encore poursuivre en « diffamation ».

En dévoilant l'exploitation honteuse des patrons annamites de leurs ouvriers, on nous fait poursuivre toujours « en diffamation ».

On a suscité cinq procès contre nous.

En réalité, nous n'en avons qu'un, contre la réaction coloniale et féodale.

Et, nuus ne le perdrons pas tant que celle-ci, n'aura pas démontré qu'en Indochine elle n'a pas institué un régime des plus honteux d'oppression et d'exploitation.

Au moment de mettre notre journal sous presse, notre camarade Trinh-van-Phu a reçu une citation à comparaître devant le Tribunal correctionnel de Hanoi, le 1er Avril 1937, pour menaces de nature à compromettre la sécurité publique. Délit prévu et réprimé par l'Article 91§3 du code pénal modifié.

Décidément, M. Thalance n'a pas perdu son temps !

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorragie aigue ou chronique
Syphilis : toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le traitement nouveau.
Faulin et Radical

CABINET MÉDICAL
Dr Trần-Văn-Sang
78 Rue du Poplar — HANOI

Draperies—Lainages
Fournisseur en gros pour tailleurs
TAN-MY
Grand Tailleur
8, place Négrier — Hanoi

Les grévistes de Nam-Dinh

un refus catégorique de la part de leur patron ils se mirent en grève. Comme il restait encore de l'argent impayé ils allaient tous le 27 le réclamer à leur patron.

Il était 11h Ils attendaient impatiemment d'être payés de leur volonté. Comme tous paraissent à la fois il y a eu un peu du bruit.

Juste au moment où on l'attendait le moins un cri s'éleva : « Đánh đi ! » (Frappez le) Personne ne savait d'où venait cette voix. Aucun ouvrier ne pouvait l'affirmer d'une façon précise. Toujours est il que comme par hasard se trouvaient là des agents de la police et ceux de la Sûreté. Ceux ci se mirent lestement à la besogne et arrêtèrent sans autre forme de procès 11 grévistes : Vucao-Tiếp Đỗ viết Trung, Vũ khoa Sang, Vu ngoc Quy, Nguyễn viết Phu, Phạm viết Minh, Đào van Gian, Phạm van Hoe, Ngo van Dan, Nguyễn quang Ca, Lê van Biet.

A l'instruction comme à la comparution devant le Tribunal provincial aucun des inculpés ne reconnut avoir lancé ce cri. Les témoins (agent de la police et de la sûreté compris) ne purent non plus les accuser formellement de voie de fait sur la personne d'autrui.

Le Tribunal les condamna quand même à 15 jours de prison ensuite.

La provocation, car il ne peut s'agir que d'une provocation, quoique ne désorganisant pas totalement la grève joua quand même le désarroi dans le rang des grévistes. Profitant de cette occasion le patron décréta alors la lock-out général

Les condamnés firent immédiatement appel contre ce jugement. Ils n'avaient, soulignons-le, aucun avocat pour les assister. Ils n'avaient pas un liberté. Même s'ils l'étaient ils ne pouvaient pas avoir d'avocat non plus. La raison en est fort simple : ils n'avaient pas d'argent et ils étaient en grève.

Mardi ils sont allés ainsi en appel. La Cour simplement confirma le jugement du Nam-Dinh.

De cette façon les 11 combattants de l'héroïque grève de la fabrique des Tapis furent condamnés.

Nous étonnons-nous de cette mesure prise contre eux ? non !

Non ! Parce que chez nous tout est possible.

Dans un pays où pour un article sur la représentation ouvrière « Le Travail » est poursuivi pour atteinte au respect dû à l'autorité française ; où pour avoir voulu saluer en M. Justin Godart le délégué spécial du Gouvernement du Front populaire on est accusé de « faire du communisme » ; où pour avoir voulu recevoir le délégué dignement on est dispersé sans ménagement ; où malgré la carrière ordonna et pacifique de la lutte des ouvriers affamés par les bas salaires et les lourdes amendes, usés par un travail de 10 ou 12 heures et par des peines corporelles, on entend encore des hommes tels que M., Virgilli prononcer : « *Il n'y a chez nous ni pour l'ffense ni une faiblesse* » comme si ici la répression n'est pas encore suffisante et qu'il faut une politique autrement plus ferme ; où le congrès par lequel la population fera entendre sa voix, reste toujours interdit par un simple arrêté dont la légalité peut être mise en doute ; où la population a besoin de dire ce qu'elle pense de ses misères, de ses souffrances, de sa volonté dans l'espoir qu'on mette fin à tous ces esclebemars : la famine la vente des enfants, la concussion mandarinale, tous les maux dont elle est toujours victime, eh bien ! sous disons, nous, que l'impatience des masses est profonde, elle a besoin de guides, de bons guides désintéressés car si o risque de prendre une fournure inattendue dangereuse et ce ne sont pas avec des provocations, des condamnations de toutes sortes qu'on l'apaisera

L'histoire est là pour fustiger les responsables.

Démissions

Depuis le 8 Janvier 1937 nos collaborateurs Phen Tu Nghia, Nguyễn thế Vinh, Vu dinh Huynh, et Nguyễn công Truyền, ont adressé une demende de démission du personnel du Journal

Tout en regrettant leur déperi, la Direction du Journal ayant exeminé les reisons invoquées a pris le déeision de leur donner setisfection.

Leur démission est comptée comme définitive à la date du 15 Février 1937.

Anh, chị em nên đọc :
MUỐN THÀNH
Chiến - Sĩ Xã - Hội
Một tác phẩm của Thủ-Tướng Nội Các Dân Đoàn Pháp
LÉON BLUM
Giá . . . . . 0$15
Có bán tại ở các hiệu sách khắp Đông - Dương

"Le Travail" Partout...

Haiphong

A la compagnie Sauvage, après le renvoi de 78 ouvriers, le suicide du mécanicien Trần-Tích

Le 23-2 au soir, la chaloupe « Verdun » de la Compagnie Sauvage appareillait pour Ben Thuy. Quand elle arriva à Dình Vu, près du Do Son, le chef mécanicien Trần-Tích dit Trần-Vết se donna la mort en se jetant à l'eau.

Ce suicide semble et obscurcir à tois en émoi la population ouvrière de Haiphong.

Pour comprendre les bruits qui coulent sur la mort de Tích, il importe de remonter un peu loin. Le 23, les équipages de 8 chaloupes de la Compagnie Sauvage, qui avaient leur solde non payée depuis 2 mois, réclamaient leur dû. Refus du patron. Intervention des autorités locales. La Direction de la Compagnie dut s'exécuter, mais elle prit une revanche éclatante en renvoyant tout le personnel, soit 78 matelots.

Seul Trần-Tích reste en service. Seul il est expérimenté parmi les nouvelles recrues. Il serait forcé d'après les on-dit, étant donnée la situation, d'engager sa responsabilité pour tous les accidents survenus au cours du voyage.

Quand la chaloupe arriva à Dình Vu, Tích se serait senti perdu devant une panne imminente.

Et ce serait par désespoir, qu'il se serait suicidé.

Toujours est-il que les circonstances sont obscures qui entourent cette mort.

Nous demandons qu'une enquête soit ouverte.

Hedong

Un exploit de la douane

Nguyễn-huu-Liêu, du village de Liêu-hoi-Nge, phu de Ung-hoà province de Hadong a eu le malheur de posséder un terrain sis à 4 km de chez lui. Le 5 mars 1936, des agents de la douane découvrirent dans ce terrain, qui est loin proche du village de Tu-San, une certaine quantité d'alcool de contrebande. La déduction fut faite promptement, inguement — oh ! comment ! — à Liêu, le propriétaire du terrain, le vit condamné à 16$20.

Le cas n'est pas isolé Et ce régime honteux douanier, arbitraire, inique déraisonnable a fait jusqu'ici d'innombrables victimes parmi les campagnards innocents.

Il n'est pas exagéré de dire que la douane est le fléau du paysan annamite.

Hué

Le congrès des journalistes

Un congrès des journalistes du Centre a eu lieu le 23 — 2 — 37, dont l'ordre du jour fut fixé comme suit :

1) Formation d'un syndical des journalistes du centre.

2) Etude des questions intéressant la corporat on,

3) Relation avec les journalistes de la Cochinchine et du Tonkin en vue d'un congrès national des journalistes.

Le comité provisoire :

MM Nguyễn-qui-Huong, Phamba-Nguyên, Nguyên-xuân-Lu.

Ecrire à M. Nguyên-qui-Huong Hồng-Dân Hué.

Après le départ de M. Godart, la répression sévit

Au cours de l'entretien de notre correspondant à Hué avec M.J. Godart, le Ministre n'est étonné de ce que dans toutes les requêtes, il y eût on vœu qui se renouvelait toujours. C'est le suivant :

« Contre toute répression, après le départ du Ministre !»

M. J. Godart s'est étonné, parce qu'il ignorait le régime singulier sous lequel nous vivons. Il ne pouvait pas s'imaginer que dans la France d'aujourd'hui, il soit interdit au peuple de revendiquer quoi que ce soit, que ce soit au crime que d'aller manifester sa confiance au Représentant du Gouvernement de Front populaire, et que pour ce crime des élèves soient exclus de leurs écoles, des ouvriers chassés de leurs usines, des paysans privés de leur liberté, des institutions privées menacées de suppression...

L'inimaginable s'est réalisé.

Aussitôt après le départ de M. Godart, des ouvriers de diverses entreprises de Hué ont été menacés d'expulsion. Des grévistes du marché de Dông Ba ont assisté impuissantes à l'élevation arbitraire des taxes déjà trop lourdes. Des directeurs des institutions privées ont été avertis de la fermeture éventuelle de leurs établissements.

Par arrêté du Résident Supérieur Nguyên-bau-Phuoc a été exclu définitivement de l'Ecole pratique, pour un prétexte insignifiant.

La série des persécutions est loin d'être close.

L'épée de Damoclès est suspendue sur la tête de plusieurs ouvriers ou élèves. Ils seront tôt ou tard lombés par la répression faisale. Les prétextes varieront suivant les cas. Mais la cause profonde sera toujours la même.

Les masses laborieuses et les jeunesses scolaires s'attendaient bien à cela. Déjà ils ont télégraphié au Gouverneur Général et à M. Godart pour protester contre ces mesures de répression et pour solliciter l'intervention en faveur de Nguyên-bau-Phuoc et des autres victimes.

Quang-Nam

4.000 travailleurs de Thi-Lai ont attendu en vain M. Godart

Thi-Lai, de la province de Quang-Nam, est le plus grand centre de l'industrie artisanale de la soie en Indochine. La localité englobe 7 villages, possède 5.000 métiers avec 10.000 travailleurs et mérite bien une visite de la part de l'envoyé du Gouvernement de Front Populaire.

Le 28 Février M. Godart a déclaré aux délégations paysannes qui vinrent le voir à Tourane, que le lendemain, il irait à Thi-Lai. Aussi, le lendemain, sur la route reliant Tourane-Phuoc à Thanbon à 5 000 personnes attendaient le délégué du Front Populaire. Ils ont attendu pendant 8 heures, en vain !

Sur la route locale de Thi-Lai à VinhTrinh, au barrage Dai Ban, des centaines de coolies organisaient eux aussi une réception manquée.

C'est qu'il s'est passé la chose la moins attendue pour les masses, et la plus attendue pour les autorités. M. Godart a bien pris la route locale de Thilai à Vinhtrinh, a bien visité un barrage et des ateliers de tissage, mais il ne voit ni Dai Ban ni Thilai. Naturellement, il n'y a trouvé que ce qu'il plaisait aux autorités de lui faire voir. Aussi, par exemple, il n'a pas vu les brimades de M. le tri-huu de Duy-Xuyên, ni n'était au courant des arrestations arbitraires dont celle de Luong Hoài venu pour demander à M. Godart la grâce de son frère détenu à la Garde à vue de Tourane depuis 15 ans.

Après une journée « de raine attente, les travailleurs de la région a adressé le télégramme suivant à M. Godart :

Godart passage Quinhon — 1000 travailleurs vous attendaient vainement hier pendant 8 heures Thilai prévu itinéraire vous expriment sympathie regret. stop. Trouvere: journal travail nas revendications stop Protestons contre Triphu Duy-Xuyen arrestations arbitraires brimades.

Travailleurs Quang-Nam

Ces revendications nous ont été communiquées en effet :

1) Revendications des travailleurs du tissage, tailleurs, menuisiers : application des lois sociales, loi syndicale.

2) Revendications des paysans : Abolition de l'impôt personnel; remède contre l'oppression mandarinale.

3) Revendications de toute la population du phu de Duy-xuyên : Protestations contre les contributions obligatoires pour les frais de construction du phủ ; construction d'un hôpital, libertés démocratiques.

4) Revendications des patrons de métier : Liberté de la profession de nos coopératives, conformes aux directives de M. Montel et non pas aux intérêts du crédit agricole.

5) Revendications des « tôyeurs » : Suppression des patentes.

Un nouveau confrère

Nous apprenons la parution prochaine de l'hebdomadaire littéraire et artistique Tinh-Hoa fondé par M. Nguyễn cao-Luyện, dirigé par M. Doãn phu Tử et administré par M. Võ dinh-Liên.

Le 1er numéro paraîtra le 13 courant Prix du numéro 7 cents.

Nos meilleurs souhaits de prospérité.

C'est à n'y rien comprendre

Après la parution de l'entrefilet « *Ne pas confondre* » à dans notre numéro 22 que nos lecteurs nous permettent de reproduire ci-dessus :

Ne pas confondre

A Hué, existe une édition intitulée « Lao-động tuần-báo » sous la direction de M. Khương-huu-Thi. Cette édition n'a rien de commun avec une autre édition ayant le même titre et dirigée par notre camarade Mai-ngoc-Thiều.

De nombreux lecteurs nous ont demandé si le Tuong Lai, journal en quốc-ngữ, publié à Hanoi est encore à nous.

Nous tenons à leur répondre publiquement que nous n'avons aucun rapport ni avec l'administration ni avec la rédaction de ce journal.

Nous prions par conséquent les lecteurs du Tuong-Lai de vouloir bien désormais s'adresser directement aux bureaux dudit journal.

Les dirigeants du Tuong-Lai sont venus nous sommer de leur donner la signification du mot *encore*. Nous les avons naturellement renvoyés au père Larousse. Lui, non plus, ne pouvait les convaincre. Leur intransigeance nous obligeait à leur laisser toute la latitude de faire la rectification à notre place.

Voici l'article qu'ils nous ont communiqué et que nous publions aujourd'hui sans y changer une virgule :

Pour préciser

Dans notre dernier numéro, nous avons avisé nos lecteurs qu'aucune relation n'existe entre la rédaction et l'administration du « Travail » et du « Tuong-Lai ».

D'aucuns peuvent mal interpréter notre avis et croire d'une « scission » entre les deux organes.

En réalité, le « Travail » et le « Tuong-Lai » ont toujours été indépendants l'un vis-à-vis de l'autre. Sans doute, dans l'œuvre du relèvement économique et moral du pays, les deux organes cherchent à contribuer, chacun, pour sa part, de son possible. Mais, chacun use de ses moyens respectifs et n'obéit qu'à soi, ne se référant qu'à ses expériences personnelles des hommes et des choses de ce pays

Nous espérons que ces précisions nécessaires dissiperont totalement tout malentendu, et que nos lecteurs nous comprendront.

Autre chose était ce démenti. Autre chose était la signification du mot *encore*.

Nous avons cru de notre devoir, nous qui préconisons le Rassemblement Populaire Indochinois, d'avertir les dirigeants du Tuong-Lai, de leur soumettre le texte suivant qui n'était qu'une refonte de leur communiqué :

Pour préciser

Dans notre dernier numéro, nous avons déclaré que nous n'avons aucun rapport ni avec l'administration ni avec la rédaction du journal Tuong Lai.

Nous tenons à affirmer que nous ne jugeons pas par là la ligne politique de notre confrère. Notre intention ne doit pas être déformée ou mal comprise. Nous avions voulu simplement faire cesser une équivoque et renseigner les lecteurs du Tuong-Lai qui se sont trompés en s'adressant à nous.

Ce faisant, nous serions à de fois les intérêts de notre confrère et les nôtres.

Mais il est de ces humeurs qu'on ne saurait définir. Cette refonte, n'avait pas l'heur de plaire à nos confrères. Ils nous ont prié de classer l'affaire, de ne rien publier.

Et voilà que, dans le Tuong-Lai du 4 mars dernier, ils nous racontent quelques petites histoires et nous somment encore de leur donner la signification du mot *encore*.

C'est à n'y rien comprendre !

Nguyễn-văn-Tiến

THUAN-THANH-LONG
dit Thân Chemise
15 Rue du Riz Hanoi
(près du Grand Marché)
SPÉCIALITÉ
Chemises — Pyjamas —
Robe de chambre —
Sous-vêtements.

Le Huy - Phach
Pharmacien sino-annamite
Spécialiste des maladies vénériennes, des maladies des reins et du cœur
LE HUY - PHACH
149, Rue du Coton — Hanoi

Muốn rõ cách thức lập nghiệp-đoàn ANH EM CHỊ EM HÃY ĐỌN COI :
NGHIỆP-ĐOÀN
LAO - ĐỘNG
ĐẾN NGÀY 16 Mars sẽ in xong do
Xã-Hội Tùng-Thư
của nhóm « LE TRAVAIL » xuất bản
thư từ và Mandat gửi cho
TRINH - VĂN - PHÚ
21, Rue Citadelle — Hanoi

M. Bach-Thai-Tong nous écrit

N D L R. — Les salariés des Messageries Bach-thai-Buni nous avaient prié de publier une lettre qu'ils ont communiquée à M. Justin Godart. M. Bach thai Tong le directeur de ces messageries a cru devoir nous faire cette mise au point. Quoiqu'assez longue elle dépasse de beaucoup en longueur celle de ses employés nous la publions quand même intégralement.

HAIPHONG, le 14 Février 1937

Monsieur le Directeur du Journal
« Le Travail »
28 rue Nguyên-Trai
Hanoi

Monsieur,

Le n° du 5 Février de votre journal ayant cru devoir publier la traduction d'une lettre visant mon entreprise, je pense que vous permettrez à un » capitaliste annamite » ayant encore le droit de vivre » en pleine ville de Haiphong » de faire la mise au point nécessaire.

La pétition qui prétend émaner de la totalité de mes équipages doit provenir exclusivement des quelques individus qui avaient refusé de travailler et tenté de déclencher une grève sur mes chaloupes le 2 janvier dernier et que j'ai été obligé de remercier en les payant intégralement le même jour.

En ce qui concerne le » camarade Vân chouffeur de la chaloupe Giao Chi renvoyé pour avoir perdu sa carte d'impôt personnel et impayé de 8 mois de solde » aucun membre de mes équipages ne porte ce nom et j'avoue ignorer complètement l'existence d'un tel individu qui me paraît avoir été inventé pour les besoins de la cause. Quand au » camarade Chi » enolle du quai, rabatteur de voyageurs qui louchait une commission journalière pour ce travail, il recevait une gratification mensuelle de 3$ pour surveiller un de mes appontements. S'il a été licencié, c'est ce que je me suis aperçu que bien » qu'il ne gagnait que 3p. par mois » il était, propriétaire d'un parc à charbon et que son charbon provenait de vols commis à mon préjudice.

Pour ce qui est du » camarade Vu von Thiêp, motelot du chaland n° 1838 qui » encore derrière lui 8 mois de solde à recevoir » il s'agit d'un subalterne personnel de mon patron de jonque Lai Du qui l'avait engagé 20 jours plus tôt et ...qui dut débourser une dizaine de piastres pour son décès.

Enfin mes équipages ne travaillent pas 12h par jour, en fait ils ne font effectivement ou grand maximum que 6h de travail par 24h passant le reste de la journée à se reposer. D'ailleurs des statuts spéciaux régissent la navigation où l'application stricte de la journée de 8h entraînerait l'arrêt de toute espèce de trafic.

Si j'ai cru nécessaire de faire cette mise au point c'est pour souligner que votre journal a pris parti en l'espèce pour des fauteurs de désordre et pour des voleurs.

En Indochine où l'industrie et le commerce sont à peine naissants, nous avons besoin de faire œuvre constructive au lieu de chercher à détruire comme vous vous obstinez à le faire, sous grand résultat heureusement. L'Annam est un pays hiérarchisé depuis des siècles et le respect de l'autorité qui engendre l'ordre, sans lequel rien de solide ne peut se faire, demeure au fond de tout Annamite. Votre organe et d'autres similaires sont en train d'inculquer ici la haine des classes qui n'existait pas chez nous et c'est pour cela que j'estime votre travail néfaste.

Je prétends être patriote autant que vous et connaissant les pays voisins, Japon, Chine, Siam et ceux d'Europe j'estime que l'avenir de l'Annam ne peut résider que dans une étroite collaboration franco-annamite. Personnellement je déplore hautement que lorsque mes affaires menaçaient de sombrer, ce fut uniquement auprès de certains Français que j'ai trouvé le concours le plus efficace et le plus désintéressé. Il est regrettable que ce concours n'ait pu m'être fourni par quelques compatriotes, les Annamites riches en général se contentant de faire de l'usure, n'ayant pas le cran de risquer leurs capitaux dans les affaires.»

Votre patriotisme ? Gardez-le M. Tong ! Nous préférons vous le renvoyer. Nous ne sommes pas patriotes comme vous, tout au moins, de la même façon que vous. Nous faisons l'écho de ceux qui souffrent et qui peinent — de vos salariés par exemple — nous voulons que notre peuple, composé du plus de 90 % de travailleurs manuels et intellectuels, puisse avoir des conditions morales et matérielles de vie meilleures qu'elles ne sont. Nous voulons un ordre normal et non pas la "hiérarchie", comme vous dites, d'exploiteurs et d'exploités.

Ce qui est solide et ce qui "demeure au fond de tout Annamite" ? C'est ce sentiment de révolte contre l'oppression, M. Tong. Relisez un peu l'histoire de notre pays, vous verrez si ce n'est pas exact.

« Capitaliste », puisque vous vous amusiez à vous appeler ainsi, vous n'êtes pas pourtant le Bon Dieu. Ecoutez toujours votre littérature (elle en vaut quand même la peine) » ... des capitalistes comme moi..... qui par leurs entreprises donnent du travail et de la vie à leurs compatriotes,...»

Non ! laissez-nous rire, M. Tong ! Continuez-vous seulement de donner la vie à votre fils, c'est déjà beaucoup. C'est déjà bien.

Astreignez-vous, allez prêcher aux côtés de Jésus, de Mahomet, de Brahma et de Bouddha, car votre royaume n'est plus sur terre.

Vous n'aurez plus ainsi à vous occuper de vos salariés qui vous réclament plus de salaires, moins d'heures de travail.

Vous n'aurez plus à vous fatiguer vainement les méninges pour nier la lutte de classe, à courir derrière « ces voleurs » et ces « fauteurs de désordre » qui vous harcèlent de leurs imprécations.

C'est pour votre bien que nous vous le disons !

Croyez nous.

Vous n'avez pas nié, tout de même que la pétition ne vient pas de la part de vos salariés. Vous reconnaissez qu'elle a été provenir exclusivement de quelques individus qui avaient refusé de travailler ». Donc ces individus » faisaient partie de votre personnel.

Au fait, vous, le patriote (comme vous aimez à vous le dire) vous avez oublié par exemple de nous dire qu'on payant « intégralement a ces individus leur avez-vous payé une indemnité de renvoi ?

Vous n'avez pas démenti non plus que le coolie Chi arrecevait une gratification mensuelle de 3$00 ». Vous le traitez de voleur. Comme c'est facile. Vous avez peut-être pensé que ce coolie n'a pas d'argent pour intenter contre vous un procès en diffamation. Qui, n'est ce pas ?

Et puis, M. Tong, vos équipages ne travaillent » au grand maximum que 6h par 24h » dites-vous. Vous n'avez pas dit que pour le reste du temps, ils peuvent, par exemple, s'en aller de vos bateaux. D'ailleurs, qu'entendez-vous par » effectivement » ?

Nous avons « pris parti en l'espèce pour des fauteurs de désordre et pour des voleurs ». Vous avez lu la lettre de vos salariés comme nous, n'est-ce-pas M. Tong ? Ils se plaignent du retard apporté dans le payement de leur solde. C'était leur droit. C'était aussi le seul point sur lequel nous insistons. Vous n'avez pas répondu si ce retard existait.

Donnez-vous votre opinion plutôt sur cette question : de celui qui ne paie pas régulièrement ses salariés et celui qui réclame son dû, lequel est voleur et fauteur de désordre.

Vos idées sur la lutte de classe ? Mais M. Tong vous avez fait de la lutte de classe sans le savoir. Vous résistez aux réclamations de vos salariés. Vous les traitez de fauteurs de désordre, et de "voleurs". Vous conceviez ainsi pour eux une haine.

Vous avez fait de la lutte de classe, monsieur !

Vous nu l'avez pas faite en tant que salarié.

Vous l'avez faite en tant que patron.

Votre patriotisme ? M. Tong. Savourez donc votre propre littérature «...lorsque mes affaires menaçaient du sombrer, en fut uniquement auprès de certains Français que j'ai trouvé le concours le plus efficace et le plus désintéressé il est regrettable que ce concours n'ait pu m'être fourni par aucun compatriote, les Annamites riches en général se contentant de faire de l'usure, n'ayant pas le cran de risquer leurs capitaux dans les affaires.»

Votre patriotisme ? Gardez-le M. Tong ! Nous préférons vous le renvoyer. Nous ne sommes pas patriotes comme vous, tout au moins, de la même façon que vous. Nous faisons l'écho de ceux qui souffrent et qui peinent — de vos salariés par exemple — nous voulons que notre peuple, composé du plus de 90 % de travailleurs manuels et intellectuels, puisse avoir des conditions morales et matérielles de vie meilleures qu'elles ne sont. Nous voulons un ordre normal et non pas la "hiérarchie", comme vous dites, d'exploiteurs et d'exploités.

Ce qui est solide et ce qui "demeure au fond de tout Annamite" ? C'est ce sentiment de révolte contre l'oppression, M. Tong. Relisez un peu l'histoire de notre pays, vous verrez si ce n'est pas exact.

« Capitaliste », puisque vous vous amusiez à vous appeler ainsi, vous n'êtes pas pourtant le Bon Dieu. Ecoutez toujours votre littérature (elle en vaut quand même la peine) » ... des capitalistes comme moi..... qui par leurs entreprises donnent du travail et de la vie à leurs compatriotes,...»

Non ! laissez-nous rire, M. Tong ! Continuez-vous seulement de donner la vie à votre fils, c'est déjà beaucoup. C'est déjà bien.

Astreignez-vous, allez prêcher aux côtés de Jésus, de Mahomet, de Brahma et de Bouddha, car votre royaume n'est plus sur terre.

Vous n'aurez plus ainsi à vous occuper de vos salariés qui vous réclament plus de salaires, moins d'heures de travail.

Vous n'aurez plus à vous fatiguer vainement les méninges pour nier la lutte de classe, à courir derrière « ces voleurs » et ces « fauteurs de désordre » qui vous harcèlent de leurs imprécations.

C'est pour votre bien que nous vous le disons !

Croyez nous.

Démission

Pour des raisons personnelles nos collaborateurs Khuât-duy-Tiên *et* Võ-nguyên-Giáp *ont donné leur démission à partir du 1er Mars 1937. Désormais ils ne feront plus partie du personnel de notre journal « Le Travail ».*

Evénements d'Espagne

Discipline et organisation

(par HUGH SLATER)

L'Espagne républicaine subit actuellement une phase nouvelle de son évolution. Les premiers jours de la rébellion fasciste, l'armée, l'Eglise et la bureaucratie avaient été les principaux centres de la réaction. Comme l'organisation centrale de l'Etat était en déroute, la seule possibilité qui se soit offerte aux gens des villes et des campagnes d'abattre l'émeute, était de prendre eux-mêmes les initiatives nécessaires, sans attendre les ordres du gouvernement. Dans certaines villes, pour défendre sa vie contre les garnisons et organisations fascistes locales, le peuple était sans armes, sans même un conseil de la part du gouvernement. Seule la réaction spontanée de la population et des organisations de masses telles que le parti communiste et les syndicats anarchistes remdit cette lutte héroïque, victorieuses sur les points les plus importants. Si le peuple formait bloc n'avait réagi de cette façon magnifique et spontanée on peut sans du moi, les fascistes auraient réussi à imposer leur volonté à l'Espagne.

Durant ces premiers jours, il fallut que chaque ville, chaque village arrêtât sous sa propre responsabilité les voitures qui essayaient de continuer leur chemin. La temps manquait pour toute discussion et résolution commune et c'est pourquoi les organisations formèrent chacune leur propre comité d'enquête réclamant pour lui-même le droit d'arrestation et de détention. Chaque organisation de masse crée sa colonne de milliciens avec ses membres et partissus et les envoya au front, où, au commencement, ces colonnes ne furent pas reconnues officiellement. Socialistes, anarchistes, communistes, tous possédaient leur colonne de milliciens qu'ils pourvoyaient d'hommes, d'armes et d'équipements.

Il était impossible que ce caractère de haute spontanéité qu'avait revêtu si évidemment la mouvement persistât indéfiniment. Au fur et à mesure que la guerre civile se développe et accuse de plus en plus toutes les caractéristiques d'une guerre d'indépendance nationale, la nécessité de l'organisation du peuple armé sur la base d'une centralisation et d'une discipline très fortes, devient plus impérieuse.

Ces derniers temps, deux pas très importants ont été faits en ce sens. Le premier consiste en la publication d'un ordre du la junte de défense de Madrid, de mettre fin à la surveillance locale des routes et des chemins. Le combat écrasant mené ces derniers six mois contre les fascistes de l'intérieur a rendu moins nécessaire ce contrôle sévère de tous les voyageurs, tel qu'il caractérisait la première phase de la lutte. En outre, il existait en certaines régions une tendance à « l'autonomie » qui amena parfois des difficultés et des incidents graves, à tel point que l'attentat de la route de Saragosse contre Yague, délégué communiste à la jonte de défense de Madrid, fut possible. Comme il n'est plus très nécessaire que la surveillance des routes dépendu des forces locales, et que l'on désire éviter le renouvellements d'incidents pareils, le décret prévoit la création d'un service de surveillance à organisation centrale, des routes et des chemins.

Ce qui montre le mieux la tendance actuelle, en Espagne républicaine au vue de la centralisation et d'une discipline de plus en plus ferme, c'est la décision qui a été prise, de travailler à l'institution d'un commandement supérieur absolument unique et centralisé, dans une armée fondée sur le service militaire obligatoire. Dans l'armée du peuple, on trouve toujours de nombreuses petites compagnies et colonnes presque entièrement indépendantes, formées d'hommes qui se sentent responsables avant tout vis-à-vis de leur syndicat, et non pas vis-à-vis de l'autorité militaire centrale. C'est là un état d'esprit qui, étant douée la longue et difficile lutte à prévoir, ne mènera certainement pas au succès. Or, voici que le parti communiste vient de prendre l'initiative de supprimer prochainement le fameux cinquième régimeot qu'il avait recruté et qui compte déjà plus de 70 000 hommes.

Dans une interview très significative, Carlos, commissaire politique du cinquième régiment, a déclaré récemment : Bien que, pour le moment le cinquième régiment subsiste encore, il disparaîtra dans la mesure où les hommes et le matériel en provenant seront incorporés dans la nouvelle armée. D'ores et déjà, 70 % des effectifs du régiment ont été répartis sur des brigades mixtes et le commandement du régiment a décidé que tous les bataillons du cinquième régiment seront responsables directement vis-à-vis du commandement gouvernemental des milices. Carlos souligna que la direction du régiment fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider le gouvernement à former la nouvelle armée et faire fusionner toutes les unités militaires existantes, à quelque parti ou organisation qu'elles appartiennent. Toutes les brigades du cinquième régiment qui ont eu à changer de résidence, ont évacué leurs casernes, continua Carlos. Il faut tout faire, dit Carlos en conclusion, pour créer et développer la nouvelle armée du peuple, unique, centralisée et soumise à une discipline de fer.

Toutefois, s'il est vrai que l'importance essentielle est accordée à la discipline et à la centralisation, cela ne signifie point que l'on va décourager l'initiative en bas. Tout au contraire. On veut, non pas développer l'un plutôt que l'autre, mais réaliser une synthèse de la direction centralisée et de l'initiative des masses. Union invincible qui peut et doit être rapidement créée !

L'un des Fils d'Alcala Zamora adhère au Parti Communiste.

« Echange de correspondance avec José Diaz

Alcala Zamora était Président de la République espagnole partisan de Droite. Il a été destitué par le Gouvernement de Front populaire lors de son avènement au mois de Février de 1936.

José Alcala Costimmo, l'un des deux fils de l'ancien président Alcala Zamora, a adressé la lettre suivante à José Diaz, secrétaire général du P. C. E. :

Par ton canal, je m'adresse au Comité central du parti communiste pour le prier de m'admettre comme membre du parti. Différentes raisons m'ont poussé à prendre cette décision. Depuis longtemps déjà, je suis familiarisé avec les problèmes du marxisme léninisme et avec les revendications revolutionnaires de la classe ouvrière. J'ai suivi avec une vive sympathie votre lutte politique et j'ai toujours considéré comme mien les mots d'ordre et vos combats. Mais l'instant présent exige impérieusement et sans conteste de moi une prise de position plus claire: mon enrôlement dans les rangs de l'organisation, afin que je puisse rendre à la cause du peuple de plus utiles services.

Les heures que traverse actuellement l'humanité, la lutte dramatique qu'elle mène contre le fascisme pour sa libération, ont prouvé, à mon avis la justesse de la ligne de la politique internationale du parti communiste. Toujours et partout il a su exprimer les revendications vitales du peuple et il l'a conduit sur la voie de sa libération. Précisément en Espagne, avec-poste de la lutte pour l'anéantissement du fascisme, c'est l'unité du peuple qui nous conduit au libre et heureux avenir pour lequel nous combattons. C'est le parti communiste qui a su forger l'instrument effectif nécessaire à l'œuvre de la révolution. C'est la l'une des raisons les plus importantes qui me poussent à adhérer au parti communiste. Je suis persuadé que c'est à lui que revient la mission d'achever cette œuvre. La compréhension avec laquelle il aborde toutes les tâches, son organisation révolutionnaire, son influence décisive sur les masses travailleuses l'indépendance résolution avec laquelle il mène la guerre de libération dans notre pays sur la réaction, la sécurité avec laquelle il montre au peuple sa voie, prouveur que sa politique doit conduire à la victoire.

José Diaz a répondu :

Nous avons reçu aujourd'hui ta lettre dans laquelle tu demandes ta adhésion au parti. Cette lettre nous a pas surpris, car nous nous sommes depuis un certain temps déjà la main ère de tu cons dères la lutte qui en anglante notre pays, ta camarade Passionaria a sur retour de Paris, nous a transmis le vœu que tu as exprimé à diverses reprises déjà de venir grossir les rangs de notre parti, avec un héroïsme inouï, défendent sur tous les fronts la liberté du peuple. Depuis ce moment, nous avons considéré comme un militien qui, si les circonstances l'empêchaient de prendre part à la lutte du peuple, n'en était pas moins de cœur et d'âme à ses côtés.

C'est avec joie que nous l'acceuillons comme camarade, persuadés que tu accomplira les tâches dont tu te charges en entrant au parti. Tu es un homme de plus dans la masse des adultes et des jeunes qui, ayant mûrement étudié la situation et les forces politiques de notre pays, sont arrivés à la même conclusion que toi : la justesse de la ligne politique du parti communiste dans toutes les questions mises à l'ordre du jour par la révolution et par la guerre. Ton adhésion au parti avait ton départ pour le front nous réjouit d'autant plus qu'elle a lieu précisément à l'instant où tu t'apprêtes à combattre à côté des milices et des forces armées loyales contre la réaction et le fascisme qui traîne notre pays dans la boue en appelant à leur aide des puissances étrangères afin d'écraser dans le sang notre peuple qui veut une Espagne grande et libre libérée des castes et des privilèges.

Sois le bienvenu dans nos rangs A l'occasion de ton entrée dans l'armée de la révolution, nous te soutons de tout cœur, ainsi que ton frère qui va avec toi connaître les souffrances de la guerre.

UN MILLION DE
"CHEVROLET"
ont été vendues en 1936
par la
Général Motor Company
Demandez à essayer les nouvelles CHEVROLET
ou
GARAGE AVIAT

CÙNG ANH EM LAO-ĐỘNG XỨ ĐÔNG-DƯƠNG

Sau khi Chính phủ bình dân Pháp lên cầm quyền, anh em lao-động Đông dương được hưởng quyền lợi gì ? Quan Tổng-trưởng bộ thuộc địa Moutet đã thảo sắc lệnh bảo-vệ anh em lao động thế nào ?

XIN XEM CUỐN : CHẾ ĐỘ LAO-ĐỘNG ĐÔNG-DƯƠNG

(tức là dao sắc lệnh của ông Moutet)

có cả nguyên văn bản chữ Pháp 116 trang 0p.17,

do Tam-Thonh dịch thuật

Nhà in Mai-linh xuất bản, có bán khắp xứ Đông-pháp

CHÚ Ý : *có thể gửi 0p20 tem (tính cả cước), cho nhà xuất bản. Ai góp mua chung nhau từ 5 cuốn, không phải thêm cước.*

THƯ VÀ MANDAT : Imprimerie MAI-LINH

60-62 AV. Paul Doumer (Haiphong)

hay 7, Vieux Marché (Hanoi)

LY - SENG - BAO

Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie

42, Rue des Paniers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Teinture — Détachage
Dégraissage

Pham Ta

23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi

54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

xưởng máy **Ham-thai**

N 302 bis Route Khâm - Thiên

LAM t

các thứ hộp tăng kim khí để đựng sơn, sáp, dầu nhờn, mỡ các thứ hộp in brillantine, nút chai vân vân.

riêng làm thứ hộp đồng mỹ thuật hộp dầu tây vừa sáng, đẹp và bền.

Jão hành 3 năm

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC
cũ
TRINH - DINH - KINH

65 — Rue des Paniers, Hanoi

Par les temps qui courent il faut se méfier de la poussière qui est chose malsaine. Employez l'Aspirateur An-Thai modèle de cette année. Vous aurez partout en toute sécurité.

AN-THAI

2, Nguyễn-Trọng-Hiệp, 2 HANOI

Grande fabrication de pompes modernes — Peinture au pistolet — Maddla 1936-37.

Pour cause de grandissements

Les magasins

DUONG - QUANG

Spécialités pour cycles et automobiles

sont transférés

Angle Rue du Colon et Avenue Puginier. Tél. 479

HANOI

Huê Dân

NGUYÊN - VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs — Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

LES PLUS BEAUX PORTRAITS SONT

SIGNÉS :

HUONG-KY photo

LE MEILLEUR MARQUE DES CHAUSSURES

Chân - Long

9 rue Paul - Bert
38, rue des Paniers **HANOI**

SPÉCIALITÉ :

de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants

Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

Chez **Khôi-Long**

Travaux de vitrerie
Glaces d'installation et pour
Pare-Brise d'auto
Etalages et vitrines
Machine pour biseautage chanfreinage

18 Ferblantiers — Hanoi
Téléph. n° 858

Employez la peinture

Gecko

Place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire : PHÙNG-NHƯ-CƯƠNG

Essayez les Chaussures

de la

Maison CU-TAI

174 Rue du Chanvre, Hanoi

et vous serez ravis de leur élégance la mains coûteuse jointe pourtant à la plus parfaite solidité.

Blennorragie aigue ou chronique

traitement antiphlogistique traitement suppressif.

Drogues très efficaces, tarissant l'écoulement en 3 jours.

Syphilis : toutes les périodes

traitement symptomatique et causal.

DUC THO DUONG

241 Route de Huế — HANOI

DE LA PRISON DE QUY-NHON, LES CONDAMNÉS POLITIQUES NOUS ÉCRIVENT

Monsieur le Directeur,

Nous, condamnés politiques de la prison de Quinhon, soussignés,

Avons l'honneur de venir vous prier de bien vouloir insérer dous votre journal ce qui suit :

Depuis l'avènement du Front populaire nous nous sommes espéré être délivrés d'un jour à l'autre. Nous avons supporté avec résignation toutes sortes de brimades dans l'attente de notre libération. Hélas ! les mesures d'amnistie ont été appliquées, nous restons toujours en prison.

Encore, on a jugé nécessaire de serrer l'étau qui nous tient. Le régime devient plus rigoureux, plus insupportable, les coups tombent plus drus, plus fréquents.

Le riz qu'on nous donne à manger est d'une noiceur inimaginable et le plus souvent mélangé de grains de sable et du fiente de cancrelat, de sorte que nous n'osons jamais mâcher. Nous avalons comme nous pouvons pour remplir nos estomacs. Les mets sont indifféremment composés de poissons secs pourris coits avec de l'eau et du sel.

Chacun de nous n'a qu'un seul et unique complet en étoffe bleue. Tous effets, couvertures, vêtements, seroient-ils sont impitoyablement confisqués. La nuit nous grelottons de froid, nous devons nous serrer les uns les autres pour avoir moins froid. Il faut vous dire que lorsque nous lavons notre complet, nous sommes obligés de passer la nuit en vrais fils d'Adam — Naturellement nous lavons notre complet le moins possible.

A tout cela s'ajoutent des brimades des coups de poing, de pied, de crosse de fusil qui nous cognent n'importe où. Malheur à celui qui tente d'éviter les coups : il sera indubitablement l'objet d'un redoublement de violence. Récemment cinq de nos camarades venus de Binh-dinh ont été rouagement maltraités par un milicien, une vraie brute. Après avoir fait pleuvoir des coups de bâton et de crosse sur nos malheureux camarades il a menacé de les fusiller sans l'intervention du roi pour le rolmer la brute aurait consommé son crime.

Voilà Monsieur pour vous donner une idée de notre malheur indescriptible.

Nous vous prions de joire entendre nos cris de douleur et de désespoir au Gouverneur Général et au ministre des colonies puisqu'ils s'intéressent à notre sort. Nous sommes délivrés de cette vie d'enfer et des griffes des gardes et des miliciens ou qu'ils nous fassent bénéficier du régime politique.

Un groupe de détenus politiques.

Fleurs fraîches Création et restauration de jardin

FLORA

N° 18 Boulevard Gia-Long

Particulier Fleuriste
Vanneries Gerbes Bouquets
Entretien des tombes
Expédition dans l'intérieur

LA VIE AU PÉNITENCIER DE KONTOUM

DU 13 AU 17 SEPTEMBRE. 1931

MANIFESTATION ET GRÈVE DE FAIM A LA PRISON

Du 13 au 17 Septembre 1931.

Manifestation et grève de faim à la prison. Pendant que les camarades du pénitencier protestaient, pendant que les autorités de Kontoum les abattaient dans l'enceinte à coup de révolver, les autres prisonniers vaquaient toujours à leurs corvées. Les détonations qui parvenaient à l'oreille de chacun suffisaient cependant pour faire comprendre qu'une répression sanglante a eu lieu.

Mais voici venir, sur son solo un sergent européen qui donna l'ordre de ramener tous les prisonniers et de les incercérer dans la prison intérieure. Par cette mesure, le Résident de Kontoum et le commandant de la Garde indigène croyaient pouvoir cacher aux détenus ce qui s'était passé. Ils ne savaient pas que cette protestation avait été préparée depuis des mois dans le silence le plus absolu et que tous les prisonniers étaient décidés de lutter jusqu'au bout. Donc, sitôt qu'ils étaient ensemble dans l'enceinte de la prison, tous les détenus applaudissaient et criaient leurs mots d'ordre convenus depuis longtemps ! a Contre l'envoi des prisonniers à DakPao ! contre les mesures de répression au pénitencier, tout le centre de Kontoum s'émouvait aux cris bruyants de cette manifestation.

Aussitôt, ayant achevé leur triste besogne au pénitencier, le Résident, les commandants et les gardes principaux vinrent avec tous leurs miliciens pour intimider les manifestants Menaces vaines ! Les prisonniers s'émurent à la nouvelle du massacre de leurs camarades du pentencier et leur cooscience se révolta devant des mesures de répression aussi inhumaines. Ils étaient décidés à pro ester jusqu'au bout.

Ce que voyant, le Résident adoucit un peu la ton et leur demanda :

— Pourquoi manifestez-vous aujourd'hui ?

— Parce que vous voulez encore nous envoyer à une mort certaine, à DakPao. Vous savez que deux tiers des nôtres sont morts la dernière fois.

— Mais il en reste plus de 100 vivants.

Cette réponse — dont le moins que on puisse dire qu'elle est d'un cynisme effronté — souleva comme de juste l'indignation générale et le camarade Hoàng n° 2 qui ne pouvait plus maîtriser sa colère, s'écria de toute se force :

— Barbare ! auriez-vous l'audace de nous prendre pour des bêtes ?

Le Résident leva ses yeux, observa longuement celui qui venait de lui dire ces injures. Pour avoir prononcé ces mots, Hoàng fut tué le lendemain, d'un coup de révolver, dans l'enceinte même. La camarade Hoàng était un cultivateur, très franc de son naturel, incapable de flatter qui que ce soit. Condamné aux travaux forcés, il avait connu les six mois de DakPao du 1er convoi. Il était mourant au moment du retour mais fut par la suite heureusement sauvé par les soins médicaux de l'ambulance médicale. Ce jour là, il n'était pas encore tout à fait ramis mais il comptait parmi les plus farouches des mauiestants.

Le Quan Dao de Kontum et le Résident s'efforcèrent par tous les moyens d'apaiser les prisonniers mais ils n'y parvinrent pas. Après cette première tentative, ils vidèrent la place et s'en retournèrent avec tous les miliciens.

Dans la prison commença la grève de la faim. Au cours de cette grève, deux fois par jour, ils manifestèrent bruyamment. Ils cessèrent de boire et de manger mais sitôt qu'ils virent venir les autorités, tous se mirent à crier les mots d'ordre. Les misères subies pour les détenus pendant ces jours dépassèrent ce que l'imagination put imaginer de plus atroce. Cette enceinte étroite logeait ordinairement 60 prisonniers ; durant ces jours, on y incarcérait plus de 200 individus. La place manquait, on y grouillait, on s'y entassait encore. Ceux étendus les uns sur les autres. Le moindre mouvement d'un de leurs gênait ses voisins. Le jour, on veillait, on se tenait debout ou assis. Mais la nuit pour dormir on se partageait en deux équipes et pendant que la moitié se reposait, l'autre sommeillait, assis. L'humidité du sol, le nombre des cabinets, l'impossibilité de renouveler l'air dans cette salle exigüe, cette atmosphère devenue de plus en plus nauséabonde avec la prolongement de la grève, tout cela donne une vague idée des souffrances endurées par les grévistes du 13 au 17 Décembre de cette année terrible de 1931. A bout de souffle, la plupart gisaient sans connaissance sur le plancher, d'autres ne pouvant résister contre la soif buvaient leur propre urine dans laquelle ils faisaient diluer un peu d'huile pharmaceutique.

Deux fois par jour, les autorités de la prison faisaient présenter toujours aux prisonniers des paniers de riz et demander à chacun : « Vous mangez ? Oui ou non ? » Mais pas un n'a cédé. Tous n'avaient qu'un mot à la bouche : « Et d'abord on veut pas à DakPao. On veut demander si après tout on donnait satisfaction aux détenus de Kontoum l'administration locale n'eut pas évité bien des mesures d'une maladresse immense qui gravait longtemps encore à lettres de sang dans l'esprit de chaque prisonnier la haine du régime. Au total, dans les 2 prisons on abattait durant ces jours trente manifestants.

Au cours de cette grève, un garde principal vint un jour à la prison et demanda à chacun.

— Ne souffrez-vous pas dans cet état là ? Je vous dis que vous êtes fou de protester ainsi.

— Vous avez été assez longtemps à Kontoum, — répondit l'un des détenus, — et vous savez sans doute le sort qui nous fut fait au dernier convoi. Vous connaissez le nombre des morts de Dak-Pao — Vous voyez bien de ceux qui en reviennent : à peine vous donnent-ils encore une vague idée de corps humain, s'ils ne sont pas morts, ils sont tous mourants. Nous ne sommes pas des vers ; nous n'entendons pas qu'on nous foule au pied. Nous résisterons jusqu'au bout. Si vous êtes à notre place, que feriez-vous donc ?

Sur cette réponse, le garde principal bausse les épaules, fit un vague signe de tête, empêcha longuement puis sortit ; il parut lui-même visiblement touché.

L'aspect vraiment tragique de cette grève c'est que parmi ces manifestants, beaucoup n'avaient été condamnés qu'à un ou deux ans et attendaient le jour de leur libération. Cependant ils participaient à la grève simplement pour affirmer la solidarité commune. Pour cette cause, quelques uns d'entre eux se virent appliquer la sanction et leur peine fut portée de 1 à 2 de 3 ans jusqu'à la perpétuité. Quelques uns gémissent encore aujourd'hui aux bagnes de Baomeiboni et de Lao Beo.

Messieurs,

Si vous voulez changer votre menu, ne manquez pas de venir chez

TÊ MY

Le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville.

Spécialité de Nam
47, Rue des Evantails Hanoi

Cours spéciaux et gratuits pour les arriérés (1)
par professeur — Homme de Lettres

Français. — *Français commercial, Conversation Phonétique, Correction, d'accents.*

Annamite. — *Style, Composition, Architecture de phrase, Rénovation de l'art annamite.*

Conseil et directives pour candidats aux examens. Technique sûre, rapide, agréable et pratique donnant résultats inespérés.

Utile aux Annamites — Indispensable aux Etrangers.

Ecrire à M. Dinh Hinh, Amenblement 26 Rue Belnach Hanoi, qui transmettra.

(1) Travaux pratiques : 0$30, l'heure, Etrangers : 0$50.
Une réduction de 1 à 5 sera accordée aux premiers inscrits.
Monsieur le Professeur se rend volontiers à domicile.

Bijouterie Argenterie
ou
LION D'ARGENT

Fabrique sur commande des bijoux, Médailla d'or au salon 1936

Propriétaire : BUI-HUNG-GIA — *56 Rue Jules Ferry — Hanoi*
Ateliers des Arts Hadang

AI MUỐN BÁN ĐƯỢC GIÁ CAO !

Hãy cứ tìm mua, sẵn có các thứ hàng sau này :

Da trâu, bò sống chưa thuộc, vàng den các hạt có gân như nếp, lúc, hột, quế chi, cùng bò tiêu, cafê, bông gạo, bông ta, hạt bông, dầu sơn, vỏ các thứ quang sắt, chì, thiếc, antimoine, manganèse, zaminate, v.v., xin một ngày tới nhà.

« S. E. X. P. I. »

Anh-ý Công-ty

nhà viên giám đốc bán sỏ ở đường Gia-Long số 18 hay ở phòng giấy ở phố Nguyễn Trãi số 48.

Cần các đại-lý các tỉnh ở Đông Pháp bán các hàng sau này :

Hột-vịt, thuốc, hành, khoai, bắp lấy, đỗ đông giấy hàng sắt như đinh, giấy thép, kẽm, than, phèn, giấy, lạc, sâm, các chất hóa học, v.v .

Bán sỉ hoặc lẻ gửi bán lấy ngay nếu gửi bao giờ cũng hạ hạn hết.

Hỏi hàm gì xin cho biết đến chỉ sẽ phải nói dến thương lượng, lên xin viết lại hộp thư số 54 – Hanoi.

C'est par l'étude, c'est par l'observation de la nature des choses et des êtres, que l'homme conscient de leurs effets, peut se rendre de plus en plus maître de son propre mouvement.

Avant de coordonner des idées et de saisir leurs rapports divers, l'homme a agi ; cela est vrai, que l'on considère l'enfance de l'individu, ou de l'espèce. Mais ce n'est qu'à partir du moment où elle est subordonnée à la pensée réfléchie, que l'action cesse d'être incohérente pour devenir réellement et rapidement efficace. Et il en est de l'action révolutionnaire comme de tout autre genre d'action : elle doit avoir pour guide la science, si on ne veut pas qu'elle se stérilise en efforts puérils.

En quelque matière que ce soit, soutenir que la science est inutile ou que l'étude a fait son temps, ne saurait être qu'un mauvais prétexte pour se dispenser d'étudier ou pour tâcher d'excuser une ignorance persistante.

L'étude de la vie sociale ne modifiera évidemment pas à elle seule la forme sociale et ne fournira pas, élaborés dans les moindres détails les plans, coupe et élévation d'une société nouvelle, mais mena dévoilera les éléments constitutifs de la société précédente, leurs combinaisons intimes et, avec leurs tendances, la loi qui préside à leur évolution. Cette connaissance mettra à même, non pas d'abolir par des décrets les phases de développement naturel de la société ouverte, mais d'abréger la durée de la gestion et d'accroître les maux de leur enfantement.

En mettant à bien l'étude de la société, Karl Marx n'a pas prétendu être le créateur d'une science inconnue avant lui. Ainsi que le prouvent les nombreuses notes de son ouvrage, il sest, au contraire, appuyé sur les travaux des économistes qui l'ont précédé, et a eu à cœur de rappeler pour chaque constatation celui qui le premier l'a formulée. Seulement, tout plus que lui n'a contribué à dégager de leur analyse la véritable signification des phénomènes sociaux ; nul, par conséquent, n'a plus fait pour l'émancipation ouvrière, pour l'émancipation humaine.

Eh ! sans doute, d'autres avant lui, avaient senti les injustices sociales et s'en étaient indignés ; nombreux sont ceux qui, rêvant de porter remède à ces iniquités, ont jeté sur le papier des objets de leurs plus admirables. Mus par une générosité louable, ayant presque toujours une perfection très grande des souffrances de la masse, ils critiquaient, avec autant de justesse que d'éloquence, l'ordre existant. Mais, n'ayant pas une notion précise de ses causes et de son devenir, ils bâtissaient des sociétés modèles dont la caractère chimérique n'était en rien atténué par quelques rares intuitions exactes. S'ils avaient la bonheur universel pour mobile, ils n'avaient pas la réalité pour guide.

Dans leurs projets de rénovation sociale, ils ne tenaient plus compte des lois, prétendant avoir recours aux seules lumières de la raison, comme si la raison, qui n'est que la connaissance et la généralisation des faits connus par l'expérience, pouvait être par elle-même une source de connaissances extérieures et supérieures aux modifications cérébrales des impressions internes.

En un mot, c'étaient des métaphysiciens, ainsi que le sont à cette heure les anarchistes. Au lieu de raisonner en partant de la réalité, ils prenant tous la réalité aux lisions nées de leur idéal particulier de justice absolue.

Trouvant au point de vue spéculatif que le plus agréable de tous les régimes sociaux serait celui où s'épanouirait la utilisation sans limites des volontés individuelles étant à elles-mêmes leur unique loi, les anarchistes partent de la réaliser, sans s'inquiéter de savoir si les nécessités économiques permettent de l'établir. Ils ne se doutent pas du caractère rétrograde de l'individualisme à outrance, de l'autonomie illusion qui est le loud de l'anarchisme.

Dans les divers ordres de faits, l'évolution s'opère invariablement par le passage d'une forme de plus en plus cohérente, d'un état diffus à un état concret ; et, à mesure que devient plus grande la concentration des parties, leur dépendance réciproque augmente, c'est à dire que, de plus en plus, elles ne peuvent étendre leur activité propre sans le secours des autres. C'est là une vérité générale que les anarchistes ne soupçonnent pas. Pauvres gens qui ont la prétention de voir plus loin que tous, mais qui ne s'aperçoivent pas qu'ils marchent à reculons.

A toutes ces conceptions fantaisistes, quoique plus ou moins bien intentionnées ; Marx a, le premier, substitué l'étude des phénomènes sociaux basée sur la seule conception réelle, sur la conception matérialiste. Il n'a pas prétendu le système plus ou moins parfait au point de vue subjectif. Il a scrupuleusement examiné les faits, groupé les résultats de ses recherches et tiré la conclusion, qui a été l'explication scient fique de la marche historique de l'humanité et, en particulier de la période capitaliste que nous traversons.

L'histoire a-t-il exposé, n'est que l'histoire de la guerre des classes. La division de la société en classes, qui apparaît avec la vie de l'homme, repose sur les rapport s économiques, maintenus par la force, d'après lesquels les uns ressaisissent à se décharger sur les autres de la nécessité naturelle du travail.

Ce sont les intérêts matériels qui ont toujours motivé la lutte incessante des classes privilégiées, soit entre elles, soit contre les classes inférieures aux dépens de qui elles vivent, ce sont les conditions de la vie matérielle qui dominent l'homme, ce sont ces conditions, et par suite le mode de production, qui ont déterminé et déterminent encore les mœurs et les institutions sociales, économiques, politiques, juridiques, etc.

Dès qu'une partie de la société a accaparé les moyens de production, l'autre partie, à qui incombe la lourdeau du travail, est obligée d'ajouter au temps de travail, destiné à entretenir et à enrichir les possesseurs des moyens de production. Comme surtravail ou travail non payé qui par la plus-value croissante dont il est la source, accumule tous les jours davantage dans les mains de la classe propriétaire les instruments de domination, le régime capitaliste dépasse en puissance tous les régimes antérieurs des travaux forcés.

Seulement, aujourd'hui, les conditions économiques que ce régime engendre, entravées dans leur évolution naturelle par ce régime même, tendant fatalement à briser le moule capitaliste qui ne peut plus les contenir, et ces principes destructeurs sont les éléments de la société nouvelle.

La mission historique de la classe actuellement exploitée, qu'organise et discipline le mécanisme même de la production capitaliste, est d'accuver l'œuvre de séparation commencée par le développement des antagonismes sociaux. Il lui faut tout d'abord définitivement arracher à ses adversaires de classe avec pouvoir politique, la force par eux consacrée à conserver intacts leurs monopoles économiques.

Maître du pouvoir politique, il pourra, procédant à la socialisation des moyens de production par l'expropriation des usurpateurs du travail d'autrui, supprimer la contradiction présente entre la production collective et l'appropriation privée capitaliste, réaliser l'universalisation du travail et l'abolition des classes.

Telle est l'exquisite sommaire de la théorie irréfutablement enseignée par Marx, et dont chacun est toujours soigeeusement mis par lui à même d'apprécier le bien-fondé.

La pensée n'étant que le reflet intellectuel du mouvement réel des choses, il ne s'est pas un instant écarté de la base matérielle, de phénomène extérieur ; il n'a pas séparé l'homme des conditions de son existence. Il a observé, il a constaté et la profondeur seule de son analyse a complété sa conception positive de l'ordre actuel par l'intelligence de la dissolution fatale de cet ordre.

J'ai tenté de mettre à la portée de tées en la mesure, cette œuvre magistrale, malheureusement trop ignorée jusqu'à ce jour en France ou outragée. Et le peuple français étant comme il écrit Marx, « toujours impatient de conclure, avide de connaître les rapports des principes généraux avec les questions immédiates qui le passionnent » j'ai cru utile de faire précéder mon résumé d'un aperçe sur la socialisme scientifique.

Aperçu sur le socialisme scientifique

par Gabriel Deville

(a suivre)

Imp spéciale « Le Travail »

L'Administrateur Gérant Trịnh văn-Phú

2e ANNÉE N° 26 — LE NUMÉRO CENTS — VENDREDI 19 MARS 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyen-Van-Tien

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

	Indochine et France	Etranger
Abonnement : 1 an	3$50	1 an 5$00
6 mois	1$80	6 mois 2$50
Abonnement administratif		1 an 7$00
		6 mois 4$00

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh Van-Phu
Rue de la Citadelle — HANOI

Nous sommes condamnés, d'accord, mais la représentation ouvrière devra avoir lieu.

98866

CARENCE ADMINISTRATIVE ET PATRONAT INTRANSIGEANT

Le promeneur, qui passe devant la Mairie de Hanoi remarque facilement la circulaire de M. Tholance où ce dernier, pour combattre la hausse vertigineuse des prix, invite ses lieutenants des villes et des provinces à faire afficher dans les magasins le tarif des marchandises. On sait l'efficacité de ses mesures « rigoureuses ».

Qu'a-t-il fait de sérieux so effet le chef du Tonkin pour freiner tant soit pau les spéculations criminelles ? quelques réunions de façade, des discussions oiseuses. — Voilà tout. Pendant ce temps, les prix mouteet, montsot. La famine fait rage dans les foyars ouvriers. On se préoccupe plotôt d'assassinar la petit commerce, les charges fiscales qui devisonent du pins on pius lourdes tendant à priver les petits commerçantsde leur seul moyen d'existence et les mettent face à face avec la faim. Le maire de Haiphong, par oxemple, impose un prix maximum aux potites marchandes de légumes, alors qu'il laisse les mains libres aux magnats du commerce si augmente les taxes dans le marché. Oon centains de ces gagne-petits doivsot do ce fait cesser leur activité. On comprendra aisement lu geste da M. Vinay, si on pouse que c'est la denrée assutiellement destinée à la clientèla auropéenee. c'est-à-dire aux privilégiés du régime.Que o'a-t-il fait da même pour le ris qui compese presque tonte la nonrriture des pauvres ?

On se rappelle la grève des mineurs de Campha qui par leur prodigieux mouvsment ont arraché la victoire. M. Tholance, pour amoindrir la portée cherche, à voler ce produit de la lutta ouvrière et à s'en attribuar tout la mérite: Il dépêche, dans ce but, son Delsalle at fait proclamer par es porte-parole une « nouvelle réglsmsntatiso du travail » dans les mines. On est-il donc maintenant cet inspecteur des affaires politiques et administratives ? Voilà qu'on vient d'assassiner à Campha le minsur Thanh ? Pourquoi o'accourt-il pas là-bas ? Où est-il ? Où sont M. Arnoux, M. Vinay, M. Massimi . . . ? Où sont-ils tous ces gens qui volaicot à Campha quand les intérêts du patronat étaient menacés ?

Ce n'est pas le surveillaot bourreau qu'il faut arrêter. C'est le roi de la houille de Campha-port qu'il faut jeter ou prison car c'est lui le vrai coupable

Le sang a trop coulé. Chaqna jours chaqus semaine. la mort emporte son butin. Voici quelques cas relevés au bassrd dans la presse qnotidienne.

Le 27-12-36, Nguyên-van-Cu coolis aux Docks da Haiphong tombe dans la Cua-Cam au transportant les marchandises sur la « Forbio » at y trouva la mort.

Le 12 Jsovier, Lê-van-Vi N° 3242 travaillant sur la ligne Hanoi — Lao-Kay est écrasé par uo train. Son corps est coupé sn plusieurs tronçons.

Le même jour, la chaloupe « Tây-Ao » appartenant à la SACRIC vient de llongay remorquant uo chaland bondée da charbon. Arrivée à Haiphong, la chalsod trop chargé fait balancer la petite chaloupe qui sombre. Le mécanicien Trân-van-Lâp y trouva la mort ainsi que sa femme et son fils.

Et le 20, on surveillant de Campha-port assomme le minsur Thanh pour obtsnir un meilleur rendement. Le malheoreos à la crâne fracturé st succombe.

Ainsi du 27-12-36 au 20 1-37, c'est-à-dire an l'espace de 24 jours, six vies humaines fauchées dans des cond-tions les plus atroces !

Six morts ao 24 jours ! Uo tous les 4 jours.

Et encora ce ce sont là que quelques cas relatés par la presse.

Combien d'autres encora ! commis dans les régions éloignées des principaux centres at connus seulement de ceax-là qui en supportant tout le poids ?

Bien ostendu, on attribue tout la mal à l'imprudence. des victimes. C'est le thème classique de l'administration. Non.

C'est la manqua de mesures de sécurité qui tua ; C'est la patronat qui assassine ; C'est tout le régima qui en est cause.

A sez de sang coulé : Il faot cet état

(Suite en 2e page)

NOS PROCÈS

Ils sont ou nombre de cinq — Le 18 Mo 1937 ouvre le premier de la série

Poursuivis en vertu du décret du 10 avril 1935 nos camarades TRINH VAN PHU et NGUYEN VAN TIEN sont condamnés en vertu du décret du 4 octobre 1927

Me Tran van Chuong estime que le Tribunal n'a pas été valablement saisi et en signe de protestation

déclare abandonner la défense

Nos lecteurs se rappelisot encore qna nous sommes pourauivis pour « atteinte au respect dû à l'autorité française dans les colonies » à la suite de l'article « La représentation ouvrière » publié dans le n° 12 de notre journal. La poursuite invoqne le décret du 10 Avril 1935 promulgué en Indochine par arrêté du 3 Juin 1935.

Voici le texte intégral dudit décret :

Art. I. — Dans les colonies et les territoires sous mandats relevaot de l'autorité du Ministre des Colonies, et à l'exception du la Martinique, de la Guadaloupe et de la Réunion, quiconque aora, par quelque moda de publicité que ce soit, provoqué à résister à l'application des lois, décrets, règlements ou ordres de l'autorité publique, sera puni d'un emprisonement du 3 mois à 2 ans ai d'une amende de 500 à 5,000f ou de l'une de ces deux peines seulsmsut.

Art. II. — Dans les colonies et territoires visés par l'article 1 do présent décret, ceox qui, par quelque moyen qoe ce soit, auront porté atteiste ao respect dû à l'autorité française dans la métropole et les colonies on territoires sous mandats seront puois d'un emprisonoement do 3 mois à un an et d'uno amende de 100 à 3.000f ou do l'uno do ces daux paines seotemsnt, sans préjudico. s'il y a lieu, de l'applicatiou des peines plus lortes prévues par las lois et décrets en vigueur.

Art. III. — Si l'auteur de l'infraction ost fooctionnaire, agaot ou employé d'un service public, peines pourront être portées au double. L'interdictioo d'exercer des fooctions publiques pendant une duréo do 5 à 10 ans pourra en outre être prononcée.

Art. IV. — Les infrectiuns prévues aux articles I, II & III du présent décret sont déférees au tribunal de Police correctionnello sor la plainte du chef do la Colonie ou du territoiro, après agrémeot du Ministro des Colonies. Les diapositions do l'article 463 du codo pénal taur sont applicables.

Art. V. — La Ministre des Colonies est chargé de l'oxécutiun du présent décret, qui sera publié au journal Officiel de la Républiqua Françaiso at au Bullatin officiel du Ministère des Colonies.

Fait à Paris la 10 avril 1935.

L'article 2 qualifie lo délit at prévoit las poines applicables, landis quo l'art. 4 on règle la procédure. L'agrémoot du Ministro des Colonies est la condition essentiello da la validité do la pourauite.

Notre défenseor soutiont *in limine litis* quo le Tribunal n'a pas été valablementsaisi puisqu'aocune pièce du dossier au révélait d'uno maniéro tangible ou expresse l'agrément du Ministra des Colonies. L'exception soulevée par la défauso est formelle un pourrait même diro d'ordre public. M. Stalier qui occupo lo siège du Ministère public reconnait avec uno certaine bonhomie qu' « on s'est trompé do texte » a Ou n'a pas besoin, dit-il, d'aller si loin. Le décret du 4 octobre 1927 suffit en la matière. Le paragraphe 1 do l'article 15 du ce décret a prévu le même délit d'atteinte au respect dû à l'autorité française au Indochioe x si exactement las mêmes peioss (emprisonnumant de 3 mois à 1 an et one amends de 100f à 3.000f ou l'uns de cas daux peines seulements.

Or le Tribunal psot toujours changerla qualifiestiou du délit par cuuséquent à plus forte raisou invoquer ns textes applicables ao délit cuestié.

Mᵉ Cbuong demaode un rauvoi quinsaine. Le ministère public déclare s'y opposer énergiquemaot, ca qui obligs Mᵉ Cboong à déposer les coocluaions écrites sur l'exception qu'il a soulevée et à faire remarquar une dernière fois au Tribunal qu'en admettant même le point de vus du ministère public, l'article IV du décret do 10 avril 1935 reste encora applicable an la matièra comma ayant ajouté une condition nouvelle da la pooraa to du délit ad'atteinte au respact dû à l'autorité afrançaise,délit prévo déjà par le décrat de 1927. Si le délit n'est pas nouveau, la régis da la procédura prévue par l'art 4 du décrat da 1935 est incootestablsmaot nouvella.

L'agrément du Miaistra das Colonies n'existe pas encore dauq la décrat de 1927. Il sst exigé pour la validité de toute poursuite contre le délit d'atteinte au respect dû à l'autorité française.

Le Tribunal sa retira pour délibérer.

Un quart d'heors aprés, il reviant se déclarant valablsmant saisi at passe outre aux débats.

Eo signe de protsstaiion, Me Trân-van-Chnong déclare abandonner la défensa. Nos camarades Trinh-van-Phu et Nguyên-van-Tièu quittant immédiatsment la salle.

Le procorear Stalier se léva et prononce un réquisitors sévérs. Citant les passages incriminés, il interprèta la premiers partis comme un appel au soulévemant « pour jeter dehors las autorités françaises » et insiiutar dans ca pays un régima d'anarchia où des acéoes sambiables à celles de Yènbay revivroot. Il réclamo enfin nuo coodamnation de nos camarades aux peiuas les plus sévéres, emprisonnement at amends à la fois.

Le Tribunal a rendu sor le siéga un jugement condamnant Phu et Tiên, l'un comme gérant, l'autre comme directaur politique à uno amende de 1000 francs et à un emprisonoement da 15 jours at leur a accordé le bénéfice du sorsis puar ces deux peines.

Le public qui a assisté aux débats n'a rian cumprie La foule qui nuos attendsit dehors étoit anxieuse.

Les ouvriers da différantes corporations qui soot venus au nombre d'ou millier étaient trés inquiets. Ils savent parfaitsmaoi qae oLe Travsile sst le seul journal qui les défend contre les exactiuns at la l'intransigeance de laurs patrons : le seol journal qui n'hésite pas à ao pacbar sor laurs petites misères quotidiannes, qui s'occupe aasu contre-partie d'améliorer laur oiveau d'axistance. « Le Travail » sst poor eux plos qu'un journal. C'est uo ami, nu confident, un coosolateur. Il faot qu'il vive. Il faot lotisr pour qu'il vive et ils sont alliés au Tribunel malgré la régime d'intimidation qui n'a pas cessé depuis le départ do M. Justin Godart.

Nous aossi, nous voulons quo oLe Travail x vivo pour faire l'écho des plaiotes des multitudes laborieuses qui souffreot at qui n'aoout pas parler, pour aider lo Gouvereoment du France à coonaître las plus durex vérités qo'on lui a cachéex jusqu'ici, pour erear un courant favorabls aux réformas au faveur da l'immensa masse des paysans et des ouvriars do ce payx.

Nous n'avons pas besuin de nous

(Soits en 2e page)

LES VICTIMES DE PHUC-YEN ONT PORTÉ PLAINTE

Requête de Lê van Thân, la principale victime qui a été torturée

Le 19ème jour du 1er mois de la douzième année d e Bao-Dai.

« Je, soussigné Lê van-Thân. Agé de trente ans originaire du village da Xuân-Phuong, huyén de Kim-Anh, province da Phuc-Yên, ai l'honsaur de portar à la connaissance de Monsieur le Procureur de la République l'affa ire suivante :

« Le 12ème jour de ca mois, le Tuân Phu de ma province m'a fait venir et m'a demandé des renseignements sur la réception da Monsieur le Ministre Gudart, lors de l'arrivée de ce darnier à Hanoi. Le Tuân Phu ayant tenu à connaître le nom de celui qui salon lui-m'aurait « entrainé dans ce mouvsment ». Je lui ai répondu en toute sincérité que c'était par un par basard que j'ai participé à cette réception : an effet, la jour de l'arrivée du Ministre je me trouvai à Hanoi pour faire quelques emplettes, et je n'ai été entraiué par personoe. Mais le Tuâ : Phu n'a pas voulu me croire, Il me passa du papier et exigea ma déclaration écrite. Dans ma déclaration, je redis par écrit ce que je lui ai déclaré verbalsment. Mais il n'a pas voolu acceptar ma déclaratiou, déchira le papier et me dit :

— « Tuus ceux qui ont participé à cette réception ont été das communistes. Si tu ne dis pas la vérité, dans quelques jours on va bombarder ton village. »

Comme je maintenais ma déposizion, le Tuân Phu reprit.

— « Tu as bien entête, tu iras à la sûreté. »

Là-dessus, il prit un tronçon de luis et me froppa à la main at au bras. Ainsi brutolisé, je revins à la maison avec des meurtrissuras. J'ai dû ro'aliter plusieura jours durant et ma soigner avac des faulles médicamentales. Le 18ème jour seulemant, je fus soulagé. Le docteur de l'assistance médicale qui m'examina a pu constater et mesurer meu blessures. Cette constatation a été faite à la Résidenae de Phuc Yen. Le 19ème jour, le Tuân Phu me convoqua de nouvsau à son bursau et me dit :

— « Si on l'interroge sur cetis affaire, garde-toi de dire que je t'ui frappé. »

Puis il me fit conduire à la Résidente. Le Résident m'interrogea. Je lui dis la vérité roalgré la défense expresse du Tuân Phu. Après qooi le Résident me passa quelques faulles de papier à signar. J'ignore totalement le contenu de ces feuilles, ne sachant mémé pas si c'était rédigé en Quôc Ngu ou en français. Ne comprenant pas au juste, ni la signifiestion, ni la portée de cette affaire, je me pert mets de voos faire cette déclaration pour que vous puissiez savoir co qui s'est passé.

Ce dunt je vous serais trés reconnaissant.

P.S. — Si j'osais porter à votre connaissace cet incident, c'est que, par le temps qui court je crains que des gens mal intentiounés ne cherchsaut a me nuire par des propos calomnieux.

signé : **Lê văn Thân**

ENCORE VUES

Quand on prêche pour sa paroisse...

Voyant les jeunes se détourner d'elle et rire de ses sornettes, la Patrie Annamite en vient maintenant aux fictions. Procédé usé qui est, comme chacun sait, de médiocre effet. A l'instar de Pascal qui inventa son provinciol pour prendre foit et cause pour les messieurs de Port-Royal, notre confrère imagine ingénieusement qu'un jeune bachelier est venu lui demander d'éclairer sa religion. Je prie mes lecteurs de me passer tout ce qu'il y a de grotesque dans un tel rapprochement. Ce bachelier est un «éphèbe» de vingt ans, « intelligent et doué des meilleures intentions. » Disons tout de suite que la P. A. pèche par inexpérience et qu'en fait de fiction elle est loin de passer maître ; car qui donc croirait qu'un jeune homme, surtout s'il est intelligent, perde son temps à demander quoi que ce soit a la Patrie Annamite ? Toute autre organisation paraît de beaucoup préférable, à moins de retirer l'épithète intelligent à notre bachelier

Après cette remarque dont personne ne contestera le bien-fondé, voyons ce que notre confrère a dû nous prêcher un interlocuteur imaginaire. Oh ! rien d'autre que cette chanson connue, à savoir que la monarchie annamite qui a fait ses preuves à travers le temps et dans l'espace (sans doute parce que Sa Majesté Bao-Dai a reçu une éducation en vogue chez les « Parias ») est la seule forme de gouvernement qui convienne à ce pays. Et pour a-piyer sa thèse, la P. A. cite avec une mine onnatogeuse l'exemple du Japon :

Le jeune bachelier s'est-il laissé convaincre par ce barrage de mots ? Nous confère a cru devoir se taire sur ce point. On peut toutefois être sûr, puisqu'il est intelligent, qu'il a répondu au moins ceci : « Monsieur, je m'oltendais à des arguments moins pauvres et je m'aperçois que j'ai eu tort, car, excusez mon franc parler, vous raisonnez comme une pantoufle. La monarchie annamite a fait ses preuves ? Je serais heureux que vous nous expliquiez. Ce que je sais, et avec moi tous les jeunes (sauf bien entendu ceux qui, élevant la flatterie à la hauteur d'un idéal préfèrent ne pas penser par eux-mêmes) c'est que je vois ce régime tant d'années de régime monarchique l'Annam est tombé, en moins de rien, entre les mains du premier pays agresseur venu en l'espèce la France. Il s'est un imposer le bonheur traité de 1884, celui-là même dont vous faites le leitmotiv de vos théories. Et après quels canons se sont tus, que la conquête est devenue chose faite, les Français traversant en vainqueurs la Cochinchine et un peuple en tous points arriéré de sorte que tout reste à faire. Vous avez cité l'exemple du Japon. Exemple malheureux à mon sens, à moins que vous ne vouliez vous y juger me tête, car ce qu'il ce qu'il prouve si non l'incurie totale de la monarchie annamite dant le peuple supporte aujourd'hui les lourdes conséquences ? Votre exemple du Japon n'est donc que l'aib·le ni surtout flatteur pour la monarchie annamite, et en le citant, vous faites haute sans le savoir à ceux que vous êtes chargé de prêcher. Une monarchie comme le japonnoise du moins se défendrait... Mais, si vous me le permettez, je vais plus loin. A supposer que par impossible, la royauté annamite, qui n'a actuellement qu'une valeur de parade, atteigne un jour au prestige dont jouit la monarchie nippone, en quoi cela nous avancerait-il ? Rien ne sert de se mettre que le Japon est fort et qu'il en pousse un rang de grande puissance. En dépit de l'armée et de la flotte du mikado, les masses japonaises végètent dans la misère, dans le chômage, dans la prostitu tion parce que pressurées sans pergogne par une poignée de possédants. Cela vous étonne. C'est et pourtant cela est qu'un gouvernement monarchique, tout comme un gouvernement fasciste ne peut échapper ces contradictions qui révoltent l'esprit humain. Il les engendre au contraire. Vous reprendrez ironiquement : « Le Japon pourtant est fort » avec son roi. » Mais c'est précisément cette force qu'il ne faut pas vouloir. Elle s'acquiert au prix de la misère des peuples, elle les dresse les uns contre les autres, elle détraît périodiquement ce que l'humanité a mis tant de peine à créer, elle est meurtrière, elle est absurde. Vous vous êtes peiné tout à l'heure à soutenir le principe d'autorité. Mais pourquoi vous torturer a enfoncer une porte ouverte ? Ou osez-vous que nous mettions en cause le principe d'autorité ? Nous ne voulons pas seulement qu'on tienne pour de l'autorité le noinfaisle prétéimpudiquement aux créatures de tel personnage puissant, absent aumort. Que peut-elle cette pseudo-autori-

(Suite en 2e page)

Assez de provocations !

Il s'agit de la grève des charcutières au Grand marché de Haiphong. Le Maire de la ville, M. Vinay se retranche derrière le paravent de l'hygiène pour la briser

De l'hygiène : Personne ici n'est contre.

La preuve, c'est que les charcutières ont versé chacune 4$ pour les garde-manger qui couvrent les tablas servant d'étals. Mais les bureaucrates de l'Administration appliquent les mesures d'hygiène avec un tel zèle qu'ils entravent ces gagne-petits dans l'exercice de leur métier. Une table de dimension trop petite couverte d'un garde-manger. Pas même assez de place pour mettre un porc, à plus forte raison, le découper. Les charcutières sont obligées de faire cette dernière opération sur une petite table à côté. Elles se voient alors infliger de lourdes amendes par l'agent de police, chargé du contrôle, pousse son zèle jusqu'à leur exiger des labourets en remplacement des bancs qui leur servent de siège. Pourquoi cette mesure ? Personne ne peut vous le dire. Les bancs sont derrière les étals et n'encombrent ainsi en aucune manière les passages. Mais c'est la volonté de la police. Gare aux récalcitrants : les amendes les attend-ent. Dans ces conditions, les marchandes demandent :

a) *des tables plus grandes avec des garde-manger correspondants* ou enlèvement des garde-manger.

b) *interdiction des amendes arbitraires.*

Comme on le voit leurs revendications sont des plus légitimes. Les amendes ne demandent pas l'impossible. Elles ne font que proposer un remède à un état de choses fâcheux créé par la bureaucratie administrative. Mais M. Vinay ne veut rien y entendre. Il continue à ratiociner sur l'hygiène et cherche à briser le mouvement par la même arme qui lui avait servi à le déclencher : son « hygiène ».

Dans cette œuvre, la presse vénale genre Courrier d'Haiphong lui apporte son concours dévoué. Voici comment cette feuille relate la grève dans son No du 5-3-37: « M le Maire leur (aux marchandes) ayant fait remarquer que le règlement doit être le même pour tout le monde au point de vue de l'hygiène, elles ont décidé de continuer la grève pendant 4 jours. Les grévistes se seraient ainsi procconcées contre toute mesure d'hygiène. Tout le tort mt donc de leur côté»

Pour appuyer ses propos mensongers le journal précité a soigneusement mutilé les revendications des grévistes.

a Enlèvement des garde-manger qui couvrent les tables, autorisation de mettre leur viande en dehors des gardes-manger, suppression des amendes » voilà tout ce qu'il donne comme revendications. Il en a s um'a e le point essentiel à savoir des tables avec garde-manger plus grandes. Il est vrai qu'il a eu soin de taire suivre son énumération du mot etc. mais uniquement pour s'assurer d'avance une retraite.

Fort sioi de l'appui du public intrompé duit en erreur par la epresse immodeste, le chef du port qui ce sait que se mettre à plat ventre devant le patronat et qui répond infailliblemeot aux délégations des grévistes qui viennent lui solliciter son intervention : a C'est l'affaire de votre patron, je n'y peux rien » le chef du port, disons-le se montre cette fois s éoergique s : il fait réquisitionner les marchandes de Kien an. Il ira peut être plus loin : priver les victimes de la bureaucratie son Administration de leur moyen d'existence en les empêchant de coolinuer à l'avenir leur métier. Le Courrier d'Haiphong est ferme à ce sujet :

a Inutile d'ajouter, écrit il, que les marchandes grévistes de Haiphong o'obtiendront plus l'autorisation du vétérinaire d'abattre leurs animaux à l'abattoir et de continuer leur commerce. »

C'est là une provocation inadmissible qui pourrait avoir de sérieuses conséquences. Nous nous demandons si M. Brévié va permettre ces mesures révoltantes. En tout cas nous disons aux bouchères : a Du sang froid. La légitimité de votre cause vaincra malgré les provocations d'où qu'elle viennent a.

LE TRAVAIL EST INTERDIT en Annam

Décidément l'offensive est sur tous les fronts contre notre Journal. La Cour d'Annam, malgré la présence d'un roi sportif épris de modernisme, reste réfractaire à tout progrès, à toute idée de progrès. Le Travail est interdit » sur le territoire de l'Annam » parce qu'il dénonce un régime d'exactions et de concussions qui pèse lourdement sur les paysans de l'Annam et du Tonkin, parce qu'il s'attaque courageusement aux mandarins qui ont trahi leur mission « de père et mère du peuple » pour en devenir de véritables bourreaux, parce qu'il veut enfin combattre les privilèges séculaires qui entravent toutes les réformes proposées par le Gouvernement populaire en faveur des masses laborieuses de l'Annam et du Tonkin.

M. Nguyen-van-Vinh n'a nullement exagéré quand il a déclaré en commentant le coup d'Etat du 2 mai 1933 : a Nous autres, quand nous allons à Hué c'est pour visiter un musée de fossiles déposés de tout sexe et de tout intérêt. Entre le Nord et le Midi, entre la Cochinchine et le Tonkin où se trouvent des éléments actifs et progressifs, il y a ce poids mort, cette cour préhistorique qui ne subsiste que grâce à la France ».

LE MINISIRE DE L'INTERIEUR Grand Officier du Dragon d'Annam Officier de la Légion d'honneur,

Vu le « Du » N° 40 du 23 Mai 1933 portant Bralion des attributions des différents organismes du Gouvernement Annamite :

Vu le « Du » N° 103 du 13 février 1934 portant modification de l'article 133 du Code Pénal et vu l'article 134 de ce code ;

Vu l'avis conforme du Conseil des Ministres.

ARRÊTE :

Article 1er.— Sont interdites sur le territoire de l'Annam l'introduction, la circulation, la mise en vente, la distribution et de détention du journal hebdomadaire « LE TRAVAIL » paraissant au Tonkin.

ART. 2 — Le Thi-Lang du Ministère de l'Intérieur et les Mandarins Provinciaux de l'Annam sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vu :
Hué, le 10 Mars 1937.
Le Résident Supérieur p. i. en Annam
Signé : Guillemain.
Hué, le 9 mars 1937.
Le Ministre de l'Intérieur
Signé : Thai-Van-Toan.
N° 670 —

Copie conforme transmise, pour information, à M. M. le Directeur des Affaires Politiques et de la Sûreté Générale, d *Honoi*, les Chefs des Services de Police, *Hanoi, Saigon. Phnompenh, Vientiane*

Le Sous-Directeur des Douanes et Régies de l'Annam, *Tourane* le Sous-directeur des Postes et Télégraphes à *Tourane* — et les Commissaires de la Sûreté en Annam.

Hoé, le 11 mars 1937
Le chef des Services de Police en Annam.
Signé
L. Sogoy

LES PLUS BEAUX PORTRAITS SONT SIGNÉS : HUONG-KY photo

Pour cause d'agrandissements
Les magasins
DUONG-QUANG
Spécialités pour cycles et automobiles
sont transférés :
Angle Rue du Coton et Avenue Puginier. Tél. 479
HANOI

Un Télégramme

Un groupe d'ouvriers de Honoi a pris l'initiative de mettre le Gouvernement de France au courant des agissements du patronat d'iet qui méconnoît ouvertement les revendications même les plus légitimes de la classe ouvrière. Un télégramme a été envoyé dont on nous a communiqué le texte ci-après. Nous remarquons avec regret que l'adresse du Ministre des Colonies manque :

Président Conseil Paris — Cégélé Paris —
Naipopul Paris — Ruma Paris —
Société Colonnière S. F. A. F. E Namdinh lockout général stop — chargé Honoui pendant ouvriers en masse stop - Moinan Souvage 72 — mentaire Haiphong 220 stop.
Vous prions intervenir application immédiate et intégrale lois syndicales sociales

Travailleurs d Hanoi
12h10. le 17-8-37

Un élève de philosophie victime d'une agression qualifiée de la part de trois soldats européens

M. Trần-Tân après l'agression. Remarquez les traces de blessures sur son visage.

Hanoi, le 16 Mars 1937

Je soussigné Docteur en Médecine certifie avoir examiné en jour M. Trần Tân âgé de 24 ans, étudiant au Lycée.....

« Il me déclare qu'il a été victime hier vers 22h 1/4 d'une agression de la part de trois individus qui lui ont fondé des coups de poing, de pied, à l'abdomen et au visage.

A l'examen, j'ai noté :

1) Une plaie linéaire de la muqueuse de la lèvra sopérieure, siégeant à la moitié droite de cette lèvre. La plaie mesure 2cm de longueur et a dûre suturée aux crins.

2) Une érosion de la muqueuse de la moitié droite dans la lèvre inférieure, érosion ovalaire de 2cm1/2 de long sur 2cm de large.

3) Une bourse ouflure assez mergée de la joue droite, de la moitié droite des lèvres supérieure et inférieure.

4) Une petite plaie linéaire de 1cm de longueur, siégeant à la paupière inférieure droite, à l'angle externe de l'œil droit, laquelle plaie a dû être suturée avec une agrafe.

5) Une ecchymose violacée, triangulaire occupant la paupière inférieure droite. Dimension de cette ecchymose 3cm×1cm.

6) Une congestion intense de la conjonctive oculaire de l'œil droit et de la conjonctive palpébrale inférieure de cet œil.

L'examen des viscères ne me révèle rien d'anormal.

En raison des contusions dont le realade a été atteint j'estime qu'il est atteint d'une incapacité de travail... ele.. etc.. **Docteur Ngô truc-Tuân**

Le soir du 15 Mars, M. Trần Tân, élève de philosophie au lycée Albert Sarraut passe chez son camarade Hồ Tà Ly, boulevard Henri d'Orléans N° 47 bis pour lui remettre un manuel de philosophie. A dix heures et quart, il sortait de chez son camarade, longeait le boulevard Henri d'Orléans et se disposait à gagner le square du Chateau d'eau quand 3 soldats se ruèrent sur lui et le brutalisèrent pour leur « défense légitime » disaient-ils. Ils étaient, nous le savons après enquête poursuivis par des jeunes gens qui avaient cherché à les battre. C'est pourquoi, se voyant Tân seul, sans défense, ils décidèrent, sans s'informer davantage, d'apaiser à ses dépens leur rage inassouvie. Ils emmenèrent ensuite leur victime dans la caserne, l'accusèrent de communisme, puis le confièrent à un gardien de leur acabit qui lui fit un bombant la politique : « Je le tuerais si j'étais à leur place ». Puis, le laissant prisonnier là, ils se rendirent au commissariat, déposèrent, à la grande satisfaction du commissaire, qu'ils ont arrêté un communiste notoire et qu'ils l'ont enfermé à la caserne. Un instant après, la police est venue prendre Tân pour l'emmener au poste. Le commissaire lui demanda de relever l'identité ; Tân retraça les faits dans leur stricte vérité. Le commissaire le conduisit alors, lui et ses agresseurs, chez son camarade Hà-t.-Ly, pour faire une enquête sur place. Ly affirma la présence de Tân chez lui à 10h15. Sur ce le commissaire remonta le boulevard Henri d'Orléans jusqu'au dancing « Chilly Stallo, congédia les agresseurs et le victime, puis ramassa dans les parages un petit enfant haut comme une botte pour témoin, un enfant que l'engoûteur efficace fort.

Nous attendons la suites de l'affaire : nous nous abstenons de tout commentaire, les faits étant suffisamment éloquents.

Carence administrative et patronat intransigeant

(suite de la 1ère page)

de choses cesse : Il faut pour cela que la prolétariat soit doté de leurs organisations de classe : Il faut que dans chaque usine, chaque fabrique, chaque chantier, les ouvriers élisent un comité qui surveille leur propre sécurité.

Cette organisation des masses s'impose d'autant plus que l'Administration s'est avérée incapable devant le patronat ou complice de ses agissements.

L'application des lois sociales est à ce sujet un témoignage éclatant. Elle doit être mise en vigueur à partir de ter janvier 1937. Or rien n'est encore fait dans ce sens. C'est ce qui a fait entrer les ouvriers en danse pour arracher quelques améliorations à leur sort. Les patrons opposent une résistance farouche, mais lâchement. Les uns se disent « malades » les autres prétextent qu'ils doivent attendre l'ordre de Paris ou d'Europe. Leur tactique est d'affamer les grévistes.

L'Administration prête bonne oreille à tous ces propos mensongers et fantaisistes pour mieux étouffer le réveil des masses.

Les travailleurs apprennent ainsi à leurs dépens qu'ils ne doivent et ne peuvent compter que sur leurs propres forces.

Le cas typique est fourni par la « Cotonnière » de Haiphong. 2.000 coolies hommes, femmes, enfants travaillent dans ce bagne. Il y a des familles qui y usent sang et sau pendant plusieurs générations consécutives. Nombreuses sont celles dont le père, la mère, les gosses y cherchent leur riz quotidien. Un salaire de famine. Il y a des ouvriers qui travaillent depuis une trentaine d'années et qui ne gagnent actuellement que 30 sous par jour. Pour la majorité des coolies, le riz quotidien est mélangé de maïs.

Devant cette misère noire, ils demandent donc quelques sous de plus. C'était avant 1937. Comme réponse, le patron leur promit l'application des lois sociales à partir de 1937. Fin janvier 1937, rien. Ils réclament. De nouveau des promesses pour le convoi au mensuite Les ouvriers ne veulent plus être dupes et se mettent en grève pour faire aboutir leur revendications.

M. Vinay applique alors la tactique de leurs confrères du parlant : traîner les négociations en longueur et affamer ainsi les grévistes.

Leur position ne nous étonne guère. On nous assure même qu'un des chefs de la Colonie est leader des croix de feu.

Deux tâches urgentes se posent devant M. Brévié s'il veut être réellement com-

me il la déclare « spécialement pour la masse » : épurer les cadres administratifs et doter les travailleurs de leurs organisations de classe.

UN DÉFI AUX TRAVAILLEURS

Le mandorinat, forgement poyé et les concessions oidant, ni dans un étolage insolent de luxe parmi la misère des masses laborieuses. Pas un Tri-huyên qui n'ait son auto. M Tholonce va réclamer encore pour lui 40 f. d'augmentation de solde et des suppléments de fonction. Il fait en même temps frapper impitoyablement les grévistes qui demandent quelques sous de plus.

Le Dong-Phap relate que le 27-2-37, des 3 heures du matin toutes les grosses têtes de Nam-Dinh font la patrouille dans les quartiers ouvriers on hobilent les forces de la flature en grève : M. Lebel : Résident de France, M Fleutli, Commissaire de la Sûreté, M. Tyurère, Commissaire - Adjoint, et fermont la queue, le Tri-huyên de My-Lôc N'alle: pas traire aux habitudes matinales de ces « grands Messieurs ». Les intérêts du patronat sont menacés et ils suent sang et eau pour les défendre. Nous aimerions à voir cette « activité » chez nos gouvernants pour faire payer par exemple aux ouvriers les 5 jours de congé à l'occasion du Tét. -

Nos procès...

(suite de la 1ère page)

justifier si de répondre aux accusations portées contre nous. Tous ceux qui souffrent de leurs propres maux ou des maux d'autrui et qui travaillent pour le changement ne se sont-ils pas vus lâchement accuser par leurs adversaires ? Nous avons fait ce que nous croyons être juste. Nous ferons ce que nous avons à faire. Et c'est avec le plus grand calme et la parfaite conscience de nos responsabilités que nous acceptons aujourd'hui la lutte.

Lutte contre toutes forces réactionnaires qui étouffent les aspirations légitimes de l'immense masse des travailleurs profondément malheureux de ce pays. Lutte contre le patronat de droit divin qui prétend que leurs privilèges doivent être éternels. Lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre l'oppression sous quelque forme qu'elle se manifeste.

Lutte pour un régime plus humain et plus juste, pour le prolétariat indochinois et de monde.

paraîtront prochainement
THU CON - LON
(Lettres de Poulo-Condore)
DE NGUYÊN DUC - CHINH
présentées par Nguyên Duc-Kinh

Choses vues

(Suite de la 1ère page)

ti qui sent la pourriture? Je n'en veux pour preuve que certain cancillahale tenu récemment a Hué et qui est devenu un secret de Polichinelle. Il en dit long sur les vertus de notre cour. Vous rêtes tout servant les paroles de M M. Brévié et Godart au sujet des taxiles. Permettez-moi d'ouvrir de l'ex-souverain Robin. Quand on a été blanchi devant Dame Thémis par un acquit aussi intelligent, quand par ses dépositions, celui-ci a volu à des légionnaires assassins l'acquittement par et simple, que ne crée-t-on pas pour le gratifier ?' Et voilà qui explique l'existence de ce ministère. M. Robin écoutait bien ses gens, mais il oubliait que le contribuable du Trang-ky n'en pouvait plus. Vous verrez encore comment le peuple accueille le nouveau note général, le fameux Hoang-Tiet-Hinh-Laal, digne des temps féodaux, qui ne tend à rien moins qu'à lui enlever les quelques petites libertés qu'il doit à la France d'outre... Mais excusez-moi, Monsieur, je vois que mon discours m'a emporté... Après tout, il aurait mieux valu ne pas vous faire de la peine ».

A cette harangue de « l'ébène » qui a dû certainement produire sur notre confrère l'effet d'une douche froide, on ignore ce que ce dernier a répondu. Nous invitons nos lecteurs à attendre qu'il le dise un jour. Mais le dira-t-il ?

ASIE STUDIO
Photo artistique et industrielle
Nouvellement installé au
56, Avenue Clémenceau Namdinh

A LA COTONNIÈRE DE NAM DINH

Après l'affaire de Thi Mau, un enfant de 16 ans vient d'être brutalisé par un Caï

Après le terrible exploit du Surveillant Nalt, voici qu'un exploit non moins terrible, de la part d'un caï, est venu frapper un enfant de 16 ans !

Bui-oan-Vân la victime, est orphelin de père et de mère. Le 23 Février, lors du recrutement de nouveaux ouvlies, en remplacement des grévistes, il a dû affronter les coups de cotin, de pied et de poing, et les jets d'eau froide pour parvenir à se faire admettre dans la « Colonnière » sous le n° 4519. Depuis ce jour, quoiqu'âgé de 16 ans, il peinait de 9 heures du soir à 5 heures du matin. Comme il était nouvellement venu de la campagne, le dur travail de l'usine le fatiguait, l'exténuait. Le 2 mars, se sentant mal à aise, il ne put mettre toute sa force à la besogne. Le caï Nghé, furieux de ce manque de zèle, lui asséna ou fionc un coup de poing si violent qu'il renvoya le pauvre enfant à demi mort sur le plancher. De retour chez lui, il fut obligé de s'aliter et refusait toute nourriture. Quelques jours après, il raconta le fait à la personne qui l'avait accueilli en pension. Sans retard, celle-ci l'amena à l'usine pour signaler ou contremaître la brutalité dont souffrait l'enfant.

A l'hôpital, le docteur, après examen, certifia qu'il était grièvement blessé par suite de coups. L'œil de Vân s'aggrave de jour en jour. Sa vie est même en danger car le sang ne cesse de sortir avec l'urine et la selle.

Les autorités responsables interviendront-elles pour :

Mettre le tortionnaire Nghé en prison, lui infliger une peine sévère afin que tout acte de brutalité de ce genre ne se renouvelle plus ?

Obliger la brute à payer à l'enfant une somme suffisante pour lui permettre de se procurer des médicaments et d'avoir le moyen de gagner sa vie après la guérison si l'enfant sortirait sain et sauf de cette cruelle épreuve ?

Quand il s'agit d'écraser les paysans on ne recule devant aucune injustice

Nous publions ci-dessous la traduction d'une lettre des paysans de Phuyên.

Monsieur le Directeur

Nous sommes les notables du hameau de Xuan-ua, village de Cô hai, tổng de Cô-hai, Huyên de Kim-Anh, province de Phuc-Yên. Nous vous demandons de nous défendre contre l'injustice criante dont nous sommes victimes.

Il y a quelques années deux ou trois centaines de mètres carrés de terre alluvionnaires apportés par la rivière Cà-lô se sont formées à plus d'un kilomètre de notre hameau. Le 5 du 6e mois de l'année 1936, sur la demande du veilleur Nguyên van-Ba, nous les conîions la cultiver de "cette terre, il s'est engagé à assumer la responsabilité pour tout ce qui pourrait s'y produire. Le 5 novembre 1936, des agents de la douane sont venus faire une fouille ; ils trouvèrent enfoui dans la terre en question, du riz d'alcool qui avait été déposé par certains ennemis de Nguyen - van - Ba. Quelques jours après, les notables de notre village étaient contraints de signer un procès-verbal dressé par la Douane. Le 23 Décembre 1936, sur l'ordre de la douane, le Quan-huyên de Kim Anh est venu sur les lieux dresser un autre procès-verbal auquel a été joint le papier concernant la mise en culture accordée à Nguyên van-Ba. Un long silence s'ensuivit. Nous nous en sommes réjouis à gagner le square du Chateau d'eau quand 3 soldats se ruèrent sur lui et le brutalisèrent pour leur « défense légitime » disaient-ils. Ils étaient, nous le savons après enquête poursuivis par des jeunes gens qui avaient cherché à les battre. C'est pourquoi, se voyant Tân seul, sans défense, ils décidèrent, sans s'informer davantage, d'apaiser à ses dépens leur rage inassouvie. Ils emmenèrent ensuite leur victime dans la caserne, l'accusèrent de communisme, puis le confièrent à un gardien de leur acabit qui lui fit un bombant la politique : « Je le tuerais si j'étais à leur place ». Puis, le laissant prisonnier là, ils se rendirent au commissariat, déposèrent, à la grande satisfaction du commissaire, qu'ils ont arrêté un communiste notoire et qu'ils l'ont enfermé à la caserne. Un instant après, la police est venue prendre Tân pour l'emmener au poste. Le commissaire lui demanda de relever l'identité ; Tân retraça les faits dans leur stricte vérité. Le commissaire le conduisit alors, lui et ses agresseurs, chez son camarade Hà-t.-Ly, pour faire une enquête sur place. Ly affirma la présence de Tân chez lui à 10h15. Sur ce le commissaire remonta le boulevard Henri d'Orléans jusqu'au dancing « Chilly Stallo, congédia les agresseurs et le victime, puis ramassa dans les parages un petit enfant haut comme une botte pour témoin, un enfant que l'engoûteur efficace fort.

Nous attendons la suites de l'affaire : nous nous abstenons de tout commentaire, les faits étant suffisamment éloquents.

Arrestations arbitraire à Thanh-Hoa

Sur une dénonciation anonyme, le Tri-puu de Thiêu-hoa a fait une perquisition le 18 Février 1937 chez M.M. Lê van Dang et Lê tin-Nhiêu. Ces derniers, ainsi que le fils de Nhiêu, Lê van-Thang, ont été arrêtés et détenus jusqu'aujourd'hui, malgré l'absence de griefs, la deserte domiciliaire étant infructueuse. Le Tripho, à court d'accusation, a relevé contre Nhiên le crime (?) d'avoir fondé une société de secours coutuel ! Nous réclamons la libération des victimes innocentes de l'arbitraire mandarinat.

Rassemblement !

Notre camarade Phan tu Nghia, en collaboration avec quelque autres camarades, vient de lancer un journal hebdomadaire politique économique et social intitulé Rassemblement.

Il fait appel à toutes les forces jeunes et démocratiques en vue de la formation d'un large Front de Combat pour la conquête des libertés élémentaires et contre la réaction colonials qui tente de transformer l'Indochine en un immense réservoir du fascisme français.

Vous lisez dans son premier numéro paru le 16 Mars, les articles suivants:

Pourquoi rassemblement ?
Pour la liberté de la pensée
Il faut y mettre un terme (Réponse à Lê-Thăng)
Ce que la population Indochinoise attend de M. Brévié.
Arrestations à Thai Binh.
etc.. etc...

Un livre scientifique nouveau

L'imprimerie de la Faculté de médecine de Paris a Jouve-éditeurs » vient de faire paraître un livre qui nous intéresse particulièrement. Ce livre intitulé : « Les Substances vénéneuses susceptibles d'être rencontrées en Indochine » dont l'auteur n'est autre que notre compatriote Tcaong-công-Quyên, *Le Docteur en, Pharmacie, médaillé et lauréat de la Faculté de Toulouse.* Le Docteur Quyên est récemment revenu de Paris après un séjour de plus de 10 ans en France.

Ce livre, accessible au grand public et que tout le monde doit lire et relire est en vente chez M. D. E. O, Taupin et Nam-Ky à Hanoi au prix de 4p.50.

A ceux qui veulent donner une base scientifique à leur protestation contre le régime mortel d'opium et d'alcool institué en Indochine, nous signalons le chapitre des « Paravenacées » où la question est traitée avec détails.

« Nous ne pouvons pas, dit le Docteur Quyen, terminer la question de l'opium sans dire un mot de l'alcool de riz. En effet, l'alcool et l'opium, ces deux inséparables poisons, ont soulevé et soulèvent encore d'importants événements politiques en Indochine. »

La prochaine Chambre de l'Annam sera-t-elle anti-front populaire ?

Les élections générales des représentants du peuple de l'Annam s'annoncent pour Juin 1937.

Je ne dis pas : les élections législatives générales. Car la fameuse chambre des Représentants de l'Annam, comme celle du Tonkin, malgré sa pompeuse et lusidieuse étiquette, n'est pas un organisme législatif, elle n'est que l'ancienne chambre consultative, déguisée, dissimulée sous une façade plus populaire !

Et ou a vue des représentants du peuple parler contre les intérêts du peuple. Pham-vau-Quang, Nguyên-Quôc-Tuy et Lê-Thanh-Canh, le trio de la commission Permanente ont adressé dernièrement au Gouverneur Brévié un cahier des vœux désespérément vide illogique, inepte, dans lequel ils osaient justement ce qu'ils n'osaient pas dû, vu leur qualité, *vouloir*, ce que le peuple d'Annam jamais ne *voudrait*.

Le régime électoral, organisé à cette fin de faire de la chambre un instrument docile entre les mains de la féodalité coloniale, est essentiellement aristocratique. Dans chaque village, sont électeurs : d'office, le lytruong ou fonction ; d'office, les certifiés ayant 21 ans révolus ; par voie d'élection, l habitant ayant 25 ans révolus sur 50 têtes d'inscrits. Dans la pratique, l'élection du 1er degré n'a jamais eu lieu. Et la liste est établie unilatéralement par un un des notables influents du village. Elle comprend, par voie de conséquence, et dans la majorité des cas, exclusivement des notables, anciens ou nouveaux, en tout cas, pas des moins réactionnaires.

Il est donc tout naturel qu'un tel collège électoral ait produit des représentants dont le moins qu'on puisse dire, est que leurs actes ne concordent en rien avec leur qualité. Le peuple aura l'air de participer à la gestion politique du pays, tout en en étant complètement évincé. Et l'on espère que tu ce simulacre de chambre, de ce hochet destiné aux grands enfants que sont les administrés, ceux-ci seront les dupes imbéciles !

Dupe, le peuple d'Annam ne l'a pas été. Heureusement ou malheureusement !

Toujours, il a réclamé des droits moins creux, plus effectifs. Les insurrections de 1929 — 31 qui ont soulevé des provinces entières signifient encore : les masses en ont assez de l'exploitation économique ; elles signifient encore : les masses en ont assez de l'oppression politique.

Le Gouvernement aurait dû prendre conscience des vices du système politique en vigueur, préconiser les réformes nécessaires, ne pas attendre, comme disait un des tsars du 19e siècle, que celles ci viassent d'en-bas.

Il ne l'a pas fait. Il préfère prolonger l'existence de cette chambre fantôme, perpétuer la tension politique dans le pays. Il a voulu exploiter toutes les possibilités que lui permettait une répression qui a usé de « tous les moyens » (1).

Puis l'histoire marche. De nouvelles données sociales entrent en jeu. La profonde transformation qui s'est produite en France, la lutte tenace et la victoire décisive de nos frères les travailleurs de France contre le fascisme ont eu leurs échos dans l'atmosphère lourde de l'Annam encore épouvanté. Et ce fut la renaissance, la reprise d'un vaste mouvement revendicatif qui tous les jours gagne en étendue et en profondeur. Les masses s'organisent pour le Congrès indochinois ; des manifestations eurent lieu lors du passage de M. Godart, envoyé du Gouvernement de Front Populaire. Tout cela s'est accompli, en dépit des mesures de répression qui persistent et se multiplient.

Un des mots d'ordre qui a mis en branle ce mouvement de revendications populaire a été : Pour un gouvernement unique, responsable devant une chambre élue au suffrage universel, transformée en organisme législatif.

Encore une fois, les masses affirment qu'elles en ont assez des apparences, des caricatures, des trompe-l'œil ! Il leur faut une participation effective à la vie politique. Elle réclament le bulletin de vote, pour tous, sans distinction de classe, de rang social, sans limitation de capacité !

Suffrage universel !
Chambre législative !

Voilà les cris qui émergent des clameurs populaires ! Voilà le reflet politique le plus profond des masses de l'Annam, dans l'étape présente.

Et le Gouvernement local jusqu'ici se détourne, fait la sourde oreille, ne répond pas !

La liste électorale de 1937 s'est établie sur le même principe que pour les années précédentes ! On ne souffle mot de l'élargissement des attributions de tu chambre des Représentants !

Le Gouvernement local a voulu gagner du temps ? C'est qu'il ne songe pas aux difficultés politiques qui ébleudent le pays, quand pendant des années, des masses conscientes de leurs droits, se dresse, imperti nente, incapable, impopulaire une chambre réactionnaire.

Une chambre anti-Front Populaire ! Nous reviendrons à la question !

(1) Il est évident que tous les moyens sont bons etc. — (Cahier des vœux adressé par la commission permanente de la chambre de l'Annam à M. Brévié).

Encore une expulsion ! Encore une victime de M. Pagès

M. Vo-tu-Thuat, cuisinier, vient d'être victime des mesures draconiennes du Gouvernement de la Cochiochioe. Ayant habité pendant plus de vingt ans la Cochiuchioe et y ayant fondé une famille, il s'est vu inopinément expulser avec quatre autres annamites et tonkinois Vo-quan-rân (Quang-Ngai) Lê-van-Triên (Thanh-Hoa) Nguyên-ôn-Nang (Haidong) Nguyên-dinh-Cu (Phuc-Yên).

On les a tous arrêtés lors de la réception de M. Le Gouverneur Générale Brévié. On les a détenus dans les hangars du service de l'immigration pendant 20 jours avant de les diriger hors du territoire de M. Pagès.

Nous avons, à maintes reprises, protesté énergiquement contre ces actes administratifs qui sont de véritables persécutions contre lesquelles aucune voie de recours n'est possible.

Les citoyens ainsi expulsés à l'arbitraire administratif vivent dans une constante insécurité qui est loin de favoriser la paix publique dans ce pays.

Gouvernement de la COCHINCHINE
Cabinet du Gouverneur
N° 467

LE GOUVERNEUR DE LA COCHINCHINE
Officier de la Légion d'Honneur.

Vu le décret du 20 Octobre 1911 fixant les pouvoirs du Gouverneur de la Cochinchine et de Résidents Supérieurs en Indochine ;

Vu la note N° 297-3 du 16 Janvier 1937 du Chef local des Services de Police.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les nommés :

3°/ — Vo Tu-Thuât, cuisinier, né en 1900 originaire de Nam Dinh (Tonkin) ; titulaire du T. I. N° C. A 13.765, délivré à Phnom Phenh le 16 Avril 1926 ;

. . . . . .

seront renvoyés dans leur pays d'origine par mesure de police.

ARTICLE. Le Chef local des Services de Police est chargé de l'éxécution du présent arrêté./.

Saigon, le 21 Janvier 1937
Signé : PAGES

Pour ampliation
Le Chef de cabinet adjoint
Signé : BEILLEVAIRE

Le Commissaire Chef de la 2ème Section d'Archives et de Recherches, soussigné, certifie, authentifié ce jour à Vu-Tu-Thuât, partant à sa personne, le présent arrêté dont copie lui a été laissée./.

Saigon, le 23 Janvier 1937
Max Dobois
Commissaire de Police

Draperies—Lainages
Fournisseur en gros pour tailleurs
TAN-MY
Grand Tailleur
5, place Négrier — Hanoi

UN MÉCANICIEN ÉTANT MORT D'ACCIDENT DE TRAVAIL

On n'indemnise pas sa veuve

On parlait de l'application des lois sociales en Indochine. Les ouvriers de ce pays ne demandent pas mieux que de voir leurs conditions de travail tant soit peu améliorées.

Le courrier de cette semaine nous apporte une lettre. Elle émane d'une veuve, mère de deux petites filles, dont le père est mort en service commandé

Mme Trân-thi-Nhon nous relate dans sa lettre émouvante que son mari travaillait à la compagnie d'achalandage, S.A.C.R.I.C à Haiphong. M. Trân-trong-Lap (le mari) le 12 Janvier dernier était en compagnie de son fils Trân-trung-Quôc et de 2 aides quand le chaland sur lequel ils se trouvaient, chavira. Les quatre occupants furent noyés.

Quand Mme Trân-thi-Nhon apprit la terrible, nouvelle, elle courut trouver le directeur de la Société.

« Les 4 occupants du chaland nouvellement ainsi tristement d'un même accident. Alors je suis allée voir M le Directeur de la S.A.C.R.I.C. Celui ci me fit payer on moi le solde retenue et un mois de solde impayée »..... au total 51$30.

« En dehors de cette somme la S.A.C.R.I.C ne m'a encore rien donné, pour les frais des funérailles des 4 victimes du travail et je n'ai rien reçu non plus comme indemnité pour moi et pour mes enfants ».

Mme Trân-thi-Nhon nous précise encore que pour toutes ressources elle n'avait que la solde de son mari. La mort de ce dernier les jette, elle et ses enfants brutalement dans la misère.

La société S. A. C. R. I. C. à Haiphong est une des plus vieilles sociétés d'achalandage du Tonkin. Elle possède actuellement une flotte de 15 remorqueurs et plus de 100 chalands de 150 à 200 tonnes de capacité.

La direction de chaque chaland n'est confiée qu'à un seul homme. Pour manœuvrer toute cette masse flottante il n'employé — il n'agit ici de M. Trân-trung-Lap, un mécanicien — dû s'adjoindre les membres de sa famille. Ce qui explique pourquoi après la mort de fils, M. Trân-trung-Quoc, la mère ne reçoit aucun payement.

Nous présentons ce cas à l'attention des Pouvoirs publics chargés d'appliquer les lois sociales dans ce pays. A côté du cas de cette malheureuse femme qui n'a plus aucun soutien depuis la mort de son mari et de son fils et qui a à sa charge un vieux père et deux petites filles, combien de semblables cas demeurent encore méconnus ? Combien sont ceux qui, faute de moyens matériels et insuffisamment protégés par la loi, doivent encaisser la misère et la souffrance sans pouvoir élever leur voix ?

La terreur règne dans le bagne de Sonla

Vers le milieu du mois de janvier il s'est produit au bagne de Sonla une grève de protestation déclenchée par les prisonniers de droit commun contre le régime d'enfer auquel ils sont soumis.

Sonla comme on sait est une province de la Haute région du Tonkin, réputée pour son climat meurtrier et ses miasmes délétères. Les prisonniers y sont à ou régime mortel. Tous sont plus ou moins atteints de paludisme ebronique.

Chaque matin des dizaines de malades se présentent à la consultation laquelle est assurée par un infirmier civil venu de l'hôpital de la ville. Ceux qui « ont la température » c'est-à-dire sont en plein accès de fièvre sont exempts de corvée tandis que ceux qui sont sortis de la veille de la crise ont la consultation motivée » (e. m.) ne astreints à la pelite corvée » (P. c.), malgré leur état de faiblesse évidente. Ces dernières sont alors obligés de travailler toute la journée, excepté le temps minimum nécessaire au manger et au boire. Le repas, apporté par quelques prisonniers réservés pour cette besogne, est pris à ciel ouvert, sur place. Après le repas, le travail continue sous la surveillance des miliciens Thaïs, et le soir jusqu'à la nuit tombante.

Eo javier dernier, ne pouvant plus supporter ce régime de travail forcé un certain nombre de prisonniers se mirent en grève sur le lieu même du travail. Ils refusèrent de manger et de travailler.

Alerté, l'inspecteur, commandant la Brigade de Soo-la accourut. Il donna l'ordre aux miliciens de diriger les grévistes vers la Garde indigène où les pauvres prisonniers, accusés de rebellion, furent gardés à vue.

Le lendemain, tous les autres condamnés de droit commun entrèrent en grève pour réclamer la libération de leurs camarades et manifestèrent leur solidarité envers eux.

Aussitôt le gardien chef de la prison, M. Leborgne, et l'inspecteur de la Garde indigène pénétrèrent au quartier de droit commun et donnèrent l'ordre de lancer les bombes à gaz lacrymogène sur les grévistes. Enfermés dans les bâtiments mal aérés, désarmés et presque tous malades, ceux-ci sont châtiés, sterrés. Au contact du gaz malfaisant ils furent littéralement asphyxiés, ayant les larmes aux yeux et perdant la vue pour un long moment.

Trois d'entre eux furent encore passés à la trique. Ceux qui étaient « mis à l'œil » furent descendus aux cachots souterrains où ils durent supporter le régime sec. Une boule de riz gluant mélangé à du sel et quelques gorgées d'eau saumâtre constituèrent leur maigre repas.

Les autres qui eurent la chance de n'être pas jetés aux « oubliettes » furent mis à la barre. Tous leurs effets furent enlevés et déposés au magasin du pénitencier.

La grève fut ainsi réprimée.

Heureusement elle porta quelques fruits, car, peu de temps après les « c.m. » et les « P.c. » (comme on a l'habitude de les désigner) peuvent reposer le matin à 11h et le soir à 5h comme les autres. Seul le dimanche, on les oblige à travailler jusqu'à 11h du matin, alors que leurs copains les « incis », se reposent dès 8h.

Le gardien Leborgne qui se pique d'être socialiste est l'ennemi déclaré de tout libéralisme. Il montre une haine avouée contre ses prisonniers qu'il cherche à faire travailler le plus qu'il peut. Sur son initiative, le nombre de consultants ne peut dépasser 25 par jour. En matière d'assistance médicale dans le pénitencier, le rôle de nos médecins car il y en a deux à Soo la — est relégué au second plan.

C'est triste de noter que ces faits se produisent juste au moment où M. Godart est arrivé en Indochine pour inspecter sur l'oxygène et le travail. On se demande avec inquiétude si les questions de l'assistance médicale au bagne et de la main d'œuvre pénitencière sortent elles du cadre de son inspection ou bien si le fascisme colonial se nanque-t-il du délégué du Front populaire ?

L'attitude de M. Leburg est encore pire envers les 7 détenus politiques restant. N'étant pas de son droit de les forcer à travailler il profite de la moindre occasion pour chercher à « régler le compte » envers eux. Il poursuit la persécution jusqu'à les empêcher de porter des sabots qu'ils fabriquent eux-mêmes avec quelques morceaux du bois de chauffage et qu'ils portent pour éviter l'humidité qui est très favorable au rhumatisme à Soo-la.

En Septembre 1936, Leborgne profitant de la fouille, ordonna qu'on défit le plafond en bambous tressés du bâtiment des prisonniers politiques. Il confisqua même les produits pharmaceutiques envoyés par leur famille tout en les accusant d'avoir volé des médicaments à l'hôpital de la ville. En réalité il n'en est rien ; car tous les prisonniers malades passent la visite à l'infirmerie même du pénitencier. Comment peuvent-ils voler à l'hôpital s'ils ne s'y rendent pas ?

D'ailleurs, tous ces produits pharmaceutiques envoyés par colis postaux, ont été manipulés, examinés le jour de leur arrivée en prison, avant de les passer à leurs possesseurs.

Devant l'incessante provocation de Leborgne, les détenus politiques ont dû à plusieurs reprises faire la grève de la faim. Celle de Septembre de l'année dernière dura 6 jours. Le 28 Février encore, une nouvelle grève protestataire éclata.

Leburgne est fagorneur vis-à-vis de ses supérieurs et inique envers ses subordonnés. Il suffit qu'il glisse quelques paroles insidieuses dans l'oreille de M. Bonnamy, le Résident de la province, pour que les détenus politiques aient beaucoup à souffrir de ses basses persécutions.

Il est temps que cet état de chose cesse. Que l'amnistie soit accordée aux 7 détenus politiques avant qu'ils ne meurent dans le bagne de Son La, sous l'œil intrigant de Leborgne qui s'en fout pas mal de la politique libérale et des réformes sociales du Gouvernement de Front populaire français.

La leçon des événements de Thai-Nguyên est encore présente à toutes les mémoires. Il est souhaitable que les persécuteurs des faibles, les provocateurs, les vrais fauteurs de désordres soient châtiés.

Le régime politique pour les détenus politiques s'impose d'urgence dans les prisons et au bagne. Que la politique de M. Brévié tende à la suppression des bagnes dans les endroits où le climat est malsain et, en premier lieu, du bagne de Son-La qui est un véritable enfer pour les prisonniers tonkinois.

LY - SENG - BAO
Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie
42, Rue des Paniers — HANOI
Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze
Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur
Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard François-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

xưởng máy **Nam-thai**
N 302 bis Route Khâm - Thiên
LÀM :
các thứ hộp bằng kim khí để dựng sơn, sáp, dầu nhờn, mỡ cáo thứ nắp lọ brillantine, nút chai vân vân
riêng làm thứ đèn đồng mỹ-thuật thấp dầu tây vừa sáng, đẹp và bền.
bảo hành 3 năm

Vente de tampisteri
THANH-DUC
en
TRINH - DINH - KHAI
65 — Rue des Paniers, Hanoi

Huê Dân
NGUYÊN - VAN - QUYÊN
Mécanicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — Hanoi
De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Indigènes prouvent notre savoir faire et notre conscicoeze professionnelle

Employez la peinture
Gecko
Place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire : PHÙNG KHU-CUONG

UN MILLION DE "CHEVROLET"
ont été vendues en 1936
par la
Général Motor Company
Demandez à essoyer les nouvelles CHEVROLET
au
GARAGE AVIAT

Salon de Coiffure Trac
86 — Rue du Chanvre
HANOI
A partir du 20 Mars 1937
Tarifs
POUR étudiants et élèves 0$15
voyageurs de nos tickets 0$18
tarif courante 0$25

Médecine Générale/
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires
Blennorragie aigue ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau.
Facile et Radical
CABINET MÉDICAL
Dr Trân-Van-Sang
78 Rue du Papier — HANOI

Bijouterie Argenterie
au
LION D'ARGENT
Fabrique sur commande des bijoux.
Médaille d'or au salon 1936
Propriétaire : BUI-HUNG-GIA — *56 Rue Jules Ferry — Hanoi*
Ateliers des Arts Hadong

Chez **Khôi-Ky**
Travaux de vitrerie
Glaces d'installation et pour
Pare-Brise d'auto
Etalages et vitrines
Machine pour biseautage chanfreinage
18 Ferblantiers — Hanoi
Télép. n.: 858

LA MARQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES
Chân - Long
9 rue Paul-Bert
38, rue des Paniers **HANOI**
SPÉCIALITÉ :
de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, et enfants
Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

Blennorrhagie aigue ou chronique
traitement antiphlogistique. traitement suppressif.
Orgues très efficaces, facilisant l'écoulement en 3 jours.
Syphilis : toutes les périodes
traitement symptomatique et causal
ĐỨC THỌ ĐƯỜNG
241 Route de Hué HANOI

AI MUỐN BÁN ĐƯỢC GIÁ CAO :
Bất cứ tắc báo sản rẻ các thứ hàng sau này :
Da trâu, bò sống chưa thuộc, vừng sen các hạt có giữa như vừng, lạc, hồi, quế chi, cùng bà tiền, cafê, bông gòn, bông lu, hạt bông, dây gai và các thứ quặng sắt, chì, thiếc, antimoine, manganèse, aminate, v.v., xin mời ngay lại nhà.
« S. E. X. P. I. »
Anh-ỷ Công-ty
Boîte postale n° 54 - Hanoi, hay mời lại nhà viên giám đốc bản sở ở đường Gia-long số 48 hay ở phòng giấy ở phố Nguyễn Trãi số 48.
Các đại-lý các tỉnh ở Đông Pháp bản các hàng sau này :
Thủ-vị, thuốc, hành, khoai, tảo tây, ấn đồng giấy. hàng xắt như đinh, quày thép, kèm, than, phẩm, giấy, ic, sắm, các chất hóa học, v.v...
Bản sỉ buôn tận gốc bán tận ngọn nên giá bao giờ cũng hạ hơn hết.
Hỏi hay gì xin cho biết sẽ chỉ phải mất đến thường trường, tên xin viết lại hộp thư số 54—Hanoi.

La vie au pénitencier de Kontoum

Après la manifestation

(*suite*)

Dans l'esprit des détenus de Dak Pao la manifestation des journées 13 et 17 Décembre aurait au moins pour effet d'alerter l'opinion publique et de faire comprendre aux autorités supérieures le sort qui leur est réservé au pénitencier. De fait, ils ne se trompaient pas dans leurs prévisions, mais nos lecteurs venaient de voir ce qu'avait coûté de vies humaines la réalisation de ce tragique projet.

Après ces deux massacres, le Résident supérieur et la Gouverneur Général vinrent en effet successivement faire leur tour d'inspection. Vous pensez les promesses de bonheur que faisait miroiter aux yeux des malheureux condamnés la nouvelle de ces visites officielles.

Pour reprendre une expression populaire : c'était une pluie de bienfaits que chacun, depuis longtemps, assoiffé, altéré, attendait après une sécheresse brûlante. Ah ! l'heureux jour ! Ah ! les vœux qu'on présenterait à qui de droit ! . . . Illusion grossière ! Cette fois encore, ils sont déçus ! Le Gouverneur et le Résident Supérieur arrivent. Puis ils sont repartis comme ils étaient venus. Ils virent accompagnés du Résident chef de la province, et du commandant de la caserne, de toutes les autorités locales qui commentaient, expliquaient dans des discours luxuriants, dans des confidences romantiques leurs crimes de naguère. A les entendre, Résident Supérieur et Gouverneur Général sont convaincus : il fallait immoler tous ces maudits fauteurs du désordre, toutes ces brebis galeuses, il fallait les envoyer à la boucherie ! On eborge la tête des prisonniers de tous les crimes dont ils étaient coupables et de tous ceux dont ils n'étaient pas coupables : tentative d'évasion ! exhortation à la désobéissance, propagande malsaine, acte de rebellion... révolte armée même et patati et patata ! Et ces gros bonnets écoutaient dociles, aimables, gesticulant, brandant la tête, haussant les épaules, regardant, observant... à travers la porte de l'enceinte bien close. Puis ils repartent... puis... c'est tout.

L'auto corne, derrière laquelle on devine une traînée de poussière et de fumée ! Ils n'ont pas interrogé un seul prisonnier, ils n'ont pas fait la moindre enquête.

Puis de nouveau, le convoi s'organisa pour DakPao. A mesure que les prisonniers recouvraient la santé, on les évacuait de Kontoum. La main-d'œuvre pénale comptait au total plus de 200 prisonniers dans ce 2e convoi.

Cependant, l'Administration locale de Kontoum n'était pas satisfaite : après ce massacre où 30 des nôtres trouvaient la mort, elle poursuivait encore parmi les survivants ceux qui étaient dénoncés comme demeurés ou soupçonnés d'être tels. Elle convoqua bientôt les détenus de DakPao, remit à chacun une feuille comportant le questionnaire ainsi conçu :

1°) Noms des meneurs de la manifestation.

2°) Noms des meneurs de la grève de faim.

3°) Noms de ceux qui ont hissé ou crié les mots d'ordre.

4°) Noms de ceux qui ont applaudi.

A ces questions, chaque prisonnier était tenu de répondre par écrit. La majorité des détenus refusaient d'y répondre. Malheureusement, quelques malheureux qui espéraient recouvrer des faveurs ultérieures dénoncèrent lâchement leurs camarades de la veille, par erreur, par malice, sans une ombre de vérité. Et c'était sur leur rapport que l'administration imposa une nouvelle rangée à 50 détenus. Quelques uns d'abord condamnés à 2, 3 ans virent leur peine portée jusqu'à 9 ans ou jusqu'à perpétuité et furent envoyés à Ban-me-thuot ou à Lao-Bao. A l'heure actuelle, bon nombre de ces infortunés restent encore en prison.

Avant de clore ce rapport, disons un mot du 2e convoi de DakPao. Comme l'on prévu un certain nombre de prisonniers qui s'étaient laissé immoler pendant la manifestation. Le sort des survivants va s'améliorer après cette lutte à mort. En effet le régime intérieur fut modifié ; le séjour de DakPao même devint beaucoup plus supportable.

Les prisonniers furent répartis en deux équipes. Ceux d'entre eux qui étaient condamnés à deux ou trois ans de peine ou ceux qui n'étaient pas bien robustes pouvaient rester à Kontoum.

Seuls les plus robustes devaient aller à DakPao. Le régime alimentaire fut aussi de beaucoup amélioré : Une ration suffisante, des légumes, des poissons plus frais, plus propres. Chaque semaine, les prisonniers reçoivent un pure ou un bœuf. Le thé toujours bouilli ne manquait jamais au chantier. Bref, tout était pour le mieux.

Désormais, les prisonniers pouvaient entrer directement en relation avec les gardes principaux européens. Ils avaient toutes libertés pour demander des instructions sommaires sur les travaux à exécuter et pour s'entendre entre eux, sur les moyens d'exécution. Les traitements brutaux ont cessé. Les malades pouvaient se faire hospitaliser. Aux heures des corvées, les miliciens étaient tenus de rester à une distance de 10m des prisonniers, il leur était expressément défendu de maltraiter les détenus. S'il se produisait des cas de désobéissance ou de mauvaise volonté, ils avaient seulement le droit de signaler les noms des prisonniers fautifs aux gardes principaux. Aux heures des corvées, il y avait toujours un garde principal qui surveillait les gestes des miliciens en même temps que la travail des prisonniers.

De leur côté les prisonniers avec ce régime se montraient aussi très disciplinés. Ils appreciaient à régler entre eux leur discorde s'il y en avait. Gardes principaux et milieux Moi ne pouvaient que se féliciter de la manière dont chaque détenu se comportait en prison et au chantier. Durant les 6 mois du second séjour la vie à DakPao, DakPek était relativement douce. Au bout de ces six mois, on enregistrait seulement deux cas de mort de maladie.

Notre tâche est terminée. Nous nous sommes proposé de donner à nos lecteurs une idée aussi précise, aussi fidèle que possible du régime pénitencier de cette terre d'Annam. Nous croyons l'avoir fait avec toute la conscience d'un homme qui a vécu sous le régime, qui a souffert, qui a lutté et qui, aux heures les plus sombres de la vie, n'a jamais cessé de croire à la nécessité du sacrifice et à la fécondité des efforts généreux. Par une ironie douloureuse, la moindre parcelle de bonheur se paye à prix de sang, de vies humaines dans un monde où la morale et la loi se mettent résolument au service d'un droit loudé sur la force. Contre cet état de chose, nous luttions et nous lutterons longtemps encore. Qu'il nous soit permis de poser une question avant de nous arrêter « Etait-ce de leur faute si des centaines de prisonniers moraient ainsi dans nos bagnes indochinois, à Kontoum et ailleurs ?

Un nouveau confrère.
Nous apprenons avec plaisir que le journal Thoi-Thé paraîtra le 22 Mars 1937 au n° 80 Rue Maréchal Pétain Hanoi
Nos saints confraternels !

Par les tempêtes en vérité
Sortir est une chose malaisée.
Un pousse **An-Thai** *modèle de cette sorte.*
Vous mène partout en toute sécurité.
AN-THAI
2, Nguyễn-Trung-Ngạn, 2
HANOI
Grand fabrication de pousse-pousse moderne — Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

Những ngài nghiện thuốc phiện muốn chữa thực thiệt để :
không vật vã,
không mệt nhọc,
tiền việc như thường.
xin mời lại
Nhà thuốc **MÁ-LẬP-PHƯƠNG**
126 Route Khâm-Thiên
Giữa nơi thành-phố. Đã chữa được nhiều người. Có nhiều thư tỏ sinh thường khen, cam đoan không bao giờ hối hận. Chữa khám không tính không hay tiền

Cours spéciaux et gratuits pour les arriérés (1)
par professeur — Homme de Lettres
Français. — *Français commercial Conversation Phonétique, Correction d'accents.*
Annamite. — *Style, Composition, Architecture de phrase, Rénovation de l'art annamite.*
Conseils et directives pour candidats aux examens. Technique sûre, rapide, agréable et pratique donnant résultats inespérés.
Utile aux Annamites — Indispensable aux Etrangers.
Ecrire à M. VU-DINH-HAI 19 Tien-Tsin Hanoi
(1). Travaux pratiques : 0$30, l'heure. Etrangers : 0$50. Une réduction de 50% sera accordée aux premiers inscrits. Monsieur le Professeur se rend volontiers à domicile.

TRUAN-THANG-LONG
dit Thân Chemise
15 Rue du Riz Hanoi
(près du Grand Marché)
SPÉCIALITÉ
Chemises — Pyjamas — Robe de chambre — Sous vêtements

Le Huy - Phach
Pharmacien sino-annamite
Spécialiste des maladies vénériennes, des maladies des reins et du cœur
LÊ HUY - PHACH
149, Rue du Coton — Hanoi

Messieurs,
Si vous voulez changer votre teint, ne manquez pas de venir chez
TÊ MY
Le plus connu et le plus ancien restaurant renommé de la ville.
Spécialité de Nem
47, Rue des Éventails Hanoi

CŨNG ANH EM LAO-ĐỘNG XỨ ĐÔNG-DƯƠNG
Sau khi Chính phủ bình dân Pháp lên cầm quyền anh em lao-động Đông-dương được hưởng quyền lợi gì ? Quan Tổng-trưởng bộ thuộc địa Moutet đã thảo sắc lệnh bảo-vệ anh em lao động thế nào ?
XIN XEM CUỐN : CHẾ ĐỘ LAO-ĐỘNG ĐÔNG-DƯƠNG
(thể lệ do sắc lệnh của ông Moutet)
có cả nguyên văn bản chữ Pháp 116 trang 0p 17.
do Tam-Thanh dịch thuật
Nhà in Moi - Linh xuất bản, có bán khắp xứ Đông pháp
CHÚ Ý : *có thể gửi 0p 20 tem (tính cả cước, cho nhà xuất bản. Ai góp mua chung nhau từ 5 cuốn, không phải tiền cước.*
THƯ VÀ MANDAT Imprimerie MAI-LINH
121-122 AV. Paul Doumer (Haiphong)
hay 7, Vieux Marché (Hanoi)

Collectivisme ou communisme

Il y a six ans, la classe ouvrière qui n'était pas encore remise de l'épouvantable saignée de 1871, avait abandonné la tradition révolutionnaire et n'attendait plus son affranchissement que des associations coopératives généralisées. Les mots *parti ouvrier* et *collectivisme*, aujourd'hui passés dans notre langue politique, étaient, peut-on dire, inconnus ; les idées qu'ils représentent ne comptaient plus en France que de rares partisans, sans lien, sans possibilité d'action commune.

C'est le journal *l'Egalité*, fondé, à la fin de 1877, sur l'initiative de Jules Guesde et dirigé par lui, qui a seul donné l'impulsion au mouvement socialiste révolutionnaire actuel. Tel est le fait que ne réussirent pas à effacer les personnalités environnes, empressées à le masquer, ou tout au moins à l'atmoladrir, ayant bien soin, dans leurs prétendues histoires, de cacher les dates qui ne laissent aucun doute à cet égard.

A ce moment, il y avait utilité à distinguer le communisme scientifique sorti de la savante critique de Marx, du vieux communisme utopique et sentimental français. La même dénomination pour deux théories différentes aurait favorisé une confusion d'idées qu'il était essentiel d'éviter : aussi avons-nous alors exclusivement employé le mot *collectivisme*.

Maintenant, nous écrivons collectivisme et communisme indifféremment. Au point de vue da leur dérivation, ces deux termes sont également exacts ; au point de vue usuel, ils ont les mêmes inconvénients. S'il y a eu un communisme dont nous devions nous distinguer, il y a des formes de collectivisme, les diverses contrefaçons belges par exemple, que nous répudions. L'important est de connaître non pas l'étiquette que chacun prend, mais ce que chacun met sous son étiquette.

La transformation sociale et ses éléments

A la suite d'une aventure galante qui s'est, paraît-il, passée quelques jours après la création du monde, l'homme a été condamné par Dieu à gagner son pain à la sueur de son front. Aujourd'hui que Dieu est en train de mourir sans postérité, n'ayant jamais su assurer l'exécution de son ordonnance, le socialisme se propose de ramener à l'observation de l'arrêt divin ceux qui, depuis trop longtemps, gaguent leur pain, avec beaucoup de bonheur et dessus la sueur du front des autres. Ce but peut-il être atteint ? Oui, par la socialisation des moyens de production à laquelle tend notre milieu économique.

Là où le travail fournit à peine ce qui est indispensable à la vie de tous, là où, dès lors, il absorbe presque tout le temps de chacun, la division de la société en classes plus ou moins subdivisées, est fatale. Une minorité parvient par la violence et la fraude à s'exempter du travail directement productif, pour se consacrer à la direction des affaires, c'est à dire à l'exploitation de la majorité vouée au travail. Grâce à l'habitude, à la tradition cette majorité en arrive à subir, sans résistance une organisation qu'elle a fini par regarder comme naturelle, jusqu'au jour où cette organisation ne répondant plus aux besoins de la société, est éliminée par une combinaison plus en rapport avec la nouvelle manière d'être de la production matérielle.

L'esclavage et le servage ont été conformes à la nature de la production. Ils ont disparu lorsque le degré de développement de la production a rendu le travail de l'homme libre plus utile que le travail de l'esclave ou le serf ; la justice ou la fraternité n'ont été pour rien dans cette disparition.

Quelle que puisse être la valeur subjective de la morale, du progrès, et autres grands principes mirobolants, cette belle phraséologie n'influe pas sur les fluctuations des sociétés humaines, elle est par elle-même impuissante à amener le moindre changement. Les évolutions sociales sont déterminées par des considérations moins sentimentales. Leurs causes se trouvent dans la structure économique, dans le mode de production et d'échange qui préside à la distribution des richesses et par conséquent, à la formation des classes et à leur hiérarchie.

Lorsqu'elles s'opèrent, ce n'est pas parce qu'elles correspondent à un idéal supérieur de justice, c'est parce qu'elles s'accordent avec l'ordre économique du moment.

Toutefois, ces mouvements sociaux ne s'effectuent jamais pacifiquement : les éléments nouveaux ont à réagir violemment contre l'état des choses qui les a élaborés et que, pour pouvoir continuer leur évolution, ils doivent briser, de même que le poussin doit briser la coquille dans l'intérieur du laquelle il vient de se former.

Si l'avènement de la bourgeoisie a eu pour conséquence la destruction des privilèges nobiliaires et l'abolition du régime corporatif, c'est qu'à la production capitaliste il fallait le travail libre : la liberté du travail a toutefois a entraîné l'affaiblissement du travailleur de la dépendance féodale et de la hiérarchie corporative. Il fallait en outre à la bourgeoise, la possibilité d'acesparer les sources de richesses ; l'anéantissement des prérogatives surannées des nobles l'a mise en possession de la terre qu'la détenaient et du pouvoir qu'ils monopolisaient.

Le travailleur libre, pouvant en droit disposer de sa personne, a été en fait obligé d'en disposer pour vivre, n'ayant pas autre chose à vendre. Il a été condamné, dès lors au rôle de salarié à vie.

Le renversement de l'ordre féodal n'a pas été marqué par la suppression des classes, mais par la substitution d'une nouvelle oppression à l'ancienne, par l'établissement de conditions restreignant à lutte entre deux camps opposés qui peu à peu englobent toute la société ; la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat.

En somme, ce qui, de différentes façons conformes exclusivement à la situation économique différente des milieux et des époques, a été organisé jusqu'à présent, c'est la satisfaction des besoins d'une partie de la collectivité à l'aide du travail d'une autre partie. Les uns consomment avec superflu ce que les autres sont astreints à produire en recevant à peine pour eux-mêmes le nécessaire.

Sobstitué aux autres formes de travaux forcés, le salariat a avantagusement déchargé le capitaliste du l'entretien des producteurs. Qu'on le fit ou non travailler, l'esclave était assuré de sa pitance quotidienne ; le salarié ne peut acheter la sienne qu'à la condition que le capitaliste ait besoin de son travail ; et l'ioviécrité pour le producteur réel est telle que la charité publique doit nourrir certains de ceux à qui incombe, de par le mode d'organisation sociale, la tâche de nourrir la société, et qui, du par le même mode d'organisation, sont plus ou moins fréquemment exclus de la possibilité d'accomplir leur tâche.

Le socialisme combat pour la disperition du salariat. Certes, notre théorie est adéquate à l'idée de justice, comme l'engendreut dans notre état économique les intérêts humains à satisfaire également ; mais ce n'est point parce qu'elle est juste que nous pouvons va se mise en pratique, nous savons trop, en effet, que les plus généreuses revendications formulées par la raison pure ne peuvent suppléer les données de l'expérience.

Pour qu'une théorie soit applicable, si légitime qu'elle paraisse, son fondement doit se trouver dans les faits avant de se trouver dans le cerveau. Aussi les premiers théoriciens socialistes n'ont-ils pu faire sortir le socialisme du domaine de l'utopie, à une époque où n'existaient pas encore les conditions économiques qui permettent, qui imposent sa réalisation. L'expérience acquise n'étant pas telle qu'ils puissent donner une base matérielle à leurs intuitions, malgré leur génie, malgré leurs aspirations philantropiques, malgré leurs recriminations indignées, malgré l'acuité des souffrances auxquelles ils voulaient porter remède, ils ne pouvaient rendre le socialisme praticable. S'il est à l'heure actuelle, c'est que, devenue adéquate à la manière d'être des forces productives, la solution communiste n'est que le terme naturel de la phase sociale que nous traversons.

Reposant sur l'insuffisance de la production, la division en classes n'a plus en effet de raison d'être. L'industrie mécanique a prodigieusement développé la puissance productive de l'homme, tout en diminuant le temps de travail nécessaire à la satisfaction des besoins généraux. Pour la première fois, apparaît la possibilité de procurer à chacun, moyennant un léger temps de travail de larges facilités d'existence matérielle qui iront en s'élargissant. L'esclavage des uns a été la condition du bien-être des autres ; avec les machines, ces esclaves de fer, le bien-être de tous est possible.

(*A suivre*)

Aperçu sur le socialisme scientifique

(*Suite*) par *Gabriel Deville*

Imp. spéciale « Le Travail »

Tirage : 3500 ex — L'Administrateur Gérant Trịnh văn-Phú

2e ANNÉE N° 27 — LE NUMÉRO 7 CENTS — VENDREDI 26 MARS 1937

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyen-Van-Tien

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

	Indochine et France	Etranger
Abonnement : 1 an	3$50	1 an 5$00
6 mois	1$80	6 mois 2$50
Abonnement administratif : 1 an		7$00
6 mois		4$00

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh Van-Phu

21 Rue de la Citadelle — HANOI

« Parmi les droits fondamentaux de la liberté, se place au premier rang la liberté, de pensée et de conscience » (*Discours de M. Léon Blum du 18-9-36*)

Que le chef du Gouvernement français veille à ce que sa solennelle déclaration ne soit constamment démentie par les actes arbitraires des hommes qui le représentent devant les peuples coloniaux

FEDERATION N° A8866

QUE NOUS DISENT les incidents de Clichy ?

Les regrettables bagarres de Clichy ont fait beaucoup de bruit en France et dans le monde. Les milieux réactionnaires, fascistes, les marchands de canons, les magnats du capital, nous qui, dans les circonstances critiques provoquées par la crise actuelle, ont intérêt à instaurer en France un régime de tarreur et d'oppression atroce, crient au désordre, à la violence, à la guerre civile. Ils prétextent de l'occasion pour incriminer les communistes sur lesquels ils rejettent toute la responsabilité. Ils incriminent le gouvernement auquel ils reprochent d'avoir suivi une politique d'indulgence et de capitulation à l'égard des « provocateurs de guerre civile ».

Toutes ces calomnies malsaines et d'autres propos de ce genre ne sont pas nouveaux. L'assassin trouve toujours quelque moyen pour cacher son crime. En effet, relatons les faits.

Le 16 Mars au soir, une réunion des Ex-Croix-de-feu camouflés sous l'étiquette de Social-français eut lieu à Clichy dans une salle de cinéma. Des milliers ouvriers communistes et socialistes sont venus faire une contre-manifestation. Une bagarre s'ensuivit. Dès le début, la police remplie de gendarmes et de gardes républicains tenta, à coups de crosse, de refouler les manifestants. Ce fut en vain. Elle dut recourir aux armes. Des coups de feu furent tirés, cinq manifestants et 2 gendarmes trouvèrent la mort et plus de trois cents furent blessés.

En signe de protestation, les ouvriers de l'Exposition cessèrent le travail pendant une demi-heure. Cet exemple fut suivi le lendemain par tous les ouvriers qui déclenchèrent la grève générale sur l'ordre de l'Union syndicale de la région parisienne. Les obsèques des victimes auxquelles participèrent 300.000 personnes eurent lieu dans un calme parfait. M. Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., dans un discours émouvant, a adressé un suprême hommage aux victimes. Entre autre, il a dit : « Le sang de ceux qui sont tombés demanda que la liberté pour tous soit sauvegardée..... Nous nous adressons au Gouvernement en lui demandant de prendre des mesures qui mettent un terme aux provocations continuelles, afin d'établir un régime de liberté pour tous et de sauvegarde de la nation. »

Que nous disent tous ces faits ?

Premièrement, les bandes fascistes ; loin d'être écrasées, continuent leurs provocations, leurs crimes. Elles travaillent dans la pénombre, sous un masque changeant, à insturer en France le spectacle abominable de la guerre civile que nous offre l'Espagne et dont les incidents de Clichy ne sont qu'un épisode préparatoire.

Deuxièmement. leurs actions criminelles restent favorisées par les forces policières qui conservent encore à leur tête et parmi leurs rangs des mercenaires dévoués au colonel de la Rocque. La preuve, c'est que la police a tiré sur la foule des ouvriers qui sont venus répondre à la provocation fasciste et défendre la liberté.

Troisièmement, bien qu'il soit arrivé au pouvoir sous le drapeau de la « liberté », bien que la dissolution des ligues fascistes soit une de ses missions importantes, le Gouvernement Blum n'est pas résolu à exterminer tous les ennemis déclarés des classes laborieuses. Il ne les a pas chassés complètement des cadres du gouvernement. Les forces policières et militaires sont encore en grande partie dans leurs mains. L'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche n'est pourtant pas tombé dans l'oubli ; l'expérience de l'Espagne, moins encore. Si Hitler et Mussolini ont pu accéder au pouvoir, si Franco et Mola ont réussi à utiliser les légionnaires marocains dans le massacre du peuple espagnol, tout cela a été engendré, préparé, favorisé par la veulerie du Gouvernement.

Quatrièmement, devant le danger fasciste, le peuple de France avec le prolétariat at son parti communiste en tête, reste toujours vigilant. En dépit de la carence gouvernamantale, déflant toutes les provocations des fascistes, il veille à chacun de leurs mouvements, il déjoue toutes leurs manœuvres pour leur barrer la route et briser leurs organisations. Tout en reconnaissant la nécessité de l'unité contre la fascisme at la guerre, tout en soutenant le Gouvernement de Front

Les 2è et 3è procès du « TRAVAIL »

Poursuivi en diffamation par les gérant et contremaitre de l'I.D.E.O. notre camarade Trinh van Phu soutient à la barre l'absence totale de l'intention de nuire

Les témoins reconnaissent

l'exactitude complète des faits publiés dans notre journal

Sur la demande de Me Lambert le Tribunal renvoie à quinzaine pour plaidoirie

Le 24 Mars, notre camarade Trinh-van-Phu, a été cité à faire devant le tribunal correctionnel de Hanoi pour les 2e et 3e procès intentés contre notre journal le Travail. Nos lecteurs se rappellent que dans le n° 21 du Travail, paru le Vendredi 5 Février, nous avons publié un article intitulé « Le sabotage des lois sociales. Parlons des brutalités patronales et des renvois injustifiés » dans lequel il était question du renvoi de quatre ouvriers typographes employés à l'Imprimerie d'Extrême Orient et des insultes, menaces et coups commis par le gérant de ladite imprimerie, avec l'aide du contre maître Dailly sur la personne de l'ouvrier Tran Trang-Chu.

M. Humbert, le gérant visé dans l'article ainsi que M. Dailly, prétendant que elles faits allégués sont totalement faux » et que l'intention de nuire chez leur auteur est manifeste », nous a cité en Correctionnelle pour diffamation.

Au commencement de la séance, Me Duringer, avocat constitué de la partie civile, demande au Tribunal d'entendre en tant que témoins des employés de l'IDEO français et annamites, non régulièrement cités Me Lambert, avocat de notre camarade Trinh-van-Phu, de la manière la plus affable, s'oppose à cette audition irrégulière. Le tribunal décide d'entendre les personnes susdites, mais seulement à titre de simples renseignements, et non en tant que témoins proprement dits.

Après avoir considéré l'identité des faits allégués dans les deux procès et ordonné en conséquence la jonction des affaires 939 et 940, le tribunal passe à l'audition des deux parties.

A la barre, notre camarade Trinh-van-Phu reconnait avoir publié dans le Travail l'article en question, il affirme l'exactitude des faits allégués et l'absence complète de l'intention de nuire. Comment aurait il cette intention de porter atteinte à l'honneur et à la considération des requérants, quand ces derniers lui sont personnellement inconnus ? Il a publié les faits simplement à titre d'information.

M. M. Humbert et Dailly prétendent au contraire que l'article aun caractère diffamatoire. Ils avancent en outre et en substance qu'ils sont connus pour leur bonté envers les ouvriers, qu'ils s'occupent des intérêts de la Société et à la lois ceux des salariés.. que des augmentations de salaire ant eu lieu, qu'enfin il se trauverait « même ici » des gens pour reconnaitre l'excellitude de ses dires. Me Lambert écrie M. Humbert de lui dire si l'I.D.E.O. n'a pas été l'objet d'un certain jugement de la Justice de Paix condamnant la Société à payer 15 jours d'indimnité à un ouvrier renvayé sans préavis. Sur réponse affirmative de l'interpellé Me Lambert conclut : « Puisqu'il y a condamnation, c'est qu'au moins il y a renvoi injustifié ».

Au moment des dépositions des quelques particuliers parlant à titre de simple renseignement, un incident se produit. L'un d'eux, parce que le Tribunal lui manque de perdu de vue la qualité de ceux qui campagnaissent, prête serment, jure de dire la vérité, alors que n'étant pas un véritable témoin, il n'en a pas le droit. Un autre s'apprête à réitérer le geste irrégulier quand Me Lambert proteste. Tous ils déclarent n'avoir pas été témoins de la scène de violence le 21 au matin. Mais ces « simples renseignements » n'auront une certaine valeur que si leurs auteurs travailleut dans les lieux mêmes où s'est déroulée la scène de violence. Un point à éclaircir.

Puis, c'est le tour des trois ouvriers renvoyés que nous avons cités comme témoins. Nous avons affaire maintenant non plus à de simples renseignements mais à de véritables témoignages.

Trần trang Chu, la principale victime dépose qu'il a été renvayé le 22 pour la raison qu'il est allé se laver ses mains dix minutes avant la sortie. Dr « Il allait au lavabo ce n'était point pour paresse mais pour ce qu'il avait des besoins pressants. Il reconnait avoir été menacé d'être congédié le lendemain il revenait pour réclamer ses salaires il fut savonné giflé par Mr. Humbert tandis que M. Dailly lui saisit le bras il reçut alors un coup dans l'épaule et il devint « un paneur en tuf être Mr. Dailly En faut cas il était ébranlé, il s'efforça de sed-gagertant en criant pour rappeler au secours. Comme M Duringer s'étonne qu'après une pareille mésaventure le victime n'ait porté plainte, Me. Lambert intervient : « Mais il a été au Commissariat de police qui exigea un certificat médical et le renvoya à l'Inspection du Travail. Puis il a été voir l'Inspecteur du Travail qui lui disait que c'était plutôt l'affaire de la justice Il avait donc au moins l'intention de se plaindre. Tant le mande camarend d'ailleurs que ces faits étant donnés, si Chu n'a pas porté l'affaire devant la justice, c'était faute, de moyens !

Le 2e témain est Lê nhat Khoan « magasinier engelié. Pauvqui ? Un jour il était encare au travail quand au le fit venir et lui fit savoir qu'au ne voulait plus de lui Avec indemnité ? Non sa la demande de Me Lambert, M. Humbert fourni des eclaircissements [illegible] était renvayé pour faute, parce qu'il avait fait circuler ans l'atelier de mauvaises rumeurs disant à tout le monde que si la société augmentait la solde des ouvriers inférieurs, ce serait après avoir diminué celle des ouvriers supérieurs Me Lambert précise, toujours de la manière la plus avenante et la plus spirituelle, qu'alors Khoan a été renvayé « par une rumeur qui aura circulé dans l'atelier ». Sur une question de Me Duringer, Khaan déposa qu'il n'était point témoin de la scène de violence que cependant, il a entendu le tapage et a remarqué par la suite des traces sur le visage de son camarade. « Voilà donc une réponse intéressante. Il remarquer Me Lambert, provaquée par l'intervention de mon confrère ».

Le 3e, Đỗ Quan, toujours sur une question posée par M. Duringer déclare avoir été au bureau le 23 et avoir vu M. Humbert malmener Chu qu'il relenait par le bras.

L'atmosphère générale de la salle est nette. Tout le monde sent et reconnait que les faits allégués sont exacts, que les mesures de renvais sont injustifiées, que les témoins déposent avec conscience, car parfois ils n'affirment des vérités favorables pour nous qu'accidentellement que grâce aux interventions de la partie adverse.

Le Tribunal, après l'audition des parties et des témains, déclara la séance suspendue pour 5 minutes. A la reprise, Me Lambert, s'apercevant de l'heure avancée — il est 11h moins 20 — est considérant qu'il lui faudra au moins 3 quarts d'heure pour exposer son augmentation, demande un renvoi. Le tribunal, d'acard avec les parties et le ministère public, ordonne le renvoi à quinzaine pour plaidoirie.

LIRE EN 4e PAGE

l'article sur le Congrès Indochinois de Duong Baeh Mai

Jetons les bases d'un comité de rassemblement populaire

Parallèlement au mouvement des masses qui gagne en étendue et en profondeur, la réaction féodale-colonialiste-fasciste s'accentue.

Sur le plan économique, une vaste contre-offensive a été déclenchée contre les travailleurs : inorganisés, dépourvus de moyens de défense. Partout des renvois en masse, des renvois sans motif, sans préavis, sans même indemnité. Partout, application sur une vaste échelle de la politique des « briseurs de grève », en cas de lutte anvriére.

Sur le plan politique, au travail de répression intempestive et injustifiée a été organisé en beaucoup de localités dans tous les pays de l'Union. Arrestations à Can-Bang, à Phuc-Yên, à Ha-Tuh, à Quang-Tri, à Quang-Ngai, à la suite des réceptions populaires de M. J. Godart. Arrestations des habitants de Thai-Binh, accusés calamniensement d'avoir formé des sociétés secrètes Arrestations plus récentes et plus scandaleuses d'une vingtaine d'habitants de la campagne cochinchinoise, des innocents qu'on a soumis à la torture et obligé à saigner à la fascisme !

En même temps, la liberté de penser, coutume de sabir atteintes sur atteintes. Notre jaune et Le Travail, qui a toujonra soutenu la cause du Front Populaire, n'est vu assaillir de procès et [illegible] en Annam. La lecture du livre « Pour être socialiste » de Léon Blum a valu à 15 habitants du Triêu-Phong, des lucarcératious arbitraires.

La lecture d'un tract légal d'un Congrès Indochinois a valu à un habitant du Binh-Dinh 3 ans de prison ferme ! Enfin, l'hebdomadaire soutenant la politique du Front Populaire en quoiconque, le Nhành-Lua vient d'être interdit, par mesure administrative !

L'attaque générale du fascisme colonial prend des formes toujours plus caractérisées et se resserre de plus en plus autour des masses déshéritées.

L'heure n'est plus aux protestations platoniques, aux récriminations sans effet.

A tous les éléments de gauche de l'Indochine et en particulier de Hapai, à tous, camarades de l'extrême-gauche, camarades socialistes, camarades nationalistes, militants de la Ligue des Droits de l'homme, camarades du Front-Social, à tous ceux qui font partie du Cercle d'Union Républicaine, en un mot à tous ceux, Français ou Annamites en qui vivent encore la dignité républicaine et l'idéal de la démocratie,

Nous lançons un appel ardent et pressant à l'union devant ce danger.

Nous leur demandons de se regrouper, de se concerter sur la base d'un programme minimum, en vue de former immédiatement un Comité de Rassemblement Populaire.

Le comité de Rassemblement Populaire prend à cœur la tâche de diffuser l'idéologie du Front Populaire en ce pays. Il mène, dans l'ordre et la discipline, une lutte systématique et tenace, contre tantes les forces réactionnaires, rétrogrades et obscurantistes, ennemies du progrès et de l'équité.

Il soutient le mouvement revendicatif des masses, travaillera à la formation d'un véritable Front Populaire dans la colonie, pour faire face aux dangers de guerre suscités par les Etats fascistes en vue d'un nouveau partage du monde.

Sa devise est :

Pain ! Liberté ! Paix !

La Cour d'Annam retranchement du fascisme en Indochine

La fascisme, par définition, est un pouvoir dictatorial du capital financier, période critique de la Grande Crise structurelle. Par l'essence réactionnaire qui le pénètre, il s'apparente à l'ontogarchie féodale. Par les procédés éhontés qu'il préconise et érige à la hauteur d'une doctrine, il rappelle les méthodes d'exploitation des patentés monarchistes et féodaux. Par l'abêmen de toute pensée, de toute valeur intellectuelle qui le caractérise, il est la fleur sinistre qui s'épanouit à recreuille sur le fumier des coquinies, fumier formé de corruption d'obscurantisme et d'oppression odieuse, —

Et pour toutes ces raisons la fascisme, en Indochine, a manifesté jusqu'ici plus que des velléités et élit son foyer principal dans le vieil Annam décrépit d'esclavage et de misère. La cour d'Annam, article préhistorique dans le musée des institutions politiques et sociales, a pu en effet réaliser les conditions nécessaires et suffisantes pour l'éclosion d'un régime dictatorial a la Franco.

N'établit elle pas, jusqu'ici, en partie son autorité sur l'état d'ignorance dans lequel elle maintient par tous les moyens une frérea du ceotre ?

Ne base-t elle pas sa stabilité apparente sur l'état de résignation auquel la terreur accule les ouvriers et les paysans ?

N'est-elle pas constituée par des satrapes, grands et petits, conscients de leur rôle d'oppresseur et d'exploiteur, et pratiquant une politique que de scandaleuses concessions illustrent de temps à autre ?

La Coor d'Annam, sans ces rapports, est vieillote et vermoulue comme les murs branlants des ministère de la Guerre tatti quanti, indolente et basilic à tout effort comme l'atmosphère dans laquelle les fameuses gondoles de Hué, le soir, sur la rivière langoureuse, évoluent. D'elle seule, elle n'aurait pu tenir sur ses pieds d'argile. D'elle seule, elle aurait vu, depuis bien longtemps, son corps pâlot et exangue s'affaisser ! D'elle seule, elle n'aurait pu survivre à la ruine complète de son antagoniste, au lendemain des faillites accumulées de sa politique intérieure et extérieure.

La cour d'Annam ne pant tenir jusqu'à nos jours que parce qu'une farce extrinsèque lui a insufflé la vie et l'haleine qui lui manquaient Et on camprend pourquoi elle n'est plus qu'une façade qui cache une réalité nouvelle, celle-ci étant aussi par elle-même au faciear de misère et d'oppression. Disons carrément la vérité : la cour d'Annam est comme l'a si courageusement proclamé Daniel Guérin, « la façade vermoulue qu'utilise le colonialisme ». Pour préciser, dans l'étape historique actuelle, cet appareil de gouvernement moyen-âgeux est le masque dont se camoufle la dictature du capital financier qui prétend en faire son retranchement inexpugnable contre les forces démocratiques d'Indochine et de France.

Car le trait d'union est tout forgé, qui est en même temps un moyen juridique de lutte. Il s'agit en l'espèce des clauses fameuses du traité de 1884, qui garantissent, sauf restrictions, sa souveraineté intérieure au roi, à la cour d'Annam. Alors, quand le capital financier sentant ses intérêts menacés, a besoin de mesures de coercition et de répression contre les mouvements

(*suite en 2è page*)

Populaire actuel, son parti d'avant-garde, la parti communiste ne cesse de travailler à rendre cette utilité efficace, à orienter ce gouvernement dans une direction anti-fasciste plus nette. La dissolution des ligues camouflées et l'épuration des cadres restant les deux principaux ses mots d'ordre de lutte.

UNE PROTESTATION DE L'AMICALE DES JOURNALISTES ANNAMITES DE SAIGON

Nous recevons la résolution suivante votée par le comité de l'Amicale des Journalistes Annamites de Cochinchine, le 15 mars 1937, et la publions in-extenso.

Le vendredi 12 mars, à 11 heures M. Nguyên van Sâm, président de l'A. J. A. C., est allé trouver M. Justin Godart pour lui demander d'assister à un champagne d'honneur qui lui serait offert par le comité de l'A. J. A. C.

A cette manifestation de sympathie en l'honneur du délégué du Gouvernement de Front Populaire, seraient invités tous les journalistes français et annamites de la colonie. Elle devait permettre au président de l'A. J. A. C. d'exprimer à M. Justin Godart les ravendications de la presse indigène qui étouffe sous le régime de l'autorisation préalable.

M. Justin Godart accepta sans hésitation. Une des raisons qui dut le déterminer, c'était le caractère unique de l'invitation, laquelle était faite par un groupement annamite autorisé.

Peu après, M. Nguyên van Sâm se rendit au Gouvernement local pour inviter le Gouverneur de la Cochinchine au lunch. Il fut reçu par le chef de Cabinet qui lui présenta plusieurs objections quant à l'organisation de ce lunch.

Quel étonnement pour le comité de l'A. J. A. C. de recevoir le soir du même jour, vers 7 heures et demie, alors que le lunch avait été commandé et les invitations envoyées aux journaux français et aux personnalités officielles, la lettre suivante du Gouvernement local.

Gouvernement Général de l'Indochine Gouvernement de la Cochinchine Cabinet du Gouverneur N° 151 C.	Saigon, 12 mars 1937 M Jean Grange administrateur-adjoint des Services Civils détaché à la mission de M. le ministre Justin Godart. à M. Nguyên-van Sâm, président du Syndicat des journalistes Annamites Saigon.

Vous avez bien voulu demander ce matin à M. le Ministre Justin Godart d'assister à un vin d'honneur offert par la presse de langue annamite. M. le Ministre me prie de vous faire connaître qu'il ne pourra, à son grand regret, assister à la réunion à laquelle vous l'avez convié pour les raisons suivantes : Depuis son entrevue avec vous, il a été sollicité par différents journaux pour donner des interviews ou des déclarations concernant des questions d'ordres divers touchant sa mission. Si le Ministre a décidé de faire avant son départ une déclaration générale qu'il communiquera à toute la presse aussi bien de langue annamite que de langue française, et qui résumera avec précision sa pensée.

Aussi bien M le Ministre me prie-de-vous demander de ne pas donner suite à la proposition de réunion à laquelle vous l'aviez invité.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Signé : GRANGE.

Remarquons : 1° que la lettre est signée de M. Jean Grange ; 2 qu'elle porte sous l'entête : Cabinet du Gouverneur de la Cochinchine, n 152-C.

On a beau la lire et la relire, elle ne contient aucune raison vraiment valable de refus. La « déclaration générale » qui sert d'argument à M. Jean Grange et que nous attendons encore aujourd'hui, M. Godart aurait pu la faire à ce vin d'honneur de la Presse indigène. Celui-ci lui en offrait précisément une fort belle occasion.

Avant l'invitation du président de l'A. J. A. C., le délégué du Gouvernement de Front Populaire avait accepté celles des sections cochinchinoises du parti radical et de la ligue des Droits de l'homme. Il est difficilement compréhensible que, sollicité pour la première fois par une association annamite moralement des plus qualifiées, M. Godart ait refusé. Il est moins compréhensible encore qu'il l'ait fait quelques heures après avoir accepté cordialement et, nous l'aviens dit, sans la moindre hésitation. Nous ne nous expliquons cette attitude que par une intervention du gouvernement local de qui, cependant nous avons le droit d'attendre une démarche exactement contraire.

Car les journalistes indigènes ont toujours répondu à l'appel de M. Pagès chaque fois qu'il leur avait demandé leur concours. Avec beaucoup de complaisance la presse annamite s'est mise à la disposition de M. Pagès, soit en insérant ses communiqués, soit en relatant ses tournées. Elle n'a pas pas contribué, nous pouvons l'affirmer, à l'action gouvernementale M Nguyên Van Sam, président de l'A. J. A.C., loin d'être un opposant, a manifesté au cours de sa carrière des idées politiques et sociales plutôt modérées.

Le comité de l' A. J. A. C. ne mérite pas le coup qu'on vient de lui porter. Il proteste contre l'attitude du gouvernement de M. Pagès et prend le résolution de lui retirer désormais son concours de la manière suivante :

Ne plus désigner de délégués pour accompagner le Gouverneur dans ses tournées.

Pour le sauvegarde de la dignité de la presse, le comité de l' A. J. A. C. prie tous les journalistes Annamites de se conformer à cette résolution.

Résolution votée à l'unanimité des membres présents du comité.

M. CENDRIEUX EST ACQUITTÉ

NOUS AVONS LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Ce n'est pas là une affirmation gratuite ! La cour d'appel de Saigon vient de proclamer — dans l'affaire du *Dân Quyên* — que le régime de la Presse en Indochine est bien assujetti à la loi de 1881.

Nous avoos la liberté de la Presse pour les journaux de langue annamite comme pour les journaux de langue française : c'est ce que nous avoos toujours soutenu.

Le décret de 1898 instituant l'autorisation préalable pour les journaux indigènes est illégal et la calsio — manu militari — de *Dân Quyên* est un abus de pouvoir de la part du gouvernement coloniol.

Qu'allent Moosieur Moutet pour faire cesser cette situation équivoquo ? Nous ne vooloos pas croire que la justice colooiale est plus « avaocée » que le socialiste Moutet Alors ?

Oo se rappelle eocore l'affaire do *Dân Quyên* ce jooroal de laogue aonamite, propriété de M. Cendrieux, n'est vu retirer l'autorisatioo de paraître pour avoir seoleoo l'idée d'oo Coogrès Indochinois.

M. Ceodrieux n'est pas un révolutionnaire, loio de là ; il est même aussi cooformiste et réactionoaire que possible.

Mais, il n'est tout de même révolré contre l'abus du gouvernemeot colonial. Après avoir reçu notification de l'interdiction de soo journal, il o'en continua pas moins à sortir le *Dân Quyên*. D'où mohilisation de toute la Sûreté de Saigon, saisie, mauvementiée des oumèros paros.

Depois M. Ceodrieux s'est assagi mais il n'en fut pas moins traîné devant le tribunal correctionnel et condamné à 25fra d'amende pour « mise eo vente et distribotion des jouroaux malgré l'interdictioo.»

Du coup l'affaire du *Dân Quyên* entre dans le domaioe public, car l'issue du procès intéresse beaocoup moioa M. Cendrieux que la totalité des jouroalistes iodochoiois.

L'affaire est veooe mardi dernier devant la Cour d'Appel. La défeose a maiotenu sa positioo à savoir que la loi de 1881 qui est la charte de la Presse accorde la liberté d'écrire et do publier sans autorisatioo préalable.

Le décret de 1898 promolgué en Iodochioo porte atteinte à la loi de 1881 eo lostituant le régime de l'autorisatioo du laogue iodigène.

Ce déeret est dono illégal.

Me Couget a cité le cas do jouroaliste Reoaitour qui ayaot fait paraître sans autorisatioo un journal de laogue malgache au Madagascar a été coodamné par le tribooal de 1ère instaoce mais acquitté eosoite par la Cour d'Appel puis par la Coor de Cassation

La Cour d'Appel de Saigon a doooé droit à l'argomeotatioo de la défense et acquitté purement et simplemeot M. Cendrieox.

Noos pouvoos dire maioteoaot que l'affaire du *Dân Quyên* o'est pas foi mais qo'elle commeoce aojoemeot !

Car la jugemeot de la Coor d'Appel coostitoe, après, l'affaire Reoaitour, uoe jorisprodeoce qui admet tacitemeot la liberté de la Presse daos les Colooies.

C'est ce qo'oo compris nos coofrères do langoe aonamite de Saigon. Ils ont crié leur joie et ils ont demaodé : « Qu'alloos-noos faire après ça ? a Noos leur disons, qoant à nous : « Noos evoos la liberté de la Presse ! a il faot saisir l'ocession poor imposer ao gouveroement cette liberté à laquelle nous avons droit.

Nous oe coonaissoos pas le décret de 1898 car c'est ao décret illégal,

Désormais, il faot se dire, l'autorisatioo préalable pour les jouroaux de langue iodigène a vécu.

En atteodaot, le *Dân Quyên* peut dès demain reparaître légalement en Indochine.

La fermeture du Nhânh Loa, organe de Front populaire

Le Nhâoh Loa, orgaoe de Front popolaire, vient d'être soppriné par mesure admioistrative.

Ce n'est pas seolement one articlote à la liberté d'opinion et de la presse que les masses indochioois soot en droit d'attendre do gouveroement pe Froot popolaire

C'est eocore, c'est surtoot une atteiote à l'idéologie même du Froot popolaire, un défi à tous les élémeots démocratiqoes de France et d'Indochine.

Nous avooos ne plus compreodre l'attitode de M. Brévié !

3.000 travailleurs de Haiphong sont allés recevoir M. Brévié

On soos commuoique Haiphong le 24 Mare 1937 an momeot de l'arrivée de M. Brévié daos cette ville 3.000 travailleure soot allés le racevoir. Etaieot présoos les tall leurs, les ouvriore des établissements Sauvage, Scric, Cotooière. Noos avaieot de2 insignes distinctif.

Après l'arrivée de M. Brévié qui fut accoeilli avec entousiasme, les délégués ouvriers qoi se préseotaient à la mairio pour demander uoe audieoce aoprés du gouverooor ogureoi on refos systématiqoe de la part do service d'ordre Bizarre. Aucuo incideot regrettable beaocoup semeot.

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladie oculaire
Spécialité d'Accouchement
Maladies diverses du Système nerveux.
Faculté de Médecin
Ancienne élève des Facultés de Toulouse et Montpellier
Docteur TRẦN-VĂN-SẮNG
CABINET MÉDICAL
78 Rue du Poteau — HANOI

Droperies—Lainages
Fournisseur an gros pour tailleure
TAN-MY
Grand Tailleur
8, place Négrier — Hanoi

Xá - Hôi Thu' - Xa
21 Phố Cầu-Đất Hai-phong
Tổng đại - lý các báo và sách :
Rassemblement, Le Travail, T. T. Thứ Năm.....
Chiếo - Sĩ Xã - Hội, Nghiệp - Đoàn Lao - Động,
Việt - Nam Chính - Tả tự vị, Bác phó 995.....

TIỂU THUYẾT THỨ NĂM

Cơ quan của Văn-học loo-động

T.T.T.N. nó se làm tiêu-diệt những mớ tiểu-thuyết dâm-ô, mo-mộng, kiếm-hiệp thần-tiên nó đã đầu-độc biết bao nhiêu tâm-hồn.

T.T.T.N. sẽ đề-khởi những nguyện-vọng thanh-thiết, bi-hn của các giai-cấp nghèo khổ.

T.T.T.N. sẽ mở một kỷ nguyên mới trong nền văn-học xứ ta.

Anh, chị em lao-động ! anh, chị em học-sinh ! anh, chị em trí-thức nghèo ! nên đọc T.T.T.N., cổ-động cho nó và ủng-hộ nó về mọi phương-diện để nó nó thể làm còn sứ mạng của nó.

La Cour d'Annam

(suite de la 1ère page)

populaires démocratiqoes, la Cour d'Aonam, admirable de condescendaoce et de loyalisme, preudra sur loi de décrétor ces mesures, ao nom de ela souveraineté ioférieures. Uo de ces paradoxes, uoo de ces ironies qui abondent daos l'histoire.

C'est ainsi que D.en créa l'unioo entre deux forces résetioouaires et rétrogrades. Et c'est ainsi que ce a monde a, jusqu'ici et surtoot depuis ces derniers temps, a foocliooné.

Arrestations arbitraires décrétées contre des gens qui oot participé de près oo de loio au mouvemeot congressiste. A Biob-dioh, ou habitaot, pour avoir tu un tract légal du Coogrès indochinois s'est vu grelfioer de 3 aos do prisoo ferme.

Arrestatioos préventives et répressives lors de l'arrivée de MM. Brévié et Godart. Le maçoo Dang-Ba-Vân est encore écroué et soomis à l'interrogatoire, daos la prisoo do Hatioh, rien que pour avoir assisté à la reception do M. Godart à Vioh.

Arrestatioos et condamnatioosde 15 habitaots du Trieo Phoog doot le seol crime est d'avoir lu le livre «Pour être Socialistes de Léoo Blom.

Harsogoes officielles par ci, par là,

et intimidatioos aossi, ayaot pour but de démootrer à la popolatioo qui commence à hooger que le fait d'adresser directemeot des revendications au Gouverooement de Froot Popolaire peot être considéré comme uo crime de lése-majesté !

Isterdiction récente, sor le territoire de l'Aoam, de mettre eo veote et eo circulation notre jooroal, la seule feuille qui, daos tout l'Aoam Tonkio, défeod résolument les istérêts des masses.

Amecoissement ooirs ocier des récentes mesures d'amnistie par la surveillance admioistrative tracassière ; créatioo d'oo camp de conceotratioo ; cootiouatioo du régime des atrocités sanguioires daos les bagoes.

Nous ne disoos pas que les autres pays de l'ooioo ne connaissent pas de pareilles mesuree de répression : Les masses, daos toute l'Indochioo eoot actellement sous le coup d'une offeosive générale du fascisme colonial. Nnos disons seolement qu'en Aooam cette offeosive a prie des formes plus hardies toot eo épargnaot eo apparence toote loorde. responsabilité aox rapréseotaots du Capital financier eo Indochioo.

L'expérieoce des lotles do prolétariat mondial soot dit que seals les opportunistes, partisans toujoors du mioindre effort, prêts à accepter des cooselatioos passagères, ne vaulent pas voir le daoger bien en face et daos toote soo étendae. Ceux qui sont résolos à servir la cause du prolétariat et de la démocratie foot exactemeot le contraire.

Prenone dooc cooscience de toute l'ampleur do l'offeosive qui s'organise en Aoaom. Prenooe eo même temps cooscience de la physiooomie réelle de cette offeosive léodal—fasciste, qui prisd sa force molos dans l'oligarchie désorganisée de l'Aoam que dans le Capital financier plos puissaot et plus vivace.

Et ootre devoir à noos toos est maioteoeot d'adopter ane attitude conséquente avec notre point de voe, corollaire de ce point de vno même.

La fée brune ne vous toute plus, si vous vous adressez à la pharmacie
Ma-Lap-Phuong
126 Route Khâm - Thiên
Remède sans réaction ne fatigue pas

LY - SENG - BÀO
Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie
42, Rue des Paviers — HANOI
Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze
Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur
Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Un appel des Allemands partisans de la liberté

Pour le Front Populaire allemand Pour la Paix la Liberté et le Pain

Nous communiquons ci-dessous un appel signé par les représentants des partis d'opposition allemands, de la bourgeoisie libérale, des sciences et des arts pour la formation d'un Front populaire allemand contre l'hitlérisme :

Bientôt quatre ans se seroot écoolés depois l'avèoement au pouvoir de Hitler En assomaot le pouvoir, le « Führer Chancellor a promit aux ouvriers, aux paysaos et aux classes moyennes de l'Allemagoo du travail, la paix et la prospérité.

Hitler n'a pas tenu sh promesso. La détresse et la misère daos les villes et à la campagne, daos les usioes et daos les bureaox, daos l'artisanat, daos le commereo et ches les paysans o'ont cessé d'accroître. La soppression de toote liodividoalité devient de plos en plos brotale.

Les istérêts populaires sont sacrifiés à la préparation d'oo guerro qoi sera plus horrible que toutes les guerres qoo l'humaolté a vues josqo'ici.

A Noremberg, les chefs des nazioaux-socialistes oot préché la croisade cootre l'U.R.S.S. et cootre les démocraties. Ils proclamèrent ane guerra d'exterminatioo cootre tous les moovemeots de liberté oo moode entier. C'est en Espagne que cette goerre a éclaté. Ce sont des hombres loceodiaires allemaodes qui détroisent Madrid et d'autres villes espagoles ; ce sont les divisions allemaodes ; moales de tous les moyens les plos perfectionnés pour tuer qoi attaquoit le peuple espagool qoi, avec oo héroïsme sans précédeot, défeod sa liberté.

Mais le peuplo allemaod veut le paix. Il ne veot pas risquer l'existeoce de l'Allemagoe pour protéger la fortooe et les privilèges des classes régnantes. Du ne peut garantir la paix moodiale et essorer le booheor de notre patrio qoe par la chote do régime oazi en Allemagne

Convaincus qoe la tyrannie bruno no pourra être briaée qoe par l'union de tous les Allemands prêts à lutter pour le Droit et la Liberté, nous adressone un appol à nos camarades à l'intérieur do Ruich et à l'étranger en vue de se rassembler dans uo Front Popolaire allomand.

Le Froot ponolaire ne veot pas constituer un nouveau parti. Il veot devan r les liou de rassemblemeot de tous ceux qui sont décidés à employer toute leur énergie pour do ner la liberté et la prospérité au peuple allemand. Tous les partis et lour les groupes qui adhéreot au Front populaire resteroot fidèles aux autres noiots de leur programme individuel.

Noue reveodiqoons :

La liberté pour le peuple !

Nous demaodoos la libération de tootes les victimes do régime, languisseot daos les péoitenciers, daos iles prisoos et dans les camps de conceotration !

La liberté de la presse ! La liberté de réonioo !

La liberté de conscience, de pensée et de religion !

Nous demaodoos :

La fio de l'agitation raciste qui eet one honte pour la civilisation allemande ! .

La fio de la propagande de goer re soos tootes ses formes !

Le droit de coalition pour tootes les femmes et les hommes qui tra vailleot !

Que les asioces soient libérées de toote entrave !

Que l'individu soit garanti, ao moyeo d'une législation constitutionnelle cootre les décisions arbitraires !

Nous demandons la réorganisation de l'eoseignement dans un esprit libéral et moderne !

Le Pain par la liberté.

L'histoire de l'après-guerro a démontré de quello meoière des petite groopes de privilégiés dominaot la grande propriété les grands trosts iodostriels et les banques, sont devenus les fossoyeurs de la liberté. La nouvelle Allemagoe, pour assorer la liberté, priva de leor pouvoir ces ennemis du peuplo. Les iodostries de l'armement et les grandes banques devieodroot des eotreprises de l'Etat. La nouvelle Allemagoe aora empêcher, par l'applicatioo des mesores les plos rigoureuses, tout. esbotsgo teoté par le graod capital.

L'ermée et l'admioistratioo seront épurées de tous les adversaires de l'Etat et deviendront aloel dee piliers soldes de la nouvelle Allemagne.

Elle exproprlera les boberaax, mais le paysan sera libro sur sa propriété.

L'abolitioo de la législation relative aux fermes héréditaires (e Erbhofgesetzgebung a) lui rendra la libre disposition de son bien et de son crédit. Das mesures de grande averguro seront prises pour amortir les dettes qui grèvent le propriété paysanne.

L'économie de guerre sera abolie et remplacée par une économie au service des besoins de la population Do momeot qo'il y aora du beorre au lieo do canoos ; les classes moyecoes verront leur existeocu assurée.

Tous les bommes, tootes les femmes et toos les jeunes qui travailleroot toocheroot des salaires d'après des tarifs établis. La durée du travail sora adaptée aox progrès tochoiques de la production et tiendra compte des besoins de la consommation. L'Etat doonera one assistaoce aoffisnte aox malades, aox iovalides, aux chômeors et à tous iceux qui ne sont pas capables de travailler. La méthode du régime actuel de saigner à blanc les commerçants, les fooclioooaires, les employés et les ouvriers en leur imposant des collsations et des raieones obligatoires do toutes sorte sera abolie.

Le peuple décidera !

La politiqoo du Froot popolaire allemaod doooera an peoplo allemaod toot eotier, le pain et la liberté. Et dès qoo cet objectif sera atteiot et que la liberté sera assurée, le peuplo, ao moyen d'oo vrai scrotio démocratique, élira ses représeotants qui seroot responsables dévant lui et rieo que davaot lui. L'Allemagoe libre, les commooes et tootes les institutions de la vie poblique retooroeroot à ooo autonomie complète,

Contre la guerre et l'autarchie ! Pour la paix et coopération !

Hitler a besoin de la guerro poor maintenir son régime et poor réaliser les ambitions impérialistes de ses mandants. La nouvelle Allemagoe aora besoio de la paix pour consolider sa jeune liberté ai pour orgaoiser son redressement économique et social. Elle abandonnora la politique de l'immixtioo daos les affaires intérieures des autres pays, politique qui engeadre la guerre. Elle eo finira avec les menées cootre l'U R.S.S. Au lieo de le violeoce, la droit qui dominera la vie officielle et privée inspirera sossi des relatioos entre les peuples. Uoo coopératioo écooomique interoationale remplacera l'autarchie qui détroit l'ensemble de la vie économique des oations.

C'es poor réaliser cela que nous ooos sommes nois ; nous sommes certains que dans ootre patrie, nos camarades nous approuvent. Et oous eo appelons à tous les adversaires du régime ecsaglaoté qui est uoe honte pour l'Allemagoe,

Uoissez-voos et venez noos rejoindre !

Serroos les raogs pour vaincre celui qui est notro enoemi à tous!

Poor la liberté, la paix et le pain !

Cet appel portelea sigoatures suivantes

Rudolf Breitscheid, Emil Kirschmaoo, Albert Grzesinski, Dr Hans Hirschfeld, Max Braun, Max Hofmann, prof Deoichs, Braoo Suese, Toni Seoder, Siegfried Anfhaoosser, prof Siegfried Marck, Karl Roechal, Dr. Dracker, Alexander Schifrin, prof Alfred Meosel, Richard Kirn, Alfred Braoothal, Bernard Menne, prof Jollos lips. Dr Otto Friadlaender, Social-démocratee.

Wilhelm Pieck, Aekermeon, Wilham Florin, Weber, Walter Ulbricht, Bertz, Frana Dahlem, Wilbam Koneo, Kort Funk, Philipp Dunbe, Paol Merker, Hugo Graef, Willi Moenzenberg Philipp Dengel, Communistes.

Willi Brandt, J, Ewas, H Diesel, M. Koch K. Franz, K. Sachs, J. Frey. J. Schwab Dr Fried, Th. Vogt.

Pour le parti ouvrier ocialiste (S A.P.) : Lioo Feochtwoger Dr Wolfg Haligarten, Aroold Zweig, Hodo Ubae Heinrich Mano, Theodor Fanta, Dr Geore Bernhard, Wolf Frank, Ernes Toller, Dr Félix Boenheim, prof E.J. Gumbel Johannes, R. Becker, Rudolf Diden, prof Dr J. Schaxel. Egon Erwin Kisch, prof Fritz Lieb, Rudolf Léonhard, Klaus Maoo, prof Alf Goldschmidt, Dr Budzialaw kl, Kort Rosenfeld, Kori Keraten prof Anna Siemsen, Ernst Horb, Otto Lehmann Rubenfeld, Max Seydwitz.

Humanité 9-1-37.

Message des travailleurs de Hanoi aux travailleurs de France

Hanoï le 17 Mars 1937.

Camarades,

Les prolétaires d'Indochine, surtout depuis la crise, ont été et sont soumis à une exploitation féodale et réduits à des conditions de misère inénarrable, de plus ils sont condamnés à un mutisme complet, leurs maindres revendications étant considérées comme des tentatives de désordre et sévèrement réprimées comme telles.

Avec l'avènement du FRDNT PDPULAIRE en France, avèoement qui est le résultat des aoocès de lutte tenace et coûteuse, du prolétariat français, l'atmosphère de la Colonie nagnère lourde et chargée s'est clarifiée dans une certaine mesure. Un mouvement de masse est né, fait tous les jours de nouveaux progrès, s'étend, grandit, s'approfondit, embrassant des couches de prolétaires de plus en plus larges.

Doi, nous, travailleurs Indochinois, nous engageons nos premières luttes pour l'amélioration de nos trop misérables coodition d'existence. Nous voulons vous dire à vous, nos frères d'outre-mer, à quelles difficultés, à quels obstacles, nous nous sommes heurtés dans nos pas do début.

Nous sommes inorganoisés et sommes en troin de supporter les effets douloureox de cet étot d'inorganisation. Le droit syodical, en effet, nous est complètement refusé. Les rudiments de législation nouvelle existante sont nettement insuffiinants pour assurer notre protection d'autant plus quo leur portée est oeuitaliée presque emplètement par la bureaucratie réactiooonire qui les manipule. Nous soulfrons enfin de l'absence des libertés démocratiques qui, en Indochine, n'ont jamais vu le jour.

En face de notre inorganisation se dresse un patronat tout puissant; il use et abuse des latitudes de répressioo que le drnit loeal lui réserve ; il use et abuse de lo puissance économique que lui confère l'accaparement des moyens de production. La conséquence do tnet cela est cs fait navrant que la aoite naturelle de toute velléité de lutte, do la part des ouvriers, est uo faisoau de meanres de représailles patronales. Le cootre-offensive du patronat [loes] a pris la forme la plus caractéristique : le renvoi. Renvoi sans préavis, ni iodemnité, renvol sans motif, plausible. Plus d'une centaioe de nos frères dans les mioes de Hongay, Mong-Dznong, 220 à la Cmenterie d'Haphong, 72 à la maison Sauvage d'Haiphong, 2 aux ateliers de boutonnerie de Hanoï, des centaines à la Sfale et à la Société Cotonnière do Nam-diub pour ne citer que les cas réeeots ont été ainsi frappés lujustement, mis sor le pavé, vonés an chômage et aux misères qu'il engendre. Dans la ville de Hanoï même, des conférences de patrons ont eo lieu dont le hut est de consolider leurs positiona et d'accentoer l'attaque générale.

Placés dans cette situation critique, éclairés par nos luttes de tous les joers nous avons pris conscience do la nécessité de onns organiser de la nécessité plus urgeoio encore do reoforcer l'union entro les travailleurs des Colonies et ceux de France. Seule uoe parelle uoloo pourra nous aonteoir efficacement dans ooa luttes revoodicatives. Seule ello pourra nous doter des libertés élémeotaires qui nous permettent de serrer nos rangs, de lotter pour le rix et la démocratie, contre le fascisme et la guerre.

Senlo elle poerra, en aidant le prolétariat Indochtoois à s'organiser, sootenir efficacement dans les colooies, la politiqoe libérale du Gooverooment de Front Populaire.

Aojourd'hoi réunis dans one de nos premières conférences, nous, délégués des ouvriers et artisans de Hanoï nous avons senti plus que jamais qee l'heore est venne d'établir des rolations plus régulières avec les organisations ouvrières de France, avec la C.G.T. réunifiée en particulier. Nous vons adressons donc, camarades, cet oppel à l'union, certains que ce faisant nous avons exprimé oo des vœux les plus ardents du prolétariat iodocbinois loot eotier, et espérant qoe cet appel sera suivi bientôt d'uoe uoion plos effective et plus conrète.

Camarades de France :

Soutenez-nous dananotre lutte pour l'applieation siocère de la législation ouvrière et pour l'ocirol du droit syndical.

Les travailleurs de Hanoï

Sous le Gouvernement Blum-Moutet-Brévié-Pagès
La Sûreté provoque à l'émeute
Une vingtaine d'arrestations. Le tortionnaire Bazin oblige ses victimes à faire le salut fasciste

Des nouvelles d'une particulière gravité nous parviennent de Cho-Moi (Long-xuyên). Le lllc Bazin doot nous avons à maintes reprises dénoncé les exploita sanguinaires, ce tortioooaire qui ne parle de Marius Moutet qo'en ricanant, vient de se signaler de nouveau par une expédition guerrière coutre les latifundia de la paisible délégation de Cho-Moi.

Les témoins de cet acte de guerre, encore sous le coup d'une profonde émotion, nous assurent qo'ils oot revo les scènes révoltantes des années 1930-1931.

Cette invasion de qoatre villages par une troupe de miliciens srmés jusqu'aux dents et conduits par des policiers français, cette perqaisitioo des demeures en pleine nuit anivie d'arrestation. les cris et les plenrs des femmes et des eofaots, l'état de siége qui a duré tout le lendemain : voilà qui nous ramène subitement à six aos en'arrière, à nne époque des plus tragiques de l'bistoire politique do ce pays.

L'expédition guerrière

Le samedi 13 mars, vers qoatre heures du matin, alors que les villageois dormaient d'en profond sommeil, une chalonpe de l'administrateur de Long-xuyên accosta à My-luông.

Le commissaire Bazin et plusieurs policiers français probablen-ent appelés de Vinhloog et de Châu-doe débarquèrent soivis d'uoe troope de miliciens.

Ces gens eo armes covebirent les villages de Tân-Doe, My Chans, My-hong, Kiéo-an et vinrent entourer les demeures des personecs suivaotes :

Kiết, Ssc, Xo, Doan, Hay, Trong Tai, Chinh (village de Kiéo-an).

Dinh, Phai, Hoàob, Lâm (village de Tân-doe).

Trân-van-Long (My-chanh).

Nous n'avons pas la liste entière des noms.

Les maisons aoot fouillées de fond eo comble. Les aotels des ancêtres comme les autels de Jésus (car il y avait des colbolioues) ne forent pas épargoés. La moindre jarre de poison salé devait se vider sous les regards toquisiteurs.

Peine perdue : les flics oe découvrirent rien de suspect.

Cela o'empêcha pas flics et miliciens de menotter les occupants de ces demeures (cités ci-dessus).

Ils se dirigèrent ensuite vers la délégation de Chomoi, convoquèrent Lê-triêu-Kiết qui est uo des habitaots les plus aisés de Kiên-an, ainsi que plusieurs autres.

Ceox-ci enreot le tort de venir. Arrêtés sans ancnne explicoiion tous forent traosportés an poste de My-Luông.

Pendant toote la journée du 13 les conquérants firent regner une profonde terreur dans les villages envahis Sinapiraot sans doote de ils exemple des fascistes en Ethiopie, ils pénétraient chez qui ils voolaient bouleversaient molles et armoires et se répandaient en menaces contre lo pays.

Des femmes et des enfants criaient, pleuraient, jetant nn én oi indicible dans les rues.

Retournement du gésier et autres tortures

A boid de la chaloupe, alors qo'ils étaient menottés, les nommes arrêtés sont frappés avec la dernière violence par les flics qui s'acharnent surtout sur la persoane de Lê-triêu-Kiết.

L'interrogation commence ou poste de My-Luông. Il consiste pour les policiers à bourrer leurs victimes de coups. Quand ils ont les moacles fatigués, ils sautent sur les nerfs de hœuf dont ils cinglent les crâoes.

Pour sa parl, Xô n reçu une soixantaine de coups de nerf de bœuf. Comme ce n'était pas suffisant, Bazin et un policier noir lui infligèrent le retournement du gésier. Binh vi sé surtout à l'abdonien, souffre atrocement aujourd'hui encore des cotrailles.

Bazin et ses hommes frappent comme des brujes, défiguront les visages, paralysaot les jambes.

Celui qu'ils « soignent » particulièrement, c'est Lê-triêu-Kiết qui perd connaissance à plusieurs reprises. Vers 5 heures de l'après-midi, Bazin le misérable oblige encore sa victime à sanier sur des cailloux les bras levés eo lui disaot : « Aujourd'hui, Godart pert ! Salue, mon coebon ! » Comme Kiết perd connaissance une nouvelle fois, Bazin le ranime eo lui appliquant le bout de sa cigarette allumée sur le nez.

Ces messieurs, las de frapper se font servir à boire. Ils sont quatre Bazio et trois autres Français, qui rigolent fraocbemeot eu interrompant de temps à autre leur apéritif por no passage à tabac. Les victimes reçoivent l'ordre de as bousser aor la poiote des pieds et de soloer à la fasciste pour lo plus grande joio des tortionnaires.

A trois beures du matin, le londi, Bazio transporta Kiết à l'bôpital. Les autres oirétés furent embarqués dans un panier à salade en direction de Sadec.

La population de Chomoi, littéralement provoquée par Bazin coetient mal sa colère Un telégramme a été envoyé à M. Justin Godart et au Gouverneur de la Cochinchine pour lenr demander d'iotervenir.

Protestons contre vingtoine orres lations obritraires de port sûren (stop) *Panique générale toute région Chomoi* (stop) *Vous prions intervenir pour leur libération immédiate* (stop) *Respects.*

Un groupe habitants Chomoi.

Pourquoi cet exploit de guerre ?

Cette affaire s'est déclenchée à la suite d'uoe histoire... d'épée !

Le heong-quan Linh, un notable décoré provocateur attivé, exhoria son neveu Meo à déooncer plusieurs habitants de Chomoi comme lorraot una société secrète détentrice d'une arme terrible : une épée.

Cette épee doit être magique puisque, malgré tout leur zèle, policiers et miliciens ce sont pas arrivés à la découvrir chez les ecoupleteurs » après des heures et des heures de fouille.

Une expédition guerrière de cette cavergure aurait dû se justifier par des crimes en serie, des actes de piraterie sanglants, une organisatioo de caractère insurrectionnel.

Or, il n'y a rien, absolument rien si l'on n'accorde aucune importance à cette histoire idiote, d'epee ou de sobre, inventée par un provocateur à l'imagioation borrnée.

Il a aussi de l'intervention d'un avocat réclamant la lumière pour que soient relâchés tous les turturés, sanf un.

Mais ces hommes paisibles ont été pendant deux jours entre les griffes de Bazin et de ses hommes Ils ont subi des tortures sans nom, reçu des coups en nombre tel qu'ils vont souffrir de maladies pendant des années. Le « retournement du gésier » est no de ces supplices qui font cracher du saog aux poitrines les plus robustes.

Nous réclomous en vain l'epuration de l'Administration et de la Police iodochinoise. Bazin est no fiic notoirement fasciste qui ne se gêne pas le moins du monde pour se payer la tête de leurs Excellences les Ministres socialistes devant ceux qu'il brutalise.

Chaque fois que nous déoooçons les agissements odieux d'un de ses subordonnes, M. Pages s'empresse de le défendre.

Nul doute que la brute Bazin serait récompensée sous peu !

Neoomoins, nous sommes décidés à defendre les victimes de Bazin jusqu'au bout.

Nous demandons à tous ceux qui ont été tortures par ce commissaire de nous écrire.

Qu'ils nous racontent en quel mooment et dans quelles circonstances ils ont été arrêtés et frappés pour que nous puissions constituer un dossier pour nos camarades des organisat.oos ouvrieres de France.

La Lutte du 18-3-37

Comment les paysans sont exploités par leur propriétaire foncier

Rente foncière

1°/ En nature. — *D'ordinoire, une famille composée de dnux é.oux et de qaelques enfants, prend à ferme 10 mou de rizière qui rapportent après la moisson 125 mormites, (nàj de riz. Bien que dansle contrat, la rente est fixée à 50 marmites, le seigneur terrien réussit toujours, grdce à des procédés malhonnêtes dans la mesure, à se réserver 80 marmites. Sur les 45 marmites qui restent, le paysan doit payer 75 marmites pour le louage d'un buffle, et au moins 20 marmites oux repigoeurs ou moissonneurs. De sorte que, pour l'entretien de toute sa fomille durant l'année entière, il ne lui reste que 10 marmites. La faim et le froid l'obligent à s'endetter*

2°) En argent — *Percevant la rente en argent, le propriétaire foncier n'éoolue jamais le riz qae devrait lui uerser le 7d diên au prix du marché. Poar chaque marmite, il exige une maforation do 0$20. Le paysan, passible d'ane rente de 50 marmites dont le prix an marché s'élève à 50$ (1$00 la marmite, doit lui payer 60$ c'est à-dire 1$20 la marmite.*

Cependant, quand le seignear spéculateur, achète le riz au paysan, il lui paie 0$90 la marmite, c'est-à-dire d un prix inférieur de 0$10 à celui du marché.

Usure

Saigné par une rente exorbitants, le paysan qui ne réussit guère à joindre les deux bouts, est forcé d'emprunter de l'argent à son seigneur. Sans aooir besoin de fixer un pourcentage d'intérêt, ce dernier l'oblige à pager 7$50 pour une dette de 5$00 et celo au bout d'un espnce de 8 mois, da 2e ou 10e mois. Si c'est ane dette en noture, 10 marmites rapporteront au seigneur 5 marmites d'intérêt.

Après la moisson, le seigneur terrien ne perçoit la rente foncière qu'après la liquidation des dettes. Et il arrive souvent que le poyson est forcé de aendre les quelques biens qui lui restent et même ses enfants pour régler son compte avec le propriétaire. Dans le ear controire, celui-ci enoole ses domestiques chez son serf pour confisquer tout ce qu'ils trouvent : baffle, bœuf, porc, voloille, moblier. Au paysan qui ne possède rien, ni bien, ni enfant, le maitre reitre toutes les terres fertiles pour ne lui donner à ferme que des parties arides. Ce n'est pas tout, il le contraint encore à travailler sur sa propre terre sans lui donner ni nourriture, ni salaire, sous le simple prétexte de le punir.

Ce régime semi-esclaoagiste a sans doute attiré l'attention du nooveau Gouverneur Général, lors de ses voyages. Songera-t-il à y melire un terme ?

Salan de Coiffure Trac
86 — Rue du Chanvre
HANOI

A partir du 20 Mars 1937

Tarifs

POUR étudiants et élèves 0$16
ouagers de nos tickets 0$18
tarif courante 0$20

UN MILLION DE
'CHEVROLET'
ont été vendues en 1936
par la
Général Motor Company
Demondez ò essayer les nouvelles CHEVROLET
ou
GARAGE AVIAT

Le Huy - Phach
Pharmacien sino-annamite
Spécialiste des maladies vénériennes, des maladies des reins et du cœur
LE HUY - PHACH
149, Rue du Coton — Hanoi

THUAN-THANH-LUONG
dit Thân Chemise
15 Rue du Riz Hanoi
(près du Grand Marché)
SPÉCIALITÉ
Chemises — Pyjamas —
Robes de chambre —
Sous vêtements.

AI MUỐN BÁN ĐƯỢC GIÀ CAO !
Bài en tiếc nên sản cái ... thứ hàng xấu nay
Dù trên, bởi soàn thứ ... hàng đen các hạt có quạt nhat trắng, lòa hàn quế chi, cung bởi hem ... hàng, quạt hàng bi, hat bông, dây quạt ... vỏ cây ... giang sắt, chỉ, thiếc, cùlumate manganèse cyanurate, H.O. zin mới ngay lên nhà
« S E X »
Anh-y ... ong-ky
Hiệu postale n° 55 Hanoi, hay viết lại nhờ viên gium thư bán ... dường Gia-Long số 15 hay ở phòng giấy ở phố Nguyễn Trãi số 42.
Cây các dai-ly các linh ở Đông Pháp bán các hàng sau nay :
Hải-vị, thạch, hành, khoai, lào lày, đo đông giây, hàng sắt như đinh, giây thép, kêm, than, phèm, giấy, to, sâm, các chất hóa học, v.v ...
Bản sỉ buôn lớn gốc bán lẻ ngon nên giá bao giờ cũng hạ hơn hết.
Hỏi hàn gì xin cho biết địa chỉ sẽ phải mó đến thương lượng, lên xin viết lại hộp thư số 56—Hanoi.

Đã in xong lần thứ hai
Chiến - Sĩ Xã - Hội
Một tác phẩm của Thủ-Tướng Nội-Các Dân-Đoàn Pháp
LÉON BLUM
Giá ... 0$15
Có bán lẻ ở các hiệu sách khắp Đông - Dương
Độc giả Nam-kỳ xin viết thơ cho Hoàng - văn - Tiếp *Agence des journaux et des livres 109 Bd. de la Somme Saigon*

Teinture — Détachage
Dégraissage
PhamTa
23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

LES PLUS BEAUX PORTRAITS SONT
SIGNÉS :
HUONG-KY photo

LA MARQUE REPUTÉE DES CHAUSSURES
Chân - Long
... rue Paul Bert 58, rue des Paniers **HANOI**
SPÉCIALITÉ :
de souliers d'hommes, de chaussures de luxe et de fantaisie pour hommes, dames et enfants.
Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

Chez **Khôi-Ky**
Travaux de vitrerie
Glaces d'installation et pour
Pare-Brise d'auto
Etalages et vitrines
Machine pour biseautage chaufreinage
18 Ferblantiers — Hanoi
Téléph. n° 858

Par les temps de vérité dortir est une chose malaisée
Un pousse **An-Thai** *modèle de cette année,*
Vous mène partout en toute sécurité.
AN-THAI
2, Nguyễn-Trọng-Hiệp, 2 HANOI
Grande fabrication de pousse pousse moderne Peinture au pistolet Modèle 1936-37.

Blennorrhagie aigue ou chronique
traitement antiphlogistique traitement suppressif.
Drogues très efficaces, tarissant l'écoulement en 3 jours.
Syphilis : toutes les périodes
traitement symptomatique et causal.
ĐỨC THỌ ĐƯỜNG
241 Route de Hué HANOI

Pour cause de ... d'agrandissements
Les magasins
DUONG - QUANG
Spécialités pour cycles et automobiles
sont transférés:
Angle Rue du Coton et Avenue Puginier. Tél. 479
HANOI

ÉLABORONS LE CAHIER DES VŒUX

AGIR DANS LA LÉGALITÉ ? OUI. MAIS AGIR.

Parvenus au point où nous sommes après nos démarches infructueuses pour obtenir la légalisation du Congrès indochinois je me demande si M. Marius Moutet ne prend pas plaisir à son jeu de cache-cache avec les populations d'Indochine.

A Paris je fus très bien reçu par le Ministre des Colonies et je l'en remercie publiquement. Au cours d'un repas, après m'avoir longuement questionné, il rédigea lui-même des instructions précises pour permettre une consultation populaire [redacted] parlé dans un de ses « télégrammes d'Etat ».

M. Victor Basch président de la Ligue des droits de l'homme et président du Comité du Rassemblement populaire de France présent au repas me fit cet heureux résultat obtenu.

En regagnant sa voiture pour se rendre à l'Ecole coloniale qui l'invitait ce jour-là, M. Moutet me dit textuellement : « Ici, vous pouvez espérer ce télégramme à Saigon ».

Voici le texte de ce message dû à la plume du ministre :

« Ministre déclare pleinement accord recueillir vœux et revendications tous éléments population indochine présenter commission enquête stop adviet groupement central compose tous éléments pour centraliser et dresser cahier stop pourriez consulter habitants ville village province par petites réunions comités temporaires destinés uniquement recueillir et discuter vœux stop Faites large publicité toute Indochine présent télégramme ».

Au retour, à bord de l'Aramis, j'ai montré le texte du télégramme à M. le Gouverneur Général Brévié. Il me dit : « M. le ministre m'en a parlé. Evidemment c'est mieux qu'un Congrès. Je ne vois pas d'inconvénients à ce que vous travailliez de cette façon ».

Le 19 Janvier au cours d'une entrevue avec M. Brévié, par déférence pour le Gouverneur Général je lui demandai de nous autoriser à appliquer les instructions ministérielles, d'autant plus que les crédits pour une commission d'enquête venaient d'être votés par le Sénat.

M. Brévié me répondit qu'il allait se munir télégraphiquement des dernières directives du Ministre.

Dix jours après, voyant que le télégramme dormait en Indochine, je m'en fus trouver M. Rickenbach directeur des Bureaux. Celui-ci me conseilla d'écrire au Gouverneur Général et au Gouverneur de la Cochinchine.

Je reçus peu de jours après la réponse de l'un et de l'autre :

Saigon le 6—2—1937
Le Gouverneur de la Cochinchine
Officier de la Légion d'Honneur
à Monsieur D. B. Mai
Conseiller municipal
Saigon
S/c de Monsieur le Maire de la Ville de Saigon

Monsieur le Conseiller,

Rentré de tournée hier soir je viens de prendre connaissance de votre demande du 31-1-1937 concernant l'élaboration « d'un cahier des vœux des populations indochinoises »

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette demande a été transmise à M. le Gouverneur Général à toutes fins utiles.

Veuillez agréer, etc...

Pagès

Saigon le 30—1—1937
Le Gouverneur Général de l'Indochine
Commandeur de la Légion d'honneur
à Monsieur D. B. M
Conseiller municipal
95—E Rue Lagrandière
Saigon
S/c de M. le Gouverneur de la Cochinchine,

Monsieur le Conseiller.

En réponse à votre lettre du 30 Janvier courant j'ai l'honneur de vous faire connaître que par avion, j'ai saisi M. le Ministre des Colonies de la question qui fait l'objet de la correspondance précitée.

Il importe donc d'attendre la décision qui ne saurait tarder du chef du Département. Je vous prie en conséquence de m'entreprendre pour le moment aucune action.

Veuillez agréer etc..

Signé : Brévié

Je conseillai à tous qu'il serait dans ce cas d'une excellente politique d'attendre la décision du chef du Département, décision qui ne saurait tarder.

Entre temps, nous avons aménagé un local au N° 133 rue Lagrandière qui servira de siège central pour nos futurs travaux. Nous avons mis une enseigne où l'on pouvait lire : « Rédaction du cahier des vœux populaires. Groupement central ».

Dans les provinces limitrophes de Saigon, la population emboîta le pas au groupement central. On aménagea des sièges de comités, on tendit des banderoles du genre de celles-ci : « Soutenez le Front Populaire Comité des travaux au vue du cahier des vœux populaires du village... »

Bref tout le monde se préparait pour la prochaine consultation.

Il était impossible de tarder davantage. Des sous-commissions d'enquête étaient parties pour l'Afrique. Le départ d'autres sous-commissions pour l'Extrême-Orient est imminent.

Cette fois encore, le Gouvernement fait comme les singes japonais : ne rien voir, ne rien entendre. Par contre, il parle assez abondamment il donne des ordres pour qu'on enlève enseignes et banderoles.

Le 23 Février j'espédiai à M. le Gouverneur Général en tournée au Laos le télégramme suivant :

Gougal Vientiane.

Commission enquête désignée stop population immédiate prépare cahier vœux stop partout comités tendent banderoles devant locaux demandant rassemblement vœux populaires stop sommes seulement période préparation stop attendons vos nouvelles stop autorités locales font enlever brutalement banderoles prétextant n'avoir aucun ordre Paris stop craignons exaspération populaire vous prions intervenir stop avons juste temps préparer cahier vœux stop. Respectueusement D. B. Mai conseiller Municipal Saigon.

Le 21, M. Pagès m'adressa ces lignes.

Saigon le 24-2-1937.
Le Gouveneur de la Cochinchine.
Officier de la Légion d'honneur.
A monsieur D. B. Mai.
Conseiller municipal Saigon

(S/c de Monsieur le Maire de la ville de Saigon)

Monsieur le Conseiller,

Je suis chargé par le Gouverneur Général de l'Indochine de vous confirmer sa lettre du 30 Janvier 1937.

En conséquence, je serai dans l'obligation de vous tenir pour responsable si ses instructions restaient ne sont pas suivies d'effet.

Veuillez agréer etc..

Pagès

Le 26, sur convocation du Gouverneur de la Cochinchine je me rendis au Palais rue Lagrandière où je fus reçu par son chef de cabinet qui me remmanique le télégramme suivant du Gouverneur Général :

« Toute agitation ne peut aller qu'à l'encontre de ceux qui la provoquent. Au moment où la France vient de décider la création d'une commission parlementaire, chargée d'étudier les besoins de la colonie, le gouvernement français ne saurait tolérer que cette enquête se poursuive dans l'agitation. La France veut le dialogue et la preuve de son libéralisme et du désir d'améliorer le sort de la population protégée qui vient de bénéficier du redressement économique et du relèvement de salaires. Il serait surprenant que la population indochinoise qui a une inclination naturelle à la correction anticipe sur la décision du ministre. La commission décidera quand et comment mener son enquête. Très sérieusement j'attire votre attention sur le caractère intolérable que prendrait sur vous de cette commission parlementaire toute agitation publique. S'il était passé outre à ces considérations il appartiendrait aux autorités locales de faire respecter l'ordre et de déterminer les responsabilités et de les sanctionner au besoin. Vous avez déclaré que vous vouliez vous associer à l'action réformiste du gouvernement, vous ne pouvez y participer que sur ce terrain.

Cette action ne peut se poursuivre que dans l'ordre, c'est le désir de la colonie tout entière à laquelle on ne permets pas qu'on y entretienne une atmosphère d'agitation que rien ne justifie ».

Le ton du message nous est assez familier. Barbes le lieutenant de Thai nguyên, a transformé en plaintif des financiers ont eu le même langage.

Je lis et relis ce message, — qu'il entreprendrait d'écouter au garde à vous j'y cherche en vain ce qu'il reste de sa politique de conciliation solennellement proclamée par M. Brévié au départ de Marseille

Par contre j'y découvre une politique d'autorité sans doute coutumière à ce haut fonctionnaire après trente ans de vie coloniale.

M. Brévié nous impose le respect de l'ordre. Mais depuis quand l'ordre est-il compromis dans ce pays ? Il ne le sera pas par les organisateurs du Congrès.

Quand à « l'agitation » elle n'a jamais existé que dans les rapports de police qui ont le vertu d'affoler les crédules.

L' « agitation » n'existe que dans le cerveau de ceux pour qui le moindre mouvement revendicatif des masses signifie désordre, trouble voire insurrection.

J'ai déclaré à M. Brévié — je me le rappelle, — que je m'associerais à l'action réformiste du Gouvernement. Oui, nous voulons des réformes. Mais à aucun moment, nous n'avons compris qu'elles s'obtiennent toutes seules. Les travailleurs indochinois doivent faire entendre leurs vois et appuyer de leurs forces le Gouvernement de Front Populaire. C'est à cette condition seulement que le capitalisme colonial cédera du terrain devant les revendications des peuples indochinois

J'ai dit et répété à maintes reprises qu'entre le fascisme et le Front populaire je ne vois de salut qu'en ce dernier. Nous les soutenons de toutes nos forces. Mais nous voulons que sur le plan indochinois disparaisse cet immonde régime d'oppression

Que faut il dire de plus pour qu'on nous comprenne ?

Puisque je suis personnellement rendu responsable de la soi - disante agitation dont l'origine réside dans la fameuse charge consultations populaire projetée par M. Moutet et dans les récentes instructions de ce dernier, que j'ai rapportées de France, je suis prêt à endosser cette responsabilité.

Je dis aux populations d'Indochine : « Mettez-vous au travail. Basez vous sur les directives de M. le Ministre des Colonies pour formuler nos revendications. Restez dans l'ordre et dans le cadre de la légalité. Que partout vous dénonciez ce qui vous paraît mauvais dans ce régime et disiez ce que vous souhaitez qu'il devienne.

D. B. M.

P.S — Je publie ci-dessous un extrait de ma lettre à M. Brévié :

Voici ce que nous comptons faire :

1°) Campagne de presse et de tracts sans qu'à aucun moment de cette propagande la souveraineté française soit en cause.

2°) A la suite de cette campagne, prendre les ramifications qui se formeront dans les villages, puis nos et villes sous nos contrôle et responsabilité.

3°) Admettre les délégués de l'Annam du Tonkin, du Cambodge et du Laos au sein du comité de convocation actuel qui sera, d'après le désir du ministre, transformé en groupement central.

4°) Rédiger le cahier des vœux.

Dương-hạch-Mai

ĐÓN COI TẬP

THƯ CÔN - LÔN

của Nguyễn-Bức-Chiêu

... Những bức thư này là những hình-ảnh linh-động của một chế-độ nhà tù : hầm, cùm, aiềng, xích, cơm lứt », « khổ-mục », « cơm lứt », trùng lao..., là những hình-ảnh linh-động của những trạng-thái : Sinh-tồn, tiến-hóa, phát-triển của một tâm-hồn, một trí-não...

(Trích trong bài Tựa của Nguyễn-đức-Kính).

Giấy ngọt 70 trang, bìa 2 màu — Hạng giấy bouffant : giá 0p 30
Hạng giấy journal Satiné : giá 0p.20

THƯ MANDAT GỬI CHO : NGUYỄN - ĐỨC - CHÍNH
14 Rue Rondony, 14 Hanoi

Cours spéciaux et gratuits pour les arriérés (1)
par professeur — Homme de Lettres

Français. — *Français commercial, Conversation Phonétique, Correction d'accents.*

Annamite. — *Style, Composition, Architecture de la phrase, Rénovation de l'art annamite.*

Conseils et directives pour candidats aux examens. Technique sûre, rapide, agréable et pratique, donnant résultats inespérés.

Utile aux Annamites — Indispensable aux Etrongars. Offre extrêmement sérieuse

Ecrire à M. VU-DINH-HAI là Tân-Hong Hanoi

(1). — Travaux pratiques : 0$30, l'heure. Etrongers : 0$50.
Une réduction de 50% sera accordée aux premiers inscrits.
Monsieur le Professeur se rend volontiers à domicile.

Messieurs,

Si vous voulez changer votre menu, ne manquez pas de venir chez

TÊ MY

Le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville.
Spécialité de Nom
87, Rue des Evantails Hanoi

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

att

TRỊNH - ĐÌNH - KÍNH

65 — Rue des Poniers, Hanoi

Huê Dân

NGUYÊN - VAN-QUYÊN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs — Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Qui dit machinisme, qui dit vapeur, dit nécessairement concentration économique, et le collectivisme n'est que le couronnement de cette concentration ecrlant, non de notre imagination, mais de l'ordre des choses.

Au point de vue agricole, il est vrai, la concentration est fort peu avancée en France. Notre sol est morcelé et notre régime de petits propriétaires cultivateurs empêche la division du travail, le machinisme, l'exploitation methodique. Seulement ce régime renferme les éléments d'une dissolution plus rapprochée qu'on ne pense.

Le paysan ne doit se contenter de produire pour son usage personnel : afin d'acheter le peu dont il a besoin, de payer ses impôts, d'acquitter les intérêts de ses dettes, il doit produire pour échanger, c'est-à-dire entrer en concurrence avec d'autres producteurs. Dès lors que le concentration s'effectue quelque part, et nos petits propriétaires en ressentiront les effets.

Dr la concurrence américaine, encore à ses débuts, apporte déjà sur notre marché des produits à plus bas prix que ceux de nos agriculteurs. Pour lutter contre les produits américains, il faudrait rapidement diminuer les frais de production, et recourir à l'outillage mécanique incompatible avec la petite propriété et la petite culture. Cependant, si on ne modifie pas ce qui est, la lutte sera bientôt impossible: nos propriétaires en sont à rechercher des expédients de salut.

Mentionnons que cette petite propriété rorale si vantée et si peu rémunératrice, est one des principales causes, par la stérilité prémédité de gens ne voulant pas que leur petit domaine s'émiette, de l'affaiblissement de la natalité en France : s'est dans les départements où le sol est le plus divisé, où les petits propriétaires sont les plus nombreux, qu'on a le moins d'enfants.

La petite propriété rurale est vouée à la disparition ; mais sa fin inévitable sera d'autant moins ruineuse pour les intéressés directs et pour la nation, qu'on préviendra plus tôt ce qui ne saurait être esquivé.

Au point de vue commercial, la concentration est commencée et en bonne voie ; les avenloges qui en résultent sous le rapport du choix du meilleur marché, assorent au grand commerce une prompte extension.

Au point de vue industriel, qui touche spécielemeot la classe ouvrière le concentration est en grande partie opérée. La propriété industrielle revêt de plus en plus la forme sociétaire et obligataire. Toute idée de retour à la forme individuelle primitive est chimérique, etant donné le développement de la production..

Au point de vue financier, la concentration est faite, et le crédit est le plus puissant moteur de la centralisation économique ; c'est la finance qui régit la production et l'échange en drainant l'argent des petits capitalistes, en agglomérant les capitaux, en les manoeuvrant souverainement ; c'est elle qui préside à la politique intérieure et extérieure, aux divers mouvements de la société moderne.

A tous les points de vue, la grande appropriation collective succède progressivement à la petite appropriation privée. Les ponts, les canaux qui ont été propriété individuelle, sont aujourd'hui, presque sans exception, propriété nationale ou collective. Propriété nationale aussi les postes et les télégraphes ; nationalisés en partie les chemins de fer.

Aperçu sur le socialisme scientifique

par Gabriel Deville

(*Suite*)

De ce que c'est là un argument qui prouve que l'évolution économique aboutit en tous ordres à la centralisation des forces productives, il ne faut pas conclure, à l'exemple des partisans du socialisme ou du communisme d'Etat, que cette évolution aboutit à la forme spéciale de centralisation représentée par le service public.

Le phénomène important, inconstestable, est que la centralisation économique s'accomplit ; à présent, qu'elle s'accomplisse entre les mains des individualités des classes dirigeantes ou entre celles de l'Etat, sous le commandement de cette classe, pour le résultat final, cela est indifférent : en elle-même, l'absorption des entreprises privées par l'Etat ne fera pas faire un pas à la solution de la question sociale.

Sans qu'il faille une longue réflexion, on peut constater, que la plupart des branches de production, si elles tendent à se centraliser, ne tendent nullement à se socialiser en services publics. Dès l'instant que cette forme spéciale de centralisation ne résulte pas de la nature des choses, il faut examiner si nous avons intérêt, le cas échéant à la favoriser.

L'Etat n'est pas, ainsi que l'imprime certain bourgeois entré dans le parti socialiste, comme je ver dans le fruit, pour concenter ses appétits malsains en le désorganisant, « l'ensemble des services publics déjà constitués » n'est-à-dire quelque chose qui n'a besoin de corrections par-ci, d'adjoctions par-là.

Il n'y a pas à perfectionner, mais à supprimer l'Etat, qui n'est que l'organisation de la classe exploitante pour garantir son exploitation et maintenir dans la soumission ses exploités. Or, c'est un mauvais système pour détruire quelque chose que de commencer par le fortifier. Et ce serait augmenter la force de résistance de l'Etat que de favoriser l'accaparement par loi des moyens de production, c'est-à-dire de domination. Ne voyons-nous pas les ouvriers des industries d'Etat courbés comparativement aux autres sous un joug plus pénible à secouer ?

Tandis qu'elle serait, de la sorte, préjudiciable aux ouvriers, la transformation en services publics, par les rachats auxquels elle donnerait lieu serait une source nouvelle de tripotages financiers et bénéficierait aux capitalistes.

D'autre part, cette transformation ne faciliterait en rien la tâche du socialisme. Il ne sera pas plus difficile de s'emparer de la Banque de France ou des chemins de fer que des postes et télégraphes ; la prise en possession des grands organismes de production appartenant à des sociétés capitalistes, sera aussi aisée que s'ils appartenaient à l'Etat.

La centralisation économique s'opère, — voilà la fait. Partout la petite propriété d'un seul fait place à la grande propriété de plusieurs. La mise en commun des choses et des hommes est de plus en plus générale.

N'est-ce-pas une application quotidienne du régime communiste, que l'organisation du travail dans les ateliers importants et les fabriques?

En même temps que l'agglomération de producteurs régulièrement organisés a encordé avec la mise en commun des choses, les capacités directrices et administratives que réclame toute production sur une large échelle, se sont constituées en dehors de la minorité privilégiée. A mesure que l'instrument de travail prenait des proportions gigantesques qu'il a atteintes, il échappait au contrôle à l'imputation de son possesseur qui, graduellement a rejeté sur des gérants, sur des employés, la surveillance et l'administration.

Autrefois, de l'activité du patron, de son intelligence, de son économie, dépendait le sort de sa petite entreprise ? Le succès était attaché à la personne du maître qui remplissait ainsi une fonction sociale.

Aujourd'hui avec le patronat individuel détrôné par la forme société re, le possesseur du capitaux ns se préoccupe que de toucher ce, plus exactement de manger ses revenus. Il n'a nullement besoin de connaissances spéciales. Quel rôle joue l'actionnaire, le propriétaire actuel ? Qu'il soit idiot ou dépenser, qu'il meure ou qu'il se ruine qu'importe à la prospérité de l'entreprise dont il occupare sous forme d'actions, une part plus ou moins considérable de propriété ?

Ce sont des salariés, ingénieurs ou administrateurs plus ou moins bien rétribués, mais en définitive des salariés qui remplissent, à l'heure présente, les anciennes fonctions du propriétaire là où la forme collective de la propriété a remplacé la forme individuelle. C'est en dehors de la féodalité capitaliste que s'est élaborée l'élite intellectuelle pourvue des aptitudes nécessaires à la mise en œuvre des forces productives. La suppression des actionnaires, c'est-à-dire du propriétaire devenu rooage inutile, n'occasionnerait donc aucun trouble dans la production.

Si le capitaliste n'intervient plus dans l'acte de production qu'une fois le bénéfice obtenu pour se l'approprier, il ne voit que ce bénéfice à obtenir. De par sa volonté, son entreprise n'a qu'un but, qu'une orientation, la réalisation du plus grand bénéfice possible.

Pour ce faire, on exténue, d'abord, on épuise le producteur, ensuite on altère le produit. Les produits n'ont plus que l'apparence ; en tout et partout la falsification est de règle. Peu importe que des économies sordides provoquent la dégénérescence de la race par l'étiolement du producteur, l'empoisonnement du consommateur par sophistication des matières, la mort ou la mutilation par accidents sur les voies ferrées, etc...., avant tout il faut remplir la caisse. Le régime grossier de la bourgeoisie a été infiniment fait de tout une question d'argent, on article de commerce, et du commerce une escroquerie légalisée.

D'un autre côté, comme plus on vend plus on gagne, chaque entreprise rêve de monopoliser toutes les ventes de au parlre, et, à cet effet, produit tant qu'elle peut. Du reste, elle est poussée à produire sans cesse par l'intérêt qu'il y a à ne pas laisser dormir les coûteux instruments de productioo. Aussi le marché s'encombre, les marchandises s'entassent aboudantes et invendables, des crises qui se renouvellent périodiquement éclatent, les ouvriers alors chôment et meorent de faim parce qu'on leur a fait créer trop de moyens de consommation !

(A suivre)

Imp. spéciale : Le Travail a

Fait à 3000 ex. conformes
de 28/3/37
L'Administrateur - Gérant Trịnh văn-Phú

2e ANNÉE N° 28 — LE NUMÉRO 7 CENTS — VENDREDI 2 AVRIL 1937

LE TRAVAIL

DEPOT LEGAL INDOCHINE N°A 9040

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyen-Van-Tien

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

	Indochine et France	Etranger
Abonnement : 1 an	3$50	5$00
6 mois	1$80	2$50
Abonnement administratif : 1 an		7$00
6 mois		4$00

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh Van-Phu
21 Rue de la Citadelle — HANOI

« La maladie la plus indécente dont puisse être atteint un chef, c'est la peur des masses. Le chef a besoin d'elles plus qu'elles n'ont besoin de lui. Il apprend par elles plus qu'elles n'apprennent par lui. Dès qu'un chef commence à cuisiner sa petite affaire en dehors des masses, il est fichu, et pour la victoire, et pour la cause ».

DU SANG-FROID!

Après les années de terreur dont le souvenir fait encore tressaillir d'horreur et d'indignation, l'avènement du Front populaire est accueilli comme une lueur dans les ténèbres. L'annonce d'une nouvelle politique coloniale remue les cœurs. Les espérances renaissent. L'amnistie, quoique partielle, accordée aux victimes de la réaction, donne de l'encouragement et les conquêtes ouvrières sous le gouvernement de Front populaire dans le Métropole soulèvent de l'enthousiasme. Un vent nouveau souffle du Nord au Sud de la presqu'île. Les aspirations se forment, se précisent et se traduisent en actes. On a soif des réformes. Les masses laborieuses qui les attendent dans la souffrance depuis huit mois s'impatientent. La dévaluation du franc qui porte un coup terrible à leur vie et le sabotage des lois sociales qui l'aggrave encore, augmentent l'impatience.

La réaction coloniale cherche à exploiter la situation, et tâche de troosformer cette impatience générale en exaspération. *Exaspérer les masses, les acculer à la révolte*, en rejeter ensuite la responsabilité eu gouvernement de Froni populaire, voilà la tactique qu'elle adopte devant le renforcement du Front populaire, son influence grandissante parmi les masses coloniales et leur sympathie agissante à son égard.

La provocation est un point essentiel de cette tactique. Les deux mois qui viennent de s'écouler nous apportent des témoignages assez convaincants à ce sujet.

Commeçoos d'abord par le patronat.

Nous avons signalé les renvois en masse qui ne sont justifiés par eucun motif que ce soit. Aux mines, à Huiphong, à Namdinh, des centaines d'ouvriers sont jetés sur le pavé sans autre explication que cette ci : « le patron le veut ainsi ».

La Cie de Navigation Sauvage à Haipbong renvoie les grévistes et embauche les briseurs de grève, au tarif demendé par ces mêmes grévistes.

La Cimenterie élasse ceux de ses salariés qui lui réclament leur salaire pendant le congé du Têt et une augmentation de salaire.

Le Société Cotonnière reprend à son service le secrétaire Ca qui s'est distingué par ses brutalités et son insolence à l'égard des ouvriers et dont ces derniers ont exigé le renvoi il y a à peine deux mois.

La fabrique de tapis à Hàog-Kènh exécute l'ouvrier N. V. Lê qui demande bumblement la permission à lo direction d'aller à la réception de M. Brévié à son arrivée à Haibong.

Voici ensuite les exploits de nos gouvernents. Nous passons sur les provocations policières à l'occasion de la réception de M. Godart et pendant les grèves. Nous passons encore sur l'appel à la répression de M. Virgiti pendant quele gouvernement de la Métropole tâche de réparer les iojustices et les crimes commis pendani les eunées de troubles.

Le fortionnaire Bazin de Cbnmoi (Long-xuyên) provoque à l'émeute et oblige ses victimes à faire le salut fasciste.

Contentons-nooo des quelques faits du mois de Mars :

Le journal « Nhaob-Lae » journal de Front populaire a été interdit esns motif plausible.

La carenco edministrative de M. Vinay, Maire de Haiphong, provoque la grève des charcutières que nous avons relatée. Pour briser leur légitime mouvement, le chef du port réquisitionne leurs collègues de Kiên-An en leur accordant des faveurs exceptionnelles. Grâce à leur calme et leor sang froid, les charcutières de Haipbong ont, malgré tont, remporté la victoire.

M. Thoiance fait frapper impitoyablement les ouvriers qui demandeot quelques sous de plus eo raison

(suite en 2è page)

Au quatrième procès

PHU est condamné à 15 jours de prison et 1.000fr. d'amende

Il bénificie du sursis pour l'emprisonnement

Me Chương déclare à la séance :

« C'est un problème de psychologie qui se pose ici. Pour inspirer le respect de l'autorité française, la force est inutile »

Quatrième procès pour Phu !

Quatrième comparution devant le Tribnnal esrrectionnel de Hanoi. Cette fois-ci, le plus curieux des procès politiques et l'incnipé, un représentant du peuple, élo par les petits commerçants et appuyé par les travailleurs de Hanoi.

Les derniers échos de la campagoe électorale mémorable qui a pour résultat l'envoi de notre camarade Trinh-vao-Phu à la Chambru des Représeotants du penple ne se sont pas éteints que déjà l'élu du petit commerce et des travailleurs de Hanoi comparaît devsot la justice pour répondre à l'accusation de manœovres de nature à compromettre la sécurité publique et à occasionoer des troubles politiques graves.

Ce chef d'oeoseation, cet objet du délit reposa tout simplement sur un passage du tract du propagande portant la professinn du foi de notre camarade Phu, en tant que candidat.

Comme au procès du 18 Mars, nous remarqoons à l'audience du 1er Avril les mêmes personnages officiels. Une différeoce : la présence de M. Faugère, commissaire de la Sûreté comme témoin.

Du côté du public, c'est la même foule qui envahit le prétoire et one bonne partie des couloirs et de la salle des Pas perdus. La service d'ordre pour cette fois est prasque constitoé uniquement de gendarmes. D'ailleors on n'a rien à redouter de le part des assistants. Ils ne sont venus que pour voir et écooter comment on juge celui à qui ils ont donné leurs voix en Janvier, celui à qui ils renouvelleroot leur confiance l'année prochaine. Le seotiment de discipline et d'ordre que nous leur avons inspiré se traduit si nettement dans les gestes de chacun, qu'on peut dire que jamais démenti n'cst plos singlant pour ceux qui prennent l'habitnde de crier partoot à la révolte, à la révolotioo, en chambardement général.

La réslité, on l'a vue. La foule, le 1er Avril est esime ploa qu'on ne pouvait soubaiter.

Quoiqu'il tarde pour chacon de voir se déroiler les péripéties de l'affaire de Pho, le Tribnal commences par joger one foole de petits procès dont les coopables reçoivent des peines d'amende on d'emprisonnament esns importance.

A 9 h 30 seulement le présideot Clermoni adorde le procès principal de la matinée : celni de Phn.

Après un interrogatoire de pure forme sur l'identité de notre camarade — car Phn est maintenant tellement connn des personnages officiels — on entre directement dens le fond des débats.

La président donne lecture du passage incriminé du tract et site les conclosions dépasées par la ministère public. Il demande à Phn de donner des explicatioos sur les mots qu'il avait employés.

Sans une seole fois se départir de son calme, Phn avec ses gestes leots habituels, reconnait d'abord qne le tract a été bien rédigé par lui-même. Comme il ne l'a pas affiché sur le pannean électoral (le tract était imprimé sur papier blanc) il recevait déjà en son temps une amende de 1$20 infligée par la Police municipale. Le passage pour lequel on le poursuit fait partie du texte d'un tract lancé an cours de sa campagne électorale. Dans un passage précédent il a analysé la situation du pays. Il a touché à la question de la dévaluation de la piastre, de la misère des masses travailleuses, du petit commerce, de l'absence de la liberté de la presse et à la soite de ces ennstatatinns, il a déclaré en conclusion à cette profession du foi électorale « que nous ne pouvons pas dire que nous soultrns, que nous voulons parler et qu'eo votant pour lui les commerçants démontrent qu'ils ne veulent plus de la politique du bâillon, de tromperie publique que sontiennent certains représentants du peuple.

Phn prédine même, à la demande du président, que les « mots » indépendance, tromperie publique, bâillon n'ont été employés par lui que pour démontrer la nécessité de la liberté de paroli et qu'on ne peni en conséquence *l'accuser d'avoir fait des manœuvres de nature à compromettre la sécurité publique et d'occasionner des troubles politiques graves*

M. Fangère est appelé ensuite pour témoigner sur l'antbenticité du tract.

Après lui le procnrsnr M. Sialter, représentant le Ministère public avec nn réqoisitoire plus calme de ton mais sévère quant à ses conclusions démontre que le passage incriminé justifie parfaitement l'accusatioo. Il répète ce qu'il avait prononcé le 18 Mars à savoir que la prévenn n'a pas moins l'intentioo de vonloir jeter dehors les autorités françaises. Il ont en reconnaissant la modernstioo de la première partie du tract il réclame que pour ce délit le Tribunal applique sévèrement l'article 91 modifié du code pénal avec des peines d'amende et d'emprisonnement tnut ensemble. Bref à quelques phrases près ce réquisitoire ressemble exactement à celui qu'il avait prononcé au premier procès.

Me Tran van-Chnong alors se lève, il attire l'attentinn du Tribuonl sor le danger de l'interprétation des passages tronqués. Une telle pratique risque de fausser la signification générale du texte entier. Remettant le passage visé par la ponrsuite dans le texte du tract il en fait une lecture d'ensemble et réosit à dégager la bonne foi, de notre camarade. Pour expliquer la situation do pays des termes imagés ont été employés. Le tract s'adressait à la foule et la foole avait besoin des images pour mieux esmprendre. Il n'y avait donc pas de matière à poursuite là-dessus.

— D'ailleurs, dit M. Chnong, quel candidat en période électorale ne dit pas la même chose et tient le même isngage ?

Pour appuyer son argument, l'avocat cite le cas des députés de France qo'ils soient socialistes, royalistes ou autres... tous pour montrer la justesse du leur point de vne doivent démontrer ee qn'il y a de mauvais dans le régime. Prenant en exemple les idées de M. Tardieo qui démontre mathématiquement que la régime actnel ne convient plus et la propositinn de M. Jeanneney l'actoel président du Sénat, qui réclame la réforme de la Constitution, il s'écrie : « M. Tardieo commet-il alors le crime de lésepatrie ? » Malgré les termes imagés qu'emploie Phn, le fond reste le même. Si Pbu est eltoyen français M. Blum lui-même l'aura approuvé. Tout candidat qui se présente à one élection ne doit-il pas démontrer — ne fût-ce qo'en termes imagés — les imperfections du régime ?

L'avocat s'étonne que M. le Proeureur puisse requérir contre son client le maximum de peine pour ce fait. Il prévoit la réponse du ministère public qui ne manquera pasdu loi répliquer en lui parlsot du principe d'autorité.

Manœuvre de nature à compromettre la sécurité publique et à occasionner des troubles politiques graves ? En fait de manœuvre, l'avocat n'en voit aocuoe. Le passage incriminé par le ministère public ne peut pas être regardé comme nne manœuvre. Il n'est qu'une critique des vices de ce régime mais on ne peut pas le coosidérer comme ooe manœuvre. An contraire certains passages, sortont le dernier, démontrent que Phu demande plnlôt au peuple aonmite d'avoir confiance au peuple français et à son gouvernement.

La plaidoirie devient alors pathétique. Me Choong qui jnsqo'alors parlait en avocat redevient nn hommu, tont simplement celni qui parle avec son cœur et avec sa foi Enviasgeant la problème politique, en sa donble qoalité d'Annamite et déciteyen français, il émet son eploion qo'en ce pays on ne doit et ne peut pas noser la question de la Force. « La Force, dit il, est inutile pour inspirer le respect à l'autorité française » La force en tant que moyen de répression est plos qoa soffisante. Ce qo'il faut craindre en tant que force c'est plutôt l'agression venoe du dehora. Ce qn'il faut c'est s'assorer dn loyal concors de la popnlation d'ici contre cette agressinn on la meoace de cet le agression. Aux Indes Gandbi a soffisamment démontré ee qoe vant la force en faes de la non-vinience. Il ne fsnt pas qoe la France soit pour l'Indochine une marâtre mais nne mère.

— Ce qoi se pose ici — déclare-t-il — e'est un problème de psychologie et non de force.

Dans cette affaire tout ce qu'on peot reprocher à notre camerade c'est un peo d'excès de langage mais il faut reconnaître qne cet excès ne constitne pas nne manœuvre, ce n'est qu'une critique.

Et s'après la rsilonge de l'article 91, tonte critique ne constitue par une manœuvre.

Comme cooclsioo, Me Chnong demande que le Tribunal renvoie Phu des fins de la poorsuite. Il précise que dans le cas où notre camerade sera tout de même condamné qu'il ait le bénéfice do tsnnui des peines prooonnées le 18 mars avec celles qu'on prnnoncera en vertu de l'application de l'article 305 du code pénal.

Toutefois il estime que le Tribnal n'a pas de motif valable pour condamner Phu, il demande purement et simplement que notre camarade soit acquitté.

La foole prête une grande attentioo à la pleidoirie de l'avocat. Quant celui-ci a terminé ses deroières phrases les yeux de tous se dirigent vers le président Clermont.

Après une longue série « de considérants » sacrnmentels motivent le jogement, le Tribnal condamne Pbu, non plus en vertu de article 91 dn code pénal modifié mais en vertu de l'article 13 du décret do 6 Octobre 1927 « pour atteinte au respect dû à l'autorité française » à 15 jours de prison et 1.000frs d'amende. Notre camarade n'obtient le bénéfice du sursis que pour la peine d'emprisonnnment.

Enfin le procès est terminé. La foule mécontente, naturellement, évecue la salle et les couloirs. Dans la rue sont en marchant, on commente sévèrement les débats. Ce que la ministère public tronvait du subversif dans le tract n'était pas pareillement regardé par la population bsnoienne. La preuve ? Les petits commerçants avaieni voté en masse pour le camarade Phn. S'ils avaient voté c'est qu'ils trouvaient que Pbu avait raison. Ils ne s'embalaient pas pour cela josqu'à créer des troubles dans ce pays. Ils étaient par esntre très conteots de voir que Phn devienne représentant du peuple selon leur désir.

Le procès qoi s'est déroulé le 1er Avril aura des répercnssioos profoodes !

Il ne faut pas faire la a politique de l'autroche a qni ne croit pas au danger parce qo'elle ne veut pas le voir de face.

La sécurité poblique est elle troublée par ce passage du tract électoral ? La population tookinoise le dira.

Les troohles politiques graves ont ils éclaté à cause de ce tract ? La coosciecee politique et morale de chacon le dira.

Mais ee qu'on ne dira pas c'est jnsqu'où devra s'arrêter le droit de candidat d'exposer son programme.

Phn est poursuivi et condamné ponr nn passage de la profession de foi à ses électeurs. Premier point.

Deuxième point. Avec cette profession de foi et d'autres qoi l'ont complétée et précisée, il a été élu.

A côté du jugement prononcé par le Tribunal il y a un autre jugement non moins valable, celui de la masse. Il compte aussi. Croyons-le.

AVIS TRÈS IMPORTANT

Il nous revient quo certains individus se sont présentés au domicile do nos lecteurs et prétendent y être envoyés par notre journal sous nn prétoxte quelconque.

Nous tonons à déclarer que nos collaborateurs sont toujours munis de cartes délivrées par le journal.

En conséquence nous priona nos lecteurs de nous donner le signalement de tons ceux qui se présentent chez eux sans être envoyés par nous et qui veulent nltiiaer notre nom pour des fins personnelles.

Le Travail

M. VIRGITTI EXAGÈRE

Décidément M. Virgitti est un homme d'action. C'est avec une énergie opiniâtre qu'il travaille à boucher le trou budgétaire que M. Lanigne lui a laissé. Tout d'abord, il s'acharnait sur les jeunesses scolaires et sur les travailleurs de Hanoi. Maintenant c'est le tour des patentés.

Il vient de faire, par les agents des contributions directes de la municipalité, une véritable descente de police chez les commerçants de la ville soi-disant pour vérifier l'exactitude de leurs déclarations. En réalité, il a voulu se créer des fonds supplémentaires.

Prétextant que les commerçants ont fait de fausses déclarations, il les frappe de lourdes amendes. Ainsi, M. Ng.-khac-Phuc dit Phuc-Nguyen cordonnier, 61 Rue du Chanvre qui doit payer :

Droit fixe	*10, 00*
Voleur locolive 100 - 4 /.	*4, 00*
4 /. à la chambre de commerce.	*0, 40*
10 /. centimes additionnels.	*1, 40*
	15, 80

s'est vu infliger une amende de 30$00
Il a maintenant à payer 35$00.

M. Nguyên-van-Tân dit Tan-Hung qui doit payer 30$00 s'est vu frapper d'une amende de 40$00.....
ce qui fait donc en tout 70$.00 etc. etc

Car M. Virgitti distribue à tour de bras de larges amendes à un grand nombre de patentés de sa municipalité. Le motif invoqué par M. Virgitti n'est qu'un simple prétexte financier. Il a reprochè aux commerçants d'avoir fait de fausses déclarations sur le nombre d'ouvriers employés, sur le nombre des machines et sur la quantité des marchandises en stock.

Remarquons que ces déclarations ont été faites aux mois de janvier — février : C'est précisément la période après Tết où les commandes sont rares. D'autre part, la récente application de la loi sociale oblige ces petits patrons à embaucher de nouveaux ouvriers par conséquent à augmenter le nombre de machines (chez les couturiers et tailleurs par exemple). De plus, en ce moment, les cornmandes augmentent.

Par conséquent, il serait illogique de se baser sur le nombre actuel d'ouvriers employés et de machines pour les accuser de fausses déclarations.

Enfin, c'est toujours le service des Patentes qui, en dernier lieu, vérifie et fixe le montant des taxes que les patentés doivent payer.

Les amendes à ceux-ci distribuées sont arbitraires, elles sont infligées dans le seul but d'augmenter les recettes de la municipalité.

Les mesures inopportunes et injustes de M. Virgitti ont fortement mécontenté les petits commerçants de Hanoi dont la situation est devenue de plus en plus difficile. Jusqu'ici le Gouvernement n'a encore rien fait pour eux qui sont pris comme dans un étau entre les réclamations de leurs ouvriers et les charges fiscales et autres provoquées par l'intransigeance d'un maire qui les pressure et l'application des lois sociales auxquelles ils ne sont pas encore habitués Que M. Virgitti fasse attention!

En voulant trop tirer du petit commerce, il risque de l'écraser complètement.

Trinh-văn-Phú

La Sûreté convoque...

13 délégnés des travailleurs d'Hanoi ont été convoqués le 31 Mars à la Sûreté.

Nous ignorons encore la cause et la suite de la convocation.

Est-ce pour la raison qu'ils ont adressé nne demande sollicitant nne audience à Monsieur Le Gouverneur Général ?

Lisez et faites lire :

LE TRAVAIL

POLITICARDS !

Une « grande » revue de la place dirigée par un homme qui se targue d'être le plus expérimenté en matière de politique vient de publier un article dont la lecture, pour le moins qu'en puisse dire, donne l'impression que son auteur a encore besoin d'être renvoyé à l'école avant de retourner à l'école avant d'attaquer un problème aussi important et aussi vaste que le problème de la conquête des masses. Cet écrivassier, hélas, avec une témérité digne de pitié n'a pas moins qualifié l'activité des militants de manœuvre cherchant à « *flatter les masses* ».

« *Flatter les masses* », la malheureux qui, avec sa plume mal taillée, écrit sans réfléchir, a oublié tout simplement que c'est l'arme même dont se servent lui et son patron. Depuis des années que leur revue existe ils ne cessent de nous faire promener dans les nues et dans la lune. Jamais, au grand jamais, ils ne sont capables de dire aux masses qui souffrent de prendre conscience de leur situation et de chercher les moyens pour améliorer leurs conditions misérables. Au contraire par ignorance crasse de la politique ou peut-être par mauvaise hypocrite, avec leurs petites idées qu'ils prétendent socialistes », ils veulent faire croire aux gens qu'eux seuls les défendent et qu'eux seuls peuvent avoir une opinion vraiment intéressante.

Reprenons leurs arguments pour les combattre sur leur propre terrain, nous voulons à l'intention de nos lecteurs leur montrer où réside la démagogie destinée à tromper les masses et où elles doivent se concentrer leur attention pour l'reconnaissance légale d'un parti politique discipliné, sévère et capable, appelé à les diriger vers la conquête de la liberté et du bien-être, conditions minime de l'épanouissement de leur évolution.

Dès le début de l'article l'auteur commence par une affirmation gratuite qui est grave, en ce sens qu'elle fausse l'appréciation de la situation exacte du pays. Il estime que dernièrement c'est « *à cause* » de la tendance sociale du Gouvernement de Front populaire chez nous quelques mouvements populaires ont eu lieu. Il précise même que c'est là une conséquences évidente. Il reconnaît toutefois que « l'esprit même » et « l'injustice sociale » des classes du peuple d'Annam sont encore un facteur très puissant. Tout en affirmant (toujours gratuitement) qu'avec les lois ouvrières et leur mise en application le sort des travailleurs sera amélioré, il ose déclarer que s'ouvrier s'aperçoive que son sort ne s'améliore pas. « *naturellement* » il doit « *rappeler* » au patron son « *devoir social* » Et pour couronner sa pensée il envisage comme moyen de rappel in extremis : la grève. Ces notions si importantes quant à l'existence de chacun, exposées d'après les Les catégories populaires (hang binh dân), celles qui n'ont même pas de culture (*so-hoc*) sont poussées par leur conscience à recourir à de tels moyens d'action.

Ayant exposé ainsi la situation des masses et reconnu le droit de grève du l'ouvrier, l'auteur remarque que « *certaines gens* » se torgueut d'avoir beaucoup œuvré dans les mouvements de masses de ces derniers temps. Il juge que le temps des « intermédiaires » (moi gioi) est terminé Comme constatation il cite l'exemple des réceptions de M. Godart qui lui, est entré directement en relation avec les ouvriers. Rappelant l'opinion du délégué spécial du gouvernement métropolitain, estimant que le mouvement des travailleurs ne doit pas être imprégné de politique, il conclut que les coalitions ouvrières et les intermédiaires entre les masses et le peuple les paulins (buugsaug) des « intermédiaires intéressés (deu-co).

L'auteur brosse une parodie de l'activité de ceux qu'il vise dans son article. Il dresse un tableau de la vie d'un de ces intermédiaires intéressés. Voici comment il le représente :

Dropé dans un chaud et joyeux pyjama, une cigarette Craven « A » au bout des lèvres, s'occupant à écrire : « Camarades prolétaires, nous devons énergiquement démasquer tel et tel bourgeois pour qu'il sache qui nous sommes.....»

Comme conclusion, ce traite chose fait par le conclure, l'auteur qui semble peut-être comprendre le caractère peu plaisant de sa plaisanterie citée pour renforcer sa thèse fragile l'opinion de Julien Benda qui déclare que son « amour du peuple n'est de sa volonté de voir régner la justice et qu'il ne se laisse entraîner par cacaoe solicitation.

Comme si cette citation a le don de le rendre plus arrogant, il traite ceux qu'il vise de gens qui « ne se connaissent pas eux-mêmes ». En « *flattant les masses* » consciemment ou inconsciemment dans les journaux ces derniers auraient beaucoup aux intérêts des masses. En conséquence les revendications légitimes des travailleurs risqueraient d'être considérées comme pousées par quelqu'un.

Ainsi, comme nous l'avons dit, si nous avons repris ces arguments au risque d'abaser de la patience de nos lecteurs c'est tout juste pour montrer comment certaines gens qui prétendent faire de la politique et diriger l'opinion, sont plus dangereux qu'ils ne la paraissent. Nos lecteurs verront que de deux choses l'une, ou si ces gens exposent sincèrement leurs idées ils sont dignes de commisération parce qu'ils ne comprennent rien à la politique, ou s'ils y comprennent quelque chose il faut se méfier d'eux en tant que faux-amis et les traiter comme tels.

Dès le début, l'auteur commence par une fausse analyse de la situation des masses de ce pays. Consciemment ou inconsciemment, il présente les mouvements ouvriers de ces derniers temps comme une conséquences faisle de la tendance sociale du gouvernement de la métropole. Présenter la situation de cette façon est tout à fait simplista.

L'arrivée au pouvoir du gouvernement du Front Populaire de France, si elle est un des facteurs importants du mouvement populaire de l'Indochine n'en est pas pourtant la cause principale comme le prétend l'auteur. Les masses ouvrières et paysannes, les couches moyennes et même une partie de la bourgroisie nationale de ce pays souffrent des conditions économiques et politiques lamentables. Les manifestations ouvrières et paysannes des années 1930 — 1931, la lutte des couches moyennes pour les libertés démocratiques, la guerre des industriels et des propriétaires fonciers contre la stabilisation de la piastre et contre l'emprise du capital financier dans l'agriculture et dans l'industrie etc... datent bien longtemps avant l'arrivée au gouvernement de FRONT POPULAIRE. Cette dynamique sociale qui anime presque toutes les couches de la population indochinoise et en particulier la grande masse des travailleurs en font qu'ilèvements les plus espérités et les plus opprimés puise sa force profonde non pas dans l'avènement du FRONT POPULAIRE qui est tout récent mais dans les conditions politiques et économiques du pays, c'est-à-dire dans les tares du régime d'ici. Elle est née des vices de ce régime et de ses contradictions internes persistées à leur paroxysme. Elle pose constamment devant le gouvernement le problème de l'adaptation du régime politique et économique du pays aux besoins sans cesse croissants de la population. Prenant l'auteur même de l'article en exemple nous voyons que ses besoins varient suivant les époques. En 1920 l'auteur pouvait bien se contenter d'un salaire plus bas que celui qu'il a en ce moment. Cette année là, la vie était moins chère. Avec ce qu'il gagnait et avec le revenu du commerce que rapportait sa femme (je suppose que sa femme faisait aussi du commerce), il pouvait vivre à peu près et exercer sa plume à produire des articles plus ou moins indigestes qu'il vend maintenant à son directeur. En 1937 avec la dévaluation de la piastre, avec la hausse vertigineuse des produits de première nécessité, avec la crise qui porte un coup très rude aux affaires de sa femme, il ne peut plus vivre comme auparavant il est forcé alors de demander à son patron une augmentation de salaire. La condition économique n'est-elle pas là la cause principale de cette grève ? Tout son bonheur ne dérive-t-il pas de là ? Peut-il dire que c'est à cause du gouvernement de France qui le pousse à demander l'augmentation de son salaire ? Son cas, multiplié des milliers de fois, devient alors un mouvement de masse. Les mouvements de ce genre existent en tout temps. Ils concourent au but d'adapter la situation matérielle et morale des intéressés aux conditions nouvelles créées dans le pays par un ensemble de circonstances nationales et internationales.

L'avènement du Front Populaire et de son gouvernement en France est un événement déterminé par un autre concours de circonstances : crise économique, radicalisation des masses, tendance fasciste des 200 familles et de leurs valets, dangers de guerre impérialiste... Cet événement influe sur les conditions politiques et économiques de l'Indochine, considérée en tant que colonie française. Il devient un facteur qui, s'ajoutant aux facteurs principaux d'origine purement locale et naturelle, prépare le terrain au développement des mouvements de masses ici. Remarquons d'ailleurs que le même phénomène se produit non pas seulement en Indochine mais dans toutes les autres colonies.

Deuxième remarque. L'auteur qui joue un rôle certainement ignore tout de ce qu'est le Front Populaire et de son gouvernement. Le Front Populaire est un événement déterminé par un autre concours de circonstances : crise économique, radicalisation des masses, tendance fasciste des 200 familles et de leurs valets, dangers de guerre impérialiste... Cet événement influe sur les conditions politiques et économiques de l'Indochine, considérée en tant que colonie française. Il devient un facteur qui, s'ajoutant aux facteurs principaux d'origine purement locale et naturelle, prépare le terrain au développement des mouvements de masses ici. Remarquons d'ailleurs que le même phénomène se produit non pas seulement en Indochine mais dans toutes les autres colonies.

Deuxième remarque. L'auteur qui joue un rôle certainement ignore tout de ce qu'est le Front Populaire et de son gouvernement. Le Front Populaire est formé d'un rassemblement de partis de masses représentant presque toutes les classes opprimées du peuple français. Les masses françaises par *l'intermédiaire de leurs partis* (radical, socialiste, communiste...) possèdent un pouvoir, de toute la force de leur volonté, ce qu'on appelle actuellement le Gouvernement de Front Populaire doit la mission qui de défendre leurs intérêts *en tant* que peuple travailleur.

Contrairement à ce que le plus social ces événements politiques intermédiaires peuvent ne pas être des prolétaires dans le sens strict du mot. Les intermédiaires, dont l'auteur parle ce que nous appelons dirigeants viennent souvent de toutes les classes sociales. Il y a longtemps que la théorie de *l'ouvrièrisme a vécu*. Dans son esprit trop court, l'auteur croit que le mouvement ouvrier est de la classe ouvrière, le milliaul doit être ouvrier. Tout naturellement parlant Léon Blum à ce qu'on sache n'est pas prolétaire par exemple. Remontons même plus loin : et Karl Marx, ni Engels, les fondateurs du socialisme scientifique, n'étaient prolétaires. On ne peut pas dire qu'ils n'ont pas donné leur vie et leurs idées à la cause du prolétariat et que ce sont eux qui ont, depuis un demi siècle, élaboré la doctrine qui inspire les deux grands partis animateurs du Front Populaire, socialiste et communiste. Et Lénine, celui qui fit triompher la révolution prolétarienne russe et instaurer la première Etat prolétarien ne fut pas, non plus, prolétaire. Ces exemples peuvent être multipliés indéfiniment. Par contre, l'ouvrier » Doriot n'est pas moins l'animateur du mouvement fasciste de France et l'ennemi juré du mouvement prolétarien français.

Ce que l'auteur oublie, lui, c'est que le directeur de sa revue n'est pas ou plus un prolétaire, ni même un ouvrier et loin de là, bien qu'il se dise socialiste et défenseur des intérêts des masses travailleuses. C'est peut-être l'image de son directeur que l'auteur aurait tracée en voulant nous montrer les dessous de la vie des « *intermédiaires* » qu'il combat avec tant de « mordant ». Il a sans doute obligé de lempérer son ardeur, car à avancer trop loin, il risquera de se porter atteinte au respect dû à son patron et, qui pis est, à sa sécurité personnelle précisons, sa place. Un conseil d'ami, entre parenthèses : il ne faut pas être plus royaliste que le roi !

Ce que l'auteur doit comprendre et doit en vaincre c'est le problème de la direction des masses. Il faut en échanchant malicieusement à ridiculiser les « intermédiaires », il a posé, sans s'en rendre compte, la nécessité pour les masses d'avoir des partis politiques pour les diriger. Mais, brévité aidant, a pas prononcé cette nécessité à ce qu'en sache. Il a reconnu outre le rôle important des masses de ce pays, le droit pour elles de se constituer en partis politiques.

Un parti politique est un organisme conscient d'une classe sociale déterminée. Il coalesce entre les revendications de cette classe, la dirige et la conduit par la voie la plus appropriée à la victoire finale. Il a sa méthode, sa doctrine et ses moyens d'action. Les partis socialistes et communistes sont des partis de la classe ouvrière. La nécessité de former un large front de combat entre les forces fascistes, contre la misère et contre la guerre amène ces deux partis à adopter la tactique commune de la constitution d'un Front Populaire dans lequel entre également le parti radical et radical-socialiste représentant les classes moyennes, le petite bourgeoisie urbaine, rurale et le paysannerie.

M. Justin Godart que l'auteur rappelle dans son article est un membre du parti radical. Il fait partie du Front Populaire de France. Ses idées politiques sortent du cadre des idées politiques de son parti. Rien d'étonnant que sa conception du syndicalisme ne soit pas la même que celle des partis ouvriers. Il ne doit pas d'ailleurs chercher à utiliser par les « *spéculateurs* » pour nier tout rôle politique quelconque à la classe ouvrière. Les organisations syndicales et internationales du Travail dans les pays occidentaux, au contraire, jouent un rôle politique très important. En Espagne par exemple elles constituent le bastion défendant de la démocratie contre la barbarie fasciste déchaînée par les Franco et les Mola. Même dans les pays fascistes, les leaders syndicaux font une politique de la classe ouvrière. Les syndicats fascistes d'Italie ou d'Allemagne, parce qu'ils sont dirigés par les fascistes, forment le pilier du fascisme aujourd'hui. Ils deviendront inévitablement ses ennemis demain, le jour où les ouvriers d'Italie et d'Allemagne se rendront assez forts pour appuyer leurs partis rédaits actuellement à l'illégalité.

Sans être provoqué par les saesés du Front Populaire de France, comme on est tenté de le croire en lisant l'article en question, le mouvement revendicatif des ouvriers d'ici, grâce à cette circonstance favorable, a pu se développer avec *au* peu plus de rapidité. En toute sanl l'analyse de la situation du pays l'auteur rejette simplement la nécessité de la formation des partis politiques et tombe naturellement dans l'erreur, en regardant les militants comme des « spéculateurs » qui flattent les masses plutôt qu'ils *ne* les dirigent. Chose curieuse, pour cacher son ignorance sous des dehors de « faux pontife il recourt à des procédés de mauvais remacier, en forçant son imagination déhile à créer de toute pièce une scène fanamhalesque décorée de toutes les broderies fantaisistes issues plutôt de son « *moi* » intime que du désir de défendre les intérêts des masses.

Quoi qu'il en soit, ces coups d'épingle n'effleurent personne. L'auteur en est pour ses frais, car ils dénotent de sa part une méconnaissance totale du rôle des partis politiques, du rôle des militants qu'il appelle « spéculateurs » « petits bourgeois a,.... « intermédiaires », en un mot.

Le temps des intermédiaires intéressés, ceux qui se faufilent entre les ouvriers et le peuple, pour gouverner et le peuple, pour trahir les uns et les autres, ce temps là est révolu. Là-dessus nous sommes bien d'accord. Avec un parti politique et des militants expérimentés, les masses travailleuses peuvent parfaitement démasquer ces intermédiaires.

Ce temps est révolu oui, mais un autre temps arrive. Nous sommes à l'époque des mouvements de masse. Le système capitaliste doit nous subissons en notre pays les effets pernicieux, tire à sa fin. Le fascisme, son excroissance hideuse, trouve en notre pays des adeptes, des alliés, des valets.

Le rôle des militants de la cause des travailleurs en ce pays ne consiste pas seulement à éclairer la conscience des masses. Il porte aussi contre les manœuvres tendant à semer la méfiance dans leurs rangs.

Avec le développement de la situation sociale de notre pays nous verrons encore bien des tentatives de sabotage. Plus le mouvement populaire s'approfondit plus les saboteurs rivaliseul d'astuce. A Hongay ils étaient des provocateurs, dans la presse ils sont des ilts sont et demeurent calomniateurs Demain nous verrons sans doute de faux-militants, de faux partis et combien d'autres manœuvres.

Ils ne masques peuvent parfaitement déjouer l'action de leurs ennemis quelle que soit la forme sous laquelle elle se traduise. Elles le peuvent grâce à un parti fort, discipliné, uni, nous l'avons dit dans la lutte sociale et non par la bonne grâce d'un personnage « tabou ».

Elles marcheront alors avec le maximum de garantie dans la bataille pour la liberté et le bien-être. Elles démasqueront les professeurs d'hypocrisie et leurs larbins.

Du sang-froid !

(Suite de la 1ère page)

de la hausse des prix pendant que M. Brévié a cru nécessaire d'augmenter les traitements de certaines catégories de fonctionnaires et que lui-même a proposé une augmentation de solde et des suppléments de fonction en faveur de ces e poux a que sont les maadarins.

Il nous fait condamner pour défaut de celporage alors que cette formalité n'a été appliquée à aucun journal et après que le commissaire de police Fabiani nous a déclaré qu'elle n'existe pas dans le pays.

En relatant ce fait, nous n'avons nullement l'intention de faire payer un droit de colportage aux bé-cous qui gagnent leur vie en vendant des journaux. Nous voulons tout simplement souligner le caractère provocateur de la mesure prise contre nous.

De même on nous pourrait poursuivre atteinte au respect dû à l'autorité française pendant que les feuilles fascistes insultent impunément le Président du Conseil Blum et le regretté ministre de l'intérieur Salengro.

M. Pagès, le dictateur du Sud, reulipliè ses attaques contre les bagnards de Poulo-Condore, procède à l'expulsion des journalistes Diệp-van-Kỳ et Bui-thê-Mỹ et au refoulement en masse de la Cochinchine des Annamites du Centre et des Tonkinois. Entre temps S. M. Bao - Dai al S. E. Guillemain, non contenta de concentrer les prisonniers politiques dans les bagnes meurtriers et d'interdire notre journal, jetent en prison onze de leurs ressortissants dont tout le crime est d'avoir lu la brochure « Pour être socialiste a de Léon Blum. Un de ces malheureux se voit condamner jusqu'à 3 ans d'emprisonnement.

* *

Nous allirons l'alleation des travailleurs et en premier lieu de leurs militants sur le caractère provocateur de ces faits. Nous faisons appel à leur vigilance, à leur sang-froid. Ces provocations peuvent se renouveler. Elles se renouvelleront sous d'autres formes. Qu'ils se gardent d'y tomber.

Les incidents de Clichy sont pleins d'enseignement à ce sujet.

La France, qui a pourtant, à la direction de so destinée, un gouvernement de Front populaire, appuyée par de fortes et puissantes organisations de masses ayant des leaders sûrs et éclairés, n'est pas encore parvenue à prévenir toutes les provocations, telles que les incidents sanglants qui viennent de se dérouler dans la banlieue rouge de Paris. Les agissements de la réaction coloniale sont donc compréhensibles, surtout dans un pays comme l'Indochine où les travailleurs sont dispersés et inorganisés, où les fascistes pullulent dans les cadres administratifs, où tout est permis excepté le droit des masses à la vie, où le moindre souffle est étouffé dans le sang et le feu. Nos camarades feront un devoir d'en avertir les masses, les éclairer sur la nouvelle tactique de la réaction pour les aider à déjouer ses manœuvres et renforcer en eux la confiance en le gouvernement de Front populaire.

VIỆT-NAM

CHÍNH-TẢ TỰ-VỊ

của LÃ-Vinh-Lợi

sẽ giúp các bạn viết khỏi sai lỗi CH với TR, D với GI, R và X với S

Giá 0$60 Hỏi: 14 Nguyễn-Trãi Hanoi

Après les incidents de Clichy

Dissolution des organisations fascistes !

Epuration des cadres !

Enfin la lumière est faite sur les bagarres sanglantes de Clichy,

Malgré les interpellations violentes, basées sur des mensonges de M. Ybarnégaray, représentant le parti Social Français à la Chambre, disant: « les organisateurs de la contre-manifestation portent la responsabilité de ces troubles, alors que le parti Social Français avait organisé une simple séance récréative... Le parti Social Français qui ne s'est livré à Clichy à aucune manifestation n'est pas responsable. Pourquoi les communistes peuvent-ils déclencher les émeutes impunément ? L'Allemagne ne tolérera pas d'ces frontières, qu'un pays se livre au communisme... » ;

Malgré les barbouillages insignifiants, grotesques dans l'Action française écrivant : « Le Gouvernement de Front Populaire olent de porter ses premiers fruits sanglants. Ils étaient inscrits dans sa destinée... » ;

Malgré les cris de haine poussés contre les leaders du parti communiste dans l'Echa de Paris : « que les forces rouges des Marty, des Thorez et des Vaillant Couturier, décidées à renouveler à Clichy la nuit de la rue Damrémont, n'allent pas dire qu'elles ont été provoquées... La parole est maintenant au Chef du Gouvernement qui, par ses faiblesses et ses compromissions à l'égard des révolutionnaires, a permis tant d'horreur... » ;

Malgré toutes ces calomnies, tous ces mensonges, les La Rocque, les Doriot et leurs émules ont essuyé une honteuse défaite.

Ils ont été voués aux gémonies par le peuple travailleur de Paris qui a décienché la grève générale pour protester contre leurs provocations cyniques, leurs tentatives bestiales d'instaurer un régime de terreur et d'oppression atroce sur la terre française, théâtre de tant de révolutions et de combats héroïques,

Ils ont été condamnés ouvertement par le Chef de l'Etat Léon Blum, qui a prononcé dans la Chambre, contre eux et malgré leurs cris de protestation, un cinglant réquisitoire dont voici les principaux points : « Le Gouvernement aurait pu dissoudre le parti Social Français comme il a prononcé la dissolution des Croix-de-Feu, mais c'était reconnaître ce parti comme une association nouvelle, tandis que le parti Social Français n'est autre chose que le groupement des Croix-de-Feu reconstitué... Pourquoi à Clichy, pourquoi cette nerasoité du peuple ? Parce que depuis 3 ans, soit depuis le 6 Février, les républicains vivent en état d'alerte... la République a été défendue par les fortes réactions populaires. Il se peut que ces forces de réaction populaires soient encore nécessaires dans le pays... La grève du 18 Mars n'a pas eu le caractère factieux que certains cherchent lui donner..... On a constaté que pour la première fois le sang versé n'a pas séparé les masses ouvrières du Gouvernement et du Parlement. »

Le Chef de l'Etat a dit oral. Les masses ouvrières sont plus que jamais unies pour dresser une barrière infranchissable sur le chemin du fascisme.

Elles continuent de soutenir le Gouvernement tant que celui-ci reste dans leur camp, défend leur cause en réalisant intégralement le programme du Rassemblement Populaire qui a pris naissance et s'est fortifié sous le signe de la guerre contre le fascisme. « l'ennemi le plus malfaisant de la cause ouvrière... »

Il n'est pas sans justesse, comme Léon Blum l'a fait avec esprit, de comparer le Gouvernement à Antée qui, dans sa lutte avec Hercule, touchait de temps en temps la Terre pour puiser de nouvelles forces. L'Hercule fasciste, pour renverser le Gouvernement actuel et y substituer un dictature, s'efforce de le séparer des masses, de le discréditer, de refaire sur son dos tous les méfaits qu'il a lui-même provoqués. Ainsi il est écrit dans l'Action Française : « C'est à cette échafaudage tragique, à ces agents et à ces gardes mobiles lancés et fusillés, à ces manifestants tombant sous des balles parties on ne sait d'où que devait aboutir la politique de démagogie et de faiblesse pratiquée depuis neuf mois par le Ministère Blum »

Pour pouvoir soutenir une lutte efficace contre cet ennemi féroce, pour le vaincre, pour l'écraser, le Gouvernement ne doit jamais s'éloigner de la masse, sa mère qui lui insuffle à chaque instant, une vigueur nouvelle. Sans la masse, il ne se distinguerait en rien des autres gouvernements de cartel de gauche, ses prédécesseurs. Il serait en proie à des divergences, à des tractations qui le disloqueraient. Impuissant et ouvrant ralent, le chemin au fascisme et à la guerre civile.

La preuve en est donnée par le vote de confiance qui a donné au ministère 362 voix contre 215, vote qui s'est opéré au cours des débats sur les sinistres incidents de Clichy dans lequel le gouvernement prit la défense des ouvriers de la contre-manifestation.

Mais pour garder cette confiance et cet appui, pour les élargir et les renforcer, le gouvernement ne saurait se borner à quelques paroles gratuites prononcées dans la Chambre. Un travail effectif est nécessaire.

Bien que le fascisme ait fait son temps, bien qu'il soit condamné par l'histoire, il ne disparaîtra de la scène qu'à la suite des actions énergiques, conséquentes, coordonnées des masses et du Gouvernement.

Vaincre, Couturier a dit, définir, d'une façon fort heureuse, cette tâche que, sans tarder, Léon Blum doit prendre en moins :

e... Le Front Populaire pulc cruellement de n'avoir pas brisé définitivement les organisations fascistes et de la haute administration.

« Maintenant il faut agir impitoyablement.

« Qu'on n'oublie pas le terrible exemple de l'Espagne ! Qu'on n'oublie pas le 6 Février !

« L'unité a vaincu une première fois le fascisme. Elle doit le vaincre encore demain.

« Toute faiblesse serait un crime !

Donc, encore une fois, dissolution des organisations fascistes ! épuration des cadres ! tant en France que dans les colonies.

Un nouveau journal

Nous portons à la connaissance de nos aimables lecteurs que notre camarade **NGUYEN-DUC-KINH** le journaliste bien connu que notre la direction politique de **HA-THANH THOI-BAO**, journal hebdomadaire politique et social.

Le 1er numéro paraîtra le 6 Avril 1937,

Les livres

Nous avons reçu :

Thi-sĩ Ky-Phong par dans le No 1 du Khuyên-Hoc (nouvelle série)

Tiêng daan-trunng, traduction de « Passage étroit », d'André Gide par Dô-dinh-Thach.

Lanh-Lung de Nhât-linh

Canh-dôeg-Ma de Ng-van-Nam.

Nos remerciements aux auteurs et éditeur.

Correspondance

Le camarade Hiên est invité à se rendre à Haiol avant le 6 courant pour affaire la concernant.

A meilleur prix

Les chaussures

HOA – DANG

48 Rue du Chanvre 48

vous donnent

de l'élégance

et de la solidité

Bà in xong:

NGHIỆP-ĐOÀN LAO - ĐỘNG

Xã-Hội Tùng-Thư

của nhóm « LE TRAVAIL » xuất bản

thu từ và Mandat gởi cho

TRINH - VĂN - PHÚ

21, Rue Citadelle – Hane

QUAND CESSE-T-ON d'envoyer des détenus politiques à Son-La?

A la fin du mois de Février, quelques condamnés politiques, jusque là détenus à la Maison centrale, ont été convoyés vers Son-la.

Comme la terreur et le pataclisme règnant dans la prison de cette ville plus que partout ailloars au Tonkin, le nom seul de Son-la enfilt pour évoquer dans l'esprit des prisonniers de Hanoi l'image de la Mort toute puissante.

Etre convoyé vers Son-la signifie pour eux, être condamné sourdement ou indirectement à la peine capitale.

C'est pourquoi lour convoi vers la fameuse ville Thaï doit être préparé minutieusement dans l'ombre, à l'insu des prisonniers, pour éviter des protestations désespérées, qui pourraient se produire le jour fatal du départ.

Cette fois-ci comme toujours, le convoi fut organisé dans le plus grand secret possible. Nos camarades détenus politiques furent pris au dépourvu. Le matin, après l'heure du réveil, on en appela sept au greffe : Dôog, To, Dy, Dô, Trich, Ngàn, Khoa-Vat.— le dernier, un vieillard de soixante ans, a été naguère atteint d'arthritisme.

Tout d'abord, ils crurent à quelque bonne nouvelle, à la grâce, à l'amnistie qui les ramènerait à leur foyer paternel où attendent impatiemment les leurs. Mais, quel fut leur étonnement quand, devant le Greffe, ils se trouvèrent en présence de leur sac de bagages des rations servant de vitrique, des menottes, du chef d'escorte, des miliciens, en un mot, tous les préparatifs d'un convoi !

Ob furent-ils convoyés ? Pris de panique, ils se consultèrent des yeux ?

A Son-la, leur dit-on.

Et vite menottes aux poignets, ils furent amenés à l'auto qui l'attendait de bonne heure devant la maison centrale pour les recueillir afin de filer à toute vitesse vers Cho-bo d'où la furent ensuite dirigés vers Son-la.

Ainsi, avec un effort de résignation devant l'impossible nos sept camarades s'en allèrent vers la terre de mort, par une matinée lourde de crachin. Ainsi ils s'en allèrent en laissant à la Maison centrale leurs quatre co-détenus dans le vide du ladieu manqué et dans la tristesse de la terrible séparation.

Encore un convoi vers Son-la...

Cette nouvelle ne nous étonna guère, surtout en ce temps où l'on assiste à la recrudescence de la réaction coloniale, recrudescence marquée déjà par des poursuites injustifiées et des arrestations arbitraires.

L'amnistie intégrale et la suppression des bagnes réclamées par la population indochinoise tout entière sont loin d'être accordées que déjà un nouveau convoi de condamnés politiques vers Son-la se résise.

Qu'en pense M. Brévié ?

Devant les revendications légitimes des masses, et après la déclaration à la Chambre de Marius Moutet au sujet des condamnés politiques, victimes du fascisme colonial, on se bâte de les envoyer à Son-la ob la mort va peut-être les libérer des persécutions, des chaines de la cadonille, des menottes.

N'est-ce pas là une manière bien simple d'appliquer l'amnistie intégrale ?

LA MAISON RENOMMÉE DES CHAUSSURES

Chân-Long

9, rue Paul-Bert — des Paniers 38, **HANOI**

AI MUỐN BÁN ĐƯỢC GIÁ CAO !

Bắt cứ lúc nào sẵn có các thứ hàng sau này :

Da trâu, bò sống chưa thuộc, vàng den các hạt có gầu như vàng, lọc, hòi, quế chi, càng hồi tiêu, café, bông gạo, bông ta, hạt bông, dầu gai và các thứ quang sải, chì, thiếc, antimoine, manganèse, amiante, v.v.,.. xin mời ngay lại nhà.

« S. E. X. P. I. »

Anh-ty công-ty

Boîte postale n° 54 – Hanoi, hay mời lại nhà viên giám đốc bản sở ở đường Gia-Long số 18, hay ở phòng giấy ở phố Nguyễn-Trãi số 42.

Cần các đại-lý các tỉnh ở Đông Pháp *bán các hàng sau này :*

Hỏi-vị, thạch, hành, khoai, tỏi tây, đá công giấy, hàng sắt như đinh, giây thép, kim, than, phẩm, giấy, to, sàm, các chất hóa học, v.v...

Bản sẽ buôn lận gốc bán lận ngọn nên giá beo giờ cũng họ hơn hết.

Rất han gì xin cho biết địa chỉ sẽ phái mở đến thương lượng, lên xin viết lại hộp thư số 54—Hanoi.

Une leçon du national-réformisme

Dans l'Annam nouveau, organe de la bourgeoisie nationale paru en date du 25 Mars 1937, un certain Fac (tel confondes pas avec Fac ou flic) vient de faire à grand tapage une leçon sur l'opportunisme et le réformisme.

Il commence tout d'abor l par faire part au lecteur de la pensée que lui a inspirée la lettre de M. J. Godart au Gouverneur Général et finit par s'acharner contre ceux qu'il accuse d'être les fomentateurs degrève, les « faoteurs de trouble ».

« ...Ces petits Messieurs, dit-il, qui se faisaient une gloire d'avoir fomenté des grèves dans lo pays...»

Le mouvement de grève qui se déroule depuis des mois an Indochine est-il l'œuvre de quelques fomentateurs ? Noo, nous ne la croyons pas le moins du mondo. Les ouvriers indochinois so mettent en grève parae que *premièrement* ils se trouvent eu présence d'une baosse du coût de la vie, hausse provoquée par la dévolution et poussée à un rythme accéléré et inattendu par les spéculateurs illicites; *deuxièmement* dans les années de crise leur salaire a été amenuisé si bien qu'il leur est impossible de joindre les deux bouts, face à la vie chère; *troisièmement* devant l'intransigeance du patronat qui cherche à forgiverser afin de retarder de façon systématiquement l'application des lois sociales, ils ont compris, à l'instar de leurs camarades de France, la nécessité d'uno pression de masse.

Voilà la véritable cause du mouvement do grévs actuel. Il faut être vraiment cynique comme Fac pour diro que « c'est le droit et le devoir de chacun de chercher la vérité dans tous les domaines et d'essayer de la faire triomphor » tout en niant la vérité la plus éclatante et en détournant l'opinion de l'évidence des faits Bien convaincus de la légitimité de leurs revendications, les ouvriers indochinois sont entrés en grève. En défendant leurs intérêts vitaux ils ont conscience de leur lutte. Ils ne sont pas des fantoches et ne se laissent pas tirer par le bout du nez. C'est so plonger daos l'ignorance complète de cette qu'il y a des fomentateurs assez capables de les poosser à faire la grève quand ils ne le veulent pas.

» Si le droit de grève, dit Fac, est légal, on ne doit eepeodant en user que lorsque toos les aotres moyens ont été employés en vain ». Mais est on aussi aveugle pour ne pas constater que dans oombre de cas, les ouvriers avant d'entrer en grève ont commencé par poser leur cahier de revendications au patronat et que s'ils ont dû quitter l'ontreprise c'est qu'ils ont été dans l'impossibilité de trouver des moyens plus efficaces.

Les travailoots de Hanoi par exemple ont adressé uno requête à leor patron puis une autre à M le Maire pour solliciter sou intervention, cette forme bien banale de la défense passive, avant d'utiliser la grève.

» Et encore la grève, poursuit Fac no doit-elle pas être une manifestation do colère et da baine, au contraire la grève doit symboliser l'opposition calme et réfléchie d'une force contre une autre force, l'opposition du travail ratinouel contre le capitalisme exagéré ».

Bienvoyoos Fac aux faits, rien qu'aux faits. Les grèves de Campbamine de Ba-Son, des chemins de fer du Sad, pour oe citer que des plos remarquables, ne sont-elles pas des exemples de la lutte calme, disciplinée et réfléchie ? Les moeours de Campba n'ont-ils pas su déjouer les manoeuvres des provocateurs qui les excitérant à la « colère » poor avoir le prélexte de les réprimer ensuite. Fac parle de «bagarre ». Mais qui l'a créée à Hongay l'an dernier ? La foule couteuse et passive des grévistes on la police ? a L'homme a le droit de refoser son travail on d'exiger un salaire convoosable; il n'a pas le droil de se dresser rontre l'homme, les armes à la main. Pauvre Fac ! il a perdu es cervelle si bieo qu'il ooblie que les ouvriers grévistes n'oet rien que leura corps de poings levés en signe de fraternisation, tandis que ceux qui ont les armes à la main » aent justement les policiers ot les miliciens accourus à Hongay au secoura du patronat !

On parle de « travail rationnel » et do « capitalisme exagéré ». Drôle de façon de choisir des épithètes ! Peut-être, dans l'« esprit » de Fac, le travail irrationnel ne devrait-il pas s'opposer au capitalisme tout euurt !

« Croyez-moi, laissez travailler en paix le pouple indochinois, aucourages-le au travail, montrez-lui ce qui a été fait do bieu, vives près de lui pour soulenir ses justes revendications. Eleves son esprit vers l'amour au lion de l'abaisser vers la baine ». Digoe parole d'un apolistes qui eslgno à blaoe le peeple en ont parler de paix et d'amour ! Eh bien Fac ! ... unus la paix ! nous, travailleurs ludochinois, noua en avons assez de ces démagogues qui font semblant de se peucher vers nos malheurs pour mieox nous ancer lo sang. Vous voules nous conseiller de « travailler en paix » c'est-à-dire de nous courber éternellement sous l'exploitation et l'oppression semi-esclavagistes aoxquelles nous sommes soumis ?? Vous parlez a d'élever notre esprit à l'amour » ? Croyez-vous qeo nos employeurs nous aiment qeand ils roulent en auto, tandis qu'ils refsendd'augmenter notre salire de quelques sous pour priver nos gusses même de la soupe ? Vous voules nous encourager au travail ? Mais eous travaillons toujours beaucoop plos qoe les aotres. Nous travaillons même nuit et jour pour avoir lo bol de riz quotidico, pour fournir à la société tout ce dont elle a besoin. Ce n'est pas nous qu'il faut encourager au travail, mais ce sont les cosous, les gavés, les parasites qui vous exploitent et qui vivent à nos dépens.

« La vérité, dites-voos, est dans les principes énoncés dans le calme et vérité par des assemblées intelligentes; elle n'est, n'en déplaise à beaucoup, nullement dans l'issue locstaique des sanglants combats de rue ». Et pourtant l'histoire nous a enseigné doremeot que la vérité est oée parfois de la violence et voiée par des assemblées lasues d'un grand ebaogement d'ordre social. Vous avez formé, co ooos semble, voire jeune cervelle au creosot do l'Etude » et vues ne savez pas que les principes de la liberté, de la fraternité et de l'égalité ont été énoocés dans l'orage de la Révolution française ? Où a été vous arrivé pour ne pas comprendre que la suppression du l'exploitation de l'homme par l'oommo et l'édification de la société sans classes, ces principes profondément bomains, ont été le but de la révolution prolétarienne russe de 1917 ? La société bamsiue, comme toutecbose, évolue parbouds.

» L'émancipation progressive » et lente, quel bluff !

Ce n'est pas lo moment do discuter — et il est presque inutile de le faire — sur la théorie de la révolution avee les conservateurs qui se sentent assez heureux de se crsmponner à l'ordra de choses actuel, mais il est clair qee le réformisme a fait prix est complètement faux à la lumière de l'histoire des peoples.

« Et toi peuple, je te l'ai déjà dit : écoute les gens calmes et reflécbis qui te dirigent vers le bien qui ont obtenu, qui obtiaoent et obtiendreot toojoora des pouvoirs publics l'améliorstion de ton sort. Fais leur confisnce parce qu'ils ont travaillé, parce qu'ils ont cherché les meilleores solotines aox problèmes socisox. Fais leor confiance. » Voilà la façoo dont Fac conclut sa leçoo.

Parole naoséabonde, stepide, loucbe !

Comment ! ils osent laocer on pareil apoel au peuple, eux qui vivent éloignés du peuple, dans l'opulence et qui l'exploitent sans vergogoo ?

Oui, le peuple est loin d'avoir bénificié des libertés démocratiques ; les ouvriers réclament, d'un zèle souteoo. le droit syodical ; les paysaos « qui travaillent, qui souffrent éloignés du pain » parce qu'ils sont écrasés par le fisc, pressurés par l'usure, tracassés par les abus de pouvoir. Qui a obtenu des pouvoirs publics l'améliuration de leur sort » sieon la force plus ou moins ecalisée de la lutte de masse ? Ob sont donc « les meilleurs solutions aux problèmes sociaux » de Messieors les nationaux-réformistes ? Ils exhortent le peuple à faire confisnce en eux et ils oublient qu'il était un temps où le peuple a fait confiance en M. M. Pham Huy-Loc et Pham-Ta, l'un le saboteur du congrès indochinois, l'autre le briseur de grève ?

Eux-mêmes qui veulent faire « un retour en arrière », qu'ils se taisent au lieu de faire leçon à s ceux qui veolent aller trop vite » ! En faisant figure d'éducateur, ils font bien de se dépouiller de lenr masque d'opportuniste.

Que le peuple réveillé leur donne plutôt la leçon pour leor apprendre à mieox peoser et à mieux agir avaot qo'un large souffle de liberté ne vienne les balayer au coin du carrefour social.

UN MILLION DE

CHEVROLET

ont été vendues en 1936

par la

Général Motor Company

Démandez à essayer les nouvelles CHEVROLET

au

GARAGE AVIAT

Messieurs,

Si vous voulez changer votre menu, ne manquez pas de venir chez

TÊ MY

Le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville.

Spécialité de Nam

47, Rue des Eventails Hanoi

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Blennorrhagie aigue ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau.
Facile et Radical

CABINET MÉDICAL
Dr Trần-Văn-Sang
78 Rue du Papier — HANOI

Salon de Coiffure Trac
86 — Rue du Chanvre
HANOI

A partir du 20 Mars 1937

Tarifs

POUR { étudiants et élèves 0$16 ; usagers de nos tickets 0$18 ; tarif courante 0$20

LA DÉFENSE de la démocratie française

par J. BERLIOZ (Paris.)

Il y a quelques semaines la Chambre occupée par un grand débat sur la défense nationale et l'organisation de l'armée française, au cours doquel tous les partis ont fait entendre leur voix, et qui s'est terminé avec l'adoption, par 413 voix contre 124 d'extrême droite, d'un ordre du jour faisant confisnce au gouvernement « afin d'assorer par le reuforcameot do notra sécurité lo maintien de la paix ». Tous les partis du Front populaire, y compris les commonistes, ont approuvé les déclarations gouvernementales aur la nécessité de « mettre notre pays à l'abri de tonte agression ».

La discussion a eu un aspect tecbuique et un aspect politique. Ues conceptioos militaires différentes ont été exposées aur le rôle de l'aviation, la composition de la flotte, la mobilité et la mission stratégique de l'armée de terre, la composition de la direction des opérstions, etc. Tenant compte de circonstances démographiques très favorables à la France, on s'est attaché sortout à rebercber les moyens d'*améliorer la quatité des forces militoires*. Certains ont preconisé la constitation d'one armée de choc juxtaposée à l'armée natioosle de mobilisation, la plupart des orateurs ont souligoé l'importance des formatinns de spécialistes de métier et l'orgence d'une motorisation plus complète aiosi que la mise sor pied d'une sérieuse préparation préliminoire de la jeuoesse.

Le ministre de la goerre a déclaré en conclosion qu'il o voulu, dans toote la mesure du possible, bénéficier des tecbniques modernes qui parmettent une économie de forces. Il a annoncé la « création d'un corps de mobilisance de 15.000 spécialistes. L'ougmeotation de plusieurs milliers du nombre des militaires de carrière, une préparation effective et obligatoire de la jeuoesse, une meilleure formation des officiers et sous-officiers de réserve, une organisation rationnelle do la mobilisation industrielle ». Il a rappelé le dépôt d'uo programme supplémeotaire d'armements de 19 milliards en quatre aos. Il n'a pas formulé de doctrine bien claire de l'emploi de l'armée de l'air, qui ne paraît toojoors conçue que comme une force auxiliaire à la disposition de l'armée de terre ; les capacités de bombardement seront cuosidérablement augmeotées et le parachotisme enseigné aux pilotes. La flotte sera rapidement rajeuoie.

Toutes les interventions ont été dominées par le *sentiment d'un danger extérieur pressant* et presque tous les participants su débat en ont indiqué sans ambiguité la source : le fascisme international et l'hitlérisme en tout premier lieu. Les discours commençaient ainsi : le Reich nous distance à grande allure... nous ne sommes pas au diapason de l'Allemagne... l'Allemsgoe o'a qu'une pensee : la préparation à la guerre. » *En présence des armements de l'Allemagne hitlérienne*, a exposé le radical Archimbaud, tout le monde a enfin compris chez nous qu'il fallait qoe la France fût forte. » Le catholique Pezet a dressé un tableao impressionnaot de l'orgaoisation de l'écooomie allemaode en fonction de la guerre. Pour justifier l'intensification des coostructions navales, le ministre de la Marine a basé ses calculs sur une coalition do l'Allemagne et de l'Italio contre la France.

Nous nous réjouissons de voir ainsi bien des yeux s'ouvrir sur la réalité ? Le dernier discours d'Hitler, répudiant la notioo de paix indivisible et de sécurité collective et meosçant insolemment les démocraties sous cooleur de luta contre le bolchevisme, y a certalement aidé. Nous ne pouvons pas eo même temps ne pas regretter que l'orateur délégué par le groope socialiste ait été un des rares a ne pas dire nettement où était la menace de guerro. S'en tenir à des considérations générales, d'allore un peu académique, sur la course aux armements et l'affaiblissement du système de sécurité collective sans en dénoncer les responsables, nous semble faire preuve d'un dangereox aveuglement. Nous, nous avons eité MEIN KAMPF : » Il faut anéantir la France » : et mis en accusation sans ménagement uos prétendus nationaux qui fournissoot do fer à Hitler et des faosses nouvelles à sa presse.

L'aspect politiqoo do débat n'a pas été celui qu'aspéraient les adversaires du Froul popolaire. Ils avaient déposé leurs interpellations à un moment, avoue le *Quotidien* du Comité des Forges, où il s'agissait de faire do ministre de

(suite en 4e page)

Teinture — Détachage
Dégraissage

Pham Ta

23, Boulevard Francis-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Par les tempêtes au vérité Sortir est une chose malaisée. On pousse An-Thai *modèle de cette année. Vous mène partout en toute sécurité.*

AN-THAI

2, Nguyễn-Trọng-Hiệp, 2 HANOI

Grands fabrication de pousse pousse moderne — Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

Huê Dân

NGUYỄN-VAN-QUYỀN

Mécanicien dentiste

Prothèse Dentaire

46, Rue des Cuirs—Hanoi

De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Blennorrhagie aigue ou chronique

traitement antiphlogistique traitement suppressif.

Drogues très efficaces, tarissant l'écoulement en 3 jours.

Syphilis : toutes les périodes

traitement symptomatique et causal.

DUC THO ĐƯƠNG

211 Route de Hué HANOI

LES PLUS BEAUX PORTRAITS SONT

SIGNES :

HUONG-KY photo

Nouvelle clinique médico-chirurgicale

La clinique du Dr DANG VU LAC à la rue Duvillier a été transférée depuis le 1er Avril 1937 au

N° 92 Bd Gambetta (Clinique Henry Cappin)

Téléphone 586

Essayez les Chaussures

de la

Maison CU-TAI

74 Rue du Chanvre—Hanoi

et vous serez ravis de leur élégance le moin coûteuse surtout à la plus parfaite solidité.

LY - SENG - BAO

Bijoutene - Horlogerie - Lunetterie

82, Rue des Pantiers — HANOI

Foire de Saigon 1927
Diplôme Médoille bronze

Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur

Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médoille d'argent

Pour sause d'agrandissements
Les magasins
DUONG - QUANG
Spécialités pour cycles et automobiles
sont transférés:
Angle Rue du Coton et Avenue Puginier. Tél. 479
HANOI

Verrerie Lampisterie
THANH-DUC
dit
TRINH - ĐINH - KÍNH
65—Rue des Poniers, Hanoi

BIBLITHÈQUE SCOLAIRE FRANCO - ANNAMITE
NGUYỄN HOÀI-ĐỨC
Le Français par soi-même. — Tự học chữ Pháp không phải thầy. Sơm cho người nhiều tuổi học chữ Pháp không phải thầy, in đến 14 nghìn. Giá bán 0p.80 — Cước phí 0p. 20.
ĐÔNG-TÂY TIỂU THUYẾT
HI-SINH
của PHẠM NGỌC-KHÔI
Chuyện mới, văn mới, đọc giả đón xem xuất bản từ 1er avril 1937.
SÁCH MỚI
Tiếng Dọng Trường — André Gide — Đỗ Đình-Thạch dịch. Giá 0p 35.
Thi-Sĩ Kẻ Phong của cô LÊ-CHÍ, giá 0p.25
Hanoi, Escale du Cœur par Christiane Fournier giá 1p.00

LA DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE

(*suite de la 3e page*)

la Défense nationale, défenseur du l'armée contre les menées communistes, *le pivot d'un renversement de la majorité*». Et novembre dernier, nos représentants à la commission de l'armée s'étaient abstenus sur un ordre du jour de confiance au ministre parce que celui-ci ne paraissait pas assez soucieux de lier la défense de la République à la défense du pays, c'est-à-dire de protéger l'armée des agissements des factieux ? Ou compliait donc pouvoir opposer le radical Daladier et son parti aux communistes « antimilitaristes » et même aux ministres socialistes et ainsi provoquer la dislocation tant désirée du Front populaire.

Aussi, les déclarations de nos camarades Gitton et Dewez et notre vote de confiance ont-ils été accueillis avec une grande colère et un dépit rageur, que l'on couvre avec toutes sortes de considérations fantaisistes sur notre but « de faire servir la France aux fins de cette politique de conservation et de sauvegarde soviétiques ». Nous avons au contraire expliqué avec force que notre parti n'était mû que par la préoccupation de défendre la paix du monde et la sécurité du notre pays directement menacée par l'allemagne hitlérienne qui en est une des conditions.

Nous ne nous sommes pas laissés émouvoir par les sol-disant rappels à la pure doctrine. Nous avons au contraire démontré la continuité de notre lutte pour la paix depuis les mois d'ordre de Lénine contre la guerre impérialiste et l'union sacrée jusqu'à ceux de l'intégrité et de la sécurité de la France du Front Populaire de 1937. Les situations ne sont pas les mêmes : il y a aujourd'hui une Union soviétique rempart de la paix, des Etats fascistes organisateurs de la guerre — et qui l'ont même déjà commencée sur le sol espagnol ; et en France un gouvernement, le nôtre, ou dit par la bouche de son ministre de la Guerre entre autres : « Nous sommes attachés à la liberté et nous voulons être en mesure d'empêcher quiconque d'y toucher et d'éloigner la guerre. » C'est selon cette réalité que nous agissons.

Nous n'avons pas voulu voir le problème de la sauvegarde de la paix seulement sous l'angle des rapports entre les forces militaires et de la technique. On ne peut isoler ce côté de la question de celui des relations internationales où de celui de la qualité morale de l'armée. Aussi Gitton a-t-il développé la politique du pays du Front populaire opposée à la tentative des Etats fascistes tendant à la constitution de deux blocs hostiles en Europe, à la croisade contre les pays de démocratie, politique de paix indivisible et du sécurité collective, d'attachement à la Société des Nations, de coalisation de pactes d'assistance mutuelle ouverts à tous sur le modèle du pacte franco-soviétique, d'entente avec tous les pays et tous les gouvernements dans le respect des droits de chaque nation et le respect des lois internationales.

Puis, ainsi que Dewez, il a insisté pour que soit substituée « à la conception étroite qui ne voit la défense nationale que sous l'aspect d'une armée isolée de la vie nationale, éloignée de tout contact avec la population civile, une autre conception vraiment nationale qui déterminera la coopération de toutes les forces vives du pays pour la défense nationale, en sachant donner au soldat le sentiment qu'il ce se bat pas pour quelques uns, mais pour défendre son pain, son travail, sa liberté ». Nous avons donc demandé qu'on aille beaucoup plus loin dans la démocratisation de l'armée, l'amélioration du sort des soldats, fils du peuple; le soutien matériel et moral des sous-officiers et officiers fidèles à la République, l'éloignement des chefs liés aux factieux et qui introduisent la politique fasciste dans l'armée pour la démoraliser et la diviser, la réduction du temps de présence dans les casernes, la mise à la charge des riches des écrasantes dépenses militaires.

La véritable armée forte est celle où la république est respectée, où les soldats et les cadres sont liés avec les travailleurs, où existe la plus grande cohésion morale contre la politique d'esclavage et d'asservissement du fascisme international et de ses complices de l'intérieur. *C'est celle que la jeune République de 1792 sut se donner*, sous l'impulsion des Jacobins, qui fut victorieuse à Valmy et repoussa l'assaut des tyrans de l'Europe entière soutenus par les emigrés de Coblentz.

Ses soldats étaient autorisés à assister aux séances des clubs populaires et aux fêtes civiques ; ils pouvaient constituer leur club à eux. Le ministre de la Guerre abonnait les unités aux journaux révolutionnaires, et il faisait participer les soldats au plébiscite sur la Constitution de 1793. Le Comité de Salut Public donnait aux représentants aux armées des instructions de ce genre : « S'il se trouve encore parmi les gradés des Français indignes de porter ce nom, qui ne se dévouent pas sans réserve au maintien de l'égalité et de la République, ils les suspendront et les éloigneront... ils entendront les soldats, recevront leurs plaintes, les puniront, les entretiendront des travaux de la Convention nationale, enflammeront leur zèle; » Lorsque dans une telle armée, le général Oomonriez, Franco d'alors, voulut passer à l'ennemi et marcher sur Paris, il ne put entraîner sous ces volontaires dont le loyalisme républicain était si heureusement forgé.

Seule, l'armée soviétique a repris cette tradition, avec l'armée populaire espagnole. Nous en sommes encore loin en France. Le gouvernement ne voit pas toujours le dangereux noyautage de l'armée par les fascistes et va même jusqu'à la décomposition, il isole toujours les soldats de la vie politique et leur interdit la lecture de l'HUMANITÉ ; il ne fait pas assez pour l'amélioration des conditions matérielles de l'armée. Mais nous avons le ferme espoir d'une liaison plus intime entre l'organisation militaire du pays et du peuple républicain, qui assurera mieux la sécurité des foyers français. Nous avons fait toutes ces observations, mais malgré qu'il reste tout à faire dans la voie de la *création d'une armée vraiment nationale*, nous avons voté l'ordre du jour de confiance pour servir l'union de la nation contre ses diviseurs et ses agresseurs.

L'extrême-droite ne s'est pas méprise sur la signification de notre attitude. Nous l'avons vue déniger systématiquement l'œuvre militaire du Front populaire, se livrer à une basse polémique en jouant avec le moral de l'armée, livrer une fois de plus des manchettes sensationnelles aux journaux hitlériens, se songer qu'à la rupture du Front populaire. A tel point que le nationaliste Buré s'est vu obligé de lui donner cet overlissement : « La droite crie : Vive la France ; et Franco lui répond : Heil Hitler ! Il est temps qu'elle se retrouve si elle ne veut point qu'on l'enrichisse de défaitisme ou de traîtrise. « Quand elle a prétendu que le maintien du la discipline morale du [illegible] était incompatible avec la présence des marxistes dans la majorité, tout le monde a compris qu'elle entendait par là une discipline morale dirigée par des Franco ou des de la Roque. Notre discipline morale, c'est celle de la défense d'une démocratie toujours plus large qui tend à rendre la patrie au peuple.

La fée brune ne vous tente plus, si vous vous adressez à la pharmacie
Ma-Lap-Phuong
126. Route Khôm - Thiên
Remède sans réaction ne fatiguant pas

Employez la peinture
Gecko
22 place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire: PHÙNG-KHU-CƯƠNG

Cours spéciaux et gratuits pour les arriérés (1)
par professeur — Homme de Lettres
Français. — *Françoin commercial, Conversation Phonétique, Correction d'accents.*
Annamite. — *Style, Composition, Architecture de la phrase, Rénovation de l'art annamite.*
Conseils et directives pour candidats aux examens. Technique sûre, rapide, agréable et pratique, donnant résultats inespérés.
Utile aux Annamites — Indispensable aux Etrangers. Offre extrêmement sérieuse
Ecrire à M. VU-DINH-HAI 10 Tân-Hưng Hanoi
(1). Travaux pratiques : 0 :30, l'heure. Etrangers : 0.50. Une réduction de 50% sera accordée aux premiers inscrits. Monsieur la Professeur se rend volontiers à domicile.

ANH EM CHỊ EM !
ĐỌN XEM HÀ - THÀNH **THOI - BAO**
Tờ báo chủ - đích ủng - hộ Mặt Trận Bình Dân
Số 1 ra ngày 6 Avril 1937.
Báo-quán : 14 Rue Nguyễn-Trãi Hanoi

Bijouterie Argenterie
au
LION D'ARGENT
Fabrique sur commande des bijoux.
Médoille d'or ou solon 1936
Propriétaire : **BUI-HUNG-LIA** — *56 Rue Jules Ferry — Hanoi*
Ateliers des Arts Hadong

Le Huy - Phach
Pharmacien sino-annamite
Spécialiste des maladies vénériennes, des malodies des reins et du cœur
LÊ HUY - PHACH
149, Rue du Coton — Hanoi

THUAN-THANH-LONG
dit Thân Chemise
15 Rue du Ris Hanoi
(près du Grand Marché)
SPÉCIALITÉ
Chemises — Pyjamas — Robe de chambre — Sous vêtements.

Draperies — Loinages
Fournisseur en gros pour tailleurs
TAN-MY
Grand Tailleur
5, place Négrier — Hanoi

De tout ce qui précède, il anit quo les exigences de la production entraînent tous les jours une plus large application du la division du travail et du machinisme ; le produit est de moins en moins une œuvre individuelle ; l'instrument de travail, colossal, demande, pour entrer en mouvement, une collectivité d'ouvriers ; le propriétaire, non seulement perd tout rôle utile, mais devient nuisible ; son élimination est donc nécessaire ; les forces productives développent fatalement marchent vers la destruction des obstacles qui outravent leur évolution normale, obstacles provenant du mode d'appropriation.

Comme pour la Révolution du siècle dernier, la préparation préliminaire du toute transformation sociale est accomplie pour le collectivisme ; les éléments matériels et intellectuels de la rénovation pour nous pourraient qu'à engendrés le milieu actuel, sont suffisamment développés.

Les progrès de l'industrie mécanique permettent de réduire considérablement le temps du travail indispensable, tout en accroissant la production dans des proportions énormes, le mode d'appropriation finissant par se conformer au mode de production, et celui-ci étant collectif, l'appropriation strictement individuelle va sans cesse diminuant ; l'organisation du travail correspondant à cet état de choses a écarté la caste propriétaire so debors de laquelle se raerotent les capacités directrices ; la possession par la bourgeoisie a abouti au plus honteux gaspillage des productions, des moyens de production et des produits.

Voilà les faits déjà déterminés par la force des évènements et ces faits conduisent à une organisation économique où la production, réglée socialement, le sera en vue des besoins d'une société qui n'envisagera les produits que sous le rapport de leur utilité respective ; où le gouvernement désordonné des hommes sera remplacé par l'administration consciente des choses soumises au contrôle de l'homme au lieu de poser tyranniquement sur lui ; où, avec le propriétaire privé, aura disparo le travail pour d'autres, le salariat.

Cette suppression du la propriété individuelle, et par suite du salariat et des maux de toute espèce qu'elle entraîne n'est pas une fatalité parce que la justice la prescrit, mais parce que l'évolution de l'organisme producteur l'impose impérieusement. « Le socialisme, ainsi que l'a écrit Engels, n'est que le reflet dans la pensée du conflit qui existe dans les faits entre forces productives et forme do production ».

Théorie scientifiquement déduite, notre collectivisme ou communisme repose sur l'observation, il constate les tendances et conclue à ce que les moyens de production, achevant leur évolution actuelle, soient socialisés.

Socialisés, disons-nous, et non pas communalisés comme le voudraient certaines gens. Car les inconvénients de la propriété individuelle se retrouveraient dans la propriété communale, et aussi dans la propriété corporative, à cause, notamment des partages inégaux qui en seraient la conséquence, de la productivité différente des moyens de production, etc... Que la lutte s'engage entre communes et communes, corporations et corporations, ou patrons et patrons, il y aura inégalité entre travailleurs fournissant une même somme de travail, et concurrence roloense ; ce serait sous une autre forme, la continuation de la société présente.

Ses tenant aux faits, le socialisme scientifique ne peut préciser expérimentalement quo la mode d'appropriation vers lequel marchent les forces productives. C'est la mode d'appropriation qui régit le mode de répartition des produits. Il est évident qu'uno fois les moyens de production socialisés c'est-à-dire ayant revêtu comme appropriation la forme communiste qu'ils ont déjà comme action, une distribution communiste des produits suivra. Seulement elle ne s'opérera pas d'après le vieux cliché si cher aux dévots de l'anarchisme et du possibilisme : « chacun selon ses forces, racevra suivant ses besoins.

De chacun selon ses forces, mais qui mesurera-t-on la force de chacun ? Que ce soit un individu lui-même ou un étranger, on se heurtera toujours à l'arbitraire. On resta, notre tendance n'est pas, ne peut pas être de tirer de l'homme le maximon d'efforts dont il est capable ; nous devons chercher, au contraire, à diminuer l'effort humain, à raccourcir le plus possible le temps de travail, afin d'augmenter le temps consacré aux jouissances physiques et intellectuelles, au plaisir.

A chacun cuivant ses besoins, mais ici encore, qui mesurera-t-on les besoins de chacun ? Si l'organisme producteur est tel, que les produits soient en quantité suffisante pour que chacun puisse consommer à sa guise sans restreindre la consommation des autres, pourquoi ne pas dire : à chacun suivant sa volonté ? Si les produits sont en quantité insuffisante pour satisfaire complètement tous les besoins de tous, comment proclamer le droit de chacun à consommer proportionnellement à des besoins par lui-même appréciés ? On ne peut nier que dans cette dernière hypothèse, s'imposerait une limitation de la consommation individuelle, basée sur les conditions d'existence matérielle réalisées ; et cette limitation concordant mieux avec le nouveau mode économique, que celle dont la mesure aerait nou la productivité individuelle, laquelle favoriserait les individus donés d'avantages naturels au détriment des moins bien pourvus, mais le temps du travail égal pour tous garantirait à tous les travailleurs une possibilité de consommation égale ?

Aperçu sur le socialisme scientifique

par Gabriel Deville

(*Suite*)

Le parti ouvrier et la guerre des classes

Si le salariat touche déjà à son terme, si sa période est ainsi destinée à être beaucoup plus courte que celles de l'esclavage et du servage, c'est que les conditions extérieures qui rendent son élimination inévitable, se sont-produites plus rapidement. Cela s'étoune pas lorsqu'on songe que les combinaisons sociales de l'époque bourgeoise, troubiées à chaque instant par des modifications fondamentales des forces productives, sont loin d'avoir le caractère éminemment conservateur des modes de production précédents, et sont, par conséquent, plus apies que ces derniers à créer rapidement une situation révolutionnaire.

Un prolétariat, assemblage de misérables sans volonté d'indépendance, sans conscience do la possibilité de s'émanciper, serait incapable du profiter de cette situation ; c'est pour obvier à ce mal que s'est formé le parti ouvrier

Pour une classe ne devant être affranchie que par son action propre, son premier pas vers l'affranchissement est en effet, sa formation en parti sciemment hostile à ses oppresseors. Organisation en debors de tous les partis bourgeois, quelle que soit leor cocarde, de tous les condamnés au salariat, de tous ceux qui voient leur activité subordonnée dans son exercice à la capital mooopolisé par la minorité bourgeoise ; organisation de la force intéressée à briser la société capitaliste, séparation des classes sur tous les terrains et guerre des classes pour arriver à leur suppression voilà la raison d'être du parti ouvrier.

A ceox qui entreprennent une guerre de classe, il faut un même signe de ralliemool, un drapeau identique faisaul l'union autour de l'idén commune ; il faut un programme de classe, tableau de revendications qui, étant collectives, doivent être à l'abri des fantaisies individuelles. La latitude laissée à chaque groupe de rédiger son programme, engendrn des programmes contradictoires, source de divisions; elle ouvre la porte à toutes les compromissions, à toutes les basses spéculations personnelles ?... Aussi les congrès nationaux du Havre et de Roanne ont-ils donné au parti son programme unique du combat.

Constitué et armé, le parti ouvrier ne vise pas à recruter exclusivement ses adherents parmi les prolétaires des villes ; si ces derniers sont « la force motrice historique de la société », il n'écarte pas dédaigneusement les paysans et les petits bourgeois. Il s'efforce de reodre conscients de leur position de classe inférieure, tous ceux dont les intérêts sont diamétralement opposés à ceux du la bourgeoisie capitaliste, nue intérêta de la classe vivant de l'exploitation du travail d'autrui.

Or, il n'est pas niable que le même autagonisme qui existe entre le prolétariat des villes et celin bourgeois a, existe aussi entre celin bourgeoisie et les paysans, les petits propriétaires, les petits boutiquiers, les petits patroos. Cet antagonisme qui, dans le premier cas, provient de l'accaparement déjà effectué de moyens de production, sort, pour le second, de la menace d'un accaparement prochain.

Petits boutiquiers et petits patrons se consument en vains efforts dans leur lutte avec les grands magasins et les grandes usines, contre lesquels la concorrence est tous les jours plus pénible, de même que la concurrence signifie plus haut les produits de nos paysans contre les produits agricoles étrangers. Ils tentent de compenser par la dépréciation notamment du tar-if de la main-d'œuvre, les charges qui leur incombent. Eussent-ils les meilleures intentions on faveur do leurs collaborateurs salariés, la nécessité de vivre les contraint à l'exploitation de leur travail ; notre organisme économique n'autorise pas, en effet, à cesser d'être exploiteur sans devenir immédiatement exploité, il anihilie les bonnes volontés individuelles.

(*A suivre*)

Imp. spéciale « Le Travail »

L'Administrateur - Gérant Trịnh văn-Phú

Image 2200 ex.
le 2 Avril 1937

2e ANNÉE N° 29 — LE NUMÉRO 7 CENTS — VENDREDI 9 AVRIL 1937

LE TRAVAIL

1940

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyen-Van-Tien

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

	Indochine et France	Etranger
Abonnement : 1 on	3$50	1. on 5$00
6 mois	1$80	6 mois 2$50
Abonnement administratif :		1 an 7$00
		6 mois 4$00

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh Van-Phu

21 Rue de la Citadelle — HANOI

« Enfants du pays de la révolution et de la liberté, nous n'avons pas à renoncer à notre idéal et nous avons au contraire la volonté de l'appliquer pleinement et partout »

(*Déclaration de* Marius Moutet *à Marseille*)

MADRID INVINCIBLE!

Madrid depuis la révolte de la clique fasciste est sur toutes les lèvres et dans tous les cœurs prolétariens.

Les travailleurs du monde entier suivent avec une fiévreuse anxiété les nouvelles d'Espagne Chaque avance de Franco est une menace de guerre ; chaque succès des rouges, un message de paix. La victoire de l'armée républicaine, qui sera la victoire de la démocratie, conduira à l'émancipation des travailleurs et la libération des peuples opprimés, pendant que l'écrasement du fascisme mettra fin à la haine des races et l'asservissement des minorités nationales, chaque jour apporte plus de lumière sur cette vérité qui gagne de plus en plus les larges masses et décide les hésitants sur la voie à prendre.

Le prolétariat international sous le guide de leur avant-garde monte jour et nuit une garde de vigilante autour de l'Espagne républicaine et démocratique. Il livre une lutte acharnée contre le fascisme dans leur propre pays et mine par là l'arrière-front de Franco. Il s'impose mille privations pour approvisionner les combattants rouges de Madrid, d'Oviédo... Mieux, il envoie en Espagne ses meilleurs fils qui lorment de leurs poitrines ardentes un rempart infranchissable autour de Madrid, nous voulons parler de la Brigade Internationale. Symbole vivant de la solidarité prolétarienne Image émouvante de la fraternité des peuples. Ecueil de granit où viennent se briser toutes les vagues fascistes.

Cet embryon de l'armée rouge de demain en Occident groupe dans son sein des Allemands, des Anglais, des Français, des Italiens, des Hollandais, das Autrichiens, des Roumains, des Polunais.. L'Indochine tient lui nnssi à apporter sa modeste part : une dizaine de camarades combattent dans ses rangs.

Le moral de la Brigade, l'enthousiasme de ses unités, leur dévouement à la cause prolétarienne, leur héroïsme sans précédent ont forcé l'admiration de ses pires ennemis. Nous avons relaté ici, la Centurie Thaelmann. La présence de ces combattants allemands communistes, social-démocrates, sans parti, catholiques, à côté des travailleurs d'Espagne est une gifle cinglante à l'hitlérisme et montre au monde entier le vrai visage de l'Allemagne prolétarienne. De même, le bataillon des anti-fascistes Italiens foule à ses pieds la politique sanguinaire de Mussolini et incarne l'âme du peuple italien.

Tous ces combattants, jaunes et blancs, hommes et femmes, vieux et jeunes mènent une lutte implacable contre l'ennemi commun: le fascisme. Un même souffle les anime : la liberté.

Un même coeur les unit : le cœur prolétarien.

Les mercenaires d'Afrique se plient devant leur conscience de classe. Les bandes fasciates allemandes se brisent contre leur foi inébranlable en l'avenir et les troupes régulières de Mussolini viennent d'essuyer un échec tellement retentissant qu'il jette le désarroi dans le camp fasciste.

Les agences d'informations au service du capital ont beau lancer à travers le monde les nouvelles les plus fantaisistes sur la Brigade Internationale : désagrégation, mutineries, révolte. La Brigade Internationale reste ce qu'elle est et ce qu'elle doit être, l'avant-garde de l'Armée républicaine d'Espagne, le fossoyeur du fascisme.

La presse vénale a beau inonder le monde de nouvelles alarmantes sur la prise « imminente » de Madrid. Madrid reste et restera ce qu'elle est, le cœur de l'Espagne prolétarienne, la grande forteresse du prolétariat espagnol.

Madrid vaincra!

L'Espagne républicaine et démocratique vaincra !

M. le G. GENERAL BREVIE
a reçu avant-hier notre camarade TRINH-VAN-PHU

La convocation a été adressée à notre camarade Phu seul, le 6 avril à 11 heures pour l'audience fixée à 19 heures du même jour.

Phu a été reçu d'abord par le Chef de cabinet du Monsieur le gouverneur général à qui il a fait un exposé sommaire de la situation malheureuse des travailleurs du Tonkin durant la crise.

La dévaluation monétaire aggrave cette situation en posant en même temps le problème du rajustement des salaires au coût de la vie qui a, depuis ces derniers temps, augmenté dans des proportions inquiétantes.

L'origine des dernières grèves vient de là. Ces grèves sont purement économiques. L'ampleur du mouvement en est une preuve suffisante, elle pose en même temps le problème ouvrier en ce pays. Les ouvriers manquent d'organisation par conséquent n'ont pas de délégués qualifiés pour entrer en pourparlers avec les patrons afin d'arriver, dans le plus bref délai, à une entente satisfaisante

Or là, la nécessité urgente de donner aux ouvriers la liberté syndicale..

Monsieur la Gouverneur Général qui avait été probablement retenu au début de la conversation, entra et salua en disant que les dernières grèves sont légitimes mais que si la liberté syndicale doit être accordée, elle devra étroitement liée pour des fins purement professionnelles. En attendant, les Inspecteurs du Travail n'accepteront désormais de toutes les revendications ouvrières. Notre camarade Phu, profitant de l'occasion pour lui parler de la façon dont l'inspecteur du Travail de Hanoi a jusqu'ici accueilli les requêtes des ouvriers. Il lea a laissés attendre des heures et des heures parfois pendant toute la journée pour leur faire dire par le planton de revenir un autre jour ou d'aller à la Justice de Paix ou au Tribunal civil. Le plus souvent il ne donne aucune suite aux requêtes qui lui sont remises par les ouvriers. Et chaque fois que ceux-ci faisaient appel à notre intervention, M. l'Inspecteur du Travail, nous déclarait qu'il ne voulait pas d'intermédiaire.

Monsieur le Gouverneur général a promis que désormais les requêtes des ouvriers seront prises plus sérieusement en considération. En parlant de notre journal, il a dit qu'il est pour la liberté de la presse mais il a demandé pourquoi nous ne parlions pas des bienfaits de la France, il nous sommes de bonne foi. Nous lui faisons remarquer des misères du peuple, en qui pourrait provoquer la haine du Gouvernement français.

Notre camarade Phu lui a répondu qu'en dévoilant les misères du people, les abus des mandarins et des autorités publiques, nous ne provoquons aucunement la haine contre le gouvernement français. D'ailleurs dans notre journal, la question de l'indépendance n'est même pas posée. Nous voulons des libertés démocratiques et des réformes immédiates pour donner un cours déblaié à l'évolution de l'Indochine.

Phu lui a parlé des arrestations et condamnations à Quang-tri des personnes sur qui les autorités mandarinales ont saisi la traduction de la brochure « Pour être Socialistes

du Léon Blum. M. Brévié lui a répondu que notre journal est mal informé, que c'est pour délit de réunion illégale que ces personnes ont été arrêtées et condamnées. Il a même touché d'un mot l'affaire de torture de Phuc-Yên en prétendant que les choses ne s'étaient pas passées comme nous avons cru.

Enfin, en quittant Phu pour se retirer dans son cabinet de Travail, Monsieur le Gouverneur Général lui a laissé entendre ainsi, que tout se passe ici d'une façon régulière, que la vérité se trouve toujours dans les rapports administratifs qu'il a reçus.

Nous nous proposons de reprendre et de discuter une à une les idées émises par Monsieur le Gouverneur Général au cours de l'audience qu'il a bien voulu accorder à notre camarade Phu.

Grève des scieurs de long à Haiphong

400 scieurs de long se sont mis en grève depuis le 7 Avril. Ils se sont présentés à la Mairie, présentant les revendications suivantes :

1°) Augmentation de salaires. Cette augmentation est définie correctement et clairement dans le tableau suivant :

Bois ordinaire blaue 0p.08 le mètre carré.

Bois ordinaire go	0.09	id
Bois de teu	0 13	id
Bois de tieu	0 15	id
Bois de Muéng	0.10	id
Bois de gie couge	0.11	id
Bois de gie blanc	0 10	id
Bois de eu	0 09	id
Bois de lat	0.12	id

2°) Le paiement des salaires doit être effectué dans un délai fixe.

3°) L'avance d'une certaine somme pour les frais de subsistance journalière afin de n'être pas obligé de contracter des prêts usuraires.

4°) La mesure des pièces débitées doit être juste et exacte. Les résultats doivent être enregistrés non seulement dans le carnet des patrons mais aussi dans nos carnets d'ouvriere afin d'éviter les erreurs ou omissions qui nous portent préjudice.

LETTRE DES TRAVAILLEURS DE HANOI

à M. le Gouverneur Général Brévié

Monsieur le Gouverneur Général,

Nous soussignés délégués des travailleurs de Hanoi, (cheminots, traminots, typographes, tisserands, coiffeurs blanchisseurs, tailleurs, cordonniers, ebénistes, brodeurs, boys, cuisiniers et couturières), demeurant tous à Hanoi,

Avons l'honneur de vous exposer respectueusement ce qui suit :

C'est la première fois que nous prenons la liberté de nous adresser ainsi à un Gouverneur Général de l'Indochine Jusqu'ici nous souffrons et nous nous taisons. Vous pouvez, Monsieur le Gouverneur Général, consulter qu'aucune demande émanant directement des ouvriers ne se trouve dans les archives du Gouvernement Général.

Aujourd'hui, les temps ont changé. Il paraît que le Gouvernement français veut bien s'intéresser au sort des humbles et des faibles comme nous. Et vous même, Monsieur le Gouverneur Général, vous avez déclaré que les déshérités auront toute votre sollicitude, que vous voulez connaître, par vous-mêmes les conditions de vie des masses laborieuses de ce pays avant de prendre des mesures susceptibles d'améliorer le niveau de notre existence profondément misérable.

Monsieur le Ministre Justin Godart qui a bien voulu nous accorder une audience, nous a demandé de ne pas vous déranger de vous laisser travailler tranquillement, d'avoir confiance en vous, en votre libéralisme. Mais, Monsieur le Gouverneur Général, c'est ce que nous avons toujours fait. Nous avons laissé travailler tranquillement tous les Gouverneurs qui vous ont précédé. Avoir confiance en vous ? Cette confiance, nous vous l'avons manifestée dès votre arrivée. Jamais jusqu'ici, les masses laborieuses n'ont participé d'une façon aussi enthousiaste, aussi chaleureuse à une réception officielle réservée à un Gouverneur. Et c'est encore avec confiance qu'aujourd'hui nous faisons appel à votre haute autorité pour que des améliorations réelles soient apportées à nos conditions de vie et de travail.

Nous savons qu'il vous est difficile de saisir à travers les affirmations contradictoires, à travers les rapports des inspecteurs du travail, des patrons, de la Sûreté ou des hommes politiques qui prétendent parler en notre nom, la vérité sur notre situation Pourtant vous avez besoin de la connaître pour donner les réformes à prendre et aussi pour contrôler l'application de celles déjà prises. Pourra vous donner satisfaction, sauf une commission d'enquête qui composée d'un inspecteur du travail, d'un représentant des patrons et d'un représentant des ouvriers sera chargée de dresser, une statistique générale :

1°) Sur le nombre des ouvriers employés dans chaque usine, entreprise ou atelier.

2°) Sur le montant des salaires et la durée de la journée de travail.

3°) Sur les conditions d'hygiène et sur les traitements subis par les ouvriers.

4°) Sur les pourcentages des accidents de travail dans chaque métier.

Cette commission d'enquête se transportera d'usine à usine d'atelier à atelier interrogeant avec bienveillance les ouvriers sur leurs conditions de travail et de vie, vérifiant surplace leurs déclarations, allant jusqu'à chez eux les voir vivre au milieu de leurs.

Est ce trop demander ? Nous ne le croyons pas, Monsieur le Gouverneur Général, surtout pour vous qui voulez vous pencher sur les misères du peuple travailleur.

Cette requête n'est pas dictée par l'impatience. Car nos misères ne sont pas d'hier. Nous pouvons encore attendre ; mais attendre dans l'espoir d'une amélioration réelle et certaine.

Elle est dictée, Monsieur le Gouverneur Général, par une profonde inquiétude. Nous sentons que depuis votre arrivée, partout on cherche à vous détourner de votre point de vue premier, partout on nous calomnie, on nous présente comme des éléments peu dignes d'intérêt, partout on vous dit que si nous demandons quelque chose c'est parce que le Gouvernement de Front Populaire de France a trop promis, que les déclarations libérales de Monsieur la Ministre des Colonies Moutet ont suscité chez nous des passions malsaines, des prétentions inadmissibles des « velléités ridicules.

Déjà, on a voulu détourner l'attention de Monsieur Justin Godart de nous. Lâchement, sournoisement, on lui parlait des misères profondes des paysans non pas pour l'intéresser sincèrement au sort de ces millions de nos frères qui souffrent réellement plus que nous, mais simplement pour retarder l'application des mesures prises par le Gouvernement au notre faveur, pour barrer la route à d'autres réformes. La manœuvre a pins d'une fois réussi. C'est ainsi que la Chambre de Commerce a retardé de 35 ans l'application en Indochine de la loi sur les accidents du travail. Et, depuis 35 ans on n'a presque rien fait pour ces paysans qui sont minés par la trachéme et la sous-alimentation et à qui on impose l'alcool pour tout remède.

Le Gouvernement nous a demandé la loyalisme, nous demandons au gouvernement la sincérité de reconnaître que, ouvriers et paysans, tous, nous sommes profondément malheureux, non seulement au point de vue économique mais au point de vue humain, et qu'à nos poitrines misères de tous les jours s'ajoutent les mauvais traitements de nos patrons, les exactions de nos mandarins, l'indifférence des autorités publiques. On nous arrête, on nous emprisonne, on nous frappe quand on veut et tant qu'on peut. Nous avons le sentiment que nous ne sommes pas considérés comme des hommes. Ceci n'est pas un cliché à sprin par cœur, c'est un sentiment intime et profond que nous éprouvons et que nous n'avons jamais exprimé jusqu'ici parce que nous avons eu peur d'une répression inévitable Nous la proclamons bautement aujourd'hui parce que nous estimons que M Moutet qui nous avait défendus même quand il n'était pas encore ministre ne saurait nous frapper aujourd'hui parce que nous venons à lui avec confiance.

Nous vous le disons à vous parce que vous avez proclamé que c'est spécialement pour nous que vous êtes venu en Indochine »,

Depuis quelques mois nous n'avons rien compris aux réformes apportées par le gouvernement de Front Populaire. On nous dit que les lois sociales sont appliquées, que la liberté syndicale va être accordée et quand nous avons une réclamation à faire à propos de la non-application par nos patrons des lois sociales promulguées, nous ne savons à qui nous adresser.

L'inspecteur du Travail de Hanoi nous accueille comme des chiens, nous renvoie le plus souvent au Tribunal de Paix qui laisse dormir l'affaire. Pendant ce temps la sûreté nous convoque, nous menace de pires représailles. Nos camarades grévistes se voient condamner à des peines variant de 3 mois à 3 ans. Et si nous nous adressons au seul journal « Le Travail » qui s'occupe réellement et d'une façon désintéressée de nos petites misères, on nous accuse d'être communistes. La sûreté nous signale à nos patrons qui nous renvoient sans préavis ni indemnité. Si nous protestons on nous emprisonne ou nous refoule à nos villages d'origine.

Tout ceci n'est pas de l'invention ; nous vous citerons des cas concrets, de précisions s'il le faut. Tant que vous ne nous donnerez pas le droit de nous organiser en syndicats professionnels, d'avoir des représentants des délégués

(suite en 2e *page*)

Le TRAVAIL en correctionnelle

On se rappelle les 2e et 3e procès du Travail intenté par les gérant et entremaître de l'IDEO pour diffamation. On se rappelle également que l'affaire a été renvoyée, à l'issue de la séance du 24 Mars, à quinzaine pour plaidoiries.

La séance du 7 Avril qui n'a pas duré plus d'une heure a été remplie par les plaidoiries de Me Darieger et de Me Lambert, avocats respectifs de la partie civile et de notre camarade Trinh van Phu.

L'affaire est de nouveau renvoyée à huitaine pour jugement.

CHOSES VUES

A propos d'un livre

Le pauvre et malencontreux « Retour de l'U. R. S. S. » de Gide n'aura pas cessé avant longtemps de faire jaser de lui. Les suppôts du fascisme de tout poil ont sauté dessus avec un empressement qui fo t pitié s'il ne fait pas rire. Ils pensent qu'étant donné la personnalité de Gide et sa sympathie déclarée pour la doctrine communiste, ce livre ne manquera pas de porter un coup mortel au régime soviétique. La vérité est qu'ils en sont, une fois de plus, pour leurs frais d'imagination.

Ceux qui de bonne foi ont taxé Gide de trahison ou de défection ont commis eux-mêmes un abus de terme. Ignore-t-on que Gide est communiste de la même manière que Victo Hugo est partisan du progrès universel, je veux dire sur le seul terrain qui mérite ce nom? Pour sincère que soit un homme de voir l'humanité sortir de la misère et de la dégradation, ce n'est pas moins enlacbé d'une certaine sensiblerie propre aux écrivains et plus particulièrement aux poètes. On sait du reste que c'est sur la ligne de démarcation entre le rêveur et l'homme d'action. L'Histo re offre, sous ce rapport, plus d'un exemple caractéristique. N'en voilà un, celui d'André Chénier, ce poète élégiaque d'abord partisan enflammé des idées libertées puis criant épouvanté à la persécution des que furent déclenchées les premières oscillations nécessaires de la guillotine.

Quoi d'étonnant que Gide qui rêvait d'un monde idéal issu de la Révolution fût déçu de ne pas trouver en U. R. S. S. autant de liberté et de tolérance qu'il eût souhaité ? Ses songes de visionnaire n'ont pu être entièrement indemnisés avec les réalisations du pays du Socialisme encore que celles ci, selon ses dires, soient sans bien des points inconditionnés et dignes d'admiration. Qu'est-ce à dire sinon que l'écrivain fortiste n'est jamais à même de saisir et de souffrir en lui-même et par lui-même les nécessités de toute réalisation ? De là cet accent d'amertume, ce jugement incohérent et désabusé que d'aucuns ont interprété comme une catégorique condamnation. L'écrivain socialiste allemand Lion Feuchtwanger est on ne peut plus judicieux qui dit, dans une réplique à Gide, qu'en U. R. S. S. on doit travailler, à l'instar de Juifs bibliques, la truelle dans une main et le glaive dans l'autre. L'ordeur de la réaction, le fiéau fasciste qui surgit de toutes parts exigent une discipline sévère. Tout relâchement pourrait compromettre une entreprise dont les heureux effets se constatent déjà partout mais qui n'en demeure pas moins ardue de par son caractère nouveau et hardi.

Il est peut être bon de faire, à cette occasion justice de certaines assertions au sujet du procès de Moscou. Ce procès qui n'est terminé, comme on sait, que par la juste condamnation des saboteurs du régime, a eu le don de rejouer certains espoirs bien connus pour leurs tendances rétrogrades et leur optimisterie à défendre un état de choses dont ils sont comme de juste les premiers profiteurs. Ils s'en sont soisis incontinent pour corroborer leur dénigrement. « Ainsi, écrit le Temps, après vingt années, la lutte internationale emploie, en les aggravant peut-être, les méthodes et les procédés tsoriales ». Que voilà un bien piètre argument ! Nous sommes tenté de renvoyer notre distingué confrère à son manuel d'histoire : il y trouvera de quoi faire tomber son indignation. Il verra que le peuple français, pour venir à bout de l'ancien régime, a mis quelque chose comme un siècle. Il se rendra compte que pour abolir la Féodalité la France a dû, de 1789 à 1875, date de l'établissement définitif de la Troisième République, recourir souvent (et des moyens bien peu tendres pour enrayer l'opposition ou « dedans comme au dehors. L'U.R.S.S. en moins de vingt ans, a pu triompher de cette féodalité autrement redoutable et la république capitaliste, elle a bâti sur d'autres bases une société nouvelle. N'est-ce pas un procédé tout à l'honneur des artisans de la République soviétique ? Cette belle justice sévère et vigilante reste nécessaire. Lénine l'a prévu qui disait quelque part : « Il faut frapper durement, bien que dans l'idéal nous soyons opposés à toute violence ». Les hommes de 93 n'auraient pas pensé autrement.

Ceux qui s'élèvent contre les rigueurs en U.R.S.S ne peuvent au moins disconvenir de cette vérité que ces rigueurs, qui sont forcément temporaires, sont de beaucoup préférables à certains prétendus libertés d'apporence atroyante mais qui dissimule en les perpétuant trop de misères silencieuses et des souffrances muettes

Mais il est des gens qui se refusent à se rendre à l'évidence, incapables qu'ils sont de se départir d'un mesquin souci d'intérêt ou des élever à des conceptions généreuses.

La n[ième] victime de M. Pagès

M. Pagès vient d'ajouter une nouvelle mesure d'expulsion à la lutte déjà respectable de ses persécutions politiques.

La victime est notre camarade Đỗ Hoàng Cu.

Ce est un libéré politique gracié en 1934. De retour à Hanoi, il a fondé une maison de commerce. Mais il fut embêté continuellement par des perquisitions des tracasseries de la part de la Sûreté. Ainsi, les clients qui fréquentèrent sa maison se virent exiger ou même confisquer leur carte d'impôt.

On comprend pourquoi Cu dut quitter Hanoi pour aller s'établir dans le Sud. En novembre 1936, il réussit à se faire embaucher comme dessinateur dans l'entreprise de construction générale Dubois. Le 18 mars 1937, pour cause de maladie, il obtint un congé et comptait revenir pour quelque temps au Tonkin. Il fut déjà à la gare, s'apprêta à prendre le direct quand trois minutes avant le départ, un commis aire de police l'abarda, lui intimant l'ordre de se rendre à la Sûreté de Tân-Dao.

L'ordre vint du Gouverneur de la Cochinchine. Il ne comporta d'ouïe motif.

Cu fut retenu à Tân-Dao pendant 12 jours. Le 31 Mars, il fut refoulé au Tonkin en vertu d'un arrêté d'expulsion pris contre lui par le Gouverneur Pagès le 23 mars. L'arrêté d'expulsion nous le répétons encore une fois, est une simple mesure administrative ; il fut pris en considérantion du « décret du 20 Octobre 1911 fixant les pouvoirs du Gouverneur de la Cochinchine et des Résidents Supérieurs en Indochine » et « la note n° 1718 - S du 20 mars 1937 du chef lacoi des services de police. » Aucun motif n'est nécessaire ni n est mentionné. C'est le régime des mesures administratives du Izar de l'ancienne Russie, ou encore des lettres de cachet sous l'ancien régime en France.

L'arbitraire administratif ne connaît décidément pas de limites en ce pays. Car non seulement Cu fut refoulé purement et simplement, c'est-à-dire qu'il fut arraché à son milieu, qu'il est condamné à végéter dans l'oisiveté et la misère mais encore au cours de son « rapatriement » il subit les menottes et les fers. Arrivé à la gare de Hanoi, il y fut retenu de 3 jusqu'au 5, pendant cette durée naturellement il continua de garder les fers et les menottes.

Nous ne répétons plus ici notre indignation en présence de pareils actes de tyrannie, de cette politique qui consiste à diviser pour régner, à cloisonner artificiellement le pays d'Annam en comportiments étanches, afin de pouvoir le cas échéant, refouler, réduire, affamer les « indésirables. »

Un nouveau renfort à l'armée des chômeurs

Le Résident Supérieur du Tonkin vient de déverser dans » l'armée de réserve » un groupe de 21 Téng-su et agents journaliers par l'arrêté n° 82 du 26 mars 1937.

Ce renvoi est seuleroent justifié par le fait qu'il s'agit là des agents journaliers. Parmi les victimes, il y en a qui ont fait plus d'une dizaine d'années de service. Et pendant ces dizoiucs d'années, que de souffrances, que de privations ils ont dû endurer! Ceux qui sont les mieux rétribués ont gagné 30p. par mois, les autres pas plus d'une quinzoine. Ce modeste salaire ne suffisoit nullement à l'entretien de leur famille souvent très nombreuse. Mninteuont ils sont impitoyablement jetés sons préavis sur le pové. ne sochont plus que faire pour gagner leur vie.

Auparnvant ceux qui étaient victimes d'un pareil renvai,ovaient droit à uno indemnité de 3 mois de salaire avec une certaiae somme variable suivant la durée du temps de leur service. Ceite mesure est mainte nont oupprirnée. Nous demandono en conséquence qu'elle sail de nouveau roise en appliestion afin de perroettre aux malheureux intellectuels d'avair des moyens pour attendre un nouveau gogne - pain.

Nouvelle Clinique médico-chirurgicale

La clinique du Dr DANG VU LAC à la rue Duvillier a été transférée depuis le 1er Avril 1937 au

N° 92 Bd Gambetta
(Clinique Henry Coppin)
Téléphone 586

Nous dénonçons la politique de persécution systématique génératrice de méfiance et de désordre

Il nous paraît et il se confirme de plus en plus que le gouverneoment colonisl s'ingénie à appliquer, pour les masses coloniales, non point une politique de confiance et d'apaisement, mais une politique de provocation systématique.

Cela n'est vu du reste, à de lrep fréquentes reprises, au cours de la dondureuse épopée de la libération des masses opprimées, pour que nous ne voyions pas clair dans la jee double de nos dirigeants. Toetes les fois qu'un mouvement populaire se lait jour et menace de s'étendre, les « respooosables », par tous les moyens, cherchent à l'enrayer, et la provocation est un moyen aussi odieux qu'apparemment efficace, dont ils foot le ples souveot usage.

Qee s'est-il passé en Iedochine française, ces mois derniers?

La misère profonde daos laquelle dépérissentles travailleurs de pays, et la répercussion des luttes ouvrières de Freoce ont fait éclore, sur cette terre crasseuse d'apression et d'obscerantisme, ee moeveoeot revendicatif qui tous les jours gagne eo étendue et en profondeur. Les grèves, les demandes, les manifestations déferlent par la campagne et la ville ; et toejours — c'est le point à préciser elles pyotent astoer de légitimes et modestes revendieations, pour la plupart écooomiqoes; et teujoors aussi, elles sont caractériotes por un respect parfait de l'ordre et de la discipline, comme le recaunaisseot eox-mêmes des Francis modérés, rien moins que révolutiooaires.

Log'qeemeet, le Geoverneoment, qoi doit être le défeoseur impartisl de tous les intérêts légitimes, se doit d'bppuyer les revendications papulaires et de travailler à les satisfaire dans la mesere des pessibilités que lui réserve la régime féodal-capitaiste impérialiste actuel.

Mais, les Gauverooroeots, les états dirigés par les fasciater, aox faita sociaux, ne connaissent pas de logique ou plotôt ils ont lour logiqun propre, la logique des Intérêts ! Et atora la ajoification des évèaements, aux yeax des classes dirigeantes, prend uno autre menace: revendieatiooa populaires — même légitimes, même modestes — aignifient atteiates aux intérêts des féodaux, capitalistes, impérialistes, et cansarts. L'attitado qui découle d'un pereil raisoonemeot, d'une parelllo mentalité, est nette ! Il faut à tout prix réprimer le mouvement des masses opprimées.

Et d'abord, on met au ceuvre la grande presse, à qui l'an confie la tâche de déaturer la vérité. Puis, rapports, procès-verbaux, télégrammes se chargent d'entretenir l'opinion métropolitaine dans des c'erreurs » voulues. Les comités d'action poor recueillir les vœox populaires deviennent des embryoos de soviets. La moindre voie de fait commise par un particulier aur la oersaone d'un Européen ou d'eue Européenne devient agrésaion saeva, e cootre la population européenne. Le moindre acte de sabotage inoins lient et sans portée aeeaue devient tentative de désorganiaer l'économie de. pays. Les grèves pacifiques sont présentées comme des émeutes. Les manifestatioos d'enthousiasme et de confiance envers le Front Populaire sont présentées comme des commencements d'insurrection !

Ioet récemment, l'amnistie do 15 condamnés politiques victimes d'une justice sommaire et considérés comme un acte da natere à mettre le pays de nouveau à feu et à esog ! Certaies colonialistes se plaisent même à faire courir, en Fraoce, le bruit impudent qe'à l'arrivée des libérés d'Iulni, Saigon a connu au surauut d'émeute ! Le lont, mouvement reveodicatif légitime, est coodamné d'ene accoestion globale, beresecralique, du reste assez familière, assez banale : Agitation !

Agitation ? Nous voudrions bien savoir de quel côté est l'agitation, do côté des mas-es qui formulent des vœux do liberté et de bien-être ou du côté des dirigeeats qui déforment les faits pour semer la panique dans tans les milieux ?

Agitatioo ? Nous voodrions bien qu'on nous dit lecqeel des deux partis a déclenché l'agitatioe, de celui des ouvriers qui pour ne pas mourir de faim demaodent une légère aogmentation de salaire, des masses qui confiantes en le Front Populaire, demaodent à organiser le Congrès Indochinois en vue d'une vaste consellation populaire, — et de celel des patrons qui renvoient en masse, sans motif, sans Iodemnité, les nuvriera ; des autorités qui arrêtent, emprisonnent pour des crimes imaginaires : lecture do « Pour étru Socialiste », participation à la réception de M. Godart etc...

A bon entendeur, salut !

Mariua Mouiet, à qui ces camouflages et mensonges sont destinés principalement, nu semble pas avoir montré des qualités do bou entendeur. Avec son consentement atténeur, le Congrès Indochinois a été étouffé, un télégramme do félitlation à étu adressé par lui aux autorités locales, qui oot non pas réglé les grèves des mioe dans les meilleeures conditioos, mais ont fait matraquer les grévistes. Enfin, que siguifierait encore eu télégramme secret qui aurait prescrit des mesures en voe de mettre fin aux agitatioos » et que Outrey aurait lu dans no meeting, à Paris ?

Fortes de l'assenimeot au moins tacite du ministro mal informé, les aelorités locales se metteot plus résolement à l'œuvre. Elles travaillent à prevoquer des réactions populaires, en vue de justifier une répression plus énergique !

Arrestations, omprisonnemeots coedamnations se multiplient d'un boet à l'aetre du pays, frappant des habitents connus pour être de fervents partisans du Froul Popolaire. La prevocation est manifesto surtout dans les récentes arrestations dans le Qeaeg Ngai, Nguyên Tuyée, dans le huyên de Duc Pho, e été arrelé parce que le 12 mars uo rapport mentioona la présence de 2 bicyclettes à proximité de sa maisan (on aceçoonait une réunion de société secrète) Les libérés pulitiques Trâo Khuy, Lê Klob, Suong, Lê Cu, Lê Dô, Lê Cheoc, Lê Diên, Lê Duong, Bùi Bieb, Lê Biab, Bà Hnâu, da s le ueyên de Mê Duc, ont été arrêtés le 16 Mara, soumis à la qeestion, frappés (Trân Kuy a été hospitalisé), parce que, étant placés sues la serveillaece admiuistrative, ils ont été se chef lieu, sans autorisation, assister à la réception de M. Godart On leer pose en outre des questioos sangreuses du genre de celles-ci : e il y a beaucoup de forgeroes qui parlent pour la région manlagneose de Ba To ; est-ce poer y farger des armes à feu ? a —

Lors de la réception le M. Godart, est-il vrai que les manifestants ont été porteers de bétons et de pieex, iestruments qu'ils ont déposés par la suite derrière le Mont Ilem ? a Et les paiieots étaient fatigés parco qu'ils ne foerniaseot pas des réponses satisfaisaetes.

Le Goeverooement féodal impérialiste de la colonie est eo train de mener une politique aussi machiavélique qua dangereuse ! La provocation, qui est la véritable « agitatioo », se retoureera toujours contro ceux qui la déclenchent. D'ailleura si elle est adieuse, du pare son but inavoué de persécution intense, nous avons qu'elle est le mal ioévitable dans les périodes de crise de craissaoce du mouvement des masses. Daos eea circonstances, le devoir qui incombe aux ouvriera et paysans en Inile pour luora revendications immédiates — c'est de garder tout leur sang-froid, toute leur maîtrise, et de paraaalyre inors lutes dans l'ordre et la descipline. Et tout en faisaot aua massea indochinoises, un appel dera ce sens, nous somroes certains qu'en dépit de la Réaction, elles finiroot par affermir leurs positions et qu'en définitive, la politique de provocation systématique nu fera que précipiter l'anion effective des ouvriera ut paysans de l'Indochine.

M. MASSIMI VEUT-IL RÉÉDITER SES EXPLOITS DE 1935

Les habitants de Haiduong se rappelieot encore les arrestations et détentions ordonnées por Monsieur Mossimi é la veille d'un procès qu'il avait engagé contre les notables, du village de Hôi-Xuyên. Paur inlimider les témoins et les forcer d'accuser les coupables désignéo por lui, il n'avoit pas hésité é faire arrêter sans aucune formalité de justice et em prisonner les témoins qu'il jugeait trop favorables pour les Chanh-Hoi Bui Huy Liên qu'il voulait perdre à tout pris. Il faisait mieux. Il leur fit tondre la tête et les soumellre à des corvées de prisonniers. Ces faits étaient tellement scandaleux que le Procureur Général et la Cour devaient intervenir pour faire mettre en liberté provisaire ces notables qui étaient par lo suite acquittés é la Cour.

On voit que Massimi savait largement user des pouvoirs administratifs et judiciaires réunis dans ses mains.

Aujeord'hui, les temps ant chaogé, mais M. Massimi n'a pas changé de méthode. Pour lui, gouverner c'est servir. La manière forte doit être comme un procédé effiesce d'adroinistration. C'est ainoi qu'il vient de faire mettre en prison sans autre forme de procès le journaliste Lê Ba Chân auquel il reproche le crime d'avoir des accoiatances avec Le Trevail et de n'être pas auffisamment respectueux à son égard. Bien que M Chân ne soit pas officiellement un reporter de notre jaurnal, nous avons reçu du lui d'utiles renseignements sur certains agissements du Résident de Haiduong. Pourquoi M. Lê Ba Chên a-t-il été arrêté. Le motif allégué est ridicule et injuotifiable On l'a accusé de détournement de mineure en l'espèco du Mademoiselle Luoc qui a déjà 26 ans et qui a fait au Chanh An et à la sûreté du Haiduong une déclaration écrite qu'elle quittait sa famille de son propre gré pour aller s'établir Hanai comme commerçanie Cette déclaration fut confirmée, le 3 Avril, par elle qui s'esi présentée en personne devant le chef de la sûreté et le président ouppléant de Haiduong. On aurrait nous rétorquer qu'il y a la plainte déposée par M Trén dinh Chuc le père de la jeune fille sol disant détournée. Mais laut le ma de peût dépaser une plainte contre quelqu'un et si « cluque plainte on arrête, on emprisonne, personne d'entre nous ne sern sûr de ca qui lui arrivera le lendemain. Nous vivans alors dans une perpétuelle insécurité. D'ailleura une plainte suscitée n'est pas chose rare en ce pays Monsieur Massimi lui-même a dû assister vers le début du mois d'Aoôt 1935 à une affaire recambolesque de pirateries montée de toules pièces par de misérables individus contre un représentant du peuple et un Conseiller provincial dans l'intention do les perdre.

Nous demandons aujaord'hui au président du tribunal de Haidnong pour quel motif il mointient M. Chân en état de détention. Nous attirans l'attention des autorités judiciaires sur ces arrestationo et détentions illégales qui, désormais, ne devront plus être des faits canants dans la justice mandariuale.

LES PLUS BEAUX PORTRAITS SONT SIGNÉS : HUONG-KY photo

Lettre des Travailleurs de Hanoi

à M. le Ministre des Colonies

Mon-tenr le Ministre,

A l'issue d'une conférence tenae dernièrement à Hanai pour examiner la situation imposée depais qaelques temps à la classn ouvrière par le patronat tani français qa'nosmin,nous, délégués des travailleurs ,des divers groupements professionnels de Hanoi, avons adressé à M. lo Présideot de Conseil en télégramme pour prier le Gouverneoment Métropolitain de nons protéger contre l'offeniva patronain par l'applicatioa iatégrelo et immédiate des lois ociales et syndiesles.

Ce télégremme doit vous être déjà remis.

Nous nons permettons aujourd'hui de vous esplioner plus longuement pour vous reasaigner le plus possible sur notra sort meuacé.

M. le Ministro, les proiétaires lodochioois que nous sommes n'ont jamais conao le bien-être. Le misère, toujours la misère. Avec la crise notre situation devenait critique. Nous nons demeodions avec a-golsse commeot eele pourrait être changé quend survint l'avènement du Gouverneoment du Front Populaire qui nous emplit de joie et d'espoir. Nous étioos aire qu'avec vous comme Ministre des Colonies, oous serions moins malheureos, moins misérables. Hélas ! nan. Voiei la dévaluation, les baisses, la vie ebère. Nos salaires, par plusieurs fois réduits, ne suffisoot plus à natre entretien, C'était la famine,

Pour vivre, pour ne pas laisser mourir toute la famille, les personnels des ill'égotes entreprises adressaient à leurs patrons ainsi qu'à l'Administstration locales, des lettres demandant une majoration de soide.— Réponse : Rien. Que faire ? Forcément, des gré es furent déclenchées. Va là, M. le Ministre, la vraie cause, la première de notre mouvement.

La seconde, c'était la non-applieation des lois sociales, promulguées en Indochine dès Octobre 1936 Elles nous proovaient que nos conditions d'existence ant mérité la sniticitode ministérielle : elles nous montraient en même temps quels étaieot désormais nos droits à lo vie. Or, elles reotoient, toujours lettre morte. L'intransigeance patronale s'y apposait et l'Administstion no lieo d'intervenir pour assurer l'application de la loi, gardait noe neutralité complice et criminelle.

Pourrions-coos, M. le Ministre, supporter celo, nous résigoer toujours à la faim à la servitnde quand voosmême nous avez dit de vivre et de vivre comment ?

Telle était la 2ème cause de notre mouvement nécessaire. Légitimo d'au-

(suite en 6e page)

Accusé de réception

Nous avons reçu une lettre de la part d'un lecteur qui nous a demandé de lui expliquer dans notre journal le plus-value absolue et le plus-value relative. Nous le prions de lire cette réponse dans le prochain numéro du Travail. L'abondance des articles ne nous permet pas de la faire passer dans le présent numéro.

Le Travail

Lettre à gougal

(suite de la 1ère page)

qualifiés pour parler efficacement aux patrons, toutes les réformes qui vous pourrez nous accorder demeureront vaines et encombrantes.

Ces réformes dépourvues de sanctions se retourneront même contre nous ou seront arrangées de telle façon qu'elles seront contre nous.

La force d'un gouverneoment repose sur la confiance du people. Vous avez actuellement la confiance du paaple annamito. profitez en, Monsieur le Gouverneur Général, pour inaugurar ou co pays par des réformes décisives, una ère de confiance.

Nous vous avons edressà une demande d'audience afin de vous présenter un cahier de vœux portant sur nos conditions de travail et de vie.

Cette demande est restée sans réponses depuis deux semaines. Par contre, nous venons d'être convoqués par la Sûreté, ou par un, depuis le 31 Mars pour répondre à un cartain aombre de questions qu'on nous a posées.

En arrivant nous avez fait un communiqué à la presse déclarant que les demandes d'audience ne soat pas transmises à la Sûreté. Mis en confiance par cette déclaration, oous vous avons adressé le 19 mars 1937 une demande d'audicace. Cette demande est conous de la Sûreté. Nous vous supplions donc de vouloir bien intervenir auprès de Monsieur le Chef de la Sûreté afin qu'aucuna suite défavorable ne nous soit réservée.

Veuilles agréer, Monsieur le Gouverneur Général l'assuraoca de nos profonds respects

Les délégués des travailloars de HANOI

Suivent les signataires

COMMENT AGISSENT LES CAI TACHERONS ?

Contre leur exploitation plus de 100 tailleurs du village de Cô-Nhuè ont élevé la voix

Ches eeus, eetra ouvriers et patrons, le plus souvent nne catégorie de cai-tâcherons s'interpose. Ces letermédiaires jouent asses bien leur rôla là oé la législation du travail n'est pas encore de rigneur. Ils maintieeeet à qui mieux mieux leora salariés à un eiveau matériel sscessivement bas, sans tenir rompte de la vie chéro. Leur seal but est d'augmeoter au'ant que possible la part da plus-valee que lui réservent lm patrons

Aus ouvriera qui leur réclamant une certaine majoration de salaire, ils répondent invariablement, e Comment voulez-vees que je voes paye, mol-même qui ne snis pas suffisamment rémunéré? Le coetrat que j ai signé avec le patron pour cette année ne me permet pas de veus accerder eee augmentation de salaire. Soyez patients, attendez que le coetrat se renouvelle si nous verrons ».

Voilà leur prétexte et leur bouclier d'airain devant toetes critiques.

La patronat doublé du tâcheronat pèse lourd-meet sar le dos de la plupart des ouvriero indochinois La réglementation du travail de M. Marius Moutet est lois d'avoir remédié aux coosé-quences que peut antraîner cette complicatioe de régime.

Deroièrement, plus d'une centaine de tailleurs du village da Co Nhué, phe de Hoai Duc, province de Hadông, se plaignent contra l'intransigeanco de leurs cai-tâcherons.

Ces tailleers travaillient à la tâche. Ils confectionnent des vêtements militaires pour la caserne. N'étant pas ee coetact diract avec les autorités, ils reçoivent du travail des mains de quelques intermédisires de la ville de Hanoi. Ceux-ci eet dimiaoé à plusieure reprises leurs salaires depuis la crise et refusant de prondro au sérieux leur demande de majoration de salaire, laquelle est si légitime d'ailleure devant la hausse du coût de la vie.

La statistique suivante qui nous a été communiquée par les tailleura de Cônhue est édifiante en la matière :

Tabluau comparatif des salaires par pièce depuis 1932

	1932	1934	1936	voici pour 1937
Vests en toile de lin	0p12	0p10	0p07	0p08
Pantalon en toile de lin	0 12	0.10	0 07	0 08
Vests en kaki	0.18	0.15	0 14	0 10
Pantalon en kaki	0 15	0.13	0.12	0 10
Capots	0 40	—	0 35	0.40
Manteau	0 50	—	0.40	0.50

Il rasort de ce qui précède que les vœux des tailleura de Cô Nhué sont bien rooderés. Qu'ils s'adressent à M. le Maire et à M. l'Inspecteur du travail pour leur solliciter une intervention auprès des Cai tâcherons en leur favour. Mais sont-ils à s'attaquer au régime du tâcheronat lui-même par une organisation appropriée de coopérative qui élimine systématiquement le rôlo néfaste des Cai tâcherons ?

Médecine Générale
Maladies Vénériennes
Maladies oculaires

Hémorrhagie aigue ou chronique
Syphilis : Toutes les périodes
Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau.
Facile et Radical

CABINET MÉDICAL
Dr Trân-Van-Sang
78 Rue du Papier — HANOI

Messieurs,
Si vous voulez changer votre menu, ne manquez pas de venir chez
TÊ MY
Le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville.
Spécialité du Nam
47, Rue des Eventails Hanoi

A meilleur prix
Les chaussures
HOA - DANG
48 Rue du Chanvre 48
vous donnent
de l'élégance
et de la solidité

La fée brune ne vous tente plus, si vous vous adressez à la pharmacie
Ma-Lap-Phuong
126 Route Khâm - Thiên
Remède sans réaction ne fatigusnt pas

FAITES VOUS HABILLER PAR "LA LIGNE"
70 ter Rue JULES FERRY — HANOI
COURS DE COUPE EN 4 MOIS
PRIX . . . . . 40$00

LES PAYSANS ESPAGNOLS ET LA RÉPUBLIQUE

par VICENTE URIBE, Ministre de l'Agriculture de la République espagnole

L'article qui suit est un extrait du grand discours prononcé ces jours derniers par le ministre de l'Agriculture de la République espagnole, Vicente Uribe, au cours d'une assemblée organisée à Valence par le Parti communiste.

Je veux le plus exposer aussi clairement que possible la façon dont le parti communiste envisage aujourd'hui la solution du problème agraire, en corrélation directe avec le problème essentiel qui se pose à nous : comment gagner la guerre ? Résoudre aujourd'hui le problème agraire, poser les bases de l'avenir de notre pays à la campagne signifie augmenter de 50 % notre force dans la guerre, engimenter de 50 % l'efficacité de cette guerre.

Avant la proclamation de la République, nous disons déjà qu'elle aurait à accomplir une tâche primordiale : la libération des paysans la suppression des caciques (1), la suppression des grands propriétaires fonciers. Nous savons tous avec quelle ténacité la république a travaillé à la campagne : On n'avait pas attaqué le problème à la racine, c'est-à-dire arracher le sol aux grands propriétaires fonciers, aux gros spéculateurs et aux gros caciques pour le donner aux paysans et aux ouvriers agricoles. Voilà la solution du problème, voilà ce que nous, communistes, nous avons toujours réclamé et ce que nous avons réalisé dans la mesure de nos forces.

Les mouvements révolutionnaires et démocratiques n'ont pas pu dire jusqu'ici au paysan : Mainlenant, tu es libre, maintenant, tu n'es plus exploité, maintenant, le sol que tu travailles est sous la protection de l'Etat et c'en est fini avec les caciques et les gros propriétaires fonciers. Ce n'est qu'aujourd'hui que nous pouvons le dire.

Je ne prétends pas que ce soit là l'œuvre seulement du Parti communiste, c'est l'œuvre de tout le Front populaire. Et nous qui parlons tant de révolution, nous devons nous souvenir de ce que la révolution signifie, en particulier, pour les campagnes : plus d'oppresseurs, plus de caciques, de spéculateurs, plus de voleurs vivant aux dépens du travail des paysans.

La libération des paysans, la libération de ces masses, qui furent toujours opprimées par la réaction doit être le fruit de la collaboration de tous.

Qu'on ne vienne pas dire, pour justifier une fausse position, que les paysans sont une caste réactionnaire. Ce n'est pas vrai. Nous, communistes, avons pleine confiance dans les paysans à la cause de la vraie révolution ? Lénine nous a enseigné à avoir confiances dans les paysans. Lénine nous a enseigné à combattre et à détruire les plus solides bastions de la réaction parmi les paysans. Et de même que nos maîtres du socialisme ont été en mesure d'éduquer la classe ouvrière, de l'organiser en syndicats et en partis politiques, comment serait-il possible qu'aujourd'hui, alors que les forces antifascistes tiennent en mains le pouvoir, nous ne fussions pas en mesure de gagner la majorité du peuple à la lutte contre le fascisme ? Qui nous en empêche. C'est pourquoi le prolétariat doit s'opposer à toute aventure, s'opposer à toute politique de suicide qui provoquerait la rupture entre loi et les travailleurs paysans.

Il est indéniable que la seule politique qui puisse être appliquée dans notre pays à l'égard des paysans est une politique d'alliance, d'amitié, d'union fraternelle dans une lutte commune pour un but commun. Le nombre des victimes qui tombent sur les champs de bataille de la République est déjà assez élevé sans qu'une politique insensée vienne encore provoquer à l'arrière une effroyable guerre civile à laquelle nous n'aurions rien à gagner.

La solution du problème ne peut, ainsi que déjà dit, être l'œuvre d'un seul parti. Tout comme la victoire sur la réaction doit être l'œuvre de collaboration antifasciste du Front populaire, la libération des paysans est également la tâche de tous, et l'une des tâches antifascistes les plus importantes.

Le Front populaire et la politique de collaboration antifasciste sont aujourd'hui vides de sens si nous ne mettons pas en premier plan de nos préoccupations la possibilité de donner aux paysans une forme d'existence meilleure que celle qui était la leur avant le soulèvement fasciste. Nous avons atteint les racines du problème en réalisant un point essentiel. Nous avons, par mesure gouvernementale, ce propriété les rebelles fascistes au sol qu'ils possédaient et nous l'avons donné aux paysans et aux ouvriers agricoles. Malgré le paysan, même s'il n'est pas entièrement possesseur de ce sol, jouit du fruit de son travail, qu'il n'appartient à personne d'autre qu'à lui.

Nous avons également supprimé le fermage, que les paysans n'ont plus à acquitter.

Mais je voudrais poser ici tout d'abord un principe : le produit du travail du paysan doit être assuré pour tous. Si je fais ici cette déclaration c'est que, malheureusement, le produit de travail du paysan ne représente rien de sacré pour certaines gens, et cependant, il doit être aussi sacré que le salaire que l'ouvrier reçoit pour son travail. Je me pose souvent cette question, en présence des excès commis dans certaines régions : si des bandits pestés à l'ongle d'un bois, valaient systématiquement aux ouvriers rentrant le samedi de leur usine, le salaire qui représente pour eux leur pain et celui de leur famille, tous, et à bon droit se soulèveraient pour battre ces bandits. Mais pouvons-nous donner au autre nom à ceux qui arrachent aux paysans le fruit de toute une année de travail qu'à ceux qui volent à l'ouvrier son salaire ? Non ! Tous ils méritent de naître par le même condamnation, car tous ils abattre le poids de notre justice afin d'en finir avec eux.

Nous déclarons que le paysan, tout comme l'ouvrier, doit posséder la même liberté absolue de disposer du produit de son travail. Personne ne vient dire aux ouvriers : vous devez dépenser votre salaire de telle ou telle manière déterminée.

Ce n'est pas là la liberté pour laquelle nous versons notre sang. C'est là la plus affreuse et la plus odieuse dictature qui puisse exister dans notre pays ? Nous ne sommes pas partisans d'une liberté individuelle illimitée. Nous ne sommes pas de ceux qui proclament qu'il n'y a rien au delà de l'individu. Accordons du droit individuel de chacun sa place l'intérêt collectif de tous. Mais lorsque l'intérêt collectif de tous n'en décide pas entièrement alors la liberté individuelle est légitime pour quiconque.

Le Gouvernement n'exige pas ces sacrifices économiques individuels. Il ne demande qu'une partie du fruit du travail des individus pour la collectivité, afin de pouvoir faire face aux exigences de la guerre et de l'édification économique du pays. Et tant que le gouvernement n'exprimera pas d'autres exigences pour remporter la guerre, personne n'a le droit de faire usage de la violence. Et cependant, des attentats sont commis aujourd'hui dans certains cas contre la liberté individuelle. Mes fonctions font de moi le réceptacle d'innombrables protestations inutiles. Certains se voient arracher leur bétail, d'autres le blé, d'autres leurs instruments de travail, de nombreux autres encore le produit de leur travail.

Au nom de qui sont commis ces abus ? Certes pas au nom du gouvernement, l'ont aussi peu au nom de la collectivité. Mais bien au nom de la violence et de l'arbitraire ! Les caciques d'autrefois ont disparu mais, pour notre malheur leurs héritiers, eux, n'ont pas disparu.

Il y a des comités qui ont fait table rase de tout. Tout appartient aujourd'hui à ces comités, de même que tout appartenait jadis aux caciques. Le gouvernement n'a accordé aucun sanction à ces comités, d'autant moins, doue, combattons-nous en leur faveur. Et pourtant, ces comités prélèvent les fermages et se rendent ainsi coupables, dans le meilleur des cas, de pillage. Ils s'emparent des récoltes, ils s'emparent de l'argent des paysans. Ils ne permettent pas au paysan de vendre ses produits. Dans bien des cas ils ont plus de pouvoir encore que les caciques et procèdent avec plus de violence encore. Mais nous devons déclarer en toute netteté, afin que chacun nous entende, que nous avons aboli le fermage et que personne n'a le droit de le prélever. Si nous avons versé et versons encore notre sang pour que la route ne tasse que passer d'une main dans une autre, alors nous n'avons rien atteint et des milliers de camarades sont morts en vain.

Je voudrais parler maintenant d'une façon concrète de ce qui se passe dans la province de Valence. Je dois dire que nous tous, quelle que soit l'organisation à laquelle nous appartenions, nous avons pour devoir de mettre aussi rapidement que possible un terme à ce qui se passe dans cette province. Car ce qui se produira si nous ne savons pas parer au danger, signifierait notre mort à tous.

C'est précisément en l'instant présent que cette action déplorable, appuyée sur certaines conceptions, se révèle le plus au grand jour.

Autour des oranges il y a ris, qui représentent des centaines de millions de pesetas et signifient la vie, le pain et le bien-être de bien de centaines de milliers de personnes, on voit de nombreux moissonneux, doués de forts grands becs. On voit les oranges en grande quantité. On pénètre dans les vergers des paysans sans leur autorisation, pour cueillir les oranges et qu'on revend ensuite. Le paysan ne sait pas où sont passés ces oranges encore moins où a disparu l'argent de leur vente. Parfois, certaines gens se postent sur les routes et volent le chargement d'oranges des voitures des petits paysans. Ils les vendent et les petits propriétaires n'ont ni fruit, ni argent. On pille les plantations de riz. Et on interdit aux victimes de protester. Il y a eu des cas où ceux qui avaient protesté contre ces violences ont été trouvés morts sur le route.

Où nous conduisent de tels actes ? Quelqu'un veut-il que les paysans se soulèvent contre la république ? Quelqu'un veut-il séparer les paysans des ouvriers ? Si oui, homme exister, alors qu'il prenne garde. Car les paysans ne se soulèveront pas contre nous. Ils se dresseront à nos côtés pour empêcher que ces violences se poursuivent.

Il faut que les paysans de Valence, comme ceux de toute l'Espagne jouissent de la liberté du commerce. Mais on fait obstacle à la liberté du commerce parce que, si les paysans pouvaient vendre leurs produits, cela signifierait que les voleurs ne pourraient plus disposer si facilement du travail d'autrui. On empêche la vente des oranges. On en est arrivé à ne tel point qu'on ridiculise les nobles principes du socialisme en faisant déclarer par de nombreux ennitès locaux la socialisation de l'exportation des villages. Lorsque la chose sera nécessaire, nous crérons le monopole du commerce extérieur de notre pays, mais cela n'a rien à voir avec la libre circulation des marchandises, condition nécessaire pour que les localités puissent demander à d'autres localités tout ce dont elles ont besoin et sans quoi il leur serait impossible de vivre.

Mais le sens véritable et caché de ces décrets de socialisation, le voici : que personne d'autre que ces Messieurs des comités ne puisse vendre les oranges produites par la région C'est-à-dire qu'il interdisent aux autres de vendre le produit de leur propre travail sinon par l'entremise de ces mêmes le pouvoir de vendre le produit de travail d'autrui. On aboutit ainsi à un état de fait qu'il est de mon devoir de dénoncer. Dans les ports de la Levante on a interdit aux oranges de procéder au chargement des navires des coopératives appartenant à celles payeraient à l'étranger. Au profit de qui prend-on cette mesure ? Certainement pas au profit du pays, car il est de l'intérêt du pays que la vente soit aussi forte que possible. Et c'est naturellement bien moins encore dans l'intérêt des paysans.

C'est de la même manière qu'on mène l'offensive contre les coopératives, puisque ces organismes ont été créés avant tout pour servir le commerce des paysans. Veut-on isoler complètement les paysans, veut-on qu'ils restent réduits aux ressources de leurs propres forces, à seule fin que quatre ou cinq individus, fesi en main, puissent, sans aucun danger leur arracher leurs récoltes ? Mais il me semble que la défense

(suite en 4e pag-)

M. LE MINISTRE DES COLONIES

(Suite de la 2e page)

tat et plus qu'il s'était déroulé dans l'ordre et la discipline. En effet, on n'a pu relever contre eux, nulle part, un acte regrettable de la part des ouvriers grévistes.

Mais, les patrons ne voulaient pas comprendre cela. Il n'ont pas toujours été tout de suite cédé à nos justes revendications.

Dans le meilleur des cas, ils se cédèrent qu'après une résistance acharnée, une répression féroce. Voici, M. le Ministre, quelques exemples : aux Mines de Hongay, du 24 au 27 novembre, une répression sanglante a été déclanchée contre les grévistes pacifiques pour les disperser : à Mocdzong, 22 ouvriers ont été arrêtés ; à Namdinh le 2/12/36, 270 ouvriers de la Fabrique des Tapis ont été renvoyés. 11 de leurs camarades encadrés à 15 jours de prison chacun. Il faut que nous vous expliquions sur les motifs de cette condamnation-là. la grève fut déclenchée le 25/11/36. Comme il restait encore de l'argent impayé, les ouvriers allaient tous le 27 le réclamer à leur patron. Ils étaient en train d'attendre, quand tout à coup un cri s'éleva : « Frappe-le ». Personne ne savait d'où venait cette voix. Aucun ouvrier ne pouvait l'affirmer d'une façon précise. Toujours était-il que, par hasard, se trouvaient là des agents de police, qui arrêtèrent brutalement, sans autre forme de procès, 11 grévistes. Ceux-là même qui furent après condamnés.— Qu'était-ce, M. le Ministre, sinon une provocation des agents ? Qu'importe, le jugement vient d'être confirmé par la Cour d'Appel de Hanoi.

Ce n'est pas tout : à Haiphong 220 ouvriers furent renvoyés des Cimenteries, 30 autres locataires par les Ateliers des transports intérieurs à Hanoi, vers le début de Février 1937, quand les typos de l'Imprimerie d'Extrême-Orient demandèrent l'annulation de la réduction de 10... (décret Laval), quatre d'entre eux furent mis à la porte. Le 23 du même mois tous les 78 ouvriers formant le personnel de la Compagnie Sanyage de Haiphong furent chassés parce qu'ils osaient réclamer les mois de salaire impayés. Tout récemment encore, le Colonnière de Namdinh congédiait des centaines de grévistes. Beaucoup d'autres étaient arrêtés. Leurs 800 camarades locataires à bout de force durent encaisser en refusant et recommencer le travail :

La liste serait sans fin. Nous estimons que cela suffit pour vous montrer comment le patronat et l'administration font foi ceux qui avaient l'audace de réclamer une vie moins dure que celle que leur accordait la loi. Mais il y avait plus que la répression. Il y avait encore la falsification des lois sociales. Croyez vous jamais, M. le Ministre, que les congés humanitaires que vous avez décidés sont en fait pleinement dans nos payés, autrement dit de jours de congé ? que la protection des femmes et des enfants risque d'être la pratique de mise à la porte des milliers d'ouvrières, comme cela va vrai dans la Cotonnière de Namdinh ? que la fixation d'un salaire minimum, c'est la légalisation et la justification des salaires de famine ? que la limitation de la journée de travail à 9 heures est appliquée par M. Albert Latan (Mines de Dong-Triêu) comme suit :

Ses ouvriers travaillaient avant plus de 9 heures ; maintenant, comme il doit ramener la journée à 9 heures, il refuse de la payer à raison de 0$70 comme par le passé. Il proposait un paiement à la tâche, calculé de telle sorte que la journée de 9 heures ne revient plus guère qu'à 0p.25. Les ouvriers protestèrent. 9 d'entre eux furent congédiés.

Les fausses interprétations sont nombreuses, diverses. Mais cela suffit déjà pour vous en donner une idée.

Avec tant de mauvaise foi, de cruauté de la part des employeurs, devant qui l'Administration se couche, comment pouvons nous ce pas lutter. Nous y sommes contraints par ceux-là même qui nous oppriment nous réprimant.

Il faut croire que telle situation n'était ainsi offerte pour créer leur misère et leur volonté de vivre. Du Nord au Sud, partout, on se préparait à recevoir M. Godart, à le renseigner, à l'aider dans sa mission.

Hélas ! les réceptions étaient pour la plupart interdites et ceux qui avaient le bonheur de toucher le sénateur en avaient pour leur compte, car, aussitôt après le départ de M. Godart, les répressions recommençaient :

Aux mines de Kébao, 7 ouvriers furent congédiés ; à Camphaport le nombre des victimes atteint 75 ; à Campha-mine, 15 ; à Dongay, Hatou, Hatam 20 ; à Haiphong la colonnière a renvoyé 3 délégués ouvriers. A Haiduong, les menaces et l'intimidation sont largement répandues par M. Quesmon, Chef de la Sûreté, tandis que le Tuan-phu de Phac-Yên a arrêté et torturé les paysans pour les forcer de dénoncer les « meneurs ». Tous ceux qui sont alités assister — même par simple curiosité — sont en exception sont accusés de communistes et traités comme tels. Vous savez ce que cela veut dire, M. le Ministre.

Des arrestations aussi à Cao Bang, à Quang-Ngai et Hué ; des renvois à l'atelier Truong-Thi à Vinh etc....

La liste est loin d'être complète, pour cette raison que les représailles se font plus reconnaissables. Telle, elle est déjà bien longue.

Voilà, M. le Ministre, dans quelles conditions nous vivons,

Nous vous prions de ne pas nous soupçonner de mauvaise foi, de mensonge. Nous n'en avons nullement besoin puisque notre situation objective est déjà trop éloquente par elle-même Les faits exacts et précis nous suffisent largement.

Au contraire, nous croyons devoir nous excuser d'être incomplets. Nous regrettons de ne pouvoir vous renseigner sur toute la vérité. Elle vous montrera comment, 9 mois après l'avènement du Gouvernement de Front Populaire et 5 mois après la promulgation des lois sociales, la situation des travailleurs indochinois reste la même, sinon qu'elle empire.

Entendez-vous bien, M. le Ministre: Votre bonne volonté n'est jamais mise en cause, encore moins votre politique généreuse dont le but est d'élever le niveau matériel et culturel des masses. Nous savons bien que vous êtes toujours pour nous comme nous devons toujours être avec vous.

Et c'est précisément pour cette raison que nous nous faisons un devoir de vous dire la vérité amère, cruelle, sans doute, mais que nous ne pourrions taire. C'est notre vie, cette des ouvrières qui est en jeu.

M. le Ministre, ici, on nous répète journellement que « Moutet, c'est loin, tandis que Godart, c'est ici ». Cet administrateur, la Sûreté, les mandarins qui faisons la besogne qu'il ne faut pas s'attendre aux réformes, puisque le cabinet démagogique des Blum-Moutet sera bientôt renversé et ce sera De La Rocque qui remettra tout en ordre ; etc, etc...

Nous nous excusons de vous répéter de tels propos. Mais ils montrent comment une épuration des cadres est plus que jamais nécessaire.

Jusqu'ici, vous n'avez pensé qu'aux réformes par « en haut ». Or, comment pouvez-vous attendre des employeurs un peu d'humanité ? Des inspecteurs du travail un peu de justice ?? Les premiers ont trop exploité pour en être capables, les seconds « des anciens geodarmes » sont dévoués à notre chose qu'on ne peut attendre de la classe ouvrière. Du moins jusqu'ici ils ont toujours agi à l'encontre de nos intérêts.

Nous avons acquis cette dure expérience que seuls les travailleurs peuvent être dévoués à la cause de la classe ouvrière, et c'est pourquoi, d'accord en cela avec les masses de France, nous vous prions de nous accorder la liberté syndicale pour nous organiser, la liberté de la presse pour vous faire entendre.

Seuls, les syndicats ouvriers, la presse ouvrière peuvent être les gardiens vigilants des lois sociales, les partisans fidèles du Front Populaire et de son Ministre socialiste.

Plus que jamais, ces libertés, ces organisations nous sont nécessaires, indispensables, et c'est pour nous les accordant que vous travaillerez réellement dans nos intérêts et dans les vôtres.

En attendant, M. le Ministre, nous vous serions très reconnaissants d'intervenir pour faire cesser toutes ces représailles et répressions qui nous menacent de toutes parts

Veuillez agréer, *Le Ministre des Colonies*, avec notre profonde gratitude, l'expression de nos sentiments dévoués et respectueux.

Les délégués des travailleurs de Honoi.

Le délégué des chemiots : Bân
" " " Tramnota : N.d.Khoa
" " " Typos ; N. D. Tu
" " " Chauffeurs : H. V. Lê
" " " Cordonniers : N. V. Tân
" " " Chapeliers ; T. V. Duc
" " " Tailleurs ; B. Khanh
" " " Coiffeurs ; N. D. Soan
" " " Boys et cuisiniers : Vu. miub Quyuh

La délégoée des Tisserands : T. Nga
" " " Conturières : D.T.Thu
Le délégué des Blanchisseurs ; Nguyên-Tri-Trom

UN MILLION DE
"CHEVROLET"
ant été vendues en 1936
par la
Général Motor Company
Demandez à essayer les nauvelles CHEVROLET
au
GARAGE AVIAT

Salon de Caiffure Trac
86 — Rue du Chanvre
HANOI
A partir du 20 Mars 1937

Tarifs
POUR étudiants et élèves 0$16
usagers de nos tickets 0$18
tarif courante 0$20

LY - SENG - BAO
Bijouterie - Horlogerie - Lunetterie
42, Rue des Pantaes — HANOI
Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronza
Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur
Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Teinture — Détachage
Dégrnissage
Pham Ta
23, Boulevard Françie-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau Nam-Dinh

Blennorragie aigue ou chronique
traitement antiphlogistique traitement suppressif.
Drogues très efficaces, tarissant l'écoulement en 3 jours.
Syphilis : toutes les périodes
traitement symptomatique et causal.
ĐỨC THỌ ĐƯỜNG
241 Route de Huê — HANOI

Par les tempêtes en vérité
Sortir est une chose malaisée.
Un pousse An-Thai *modèle de cette année*
Vous mène partout en toute sécurité.
AN-THAI
2, Nguyên-Trung-Ttiêp, 2 HANOI
Grande fabrication de pousse pousse moderne — Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

Huê Dân
NGUYÊN - VAN-QUYÊN
Méconicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuire — Hanoi
De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

LA MARQUE RÉPUTÉE DES CHAUSSURES
Chân-Long
9, rue Paul-Berl — des Paniers HANOI
38,

AI MUỐN BÁN ĐƯỢC GIÁ CAO ?
Bất cứ bác nào sắm có các thứ hàng sau nầy :
Da trâu, bò sống chưa thuộc, vàng đen rắc hai cả giữa như vàng, lạc, hồi, quế chi, răng hà tiên, café, bông gạo, bông tạ, hạt bông, dầu gai và các thứ quạng sắt, chì, thiếc, antimoine, manganèse, antiante, v.v.. xin mời ngay lại nhà.
« S. E. X. P. I. »
Anh-ty Công-ty
Boîte postale 54 - *Hanoi, hay mới lại nhà viên giám đốc bản sở ở đường Gia-Long số 18. Rạp ở phòng giấy ở phố Nguyễn Trãi số 48.*
Cần các đại-lý các tỉnh ở Nông Pháp *bán các hàng sau nầy :*
Hải-sâm, thạch, hành, khoai, táo tây, đá đông giấy, hàng sắt như đinh, giây thép, kẽm, than, phấm, giấy, tơ, sâm, các chất hóa học, v v. .
Bản sở buôn lận gốc bán lận ngon nên giá bao giờ cũng hạ hơn hết.
Hỏi hàn gì xin cho biết địa chỉ sẽ phải nhờ đến thương tượng, lên xin viết lại hộp thư số 54—Hanoi.

Essayez les Chaussures de la
Maison CU-TAI
174 Rue du Chanvre, Hanoi
et vous serez ravis de leur élégance la moins coûteuse jointe pourtant à la plus parfaite solidité.

Verrerie Lampisterie
THANH-DUC
dit
TRINH - DÌNH - KÍNH
65—Rue des Paniers, Hanoi

Automobilistes ! ! !
Dans votre intérêt, essayez les accumulateurs HUTRIC la pure marque française De réputation mondiale
Agence exclusive
CYCLOTO
DUONG-QUANG
2 et 4 av. Puginier—Hanoi
Tél. 479
Accessoires pour cycles et autos

BIBLIOTHÈQUE SCOLAIRE FRANCO-ANNAMITE
NGUYỄN HOÀN-ĐÌNH
I. Le Français par soi-même.—Tự học chữ Pháp không phải thầy. Sau chu người nhiều tuổi học chữ Pháp không phải thầy, in đến 14 nghìn. Giá bán 0p.80 — Cước phí 0p.20.
ĐÔNG-TÂY TIỂU THUYẾT
HỒ-SINH
của PHẠM NGỌC-KHÔI
Chuyện mới văn mới, độc-giả đón xem xuất bản từ tháng 11 1937.
SÁCH MỚI
Trăng Doan-Trường — André Gide — Đỗ Đình-Thạch dịch. Giá 0p.35.
Thế-Sĩ Kỳ-Phương của nữ-sĩ LÊ-CHI giá 0p.25
Hanoi Escale du Cœur par Christiane Gournier giá 1p.00

La solidarité du peuple italien envers le peuple espagnol

par D. Cuipoli

Le peuple italien, qui ne s'est pas encore relevé de la guerre de rapine et de brigandage organisée par le gouvernement fasciste contre l'Abyssinie, commence à se rendre compte qu'avec la politique de soutien et d'intervention en Espagne, Mussolini mène l'Italie à la catastrophe, l'entraîne vers une nouvelle et épouvantable boucherie.

La vérité sur les événements d'Espagne, malgré les mystifications et les mensonges de la presse, de la radio et des discours des hauts chefs fascistes, passe les Pyrénées et les Alpes, pénètre dans la classe ouvrière et dans le peuple italien; elle apporte un souffle de vie nouvelle, la volonté de ne pas subir passivement l'humiliation et la honte de la politique mussolinienne.

L'esprit sommeillant de liberté et de solidarité humaines se réveille dans le peuple de Garibaldi qui toujours et partout fut un côté des peuples combattants pour la cause du progrès, de la liberté et de la paix.

Des discussions animées ont lieu dans les fabriques et dans les organisations fascistes, stimulant l'initiative et l'esprit de solidarité à l'égard de l'héroïque peuple d'Espagne pour les « rouges » ou pour les « noirs », c'est là le thème des discussions d'aujourd'hui en Italie.

La conviction que la lutte du peuple espagnol contre les forces conjuguées de la réaction et du fascisme, qui se lient au delà des Pyrénées, n'intéresse pas seulement le peuple espagnol mais bien les peuples de tous les pays, l'humanité épriste de progrès tout entière qu'une telle victoire ouvrira au peuple italien de nouvelles et grandes possibilités pour mener la lutte victorieuse pour sa libération sociale et politique de l'oppriminante dictature fasciste, cette conviction, disons-nous, pénètre chaque jour davantage dans la classe ouvrière et dans le peuple italien.

Il est intéressant de enregistrer que la solidarité envers le peuple espagnol commence à se manifester d'une façon active entre les diverses couches de la population, y compris les fascistes et les cadres mêmes de base et intermédiaires du fascisme.

Qu'il me soit permis de citer quelques faits qui confirment notre affirmation :

A Pesaro : Dans le 2e régiment d'artillerie lourde, les soldats ont refusé de partir comme volontaires pour l'Espagne, le commandant dut tirer au sort et les obliger à partir.

A Nola (environs de Naples) : Les officiers ont fait cause commune avec les soldats et ont refusé de partir pour l'Espagne. Ce sont les officiers qui ont incité les soldats à refuser de partir. A la suite de ce refus de nombreuses arrestations ont été opérées parmi les soldats et les officiers.

A Milan : 500 volontaires ont manifesté à la gare centrale aux cris : « Nous ne voulons pas partir pour l'Espagne. »

Trois mille cinq cents volontaires partent pour l'Afrique. Arrivés en haute mer, les officiers leur ont annoncé qu'ils n'allaient pas en Afrique, mais bien en Espagne. A l'annonce d'une telle nouvelle, les volontaires se sont mutinés obligeant les officiers d'équipage du navire à faire volte-face et à les ramener en Italie au port de Bariatta.

Refus des « volontaires » de partir pour l'Espagne des équipages de navires, comme ce fut le cas pour l'équipage du grand navire Lombardia et autres, ont lieu un peu partout, et des pages entières seraient nécessaires pour en dresser l'énumération. Pour donner une idée de l'état d'esprit du peuple italien, nous ébauchons quelques passages d'une lettre que nous a envoyée les camarades d'une ville de l'Italie septentrionale :

En ce qui concerne l'Espagne, une très large action s'est développée pour mobiliser les grandes masses en faveur du peuple espagnol et contre la politique d'intervention du Gouvernement de Mussolini. Le manifeste a été rédigé et distribué à des centaines d'exemplaires parmi les masses travailleuses. Le manifeste attaquait le gouvernement fasciste et invitait les travailleurs à venir en aide par tous les moyens au peuple espagnol. Il y était question également de la brigade internationale et du rôle de celle-ci rappelant comme exemple les traditions des légions garibaldiennes et les héros du Risorgimento.

Le Résultat de cette action est que dans tous les établissements des souscriptions en faveur du Front populaire et contre le fascisme ont apparu, et nombreuses ont été les souscriptions faites en tous lieux. Des centaines d'ouvriers ont manifesté le désir d'aller combattre aux côtés des héroïques milliciens espagnols et nombreux ont été ceux qui sont partis. Quatre mille cinq cents lire ont été recueillies. Plus de 700 travailleurs de diverses tendances ont participé à cette souscription : communistes, socialistes ouvrichistes, catholiques, fascistes, sans parti etc., et appartenant à divers métiers : ouvriers, employés artisans, ménagers, intellectuels, etc. Il en est qui ont donné jusqu'à 500 et 1000 lire, alors qu'il en est d'autres qui ont versé le peu d'argent qu'il leur restait encore pour arriver jusqu'à la fin de la quinzaine

Cette souscription a pris la forme d'un véritable plébiscite. Avec les sentes souscriptions recueillies (il en est encore d'autres qui sont en circulation), le nombre des souscripteurs dépasse les 3000.

Les paysans espagnols et la République

(suite de la 3e page)

des paysans, de leurs frais, de leur travail, ne devait pas être la tâche des paysans seuls. Nous tous avons pour devoir d'aider les paysans.

Nous, communistes, l'avons dit, nous continuons à dire que sans l'unité de tous, nous nous heurterons à d'innombrables difficultés dans la réalisation de notre tâche. Aussi bien pour gagner la guerre que pour apporter une solution à des problèmes de l'importance de celui que nous évoquons tout à l'heure, l'unité, l'unité totale nous semble indispensable. Nous ne pouvons nous permettre d'user entre nous de la violence. Contre l'ennemi toute notre violence, toute notre force, tout notre élan. Entre nous, entre les travailleurs, il ne doit y avoir qu'amitié et fraternité, afin qu'unis, nous poursuivions notre but. Nous pouvons et nous devons venir à bout de ces abus. Nous devons tenir éloignés de nous, ceux qui nous prêchent l'usage de la violence entre nos frères de lutte. Nous sommes si pénétrés de foi en l'idée de l'unité que pour rien, pour personne au monde, nous ne briserons l'unité. Nous sommes prêts à faire tout ce qui est possible pour que l'unité soit effectuée et pour que, tous unis, ouvriers et paysans antifascistes de toutes tendances, nous terminions la guerre et puissions créer une Espagne heureuse et florissante et à quoi, par ses sacrifices, l'Espagne entière peut prétendre.

« Un autre exemple nous en est donné par les militants des villages qui, avant les événements actuels, organisaient, au profit des gros propriétaires fonciers, l'exploitation économique et l'oppression politique des paysans et des ouvriers agricoles.

Nombreux ont été ceux qui, n'ayant pas un sou, se sont fait prêter par leurs camarades de travail 5 ou 10 lire pour pouvoir apporter également leur aide à la cause du peuple espagnol. Nombreux ont été ceux qui ont donné jusqu'à leur dernier sou. Un brave ouvrier père d'une nombreuse famille, dès qu'il sut que la souscription avait lieu, s'empressa de verser au camarade tout ce qu'il possédait : 9 lire et 75 centimes, et il lui dit :

« Prends tout ce que j'ai, pour cette semaine, je me passerai de fumer et de faire la partie le semaine mon beine, je te donnerai 50 lire et à la maison, nous réduirons notre nourriture.

Des délégations de manifestants ont défilé en faveur de l'Espagne démocratique qui lien un peu partout. Des initiatives nombreuses, se propagent et se répandent, augmentant la haine contre le fascisme et exaltant l'esprit de solidarité à l'égard du peuple espagnol. Le peuple italien est fier de ses fils qui, dans la brigade internationale, font revivre l'immortelle épopée garibaldienne, lavant avec leur héroïsme et avec leur sang la honte de l'infâme politique de Mussolini.

Draperies—Lainages
Fournisseur en gros pour tailleurs
TAN-MY
Grand Tailleur
13 Voies Négrier — Hanoi

Le Huy - Phach
Pharmacien sino-annamite
Spécialiste des maladies vénériennes, des maladies des reins et du cœur.
LE HUY - PHACH
149, Rue du Coton—Hanoi

Bijouterie Argenterie
au
LION D'ARGENT
Fabrique sur commande des bijoux.
Médaille d'or au salon 1936
Propriétaire : BUI-HUNG-GIA — 56 Rue Jules Ferry — Hanoi
Ateliers des Arts Hadang

THUAN-THANH-LONG
dit Thân Chemise
15 Rue du Riz Hanoi
(près du Grand Marché)
SPÉCIALITÉ
Chemises — Pyjamas — Robe de chambre — Sous vêtements.

Employez la peinture
GECKO
en place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire : Ph. Nhu-Cuong

Cours spéciaux et gratuits pour les arriérés (1)
par professeur — Hamme de Leitres
Français. — Français commercial, Conversation Phonétique, Correction d'accents.
Annamite. — Style, Composition, Architecture de la phrase, Rénovation de l'art annamite.
Conseils et directives pour candidats aux examens.
Technique sûre, rapide, agréable et pratique, donnant résultats inespérés.
Utile aux Annamites — Indispensable aux Etrongers.
Offre extrêmement sérieuse
Ecrire à M. VU-DINH-HAI 10 Tan-Hung Hanoi
(1). Travaux pratiques : 0$30, l'heure. Etrongers : 0$50. Une réduction de 50% sera accordée aux premiers inscrits. Monsieur le Professeur se rend volontiers à domicile.

Que ceux dont l'expropriation est imminente, fassent encore commune avec ceux dont elle est achevée. En régime capitaliste, cette expropriation inévitable les laissera sans ressources, tandis que en régime communiste, ils continueront à disposer librement de leurs moyens de travail. Si les prolétaires ont à combattre afin d'acquérir la libre disposition de ces moyens, les petite bourgeois ont à combattre afin de les conserver. De la part des premiers c'est une guerre offensive, de la part des seconds ce doit être une guerre défensive, mais toujours contre le même adversaire qui a enfermé les uns dans l'enfer du prolétariatet qui peu à peu y pousse les autres.

Cette guerre franche et consciente des classes, nous la prêchons conformément aux enseignements lonnés et exercés entre les hommes, cause d'affaiblissement.

Ce qu'il faut entre les hommes, c'est l'action commune, la solidarité, dans la lutte contre le reste de la nature, cette lutte devant être d'autant plus féconde que tous les efforts accomplis concerés anr ce point, qu'une part d'activité ne se dépensera pas en une lutte intestine.

En admettant que la lutte entre organismes semblables s'impose aux animaux entre eux, que l'homme, on en trouve la raison que dans ce fait que l'animal consommant sans produire, la part consommée par les uns peut réduire la possibilité de consommation des autres. Tandis que l'homme, capable de produire et produisant plus qu'il ne consomme peut vivre et développer sans restreindre pour cela la consommation de ses semblables.

D'autre part, le travail humain est d'autant plus productif, qu'il repose sur une plus large combinaison du travailleurs fonctionnant ensemble dans un but commun ; d'agir mais encore il n'est permis à ce parta d'user des seules forces qu'il possède, ses forces naturelles, que dans les limites étroites où l'enferme une législation unique ment destinée à protéger les forts contre les faibles. Non contente de ce pas armer ses adversaires, de les placer dans des conditions d'inégalité artificielle, la loi bourgeoise les garrotte et les jette ainsi liés dans le combat pour la vie.

La lutte, d'ailleurs, a perdu son caractère individuel en passant des sociétés animales dans les sociétés humaines. Les animaux luttent avec leurs armes naturelles incorporées à leur organisme, tandis que l'homme lutte avec des armes artificiellement adjointes à son être ; or, les possesseurs de ces armes n'en sont qu'exceptionnellement les créateurs.

— En conséquence de cette particularité, la lutte prend, dans les sociétés humaines, le caractère de lutte de classes, lutte que, loin de la consolider, l'évolution humaine vise à éliminer avec la contradiction qui lui sert de base.

Pour offrir un dérivatif aux passions populaires menaçantes, les Napoléon III, les Bismarck et les Alexandre de Russie ont songé à substituer les guerres de races aux luttes nationales intérieures. Ces diversions qui peuvent avoir pour leurs auteurs une utilité momentanée, sont désormais impuissantes à ressusciter le chauvinisme, à donner l'étranger comme aliment aux haines intestines détournées du leur but.

Aperçu sur le socialisme scientifique

par Gabriel Deville

(Suite)

l'utilité d'un tel mode d'exécution du travail tend à exclure la lutte, la division, entre les hommes.

De plus, la lutte entre les hommes civilisés, la guerre, entraîne non la suppression, mais la persistance des plus faibles ; les plus robustes, les mieux bâtis, étant pris par le service militaire.

En outre, la sélection sexuelle, favorable chez les animaux aux plus beaux, aux plus vigoureux ou aux plus intelligents, a chez l'homme un effet contraire : hommes et femmes sont généralement attirés par la richesse seule, et la richesse s'allie souvent à l'infériorité intellectuelle et physique.

Enfin, s'il est vrai que le progrès naît parfois de la lutte pour l'existence, c'est que les êtres en lutte opposant leurs qualités intrinsèques, la victoire appartient incontestablement à celui qui est supérieur.

Dans les sociétés humaines, les combattants pour la vie sont dans des conditions d'inégalité étrangères à la nature, les uns recevant une instruction dont les autres sont privés, les uns profitent des capitaux dont les autres sont dépourvus. Dès lors, le résultat de la lutte n'indique pas celui qui est réellement le meilleur, mais celui qui est socialement le mieux armé.

Et non seulement, de par notre civilisation, l'homme réduit à ses forces organiques à pas près inutiles, l'homme sans armes, a dans la vie pour adversaire armé de toutes pièces, qui a eu les moyens de se développer et qui a les moyens

Le capital n'a pas de patrie, il va là où il trouve de bons placements. Si l'exploitation bourgeoise est nécessairement devenue, par le fait des développements économiques, une exploitation internationale si elle ne connaît ni races ni frontières, s'exerçant indifféremment partout où il y a à voler et à intervention gouvernementale se produisant en sa faveur partout où elle s'exerce en face de ce cosmopolitisme financier de l'internationale jaune, l'internationalisme ouvrier se dresse, correspondant au véritable antagonisme des intérêts en jeu.

Aujourd'hui les forces économiques, en se concentrant, accentuent, sans distinction de frontières, la séparation de la société en deux classes, obligeant les uns, la majorité, toujours plus nombreuse, à vendre sa puissance de travail pour vivre, et permettant aux autres, la minorité de plus en plus restreinte, de l'acheter pour s'enrichir. Ce qui oblige, en effet, la classe ouvrière à vendre sa puissance de travail, c'est que la possibilité directe de la mettre en activité, c'est que les moyens de travail lui manquent. Plus elle la vend plus elle enrichit les capitalistes et plus, par suite, elle les met à même de monopoliser les moyens de travail qui, lui faisant toujours défaut, perpétuent sa sobalternisation.

La classe moyenne, guidée par ses instincts conservateurs mais peu clairvoyants, s'interposait entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, au bénéfice de la première elle tend à disparaître, car la centralisation économique s'accroît, à ses dépens, par l'absorption constante des moyens de production appartenant aux petits détenteurs dans l'impossibilité de soutenir la concurrence des gros capitaux.

La suppression des classes et le moyen de la réaliser

Cette distinction en classes et la lutte dont elle est l'origine ne disparaîtront qu'avec la suppression des inégalités artificielles, que par la reconnaissance de l'égalité sociale de tous devant les moyens de développement et d'action des facultés musculaire et cérébrales.

L'égalité devant les moyens d'action découlera de la socialisation des forces productives que prépare, nous l'avons vu, la centralisation économique actuelle.

L'égalité devant les moyens de développement résultera de l'admission de tous, je ne dirai pas, en employant la formule usitée qui ne pourrait évidemment pas être prise au pied de la lettre est mauvaise, à l'instruction intégrale, mais à l'instruction scientifique, et technologique, générale et professionnelle.

Ce qu'il faut assurer à tous, c'est ce que réclame le mode moderne de production, une instruction qui, parmi vues d'ensemble, mette les individus à même de tout aborder, de comprendre les relations générales dérivant des résultats empiriques des sciences particulières, en leur faisant néanmoins acquérir des capacités spéciales concordant avec leurs aptitudes et leurs goûts, une instruction, en un mot, qui adapte le travailleur aux exigences multiples du travail

Ce n'est que par cette égalité devant les moyens de développement et d'action, dont la garantie sociale assurée à tout être humain sans distinction de sexe est conforme aux nécessités si variées de la production moderne, que sortira l'affranchissement de la femme comme celui de l'homme.

(A suivre)

Imp. spéciale « Le Travail »
L'Administrateur - Gérant Trịch văn-Phú
Tirage 2500 exemplaires
Le 9/4/38

2e ANNÉE N° 30 — NUMÉRO SPÉCIAL — LE NUMÉRO 3 CENTS — VENDREDI 16 AVRIL 1939

DÉPOT LÉGAL — INDOCHINE — N° 4440

LE TRAVAIL

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS

Directeur politique : Nguyen-Van-Tien

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

	Indochine et France	Etranger
Abonnement : 1 an	3$50	1 an 5$00
6 mois	1$80	6 mois 2$50
Abonnement administratif :		1 an 7$00
		6 mois 4$00

Adresser correspondances et mandats à M. Trinh Van-Phu
21 Rue de la Citadelle — HANOI

André Malraux a écrit qu'il était difficile de concevoir qu'un Annamite courageux soit autre chose que révolutionnaire. Simplement parce qu'il veut vivre, travailler, aimer, s'élever. Parce qu'en dépit des promesses officielles, tout lui est refusé. Parce que sur le moindre de ses actes pèsent des menaces dont la mort n'est pas toujours la plus redoutable.

(EUGÈNE DABIT)

Nouvelle Revue française 1er Juin 1934

AUX LECTEURS ET AMIS

A NOS CAMARADES D'INDOCHINE ET DE FRANCE

Notre journal qui a pris une position nett'a dans les conflits sociaux et qui a un programme d'action défini, gêne les requins dans leur basse besogne. Ils ne nous pardonnent pas d'avoir dénoncé l'exploitation honteuse des masses, dévoilé les dessous louches du régime. Ils ont juré notre perte. Aussi ne s'étonnerait-on pas que parallèlement à l'offensive contre le prolétariat, une vaste offensive ait déclenchée contre notre journal.

Nos camarades Trinh-van-Phu et Nguyên-van-Tiên reçoivent assignation sur assignation à comparaître devant le tribunal. Des pressions, des menaces sont faites à nos abonnés pendant que notre journal est interdit en Annam. Les deux offensives n'en font en réalité qu'une. Ce sont deux aspects d'un même plan, garder le statu quo, maintenir le régime d'asservissement et d'exploitation des masses laborieuses, voilà ce à quoi tendent les efforts des ennemis du prolétariat.

Le gouvernement [illegible] favorise objectivement l'oppression et l'exploitation de ces masses. Le 18 mars dernier, il a jeté la base de l'échafaud où montera « Le Travail ». Il privera par là les travailleurs d'un de leurs défenseurs les plus vaillants et les plus dévoués.

On peut nous paralyser. On peut fancher notre journal. Mais on n'arrivera jamais à étouffer la voix des masses. D'autres feuilles reprendront notre cause. D'autres militants nous remplaceront comme nous avons pris la place des camarades tombés à leur poste. Les persécutions dont nous sommes l'objet aideront les travailleurs à discerner plus facilement leurs amis. Ils se serreront plus nombreux, plus compacts et plus fermes autour de leurs militants.

Dans leurs dernières grèves, les ouvriers ont arraché quelques-uns de leurs droits. Si des conquêtes sont importantes au point de vue révolutionnaire, elles sont bien minimes en tant qu'améliorations à la situation matérielle des ouvriers. Les augmentations de salaire, notamment sont insignifiantes par rapport au renchérissement du coût de vie actuel. Il faut souligner aussi qu'elles sont loin d'être générales. Le patronat n'a cédé que là où la grève a été déclenchée et qu'après l'échec de ses agissements. Quelques usines ont augmenté comme elles le proclament de plein gré le salaire de leurs ouvriers. La vérité est que, menacées d'être engloutie par le mouvement elles ont préféré le prévenir. Les naifs se refusent à y voir une manœuvre et en dédisent à la bonté » du patron. Mais comment expliqueraient-ils cette offensive patronale qui se déroule sous nos yeux et par laquelle les magnats du capital tendant à reprendre leurs « libérations. En fait, dans une série d'entreprises, ils ont enlevé au prolétariat les conquêtes qu'il a acquises au prix de milles souffrances et sacrifices. Nous avons stigmatisé ici les exécutions en masse qui parmirent au patronat d'« épurer » ses usines et d'avoir en même temps une main-d'œuvre à meilleur marché, avec l'application de la journée de 8 ou 9 heures. La travail à la tâche tend d'autre part à devenir la règle générale, de sorte que l'ouvrier, pour un travail quasi égal, ne gagne plus que la moitié ou les 2/3 de ce qu'il gagnait.

Tous ces faits se passent sous les yeux indifférents de nos gouvernants.

Et quand nous les signalons à l'attention du public, on nous accuse d'agitation intolérables, on nous poursuit pour « diffamation ».

Camarades,

En frappant à mort notre journal on croit nous avoir vaincus. Il ne dépend que de vous, Camarades, que notre défaite d'aujourd'hui soit le commencement de notre victoire de demain.

DEVANT L'OFFENSIVE DU GRAND PATRONAT

soutenue et appuyée par le Gouvernement colonial

"LE TRAVAIL" A SUCCOMBÉ

Notre camarade Trinh-van-Phu est déjà titulaire de trois condamnations dont la dernière s'élève à deux mois de prison, à mille francs d'amende et à cinquante piastres de dommages et intérêts envers l'Imprimerie d'Extrême-Orient, partie civile, avec publication du jugement dans les journaux : Courrier de Haïphong, France-Indochine, Avenir du Tonkin. Et en vertu du décret du 4 Octobre 1927 régissant la presse au Tonkin, nous devons consigner au trésor dans un délai de trois jours francs une somme égale au montant des frais, amendes et réparations civiles. A défaut de consignation dans les délais impartis, notre publication cessera.

Il nous reste encore trois procès à courir. Et nous sommes certains d'avance de notre sort. La réaction coloniale, comme nous l'avons maintes fois dit, est encore toute puissante en Indochine. Elle dispose non seulement d'une grande partie de l'opinion publique française mais aussi de l'appareil gouvernemental. Cette « presse ici et [illegible] nous [illegible] serviteurs économiques dans la colonie. Ce fait est une vérité incontestable. Mais, le gouvernement préfère cependant. Et, nous pouvons dire que c'est le grand espoir qui gouverne l'Indochine. Au début de la conquête, le Gouvernement colonial avait besoin des capitaux pour couvrir les frais de premier établissement. Quelques temps après, c'était pour éteindre la colonisation. En 1928-29 en période de prospérité où il s'fait voir grand », et « faire vite » le Gouvernement avait encore besoin des capitaux et des capitalistes pour « la mise en valeur de la colonie. En cédant au désir spéculatif d'un développement accéléré des entreprises capitalistes, le Gouvernement aggravait ringslièrement la situation de la classe ouvrière de ce pays.

La main-d'œuvre avait été recrutée de force, dans les conditions scandaleuses qu'on connaît.

Ces trouhler graves en furent résultés qui ont essanglanté le Tonkin. Ils commencèrent par le meurtre du recruteur Bazin pour terminer lugubrement par les mutineries de Yên-Bay et les années sombre répression.

Nul n'ignore que tout Gouverneur Général doit sa nomination au poste suprême de l'Indochine non seulement au Président du Conseil ou Ministre des Colonies mais encore au « Comité de l'Industrie et du Commerce de l'Indochine » qui est appelé, en la circonstance, à donner son agrément.

Nul n'ignore non plus que ce Comité représente un capital de plusieurs milliards, qu'il groupe les principales firmes de l'Union indochinoise, qu'il tient en main les journaux coloniaux de la métropole et dicte aux volontés au Gouvernement et parfois même au Parlement. Par conséquent, le Gouverneur Général de l'Indochine n'est pas libre et ne saurait l'être. Il ne peut avoir une politique personnelle ni appliquer la politique générale à l'égard des « déshérités » même si celle-ci est conforme au désir du Gouvernement métropolitain. Il doit avant tout accorder aux poissances financières les satisfactions qu'elles sont en droit d'attendre de lui qu'elles considèrent comme leur mandataire. Et jusqu'ici elles ont toujours agi sur lui dans le sens le plus favorable à leur prospérité immédiate.

Or prospérité pour les capitalistes signifie toujours pauvreté et misère pour les travailleurs et paysans.

Donc, un Gouverneur Général qui représente les capitalistes et qui travaille *spécialement* pour les « mauvaises désbérilées » est une chose assez difficile à concevoir. Mais, si réellement il était sincère, il devrait chercher l'appui des masses. Les capitalistes ne feront desconcerté ce que dans la mesure où ils se rendront compte que leur intransigeance leur coûtera préjudice. Toute concession patronale doit être arrachée par la classe ouvrière en lutte. Ceux qui ignorent cette vérité provoquent toujours des catastrophes dans lesquelles ils sombreront eux-mêmes.

« Maisles temps ont changé, nous dit-on. L'avènement du Front Populaire est un grand tournant dans la politique française et dans la vie des peuples placés sous la protection de la France. Le ministre des Colonies M. Marius Moutet est un socialiste qui a toujours combattu l'oppression coloniale. Il est sincère, il veut des réformes tendant spécialement à élever le niveau matériel des masses coloniales. M. Brévié est ou [illegible] qui a réalisé de grandes choses en Afrique et qui a toute la confiance de M. Moutet dont il partage [illegible]

Les dernières déclarations de M. Moutet et le Congrès indochinois

Dans un récent discours qu'il a prononcé avant son départ pour l'A.O.F. le Ministre Moutet a émis quelques idées que nous, peuple colonial, nous n'pouvons pas ne pas retenir : « Il n'y a pas d'œuvre coloniale qui ne soit basée sur la sympathie. En matière coloniale, si vous n'y mettez pas l'accent humain votre œuvre est vouée à l'échec » Et plus loin : « L'humanité est un perpétuel mouvement. Il ne faut pas avoir peur de certaines manifestations, si on fin de compte elles doivent profiter au peuple. C'est ainsi que les mouvements sociaux en Indochine ont, sans causer un soul dommage, contribué à l'élévation du niveau de cette masse jusqu'à ce jour négligée... »

L'opinion du Ministre est claire, précise, sans malentendu possible.

Malheureusement, si nous comparons ces paroles à la réalité, une fragrante contradiction éclate à nos yeux au coin au grand préjudice du peuple travailleur d'Indochine.

Il y a contradiction entre ces paroles et le télégramme que le Ministre socialiste vient d'envoyer au Gouverneur Général Brévié l'invitant à mettre un terme à toute agitation en vérité inexistante (1) L'Indochine est calme, calme comme il n'a jamais été.

Il y a contradiction entre ces paroles et la pression qui a sévi et continue de sévir sur tout le territoire de l'Union à la suite du mouvement de réception de M. Godart et du mouvement de revendications qui se sont déroulés. Il y a quelque mois, dans l'ordre et la discipline. Arrestations, condamnations, emprisonnements continuent à plonger le peuple dans un état d'inquiétude auquel personne ne songe à le soustraire par un « accent humain ».

Nous nous plaisons à croire que le télégramme cité plus haut est l'effet des bruits tendancieux lancés par les milieux réactionnaires qui tiennent à donner au Gouvernement métropolitain une fausse opinion sur la situation de la colonie, qui répètent à cor et à cri que l'agitation, le trouble règnent en Indochine.

Nous nous plaisons à croire que la répress on sélective est due à la grande distance qui sépare la France et sa colonie d'Extrême orient et qui permet au Gouvernement local, encore fidèle aux intérêts capitalistes, de cacher la vérité, de dénaturer les lois et décrets ministériels en vue du renforcement de l'oppression et de l'asservissement des masses laborieuses.

Mais nous insistons, pour que le ministre socialiste se finisse avec les flagrantes contradictions que toute la presse de gauche Indochinoise a signalées.

Nous sommes d'avis que pour qu'une œuvre coloniale soit possible, il faut la sympathie des masses, il faut que le Gouvernement soit appuyé par un large mouvement populaire. Le mouvement ne doit pas être considéré comme de nature à provoquer le trouble et la révolte, car loin d'entraver l'œuvre du Gouvernement du Front Populaire, il contribue d'une part à élever le niveau des masses « comme l'a dit justement le ministre Moutet, de l'autre, à mettre obstacle aux agitations des forces réactionnaires, à briser leurs provocations et à faciliter la réalisation du programme que le peuple de France s'est librement donné. M. Blum n'a-t-il pas déclaré, après les accidents de Clichy que « la République a été défendue par de fortes réactions populaires ?

En Indochine où les masses sont « jusqu'à ce jour » égligées « la sympathie utile au Gouvernement ne peut s'acquérir sans le Congrès indochinois. Les travailleurs qui sont l'objet depuis des dizaines d'années d'une exploitation sans merci, ont besoin d'une occasion pour manifester leur mécontentement qu'ils ne peuvent plus contenir, pour défendre leurs revendications les plus sincères et les plus ardentes.

Le mouvement n'est pas à craindre. Le peuple laborieux qui attend des réformes, n'est en aucune façon, intéressé à créer des troubles. Il aspire à ce que ces réformes soient réalisées avec la plus grande facilité et rapidité possible. Il ne veut pas qu'elles soient acquises aux prix des effusions du sang et de centaines de vies humaines.

Ce n'est que grâce au Congrès indochinois que la Gouvernement du Front Populaire pourra se rapprocher des masses acquérir leur sympathie et leur confiance en leur octroyant les libertés et droits les plus élémentaires, les plus indispensables à l'évolution d'un peuple.

Ce n'est que par le Congrès indochinois que pourra se réaliser la collaboration des deux peuples de France et d'Indochine qui travailleront de concert pour mettre fin aux agissements de la réaction et pour l'inauguration d'une vie nouvelle.

Le Congrès indochinois se fera-t-il ?

La réponse ne peut être négative si le ministre socialiste pourait une politique conséquente, conforme à ses déclarations.

(1) D'après une déclaration de M. Outrey à Paris.

Quoi ces conditions, l'instinct de conservation entre en jeu et la réaction devient inévitable.

En 1929, les ouvriers réagissent par des mouvres, des soussaints, des révoltes. Voici dans quelle atmosphère on vivait, «La révolte couvait dans l'air. Chacun le sentait. Des troubles s'étaient même déjà dessinés en plusieurs points du delta dont les plus graves avaient eu pour théâtre la ville de Bac Ninh. Jugiée à juste titre, l'administration avait dû se résoudre depuis quelques mois à des démonstrations de force armée de toutes sories : grandes manœuvres guerrières, parades de troupes, défile du matériel de combat tanks, autocanons, sections de mitrailleuses etc...»

Mais le résultat de ces manifestations n'eut pas, hélas, le succès escompté. (Argus Indochinois du 23 février 1929).

Et il n'y avait pas de Front-Populaire en 1929 !

Des milliers d'êtres malheureux qui luttent désespérément pour de feodre leur vie menacée d'une façon permanente par les dures conditions [illegible] par le chômage et la maladie et de la faim n'avaient pas attendu l'avènement du Front-Populaire pour l'exploiter et créer une agitation pour des fins inavouables.

Jusqu'ici le mouvement ouvrier de l'Indochine a été systématique ment réprimé avec la dernière violence. A la faveur de la crise, les compagnies et les sociétés attaquent impunement les conditions d'existance de leurs salariés. Elles rendent leur vie intenable.

Pour ne pas mourir de faim et de misère, les ouvriers indochinois n'ont plus qu'une perspective : lutter.

Et voici comment ils engagent cette lutte vers la fin de 1936.

« Après 10 jours de lutte tenace 10 000 mineurs de Camphamine ont vaincu la résistance patronale. A aucun moment les forces gouvernementales n'ont eu à intervenir contre le leur mouvement héroïque et calme. Toutes les manœuvres patronales ont échoué. La discipline prolétarienne a été l'élément principal de la victoire ».

(Le Travail du 27 novembre 1936)

M. Brévié ne peut, par conséquent, dire que ces vastes mouvements populaires sont simplement l'œuvre de quelques agitateurs professionnels.

(suite en 2e pag.)

Notre camarade PHAM VAN-DONG est retoulé en Annam

Par arrêté du 12 Avril du Résident Supérieur, notre camarade Phan-van-Dông vient d'être relégué en Annam.

Dông est un libéré politique, récemment de retour de Poulo-Condore. Ayant reçu une lettre de convocation de la part du directeur d'une école privée de Hanoi, il a obtenu l'autorisation de se rendre à Hanoi en vue de faire des classes d'essai. D'ailleurs, dès son arrivée dans la capitale tonkinoise, il s'est même appliqué à monter une maison de commerce avec le concours de quelques amis.

Quand il ne s'attendait nullement à une pareille mesure d'arbitraire administratif, le 15 mars, Dông, convoqué à la Sûreté, reçut la notification d'un arrêté d'expulsion.

Sans motif, comme toujours.

Dông était professeur avant son arrestation. Rivé à son village natal, il sera privé de tout moyen de subsistance.

Mais ces intérêts vitaux d'un libéré politique ne sont point de nature à retenir l'attention du Gouvernement colonial.

Les "sentiments de vifs regrets" de S. E. Hoàng-T-Phu

M. Thalance est parti.

Aussi, n'avons-nous nullement l'intention d'écrire les quelques lignes qui suivent à son adresse. Nous avons dit notre mot sur la politique de l'ex-Résident Supérieur, du temps où celui-ci était encore à la tête du gouvernement tonkinois. Les coups de pied de l'âne, les flèches du Parthe ne sont pas dans nos habitudes.

Les lignes qui suivent sont donc écrites à l'adresse non pas de celui qui part, mais de ceux qui restent.

Particulièrement, à l'adresse de certains officiels qui ont la pernicieuse habitude de prêter leurs propres sentiments, leurs propres idées, aux masses ouvrières et paysannes du pays, de parler en nom de ces masses alors qu'ils n'établis ne sont nullement qualifiés pour être leur porte-parole.

Plus particulièrement encore, à l'adresse de S.E. le Vo-Hiên Hoàng trong-Phu, un personnage en vedette dans toutes les réceptions en banquets d'adieu officiels qui tient de lire. Le 31 mars, à l'occasion du champagne d'adieu offert par l'Afimeb à Mme et M. Thalance, un discours passablement long qui a été le chef d'œuvre de contrefaçons et peut être d'ironie.

S.E. le Vo-Hiên s'est posé certainement, a priori, comme but de glorifier le chef ami qui va partir, notre bienfaitrice de M. Thalance lui-même sait certainement un oxions il s'en va échafaudant, de phrases en phrases, du haut de son piédestal un admirable raisonnement.

Il est vrai que, pour être un raisonnement de grand mandarin, le raisonnement constructif de S.E. pêche par la base comme tous les raisonnements rentrachés.

Je rousens que M. Thalance soit entré dans les cadres indochinois « par la grande porte ». «après de brillantes études à l'Ecole Coloniale — celle pépinière où se sont façonnés tant d'éminents chefs... »

Je cousens que les séjours successifs en Annam en Cochinchine et au Tonkin « aient permis » M. Thalance d'acquérir une connaissance remplète de la Cour et des différentes administrations locales ».

Je rousens encore qu'en Mme Thalance « réside à un haut degré. l'incarnation des vertus de la femme française ».

Mais il est d'autres affirmations qui, parce que trop hardies, dépassent les limites de ma rancession.

Ainsi. Son Excellence parle des préoccupations de M. Thalonee, en ce qui concerne « l'amélioration du sort de la population rurale », quand le trait marquant du régime de Mme et Résident Supérieur est l'aggravation plus ou moins relative des charges fiscales pour ladite population rurale.

Ainsi, elle parle brièvement, courageusement des « travaux d'irrigation, du renforcement et de l'entretien des digues » quand un des événements marquants du règne de M. Thalonne a été la catastrophique inondation qui a détruit des villages entiers. Je passe sous silence les famines qu'appellent des sécheresses longues et meurtrières.

Ains. Son Excellence parle de la « sensibilité spontanée pour la peuple annamite » de M. Thalance, quand la politique de ce dernier, de l'aveu de tous, respire une révoltante tyrannie et s'est à maintes reprises illustrée d'intimidations [illegible] fêtes, d'arrestations, de mesures de répression pour tout dire.

Ainsi encore, elle parle d'un pan notariel avec lequel vous vous êtes penché — entendu : M. Thalance — sur la masse des humbles, ouvriers et paysans », quand précisément, sous le règne de M. Thalance, des ouvriers grévistes ont été matraqués, arrêtés, condamnés, des paysans persécutés sans justification aucune.

En présence d'une pareille argumentation, il est légitime et naturel que je me sois demandé si S.E. Excellence n'a pas voulu tout simplement « commettre des « erreurs » nécessaires à la ruse qu'il a mission de défendre, ou si, au rentrelire elle n'a pas voulu faire du l'ironie. Car la rhétorique nous dit que l'ironie repose sur la rentrasie !

Un passage bien venu me fire d'embarras et fixe mon opinion sur la véritable intention du Vo-Hiên. « Qu'il s'agisse des travaux de rédaction du dictionnaire, est-il écrit dans le fameux discours

(suite en 2e page)

C'est nous qui avons souligné.

Comment on exploite le poyson ?

La rente foncière

Chez nous nombre de paysans sont dépourvus de terre ou n'en possèdent qu'insuffisamment. Les prolétaires de la campagne vivent de leur force de travail. Ce sont des salariés agricoles. D'autres qui possèdent quelques instruments de travail ne quelques bêtes de somme, se font métayers ou fermiers. Ils louent la terre aux propriétaires fonciers qui prélèvent sur eux certaines redevances dont la principale s'appelle *rente foncière*.

Prenons un exemple concret et calculons le montant de cette rente, ainsi que le profit qui revient au métayer.

Dans le Phu de Thoong-Tin, province de Hà-đông, un mâu de rizière rapporte en moyenne au paysan qui le cultive 35 paniers de paddy, l'année dernière. Chaque panier se vend à 1$00 ; le prix du produit de la récolte d'un mâu s'élève donc à 35$00.

Puisque le taux de la rente foncière est, en général, de 100 *p.* *%*, le métayer ne reçoit que la moitié de sa récolte, soit, dans notre exemple,

$$\frac{35\$00}{2} = 17\$50$$

L'autre moitié il la verse au propriétaire foncier comme rente foncière.

Seulement pour avoir ces 17$50, il a dû débourser une certaine somme pour acheter drs semences, des engrais, réparer des instruments aratoires, et embaucher quelques salariés qui lui tiennent compagnie — sa force de travail lui étant insuffisante pour accomplir de multiples besognes depuis le labourage jusqu'à la moisson.

Les frais généraux qu'il devrait alors couvrir afin de mettre en valeur un mâu de rizière seraient compris de la façon suivante :

semence	1p.20
engrais	0p 60
labourage et bersage	4p.60
repiquage	1p 20
irrigation	0p 70
sarclage	0p.70
moissonnage	0p.80
total	9p.80

Le propriétaire foncier qui ne fait rien quant à la production, reçoit la moitié de la récolte, c'est-à-dire 17p.50. tandis que le métayer qui sue sang et eau ne touche que 17p.50—9p 80=7p.70.

Avec cette modique somme, il loi est manifestement insuffisant de subvenir à ses besoins et d'entretenir sa famille durant des mois. Aussi est-il obligé de prendre à ferme 2 ou 3 mâu qui loi rapportent un peu plus. Mais en ce cas il faut qu'il ait assez de l'argent pour se procurer des matériaux et des instrumeots nécessaires à l'exploitation de la terre qu'il loue.

A la rente foncière proprement dite, absolue, viennent s'ajouter des redevances accessoires. Dans beaucoup de régions du Tonkin, le métayer, à l'approche de la moisson, doit payer au propriétaire une certaine somme comme droit de moissonnage ». (tiền trinh gai) qui s'élève parfois à 9p 50 par mâu. En outre, il est de l'usage de chez nous que le métayer ou fermier se présente chez son propriétaire avec des offrandes, les jours de l'anniversaire et de fête. Ainsi quelques bouteilles d'alcool, un régime de noix d'arec, des papiers votifs, toui cela rouge plus ou moins la bourse du paysan et amincit dans une large mesure son revenu.

On comprend maintenant pourquoi les paysans ne mangent pas à leur faim pour une bonne partie de l'année et tombent désespérés sous les griffes des propriétaires-usuriers.

Pour la paysannerie nous demandons qu'une loi soit promulguée en vue de régler le droit de fermage. Que cette loi tende nécessairement à diminuer le taux de la rente foncière et à supprimer tous les redevances accessoires qui pèsent sur les paysans.

DEVANT L'OFFENSIVE.....

(*suite de la 1ère page*)

Tant que leurs conditions de vie et de travail demeureront misérables, les ouvriers lotteront encore contre le patronat. Et personne au monde ne pourra arrêter le mouvement ouvrier qui ne cesse de grandir. On ne pourra l'arrêter que si on réussit à supprimer sa cause fondamentale : l'exploitation de l'homme par l'homme.

A propos de ces mouvements revendicatifs que M. Brévié a considéré comme une agitation intolérable, nous avons dit dans le Travail du 27 novembre 1936 : « Et comme le mouvement ouvrier n'est encore qu'à ses débuts, le devoir du Gouvernement de Front Populaire est d'aider les ouvriers à s'organiser et à lutter à ses côtés avec plus d'affi cacité ».

De son côté, M. Moutet a déclaré que le gouvernement ne doit pas avoir peur des mouvements sociaux qu'en a Indochine, ces mouvements sans causer un seul dommage ont élevé, en fin de compte, le niveau culturel des masses populaires ».

Mais ce qui nous étonne c'est plutôt les actes du gouvernement local, lesquels démentent constamment les déclarations libérales du ministre des colonies.

Quinze mill ons d'êtres, rélégués au rang de sujets et d'esclaves sont jusqu'à ce jour, sans droit et sans voix.

Quand ils demandent des augmentations de salaires ou quand ils protestent contre les impôts trop lourds le gouvernement avec sa presse crie à la révolte, envoie la police et les troupes pour les réprimer.

De nouveau, ils sont réduits au silence qui doit être pour eux le seul régime légal.

Les patrons, au contraire peuvent parler. Ils peuvent calomnier, les malheureux qu'ils exploitent, dans leurs journaux qui ont toutes les faveurs du Gouvernement.

Ils peuvent librement se ligoer contre la classe ouvrière par leurs syndicats, par leurs chambres, leurs assemblées.

Ils peuvent, enfin légalement tromper le peuple en prenant son nom.

Ila ont leurs « représentants du peuple ». Ils ont leur député. Ils ont leur Gouvernement.

Pour ces quinze millions d'hommes de l'hâveux et de la rizière a *rien*

Pour ces masses déshéritées dont a parlé M. Brévié, *rien*.

Il existe pour l'Indochine deux journaux de langue française : La Lutte et le Travail qui parlent des misères de ces masses et qui réclament pour elles des conditions de vie plus supportables, plus humaines ; on les confisque, les poursuit, les condamne. On leur fait une guerre sans merci au nom de la paix, et de l'ordre. Mais enfin, de quel côté sont venus les désordres ? Du côté des patrons arrogants qui frappent, qui renvoient, qui affament ou du côté des ouvriers malheureux qui travaillent, qui souffrent, qui meurent ?

Nous ne soupçonnons jamais les intentions généreuses et la bonne foi de M. Marius Moutet mais nous lui disons loyalement que pour apporter des réformes dans ce pays en faveur des masses, il faut une politique de hardiesse et de confiance. En hésitant d'accorder aux travailleurs indochinois le droit syndicat et les libertés démocratiques, il laissera échapper l'unique occasion dans l'histoire de la colonisation, de réaliser la collaboration entre le gouvernement métropolitain et les masses coloniales.

Déjà M. Brévié a parlé de vastes projets économiques qu'il a conçus en vue d'augmenter la production de ce pays.

Les profits qu'on pourrait en tirer seraient destinés à élever un peu plus le bien-être pour les masses laborieuses. L'idée est séduisante mais il convient de voir si elle est réalisable. D'abord pour l'exécution de ces vastes projets, il faudra des capitaux énormes. Il faut capter la confiance des capitalistes. Cette confiance, ils ne la donneront pas à M Brévié sans contre-partie.

En-nite ils ne donneront pas leur argent s'ils sont sûrs d'avance que les profits iront ailleurs que dans leurs coffres-forts. M. Brévié devra alors ou renoncer à ses vastes projets ou renoncer à sa politique des « masses établies ».

M. Brévié ne pourra s'occuper de la masse sans la masse. Il ne pourra non plus faire appel aux sentiments humanitaires des patrons pour qu'ils renoncent à l'exploitation de leurs salariés.

Seule la pression irrésistible de ces millions d'êtres qui demandent à vivre, pourra arracher à l'égoïsme des capitalistes les améliorations nécessaires à leurs conditions de vie et de travail.

L'émancipation du prolétariat ne sera que l'œuvre du prolétariat l

L'Affaire Lê-Ba-Chân

Les journalistes réclament la libération immédiate de M. Lê-ba-Chân et envoient une commission d'enquête à Haiduong

A la date du 12 avril 1937, aux bureaux du journal Tuong-Lai.

Les journalistes, au nombre de 18, représentant 18 journaux, tant en langue française qu'en Quốc-Ngu paraissant à Hanoi, dont suivent les noms :

L'Effort, la Patrie Annamite, le Travail, Rassemblement, Trung-Bac Tân-van, Viêt hao, Thoi-Thê, Thoi Bao, Ngày-Nay, Tinh-Hoa, Bac-Hà Ich-Huu. Tiâu-Thuyêt Thu-Bay Tiêu-thuyêt Thu-Nam, Tu-Van, Ban Dân. Câu-Ao, Tuong-Lai.

Après avoir entendu divers orateurs, exposant les motifs de l'arrestation de M. Lê Ba-Chân journaliste, par le Juge d'instruction de Hai-duong,

Considérant que le motif invoqué par les autorités locales de détournement de mineure en l'espèce de Melle Trân-thi-Luc, n'est pas sérieux ni fondé, pouvant justifier l'incarcération de M. Lê-Ba Chân, qu'en effet, Melle Lude âgée déjà de 26 ans a lant pac lettres que par protestations verbales, affirmé qu'elle avait quitté la maison de son plein gré,

Que par conséquent, la plainte déposée par M. Trân-dinh-Cbuc, père de Melle Luc, n'a plus raison d'être

Que, dans ces conditions, la détention provisoire de Chan est arbitraire et illégale.

Que, pour protester contre cette brimade Chan a fait la grève de la faim depuis le 5 Avril 1937,

Que l'obstination des autorités provinciales à maintenir Chan en prison, pourrait mettre sa vie en danger,

Protestent contre cette détention que rien ne justifie, ni en droit ni en fait.

Demandent aux autorités judiciaires de Hanoi d'examiner d'urgence les griefs formulés contre Chan et de le faire relâcher immédiatement ou ces ou elles l'auront reconnu non coupable ou tout au moins de lui accorder la liberté provisoire.

Se proposent d'envoyer à Hai duong, dès maintenant une commission d'enquête formée de journalistes pour se renseigner sur l'affaire aux fins de situer les responsabilités et d'informer impartialement le public.

Fait à Hanoi le 12 Avril 1937.

Suivent les signatures

Ils demandent audience à M. le Procureur Général

Monsieur le Procureur Général.

Nous soussignés, Dam-phu-Tiu, Nguyên-tuc Phang. Nguyên-van-Chât. Dan d'y-Ky délégués de 18 journaux tant en langue française qu'en quốc Ngu paraissant à Hanoi. Avons l'han eur de vous exposer respectueusement ce qui suit :

Un de nos confrères M. Lê Ba-Chan a été arrêté par les autorités provinciales de Haiduong à la suite d'une plainte déposée contre lui par M Trân dinh Truc pour détournement de mineure. D'après notre enquête, cette plainte n'est ni fondée ni juste. En effet, Mademoiselle Trân thi Luoc s'est présentée dans nos bureaux pour affirmer qu'elle a quitté le toit paternel de son plein gré pour s'établir comme commerçante à Hanoi qu'elle est âgée déjà de 26 ans et qu'elle comprend mal le revirement des sentiments de son père qui, pourtant, avait promis sa main à M. Lê-Ba Chân.

Nous craignons que l'arrestation et la détention prolongée de Chan ne soit qu'un brimade livrée contre lui par l'i- Résident de Haiduong qui a été visé par Chan dans sa dernière campagne de presse dans le Tuong-Lai à propos d'une affaire des bouchers

Mais nous nous garderons de nous prononcer d'une façon décisive tant que nous n'aurons pas connu officiellement le motif d'inculpation qu'on a pris contre Chan.

Nous vous serions bien reconnaissants de vouloir bien si vous n'y voyiez aucun inconvénient, nous faire connaître le véritable motif pour lequel, Chan a été arrêté et détenu depuis plus de deux semaines.

Nous vous soumettons le procès-verbal qui a été voté le 12 Avril et vous prions de bien vouloir nous accorder une audience le plutôt que vous pourrez car Chan est actuellement à sa huitième journée de grève de la faim.

Veuillez agréer. Monsieur le Procureur Général, l'assurance de nos sentiments très respectueux

UNE RÉPONSE A M. BRÉVIÉ

L'arrestation et la condamnation des 15 paysans de Triêu Phong soulèvent l'indignation générale des partisans de la démocratie dans la colonie, car c'est un geste insolent et provocateur de la réaction, les fauteurs féodaux n'étant que ses instruments.

Les travailleurs de la Métropole ne manqueront pas aussi de le relever.

Les victimes sont accusés : 1°/ d'avoir lu ou entendu lire la traduction en annamite de la brochure « Pour être socialiste » de Léon Blum ; 2°/ d'avoir tenu une réunion sans autorisation.

Or, la traduction est légale. Personne ne peut le nier à moins qu'on veuie ses propres lois ou on ne possède pas toute sa responsabilité mentale. Quant à la réunion elle est imaginaire C'est le prétexte classique de nos gouvernants et en même temps leur malad e.

Ce ne sont donc pas les paysans de Triêu-Phong qu'il fallait condamner. Ce sont leurs juges qu'il faudrait mettre en prison car ce sont eux qui ont violé la loi avec cette circonstance aggravante qu'ils ont la charge de faire respecter laquelle loi ! Il y a encore cette question de prestige. L'auteur de la brochure incriminée est Léon Blum, l'actuel chef du gouvernement français. La réaction aurait dû, par moindre courtoisie, renoncer à son exploit. Et puis s'il y a « atteinte à l'autorité française » en vaiila une de grave. Mais MM Guillemain, Thoiance et Pagès ont peut-être leur façon de comprendre « l'autorité française ».

Il y a aussi et avant tout une question politique. C'est la lutte entre les forces de conservation et l'esprit démocratique.

Le coup de Triên Phong c'est le coup de la réaction coloniale. Elle vise à travers les paysans de Triêu Phong le Front Populaire, la démocratie. C'est sa riposte publique, officielle, légale à la politique du Gouvernement F. P.

La vie dément ainsi les affirmations de M. Brévié quand il déclara qu'il veut ici pour « administrer et non faire de la politique ».

Poursuivre notre journal, organe de la démocratie, pour colporiage alors que cette formalité n'a jamais été exigée des feuilles réactionnaires, n'est pas administrer, c'est faire de la politique. C'est servir la réaction.

Poursuivre notre journal pour « atteinte au respect dû à l'autorité française » pendant que les fascistes et pro-fascistes insultent impunément par la plume, la parola, les actes ceux-là mêmes qui incarnent cette autorité, ce n'est pas administrer c'est faire de la politique. C'est agir contre la démocratie.

Autrement, pourquoi deux poids, deux mesures ?

L'exploit du tartinnasaire Bazin désalle encore les yeux aux moins prévenus. Est-ce administrer que d'obliger ses victimes à faire le salut fasciste ?

Non, c'est la lutte entre le fascisme ou ses agences et la démocratie qui se déroule ici comme ailleurs.

Tous les partisans du F. P, de la démocratie, tous ceux qui veulent un avenir meilleur, exigent du représentant du Gouvernement F. P. en Indochine le geste qui s'impose : la libération des 15 paysans de Triêu-Phong.

LE CONGRÈS DES JOURNALISTES EN ANNAM

Le congrès des journalistes annamites de l'Annam, réuni la 27 mars 1937 à 20 heures à l'hôtel Dong-Phap, 7 Quai Dong ba Hué.

Considérant que les décrets et arrêtés qui réglementent le régime actuel de la presse en langue française et en langue annamite, en Indochine en général et en Annam en particulier, constituent autant d'entraves à la liberté d'opinion et de la presse, et autant d'entraves à la pensée libre et indépendante ;

Qu'en application de ces dits décrets et arrêtés, des mesures administratives ont frappé arbitrairement des dizaines de journaux avant et même après l'avènement du Gouvernement de Front populaire : fermeture du Hanoi bao, Dan Quê Phong Hoa, Ngo bao, Phu nu tân van... en partic ulier des hebdomadaires défendant la politique du Gouvernement de Front populaire Ilon tre, Trung Vang lang bao, Tiên bô, Tiên hoa, Tuong tre, Tuong tan, interdiction de la vente, de la détention et la mise en circulation du journal « le « Travail » en Annam ;

Que les journalistes sont souvent entravés dans l'exercice de leur profession du fait même arbitraire : expulsion des colonies et protectorats par la promulgation de la loi de 1881 la liberté de la presse en langue française comme en langue annamite.

Que le peuple annamite est en droit d'attendre une réforme dans le sens libéral du gouvernement de Front populaire qui est un Gouvernement partisan des libertés démocratiques, en particulier de la liberté de la presse ;

Proteste à l'unanimité contre le régime administratif et préventif actuel ;

Emet le vœu que le Gauvernement de Front populaire accorde aux Indochinois et coloniés et protectorats par la promulgation de la loi de 1881 la liberté de la presse en langue française comme en langue annamite.

Suivent 28 signatures

Le congrès des journalistes de l'Annam, réuni le 27 mars 1937, à 20 heures, à l'hôpital Dong Phap, 7 quai Dong ba Hué.

Sur l'intervention d'un délégué des paysans de la province de Quang Tri (Annam) relatant la répression qui s'abat sur les paysans du Phu de Triêu Phong,

Vote à l'Unanimité le texte du télégramme suivant à l'adresse du Gouverneur Général de l'Indochine :

Congrès Journalistes Annam.

Le congrès des journalistes de l'Annam, réuni le 27 Mars 1937 à 20 heures à l'hôtel Dông-Phap 7 quai Doog ba Hue.

Après avoir entendu le rapport du comité d'organisation sur le régime actuel de la presse en Indochine, en particulier en Annam.

Après un échange de vues entre les assistants.

Vote à l'unanimité le programme d'action suivant en vue de travailler à l'obtention de la liberté de presse :

a) Réalisation d'un front Indochinois de la presse en vue de mener une campagne en faveur de la liberté de la presse ;

b) Envoi des lettres de revendication aux gouvernements locaux, au Gouvernement Général, au Ministre et aux organes de gauche de France ;

c) Rédaction, et diffusion d'une brochure en français et en annamite sur la nécessité de la liberté de la presse en Indochine en vue d'intéresser plus efficacement à notre campagne l'opinion locale et l'opinion métropolitaine ;

d) Organisation d'un congrès Indochinois de la presse en vue d'examiner les revendications de la presse indochinoise et les moyens de réalisation d'un syndicat ;

e) Eu attendant formation d'une Amicale de la presse annamite de l'Annam ;

f) Acheminement vers un Congrès Indochinois pour l'élaboration d'un cahier de vœux, dont les vœux sur la liberté de la presse ;

g) Envoi d'un délégué de la presse Indochinoise en France en vue d'y mener une campagne en faveur de la liberté de la presse pour les colonies et pays de protectorat ;

h) Election d'un comité de 9 membres à Hué dont deux suppléants et de 4 membres correspondants ; ce comité se chargera, en se mettant en liaison étroite avec tous les journalistes et écrivains de l'Union, d'étudier la réalisation du programme d'action ci-dessus.

Suivent 28 signatures

... S. E. Hoàng-T-PHU

(*suite de la 1ère page*)

d'ailleurs, de l'organisation des concours artistiques et littéraires, des kermesses, tombolas, œuvres d'assistance sociale, des fêtes et autres manifestations en ce cercle qui aura bénéficié l'honneur de vous recevoir aujourd'hui pour la dernière fois, elle — l'A.F.I.M.A. — n'a jamais compté en vain sur votre appui moral et sur l'aide financière que vous lui avez fait obtenir. » (3) L'ironie décidément est étrangère à l'auteur de tels passages. Et on comprend combien, après cet « appui moral » et cette « aide financière », l'admiration et la reconnaissance qui ont fusé le jugement d'une personnalité aussi respectable personnage, sont légitimes et naturels !

En ce soir où, « hélas », l'A.F.I.M.A. pour la dernière fois », a eu « l'honneur » de recevoir Mme et M. Thalance, au dans « une atmosphère de franche et cordiale sympathie», S.E Hoang-trang-Phu, en proie à « ses sentiments de vifs regrets » retrace l'amitié « vieille et solide » dont l'ancien Résident supérieur l'a honoré et qui lui a laissé « un souvenir reconnaissant et ému » comme on aurait mieux aimé le voir plus objectif dans ses éloges, comme Son Excellence aurait mieux fait de ne pas croire que dans « la paix et la bonheur de l'Asma se sont réalisés la paix et le bonheur du peuple tonkinois de ne pas déduire du « libéralisme généreux » dont la Thalance a comblé l'Asma, un libéralisme général, inexistant en faveur de la masse des humbles !

CÙNG CÁC ĐẠI-LÝ

Chiên-sĩ Xã-hội

Những đại-lý nào chưa gửi mandat về, xin gửi ngay cho để liện việc sở sách trước khi ra cuốn khác

Mai-Ngọc- Thiệu
21 Citadelle Hanoi

ANH CHỊ, EM ĐỒN COI

"Ngày của Lao-Động"
(Lịch-Sử ngày 1er Mai)
Giá 0$08

Đến 25 Avril sẽ có bán ở các hàng sách khắp Đông-Dương.

Thư từ và mandat xin gửi cho
Trịnh văn-Phú,
21, Citadelle Hanoi

Teinture — Détachage
Dégraissage
Pham Ta
23, Boulevard François-Garnier — Hanoi
54, Avenue Clémenceau
Nam-Dinh

Salon de Coiffure Trac
86 — Rue du Chonvre
HANOI
A partir du 20 Mars 1937
Tarifs
POUR étudiants et élèves 0$15
ouvriers de nos tickets 0$18
tarif courante 0$00

FAITES-VOUS HABILLER PAR "LA LIGNE"
70 ter Rue JULES FERRY — HANOI
COURS PRATIQUE DE COUPE EN 4 MOIS

Réponse à un lecteur inconnu

PLUS - VALUE ABSOLUE ET PLUS - VALUE RELATIVE

De nos jours, il est incontestable que le marxisme tend de plus en plus à s'imposer dans le monde, et cela non seulement parce qu'il exprime la volonté de la majorité de l'humanité, mais encore parce qu'il est partout confirmé par les faits.

C'est avec une indicible joie que nous constatons qu'il a si bien gagné notre jeune génération.

Un de nos lecteurs vient de nous demander : quelle différence y a-t-il entre plus - value absolue et plus - value relative ? Il est de notre devoir de lui répondre. Nous le faisons même dans les colonnes de notre journal et prions nos lecteurs de croire que nous n'avons nullement la prétention de faire ici un exposé adéquat sur la théorie de la plus-value telle qu'elle a été conçue par Marx, mais tout simplement de répondre à un lecteur inconnu sur un point bien précis du marxisme.

N.D.L.R.

Ce qu'est d'abord la plus value.— L'ouvrier est dépourvu de moyens de production. Pour vivre il a vait donc l'obligation de vendre sa force de travail. Celle-ci est devenue une marchandise que le capitaliste achète pour une certaine somme appelée salaire. L'acheteur s'efforce de payer la *marchandise force de travail* à un prix permettant à l'ouvrier d'entretenir son organisme. Pour une journée de travail de 10 heures, il lui paie 0$40 par exemple.

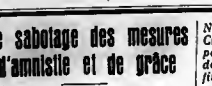
Supposons que l'ouvrier qui gagne ces quarante sous est un tisserand. Il produit 1m d'étoffe en 1e. Après la journée, le roedement de son travail est de 10m, dont le prix de vente à 1'être à 0$30 chacun ! Si le coût de la production (salaire de l'ouvrier, prix des matières premières etc.) est de 0$15 le mètre. le *travail nécessaire* a la *production* de cea 10m d'étoffe u'est que 5b :

$$\frac{0.15 \times 10}{0,30} = 5b$$

Marx appelle *temps de travail nécessaire* (1), ces 5b, en bout desquels l'ouvrier gagne de quoi récupérer sa force de travail pour la journée.

Or, l'ouvrier travaille 10h par jour, au lieu de 5. La seconde moitié de la journée de travail est donc réservée à produire le bénifice net pour le capitaliste. « *Cet excédent de valeur produit par l'ouvrier en surplus de la valeur de sa force de travail est appelé plus-val ue* » (Lapidus). Le temps pendant lequel l'ouvrier produit la plus-valeur s'appelle *temps de travail supplémentaire*.

Représentons la journée de travail par la ligne droite x y, le temps de travail nécessaire par N et le temps de travail supplémentaire ou la plus-valeur par *p*, nous avons la graphique suivante pour l'exemple précédent :



Au cours de la période p, l'ouvrier ne fait que produire la plus-valeur au seul compte du capitaliste. Cette plus-value est de :

$(0,30 \times 10) - (0,15 \times 10) = 1$50.

Nous voyons par là que la plus-value donne naissance au profit (1$50). Le capitaliste qui empoche le profit ne fait que le voler à l'ouvrier qui l'engendre.

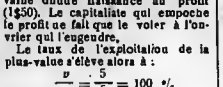
Le taux de l'exploitation de la plus-value s'élève alors à :

$$\frac{p}{n} = \frac{5}{5} = 100\ \%$$

En quoi la plus - value absolue se distingue t elle de la plus - value relative ? — Tout le rêve du capitaliste est de dévorer le plus possible du plus-value. Il cherche à augmenter le facteur *p* du graphique précédent.

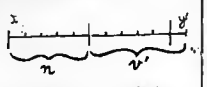
Pour cela, deux moyens lui sont possibles et réalisables :

Premièrement, augmenter la journée de travail de l'ouvrier, sans augmentation aux salaire, la journée de travail se rallonge par exemple d'une heure et devient $x\ y'$ et le facteur *p* au chaege en v' :



p' s'appelle plus-value absolue ;

Deuxièmement, diminuer le temps de travail nécessaire à la productiou; dans ce cas la journée de travail $x\ y$ reste la même, mais *si n* ae raccourcit d'une benre, il devient n' et *p* ae change en p'' :



p'' s'appelle plus-value relative.

Pour obtenir la plus-value absolue, il suffit de forcer l'ouvrier à travailler plus longtemps dans l'usine. Pour avoir la plus - value relative, il faut diminuer le temps de travail nécessaire en abaissant le coût de la production, c'est-à-dire ramener le salaire de l'ouvrier à un niveau plus bas et perfectionner les moyens de production. La première a pour intensifier la force de travail tout en économisant les matières premières; en un mot, il faut rationaliser la productioa.

« *J'appelle*, dit Marx dans Le Capital, *plus-value absolue la plus-value produite par la prolongation de la journée de travail; quant à la plus-value qui résulte du raccourcissement du temps de travail nécessaire et de la modification correspondante dans le rapport de grandeur des deux parties constitutives de la journée de travail, je l'appelle plus-value relative* »

(1) Le temps de travail nécessaire est autrement dénommé par Lénine « journée nécessaire »

La situation des libérés politiques

Sur l'ordre de M.' le Résidaet de France à Haidaong la Tri-Heyên de Chi-Linh s'est rendu, le 27-3 au village de Phao-Son, chez M. Vu-van-Hiêa un libéré politique, pour opérer une perquisition.

Quelle en est la cause ? — C'est fort simple. Sans emploi depuis son retour du bagne M. Hiên est allé voir le Résident de sa province pour lui demander la permission d'ouvrir une cours particulier dans son village. Voici quelques bribes de sa requête ;

Monsieur le Résident,

.....Depuis que le Front Populaire dont vous faites partie, m'a gracié, je me trouve dans un grand embarras; ma famille qui s'est ruinée pendant la crise, ne peut plus me nourrir.

C'est pourquoi je me permets de venir vous prier de bien vouloir m'autoriser à ouvrir, dans mon village, une petite école privée pour une quinzaine d'élèves qui commencent à apprendre le Quốc-Ngữ et à épeler les mots français. C'est là le seul métier que je puisse exercer pour gagner ma vie... »

Lecture faite, Monsieur le Résident de Haidaong dit à Hiên de lui apporter la copie conforme de son brevet du Certificat d'études élémentaires franco-indigènes. Hiên exécuta strictement l'ordre donné. Quelques jours après, il reçut de la part de M. le Résident de Haidaong une lettre lui annonçant que la permission d'ouvrir une école privée ne lui est pas accordée Au lieu de l'aider à vivre l'Administration lui a refusé les moyens d'exister.ea. Désespéré, Hiên ne donne chez lui des leçons qu'à ses frères, cousins et neveux. Et cela que le samedi 27-3, il a reçuvé sa maison victime d'une fouille minutieuse. On a confisqué ses quelques livr.s d'enseignement élémentaire, on a dressé procès-verbal contre ses six élèves (ce à d'ses frères, cousins, neveux) coatre ses parents. contre lui. Et il doit encore se présentrr le mercredi 31-3 devant le tribunal provincial de Haidaong pour subir un interrogatoire.

Qu'adviendra-t il ?

Nous ne faisons ici que relater le fait. Nous nous abstenons de le commenter. Nous en attendons le résultat.

Au Quang-Ngai, on continue de sévir

55 arrestations arbitraires dans l'espace de 10 jours

Décidément on ne veut point se laisser instreire par l'espérience. Après avoir vécu les sanglants évènements de 1929 - 31, fruit d'une politique d'intolérable provocation, on est décidé, encore une fois, à renouveler ses jeux, quitte à essayer les mêmes résnitats tragiques. Ou bien, verrait-on dans la répression,un moyen à la fois et uu but de toute politique « bonne et utile » ?

Les évènements ieimaginables relatés ci-dessous se sont passés au Quang-Ngai.

Le 15 mars, arrestation de Nguyên-Tuyên, du village de Thanh-Lâm, huyên de Ouc Phô. Motif: un rapport secret daté du 12 mars et dont l'auteur est l'agent To-Vu, du village d'An Loi mentionne une réunion chez Tuyên, cette réunion d'ailleurs n'est que la déduction de ce fait que 2 personnes sont venues chez l'« accusé » après avoir déposé leurs bicyclettes à la maison du garde communal Hoan. Ces bicyclettes, en réalité, appartiennent non à quelques « moscontaires », mais au blanchisseur de Duc-Pho et à un commé Moi, rien moins que suspects. Le garde Hoan le déclara lui-même. Malgré cela, Tuyên est inscrcéré à la prison provinciale et soumis à la question ! Six autres habitants arrêtés le même jour pour des motifs imaginaires n'ont été libérés qu'après un sérieux passage à tabso

Le 12 Mars, au village de Chu Mo, phu de Binh-Son, 26 arrestations, motif : lecture du journal légal de Front Populaire a Nhanh Lua ». Sept autres arrestations le 22. pour le même crime et ce plus celui de réunion non autorisée, accusation classique, genre réquisitoire du tri-phu de Triêu-Phong contre des lecteurs du livre « Pour être Socialiste ». Ces dernières victimes sont détenues au poste militaire de Cau chay.

Le 16 mars, Tran-Khuy, Le-kinh-Suong. Le-Cu. Le-Do. Le-Chuoc, Le-Dien, Le-Duong, Bui-Dinh, Le Binh Bui-Thuen, originaires de Mo-Duc, ont été arrêtés, Détenus au chef-lieu du huyên, ils ont été soumis quotidiennement à la question. Le 23, interrogatoire par un envoyé de la Sûreté. Du devine trop bien ce qui se passa, au cours de cette détantion arbitraire. esr certaine ont vomi du sang. Tran-Khey est encore à l'hôpital. Ces pauvres paysans, pour la plupart des libérés politiques ont été accusés pour être rendus à la réception de M Godart, sans autorisation (malgré la surveillance administrative), ils ont dû essuyer maintes bastonnades pour s'avoir pu fournir de réponse satisfaisante à des questioes saugrenues dont voici des spécimens.,

Il y a beaucoup de forgerens qui s'en sont allés dans la région montagneuse de Ba-to. Est-ce pour forger des armes ? (!!!)

Le jour de la réception de M. Godart n'est-il pas vrai que les manifestants s'étaient munis de bâton, de pieux et que par la suite, ils les ont déposés derrière le Nui Rum ?

La population vit dans les tronses ! Etant donné l'instinct de la foule, comment voudrait-on qu'elle ee soit exaspérée par ces manigances tyranniques, dignes de l'Inquisition. Il semble bien que tout ce à quoi on vise, c'est de provoquer des réactions populaires qui justifieront une systématique et sanglante répression. Qu'on sache que la provocation qui est la véritable agitation se retournera contre ceux qui la déclenchent !

Nouvelle Clinique médico-chirurgicale

Lo clinique du Dr DANG VU LAC à lo rue Duvillier o été transférée depuis le 1er Avril 1937 au

N° 92 Bd Gambetta
(Clinique Henry Coppin)
Téléphone 586

A meilleur prix
Les chaussures
HOA - DANG
48 Rue des Changres 48
vous donnent
de l'élégonce
et de lo solidité

La tête brune ne vous tente plus, si vous vous adressez à la pharmacie
Ma-Lap-Phuong
126 Route Khâm - Thiên
Remède sans réaction
ne fatiguant pas

LY - SENG - BAO
Bijouterie Horlogerie - Lunetterie
82, Rue des Paviers — HANOI
Foire de Saigon 1927
Diplôme Médaille bronze
Foire de Hanoi 1928
Diplôme d'honneur
Foire de Hanoi 1929 Diplôme d'honneur-Médaille d'argent

Huê Dân
NGUYÊN-VAN-QUYÊN
Méronicien dentiste
Prothèse Dentaire
46, Rue des Cuirs — Hanoi
De nombreux certificats délivrés par des Européens et des Docteurs prouvent notre savoir faire et notre conscience professionnelle

Le sabotage des mesures d'amnistie et de grâce

Un mesers émanant d'en haut lieu est venu récemment renforcer, pour les libérés politiques de Thai-Binh, la mesure de surveillance administrative à laquelle la plupart d'entre eux oioent assujettis à leur sortie de la prison. Désormois, ces derniers, pour toute absence, de longue ou de courte durée, en sue d'un a voyage dans les autres provinces ou dans le village voisin, doit se munir préolabrement de l'autorisation résidrntielle. Or en vertu de la voie hiérorchique qal, en l'occurence doit être observée strictement, de la demande d'autorisation doit être remise au tytruong qui se chargr de la transmettre au tribuyên ou triphu qui se chargr de la transmettre au résident. Celu oous prend, supposée la célérité des outorités administratives, ou moins une semaine. Ce qui fait que, même si vous aves besoin de vous hospitaliser ou chei-lirn pour une maladie grave, même si vous avez un parent ugonisant à quelques kilomètres de chez vous, pour vous rendre au villoge voisin ou à l'hôpital, il vous faut attendre 7 jours !

Encore si la filière administrotive ne connaissait pas de retards ! Encora si, avec des motifs plausibles vous êtes sûr d'obtenir, avec 7 jours de délai, voire autorisation. Mais non !

Ngô-duy-Phon, du village de Dông-Cao, huyên de Tiên-Hai, a demondé par trois fois l'autorisation de se déplacer ; 3 fois il a essuyé des refus ; finalement, comme ses affaires exigent qu'il quitte son village, il le fait et est jeté en prison. Ngô huu Ruoi, Ngô Nguyên, du même village, parce qu'ils ne sont pas en bons termes avec le tytruong, n'ont jamais réussi à lui faire accepter leur demande d'autorisation ; ils ont été au huyên présenter la requête au tri-huyên qui lui non plus ne l'accepla pas ; ils l'envoyèrent par lettre recommandée au résident qui ne répondit pas. Alors, si talonnés par la faim, appelés par leur profession, loin de leur villags, ils se voient contraints de quitter leur localité d'origine, ils arrônt, pour infraction à la surveillance administrative, mis en état d'arrestation et condamnés de nouveau !

Ainsi, les autorités locales, par la manière truculente dont elles appliquent les mesures de surveillance, incitent, obligent les libérés à les enfreindre. Un moyen commode, pour se débarrasser d'eux ! Un moyen aussi de liquider les incompétes amnisties et mesures de grâce qu'à son avènement a décrété le Gouvernement de Front Populaire de France. Dans leur situation actuelle, beaucoup de libérés ne le sont que nominalement, ils sont en réalité transférés d'un bagne à un autre. Et aujourd'hui comme auparavant, une misère noire les poursuit et les harcèle.

UN MILLION DE "CHEVROLET" ont été vendues en 1936 par la General Motor Company
Demandez à essayer les nouvelles CHEVROLET au
GARAGE AVIAT

Bijouterie Argenterie au
LION D'ARGENT
Fabrique sur commande des bijoux.
Médoille d'or ou solon 1936
Propriétaire : BUI-HUNG-GIA — 56 Rue Jules Ferry Hanoi
Ateliers des Arts Hadong

LA BANQUE RÉPUTÉE DES CHAUS
Chân - Long
9, rue Paol-Bert 38, rue des Paniers HANOI
SPÉCIALITÉ :
de sacs à mains, de chaussures de luxe et de fatigue pour hommes, dames, enfants.
Qualités — Fantaisie
Prix — avantageux

Par les tempêtes en vérité Sortir est une chose malaisée. Un pneus An-Thai modèle de cette année, Vous mène partout en toute sécurité.
AN-THAI
2, Nguyên-Trọng-Hiệp, 2 HANOI
Grands fabrication de pousse-pousse moderne — Peinture au pistolet — Modèle 1936-37.

Blennorragie aigue ou chronique
traitement antiphlogistique traitement suppressif.
Drogues très efficaces, terminant l'écoulement en 8 jours.
Syphilis : toutes les périodes
traitement symptomatique et causal.
DUC THO DUONG
241 Route de Huê — HANOI

LES PLUS BEAUX PORTRAITS SONT SIGNÉS :
HUONG-KY photo

Employez la peinture
GECKO
au place de la Citadelle — Hanoi
Propriétaire : Ph. Nhu-Cuang

Les tortures au pénitencier de Banméthuot

Au pénitencier de Banméthout, gémissent encore 233 détenus. Le 20 Janvier février, Tran-Duc était en train de lire quand un aridat de la garde indigène, le voyant, le giffla, Duc protesta. Le soldat signala le fait au chef pénitencier, un sous tieutenant, qui sans prendre la peine de demander la nature de la faute fonça sur le détenu et le frappa à coups de crosse de révolver sur la figure. Le leodemain, Duc, malade i e peut pas travailler. Le garde-chef, après l'avoir brutalement frappé, le prit à bras-le-corps et le renversa du bas-flanc sur la terre, en lui disant : « L'administration me paie pour le tuer » Duc poussa des cris. Tous les autres détenus l'imitèrent en signe de protestation. Les soldats de la garde-indigène furent mobilisés et une répression sanglante s'ensuivit. Chaque détenu était retenu à la tête et aux pieds par deux soldats, pendant que les deux autres la rouédent de coups. Après le passage à tabac, tous les détenus étaient mis à la « barre ». Pour protester contre cette brutalité cynique, ils firent la grève de la faim pendant 4 jours. A la fin de la grève (dont la haine n'est pas encore assouvie),le gardien chef renversa à terre toutes les 7 toupses à pétrole remplies de soupe que les cuisiniers avaient apportées aux détenus.

La nuit du 28 février, un soldat vint vérifier les cadenas des barres qui retenaient les pieds des détenus. Il vit Tao, un détenu politique en train de causer avec ses camarades. Il le gifla et signala le cas au gardien-chef. Celui-ci fit venir Tao à son bureau, et là, il a si bien rempli son rôle de bourreau que Tao eut la tête fracassée et le corps tout meurtri. Ne se trouvant pas encore satisfaite, la brute prit une teuaille, et arracha les cheveux et les deots à sa victime. Comme Tao s'efforça de fermer sa boache, le gardien le frappa aux lévres. Après la tortare, Tao a été mis en cellnie pour un mois et avec un jeûne forcé de 4 jours, Tao est actnellement dans nu état grave.

Le 5 mars, le gardien a trouvé au cours d'ane fouille un petit caoif. Comme les mora de la prison sont en torebis, et présentent certaines parties fendillées sous l'action de l'humidité, le gardien accuse les 36 détenus de s'être servis du canif pour démolir les mnrs en zue d'une évasion. Il fit au Résident Supérieur un rapport sur lequel il demanda une augmentation de peine et le transfert des détenus à Poulo-Condore.

AI MUỐN BÁN ĐƯỢC GIÁ CAO !
Bất cứ tác nào xin cứ các thứ hàng sao này !
Da trâu, bò sống chưa thuộc, sáng den các hạt có giầu nhanông, lục, hải, quế chi, cáng hà tiêu, café, bông gạo, bông tạ, hạt bông, đồng gai và các thứ quặng sắt, chì, thiếc, antimoine, manganèse, ostalate, o.v... xin mới ngay lại nhà.
« S. E. X. P. I. »
Anh-Ý Công-ty
Baile postale n° 54 - Hadal, hay mới lại nhà viên giám đốc bên sở ở đường Gia-Long số 15 hàng ở phòng giấy ở phố Nguyễn Trãi số 48.
Cần các đại-lý các tỉnh ở Đông Pháp bán các hàng sau này :
Hải-vị, thoch, hành, khoai, tỏi tây, đa đồng giấy, hàng sắt như đinh, giấy thép, kẽm, than, phấm, giấy, to, sâm, các chất hóa học, o.a .
Biết sở buôn lận gốc bản lận ngọn nên giá bao giờ cũng hạ hơn hết.
Viết ban gì xin cho biết địa chỉ rõ phải nhớ đến thương lượng, lên xin viết lại hộp thư số 54—Hanoi.

Verrerie Lampisterie

THANH-DUC

dit

TRINH - ĐÌNH - KÌNH

65—Rue des Paniers, Hanoi

Essayez les Chaussures

de la

Maison CU-TAI

74 Rue du Chanvre, Hanoi

si vous serez ravis de leur élégance la matin coûteuse [e]ainte pourtant à la plus parfaite solidité,

Automobilistes ! ! !

Dans votre intérêt, essayez les accumulateurs HUITRIC

La grande marque française

De réputation mondiale

Agence exclusive

CYCLOTO

DUONG-QUANG

2 et 4 av. Puginier—Hanoi

Tél. 479

ccessoires pour cycles et autos

BIBLIOTHÈQUE SCOLAIRE

FRANCO - ANNAMITE

NGUYỄN HOÀI-ĐÌNH

Le Français par soi-même.— Tự học chữ Pháp không phải thầy. Soạn cho người nhiều tuổi học chữ Pháp không phải thầy [illegible] Chợ lớn. Op. 20.

ĐÔNG-TÂY TIỂU THUYẾT

HI-SINH

của PHẠM NGỌC-KHÔI

Chuyện mới văn mới, độc-giả đón xem xuất bản, le 1er avril 1937.

SÁCH MỚI

Tiếng Đoạn-Trường — André Gide — Đỗ Đình-Thạch dịch. Giá 0p 35.

Thi-Sĩ Kỳ Phong của cô LÊ-CHÍ giá 0p.25

Hanoi Escale du Cœur par Christiane Fournier giá 1p.00

CONTRE LE FASCISME

TRISTE BILAN DE 4 ANNEES DE NATIONAL - SOCIALISME

par Hans Bertrand

Les industriels appelaient à grands cris le sauveur qui leur passerait les commandes d'Etat, maintiendrait les ouvriers d'une poigne de fer et présenterait à coups de poing sur la table les exigences de l'impérialisme allemand renaissant au reste du monde.

Les agrariens appelaient celui qui les sauverait du scandale de l' « Osthilfe » (sommes fournies par l'Etat pour l'aide aux paysans de Prusse orientale, scandaleuses et dilapidées par les hobereaux.— N. D. L. R.)

Les banquiers appelaient le sauveur qui ferait dégeler les crédits coagelés.

Et le sauveur lui-même appelait le celui [illegible] son parti venait de perdre deux millions de voix et dens ces propres rangs. Gregor Strasser avait fait sa révolution de palais.

Telle était la situation lorsque les classes dominantes d'Allemagne s'useirent à Adolphe Hitler pour inaugurer, le 30 Janvier 1933, une période d'histoire allemande qui, en l'espace de 4 ans, fit de l'Allemagne une maison de fous boudée d'armes et de munitions et amena le monde au bord de la guerre.

Aujourd'hui, le visage de la société allemande est radicalement différent de celui qu'on lui voyait il y a 4 ans. Le fier édifice des organisations syndicales, politiques et culturelles de la classe ouvrière allemande, entrefoin à l'avant-garde du prolétariat international, est en ruines. L'ancienne diversité de la vie, de l'esprit et des arts a été remplacée par le monotone dressage national-socialiste Streicher occupe la scène à la place de Thomas Mann. Parler librement c'est commettre le crime de haute trahison punissable de mort.

Des milliers d'adversaires du régime ont été assassinés, des centaines de milliers jetés en prisons.

Autrefois, il y a quatre ans, il y avait les cent mille hommes de la Reichswehr. Aujourd'hui, 2 millions d'Allemands sont sous les armes ! Autrefois, éducation bourgeoise normale de la jeunesse; aujourd'hui, dès la classe élementaire, les écoliers portent un poignard fusil sur l'épaule et on leur apprend inlassablement les principes hitlériens : Il faut détruire la France, conquérir la Russie, et cette mission leur revient de droit, à eux, jeunes aryens ».

Il y a quatre ans, le point maximum de la crise économique venait d'être dépassé et l'Allemagne travailleuse ne vivait pas bien. Aujourd'hui, à l'apogée de la conjoncture créée par l'industrie de l'armement on vit plus mal qu'alors.

Il a fallu quatre ans de régime hitlérien pour que la carte de graisse fit son entrée dans les ménages allemands.

Il a fallu quatre ans de régime hitlérien pour que des milliards fussent en circulation en chèques sans couverture.

Il a fallu quatre ans de régime hitlérien pour faire du budjet d'Etat un secret que ne connaissent même pas tous les ministres.

Les maîtres du Troisième Reich ne cessent de provoquer en vantant la force de l'Allemagne. « Mais pour obtenir celle-ci, il a fallu affaiblir affreusement le peuple, Celui qui est vainqueur après ces quatre années, ce n'est pas l'Allemagne, mais sa ploutocratie. Depeis 1933, les bénéfices des sociétés par actions ont été sextuplés.

Il existe toujours 1.25 million de chômeurs officiellement recunnus, contre 2 millions de chômeurs invisibles», 1.5 millions environ ayant été absorbés par l'armée. Quoiqu'il en soit, on peut estimer qu'il y en a 4 millions qui se trouvent occupés par l'édification de l'extension de l'industrie de guerre.

Or, chose grotesque, aujourd'hui un nombre d'ouvriers plus fort d'un tiers, travaille pour le même salaire global que le nombre bien plus réduit d'ouvriers occupés avant le nouveau régime. En 1932, le chiffre total des traitements et salaires s'élevait exactement à 26 milliards. En 1936, on l'estimait à 33 milliards. De la différence de 7 milliards, il faut retrancher 3,3 milliards de mark économisés par l'Etat en fait d'allocation de chômage. Ensuite, il faut ôter 1 milliard de charges supplémentaires imposées à la classe ouvrière par l'augmentation des impôts sur les salaires et des cotisations pour les assurances sociales et de chômage. Restent 2,7 milliards de mark, ils sont plus que compensés par l'élévation du coût de la vie qui, depuis 4 ans, a monté de 30 à 50 % et plus encore. En définitive, a-t-il été supprimé le chômage, c'est aux frais des ouvriers eux-mêmes ! Voyons maintenant la paysannerie. [illegible] Pendant que l'ecdel [illegible] moyenne paysannerie a été ruinée de 3-/. sous le premier plan de guerre ans. Durant la première moitié de l'année dernière, plus de 1000 entreprises agricoles comprenant 12.000 hectares ont passé par la vente forcée. En même temps, la production de vente forcée était entamée contre 2000 autres entreprises agricoles, comprenant 20.000 hectares. Par conséquent, chaque jour dix-sept fermes de petits et moyens paysans sont la proie de l'huissier. Cela ne ressemble pas très fort à de l'assainissement.

Tout cela pourtant n'est qu'un commencement. Le deuxième plan quadriennal, proclamé par Hitler et mis en exécution par Goering, promet pis encore Il ne connaîtra qu'un seul but : préparer le pays pour la guerre d'agression !

D'ailleurs la fabrication, prévue par le plan, du produit de remplacement, coûtera le triple ou le quadruple des prix du marché mondial. Donc, rentabilité nulle du point de vue de l'économie nationale ; au contraire écoeomie catastrophique. Mais les considérations économiques ne jouent guère là où la guerre lurme l'unique centre des préoccupations.

Nous voici arrivés aux projets de guerre de Hitler. Il est vrai que les quatre années qui viennent de s'écouler ont vu se réaliser une série de succès partiels de la politique de guerre fasciste. Mais il n'est pas moins vrai que ces entosses reposent sur le pieds d'argile. Quatre ans de dictature fasciste hitlérienne ont dangereusement isolé l'Allemagne et menacent de la jeter à l'abîme.

Peu à peu, les revenus constamment en masse, les impôts de plus en plus lourds (3 milliards soit 50 /. de plus qu'il y a 4 ans) d'une part, l'hypertrophie ou réarmement et des excès de menaces d'agression, d'autre part, enfin le travail d'information incessante de l'opposition antifasciste font que les larges masses populaires ne reudent compte que a l'honneur et la sécurité du pays a dont le gouvernement hitlérien ne cesse de parler, ne lui importent guère. C'est bien pourquoi, au cours de ces 4 années, un sombre et important de partisans de la Croix Gammée, s'est détaché de Hitler, et pourquoi l'opposition idéologique continue de progresser, bien qu'en raison de l'épouvantable régime de terreur les actes de résistance ne la traduisent pas encore complètement.

Il y a six mois une conférence confidentielle eut lieu entre les [illegible] avocats fascistes et la direction [illegible] assant à la Gestapo, déclare ce qui suit.

Dans les 4 mois nous mettons à bas les organisations communistes souterraines. Mais chaque fois qu'un arrête sont immédiatement remplacés par d'autres, hommes ou femmes qui continuent le travail. Il y a parmi eux les meilleurs types allemands, mais il faut les exterminer en raison de leurs idées destructives.

Il est vrai que la Gehsime Staatspolizei Gestapo ne pourra jamais [illegible] *communiste.*

Non, impossible de les exterminer, nous avons sous les yeux le compte-rendu de l'ene des dernières conférences d'administrateurs [illegible] du front du travail de Haute-Silésie. Sans provoqeer la moindre objection, un des chefs du mouvement y déclare. « 15 /. de la population de Haute-Silésie sont de rôté du national-socialisme, mais 85 /. restent à gagner ! »

Tel est le résultat de 4 ans d'hitlérisme ! C'est une situation qui offre [illegible] S'il est vrai que [illegible] une bonne partie de la poissance, de la dispersion, alora il est temps de tirer la leçon des 4 années qui viennent de s'écouler et qui ont vu sacrifier tant de victimes provenant de toutes les fractioes de l'opposition.

En voici la formule :

Formation du front popnlaire allemand ! lui seul sera capable de transformer le 3e Reich de guerre en une Allemagne de paix et de liberté!

Messieurs,

Si vous voulez changer votre menu, ne manquez pas de venir chez

TÊ MY

Le plus connu et le plus ancien restaurant annamite de la ville.

Spécialité de Nem

67, Rue des Evantails Hanoi

Le Huy - Phach

Pharmacien sino-annamite

Spécialisto das molodias vénériennes, des molodias des rains at du cœur

LE HUY - PHACH

149, Rue du Coton—Hanoi

Médecine Générale

Maladies Vénériennes

Maladies oculaires

Blennorragie aigue ou chronique

Syphilis : Toutes les périodes

Résultats efficaces et rapides par le Traitement nouveau.

Facile et Radical

CABINET MÉDICAL

Dr Trần-Văn-Sang

78 Rue du Papier — HANOI

Droperies—Lainages

Fournisseur en gros pour tailleurs

TAN-MY.

Grand Tailleur

5, place Négrier — Hanoi

THUAN-THANH-LONG

dit Thân Chemise

15 Rue du Riz Hanoi

(près du Grand Marché)

SPÉCIALITÉ

Chemises — Pyjamas — Robe de chambre — Sous-vêtements.

Bête de luxe ou bête de somme, voilà ce qu'est presque exclusivement aujourd'hui la femme. Entretenue par l'homme lorsqu'elle ne travaille pas, elle est encore obligée d'être entretenue par lui lorsqu'elle se tue à travailler.

A quantité et à qualité égales, le travail de la femme est moins rétribué que celui de l'homme. Donc, qu'elle soit ou non sous la dépendance patronale, elle s'échappe pas à la dépendance masculine et est, de toutes façons, contrainte à chercher dans son sexe, transformé d'une manière plus ou moins apparente en marchandise, le supplément à des ressources insuffisantes.

Si elle a été longtemps placée par sa nature même dans une situation inférieure, à cette heure existent les conditions qui lui ouvrent les divers genres d'activité Le développement de l'industrie mécanique élargit la sphère étroite dans laqeelle la femme était confinée. Il l'a débarrassée des anciennes fonctions ménagères et, en supprimant l'effort musculaire, l'a rendue apte aux emplois industriels. Aussi, déjà arrachée au foyer domestique et jetée dans la fabrique, devenue l'égale de l'homme devant la production, il ne lui reste plus qu'à s'émanciper en tant qu'ouvrière, pour être socialement son égale en tous ordres, pour être maîtresse d'elle-même.

Son infériorité légale n'étant que le reflet de l'asservissement économique particulier dont elle est victime, son égalité civile et civique ne saurait être efficacement poursuivie en dehors de ce qui peut amener l'émancipation économique, à laquelle, pour elle comme pour l'homme, est subordonnée la disparition de toetes les servitudes.

Parco que le socialisme - parle d'égalité, sans prendre la peine d'examiner ce qu'il entend par là, on l'accuse de rêver un nivellement aussi chimérique qu'universel, d'aboutir à une médiocrité uniforme.

Il résulte de ce qui précède que le socialisme demande l'égalité devant les moyens de développement et d'action, c'est-à-dire du point de départ. Or cette égalité n'entraîne, ee aucun cas ni l'égalité d'allure, ni l'égalité au point d'arrivée. En assurant à tous les organismes bomales part égale devant les possibilités d'éducation et d'exercice, loin de réaliser l'uniformité, la socialisme fera germer et accentuera les inégalités naturelles, musculaires ou cérébrales. Ce sont là des différences que, quand même ce serait possible, le socialisme scientifique ne garderait bien de d'effacer, sachant que cette hétérogénéité est une des conditions essentielles du perfectionnement de l'espèce.

Tant que l'égalité sociale devant les moyens de développement et d'action, déduite des tendances lutimes de la production moderne, ne sera pas établie, proclamer le droit de l'homme à être libre équivaudra à accorder libéralement à un paralytique la permission de marcher. Avec cette égalité acele, la liberté au.rement dit le jen de tous les organismes humains auivaot leur volonté consciente deviendra une réalité.

Le socialisme veut la liberté entière de l'homme, mais ici il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque. Il n'est pas de mot plus élastique que le mot liberté, c'est un pavillon qei couvre toute espèce de marchandises.

Sous prétexte de liberté des cultes, les champions du plus radical des libéralismes tolereraient en tout état de choses les pratiques religieuses, c'est-à-dire le danger avéré du viol intellectuel des enfants, risquant d'être mis par lenr cerveau déformé dans l'impoissance morale d'exercer aciemment leur faculié de vouloir.

D'autre part, défendent une liberté du père de famille, qei n'est souvent qu'un attentat légitime contre l'enfant empêché de devenir normalement ce que sa nature comporte.

Au nom de la liberté du travail on consacre la liberté pour le capitaliste d'exploiter à sa geise le travailleur, et pour le travailleur l'obligation de se soumettre.

Ces libertés prodigalement accordées à quelqees-ees, sont aessi fondéca que le serait la liberté pour l'aiguilleur de manœuvrer les aigeguilles et d'opérer les changements de voie au gré de ses caprices.

La liberté est pour chacun, non le denri, qui ne signifie rien mais le pouvoir moral et matériel de satisfaire ses besoins naturels ou acqeis. Dérivant de l'égalité devant les moyens de développement et d'application des facultés organiques, au d'autres termes de l'universalisation de l'instruction et de la socialisation des forces productives, elle implique l'actino commune, la solidarité.

Isolé, l'homme ne connaîtrait d'autres limites à son action que celles de sa force ; son action se trouverait du cnup singel érement restreiote. C'est pourqooi, sous l'empire de l'intérêt personnel, l'action commune se substitue de plus en plus à l'action strictement individuelle. L'homme est pour l'homme un auxiliaire nécessaire ; la communauté d'actioe, visant par des fonctinna différentes, mais respectivement indispensables, à la réalisation d'un but commun, le bien-être, doit évidemment se compléter par la communanté d'avantages.

La solidarité qui a été anccessivement familiale,) communale, aatieuale tend à devenir internationnale. La faculté de-leru, pour l'homme, d'agir seul, d'être absolument indépendant de l'action des aetres, en eu mnt l'auinnômie si abaîiomeol glorifiée. si elle n'était rendue irréaliaable par l'évolution écoeomique qui dnmioe toetes les relations humaines, sernit ee retour en arrière, eee diminution de peissance, c'est-à-dire de liberté, pour l'individe; au lieu d'on être en accroissement.

La liberté étant d'aetant plus grande qu'elle est moins sebordonnée dans son exercice à des circoeastaeces étrangéres à la volonté, et les obstacles coutre lesqnels se beurte la volnnté eloet d'autant plus faciles à vaincre que les forces qui les combattent sont moies éparpillées, la centralisatioo, grâce à laquelle oe peut atteindre se maximum des résoitats avec le minimum d'efforts, s'impose comme garantie d'expansion pour la liberté individuelle.

D'ailleors, c'est seulement bora de l'atelier que l'activité corporelle et lu tellectuelle pourra revétir le caractére de liberté qui en fait le charme. Une organisation mécanique, en effet, ne permet pas l'essor spontané des facultés humaines ; l'homme o'est là qu'ne rouage du machieisme, réduit à s'adapter aux mouvements automatiqeea de l'eesemble. Plus la machine sera perfectionnée et universalisée, moins l'homme aura de travail à accomplir, mais moins aussi, pris en masse le travail sera le libre jeu de l'initiative humaine et plus il sera ennuyeux pour no plus graod uombre de travailleors. Avec la courte durée du travail, la diversité salue dans l'eunoi inévitable, veilà ce qoi sera siément réaiisable.

Il y aura, peut-on objecter, obligation de travail.

La liberté sera en matière de travail tout ce qu'elle peut être ee n'importe quelle autre matière : le jeu de l'activité humaine, non enivré socialement, et seulement limité par les fatalités organiques ou extérieures. En supposant qu'il soit permis demain d'aller tout en, les gens, avec la température de nos hivers, continueraient à se vétir, non par caprice du fait d'autrui, mais par nécessité provenant de leer organisme. Est libre l'homme dont la volooté n'est déterminée que par des mobiles pris en lui-même, qui peut à sa guise s'accnmmoder aux coeditions nécessaires de sa vie ; sera doue libre l'homme dont la volonté de travailler ne proviendra, comme sa volonté de manger, qea de ses besoins personnels à satisfaire, ne travaillant qu'à ce qei lui coovieodra, sachant qe'il ne travaille qee pour lei, ayant conscieece de travailler de soe seul gré.

Ce ne sera probablement pas par plaisir qu'oe travaillera, étant donnée la manière d'être, cependant aussi améliorée que possible, du travail ; on aura pour geide unique l'intérêt, l'intérêt qui est le point de départ réel de tous les actes de l'homme, qui régit tous les rapports de l'individu avec le milieu ambiant.

C'est également en excitant l'intérêt, qu'on assurera l'exécution des travaux teut particulièrement daogereux ou répugoants grâce à une majoration du prix de l'heure de travail ordinaire On établira quequatre heeres par exemple, consacrées à une de ces spécialités ingrates également à six ou sept heures de travail simple. Il o'y aera pas là du reste de détermioation arbitraire ; la différence, pour un même gain, entre o temps employé à des travaux ordinaires et celui employé à des travaux pénibles, variera d'après l'offre et la demande de ces derniers travaux. On o'aura pas à coudamner une catégorie de travailleurs à les exécuter. Il n'existera pour personne en cette matière, ni obligation directe émanant d'une législation spéciale, ni obligation indirecte conséqueece de l'impossibilité de trouver à vivre en faisaot autre chose. Ceex qui accompliront ces besoges seraieni absolument libres de se livrer à d'autres travaux. Oo ne spécifera doue point comme aujourd'hui sur leur misère mais sur ce désir très réel chez beaucoup, anit d'en gain plus fort pour oo même temps de travail, soit d'un loisir plus grand pour nn même gain. Mentionnons que l'esprit de dévouement qui existe chez l'homme comme chez le chieo par exemple, pourra ainsi s'exercer et s'exercera d'antant plus que l'entraînement, l'émulation, comprimés aujourd'hui chez ceux qui savent qu'ils travailleni pour d'aotres, preudrnnt eofin leur essor.

Dans ces conditinns, l'homme ne travaillant plus pour obéir à une contrainte étrangère à son organisme, le travail, selon l'ingénieuse expression d'un des plus éreditn penseurs socialistes, Paul Lafargue, oa sera pour toua que le « condiment des plaisirs de la paresse. Reprenant son individualité anoihilée par la besogne mécanique que les progrès de la technologie tendront à abréger et à alléger, l'homme pourra, aun travail terminé, gôuter, au grà de ses désirs, les joaissances physiques résultant du complet exercice de ses organes, et ipa jonissaoces intellectuelles que procure la culture de la science et de l'art. Le plaisir, bqe de tout orgaoisme vivant, se réaliserа alora pour chacou conformément à sa nature.

Mais cette liberté est subordonnée à la socialisation dua mnyeua de productioo ; la collectivité o'en jouira que lorsqe'elle aura les moyeus économiques d'en jouir. Or les détenteurs, privilégiés de ces moyens, condition sine qua non de la liberté, les abaodnoueront ils, dès l'instant qu'ils seront libres aux aussi, libres de oe pas les abaodonner ?

(A suivre)

Aperçu sur le socialisme scientifique

par *Gabriel Deville*

(Suite)

Imp. spé « Ich » « Le Travail »

L'Administrateur - Gérant Trịnh văn-Phú

CE MICROFILM A ÉTÉ ÉTABLI

en **OCTOBRE 1974**

Dans les ateliers de

L'ASSOCIATION POUR LA CONSERVATION ET LA REPRODUCTION PHOTOGRAPHIQUE DE LA PRESSE (A.C.R.P.P.)

4, rue Louvois — Paris 2e

L'Exploitation commerciale de ce film est interdite. La Reproduction totale ou partielle est soumise à l'autorisation préalable des ayants droit et à celle de l'A.C.R.P.P. qui conserve un exemplaire du microfilm négatif.

COTE à la Bibliothèque Nationale

Gr. Fol. Jo. 403

LE TRAVAIL

HANOI

INDOCHINE

16 SEPTEMBRE 1936 - 16 AVRIL 1937

Mutilé - Mauvaise impression
meilleure copie disponible
best copy available

LE TRAVAIL

HANOI

INDOCHINE

16 SEPTEMBRE 1936 - 16 AVRIL 1937

Mutilé - Mauvaise impression
meilleure copie disponible
best copy available

FIN

END

A.C.R.P.P.– PARIS.